

## Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

### Déclarations de politique étrangère et points de presse

1 / 942 – Point de presse du 31/07/2025

Référence EPJ01549101

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les frappes massives contre des villes ukrainiennes, qui ont une nouvelle fois ciblé des infrastructures civiles et fait de nombreuses victimes parmi la population. Cette nuit, à Kyïv, les frappes russes ont fait, selon un bilan provisoire, 7 morts et 44 blessés. Ces attaques illustrent une stratégie délibérée d'escalade militaire et visent à instiller la peur dans la population ukrainienne. Elles interviennent alors que le Président Trump a fixé un ultimatum à la Russie le 14 juillet dernier, lui intimant de s'engager de bonne foi dans des négociations. Depuis cette date, la Russie a frappé le territoire ukrainien à plus de 3.100 reprises, causant plus de 50 morts civils et entre 180 et 200 blessés. Aujourd'hui, comme depuis le début de son invasion, la Russie demeure dans une logique de confrontation et refuse tout engagement sérieux en faveur de la paix. La France continuera de s'investir avec détermination aux côtés de l'Ukraine afin de parvenir à une paix juste et durable.

2 / 942 – Point de presse du 28/07/2025

Référence EPJ01547904

Texte La France, aux côtés de 40 autres Etats participants de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), a activé le 24 juillet 2025 le Mécanisme de Moscou de l'OSCE qui vise à enquêter sur la situation des droits de l'Homme dans un Etat participant. Cette initiative vise à faire la lumière sur le traitement des prisonniers de guerre ukrainiens par la Fédération de Russie. La Russie mène depuis plus de trois ans une guerre d'agression contre l'Ukraine en violation du droit international, des principes fondateurs de l'OSCE et de ses engagements internationaux en matière de droits de l'Homme. Les violations graves, généralisées et systématiques du droit international humanitaire et des droits de l'Homme par la Russie ont déjà été établies par plusieurs rapports, notamment du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme (BIDDH) de l'OSCE, du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme et de la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine. Face à ces actes intolérables, la France réaffirme solennellement sa détermination à lutter contre toute impunité. L'activation de ce mécanisme permettra à une mission d'experts indépendants de recueillir des preuves, documenter et rapporter les faits. La France rappelle que les Etats participants de l'OSCE se sont engagés à respecter le droit international humanitaire, en particulier les obligations découlant de la Troisième Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre et rappelle que l'interdiction de la torture en droit international est absolue. La France continuera de se tenir aux côtés du peuple ukrainien et d'apporter son appui à l'indispensable travail de la justice

internationale pour assurer que les responsables de tous les crimes commis en Ukraine rendent des comptes. Elle ne manquera pas d'étudier avec intérêt les résultats du rapport indépendant.

3 / 942 – Point de presse du 25/07/2025

Référence EPJ01547602

Texte Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Noël Barrot, s'est entretenu avec son homologue finlandaise, Mme Elina Valtonen, le 24 juillet 2025 à Paris. Les ministres se sont réjouis du renforcement de la relation bilatérale entre nos deux pays. Les deux ministres ont réitéré leur attachement au multilatéralisme et aux principes fondamentaux de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), dont la présidence pour 2025 est exercée par la Finlande. Le Ministre a salué les efforts et les ambitions de la présidence finlandaise pour maintenir le bon fonctionnement de l'organisation malgré les nombreux défis auxquels elle fait face. Cinquante ans après la signature de l'Acte d'Helsinki, les deux ministres ont rappelé que les Européens devaient continuer de se mobiliser dans la définition de l'architecture de sécurité européenne. Plus de trois ans après le début de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, les ministres ont réaffirmé la poursuite du soutien sans faille de la France et de la Finlande à l'Ukraine. Ils se sont félicités du niveau d'ambition du nouveau paquet européen de sanctions adopté le 18 juillet dernier, qui doit permettre de renforcer la pression sur la Russie et la contraindre à un cessez-le-feu. Les ministres ont fait état de la situation à Gaza, en rappelant qu'il était urgent de parvenir à un cessez-le-feu immédiat et permanent, à la libération inconditionnelle de tous les otages et à l'accès sans entrave de l'aide humanitaire. Les ministres ont convenu de se coordonner pour renforcer l'action de l'Union européenne dans ce sens. Ils ont en outre souligné le rôle essentiel de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) pour l'équilibre régional.

4 / 942 – Point de presse du 25/07/2025

Référence EPJ01547603

Texte Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Noël Barrot, a reçu son homologue hongrois, M. Péter Szijjártó, le jeudi 24 juillet. Cet entretien a été l'occasion d'aborder les relations bilatérales et le renforcement de nos coopérations en matière économique et nucléaire. Sur le plan européen, les deux ministres ont constaté leurs convergences pour promouvoir le respect du principe de neutralité technologique, renforcer le soutien aux agriculteurs européens, et contribuer activement au développement d'une défense européenne. Le Ministre a réaffirmé notre soutien à l'Ukraine dans la guerre d'agression qu'elle subit de la part de la Russie, la nécessité d'oeuvrer en faveur d'une paix juste et durable, ainsi que notre soutien à l'avancée des négociations d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne. Le Ministre a également souligné la nécessité de préserver l'unité et la cohésion de l'Union européenne dans la gestion des grands dossiers internationaux, y compris en ce qui concerne l'Ukraine et le Moyen-Orient.

5 / 942 – Point de presse du 16/07/2025

Référence EPJ01545404

Texte La France salue la publication par le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme (BIDDH) de l'OSCE de son 7ème rapport sur les violations rapportées du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'Homme en Ukraine. Le rapport constate l'intensification des bombardements indistincts des zones densément peuplées par les forces armées russes et l'augmentation conséquente du nombre de victimes civiles. Il se fonde sur de nouveaux témoignages recueillis au cours du premier semestre 2025 auprès des survivants et des victimes de l'occupation russe, confirmant des pratiques de torture, de mauvais traitement de prisonniers civils et des prisonniers de guerre, des cas de violences sexuelles et de nombreux autres violations du droit international et des engagements pris par la Russie au sein de l'OSCE. Enfin, il formule des recommandations pour mettre fin à ces pratiques insoutenables. La France reste engagée aux côtés des Ukrainiens, de ses partenaires internationaux et des juridictions internationales pour lutter contre l'impunité des auteurs des actes insoutenables qui ont été commis.

6 / 942 – Point de presse du 11/07/2025

Référence EPJ01544702

Texte La France prend note de la condamnation, le mercredi 9 juillet 2025, par la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) de la Russie pour les violations flagrantes et généralisées des droits de l'Homme qu'elle a commises dans les territoires occupés d'Ukraine depuis 2014 et à l'occasion de son invasion à grande échelle de l'Ukraine lancée en février 2022. Dans son arrêt, la Cour cite l'existence d'un système organisé de violations des droits de l'Homme, incluant des attaques militaires indiscriminées, des exécutions sommaires, des actes de torture et en particulier l'usage du viol comme arme de guerre, des détentions illégales et arbitraires, des persécutions visant des journalistes et des groupes religieux, ainsi que le transfert organisé d'enfants vers la Russie et leur adoption dans ce pays. La Cour a aussi jugé que la Russie était responsable de la destruction du vol MH17 à l'été 2014, ayant entraîné la mort de 298 personnes. La France réitère sa ferme condamnation de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, conduite au mépris du droit international et qui s'accompagne de violations graves et systématiques des droits de l'Homme.

7 / 942 – Point de presse du 26/06/2025

Référence EPJ01541205

Texte La France salue la signature de l'accord bilatéral entre le Conseil de l'Europe et l'Ukraine relatif à l'établissement du Tribunal spécial pour le crime d'agression de la Russie contre l'Ukraine, lors d'une cérémonie qui s'est tenue ce 25 juin 2025 au Conseil de l'Europe à Strasbourg, en présence du président ukrainien Volodymyr Zelensky. La France se réjouit de cette avancée historique, qui marque la première étape du processus conduisant à la mise en place de cette nouvelle juridiction, institution essentielle pour rendre justice aux victimes de l'agression russe. La France s'est pleinement investie dans les travaux préparatoires pour la création d'un tribunal pour lutter contre l'impunité des crimes d'agression commis par la Russie. La France accompagnera, dans le cadre du Conseil de l'Europe, les prochaines étapes à franchir pour

l'établissement de ce Tribunal spécial et maintiendra aussi longtemps qu'il le faudra son engagement aux côtés de l'Ukraine, dans sa quête de justice comme dans sa lutte pour sa souveraineté et son intégrité territoriale.

8 / 942 – Point de presse du 24/06/2025

Référence EPJ01540401

Texte Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a participé hier, lundi 23 juin 2025, au Conseil Affaires étrangères (CAE) de l'Union européenne à Bruxelles. En ce qui concerne la situation en Ukraine, les ministres ont insisté sur la poursuite du soutien apporté par l'Union et ses Etats membres, plus de 3 ans après le début de la guerre d'agression russe. Les Etats membres sont convenus de renforcer la pression sur la Russie, ainsi que sur les Etats tiers qui la soutiennent sur le plan économique, notamment à travers l'adoption rapide de sanctions de grande ampleur visant l'économie russe. La situation au Moyen-Orient et l'escalade inquiétante entre l'Iran et Israël ont été abordées. Au lendemain de la déclaration conjointe des dirigeants des E3 – Allemagne, France, Royaume-Uni – du 22 juin dernier sur la situation au Proche et au Moyen orient, les ministres européens ont insisté sur la désescalade, l'atteinte d'une solution diplomatique sur l'encadrement du programme nucléaire tout en insistant sur la nécessité de mettre fin aux activités de déstabilisation menées par l'Iran. Le Ministre a rappelé que l'escalade en cours ne devait pas occulter la situation intolérable à Gaza, en particulier s'agissant des entraves intolérables pour l'accès à l'aide humanitaire, ainsi que la poursuite de la colonisation en Cisjordanie. Les ministres ont pris connaissance du rapport de la Haute Représentante/Vice-présidente de la Commission européenne selon lequel l'article 2 de l'accord d'association UE/Israël portant sur le respect des droits de l'Homme n'est pas respecté. Ils ont confié mandat à Kaja Kallas pour dialoguer avec les autorités israéliennes pour obtenir des améliorations concrètes de la situation ainsi que le respect du droit international humanitaire. Les ministres décideront, sur cette base, des suites à donner lors du CAE de juillet. Enfin, en ce qui concerne la Géorgie, les ministres ont fait part de leur préoccupation vis-à-vis de la forte dégradation de l'état de droit, des violences ciblant les manifestants, ainsi que des arrestations arbitraires.

9 / 942 – Point de presse du 04/06/2025

Référence EPJ01535801

Texte Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Noël Barrot, a reçu son homologue bulgare, M. Georg Georgiev, le mardi 3 juin. Les ministres se sont félicités du développement des relations bilatérales franco-bulgares, y compris en matière économique. Ils ont appelé à approfondir la coopération sur des sujets d'intérêt commun susceptibles de renforcer l'autonomie stratégique européenne, comme la défense et le nucléaire civil. La signature prochaine de la feuille de route actualisée du partenariat stratégique franco-bulgare permettra de nourrir cette dynamique positive. Dans la perspective du Conseil européen des 26 et 27 juin prochains, les ministres ont échangé sur les sujets prioritaires de l'actualité européenne et internationale. Face à la poursuite de la guerre d'agression menée par la Russie, ils ont réaffirmé leur détermination dans leur soutien à l'Ukraine. Ils ont souligné l'importance de la politique d'élargissement, notamment à direction des pays des Balkans Occidentaux,

ainsi que l'importance de la région de la mer Noire pour la sécurité européenne.

10 / 942 – Point de presse du 28/05/2025

Référence EPJ01534902

Texte Iran Avant de poursuivre, je souhaite avoir une pensée pour nos deux compatriotes otages d'Etat en Iran depuis plus de trois ans. Cécile Kohler et Jacques Paris sont détenus dans des conditions qui peuvent s'apparenter, en droit international humanitaire, à de la torture. C'est une situation inadmissible, et comme la France l'a déjà dit à plusieurs reprises, contraire au droit international. La mobilisation de la France ne faiblira pas. La France maintiendra la pression sur les autorités iraniennes jusqu'à ce que nos deux compatriotes soient libérés. Indopacifique Je l'évoquais il y a quelques minutes, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères Jean-Noël Barrot se rendra à Singapour en fin de semaine, où il rejoindra le Président de la République pour la dernière étape de sa tournée en Asie du Sud-Est. Cet agenda asiatique me permet de rappeler que la région indopacifique constitue une priorité diplomatique pour la France. En 2018, sous l'impulsion du Président de la République, la France a lancé une stratégie indopacifique centrée sur le renforcement et le développement de partenariats avec de nombreux pays de la région. Au sein de ce vaste espace indopacifique, la diplomatie française a développé des liens étroits, nourris et suivis, notamment avec les pays de l'ASEAN, épicerie de la croissance économique mondiale. Nous partageons avec cette région un attachement à la coopération internationale, à la résolution pacifique des conflits et au multilatéralisme. Le déplacement du Président de la République au Vietnam, en Indonésie et à Singapour illustre le rôle qu'entend jouer la France aux côtés des pays d'Asie du Sud-Est : la France s'inscrit comme puissance d'équilibre et comme un partenaire fiable et respectueux des souverainetés. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a eu, à de nombreuses reprises, l'occasion de porter ces messages et cette orientation stratégique. Il y a deux mois, notamment, le Ministre s'est rendu à Jakarta en Indonésie, et à Singapour, pour mettre en lumière l'excellence de nos partenariats, fondés sur la confiance et notre capacité à travailler ensemble dans des domaines stratégiques allant de la défense à l'énergie, en passant par le défi environnemental. Il avait par ailleurs eu l'occasion d'échanger avec le secrétaire général de l'ASEAN, organisation dont la France est un partenaire de développement depuis 2020. Très concrètement, la tournée actuelle du Président de la République illustre le dynamisme des partenariats avec les pays de la région. Au Vietnam, la visite d'Etat du Président a permis de concrétiser la signature de 9 milliards d'euros de contrats dans les domaines de la défense, du ferroviaire, de l'aéronautique tout en resserrant nos liens autour d'un partenariat énergétique ambitieux. En Indonésie, le Président a posé les fondations d'une nouvelle stratégie conjointe dans le domaine culturel. Dans la droite ligne du Sommet Choose France, le Président a également rencontré des investisseurs et patrons indonésiens, oeuvrant ainsi à densifier davantage encore un partenariat économique déjà très dynamique avec l'Indonésie. Les efforts diplomatiques français en Asie du Sud-Est s'inscrivent ainsi dans un contexte singulier, autant pour nous, pays européen, que pour les pays de la région. Il faut bien sûr mentionner les défis commerciaux auxquels nous faisons face. La question des droits de douane

imposés par les Etats–Unis a des conséquences lourdes. La densité des liens économiques avec nos partenaires régionaux nous permet, chacun d'entre nous, d'intensifier nos efforts de diversification de nos chaînes de valeurs et d'approvisionnement, enjeu fondamental de souveraineté. Il faut également rappeler que dans le contexte de la guerre d'agression que mène la Russie sur le sol européen, les pays européens ne sont pas les seuls à se préoccuper de leur sécurité. Nous avons pu observer une tendance préoccupante à l'exportation du conflit vers le continent asiatique. En témoigne notamment le soutien militaire massif de la Corée du Nord à la Russie. La paix durable en Ukraine que la France défend avec vigueur n'est pas qu'une ambition européenne, c'est aussi une nécessité que nous partageons avec nos partenaires dans la région. Cette vision partagée est alimentée par des échanges réguliers que le Ministre entretient avec ses homologues de la région. Ce fut le cas notamment lors de sa tournée en Asie en mars dernier, en Indonésie et à Singapour mais également en Chine, pays avec lequel nous entretenons un dialogue régulier, à tous les niveaux, sur ce sujet spécifiquement. C'est dans ce contexte que le ministre Jean–Noël Barrot rejoindra demain le Président de la République à Singapour, pour poursuivre ce travail de coopération avec les pays de l'Asie du Sud–est et insister sur deux piliers : l'attachement clair et inébranlable de la France à la défense du droit international fondé sur des règles, d'une part ; d'autre part, la volonté d'approfondir les partenariats de souveraineté que la France coconstruit, sur la durée, avec ses partenaires de la région.

11 / 942 – Point de presse du 28/05/2025

Référence EPJ01534903

Texte Q – Ma première question concerne l'Ukraine. Le Président, il y a deux jours, a menacé d'imposer de nouvelles sanctions et a parlé de sanctions énormes. Pourriez-vous élaborer un peu plus sur ce que pourraient être ces sanctions énormes ? Et parle–t–on de sanctions européennes et américaines ? Sur Gaza, est–ce que vous avez des commentaires sur les images de distribution d'aide à Gaza par Israël et les Américains, qui ont été vraiment comparées à une situation de fiasco, chaos total, des experts qui parlent de pratiques qui ressemblent à de la propagande plus que l'aide humanitaire ? Et une deuxième question aussi sur Israël. Selon un article de Haaretz, Netanyahu a menacé la France et la Grande–Bretagne d'annexer la Cisjordanie au cas où la France reconnaît l'Etat palestinien. R – Sur la première question qui traitait de l'Ukraine, l'idée exprimée par le Président de la République s'inscrit dans une logique d'accroissement de la pression sur la Russie pour que s'engage un cessez–le–feu qui permette ensuite d'aborder des négociations pour un accord de paix stable et durable. L'idée du Président de la République, c'est qu'il faut que ces sanctions soient mises en oeuvre, mais surtout qu'elles soient suffisamment dissuasives pour permettre d'avoir la paix. Et je note que le président américain ne dit pas autre chose, et l'impatience qu'il manifeste ces derniers jours s'inscrit dans cette logique. Donc l'indignation du président Trump, en fait nous la partageons, puisqu'il faut que nous arrivions à traduire cela dans une capacité conjointe, américaine et européenne, de faire pression sur la Russie avec un paquet de sanctions fort – et je reviendrai ultérieurement, quand les discussions seront terminées, sur le détail de ces mesures. L'idée, c'est surtout d'avoir un paquet de sanctions qui soit suffisamment dissuasif

pour amener le président russe à : un, un cessez-le-feu ; et deux, des négociations de paix. Les détails, je ne les ai pas, encore une fois. Q – (inaudible). R – Le Conseil affaires étrangères a adopté le 17e paquet il y a peu de temps. Sur ces 17 paquets, vous avez beaucoup d'exemples de ce qui peut être fait en matière de circulation des personnes, en matière économique. Il y a beaucoup de possibilités. Mais encore une fois, les discussions sont ouvertes et sont en cours, donc je reviendrai vers vous sur le sujet. Sur votre deuxième question, sur les images de distribution de l'aide, elles correspondent malheureusement à ce qu'on a toujours dit, à savoir que la situation sur le terrain est absolument abominable. La population gazaouie est dans une situation atroce de dénuement extrêmement fort, et il faut que l'aide humanitaire puisse rentrer de manière libre et massive. Les images sont la traduction d'une aide humanitaire qui n'est pas suffisante. La France l'a dit à plusieurs reprises, il faut que l'aide humanitaire puisse rentrer de manière libre et massive dans la bande de Gaza. Voilà un peu ce que ces images inspirent. Et la dernière chose, la position de la France est connue sur les Territoires palestiniens, que ce soit la Cisjordanie ou que ce soit la bande de Gaza. On a toujours condamné toute tentative de colonisation ou toute tentative d'annexion. Je ne peux que vous redire la position de la France que vous connaissez très bien, et le Ministre l'a rappelée encore dernièrement : nous sommes fermement opposés à toute tentative d'annexion, que ce soit de la Cisjordanie ou de Gaza. Q – J'ai quelques petites questions. D'abord sur la conférence en juin, est-ce que vous avez déjà une liste, en tout cas les dirigeants qui ont déjà confirmé leur arrivée, surtout la question de M. Mahmoud Abbas ? Est-ce que vous pourriez aussi donner quelques détails ? J'imagine que vous êtes aussi impliqué dans la conférence du 12 au 14 juin à Paris avec la société civile... Et une petite question aussi sur la Syrie et la levée des sanctions. Je comprends que toutes les sanctions ont été levées, sauf les sanctions liées à la sécurité. Qu'est-ce que ça veut dire exactement ? Peut-être que je suis bête, mais je ne comprends pas ce que sont les sanctions liées à la sécurité. R – Sur la conférence, en fait, je ne peux pas vous donner de liste à ce stade parce que, comme vous le savez, c'est une conférence qui est organisée par les Nations unies. Donc ce sont les Nations unies qui s'occupent du secrétariat de la conférence. Je ne peux pas vous dire à ce stade qui participera ou qui ne participera pas. Q – Et vous ne savez pas si M. Mahmoud Abbas sera là ou pas ? R – Non, je ne peux pas vous le confirmer. Sur votre deuxième question, la levée des sanctions sur la Syrie, la logique qui a été la logique de l'Union européenne depuis le début est une levée graduelle des sanctions en se concentrant sur les sanctions qui doivent permettre à l'économie syrienne de redémarrer, à l'aide humanitaire de revenir en Syrie. Il y a eu deux séries de levées de sanctions au niveau de l'Union européenne. Il reste encore des sanctions qui pèsent, et on pourra vous donner les détails de celles qui restent encore en vigueur. Celles qui restent certainement en vigueur, ce sont celles qui concernent les responsables de l'ancien régime, donc le clan Assad. Ça, ce sont des sanctions qui n'ont pas bougé. Dans le détail, on pourra revenir vers vous pour vous dire quelles sont les sanctions qui demeurent. Q – Qu'est-ce que c'est, des sanctions sécuritaires ? Je ne comprends pas les termes. R – Dans le régime de sanctions qui avait été adopté contre la Syrie, il y avait différents types de sanctions. Des sanctions qui visaient des personnes, des sanctions qui visaient

l'économie syrienne et des sanctions dites sécuritaires. Q – Je demandais aussi sur la conférence de 12 au 14 juin. R – Sur la conférence en amont ? Nous reviendrons vers vous avec des détails. Q – L'Irlande travaille sur un projet de loi qui viserait à interdire l'importation de marchandises issues de colonies israéliennes, qui sont illégales pour les Nations unies. Est-ce que la France pourrait être inspirée par cette annonce et pourrait annoncer des mesures similaires, même si une telle interdiction reste très symbolique et avec un impact économique très minime, dans le cas de l'Irlande ? Et quelles seront les mesures concrètes dont vous avez parlé la semaine dernière, que vous allez prendre contre le gouvernement israélien ? R – La ligne qui est soutenue à Paris, c'est celle que je vous détaillais la semaine dernière, à savoir qu'il y a eu une discussion au niveau des 27 Etats membres, puisqu'il s'agit de questions que nous devons évoquer avec nos partenaires européens. La ligne qui a été retenue et qui a été soutenue par la France, c'est une réouverture, un réexamen de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël. Cet accord d'association, si on le lit, on constate qu'il y a plusieurs types de mesures. Il y a des mesures en termes de dialogue politique, des mesures en termes de coopération, mais aussi des mesures en matière commerciale. La discussion est donc ouverte, je ne peux pas vous donner le point d'atterrissage et là où ça ira, mais en tout cas, la discussion est ouverte pour une revue de cet accord d'association. Pour ce qui nous concerne, c'est cette ligne-là qu'on tient. Q – S'il vous plaît, je veux revenir avec vous sur la question de l'Ukraine. Que pensez-vous de la proposition de M. Zelensky d'une rencontre trilatérale avec les présidents russe et américain ? Y a-t-il une coordination avec l'Europe ? Surtout qu'on vient d'entendre M. Peskov qui dit qu'une telle rencontre peut avoir lieu s'il y a un accord. R – Le premier point, c'est que depuis le début, la France, avec ses partenaires européens, a toujours prôné une approche d'ouverture et de dialogue qui doit permettre de mener un accord de paix. C'est un postulat sur lequel nous n'avons jamais varié. Nous l'avons exercé, nous avons un dialogue constant avec les Ukrainiens, nous avons un dialogue avec les Américains sur le sujet. Donc de ce côté-là, il y a une ouverture qui demeure. Ce qu'on note, malheureusement, c'est que du côté russe, en revanche, il y a beaucoup d'annonces, mais qui ne se traduisent pas dans les faits. Il y a eu une proposition de Volodymyr Zelensky, au président Poutine, de se rendre en Turquie pour discuter, justement, et avoir un début de discussion sous les auspices du président turc. Le président russe n'est pas venu. On constate quand même de manière régulière que les annonces de Moscou, c'est très bien, mais qu'en général, ça ne se traduit pas dans des faits. Donc là, il y a des nouvelles déclarations de M. Peskov. Je ne sais pas trop quoi vous dire, dans la mesure où cela correspond à une tactique russe de gagner du temps, et nous avons des doutes sur la bonne foi et la réelle volonté des Russes de discuter ce point-là, encore une fois parce que les dernières semaines nous ont montré que les déclarations n'étaient pas suivies d'effets. Q – C'est la même question, à propos de Zelensky, parce que c'est un format de rencontre trilatéral. Est-ce qu'on peut considérer que ce format met de côté l'Union européenne ? À votre avis, cette initiative peut-elle vraiment aboutir sans la participation directe de l'Union européenne ? R – Ce qui est certain, c'est qu'en complément de ce que je viens de dire, à savoir que les Européens avaient toujours une posture ouverte en termes de négociations et avaient toujours fait preuve d'une disponibilité à discuter, dans le même temps, nous



avons toujours indiqué que la guerre d'agression que mène la Russie contre l'Ukraine est aussi un problème européen, c'est un problème de sécurité pour le continent européen, et que les discussions qui devront s'engager sur la conclusion d'un plan de paix devront inclure les Européens. C'est un point important. Donc nous verrons , et encore une fois, je reviens à ce que je vous disais :c'est une proposition, mais il faudra voir si elle est suivie d'effets. Q – Vous pouvez juste répéter, s'il vous plait, sur la question ? Et si l'Europe reste loin de cette affaire, comment vous allez... ? R – Ce que je veux dire, c'est que l'Europe ne restera pas loin, parce que l'Europe de toute façon est en lien extrêmement étroit avec l'Ukraine. L'Europe appuie l'Ukraine et l'Europe fait tout pour que l'Ukraine puisse obtenir une paix durable. Donc nous ne serons pas loin. Q – À propos des deux otages français en Iran, j'ai remarqué que depuis quelques temps, quelques décennies même, en comparant avec les autres pays membres de l'Union européenne, la France a eu toujours beaucoup plus de problèmes avec l'Iran que les autres pays. Deuxième chose, il y a Mme Esfandiari qui est en prison en France depuis quelques mois, sans être jugée et sans savoir pourquoi. Et dernière chose, est-ce que la France est au courant du contenu des négociations à Rome ? Et en plus, pourquoi cette ville et pas les autres villes comme Bruxelles par exemple ? R – Sur votre première question, je vous invite à demander aux autorités iraniennes. C'est une politique de la République islamique d'Iran. Alors, pourquoi il y a plus de Français que d'autres ? Je ne peux pas vous répondre. C'est une politique qui s'inscrit dans une logique totalement arbitraire. Donc, peut-être que si vous demandez aux autorités iraniennes, elles auront une réponse à vous donner à la question de savoir pourquoi il y a plus de Français. Sur votre deuxième question, sur le cas de cette iranienne, effectivement, elle a été arrêtée, mais elle est dans un cadre judiciaire clair et défini, donc je ne commenterai pas une procédure judiciaire en cours, . Et enfin, la question de savoir pourquoi est-ce que les négociations sur le nucléaire iranien se tiennent à Rome, je n'ai pas d'explication, je ne sais pas pourquoi ça se tient à Rome, mais je constate effectivement, comme vous, que les cycles de négociations, que ce soit entre les Iraniens et les Européens, ou que ce soit entre les Américains et les Iraniens, se tiennent à Rome. Q – Est-ce que la France est au courant du contenu des négociations ? R – Il y a, sur les négociations, de toute façon, des cycles, des sessions de négociations, il y a eu la semaine dernière une session de négociation entre Américains et Iraniens. Il y a eu, le vendredi d'avant, une session de négociation entre Européens et Iraniens. Et bien évidemment, la coordination entre Européens et Américains se fait.

12 / 942 – Point de presse du 26/05/2025

Référence EPJ01534501

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les frappes russes massives menées de façon consécutive ces derniers jours, qui ont causé la mort d'au moins une dizaine de personnes et fait plusieurs dizaines de blessés à travers l'ensemble du pays. Ces frappes inacceptables, qui ont une nouvelle fois délibérément ciblé des objectifs civils en violation flagrante du droit international humanitaire, témoignent de la volonté de la Russie de poursuivre sa guerre d'agression contre l'Ukraine et de son cynisme dans les discussions en cours. Nous nous coordonnons étroitement avec nos partenaires afin d'en tirer toutes les conséquences. La France continuera de s'investir durablement

et avec détermination aux côtés de l'Ukraine afin de parvenir à une paix solide, juste et durable.

13 / 942 – Point de presse du 22/05/2025

Référence EPJ01533905

Texte Q – Bonjour, j'ai une question sur le Tombeau des Rois à Jérusalem, parce qu'il y a un communiqué de presse du ministre israélien Gideon Saar, du ministre des Affaires étrangères, qui dit que ce site qui est contrôlé par la France, je pense, depuis longtemps, qui fait partie du domaine national français en Terre sainte, devrait repasser sous contrôle israélien, et ce serait pour Jerusalem Day, qui est dans quelques jours. Donc je me demandais s'il y avait une réaction à ça. R – Nous n'avons pas connaissance d'une démarche officielle israélienne en ce sens. Je vous rappelle que les domaines nationaux relèvent de la propriété de l'Etat français, et cette propriété est reconnue tant par Israël que par l'Autorité palestinienne par le biais d'accords internationaux. À Jérusalem, la France possède depuis le XIXe siècle – s'agissant du site que vous citez depuis 1886 – quatre domaines nationaux, des sites religieux, chrétiens et juifs, dont la propriété a été reconnue par l'Etat d'Israël à sa création en 1948. Q – "Il existe un lien direct entre l'incitation à la haine antisémite et anti-israélienne et ce meurtre, le meurtre de Washington. Cette incitation est également le fait de dirigeants et de responsables de nombreux pays et organisations internationales, particulièrement en Europe." C'est la déclaration du ministre israélien des Affaires étrangères aujourd'hui. Quelle est votre réaction ? R – D'abord, je rappelle que nous avons toujours condamné tout acte antisémite ou toute action ou volonté de mise en danger de l'Etat d'Israël. Je vous rappellerai aussi que nous avons toujours de manière constante, et je l'ai refait il y a quelques minutes, condamné les actes odieux du 7 octobre 2023. Et nous sommes, dans ce cadre, aux côtés du peuple israélien qui a fait face à un acte terroriste d'une barbarie inédite. Mais les propos que vous rappelez sont des propos parfaitement outranciers et parfaitement injustifiés. La France a condamné, la France condamne et la France continuera à condamner toujours et sans ambiguïté tout acte antisémite. C'est ce que nous avons fait et c'est ce que je viens de faire à la lecture de cette déclaration. Il n'y a aucune ambiguïté sur le sujet. Le ministre de l'Intérieur a d'ailleurs donné instruction ce jour aux préfets de renforcer la sécurité des lieux liés à la communauté juive de France. Voilà ce que je peux vous dire de ces propos. Q – Les accusations de la part de plusieurs représentants de la Russie concernant des ingérences de la France dans les élections présidentielles en Roumanie ont continué les derniers jours, même si les résultats ont été reconnus officiellement. Avez-vous une réaction à ces propos ? R – Nous avons dénoncé ces allégations, qui sont totalement infondées. Et je le répète ici, les allégations qui circulent sur une prétendue ingérence de la France dans le scrutin présidentiel roumain sont totalement infondées. La France rejette catégoriquement ces allégations et elle appelle chacun à ses responsabilités, mais surtout au respect de la démocratie roumaine. Q – J'ai plusieurs questions. La première concerne l'Iran. Un nouveau cycle de discussion va se tenir entre l'Iran et les Etats-Unis, ce vendredi à Rome. Je voulais savoir si ça serait précédé par une réunion avec les Européens. Est-ce qu'on peut avoir des éléments sur la réunion précédente entre les Européens et l'Iran ? S'agissant de la conférence des

deux Etats à New York en juin, Je voulais avoir la confirmation qu'il y aurait une réunion à Paris qui précéderait cette conférence, et qui y réunirait plutôt des personnes de la société civile palestinienne et israélienne, si vous pouvez nous en dire plus. Et toujours sur cette conférence, est-ce que vous pouvez nous confirmer qu'Israël n'a pas été officiellement invitée à New York ? R – Sur l'Iran, effectivement, ce sont des cycles de négociations qui sont en cours. Il y a eu des réunions entre les trois Européens, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, avec l'Iran il y a quelques jours. Il y aura des cycles de discussion avec les Américains dans les jours à venir. C'est pour nous une bonne chose, puisque nous avons toujours prôné la voie diplomatique à la résolution de la crise de prolifération avec l'Iran. Nous avons toujours indiqué que la seule solution viable serait une solution négociée, alors que l'escalade nucléaire se poursuit. Nous avons un dialogue régulier, depuis septembre dernier, avec les Iraniens et les trois pays européens. Les Américains ont ouvert un dialogue de leur côté. Nous nous coordonnons avec eux. Nous espérons pouvoir obtenir un accord rapidement puisque, comme vous le savez, le calendrier se resserre et que la date butoir d'octobre, qui est une date définie par la résolution 2231 du Conseil de sécurité des Nations unies, doit être la date à laquelle nous avons trouvé un nouvel accord. Q – Mes questions étaient assez précises : je voulais savoir si la réunion de vendredi allait être précédée par une nouvelle réunion avec les Européens, et si on pouvait avoir du contenu de la réunion qui s'est déroulée entre les Européens et l'Iran la semaine dernière. R – Je vous ai répondu sur le calendrier, c'est ce que je disais, il y a eu une réunion avec les Européens vendredi dernier, il y a eu une réunion avec les Américains vendredi. Q – (inaudible). R – Non, puisque la dernière date de vendredi. C'est un cycle de négociations qui continue. Il y a une réunion avec les Européens vendredi, la prochaine réunion est une réunion avec les Américains vendredi. Et sur le contenu, je ne peux pas vous faire d'autres déclarations. Sur vos autres questions, nous reviendrons vers vous avec plus de détails sur la conférence qui doit être organisée au mois de juin, qui est une conférence qui, je vous le rappelle, est issue d'un vote à l'Assemblée générale des Nations unies en novembre dernier, conférence qui va être coprésidée par la France et par l'Arabie saoudite. C'est une conférence où on travaillera sur quatre priorités. Encore une fois, un plan politique pour arriver à une solution à deux Etats, ce qui suppose effectivement un grand travail diplomatique pour envisager un avenir de stabilité à la bande de Gaza, avec des sous-questions que je pourrai détailler si vous le souhaitez. Tous les détails de cette conférence ne sont pas encore connus, et notamment les détails logistiques, tout particulièrement sur la question que vous me posez sur une éventuelle réunion de la société civile en amont. On sait que notre ambassadeur en Israël et notre Consul général étaient, il y a quelques jours, présents à une réunion de la société civile en faveur de la paix qui s'est tenue il y a quelques jours à Jérusalem, et c'est un point que nous avons salué. La société civile est un élément important de la solution, mais je ne peux pas vous confirmer encore la tenue ou non d'une éventuelle réunion spécifique. Sur Israël, je vous rappelle que, comme je vous le disais, c'est une conférence qui est organisée dans le cadre onusien sur la base d'une résolution des Nations unies. Donc tous les Etats membres des Nations unies et membres de l'Assemblée générale des Nations unies pourront se joindre à cette conférence. Q – La France avait dit qu'elle prendrait des mesures concrètes si Israël ne

lève pas les restrictions concernant l'aide humanitaire à Gaza. Et 14.000 bébés pourraient mourir si l'aide humanitaire ne rentre pas à Gaza d'ici quelques heures. Face à ce risque, est-ce que la France va prendre ces mesures concrètes qu'elle a évoquées ? Et en quoi consistent ces mesures ? Est-ce que la France a pu rééchanger avec ses alliés concernant ces mesures ? R – Effectivement, les modalités de distribution de l'aide humanitaire à Gaza telles qu'elles sont actuellement présentées par le gouvernement israélien ne sont pas satisfaisantes et nous y sommes totalement opposés. Elles contreviennent au droit international humanitaire, en prévoyant notamment des mesures de criblage des organisations qui peuvent délivrer, et des mesures de criblage sur les bénéficiaires. Encore une fois, l'aide humanitaire à Gaza doit pouvoir entrer librement, immédiatement et massivement afin de répondre aux besoins de la population Gazaouie. Comme l'a dit le Président de la République dans sa déclaration tripartite avec ses homologues britannique et canadien, il y a beaucoup de possibilités qui sont sur la table et qui sont en cours d'études. Il y a déjà des choses qui ont été faites. Encore une fois, je vous rappelle la décision qui a été prise au niveau des 27 de lancer une revue de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël. C'est un point important, puisque l'accord d'association, c'est l'accord-cadre des relations entre Israël et l'Union européenne, qui traite de dialogue politique, de coopération, mais aussi des sujets d'ordre commercial. Donc la revue qui va être lancée est extrêmement importante. Je vous rappelle que l'Union européenne est le premier marché d'Israël . Par ailleurs, il y a des options auxquelles nous avons déjà eu recours. Il y a les sanctions. La France a déjà pris des trains nationaux de sanctions. C'était, je ne sais pas si vous vous en souvenez, contre des colons violents en Cisjordanie. Ces mêmes trains de sanctions ont été dupliqués à Bruxelles. Il y a différentes choses qui sont à l'étude. Ce qui est certain, c'est que nous avons salué la déclaration de Mme [Kaja] Callas sur l'accord Union européenne–Israël, et nous participerons à ces discussions. Et nous sommes prêts, s'agissant des sanctions, à aller plus loin. Mais comme vous le savez, les sanctions se discutent au niveau européen. Il y a eu un Conseil des ministres des affaires étrangères européens mardi et évidemment, c'est un sujet qui a été évoqué. Donc nous considérons différentes options, mais il est certain, comme le disait le Président de la République, que des actions seront prises. Q – J'ai deux questions. Sur les actions, la révision de l'accord d'association va prendre du temps. Malheureusement, comme vient de le mentionner ma collègue, il n'y a plus de temps. Cela fait un an et demi et les pertes sont énormes. Donc la question qui se pose : qu'attend aujourd'hui la France pour prendre ces actions ? Est-ce qu'il y a, je ne sais pas, un événement précis, vous attendez une ligne rouge qui soit franchie ? Parce que je pense que toutes les lignes rouges ont été franchies. Donc la question qui se pose, pourquoi ce ralenti dans la réponse à l'échelle européenne ? Et la deuxième question, je reviens à la conférence de juin. Est-ce que la France s'attend à ce que le Liban et la Syrie reconnaissent l'état d'Israël pendant cette conférence ou dans les mois qui suivent ? Est-ce que c'est un objectif, surtout pour ces deux pays arabes qui ne reconnaissent toujours pas l'Etat d'Israël et qui ont été dans un état de guerre ? R – La question de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël, ainsi que la question des sanctions, sont des choses que nous devons discuter en format européen, puisque ce sont des décisions qui sont prises à 27. Je vous parlais d'une discussion qui a eu

lieu mardi, elle continuera lors du prochain Conseil européen, mais nous sommes liés par le fait que nous sommes 27 et qu'il faut obtenir un accord à 27. Après, encore une fois, rien n'est exclu, on a déjà pris des sanctions à titre national, qui étaient des sanctions individuelles. Pour le moment, les choses sont à l'étude. Sur votre point de la conférence de juin, c'était tout l'objet des propos du Président de la République, à savoir de considérer qu'avoir une solution à deux Etats, ça suppose d'avoir une reconnaissance de l'Etat de Palestine d'un côté et de l'Etat d'Israël de l'autre. Donc, bien évidemment, sur l'Etat de Palestine, vous connaissez sa position. Il a toujours dit qu'il n'y avait pas de tabou sur la reconnaissance de l'Etat de la Palestine et que cela devrait être fait au moment opportun, s'il y avait une fenêtre qui s'ouvrirait. Dans l'autre sens, évidemment, il y a une question de reconnaissance réciproque, puisqu'il y a évidemment certains Etats, et notamment des Etats de la région, qui n'ont pas reconnu Israël, et là, je pense que le dialogue s'est ouvert aussi pour trouver un chemin de normalisation des relations avec Israël. Mais ce qui est certain, c'est que pour pouvoir envisager une solution à deux Etats, la question de la reconnaissance des Etats par les uns et par les autres est absolument cruciale. Vous citez deux pays, le Liban et la Syrie : ce sont des pays qui sont évidemment importants, puisque ce sont des pays frontaliers d'Israël. Mais cette logique de normalisation des rapports entre ces pays et Israël vaut aussi pour d'autres pays de la région. Q – Avez-vous des éléments sur la visite du ministre saoudien des Affaires étrangères à Paris demain ? Confirmez-vous déjà cette visite ? Et dans l'affirmative, est-ce qu'il y aura une conférence de presse à l'issue de l'entretien entre les deux ministres ? R – Non, je ne peux pas vous confirmer la visite du ministre saoudien, demain à Paris. Et donc, de fait, je ne peux pas vous confirmer l'existence d'une séquence de presse. Q – J'ai une question sur la guerre en Ukraine, suite à cet appel entre Donald Trump et Vladimir Poutine et les commentaires qui sont sortis derrière. Où est-ce que vous voyez la situation et est-ce que vous considérez que c'était encore un exemple de Vladimir Poutine qui joue la montre, ou est-ce que vous voyez un certain mouvement, quelque chose qui pourrait débloquer la situation ? R – On y voit plusieurs choses. Déjà, de la part des Russes, on y voit un langage assez hypocrite, au fond, puisque la Russie dit qu'elle veut une solution, mais fait tout et montre qu'elle ne veut pas la paix, Elle cherche à gagner du temps en poursuivant la guerre. Donc ça, c'est peut-être la première chose qu'on retient du comportement de Vladimir Poutine. Vous vous souvenez qu'il y a eu cette séquence à Istanbul où le président Zelensky avait invité le président Poutine à venir discuter directement. Il avait superbement ignoré l'invitation en envoyant une délégation de bas niveau. Donc encore une fois, tout ça s'inscrit un peu dans la même logique. Nous retenons quand même que côté américain, il y a une volonté à pouvoir obtenir un cessez-le-feu rapidement, à voir la situation se régler de manière rapide. C'est un point sur lequel les Européens sont en accord, les Ukrainiens aussi, à savoir qu'il faut faire cesser cette guerre et il faut arriver dans une phase où nous puissions rentrer d'abord dans une phase de cessez-le-feu, et puis ensuite de discussion vers la négociation d'une paix avec des garanties stables et durables. Avec nos partenaires européens, nous continuons à nous investir aux côtés de l'Ukraine pour la paix, mais nous continuons aussi à nous investir pour que nous puissions d'abord obtenir un cessez-le-feu et qu'ensuite nous puissions tenir des discussions qui

permettent d'établir un plan de paix stable et durable, des discussions qui doivent avoir lieu avec les Ukrainiens, avec les Européens, puisque bien évidemment c'est une question qui concerne la sécurité de l'Europe. Pour le moment, et c'est ce que disait le Ministre, il y a trois pièges dans lesquels il ne faut pas tomber pour le moment. Déjà, il ne faut pas négocier sous les bombes, nous avons un séquençage qui est très clair : nous devons d'abord obtenir un cessez-le-feu. Et ça, ça a été dit très clairement également par le président des Etats-Unis, et nous avons bien évidemment dit que nous étions tout à fait d'accord avec ça. Il ne peut pas y avoir de démilitarisation de l'Ukraine, donc c'est pour cette raison qu'il faut que nous soyons toujours en soutien de l'Ukraine. Et surtout, puisque ça a l'air d'être des conditions que semble poser Vladimir Poutine : il n'y aura pas de levée des sanctions pour ce qui nous concerne dès le début de la négociation. Nous nous tenons prêts, avec nos partenaires européens, soit à entrer dans une logique vertueuse de discussion sur un plan de paix ; soit, si cette logique vertueuse n'existe pas, à renforcer notre pression via le biais de sanctions massives si la Russie continue à esquiver les négociations comme elle le montre. Q – Je voudrais revenir sur la conférence à New York sur les deux Etats. Cette semaine, Jean-Noël Barrot a dit que la France était déterminée à reconnaître un Etat de Palestine, mais vous avez rappelé que le président Macron met cette reconnaissance en balance avec la reconnaissance et la normalisation des relations d'Israël avec un certain nombre de pays voisins et de la région. Est-ce à dire que la décision de la France est prise pour reconnaître, quoi qu'il arrive, un Etat de Palestine, quand bien même il n'y aurait pas d'avancée et de reconnaissance officielle qui interviendrait de la part d'un certain nombre de pays de la région pour reconnaître Israël ? R – Je ne sais pas s'il y a une logique de donnant-donnant en l'espèce. Je pense que qu'il doit y avoir une logique de mouvement. Il doit y avoir une dynamique en amont de cette conférence du mois de juin. Si on veut pouvoir parler de solution à deux Etats, il faut que ceux des Etats qui n'ont pas reconnu la Palestine reconnaissent, et ceux des Etats qui n'ont pas reconnu Israël enclenchent un mouvement de normalisation. Donc c'est dans ce contexte-là qu'il faut comprendre ce que je vous disais, en disant que la reconnaissance de la Palestine devait être utile et amener à des progrès concrets. Là, on a, lors de la conférence du mois de juin, un rassemblement d'Etats qui doit permettre de dégager une solution, c'est certainement une bonne occasion.

14 / 942 – Point de presse du 21/05/2025

Référence EPJ01533401

Texte La France a participé le 20 mai 2025 au Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne à Bruxelles. Cette réunion a permis d'aborder la situation en Ukraine ainsi qu'au Proche et au Moyen-Orient. S'agissant de l'Ukraine, la France a salué l'adoption d'un 17ème paquet de sanctions ambitieux, qui doit dès à présent être renforcé face à une Russie qui refuse toujours de négocier la paix. La France est déterminée à poursuivre les travaux en cours pour donner des garanties de sécurité solides à l'Ukraine. La France a rappelé sa ferme condamnation de l'extension des opérations militaires israéliennes à Gaza et du blocage de l'aide humanitaire qui constitue une violation des principes du droit international. La France a rappelé sa forte préoccupation s'agissant de la politique de colonisation israélienne et souligné la nécessité

d'un accord des Etats membres sur des sanctions contre les colons violents et entités promouvant la colonisation. Elle a par ailleurs appelé l'Union européenne à prendre des mesures concrètes, en particulier s'agissant du réexamen de l'accord d'association entre l'UE et Israël et accueille favorablement l'annonce de la Haute-Représentante en ce sens à l'issue de la réunion. La France a redit son attachement à la solution à deux Etats et a rappelé ses efforts pour la mettre en oeuvre dans le cadre de la conférence qu'elle co-présidera avec l'Arabie saoudite en juin à New York. Concernant la Syrie, la France a soutenu la décision de lever les sanctions économiques visant le pays. Cette décision historique constitue la traduction concrète des engagements pris par la France à l'égard des autorités de transition en vue d'appuyer le relèvement économique de la Syrie et accompagner le processus de transition. La France a également rappelé que ces allègements devront être assortis de solides garanties en matière de transparence, de bonne utilisation des fonds internationaux et dans le respect de nos conditions politiques. L'Union européenne devra continuer à veiller à ce que les enjeux prioritaires soient pris en compte, en particulier la lutte contre le terrorisme. À l'initiative de la France, les Etats membres de l'Union européenne se sont également engagés à adopter des sanctions à l'encontre des auteurs de violations des droits de l'Homme commises en Syrie depuis la chute de Bachar al-Assad.

15 / 942 – Point de presse du 15/05/2025

Référence EPJ01532102

Texte Avant de commencer ce propos liminaire, je voulais à nouveau avoir une pensée pour nos deux compatriotes otages d'Etat en Iran depuis plus de trois ans maintenant. Cécile Kohler et Jacques Paris sont détenus dans des conditions qui peuvent s'apparenter en droit international à de la torture. Cette situation est inadmissible et, comme la France l'a déjà dit à plusieurs reprises, contraire au droit international. La mobilisation de la France sur ce sujet ne faiblit pas et la France maintiendra la pression sur les autorités iraniennes jusqu'à ce que nos deux compatriotes soient libérés. Je veux être clair, la libération de Cécile Kohler et de Jacques Paris est une priorité nationale. La France ne cédera jamais. Le Ministre, à ce sujet, avait annoncé que nous porterions leur cas devant la Cour internationale de justice. Ce sera chose faite demain, lorsque la France introduira une requête contre l'Iran devant cette cour, notamment pour violation de la Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963, à laquelle la République islamique d'Iran est partie. Cette convention protège notamment le droit d'un Etat à exercer sa protection consulaire au profit de ses ressortissants. Un briefing sur ce point se tiendra juste après ce point de presse. L'Ukraine a été au coeur de l'agenda diplomatique européen et transatlantique de ces derniers jours. La France a été particulièrement active pour mobiliser les soutiens à Kyiv, dans la droite ligne des efforts que nous menons depuis maintenant plus de trois ans pour soutenir l'Ukraine et mettre fin à la guerre d'agression russe. Je le rappelle, notre première préoccupation est de voir ce conflit s'achever. C'est animé par cette volonté que le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a poursuivi ses échanges avec ses homologues européens et américains au cours des dernières semaines, singulièrement lors de son déplacement à New York et à Washington à la fin du mois d'avril. La semaine écoulée illustre à nouveau cet engagement. Vendredi 9 mai, qui marquait la

journée de l'Europe et le 75ème anniversaire de la déclaration Schuman, le Ministre était à Lviv pour participer à un Conseil des affaires étrangères informel, à l'invitation de l'Ukraine. Dans ce contexte aussi symbolique qu'important, cette réunion a permis d'approfondir nos échanges sur la coordination du soutien européen à l'Ukraine, sur le plan militaire, économique et financier. Le lendemain, le 10 mai, le Ministre accompagnait le Président de la République à l'occasion de son déplacement conjoint à Kyiv avec ses homologues britannique, allemand et polonais et en présence du président Zelensky. Ce déplacement a également donné lieu à une réunion de la coalition des volontaires et il a permis d'appeler à un cessez-le-feu inconditionnel terre-air-mer pendant 30 jours, qui doit constituer une première étape pour permettre de négocier les conditions d'une paix robuste en Ukraine. Depuis, le Ministre a poursuivi ses contacts avec ses homologues, par téléphone en début de semaine mais aussi en personne. Et c'est le cas précisément aujourd'hui en Turquie, où le Ministre participe à la réunion informelle des ministres des affaires étrangères de l'OTAN. Cette réunion est l'occasion de poursuivre le travail de coordination et de conviction lors de la plénière et au travers d'entretiens bilatéraux que le Ministre tient. Il s'est notamment entretenu avec son homologue ukrainien et avec le sénateur américain Lindsey Graham, déjà rencontré à Washington. Il prend également part à un échange en format Quint avec ses homologues américain, allemand, britannique et italien, en présence du secrétaire général de l'OTAN, M. Mark Rutte. En Turquie, lors de la ministérielle OTAN, le Ministre porte des messages clairs, partagés par nos partenaires européens et américains : – Notre soutien indéfectible à l'Ukraine et à un cessez-le-feu complet ; – Notre détermination à soutenir l'Ukraine dans la durée et sur tous les plans : sur le plan militaire, sur le plan économique et sur le plan financier ; – Notre disposition à accroître significativement la pression sur la Russie si celle-ci ne répond pas à l'appel au cessez-le-feu lancé la semaine dernière à Kyiv. C'est le sens du 17e paquet de sanctions qui sera adopté lors du prochain Conseil des affaires étrangères à Bruxelles, qui se tiendra la semaine prochaine. Nous avons par ailleurs indiqué que nous étions prêts à aller plus loin et à imposer des sanctions massives pour l'économie russe, en lien avec nos partenaires américains ; – La nécessité de se projeter conjointement sur la définition de garanties de sécurité claires et solides pour l'Ukraine ; – Une volonté commune et résolue : celle d'avancer avec détermination sur le chemin de la paix. La réunion de l'OTAN en Turquie ce jour intervient alors que devait se tenir à Istanbul une rencontre entre le président ukrainien et le président russe. Vladimir Poutine a préféré la politique de la chaise vide. Cette absence du président russe démontre qu'il ne souhaite pas entrer dans une négociation de paix. Elle nous conforte dans notre stratégie d'unité et de soutien indéfectible à l'Ukraine. La France reste pleinement mobilisée en faveur d'un cessez-le-feu et de l'ouverture de négociations de paix. Le Ministre poursuivra dans les prochains jours les échanges.

16 / 942 – Point de presse du 15/05/2025

Référence EPJ01532105

Texte La France déplore vivement la peine de 5 ans d'emprisonnement prononcée par un juge russe contre le coprésident de l'ONG d'observation électorale "GOLOS", Grigori Melkonians. Cette condamnation est une nouvelle



illustration de la volonté des autorités russes d'interdire toute observation électorale indépendante en Russie. La France appelle la Russie à libérer immédiatement et sans condition tous les prisonniers politiques et à respecter ses obligations internationales en matière de respect des libertés et droits fondamentaux.

17 / 942 – Point de presse du 13/05/2025

Référence EPJ01531301

Texte La France se félicite du vote, le lundi 12 mai 2025, par le Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) dans le cadre du différend opposant l'Australie et les Pays-Bas à la Russie au sujet de la destruction de l'avion effectuant le vol MH17 le 17 juillet 2014. Le Conseil reconnaît ainsi la violation par la Russie de l'article 3bis de la Convention de Chicago interdisant de prendre comme cible un avion civil en vol. Pour la première fois, le Conseil de l'OACI va aussi loin dans une telle procédure après une enquête approfondie. Cette procédure conduit une fois de plus à un constat clair, celui d'une énième violation du droit international par la Russie. Dix ans après cette tragédie, la France rappelle son soutien à toutes les initiatives devant les instances internationales compétentes pour que justice soit faite.

18 / 942 – Point de presse du 09/05/2025

Référence EPJ01530601

Texte Le 9 mai marque chaque année la Journée de l'Europe, célébration de la paix et de l'unité sur le continent. À travers cet événement, l'Union européenne rappelle les valeurs qui la fondent : unité, solidarité, démocratie, droits humains et prospérité partagée. Cette année 2025 commémore le 75<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration historique de Robert Schuman. En ce 9 mai, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, participe à un Conseil Affaires étrangères informel de l'Union européenne à Lviv, en Ukraine, à l'invitation de l'Ukraine. À cette occasion, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne réaffirmeront leur soutien indéfectible à l'Ukraine et à sa perspective européenne. Le Ministre y rappellera également le soutien français et européen à la lutte contre l'impunité des crimes commis par la Russie, et la contribution de la France à la création d'un Tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine. Le site du Quai d'Orsay ouvre ses portes au grand public, ce 9 mai de 14h à 18h30, avec un parcours d'expositions et d'animations, une table-ronde ainsi qu'une projection d'un épisode de la série "Parlement" de France TV et un échange avec l'équipe de production de la série.

19 / 942 – Point de presse du 07/05/2025

Référence EPJ01530301

Texte Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Noël Barrot, a reçu ce midi son nouvel homologue allemand, M. Johann Wadephul, en marge de la première visite en France du nouveau chancelier, M. Friedrich Merz. Comme vous le savez, il est de tradition que le premier déplacement à l'étranger des dirigeants allemands se fasse en France et vice-versa. Les deux ministres se

rendront ensemble tout à l'heure en Pologne, où ils participeront les mercredi 7 et jeudi 8 mai à une réunion informelle des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne, à l'invitation du ministre polonais des affaires étrangères, M. Sikorski. Avec ses 26 homologues européens, le Ministre aura un échange consacré à la guerre d'agression russe contre l'Ukraine. Un échange aura également lieu sur les relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis. En marge de cette réunion, le ministre britannique d'une part et les ministres des pays candidats de l'autre auront également des échanges avec les ministres européens pour identifier les sujets communs de coopération en matière de politique étrangère. Tandis que le Ministre sera en Pologne, le Ministre délégué, M. Thani Mohamed-Soilihi rencontrera cet après-midi M. Ahmed al-Charaa, chef des autorités syriennes de transition – j'y reviendrai dans un instant. Le jeudi 8 mai, le Ministre participera dans les Yvelines aux célébrations du 80e anniversaire de la Victoire du 8 mai 1945. Le vendredi 9 mai, il se rendra en Ukraine pour participer à un Conseil Affaires étrangères informel de l'Union européenne, à l'invitation des autorités ukrainiennes. En cette journée de l'Europe, les ministres des 27 réaffirmeront bien sûr leur soutien indéfectible à l'Ukraine et à sa perspective européenne. Le déplacement sera aussi l'occasion pour le Ministre de se joindre à ses homologues du Core Group des partenaires de l'Ukraine pour témoigner de son soutien à la lutte contre l'impunité des crimes commis par la Russie par la création du Tribunal spécial pour le crime d'agression entre l'Ukraine et le Conseil de l'Europe. Le vendredi 9 mai marquera la journée de l'Europe et les 75 ans de la déclaration Schuman. À cette occasion, le Quai d'Orsay ouvrira ses portes au grand public, de 14h à 18h30. Le lundi 12 mai, le Ministre se rendra à Caen dans le cadre de sa tournée dans les territoires français. Le mardi 13 mai, il recevra l'ensemble des présidentes et présidents des groupes d'amitié de l'Assemblée Nationale. Enfin, le vendredi 16 mai, il tiendra un dialogue stratégique avec l'Afrique du Sud. M. Benjamin Haddad, ministre délégué chargé de l'Europe, s'entretiendra jeudi 8 mai avec M. Gunther Krichbaum, ministre allemand adjoint aux affaires étrangères. Il participera aux célébrations du 80e anniversaire de la Victoire du 8 mai 1945. Le vendredi 9 mai, il se rendra à Nancy dans le cadre du sommet franco-polonais lors duquel le Président de la République et le Premier ministre polonais signeront le traité bilatéral de Nancy. Le lundi 12 mai, il se rendra à Londres pour une réunion en format Weimar élargi avec ses homologues allemand, polonais, britannique, italien et espagnol. Enfin, du vendredi 16 mai au dimanche 18 mai, il se rendra en Albanie à l'occasion du sommet de la Communauté politique européenne. M. Laurent Saint-Martin, ministre délégué chargé du Commerce extérieur et des Français de l'étranger, s'entretiendra lundi 12 mai avec M. Ersayin Nagaspayev, ministre de l'Industrie et de la Construction de la République du Kazakhstan. Mercredi 14 mai il s'entretiendra avec M. Nyam-Osor Uchral, ministre d'Etat et chef du secrétariat du gouvernement de Mongolie. Il se rendra ensuite à Bruxelles pour participer au Conseil des affaires étrangères en format Commerce le jeudi 15 mai. Le vendredi 16 mai, il se rendra dans l'Essonne pour la cérémonie de pose de la première pierre du campus numérique de Data4, le plus grand campus de datacenters intégralement dédiés à l'intelligence artificielle jamais construit en France. M. Thani Mohamed-Soilihi, ministre délégué chargé de la Francophonie et des partenariats internationaux, recevra ce jour M. Ahmed al-Charaa, chef des

autorités syriennes de transition. Il se rendra ensuite vendredi 9 mai à Strasbourg dans le cadre de la journée de l'Europe. Le lendemain, samedi 10 mai, il sera au Havre dans le cadre de la journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leur abolition. Le vendredi 16 mai, il se rendra au Festival de Cannes dans le cadre du Programme "Aide aux cinémas du monde", et pour l'inauguration du Pavillon des Cinémas du monde, soutenus par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères et l'Institut français.

20 / 942 – Point de presse du 02/05/2025

Référence EPJ01529401

Texte La Corée du Nord et la Russie ont reconnu la participation de soldats nord-coréens aux opérations conduites dans le cadre de l'agression russe contre l'Ukraine. Cela témoigne du mépris de ces deux Etats pour le droit international. Depuis le mois d'octobre, nous avons, avec nos partenaires, dénoncé fermement ce déploiement de soldats nord-coréens en Russie. Il s'agit d'une escalade dans le soutien militaire massif de la Corée du Nord à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Cet acte hostile a des conséquences directes sur la sécurité des Européens et plus généralement sur la sécurité internationale. Nous le condamnons fermement. Nous appelons la Corée du Nord à cesser immédiatement toute forme de soutien à l'agression russe, qui contrevient aux résolutions du Conseil de sécurité, et à se conformer à ses obligations internationales. Nous continuons de nous coordonner avec nos partenaires à ce sujet.

21 / 942 – Point de presse du 24/04/2025

Référence EPJ01527703

Texte Q – Question au sujet de la potentielle reconnaissance par la France d'un Etat palestinien. À vous écouter aujourd'hui – mais aussi et surtout le Président de la République –, cette reconnaissance est conditionnée par l'éviction politique du Hamas, sans doute pour espérer une réciprocité et une reconnaissance par Israël. Mais quid de poser comme condition à la paix recherchée là-bas le fait qu'Israël stoppe son projet colonial et respecte le droit international ? Là-dessus, c'est silence radio. Vous allez me répondre dans quelques instants. C'est pourtant précisément cela qui génère des tensions depuis des décennies là-bas. À cette heure, Israël continue de s'opposer à toute sortie pacifique de ce conflit, à reconnaître un Etat palestinien, et même s'extrémise, comme l'attestent nombre d'observateurs. Les derniers chiffres parlent – vous les connaissez, mais je les rappelle quand même – de plus de 50.000 tués, 110.000 blessés, une population privée d'aide humanitaire, qui mange de la viande de tortue, boit de l'eau souillée. C'est une hécatombe devant nos yeux. Tout cela par décision active d'un gouvernement d'extrême droite, celui de M. Netanyahu. M. Netanyahu qui a été rencontré par M. Macron il y a quelques jours, le 15 avril, et auprès de qui il a dit le soutien – et tweeté celui-ci – de la France à la sécurité d'Israël, sans lui opposer aucune condition ni sanction, alors que son gouvernement viole toutes les règles et le droit international. M. Netanyahu qui s'oppose donc, encore une fois, clairement à une reconnaissance d'un Etat palestinien et son fils insultant sur Twitter Monsieur le Président de la République française. Alors ma question est celle-ci : exiger l'éviction du Hamas comme condition d'une reconnaissance mutuelle dans la

région tout en rappelant à Israël le soutien de fait inconditionnel français pour sa sécurité – puisque sans jamais évoquer et dénoncer son projet colonial et les actions illégales qu'il mène –, n'est-ce pas là l'illustration d'une position française en faveur d'Israël et déjà d'un aveu d'échec du Président à reconnaître l'Etat palestinien en juin ? R – Pour reprendre un peu le fil, l'idée que j'ai exprimée dans mon propos liminaire, c'est simplement de dire – et ça, c'est une position qui est constante de la part de la France – que la seule voie possible, selon nous, c'est une solution politique sur la base de la solution à deux Etats. L'idée qu'a exprimée le Président de la République, c'est simplement de dire que pour avoir cette solution des deux Etats, il faut avoir une reconnaissance de l'Etat palestinien. Il a toujours dit que la question n'était pas un tabou. Il a toujours dit que cette reconnaissance devait intervenir au moment utile. Cette conférence du mois de juin est une occasion de lancer ce processus. De la même manière, ce processus de reconnaissance de l'Etat palestinien doit s'accompagner d'une reconnaissance réciproque, pour ceux des Etats qui ne l'ont pas fait, d'Israël. Encore une fois, on ne pourra pas obtenir de paix et de stabilité dans la région tant qu'on n'aura pas une solution politique. Ça, c'est le cadre général qui est posé. Et c'est l'idée qui va gouverner cette conférence que la France co-présidera avec l'Arabie saoudite au mois de juin. Après, il faut distinguer ce processus-là de reconnaissance internationale réciproque et, ensuite, les conditions qu'il faut réunir en termes de gouvernance du futur Etat palestinien. Et ça, c'est ce qui ressort notamment du plan de reconstruction qui a été proposé par les pays arabes il y a quelques semaines, avec la volonté d'avoir une Autorité palestinienne réformée qui soit l'autorité politique légitime. C'est une position qui est extrêmement claire. Et s'agissant du Hamas, nous avons également répété qu'il ne devait pas avoir la moindre part à la gouvernance de la bande de Gaza, et être désarmé de façon à garantir la sécurité d'Israël. Mais encore une fois, je pense qu'il faut distinguer ce qui concerne la future gouvernance des Territoires palestiniens du processus de reconnaissance. Tout ça participe du même mouvement, mais l'idée, c'est d'une part d'obtenir la reconnaissance de deux Etats, d'avoir une solution à deux Etats qui puissent vivre côte à côte en paix et en sécurité et, d'autre part, d'avancer sur les questions de gouvernance des Territoires palestiniens. Q – Ce n'est pas vraiment ma question. Là, je n'ai pas encore entendu parler du projet colonial d'Israël. Parce que là, vous parlez de l'Arabie saoudite avec laquelle la France va coprésider ce sommet en juin, mais l'Arabie saoudite dit clairement que sa condition à elle, à ce pays-là, pour reconnaître l'Etat de Palestine aussi, c'est qu'Israël reconnaisse l'Etat de Palestine, ce qui n'est pas près d'arriver. Donc il y a un blocage... (inaudible) R – Il y a un mouvement qui est enclenché. En tout cas, il y a une discussion qui est ouverte, et nous espérons arriver à des résultats tangibles au mois de juin. Q – Et pour le projet colonial, est-ce que la France le dénonce ? R – De toute façon, à partir du moment où on considère que la solution sur laquelle on doit arriver est une solution à deux Etats vivant côte à côte, il y aura donc bien deux Etats. C'est l'objectif, en tout cas. La France a toujours condamné la colonisation. Nous avons sanctionné les colons violents. Vous citiez aussi dans votre question les questions touchant à l'aide humanitaire : je vous rappelle qu'on a fait une déclaration hier en E3 condamnant la fermeture de la bande de Gaza pour l'accès à l'aide humanitaire. Tout cela, ce sont des choses qui font partie de la position traditionnelle française. Q – Mais cette position qui

demande mais qui n'exige pas des sanctions. Est-ce que des sanctions sont possiblement étudiées contre l'Etat d'Israël, si jamais condamne le fait que les personnes sont poussées à la mort sans aide humanitaire ? Est-ce que si ça dure, la France pourrait sanctionner, comme elle le fait avec la Russie, par exemple ? R – C'est une discussion. Encore une fois, vous savez que les sanctions, on n'est pas tout seul à décider. Ce sont des discussions qui se passent au niveau européen et au niveau des Nations unies. Q – D'abord, j'ai quelques questions supplémentaires, si vous voulez bien, sur la conférence en juin. Est-ce qu'il y a déjà une date exacte qui est prévue ? Est-ce que vous avez décidé ce que vous espérez avoir comme "produit final" ? Est-ce que ce sera une déclaration, une déclaration majoritaire, un consensus, une feuille de route ? À quoi vous voulez arriver à la fin de cette conférence ? Pour la visite du ministre Barrot, il a déjà eu ce rendez-vous en Irak : est-ce que là, il a évoqué la question de la reconnaissance d'Israël ? Et en ce cas, qu'est-ce que M. al-Soudani lui a dit ? Est-ce qu'il y a des espérances françaises d'avoir la même chose au Koweït, et demain aussi en Arabie saoudite ? J'aimerais aussi vous poser deux petites questions sur la Syrie. D'abord, les Etats-Unis ont commencé déjà au début de cette semaine à retirer leurs forces. Ils ont retiré une partie de leurs forces de la Syrie. Il y avait des rapports comme s'il y avait des intentions françaises d'augmenter ses effectifs en Syrie. Est-ce que vous pouvez confirmer ça ? Est-ce que c'est quelque chose à laquelle vous réfléchissez ? Aussi, pour l'ambassade, où est-ce qu'on en est, pour l'ouverture ? C'est un processus qui dure déjà depuis quelques mois. Où on en est ? R – Sur la première question, qui a trait à la conférence qui aura lieu au mois de juin, la date est en cours de calage. L'idée de cette conférence, c'est d'arriver effectivement au résultat que j'ai exposé tout à l'heure. Quelle forme cela prendra ? Je ne sais pas si ce sera une déclaration ou un communiqué. En tout cas, ce qui est certain, c'est qu'on espère que cette conférence pourra acter le fait qu'il y a un mouvement en faveur de cette dynamique de reconnaissances réciproques. Et puisque vous évoquez la tournée du Ministre au Moyen-Orient en ce moment, effectivement, c'est une question, comme je le disais dans le propos liminaire, qui est abordée avec les homologues qu'il rencontre, entre autres sujets. Ils ont parlé de relations bilatérales, mais ils ont aussi parlé de cette conférence du mois de juin. Et le Ministre sensibilise évidemment ses homologues à cette question-là. Q – Le sujet de la normalisation avec Israël a-t-il été évoqué avec l'Irak (inaudible) R – Ça, je ne peux pas vous le dire. Mais en tout cas, le sujet a été évoqué, de même qu'il a été évoqué sur l'ensemble des étapes de sa visite au Moyen-Orient. Sur les questions sur la Syrie, sur l'augmentation des effectifs militaires français, c'est une question que je vous invite à poser au ministère des Armées, puisque ce sont eux qui sont les premiers concernés. Q – J'ai déjà posé ça, mais ça relève du politique, finalement (inaudible) R – Et sur la réouverture de l'ambassade, on y travaille. C'est un projet qui est en cours. Encore une fois, on a le projet de rouvrir notre dispositif à Damas. Ça prend un peu de temps – notamment pour des questions de sécurité – mais c'est quelque chose qui est en cours, et je vous annoncerai le moment venu la date du retour de la diplomatie française à Damas. Q – Une question sur les évacuations organisées par la France hier à Gaza : est-ce que vous pouvez d'abord confirmer le nombre de 123 personnes évacuées et puis faire un point plus général pour savoir où en sont ces évacuations ? R – Je vous répondrai plutôt

sur la deuxième partie de votre question, parce que le chiffre exact, je n'en dispose pas. C'est à peu près de cet ordre d'idée-là, mais je n'ai pas de chiffre exact. Ce que je peux vous dire, c'est que ce sont des sorties qui correspondent à des demandes que nous avons formulées depuis un an et demi. Il s'agit de personnes qui ont un lien particulier avec la France, qu'ils soient ressortissants français, que ce soient leurs ayants droit, que ce soient leurs ascendants, ou des personnes avec un lien particulier avec la France – je pense notamment à des boursiers ou à des titulaires du programme Pause. Ce sont des sorties que nous demandons depuis très longtemps. L'opération est en cours, donc je ne ferai pas plus de commentaires. Mais c'est quand même l'occasion pour moi de rappeler que nous restons opposés à tout déplacement forcé de la population palestinienne de Gaza, ce qui constituerait, comme on a déjà eu l'occasion de le dire, une violation grave du droit international, une atteinte assez grave aux aspirations du peuple palestinien à vivre sur sa terre, et aussi une entrave à la solution des deux Etats. C'est une opération spécifique qui concerne des personnes qui ont un lien particulier avec la France. Q – Ils arrivent bientôt en France ? (Inaudible) R – L'opération est en cours. Vous savez comme moi que ce sont des opérations qui sont assez complexes. Tant qu'elle n'est pas achevée, je ne peux pas vous confirmer de date ou d'horaire. Q – Le ministre iranien des Affaires étrangères a indiqué aujourd'hui être disposé à se rendre en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne pour rétablir le dialogue avec ces trois pays. Quelle est votre réaction à cette annonce ? Et une deuxième question sur Gaza. Vous avez sorti une déclaration avec les Allemands et les Britanniques hier, une déclaration ferme. Vous avez parlé de la souffrance des civils palestiniens, dont un million d'enfants sont confrontés à un risque grave de famine. Quelles sont aujourd'hui les mesures concrètes pour aider à débloquer l'entrée de l'aide à Gaza ? R – Sur votre première question : effectivement, c'est une information qu'on vient d'avoir. Et forcément, quand on parle d'Iran, la France, avec ses partenaires britannique et allemand, a toujours été en faveur d'une solution diplomatique reposant sur le dialogue. Donc il est bien évident que nous suivrons effectivement de près cette annonce du ministre iranien si elle est suivie d'effets. Mais en tout cas, étant traditionnellement les partisans du dialogue sur la question de la crise de prolifération iranienne, nous continuerons très volontiers à dialoguer avec les Iraniens sur ce sujet-là. Encore une fois, il nous semble que la seule solution pour sortir de cette crise est une solution diplomatique. Et pour ce faire, l'Iran doit résolument s'engager dans cette voie. C'est la proposition qui lui a été faite à diverses reprises par les pays européens du groupe E3. Sur votre deuxième question : la situation humanitaire à Gaza est extrêmement préoccupante et la fermeture de la bande de Gaza crée une situation extrêmement problématique en termes d'acheminement de l'aide humanitaire. La France contribue à fournir de l'aide humanitaire à la bande de Gaza. Nous le faisons de manière régulière. Et nous appelons très régulièrement Israël à rouvrir la bande de Gaza, à permettre l'acheminement de l'aide humanitaire qui constitue une de ses obligations au titre du droit international. Le passage doit être libre pour l'aide humanitaire. C'est ce que nous disons et que nous redisons aux autorités israéliennes. Q – En France, à Marseille, depuis le 31 mars, il y a une grève de la faim pour la justice en Palestine. Les personnes qui font la grève souhaitent que l'Union européenne et la France arrêtent de commercer avec Israël tant qu'Israël ne

respecte pas le droit international et le droit international humanitaire. Qu'est-ce que vous pensez des demandes de ces grévistes ? R – Encore une fois, au-delà de la manifestation que vous citez, qui est en cours à Marseille, notre position sur la question est connue. Je ne vais peut-être pas vous la redire, parce que je vous l'ai déjà donnée. Je me suis déjà beaucoup exprimé sur le sujet. Q – J'ai des questions sur le conflit entre la Russie et l'Ukraine. J'aimerais d'abord savoir quelle est la position de la France quant à une possible annexion de la Crimée et d'autres régions ukrainiennes qui semble soutenue par les Etats-Unis ? Est-ce que ça correspond à peu près à ce qui a été discuté à Paris la semaine dernière ? Et j'aimerais aussi savoir comment vous analysez les dernières critiques du président Trump visant de nouveau Zelensky, qu'il accuse de faire traîner les négociations de paix. Et j'aimerais que vous répondiez notamment au regard des frappes massives qui ont visé Kiev hier. R – Sur la première question, je souhaite rappeler que la semaine dernière, nous avons tenu pour la première fois des discussions qui réunissaient autour de la table les Américains d'une part, les Ukrainiens et trois pays européens : la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne. C'est important, parce que c'était la première fois que nous avons des discussions dans ce format-là. Lors de ces discussions, il a été rappelé de manière assez claire que nous devons nous acheminer vers une solution stable et durable en Ukraine, qui passe par un plan de paix robuste. Encore une fois, le principe de respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine est un point qui est absolument essentiel, rappelé par les Européens. Parmi les principes cardinaux de la négociation, il y a notamment le fait de dire que cette discussion doit avoir lieu avec les Ukrainiens et les Européens, parce que c'est une question de sécurité, et que le principe de l'intégrité territoriale de l'Ukraine n'est pas un point sur lequel on peut négocier. C'est la position qui a été tenue la semaine dernière et hier à Londres. Sur votre deuxième question sur les critiques de Donald Trump vis-à-vis de Volodymyr Zelensky, je ne sais pas s'il me revient de commenter les déclarations du président américain. Q – Est-ce que la France a l'impression que l'Ukraine est responsable du fait que ces négociations prennent du temps – et notamment quand on voit les Russes qui continuent à frapper de manière massive ? R – Ce qu'on considère en tout cas, nous, et ce qu'on voit, c'est que les Ukrainiens, depuis quelques semaines, sont ouverts à la négociation. Le président Zelensky s'est rendu à Washington. Il y a eu un plan de cessez-le-feu qui avait été proposé par les Américains, qui a été accepté par l'Ukraine. Ce qu'on constate, c'est que c'est la Russie qui continue à agresser, pour le coup, et qui continue ses frappes. En l'espèce, on a plutôt l'impression que ce sont les Russes qui ralentissent les discussions.

22 / 942 – Point de presse du 18/04/2025

Référence EPJ01526802

Texte Comme je le fais chaque semaine, je souhaite avoir une pensée pour nos deux compatriotes Cécile Kohler et Jacques Paris, otages d'Etat en Iran depuis bientôt trois ans. Ils sont détenus, comme vous le savez, dans des conditions qui peuvent s'apparenter à de la torture en termes de droit international humanitaire. Je tiens à nouveau à saluer leur courage et celui de leurs familles. Ils peuvent compter sur la pleine mobilisation des autorités françaises pour obtenir leur libération. J'en profite pour réitérer notre appel à tous les ressortissants français qui s'y trouveraient à quitter immédiatement le territoire

iranien : ils prennent effectivement le risque d'être arrêtés et détenus arbitrairement, en raison de leur seule nationalité. Tous les déplacements vers l'Iran sont formellement déconseillés et tous les voyages sont proscrits, quel qu'en soit le motif. Quelques mots sur la séquence intense qui a lieu hier à Paris. Le Président de la République et le ministre de l'Europe et des affaires étrangères ont accueilli hier à Paris les représentants de la diplomatie américaine pour un déjeuner, en présence de M. Marco Rubio, secrétaire d'Etat, et de M. Steve Witkoff, envoyé spécial pour la Russie et l'Ukraine. Ce déjeuner, comme vous avez pu le lire, a été suivi d'une importante séquence diplomatique sur l'Ukraine, et ce dans différents formats. Un format dit "E3", que vous connaissez, qui réunit la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, en présence du Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume-Uni, M. David Lammy, et du conseiller à la sécurité nationale allemand, M. Plotner. Ensuite, une réunion s'est tenue en format "E3", en présence du ministre des Affaires étrangères ukrainien, M. Andriy Sybiha. Et enfin, un format inédit – c'était la première fois que les Etats se réunissaient sous ce format-là – réunissant les Etats européens du "E3", les Etats-Unis et l'Ukraine, en présence de M. Rubio, qui effectuait sa première visite en France depuis sa prise de fonctions, et des conseillers à la sécurité nationale des différents pays participants. Ces rencontres ont permis un échange stratégique entre la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, qui portent une exigence européenne, et les Etats-Unis d'Amérique sur le dossier ukrainien. Il s'agit de la première réunion de négociation sur la paix en Ukraine qui réunit autour de la même table à la fois les Européens, les Américains et les Ukrainiens. Ceci constitue une avancée importante. Les échanges d'hier, dans ce format, ont permis d'acter des convergences fortes des participants sur plusieurs points. D'une manière générale, un soutien à l'objectif du président Trump de mettre fin rapidement à la guerre en Ukraine. C'est un objectif qui est pleinement partagé par les Ukrainiens, mais aussi par les Européens. Cela suppose donc – et c'était le deuxième point – d'obtenir un cessez-le-feu le plus rapidement possible. Et ensuite, cela suppose, à plus long terme, un engagement en faveur d'une discussion positive et constructive sur la manière de d'obtenir l'objectif d'une paix complète, juste et durable. Dernier engagement qui a été pris entre ces pays hier : il y a un accord pour poursuivre les discussions à Londres la semaine prochaine, dans ce même format. Cette séquence est importante parce qu'elle s'inscrit aussi dans le cadre des échanges constants que nous entretenons avec nos partenaires américains et européens, dans la continuité des efforts menés par la France sur ces dossiers depuis les dernières semaines et mois, et singulièrement dans le cadre de la coalition des volontaires. Ces efforts vont se poursuivre dans les prochains jours. La France y prendra toute sa part.

23 / 942 – Point de presse du 18/04/2025

Référence EPJ01526803

Texte Q – Quelle est votre réaction aux propos du Secrétaire d'Etat Marco Rubio ce matin, qui a dit en gros que les Américains avaient d'autres priorités que l'Ukraine, et que si ça n'avancait pas, s'il n'y avait pas d'accord de cessez-le-feu dans les prochains jours ou les prochaines semaines, ils se détourneraient du dossier ? R – Alors, sur le fait que les Etats-Unis s'occupent de plusieurs dossiers, c'est un fait. Mais nous aussi, nous sommes sur



plusieurs fronts, puisqu'évidemment l'Ukraine est l'une des crises importantes qui nous occupent en ce moment, mais ce n'est pas la seule crise. Ce qui ressort des discussions d'hier, dans lesquelles était M. Rubio, c'est qu'il faut d'abord laisser leur chance aux négociations qui sont en cours. Le cycle de discussions hier a montré qu'il y avait un intérêt commun à discuter de la résolution de la crise en Ukraine. Il y a une volonté manifestée clairement par le président Trump de terminer cette guerre le plus rapidement possible. Je pense que c'est un objectif qui est partagé par les Ukrainiens, mais aussi par les Européens, et singulièrement par la France. La conclusion de tout cela, c'est que c'est maintenant à la partie russe de répondre. Il y a eu des propositions d'accord de cessez-le-feu qui ont été acceptées par l'Ukraine il y a maintenant un mois. Il n'y a toujours pas de réponse russe. Donc c'est d'abord une question pour la Russie, de savoir si elle veut s'engager dans cette voie-là, dans la voie de la paix. Q – J'ai deux questions. La première sur l'Ukraine. Les Américains avaient dit qu'ils voulaient que les Européens soient plus impliqués. Et on sait que les garanties de paix ont été discutées hier. Mais on revient au point des envois des troupes, qui est une proposition ukrainienne et européenne. Il n'y a pas de consensus. Donc est-ce que vous pouvez nous dire quelle est la position américaine aujourd'hui sur cela ? Est-ce que ça veut dire indirectement qu'ils ont dit oui ? Le Ministre, il était très positif hier, M. Barrot. La deuxième question concerne un article qui a été publié par Haaretz cette semaine, qui parle d'un plan français pour Gaza. Il dit que ce plan promu par la France devrait inclure une normalisation avec l'Arabie saoudite en échange de la fin de la guerre et un retrait complet des Israéliens, mais qu'Israël ne serait pas tenu d'approuver explicitement la création d'un Etat palestinien, seulement d'y faire référence en termes vagues – je lis ce que Haaretz a écrit – et qu'également, l'accord va permettre à Israël de frapper Gaza lorsque Israël juge cela nécessaire. Donc est-ce qu'il y a un plan français pareil ? Est-ce que c'est vrai ce que Haaretz est en train de dire ? Parce que ça a créé un peu du buzz dans les médias. R – Sur votre première question : la question des garanties de sécurité, c'est une question qui est absolument clé dans le cadre de l'échafaudage d'un plan de paix stable et durable pour l'Ukraine. On n'en revient pas simplement à la question des troupes. Les garanties de sécurité, c'est un ensemble d'éléments qui ont pour objet de garantir de manière durable et stable la sécurité de l'Ukraine, la sécurité de la frontière et donc, de même, la sécurité des Russes. Donc c'est un ensemble de critères qui ont été discutés hier. Et la première des garanties qu'on doit offrir à l'Ukraine, c'est que l'Ukraine doit continuer à avoir le droit de se défendre et que seule une armée ukrainienne forte constituera une première ligne de défense. Ça, c'est la première des garanties de sécurité, évidemment. Une garantie de sécurité, ce n'est pas simplement des troupes de réassurance ou des troupes européennes au sol. Ça, c'est un élément, et c'est pris dans une discussion plus globale. Ce sont des discussions qui sont en cours. Il y a un séquençage qui est important dans l'affaire. La première des étapes pour parvenir justement à une paix juste et durable en Ukraine, c'est d'obtenir un cessez-le-feu. C'est la priorité la plus immédiate. Ensuite, il faudra voir comment ce plan de paix est constitué, et notamment avec quelles garanties de sécurité. Bien évidemment, ça a été discuté hier. Mais les discussions continuent. Et comme je vous le disais, elles continueront à Londres la semaine prochaine. Il y a une discussion qui est en cours sur l'ensemble de

ces éléments—là entre les différents partenaires, avec les Européens, les Américains, les Ukrainiens. Encore une fois, la discussion est pour le moment ouverte, et elle chemine. Sur votre deuxième question, je ne sais pas s'il me revient de commenter un article du Haaretz. Il n'y a pas de "plan français". Je trouve l'expression un peu étrange. En tout cas, ce qui est certain, c'est que s'agissant des Territoires palestiniens, il y a un engagement constant de la France pour obtenir une cessation des opérations et puis, à plus long terme, l'émergence d'une perspective politique qui passe par une solution à deux Etats. Ce qu'a dit le Président de la République il y a quelques jours, effectivement, c'est qu'il y a une dynamique collective qui doit s'enclencher, avec la reconnaissance de l'Etat palestinien. Et ça, encore une fois, ce n'est pas nouveau. Le Président de la République a toujours dit que cette question n'était pas un tabou et qu'il faudrait la considérer le moment venu, lorsque cette action serait utile. Et dans un mouvement réciproque, d'avoir aussi une reconnaissance de l'Etat d'Israël par ceux des Etats qui ne l'ont pas encore reconnu. Et dans son esprit, c'était la condition sine qua non pour avoir une perspective politique qui puisse exister et qui puisse être crédible, parce que chacun dans la région doit pouvoir bénéficier de garanties de sécurité robustes, que seule une sécurité collective de la région permettra réellement de garantir dans la durée. Cela implique, notamment, des progrès en direction d'un désarmement du Hamas et d'une réforme de l'Autorité palestinienne. L'idée du Président de la République, c'était cela. C'était surtout d'avoir une dynamique collective, afin que nous puissions collectivement envisager une réponse qui soit satisfaisante pour les Territoires palestiniens, travailler à la mise en oeuvre urgente de la solution à deux Etats, protégés et reconnus par tous. Mais il ne s'agit pas d'un plan français en tant que tel. Q – Je voulais revenir à la première question, c'est-à-dire aux déclarations de Marco Rubio ce matin, des déclarations où il dit que les Etats-Unis, s'il n'y a pas une solution, un règlement dans les prochains jours – pas dans les prochaines semaines ni dans les prochains mois, mais dans les prochains jours – ils pourraient se désengager. C'est une manière de voir que la pression est mise surtout sur les Européens et sur les Ukrainiens, puisque ce sont eux qui ont le plus d'intérêt à ce que les Etats-Unis ne se désengagent pas. Comment est-ce que vous voyez la chose, à ce sujet ? Et puis une deuxième question : hier, le ministre Barrot a dit qu'il irait à Kiev pour le 9 mai, pour la célébration par la Russie de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Quel sera exactement le cadre de cette visite avec d'autres ministres européens ? Et quelle est la volonté, disons, d'une contre-programmation de célébration par la Russie de cet anniversaire ? R – Sur votre première question, je ne peux pas vous répondre plus que ce que j'ai déjà répondu. Il y a des discussions qui ont eu lieu hier, qui ont été des discussions riches et importantes. Elles se poursuivront la semaine prochaine à Londres et nous verrons. Sur le 9 mai, pour répondre à votre question : oui, effectivement, les ministres européens des Affaires étrangères se donnent rendez-vous à Kyiv le 9 mai. Le Ministre y sera très certainement, mais j'aurai l'occasion, je pense, de revenir vers vous avec plus de détails la semaine prochaine, sur cette perspective. Q – Pardon d'insister, mais est-ce que vous craignez un désengagement des Américains ? Les propos étaient assez clairs, ce matin. Il l'a redit plusieurs fois, Marco Rubio... R – Je ne vais pas commenter ce que dit Marco Rubio. Moi, je vois ce qui s'est passé hier et je vous dis simplement que les Américains étaient

présents sur une séquence diplomatique qui a été très longue, sur laquelle il y a eu des discussions vraiment en profondeur sur l'ensemble des sujets, et pour la première fois, dans un format qui réunissait Américains, Ukrainiens et Européens, ce qui est une première, parce qu'il n'y a pas encore eu de discussions dans ce format-là. Hier, il y avait en tout cas, autour de la table, des représentants de la diplomatie américaine qui étaient actifs et qui ont beaucoup interagi avec les Européens et avec les Ukrainiens. Q – Juste pour revenir un peu sur la question, effectivement... En fait, cette phrase de Marco Rubio, vous la prenez avant tout comme une pression sur les Russes ou avant tout comme une pression sur les Ukrainiens et les Européens ? Ou peut-être un peu les deux, d'ailleurs ? Quelle est votre interprétation dominante ? Parce que manifestement, tous les avis peuvent survenir sur la question. Ça, c'est la première question. Et la deuxième, c'est que Marco Rubio semble se projeter au-delà des négociations, une fois qu'elles auraient effectivement échoué – plutôt à cause des Russes, d'ailleurs, pour l'instant. Est-ce que hier, ça a été abordé, ce cap de l'après-négociation, ou pas ? Et à ce moment-là, si ça n'a pas été abordé, sans doute êtes-vous un peu pris de court ? Et puis, troisième question très basique : quand auraient lieu les prochaines discussions à Londres sur le sujet ? R – En fin de semaine prochaine. Je ne sais pas la date exacte. Q – Mais plutôt le week-end ou plutôt en semaine ? R – Ça, je ne peux pas vous répondre. Je comprends que c'est une question pour votre agenda, mais je ne peux pas vous répondre. Quant à savoir sur qui les déclarations de Marco Rubio mettent la pression, je n'en sais rien. Ce que je sais simplement, c'est que le président Trump a toujours dit qu'il voulait une solution rapide à la guerre d'agression en Ukraine. Et il le dit effectivement depuis sa prise de fonction au mois de janvier. Donc ça fait trois mois. Il y a peut-être un peu d'impatience chez les Américains, je ne sais pas... En tout état de cause, je pense que les Européens et les Ukrainiens, eux aussi, souhaitent que cette guerre d'agression prenne fin. Cela passe par tout ce que je vous ai dit : dans un premier temps, un cessez-le-feu, et puis dans un deuxième temps, un plan de paix stable et solide avec des garanties de sécurité robustes. L'après-accord de paix, je pense que c'est une perspective que nous souhaitons tous optimiste, et qui verra la reconstruction de l'Ukraine et son retour dans une situation pacifique. Mais pour le moment, la priorité, c'est vraiment d'obtenir un plan de paix stable et durable. Q – La question portait plus sur l'après-négociation sans plan de paix, justement. R – Ce que je veux dire, c'est qu'à partir du moment où il y a une guerre, il y aura bien, à un moment donné, une cessation des hostilités, avec quelque part un plan de cessation des hostilités, un cessez-le-feu, un plan de paix. Il y aura, de toute façon, à un moment donné, des négociations. Et encore une fois, qu'il y ait un peu d'impatience du côté américain, je pense que le président Donald Trump l'a suffisamment manifesté pour que la déclaration de M. Rubio ce matin ne soit pas... Je pense que ça s'inscrit complètement dans cette logique-là. Q – J'ai une question sur les discussions qui auront lieu demain sur l'Iran, normalement à Rome. Après, ça n'a pas été très clair, mais il semble qu'elles vont en effet avoir lieu demain à Rome. M. Barrot avait dit il y a quelques jours qu'il serait vigilant, que la France regarderait ces discussions de manière vigilante. Le fait qu'elles aient lieu d'abord à Oman et maintenant à Rome, est-ce que ça veut dire qu'on sent une implication européenne un peu plus forte dans ces discussions, vu qu'au début, l'Europe n'était pas impliquée ?

Est-ce que la France sera représentée ? Comment est-ce que vous voyez ces discussions demain ? R – On les voit en fait comme la poursuite de discussions qui existent quand même depuis de longs mois. On a eu des discussions notamment dans ce format E3, avec les Britanniques et les Allemands, où nous avons eu des discussions régulières avec la partie iranienne. Encore une fois, la posture européenne est toujours une posture visant à privilégier la voie diplomatique pour arriver à une solution. Sur le sujet du nucléaire iranien, comme vous le savez, le temps presse, parce que nous allons arriver au 10e anniversaire de l'accord. Il y a quand même une question de calendrier qui se pose. Donc la fenêtre d'opportunité se réduit de jour en jour, mais nous n'écarterons aucune possibilité de pouvoir continuer à discuter et d'espérer obtenir un accord avant la fin de l'expiration de la résolution 2231 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui interviendra en octobre. Il y a eu, par ailleurs, des discussions entre Iraniens et Américains la semaine dernière, ce qui était pour les Européens un signal d'une volonté de discuter. Et encore une fois, ça s'inscrit dans la posture qui est la posture européenne depuis le début. Nous faisons tout pour essayer d'obtenir une solution par la voie diplomatique avant l'expiration du délai au mois d'octobre. Q – La France sera à Rome ? R – Il y a des discussions qui continuent demain. La France n'y sera pas, mais en tout cas, il y a des discussions qui continuent. Q – L'aide humanitaire à Gaza est menacée d'un effondrement total en raison du blocus imposé par Israël depuis le 2 mars. "Laissez-nous faire notre travail", exhortent les représentants de deux importantes ONG qui disent faire face à l'un des pires échecs humanitaires de notre génération. N'est-ce pas aussi l'échec de la communauté internationale, notamment du Conseil de sécurité des Nations unies ? R – Sur la question de l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza et de la situation absolument dramatique des populations gazaouies, je rappelle que la position française est constante. On a toujours demandé à ce que l'accès humanitaire soit garanti et sans entrave à la bande de Gaza, pour permettre l'entrée de l'ensemble de l'aide humanitaire nécessaire aux populations civiles. Cette demande, nous l'avons inscrite avec une autre demande de maintien du cessez-le-feu et de cessation des opérations et de libération de tous les otages qui sont encore présents dans la bande de Gaza. C'est la raison pour laquelle nous avons condamné avec fermeté la reprise des opérations militaires israéliennes à la suite d'une première phase de cessez-le-feu qui nous semblait être un pas dans le bon sens, et qui avait permis le retour de l'aide humanitaire, qui avait permis la libération d'otages détenus dans la bande de Gaza et qui avait permis le retour de prisonniers palestiniens. Mais encore une fois, et le Président de la République l'a redit lorsqu'il est allé en Egypte il y a quelques jours, il s'est notamment déplacé à El-Arich, qui est à une quarantaine de kilomètres de la bande de Gaza, c'est vraiment une obligation à laquelle Israël doit se conformer. C'est un appel qu'il a réitéré avec ses homologues égyptiens et ses homologues jordaniens. Il y a une obligation, effectivement, d'entrée de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza, de laisser un plein accès à l'aide humanitaire et surtout de ne pas frapper les organisations humanitaires qui contribuent justement au déploiement de cette aide. Donc pour la France, ça a toujours été très clair. Q – Ma question portait sur l'échec du CSNU R – Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est saisi de la question à plusieurs reprises depuis le début de la crise. Je ne vais pas vous refaire tout l'historique des votes. La France a toujours tenu cette ligne-là

au Conseil de sécurité, de manière claire. Nous avons soutenu les projets de résolution qui incluaient justement ces mentions-là. Et nous continuerons à le faire tant qu'il faudra et aussi longtemps qu'il le faudra. Q – Une question concernant l'Algérie. Donc on est à un niveau de crise diplomatique inédit depuis plusieurs décennies. Où est-ce qu'on en est ? Est-ce qu'il y a des pistes de sortie de crise, un calendrier ? Et puis par contraste, une question également concernant le Maroc. Donc vous avez cité la visite de deux ministres délégués la semaine prochaine à l'agenda. Est-ce qu'il y a d'autres choses qui pourraient être annoncées en termes de coopération que ce qui a déjà été dit lors de la visite d'Etat ? R – Sur l'Algérie, effectivement, nous avons ouvert il y a quelques jours, mais cela semble loin maintenant, une phase de reprise du dialogue. Il y avait eu un communiqué conjoint du président Macron et du président Tebboune qui signait le retour du dialogue entre Paris et Alger. Ça s'était manifesté par une visite du ministre Jean-Noël Barrot à Alger il y a quelques jours. Et puis il y a eu cette décision assez brutale et incompréhensible des Algériens, décision que nous regrettons fortement, de procéder à l'expulsion de 12 agents de l'ambassade de France en Algérie. C'est une décision qui est totalement incompréhensible, parce qu'elle est censée répondre à une décision de justice, la justice française ayant décidé de mettre en examen trois ressortissants algériens soupçonnés de faits graves. C'est clairement l'Algérie qui a décidé de reprendre une attitude escalatoire. La première réaction de la France a été de prendre une décision basée sur la stricte réciprocité en expulsant 12 agents du réseau diplomatique et consulaire algérien en France. Nous avons aussi rappelé l'ambassadeur de France à Alger pour consultations. Ce qui guide d'abord les pas des autorités françaises, c'est l'intérêt de la France et des Français, et c'est la raison pour laquelle ces décisions de réciprocité ont été prises. Mais en même temps, il y a un appel aux autorités algériennes de faire preuve de responsabilité, afin que nous puissions reprendre un dialogue – encore une fois, que nous pensions avoir repris, mais que les Algériens ont rompu – franc et exigeant dans l'intérêt de nos deux pays. Parce que, comme vous le savez, la relation franco-algérienne est riche. Il y a beaucoup de mouvements humains entre les deux pays, beaucoup de domaines de coopération. Donc nous espérons que ce dialogue reprenne sur l'ensemble des sujets d'intérêt commun. Sur le Maroc, votre deuxième question, c'est une relation extrêmement dense et riche, avec des coopérations dans de nombreux domaines et une volonté de les approfondir. Donc il y a un travail qui se fait de manière régulière, en suivi de la visite d'Etat d'octobre 2024. Je n'ai pas plus de choses à vous annoncer, plus que ce que vous avez dit, mais les visites vont se poursuivre. Q – Et sur l'Algérie, il n'y a pas de calendrier ? R – Non. Q – Par quels canaux est-ce que ça peut reprendre ? R – Par les canaux habituels, c'est-à-dire par les canaux diplomatiques. C'est-à-dire qu'au bout d'un moment, le dialogue va reprendre. Pour le moment, comme je vous le disais, on est dans cette situation où nous avons notifié aux autorités algériennes la liste des 12 agents qui étaient déclarés *personae non gratae*. L'ambassadeur de France est revenu à Paris pour des consultations. Donc nous verrons, à la fin de ces consultations, comment on peut avancer. Q – J'ai une petite question de suivi sur l'Iran, en fait. Est-ce que des Américains, que ce soit hier, par exemple, vous ont débriefé un peu sur la première rencontre américano-iranienne, notamment ici, pendant la visite de Marco Rubio au Quai, ou alors à l'Elysée ? Je crois qu'ils

en ont parlé au déjeuner entre Emmanuel Macron, Marco Rubio et Steve Witkoff. Est-ce qu'il y a eu la moindre indication ? Et... Je ne veux pas vous demander de dévoiler ce qu'ils vous ont dit, bien sûr, mais quelle est votre réaction à ce qu'ils auraient pu vous dire ? Est-ce que ça vous incite à être encore plus vigilants que la semaine dernière ou à vous détendre un petit peu ? R – Non. Alors je reviens un peu à la question d'avant, effectivement. Mais non, effectivement... Ce sont des discussions qui ont eu lieu hier à l'Elysée. Donc je vous renverrai volontiers vers eux. Mais ce qui est certain, c'est que l'ouverture d'un canal de discussion entre les Etats-Unis et l'Iran confirme quand même la volonté commune de chercher une solution négociée. Donc rien que sur ce point-là, ça semblait très positif. Donc nous sommes en contact étroit avec nos partenaires américains sur ce sujet, en Européens, encore une fois, puisque ce sont des discussions que nous menons à trois avec les Britanniques et les Allemands. Et nous suivons ces discussions de près, y compris celles de demain, auxquelles nous ne participerons pas, donc. Q – Pas de débriefing des Américains hier, du coup ? R – Ça a été évoqué, mais pour le moment, les discussions continuent. Q – Une petite question sur le Maroc, à nouveau. Il y a eu la visite du ministre marocain en France puis en Espagne, où tant la France comme l'Espagne ont réaffirmé la position de soutien concernant le plan marocain d'autonomie du Sahara occidental. Est-ce que vous envisagez des positions particulières concernant l'ONU qui, l'année passée, s'était préparée à organiser un référendum d'indépendance. Est-ce que vous voulez, disons, modifier la position qui a été la position traditionnelle de l'ONU pour cette organisation d'un référendum ? R – Notre position est conforme au droit international.

#### 24 / 942 – Point de presse du 16/04/2025

Référence EPJ01526101

Texte La France condamne les peines de cinq ans et demi de prison prononcées hier contre les journalistes russes Antonina Kravtsova (alias Favorskaïa), Artiom Krieger, Konstantin Gabov et Sergueï Kareline pour "participation à une organisation extrémiste", à l'issue d'un procès tenu à huis clos. Trois mois après la condamnation de trois avocats pour avoir exercé le droit à la défense de leur client Alekseï Navalny, ce "procès des journalistes" est une nouvelle démonstration des autorités russes pour réprimer toute opinion dissidente et intimider celles et ceux qui tentent de documenter les violations des droits de l'Homme dont le pouvoir russe porte la responsabilité. La France appelle à la libération immédiate et inconditionnelle de tous ceux poursuivis pour motifs politiques et au respect par la Russie de ses engagements internationaux en matière de droit à l'information et d'accès à l'information.

#### 25 / 942 – Point de presse du 14/04/2025

Référence EPJ01525903

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté la frappe de missiles menée hier par la Russie contre la ville de Soumy en Ukraine, qui aurait fait au moins 34 morts dont deux enfants, et plus d'une centaine de blessés. Le 4 avril dernier, une frappe sur un quartier résidentiel de Kryvyi Rih a fait près de 20 victimes. Ces attaques, ainsi que les nombreuses frappes visant chaque jour le territoire ukrainien ayant aussi fait de nombreuses victimes civiles, sont

inacceptables et constitutives de crimes de guerre. Alors que l'Ukraine a depuis plus d'un mois maintenant accepté le principe d'un cessez-le-feu sans conditions, faisant preuve de son fort attachement à la paix, la Russie fait clairement le choix de poursuivre sa guerre d'agression au mépris des principes les plus fondamentaux du droit international et de toute vie humaine. La France, en étroite coordination avec ses partenaires, continuera à travailler à l'adoption de mesures fortes pour imposer un cessez-le-feu à la Russie.

26 / 942 – Point de presse du 11/04/2025

Référence EPJ01525301

Texte Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Jean-Noël Barrot, s'est entretenu vendredi 11 avril avec le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Alain Berset. Le Ministre a réaffirmé la fierté de la France d'accueillir sur son territoire une organisation dont la mission, depuis sa création en 1949, est de veiller au respect des droits de l'Homme, de la démocratie et de l'Etat de droit dans l'ensemble de ses 46 Etats membres. Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères a salué l'initiative d'un "Nouveau pacte démocratique pour l'Europe", lancé par le Secrétaire général. Le Ministre a souligné l'importance de protéger l'intégrité des processus électoraux, pierre angulaire de nos démocraties. Le Ministre et le Secrétaire général du Conseil de l'Europe ont évoqué le défi que représentent les ingérences étrangères et les manipulations de l'information pour nos sociétés démocratiques. La France est pleinement engagée pour lutter contre ces menaces, dans le plein respect de l'Etat de droit et de la liberté d'expression, dont le Conseil de l'Europe et la Cour européenne des droits de l'Homme sont des garants essentiels. Le Ministre a salué le rôle joué par le Conseil de l'Europe pour la résilience démocratique et la reconstruction de l'Ukraine, victime depuis plus de trois ans de la guerre d'agression menée contre elle par la Russie, et pour la lutte contre l'impunité et la réparation des dommages causés. Le Ministre et le Secrétaire général du Conseil de l'Europe ont échangé sur le caractère impératif du retour chez eux des enfants ukrainiens déplacés de force par la Russie. Le Ministre a enfin abordé avec le Secrétaire général la mise en oeuvre de la décision de la France d'étendre la Charte sociale européenne à nos territoires d'Outre-mer.

27 / 942 – Point de presse du 09/04/2025

Référence EPJ01525001

Texte Q – Avez-vous des commentaires sur la détention temporaire d'une employée d'un ministère russe dans un aéroport français et sur la convocation de l'ambassadeur de France en Russie à ce sujet ? R – L'ambassade de France en Russie a en effet pu échanger hier sur cette situation avec le ministère russe des affaires étrangères. L'intéressée a pu bénéficier de la protection consulaire, conformément à la convention de Vienne sur les relations consulaires.

28 / 942 – Point de presse du 03/04/2025

Référence EPJ01523802

Texte Je voulais, comme toujours, avoir une pensée pour nos deux compatriotes otages d'Etat en Iran depuis plus de 1000 jours. Cécile Kohler et Jacques Paris

sont détenus dans des conditions qui peuvent s'apparenter en droit international humanitaire à de la torture. Je tiens particulièrement à saluer leur courage et celui de leurs familles. Ils peuvent compter sur la pleine mobilisation des autorités françaises pour obtenir leur libération. La France continuera d'avoir une politique claire et ferme à l'égard de l'Iran. C'est dans ce contexte que le ministre Jean-Noël Barrot a annoncé hier le dépôt d'une plainte de la France devant la Cour internationale de justice pour manquement de l'Iran à ses obligations au regard de la Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires. Comme je vous le disais la semaine dernière, la France a pris la présidence du Conseil de sécurité des Nations unies le 1er avril. Je voulais revenir sur deux points qui sont très en phase avec l'actualité ainsi qu'avec les priorités portées par la France. Sur l'Ukraine tout d'abord, comme vous le savez, des négociations en vue de parvenir à une paix solide et durable ont été lancées à Riyad à l'initiative des Etats-Unis le 24 mars dernier. Si ces discussions autour d'un cessez-le-feu partiel peuvent constituer un pas dans la bonne direction, ce dont nous avons besoin, c'est avant tout d'un engagement russe de bonne foi, un cessez-le-feu solide et l'ouverture de véritables négociations de paix. La Russie conteste déjà les acquis de ces discussions et pose de nouvelles conditions à la paix. Nous constatons également qu'en dépit du moratoire annoncé sur les frappes visant les infrastructures énergétiques, la Russie n'a pas cessé ses bombardements. Elle confirme clairement son attitude belliqueuse. La France, forte de son engagement auprès des Ukrainiens depuis le début de la guerre, soutiendra tous les efforts visant à aboutir à une paix solide et durable en Ukraine. Pour ce faire, nous agissons sur plusieurs plans. Diplomatiquement, d'abord. Jeudi dernier, la réunion de Paris sur la paix et la sécurité pour l'Ukraine a ainsi permis d'engager un travail concret de réflexion avec les membres de la coalition d'action pour une paix solide et durable en Ukraine pour dégager des solutions opérationnelles en faveur de la paix : assistance à l'Ukraine, mise en oeuvre et extension d'un cessez-le-feu, soutien dans la durée à l'Ukraine et à son armée, déploiement de forces de réassurance européennes en Ukraine une fois un accord de paix conclu. Le Président de la République et le Premier ministre britannique ont donné mandat aux chefs d'état-major des deux pays pour qu'une équipe franco-britannique se rende dans les prochains jours en Ukraine pour préparer, en concertation étroite avec nos partenaires ukrainiens, ce que sera le format de l'armée ukrainienne de demain. Sur le plan financier, ensuite. Un soutien à l'économie du pays est indispensable face aux bombardements russes et aux destructions systématiques des infrastructures, civiles comme militaires. Sur le plan militaire, enfin. Le Président de la République a annoncé le 26 mars une aide française supplémentaire de 2 milliards d'euros pour financer l'acquisition de nouveaux équipements militaires. L'objectif est clair : permettre à l'Ukraine d'être en capacité de se défendre face à l'agression russe et faire en sorte que le pays soit en condition de négocier une paix juste, solide et durable. Deuxième priorité pour nous dans cette présidence du Conseil de sécurité : la situation dans les Territoires palestiniens. Nous condamnons avec la plus grande fermeté l'extension de l'offensive militaire israélienne à Gaza et la reprise des frappes visant la population civile palestinienne. La rupture du cessez-le-feu est un retour en arrière dramatique. Comme l'a rappelé le Ministre encore hier à l'Assemblée nationale, nous sommes opposés à toute forme d'annexion, qu'elle concerne la



Cisjordanie ou Gaza. Il est urgent que les hostilités cessent et que les négociations reprennent rapidement. Le bilan humain, je vous le rappelle, est catastrophique. Plus de 1 000 personnes ont perdu la vie ces dernières semaines. Des infrastructures civiles et des bâtiments des Nations unies continuent d'être visés. C'est une situation proprement inacceptable. Les travailleurs humanitaires ne doivent en aucun cas être pris pour cible. Le Ministre l'a d'ailleurs rappelé à son homologue israélien ce matin. Il lui a dit en toute franchise qu'Israël comme le Hamas doivent respecter leurs engagements pris dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu du 19 janvier dernier. Il a à nouveau appelé à la libération des otages et à la cessation immédiate des hostilités. C'est dans ce cadre-là que nous soutenons et continuerons à soutenir le plan de la Ligue arabe pour la reconstruction, la gouvernance et la sécurité à Gaza. Ce plan s'inscrit plus largement dans la solution à deux Etats, seule solution qui permettra de garantir la sécurité et la paix pour les Israéliens comme pour les Palestiniens. La visite avant-hier sur l'esplanade des Mosquées du ministre israélien de la Sécurité nationale, M. Ben Gvir, constitue à ce titre une violation du statu quo historique des Lieux saints à Jérusalem. Je vous rappelle enfin que nous serons à l'initiative, aux côtés de l'Arabie saoudite, d'une conférence pour la mise en oeuvre d'une solution à deux Etats en juin 2025, qui se tiendra à New York. Cette conférence a été demandée par l'Assemblée générale des Nations unies et notre objectif sera d'en faire une réussite, en rassemblant le nombre le plus large de partenaires animés par la volonté de trouver une solution durable.

29 / 942 – Point de presse du 01/04/2025

Référence EPJ01522701

Texte La France prend aujourd'hui, 1er avril 2025, la présidence du Conseil de sécurité des Nations unies, pour une durée d'un mois. Le Conseil de sécurité a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. En tant que membre permanent, la France est engagée avec ses partenaires pour qu'il puisse apporter des réponses aux défis et conflits actuels. La France succède au Danemark, qui a assumé avec efficacité la présidence du CSNU le mois passé, et précède la Grèce, qui prendra cette fonction en mai. La présidence française du Conseil s'inscrit donc au coeur d'un "trimestre européen" à la présidence du Conseil de sécurité, par lequel nous marquons, ensemble, notre engagement pour un multilatéralisme efficace et respectueux de la Charte des Nations unies et du droit international. Face aux défis actuels, le fil conducteur de notre présidence sera de faire prévaloir le dialogue multilatéral sur les rapports de force. La guerre d'agression conduite par la Russie contre l'Ukraine depuis février 2022, au mépris des principes les plus fondamentaux du droit international, sera au coeur de notre mobilisation. La France continuera ses efforts en faveur d'une paix juste et durable pour l'Ukraine, conforme à la Charte des Nations unies. La situation au Moyen-Orient fera l'objet d'une réunion ministérielle à la fin du mois, présidée par le ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Les partenaires internationaux et régionaux y seront conviés. Elle illustrera l'engagement de la France pour la paix dans cette région, et s'inscrira dans la préparation de la conférence internationale sur la solution à deux Etats coorganisée à New York par la France et l'Arabie saoudite. Face à la gravité des conflits en cours, la France portera une attention particulière à la situation dans les Grands Lacs, à

celles au Soudan et au Soudan du Sud, ainsi qu'en Haïti. La présidence française sera également à l'initiative avec des réunions consacrées aux opérations de maintien de la paix et à la protection des travailleurs humanitaires, deux engagements forts pour soutenir celles et ceux qui, sur le terrain, apportent leur aide aux populations vulnérables. Pour un multilatéralisme efficace, la France continuera de marquer son engagement en faveur de la réforme du Conseil de sécurité, pour améliorer sa représentativité. Tout au long de sa présidence, la France aura comme seule boussole son attachement au multilatéralisme, au système onusien et au respect du droit international pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

30 / 942 – Point de presse du 28/03/2025

Référence EPJ01521902

Texte Avant de poursuivre sur les propos liminaires, j'ai une pensée pour nos deux compatriotes otages en Iran. Cécile Kohler et Jacques Paris sont détenus depuis maintenant beaucoup plus que 1.000 jours, dans des conditions qui s'apparentent à de la torture. Nous saluons leur courage et celui de leur famille. Ils peuvent compter sur la pleine mobilisation des autorités françaises pour obtenir leur libération. Dans ces conditions, la France continuera d'avoir une politique claire et ferme à l'égard de l'Iran. La France, comme vous le savez, prendra mardi prochain la présidence du Conseil de sécurité des Nations unies pour un mois. C'est l'occasion d'évoquer les priorités qui seront portées par la diplomatie française dans cette enceinte. Cette présidence intervient à un moment clé pour le multilatéralisme, alors que celui-ci fait l'objet de remises en question diverses, y compris de la part de membres permanents du Conseil, qui sont pourtant garants de la Charte des Nations unies, sur laquelle reposent les principes fondamentaux des relations internationales, le respect de la souveraineté des Etats, la coopération et la solidarité internationale. Pendant ce mois de présidence, la France aura un fil conducteur, qui est de remettre les Nations unies au centre. Elle consacrera une large part de son action aux principales crises en cours en Europe et au Proche-Orient. L'Ukraine, d'abord. La Russie, qui est un membre permanent du Conseil de sécurité, y mène en effet une guerre d'agression depuis février 2022, au mépris des principes les plus fondamentaux du droit international. La mobilisation de la France sur ce sujet sera forte durant ce mois de présidence. Dans la droite ligne des initiatives qui ont été prises dernièrement, et notamment par le Président de la République, la France a accueilli hier, comme vous le savez, à Paris une réunion de la coalition pour une paix solide et durable en Ukraine, qui a permis de lancer une phase d'opérationnalisation des garanties de sécurité. Les efforts vont se poursuivre dans les prochaines semaines, évidemment en lien avec nos partenaires. Le Proche-Orient sera aussi au coeur de nos préoccupations pendant ce mois de présidence. Gaza, Syrie, la Cisjordanie, le Liban, l'Iran... Les dossiers sont nombreux. Le Ministre s'est déjà rendu dans la région plusieurs fois. Et durant le mois d'avril, nous travaillerons notamment sur la préparation d'une conférence que nous coprésiderons en juillet avec l'Arabie saoudite, afin de trouver une solution fondée sur deux Etats pour les territoires palestiniens. Des détails seront communiqués dès que possible sur cette conférence. Sur le Liban, la France poursuivra ses efforts pour préserver le cessez-le-feu dans lequel elle s'investit déjà pleinement. Et nous y travaillons, là aussi et au cours des prochaines semaines, avec les pays de la région et

nos partenaires. Et ensuite l'Afrique, évidemment, où la situation dans les Grands Lacs et au Soudan continuera de nous mobiliser. Sur le volet thématique, la présidence française mettra un accent particulier sur les opérations de maintien de la paix et la protection des travailleurs humanitaires. Nous organiserons notamment la réunion annuelle du Conseil avec les chefs des composantes militaires des opérations de maintien de la paix, qui est un rendez-vous important. La présidence française du Conseil de sécurité sera aussi l'occasion de travailler sur les questions institutionnelles au sein des Nations unies. Face au blocage, la France rappellera notamment son soutien à une réforme du Conseil de sécurité, notamment s'agissant de son élargissement. Elle se consacrera tout au long du mois à venir à sa réforme, au renouvellement de ses méthodes de travail et se concentrera sur les décisions opérationnelles que nécessitent le maintien de la paix et la sécurité internationale. La France salue d'ailleurs la décision de l'Arménie de soutenir l'initiative qu'elle porte depuis 2015 avec le Mexique en faveur d'un encadrement du veto au Conseil de sécurité en cas d'atrocités de masse. Cette initiative, soutenue par 107 Etats, fêtera ses 10 ans cette année, lors de la semaine de haut niveau de la 80e Assemblée générale des Nations unies qui aura lieu au mois de septembre. Enfin, en termes de méthode, la présidence française du Conseil intervient après celle du Danemark en mars et avant celle de la Grèce au mois de mai, dans une sorte de trimestre européen. Et dans ce contexte, la France sera attentive à la coordination européenne, en s'attachant notamment à fédérer autour d'elle un maximum de membres du Conseil, soutenir et maintenir un multilatéralisme au service des intérêts collectifs et agir avec détermination pour le règlement des conflits dans le cadre de la Charte des Nations unies et en faveur de la paix. Ces différentes priorités, la France les portera au sein du Conseil tout au long du mois d'avril, pendant sa présidence, avec une seule boussole : notre attachement au multilatéralisme, au système onusien et au respect du droit international.

31 / 942 – Point de presse du 28/03/2025

Référence EPJ01521904

Texte Q – J'ai plusieurs questions. J'avais une question, pour commencer, sur l'agenda, ou même deux questions. Vous avez parlé du déplacement du Ministre à Madrid. Est-ce que vous pouvez me donner plus de précisions ? La deuxième, concernant l'agenda, c'est que j'avais compris que le Ministre devrait aller, cette prochaine semaine, à Alger. Est-ce que c'est vrai ou pas ? Et au sujet des relations avec l'Algérie, vous avez fait une première réaction à la condamnation de Boualem Sansal. Est-ce que le dossier Sansal est traité par le Ministre ? Est-ce que c'est traité uniquement par l'Elysée ? De quelle manière vous allez le traiter maintenant ? R – Sur la première question, le Ministre se déplace à Madrid lundi prochain, le 31 mars, dans le cadre d'une réunion en format Weimar élargi. C'est un format, le format Weimar, comme vous le savez, qui regroupe la Pologne, l'Allemagne et la France et qui, ces dernières semaines et ces derniers mois, a été élargi à d'autres pays, l'Espagne, l'Italie, notamment autour du traitement de la question ukrainienne. La dernière réunion avait eu lieu à Paris. La prochaine réunion se tient en Espagne, à l'invitation des Espagnols, et c'est la raison pour laquelle le Ministre se rendra en Espagne. Cette réunion sera l'occasion, notamment, de faire un suivi du sommet qui a eu lieu hier à Paris sur le même sujet et de toutes les

initiatives qui ont été prises au cours des dernières semaines. Je pense que j'aurai l'occasion de revenir vers vous la semaine prochaine pour parler un peu des résultats de cette réunion de lundi, mais elle est organisée par les Espagnols, donc je pense que si vous leur posez la question, peut-être qu'ils auront plus de détails. Sur votre deuxième question, nous travaillons à trouver une issue à la crise actuelle, tout en défendant les intérêts de la France et des Français. Et comme le Ministre l'a dit plusieurs fois, et il le dit depuis le début, il ne s'interdit aucun moyen d'action, y compris celui de se rendre en Algérie. C'est une offre qu'il a faite depuis un certain temps, elle existe toujours, donc évidemment rien n'est à exclure sur ce sujet-là. Et sur votre dernière question, sur la condamnation de Boualem Sansal, nous avons regretté la décision du tribunal d'Alger, condamnant hier M. Sansal à une peine de prison de 5 ans. Cela fait suite à toute une série de déclarations que nous avons faites sur son cas. Nous avons fait part de notre préoccupation s'agissant de sa situation, et particulièrement eu égard à son âge. Mais en tout cas, la relation franco-algérienne, comme vous le savez, est une relation dense, riche et qui concerne différents domaines et différents sujets. Et bien évidemment, dans le dialogue qui aura lieu avec Alger, l'ensemble de ces composantes sera abordée. Q – J'imagine que vous ne voulez pas préciser, mais est-ce que ça sera le quai d'Orsay qui va gérer cette crise, ou... Le président Tebboune avait parlé que ça devait être traité par le Président directement. Est-ce que c'est de cette manière que ça va être traité ? R – Le ministère des affaires étrangères a vocation, naturellement, et c'est sa vocation première, à suivre les relations bilatérales que la France peut avoir avec l'ensemble des pays du monde. Donc ce qui vaut pour l'ensemble des pays du monde vaut aussi pour l'Algérie, c'est certain. Par ailleurs, vous savez que nous avons un système constitutionnel qui prévoit qu'effectivement, le Président de la République a lui aussi un rôle à jouer, en tant que chef d'Etat, dans la diplomatie française. Je pense que la relation franco-algérienne n'échappe pas à cette règle. Donc ce sera géré conformément aux règles qui gouvernent l'organisation de l'Etat français. Q – Sur la Russie et l'Ukraine, le président Poutine a évoqué la nécessité, d'après lui, de mettre l'Ukraine sous un statut, on ne sait pas exactement, un statut international. Je ne sais pas s'il faut comprendre que ce serait pour changer de régime. Qu'est-ce que vous avez à dire ? Notamment en sachant qu'il a parlé de la possibilité de mettre l'Ukraine sous régime de l'ONU, du Conseil de sécurité. Vous allez prendre la présidence du Conseil. Est-ce que cette question va être traitée, là, et de quelle manière ? R – Je pense que Vladimir Poutine fait une nouvelle fois la démonstration de son cynisme et de sa volonté de priver l'Ukraine de sa souveraineté. Par ailleurs, évoquer l'hypothèse d'une solution onusienne quand on piétine les principes de la Charte des Nations unies comme la Russie le fait depuis le 22 février 2022, ça a quand même quelque chose d'un peu contre-intuitif. Plus sérieusement, l'Ukraine a déjà fait part de sa disponibilité à s'engager dans un cessez-le-feu global et sans conditions. C'est le résultat des discussions qui ont eu lieu, notamment par l'entremise des Américains. Et dans ce cadre-là, la Russie n'a eu de cesse que de repousser son propre engagement en posant toujours plus de conditions, conditions maximalistes et conditions toutes plus irrecevables les unes que les autres. Le 24 février dernier, je le rappelle parce que c'est important, l'Assemblée générale des Nations unies a elle-même, pour la neuvième fois, rappelé sa condamnation de l'agression russe et la nécessité de

respecter la souveraineté de l'Ukraine. Donc la solution proposée par Vladimir Poutine, je pense qu'il faut la prendre comme une nouvelle tentative de repousser encore un peu l'échéance.

32 / 942 – Point de presse du 27/03/2025

Référence EPJ01521501

Texte Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères s'est entretenu le 26 mars avec le secrétaire d'Etat américain, M. Marco Rubio, dans le cadre de leurs échanges réguliers sur le suivi de la négociation menée par les Etats-Unis avec la Russie et l'Ukraine. Le secrétaire d'Etat américain a fait état des progrès enregistrés lors de la session à Riyad, l'accord de principe sur un cessez-le-feu sur la mer Noire en premier lieu, comme des difficultés demeurant et clarifications nécessaires de la part de la Russie. Il a indiqué que la ministérielle OTAN du 3 avril offrirait l'occasion de faire un point de situation complet. Le Ministre a souligné l'importance d'obtenir des engagements clairs russes sur les infrastructures énergétiques en particulier, et rappelé les enjeux du sommet qui se tient le 27 mars à Paris. Les enjeux régionaux liés au Proche et au Moyen-Orient ont également été abordés.

33 / 942 – Point de presse du 27/03/2025

Référence EPJ01521502

Texte Q – Quelle est votre réaction suite aux accusations russes visant les sanctions européennes, jugées responsables de l'insécurité alimentaire mondiale ? R – La sécurité alimentaire mondiale constitue une priorité essentielle pour l'Union européenne et ses Etats membres. Les sanctions de l'UE ne bloquent ni les exportations de denrées alimentaires et de produits agricoles russes vers les marchés mondiaux, y compris leur transit par le territoire de l'UE, ni les transactions qui y sont liées. Depuis le début de la guerre, l'UE veille en effet à exclure les produits agricoles des paquets de sanctions adoptés contre la Russie afin de préserver la sécurité alimentaire mondiale. De surcroît, l'UE a prévu des dérogations spécifiques pour assurer les transactions financières et le transit de produits agricoles vers les pays tiers. Les sanctions de l'Union n'interdisent pas aux entreprises européennes d'acheter, d'importer ou de payer des produits agricoles russes, pour autant qu'aucune personne sanctionnée ne participe à l'opération. De surcroît, l'UE a prévu des dérogations spécifiques pour assurer les transactions financières et le transit de produits agricoles vers les pays tiers. L'interdiction d'accès aux ports européens s'applique en revanche aux navires qui sont chargés de transporter des céréales ukrainiennes volées dans les territoires occupés par la Russie. De son côté, la Russie a délibérément instrumentalisé la question de la sécurité alimentaire en (i) occupant des terres arables ukrainiennes et en détruisant ou en volant des stocks de céréales ukrainiens ; (ii) en faisant obstacle aux exportations céréalières ukrainiennes vers les pays tiers ; et (iii) en menant des opérations de désinformation visant les sanctions occidentales, sachant que les exportations russes n'étaient pas affectées. L'agression russe contre l'Ukraine a exacerbé la situation des marchés agricoles mondiaux en renchérissant les prix des produits de base et en réduisant la disponibilité des denrées alimentaires dans le monde entier, au bénéfice des exportations russes de produits agricoles. Q – Avez-vous une réaction à la condamnation à

cinq ans de prison ferme de Boualem Sansal ? R – Nous déplorons la condamnation à une peine de prison ferme de notre compatriote Boualem Sansal. Nous réitérons notre appel à une issue rapide, humanitaire et digne à cette situation.

34 / 942 – Point de presse du 19/03/2025

Référence EPJ01519601

Texte Q – Comment réagissez-vous à l'arrestation du maire d'Istanbul Ekrem Omamoglu, principal opposant du président Erdogan ? R – Nous avons appris ce matin avec une profonde préoccupation l'arrestation du maire d'opposition de la municipalité d'Istanbul, Ekrem Omamoglu, ainsi que de nombreuses autres personnalités. Comme le Conseil de l'Union européenne l'a rappelé dans ses conclusions sur l'élargissement adoptées le 17 décembre dernier, il importe que la Turquie se conforme aux engagements internationaux qu'elle a librement souscrits, en particulier en tant qu'Etat membre du Conseil de l'Europe. À cet égard, les arrestations de ce jour sont susceptibles d'avoir des conséquences lourdes sur la démocratie turque. Q – Estimez-vous que les discussions entre Donald Trump et Vladimir Poutine sur la guerre en Ukraine vont dans le bon sens malgré le refus de la Russie d'un cessez-le-feu immédiat ? R – Toutes les discussions portant sur la perspective d'un cessez-le-feu sont utiles. Cependant, les frappes menées par la Russie sur le territoire ukrainien hier soir, dont certaines ont ciblé des infrastructures civiles, attestent du décalage entre les mots et les actes de Moscou. Contrairement à la Russie, l'Ukraine a accepté la proposition d'un cessez-le-feu immédiat, complet et inconditionnel qui avait été proposée par les Etats-Unis en Arabie Saoudite. La France soutient tous les efforts visant à aboutir à une paix juste, solide et durable en Ukraine. Celle-ci requiert la poursuite du soutien militaire à l'Ukraine et une pression redoublée sur la Russie pour la pousser à faire des concessions.

35 / 942 – Point de presse du 18/03/2025

Référence EPJ01519202

Texte Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a participé hier, à Bruxelles, au Conseil Affaires étrangères de l'Union européenne, au cours duquel des échanges importants ont eu lieu sur plusieurs sujets d'actualité internationale. En ce qui concerne la situation en Ukraine, la France a rappelé la nécessité de renforcer le soutien militaire à l'Ukraine ainsi que d'accroître la pression sur la Russie en adoptant de nouvelles sanctions. L'UE a notamment versé, au mois de mars 2025, près de 4,5Mdseuro pour soutenir l'Ukraine. Les Etats membres ont rappelé l'importance de préserver le cessez-le-feu à Gaza, de libérer les otages et de reprendre l'aide humanitaire. La France a souligné que le plan endossé par la Ligue arabe le 8 mars dernier constituait une contribution importante. Elle a par ailleurs réaffirmé son opposition à tout projet de déplacement forcé des Palestiniens et a souligné l'importance de la mobilisation européenne pour préserver la solution à deux Etats. S'agissant de la Syrie, la France a condamné les violences survenues dans la zone côtière et rappelé le caractère graduel et réversible de la levée des sanctions individuelles et sectorielles au regard des récents événements. Elle a également proposé des sanctions

visant les responsables des exactions contre des civils à l'Ouest du pays. Par ailleurs, à l'initiative de la France, des sanctions européennes contre l'Etat Islamique au Khorasan et son organe de propagande ont été adoptées. Le Conseil affaires étrangères a également permis l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de 9 individus et 1 entité au titre du régime de sanctions relatif à la situation en République démocratique du Congo.

36 / 942 – Point de presse du 13/03/2025

Référence EPJ01518302

Texte Je vous ai indiqué que le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Noël Barrot, était au Canada pour une réunion des ministres des affaires étrangères du G7, à l'occasion de laquelle seront abordés plusieurs sujets majeurs. L'Ukraine, d'abord. Comme l'a indiqué le Président de la République, la France se félicite des avancées permises par les discussions qui ont eu lieu mardi à Djeddah entre les Etats-Unis et l'Ukraine, en particulier sur l'idée d'un possible cessez-le-feu préalable à des négociations. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a échangé avec son homologue ukrainien à l'issue de la réunion et l'a assuré du plein soutien de la France dans ses efforts pour la recherche d'une paix durable. La Russie doit désormais montrer qu'elle souhaite elle aussi avancer en direction de la paix. La France poursuivra ses efforts de coordination avec ses partenaires américains et européens, afin d'aboutir à une paix durable pour l'Ukraine. Cette paix ne saurait se réduire à une cessation des hostilités, mais doit s'accompagner de garanties de sécurité fortes et crédibles pour les Ukrainiens. L'accélération du calendrier renforce notre certitude sur la nécessité, pour les Européens, de faire plus, de faire mieux et de le faire de manière cohérente pour la sécurité de l'Ukraine et pour la sécurité collective des Français et des Européens. La Syrie, ensuite. Je veux avant tout souligner que les violences de ces derniers jours dans l'ouest de la Syrie sont extrêmement préoccupantes. La France a condamné avec la plus grande fermeté les exactions qui ont frappé les civils sur une base confessionnelle. Les exactions perpétrées contre les civils en Syrie sont proprement inacceptables. Notre position, dans ce contexte, reste inchangée : les auteurs et les responsables doivent être condamnés. Les autorités intérimaires syriennes doivent faire en sorte que les enquêtes sur ces crimes soient conduites de manière indépendante et impartiale. C'est le sens du message qu'a partagé le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères avec son homologue syrien mardi par téléphone. Nous prenons également note de l'annonce par les autorités intérimaires syriennes de la mise en place d'une commission d'enquête et d'un comité de la préservation de la paix civile. Notre position sur ce sujet est constante et exigeante. La France rappelle son attachement à une transition politique pacifique et inclusive, à l'abri des ingérences étrangères, qui garantisse la préservation du pluralisme ethnique et confessionnel de la Syrie, seul moyen d'éviter que le pays ne sombre dans la fragmentation et dans la violence. Elle ne ménagera aucun effort dans cette perspective. C'était le sens, je vous le rappelle, du premier déplacement du Ministre avec son homologue allemande à Damas le 3 janvier dernier : réaffirmer les exigences de la France en matière de sécurité, en particulier s'agissant de la lutte contre le terrorisme et contre la prolifération des armes chimiques. Sur place, ils ont rencontré le président des autorités syriennes de transition, M. al-Charaa, et réaffirmé le souhait d'une transition pacifique et

représentative de la société syrienne dans sa diversité. Sur ces divers points, des résultats sont à relever. Nous saluons notamment la conclusion d'un accord politique, auquel la France a contribué, en lien avec ses partenaires américains, entre les autorités intérimaires syriennes et les Forces démocratiques syriennes. Le Ministre s'est entretenu hier avec le chef des FDS, le général Mazloum Abdi, entretien au cours duquel il a réitéré la nécessité, pour cet accord, de garantir les droits et la sécurité de nos partenaires kurdes. Il a également réaffirmé l'importance de poursuivre la lutte contre Daech. Dans le même esprit, nous avons salué, la semaine dernière, le déploiement prochain d'une équipe technique de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, l'OIAC, qui doit permettre de progresser vers l'élimination des armes chimiques en Syrie. Je rappelle que le Président de la République et le Ministre ont réitéré l'ensemble de ces exigences lors de la Conférence de Paris sur la Syrie qui s'est tenue le 13 février dernier. À nouveau, nous jugerons de manière objective, sur les actes. Et toutes les mesures que nous avons prises l'ont été de manière proportionnée, conditionnée et réversible. Comme l'ont indiqué à plusieurs reprises les autorités françaises, il n'y a pas de chèque en blanc aux nouvelles autorités de Damas. Nous continuerons donc à poursuivre nos efforts avec nos partenaires européens et l'Union européenne pour permettre d'accompagner la Syrie sur la voie de la transition inclusive et de la reconstruction. Comme vous le savez, les Etats membres de l'Union européenne ont décidé, lors du Conseil affaires étrangères de février dernier, la suspension d'un certain nombre de sanctions dans des domaines clés de l'économie syrienne, comme l'énergie, les transports ou encore les transactions financières. Je vais le redire : la France souhaite contribuer au relèvement du pays et à sa reconstruction dans le cadre d'une approche progressive, réversible et attentive aux évolutions du terrain. En fonction de ces dernières, nous étudierons l'opportunité de suspendre ou non, une nouvelle fois, les sanctions économiques existantes à l'encontre de la Syrie. Nous nous opposerons de toute façon à toute nouvelle levée de sanctions si les exactions de ces derniers jours restent impunies. Sur ces deux sujets, sur l'Ukraine comme sur la Syrie, nous sommes pleinement mobilisés, en lien avec nos partenaires. Ce sera le sens du message que portera M. Jean-Noël Barrot lors de ses échanges aujourd'hui à Charlevoix lors de la réunion des ministres des affaires étrangères du G7, mais aussi lundi dans le cadre du prochain Conseil affaires étrangères.

37 / 942 – Point de presse du 13/03/2025

Référence EPJ01518303

Texte Q – Pouvez-vous confirmer, en ce qui concerne la Syrie, les propos d'un de vos ministres, que la France s'oppose à toute nouvelle levée des sanctions contre la Syrie avant de voir un travail sérieux sur la justice, en ce qui concerne les récents massacres ? Et une deuxième question : est-ce que vous avez une réaction aux frappes israéliennes à Damas, il y a à peu près une heure ? Il y a eu des propos israéliens et on a l'impression qu'ils ont le feu vert de frapper là où ils veulent, quand ils veulent, selon le ministre de la défense israélien. Donc si vous avez des commentaires dessus, merci. R – Sur votre première question, c'est ce que je vous disais dans mes propos liminaires. Nous souhaitons une approche progressive et réversible avec la Syrie. Nous saluons les progrès qui ont été faits. Mais effectivement, les exactions qui ont eu lieu



ces derniers jours sont proprement insupportables et les responsables doivent être identifiés et condamnés. Nous portons une attention très fine aux évolutions du terrain, parce qu'elles pourraient être de nature à compromettre la transition dans son ensemble. Donc nous serons intransigeants et nous porterons ce message à Bruxelles si ces exigences ne sont pas satisfaites. Sur votre deuxième question, sur les frappes israéliennes qui auraient eu lieu à Damas, je ne vais pas faire de commentaires spécifiquement sur ces frappes-là. Mais d'une manière générale, et je l'ai toujours dit, nous avons appelé à une cessation de toutes les hostilités en Syrie, mais surtout au respect de la souveraineté syrienne et au respect de l'intégrité territoriale de la Syrie, conformément aux principes de la Charte des Nations unies et aux principes du droit international. Le processus de transition qui est en cours doit répondre aux aspirations du peuple syrien, à la liberté et à la dignité, mais surtout doit permettre de reconstruire une Syrie libre, souveraine et unie, pleinement intégrée à son environnement régional et à la sécurité internationale. Il est évident que ce genre de frappes n'y contribue pas. Q – J'ai des questions concernant l'Algérie. Il semblerait que la liste d'Algériens pour laquelle la France demande l'expulsion vers l'Algérie est sur le point d'être envoyée, donc je voulais savoir si vous pouviez confirmer cette information. Elle serait envoyée dans les tous prochains jours, me dit-on. Pouvez-vous nous dire combien de ressortissants algériens figurent sur cette liste ? Là encore, il y a des chiffres différents qui circulent, mais ça serait autour d'une centaine. Et par ailleurs, je voudrais savoir comment vous qualifiez aujourd'hui la relation diplomatique entre la France et l'Algérie ? Et est-ce que cette liste est de nature, comme l'a souhaité, demandé cette semaine Jean-Noël Barrot lors des questions au gouvernement, que ce soit un point de départ, une nouvelle phase dans les relations entre l'Algérie et la France ? Ou est-ce qu'on est potentiellement à une quasi-rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Algérie ? R – Sur le premier point – qui est un point assez technique, en réalité – sur des noms qui seraient transmis à Alger de citoyens algériens soumis à OQTF sur une liste prioritaire, je vous renvoie aux déclarations du Premier ministre à l'issue du dernier Comité interministériel de contrôle de l'immigration. Je ne vais pas vous donner de chiffres ou d'autres détails. Je vous renvoie aux propos du Premier ministre. D'une manière générale, sur la relation entre la France et l'Algérie, je vais effectivement reprendre les propos de Jean-Noël Barrot. Il y a toujours – et ça, le Ministre l'a toujours dit – une porte ouverte au dialogue. La situation est actuellement complexe. Il y a beaucoup de sujets sur lesquels il y a des points de désaccord, mais à nouveau, c'est une situation sur laquelle il faut continuer à travailler. L'Algérie est un partenaire ancien et historique de la France, et nous devons pouvoir continuer à parler de l'ensemble des sujets, qui ne se limitent pas aux questions migratoires, même si elles sont très présentes dans le débat actuellement. Et à nouveau, il y a toujours une possibilité de dialogue, un dialogue qui peut continuer sur la base de ce qui avait été construit, notamment en août 2022, avec une feuille de route signée par les deux présidents de la République, le président Tebboune et le Président Macron, la Déclaration d'Alger. Ça reste pour nous un document extrêmement important qui permet de cadrer la relation, et nous sommes évidemment toujours dans cet esprit-là. Q – J'aimerais juste clarifier un point sur une personne assassinée il y a deux jours à Dera en Syrie. Il s'appelait Nour al-Din

al-Labbad. Et selon les personnes qui le connaissait, c'était un ancien diplomate syrien qui a fait défection en 2012-2013, qui est venu en France, a acquis la nationalité française. Donc il serait franco-syrien. Vos services me disent qu'ils ne sont pas au courant. Donc j'aimerais juste... Enfin, du décès d'un ressortissant français en Syrie, j'aimerais clarifier : est-ce que Nour al-Din al-Labbad n'est pas français ? Ou est-ce qu'il se peut que Nour al-Din al-Labbad soit décédé, qu'il est franco-syrien, mais que vous ne soyez pas au courant ? R – Nous n'avons pas eu connaissance du décès d'un Français dans cette région-là. Q – Craignez-vous des répercussions régionales suite aux exactions à l'ouest de la Syrie qui ont frappé des civils la semaine dernière, sachant qu'il y a eu des tensions à Tripoli, au nord du Liban, après que des réfugiés syriens, issus principalement de la communauté alaouite, ont fui vers le Liban nord ? En Irak, aussi, des ouvriers et des réfugiés syriens ont été agressés. Votre réaction à tout cela ? R – Effectivement, comme je vous le disais, il faut que ces actes d'hostilité cessent. La Syrie est en cours de transition. C'est une transition qui doit être pacifique, juste et qui doit inclure l'ensemble de la diversité confessionnelle, ethnique et politique de la population syrienne. Les événements qui ont eu lieu en fin de semaine dernière sont à cet égard extrêmement inquiétants. Et c'est la raison pour laquelle on a redit qu'il faudrait que les responsables soient identifiés et jugés. Il faut que la situation soit clarifiée d'une manière plus générale, puisque vous abordez les effets de débordement sur d'autres pays. C'est une exigence qui est d'autant plus cruciale pour la Syrie qu'elle l'est aussi pour les pays voisins. La stabilité régionale est un élément important dans laquelle la France est pleinement engagée. Elle l'a montré au Liban notamment. La stabilité du Liban ainsi que celle de l'Irak sont absolument essentielles. Donc oui, c'est une vraie question et c'est encore une fois la raison pour laquelle les événements de la fin de la semaine dernière revêtent autant d'importance. Q – Comment réagissez-vous aux commentaires de votre homologue d'ailleurs russe, comme quoi le déploiement de soldats de la paix européen en Ukraine serait considéré comme un conflit armé direct ? Est-ce que vous pouvez réagir, s'il vous plaît ? Et puis, j'ai une autre question sur le G7. Est-ce que vous vous attendez du coup à la signature d'un communiqué, d'une déclaration commune ? Sur quoi ça peut buter ? Je crois que ça bloque pas mal quand même sur le statut, justement, de la Russie, statut d'agresseur. Voilà, ça m'intéresserait d'avoir votre avis là-dessus. R – Sur le premier point, il s'agit d'une déclaration de la porte-parole russe du ministère des affaires étrangères. Je le redis, il ne faut pas inverser les choses. C'est bien la Russie qui a agressé l'Ukraine. Nous en sommes à trois ans de conflit. Il y a aujourd'hui des démarches qui sont initiées – en faveur de la paix, donc des démarches diplomatiques qui s'accélèrent cette semaine. Il y a eu cette réunion à Djeddah entre l'administration américaine et l'administration ukrainienne, qui a permis de poser une première pierre à un accord de cessez-le-feu, qui n'est qu'un préalable, bien évidemment, pour nous, à un accord de paix plus global avec des garanties de sécurité. Et sur ce point-là, pour le moment, nous attendons toujours la réponse de Moscou. Donc peut-être qu'avec cette déclaration, les Russes brûlent un peu les étapes, puisque nous n'en sommes pas encore aux discussions sur les garanties de sécurité. Ce qui est sur la table, pour le moment, c'est un accord de cessez-le-feu de 30 jours, accord sur lequel nous attendons une réponse des Russes. Après, sur la définition et les contours de

l'accord de paix qu'il y aura en Ukraine, je pense que la France a toujours été claire. Notre position, est que nous voulons un accord complet et extensif qui permette de garantir la paix dans la région dans la durée. C'est bien pour cela qu'on ne peut pas se satisfaire d'un cessez-le-feu. Et pour être vraiment clair, il s'agit, dans notre esprit, de troupes qui seraient envoyées dans le cadre d'un accord de paix, une fois l'accord de paix signé, et qui auraient pour vocation de garantir effectivement la bonne exécution de cet accord de paix. Et troisième point, il s'agit du territoire ukrainien. Dans le cadre d'un accord de paix qui sera signé entre les Ukrainiens et les Russes, je pense que cela fera partie de la discussion, mais pour le moment, nous n'en sommes pas là. La vraie question qui est sur la table de manière très immédiate, c'est de savoir ce que Moscou pense de la proposition d'accord de cessez-le-feu qui a été faite. Cet accord de cessez-le-feu n'est vraiment que le début, c'est la première étape d'un accord de paix. Sur le G7, je peux difficilement vous répondre sur une déclaration commune alors qu'en fait la réunion n'est pas terminée. En général, les communiqués arrivent en fin de réunion. Le processus de négociation de la déclaration est dans les mains de la présidence canadienne, et on verra comment les discussions évoluent.

Q – Une question sur les Etats-Unis. Le président américain vient de menacer d'imposer des droits de douane à 200% sur les vins et les champagnes européens et français. Quelle est la réaction de la France ? R – Pour le moment, ce n'est qu'une annonce parmi les annonces que fait le président américain. Ce qui est certain, c'est que si cette annonce devait se confirmer et devait se traduire en acte, la posture de l'Union européenne resterait inchangée. Les autorités européennes le disent : il y aura de toute façon des réponses aux décisions de l'administration américaine. Le Président de la République et la présidente de la Commission européenne l'avaient annoncé très clairement. Ce sera une réponse immédiate, ferme et adaptée. Donc, encore une fois, ce ne sont que des déclarations, et nous verrons dans les actes, mais d'une manière plus générale, et on l'a répété à plusieurs reprises, personne n'a intérêt à une guerre commerciale et personne n'a intérêt à ce qu'il y ait une guerre à base de droits de douane. Ça vaut pour ce qui concerne le continent européen, mais ça vaut aussi pour les autres pays qui sont concernés par ces droits de douane.

Q – Apparemment, l'administration de Trump a ouvert une voie avec l'Iran. Il semblerait que les Américains aient envoyé une lettre à travers un pays pas loin de l'Iran pour régler le problème du programme nucléaire iranien. Quelle est la position française sur ce dossier, sur tous ces derniers développements ? On a entendu le directeur général de l'AIEA qui dit qu'il n'est pas content à 100%, que les Iraniens commencent à faire marche arrière. Est-ce que vous ne craignez pas qu'il y ait, comme ça a été le cas avec la Russie, que Trump fasse quelque chose dans le dos des Européens ? R – En fait, sur la question de l'Iran et sur les éléments qui concernent son programme nucléaire, il y a quand même quelques éléments importants qu'il faut que je vous rappelle. Il a toujours été clair, pour la France, que nous étions déterminés à ce que l'Iran ne se dote jamais de l'arme nucléaire. Ça, c'est un point assez constant. Et comme le soulignent les rapports successifs de l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'AIEA, les avancées du programme iranien sont extrêmement préoccupantes et emportent de graves conséquences de prolifération. Dans ce contexte, la France, avec ses partenaires européens, dans ce format qu'on appelle l'E3, avec les Britanniques et les Allemands, est

restée engagée en faveur d'une solution diplomatique. Et c'est le sens des réunions qui ont eu lieu dernièrement, et notamment à Genève en janvier et en février dernier, entre les pays de l'E3 – donc la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne – et l'Iran, le tout en coordination avec les Etats-Unis et les partenaires régionaux. Il y a également une réunion du Conseil de sécurité qui s'est tenue hier. Elle a permis de rappeler la gravité de la crise de prolifération en cours, puisque c'est une crise de prolifération, et l'engagement de la France et de ses partenaires en faveur d'une solution diplomatique. Donc nous sommes toujours dans ce cadre-là. Bien évidemment, il y a des discussions continues avec les Iraniens d'un côté, mais aussi en lien avec la nouvelle administration américaine. Donc nous continuons à suivre ça de près. Encore une fois, nous privilégions une approche diplomatique pour que l'Iran cesse son programme proliférant. Et nous le faisons en lien direct avec nos partenaires, et notamment avec les Etats-Unis. Q – Pour faire suite à vos propos à l'instant, est-ce qu'on sait quand est-ce qu'il y aura une nouvelle réunion en format E3 plus Iran, et au niveau toujours directeur politique ? R – Je n'ai pas plus d'informations, pour le moment, sur la tenue d'une prochaine réunion. Il y a des réunions régulièrement, mais je n'ai pas d'informations sur la prochaine date.

38 / 942 – Point de presse du 12/03/2025

Référence EPJ01518001

Texte Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Noël Barrot, a reçu à Paris son homologue émirien, Son Altesse Abdallah ben Zayed Al Nahyane, le mardi 11 mars 2025. Les deux ministres se sont félicités du caractère exceptionnel du partenariat stratégique qui unit la France et les Emirats arabes unis, qui s'ancre dans une amitié de plus de cinquante ans. Ils ont souligné leur volonté commune d'approfondir ce partenariat dans tous les domaines, y compris l'intelligence artificielle à la suite de la signature de l'accord-cadre conjoint lors de la visite de Son Altesse Cheikh Mohammed ben Zayed Al Nahyane, président des Emirats arabes unis, à Paris le 6 février 2025. Les deux ministres ont souligné leur volonté de renforcer la coopération judiciaire bilatérale, notamment dans la lutte contre les narcotrafiquants. La coopération sur les grands enjeux globaux a été évoquée, dans la perspective de la prochaine Conférence des Nations unies sur l'Océan qui aura lieu en juin 2025 à Nice et de la Conférence des Nations unies sur l'Eau qui sera co-présidée par les Emirats arabes unis et le Sénégal en 2026. Les deux ministres ont évoqué plusieurs crises régionales et internationales. Le Ministre a réaffirmé la détermination de la France à renforcer son soutien à l'Ukraine face à la guerre d'agression de la Russie et à oeuvrer en vue d'une paix juste, globale et durable basée sur de solides garanties de sécurité pour l'Ukraine. Ils ont également rappelé leur volonté commune d'oeuvrer au maintien du cessez-le feu à Gaza, à la libération de tous les otages et à l'obtention d'une paix durable, fondée sur la solution à deux Etats. Ils ont par ailleurs évoqué la situation en Syrie et l'importance de soutenir une transition politique juste, inclusive, répondant aux aspirations du peuple syrien et respectueuse des droits de tous les Syriens. Ils ont rappelé leur condamnation la plus ferme des graves violences survenues dans le nord-ouest de la Syrie ces derniers jours et ont souligné l'importance que toute la lumière soit faite sur ces crimes et à ce que leurs auteurs soient punis. Les deux ministres ont enfin souligné la

nécessité de trouver une issue au conflit au Soudan, qui traverse l'une des pires crises humanitaires au monde.

39 / 942 – Point de presse du 06/03/2025

Référence EPJ01516505

Texte Q – Je voulais savoir si vous auriez une réaction sur les propos de la Russie après le discours du Président ? La Russie dit qu'elle ne voit aucun compromis possible sur le déploiement de troupes européennes en Ukraine et que la France veut que la guerre continue. Des commentaires ? R – Ecoutez, sur la deuxième partie, c'est quand même une déclaration un peu étrange de la part de ceux qui sont à l'origine du déclenchement des hostilités. Il faut reprendre les faits et remettre les choses à l'endroit. C'est la Russie, en février 2022, qui est entrée sur le territoire ukrainien. C'est la Russie qui a lancé son armée contre la population ukrainienne. C'est la Russie qui a lancé cette guerre. Depuis le début, la France a été porteuse d'un message de paix. Les dernières déclarations du Président de la République en attestent : nous voulons une paix stable et durable en Ukraine. Donc c'est quand même un petit peu étrange de retourner la situation de cette manière. Encore une fois, il y a une volonté très claire de la part des autorités françaises, un : de ne jamais avoir voulu cette guerre, puisque nous l'avons condamnée depuis le début. Deux : nous avons, par différents moyens, appelé la Russie à stopper cette agression, ce qu'elle n'a jamais fait. Donc la conclusion de cela, c'est que ceux qui veulent la guerre aujourd'hui, c'est la Russie. Dire que la France veut la continuation de la guerre, ça me semble assez étrange. Sur la première partie, je ne ferai pas plus de commentaires sur les déclarations venant de Moscou. Q – Je voulais savoir, qu'est-ce que vous pensez sur le fait qu'Israël suspend l'aide humanitaire à Gaza, notamment lors de ce mois de Ramadan qui est important pour les Palestiniens également ? Envisagez-vous, à l'échelle européenne ou à l'échelle de la France, de prendre des sanctions contre Israël, qui a volé, violé à plusieurs reprises le droit international, en empêchant d'acheminer l'aide humanitaire à Gaza ? R – Sur la question spécifique de la suspension qui a eu lieu cette semaine, annoncée par les autorités israéliennes de l'aide humanitaire à Gaza, il y a une déclaration que nous avons faite condamnant cette suspension. C'est une déclaration que nous avons faite conjointement avec les Britanniques et les Allemands, c'est ce qu'on appelle une déclaration en format E3. Nous condamnons fermement cette suspension. Cette déclaration demande instamment au gouvernement israélien de respecter ses obligations internationales et d'assumer la responsabilité qui lui incombe de fournir de l'aide humanitaire aux Palestiniens. C'est une position qui est constante de notre part. Nous avons toujours appelé, et ce depuis le début des opérations, à ce que l'aide humanitaire puisse entrer dans la bande de Gaza. C'est une nécessité absolument impérieuse, eu égard à la situation désastreuse que connaît la population gazaouie. C'est une obligation qui repose sur Israël au titre du droit international. C'est une obligation sur laquelle nous avons toujours été extrêmement clairs. Q – À propos de la proposition arabe, la déclaration que vous venez de faire sur ça, d'abord est-ce que vous voyez un rôle pour la France et pour l'Europe dans cette proposition, si jamais elle est acceptée ? Et deuxièmement, vous avez évoqué la nécessité que Hamas soit désarmé. Est-ce que vous pensez, est-ce que la France pense que Hamas va accepter d'être désarmé de façon volontaire ? Et sinon,

comment vous voyez les choses ? Est-ce que vous pensez vraiment que les forces palestiniennes ou arabes sur place vont combattre Hamas ? Est-ce que vous allez soutenir ce genre d'actions ? R – Sur le premier point, nous avons effectivement salué le plan qui a été présenté par les Etats-membres de la Ligue arabe réunis au Caire cette semaine et qui correspond complètement aux objectifs et à la position de la France connue de longue date, à savoir une solution à deux Etats permettant d'avoir des garanties de sécurité de part et d'autre afin que les deux populations puissent vivre en paix et en sécurité côte à côte. L'implication de l'Europe est une chose qui devra être vue ultérieurement. Q – (inaudible) R – Le plan arabe prévoit différents éléments. Il y a des éléments qui concernent la gouvernance, il y a des éléments qui concernent la sécurité, il y a des éléments qui concernent la reconstruction. L'Europe, d'une manière générale, et l'Union européenne, est déjà très impliquée dans le financement, aux activités dans la bande de Gaza. Nous travaillons de longue date avec tous les partenaires régionaux et internationaux pour pousser, justement, cette feuille de route vers une solution à deux Etats. Cette proposition qui a été formulée par les Etats arabes est bienvenue et nous la soutenons, et nous serons tout à fait disposés à participer à sa mise en oeuvre le moment venu, si elle devait recueillir un accord. Dans cette perspective, et ça fait le lien avec votre deuxième question, nous travaillerons effectivement dans le cadre de la conférence qui devrait être organisée en juin 2025, qui est la suite d'un vote à l'Assemblée générale cet automne, qui est une conférence sur la Palestine que nous co-présiderons avec l'Arabie saoudite. Il y a évidemment dans cet accord des éléments qui concernent la gouvernance de la bande de Gaza, et la raison pour laquelle on indique dans la déclaration que le Hamas doit être désarmé, c'est que nous devons revenir à un système avec une gouvernance politique civile, dans lequel il faudra revoir effectivement les formats, mais cela doit avant tout reposer sur l'Autorité palestinienne, par une revitalisation de l'Autorité palestinienne. Dans ces conditions, il nous semble que le Hamas, effectivement, a vocation à être désarmé si on s'inscrit dans une logique de pacification de la bande de Gaza et de retour à une situation plus civile que militaire. Q – J'ai juste une question sur la déclaration conjointe d'hier, sur l'aide humanitaire. Vous utilisez un langage, je ne sais pas comment dire, atténué, mais vous dites que cela peut constituer une violation du droit international, alors que c'est clairement une violation. Donc pourquoi ce langage dans cette déclaration ? Quand on voit des déclarations sur la Russie, par exemple, le langage est très direct, alors qu'on a l'impression que vous faites attention, un peu... R – Sur la Russie, on ne parle pas d'aide humanitaire, mais je vous renvoie aux multiples déclarations qui ont été faites sur, justement, l'acheminement de l'aide humanitaire à Gaza, où nous avons toujours dit que c'était une obligation qui reposait sur Israël au titre du droit international. Q – OK. Et juste pour le plan, les Américains et les Israéliens ont refusé le plan. Donc juste pour faire un suivi pour ce que ma collègue a demandé, est-ce que l'Union européenne va prendre des mesures, peut-être pour arrêter ce plan de déportation des Gazaouis ? Est-ce qu'il y a un rôle aujourd'hui pour la France alors que les Etats-Unis prennent toutes ces décisions unilatérales ? Est-ce que les pays arabes seuls vont pouvoir progresser avec ce plan, si les Américains et les Israéliens refusent ? R – Le plan qui a été présenté par les Etats arabes qui se sont réunis est une bonne base de discussion. Il pose des principes qui sont conformes avec la position

qu'on a toujours exprimée, qui est une position d'une solution à deux Etats. La suite des discussions, je ne peux pas vous la raconter, puisqu'elle n'a pas encore eu lieu. Evidemment, il y aura des discussions qui vont s'ouvrir avec tous les partenaires concernés : Israël d'abord, les partenaires régionaux, les Européens, les Américains, effectivement, qui ont un rôle important dans la région. Mais il m'est difficile de vous dire ce que donneront ces discussions. Les Européens prendront pleinement leur part dans les discussions. Ils ont toujours été très actifs sur ce sujet, tout particulièrement les Français. Je peux vous rappeler tous les déplacements du ministre dans la région. Les échanges, comme je vous le disais dans les éléments d'agenda, vont continuer. Il y a un G7 des ministres des affaires étrangères qui se tient la semaine prochaine au Canada, ce sera à l'ordre du jour et ce sera un sujet de discussion. Encore une fois, il y a cette conférence qui a lieu en juin, coprésidée par la France et l'Arabie saoudite. Donc oui, les Européens prendront pleinement leur part. Je vous rappelle qu'à ce jour, l'Union européenne est très impliquée financièrement dans l'aide aux territoires palestiniens, puisque l'Union européenne est le premier bailleur de fonds de l'Autorité palestinienne. L'implication européenne est forte, elle est présente et elle continuera. Les discussions vont commencer avec des positions qui devront être discutées, mais en tout cas, la position française est claire. Q – Juste une petite question de clarification, parce que vous insistez sur cette conférence franco-saoudienne et vous dites que la discussion va commencer. Est-ce que vous pouvez dire aujourd'hui qu'Israël sera invité ? R – C'est une conférence qui aura lieu en juin. Je reviendrai vers vous avec les invités. C'est une conférence dont on sait qu'elle est coprésidée par la France et par l'Arabie saoudite. C'est une conférence qui est issue de discussions qu'il y a eu à l'Assemblée générale des Nations unies. Je vous confirmerai très précisément qui sera impliqué, quels sont les Etats qui seront impliqués dans la conférence. Q – Je rappelle jusqu'en 2016, pour les deux conférences de Paris, Israël n'était pas invité. R – Oui, mais là, justement, je vous dis que je reviendrai vers vous.

40 / 942 – Point de presse du 27/02/2025

Référence EPJ01515002

Texte La France a appris ce matin, avec une immense tristesse, le décès de notre compatriote Ohad Yahalomi, après la restitution de sa dépouille par le Hamas aux autorités israéliennes. Elle adresse ses condoléances les plus sincères à sa famille ainsi qu'à ses proches, avec une pensée particulière pour son fils Eitan, qui a été libéré en novembre 2023 après 51 jours de captivité. La France a perdu 50 des siens suite aux attaques terroristes du 7 octobre 2023. Elle continuera d'agir sans relâche pour le retour de tous les otages et pour mettre fin à la spirale de souffrances déclenchée il y a un an et demi par la barbarie antisémite du Hamas. Et puisque que j'évoque le destin tragique des otages à Gaza, je ne peux pas ne pas rappeler la détention inacceptable de Cécile Kohler, Jacques Paris et Olivier Grondeau, nos trois compatriotes otages d'Etat de la République islamique d'Iran. Nous appelons à leur libération immédiate. Et je tiens à rappeler ici la pleine mobilisation des autorités françaises pour y parvenir. L'actualité des derniers jours s'agissant de l'Ukraine, du Proche-Orient et de la région des Grands Lacs a donné lieu à de multiples séquences diplomatiques, sur lesquelles je voudrais un peu revenir. Sur

l'Ukraine, d'abord : à l'occasion des trois ans de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, le 24 février, le Président de la République, accompagné du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Jean-Noël Barrot, s'est rendu à Washington pour rencontrer le président américain, M. Donald Trump. Ce déplacement a été l'occasion d'appeler à une paix juste et durable – et pas un simple cessez-le-feu – et à des garanties de sécurité robustes et crédibles pour l'Ukraine. Le Président de la République a rendu compte de ces échanges à ses homologues européens à son retour. Il se rendra à Londres ce dimanche pour poursuivre les échanges. Le ministre délégué Benjamin Haddad, était quant à lui à Kiev le 24 février, avec plusieurs chefs de gouvernement européens. Au même moment, le 24 février, à New York, l'Assemblée générale des Nations unies s'est exprimée de manière claire et à de larges majorités en faveur du soutien à l'Ukraine, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale, au travers de deux résolutions successives qui ont permis de réaffirmer notre attachement aux principes et à la primauté de la Charte des Nations unies et du droit international sur la force. La France a été à l'initiative, avec ses partenaires européens, pour obtenir ce résultat, pour lequel l'Ukraine nous a remerciés. Par ces résolutions, l'Assemblée générale a réaffirmé la nécessité d'une paix juste, globale, et durable pour l'Ukraine et pour le monde. Les trois ans de la guerre d'agression lancée par la Russie contre l'Ukraine ont également été à l'ordre du jour du Conseil Affaires étrangères qui s'est tenu lundi dernier à Bruxelles et qui a permis de renouveler le soutien européen aux forces armées ukrainiennes et d'adopter un 16e paquet de sanctions pour accroître la pression sur Moscou. Sur le Proche et le Moyen-Orient ensuite : le Conseil Affaires étrangères de lundi dernier a été l'occasion pour la France et ses partenaires européens d'évoquer la Syrie, le Liban et la situation du conflit israélo-palestinien. S'agissant plus spécifiquement de la Syrie, la France a salué la levée de certaines sanctions dans le secteur bancaire, des transports et de l'énergie, qui pesaient sur la Syrie. La reconstruction de la Syrie au bénéfice des Syriennes et des Syriens doit passer par une levée progressive de ces mesures, sous conditions bien sûr, et sur la base d'un principe de réversibilité en cas de non-respect de ces dernières. Cette décision s'inscrit dans la continuité des engagements pris par la France et ses partenaires arabes et européens dans le cadre de la Conférence internationale de Paris pour la Syrie qui s'est tenue le 13 février dernier. Et enfin, dernier sujet sur lequel je voulais revenir, c'est le sujet des Grands Lacs. La Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Mme Kaja Kallas, a indiqué que le Conseil Affaires étrangères était parvenu à un accord politique pour l'adoption de nouvelles mesures restrictives ciblant des individus impliqués dans la déstabilisation de la République démocratique du Congo, dont des Rwandais. À ce titre, la France se félicite de l'adoption au Conseil de sécurité des Nations unies de la résolution 2773 sur la situation en République démocratique du Congo. Cette résolution porte un message clair : les Nations unies condamnent l'offensive du M23, qui doit cesser ; le Rwanda doit mettre fin au soutien au M23 ; et le Rwanda doit se retirer du territoire de la République démocratique du Congo. À nouveau, il n'y a pas d'issue militaire au conflit dans l'est de la République démocratique du Congo, et nous soutenons les processus régionaux à l'oeuvre pour ramener la paix. La France soutient donc pleinement l'adoption de nouvelles mesures restrictives européennes. Elles doivent



encourager les parties à reprendre le dialogue. Et si la dégradation de la situation se poursuit, d'autres mesures européennes seront prises. La France est notamment favorable à la suspension rapide du MoU entre l'Union européenne et le Rwanda sur la coopération en matière de minerais critiques.

41 / 942 – Point de presse du 27/02/2025

Référence EPJ01515004

Texte En ce 27 février, la France rend hommage à l'opposant Boris Nemtsov, brutalement assassiné en 2015 à proximité du Kremlin à Moscou. Son courage et son combat inlassable pour la démocratie et les libertés fondamentales, source d'inspiration pour de nombreux Russes et au-delà, résonnent plus que jamais alors que les répressions contre l'opposition, la société civile et les médias indépendants en Russie ne cessent de s'aggraver. Dix ans après sa disparition, les commanditaires de son assassinat n'ont toujours pas été identifiés. L'un de ses meurtriers a été gracié de ses 14 ans de prison en échange de son engagement à se battre au front et participer à la guerre d'agression russe contre l'Ukraine. La France appelle de nouveau les autorités russes à faire toute la lumière sur ce crime odieux et à mettre un terme aux poursuites contre tous ceux qui défendent, au prix de leur liberté et parfois de leur vie, leur droit à vivre dans une Russie démocratique, libre et pacifique.

42 / 942 – Point de presse du 24/02/2025

Référence EPJ01513801

Texte Laurent Vinatier, citoyen français, a été arbitrairement condamné le 14 octobre 2024 à une peine de 3 ans de prison au motif qu'il n'était pas inscrit au registre des "agents de l'étranger". Cette condamnation d'une extrême sévérité vient d'être confirmée en appel ce 24 février, en application d'une législation sur les prétendus "agents de l'étranger". La Cour européenne des droits de l'Homme a jugé, dans un arrêt rendu le 22 octobre dernier que cette législation contribuait à une violation systématique des libertés fondamentales en Russie, comme la liberté d'association, la liberté d'opinion et la liberté d'expression. La France demande une nouvelle fois la libération immédiate de Laurent Vinatier et appelle à nouveau les autorités russes à abroger la loi sur les "agents de l'étranger", qui va à l'encontre des engagements auxquels la Russie a souscrit en matière de droits de l'Homme. Les autorités françaises restent pleinement mobilisées pour porter assistance à notre compatriote.

43 / 942 – Point de presse du 24/02/2025

Référence EPJ01513802

Texte Q – Quelle est la réaction du Quai d'Orsay à la suite des jets de projectiles sur le consulat général de Russie à Marseille ? R – La France condamne toute atteinte à la sécurité des emprises diplomatiques. Celles-ci sont protégées par les Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires, que la France est fermement attachée à pleinement mettre en oeuvre. L'inviolabilité, la protection et l'intégrité des emprises diplomatiques et consulaire, ainsi que de leur personnel, sont des principes fondamentaux du droit international.

44 / 942 – Point de presse du 21/02/2025

Référence EPJ01513501

Texte Q – Hier, lors d'une diffusion en direct, le Président Emmanuel Macron a déclaré : "Toi qui veux que la Chine ne vienne pas contester Taïwan et autres, comment expliquer que la Chine n'a pas le droit d'envahir Taïwan et que la Russie a le droit d'envahir l'Ukraine ?" À cet égard, pourriez-vous préciser si le gouvernement français reconnaît toujours la Résolution 2758 de l'Assemblée générale des Nations unies, en particulier en ce qui concerne le soutien au principe d'une seule Chine ? Par ailleurs, comment doit-on comprendre l'utilisation du terme "envahir" par le Président dans ce contexte ? R – La position de la France est constante. Elle s'en tient à sa politique d'une seule Chine. La France est opposée à toute modification unilatérale du statu quo par l'usage ou la menace d'usage de la force. Elle est attachée à la préservation de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan.

45 / 942 – Point de presse du 20/02/2025

Référence EPJ01513002

Texte À quelques jours des trois ans de l'agression russe contre l'Ukraine et alors que ces derniers jours, les discussions s'accélérent, il nous semblait important de rappeler des faits. Les premiers faits que nous voulons rappeler, ce sont les faits qui ont eu lieu il y a trois ans. Le 24 février 2022, la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, lançait une guerre d'agression contre son voisin, au mépris de toutes les règles du droit international et de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'indépendance de l'Ukraine. Ce 24 février 2022, les troupes russes sont entrées sur le territoire ukrainien. Cette guerre, qui dure depuis trois ans, concerne d'abord l'Ukraine et les Ukrainiens, et le peuple ukrainien en est la première victime. Mais elle nous concerne aussi tous, parce que c'est en Ukraine que se joue la sécurité du continent européen. C'est aussi en Ukraine que se joue aujourd'hui la défense de l'ordre international bâti depuis 1945 pour éviter un nouveau conflit mondial. C'est également dans ce pays que des enjeux qui nous concernent tous, pays du Nord comme pays du Sud, sont disputés, à l'instar de la sécurité alimentaire ou de la sûreté et de la sécurité nucléaires. La France et l'Europe ont, dans ce contexte, apporté un soutien résolu et significatif à l'Ukraine, un soutien que nous continuerons d'apporter et que nous sommes prêts à renforcer. Nous sommes aux côtés de l'Ukraine et nous prendrons toutes nos responsabilités pour assurer la paix et la sécurité en Europe. La France reste déterminée et se montrera à l'initiative pour identifier, avec les Ukrainiens, un règlement à la guerre. Elle poursuit avec détermination ses efforts de coordination entre Européens afin d'aboutir à une paix juste, durable et solide, qui garantisse les intérêts de l'Ukraine et les nôtres. La France a organisé ici même au Quai d'Orsay, la semaine dernière, mercredi 12 février, une réunion avec ses partenaires européens en format Weimar élargi, pour aborder la question du soutien à l'Ukraine. Dans la continuité de cette réunion et à la suite de la Conférence de Munich sur la sécurité qui a eu lieu le week-end dernier, le Président de la République a pris l'initiative d'organiser lundi dernier une réunion informelle consacrée à l'Ukraine et à la sécurité européenne. Cette rencontre avait pour objectif de coordonner les efforts des pays européens en soutien à l'Ukraine et afin de défendre la sécurité européenne elle-même.

Cette réunion a été suivie hier par une rencontre avec d'autres partenaires attachés au soutien à l'Ukraine. Ces discussions se poursuivront dans les prochains jours. Je voudrais saisir cette occasion pour rappeler ici quelques principes clairs que chacun doit garder à l'esprit. Avant toute chose, rien ne doit être décidé sur l'Ukraine sans les Ukrainiens. L'Ukraine devra toujours être associée et ses droits respectés. De la même manière que rien ne doit être discuté sur la sécurité européenne sans les Européens et sans que nos préoccupations de sécurité ne soient prises en compte. Notre expérience l'a montré, Vladimir Poutine ne répond pas au dialogue. Il ne répond qu'à la pression. C'est pour cette raison que dès lundi, les Européens devraient adopter un nouveau train de sanctions contre la Russie à l'occasion du Conseil Affaires étrangères qui se tiendra à Bruxelles. Il est cependant extrêmement clair que la cessation des hostilités sans accord de paix durable, s'appuyant sur des garanties de sécurité pour l'Ukraine, serait dangereuse. Ce que la France veut, c'est une paix juste et durable, pas un simple cessez-le-feu fragile. L'Ukraine doit donc bénéficier des garanties de sécurité robustes et crédibles. Les échanges se poursuivent avec nos partenaires européens sur ce sujet, ainsi qu'avec les Américains. En outre, la France et ses partenaires européens sont soucieux de renforcer leurs investissements en matière de défense, tant individuellement qu'au sein de l'Union européenne, afin de renforcer l'unité de l'Alliance et le rôle des Européens en son sein. Encore une fois, la question de la sécurité de l'Ukraine est essentielle pour la sécurité du continent européen, et la sécurité du continent européen est notre responsabilité commune.

46 / 942 – Point de presse du 20/02/2025

Référence EPJ01513005

Texte Q – Une petite question sur la première déclaration, sur la restitution des dépouilles. Vous n'avez pas fait allusion à la cérémonie qui a été tenue par le Hamas, qui était par exemple condamnée par l'ONU. Est-ce que vous la condamnez aussi ? R – Je peux vous rappeler les termes de la déclaration. Le sort des otages dans la bande de Gaza est, depuis le 7 octobre 2023, un sujet de grande attention ici. La France a appelé à la libération de tous les otages depuis le début. Aujourd'hui, malheureusement, c'est un jour noir, puisque c'est le retour de dépouilles d'otages et c'est la raison pour laquelle cette déclaration a été faite. Je pense que c'est l'essentiel de la chose et je ne ferai pas de commentaire sur le reste. Q – Est-ce que M. Barrot se rend la semaine prochaine à Washington avec le Président ? Si oui, quel est le but de ce voyage ? Et par ailleurs, le Guardian ce matin parlait d'une force franco-britannique de 30.000 hommes pour l'Ukraine. Est-ce que vous avez un commentaire à ce sujet ? R – Sur le déplacement du Président de la République aux Etats-Unis, nous reviendrons vers vous avec des précisions en temps utile. Sur les déclarations rapportées par la presse britannique, il y en a eu beaucoup ces derniers jours. Il y a cette déclaration, effectivement, sur une force de 30 000 hommes qui est relayée par le Guardian. J'ai lu qu'un autre journal avait relayé un plan de paix qui aurait fuité. Compte tenu des circonstances, je ne vais pas commenter des déclarations qui passent par la presse. L'heure est suffisamment grave pour qu'on commente vraiment des choses certaines. Q – Qu'en est-il de la proposition de la France de déployer des contingents de la FINUL, dont un contingent français, sur cinq positions au

sud du Liban qui sont toujours occupées par l'armée israélienne ? Êtes-vous en contact avec les autorités israéliennes là-dessus ? R – D'une manière générale, la France a appelé à l'exécution totale de l'accord de cessez-le-feu qui a été signé entre Israël et le Liban. La date du 18 février était une date importante, puisque c'était la fin d'une première étape qui devait voir l'ensemble des troupes israéliennes se retirer du territoire libanais. Les troupes israéliennes se sont effectivement retirées, à l'exception de ces cinq positions sur lesquels elles maintiennent des troupes militaires. Nous avons dit cette semaine, et la France a rappelé cette semaine, que l'accord de cessez-le-feu devait être appliqué dans son intégralité, à savoir un retrait intégral du territoire libanais, y compris de ces cinq positions, des troupes israéliennes, et le déploiement des forces armées libanaises. Pour ce qui concerne la FINUL, ce sont des troupes qui sont gérées par les Nations unies, c'est une force des Nations unies, donc ce sont des discussions qui n'appartiennent pas qu'à la France, ce sont des discussions qui doivent avoir lieu à New York avec l'ensemble des partenaires intéressés. Il y a effectivement des troupes françaises qui contribuent à la FINUL, mais elles sont sous commandement onusien. La question de savoir où elles doivent se déplacer, comment elles doivent se déplacer et si elles doivent se positionner sur d'autres points, ce sont des décisions que la France ne peut pas prendre seule. Ce sont des décisions qui seront prises le moment venu à New York, en concertation avec l'ensemble des Etats concernés. Q – Je voudrais revenir sur l'Ukraine. Sans commenter le nombre de troupes qui seraient possiblement envoyées en Ukraine, que ce soit du côté des Britanniques ou de la France, je voudrais savoir en quoi l'envoi de troupes sur le sol ukrainien pourrait permettre de garantir la sécurité de l'Ukraine ? Et ma deuxième question, vous avez évoqué des sanctions adoptées en Europe lundi. Est-ce qu'on peut en savoir un peu plus ? R – Sur votre première question, il y a une espèce de cristallisation sur cette question de troupes, mais en fait, quand on parle de garanties de sécurité, on parle d'un ensemble de mesures et d'un ensemble de dispositions qui permettent d'avoir la certitude que l'agression de l'Ukraine ne se reproduira pas. Donc ce n'est pas simplement des troupes. Les troupes, c'est un élément, mais il y a d'autres éléments en termes de garanties de sécurité qui peuvent être accordés à l'Ukraine. Pour le moment, le focus de la discussion qui a eu lieu en début de semaine et à nouveau hier, c'est évidemment sur les garanties de sécurité. Quand on dit qu'il faut une paix juste et durable, le côté durable, ça veut dire qu'on ne peut pas se limiter à un simple cessez-le-feu. Il faut qu'on arrive à mettre en place un système qui garantisse la sécurité de l'Ukraine. Donc ça peut éventuellement passer par de l'envoi de troupes mais pour le moment, le sujet n'est pas celui-là. Pour le moment, le sujet, c'est d'obtenir un schéma de garanties de sécurité. C'était tout l'objet des discussions qui ont eu lieu en début de semaine. Les garanties de sécurité, ça peut aussi passer, pour vous donner des exemples, par réarmer et rééquiper l'armée ukrainienne. Ça peut être aussi envoyer des experts. Ça peut être une adhésion à l'OTAN. Ça peut être diverses choses. Pour le moment, ce sont des choses qui sont en discussion, mais les garanties de sécurité données à l'Ukraine, ça ne se réduit pas simplement à une question de troupes, sachant encore une fois que pour le moment, le sujet n'est pas celui-là. Et je crois que le Président de la République l'a redit cette semaine, il n'est pas question d'envoyer des troupes belligérantes en Ukraine. Sur votre question sur les sanctions, c'est un paquet

qui devrait être adopté lundi au niveau européen. Sans trop rentrer dans le détail, puisque vous savez comme moi que les sanctions sont souvent des décisions extrêmement techniques, ce sont des sanctions qui devraient cibler essentiellement les ressources énergétiques que la Russie utilise pour financer son effort de guerre, et plus particulièrement les moyens qu'elle emploie pour contourner les sanctions actuellement mises en place. Donc il s'agit de sanctionner les acteurs qui, dans certains pays, participent au contournement actuel des sanctions. Cela peut être des entreprises, cela peut être des propriétaires de navires, toute sorte d'entités qui en fait contribuent au contournement des sanctions, tout particulièrement en matière énergétique. Mais encore une fois, c'est un paquet qui est sur la table du Conseil Affaires étrangères qui aura lieu lundi prochain, qui devrait selon toute vraisemblance être adopté, mais je pense que nous aurons beaucoup plus de détails lundi sur ce sujet.

Q – Quand vous entendez les propos de Donald Trump traitant Zelensky de dictateur, en disant qu'en fait c'est l'Ukraine qui a commencé cette guerre... Si c'était la Russie, je pense que vous condamneriez ces propos. Comment réagissez-vous à ces propos ? Et plus globalement, après un mois de l'administration Trump, est-ce que vous sentez que les Etats-Unis sont avec l'Europe ou contre l'Europe ?

R – Effectivement, nous avons tous constaté, et vous les premiers, qu'il y avait eu un changement d'administration à Washington il y a un mois exactement, puisque c'était le 20 janvier. Cela fait donc 30 jours que M. Trump est en fonction. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, nous avons une relation dense et historique avec les Etats-Unis. Nous avons toujours eu un dialogue très dense sur divers sujets de coopération. Et ce dialogue, s'agissant de l'Ukraine, il existe. Le Président de la République s'est entretenu à plusieurs reprises avec le président américain. Il sera lundi à Washington. Donc le dialogue continue avec les Etats-Unis. Il y a effectivement eu un changement de posture américaine, c'est vrai, par rapport à l'administration Biden. Donc à nous maintenant de nous adapter à ce changement. Plus largement, ce sont des changements qui ont lieu aussi sur les questions commerciales, puisque Donald Trump a pris des décisions extrêmement marquantes au sujet des droits de douane. C'est un sujet sur lequel il y aura évidemment une réponse européenne, puisque les Etats-Unis ont tout à perdre à entrer dans une guerre commerciale avec l'Europe. Nous sommes quand même le premier partenaire commercial des Etats-Unis. Donc là aussi, il y aura une réponse. Il y a eu effectivement un changement de priorité, un changement de méthode, mais il n'en reste pas moins que cela reste un pays avec lequel nous devons continuer à discuter. Et ce dialogue existe encore, il n'a pas été interrompu.

Q – Sur Zelensky le "dictateur"... ?

R – Je ne vais pas faire de commentaires sur les propos de M. Trump.

Q – Vos alliés, les Anglais, les Allemands, ont fait des commentaires sur ces propos, disant que c'était des propos choquants... Quelle était la phrase exactement ?

"Dangereux et absurdes".

R – Oui, c'est le chancelier Scholz qui a dit ça, oui, effectivement.

Q – La France ne pense pas que c'est "dangereux et absurde" ?

R – Je ne vais pas rentrer dans l'exégèse des propos de M. Trump et vous faire des commentaires. Le Ministre a eu l'occasion de s'exprimer sur le sujet, je vous renvoie à ses déclarations dans la presse cette semaine.

Q – Est-ce que vous avez eu des nouvelles de Boualem Sansal cette semaine ?

R – Malheureusement non.

Q – Demain, à Riyad, il y a une réunion de pays arabes sur Gaza. On connaît le plan Trump sur la question. Je voudrais savoir quel

rôle peut jouer la France et l'Europe sur ce plan ? R – Effectivement, les pays arabes ont pris l'initiative de se réunir pour échaufauder un plan alternatif au plan qui a été présenté par Donald Trump. Sur ce point-là, la position de la France n'a pas varié. Nous avons toujours dit que tout déplacement de forces et de population à Gaza est inacceptable, et ce pour plusieurs raisons. D'une part, parce que c'est contraire au droit international, on ne peut pas procéder à des déplacements forcés de populations. Mais aussi parce que ce serait une entrave majeure à une solution politique pour la bande de Gaza et pour les territoires palestiniens d'une manière générale, qui repose toujours sur une solution à deux Etats. Mais aussi, plus largement, et ça c'est le troisième point, ce déplacement forcé serait un facteur de déstabilisation majeure pour la région. Donc ça, nous l'avons dit. Ces Etats arabes ont pris l'initiative de se rassembler pour proposer un plan alternatif. Nous en prendrons connaissance le moment venu, mais il est bien évident que nous soutiendrons toute initiative qui serait en ligne avec les principes que je viens de vous rappeler.

47 / 942 – Point de presse du 07/02/2025

Référence EPJ01510302

Texte Quelques propos liminaires maintenant, pour revenir aujourd'hui sur la révocation par les autorités russes de l'accréditation de M. Benjamin Quénelle, correspondant du journal Le Monde à Moscou. Cette décision abrupte, nous la condamnons. Elle est d'autant plus lourde de sens que c'est la première fois depuis 1957 que le journal Le Monde, l'un des quotidiens français de référence, est empêché de maintenir un correspondant à Moscou. Cette décision est également totalement arbitraire. En effet, M. Benjamin Quénelle bénéficiait d'une accréditation de presse en Russie depuis plus de vingt ans et la qualité de ses travaux est reconnue, puisqu'il a collaboré également avec d'autres journaux de référence, comme Les Echos ou La Croix. Nous refusons l'argument des autorités russes consistant à dire qu'il s'agit d'une mesure de réciprocité. Ce n'est nullement le cas. La France a signifié à plusieurs reprises à la partie russe sa pleine disposition pour étudier la candidature de – et j'insiste vraiment sur ces mots – véritables journalistes russes en France. Elle s'y tient toujours prête. La France appelle les autorités russes à revoir leur décision, qui, je vous le confirme, appellera autrement une réponse de notre part. Il s'agit là d'une nouvelle entrave à la liberté d'informer, dans un contexte où les conditions de travail des journalistes en Russie, qu'ils soient russes ou étrangers, sont déjà extrêmement dégradées et la liberté de la presse non respectée. Chaque jour, il devient de plus en plus difficile de défendre en Russie une information objective et de qualité. Bien avant la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, la Russie a méthodiquement mis en place un arsenal juridique pour contrôler strictement son espace médiatique. Cette loi stigmatisant les – je cite – "agents de l'étranger", ou encore les "organisations indésirables", s'ajoute à une série d'arrestations et de condamnations qui ont pour constante de relever de l'arbitraire. Depuis le 24 février 2022, jour du déclenchement de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, le journalisme indépendant subit une véritable censure en Russie. Cette censure se manifeste de plusieurs manières : criminalisation des "fausses informations sur les forces armées", la fermeture ou le départ des principaux titres indépendants, des condamnations injustifiées ou encore des cas de décès inexpliqués. Les journalistes étrangers n'y échappent pas et évoluent

également dans ce contexte. Ils ont ainsi vu la durée de leur accréditation réduite à 3 mois, devant donc sans cesse être renouvelée. Je rappelle, à titre de comparaison, que les journalistes russes en France bénéficient d'une accréditation d'un an. Mais, à nouveau, c'est une situation que nous allons devoir réexaminer. Les tentatives du ministère des affaires étrangères russe de faire croire que des entraves sont posées à l'exercice des journalistes russes en Europe ou en France ne trompent donc personne. Nous avons toujours respecté le travail des journalistes russes accrédités sur notre territoire, pourvu que ce fût bien des journalistes, et à condition que leurs médias ne soient pas sous sanctions. La France réaffirme son engagement constant et déterminé en faveur de la liberté de la presse et de la protection des journalistes partout dans le monde.

48 / 942 – Point de presse du 07/02/2025

Référence EPJ01510303

Texte Q – J'ai deux questions. Sur la conférence sur l'Ukraine la semaine prochaine, quel est l'objectif de cette réunion ? Qui représentera les Etats-Unis ? Et sur la CPI [Cour pénale internationale], est-ce que vous avez une réaction suite aux sanctions qui ont été imposées sur des officiels de la CPI par l'administration Trump ? R – Sur votre première question sur la conférence sur l'Ukraine, c'est une conférence qui se tiendra en amont de la conférence sur la sécurité de Munich qui aura lieu deux jours après, et qui sera l'occasion de discuter des efforts en cours de la part des pays européens – précisément la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la Pologne, le Royaume-Uni et l'Ukraine – et de renforcer notre soutien afin de placer l'Ukraine dans la meilleure position possible pour des négociations de paix. La représentation américaine est en cours de détermination. Je ne peux pas vous donner plus de commentaires pour le moment. Sur votre deuxième question, sur les menaces de sanctions de la nouvelle administration américaine contre la CPI, nous réaffirmons notre soutien sans faille à la Cour pénale internationale – ainsi qu'à ses personnels –, dont le rôle est essentiel dans la lutte contre l'impunité. C'est une position assez constante de notre part. Et spécifiquement, en lien avec nos partenaires européens et les autres Etats parties au statut de Rome, nous nous mobiliserons pour que la Cour soit toujours en mesure de continuer à remplir sa mission de manière indépendante et impartiale. Voilà ce que je peux vous dire sur ce sujet-là pour le moment. Q – Sur la Russie, est-ce que vous pouvez détailler les mesures que prendrait la France au cas où la Russie maintiendrait sa décision ? Et deuxième question, sur le sommet de l'IA, est-ce que ce n'est pas un peu contradictoire d'inviter le président rwandais et en même temps de condamner l'offensive du M23 ? R – Sur la Russie, effectivement, je vous indiquais des mesures, que nous sommes en train d'étudier. Nous reviendrons vers vous ultérieurement sur ce sujet-là, quand la réflexion aura abouti. Le sommet pour l'action sur l'Intelligence artificielle est une initiative majeure qui a été lancée par la France, qui a d'ailleurs repris le flambeau après le sommet de Bletchley Park l'année dernière et un premier sommet sur l'intelligence artificielle qui s'est tenu en Corée du Sud. L'idée du sommet, c'est surtout d'avoir une discussion la plus large et la plus inclusive possible au niveau mondial, pour pouvoir évoquer différents points qui tiennent au développement de l'intelligence artificielle, des points de sécurité bien sûr, mais aussi des points de gouvernance, qui sont absolument essentiels. Et

dans ce cadre, il a été jugé que l'ensemble des pays, et tout particulièrement les pays africains, devaient être inclus dans ce dialogue, puisqu'effectivement c'est une conversation mondiale qui va s'ouvrir, en faisant la promotion d'une IA ouverte, soutenable et gouvernée. C'est la raison pour laquelle le président rwandais, notamment, a été invité, sans lien avec les derniers développements dans la région. Q – Monsieur le Ministre a annoncé mercredi au Sénat que les Kurdes seront représentés à la conférence sur la Syrie le 13. Est-ce que c'est toujours le cas ? Et si c'est le cas, c'est à quel niveau de représentation ? Parce qu'on a l'impression qu'il y a un peu des informations contradictoires qui arrivent. La deuxième question concerne le Liban. Comme vous le savez, il n'y a toujours pas de gouvernement. Le Premier ministre était très proche d'annoncer un gouvernement hier, et après il a rebroussé chemin. Les Américains étaient très clairs aujourd'hui. Ils ont dit qu'ils ne veulent pas du Hezbollah dans le gouvernement. Je sais que vous avez l'habitude de dire que les Français ne vont pas communiquer là-dessus. Mais est-ce qu'il y a une réaction française ? Parce que les Français ont bien été un médiateur, comme les Américains, dans la crise politique, dans le cessez-le-feu. Donc une réaction ou un commentaire ? R – Sur votre première question, la conférence qui est organisée le 13 février prochain à Paris sur la Syrie est une conférence ministérielle, avec des invitations qui ont été adressées à des ministres des affaires étrangères, à des gouvernements. Donc les Kurdes ne seront pas à cette conférence, puisqu'ils n'ont pas de ministre. C'est une partie intégrante de la Syrie, et donc c'est bien le ministre des affaires étrangères syrien qui a été invité. Il n'y a pas de représentation des groupes ethniques et confessionnels. Encore une fois, c'est une conférence dans un format ministériel, comme c'était le cas d'ailleurs lors de la conférence de Riyad au mois de janvier, et de la conférence d'Aqaba au mois de décembre. Donc pour ce qui concerne la Syrie, c'est le ministre des affaires étrangères, M. el-Chibani, qui représentera la Syrie. Q – Mais les propos du Ministre... R – Je pense que le Ministre faisait référence à autre chose, puisque la veille, le 12 février, aura lieu, une conférence avec la société civile syrienne, où là il y aura une représentation des diverses composantes de la société syrienne. Mais c'est un exercice qui est distinct de la conférence du 13 février, qui est une conférence diplomatique, donc une conférence avec des représentations au niveau ministériel. Je pense que le Ministre faisait référence à cette rencontre qui aura lieu la veille. Sur votre deuxième question, effectivement il y a des discussions qui sont en cours au Liban pour la formation d'un nouveau gouvernement. Cela fait suite à la nomination du Premier ministre Salam dans le courant du mois de janvier. Je ne ferai pas de commentaire particulier sur les déclarations américaines auxquelles vous faites référence, mais pour ce qui nous concerne, nous continuons à faire pleinement confiance aux autorités libanaises pour aboutir à un résultat, encore une fois, qui permette au Liban d'avoir un gouvernement fort et capable de rassembler le Liban dans toute sa diversité. Nous leur redisons notre confiance et nous espérons que ce gouvernement soit nommé dans les meilleurs délais, puisqu'en effet – encore une fois, et on a eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises – il est en effet crucial que ce gouvernement soit mis en place, d'une part pour engager le processus de réformes qui sont attendues au Liban depuis très longtemps, mais aussi pour contribuer activement à la résolution de la situation dans le sud du Liban et continuer à appliquer le cessez-le-feu, qui suppose le déploiement des forces



armées libanaises dans le sud du territoire. Encore une fois, nous sommes pleinement confiants dans les autorités libanaises et nous sommes certains qu'elles arriveront à trouver une solution qui permette au Liban de reprendre le chemin des réformes et du redémarrage du pays. Q – Dimanche, Benjamin Netanyahu, invité aux Etats-Unis par M. Trump, a traversé l'espace aérien français, vous le savez, à bord de son avion officiel. Le Premier ministre israélien est pourtant sous mandat d'arrêt international – je ne vous l'apprends pas non plus – pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité émis par la CPI, à laquelle la France est soumise via le statut de Rome. J'ai plusieurs questions. Pourquoi ne pas avoir arrêté M. Netanyahu, comme l'ordonne la CPI ? Est-ce le résultat, peut-être, vous allez me le dire, de l'immunité souhaitée par le Quai d'Orsay au profit de M. Netanyahu ? Et si oui, comment cela est-il possible, puisque dans le cadre de crimes internationaux, cette immunité est rendue inapplicable, même pour un pays qui n'a pas ratifié le statut de Rome ? Donc est-ce qu'on doit y voir un autre deal entre la France et Israël pour expliquer ce survol ? Et si oui, lequel ? R – Votre question renvoie à plusieurs éléments, notamment à des éléments sur lesquels j'avais eu l'occasion de me prononcer longuement. M. Netanyahu est allé aux Etats-Unis, effectivement. La question que vous posez, qui concerne le mandat d'arrêt qui a été émis par la Cour pénale internationale, sur ce point, je pense qu'on a toujours été clairs : on a toujours dit que nous respecterions complètement le statut de Rome. Comme vous le savez, le statut de Rome prévoit deux choses. La première, c'est une obligation de coopération avec la Cour pénale internationale. Mais le statut de Rome prévoit aussi des immunités pour les chefs d'Etat des Etats qui ne seraient pas parties au statut de Rome, ce qui est le cas d'Israël. Donc ce que nous avons dit à l'époque et que je peux vous redire, c'est que l'application de ce statut renvoie à deux notions juridiques distinctes. Et in fine, si d'aventure le cas devait se poser, c'est-à-dire si M. Netanyahu était présent sur le territoire français, il reviendrait à un juge de trancher entre la question de la coopération avec la Cour pénale internationale et la question de l'immunité. Donc c'est une question qui renvoie au pouvoir judiciaire et sur laquelle je ne peux pas donner de réponse, puisque l'occurrence ne s'est pas présentée et que je ne peux pas vous dire dans quel sens un juge viendrait à trancher cette question. Et à la fin, encore une fois, c'est l'autorité judiciaire qui a le dernier mot en la matière. Q – Les déclarations du président Trump prévoyant le déplacement forcé des populations à Gaza et la prise de contrôle de Gaza ont suscité des réactions. De nombreux pays européens également ont exprimé leur opposition à ces propos. Je voulais savoir si la France envisage de prendre la tête d'une initiative européenne contre ce plan de Trump ? R – Oui, on a très rapidement réagi cette semaine aux propos du président américain lors d'une conférence de presse à l'occasion de la visite de Benjamin Netanyahu aux Etats-Unis. Ce sont des déclarations qui constituent non seulement une violation grave du droit international, mais aussi une violation forte des aspirations légitimes des Palestiniens à rester sur leur terre. Et par-delà, c'est aussi une entrave majeure à la solution à deux Etats que nous prônons depuis longtemps. Et surtout, et ça c'est un point qui est extrêmement important – je pense que les réactions des pays voisins l'ont montré –, c'est un facteur de déstabilisation majeur de la région. Alors cette position, pour ce qui nous concerne, elle est extrêmement claire, bien évidemment. Je n'en ai pas la confirmation, mais

j'imagine que c'est un point qui sera discuté lors du prochain Conseil Affaires étrangères, qui aura lieu au mois de février. Je ne peux pas vous dire ce qui ressortira des discussions pour le moment, mais je pense qu'effectivement c'est un point qui sera à l'agenda. Q – J'ai juste encore une question – j'ai posé la même la semaine passée aussi – concernant le Liban. Il y a de nouvelles violations du cessez-le-feu. Donc ma question est : au-delà des communiqués et de ses condamnations, la France fait partie de ce mécanisme de surveillance ; que faites-vous pour arrêter ces violations des deux côtés, mais surtout du côté israélien ? Il y avait des frappes hier soir, aujourd'hui aussi il y a eu un assassinat. Donc il y a des violations tout le temps pour le cessez-le-feu. R – Il y a des violations, effectivement. La France fait partie d'un comité de surveillance, encore une fois, qui n'est pas une force d'interposition. Donc au titre de ses fonctions dans le comité de surveillance, elle mène des activités de déconfliction entre les forces de défense israéliennes et les autres parties au cessez-le-feu. Pour le moment, cet accord tient toujours. C'est évidemment émaillé de violations mais, globalement, il tient toujours. Il y a une prolongation de la première période, qui devait s'achever le 26 janvier, qui a été repoussée au 18 février. À nouveau, on a déploré les pertes humaines libanaises provoquées par des tirs israéliens. C'est le sens de la réponse que je vous donnais la semaine dernière. Encore une fois, sur le principe, l'accord doit être respecté jusqu'à son terme et il doit conduire au retrait total des forces israéliennes du territoire du Sud-Liban, conformément à ce qui a été signé, ainsi que, puisque c'est dans l'accord aussi, un désarmement complet du Hezbollah. Nous sommes totalement engagés, encore une fois, dans le cadre du mécanisme de surveillance, et nous faisons tout ce que nous pouvons pour éviter justement ce genre d'opérations, qui sont toujours à l'oeuvre. Mais encore une fois, l'objectif final, c'est bien d'avoir un retrait des troupes israéliennes et le déploiement des forces armées libanaises dans le sud du Liban. Q – Je veux juste revenir sur la question de la collègue sur la présence du Hezbollah au gouvernement libanais. Les Etats-Unis parlent de ligne rouge. Vous dites qu'il faut un gouvernement fort, capable de rassembler le Liban dans toute sa diversité. Est-ce que "toute sa diversité", ça devrait inclure le Hezbollah dans le gouvernement ? R – Je ne peux pas commenter plus en avant les déclarations américaines. Q – [Question inaudible] R – Encore une fois, la composition du gouvernement libanais est une question pour le Premier ministre libanais. La France est totalement en appui au nouveau Premier ministre libanais. On espère qu'il arrivera à trouver une formule qui permette de constituer un gouvernement fort et qui permette d'avancer sur le fond des dossiers, qui permette de reprendre le processus de réformes et d'aller de l'avant. Q – On nous parle d'une rencontre mercredi, au moment du sommet Ukraine, entre Marco Rubio, le général Kellogg et les ministres européens des affaires étrangères, dans le cadre du sommet. Est-ce que vous confirmez cette rencontre ? Et si c'est le cas, est-ce qu'on peut espérer que le plan américain soit partagé avec les Européens, sur l'Ukraine ? R – Je n'ai pas d'éléments sur ce point. C'est ce que je vous indiquais : le format de la rencontre qui aura lieu le 12 février prochain est en cours de calage. Q – Une question sur les Kurdes, qu'on a abordés tout à l'heure. Du coup, fin janvier, vous saviez que c'était les 10 ans de la libération de la ville syrienne de Kobané des griffes de Daech. Pour le journal L'Humanité, je m'y suis rendu. Les habitants comme les officiels

sur place saluent le soutien français, mais appellent aussi à l'action de la France face aux attaques de drones turcs qui tuent des civils chaque semaine, en violation du droit international. Alors, vous le savez, le nouveau pouvoir à Damas exige le désarmement des FDS [Forces démocratiques syriennes] et la Turquie d'Erdogan salue l'initiative et ne cache pas ses ambitions d'écraser les Kurdes du Rojava. Pour reprendre les mots du ministre Barrot, ces derniers sont "nos alliés fidèles, nos frères d'armes" – il les a prononcés mardi à l'Assemblée nationale. Et aussi, il nous a affirmé mardi que le gouvernement français a appelé celui de Turquie pour arrêter le feu et les bombardements sur le Rojava et sur Kobané. Pourtant, ce feu continue à s'abattre sur ces localités. Ces derniers jours, il y a encore des morts, etc. Du coup mes questions sont celles-ci. Je les ai posées mardi, mercredi à l'Elysée, mais sans réponse. Peut-être qu'ici j'en aurai. Pourquoi le gouvernement français ne condamne-t-il toujours pas officiellement les exactions turques à chaque fois qu'elles ont lieu dans le Rojava ? Comment compte-t-il protéger concrètement ses alliés kurdes, ses frères d'armes, pour reprendre encore ces mots, face aux attaques turques ? Et enfin, quelles sanctions sont éventuellement envisagées pour faire respecter le droit international, face à la Turquie qui occupe des territoires qui ne sont pas les siens ? R – J'ai peur de ne pas être plus bavard que mes collègues de l'Elysée. Encore une fois, je redis ce que le Ministre a dit à l'Assemblée nationale cette semaine. Il y a un soutien aux forces armées kurdes qui ont été à nos côtés dans la lutte contre Daech. Et ça, c'est un point sur lequel il n'y a pas d'ambiguïté. Après, il y a effectivement des contacts entre nos autorités et les autorités turques. C'est un point qui est effectivement évoqué. Nous aurons, la semaine prochaine, cette conférence sur la Syrie, où j'imagine que les discussions, qui sont des discussions assez larges sur l'ensemble de la situation en Syrie, incluront quand même un point sur la transition en Syrie, et donc effectivement la représentation de l'ensemble de la diversité syrienne dans la nouvelle composition institutionnelle. J'imagine que ce sont des discussions qui vont continuer. Je ne peux pas vous dire pour le moment quel sera le point d'atterrissage, mais en tout cas, ce qui est quand même clair, c'est qu'on a appelé dès les premières heures les autorités turques, ainsi que les autorités de Damas, à cesser le feu à Kobané, dans les zones qui sont tenues par les Kurdes, notamment parce qu'on estimait qu'il ne fallait pas ajouter du chaos au chaos, et que dans le cadre d'une transition politique que veulent les autorités présentes à Damas, le meilleur moyen était encore d'avoir un dialogue. On sait qu'il y a eu des contacts entre les autorités du FDS et les nouvelles autorités de Damas. Nous espérons qu'elles aboutissent à quelque chose qui soit conforme avec les principes qui guident nos exigences en termes de transition en Syrie – encore une fois, une transition inclusive de l'ensemble de la diversité syrienne, y compris des Kurdes. Donc c'est un point, encore une fois, sur lequel nous sommes actifs. Ce sont des exigences qui ont été posées par le Ministre de manière extrêmement claire lors de sa visite le 3 janvier, lorsqu'il est allé à Damas et qu'il a rencontré Ahmed al-Charaa et le ministre des affaires étrangères Chibani. C'est le sens aussi des messages qui sont donnés aux Kurdes lors des différents échanges qu'il a avec son homologue. Q – Par rapport à la Turquie, il n'y a pas (inaudible) pour faire respecter le droit international ? La France ne fait rien ? R – Non, c'est ce que je vous dis : on est très actifs sur ce point-là. Q – Concrètement ? R – Concrètement, le Ministre parle à son

homologue. Pour le moment, l'issue est à chercher sur le plan diplomatique, donc c'est cela relève du dialogue. Q – En ce qui concerne la conférence pour la Syrie qui soutiendra le 13, est-ce que cette conférence peut jouer un rôle ou aider dans les discussions sur les sanctions imposées à la Syrie ? R – Effectivement, les sanctions, c'est un sujet qui est très présent dans les discussions sur la Syrie. Les objectifs de la conférence, encore une fois, il y en a globalement trois. Tout ce que j'évoquais sur les questions de transition politique en Syrie, de transition inclusive. Le deuxième, c'est de mobiliser les principaux partenaires de la Syrie pour améliorer la coopération et la coordination de l'aide à l'usage du peuple syrien. Et dans ce cadre, évidemment, quand on parle de redémarrage de l'économie syrienne et d'aide à la population syrienne, il y a l'enjeu des sanctions qui est posé. Vous avez vu que lors du dernier conseil des affaires étrangères qui s'est tenu à Bruxelles fin janvier, il y a eu une déclaration de la haute représentante Kaja Kallas indiquant que les 27 étaient tombés d'accord pour une levée provisoire et réversible de certaines sanctions, c'est-à-dire des sanctions qui touchent effectivement la capacité de l'économie syrienne à redémarrer, donc tout ce qui touche à l'aviation civile, aux transferts de fonds et à diverses mesures qui vont être levées au niveau de l'Union européenne. Cela va aider l'économie syrienne dans sa phase de redémarrage. Après, vous le savez comme moi, les mécanismes de sanctions, elles sont bruxelloises, elles sont aussi onusiennes, et donc c'est vraiment dans ces deux enceintes-là que chaque discussion doit avoir lieu. C'est-à-dire que pour avoir une levée totale des sanctions à l'ONU, il faut une discussion à New York ; et pour avoir une levée totale à Bruxelles, il faut une discussion à Bruxelles. Le format de la conférence de jeudi prochain n'est pas exactement le bon format, parce que l'ensemble des membres du Conseil de sécurité ne seront pas là et parce que l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne ne seront pas présents. Donc les discussions, je pense, aborderont la question de la levée plus large des sanctions. Les autorités syriennes plaideront en ce sens. Mais pour le moment, je ne suis pas certain que ce soit le bon format. En tout état de cause, pour revenir un tout petit peu – parce qu'il y a quand même beaucoup d'interrogations sur la question de la levée des sanctions –, je vous parlais de ce qui a été décidé lors du dernier Conseil Affaires étrangères. Il y a l'idée aussi que, pour avoir une levée des sanctions, il faut que certains gages soient donnés. On constate que les autorités de Damas s'y conforment. Je veux juste vous donner un exemple. Il y avait notamment le souhait qu'il y ait des missions d'inspection de l'OIAC [Organisation pour l'interdiction des armes chimiques] en Syrie qui puissent intervenir pour le contrôle des stocks d'armements chimiques. Ça, c'était une demande forte qui avait été exprimée par Jean-Noël Barrot le 3 janvier dernier lorsqu'il est allé à Damas. Les autorités de Damas nous disent que le DG de l'OIAC se rendra à Damas et rencontrera Ahmed al-Charaa bientôt, dans les prochaines semaines. Donc il y a des signes assez positifs. C'est un engagement qui est pris. Et il y a eu, de la part de la France – et c'est ce qu'avait exprimé Jean-Noël Barrot lors de son déplacement – cette idée que les sanctions pourraient être levées si certaines conditions étaient réunies. La levée des sanctions, c'est une procédure qui est longue et, surtout, qui doit se tenir dans les enceintes adéquates. La conférence qui aura lieu jeudi prochain à Paris n'est pas exactement le bon format pour pouvoir entériner des décisions de levée de sanctions. Ce sera certainement un point qui sera

évoqué, mais ce ne sera pas conclusif. Q – Question sur le Congo et le Rwanda. Est-ce que vous mettez en garde des officiels du Rwanda et les Congolais ? Est-ce que des sanctions pourraient venir s'il n'y a pas de progrès rapide sur la voie diplomatique ? R – C'est une situation sur laquelle il y a eu un fort engagement du Ministre, qui s'est rendu la semaine dernière à Kinshasa et à Kigali pour parler de la situation dans le Kivu. Nous avons condamné les attaques du M23 soutenues par le Rwanda dans le nord – et maintenant dans le sud – du Kivu, avec des prises de Goma, de Sake et de Minova que nous condamnons. Nous appelons à un arrêt des hostilités et un retrait des troupes rwandaises de l'ensemble du territoire de la République démocratique du Congo, notre attachement à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de la RDC étant intact. Le message qu'a porté le Ministre lors de son déplacement, c'est que la solution doit d'abord être une solution diplomatique. Il faut revenir à la table des négociations et reprendre le dialogue, dans le cadre des processus de médiation régionaux qui avaient été menés par l'Angola et ensuite par le Kenya. La République démocratique du Congo a saisi le Conseil des droits de l'Homme. Nous soutenons aussi cette initiative, puisque, encore une fois, les opérations qui sont en cours ont des impacts majeurs sur les populations civiles, tant en termes humanitaires qu'en termes de respect des droits de l'Homme. Et c'est un point sur lequel nous sommes actifs, puisque nous sommes aussi actifs diplomatiquement au niveau du Conseil de sécurité des Nations unies. Les discussions sont en cours. Pour le moment, je ne crois pas qu'il y ait d'options encore sur la table, précisément. Mais en tout cas, nous sommes résolument en faveur d'une résolution diplomatique de la crise.

49 / 942 – Point de presse du 06/02/2025

Référence EPJ01509702

Texte Une nouvelle réunion du groupe de travail sur le tribunal spécial pour le crime d'agression de la Russie contre l'Ukraine s'est tenue les 3 et 4 février à Bruxelles. La France s'est pleinement investie dans ces travaux, initiés par l'Ukraine en 2022. Avec tous les Etats participants, nous avons fait des progrès importants sur les textes qui permettront la création du tribunal. La France est engagée de manière constructive dans ces discussions pour finaliser ces travaux rapidement. Fidèle à son engagement, la France poursuit sa lutte déterminée contre l'impunité afin de rendre justice aux victimes. Il ne peut y avoir de paix sans justice. La France continuera par ailleurs d'apporter son appui à l'indispensable travail de la Cour pénale internationale pour s'assurer que les auteurs des violations du droit international rendent des comptes.

50 / 942 – Point de presse du 06/02/2025

Référence EPJ01509703

Texte Q – L'accréditation du correspondant à Moscou du Monde a été annulée par les autorités russes selon le journal. La diplomatie russe affirme qu'elle sera renouvelée si Paris commence à délivrer les visas aux journalistes russes. Quelle est votre réaction ? R – La France condamne la décision des autorités russes d'avoir abruptement révoqué l'accréditation du correspondant du journal Le Monde à Moscou, Benjamin Quénelle. Cette décision est d'autant plus lourde de sens que c'est la première fois depuis 1957 que Le Monde, l'un des quotidiens de référence français, est empêché de maintenir un correspondant

à Moscou et que Benjamin Quénelle bénéficiait d'une accréditation de presse en Russie depuis plus de vingt ans, travaillant notamment pour La Croix et Les Echos. L'argument russe constituant à dire qu'il s'agit d'une mesure de réciprocité est irrecevable. La France a signifié à plusieurs reprises à la partie russe qu'elle était pleinement disposée à étudier la candidature de véritables journalistes russes en France. Elle s'y tient toujours prête. Cette décision injustifiée et arbitraire des autorités russes constitue une nouvelle entrave à la liberté d'informer dans un contexte où les conditions de travail des journalistes indépendants russes et étrangers en Russie sont déjà extrêmement dégradées et la liberté de la presse non respectée. La France appelle les autorités russes à revoir leur décision, qui appellera autrement une réponse. La France réaffirme son engagement constant et déterminé en faveur de la liberté de la presse et de la protection des journalistes partout dans le monde.

51 / 942 – Point de presse du 30/01/2025

Référence EPJ01508204

Texte Q – Sur la visite en RDC et au Rwanda du Ministre, quel est le message de la part du Ministre pour le président Kagame ? Est-ce qu'il va là-bas pour l'appeler à retirer ses troupes ? Quel est le but de cette démarche ? R – Comme je vous le disais, la visite du Ministre s'inscrit dans un effort français sur le plan diplomatique, en appui avec les processus de négociations qui ont été menés sous l'égide des Angolais et des Kenyans pour appuyer ces efforts en faveur d'une stabilisation de la situation dans l'est de la République démocratique du Congo, ce qui veut dire le retrait des troupes du M23 et des troupes rwandaises. Le Président de la République s'est entretenu le week-end dernier avec les deux présidents – Félix Tshisekedi d'une part, et Paul Kagame d'autre part – pour leur faire part de notre position, à savoir que nous condamnons très fortement et vigoureusement l'offensive des troupes du M23 sur le sol congolais, et pour demander au président Kagame le retrait de ces troupes. Nous avons déploré la prise de Goma par les troupes, ainsi que la prise de la ville de Sake. Le Président de la République a clairement dit au président rwandais notre position et le Ministre, qui est en tournée dans la région, qui est au Congo actuellement et qui ira ensuite au Rwanda, redira cette position et demandera au président Kagame le retrait intégral des troupes du M23 et des troupes rwandaises qui sont actuellement présentes sur le sol de la République démocratique du Congo. Q – Question pour suivre celle de mon collègue. Vous avez des mots forts pour le Rwanda et le président Kagame. S'ils ne vous écoutent pas, est-ce que la France appuierait des éventuelles mesures contre le Rwanda – des sanctions ou des réductions d'aides ? Est-ce que c'est quelque chose qui est déjà envisagé si ça n'avance pas ? Et sur un autre sujet, sur le Liban, la France est en pointe sur le dossier libanais. Considérez-vous que, pour des questions d'unité, le Hezbollah doit impérativement faire partie du nouveau gouvernement ? R – Sur la première question, je vous indiquais que la France était très active diplomatiquement. Je ne l'ai pas dit, mais elle l'est aussi au sein du Conseil de sécurité. C'est la France qui a demandé une réunion d'urgence au Conseil de sécurité, qui s'est tenue dimanche dernier, le 26 janvier. Et il y a eu une autre réunion du Conseil de sécurité qui a eu lieu mardi soir. La France est très active dans ces discussions, qui ont lieu dans le cadre du Conseil de sécurité des Nations unies. Pour le moment, elles sont encore en cours. Il y a beaucoup d'options

sur la table. Mais l'objectif est bien d'arriver à obtenir une solution diplomatique à ce conflit qui doit, encore une fois, cesser immédiatement. Dans ce cadre, la France reste pleinement mobilisée pour que le Conseil reste en éveil sur cette question parce que, encore une fois, la situation est extrêmement grave et que les premières victimes de ces affrontements, bien évidemment, ce sont les populations civiles, avec une situation humanitaire qui se dégrade d'heure en heure. Il y a déjà eu plusieurs morts et surtout il y a beaucoup de personnes qui sont déplacées et qui se retrouvent sur les routes. Donc c'est une situation qui est inacceptable et qui doit cesser. Le Conseil de sécurité est la bonne enceinte pour trouver des solutions. Pour le moment, les discussions sont en cours. Mais ce qui est certain, c'est que la France appuiera toute initiative qui permettra d'obtenir cette paix. Et dans ce cadre, je précise que nous apportons notre plein soutien à la MONUSCO, qui est la force des Nations unies qui est déployée dans cette région, et que nous rappelons que nous restons très attachés à la sécurité des casques bleus. Les personnels et les emprises des Nations unies doivent être respectés, et la MONUSCO doit pouvoir continuer à mener son action pour protéger les populations civiles. Sur la deuxième question, de savoir si le Hezbollah doit rentrer dans le gouvernement, il y a des discussions qui sont en cours au Liban pour la formation d'un nouveau gouvernement, qui fait suite à la nomination d'un Premier ministre. Nous faisons pleinement confiance aux autorités libanaises pour aboutir à un résultat qui permette au Liban, d'une manière générale, d'avoir un gouvernement fort et capable de rassembler l'ensemble du Liban, dans toute sa diversité. Nous espérons que ce gouvernement soit nommé dans les meilleurs délais, puisqu'il est en effet crucial que les réformes qui sont attendues au Liban depuis un certain temps puissent être définies et mises en oeuvre afin d'oeuvrer au redressement du pays, au retour à la prospérité des Libanais, ainsi que la restauration de la sécurité et de la souveraineté du Liban partout sur son territoire. Et c'est en lien avec l'accord sur le cessez-le-feu, qui prévoit notamment un retour des forces armées libanaises dans le sud du Liban. La constitution du gouvernement est un élément clé pour pouvoir mettre l'ensemble de ces réformes en oeuvre. Mais à nouveau, nous sommes pleinement confiants dans le nouveau Premier ministre libanais et dans le nouveau Président libanais pour composer un gouvernement qui permette au Liban de retrouver de l'efficacité. Q – Juste pour faire suite à la question de mon confrère sur le Liban, comment peut-on attendre de ce nouveau gouvernement qu'il fasse les réformes qu'il faut si les ministères vont revenir dans les mains des mêmes partis, que ce soit le Hezbollah ou les autres partis ? Donc quand vous parlez d'un gouvernement fort, comment est-ce que ce gouvernement peut être fort si ce sont les mêmes partis politiques qui sont au pouvoir dans le gouvernement ? Aussi pour le Liban, le président Macron a appelé les troupes israéliennes à se retirer complètement. En même temps, les Américains ont donné un nouveau délai jusqu'au 18 février. Donc quelle garantie la France peut donner aujourd'hui aux Libanais que les Israéliens vont vraiment se retirer et que les résidents vont pouvoir rentrer chez eux sans mourir ? Ma deuxième question, c'est sur les familles qui viennent de Gaza. Récemment, vous avez sorti un communiqué dessus, pour les enfants malades. Mes informations disent que ce sont juste des mamans avec des enfants malades. Donc ce sont des familles qui ont été séparées. Pourquoi cette séparation familiale pour ces évacuations d'urgence ? Et qui décide de

qui vient sur le territoire français ? R – Sur votre première question, je suis assez mal placé pour faire des commentaires sur des questions qui reviennent effectivement aux autorités libanaises. Encore une fois, nous jugerons lorsque que le gouvernement sera nommé. Sur votre question sur le cessez-le-feu, encore une fois, l'accord sur le cessez-le-feu a été obtenu grâce à deux nations qui ont fait office d'intermédiaires, les Etats-Unis et la France. Et c'est un accord qui a été obtenu de haute lutte entre les Israéliens et les Libanais. Pour le moment, cet accord tient. Il y a effectivement une prolongation de la première période, qui devait s'achever le 26 janvier dernier, et qui a été prolongée jusqu'au 18 février. On a, à plusieurs reprises, déploré les pertes humaines libanaises provoquées par des tirs israéliens. Mais encore une fois, le respect de l'accord doit se faire malgré le retard qui a été pris, il doit s'achever et il doit conduire à un retrait total des forces israéliennes du Sud Liban, conformément à ce qui a été signé, et au désarmement du Hezbollah. Nous restons pleinement mobilisés dans le cadre du mécanisme de surveillance, qui est toujours à l'oeuvre, et qui doit permettre d'accompagner le retrait des troupes israéliennes et le déploiement des forces armées libanaises dans le sud du Liban avec l'appui de la FINUL. Sur votre dernière question, sur les familles gazaouies, la dernière opération a été menée par la France, en lien avec l'OMS et l'Union européenne. Evidemment, lorsque l'on amène des enfants palestiniens pour être soignés dans des hôpitaux français, il y a une prise en charge aussi des proches. C'est la raison pour laquelle il y a des accompagnants qui vont avec les enfants. Ceci étant dit, des contraintes matérielles font que dans les avions médicalisés, il y a des contraintes de place, et les places sont limitées. C'est la raison pour laquelle on autorise un accompagnant par enfant qui est envoyé en France. Il ne s'agit pas de séparation familiale, puisqu'encore une fois, les enfants viennent en France pour être soignés et ont vocation ensuite à retrouver l'ensemble de leur famille. Mais, pour des questions logistiques, on ne peut pas avoir plus d'un accompagnant par famille. Q – J'ai lu que Paris va organiser une réunion, un sommet des ministres des affaires étrangères sur l'Ukraine, le 12 février. Est-ce que vous pouvez nous donner plus de détails sur cette information ? Et deuxième question, concernant toujours le Liban. Y aura-t-il toujours une réunion à Paris sur le Liban ? R – Sur votre première question, effectivement, est organisée le 12 février prochain une réunion sur l'Ukraine, dans un format qui s'appelle un format "Weimar +". "Weimar" parce qu'effectivement, elle réunira la France, l'Allemagne et la Pologne, qui sont les trois membres du Triangle de Weimar, plus d'autres Etats qui ont souhaité se joindre à cette réunion. C'est la poursuite de discussions qui ont d'ores et déjà commencé sur l'Ukraine. Elle se réunira à Paris le 12 février prochain. Des confirmations de certains Etats nous sont déjà arrivées au-delà de l'Allemagne et de la Pologne : l'Italie, notamment, ou encore l'Union européenne ainsi que l'Espagne seront représentées. J'aurai plus de détails à vous apporter la semaine prochaine, puisque c'est une réunion qui est en cours de préparation. Mais effectivement, il y aura bien une réunion en format Weimar+ à Paris, le 12 février prochain. Sur le Liban, effectivement, il y a aussi une réunion qui est un peu plus loin dans le temps, mais elle est effectivement prévue, et c'est un point sur lequel nous discutons d'ores et déjà avec nos partenaires. Là aussi, je reviendrai vers vous ultérieurement avec plus de précisions. Q – Après la remise à la Croix-Rouge de deux otages israéliens et de cinq otages thaïlandais ce matin,



Israël vient d'annoncer la suspension jusqu'à nouvel ordre de la libération des prisonniers palestiniens, évoquant des scènes choquantes lors de la libération de deux otages israéliens. Quelle est votre réaction là-dessus ? R – Le processus de cessez-le-feu qui a été obtenu est un processus que nous avons accueilli avec beaucoup de soulagement, puisque cela faisait longtemps que nous appelions à la libération des otages et à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza. C'est un accord qui est entré en vigueur il y a déjà quelques jours, qui a déjà permis la libération d'otages qui étaient retenus dans la bande de Gaza, et l'augmentation majeure de la délivrance de l'aide humanitaire. Nous appelons l'ensemble des parties prenantes à respecter les termes de l'accord. Nous sommes toujours, nous, dans l'attente de la libération de deux concitoyens français qui sont toujours retenus dans la bande de Gaza, Ofer Kalderon et Ohad Yahalomi. Et encore une fois, cet accord est un excellent signal qui doit permettre de mettre fin à cette guerre qui n'a que trop duré, qui a fait trop de victimes, et qui a laissé la bande de Gaza dans une situation terrible en termes humanitaires. Et nous espérons que cet accord de cessez-le-feu sera respecté dans ses termes jusqu'au bout du calendrier qui a été décidé, et qu'en sus, il ouvrira la voie à une solution politique qui sera la seule susceptible d'apporter la paix et la stabilité dans la région. Plus spécifiquement, sur l'information que vous me donnez, je n'ai pas plus de commentaires pour le moment, mais je reviendrai vers vous. Q – Le président américain Donald Trump n'a pas reculé concernant ses déclarations sur le Groenland. Je voulais savoir si la France compte envoyer des troupes dans la région pour soutenir le Danemark ? R – Effectivement, il y a une question qui se pose avec les déclarations de Donald Trump. Je vous renverrai aux propos du Ministre cette semaine, lorsqu'il a été interrogé sur une radio. Il y a un principe qui vaut en Europe et qui est un principe cardinal, c'est l'intangibilité des frontières et l'intangibilité de la souveraineté des Etats sur leur territoire. C'est ce que le Président de la République a dit à la Première ministre danoise qui est venue cette semaine en visite à Paris, et c'est ce que le Ministre a redit à son homologue. Il n'est pas question d'envoyer des troupes. Simplement, il est question de rappeler qu'il y a une obligation de respecter les frontières et de respecter la souveraineté des Etats, que cela soit dans l'Union européenne, à toutes ses frontières, comme plus largement dans le monde. C'est un principe qui est cardinal dans les relations internationales. Q – À nouveau sur la conférence du 12 février sur l'Ukraine : est-ce qu'il y a eu des invitations pour les Etats-Unis ? Ont-ils répondu ? Est-ce qu'il y a eu des invitations, pour l'Ukraine, pour la Russie éventuellement ? Pour l'Ukraine, je dirais que je trouverais cela plutôt normal, puisque la France a toujours dit que toute décision concernant le conflit devait tenir compte de la position des Ukrainiens. Alors j' imagine que les Ukrainiens y seront. Vous pouvez nous le confirmer ? R – Oui, sur votre dernier point, absolument. Nous le disons encore : toute solution de la guerre menée par la Russie en Ukraine doit se faire avec les Ukrainiens, principalement. Et ça, c'est une condition sine qua non pour la France, mais aussi pour l'ensemble des Etats européens. La solution ne peut pas être définie en dehors de l'Ukraine. C'est absolument impossible et impensable. Sur la réunion, je reviendrai vers vous la semaine prochaine avec plus d'éléments. C'est une réunion qui réunit les ministres français, polonais et allemand, auxquels nous avons rajouté d'autres Européens. Mais je reviendrai vers vous avec des informations plus précises sur le tour de table complet de

l'ensemble des pays qui seront représentés dans cette conférence. Q – Et l'objectif, c'est ? R – Il est assez évident. C'est de continuer à marquer le soutien des membres qui seront autour de la table à l'Ukraine, et de lui assurer un soutien non seulement diplomatique, mais aussi un soutien concret, un soutien matériel, un soutien financier, un soutien en armement, et surtout appuyer tous les efforts qui seront faits pour pouvoir dégager une sortie de ce conflit. Mais comme je vous le disais, cette sortie se fera avec les Ukrainiens et au moment où les Ukrainiens jugeront que le moment est venu de négocier. Q – Concernant l'Algérie, l'ambassadeur de France à Alger aurait été convoqué par un secrétaire d'Etat, si je ne m'abuse, l'Algérie accusant la France de maltraitance contre des ressortissants algériens à Roissy. Est-ce que vous confirmez cette convocation et comment est-ce que vous réagissez à ces accusations ? R – Oui, je vous confirme que l'ambassadeur de France à Alger a été convoqué cette semaine par les autorités algériennes. L'objet de la convocation était de faire part à la France d'une protestation des Algériens sur la manière dont les Algériens seraient traités lors de leur arrivée dans les aéroports parisiens, impliquant l'idée qu'il y aurait un traitement discriminatoire à l'encontre des Algériens qui arriverait dans les aéroports parisiens. L'ambassadeur a pris note de cette demande et il les a transmises à Paris. Des vérifications d'usage vont être menées auprès de la Police de l'air et des frontières. C'est tout ce que je peux vous en dire. Q – J'ai une question sur la Syrie. Je reviens à la réunion ministérielle de l'Union européenne lundi et l'allègement des sanctions. Mme Kallas a parlé d'une levée qui peut être annulée s'il y a une mauvaise prise de décision. Pouvez-vous un peu expliquer ? Parce que cette feuille de route n'est pas très claire, comment et quand... Je ne sais pas si on peut avoir un exemple. Est-ce qu'il y a des conditions précises ? Et puis encore une question, est-ce que là, avec le cessez-le-feu à Gaza, parce que j'ai posé la question sur les familles, est-ce qu'on peut s'attendre à d'autres enfants malades et blessés qui vont venir en France ? Surtout que peut-être, ce sera plus facile maintenant de faire le trajet Gaza-Paris qu'avant. R – Sur votre première question, effectivement le conseil des affaires étrangères qui s'est réuni à Bruxelles lundi a évoqué la situation en Syrie. Comme vous le savez, il y a beaucoup de sanctions au niveau européen qui pèsent sur la Syrie actuellement. L'idée, dans tout ça, c'est effectivement que l'Union européenne rappelle son soutien à la transition politique qui a lieu en Syrie actuellement, en soulignant que cette transition devait être exigeante, inclusive, c'est-à-dire ouverte, avec l'ensemble de la diversité ethnique, confessionnelle et religieuse présente en Syrie, et avec l'ensemble des forces d'opposition. Donc ça, c'est le premier point. Le deuxième point, c'est qu'effectivement, ces sanctions qui pèsent sur la Syrie sont des freins au redémarrage économique de la Syrie. Et dans ce cadre, les ministres européens ont décidé d'une feuille de route pour lever les sanctions économiques qui pèsent, justement, sur ce redémarrage économique. Je peux vous donner des exemples concrets : ce sont des sanctions qui pèsent en matière d'aviation civile, ce sont des sanctions qui pèsent en matière de transfert d'argent... toutes ces sanctions, en fait, qui coupaient la Syrie de l'Europe. Le fait de les lever va permettre un redémarrage de l'économie syrienne. Ceci étant dit, la haute représentante pour l'UE a évoqué une clause de réversibilité, ce qui veut dire que, l'Union européenne va lever ses sanctions, mais aussi que l'Union européenne restera attentive à la manière

dont cette transition politique se déroule. Et encore une fois, l'idée, c'est que le point d'attention majeur, c'est encore une fois cette question d'inclusivité de la transition, faire en sorte que l'ensemble de la diversité syrienne soit incluse dans cette transition. Et si les autorités de transition à Damas en décidaient autrement, à ce moment-là, l'Union européenne se réserverait le droit de revenir sur certaines sanctions, c'est-à-dire de rétablir certaines sanctions. L'idée de cette feuille de route est de souligner la volonté de l'Union européenne d'appuyer les forces de transition à Damas, de les accompagner et de permettre le redémarrage de l'économie syrienne, tout en restant vigilant sur la nature de la transition politique. À ce titre, je vous rappelle que la France accueillera, le 13 février prochain, une conférence sur la Syrie, qui fait suite aux conférences qui se sont tenues à Aqaba et à Riyad, avec l'ensemble des partenaires internationaux – donc Européens mais aussi plus larges, puisque les Etats voisins de la région seront représentés –, ainsi que les autorités de transition, pour discuter plus en avant de ces questions. Encore une fois, c'est un mouvement global d'appui aux forces de fait en Syrie, mais sans naïveté. C'est-à-dire, encore une fois, avec une clause de réversibilité qui permet de revenir sur les sanctions, si jamais la Syrie prenait une direction contraire à cette direction d'inclusivité qui est demandée. Sur la question complémentaire, sur les opérations avec les enfants à Gaza, c'est une opération que nous avons initiée fin décembre 2023. Ce sont des opérations qui sont extrêmement compliquées à mettre en place, parce qu'il s'agit d'enfants, parce qu'il s'agit d'enfants blessés. Et donc il y a des contraintes extrêmement fortes en termes logistiques, comme je vous le rappelais. Mais nous continuerons à offrir cette possibilité aux enfants palestiniens qui sont gravement blessés. Et je pense que nous accueillerons d'autres enfants. Je n'ai pas de détails supplémentaires à communiquer, mais en tout cas, l'opération continue. Q – La semaine prochaine, il y a une invitation de la part du président américain au Premier ministre israélien Netanyahu. Quelle est votre réaction à cette invitation, malgré les mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale ? Et deuxième question, est-ce que la France, si c'est le cas, va autoriser le vol de cet avion du Premier ministre, s'il doit passer par ici ? R – Je ne vais pas commenter une invitation du président Trump au Premier ministre Netanyahu. C'est un choix du président des Etats-Unis. Et sur votre deuxième question, je ne suis pas certain de pouvoir répondre. Je ne suis pas assez expert en termes de navigation aérienne pour être certain que le vol de Benyamin Netanyahu passe au-dessus du sol français. Q – J'aimerais revenir sur l'Iran. Est-ce que vous pouvez nous confirmer, comme le dit la télévision d'Etat iranienne, qu'il y a eu l'annulation d'un vol Téhéran-Paris demain ? Et si c'est le cas, qu'est-ce que ça dit sur le dialogue ou la difficulté de dialogue avec Téhéran ? R – Je peux vous dire que le dialogue est difficile avec Téhéran en ce moment sur l'ensemble des sujets. Je vous ai parlé des trois otages qui sont retenus en Iran. Les discussions restent des discussions exigeantes et difficiles. Je n'ai pas de commentaire particulier sur l'annulation de ce vol. Q – Sur l'Allemagne, le Parti conservateur s'est appuyé pour la première fois sur l'AFD pour faire voter une loi sur l'immigration. Est-ce que c'est une source d'inquiétude pour la France ? R – Je peux difficilement commenter la politique intérieure allemande et les choix des différents partis politiques, d'autant plus dans un contexte de campagne législative.

52 / 942 – Point de presse du 28/01/2025

Référence EPJ01507301

Texte Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Jean-Noël Barrot, s'est entretenu par téléphone avec son homologue américain, M. Marco Rubio, le 27 janvier. Lors de cet échange, le Ministre a adressé ses félicitations au Secrétaire d'Etat pour sa confirmation à l'unanimité du Sénat américain. Alors qu'une nouvelle administration américaine vient de prendre ses fonctions, cet appel a permis aux Ministres de réaffirmer leur attachement au lien transatlantique et à la solidité des liens historiques entre la France et les Etats-Unis. Le Ministre et le Secrétaire d'Etat ont fait le point sur plusieurs crises internationales. La discussion a notamment porté sur la guerre en Ukraine. La France et les Etats-Unis partagent les mêmes objectifs, à savoir une paix juste et durable entre la Russie et l'Ukraine. À cette fin, une étroite coordination entre nos deux pays est plus nécessaire que jamais. Le Ministre a salué les efforts de la diplomatie américaine qui ont permis d'aboutir à un cessez-le feu à Gaza et à la libération d'otages détenus par le Hamas. Il a souligné la volonté de la France de contribuer à garantir que les prochaines étapes de l'accord puissent se concrétiser et a plaidé pour une étroite coordination entre la France et les Etats-Unis sur la situation au Liban et en Syrie.

53 / 942 – Point de presse du 23/01/2025

Référence EPJ01506304

Texte Q – Sur le Vénézuéla, vous avez annoncé des mesures de réciprocité. Est-ce que vous avez plus de précisions sur le nombre de diplomates qui sont amenés à partir ou qui sont déjà partis, peut-être ? R – Suite aux annonces du gouvernement vénézuélien, la France a pris des mesures de réciprocité concernant le personnel diplomatique vénézuélien en poste à Paris. Je ne peux pas vous donner de chiffres précis sur le nombre de diplomates que ces mesures concernent. Nous n'avons pas rompu les relations diplomatiques et consulaires, et nous souhaitons toujours oeuvrer à une transition pacifique et négociée entre parties prenantes au Vénézuéla. Ces mesures font suite, à la décision unilatérale de Caracas, qui nous a demandé de procéder à la réduction de notre personnel diplomatique et a donné un délai de deux jours – c'est-à-dire quelque chose d'extrêmement court pour les agents concernés – pour quitter le territoire national. Q – Il y avait une déclaration de la part de fonctionnaires français, après le relâchement des otages israéliens, disant qu'a priori, il y avait une partie des médicaments qui avaient été envoyés, il y a plusieurs mois, par la France à la bande de Gaza, qui sont arrivés aux otages. Pourquoi l'anonymat ? Qu'est-ce que vous avez à dire sur ça ? R – Vous rappelez une opération qui avait été menée conjointement par la France et le Qatar. Je pense qu'à l'époque je vous avais tout dit de ce que je savais de cette opération, et notamment je me souviens de vos questions sur les conditions de livraison jusqu'aux otages. Je n'ai malheureusement aujourd'hui pas de commentaires supplémentaires à vous faire. Q – Cette déclaration, il y a trois jours... Disons que le relâchement des otages amène des informations comme si les médicaments, au moins une partie, étaient livrés... R – Je regrette de ne pas avoir d'indications à vous donner. Q – Une question sur le Liban, si vous permettez. Le président français, M. Macron, avait déclaré lors

de sa visite au Liban le 17 janvier dernier qu'une conférence internationale serait organisée à Paris dans les prochaines semaines. Il n'a pas indiqué de date. Justement, ma question est la suivante : est-ce que vous avez une date plus précise à nous communiquer, et des précisions aussi sur le format de cette conférence ? Est-ce qu'elle serait par exemple du même format que celle qui avait été organisée le 24 octobre dernier ? C'était à l'époque en soutien au Liban ; là, ce serait sur la reconstruction ? R – Effectivement, il y a un engagement fort et constant de la part des autorités françaises en faveur du Liban. Ça s'était traduit, comme vous le rappelez, par l'organisation d'une conférence internationale, le 24 octobre dernier, de soutien à la population et à la souveraineté du Liban. Le Président de la République a annoncé effectivement, sans calendrier précis à ce stade, une nouvelle conférence dont la date sera communiquée ultérieurement. Cette nouvelle conférence aura effectivement pour objet la reconstruction. C'est une conférence qui va être organisée vraisemblablement à Paris, mais qui donne lieu à des discussions intenses avec les différents partenaires, notamment l'Arabie Saoudite, parce qu'il faut que nous arrivions à réunir un certain nombre de conditions avant que nous puissions la concrétiser. Et notamment, s'agissant du Liban, il y a un point je pense qui retient toute l'attention, c'est la constitution du gouvernement libanais. Je pense que, dans l'ordre des choses, nous allons attendre que le gouvernement libanais soit constitué avant de pouvoir avancer sur cette conférence. Mais elle a été annoncée, elle aura lieu. Et encore une fois, les discussions sont déjà engagées avec un certain nombre de partenaires sur le sujet. Q – Lundi, le mécanisme de suivi au Liban expire. Est-ce qu'il y a des discussions pour prolonger ce mécanisme ? Jusque-là, pourquoi est-ce que vous pensez que les forces israéliennes ne se sont pas encore retirées ? Est-ce que c'est à cause de foyers de Hezbollah qu'ils pensent devoir encore détruire, des opérations de "nettoyage" ? Deuxième question, le secrétaire général de l'OTAN a dit ce matin que l'Europe devrait éventuellement financer les armes américaines destinées à l'Ukraine si Trump continuait à les livrer. Qu'est-ce que vous pensez de ça ? R – Sur la première question, sur le mécanisme de cessez-le-feu qui va arriver à expiration. L'essentiel, c'était, premièrement, d'obtenir l'accord de cessez-le-feu ; et deuxièmement, de faire en sorte que ce cessez-le-feu soit globalement respecté. Il y a encore quelques opérations militaires israéliennes sur le terrain. Mais au terme de l'accord de cessez-le-feu, le retrait de l'armée israélienne doit intervenir avant le 26 janvier prochain. Ce sont les termes de l'accord. La France, pour ce qui la concerne, appelle toutes les parties à respecter ce cessez-le-feu, aussi bien les autorités israéliennes que les autorités libanaises, et à appliquer strictement les engagements pris dans le cadre de l'accord dans les délais prévus. L'idée, c'est que l'instauration du cessez-le-feu est absolument une condition sine qua non pour restaurer la sécurité des Libanais et des Israéliens et permettre un retour des déplacés de ces deux pays dans leurs foyers. Pour répondre plus spécifiquement à votre question, je pense que nous verrons, le moment venu, l'état de la situation. Encore une fois, l'accord qui avait été trouvé le 26 novembre dernier avait mis en place des mécanismes de dialogue entre Libanais et Israéliens par l'intermédiaire des Américains et des Français. Ces mécanismes de dialogue existent. Ils pourront être réactivés autant que de besoin. L'objectif étant d'obtenir un retrait total des forces israéliennes du territoire sud du Liban, pour qu'on puisse avoir, d'une part un déploiement des

forces armées libanaises, et surtout que la FINUL puisse accomplir son office. Sur votre deuxième question relative aux déclarations de Mark Rutte et sur la question d'un éventuel changement de posture des Américains sur l'Ukraine, les Européens, comme vous le savez, à titre bilatéral mais aussi dans le cadre de l'Union européenne, assurent une large part du soutien civil et militaire à l'Ukraine depuis le début de l'invasion russe. L'investissement européen a été clair, il a été constant et il a été massif. Et ces efforts collectifs de soutien se poursuivront aussi longtemps que la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine sera en cours, et dureront aussi longtemps que l'Ukraine en aura le besoin. Q – J'ai, rapidement, trois questions, si vous le permettez. La première, en lien avec les relations franco-françaises, et par extension franco-européennes. Je reviens à la déclaration de M. Jean-Noël Barrot qui a fait une déclaration au journal Le Temps, le journal suisse, à la main de sa participation à Davos, une déclaration du moins étonnante, qui sort des usagers diplomatiques quand il s'agit de l'allié américain. Je le cite, je vais le paraphraser : "Nous sommes entrés dans un monde qui voit le retour de la loi du plus fort. Dans ce monde-là, l'Union européenne doit s'affirmer comme une puissance et défendre ses intérêts. C'est ce que font les Etats-Unis et c'est ce que nous ferons." La guerre économique désormais est déclarée entre l'Europe et les Etats-Unis ? Ma deuxième question, j'aimerais revenir sur cette information qui vient de tomber sur le Liban. Le Liban et le sud du Liban vivent des moments extrêmement difficiles. Ce matin, l'armée israélienne bombarde l'ensemble du sud du Liban, des écoles, proximités des hôpitaux, ambulances, etc. Est-ce que vous pouvez confirmer ou infirmer cette information ? Et la troisième question, en lien avec l'Algérie, des appels incessants pour l'apaisement. Est-ce que vous pouvez nous briefer, si c'est possible, s'il y a une feuille de route dans ce sens, dans le sens de l'apaisement entre Alger et Paris ? R – Je vais commencer par la première, sur les déclarations du ministre Jean-Noël Barrot. Effectivement, c'est ce qu'il a dit. Mais je rappelle quand même que les Etats-Unis sont nos plus anciens alliés. Nous partageons avec eux beaucoup, et notamment des valeurs, des intérêts et une histoire commune. Le Président de la République, pour sa part, a déjà travaillé avec le président Trump lors de son premier mandat, et il y a une ouverture totale à Paris pour continuer à travailler en bonne intelligence avec nos alliés américains, ce qui ne veut pas dire que nous ne défendrons pas nos intérêts. Et je pense que c'était le sens de la déclaration de Jean-Noël Barrot. Il y a beaucoup de déclarations qui arrivent de Washington pour le moment, sans que sur beaucoup de sujets, il n'y ait de décision prise. Donc nous sommes effectivement vigilants. Et ce que veut dire, je pense, le Ministre dans ces circonstances, ce n'est pas tellement la question d'une guerre économique, mais c'est surtout une opportunité pour que l'Europe elle-même s'affirme en tant que puissance stratégique dans le domaine militaire ou encore dans les domaines économique et commercial. Nous serons toujours, de toute façon, fidèles à notre attachement au système multilatéral et aux engagements que nous tenons depuis sa création. Et nous resterons des fervents défenseurs de nos enjeux. Ce sera le cas notamment en matière environnementale, en matière de santé mondiale, et plus généralement en matière de droits humains et de respect du droit international. Donc encore une fois, je pense que la lecture qu'on doit avoir des déclarations du Ministre, c'est le rappel du lien historique et étroit que nous avons avec les Etats-Unis, mais que cela n'enlève

pas le fait que nous défendrons nos intérêts, nous défendrons nos intérêts à titre national et nous défendrons les intérêts de l'Europe. Et dans l'affaire, puisque vous parliez de guerre économique ou commerciale, personne, ni les Américains, ni les Européens, n'a intérêt à ce qu'il y ait une guerre commerciale entre les deux continents. Nous mobiliserons tous les outils qui sont à notre disposition à titre national et à titre européen pour pouvoir éviter qu'il y ait, justement, un affrontement économique et commercial, pour qu'il y ait toujours un dialogue constructif de travail avec les Etats-Unis, mais nous pourrons nous défendre s'il devait y avoir des mesures qui porteraient préjudice aux intérêts européens. Sur votre deuxième question, je vous renvoie à la réponse que je vous ai donnée précédemment. Effectivement, on constate qu'il y a toujours, ça et là, des frappes israéliennes dans le sud du Liban et nous appelons, encore une fois, au respect des termes de l'accord du 26 novembre 2024 pour un cessez-le-feu et un retrait des troupes israéliennes du sud du Liban. Il y a un mécanisme de surveillance qui a été mis en place. L'essentiel, c'est que nous obtenions un respect des termes de l'accord, et donc un retrait des forces israéliennes et un déploiement des forces armées libanaises. Enfin, sur l'Algérie, je ne crois pas que notre position ait évolué. On a toujours dit qu'on était très attaché à notre relation avec l'Algérie. C'est une relation historique, c'est une relation dense avec des échanges nombreux, et une feuille de route avait été signée par les deux présidents de la République en août 2022. Cela reste pour nous le document de référence et cela reste pour nous la base sur laquelle nous devons travailler. Nous prenons toute notre part dans la mise en oeuvre de cette feuille de route. Et encore une fois, nous considérons que ni la France ni l'Algérie n'ont intérêt à ce que s'installe une tension durable. C'est ce que le Ministre a indiqué, en disant qu'évidemment, il était toujours prêt au dialogue, il était complètement disposé à aller à Alger pour évoquer l'ensemble des sujets. Il y a eu, ces dernières semaines, des événements un peu difficiles qui ont créé de la tension entre Paris et Alger ; des décisions assez surprenantes de la part de la partie algérienne, assez incompréhensibles d'ailleurs. Mais encore une fois, nous sommes convaincus que le premier réflexe que nous devons avoir, c'est un réflexe de dialogue avec les autorités algériennes et puis nous verrons comment cette proposition est reçue, mais nous ne sommes pas du tout dans une logique escalatoire, bien au contraire. Q – La France accueillera, le 13 février, une conférence internationale sur la Syrie. Quels sont les objectifs de cette conférence ? Quels sont les pays qui vont y participer ? Et qui représentera les autorités de facto en Syrie dans cette conférence ? Deuxième question sur la Cisjordanie. Est-ce que vous avez évoqué avec les autorités israéliennes la situation en Cisjordanie, suite à ce que vous avez qualifié, dans une déclaration hier soir, de violences commises par des colons israéliens extrémistes et notamment à Jénine, où des localités palestiniennes ont été visées par des attaques faisant quelques blessés ? R – Sur la première question, effectivement, la France organisera le 13 février prochain – ça a été évoqué par le Président de la République et par le Ministre à plusieurs reprises – une conférence sur la Syrie. C'est une conférence qui s'inscrit dans un cycle de rencontres qui ont déjà eu lieu. La première s'est tenue à Aqaba, dans un format qu'on appelle euro-arabe. Et il y a eu dernièrement la suite de cette conférence d'Aqaba qui s'est tenue à Riyad. C'est une conférence de suivi. Et cette conférence qui se tiendra à Paris s'inscrira dans cette logique. Il y a

plusieurs aspects à ces discussions, comme c'était déjà le cas à Aqaba et à Riyad et comme ce sera le cas à Paris. Le premier, c'est effectivement le soutien à la transition syrienne, ce qui est le point important. Nous avons toujours dit que nous étions vigilants et que nous souhaitons une transition politique exigeante, qui permette d'inclure tout l'ensemble de la diversité syrienne, de sa diversité ethnique, de sa diversité religieuse et de sa diversité politique. Par ailleurs, il y a des questions qui se posent, qui devront être aussi abordées pendant cette conférence. Des questions de reprise de l'économie syrienne, éventuellement des questions de reconstruction. Ça se veut des discussions globales qui concernent l'ensemble des sujets d'intérêt pour la Syrie, et l'objectif de ce cycle de conférences, c'est d'accompagner les autorités de fait syriennes dans cette transition. Je pense que nous aurons l'occasion, enfin j'aurai l'occasion de revenir vers vous avec plus de détails en amont de la conférence, mais en tout cas l'idée est effectivement de prolonger les discussions qui ont été commencées à Aqaba et qui ont été poursuivies ensuite à Riyad. Sur votre deuxième question, sur la Cisjordanie, je vous renvoie à notre déclaration d'hier, avec peut-être en complément, souligner qu'on entretient un dialogue constant avec Israël au niveau de nos autorités. On a toujours dit que les violences commises par les colons en Cisjordanie étaient condamnables parce que d'une part, ce sont des violences à l'encontre de la population palestinienne, mais aussi parce que ce sont des éléments de nature à fragiliser toute perspective de solution politique, et notamment toute perspective d'émergence d'une solution politique à deux Etats, et que ces violences de colons à l'encontre des Palestiniens sont des mauvais signaux qui sont dirigés en ce sens. Q – Une petite question encore sur le même thème, en fait, sur la Syrie. Quelle est la situation de l'ambassade aujourd'hui, après la visite de M. Barrot ? Est-ce que l'ambassadeur ou l'envoyé spécial, je ne sais pas comment vous l'appellez, est-ce qu'il est toujours à Beyrouth ? Est-ce qu'il a le projet de déménager à Damas ? Peut-être qu'il y est déjà. Est-ce qu'il y a quelqu'un physiquement dans le bâtiment de l'ambassade en ce moment ? Et une toute petite précision, si je peux, sur une phrase que vous avez commencée. Sur le Sahel, vous avez dit, "moins de bases, plus d'écoles". Pardonnez-moi, c'est peut-être une question hyper bête : école des enfants ou écoles de guerre ? R – Ecole des enfants, évidemment. Sur votre première question, il y a eu une reprise de possession de l'emprise diplomatique française à Damas qui avait été fermée au mois de mars 2012. Donc nous sommes dans une logique de reprise de possession des bâtiments qui ont été fermés pendant très longtemps, et donc ça suppose différentes choses avant de pouvoir les réutiliser de manière normale. Plus largement, sur la question que vous posez, sur le redéploiement d'un dispositif diplomatique à Damas, c'est une question qui est à l'étude actuellement, bien évidemment. Il y a plusieurs options, plusieurs possibilités. Pour le moment, il n'y a pas de décision définitive qui a été prise. Mais il est certain qu'il y aura des avancées sur ce sujet, en tenant compte de différents critères. Le premier critère, c'est la manière dont la transition syrienne se déroule, de voir comment les autorités de fait évoluent et ce vers quoi elles évoluent. Le deuxième des critères, ce sera un critère sécuritaire, puisque quand on déploie une ambassade avec du personnel, on doit s'assurer de la sécurité de ses personnels. Il n'y a pas de décision définitive qui a été prise sur le format de la représentation diplomatique française à Damas, que ce soit à Damas ou que ce soit déportée



à Beyrouth. Pour le moment, c'est un sujet qui est à l'étude. Q – Les Etats-Unis parlent de l'avenir de la Palestine sans le Hamas. Est-ce que la France s'aligne sur cette position ? C'est l'avis même, je pense, de l'Autorité palestinienne. Qu'en est-il effectivement de ce chapitre-là ? Est-ce que la France est favorable à un Etat palestinien sans le Hamas ? Par extension de cela, encore une fois, sur la reconstruction de Gaza, j'ai posé la question la semaine dernière, je pense, et j'aimerais la reposer. Est-ce que l'Europe, la France, avec ses alliés, pensent effectivement à une participation massive à sa reconstruction ? Et si c'est le cas, quels sont les leviers pour le faire ? R – Sur votre première question, je serais tenté de vous répondre que si nous voulons éviter une résurgence du Hamas, pour éviter que le Hamas reprenne pied à Gaza, alors il faut se dépêcher de remettre en place une administration civile qui soit placée sous les auspices de l'Autorité palestinienne. Autorité palestinienne qu'il faut renforcer, qu'il faut soutenir, mais qui est la seule légitime à pouvoir gouverner les territoires palestiniens. C'est ce que la France soutient depuis de très longs mois aux côtés de l'Union européenne, parce que, selon nous, c'est la première étape d'une solution politique plus durable, d'une solution politique à deux Etats, qui est susceptible de stabiliser la situation et d'apporter la sécurité aux Palestiniens, mais aussi aux Israéliens, bien sûr. Donc, il faut se préparer au retour de l'Autorité palestinienne pour administrer ce territoire, et elle reste, pour ce qui nous concerne, notre interlocuteur, car c'est une autorité reconnue. Plus largement, sur la question de la reconnaissance d'un Etat palestinien, je vous renvoie aux multiples déclarations du Président de la République, du Ministre, et même de moi-même sur le sujet, en expliquant que, encore une fois, il n'y a pas de tabou sur le sujet, mais il faut y procéder le jour où ce sera utile. Je vous rappelle aussi que, fin juin, la France organise avec l'Arabie saoudite à New York une conférence sur la perspective d'une reconnaissance d'un Etat palestinien, et ça fait suite au vote de l'Assemblée générale sur ce qu'on a appelé le paquet Palestine. La reconstruction, évidemment, c'est un chapitre qui va s'ouvrir. Encore une fois, on prend un peu les choses dans l'ordre. Il y a un cessez-le-feu qui a été obtenu, une libération des otages qui est en cours. C'est une excellente nouvelle. On a vu dimanche dernier que les conditions de cet accord étaient respectées pour le moment et nous souhaitons qu'il le soit jusqu'à son terme. Ensuite, il y a cette étape, une deuxième étape, qui est pour nous cruciale, et c'est déjà le cas, mais nous espérons que ça se maintiendra, c'est l'entrée de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza, parce que ça correspond aux besoins les plus immédiats de la population palestinienne. Nous avons constaté, avec beaucoup de satisfaction, que les camions d'aide humanitaire recommençaient à entrer dans la bande de Gaza, et c'est une excellente nouvelle. Dans cette perspective, évidemment, la question de la reconstruction se posera et risque de se poser assez rapidement. La France verra comment y répondre, mais je pense qu'il y aura un engagement de sa part en la matière. Q – Juste pour faire un suivi sur l'Algérie, est-ce que vous avez des nouvelles de Boualem Sansal et de la proposition du Ministre de visite à Alger dont vous parliez tout à l'heure ? Parce que ça fait un peu plus d'une semaine, je crois, que le Ministre a lancé cette proposition. R – S'agissant de Boualem Sansal, non, nous n'avons pas de nouvelles et nous continuons à être extrêmement préoccupés par sa détention et par son état de santé lié à son âge. Je rappelle à cette occasion que la liberté d'opinion et

d'expression sont des droits fondamentaux que nous défendons sans relâche et dans toutes les circonstances. Nous suivons et nous sommes pleinement mobilisés pour suivre la situation de notre compatriote et lui permettre de bénéficier d'une protection consulaire, au titre de sa nationalité française, dont il ne bénéficie pas pour le moment. Sur la visite à Alger, non, je n'ai pas plus de commentaires à faire. La proposition est sur la table.

54 / 942 – Point de presse du 26/12/2024

Référence EPJ01500602

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les frappes massives de la Russie contre l'Ukraine le 25 décembre qui ont ciblé six régions du pays, causant de graves dommages sur les infrastructures énergétiques et privant des milliers de foyers d'électricité le jour de Noël. La France assure les autorités ukrainiennes de sa pleine solidarité et poursuivra son soutien aussi longtemps et intensément que nécessaire.

55 / 942 – Point de presse du 26/12/2024

Référence EPJ01500603

Texte La France exprime sa profonde indignation face au rejet de l'appel de la condamnation de la metteuse en scène Evguenia Berkovitch et de la dramaturge Svetlana Petriïtchouk, condamnées le 8 juillet dernier à 6 ans de colonie pénitentiaire. La France suivra avec la plus grande vigilance la situation en détention de Mmes Berkovitch et Petriïtchouk. Elle rappelle aux autorités russes ses obligations quant au respect du droit international humanitaire et les enjoint à libérer immédiatement et inconditionnellement tous les prisonniers politiques.

56 / 942 – Point de presse du 19/12/2024

Référence EPJ01499504

Texte Q – Je comprends qu'il n'y a pas de date encore pour la réunion de janvier, mais est-ce qu'on peut avoir des éléments sur : quel est le but de cette réunion ? Et la deuxième question est un rebond à ce que vous avez dit, que la France assumait le choix d'une prise de contact à un niveau technique en Syrie. Les Allemands ont rencontré M. Joulani. Est-ce à dire que la France ne souhaite pas rencontrer Joulani à ce stade ? Est-ce que c'est donc un choix délibéré ? Ou est-ce qu'il y a eu des prises de contact qui n'ont pas été rendues publiques ? Et enfin, il y a un certain nombre de Syriens réfugiés en France qui aimeraient bien rentrer en Syrie, notamment des opposants, des gens d'associations qui voudraient participer au processus de transition inclusive, de mise en place d'un nouveau gouvernement, mais qui redoutent de perdre leur statut de réfugié s'ils souhaitaient revenir. Est-ce qu'il y a des discussions pour protéger ces personnes ou pour avoir une porte de sortie s'ils allaient là-bas et que les conditions ne sont pas réunies pour leur sécurité, qu'ils puissent revenir et retrouver leur statut de réfugié en France ? R – Sur la réunion qui aura lieu dans les prochains jours, c'est la suite de la réunion qui a eu lieu le week-end dernier à Aqaba, dans un format qu'on dit euro-arabe. Donc c'est la poursuite de cette discussion. Comme la situation en Syrie est une situation évolutive, puisque c'est une transition qui est en marche et que chaque jour apporte son

lot de nouveaux éléments, l'idée qui a été discutée à Aqaba, c'était de se donner rendez-vous pour refaire un point dans les prochaines semaines et continuer à discuter entre partenaires sur la situation en Syrie. Donc je n'ai pas d'éléments très précis pour le moment. Encore une fois, l'idée, c'est de se retrouver dans un format identique pour pouvoir continuer à discuter de la situation en Syrie, ce qui veut dire aussi continuer à accompagner cette transition. Mais on sera heureux de revenir vers vous lorsqu'on aura plus de détails sur cette conférence, notamment sur sa date. Sur votre deuxième question, c'est ce que je vous indiquais lors de mon propos liminaire. La France a choisi une approche qui concilie une ouverture au dialogue, puisque nous avons dit que nous étions ouverts au dialogue avec les autorités de transition, mais un dialogue franc et lucide, sans pour autant se précipiter ni aller trop vite. Encore une fois, c'est une transition qui est en cours, qui a commencé il y a un peu moins de deux semaines, et nous suivons avec beaucoup d'attention la situation. Nous avons montré des signes d'ouverture évidents, mais comme je vous le disais aussi, nous jugerons les autorités de transition non pas sur leur parole, mais sur leurs actes et dans la durée. Donc dans ce cadre, il a été privilégié ici à Paris d'avoir une approche ordonnée, et cette approche ordonnée commençait par une première mission qui, comme je vous le disais, était un premier contact qui s'est fait à un niveau technique avec les autorités de transition. Donc c'était vraiment le premier contact, qui ne préjuge pas de ce qu'il y aura ensuite – il y aura très certainement une suite – mais pour le moment, il a été choisi d'avoir une approche ordonnée en la matière. Et encore une fois, notre objectif, par cette approche, c'est de permettre à la Syrie d'avoir une transition pacifique et exigeante. Et c'est de cette manière que nous espérons parvenir, en coordination avec nos partenaires européens et internationaux – qui, entre nous, passent les mêmes messages, même s'ils ont vu d'autres personnes lorsqu'ils sont allés à Damas, à accompagner les autorités de fait vers le dialogue avec les autres groupes, qui doit pouvoir permettre une transition politique pacifique et exigeante. Sur votre troisième question, la question des réfugiés syriens en France, l'objectif que nous poursuivons, au travers de tout ce soutien à la transition politique qui a lieu actuellement et sur lequel, encore une fois, nous avons posé quelques conditions, c'est bien évidemment, in fine, que la situation en Syrie se stabilise et qu'elle se sécurise de manière à ce que les réfugiés qui le souhaitent puissent rentrer en Syrie. On a toujours dit depuis le début des mouvements d'exil de Syrie à partir de l'année 2011 que la condition qui permettrait aux réfugiés de rentrer sur le territoire syrien serait que leur sécurité soit assurée. Ce sont des conditions qui perdurent. Pour le moment, la situation, encore une fois, est évolutive. Il y a des zones sur le territoire syrien où effectivement le calme est revenu, mais il y a encore des zones dans lesquelles il y a des conflits entre différentes factions, ce qui ne garantit pas nécessairement le retour des réfugiés à ce stade. Je note quand même que la grosse majorité des réfugiés syriens sont réfugiés dans la région : il y en a environ trois millions en Turquie, et il y en a environ un million au Liban. Donc la majorité des réfugiés syriens sont essentiellement des réfugiés dans les pays voisins. Encore une fois, ce qui est important, c'est surtout que cette transition politique aboutisse, parce que c'est elle qui doit permettre aux Syriens de rentrer en Syrie dans de bonnes conditions, et notamment dans de bonnes conditions sécuritaires. Q – Est-ce à dire que vous leur demandez pour l'instant de

patienter, parce que les conditions de sécurité (inaudible)... R – Encore une fois, le réfugié, c'est une personne qui vient demander une protection à un pays tiers sur la base d'un risque de persécution par un Etat ou des groupes non-étatiques. La France a accordé le droit d'asile à certaines personnes, en reconnaissant que la situation dans leur pays d'origine posait des difficultés en termes sécuritaires. Après, ce n'est pas à la France de donner des instructions aux réfugiés. On leur a donné le statut. Ensuite, ce qui nous intéresse c'est surtout la situation en Syrie. Les personnes qui sont réfugiées en France, elles sont réfugiées en France et elles sont en sécurité a priori. Q – J'ai deux questions. La première : Ursula von der Leyen a hier déclaré que la France avait déclenché le mécanisme européen de protection civile pour Mayotte. En quoi est-ce que cela consiste ? Quel genre d'aide il y aura ? Et deuxième question, sur la réunion Ukraine à Bruxelles, hier, quel était l'objectif de cette réunion ? Est-ce que Paris s'est engagée à offrir une aide particulière ? Je vois que le Royaume-Uni a dit par exemple qu'il allait former 30.000 soldats ukrainiens, peut-être aller jusqu'à 100.000. Est-ce qu'il y a eu une proposition française sur la formation ou sur l'aide en matière de défense ? R – Sur votre premier point, effectivement, dès le lendemain de la catastrophe à Mayotte, les présidents des institutions européennes ont marqué leur solidarité avec la France et ont offert leur aide. Le ministre délégué chargé de l'Europe a d'ailleurs eu un contact avec le commissaire à la politique de cohésion, au développement régional et aux villes Raffaele Fitto, en charge de la politique régionale, pour faire un peu le point sur différentes possibilités et insister sur la nécessité que l'aide européenne intervienne rapidement. La France a donc activé le mécanisme de protection civile de l'Union européenne. C'est un mécanisme européen bien établi maintenant, que chaque Etat membre peut déclencher lorsqu'il fait face à une catastrophe naturelle et qui permet le déploiement rapide de moyens de premier secours, du personnel ou des équipements, fournis par les Etats participants et coordonnés par le Centre de coordination de la réaction d'urgence, l'ERCC, au niveau européen. C'est une possibilité qui est offerte à chaque Etat membre qui fait face à une catastrophe naturelle. La France a activé ce mécanisme le 17 décembre dernier. Par ailleurs, beaucoup de partenaires nous ont fait des offres d'appui que nous regardons, et nous remercions par avance tous les Etats européens qui voudront bien contribuer à cette demande. Sur votre deuxième question, effectivement, comme je vous le disais, il y a eu une rencontre hier à Bruxelles dans un format ad hoc pour traiter de questions relatives à l'Ukraine. Et c'est Jean-Noël Barrot, qui a représenté le président de la République. C'était une réunion qui s'est tenue à l'invitation du secrétaire général de l'OTAN, M. Rutte, autour du président ukrainien, M. Zelensky, qui était aussi présent. Et le Ministre, dans ce cadre, a pu prolonger les échanges que le président de la République a menés successivement avec Mark Rutte, puis avec Volodymyr Zelensky au cours de la journée d'hier, mais dans un format élargi qui réunissait aussi des partenaires européens. Etaient présent notamment la Pologne, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Danemark ou encore l'Italie, mais aussi les institutions européennes, le Conseil européen et la Commission européenne, et notre partenaire britannique. C'est un format ad hoc de très haut niveau qui a permis au Ministre d'échanger de manière informelle et substantielle sur la façon de prolonger et de renforcer le soutien à l'Ukraine pour que ce pays, qui continue, je vous le rappelle, à résister à l'agression dont

il est victime, pour que l'Ukraine puisse envisager la suite dans la situation la plus forte et la plus favorable possible. L'engagement des partenaires a été à nouveau confirmé au cours de cette réunion, tant sur le plan de l'aide militaire qu'en matière financière et énergétique, puisque c'est un point qui est extrêmement important. Le Ministre, pour sa part, a rappelé le soutien durable de la France à l'Ukraine en indiquant que ce soutien devait continuer à se décliner dans tous les champs, y compris par l'appui à la formation, à l'image de ce qu'avait fait la France avec la brigade Anne de Kiev, mais aussi par la poursuite du travail sur les sanctions européennes à l'encontre de la Russie. C'est une réunion qui a permis de faire le point sur l'ensemble de ces sujets autour de la question générale du soutien à l'Ukraine et de savoir comment est-ce qu'on prolonge ce soutien dans un format qui était un format ad hoc et en présence du président ukrainien Volodymyr Zelensky. Q – Est-ce qu'il y aura un suivi de cette réunion, ou il y aura des engagements concrets ? Parce que là, des discussions, on en a presque toutes les semaines sur ce sujet, et on répète les mêmes éléments de langage. Mais on ne voit pas trop, au niveau européen, qu'est-ce qui arrive de nouveau, vu qu'il y a quand même une urgence, qu'il y a une nouvelle configuration avec le président Trump ? R – C'est une réunion qui avait été convoquée à l'initiative du secrétaire général de l'OTAN. C'était un format un tout petit peu différent. Se tient dans les prochaines heures un Conseil européen, où le sujet ukrainien sera aussi abordé. Je pense qu'en termes de timing, si le secrétaire général de l'OTAN a décidé d'organiser cette rencontre un peu de haut niveau, en format ad hoc, juste en amont du Conseil européen, c'était bien évidemment pour pouvoir avoir des discussions d'autant plus utiles lors du Conseil européen qui se tient lieu en ce moment. Donc je pense que nous verrons ce qui sort du Conseil européen. Mais à n'en pas douter, il y aura des discussions et, nous l'espérons, des avancées. Q – Je voulais vous poser une question sur les infrastructures civiles qui ont été détruites depuis 2011 en Syrie. Je voulais savoir si la France compte participer à l'effort de réparation de ces infrastructures civiles ? Et ma deuxième question porterait sur l'intégrité territoriale de la Syrie. La France a réitéré plusieurs fois qu'elle était pour la préservation de cette intégrité territoriale. Sauf qu'il y a Israël qui occupe également le plateau du Golan. Je voulais savoir, quel chemin la France va prendre pour éviter cette occupation ? R – Sur votre première question, effectivement, l'ampleur des destructions des infrastructures civiles en Syrie est assez conséquente. Et d'une manière générale, la situation économique syrienne va appeler à une aide particulière en termes de reconstruction. La France a, comme vous le savez, toujours considéré que l'aide humanitaire était inconditionnelle et qu'elle devait le rester. Nous avons accordé au cours de ces dernières années 50 millions d'euros d'aide humanitaire à la Syrie, ce qui fait de la Syrie le quatrième bénéficiaire de l'aide humanitaire française. S'agissant de l'Union européenne, je vous rappelle que ce sont presque 10 milliards d'euros qui sont allés à la Syrie depuis 13 ans. Nous allons bien évidemment poursuivre cet engagement et continuer d'oeuvrer concrètement au bénéfice des Syriens. Et comme je le disais dans mes propos liminaires, nous allons notamment déployer sans attente des moyens pour soutenir médicalement et psychologiquement les détenus libérés des prisons du régime. Mais aussi, et ça c'est un volet qui est extrêmement important, oeuvrer à la lutte contre l'impunité des crimes commis. La question plus spécifique que vous soulevez

est une question qui arrivera dans un deuxième temps. C'est la question de l'aide à la reconstruction. C'est une aide sur laquelle nous sommes disposés à être actifs. Mais elle n'est, comme je vous le disais aussi dans mes propos liminaires, pas inconditionnelle. Elle est quand même conditionnée à ce qu'un certain nombre de nos attentes soient respectées : attentes vis-à-vis de la transition politique, ça je pense que j'ai eu l'occasion de le dire ; mais aussi attentes vis-à-vis du respect des droits de l'Homme et particulièrement du droit des femmes ; attentes vis-à-vis de nos intérêts de sécurité directe – je pense notamment à la situation au nord-est syrien, à la lutte contre Daech, et puis à la destruction des armes chimiques du régime de Bachar al-Assad. Alors évidemment, nous devons nous y préparer. Nous savons que la question de la reconstruction viendra. Mais nous ne voulons pas donner l'impression que c'est un acquis. Encore une fois, nous prenons les choses dans l'ordre et de manière ordonnée. Aujourd'hui, en Syrie, le temps est à la transition politique et c'est un moment extrêmement important pour l'avenir de la Syrie et pour l'avenir du peuple syrien. Et c'est sur ces questions que toute notre attention est focalisée dans un premier temps, même si, évidemment, nous sommes tout à fait conscients que la question de la reconstruction viendra. Sur votre deuxième question, sur l'intégrité territoriale de la Syrie, encore une fois, dans les différentes expressions du Ministre, il y a eu toujours l'idée que la transition politique en Syrie n'aboutirait que s'il y avait un respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Syrie. S'agissant des opérations israéliennes sur le Golan dont vous parlez, nous avons déjà eu l'occasion d'exprimer notre position en indiquant que nous renouvelions notre plein soutien à la Force des Nations unies chargée d'observer le désengagement, la FNUOD, qui est présente sur place. Et nous avons aussi dit que tout déploiement militaire dans la zone de séparation entre Israël et la Syrie constitue une violation de l'accord de désengagement de 1974, accord de 1974 qui doit être respecté par l'ensemble de ses signataires, ce qui veut dire Israël et la Syrie. Le Ministre, d'ailleurs, a précisé à cette occasion hier que cette occupation devait prendre fin le plus rapidement possible, encore une fois parce que la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie doit être respectée par l'ensemble des acteurs. Enfin, je peux vous indiquer que lors de son échange le 18 décembre dernier avec le Président turc Recep Tayyip Erdoğan, le Président de la République a rappelé que la France soutiendrait tous les efforts régionaux qui seraient faits pour préserver l'unité et la souveraineté de la Syrie. Q – Pourriez-vous nous donner un peu plus de détails sur le déploiement d'une mission européenne de maintien de la paix, une initiative qui est proposée par le Président Macron et saluée par le président Zelensky ? R – Un déploiement d'une mission de la paix où ça ? Q – En Ukraine. R – Je pense que sur ce point-là qui est assez hypothétique, on est encore dans une situation où il y a une très forte intensité conflictuelle sur le terrain. Le président de la République l'a toujours exprimé, en disant qu'il ne faut pas se fixer ni exprimer de lignes rouges, il faut toujours respecter cette ambiguïté stratégique, et c'est la raison pour laquelle aucune option n'est écartée. Le président de la République, sur les questions vraiment plus spécifiquement ukrainiennes, s'est entretenu à plusieurs reprises avec le président Zelensky et avec nos partenaires ces derniers jours, et nous restons de toute façon inconditionnellement aux côtés de l'Ukraine et du peuple ukrainien pour faire échec à la guerre d'agression de la Russie. Les discussions sont en cours,

mais encore une fois, l'objectif prioritaire à cette heure, c'est quand même de soutenir l'Ukraine, puisque les conflits continuent et c'est notre première priorité. Ensuite, ce qui pourra être envisagé par la suite, tout cela est encore assez hypothétique, les discussions sont en cours et je pense que nous y verrons plus clair ultérieurement.

57 / 942 – Point de presse du 17/12/2024

Référence EPJ01498703

Texte La France salue l'adoption hier, par le Conseil Affaires étrangères, du 15ème paquet de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la Russie, plus de 1.000 jours après le début la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, ainsi que celle du premier paquet de sanctions visant les acteurs de la déstabilisation russe. Le 15ème paquet de sanctions vise à cibler de nombreux acteurs du contournement des sanctions mises en place par l'Union européenne, mais également les acteurs, individus comme entités, qui contribuent directement à l'effort de guerre russe à travers la production de drones ou de composants qui se retrouvent sur le champ de bataille, dont plusieurs entités chinoises. Les mesures prises permettent notamment de sanctionner 52 navires qui participent au financement de l'économie de guerre russe. Le premier train de sanctions visant les acteurs de la déstabilisation russe permet de cibler 16 individus et 3 entités contribuant aux campagnes de manipulations de l'information, en Europe mais également en Afrique. La France y a pris toute sa part et les acteurs d'opérations de déstabilisation visant la France sont explicitement ciblés dans ce premier paquet. Ces différentes mesures constituent un signal de fermeté supplémentaire de l'Union européenne vis-à-vis de la Russie. La France et ses partenaires continueront à soutenir l'Ukraine avec détermination./.

58 / 942 – Point de presse du 06/12/2024

Référence EPJ01496002

Texte Q – Les autorités roumaines ont diffusé le 4 décembre des documents déclassifiés sur une possible ingérence russe dans les élections présidentielles en Roumanie. Avez-vous un commentaire ? R – La France suit avec une grande attention le déroulement du processus électoral en Roumanie qui est un Etat membre de l'UE, un partenaire stratégique important et une nation amie. Dans ce contexte, nous exprimons notre vive préoccupation à la suite de la publication hier, par la Présidence de Roumanie, de documents déclassifiés qui évoquent des ingérences de la Russie, en particulier via le réseau Tik Tok, visant à altérer l'intégrité du processus électoral en cours. La France salue les mesures annoncées par la Commission européenne dans le cadre du règlement sur les services numériques. Elle appelle à mobiliser tous les instruments nécessaires pour renforcer la transparence de la plateforme Tik Tok et prévenir des risques systémiques visant le processus électoral roumain. Les autorités françaises compétentes se tiennent à la disposition des institutions européennes et des autorités roumaines pour contribuer à l'analyse de la situation sur les réseaux sociaux concernés./.

59 / 942 – Point de presse du 02/12/2024

Référence	EPJ01495002
Texte	<p>La France dénonce avec la plus grande vigueur le verdict du tribunal russe condamnant Alexeï Gorinov, ancien député municipal russe et opposant à la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, à une nouvelle peine de trois années de prison assortie d'un régime de détention strict. En 2022, Alexeï Gorinov avait été condamné à sept années de prison pour s'être opposé à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, au titre d'une loi répressive adoptée au lendemain de l'invasion russe pour faire taire toute opposition à la guerre. Le motif de "justification du terrorisme" retenu vendredi 29 novembre par le tribunal témoigne à nouveau d'une instrumentalisation de la justice russe à des fins répressives. Cette nouvelle condamnation, constitutive d'un acharnement, est d'autant plus préoccupante que l'état de santé fragile d'Alexeï Gorinov s'est gravement détérioré depuis son emprisonnement en 2022. La France appelle les autorités russes à libérer immédiatement et inconditionnellement tous les prisonniers condamnés pour des motifs politiques./.</p>

60 / 942 – Point de presse du 28/11/2024

Référence	EPJ01494703
Texte	<p>Q – L'armée libanaise se déploie au sud du Litani dans des circonstances difficiles et des accrochages. Des escarmouches ont eu lieu, des accusations mutuelles le long de la frontière. Ma question est : est-ce que la France, aujourd'hui, si ces incidents recommençaient ou si la situation sur le terrain s'aggravait, pourrait intervenir sur le terrain ou attendre la mise en place du dispositif dont vous venez de parler ? R – Effectivement, c'est un processus en aval de l'accord du cessez-le-feu qui a été agréé, qui a été trouvé en début de semaine. Le mécanisme renforcé qui est prévu par l'accord a plusieurs objectifs : surveiller, vérifier et aider à assurer l'application des engagements de l'accord, et prévenir toute résurgence du conflit. C'est la raison pour laquelle ce mécanisme devra se déployer rapidement puisque sur le terrain, le retrait a effectivement commencé. C'est un mécanisme qui s'appuie aussi sur la FINUL, qui joue un rôle déterminant dans l'application des dispositions de l'accord. L'implication de la FINUL permettra le retour des forces armées libanaises dans la zone sud du Liban. Nous sommes dans une logique, effectivement, de mise en oeuvre de cet accord. Nous sommes en cours de renforcement actuel de nos moyens, qui passeront par notre ambassade à Beyrouth. Les modalités concrètes du mécanisme de suivi sont en cours de détermination. Donc très rapidement, il y aura effectivement le mécanisme renforcé qui est prévu par l'accord afin d'assurer que le cessez-le-feu soit plein, entier et vérifiable. Q – Quelle est la réaction de la France à l'appel par le Président du Parlement libanais à une session pour élire un Président de la République le 9 janvier 2025 ? R – Sur le Liban, la France a été aussi impliquée et en appui pour que la situation institutionnelle du Liban puisse se débloquer. Il y a un Envoyé personnel du Président, Jean-Yves Le Drian, qui est arrivé à Beyrouth hier soir et qui s'entretiendra avec l'ensemble des parties libanaises. Dans la perspective de l'accord sur le cessez-le-feu qui a été agréé par le Liban et Israël en début de semaine, il est essentiel d'élire sans tarder un Président de la République capable de rassembler les Libanais et d'aller vers un redressement durable du pays et une restauration de la souveraineté de l'Etat</p>



libanais. C'est le message qui sera porté par Jean-Yves Le Drian, qui est actuellement au Liban. Q – Concernant l'immunité fonctionnelle dont pourraient bénéficier Benjamin Netanyahu et Yoav Galant – à des degrés divers, parce que Yoav Galant n'est plus membre d'une troïka de pouvoir –, est-ce que les critiques de la Ligue des droits de l'Homme exprimées ce matin publiquement sont pertinentes – selon lesquelles l'immunité fonctionnelle est une fiction sans substance ? Ça c'est un point. Et le deuxième point, c'est que les Etats-Unis prépareraient de la législation pour punir la Cour pénale internationale d'avoir émis des mandats d'arrêt. Donc voilà, quel est l'avenir des mandats d'arrêt ? R – Merci pour ces deux questions. Je vais commencer par la dernière, parce que c'est celle qui recevra la réponse la plus brève. Je ne peux pas faire de commentaires sur des éventuels préparatifs américains. Je ne sais pas. Ce qui est certain, c'est que la France l'a toujours dit et l'a redit, et le redit : la justice pénale internationale est une garantie de stabilité internationale et elle doit donc pouvoir s'exercer dans toutes les situations de manière indépendante et impartiale. C'est dans le continuum et c'est cohérent avec toutes les déclarations que nous avons pu faire sur le sujet, en indiquant que nous soutenons l'action du Procureur de la Cour, qui agit en toute indépendance. Nous sommes attachés au fonctionnement indépendant de la Cour. Sur votre première question, qui en fait renvoie à une question juridique assez complexe, il s'agit d'immunités qui ne sont pas nécessairement fonctionnelles. Il y a différents types d'immunités, je ne vais pas rentrer dans le détail. Mais pour reprendre un peu ce que vous citiez sur la déclaration de cette ONG disant que c'est une fiction, nous notons quand même encore une fois que, dans la logique qui est la logique de la France du respect du droit international et du respect des textes et accords qu'elle a signés, les immunités sont prévues par le statut de la Cour pénale internationale, le Statut de Rome ; elles sont prévues à son article 98. Elles sont donc prévues par les textes, ce n'est donc pas une fiction, c'est une réalité juridique. Les immunités sont prévues par les textes, et tout particulièrement s'agissant des immunités dont pourraient bénéficier les chefs d'Etat non signataires du Statut de Rome, ce qui est le cas pour Israël. Q – Sur le même sujet, je voulais savoir, concrètement, si Netanyahu vient en France, est-ce qu'il va être arrêté ? Parce que les déclarations étaient un peu confuses. Et je voulais savoir, par rapport à la déclaration qui a été faite, que la France continuerait de coopérer avec Netanyahu, dans le cadre de cette coopération, est-ce que Netanyahu sera invité à venir à Paris dans l'avenir ? R – Sur votre première question, c'est toute la mécanique du droit international qu'on a rappelée hier. Il y a dans le Statut de Rome différentes dispositions et différentes obligations qu'il revient à la France de respecter. La première de ces obligations, c'est de coopérer avec la Cour pénale internationale. C'est l'article 86. Et de la même manière, nous avons aussi l'obligation de respecter les immunités qui sont prévues à l'article 98. Ce sont les deux éléments juridiques. La question que vous me posez renvoie non seulement à quelque chose qui est très hypothétique pour le moment, parce qu'il n'y a aucune venue de Premier ministre israélien en France, mais par ailleurs, il faudra le moment venu que la justice décide. Encore une fois, ce sont des procédures qui sont renvoyées aux juges et ce n'est pas une décision simplement du gouvernement français. Le gouvernement français a rappelé sa position sur le respect du droit international et sur le respect du statut de la Cour pénale internationale dans

l'ensemble de ses articles mais, dans l'application, comme il est d'usage, c'est une question qui reviendra au pouvoir judiciaire. Sur votre deuxième question, sur les points de coopération, je pense qu'il ne faut pas qu'il y ait d'ambiguïté. La déclaration d'hier, elle renvoie au fait que depuis le début des hostilités, depuis le 7 octobre 2023, nous sommes en liaison permanente avec les autorités israéliennes – avec le Premier ministre, avec le ministre des Affaires étrangères – pour tenter d'obtenir un cessez-le-feu, la libération des otages et trouver une solution politique, tant à Gaza que sur le Liban. Je pense que les termes de la déclaration renvoient surtout à cela, c'est-à-dire que nous devons parler aux autorités israéliennes. La situation est grave, notamment en matière humanitaire et, on l'a dit à plusieurs reprises, dans la bande de Gaza tout particulièrement, et il faut absolument continuer. C'est ce que dit la déclaration d'ailleurs, puisqu'elle parle de "coopération et de liens étroits pour favoriser la paix". C'est une coopération que nous devons avoir avec les autorités israéliennes afin d'obtenir, encore une fois, un cessez-le-feu, qui a été obtenu au Liban et nous nous en réjouissons, mais qui doit aussi maintenant être obtenu pour Gaza, avec la libération des otages et, in fine, la mise en oeuvre d'une solution politique basée sur une solution à deux Etats. Je pense que c'est ainsi qu'il faut lire ce deuxième paragraphe. Q – J'aimerais aussi vous demander... C'est au sujet de ce pays. Vous avez dit qu'il y a le statut de non-signataire. Donc selon ce 98e article, cette règle, la France va appliquer l'immunité pour le Premier ministre d'Israël ? Mais pourquoi cette même immunité n'est pas appliquée pour Vladimir Poutine ? C'est aussi le président d'un Etat non-signataire. Et deuxième point, la France a négocié avec ses partenaires, notamment avec les pays européens, sur ce sujet de l'immunité ? R – Sur la première question, il n'y a pas eu de changement de position entre les déclarations qu'on a pu faire au moment du mandat d'arrêt qui a été émis contre Vladimir Poutine et ce que nous avons dit hier. Nous avons dit, s'agissant de Vladimir Poutine comme de tous les auteurs présumés de crimes, qu'il n'y a pas d'impunité, ils doivent être tenus responsables de leurs actes. Et nous avons toujours dit, dans ces circonstances, que nous appliquerions le droit international dans toutes ses composantes, que la France s'engageait à respecter le droit international. Alors, il est peut-être probable que nous ayons été moins précis dans le cas de Vladimir Poutine que dans le cas présent, mais en tout cas, la position est la même : : respect du droit international, respect du statut de la Cour pénale internationale dans tous ses articles. Et le communiqué que nous avons publié hier ne dit rien d'autre que cela. Sur votre deuxième question, nos partenaires européens, je pense, sont dans la même situation que nous, c'est-à-dire que ce sont des partenaires qui ont signé le statut de la Cour pénale internationale et la question se pose pour eux dans les mêmes termes. Le communiqué que nous avons publié hier est un communiqué à titre national. Donc ça n'engage que la France, ça ne préjuge pas de la position que prendront nos partenaires européens. Certains partenaires ont déjà dit très clairement quelle serait leur position. Encore une fois, sur cette question, il y a un point de droit, qui est un point complexe. Nous nous sommes engagés à respecter le droit international, en prenant en compte la nécessité de coopérer avec la Cour pénale internationale et les immunités qui sont prévues à l'article 98. Je pense que chaque pays de l'Union européenne doit être dans ce même processus de réflexion actuellement. Mais encore une fois, la position que la France exprimée hier ne préjuge en rien de

la position de nos partenaires européens. Q – Vous parlez beaucoup d'un "positionnement juridique". La France a une lecture juridique sur la CPI et le mandat d'arrêt de Benjamin Netanyahu. Mais plus précisément, plus concrètement, Monsieur le Porte-parole, est-ce que ce n'est pas une position plutôt politique ? Plus concrètement, est-ce que ce n'est pas un "deal", un accord passé avec Israël pour apparaître comme un médiateur dans le cessez-le-feu au Liban, comme le laisse entendre la presse israélienne ? R – On est effectivement dans une logique très juridique en ce moment, parce qu'en fait c'est une question juridique qui se pose. La procédure judiciaire qui a été ouverte ne date pas d'hier. Elle a été ouverte par le procureur Karim Khan au printemps dernier, avec la demande qu'il avait réalisée de mandat d'arrêt contre plusieurs personnes, et c'est une logique proprement judiciaire. Nous ne sommes pas maîtres du calendrier judiciaire – c'est la Cour qui est maître, en toute indépendance. Elle a rendu sa décision jeudi, donc nous avons réagi de manière effectivement juridique, parce que c'était une question juridique. Encore une fois, c'est une question juridique très complexe. Je comprends qu'en termes de calendrier il y a une concomitance, mais encore une fois, il faut comprendre que ces calendriers ne sont pas des calendriers dont nous sommes totalement maîtres, d'une part – et c'est tout particulièrement vrai pour la Cour pénale internationale ; ce sont des juges, c'est une instance indépendante et un calendrier diplomatique qui n'est pas nouveau lui aussi, puisque comme je l'ai répété dans mes propos liminaires, la France est engagée pour essayer de trouver une solution depuis le mois de septembre. Nous avons deux calendriers parallèles qui se rencontrent effectivement en termes de date, mais ça ne préjuge aucunement qu'il y ait un lien entre les deux. Q – C'est sur la Corée du Nord. Selon l'état-major ukrainien, les troupes ou les combattants nord-coréens sont déjà bien déployés sur le terrain, dans la région de Kursk. D'autre part, on sait que la Corée du Nord a fourni plus de 1.000 missiles à la Russie. Est-ce qu'aujourd'hui, selon vous, la communauté internationale a encore les moyens d'arrêter ce rapprochement entre la Russie et la Corée du Nord ? Et si oui, lesquels ? On sait que les sanctions n'ont pas fonctionné. R – Effectivement, c'est une situation que nous avons condamnée à plusieurs reprises et sous différents aspects. Nous condamnons avec fermeté la coopération militaire croissante entre la Corée du Nord et la Russie. C'est une coopération militaire qui a franchi un nouveau seuil avec la ratification par la Corée du Nord le 11 novembre dernier d'un traité de défense avec la Russie. L'acquisition et l'envoi avérés par la Russie de missiles nord-coréens, de même que les formations octroyées à des troupes nord-coréennes, constituent des violations évidentes des résolutions du Conseil de sécurité et une menace directe pour la sécurité des Européens. Sur les outils – puisque vous parlez d'outils –, je vous renvoie déjà à l'ensemble des outils existants vis-à-vis de la Corée du Nord, notamment le régime de sanctions qui pèse sur la Corée du Nord depuis un certain temps du fait de leur programme nucléaire et balistique. Nous en sommes là pour le moment. Ce qui est certain, c'est que c'est une question qui requiert toute notre vigilance et sur laquelle nous sommes très attentifs. Evidemment, faire intervenir des troupes étrangères sur le théâtre d'opération ukrainien, c'est déjà une internationalisation du conflit. Et surtout, c'est une attitude fortement escalatoire, que nous condamnons, encore une fois. C'est la Russie qui escalade, en l'espèce, via différentes choses, mais notamment en ayant

recours à des moyens nord-coréens, que ce soit des moyens matériels ou des moyens de troupes envoyées en renfort. Q – J'aimerais revenir à ce que vous avez répondu à mon confrère de RFI. Vous avez dit que vous ne préjugiez aucunement un lien entre les deux. Est-ce que vous démentez un lien entre les deux ? Est-ce que vous dites en fait que ce qu'on a lu dans Haaretz et Axios, c'est faux ? Il n'y a pas de lien entre le communiqué qu'on a vu hier et la France qui est à la table des négociations au Liban ? J'ai une autre question sur Poutine. Vous avez dit que la Russie, comme la consoeur japonaise a demandé, a retiré sa signature du Traité de Rome. Donc ça veut dire que, pour les mêmes raisons que vous avez indiquées hier dans votre déclaration sur M. Netanyahou, il n'y a pas de certitude que si demain Poutine vient en France, vous l'arrêtez ? Est-ce qu'à ce moment-là, vous dites : "c'est à la Cour de décider" ? Il n'y a pas de déclaration claire qui dit : "La France, oui, elle arrête Poutine", si on utilise le même argument. En fait, ma question, c'est : est-ce qu'on utilise le même argument ? J'ai retrouvé une question/réponse du 2 septembre. Vous étiez interrogé sur le fait que la Mongolie n'avait pas arrêté Poutine. Et vous avez dit à l'époque, vous avez réitéré que chaque Etat partie au Statut de Rome a l'obligation de coopérer avec la CPI et exécuter les mandats d'arrêt. À l'époque, vous n'avez pas parlé d'immunité fonctionnelle. Pourquoi ? Pourquoi cette question s'est posée hier et ne s'est pas posée quand on vous a posé la question sur la Mongolie et Poutine ? R – Vous mentionnez la Mongolie. La Cour pénale internationale avait fait remarquer à la Mongolie qu'elle ne respectait pas l'obligation de coopérer, ce qui a suscité chez la Mongolie un recours devant la Cour pénale internationale, précisément sur ces questions d'immunité et sur cet article 98. Encore une fois, c'est une logique juridique. On doit se conformer au texte et rien qu'au texte. Le texte qui fonde la Cour pénale internationale prévoit deux obligations à la charge des Etats. La première est l'obligation de coopérer – et c'est celle que nous avons rappelée lorsque nous avons fait ces déclarations sur Vladimir Poutine – et une deuxième sur les immunités, l'article 98. Le recours de la Mongolie devant la CPI porte précisément sur ce point-là, c'est précisément la question de l'article 98 et des obligations qui incombent aux parties. La Cour considère que l'article 98 doit être interprété comme ne permettant pas de faire jouer les immunités. Mais ça, c'est l'interprétation de la Cour. C'est précisément ce que conteste la Mongolie. La Mongolie a reçu Vladimir Poutine en disant : "On a bien vu qu'il avait un mandat d'arrêt contre lui, sauf que le Statut de Rome permet de faire jouer l'article 98". La difficulté, c'est que la Cour pénale internationale lit l'article 98 d'une certaine manière – de la manière à ne pas pouvoir faire jouer les immunités. Mais c'est bien pour ça qu'on a une obligation de coopérer. C'est ce qu'on a rappelé dans le cas de Vladimir Poutine. Et c'est le cas lorsque le chef d'Etat en cause est chef d'un Etat qui n'est pas partie à la Cour pénale internationale. Encore une fois, la position qui est la nôtre n'a pas bougé. On applique tout le statut de la CPI : l'obligation de coopérer, qui est une obligation que nous avons rappelée, mais aussi l'article 98 sur les immunités. Et s'agissant de la Mongolie que vous citez, on va attendre de voir ce que donne la démarche de la Mongolie vis-à-vis de la Cour pénale internationale pour savoir comment est-ce qu'on doit prendre cet article 98 et comment celui-ci s'imbrique et avec l'article 86. Sur votre première question, je ne sais pas si je peux vraiment aller plus loin que ce que je disais déjà. Encore une fois, ce sont des questions de calendrier dont nous ne

sommes pas maîtres. Il y a des logiques en cours. Alors, la France, effectivement, est très impliquée depuis le début sur la question de l'obtention d'un cessez-le-feu au Liban. C'est ce que je vous ai rappelé au début de mon intervention. Encore une fois, le calendrier de la Cour est le sien et le calendrier de la Cour est totalement à la main de la Cour. Q – J'ai une question sur le Brésil et le Mercosur. Mais avant, juste une précision sur ce que vous venez de dire. Ça veut dire que ça serait la CPI qui, à la fin, fixerait la ligne sur... ? R – Dans le cas de la Mongolie ? Q – Ou dans le cas d'une éventuelle visite de Benyamin Netanyahu ? Ce serait la CPI ou quand vous parlez de la justice... ? R – Non, ce n'est pas la CPI. C'est la justice française, oui. Q – D'accord. J'en reviens au Mercosur. Il y a eu ce vote à l'Assemblée et puis au Sénat sur le Mercosur. Quel usage vous pensez faire de ces votes et de cette position de tous les parlementaires devant l'Union européenne ? Est-ce que vous avez déjà cette coalition pour opposer un veto à l'adoption de l'accord ? Et puis un peu au-delà, il y a eu ces derniers jours une petite crise d'une entreprise française, Carrefour, au Brésil, parce qu'elle a décidé de ne pas vendre de la viande brésilienne en France. Les Brésiliens se sont fâchés et ils ont commencé à dire qu'ils ne vont pas vendre de la viande brésilienne à Carrefour au Brésil. Même l'ambassade du Brésil a sorti un communiqué. Il y a une opération... On voit bien que ça a causé des dommages. Est-ce que vous pensez que toute cette opération de la France ne va pas causer des dommages à l'image de la France dans les pays du Mercosur ? Est-ce que vous prévoyez des conséquences ? Qu'est-ce que vous allez faire ? R – Sur la première question, effectivement, il y a eu en début de semaine, mardi et mercredi, des débats à l'Assemblée nationale d'abord et au Sénat ensuite, sur l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur. Et effectivement, en l'état actuel des choses, comme l'a dit le Président de la République à plusieurs reprises, c'est un accord qui n'est pas acceptable pour la France en l'état. À l'Assemblée nationale et au Sénat cette semaine, les deux chambres ont validé par un vote à la quasi-unanimité, puisque c'étaient quand même des chiffres extrêmement élevés – il y a eu 338 voix sur 348 au Sénat – la position du Gouvernement sur le projet d'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur, que nous estimons encore une fois toujours pas acceptable en l'état, pour différentes raisons. Et comme l'a indiqué le Ministre, en termes européens, la dynamique va plutôt dans notre sens, puisque nous avons quand même constaté cette semaine que certains Etats membres de l'Union européenne, et tout particulièrement la Pologne, se ralliaient à la position de la France. Donc le mandat qui a été donné par les deux chambres du Parlement français au Gouvernement est un nouveau message fort et on espère qu'il sera entendu par les autres pays européens, tout particulièrement sur les dispositions qui nous semblent problématiques dans l'accord tel qu'il est aujourd'hui. Nous restons donc pleinement mobilisés sur ce sujet et évidemment, nous suivons avec beaucoup d'attention les discussions qui ont lieu entre les institutions à Bruxelles et le Mercosur aujourd'hui. Sur votre deuxième question, deux points. Déjà, je ne peux pas commenter les choix de Carrefour. C'est une décision qui leur revient et qu'il ne me revient pas de commenter. Et, deuxième point, je ne suis pas certain que l'image de la France à l'international se résume à l'enseigne Carrefour. Q – Pour revenir à l'accord de cessez-le-feu, on a pu lire seulement la lettre liminaire reproduite dans "Times of Israël" qui reprenait "Channel 12" israélien. Donc on l'a vue, mais on

ne sait pas si on a vu l'officielle. Mais dedans, on parle de "cessation des hostilités" et pas de "ceasefire". Donc déjà, il y a un petit flottement de ce côté-là. Est-ce qu'il faut l'interpréter ou non ? Et puis, l'arrangement pour la FINUL n'est pas du chapitre 7. Est-ce qu'on n'a pas mis du chapitre 7 parce qu'on ne peut plus retourner au Conseil de sécurité, parce qu'on est fâchés avec la Russie ? R – Sur le premier point, qui est un point de vocabulaire qui est important, mais c'est un point que nous n'avions pas soulevé. En fait, on parle d'accord de cessez-le-feu ou cessation des hostilités. Il s'agit d'arrêter les hostilités et d'avoir un cessez-le-feu. Le point important de l'accord, c'est surtout la mise en oeuvre de cette importante disposition. Encore une fois, comme je le disais, il faut avoir un mécanisme de vérification robuste. Ce mécanisme de vérification et d'accompagnement est mené conjointement par la France et les Etats-Unis avec la FINUL. C'est le point important de l'accord. Sur votre deuxième question, les Nations unies sont toujours à bord dans le cadre de cet accord. Encore une fois, c'est un accord qui implique la FINUL et qui fait des références claires au dispositif onusien qui avait été mis en place précédemment. Je pense que la logique n'est pas celle que vous dites. C'est une logique inverse, à savoir que c'est un accord qui a été trouvé entre les parties et qui va être mis en oeuvre grâce notamment à l'appui de la FINUL et de la mission des Nations unies qui est déployée sur place. Q – Donc on n'a pas besoin du chapitre 7 ? R – A priori, s'agissant du Liban, il y a suffisamment de résolutions et une force de maintien de la paix qui est sur place. Ça a été considéré comme suffisant. Il fallait avoir un accord des parties pour obtenir le principe d'un cessez-le-feu et ensuite les modalités de mise en oeuvre et de vérification. C'est cet accord qui a été trouvé en début de semaine et c'est la clé d'un retour à la stabilité dans la région. Q – Une question sur les tensions commerciales avec la Chine. Le Président de la République a récemment annoncé que M. Barnier irait début 2025 pour négocier, notamment sur la question du cognac, mais sur toutes les questions tarifaires, etc., avec la Chine. Est-ce que vous pouvez nous dire quelques mots sur ça ? Est-ce que la diplomatie est déjà en train de négocier ? Est-ce qu'il y a vraiment une marge de manoeuvre pour gagner du terrain sur le cognac ? Et est-ce qu'on peut vraiment en perdre sur les véhicules électriques sur ce sujet ? R – Sur ce sujet-là, la France a une priorité claire : l'objectif c'est de garantir des conditions de concurrence équitables, dans le respect des règles du commerce international. Nous avons un impératif en termes de négociations commerciales : c'est d'avancer en Européens, puisque ce sont des sujets qui sont de la compétence de l'Union européenne. Et bien évidemment, nous avons un dialogue régulier et exigeant avec nos partenaires chinois pour pouvoir débloquent les sujets qui nous semblent importants. Donc il y a eu, en Européens, des discussions qui ont mené, par exemple, vous l'avez vu – c'est un exemple parmi tant d'autres – à l'imposition de droits compensateurs définitifs qui sont entrés en vigueur sur les véhicules chinois au 30 octobre dernier. Donc c'est le signe que l'Europe peut se mobiliser lorsque les enjeux commerciaux sont en cause. Nous le ferons et nous continuerons à le faire, encore une fois, à titre national, dans le respect des règles du commerce international, mais aussi en lien extrêmement étroit avec nos partenaires européens./.

Référence EPJ01493101

Texte Q – Hier, le président de la Russie, Vladimir Poutine, a annoncé l'utilisation par la Russie du tout nouveau missile hypersonique non nucléaire de moyenne portée Oreshnik contre un site militaire ukrainien. Lors de cette déclaration, il a indiqué que l'utilisation de missiles occidentaux contre des installations militaires sur le territoire russe avait donné au conflit ukrainien "des éléments de caractère mondial" et a également déclaré que la Russie "a le droit d'utiliser ses armes contre les sites militaires des pays qui autorisent l'utilisation de leurs armes contre les sites russes". Comment la France perçoit-elle ces déclarations du dirigeant russe ? Est-ce que la France envisage de modifier son approche actuelle des relations avec la Russie et sa politique à l'égard du conflit ukrainien ? Envisagez-vous prochainement des contacts avec la Russie au niveau du ministère des Affaires étrangères ? R – La France déplore l'attaque massive sur la région de Dnipro conduite par la Russie au moyen du missile balistique "Orechnik", qui a causé de multiples dommages dans des zones civiles. Les menaces adressées par le président russe contre les Etats européens et les membres de l'OTAN sont inacceptables. Cela confirme la posture escalatoire de la Russie. Un Conseil OTAN-Ukraine se réunira dès mardi et permettra aux Alliés d'évoquer ce sujet. Il n'existe dans cette situation qu'un seul agresseur, la Russie, et un seul agressé, l'Ukraine. La France continuera dans ce cadre d'apporter à l'Ukraine toute l'aide nécessaire pour se défendre et retrouver son intégrité territoriale./.

62 / 942 – Point de presse du 21/11/2024

Référence EPJ01492703

Texte Q – J'ai deux questions. L'une qui concerne l'Ukraine, puisque Kiev accuse aujourd'hui Moscou d'avoir tiré pour la première fois un missile intercontinental contre l'Ukraine. Avez-vous des éléments d'information sur ce tir ou en tout cas des confirmations ? Et si oui, quelle réaction la France a-t-elle ? Et j'ai une seconde question sur un tout autre sujet. Il y a des informations circulant sur l'arrestation de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal, qui aurait été arrêté récemment à l'aéroport d'Alger. Est-ce que vous pouvez confirmer cette arrestation ? Et si oui, quelle réaction avez-vous également sur cette arrestation ? R – Sur votre première question, sur la question d'un éventuel tir de missile intercontinental par la Russie sur l'Ukraine, il est évident que si ce tir était confirmé, il s'agirait d'un événement extrêmement grave et il s'agirait surtout, de la poursuite de l'attitude escalatoire de la Russie. Ce serait un pas supplémentaire franchi par la Russie. Si cela devait être confirmé, nous réagirions de manière appropriée. Mais j'insiste vraiment sur l'attitude escalatoire de la Russie. Sur l'arrestation de l'écrivain Sansal qui aurait été arrêté à l'aéroport d'Alger, je n'ai pas d'éléments et pas d'informations à vous partager à ce stade. Q – Juste pour revenir sur la question. Donc à ce stade, vous n'avez pas de confirmation que c'était un missile intercontinental balistique de l'autre côté ? R – Nous n'en avons pas la confirmation. Q – Juste une question sur Israël. La Cour pénale internationale a annoncé qu'elle avait fait la demande d'arrestation pour Benyamin Netanyahu et son ancien ministre de la défense Yoav Gallant. Comment est-ce que la France réagit à ça ? Est-ce que cela changera votre relation, ou en tout cas la relation de l'Elysée avec le Premier ministre israélien ? Et éventuellement, s'il venait en

France, quelle serait la position française maintenant ? Est-ce que vous l'arrêterez s'il arrivait ici ? Et deuxième question, votre ambassadrice a été convoquée par l'Azerbaïdjan à Bakou. Comment réagissez-vous à cela et comment qualifieriez-vous la relation avec Bakou maintenant ? R – Sur votre première question sur Israël, c'est un point que nous avons suivi attentivement, effectivement, puisque pour nous, la justice pénale internationale est une garantie de stabilité internationale et elle doit pouvoir s'exercer dans toutes les situations, de manière indépendante et impartiale. Sur ce dossier, comme sur tous les autres, nous soutenons l'action du procureur de la Cour qui agit en toute indépendance. Je peux vous renvoyer effectivement à nos déclarations, lorsque le procureur de la Cour avait demandé l'émission de mandats d'arrêt. Aujourd'hui, et comme l'a rappelé le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, la lutte contre l'impunité est notre priorité. Nous avons ratifié le statut de la Cour pénale internationale dès 2000 et nous apportons un soutien continu à l'action de la CPI. Notre réaction sera en ligne avec ces principes. Sur votre deuxième question sur l'Azerbaïdjan, effectivement, à la suite de la convocation de l'ambassadrice de France à Bakou, nous dénonçons fermement la désinformation sur une prétendue campagne de boycott, telle que c'est indiqué dans le communiqué des autorités azerbaïdjanaises. Pendant cette COP29, l'Azerbaïdjan, selon nous, gagnerait plutôt à se concentrer sur les sujets qui relèvent de l'action climatique. Et les propos tenus à l'ouverture de la COP29 à Bakou contre la France, et contre les Européens, sont à nos yeux incompréhensibles et inacceptables. En réaction, l'ambassadrice d'Azerbaïdjan a été convoquée au ministère de l'Europe et des affaires étrangères le 19 novembre, et il lui a été demandé de manière assez ferme l'arrêt des actions hostiles de l'Azerbaïdjan à l'encontre de la France. Il a été également décidé que la ministre de la transition écologique ne se rendrait pas en Azerbaïdjan. Mais cela n'affaiblit en rien la détermination de la France à lutter efficacement contre le dérèglement climatique. En termes d'action climatique, la France a toujours été aux avant-postes. La France est l'un des plus importants contributeurs à la solidarité internationale en matière de lutte contre le changement climatique. Nos partenaires le savent. Nos engagements financiers, qui sont de près de sept milliards d'euros, parlent pour nous en la matière. Et la délégation des négociateurs français sur place reste pleinement mobilisée, en lien avec nos partenaires européens, pour faire aboutir les négociations sur l'ensemble des sujets à l'agenda de la COP. Et encore une fois, la détermination de la France à voir les négociations climatiques aller dans le bon sens et aboutir est totale. Ce que nous regrettons, c'est l'attitude de la présidence azerbaïdjanaise qui, encore une fois, selon nous, gagnerait à se concentrer sur ces sujets climatiques et ne pas tenir des propos qui sont incompréhensibles et inacceptables. Q – L'ambassadrice de l'Autorité palestinienne a été reçue hier à l'Assemblée nationale par la Commission des affaires étrangères, où elle a évoqué un point essentiel dans le conflit israélo-palestinien, à savoir les tirs qui ont fait effectivement... elle a énuméré des sites historiques, parfois millénaires, notamment des églises, des mosquées, etc. Quel regard portez-vous, effectivement, sur ce volet pendant ce conflit ? Et une deuxième question, en lien avec ce conflit, le Liban, il n'y a pas une heure auparavant, a été aussi la cible d'attaques intensives. On a vu effectivement des civils qui quittaient les lieux, parfois dans des situations dramatiques. Donc, quelle est la position de la France ? Est-ce qu'on peut



espérer, aujourd'hui, ça parle d'un accord imminent, pour l'arrêt de cette guerre, en tout cas au Liban ? R – Sur le premier point, je vous rappellerai la déclaration que nous avons formulée en début de semaine, mais nous sommes toujours extrêmement préoccupés d'une manière générale par la situation à Gaza, et tout particulièrement sur la situation humanitaire, mais aussi sur les dommages collatéraux, notamment ceux qui pèsent sur le patrimoine culturel à Gaza mais aussi au Liban. Nous rappelons que la Convention de 1954 sur la protection du patrimoine culturel en cas de conflit doit être respectée par l'ensemble des parties au conflit, y compris par Israël. Et la France l'a déjà affirmé devant le Conseil de sécurité des Nations unies, la destruction du patrimoine alimente la violence, la haine et les phénomènes de vengeance entre les peuples. C'est pour cette raison notamment que nous appelons les parties prenantes à protéger le patrimoine culturel contre toutes les conséquences du conflit en cours et à cesser immédiatement tout acte d'hostilité aux abords des biens culturels et du patrimoine, que ce soit à Gaza ou au Liban. La France étant pays hôte de l'UNESCO, nous soutenons pleinement l'action de cette organisation sur ce point, qui contribue encore une fois, d'une manière plus générale, en faveur de la paix et de la sécurité internationale. Puisque nous parlons de patrimoine, je vais juste vous rappeler que la France a été à l'origine de la création de l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones au conflit (ALIPH), qui est une organisation qui a été créée en 2017 avec les Emirats arabes unis en faveur de la protection du patrimoine. C'est un point sur lequel nous sommes extrêmement vigilants. Sur votre deuxième question qui concerne les attaques intensives contre les civils au Liban, nous avons fait plusieurs déclarations qui vont toutes un peu dans le même sens et qui disent que les civils, qu'ils soient libanais ou israéliens, ne doivent être en aucun cas pris pour cible. La France appelle les parties à se saisir sans délai des propositions élaborées conjointement avec les Etats-Unis et nos autres partenaires en vue de parvenir à un cessez-le-feu, cessez-le-feu qui sera la condition première pour ouvrir la voie à un règlement diplomatique du conflit. C'est une position qui est constante, et le Ministre a eu l'occasion de le redire à de multiples reprises lors de ses déplacements ou dans différentes enceintes internationales, il faut un cessez-le-feu pour pouvoir obtenir une solution diplomatique au conflit. Q – Juste, est-ce que vous avez des échos sur un accord imminent... ? R – Non, malheureusement, je n'ai pas de choses nouvelles à vous dire sur un accord qui pourrait arriver. Q – Concernant le Liban, le Quai d'Orsay a indiqué ne pas vouloir procéder à l'évacuation de ses ressortissants car l'aéroport de Beyrouth est toujours fonctionnel jusqu'à présent. Pourtant, le conflit s'enlise et la dernière frappe date de ce matin, frappe israélienne tout proche de l'aéroport. Il est de plus en plus difficile de quitter le territoire libanais. Aujourd'hui, comment est-ce que la France compte protéger ses ressortissants au Liban ? R – Depuis le début des hostilités, la première des priorités de la France est la sécurité de ses ressortissants. Il y a plusieurs mesures qui ont été prises en lien avec notre ambassade et notre consulat à Beyrouth. Une ligne téléphonique est opérationnelle et permet à chaque ressortissant français de pouvoir avoir un contact direct avec l'ambassade. Le Ministre s'est mobilisé lors de son déplacement au Liban le 29 septembre pour permettre à nos ressortissants de pouvoir quitter le territoire libanais. Les ressortissants qui souhaitent quitter le territoire, peuvent le faire

par les vols réguliers qui continuent à opérer – via la compagnie MEA [Middle East Airlines] . Nous avons aussi mis en place des "vols spéciaux". Et notamment, au retour des vols qui avaient livré de l'aide humanitaire, nous avons offert des places aux ressortissants qui souhaitent quitter le territoire. Nous avons aussi mis à disposition des places supplémentaires pour nos ressortissants sur les vols de la MEA. Le consulat à Beyrouth avait tout particulièrement passé le message aux personnes les plus vulnérables. C'est d'abord à elles que s'étaient adressées ces propositions, et elles ont pu bénéficier – encore une fois, si elles le souhaitent, c'était sur la base du volontariat – de ces places. À ce jour, l'aéroport de Beyrouth est toujours ouvert, la compagnie MEA opère toujours depuis l'aéroport de Beyrouth, il y a un vol quotidien entre Paris et Beyrouth. Je rappelle à cette occasion que le Liban est placé, si on regarde la carte des Conseils aux voyageurs, dans une zone où il est fortement déconseillé de se déplacer, et ce depuis octobre 2023. Donc, encore une fois, nous appelons nos compatriotes qui voudraient se déplacer au Liban à ne pas s'y déplacer. Ça, c'est la première chose. Et la deuxième chose, c'est que nous sommes pleinement mobilisés sur place pour assurer, pour ceux des ressortissants qui voudraient quitter le territoire, une solution pour le quitter. Q – Justement, juste pour rebondir sur ce dispositif qui a été mis en place, ce n'est pas forcément ce qui ressort des témoignages que j'ai recueillis en enquêtant auprès des familles françaises qui sont sur place. Beaucoup ne peuvent pas partir, dû au prix des billets. Beaucoup se sentent livrés à eux-mêmes car pas de deuxième solution proposée. Est-ce qu'il y a des zones sûres qui vont être aménagées ? R – Pour le moment, et c'est ce que je vous disais, je ne peux pas tellement ajouter plus, il y a des solutions pour quitter le territoire qui existent. L'ambassade, et ici à Paris, nous avons tout mis en oeuvre pour que ces solutions de départ puissent être effectives, via la compagnie libanaise ou via les vols spéciaux qui ont été organisés. Les personnes les plus vulnérables peuvent se rapprocher de l'ambassade de France à Beyrouth. Q – Est-ce que vous avez un chiffre, du nombre de ressortissants qui ont quitté le Liban ? R – Non, je n'ai pas de chiffre puisque ces départs se font de manière volontaire et les gens quittent le Liban en utilisant la compagnie MEA sans nécessairement se signaler auprès de l'ambassade. Q – La France a toujours condamné les attaques contre l'armée libanaise. Encore une fois, cette armée a été visée hier par des bombardements israéliens, faisant quatre morts parmi les militaires libanais dans une localité pourtant très loin de la zone frontalière entre les deux pays. Quelle est la réaction de la France ? R – Effectivement, nous avons été informés de ces attaques contre les forces armées libanaises. Depuis le début, d'une manière générale, nous appelons les parties à se saisir sans délai des propositions qui ont été faites conjointement avec les Etats-Unis et nos autres partenaires en vue de parvenir à un cessez-le-feu et un règlement diplomatique du conflit. Nous nous sommes beaucoup exprimés en condamnant notamment aussi les tirs qui ont eu lieu à diverses reprises sur la FINUL. Et comme il avait été indiqué par le Président de la République lors de la Conférence [internationale en soutien à la population et à la souveraineté du Liban qui s'est tenue le 24 octobre dernier, la solution politique passe, le rétablissement de la souveraineté du Liban passe essentiellement aussi par ces forces de sécurité dont font partie les forces armées libanaises, nous l'avons dit à plusieurs reprises, dans le cadre de la mise en oeuvre de la

résolution 1701. Et dans ce cadre effectivement, toute frappe qui toucherait ces forces serait évidemment un très mauvais signal dans le sens d'une solution reposant sur un cessez-le-feu et d'une solution pacifique. Q – Les dirigeants chinois et français viennent de se rencontrer au sommet du G20 au Brésil. Et quelle est l'évaluation française de cette rencontre, s'il vous plaît ? R – Effectivement, le président chinois et le Président français se sont rencontrés en marge du sommet du G20 qui s'est tenu au Brésil cette semaine. C'était une rencontre qui s'inscrit dans le cadre d'une année anniversaire, puisque nous fêtons cette année le 60e anniversaire de nos relations diplomatiques avec la Chine. Lors de l'entretien du Président français avec le président chinois, plusieurs sujets ont été évoqués. Bien évidemment la relation bilatérale. Le Président de la République a eu l'occasion, avec le président chinois, de parler des sujets commerciaux qui sont des sujets extrêmement importants entre nos deux pays. Et le Président de la République a rappelé une volonté conjointe, celle de mener un travail technique, avec transparence, sur l'ensemble des sujets commerciaux, avec pour objectif qu'une issue favorable se dessine au premier trimestre 2025. Les sujets commerciaux, comme vous le savez, font l'objet aussi d'une discussion avec nos partenaires européens. Les deux présidents ont aussi évoqué la situation au Proche-Orient, puisque c'est une crise importante qui concerne nos deux pays. Et le Président de la République a eu l'occasion de rappeler au président chinois les positions françaises d'une manière générale sur la crise au Proche-Orient. Je rappelle qu'ils avaient eu des échanges lors de la visite d'Etat du président chinois en mai dernier, où ils avaient fait état d'une volonté partagée d'obtenir un cessez-le-feu. Et je pense que c'est toujours le point sur lequel ils se sont accordés lors de leur entretien bilatéral. Et enfin, les deux présidents ont aussi évoqué la situation en Ukraine. Le Président de la République a rappelé au président XI Jinping que la Chine avait un rôle important à jouer en la matière, notamment dans les messages que la Chine passe à la Russie. C'est un point extrêmement important et nous attendons des partenaires chinois qu'ils utilisent toute leur capacité de négociation à l'égard de Vladimir Poutine pour que cessent les attaques de la Russie contre l'Ukraine et que cesse l'agression russe contre l'Ukraine. Encore une fois, cela a été un entretien très dense, très riche et qui a notamment porté sur ces trois sujets : les sujets commerciaux, le Proche-Orient et l'Ukraine. Q – Je veux revenir sur les mandats d'arrêt émis par la CPI. Je crois que vous n'avez pas répondu précisément à la première question sur : si Benyamin Netanyahou vient en France, est-ce que concrètement, il sera arrêté ? R – C'est une question qui est juridiquement complexe. Je serais heureux de revenir avec vous sur ce sujet-là. Q – J'ai une deuxième question. Quelle est la position de la France concernant l'utilisation par l'Ukraine des missiles à longue portée fournis par le Royaume-Uni pour frapper des Russes ? R – Sur les missiles, l'utilisation par l'Ukraine des missiles à longue portée britanniques sur le territoire russe, si elle était confirmée, fait suite à l'utilisation par l'Ukraine des missiles longue portée américains qui ont été fournis à l'Ukraine. Dans cette situation, il ne faut pas oublier qui est l'agresseur et qui est l'agressé. La seule puissance en l'espèce qui fait l'escalade, c'est la Russie. Elle est dans une logique escalatoire de diverses manières. C'est elle qui fait appel à des troupes nord-coréennes sur le théâtre d'opération et c'est elle qui, avec cette attitude escalatoire, frappe toujours plus fort et toujours plus régulièrement, notamment des objectifs civils et des objectifs énergétiques en Ukraine. Donc

clairement, l'escalade vient de la Russie et l'utilisation par l'Ukraine des moyens qui lui sont fournis par les Etats-Unis et par la Grande-Bretagne s'inscrit dans une logique de légitime défense. L'Ukraine défend son territoire. La légitime défense est un principe qui est reconnu en droit international. C'est dans l'article 51 de la Charte des Nations unies. Tout pays peut répondre lorsqu'il est agressé dans son intégrité territoriale, et c'est effectivement le cas. Et il semble que l'Ukraine doit pouvoir, dans ces conditions, neutraliser des cibles militaires russes qui contribuent directement et qui sont directement impliquées dans les opérations qui visent son territoire. Q – J'ai une question complémentaire sur l'Ukraine. Tout à l'heure, à ma question de votre réaction, si ce tir était confirmé, vous avez répondu que si cela devait être confirmé, nous réagirions de manière appropriée. Qu'est-ce que cela veut dire ? R – Cela veut dire que nous dirons clairement ce que nous pensons de cette situation, que nous serons clairs sur notre position. Q – Je poursuis juste sur cette question. Est-ce qu'à l'instar des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, la France peut aussi fournir de telles armes à l'Ukraine ? R – La France a fourni un ensemble de matériel militaire à l'Ukraine de différentes natures, dont des missiles. Je vous rappellerai les propos du Président de la République, tenus en marge d'un sommet franco-allemand à Meseberg, où il a dit qu'il n'y avait pas de ligne rouge. Encore une fois, l'Ukraine doit pouvoir neutraliser des cibles militaires russes qui sont directement impliquées dans les opérations conduites visant son territoire. Et ceci, il ne faut pas l'oublier, s'inscrit dans une logique où l'agresseur c'est la Russie. C'est la Russie qui escalade. Le droit international est très clair. L'Ukraine a le droit de mener des actions de légitime défense. C'est le cas pour les missiles américains et pour les missiles britanniques. Comme l'a dit le Président de la République, il n'y a pas de ligne rouge de notre côté./.

63 / 942 – Point de presse du 18/11/2024

Référence EPJ01491801

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les frappes massives de la Russie contre les infrastructures civiles ukrainiennes. Dans la nuit du 17 novembre, la Russie a lancé plus de 120 missiles et 90 drones sur l'ensemble du territoire ukrainien, ciblant principalement les infrastructures électriques. Ces frappes ont touché des quartiers résidentiels notamment à Odessa et à Soumy, faisant au moins 11 morts, dont deux enfants. Comme elle le fait depuis bientôt 1.000 jours, la Russie cible délibérément les populations et les infrastructures civiles ukrainiennes. Ces frappes constituent des violations du droit international humanitaire, dont la Russie devra rendre compte. Comme l'a rappelé le Président de la République au président Zelensky lors de son entretien en marge du sommet de la Communauté politique européenne, le 7 novembre dernier, la France continuera de soutenir l'Ukraine aussi longtemps et intensément que nécessaire pour faire échec à la guerre d'agression de la Russie.

64 / 942 – Point de presse du 15/11/2024

Référence EPJ01491702

Texte Nous sommes à quelques jours de la date symbolique du 19 novembre, qui marquera les 1.000 jours du déclenchement par la Russie de sa guerre

d'agression contre son voisin. Je souhaite vivement aujourd'hui revenir sur la mobilisation de la France en soutien à l'Ukraine. Le 19 novembre prochain marquera donc les 1.000 jours de l'agression russe sur l'Ukraine, 1.000 jours de souffrance, 1.000 jours de pilonnage systématique et délibéré d'objectifs civils, d'exactions et de violations répétées des droits de l'Homme et du droit international humanitaire. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, comme il l'a dit à plusieurs reprises et notamment lundi 11 novembre dans le cadre du Forum de Paris sur la Paix... La France apporte à l'Ukraine le soutien nécessaire pour mettre en échec l'agression russe. Ce point est et restera une priorité de la France. 1.000 jours après le début de la guerre, ce soutien ne faiblira pas, et ce pour trois raisons. D'abord, parce que cette guerre nous concerne tous. C'est en Ukraine que se joue aujourd'hui la défense des principes fondamentaux de l'ordre international. Et c'est aussi en Ukraine que se joue la sécurité du continent européen, au-delà des enjeux plus globaux tels que la sécurité alimentaire ou la sécurité nucléaire. La deuxième raison, c'est que la fatigue de la guerre est du côté russe. Outre l'impact des sanctions économiques, le déploiement de soldats nord-coréens en Ukraine est à la fois un exemple et un symptôme du coût humain de la guerre, de moins en moins gérable par la Russie. Par ailleurs, cela pose une véritable menace d'escalade et d'internationalisation du conflit. La troisième raison, c'est que nos efforts en soutien à l'Ukraine s'inscrivent dans une perspective d'anticipation de l'avenir et de résolution prochaine de la guerre. L'Ukraine a proposé une formule de paix, que nous soutenons, et qui nous a conduits récemment à organiser à Paris une conférence sur la sûreté et la sécurité nucléaires. La France soutient le Plan de la victoire ukrainien et souscrit à son objectif, qui vise à soutenir l'Ukraine au plan militaire et diplomatique, afin de la mettre en position de force pour des négociations. Les discussions se poursuivent à cet égard, en étroite coordination avec nos partenaires. La France soutient l'Ukraine dans la durée, en lien avec ses partenaires européens. Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères a eu l'occasion de rappeler les différentes composantes de ce soutien lors du Forum de Paris sur la paix qui s'est tenu lundi dernier à Paris. Jean-Noël Barrot est par ailleurs pleinement engagé depuis sa prise de fonctions pour assurer une pleine mobilisation de nos partenaires. Vous le savez, il s'est rendu en Ukraine du 19 au 20 octobre. Il était hier après-midi dans l'Est de la France, aux côtés du ministre des armées, pour rendre visite à la brigade Anne de Kiev, qui sera prête au combat en 2025 grâce à la formation et l'équipement de la France. C'est un exemple concret de l'engagement de la France vis-à-vis de l'Ukraine. Il a reçu par ailleurs hier soir Mme Kaja Kallas, qui prendra prochainement ses fonctions de Haute-Représentante de l'Union pour la politique étrangère et de sécurité. Il a échangé avec elle sur divers sujets, mais précisément sur le sujet du soutien à l'Ukraine et sur la nécessité d'une unité européenne dans cette perspective. Le Ministre poursuivra ce travail de mobilisation de ses partenaires européens dans les prochains jours. À Bruxelles d'abord, le lundi 18 novembre, lors du Conseil des Affaires étrangères de l'Union européenne, avec ses 26 homologues. À Varsovie ensuite, mardi prochain, le 19 [novembre], où il participera, 1.000 jours après le début de l'agression russe en Ukraine, à une réunion des ministres des affaires étrangères en format Weimar +. Et à Londres enfin, vendredi prochain [22 novembre], où il s'entretiendra avec son homologue britannique. Toutes ces échéances seront autant d'occasions

d'appeler à l'unité européenne en soutien à l'Ukraine, qui reste un point absolument fondamental.

65 / 942 – Point de presse du 07/11/2024

Référence EPJ01489804

Texte Q – J'ai plusieurs questions. La première, il y a plusieurs éléments non confirmés qui laissent penser que les autorités algériennes pourraient bloquer les opérations d'import-export de et vers la France. Quels éléments avez-vous sur ça ? Et plus globalement, comment voyez-vous la relation avec l'Algérie suite à la reconnaissance de la France de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental ? Deuxième question, sur les soldats de la Corée du Nord qui ont été envoyés en Russie, jusque-là, il y a eu beaucoup de condamnations des pays occidentaux, mais est-ce qu'il y aura des conséquences ? Est-ce que vous envisagez au niveau européen des sanctions, même s'il y en a déjà beaucoup sur la Corée du Nord, ou est-ce qu'il y a d'autres choses dans les tuyaux ? Et troisième question, encore sur l'Ukraine, est-ce que, à ce stade, vous avez des preuves que des missiles balistiques iraniens, qui ont été soi-disant envoyés en Russie, ont été utilisés en Ukraine ? R – Je vais prendre vos questions dans l'ordre. Sur la première des questions, sur l'Algérie, je voulais vous dire que de telles mesures n'ont pas été portées officiellement à notre connaissance. Nous suivons la situation de nos entreprises en Algérie avec beaucoup de vigilance, mais encore une fois, nous n'avons reçu aucune notification officielle. La France est attachée à sa relation avec l'Algérie, à laquelle nous sommes unis par des liens humains denses et des intérêts partagés. Et pour ce qui nous concerne, la déclaration d'Alger d'août 2022 doit rester le cadre de notre relation. Elle est la feuille de route dont nous étions convenus avec les autorités algériennes et que nous souhaitons continuer à développer dans les différents secteurs de coopération bilatérale. Plus généralement, nous traitons les relations avec chacun pour leur valeur propre. Et bien évidemment, les derniers développements de la relation avec le Maroc n'enlèvent rien aux relations entre la France et l'Algérie, qui encore une fois sont denses, et avec laquelle nous avons des intérêts partagés. Mais nous suivons cette situation avec attention. Sur votre deuxième question, sur la question de la présence de soldats nord-coréens sur le théâtre des opérations ukrainien, un soutien direct de ce pays à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine attesterait non seulement d'efforts désespérés de la Russie pour compenser ces pertes, mais surtout représenterait une extension dangereuse du conflit, avec des répercussions graves sur la paix et la sécurité en Europe et dans la région indopacifique. Cela représenterait par ailleurs une nouvelle violation du droit international, notamment des principes les plus fondamentaux de la Charte des Nations unies. Donc nous suivons l'évolution de la situation sur le terrain avec beaucoup d'attention. Et nous sommes pleinement engagés à réagir fermement, en coordination avec nos partenaires. À l'instar d'autres pays européens, la France a convoqué le délégué général de Corée du Nord le 28 octobre dernier, à qui nous avons signifié assez clairement qu'un tel soutien ne resterait pas sans réponse. Sur votre troisième question, qui est plus technique, sur l'utilisation de missiles balistiques iraniens sur le théâtre d'opérations ukrainien, je n'ai pas d'informations précises ; je vous renvoie vers le ministère des armées, qui sera plus à même de vous donner une réponse

sur ce sujet-là. Q – Est-ce que vous pourriez quand même donner quelques éléments sur la rencontre avec M. le ministre Dermer ? Est-ce que M. Barrot est arrivé avec certaines propositions à lui présenter ? J'aimerais aussi demander, j'avais l'impression qu'il a quand même vu, vous ne l'avez pas mentionné, est-ce qu'il y avait une rencontre avec les familles des otages, quelque part dans la journée ? Et juste une petite précision, vous avez dit que la conférence de presse est à 15h30 heure d'Israël, n'est-ce pas ? R – Non, c'est à l'heure de Paris. Elle est dans une heure. Sur la rencontre avec M. Dermer, je vous renvoie volontiers à la conférence de presse que donnera le Ministre. D'une manière générale, l'intention du Ministre en allant en Israël était d'échanger de façon détaillée et concrète avec l'ensemble des interlocuteurs qui ont été les siens, dont M. Dermer, sur les paramètres d'un accord permettant la cessation des hostilités, notamment au Liban, et la pleine mise en oeuvre de la résolution 1701 du Conseil de sécurité. Je pense que vous aurez plus d'éléments avec la conférence de presse du Ministre. Concernant les familles d'otages, le Ministre est allé pour la deuxième fois en Israël rendre hommage à toutes les victimes françaises et israéliennes. Il a rencontré les familles de nos deux otages, à qui il a manifesté toute la solidarité de la France. Il a rappelé à cette occasion la position française, qui appelle à une libération immédiate et sans condition de tous les otages qui sont retenus à Gaza depuis le 7 octobre 2023. Q – Je reviens sur la question de l'Algérie et des mesures qui apparemment auraient été prises par l'Algérie concernant les banques pour les opérations d'import-export. Je crois comprendre, d'après vos paroles, que vous n'avez pas de communication officielle de cette mesure. Mais est-ce que vous n'avez pas à d'informations des entreprises qui seraient concernées par cette mesure, pour l'instant ? Et au-delà de ça, vous savez bien que cette mesure a été appliquée à l'Espagne suite à son changement de position, c'est-à-dire l'alignement avec la position marocaine concernant le Sahara occidental. Est-ce que vous attendez d'autres mesures de la part de l'Algérie, qui en a pris déjà quelques-unes ? Et est-ce qu'il y aurait une réaction quelconque ? Vous dites que la relation avec le Maroc ne doit pas changer la relation avec l'Algérie. Et puis j'avais une autre question : est-ce qu'il est prévu, dans les prochaines semaines, une visite du Ministre au Chili, en prélude à une autre visite du Président de la République au Chili ? R – Sur la question de l'Algérie, encore une fois, je ne peux que vous répéter ce que je vous ai dit, c'est-à-dire, comme pour reprendre vos mots, c'est "apparemment". Mais c'est juste "apparemment" : nous n'avons pas eu de notification officielle de la part des autorités algériennes d'un quelconque changement dans les relations interbancaires entre la France et l'Algérie. Et comme je vous le disais, pour nous et à ce jour, le cadre de la relation franco-algérienne reste la feuille de route qui a été signée entre les deux pays en août 2022 et qui reste la colonne vertébrale de nos échanges et de notre coopération bilatérale. Pour le moment nous en sommes là. Je ne ferai pas plus de commentaires puisque, de notre côté, la position est celle-ci. Encore une fois, nous sommes très attachés à la relation avec l'Algérie et, comme je vous le disais, les récents développements de la relation entre la France et le Maroc n'enlèvent absolument rien à tout ce qui a été fait et construit de manière bilatérale avec l'Algérie ces dernières années. Sur votre deuxième question, je n'ai pas d'éléments très précis à vous donner. Le Président de la République se rendra au sommet du G20 qui aura lieu au Brésil et il se rendra

en Amérique latine. Je n'ai à ce stade pas d'éléments supplémentaires à vous donner sur une éventuelle visite du ministre Jean-Noël Barrot au Chili. Q – [inaudible] R – Trois de nos compatriotes sont détenus de manière arbitraire par la République islamique d'Iran, dans des conditions qui sont totalement injustifiées et totalement indignes. Ils sont victimes d'une politique d'otages d'Etat et c'est absolument inacceptable. C'est un point qui est abordé régulièrement par nos autorités et notamment par le Président de la République dans ses échanges avec son nouvel homologue, M. Massoud Pezeckian. Le dernier entretien a eu lieu le 13 octobre dernier et le Président de la République a rappelé avec force que la France demandait la libération de ces trois otages. Dans ce cadre, la France continuera à avoir une politique claire et sans faiblesse à l'égard de l'Iran, avec une demande très ferme que nos trois ressortissants soient libérés, et nous sommes totalement mobilisés pour obtenir cette libération. Les ressortissants français, ne sont pas en sécurité en Iran aujourd'hui. Donc c'est une question qui est traitée essentiellement et exclusivement, compte tenu de la sensibilité du sujet, à titre bilatéral et à haut-niveau. Q – Une autre question sur l'Iran. Comment expliquez-vous cette communication de la justice iranienne pour dire que Cécile Kohler et son compagnon étaient en bonne santé alors que sa famille et vous-même signalez les conditions terribles de détention ? Et une toute autre question : dans quelle mesure Jean-Noël Barrot va participer au Forum sur la paix ? Lundi ou mardi ? Est-ce qu'il y a une intervention prévue ? Est-ce qu'on peut avoir des éléments sur sa participation à ce forum ? R – Sur votre première question, j'ai rappelé notre position sur les otages en Iran. Je ne ferai pas de commentaire sur la communication de la justice iranienne. Nous appelons à la libération immédiate de nos compatriotes. Sur le Forum de Paris sur la paix qui aura lieu le 11 novembre prochain – qui est un événement très important puisque, comme je vous le disais dans les éléments d'agenda, l'ensemble des ministres du pôle [ministériel] du Quai d'Orsay y participeront à des moments différents – je n'ai pas d'éléments précis sous la main à vous donner. Je vous renvoie volontiers à l'organisation du forum. On vous donnera de toute façon des éléments d'agenda, s'agissant du Ministre, sur cette journée du 11 novembre. Q – Je voulais savoir, dans le contexte de guerre en Ukraine, est-ce que vous craignez que l'aide américaine aux Ukrainiens diminue, suite à la réélection de Trump ? Et comment cette réélection affectera les relations franco-américaines ? R – Sur les relations franco-américaines, effectivement, on a pris acte du choix du peuple américain de porter M. Trump à la présidence des Etats-Unis d'Amérique. Le Président de la République a adressé ses félicitations au nouveau président. Nous continuerons à travailler avec les autorités américaines sur l'ensemble des sujets, dans un échange entre alliés et amis, mais d'une manière claire et franche. Sur les sujets de sécurité que vous abordez, nos positions sont connues et nous continuerons de les porter et à promouvoir une action multilatérale efficace. Nous défendrons les intérêts européens. Et c'est dans l'intérêt des Européens et dans l'intérêt de la stabilité du monde que nous oeuvrons pour le soutien à l'Ukraine. Nous prendrons nos responsabilités pour porter la voix d'une Europe unie partout où ses intérêts et ses valeurs seront en jeu. Sur la position du président américain, je ne peux pas faire plus de commentaires. Il a fait des déclarations dans le cadre de la campagne, mais je vous pense qu'il faut que nous nous revoyions le jour où il fera des déclarations dans le cadre de ses



nouvelles fonctions. Q – Suite à la visite du Président de la République au Maroc, il a été établi un calendrier de travail des différents groupes et des différentes instances de coopération. Est-ce que vous avez un peu de détails sur comment ça va se dérouler, notamment sur la question des migrations ? Est-ce qu'il y a un calendrier plus ou moins précis pour développer cela ? Il y avait par exemple la question qui avait été beaucoup commentée sur les laissez-passer [consulaires] pour les Marocains qui devaient être expulsés vers leur pays. Est-ce qu'il y a un calendrier ? Est-ce qu'il y a des précisions à ce sujet ? R – La visite vient de s'achever, mais effectivement, c'était une visite large et globale dans les sujets qui ont été abordés avec les autorités marocaines. L'idée générale de cette visite, c'était effectivement d'avoir un rehaussement de la relation et une intensification des échanges et de la coopération sur différents sujets. Parce que, en quelque sorte, une nouvelle page s'est ouverte dans les relations franco-marocaines et qu'il a été décidé de mettre en place un partenariat d'exception renforcé entre la France et le Maroc. Ce partenariat d'exception concerne l'ensemble des sujets d'intérêt commun, dont fait pleinement partie la question migratoire évidemment, puisque c'est un volet extrêmement important de notre coopération, qui fait l'objet d'un dialogue étroit. Le groupe migratoire mixte franco-marocain permet d'aborder ces sujets en détail. Il a tenu sa sixième réunion plénière le 3 octobre dernier au Maroc. Donc c'est une discussion qui est en cours et qui préexistait à la visite d'Etat. La visite d'Etat a simplement permis d'accélérer et d'approfondir un peu ces questions. Et il y a eu effectivement, pendant la visite d'Etat, une volonté conjointe de la part de la France et de la part du Maroc de renforcer davantage notre coopération sur le sujet, et c'est un peu la feuille de route qui a été fixée pour les deux pays. Donc je n'ai pas de date à vous donner encore, je n'ai pas de calendrier précis à vous donner, notamment parce que ce sont des discussions qui sont menées en lien avec le ministère de l'Intérieur. Mais je serai heureux de revenir vers vous dans les prochaines semaines pour vous donner des éléments un peu plus concrets./.

66 / 942 – Point de presse du 31/10/2024

Référence EPJ01488904

Texte La France est profondément préoccupée par les conditions de détention des prisonniers politiques russes et biélorusses, alors que plusieurs d'entre eux sont déjà morts en prison. Alexeï Soldatov, co-fondateur de l'Internet russe, et Maria Kolesnikova, directrice de campagne de Viktor Babariko lors de l'élection présidentielle biélorusse de 2020, se trouvent dans un état de santé particulièrement grave. La France appelle les autorités russes et biélorusses à remplir leurs obligations internationales relatives au respect des droits de l'Homme, en permettant notamment aux prisonniers qui en sont privés de communiquer avec leur famille et à ceux qui en ont besoin d'accéder sans attendre aux soins médicaux appropriés.

67 / 942 – Point de presse du 31/10/2024

Référence EPJ01488905

Texte Q – Est-ce que le ministre Barrot a prévu un voyage, un déplacement au Chili – avant ou après le sommet du G20 à Rio ? R – Il y a effectivement un sommet du G20, mais qui est un sommet qui concerne les chefs d'Etat et de

gouvernement. Pour le moment, je ne peux pas vous confirmer de visite de Jean-Noël Barrot au Chili, mais nous vous tiendrons au courant le moment venu, s'il devait y avoir une telle visite. Q – Est-ce que, soit avec cette aide humanitaire que vous avez mentionnée, soit dans les prochains jours, il y aura des déplacements des officiels français au Liban pour continuer les négociations, ou en Israël, ou dans la région ? R – Effectivement, je mentionnais l'aide humanitaire qui va arriver dans les prochaines heures à Beyrouth parce que c'est la première traduction concrète des engagements qui ont été pris lors de la Conférence internationale de soutien à la population et à la souveraineté du Liban qui s'est tenue le 24 octobre dernier à Paris. C'est le premier livrable de cette conférence. Bien évidemment, cette conférence avait un volet humanitaire mais avait aussi, et vous avez raison de le souligner, un volet plus diplomatique. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères est très fortement impliqué depuis des semaines sur ce sujet. Il a déjà effectué une visite au Liban. Il a déjà effectué une tournée dans la région. Je n'ai pas d'indications particulières sur une éventuelle prochaine visite. Mais ce qui est certain, c'est que la mobilisation du Ministre reste pleine et entière, sachant que, sur le fond, il y a toujours des choses qui restent sur la table. Je rappelle que l'initiative franco-américaine est toujours sur la table, celle qui avait été proposée fin septembre dans le cadre de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies. Et cette initiative, encore une fois, est un point de départ pour obtenir un cessez-le-feu et, au-delà, arriver à un règlement diplomatique de la situation – règlement diplomatique qui, comme je l'ai indiqué à plusieurs reprises, doit permettre de garantir l'unité et la souveraineté du Liban, dans le cadre de la résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations unies. La pleine application de cette résolution passe évidemment par une cessation immédiate des hostilités de part et d'autre. C'est ce qu'a rappelé le Ministre lors de la conférence de presse à l'issue de la conférence sur le Liban le 24 octobre dernier. Ces objectifs sont toujours d'actualité et la mobilisation du Ministre est toujours entière sur ce sujet. Donc, pour répondre très précisément à votre question, nous reviendrons vers vous le moment venu, s'il devait y avoir une annonce d'un déplacement dans la région. Q – Quelle est la position de la France sur les demandes israéliennes de modifier ou d'élargir la résolution 1701 ? Vous avez évoqué votre initiative commune avec les Américains : quel est l'état d'avancement de cette initiative aujourd'hui ? R – Sur l'initiative commune avec les Etats-Unis, l'état d'avancement, c'est que c'est une initiative qui a été posée sur la table, encore une fois, fin septembre, conjointement entre la France et les Etats-Unis. Nous avons avec les Etats-Unis des relations très régulières, et notamment le Ministre avec son homologue Blinken. Les Américains ont été très actifs dans le cadre de la conférence que nous avons organisée le 24 octobre dernier, puisqu'ils ont apporté une contribution de 300 millions de dollars. La proposition franco-américaine est toujours sur la table et ça, c'est un point qui est extrêmement important. Après, c'est une proposition qui doit faire l'objet de discussions. Il faut juste rappeler, en fait, l'objectif de cette déclaration, qui est encore une fois d'obtenir un cessez-le-feu et un arrêt des hostilités de part et d'autre pour pouvoir enclencher une dynamique diplomatique qui permettrait la résolution du conflit. Donc c'est une proposition qui est toujours sur la table, qui est susceptible de faire l'objet de discussions et elle reste active. Sur votre première question, sur la résolution 1701 du Conseil

de sécurité des Nations unies, c'est une résolution qui nous semble équilibrée dans la manière dont elle propose un cadre basé sur un arrêt des hostilités et qui permet, d'une part, au Liban de retrouver sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire, et d'autre part, qui garantit à Israël des garanties de sécurité. Donc pour le moment, notre objectif, c'est avant tout de mettre en oeuvre la résolution dans son état actuel et de faire en sorte qu'elle puisse être appliquée de manière pleine et entière, dans la mesure où elle constitue un cadre qui est, selon nous, le cadre le plus pertinent pour pouvoir obtenir une stabilisation de la situation.

Q – Demain c'est l'anniversaire du début de la guerre d'indépendance d'Algérie. Il y a eu des tensions récemment entre les deux pays, et la visite du président Tebboune n'a pas encore eu lieu en France. Je voulais savoir si une visite au niveau ministériel ou entre les deux présidents aura lieu dans les mois ou les semaines à venir. Et concernant la demande de l'Algérie pour la reconnaissance des crimes coloniaux lors de la colonisation française, est-ce qu'il y a eu des échanges entre les deux pays à ce sujet ?

R – La relation entre la France et l'Algérie est extrêmement dense. Pour répondre à votre question, sur le point de savoir s'il y a des visites ministérielles qui sont prévues de part et d'autre, pour le moment non, mais je ne doute pas qu'il y en aura et nous reviendrons vers vous le moment venu pour vous donner des indications à ce sujet. Il y a eu, dans le cadre de la relation bilatérale entre la France et l'Algérie, une déclaration d'août 2022, la Déclaration d'Alger, qui a fixé le cadre de notre relation avec l'Algérie. Elle constitue une feuille de route dont nous étions convenus avec les autorités algériennes, et nous continuons à progresser sur ce chemin. Ce qui est certain, c'est que le dialogue n'est pas toujours facile entre Paris et Alger, mais il est en tout cas indispensable, parce que la France et l'Algérie partagent des intérêts et des préoccupations communes, notamment sur des points de sécurité régionale au Sahel et en Libye. Sur la question du travail mémoriel, le Président de la République a annoncé qu'il continuait de vouloir avancer. Il a reçu le 19 septembre dernier la partie française de la commission franco-algérienne d'historiens, qui travaille depuis 2 ans pour réconcilier les mémoires. Donc c'est un travail qui est en cours, c'est un travail qui continue et c'est un travail qui est important, parce qu'encore une fois, nous avons une relation extrêmement dense avec l'Algérie. Sur votre point, sur les crimes de la colonisation et sur d'éventuels échanges franco-algériens sur le sujet, je vous renvoie aux déclarations du Président de la République, qui a toujours dit, au cours de différentes interviews, lors de différents discours, que les dossiers mémoriels étaient une priorité et que c'était des dossiers qu'il fallait ouvrir de manière commune avec les Algériens. C'est la raison pour laquelle il y a cette commission franco-algérienne d'historiens. C'est elle qui doit fixer le cadre et avancer sur des travaux en matière de mémoire.

Q – J'avais une question sur Euronaval. Au vu de la décision hier par le tribunal de commerce de Paris, qui a ordonné aux organisateurs de suspendre l'exécution des mesures adoptées à l'encontre des sociétés israéliennes exposantes, je me demandais si vous aviez un commentaire ? Si j'ai bien compris, le gouvernement, le 15 octobre, avait validé la participation des délégations israéliennes au salon, sans stands ni exposition de matériels. Donc ça semble aller à l'encontre du souhait émis par le gouvernement...

R – La position de départ sur le sujet d'Euronaval, c'est qu'il n'était pas question d'interdire la participation d'entreprises israéliennes au salon Euronaval, que ce soit l'accès, la visite ou la tenue de réunions. Rien

dans ce qui était la position du gouvernement ne pouvait être assimilé à un boycott à l'encontre des entreprises israéliennes qui souhaitent participer à Euronaval. Il y avait simplement une mise en cohérence entre ce qui a toujours été le principe de la France, du soutien à Israël dans son droit à se défendre et qui n'a jamais souffert aucune exception – c'est la raison pour laquelle nous avons toujours continué à exporter des éléments pour le dôme de fer ; mais il était important pour le gouvernement français de prendre cette décision en cohérence avec les positions qui ont été rappelées par ailleurs, à savoir que la France a toujours appelé clairement à un cessez-le-feu à Gaza et au Liban, en indiquant que c'était la seule manière d'enrayer l'escalade et de parvenir à la paix. Dans ce contexte-là, il avait semblé cohérent de ne pas donner lieu à une quelconque promotion d'armes qui auraient été utilisées à Gaza et au Liban. C'était la restriction qui avait été posée. Donc toutes les entreprises israéliennes qui produisent de l'armement, qui ne sont pas des armements offensifs utilisés sur le théâtre des opérations à Gaza et au Liban, étaient les bienvenues. Nous avons bien pris note de la décision du tribunal de commerce de Paris du 30 octobre dernier, et comme pour toute décision de justice, nous nous conformerons à la décision qui a été rendue. Q – Permettez-moi de revenir sur la question de ma collègue, et j'ai une autre question sur le Liban. Est-ce que vous pouvez être plus clair ? Le lundi, ce salon va s'ouvrir. Est-ce que le gouvernement français va autoriser les sociétés israéliennes à exhiber leurs produits ? R – Je pense que je vous ai déjà exposé assez clairement quelle était la position du gouvernement, au regard notamment de cette décision du tribunal de commerce de Paris. Encore une fois, on s'y conformera. Pour de plus amples détails et explications, je vous renvoie vers le ministère des armées qui pourra vous donner les éclaircissements que vous souhaitez. Q – Merci beaucoup. Au sujet du Liban, il y a comme un petit peu d'optimisme, malgré le fait que la guerre continue entre Israël et le Liban. Il y a des tractations diplomatiques, il y a, disons, une tentative américaine pour que cette guerre s'arrête le plus tôt possible. Hier ou avant hier, j'ai entendu un responsable israélien qui disait que d'ici quelques jours, la guerre contre le Liban, ça va s'arrêter. À quel point et à quel niveau la France participe à ces négociations pour qu'on mette fin à cette guerre israélo-libanaise ? R – La France, comme j'ai eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises, est très active, en tout cas sur le dossier. Elle est très active diplomatiquement dans les différentes enceintes où le sujet est abordé. C'est le cas aux Nations unies, puisque la France a notamment demandé des réunions du Conseil de sécurité sur ce sujet-là. La France est active avec l'ensemble des pays qui sont impliqués. Je vous rappelais tout à l'heure la déclaration franco-américaine et la proposition franco-américaine de cessez-le-feu. La France a organisé cette Conférence internationale de soutien à la population et à la souveraineté du Liban, qui encore une fois avait un volet humanitaire, mais aussi un volet diplomatique et un volet de soutien à la souveraineté du Liban. La France essaie de faire oeuvre utile et d'être la plus proactive possible pour pousser l'agenda qui est le nôtre, à savoir l'obtention d'un arrêt des hostilités et la promotion d'une solution diplomatique basée sur la résolution 1701. On essaie d'être le plus dynamique possible avec l'idée d'arriver à une solution qui soit basée sur l'arrêt des hostilités et l'application de la résolution 1701. Q – Pardonnez-moi, je vais encore insister sur le même sujet, parce que vous avez dit plusieurs fois que la proposition de septembre est un point de départ. Pour

vous, vous avez bien expliqué : c'est d'abord le cessez-le-feu, après le règlement. Or, la dynamique américaine maintenant, elle est complètement inversée : c'est d'abord le règlement, et après un cessez-le-feu. Donc là, je ne vois pas trop bien comment votre proposition est encore un point de départ et quel rôle vous jouez. R – La proposition qui a été posée sur la table au mois de septembre est une initiative qui a été proposée conjointement avec les Etats-Unis. Les Etats-Unis sont aussi en faveur d'un arrêt des hostilités. Après, je ne vais pas faire de commentaires sur vos propos, mais simplement, il y a quand même, d'abord une nécessité de cessation des hostilités, avant de pouvoir envisager une solution qui serait l'application complète de la résolution 1701. Q – J'ai une question sur le déploiement de troupes de la Corée du Nord en Russie. Est-ce que la France a, jusqu'ici, confirmé la présence de ces militaires nord-coréens sur le territoire de l'Ukraine ? R – Nous ne l'avons pas confirmé. Nous avons simplement compris, et nous avons eu la confirmation, qu'il y avait effectivement des troupes de Corée du Nord qui étaient présentes sur le territoire russe, dans la région de Kursk. C'est la raison pour laquelle nous avons convoqué le délégué général de la Corée du Nord à Paris, le 28 octobre dernier, pour lui passer des messages de fermeté. Et nous lui avons notamment indiqué que la présence de troupes nord-coréennes en Russie et potentiellement en Ukraine, sur le théâtre d'opération, serait une nouvelle escalade de la Corée du Nord dans le soutien qu'elle apporte à la guerre d'agression menée par la Russie. Et ça, c'est un point extrêmement important. Et nous lui avons surtout rappelé que la présence de soldats nord-coréens sur le théâtre d'opérations constituerait une menace directe pour la sécurité de l'Europe et la sécurité internationale. Et enfin, nous lui avons dit que c'est une internationalisation du conflit qui est inédite, puisque c'est la première fois qu'il y aurait des troupes étrangères qui seraient présentes sur ce théâtre d'opérations, et que cela constituerait une extension assez préoccupante du conflit vers le continent asiatique. Encore une fois, l'implication de la Corée du Nord d'une manière générale, en appui à la Russie, est quelque chose que nous condamnons. Nous l'avons fait quand il s'agissait de soutien matériel, et nous le condamnons à nouveau et de manière assez ferme quand il s'agit d'appui en termes de troupes. Q – Je me permets de revenir sur vos propos sur la catastrophe en Espagne. Vous avez mentionné 250 pompiers français prêts à partir. Ils sont près de Paris, de quelle région de France ? R – Je n'ai pas de détails, exactement, sur la localisation de ces pompiers. Ce qui est certain, c'est qu'on a des équipes de pompiers spécialisés dans ces situations qui sont prêts à être déployées si l'Espagne le demande. C'est une proposition qui a été faite aux autorités espagnoles, en disant que nous serions tout à fait disposés à leur apporter notre appui si elles le souhaitaient./.

68 / 942 – Point de presse du 29/10/2024

Référence EPJ01487902

Texte Q – Avez-vous une réaction concernant la visite prochaine du ministre israélien des finances Bezalel Smotrich à Paris ? R – M. Smotrich se rend à Paris dans le cadre d'un déplacement privé. Il n'y a aucun contact gouvernemental prévu à cette occasion. Nous avons condamné à plusieurs reprises les propos irresponsables et inacceptables qu'il a tenus lors de sa précédente visite en France pour un événement similaire. Q – Quelle est la réaction de la France suite au renforcement de la présence militaire

nord-coréenne en Russie ? R – Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères a convoqué le 28 octobre le délégué général de la Corée du Nord à la suite d'informations faisant état d'un déploiement de troupes nord-coréennes en Russie. Cela représenterait une nouvelle escalade dans le soutien nord-coréen à la guerre d'agression menée par la Russie et une menace directe pour la sécurité de l'Europe et la sécurité internationale./.

69 / 942 – Point de presse du 25/10/2024

Référence EPJ01487505

Texte Q – Est-ce que M. Jean-Noël Barrot, qui a affirmé hier qu'il prenait sur lui, sur la France et ses organismes spécialisés, l'application ou la mise en réalisation des décisions qui ont été prises hier à la conférence, y compris les aides financières, les aides en espèces et en matériel divers ? R – La conférence d'hier, qui était une Conférence de soutien à la population et la souveraineté du Liban, a été l'occasion de revoir différents points, et le Ministre a été extrêmement clair lors de sa conférence de presse : il y a des résultats qu'il convient d'obtenir, et le Ministre a réitéré la nécessité d'une pleine application de la résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations unies. C'est le point absolument clé pour que nous puissions nous orienter vers une stabilisation et un retour au calme dans la région. Et cela va de pair avec le volet de redéploiement des forces armées libanaises au sud du Liban, en coopération étroite avec la FINUL. L'armée libanaise a toute sa part dans le règlement diplomatique du conflit. Au-delà, et comme je vous le disais dans mes propos liminaires, il y a eu tout un volet d'aide humanitaire qui a été apporté, puisque c'est près d'un milliard de dollars qui ont été collectés hier pour l'aide humanitaire ainsi que pour le soutien aux forces de sécurité libanaises. Le Ministre l'a dit hier et l'a redit en conférence de presse, la France se tient aux côtés du Liban et des civils libanais. Et l'horizon que nous espérons, c'est celui d'un Etat fort, souverain et disposant du monopole de la force légitime, capable d'assurer la stabilité et la sécurité du pays, selon les termes qu'il a utilisé hier dans sa conférence de presse et que je ne peux que vous redire. Bien évidemment, l'ensemble des discussions qui ont eu lieu hier ne sont qu'une étape et auront vocation à être prolongées. Mais en tout cas, les résultats pour la conférence d'hier sont là, notamment en termes d'aide. Et bien évidemment, nous serons heureux de faire un suivi, dans les semaines à venir, de cette aide. Q – L'association de patronat israélien a déposé il y a deux jours une plainte contre la décision française concernant la participation israélienne au salon Euronaval. Qu'est-ce que cela veut dire, au niveau des relations bilatérales entre les deux pays ? R – Je n'ai pas connaissance de plainte qui aurait été déposée. Il y a des déclarations des ministres israéliens qui indiquent que cela pourrait être le cas, mais pour le moment, à ma connaissance, cela n'existe pas. Mais pour reprendre un peu les éléments, moi j'ai entendu des ministres israéliens disant qu'il y aurait des conséquences à cette décision, mais c'est tout, pour le moment. Il n'a jamais été question d'interdire la participation des entreprises israéliennes à des salons commerciaux en France, et rien dans la position du gouvernement français peut être assimilé à un boycott à l'encontre des entreprises israéliennes à Euronaval. Encore une fois, notre soutien à Israël dans son droit à se défendre n'a jamais souffert d'exception ni d'équivoque ; en témoigne notamment la décision de maintenir l'exportation de composants pour le Dôme de fer. En revanche, alors que la

diplomatie française appelle clairement à un cessez-le-feu à Gaza et au Liban, qui pour nous est la seule voie pour enrayer l'escalade, parvenir à la paix et à la stabilité dans la région, il serait complètement incohérent de donner lieu à une quelconque promotion des armes utilisées à Gaza et au Liban, entraînant des dommages inacceptables pour les populations civiles. Donc, en conséquence de tout cela, nous avons indiqué aux autorités israéliennes que la participation des entreprises israéliennes sous forme de stands devait respecter cet équilibre qui est celui de la position de la France. Concrètement, les entreprises dont les équipements ne sont pas utilisés dans des actions offensives à Gaza et au Liban pourront naturellement disposer de stands lors du salon.

Q – Le ministre israélien des finances Bezalel Smotrich sera en France le 13 novembre, notamment pour participer à un gala. Envisagez-vous des sanctions contre le ministre ayant déclaré que laisser mourir de faim les habitants de la bande de Gaza pourrait être justifié et moral ?

Deuxième question, votre position par rapport au plan Eiland – y a-t-il besoin de précisions sur ce plan ?

Sinon je le fais –, un plan, donc, d'Israël qui consisterait à vider le nord de Gaza des civils, puis à assiéger la zone, la coupant de toute aide humanitaire afin de forcer à la reddition les membres du Hamas, le tout au mépris de la vie des civils qui sont encore dans la zone.

Et dernière question, la France est-elle déterminée à ne pas s'impliquer dans les plaintes déposées auprès de la CPI et de la CIJ concernant le génocide commis par Israël à Gaza ?

R – Je vais prendre vos questions dans l'ordre. S'agissant de la visite de M. Smotrich pour un gala à Paris, il a toute possibilité de venir participer à un gala à Paris. Il y a eu plusieurs déclarations qui ont été faites par le porte-parole ou par le Ministre dernièrement sur les déclarations de M. Smotrich – on a eu l'occasion à plusieurs reprises de condamner ses propos. Il a tenu des propos sur la Cisjordanie et sur Gaza que nous avons continuellement condamnés et nous le referions s'il devait tenir des propos qui nous sembleraient aller à l'encontre d'une désescalade dans la région et d'un règlement pacifique de la situation.

Sur le plan que vous signalez, le plan Eiland, je vais simplement vous rappeler la position française. Notre position est connue et constante : s'agissant de la bande de Gaza, l'accès à l'aide humanitaire doit être massif et ouvert. Nous constatons qu'aujourd'hui que les entrées d'aide humanitaire dans la bande de Gaza n'ont jamais été aussi faibles, alors que les frappes sur les infrastructures civiles se multiplient. Nous sommes conscients que la situation est préoccupante dans le Nord, où il y a énormément d'évacués et de victimes civiles. Nous avons souvent rappelé aussi que l'ensemble de ces éléments était contraire au droit international. Et nous avons toujours appelé Israël à respecter le droit international, et donc à assurer la protection permanente de tous les civils et à faciliter l'accès à la population de l'aide humanitaire, conformément à ses obligations au titre du droit international, qui encore une fois s'imposent à tous. Il faut que cette guerre cesse, et il faut que nous puissions arriver, dans un premier temps à un cessez-le-feu avec une libération des otages ; et ensuite, à un règlement politique de la situation.

S'agissant de votre dernière question, encore une fois, je vais vous rappeler des déclarations que j'ai eu l'occasion de faire à plusieurs reprises. La France soutient sans condition l'action des cours internationales, et notamment de la Cour internationale de justice et de la Cour pénale internationale. Nous avons toujours montré notre soutien de ces deux institutions. Nous avons toujours dit que nous défendrions toujours le respect

du droit international. S'agissant des procédures que vous mentionnez, je crois que je n'ai pas de commentaires supplémentaires à faire aujourd'hui. Q – Juste pour rebondir sur la question sur Euronaval. Donc si votre position est bien que les entreprises qui vendent des armes qui pourraient être utilisées ensuite à Gaza ou au Liban n'ont pas le droit de venir, comment est-ce que vous allez faire la différence ? À qui incombe la responsabilité d'établir si ces entreprises vendent oui ou non des armes qui pourraient être utilisées ensuite dans des possibles crimes de guerre ? Deuxième question, qui n'a rien à voir, sur le Liban : l'Italie va organiser une conférence de soutien à l'armée libanaise bientôt, ça a été dit hier. Vous allez participer ? Et si oui, comment ? Qui est ce que vous allez envoyer ? Qu'est-ce que vous espérez de cette conférence ? R – Sur Euronaval, je vais vous redire la position : il n'y aura pas de stands d'entreprises qui fournissent des armes qui sont utilisées actuellement lors des opérations à Gaza et au Liban. Il y a un système de vérification pour s'assurer que les entreprises qui exposeront du matériel lors du salon Euronaval ne sont pas les entreprises qui fournissent de l'armement utilisé dans les opérations à Gaza et au Liban. Concrètement, il y a un examen plus précis des entreprises qui ont demandé des accréditations et des stands. Je pense que si vous avez besoin de précisions supplémentaires, c'est à nos collègues du ministère des Armées qu'il faut adresser vos questions, puisque c'est eux qui réalisent l'ensemble de ces vérifications. Sur votre deuxième question sur la conférence de soutien organisée par l'Italie, comme je vous le disais dans mes propos liminaires, la France soutiendra tous les efforts qui participeront aux objectifs fixés lors de la Conférence de soutien au peuple et à la souveraineté du Liban organisée hier. C'est ce qu'a rappelé notamment le Haut représentant de l'Union européenne, M. Borrell : l'Union européenne et l'ensemble des pays européens sont mobilisés sur tous ces efforts. Donc évidemment, toute initiative qui sera prise, a fortiori par un Etat membre de l'Union européenne, pour aller dans le sens d'un renforcement des forces de sécurité libanaises sera bienvenue. À ce stade, je n'ai pas plus de détails à vous donner sur le niveau et les conditions de participation de la France, mais lorsque j'aurai ces informations, je serai heureux de vous les donner. Q – Que pensez-vous de l'envoi par la Corée du Nord de nouveaux soldats pour combattre à côté des Russes contre l'Ukraine ? R – C'est effectivement un point d'attention extrêmement fort, et notre vigilance est totale sur ce point-là. Le déploiement de soldats nord-coréens sur le territoire ukrainien, s'il était avéré, serait grave et constituerait une nouvelle étape dans le renforcement de la relation de défense entre la Russie et la Corée du Nord. Il y a déjà eu des preuves du soutien de Pyongyang à la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. C'est un soutien que nous condamnons, et nous considérerions que ce serait un acte hostile qui aurait des conséquences directes sur la sécurité des Européens. C'est d'ailleurs le sens de la déclaration qui a été faite par les Etats membres de l'Union européenne hier – je vous y renvoie. Cela constituerait en outre une forme d'internationalisation du conflit, avec l'arrivée d'un acteur asiatique qui serait pleinement aux côtés de la Russie. Ce serait pour nous une nouvelle étape dans l'escalade qui a lieu en Ukraine. Q – Je reviens à la conférence, j'ai des questions. La première c'est qu'il y a trois participants importants dans ce conflit dont on dit absents, mais qui n'étaient pas conviés, c'est Israël, l'Iran et le Hezbollah. Comment on peut implémenter les décisions sans ces participants à cette conférence ? Et la deuxième chose, c'est quand



est-ce qu'on saura quelle est l'application pratique de toutes les décisions qui ont été prises ? R – Pour répondre à votre question, je vais déjà reprendre quelques éléments pour vous dire qu'Israël n'était pas invité, mais Israël était informé en amont de cette conférence, et cela a été fait en lien avec les autorités israéliennes, donc je pense que pour elles, ce n'était pas une surprise. Le Hezbollah n'est pas un opérateur étatique, et l'Iran n'a pas été convié parce qu'il en a été décidé ainsi. Comme je vous l'ai dit, cette conférence avait trois piliers. Il y a deux piliers qui sont d'application assez immédiate vis-à-vis du Liban : tout ce qui concerne l'aide humanitaire et le soutien aux forces de sécurité, c'est une question qui a été vue avec les autorités libanaises. Et sur ces deux points-là, je pense que l'absence des trois interlocuteurs que vous citez n'est pas un obstacle à la bonne réalisation des objectifs de la conférence. Sur le volet diplomatique, je vous renvoie à l'ensemble des efforts qui ont été déployés par le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, depuis plusieurs semaines. Le dialogue est ouvert avec toutes les parties prenantes. Il s'est notamment rendu au Liban fin septembre, il a ensuite fait une tournée régionale. Il s'est rendu notamment en Israël où il a rencontré son homologue et les autorités israéliennes, et le Liban a été l'un des sujets de leur discussion. Donc la question du volet diplomatique fait l'objet de discussions permanentes. Il y a cette proposition franco-américaine de cessez-le-feu qui avait été mise sur la table au moment de l'Assemblée générale des Nations unies. Toutes ces initiatives qui sont prises afin d'obtenir un cessez-le-feu et puis d'enclencher une résolution diplomatique font l'objet de discussions, tout particulièrement avec les autorités israéliennes. Donc le fait qu'elles n'aient pas été présentes hier ne constitue pas un obstacle à la poursuite du volet diplomatique qui, encore une fois, a été initié dès le début des frappes israéliennes sur le Liban et qui continuera vers ce qu'on espère être l'obtention d'un cessez-le-feu et une solution diplomatique, en incluant l'ensemble des protagonistes concernés. Q – Ma question est au sujet de Paul Watson, le fondateur de Sea Shepherd. Hier, Mme Agnès Pannier-Runacher, la ministre de la transition écologique, a dit que les faits qui lui sont reprochés ne motivaient pas et ne justifiaient pas une détention. Donc je voudrais vous demander : cela signifie-t-il que le gouvernement de France estime que le mandat d'arrêt international émis par le Japon est injustifié ? C'est la raison pour laquelle la France ne détient pas, n'a pas arrêté M. Watson, pendant son séjour en France ? Et deuxièmement, j'aimerais vous demander, il vous demande la nationalité française, selon son avocat. Quelle est la réaction du gouvernement ? R – Sur votre premier point, sur l'arrestation de Paul Watson, le ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, s'est exprimé ce matin sur le sujet. Je vous renvoie à ses propos, il a été très clair, encore une fois, sur la posture qui est celle de la France vis-à-vis de la situation de Paul Watson. Sur votre deuxième point, sur la demande de naturalisation, c'est une possibilité qui lui est offerte. Les procédures de naturalisation sont des procédures qui sont menées par le ministère de l'intérieur. Pour rappel, M. Watson a été arrêté au Danemark suite à une notice rouge d'Interpol en provenance du Japon. Son cas est traité par la justice danoise, et la France respecte pleinement l'indépendance de la justice danoise. La procédure suit son cours. C'est la raison pour laquelle je vous disais que je n'avais pas plus de commentaires à vous faire sur ce point-là, et notamment sur la question du mandat d'arrêt. La situation de Paul Watson est

bien sûr suivie à haut niveau, ici à Paris, notamment par le Président de la République, notamment, suit la situation de près. Et sur la question de la naturalisation, c'est une option qui est en cours d'examen. J'ignore s'il l'a déjà déposé. Pour le moment, c'est une possibilité qui lui est offerte et qui sera examinée le moment venu, au regard des règles qui s'appliquent aux demandes de naturalisation qui sont déposées par des citoyens étrangers./.

70 / 942 – Point de presse du 18/10/2024

Référence EPJ01486002

Texte Quelques propos liminaires avant de prendre vos questions. Sur l'Ukraine d'abord, où la situation demeure extrêmement difficile. L'Ukraine s'apprête à entrer dans l'hiver avec deux tiers de ses capacités de production énergétique et électrique qui ont été détruites par des frappes russes. Et dans ce contexte, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a accueilli hier, le 17 octobre, à Paris, une Conférence sur la sécurité et la sûreté nucléaire en Ukraine. Cette conférence s'est inscrite dans le cadre du Plan de paix proposé par le président Zelensky et a concrétisé un engagement de la France pris lors du Sommet pour la paix organisé les 15 et 16 juin dernier au Bürgenstock. Plus précisément, elle a lieu dans le cadre d'un groupe de travail dont la France assure la coprésidence avec le Japon, la Suède et la République tchèque. Elle a réuni 68 participants à Paris et en ligne, dont le ministre ukrainien de l'énergie, M. Galouchtchenko. Cette conférence a permis de dresser un état des lieux de la situation des centrales nucléaires ukrainiennes, y compris celle de Zaporijjia, et d'aborder les questions liées aux mécanismes d'assistance à l'Ukraine en la matière. La conférence doit contribuer à la préparation du second sommet pour la paix, vers lequel la France demeure pleinement engagée, aux côtés de l'Ukraine. Et comme il l'a annoncé ce matin, le Ministre se rendra en Ukraine les 19 et 20 octobre. Il y rencontrera les autorités ukrainiennes, dont bien sûr son homologue, avec lequel il tiendra une conférence de presse. Il rencontrera également la Vice-Première ministre chargée de l'intégration européenne et euro-atlantique, Mme Stefanichyna. Une partie de ce déplacement sera consacrée au sort des enfants de l'Ukraine et notamment des enfants kidnappés et déportés par la Russie. D'une manière générale, la France reste déterminée à apporter à l'Ukraine tout le soutien nécessaire, dans la durée, pour faire échec à la guerre d'agression de la Russie. Nous condamnons dans les termes les plus forts les violations graves et massives des droits de la personne et du droit international commises par la Russie en Ukraine. Sur le Proche-Orient, deuxième sujet que je voulais aborder avec vous, je vous rappelle la Conférence internationale de soutien à la population et à la souveraineté du Liban que la France organisera à Paris le 24 octobre prochain. Cette conférence a trois objectifs principaux : un objectif humanitaire, un objectif diplomatique et un objectif en matière de soutien à la souveraineté du pays. Ont été invités à cette conférence les ministres des Etats membres de l'Union européenne, du G20 – à l'exception de la Russie –, les partenaires régionaux et du pourtour méditerranéen, des représentants d'agences des Nations unies ainsi que d'organisations de la société civile. Le Ministre tiendra une conférence de presse à l'issue de cette conférence. Dans la perspective de cette conférence du 24 octobre, le ministre Jean-Noël Barrot travaille activement à la mobilisation des acteurs français pour venir en aide au Liban, qu'il s'agisse des associations, des ONG, des entreprises, des

collectivités territoriales ou des parlementaires. Cet effort s'inscrit dans le cadre plus global de l'action du Ministre sur le Proche-Orient depuis sa prise de fonction. Le Ministre poursuivra sa mobilisation, notamment dans le suivi de la conférence, avec trois priorités toujours : le déploiement de l'aide humanitaire au Liban, le soutien aux forces de sécurité libanaises, dont les forces armées libanaises, et l'intégrité et la souveraineté du Liban.

71 / 942 – Point de presse du 18/10/2024

Référence EPJ01486003

Texte Q – J'ai deux questions. L'une concerne la conférence sur le Liban, justement. Vous avez ajouté un troisième volet ? J'avais compris qu'il y avait deux objectifs, un humanitaire et un "renforcement des institutions libanaises". Est-ce que vous pouvez nous en dire plus sur le volet diplomatique ? Et est-ce que vous pouvez également élaborer un tout petit peu sur qui va participer à cette conférence, à quel niveau ? Est-ce que vous avez déjà des garanties de venue de différents ministres des affaires étrangères ? Et enfin, sur l'Ukraine, est-ce qu'on peut en savoir un petit peu plus sur ce que va faire le Ministre sur place ? J'ai bien compris qu'il rencontrerait son homologue et qu'il y aura une conférence de presse, mais est-ce qu'on peut savoir un peu quel message va être porté ? Et est-ce qu'il y aura des éléments, notamment, de discussions concernant le Plan de la victoire que le président Zelensky a présenté récemment aux Occidentaux ? R – Effectivement, il y a trois volets dans cette conférence. Il y a un volet humanitaire évidemment, sur lequel je ne reviendrai pas parce que la France a été très active en matière d'aide humanitaire depuis le début. Ensuite, le deuxième objectif, effectivement, c'est de donner aux institutions libanaises le moyen de tenir. Et ça, ça passe par un renfort que nous souhaitons apporter aux forces armées libanaises qui, avec la FINUL dans le sud du Liban, auront un rôle central à jouer pour garantir les conditions de la paix, c'est-à-dire l'intégrité et la souveraineté du Liban d'un côté, et la sécurité d'Israël de l'autre. Sur le volet diplomatique, c'est une conférence qui permettra de poursuivre les discussions qui ont été engagées depuis quelques semaines sur la question du Liban. Vous vous souvenez qu'il y avait eu, dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies, une déclaration franco-américaine qui endossait une déclaration plus large appelant à un cessez-le-feu au Liban. C'est toujours l'objectif. Et la France ne perd pas de vue le fait que c'est une solution diplomatique qui doit être privilégiée, solution diplomatique qui doit être fondée sur la résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui permettra d'assurer un cessez-le-feu et la stabilité qui permettra le retour en sécurité des déplacés dans leurs foyers. Donc ce volet diplomatique, il est dans la poursuite de ce qui a été engagé avec cette déclaration, dans la poursuite de ce qui a été fait par le Ministre lors de son déplacement au Liban, puis au Proche-Orient la semaine dernière. Donc c'est une discussion qui se poursuivra sur ces sujets-là. S'agissant des invités, je vous citais les personnes invitées. Pour le moment nous n'avons pas de liste consolidée des personnes qui y participeront. Je pourrai revenir vers vous une fois que nous aurons des confirmations des pays participants et du niveau de participation. Q – Pardon, je vais vous interrompre mais juste, sur la question humanitaire, est-ce qu'il y a des objectifs chiffrés pour cette conférence ? Est-ce qu'il y a un montant ? R – Votre question concernait surtout le volet diplomatique. Mais sur le volet

humanitaire, il y a évidemment une partie de la conférence qui sera consacrée au volet humanitaire et au rassemblement d'aide en faveur du Liban. Il m'est difficile aujourd'hui de préjuger du chiffre qui sortira de cette conférence. Sur l'Ukraine, sur votre dernière question, le Ministre se déplace en Ukraine le 19 et le 20 octobre, d'abord pour redire le soutien inconditionnel de la France à l'Ukraine et au peuple ukrainien, et puis surtout pour appuyer les efforts de l'Ukraine en faveur d'une solution du conflit. Vous savez qu'il y a un Plan de la victoire qui a été proposé ; nous saluons la présentation de ce plan et nous souscrivons complètement à son objectif, qui vise à soutenir l'Ukraine au plan militaire et diplomatique afin de la mettre en position de force pour d'éventuelles négociations. Sur le reste de la visite, il m'est difficile de vous en dire plus aujourd'hui. Le Ministre tiendra une conférence de presse dans le cadre de ce déplacement et je pense qu'il aura l'occasion de revenir plus en détail sur les différents éléments de sa visite et surtout sur les discussions qu'il aura avec son homologue ukrainien et les autres autorités ukrainiennes qu'il aura rencontrées. Q – C'est quand, la conférence de presse ? R – Je n'ai pas le programme en détail du Ministre. C'est le 19 et le 20 [octobre]. Je pense qu'il y aura une note aux rédactions qui sera fournie, avec l'heure de la conférence de presse. Q – Le Président de la République disait hier que pour la France, la souveraineté du Liban est une cause essentielle qu'elle défendra toujours. Il a dit que la France demande à Israël d'arrêter ses opérations militaires. Et vous, vous avez dit que le Ministre poursuivra sa mobilisation sur le Proche-Orient. À l'aune de toutes ces mobilisations et ces positions, est-ce que le plan franco-américain d'un cessez-le-feu de trois semaines, qui a été endossé par beaucoup de pays, est toujours sur la table, ou bien il est devenu caduque après les derniers développements ? R – Oui, il est toujours sur la table et tout élément qui permettra de faire avancer une solution diplomatique est le bienvenu. Le plan franco-américain est toujours sur la table. Q – Vous avez dit que vous avez invité des représentants des pays du pourtour méditerranéen à la conférence sur le Liban. Vous n'avez pas mentionné le Golfe. Je voulais vérifier que vous n'avez pas invité des pays du Golfe – et je pense particulier au Qatar, au vu de son rôle diplomatique dans la région ? Et vous avez aussi parlé de l'armée libanaise. Est-ce qu'il faut s'attendre à une annonce de soutien à l'armée ? Peut-être par rapport au paiement des salaires ou à l'équipement de l'armée libanaise, en particulier ? R – Sur votre première question, peut-être que ma formulation n'était pas complètement exacte, mais effectivement les pays partenaires de la région sont invités, et bien évidemment nos partenaires du Quintet, notamment ceux que vous mentionnez, ont bien été invités à cette conférence. Sur la question des forces armées libanaises, c'est une question qui est assez cruciale, puisque c'est au travers des forces armées que les institutions libanaises pourront tenir et pourront maintenir leur souveraineté. Et cela passe par un renfort apporté à ces forces armées. Encore une fois, et c'est ce que je vous disais au début, ces forces armées jouent un rôle absolument essentiel, aux côtés de la FINUL, dans le sud du Liban pour garantir à l'avenir les conditions de la paix, c'est-à-dire l'intégrité et la souveraineté du Liban – tout en ayant bien conscience que la souveraineté et l'intégrité du Liban fonctionne avec la sécurité d'Israël de l'autre côté. Donc l'objectif de cette conférence, c'est de mobiliser nos partenaires et d'obtenir leur soutien qui pourra, le cas échéant, arriver aux forces armées libanaises. C'est un point qui est essentiel dans

l'équation générale de l'intégrité de la souveraineté du Liban. Q – Toujours sur le Liban, vous nous excuserez, il y a un changement de ton du président Macron, vis-à-vis de la... Ce n'est pas la situation au Liban, mais face à l'Iran. Un ton un peu plus dur que par le passé vis-à-vis de l'Iran, alors que la France parle à l'Iran et au Hezbollah par l'intermédiaire des canaux diplomatiques que vous connaissez. Est-ce que c'est un infléchissement de la position de la France ? Est-ce que cela n'empêchera pas la poursuite de l'aide diplomatique française face à l'Iran et au Hezbollah ? Est-ce qu'il y a une modification ? Il y a... Dans les propos, on devine... R – Une modification de la position de la France vis-à-vis de l'Iran, c'est ça ? Q – Oui, les déclarations du Président par rapport à la position de la France. R – De toute façon, nous avons toujours eu avec l'Iran une relation qui s'est maintenue. Il y a un dialogue qui est toujours en cours. C'est un dialogue qui est franc, qui est exigeant, parfois un dialogue difficile. Nous avons proposé, il y a maintenant trois semaines, une formule de trêve pour le Liban – c'est ce que je mentionnais tout à l'heure – suivie d'un cessez-le-feu durable. Nous avons discuté avec tous les acteurs importants de la région, y compris l'Iran. Et d'une manière générale, tout ce qui contribue à une solution diplomatique pour engager une désescalade est vraiment le bienvenu. La responsabilité de l'Iran dans la désescalade, elle est importante. Et comme le disait le Président de la République, il faut que l'Iran renonce de menacer Israël, il faut que l'Iran continue à respecter ses obligations nucléaires et il faut que l'Iran cesse de fournir des armes à la Russie. C'était l'objet de la déclaration du Président de la République. Ce qui veut dire qu'il y a toujours un contact qui est établi. Il n'y a pas de changement de posture. Il y a toujours eu un dialogue exigeant, franc et parfois difficile avec l'Iran, mais c'est un dialogue qui existe et je ne pense pas qu'il y ait de changement sur ce point-là. Q – Les vidéos de Gazaouis qui brûlent lentement lors d'une attaque israélienne ont fait le tour du monde. Je voulais savoir si vous, vous avez eu le courage de les regarder ? Et qu'est-ce que vous en avez pensé ? R – J'ai vu cette vidéo, effectivement. Je ne suis pas certain que ce que j'en pense, à titre personnel, soit vraiment important. On l'a dit à plusieurs reprises, le bilan des victimes civiles gazaouies est intolérable et ne peut être justifié, sachant que ce sont des victimes parmi lesquelles on compte de nombreux enfants. Nous avons fait des déclarations il y a peu à ce sujet. Nous avons toujours, depuis le début, rappelé l'impératif du respect du droit international humanitaire qui s'impose à tous, y compris à Israël. Et nous avons toujours fermement condamné les frappes israéliennes à Gaza qui visent les populations civiles et les infrastructures essentielles comme les hôpitaux. Donc encore une fois, je vais un peu me répéter, mais il faut que cette guerre cesse. Et c'est un état de fait qui est intolérable, comme le sont toutes les victimes civiles du conflit. Q – J'ai deux questions pour vous. La première concerne le Mali. Vous savez que le 17 septembre dernier, il y a eu une attaque terroriste sur Bamako qui a été perpétrée par une filiale d'Al-Qaïda. Il y a eu une lettre de l'ambassade de France, qui a présenté ses condoléances au gouvernement malien, mais il n'y a pas eu de condamnation en tant que telle. Donc est-ce que la France condamne formellement les attaques terroristes qu'il y a eu contre Bamako en septembre dernier ? Et ça fait un peu écho aux propos qu'a tenus le chef d'état-major de l'armée française Thierry Burkhard en audition à l'Assemblée nationale, qui avait dit que la France n'a pas vraiment de camp ami au Mali et que finalement, elle ne faisait pas de choix entre les djihadistes et le régime

malien, fût-il critiquable. Et ma deuxième question concerne la Guinée. Vous savez sans doute que le 9 juillet dernier, deux leaders de la société civile, Foniké Menguè et Billo Bah, ont été arrêtés à leurs domiciles et enlevés par les forces spéciales du général Mamadi Doumbouya. On est sans nouvelles d'eux, depuis lors. Et c'était effectivement des leaders de la société civile qui étaient reconnus à l'international. J'en parle avec beaucoup de gravité parce que, à titre personnel, c'était aussi des amis. Il y a eu des condamnations de toutes parts : de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de l'ONU... Mais la France est restée silencieuse. Alors on sait que la France a un lien particulier, soutient la junte de Mamadi Doumbouya, financièrement, diplomatiquement, économiquement. Il y a un proche d'Emmanuel Macron qui a gagné un contrat de 25 millions d'euros pour surveiller les rues de Conakry. Mais ce silence fait beaucoup parler en Afrique, et beaucoup disent que cela fait en sorte que la France foule du pied ses principes. Alors est-ce que pour la première fois, on pourrait avoir une réaction de la France vis-à-vis de l'enlèvement et de la disparition de Billo Bah et Foniké Menguè ? D'autant que les informations qui nous remontent laissent à penser qu'ils sont morts sous la torture. Et quelles conséquences ces enlèvements, ces disparitions forcées peuvent avoir sur la relation entre la France et la Guinée, notamment la junte de Mamadi Doumbouya ?

R – Sur votre première question sur le Mali, il y a effectivement eu une note verbale de l'ambassade qui a été remise aux autorités maliennes dès le lendemain de l'attaque. Une telle note d'ambassade vaut réaction officielle, et ça a été transmis au ministère des affaires étrangères malien. Evidemment, comme partout dans le monde, nous condamnons toujours les attaques terroristes, et c'est le message que nous avons envoyé aux autorités maliennes. Sur la question des propos du chef d'état-major des armées à l'Assemblée nationale, je vous renvoie vers son porte-parole. Il ne me revient pas de commenter ce qu'a pu dire le chef d'état-major des armées. Sur la Guinée, vous évoquez effectivement le cas de deux personnes, de deux leaders de la société civile, Oumar Sylla et Mamadou Billo Bah. C'est une situation sur laquelle il y a une grande préoccupation de la France. C'est un sujet qui a été évoqué avec les autorités guinéennes. Et le message qui leur a été passé, c'est que toute la lumière doit être faite sur les circonstances de leur disparition et que toutes les réponses soient apportées, notamment aux inquiétudes absolument légitimes des familles et des proches. Nous entretenons toujours un dialogue exigeant avec la Guinée, et dans le cadre de ce dialogue exigeant, bien évidemment, le cas de ces deux personnes a été évoqué. Ce sont les seules indications que je peux vous donner. Mais encore une fois, c'est un sujet sur lequel nous avons une préoccupation constante.

Q – Merci de votre réponse et de l'avoir dit. Mais est-ce que... Vous savez qu'il y a une enquête qui a été ouverte par la justice guinéenne ; sauf qu'évidemment, il y a un peu un problème de juge et partie de la part de la junte guinéenne. Donc est-ce que vous soutiendriez éventuellement l'ouverture, par exemple, d'une commission d'enquête internationale ?

R – Pour le moment, nous sommes dans la situation où il y a effectivement une enquête qui a été ouverte par la justice guinéenne. Nous sommes dans le plein respect des institutions guinéennes, donc nous laissons la justice guinéenne faire son oeuvre. Encore une fois, je vous le dis, cela a été mentionné avec les autorités guinéennes. Nous sommes très préoccupés par la disparition de ces deux leaders. Nous attendons d'avoir les résultats de l'enquête, et nous attendons de voir comment

la situation évolue, et de savoir s'il y a eu un résultat à l'enquête, et de savoir comment on pourra ensuite avancer. Mais c'est une préoccupation que nous avons, et ce n'est pas un sujet qui est ignoré dans les relations entre la France et la Guinée. Q – Il y a une plainte en France, par ailleurs, sur la disparition... R – Oui, précisément. Donc c'est pour ça qu'à partir du moment où la justice est saisie de la chose, on ne commente pas. On attend de voir quelles seront les résultats de ces procédures judiciaires. Q – C'est une question sur la Corée, plutôt Corée du Nord. Selon les informations des services de renseignement de la Corée du Sud, il y a des soldats nord-coréens qui sont envoyés en Russie pour participer à la guerre contre l'Ukraine, ce qui conformerait d'ailleurs l'information dévoilée par Volodymyr Zelensky. Est-ce que vous avez un commentaire sur cette possible internationalisation du conflit ? R – Il est évident que si cette information était avérée, il s'agirait d'un fait nouveau et extrêmement préoccupant. L'accroissement de la coopération croisée et du soutien militaire de la Corée du Nord à l'effort de guerre russe en Ukraine sont très inquiétants. L'acquisition et l'emploi avéré par la Russie de missiles nord-coréens, dont on avait eu connaissance, est déjà une violation claire des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies (que la Russie a elle-même votée, donc c'est assez contradictoire). Mais évidemment, si cette information était avérée, cela s'inscrirait complètement dans une série d'agissements et de déclarations de la Russie qui va à l'encontre du régime de droit international. Donc ce serait vraiment quelque chose de très préoccupant et d'extrêmement grave. Encore une fois, on ne peut qu'appeler la Russie et la Corée du Nord à se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité en la matière. Q – Une question de suivi sur le Liban, toujours. C'est sur le volet diplomatique de la conférence. Concernant le Hezbollah, depuis la mort de Nasrallah, le vice-président du parti Naïm Qassem fait moins clairement le lien entre le Hezbollah qui arrête d'attaquer Israël et un cessez-le-feu à Gaza. Donc je me demandais si vous sentez un infléchissement du Hezbollah ? Est-ce qu'il pourrait être prêt à arrêter d'attaquer Israël sans cessez-le-feu à Gaza ? Est-ce que vous allez profiter de cette conférence pour continuer à monter la pression sur le Hezbollah pour arrêter les attaques ? Est-ce que vous espérez peut-être qu'il puisse accepter des négociations dans les prochaines semaines ? R – Encore une fois, le volet diplomatique de la conférence s'inscrira dans le cadre de la conférence, c'est-à-dire avec des invités de rang ministériel. Le Hezbollah est un acteur contre lequel nous avons proféré plusieurs condamnations, notamment des condamnations des attaques répétées contre le territoire israélien. Et comme l'a dit le Président de la République, le Hezbollah doit renoncer aux armes, au terrorisme et à la violence. Il doit permettre aux Libanais de se rassembler, de trouver des solutions aux crises multiples qui minent le pays. Donc je ne peux pas préjuger de l'issue de la conférence de jeudi prochain. Ce qui est certain, c'est que l'ensemble des Etats qui seront présents lors de la conférence feront tout pour qu'une issue diplomatique puisse être trouvée à la situation actuelle, ce qui inclut évidemment la négociation d'un cessez-le-feu. Q – J'ai une question sur Paul Watson. Ce matin, le ministre Jean-Noël Barrot a évoqué sa situation et en particulier, il était interrogé sur France Inter sur sa demande d'asile. Et le Ministre a soulevé un point juridique, un point de droit laissant entendre que peut-être la demande ne pourrait pas être acceptée du fait que la demande d'asile doit être faite sur le sol du pays dans lequel la personne se trouve. Donc

je voulais savoir s'il y avait un potentiel accord avec les autorités danoises pour pouvoir accepter cette demande d'asile. Est-ce qu'on peut savoir où en est la demande, la procédure ? R – La situation de Paul Watson est suivie, comme vous le savez, jusqu'au plus haut sommet de l'Etat, par le Président de la République lui-même. Et effectivement, le Ministre a eu l'occasion de s'exprimer sur ce sujet ce matin, lors, de son interview sur France Inter. Je vous renvoie à ses propos. Pour ce qui nous concerne, nous avons pleinement confiance dans la justice danoise. Nous suivons de près la procédure judiciaire qui est en cours. Mais sur le volet d'une possible ou d'une potentielle demande d'asile, je vous renvoie aux propos du Ministre ce matin sur France Inter./.

72 / 942 – Point de presse du 10/10/2024

Référence EPJ01483904

Texte Q – Il y a eu un communiqué du Premier ministre libanais qui évoque, de nouveau, des contacts diplomatiques intenses et qui évoque la possibilité d'une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité de l'ONU pour discuter – je cite – "d'un nouveau cessez-le-feu et de plus de pression pour faire cesser l'agression israélienne sur le Liban". Je voulais savoir si vous aviez des éléments sur cette réunion extraordinaire ? Il insiste sur le fait qu'il y a des efforts français et américains. Je voulais savoir ce qu'il en était de la proposition franco-américaine, qui a reçu un assez large soutien : est-elle toujours sur la table ? Avez-vous eu de nouveaux échanges avec les différentes parties – israéliennes et libanaises – sur ce sujet ? R – Comme vous le savez, la France est très active et le ministre Jean-Noël Barrot est très engagé sur l'ensemble de la question, et tout particulièrement sur le volet diplomatique. Toutes les possibilités sont envisagées pour permettre d'aboutir à une solution, dans différentes enceintes. Et bien évidemment, le Conseil de sécurité des Nations unies est l'une de ces enceintes. Face à l'escalade que l'on constate dans la région, le Président de la République a réaffirmé l'engagement de la France pour la paix et la sécurité pour tous. Les déplacements du Ministre, au Liban puis au Proche-Orient montrent l'implication totale de Paris. La France est prête, avec ses partenaires, à oeuvrer collectivement pour une désescalade. Donc toute initiative sera bien évidemment, dans ce cadre, bienvenue. Sur la deuxième question, s'agissant de l'appel au cessez-le-feu qui avait fait l'objet d'une déclaration franco-américaine, c'est une proposition qui est toujours sur la table. Le Ministre l'a redit au cours de son déplacement, la cessation des hostilités reste l'objectif de premier rang, à atteindre dans les plus brefs délais. Q – À l'heure où la diplomatie française s'active dans tous les sens, comme vous l'avez bien dit, le nombre de victimes parmi les civils à Gaza et au Liban augmente. On a l'impression qu'ils sont ciblés par l'armée israélienne partout où ils se trouvent – chez eux, dans les écoles, dans des hôpitaux. Quelle est la réaction de la France sur ce point précis des civils ciblés par l'armée israélienne ? Il n'y a pas que les civils. Même les forces de la FINUL au sud du Liban ont été visées trois fois en l'espace de 24h, d'après un porte-parole de la FINUL. R – Un an après le début des opérations militaires israéliennes à Gaza, le bilan des victimes gazaouies est considérable, de nombreux civils, dont de très nombreux enfants. Ce nombre est intolérable et ne peut être justifié. La France, dans ce cadre, s'associe à la douleur et au deuil du peuple palestinien, en présentant ses condoléances aux proches et aux familles. Et surtout, la



France rappelle avec insistance l'impératif du respect du droit international humanitaire qui s'impose à tous, y compris à Israël. La France a toujours condamné fermement les frappes israéliennes à Gaza, qui ont visé les populations civiles, mais qui ont aussi visé des infrastructures essentielles comme les écoles, les hôpitaux, les orphelinats, les camps de réfugiés ou encore les zones humanitaires. Le recours à la force ne fait que repousser le règlement diplomatique de ce conflit, règlement diplomatique qui est pourtant nécessaire pour assurer la paix et la sécurité de tous dans la région. Et comme j'ai eu l'occasion de le répéter plusieurs fois, la solution diplomatique doit être fondée sur un cessez-le-feu immédiat et permanent, qui doit conduire à la mise en oeuvre de la solution à deux Etats. S'agissant de la FINUL, le Président de la République, il y a quelques jours, a demandé à Israël de mettre fin au plus vite à ses opérations militaires, a souhaité notamment que la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban soient rétablies – encore une fois, dans le respect de la résolution 1701 du Conseil de sécurité. Il a aussi réaffirmé l'engagement de la France aux côtés de la FINUL, qui est un élément absolument essentiel du dispositif au Sud-Liban.

Q – On n'a pas trouvé les noms des pays participants à la conférence du 24 [octobre] à Paris. Est-il trop tôt pour les citer ou pour en parler ? Ou attendez-vous les réponses aux invitations adressées par la France ?

R – Cette conférence qui sera convoquée le 24 octobre à Paris a été décidée par le Président de la République il y a quelques jours, donc nous sommes encore dans la phase d'organisation. Sur le détail précis des pays, je reviendrai vers vous, puisque nous n'avons pas encore la liste, des pays participants. Mais juste pour donner quelques éléments, ont été invités bien évidemment, les Etats membres de l'Union européenne, les Etats du G20, les partenaires régionaux, ainsi que les grandes organisations internationales du type des Nations unies et des organisations de la société civile. Je vous parle du G20 : nous avons quand même exclu la Russie. Ce sont les contours globalement des pays qui seront ou qui sont en passe d'être invités à cette conférence. Nous reviendrons plus en détail sur la participation des uns et des autres quelques jours avant la conférence, quand nous aurons des confirmations des présents.

Q – Si la France ne livre pas ou plus d'armement en Israël, comme l'a récemment déclaré le Président Macron, pourquoi la France refuse de suspendre les licences autorisant la livraison pour du matériel de conduite de tir, alors que 75 licences d'exportation ont été accordées vers Israël en 2023, notamment pour du matériel de conduite de tir ou du matériel pour des missiles, comme le rapporte la journaliste de Disclose, Ariane Lavrilleux ?

R – La ligne de la France est connue sur ce sujet-là. On ne livre pas d'armes offensives utilisées contre les populations. Le Ministre l'a notamment rappelé à ses interlocuteurs lors de son déplacement dans la région. Nous n'autorisons pas plus d'exportations de munitions ou d'armes. Les livraisons que nous opérons sont limitées à des composants pour des matériels militaires, ce qui s'explique essentiellement par l'importance de l'industrie de défense israélienne qui intègre ces composants dans des équipements qui sont ensuite réexportés, et par la prise en compte de besoins strictement défensifs d'Israël, comme le dôme de fer par exemple. Historiquement, et j'ai eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises, la France est un partenaire marginal d'Israël en termes d'exportation de matériel militaire.

Q – Est-ce que vous pouvez revenir sur votre propos liminaire concernant le Liban ? Vous avez dit – je n'ai pas bien compris – "le Liban ne peut pas être

Gaza de nouveau." Et vous avez dit une phrase que je n'ai pas retenu, je m'en excuse... R – Non non, je vous en prie. Q – Et deuxième question, si vous permettez. Aujourd'hui, il n'y a pas que des civils qui sont attaqués, qui sont victimes : nous, notre chaîne [Al Jazeera] a payé très cher. Hier, il y a eu deux tentatives d'assassinats. Nos collègues sont dans une situation gravissime. Jusqu'à quand l'impunité continue, alors que la France est un pays qui a toujours demandé à ce que les autres pays respectent la liberté d'expression, le travail des journalistes, surtout dans cette zone ? R – Alors sur votre première question, ce que je vous ai dit, c'est : "le Liban ne doit pas et ne peut pas devenir un nouveau Gaza. Les civils ne peuvent pas être pris pour cibles. Les attaques doivent cesser. Les menaces doivent cesser." Sur les journalistes, c'est un point sur lequel nous portons une attention extrêmement particulière. J'avais fait, je me souviens, lors de la Journée de la Liberté de la presse, une déclaration pour rappeler justement que les conflits dans le monde et en particulier au Proche-Orient avaient fait de nombreuses victimes parmi les journalistes. Nous condamnons les attaques contre les journalistes. Nous rappelons aussi régulièrement, à l'ensemble des parties concernées, l'obligation de permettre aux journalistes d'exercer leur profession librement et en toute sécurité, alors que ce travail s'avère de plus en plus nécessaire, et tout particulièrement s'agissant des théâtres d'opération au Proche-Orient. La France réaffirme enfin son engagement constant et déterminé en faveur de la liberté de la presse et de la protection des journalistes. C'est un point sur lequel nous avons une attention extrêmement soutenue, et nous avons eu l'occasion de faire différentes déclarations sur la situation des journalistes et sur les conditions de travail des journalistes, tout particulièrement sur les théâtres d'opération au Proche-Orient. Q – Juste une petite précision : est-ce que l'Iran sera invité ou a été invité pour la conférence sur le Liban ? Et sur la FINUL, est-ce que vous avez des éléments sur les tirs éventuels de l'armée israélienne sur la FINUL, est-ce que vous avez quoi que ce soit ? Est-ce que les forces françaises ont été visées ou... des éléments ? R – Sur votre première question, je ne suis pas sûr de bien avoir entendu, mais la question c'est de savoir si l'Iran est invité à la conférence du 24 ? Non, l'Iran n'est pas invité à la conférence du 24. Q – Pourquoi ? R – Il en a été décidé ainsi. Ils ne sont pas invités. Sur la FINUL, c'est un point de vigilance extrêmement important. La FINUL est un élément clé du dispositif de désescalade au Sud-Liban. C'est une force des Nations unies qui a été mise en place pour maintenir le calme sur la ligne bleue et d'éviter la désescalade. La France a toujours soutenu la FINUL de manière extrêmement forte. Nous nous sommes félicités du renouvellement à l'identique du mandat de la FINUL de 12 mois, il y a peu, parce que nous considérons qu'elle fait un travail absolument remarquable alors qu'elle est sous le feu de l'action. Je ne sais pas si... Q – Vous n'avez pas d'éléments précis sur ce qui s'est passé... ? R – Non. Q – Est-ce que vous condamnez s'il était confirmé que l'armée israélienne a tiré sur la FINUL ? R – Si cela devait être avéré, je pense que oui. Encore une fois, il y a une condamnation des frappes israéliennes d'une manière générale, mais si ça devait – parce que je n'ai pas cette information-là – viser des éléments de la FINUL, oui sans aucun doute. Q – Juste pour éclaircir : en fait, on a des informations dans ce sens. La FINUL accuse l'armée israélienne d'avoir visé son QG dans le sud du Liban. C'est tombé il y a dix minutes. Avec deux casques bleus blessés. R – Merci de l'information. Q – Si c'est possible de

faire un suivi sur ma question précédente. En fait, c'est par rapport au contrôle de l'usage fait par Israël des composants exportés par la France vers Israël. Et vous m'avez déjà évoqué dans le passé un comité ou une commission interministérielle, si je ne m'abuse. Mais je voudrais savoir. C'est-à-dire qu'on a des témoignages de différentes entreprises françaises qui exportent vers Israël et qui disent : "on n'a aucun moyen de vérifier ce qu'Israël en fait." R – Les processus d'exportation des matériels de défense, des armements et de tout ce qui participe à l'équipement de défense d'un pays fait l'objet d'une vigilance extrêmement forte et absolument exemplaire de notre part. Il y a un contrôle extrêmement minutieux qui est réalisé sur chaque demande d'exportation, que ce soit des demandes de matériel complet ou que ce soit des demandes d'exportation d'éléments qui pourraient participer à la fabrication de matériel de défense. Chaque demande d'exportation requiert un examen interministériel extrêmement précis dans lequel le ministère de l'Europe et des affaires étrangères est impliqué – mais il n'est pas le seul. Et les procédures actuelles en matière d'exportation de matériel de défense garantissent leur caractère irréprochable. Q – Suite à la sortie du Président de la République sur les livraisons d'armes à Israël, comment qualifieriez-vous les relations entre la France et Israël ? Sont-elles mauvaises aujourd'hui ? Et une seconde question : pourquoi exclure l'Iran de la conférence sur le Liban alors qu'il semble être un acteur majeur du conflit ? R – Sur votre première question, sur les livraisons d'armes et sur les relations franco-israéliennes d'une manière plus générale, Israël reste un pays ami de la France, ce qui signifie qu'il y a des échanges constants et nourris. Des échanges qui peuvent être difficiles, compte tenu de la situation. Il y a eu, comme vous avez dû lire dans un communiqué de l'Elysée, un appel entre le Premier ministre Israélien Benyamin Netanyahu et le Président de la République, au cours duquel le Président a pu réexprimer la solidarité du peuple français au peuple israélien, à l'occasion de la commémoration des attaques du 7 octobre. Mais ça a été aussi l'occasion de rappeler différents points de position de la France, notamment s'agissant de Gaza et s'agissant du Liban. Donc c'est une relation diplomatique qui est vivante. C'est une relation diplomatique qui est active. Et comme toute relation diplomatique de cet ordre, elle a parfois des moments plus difficiles. Et sur la deuxième question, sur l'invitation de l'Iran à la conférence du 24, il a été décidé que l'Iran ne serait pas invité. Q – Justement, Monsieur le porte-parole, est ce qu'on peut imaginer des contacts entre la France et Téhéran d'une part, et entre la France et le Hezbollah au Liban, conformément à la célèbre phrase du Président Macron : "la France parle à tout le monde" ? Est-ce qu'on peut imaginer des contacts avant la conférence du 24 ? R – La France, comme le disait le Président de la République, parle à tout le monde. La France est un Etat et elle parle à d'autres Etats. Ce qui veut dire qu'il y a un contact avec l'Iran. Nous avons des ambassades qui sont toujours actives : une ambassade de France à Téhéran et une ambassade d'Iran à Paris qui est toujours active. Il existe des contacts à ce niveau-là. Il existe des contacts à haut niveau. Il y a eu des contacts en marge de l'AGNU du Président de la République avec le nouveau président iranien M. Pezeshkian. Il y a des contacts au niveau du Ministre. Donc les contacts existent avec l'Iran. S'agissant du Hezbollah, qui n'est pas une autorité étatique, dans le cadre du Liban, nous avons des contacts avec les autorités libanaises. Q – Sur les contacts de l'ambassade avec le Hezbollah... ? R – Ça, je ne peux pas vous

répondre sur les contacts de l'ambassade. Q – Est-ce qu'à la suite du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, qui a menacé le peuple libanais de destruction comme à Gaza, vous êtes inquiet pour les soldats français qui sont dans la région ? R – C'est une phrase qui a été prononcée par le Premier ministre israélien qui a fait réagir le ministre de l'Europe et des affaires étrangères qui, je vous rappelle, a parlé de provocation. Evidemment, si cette provocation était suivie d'effets, cela entraînerait le Liban, qui est un pays ami de la France et qui est un pays fragile, dans le chaos. Et cela poserait pour Israël des problèmes de sécurité plus importants encore que ceux qui prévalent aujourd'hui, et ceux qui prévalaient même avant les opérations militaires au Liban. Vraiment, nous suivons la situation d'heure en heure. Nous avons mis en place des moyens, et tout particulièrement pour les communautés françaises qui sont sur place et les ressortissants français qui sont sur place. Y compris pour les contingents militaires qui sont engagés dans le cadre de la FINUL. Bien évidemment, nous avons une attention toute particulière pour ceux de nos compatriotes qui sont engagés sous le drapeau des Nations unies. Q – Je change de région, excusez-moi, mais sur le sommet de Ramstein qui a été annulé ou reporté en tout cas, est ce qu'on a une idée de : à quel moment il pourrait être à nouveau organisé ? S'il aura lieu ou pas ? R – Non, malheureusement non, je n'ai pas d'éléments sur une éventuelle nouvelle date./.

73 / 942 – Point de presse du 16/09/2024

Référence EPJ01479403

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté la frappe russe ayant visé un cargo transportant des céréales ukrainiennes en mer Noire à destination de l'Egypte le 11 septembre. Après avoir déjà mené des frappes répétées contre les infrastructures portuaires ukrainiennes permettant l'exportation de céréales, la Russie continue de mettre en péril la sécurité alimentaire de millions de personnes. La France rappelle que la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine a provoqué une aggravation majeure de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition mondiales. Ce chantage à la sécurité alimentaire pèse depuis maintenant plus de deux ans et demi sur les populations vulnérables du monde entier. La conférence organisée par l'Ukraine le 4 septembre dans le cadre de sa Formule de paix a, à ce titre, permis de rappeler les conséquences de l'agression russe sur la sécurité alimentaire. La France ne cessera de réaffirmer son engagement pour la sécurité alimentaire mondiale. Depuis 2022, la France a apporté son soutien financier au Programme alimentaire mondial dans le cadre de l'initiative "Grain From Ukraine" pour permettre la livraison de blé et de produits agricoles ukrainiens à plus de 6,62 millions de personnes en Somalie, au Yémen, au Soudan et en Palestine./.

74 / 942 – Point de presse du 13/09/2024

Référence EPJ01478802

Texte Alors qu'un gouverneur vient d'être réélu en Crimée illégalement occupée, la France condamne fermement l'organisation par la Russie d'élections en territoire ukrainien dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol. Ces prétendues élections sont dénuées de toute légitimité et se tiennent dans des territoires que la Russie occupe illégalement depuis dix ans.

La France dénonce la tenue de ces élections factices et n'en reconnaîtra pas les "résultats". Elle appelle par ailleurs la Russie à cesser immédiatement sa guerre d'agression, à renoncer à son entreprise impérialiste et à retirer ses troupes de la totalité du territoire de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues./.

75 / 942 – Point de presse du 04/09/2024

Référence EPJ01477001

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté la frappe de missile russe ayant causé le 3 septembre l'un des plus lourds bilans humains depuis le début de l'agression russe en Ukraine, dans la ville de Poltava. La France exprime ses condoléances aux familles des nombreuses victimes et assure les autorités ukrainiennes de sa pleine solidarité face à la poursuite de l'agression russe. Cette frappe fait suite à des salves massives et répétées ayant ciblé le territoire ukrainien les 26, 27 août et le 2 septembre, qui ont notamment visé des infrastructures énergétiques dans l'ensemble du pays. La poursuite par la Russie de sa stratégie de destruction des infrastructures énergétiques à l'approche de l'hiver est inacceptable. Comme l'a rappelé le président de la République au président Zelensky lors de leurs derniers entretiens, la France continuera de soutenir l'Ukraine aussi longtemps et intensément que nécessaire pour faire échec à la guerre d'agression russe en Ukraine./.

76 / 942 – Point de presse du 02/09/2024

Référence EPJ01476702

Texte Q – Concernant la visite de Vladimir Poutine en Mongolie cette semaine, quelle est l'attitude de la France, Etat-membre de la Cour Pénale Internationale, sur le fait que cette visite puisse se faire sans arrestation ? Est-ce que la doctrine de l'immunité des chefs d'Etat en exercice s'applique ? Est-ce qu'il vaut mieux que le président russe voyage dans la mesure où cela peut favoriser la négociation de la fin de la guerre russe menée contre l'Ukraine ? R – Chaque Etat partie au Statut de Rome a l'obligation de coopérer avec la Cour pénale internationale et d'exécuter les mandats d'arrêt émis par celle-ci, en application des dispositions pertinentes du Statut de Rome. Fidèle à son engagement de longue date pour lutter contre l'impunité, la France continuera d'apporter son appui à l'indispensable travail de la justice internationale pour assurer que les responsables de tous les crimes commis par la Russie en Ukraine rendent des comptes. Elle apporte son plein soutien à la CPI, ainsi qu'aux juridictions ukrainiennes qui concourent à cet objectif./.

77 / 942 – Point de presse du 07/08/2024

Référence EPJ01472401

Texte Seize ans après l'agression russe de la Géorgie, la France réaffirme son plein attachement à la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie dans ses frontières internationalement reconnues. La France souligne que la reconnaissance unilatérale des autorités autoproclamées des régions séparatistes occupées d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, la militarisation de ces régions, ainsi que les obstacles mis aux relations entre ces régions et le reste de la Géorgie constituent des atteintes inacceptables au droit international. La

France appelle la Russie à mettre pleinement en oeuvre les engagements qu'elle a souscrits les 12 août et 8 septembre 2008. La France réaffirme également son soutien à la plateforme des "Discussions internationales de Genève (DIG)" co-présidée par l'Union européenne, l'OSCE et les Nations unies. C'est ce cadre de discussion seul qui permettra aux parties d'oeuvrer en faveur d'une solution commune. Avec ses partenaires européens, la France continuera d'appuyer le travail de la mission européenne d'observation en Géorgie (EUMM) et du représentant spécial de l'Union européenne pour le Sud-Caucase et la crise en Géorgie et de soutenir la voie européenne et la souveraineté de la Géorgie./.

78 / 942 – Point de presse du 02/08/2024

Référence EPJ01471301

Texte La France s'associe à l'émotion des familles et des gouvernements alliés suite à la libération de plusieurs prisonniers politiques détenus en Russie, dont Vladimir Kara-Mourza, Ilya Iachine, Oleg Orlov, Alexandra Skotchlenko, Evan Gershkovich, Paul Whelan, Alsu Kurmasheva, Rico Krieger, Patrick Schöbel et Kevin Lik. Elle exprime son soulagement, notamment au regard des conditions de détention auxquelles ils étaient soumis et des risques qu'elles faisaient peser sur leur santé. Elle rend hommage au courage des femmes et des hommes qui, en Russie comme ailleurs, défendent la liberté de parole et d'opinion en dépit des risques encourus. La France exprime à nouveau son indignation à la suite du décès d'Alexeï Navalny en prison le 16 février 2024, pour lequel les autorités russes doivent rendre des comptes. Nos pensées vont vers les personnes qui demeurent arbitrairement détenues en Russie, notamment notre compatriote Laurent Vinatier. La France appelle à leur libération immédiate./.

79 / 942 – Point de presse du 12/07/2024

Référence EPJ01467201

Texte C'est avec une profonde indignation que la France a appris la confirmation de la peine du défenseur russe des droits de l'Homme Oleg Orlov de deux ans et demi de prison, à l'issue d'un procès au cours duquel les droits de la défense ont été systématiquement bafoués. Cette décision est d'autant plus préoccupante que l'état de santé de M. Orlov est fragile et qu'il a subi de mauvais traitements depuis son procès en première instance. La France condamne ce nouvel exemple de la dérive autoritaire de la Russie et appelle les autorités russes à libérer tous les prisonniers politiques immédiatement et inconditionnellement./.

80 / 942 – Point de presse du 11/07/2024

Référence EPJ01466901

Texte La France dénonce la condamnation in absentia de Ioulia Navalnaïa et le mandat d'arrêt émis contre elle par les autorités russes, qui constituent une étape supplémentaire dans la dérive autoritaire du régime russe. Cette décision est cynique et révoltante, alors que les autorités russes sont responsables du décès injustifiable d'Alexeï Navalny en prison le 16 février 2024. Celle-ci démontre la détermination du régime russe à entraver la reprise

par Ioulia Navalnaïa du combat d'Alexeï Navalny contre la corruption et en faveur de la liberté d'expression. La France salue le courage et la détermination de Mme Navalnaïa et se tient aux côtés des défenseurs des droits de l'Homme en Russie./.

81 / 942 – Point de presse du 09/07/2024

Référence EPJ01466201

Texte La France dénonce avec la plus grande vigueur la dérive répressive du régime russe qui s'illustre à nouveau à travers les condamnations à 6 ans de colonie pénitentiaire de la metteuse en scène Evguenia Berkovitch et de la dramaturge Svetlana Petriïtchouk pour de soi-disant charges d'"apologie du terrorisme". La France salue le courage des voix libres qui se sont exprimées en soutien des artistes et se tient aux côtés de tous ceux qui poursuivent en Russie leur combat pour leurs droits et libertés, au péril de leur liberté et parfois de leur vie. Elle rappelle à la Russie ses obligations en matière de droit international et de respect des droits et libertés fondamentaux et lui enjoint de libérer immédiatement et inconditionnellement tous les prisonniers politiques./.

82 / 942 – Point de presse du 08/07/2024

Référence EPJ01465801

Texte La France condamne fermement les frappes massives de missiles russes qui ont visé ce matin de nombreux objectifs civils en Ukraine, dont l'hôpital pour enfants Okhmatdyt, et qui ont fait plus d'une vingtaine de victimes et une quarantaine de blessés à ce stade. Ces actes barbares visant directement et volontairement un hôpital pour enfants sont à ajouter à la liste des crimes de guerre dont la Russie devra rendre compte. Elle vient tragiquement nous rappeler les raisons pour lesquelles notre soutien à l'Ukraine doit se poursuivre et s'amplifier. Comme l'ont rappelé les dirigeants européens lors du Conseil européen du 27 juin, la Russie ne peut ni ne doit gagner cette guerre.

83 / 942 – Point de presse du 30/05/2024

Référence EPJ01459603

Texte Q – Quelques petites questions. D'abord, vous avez évoqué cette rencontre avec le ministre libanais : est-ce qu'il y a un changement ? Est-ce que, depuis la visite du ministre israélien, vous avez reçu des réponses du côté israélien ? On sait quelle a été la réaction du ministre libanais à cette rencontre ? La deuxième question concerne des publications aujourd'hui par Israël sur des groupes criminels en Europe qui agissent pour le compte de l'Iran contre des cibles israéliennes et juives, et tout ça, quelques mois ou quelques semaines avant les Jeux olympiques. Est-ce que cela concerne aussi la France ? Est-ce qu'il y avait des cas ? Est-ce que vous avez constaté ça ? Est-ce qu'il y a des conséquences pour les préparatifs des Jeux olympiques ? Et dernière question, est-ce qu'il y avait des représentants français qui ont participé vendredi passé à cette rencontre entre le chef de la CIA, William Burns, le chef du Mossad et le Premier ministre qatarien ? R – S'agissant de votre première question, sur la rencontre du Ministre avec son homologue libanais, qui a eu lieu hier. Le Ministre a eu l'occasion de rappeler l'engagement constant de la France en soutien à la souveraineté et à la stabilité du Liban. Il a rappelé aussi

les efforts menés par la France pour contribuer à une désescalade, notamment par le biais de consultations de toutes les parties en faveur d'une solution diplomatique. Les ministres ont notamment évoqué le déplacement de Jean-Yves Le Drian, qui était au Liban, du 28 au 30 mai derniers, avec, sur le terrain intérieur libanais, l'urgence à trouver une issue à la crise institutionnelle, à élire un Président de la République et à former un gouvernement capable de répondre aux attentes et aux besoins des Libanais. Sur la question des propositions qui avaient été faites à Israël et au Liban sur une désescalade à la frontière – propositions portées par le Ministre lors d'un déplacement précédent dans la zone – nous avons eu un retour des Libanais, et je ne crois pas que nous ayons eu de retour israélien à ce stade. Sur la question des groupes iraniens. Nous sommes pleinement mobilisés pour assurer la sécurité non seulement des sites olympiques mais aussi de l'ensemble du territoire national durant les JOP. Je n'ai pas d'éléments particuliers sur ce que vous mentionnez, cette publication par Israël de groupes qui agiraient en Europe. Sur votre troisième question, et c'est une question qui a trait à des négociations qui sont en cours, je n'ai pas de commentaire à faire. Q – Comme vous le savez, le bilan des victimes parmi les civils à Rafah s'alourdit de jour en jour. Au-delà des appels de la France aux autorités israéliennes pour qu'elles arrêtent ce que vous appelez "les opérations" menées à Rafah, quels sont les leviers diplomatiques de la France aujourd'hui pour arrêter ce que certains partis politiques en France appellent "un massacre abominable" ? J'emploie la même expression employée par Jean-Luc Mélenchon, hier. R – Nous avons condamné à nouveau la poursuite des opérations militaires de l'armée israélienne à Rafah. Nous avons appelé les autorités israéliennes à cesser cette opération militaire. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le souligner à plusieurs reprises, cette opération menace de provoquer une situation encore plus catastrophique que ce qu'elle n'est aujourd'hui pour les populations civiles de Gaza. Nous avons relancé un appel à rouvrir immédiatement les points de passage afin que l'aide humanitaire puisse entrer dans la bande de Gaza et puisse apporter l'aide nécessaire aux populations civiles. Nous appelons à nouveau à tout mettre en oeuvre pour assurer la protection des civils et garantir l'accès de l'aide humanitaire. C'est un appel qui a été adressé aux autorités israéliennes. Israël doit se conformer au droit international humanitaire, s'agissant de ces frappes qui visent les populations et les infrastructures civiles à Gaza. Au-delà de ces condamnations – puisque c'est le fond de votre question –, face à la gravité de la situation, il y a eu des réunions d'urgence qui ont été convoquées au Conseil de sécurité en début de semaine. Nous sommes favorables à ce que le Conseil de sécurité adopte une résolution pour répondre à cette urgence humanitaire, mais aussi pour avancer vers un cessez-le-feu et donner une perspective claire pour cesser effectivement ces opérations. Nous avons, dans ce contexte, soutenu la demande algérienne d'une réunion d'urgence et soutenu la résolution, toujours en cours de discussion. Q – S'agissant des résolutions, est-ce que vous pouvez nous dire où en est la résolution française, que la France souhaite donc porter également devant les Nations unies ? R – La France porte toujours ce projet de résolution puisque, au-delà de la situation d'urgence humanitaire que nous connaissons, il est plus que jamais nécessaire d'avancer sur la question d'une solution politique. La France a toujours soutenu et voté les résolutions qui allaient dans le sens d'un cessez-le-feu ou d'une trêve



humanitaire. Le représentant permanent auprès des Nations unies a rappelé nos positions, mardi soir, et elles sont connues depuis le début : un cessez-le-feu immédiat, une libération inconditionnelle des otages, l'arrêt de l'offensive israélienne, telle que demandée par la Cour internationale de justice, l'entrée massive de l'aide humanitaire ; mais aussi une solution politique qui doit permettre aux Palestiniens de gouverner la bande de Gaza. La proposition française est toujours là, et je pense que nous aurons l'occasion d'en reparler ultérieurement. Les efforts de la France en faveur d'une solution politique continuent. La France est toujours présente et active pour poser les bases d'une solution politique pour l'avenir. Q – Sait-on si la question israélienne ou de la guerre à Gaza a été abordée en Allemagne durant la visite d'Etat, et si oui, qu'est-ce qui s'est dit ? R – Beaucoup de sujets ont été abordés durant la visite d'Etat, notamment les sujets internationaux. Je vous renvoie à la conférence de presse qui a été donnée mardi soir par le Président de la République et par le Chancelier Scholz. Il y a une déclaration conjointe qui a été publiée à l'issue du Conseil franco-allemand de défense et de sécurité, le 28 mai. Q – En ce qui concerne cette réunion à Prague, donc réunion informelle de l'OTAN, vous avez dit qu'il faut prioriser nos efforts et se consacrer au cœur de nos activités ou actions ; est-ce que vous pourriez être plus précis ? Qu'est-ce que ça veut dire ? Est-ce qu'il y a un éparpillement parmi des membres ? Qu'est-ce qui se passe ? Pourquoi vous insistez sur ce fait-là ? R – Effectivement, la réunion qui se tient à Prague, aujourd'hui et demain, est une réunion qui prépare en fait le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN qui aura lieu du 9 au 11 juillet prochains. L'idée, telle que je l'ai indiquée, c'est de marquer la cohérence et la cohésion des Etats membres de l'OTAN dans leurs efforts destinés à assurer notre défense collective et à assurer la sécurité de la zone euro-atlantique. Au-delà des questions très immédiates du soutien à l'Ukraine et du traitement de la menace russe, qui sont effectivement des sujets qui sont très importants sur l'agenda de l'OTAN, il y a d'autres questions qui vont être évoquées, notamment la question du partage du fardeau de la sécurité européenne, qui reste quand même une question clé. La position de la France, c'est que les Européens doivent s'impliquer davantage en prenant leurs responsabilités, leur part, et ainsi renforcer le pilier européen de l'OTAN. L'Union européenne, dans ce cadre, joue un rôle majeur pour fédérer et orienter ces efforts, surtout dans une perspective d'ancrage de notre soutien à l'Ukraine et aussi pour renforcer la base industrielle et technologique de la défense européenne. C'était l'idée de ce que je vous disais, et c'est ce que portera le Ministre, lors de la réunion : il plaidera pour l'ensemble de ces dimensions, à savoir cette dimension très visible et très immédiate de conflit en Ukraine, d'agression russe en Ukraine, mais aussi les autres segments qui seront abordés, notamment la sécurité euro-atlantique, lors du sommet de l'OTAN, et donc en amont lors de cette réunion qui se tient à Prague, aujourd'hui et demain. Q – La famille des otages français en Iran, par exemple la soeur de Cécile Kohler, ils sont allés devant le bureau des Nations unies ; est-ce que ça veut dire qu'ils ont désespéré des démarches nécessaires ? Où vraiment, on est dans un échec total, ou il y a encore des négociations ? R – Sur la question des otages d'Etat en Iran, la France continue d'avoir une politique claire et sans faiblesse à l'égard de l'Iran, avec une demande très ferme que nos quatre ressortissants, détenus de manière arbitraire, soient libérés. Nous les considérons comme des otages

d'Etat, et leur libération est une priorité de la France. Nos autorités, ainsi que le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, sont pleinement mobilisées pour obtenir la libération de tous les Français restant détenus en Iran. Nous sommes aux côtés de leurs familles et nous continuons de les accompagner et de les soutenir. Q – J'ai une question concernant le sommet pour la paix, prévu en Suisse, mi-juin. Le Président Zelensky ne souhaite pas la présence de la Russie. Il estime que cela risque de bloquer toute forme de discussions. Je voudrais savoir quelle est la position de la France à ce sujet ? Est-ce que la France est favorable ou non à la présence russe et est-ce qu'on peut avoir des éléments sur le niveau de participation de la France à ce sommet ? R – Effectivement, il y aura un sommet qui se tiendra mi-juin en Suisse, un sommet pour le soutien à l'Ukraine. Nous avons toujours dit que pour nous, c'était une excellente initiative. Tout ce qui peut participer à l'amélioration de la situation ukrainienne et au soutien de l'Ukraine dans sa défense contre la Russie constitue des éléments bienvenus. S'agissant de la conférence elle-même, l'organisation de cette conférence, c'est la Suisse et l'Ukraine qui la portent. Donc sur la question de la présence russe, je n'ai pas réellement de commentaires à vous faire puisque c'est encore une fois davantage une question pour les puissances organisatrices, et donc une question pour la Suisse et l'Ukraine qui sont les organisateurs de cette conférence. Sur la participation française, il y en aura effectivement une. Plus précisément sur le niveau, je pense que j'aurai l'occasion de revenir vers vous. Pour le moment, je peux juste vous confirmer qu'il y aura une présence française mais je vous préciserai ultérieurement l'autorité qui aura vocation à y aller./.

84 / 942 – Point de presse du 28/05/2024

Référence EPJ01458903

Texte Q – Vendredi la Cour internationale de justice (CIJ) ordonnait à Israël d'arrêter "immédiatement" son offensive militaire à Rafah. Elle exigeait également l'arrêt de "toute autre action menée dans le gouvernorat de Rafah qui serait susceptible d'infliger au groupe des Palestiniens de Gaza des conditions d'existence capables d'entraîner sa destruction physique ou partielle". La cour a aussi ordonné à Israël de maintenir ouvert le passage de Rafah pour permettre un accès "sans restriction" à l'aide humanitaire. Dans la nuit de dimanche à lundi (nuit du 26 au 27 mai 2024), de nouveaux bombardements ont fait au moins une trentaine de morts dans un camp de tentes à Rafah, dans une zone désignée par les Israéliens eux-mêmes comme sécurisée. Ma question est simple : au-delà des déclarations et des condamnations, que fait la France (mais également ses partenaires de l'Union européenne) pour faire appliquer concrètement les ordres de la CIJ, la plus haute juridiction de l'ONU ? Des sanctions immédiates, politiques et économiques, sont-elles envisagées contre Israël pour que ce pays respecte le droit international, comme la France a su le faire contre la Russie ? La France penche-t-elle en faveur d'une suspension des accords de coopération de l'UE avec Israël ? R – Nous vous renvoyons à l'expression du Président de la République hier sur X./.

85 / 942 – Point de presse du 23/05/2024

Référence EPJ01458401

Texte

– Stéphane Séjourné Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères s'est de nouveau réuni dans le format du Triangle de Weimar, hier, en Allemagne, avec ses homologues polonais et allemand. Vous vous souvenez que les mêmes ministres s'étaient retrouvés dans ce format à la Celle–Saint–Cloud, le 12 février 2024, réaffirmant leur détermination à donner un nouvel élan à la coopération trilatérale entre nos pays. Cette nouvelle rencontre a donné lieu notamment à la publication d'une déclaration pour une Europe forte et géopolitique, à laquelle je vous renvoie. Le 28 mai, le Ministre se rendra à Bruxelles pour un Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne. Il sera ensuite, le 29 mai, en Allemagne, pour le Conseil franco–allemand de défense et de sécurité, puis pour le Conseil des ministres franco–allemand, à Meseberg, dans le cadre de la visite officielle du Président de la République. – Franck Riester Le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité, de la Francophonie et des Français de l'étranger s'est rendu en Lettonie, le 21 mai, pour densifier nos relations avec ce pays qui est membre de l'Union européenne depuis vingt ans cette année. La Lettonie est par ailleurs un pays frontalier de la Russie qui exprime aujourd'hui plus que jamais sa volonté de renforcer ses liens avec ses alliés européens. Ce déplacement a été l'occasion de mettre en avant des projets ambitieux comme le chemin de fer à grande vitesse Rail Baltica, ce projet qui présente de nombreuses opportunités commerciales pour plusieurs entreprises françaises. Ce jeudi 23 mai, M. Franck Riester est à N'Djamena, au Tchad, pour représenter la France et le Président de la République à la cérémonie d'investiture du président, M. Mahamat Idriss Déby. La France continue de soutenir le Tchad dans sa transition politique, pour que se poursuive le dialogue déjà entamé sur la modernisation du pays. Le ministre délégué rencontrera à cette occasion plusieurs acteurs économiques français du pays, ainsi que les ressortissants français résidant au Tchad. – Jean–Noël Barrot Le ministre délégué chargé de l'Europe était présent, le 21 mai, au Conseil des Affaires générales à Bruxelles pour préparer le Conseil européen qui se tiendra les 27 et 28 juin prochains. Il a notamment échangé avec ses homologues à propos de la lutte contre les influences étrangères, dans le cadre notamment des élections européennes. Sur ce même enjeu, le mercredi 22 mai, le ministre délégué était au Sénat, pour l'examen de la proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France. Le ministre délégué chargé de l'Europe accompagnera ensuite le président de la République pour la visite d'Etat en Allemagne. Il participera, lui aussi, au Conseil des ministres franco–allemand qui se tiendra le 29 mai. – Chrysoula Zacharopoulou La secrétaire d'Etat chargée du Développement et des Partenariats internationaux était à Séoul, le 22 mai, pour participer au Sommet sur l'Intelligence Artificielle (IA). Nous avons, comme vous le savez, une double responsabilité face à l'Intelligence artificielle : celle de partager les bénéfices de cette révolution technologique, mais aussi celle de nous protéger face à tous les risques qu'elle peut engendrer. La France prolongera cette dynamique enclenchée par le Royaume–Uni et la Corée du Sud, en accueillant à notre tour un Sommet sur l'Intelligence artificielle, au mois de février 2025, avec une ambition claire : faire émerger un cadre de gouvernance inclusif de l'Intelligence artificielle. La semaine prochaine, la secrétaire d'Etat participera à la quatrième Conférence des Nations unies sur les petits Etats insulaires en développement, qui se tiendra du 27 au 30 mai 2024 à Antigua–et–Barbuda. Ce sera notamment

l'occasion de mettre l'action des Etats membres de la communauté du "Pacte de Paris pour les Peuples et la Planète" (4P) en soutien à ces Etats particulièrement vulnérables aux conséquences des dérèglements climatiques.

86 / 942 – Point de presse du 16/05/2024

Référence EPJ01457101

Texte – M. Stéphane Séjourné Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères a participé, ainsi que le ministre délégué Franck Riester et le ministre délégué Jean-Noël Barrot, au Sommet Choose France qui s'est tenu cette semaine. Comme vous le savez, c'est un événement qui est consacré à l'attractivité économique de la France et qui a été créé, il y a déjà sept ans, par le Président de la République. Pour la cinquième année consécutive, la France conserve sa position de pays le plus attractif d'Europe pour les investissements étrangers. Ce sommet est d'ailleurs celui d'un nouveau record, avec 56 annonces de projets d'installation d'activités en France, ce qui devrait représenter 15 milliards d'euros d'investissements et 10.000 emplois créés. – M. Franck Riester Le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité, de la Francophonie et des Français de l'étranger a participé hier à un événement dans le cadre des Journées France Alumni, dont la seconde édition se tient partout dans le monde du 11 au 26 mai. Il s'agissait de mettre l'accent sur la thématique retenue pour l'édition 2024 de ces Journées "Talents francophones, carrières mondiales" dans la perspective du Sommet de la Francophonie qui se tiendra à l'automne en France. En lien étroit avec Campus France, le nouveau plan d'action Alumni a également été présenté lors de cet événement qui a réuni environ 300 participants, parmi lesquels des acteurs du monde universitaire, sportif, économique, scientifique et culturel. Deux axes principaux ont été mis en avant : le déploiement du réseau et la mise en valeur des anciens étudiants passés par notre enseignement supérieur. D'anciens étudiants réfugiés, issus de pays en crise, et qui ont bénéficié des programmes de soutien du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, en lien avec ses partenaires, ont également été accueillis lors de cet événement parisien. – M. Jean-Noël Barrot Le ministre délégué chargé de l'Europe a rencontré mardi 14 mai les ambassadeurs européens en résidence en France à l'occasion de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne. Ils ont échangé sur les grandes priorités pour l'Europe présentées par le Président de la République, le 25 avril dernier, lors de son discours à la Sorbonne. Le ministre délégué rencontrera vendredi prochain ses homologues européens à Strasbourg à l'occasion des 75 ans du Conseil de l'Europe. Ils échangeront sur le soutien à l'Ukraine après l'invasion russe. Ils aborderont aussi les mesures du Conseil de l'Europe face à l'agression russe et le suivi des décisions prises lors du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement à Reykjavík, il y a un an, particulièrement sur la réparation par la Russie des dommages subis par l'Ukraine du fait de la guerre. Mardi 21 mai, le Ministre délégué sera présent au Conseil des Affaires générales à Bruxelles pour préparer le Conseil européen des 27 et 28 juin prochains. Il échangera notamment avec ses homologues à propos de la lutte contre les ingérences étrangères en vue des élections européennes. – Mme Chrysoula Zacharopoulou La secrétaire d'Etat chargée du Développement et des Partenariats internationaux effectue un déplacement à Maurice du 16 au 18 mai 2024. La secrétaire d'Etat représente aujourd'hui le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères au 38e Conseil des ministres de

la Commission de l'Océan Indien, organisation de coopération régionale, dont Maurice exerce actuellement la présidence et qui met en oeuvre des projets concrets en matière de sécurité maritime, de santé publique ou encore de réponse aux catastrophes. Elle s'entretient à cette occasion avec plusieurs ministres des pays de la région qui occupe une place clé dans la stratégie française pour l'Indopacifique. La secrétaire d'Etat effectuera ensuite une visite bilatérale à Maurice les 17 et 18 mai. Elle sera dans ce cadre reçue par les autorités mauriciennes et évoquera avec elles les priorités de la relation bilatérale, ainsi que les enjeux de coopération régionale et de transition écologique, puis diverses questions d'actualité internationale. À cette occasion, la secrétaire d'Etat ira également à la rencontre de la jeunesse et de la société civile, et promouvra le renforcement des liens avec nos territoires ultramarins du sud-ouest de l'Océan Indien, en particulier en matière d'adaptation et d'atténuation du changement climatique. – Autres informations Enfin, je voudrais vous indiquer que se tiendra le 17 mai au Quai d'Orsay un événement intitulé "Droits des personnes LGBT+ : oeuvrer pour la dépénalisation universelle". Cet événement, porté par l'ambassadeur français pour les droits des personnes LGBT+, M. Jean-Marc Berthon, est organisé à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie. Le mouvement en faveur des droits des personnes LGBT+ progresse dans de nombreux pays mais nous constatons aussi des mouvements de radicalisation. C'est notamment le cas en Russie, où l'homophobie d'Etat s'appuie sur une propagande haineuse. La France est très mobilisée sur cette question. Elle porte en particulier un engagement fort en faveur de la dépénalisation universelle de l'homosexualité. Ce sera le sujet de la table ronde organisée ce 17 mai avec des militants d'Ouganda, de Russie, de Tunisie, du Cameroun, et avec l'envoyée spéciale de Joe Biden pour ces sujets ainsi que l'Expert indépendant des Nations unies.

87 / 942 – Point de presse du 16/05/2024

Référence

EPJ01457104

Texte

Q – J'ai une question concernant la négociation qui aura lieu ce week-end entre la France et les Philippines, concernant le possible accord des forces en visite. Est-ce qu'on peut avoir un peu plus de détails ? Qui va participer à la négociation ? Et est-ce qu'on peut s'attendre à des annonces à la fin ? R – Je n'ai malheureusement, à ce stade, pas de commentaire à faire sur ce point, mais j'aurai l'occasion de revenir vers vous ultérieurement avec plus d'éléments. Q – Une question sur un sujet qui fait beaucoup débat, ces derniers jours, concernant la dissuasion nucléaire française. Pourriez-vous s'il vous plaît nous clarifier, ce qu'est exactement cette dimension européenne de la dissuasion nucléaire française ? Est-ce que la France va partager son arme nucléaire avec d'autres pays européens ? Ou bien il s'agit là aussi d'une ambiguïté stratégique qu'assume la France depuis la conférence du 26 février ? R – Comme vous le savez, les questions nucléaires sont du ressort de la Présidence de la République, et les questions que vous pouvez me poser sont typiquement de son ressort. Donc je vous renvoie vers l'Elysée sur ces questions-là. Q – Ces derniers jours, en Afrique, il y a eu, comment vous dire, une sorte de finale de la Champions League de la fraude électorale. Ce n'était pas entre le Real et Dortmund, mais il y a eu le Togo et le Tchad : le Togo, il y a eu des élections législatives et le parti au pouvoir a raflé 108 des 113 sièges ;

et le Tchad, où le président Mahamat Déby, qui est arrivé au pouvoir par un putsch, s'est fait élire avec 61% des voix. Et il y a eu des violences, notamment des tirs d'intimidation, qui ont fait des dizaines de morts et de blessés au Tchad. Donc ces scrutins ont été très contestés, y compris par l'Union européenne pour le cas du Tchad. Et je parle de ces deux pays parce que je sais que la France entretient une coopération très forte, que ce soit avec le Tchad et le Togo – alors à des niveaux divers. Je n'ai pas vu, sauf erreur de ma part, de réaction de la part de la France. Quelle appréciation faites-vous de ces processus électoraux et des fraudes électorales qui ont été dénoncées ? Est-ce que la France va continuer sa coopération avec le régime togolais et le régime tchadien ? R – Vous me permettrez de subdiviser votre question en deux, en vous répondant d'abord sur le Togo. Nous suivons la situation avec beaucoup d'attention. Nous avons appelé l'ensemble des acteurs politiques à avoir un dialogue transparent, inclusif et apaisé. Sur le Tchad, comme vous le savez, le Tchad connaît une période de transition depuis la mort au combat du président Idriss Déby en avril 2021. Dans ce cadre, l'élection qui s'est tenue le 6 mai 2024 est une étape importante vers le retour à l'ordre institutionnel dans le pays. La France félicite le peuple tchadien qui s'est mobilisé fortement, dans la cohésion et le calme, pendant la campagne et le jour des élections. À l'heure actuelle, l'Agence nationale de gestion des élections a proclamé des résultats provisoires et un recours a été déposé auprès du Conseil constitutionnel. Donc pour le moment, je ne me prononcerai pas davantage sur un processus qui est toujours en cours, du fait des recours déposés auprès du Conseil constitutionnel. Q – Juste sur la question tchadienne, quelle appréciation faites-vous du rapprochement de Mahamat Déby avec la Russie ces derniers temps ? Il y a beaucoup de choses qui circulent, notamment sur un départ proche de l'armée française. R – Je n'ai pas d'éléments pour vous répondre sur cet aspect-là des choses. Q – J'ai deux questions, s'il vous plaît. La première concernant la Nouvelle-Calédonie : après l'annulation de la réunion ce matin avec les élus, quelle est la stratégie que Paris adopter ? C'est par rapport au Pacifique. Et une autre question par rapport au Proche-Orient : la Ligue arabe, qui s'est réunie aujourd'hui au Bahreïn, a parlé d'une éventuelle conférence de paix en ce qui concerne le Proche-Orient... Paris sera-t-elle présente ou bien portera-t-elle une telle initiative, aussi, pour mettre fin au conflit ? Si oui, sur quelle base ? R – Sur votre première question, je vous renverrais au Ministère de l'Intérieur. La Nouvelle-Calédonie étant un territoire de la République, c'est au Ministère de l'Intérieur qu'il convient d'adresser ces questions. Sur la réunion de Bahreïn, notre position est connue et je peux vous rappeler les éléments principaux, mais je pense que vous les connaissez aussi bien que moi. Nous appelons à la libération des otages, à la mise en place d'un cessez-le-feu, mais surtout à une résolution du conflit avec des paramètres sur lesquels nous avons eu l'occasion de nous exprimer à plusieurs reprises. Il est temps que nous parvenions à un règlement politique global du conflit israélo-palestinien, sur la base de la solution de deux Etats, qui est, selon nous, la seule à même de répondre aux aspirations légitimes de chacun à pouvoir disposer d'un Etat et à vivre en sécurité. Nous considérons que ce conflit doit cesser, mais surtout qu'une solution politique doit être dégagée. Q – On peut attendre une invitation de Paris par rapport à une réunion de paix ? R – Une invitation ? Q – Pour faire une conférence à Paris ? Ou ce n'est pas dans... ? R – Je n'ai pas d'indications sur ce sujet-là. Q – Le Niger accuse son

voisin béninois d'abriter une base militaire française sur son territoire où des terroristes seraient entraînés pour déstabiliser le Niger. Le Bénin dément catégoriquement ces informations et le président Patrice Talon menace en réponse de bloquer l'exportation de pétrole nigérien depuis ses côtes. Le Ministère français des armées, à qui j'ai posé la question, ne m'a pas encore répondu. Est-ce que vous pouvez nous donner des informations sur ce sujet ? Est-ce que vous pouvez démentir ces accusations ? R – Cela me semble un peu difficile. Le gouvernement béninois, effectivement, s'est exprimé. Je ne peux que vous renvoyer vers le gouvernement béninois qui pourra vous apporter des éclairages sur une expression qui est la sienne. Q – Y a-t-il des activités françaises dans ce sens ? R – Encore une fois, ce sont des déclarations du gouvernement béninois, donc il m'est assez difficile de les commenter. Q – Bonjour, j'ai deux questions à vous poser, aujourd'hui. D'abord, la cérémonie d'investiture des dirigeants régionaux de Taïwan aura lieu dans quelques jours. Le gouvernement français a dit l'intention d'envoyer une délégation pour assister à cette cérémonie. D'ailleurs y a-t-il des ajustements dans la politique d'une seule Chine du gouvernement français ? R – Sur la question de Taïwan, vous savez que, en l'absence de relations diplomatiques entre la France avec Taïwan et conformément à notre politique d'une seule Chine, la France ne sera pas représentée officiellement à l'investiture de M. William Lai. Et cette absence de relations diplomatiques, qui fait qu'il n'y aura pas de représentants du gouvernement français, n'empêche pas, cependant, que la France entretienne avec Taïwan des relations de coopération riches et dans de très nombreux domaines. Mais en tout cas, pour répondre spécifiquement à votre question, non, il n'y aura pas de représentation. Q – J'ai compris que c'est le Ministère de l'Intérieur qui s'occupe de la Nouvelle-Calédonie, mais quand même, je vais poser la question : est-ce qu'il y a de l'ingérence étrangère en Nouvelle-Calédonie ? Je ne sais pas, peut-être qu'on a des accords de bonne volonté avec les pays de la région insulaire comme les grandes puissances, comme la Chine, comme l'Australie ? R – Sur la première partie de votre question, sur la question des ingérences, il y a eu effectivement une expression du ministre de l'Intérieur, ce matin, à ce sujet. Et à ce stade, je ne peux pas vous en dire plus. Sur le second segment de votre question, je ne suis pas certain d'en avoir saisi tout le sens. Q – Comme il y a une situation d'urgence en Nouvelle-Calédonie, est-ce que cela concerne le Vanuatu, est-ce que ça concerne Fidji, est-ce que ça concerne l'Australie, est-ce que ça concerne la Nouvelle-Zélande ? Est-ce que ça met en pause des opérations multinationales qu'on pourrait avoir ? Est-ce qu'il y a des clauses d'un traité que je ne connaîtrais pas qui veulent dire qu'ils peuvent aider matériellement, envoyer des dispensaires ? J'ignore un petit peu les automaticités des aides intergouvernementales dans le Pacifique Sud. Est-ce qu'il y en a qui ont été actionnées ? R – Sur tous les pays que vous nous citez, à savoir le Vanuatu, les îles Fidji, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les autres, toutes les îles du Pacifique, on entretient avec chacun de ces pays des relations bilatérales à titre national, et il y a aucune raison que cela change du fait des événements qui ont lieu en ce moment en Nouvelle-Calédonie. Je ne pense pas que la situation en Nouvelle-Calédonie change quoi que ce soit aux coopérations qui sont déjà en place. Q – Et concernant les étrangers qui vivraient en Nouvelle-Calédonie, donc qui relèvent de leur consulat respectif, est-ce qu'il y a un début d'organisation de

leur extraction ou une demande par les gouvernements japonais, australien... d'organiser le départ de ces ressortissants ? R – La situation en Nouvelle-Calédonie, encore une fois, est suivie de manière extrêmement précise et permanente par nos autorités. Sur le point que vous soulevez, s'agissant des étrangers qui vivraient en Nouvelle-Calédonie, je n'ai pas connaissance de demandes particulières. Nous sommes évidemment en lien, pour ce qui nous concerne, avec les pays voisins pour leur donner des indications. Mais je n'ai pas connaissance de choses de cet ordre-là. Q – Est-ce qu'un de ces Etats voisins, ou un autre Etat, complètement ailleurs, s'est plaint officiellement à l'ONU ou ailleurs de la démarche française dans la crise actuelle ? Est-ce que ça a été soulevé – j'aurais dû faire mes devoirs, mais je suppose que vous les ferez mieux que moi – à l'Assemblée générale ou ailleurs, qui aurait dénoncé cela ? Cela peut être un pays voisin, comme cela peut être un pays à l'autre bout du monde. R – Encore une fois, il m'est extrêmement difficile de répondre sur le sujet précis du processus qui a lieu en Nouvelle-Calédonie. Ce sont des questions pour le ministère de l'Intérieur. Q – Donc pas de remous diplomatiques pour l'instant ? R – À ce stade, non. Q – Même pas avec l'Azerbaïdjan ? R – Ça, c'est le sujet qu'a évoqué le ministre de l'Intérieur ce matin. Q – Il était clair. R – Oui, mais encore une fois je vous renvoie aux déclarations de Gérard Darmanin. À ce stade, je n'ai pas plus d'éléments à vous donner sur ce point-là. Q – Pardonnez-moi, concernant ces sujets de la Nouvelle-Calédonie, puisqu'on avait ce matin une réponse de la part de l'Azerbaïdjan d'une source diplomatique qui dément toute ingérence dans cette affaire, donc est-ce qu'on peut avoir une réponse d'une source diplomatique française pour clarifier la situation ? R – À ce stade, je ne ferai pas plus de commentaires sur le sujet. Q – En fait, juste pour avoir une clarification sur la question de tout à l'heure, peut-être que je me suis, enfin sûrement, mal exprimé, c'est par rapport au fait que des terroristes seraient formés, entraînés sur une base militaire française. Est-ce que vous démentez cette information ? R – Je n'ai pas plus d'éléments que ce que je vous disais tout à l'heure, à savoir que c'est une expression des autorités béninoises, et je vous renvoie aux autorités béninoises. Sur le principe, de toute façon, il est évidemment faux qu'il puisse y avoir une quelconque formation de terroristes sur une base militaire française. Cela me semble assez évident./.

88 / 942 – Point de presse du 14/05/2024

Référence EPJ01456401

Texte La France se félicite de la décision du Conseil de l'Union européenne d'étendre le régime de sanctions ciblant le soutien militaire de l'Iran à la Russie. Cette décision permet d'étendre la portée du régime à la production et aux transferts de drones et de missiles iraniens. Il couvrira tous les transferts iraniens vers la Russie ainsi que vers le Proche et Moyen-Orient. Cet instrument permettra de protéger les intérêts de sécurité de l'Europe, alors que l'Iran continue de soutenir matériellement la Russie dans sa guerre d'agression contre l'Ukraine, y compris pour des attaques visant les populations civiles. Les récentes allégations de transferts de missiles balistiques iraniens vers la Russie représenteraient une escalade inacceptable. Si ces transferts étaient confirmés, nous sommes déterminés, avec nos partenaires, à y répondre de manière particulièrement résolue. Cette décision répondra également à un enjeu de sécurité majeur pour la stabilité du Proche et du Moyen-Orient. Les



transferts illicites de drones et missiles iraniens à des groupes régionaux alimentent des actions de déstabilisation qui représentent une grave menace pour nos partenaires de la région./.

89 / 942 – Point de presse du 07/05/2024

Référence EPJ01455702

Texte L'ambassadeur de France en Russie a été convoqué le 6 mai 2024 par le Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie. La France constate que les canaux diplomatiques sont une nouvelle fois détournés à des fins de manipulation de l'information et d'intimidation. Le Ministère russe s'est de nouveau livré à une inversion des responsabilités, cherchant à accuser les pays occidentaux de menacer la Russie, alors que celle-ci mène depuis plus de deux ans en Ukraine une guerre d'agression au mépris du droit international, et qu'elle poursuit, notamment au travers de cyberattaques et d'actions hybrides, ses manoeuvres agressives visant à déstabiliser les pays européens. La France continuera de soutenir dans la durée l'Ukraine qui défend sa souveraineté et son intégrité territoriale contre l'agression russe.

90 / 942 – Point de presse du 03/05/2024

Référence EPJ01455201

Texte La France apporte son plein soutien à l'Allemagne et à la République tchèque qui ont récemment attribué à la Russie une campagne de cyberattaques visant différentes institutions à travers le mode opératoire APT28. Cette menace est connue de la France ; en octobre 2023, l'ANSSI a détaillé les tactiques, techniques et procédures de ce mode opératoire qui a également ciblé des organisations françaises, dont des entités gouvernementales, des entreprises, des universités ainsi que des instituts de recherche et des think-tanks. Face à la menace cyber en provenance de Russie, la France met tout en oeuvre pour renforcer sa capacité à s'adapter aux cybermenaces et permettre la continuité de ses activités, en particulier à l'approche des élections européennes et des Jeux olympiques et paralympiques de Paris, en lien avec ses partenaires. Elle utilisera tous les leviers disponibles pour contrer cette menace, dans le respect du droit international. La France rappelle par ailleurs son attachement au respect des normes de comportement responsable des Etats dans le cyberspace, agréées par l'ONU, et qui doivent guider l'action collective pour un cyberspace ouvert, sûr, stable, accessible et pacifique./.

91 / 942 – Point de presse du 02/05/2024

Référence EPJ01454902

Texte Liberté de la presse/Russie À la veille de la journée mondiale de la liberté de la presse, qui a lieu le 3 mai, je souhaite marquer notre préoccupation concernant les violences croissantes commises à l'encontre des journalistes, les campagnes de désinformation massives conduites notamment par les autorités russes, ainsi que les restrictions drastiques à la liberté de la presse dans de nombreux pays du monde. La France rappelle l'obligation de permettre aux journalistes d'exercer leur profession librement et en toute sécurité, alors que ce travail apparaît plus que jamais nécessaire. Vous le savez, nous sommes extrêmement préoccupés par le lourd tribut payé par les journalistes dans le

conflit à Gaza. Selon Reporters sans frontières, plus de 100 journalistes ont trouvé la mort dans l'exercice de leurs fonctions à Gaza depuis le 7 octobre dernier. Nous exigeons leur protection, et demandons que toute la lumière soit faite sur les circonstances de ces décès. En Russie, nous dénonçons l'intensification de la répression des voix libres. C'est pour cette raison d'ailleurs que le Ministre a choisi de s'exprimer dans une interview pour Novaïa Gazeta Europe, à l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse, qui paraîtra demain. Nous condamnons l'arrestation, le 28 avril dernier, de deux journalistes russes, M. Sergueï Kareline et M. Konstantin Gabov, pour avoir travaillé avec l'équipe d'Alexeï Navalny. Nous appelons également à la libération des journalistes Evan Gershkovich, arrêté en mars 2023 et de Mme Alsu Kurmasheva, arrêtée en octobre 2023. Nous sommes également très préoccupés par la situation de plusieurs prisonniers politiques russes, alors que le militant anti-guerre Alexandre Demidenko est mort en détention début avril. Nous sommes particulièrement inquiets de la dégradation de l'état de santé de M. Vladimir Kara-Mourza et du nouveau report de l'audience en appel de sa condamnation. La situation du co-fondateur de l'ONG Mémorial, Oleg Orlov, condamné le 27 février dernier, est également inquiétante. Il a subi des mauvais traitements, pouvant s'apparenter à de la torture au vu de son âge, et vient d'être subitement déplacé dans une autre prison, alors qu'un procès en appel de sa condamnation est toujours en cours. Nous sommes également très inquiets de l'état de santé considérablement dégradé de M. Alexeï Gorinov et de Mme Alexandra Skotchilenko, sans que des soins médicaux adéquats ne leur soient prodigués. Autant de cas qui illustrent l'acharnement dont font preuve les autorités russes contre les voix dissidentes qui osent résister contre le mensonge, la censure et l'autoritarisme. L'enfermement de la Russie dans sa stratégie de terreur est révélateur de la peur du régime et de sa faiblesse. Nous enjoignons à la Russie de libérer immédiatement et sans condition les prisonniers politiques et d'abandonner les poursuites judiciaires engagées contre eux.

92 / 942 – Point de presse du 23/04/2024

Référence EPJ01453001

Texte Q – La Mission Libération a déclaré il y a huit jours que la Russie sera conviée aux célébrations du 80e anniversaire du Débarquement en Normandie début juin. Et pourtant aucune invitation n'a été reçue ni par le ministère des affaires étrangères russe, ni par l'ambassade de la Russie en France. La Russie sera-t-elle invitée et à quel niveau ? Dans quel délai l'invitation officielle sera envoyée à des représentants russes ? R – Nous vous renvoyons vers la Mission du 80ème anniversaire des débarquements, de la Libération de la France et de la Victoire./.

93 / 942 – Point de presse du 18/04/2024

Référence EPJ01451901

Texte – M. Stéphane Séjourné M. Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, est aujourd'hui en Italie pour la ministérielle affaires étrangères du G7. Les ministres échangeront notamment sur la situation au Proche-Orient. Ils réaffirmeront également leur soutien dans la durée à l'Ukraine face à la guerre d'agression menée par la Russie. Ils évoqueront

aussi, en présence de plusieurs membres de l'Union africaine, les nouveaux partenariats que le G7 s'engage à forger pour faire face aux grands défis mondiaux, notamment en matière de changement climatique et de transition énergétique. – M. Franck Riester M. Franck Riester, ministre délégué chargé du commerce extérieur, de l'attractivité, de la francophonie et des Français de l'étranger, se rendra la semaine du 22 avril au Japon. – M. Jean-Noël Barrot M. Jean-Noël Barrot, ministre délégué chargé de l'Europe, accompagne le Président de la République à Bruxelles pour un Conseil européen extraordinaire qui a lieu en ce moment même. – Mme Chrysoula Zacharopoulou Mme Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'Etat chargée du développement et des partenariats internationaux, participe, du 17 au 19 avril, à Washington, aux réunions de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Elle y interviendra notamment lors d'une réunion de haut niveau sur le Pacte de Paris pour les Peuples et la Planète.

94 / 942 – Point de presse du 18/04/2024

Référence EPJ01451904

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les frappes de missiles russes qui ont visé des infrastructures civiles hier dans la ville de Tchernihiv et ont fait 18 morts et 77 blessés selon les derniers bilans fournis par les autorités ukrainiennes. Ces frappes constituent une nouvelle violation du droit international de la part de la Russie, qui poursuit sans relâche sa stratégie d'intimidation à l'encontre de l'Ukraine et de ses soutiens, au mépris de la vie des civils ukrainiens. Après ses frappes massives contre les infrastructures énergétiques du pays, la Russie continue cyniquement de viser des objectifs civils afin de saper la cohésion de l'Ukraine. Elle devra rendre des comptes devant la justice internationale pour l'ensemble de ses actes. Comme l'ont rappelé les dirigeants européens lors du Conseil européen extraordinaire, il est essentiel de mettre en échec la guerre d'agression de la Russie en Ukraine. La France continuera donc à fournir à l'Ukraine le soutien nécessaire à sa légitime défense par le canal européen et à continuer à lui apporter également une aide militaire bilatérale, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'accord de coopération en matière de sécurité signé par le Président de la République et le Président Zelensky le 16 février. La France, qui s'est engagée dans le cadre de la conférence de Lugano à parrainer la reconstruction de la région de Tchernihiv, continuera également à fournir à cette région une aide en matière de redressement et de reconstruction.

95 / 942 – Point de presse du 10/04/2024

Référence EPJ01449901

Texte Q – La chambre de députés espagnole a donné hier son feu vert à une initiative populaire en vue d'élaborer une loi pour une régularisation d'immigrés sans papiers qui potentiellement pourrait bénéficier des centaines de milliers de personnes. Sachant qu'une partie importante des migrants qui rentrent en Espagne de manière irrégulière en provenance de l'Afrique vont après en France, quelle est la position française sur cette initiative qui peut avoir des conséquences pour la France ? Le Gouvernement espagnol a affirmé sa volonté d'encadrer cette régularisation pour l'ajuster aux règles et à la politique migratoire européenne. Pensez-vous qu'il faut se concerter à l'UE pour ce type

de démarches, et si oui comment ? R – Nous n'avons pas de commentaire. Q – La France a-t-elle une inquiétude particulière concernant l'aide que la Chine fournit à l'effort de guerre russe en Ukraine ? R – Comme nous le soulignons systématiquement aux autorités chinoises, et comme le Ministre a pu le rappeler lors de son déplacement à Pékin lundi 1er avril, tout soutien à l'effort de guerre russe affecte directement la sécurité des Européens et ne saurait rester sans conséquence. Nous souhaitons à cet égard que la Chine fasse obstacle à tout soutien à l'effort de guerre russe par des entités chinoises. La France estime par ailleurs que la Chine peut amener la Russie à mettre un terme à sa guerre d'agression en Ukraine./.

96 / 942 – Point de presse du 04/04/2024

Référence EPJ01448502

Texte S'agissant du Proche-Orient, le Ministre Stéphane Séjourné mène une concertation très active auprès de nos partenaires en ce moment. La France a salué l'adoption de la résolution 2728 au Conseil de sécurité des Nations unies. Nous sommes aujourd'hui pleinement mobilisés pour que le cessez-le-feu soit enfin respecté et que la libération de tous les otages du Hamas soit effective. Dans le même temps, la France continue à travailler à un nouveau projet de résolution qui insiste sur la réouverture de tous les points de passage terrestres vers Gaza pour permettre l'entrée massive de l'aide humanitaire, et qui pose aussi les paramètres d'une solution politique à long terme. Le Ministre Séjourné s'est rendu au Caire samedi dernier pour présenter le volet politique de cette future résolution à ses homologues égyptien, M. Sameh Choukry et jordanien, M. Ayman Safadi. Les échanges des ministres ont également porté sur notre collaboration pour obtenir la libération de tous les otages du Hamas et la coordination de nos efforts humanitaires à Gaza. Le Ministre s'est ensuite rendu en Chine, ce lundi 1er avril, en cette année qui marque le 60ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre nos deux pays. Il s'est entretenu à cette occasion avec son homologue, M. Wang Yi. La France, vous le savez, est engagée dans un dialogue nourri avec la Chine pour travailler ensemble à la résolution des crises internationales. Nous sommes convaincus notamment que le rôle de la Chine est déterminant pour faire cesser la guerre d'agression russe en Ukraine, dans le respect du droit international. Enfin, le Ministre a reçu mardi le Secrétaire d'Etat américain, M. Antony Blinken. Les deux ministres ont réaffirmé l'attachement de nos deux pays à une action internationale basée sur le droit, s'agissant de l'Ukraine bien sûr, mais s'agissant aussi du Proche-Orient. La France poursuit ses efforts en ce sens, avec les pays de la région et les pays membres du Conseil de sécurité. C'est d'ailleurs dans cette perspective que le Ministre s'était rendu au Guyana, en fin de semaine dernière, qui est un membre élu au Conseil de sécurité des Nations unies. Dans le cadre de sa rencontre avec le Secrétaire d'Etat américain, le Ministre lui a également fait part de son inquiétude face à la rhétorique azerbaïdjanaise, la multiplication des fausses informations émanant de Bakou et tendant d'ailleurs à imputer à l'Arménie la responsabilité d'une escalade qu'elle est peut-être la seule aujourd'hui à vouloir éviter dans cette partie du monde. Comme l'a souligné le Ministre, nous voyons d'ailleurs dans ces exercices de propagande beaucoup de similitudes avec ce que la Russie impose à l'Ukraine. Je voudrais également vous dire quelques mots du déplacement du Ministre en Afrique, déplacement de trois jours au Kenya, au

Rwanda et en Côte d'Ivoire, qui aura lieu du 5 au 8 avril. Le Ministre débute en effet ce vendredi un déplacement qui le conduira dans ces trois pays. Il se rendra tout d'abord au Kenya, où il s'entretiendra avec le Président Ruto et avec son homologue, M. Musalia Mudavadi. Les échanges porteront sur plusieurs dossiers bilatéraux, notamment économiques, ainsi que sur les grands enjeux globaux, en particulier dans le domaine de la finance climat. Le Ministre rencontrera également une centaine d'étudiants et d'assistants de langue kenyans qui reviennent de France ou vont bientôt partir en France. À la suite de cette visite au Kenya, le Ministre se rendra au Rwanda, où il représentera la France le 7 avril aux 30èmes cérémonies de commémoration du génocide perpétré contre les Tutsi. Ce déplacement sera l'occasion pour le Ministre de s'entretenir avec son homologue M. Vincent Biruta. Les ministres signeront également une feuille de route actant un investissement solidaire de la France d'un montant de 400 millions d'euros pour la période 2024–2028 ainsi qu'un accord aérien prévoyant une hausse des vols directs entre les deux pays. Enfin, en Côte d'Ivoire, le Ministre s'entretiendra avec le Président, M. Alassane Ouattara, et avec son homologue ivoirien, M. Léon Adom, pour évoquer les grands enjeux de nos coopérations bilatérales. Le Ministre se rendra aussi dans un incubateur, pour rencontrer des jeunes entrepreneurs ivoiriens, dont beaucoup sont issus de nos diasporas. Enfin, et pour continuer sur les questions africaines, j'avais évoqué, les semaines passées, la conférence humanitaire sur le Soudan qui aura lieu à Paris le 15 avril. Je suis en mesure aujourd'hui de vous donner plus de détails sur l'organisation de cette conférence et le niveau de participation attendu. Le 15 avril prochain, soit un an jour pour jour après le début du conflit au Soudan, le Ministre co-présidera, aux côtés de son homologue allemande, Mme Annalena Baerbock, du Haut représentant de l'Union européenne, M. Josep Borrell, et du Commissaire européen à la Gestion des crises, M. Janez Lenarčič, une conférence humanitaire internationale pour le Soudan et les pays voisins, ainsi qu'une réunion politique visant à soutenir les initiatives de paix internationales et régionales pour le Soudan. Les affrontements meurtriers entre l'armée soudanaise et les forces paramilitaires RSF ont des conséquences dramatiques sur les populations du Soudan et dans les pays voisins. 27 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population soudanaise, ont besoin d'une aide humanitaire. 18 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë. Plus de 8 millions de personnes ont été déplacées au cours de ce conflit. Les souffrances endurées par le peuple soudanais sont insupportables et les besoins humanitaires sont considérables. Chaque jour nous rappelle l'urgence de la situation ; et à cet égard nous sommes très préoccupés par l'escalade des tensions dans le Nord–Darfour. Nous appelons l'ensemble des parties au conflit à cesser immédiatement leurs attaques dans cette région. La communauté internationale se doit d'être au rendez-vous. C'est la raison d'être de cette conférence humanitaire, dont l'objectif sera double : apporter des financements nécessaires à la réponse humanitaire au Soudan, ainsi que dans les pays voisins, et appeler les parties au conflit à cesser les combats et à garantir un accès humanitaire complet, sûr et sans entrave à l'ensemble du territoire soudanais. Cette conférence sera aussi l'occasion pour les Soudanais et la communauté internationale de rappeler leur aspiration à la paix et à une gouvernance démocratique. Encore une fois, nous ne laisserons pas le Soudan devenir une crise oubliée.

97 / 942 – Point de presse du 28/03/2024

Référence EPJ01447602

Texte Russie Nous avons condamné fermement l'attaque terroriste au Crocus City Hall à Moscou, qui a été revendiquée par l'Etat islamique, et nous avons exprimé notre solidarité avec les victimes et le peuple russe. La France aussi a été la cible de Daech. Nous exprimons toute notre compassion aux victimes des attentats. Notre ambassade à Moscou a observé une minute de silence en hommage aux victimes et à leurs proches. L'ambassadeur de France en Russie a signé le livre de condoléances au ministère russe des Affaires étrangères. Les informations dont nous disposons, de nos services de renseignement ainsi que de nos principaux partenaires, ne laissent aucun doute sur l'attribution de cet attentat revendiqué par l'Etat islamique. À l'occasion de ce drame, les autorités russes ont à nouveau fait le choix du mensonge et de la désinformation, dans un moment qui appelle pourtant la décence et l'efficacité de la réaction. La Russie doit lever toute ambiguïté et sous-entendu sur l'implication de l'Ukraine et de ses soutiens dans l'attentat. Nous mettons en garde contre le risque d'instrumentalisation de cette tragédie. Dans le même temps, la Russie poursuit sa campagne de frappes contre l'Ukraine en ciblant les infrastructures énergétiques, des bâtiments et les populations civiles, semant la mort et le chaos. Nous les condamnons avec la plus grande fermeté. Nous exhortons la Russie à cesser sa stratégie de terreur à l'encontre de l'Ukraine et de ses soutiens. Comme l'ont rappelé les dirigeants européens lors du dernier Conseil européen, il est essentiel de mettre en échec la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. La France continuera donc à fournir à l'Ukraine le soutien nécessaire à sa légitime défense.

98 / 942 – Point de presse du 28/03/2024

Référence EPJ01447603

Texte Q – Est-ce que, tout comme l'ont au moins dit les Américains et les Britanniques, les services français en Russie ont prévenu, ou non, les Russes qu'il y avait un risque d'attentat ? R – Effectivement, en amont de l'attentat qui a eu lieu vendredi dernier à Moscou, les autorités américaines et les autorités britanniques ont indiqué qu'ils avaient prévenu les autorités russes. Les ambassades américaine et britannique à Moscou avaient même publié sur leurs sites des mises en garde à destination des citoyens britanniques et américains. La lutte contre le terrorisme demeure une cause qui doit rassembler l'ensemble de la communauté internationale. La France, dans ce contexte, a pris de nombreuses initiatives, et toujours accueilli favorablement les offres sérieuses de renforcer nos outils communs de lutte contre les djihadistes. Nous avons pris nos responsabilités dans de nombreuses opérations internationales en la matière. En l'espèce, l'ambassade de France à Moscou n'avait pas publié de mention sur son site Internet. Q – Quelle est la réaction de la France à l'interdiction par Israël de l'acheminement de l'aide par l'UNRWA dans le nord de Gaza ? R – La France déplore la décision des autorités israéliennes d'interdire l'acheminement de l'aide humanitaire pour l'UNRWA par le nord de la bande de Gaza. Cette décision intervient alors qu'un nombre croissant de civils sont dans une situation catastrophique et

certain meurent de faim. Nous appelons les autorités israéliennes à urgemment revenir sur cette décision, parce que nous considérons que l'UNRWA joue un rôle essentiel et central pour la population civile de Gaza. Le Secrétaire général des Nations unies, qui était en déplacement il y a peu à Rafah, s'est dit déterminé à mener les réformes nécessaires pour que l'UNRWA respecte pleinement les principes de l'ONU et les principes humanitaires d'indépendance, de neutralité et d'impartialité, dans le cadre des audits en cours. Et comme le Président de la République a eu l'occasion de le rappeler au Premier ministre israélien, lors de leur dernier entretien téléphonique, qui date du week-end dernier, Israël doit ouvrir sans délai et sans condition tous les points de passage terrestres existant vers la bande de Gaza et notamment le passage de Karni, avec une voie terrestre qui permettra l'acheminement d'aide depuis la Jordanie, de même que le port d'Ashdod. Nous appelons dans ce cadre à une pleine mise en oeuvre de la résolution 2728 du Conseil de sécurité qui exige la levée de toutes les entraves à la fourniture d'une aide humanitaire à grande échelle à la bande de Gaza, et cela en conformité avec le droit international humanitaire. C'est cette résolution aussi qui exige un cessez-le-feu durable et la libération immédiate de tous les otages. Donc nous avons clairement dit notre opposition à cette décision. Q – Une question concernant Haïti, où en sont donc les opérations d'évacuation des ressortissants français et autres depuis le 23 mars dernier à bord du Tonnerre ? R – Effectivement, la France a proposé le week-end dernier à ceux de nos compatriotes résidents en Haïti qui étaient dans une situation de vulnérabilité de pouvoir quitter le territoire haïtien. C'est une opération qui a été menée dimanche dernier et qui a permis effectivement à certaines personnes, à 170 ressortissants français et à 70 ressortissants européens ou d'Etats tiers de pouvoir embarquer sur le navire Ventôse avec un système d'hélicoptère qui les a pris de Port-au-Prince. Le navire Ventôse fait aujourd'hui route vers la Martinique et il devrait arriver vendredi sur place. C'est une opération qui a été menée à destination des personnes vulnérables, compte tenu de la situation sécuritaire en Haïti. Notre ambassade reste active et apporte le soutien nécessaire à ceux de nos compatriotes qui sont restés sur place. Q – Onze cents, c'est ça ? Onze cents compatriotes ? R – À peu près oui. Q – Le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a assuré lundi que les armes fournies à Israël étaient soit défensives, soit exclusivement destinées au ré-export. Or, l'enquête de Disclose et Marsactu qui s'appuie sur également des informations tenues par l'ONG Euromed est très précise, et dit que des armes, des composants militaires français ont été utilisés dans des mitrailleuses utilisées lors du massacre de la farine –vous savez quand des populations civiles palestiniennes ont été tuées pendant qu'elles attendaient de la nourriture – donc qui ment dans cette histoire ? Est-ce que la France a envisagé qu'Israël mente, et en fait utilise des armements qui sont destinés au ré-export à Gaza dans le massacre des populations civiles ? Est-ce que vous avez envisagé de demander des explications à Israël concernant l'utilisation du matériel français ? R – Cela me donne une bonne occasion de rappeler ce que je ce que j'avais déjà dit sur les exportations françaises vers Israël, et encore une fois, je vous le redis : la France n'exporte aucune arme ou aucune munition vers Israël susceptible d'être utilisée dans l'offensive à Gaza, pas plus que dans les autres territoires palestiniens. Nous avons un dispositif de contrôle des exportations en matière de matériels de guerre et de biens à

double usage parmi les plus approfondis et les plus stricts qui existent. L'essentiel des matériels qui sont exportés vers Israël consiste en des composants élémentaires, car Israël est une puissance industrielle qui intègre des composants destinés à la réexportation. Ceci ne représentait que 0,2% du montant des exportations de matériels de défense français en 2022. Et d'une manière générale, le Gouvernement s'assure du respect des engagements internationaux de la France, et en particulier du respect du droit international humanitaire, dans le cadre de ces procédures. Notre vigilance sur cette question est toujours pleine. Sur la question des déclarations du ministre des Armées, je vous renvoie volontiers vers le ministère des Armées qui pourra vous donner plus d'informations.

Q – Excusez-moi, mais comment expliquer, comment interprétez-vous, enfin comment recevez-vous les informations de Disclose qui sont extrêmement précises ? C'est-à-dire que des armes françaises ont été utilisées, il y a des preuves, il y a des photographies. Comment vous pouvez expliquer ça par rapport à ce que vous venez de dire ?

R – Je crois que le ministre des Armées s'est exprimé, précisément sur cet article, et je vous renvoie à ses propos.

Q – J'ai deux questions. La première concerne le Sénégal : est-ce que vous savez aujourd'hui qui représentera la France à l'investiture du nouveau président ? Et deuxième question qui concerne la Russie : vous avez fait des commentaires sur l'instrumentalisation de l'attentat survenu la semaine dernière. Je voulais savoir si vous aviez des éléments à penser que s'il y avait des menaces contre la France dans un processus normalement d'échange sur des actes concernant des actes de terrorisme, est-ce que vous avez des craintes que la Russie rompe ce processus d'échange d'informations entre les pays concernant la menace terroriste, en France ou en Europe ?

R – Sur votre première question, effectivement, vous avez dû voir les réactions du Président de la République, suite à l'élection de Bassirou Diomaye Faye. Sur la question plus précise de savoir quelle sera l'autorité française qui représentera la France lors de la cérémonie d'investiture, je reviendrai vers vous avec des informations plus précises. Mais quoi qu'il en soit, nous réitérons nos chaleureuses félicitations à M. Bassirou Diomaye Faye pour son élection comme Président de la République du Sénégal. Encore une fois, je vous renvoie aux déclarations que nous avons faites à cette occasion. Sur votre deuxième question, sur la Russie, je vous renvoie aux propos du Président de la République qui s'est exprimé sur ce sujet, lors de son arrivée au Brésil.

Q – J'ai deux questions pour vous. La première concerne le Togo, puisque vous savez, sans doute, que dans la nuit de lundi à mardi, les députés de l'Assemblée nationale togolaise ont voté une nouvelle Constitution qui inquiète beaucoup au Togo puisque dorénavant le Président de la République ne va plus être élu par le peuple mais par un collège de députés et de sénateurs qui sont majoritairement acquis à l'actuelle président Faure Gnassingbé. Donc, l'élection présidentielle de 2025, de ce fait, est annulée, et beaucoup craignent que Faure Gnassingbé conserve le pouvoir *ad vitam æternam*, ce qui a conduit l'opposition à organiser des rassemblements hier, qui ont été dispersés à coups de gaz lacrymogènes par les forces de l'ordre. Vous savez aussi que Faure Gnassingbé est au pouvoir depuis 2005, qu'il a commis de nombreuses violations des droits de l'Homme, notamment en réprimant les soulèvements en 2005 et en 2017. Malgré cela, la France a toujours entretenu une coopération étroite avec Faure Gnassingbé, notamment en livrant il y a quelques années des hélicoptères.



Alors, ma question est la suivante, parce que je n'ai pas vu, sauf erreur de ma part, de réaction sur ce sujet : est-ce que la France est inquiète de ce changement de Constitution que beaucoup assimilent à un coup d'Etat constitutionnel ou a minima un tripatouillage institutionnel ? Est-ce que cela va affecter la relation de coopération entre la France et le Togo ? Et ma deuxième question concerne un autre pays qui est la République de Guinée. En 2021, vous savez qu'il y a eu un putsch qui a été orchestré par un ancien caporal-chef de la Légion étrangère française, Mamady Doumbouya, qui depuis règne d'une main de fer sur la Guinée en censurant Internet, les médias et en réprimant les manifestations. On a eu dix morts depuis le début de l'année, avec notamment des enfants de 8 et 14 ans qui ont été tués par les balles des forces de l'ordre. Mais la France a repris très vite sa coopération militaire et sécuritaire avec le régime de Mamady Doumbouya et finance de très nombreux projets à hauteur de 200 millions d'euros en faveur des autorités guinéennes. Je voulais savoir pourquoi les autorités françaises étaient si bienveillantes vis-à-vis de la junte de Mamady Doumbouya, alors que vis-à-vis d'autres juntes voisines, comme celle du Mali ou du Niger, la France a pris ses distances et même des sanctions. Je vous remercie. R – Merci pour vos questions. Nous suivons la situation au Togo avec attention. Nous appelons l'ensemble des acteurs politiques à un dialogue apaisé, inclusif et serein. C'est une situation que nous suivons avec attention et que nous suivrons avec attention. Sur la Guinée, il y a actuellement un processus de retour à l'ordre constitutionnel que nous suivons avec attention. Dans ce cadre, nous avons apporté et nous apportons notre soutien aux efforts de la CEDEAO qui est impliquée aussi dans cette question. Il s'agit d'une politique constante de la France. Nous n'avons pas à nous substituer aux organisations régionales compétentes, c'est la CEDEAO qui est en charge. Il en va de même pour les pays du Sahel central que vous mentionniez, le Mali, le Burkina Faso et le Niger. De notre part, c'est vraiment une politique constante de soutenir et d'apporter notre plein soutien à la CEDEAO pour avoir, comme en Guinée, des situations de retour à l'ordre constitutionnel. Q – Parce que même quand la CEDEAO lève les sanctions vis-à-vis par exemple du Mali, du Niger récemment, la France continue à les maintenir ? R – La CEDEAO a décidé de lever les sanctions qui pesaient sur certains Etats. Nous en avons pris acte, c'est une décision de la CEDEAO. Nous soutenons la CEDEAO dans ses efforts en matière de processus politique, tout particulièrement en Guinée. C'est la CEDEAO qui est d'abord l'autorité à même d'apporter des solutions dans ce cadre. Et nous respectons l'ensemble de ses décisions. Q – Ça n'a pas été clair pour moi, est-ce que les canaux de communication avec la Russie concernant la lutte antiterroriste sont toujours ouverts ? Est-ce qu'ils sont fermés depuis le début de la guerre ? R – Sur cette question spécifique des canaux, je pourrais reprendre en fait ce que le Président de la République a dit de manière beaucoup plus claire, c'est-à-dire que dans un premier temps, les contacts ont été pris à tous les niveaux techniques et ministériels pour pouvoir proposer notre coopération, compte tenu des informations dont nos services disposent et des éléments qui peuvent être utiles aux autorités russes. Cela se fera à ce niveau, dans un premier temps, et nous verrons ensuite l'évolution du contexte, et si les jours ou semaines qui viennent justifient que nous maintenions ces canaux. Mais il y a eu des propositions, des contacts qui ont été pris, oui. Q – J'ai plusieurs questions. La première,

une précision, Antony Blinken, est ce qu'il y aura un point de presse ? Après, une question sur l'Iran : est-ce que la France souhaite des nouvelles sanctions européennes contre l'Iran, notamment sur son soutien des proxys dans la région et, si oui, ne craignez-vous pas que ça peut rajouter à l'escalade dans la région ? Deuxième question, sur l'OTAN : la France a été claire dans son soutien pour Marc Rutte comme prochain secrétaire général de l'OTAN. Depuis, le président roumain a annoncé sa candidature. Comment est-ce que vous voyez cette candidature à Paris ? Troisième question : la France n'avait pas prévu de nouveaux versements à l'UNRWA au premier semestre de 2024. Est-ce qu'une décision a été prise pour des futurs versements ? R – Sur votre première question, à savoir sur le programme d'Antony Blinken à Paris, nous reviendrons vers vous avec un programme précis et notamment sur la question de savoir s'il y aura un point avec la presse. Sur votre deuxième question, sur l'Iran et sur la question des proxys dans la région, le soutien de l'Iran à plusieurs groupes armés au Moyen-Orient, et notamment par l'envoi de drones ou de missiles, présente une menace grave pour la sécurité régionale et pour nos intérêts et surtout alimente les risques d'embrasement dans la région. Nous l'avons déjà fait, nous le faisons et nous le referons : nous appelons une nouvelle fois l'Iran à cesser ses activités déstabilisatrices. Et sur la question plus spécifique des sanctions, je n'ai pas d'élément supplémentaire à ceux que vous connaissez déjà à vous donner, à ce stade. Sur la question de l'UNRWA en 2024, la France contribuera aux actions de l'UNRWA à hauteur de plus de 30 millions d'euros. Nous verserons nos contributions en nous assurant que les conditions sont remplies pour que l'UNRWA remplisse ses missions dans un esprit dénué d'appel à la haine et à la violence. Mais la France contribuera au budget de l'UNRWA. Sur votre question de la nomination du nouveau secrétaire général de l'OTAN, je n'ai pas de commentaire supplémentaire à vous donner. Q – Récemment, vous avez répondu à un journaliste à propos du rapport soumis par la rapporteuse spéciale des Nations unies pour les territoires palestiniens, dans lequel cette dernière évoque des motifs raisonnables de croire qu'Israël a commis plusieurs actes de génocide. Concernant la qualification de génocide, vous avez renvoyé à des déclarations passées, l'une d'elles étant que, je cite, "accuser l'Etat juif de génocide, c'est franchir un seuil moral", déclaration de M. le Ministre Stéphane Séjourné. Nous sommes tous solidaires des Juifs face à cette tâche indélébile dans l'histoire de l'humanité qu'est la Shoah, mais en quoi le fait que le peuple juif ait été victime d'un génocide exclu le fait qu'un gouvernement d'extrême droite d'Israël soit capable de commettre un autre génocide ? Je n'arrive pas à saisir la cohérence, pourriez-vous s'il vous plaît m'éclairer sur la logique ? Deuxième question s'il vous plaît : malgré la récente résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, Israël poursuit ses bombardements indiscriminés contre la bande de Gaza. Il n'y a pas de sanctions appliquées à l'Etat israélien. Par ailleurs, il ne s'agit pas de la première résolution du Conseil de sécurité de l'ONU vis-à-vis d'Israël, la plupart d'entre elles n'ayant pas été respectées historiquement par cet Etat. N'y a-t-il pas un réel souci de crédibilité pour le Conseil de sécurité de l'ONU et de ses cinq membres permanents ? R – Je vais déjà répondre sur un premier point, sur le rapport de Mme Albanese qui, je vous le rappelle, ne représente pas le système des Nations unies. Sur la question du génocide, vous avez rappelé les différentes prises de position que nous avons eues, et donc je les réitère. Aujourd'hui, la Cour internationale de

justice a été saisie à l'initiative de l'Afrique du Sud, et c'est à elle qu'il reviendra de trancher sur le point que vous soulevez, puisque la saisine porte notamment sur la question de la Convention sur la répression du génocide. Je rappellerais simplement que nos exigences en matière de respect du droit international humanitaire sont connues. J'ai déjà eu l'occasion de les dire et je pourrais les redire : il faut un cessez-le-feu, et nous avons salué dans ce cadre la dernière résolution des Nations unies, la résolution 2728, qui a été votée dernièrement au Conseil de sécurité des Nations unies, qui exige un cessez-le-feu immédiat, et qui exige aussi une libération immédiate de tous les otages, de même qu'elle exige le respect du droit international humanitaire. Nous demeurons, dans ce cas, toujours exigeants avec les Israéliens, et je vous renvoie au dernier appel du Président de la République avec Benjamin Netanyahu, qui a eu lieu pas plus tard que le week-end dernier, où le Président de la République a rappelé à Benjamin Netanyahu ses obligations, notamment en termes de droit international et de droit international humanitaire. Sur la résolution, à nouveau, le texte qui a été voté correspond à ce que nous demandons depuis de nombreux mois : un cessez-le-feu, une libération immédiate des otages et le respect complet par toutes les parties du droit international humanitaire. Et nous appelons à la mise en oeuvre de cette résolution dans tous ses termes. Une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies est contraignante en droit international. Il revient à toutes les parties concernées de l'appliquer, et notamment à Israël, qui doit appliquer cette résolution. Une résolution, ça permet de fixer un cadre international agréé, et c'est la raison pour laquelle nous nous sommes réjouis du vote de cette résolution. La mise en oeuvre des dispositions de la résolution du Conseil des Nations unies, dans ce cadre, va dans le bon sens puisque, encore une fois, un cessez-le-feu est nécessaire – absolument nécessaire – pour la protection des civils et l'acheminement massif de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza, mais aussi est nécessaire pour obtenir la libération de tous les otages.

Q – J'ai une question, plutôt une précision sur la question sur l'aide à l'UNRWA : vous avez parlé de 30 millions d'euros. C'est un chiffre qui était connu, pas connu, c'était déjà ce qui était prévu ou pas ? Parce que c'est deux fois moins qu'en 2023, je crois. J'ai vu qu'il y avait un communiqué aussi de la France aux Nations unies sur ce thème, mais ça m'avait échappé, début mars ; donc je ne comprends pas si c'est tout à fait nouveau ou pas, ce montant.

R – Oui, c'est un montant que je vous donne aujourd'hui, mais nous n'avons pas cessé de soutenir l'UNRWA. En 2023, il y avait eu un doublement de l'aide à l'UNRWA, il y avait eu des apports exceptionnels d'aide à l'UNRWA, compte tenu de la situation. Le chiffre que je vous donne pour 2024, qui est de 30 millions, c'est l'aide qui est programmée à ce stade. Encore une fois, nous avons toujours dit que l'UNRWA joue un rôle crucial à Gaza et dans la région et qu'il faut impérativement qu'elle puisse continuer son travail sur place.

Q – J'ai une question sur Haïti. L'administration américaine a annoncé qu'une aide supplémentaire de 10 millions de dollars pour la fourniture de munitions, dans le cadre de la lutte contre les gangs. Que prévoit la France ? Puisqu'il me semble que l'année dernière, il y avait eu aussi la promesse de soutien à cet égard.

R – Sur l'aide à Haïti, effectivement, c'est une aide qui, de la part de la France, a été constante. Nous avons déjà versé 3 millions d'euros au fond de la mission multinationale d'appui aux forces de sécurité haïtiennes. En plus de ces 3 millions, il y a 850.000 euros qui sont allés à la formation des policiers,

via l'OIF, puisqu'effectivement, comme vous le soulignez, les forces de police haïtiennes ont besoin de soutien en matériel et ont besoin de de soutien en formation, compte tenu de la dégradation très forte de la situation humanitaire. Donc, la France a versé une contribution de 3 millions d'euros. Nous continuerons à soutenir en tout cas les forces de sécurité haïtiennes. Plus généralement, sur le contexte sécuritaire en Haïti, le soutien aux forces haïtiennes, c'est une chose, mais nous avons aussi soutenu le déploiement rapide de la mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti afin de rétablir la sécurité et de recréer les conditions propices à la tenue d'élections libres, démocratiques et sûres. Donc c'est un soutien qui est constant, et la France restera présente en Haïti. Q – Je suis vraiment désolée, mais j'ai encore une précision sur l'UNRWA. Je voudrais savoir s'il y a déjà un versement prévu ? Vous dites que les 30 millions sont programmés, c'est bien ce que j'ai compris, pour 2024, donc à quel moment vous pensez verser une première tranche, ou est-ce que c'est une tranche complète ? Je ne sais pas. Et la deuxième chose, il y a cet audit qui est en cours, je crois que les conclusions devaient être rendues la semaine dernière. Est-ce que vous avez déjà des éléments ? Quand est-ce qu'on va avoir une communication sur les conclusions sur l'audit qui a été mené sur l'UNRWA ? R – Sur le calendrier de versement des aides à l'UNRWA, je crois qu'on avait déjà eu l'occasion d'évoquer ce point-là : ce sont des versements qui se font de manière trimestrielle. Donc le chiffre que je vous donne, c'est pour le moment un chiffre annuel. Je n'ai pas le détail de la répartition trimestre par trimestre ; mais pour ça, si vous le voulez, je pourrai demander des précisions. Mais encore une fois, ce sont des versements trimestriels, et le chiffre que je vous donne est un chiffre annuel. Sur l'audit qui a été demandé par le secrétaire général des Nations unies et qui est mené par Catherine Colonna, nous soutenons évidemment l'audit qui est encore en cours. Il y a eu un rapport intermédiaire, la semaine dernière, le 20 mars, je crois, de mémoire. Mais cette mission d'audit rendra son rapport définitif dans le courant du mois d'avril. Le rapport qui a eu lieu la semaine dernière, c'est un rapport intermédiaire. Nous aurons les conclusions définitives de ce rapport dans le courant du mois d'avril, et nous avons, dans ce cadre, très favorablement accueilli les déclarations du Secrétaire général des Nations unies, qui s'est dit déterminé à mener les réformes nécessaires pour que l'UNRWA respecte pleinement les principes de l'ONU et les principes humanitaires d'indépendance, de neutralité et d'impartialité qui sont nécessaires à son action. Q – Des pays de l'Union européenne, dont l'Espagne, demandent la suspension de l'accord d'association UE–Israël, Quelle est la position de la France concernant cette demande de suspension ? Est-ce qu'elle la soutient ? R – Oui, effectivement, c'est une question qui est en cours. Et pour ce qui concerne les positions qui ont été prises par l'Espagne et par d'autres pays, je vous renvoie volontiers à leurs déclarations. Pour ma part et pour ce qui concerne la France, je n'ai pas plus de commentaire à vous faire aujourd'hui sur la question d'une éventuelle suspension de l'accord d'association. Q – Une dernière question, elle concerne Mayotte et elle concerne l'opération Wuambushu 2, qui devrait débuter le 15 avril prochain à Mayotte. Alors c'est une opération qui mobilise principalement le ministère de l'intérieur et le ministère des armées. Je voulais savoir si le ministère des affaires étrangères était impliqué ? Si oui, à quel niveau ? Est-ce qu'il y a des contacts qui sont établis avec le gouvernement des Comores ? Puisqu'à

l'époque du Wuambushu 1, ça n'a pas été le cas et on a vu effectivement ce qui s'était passé. R – Mayotte étant un département français, je vous renverrais vers le ministère de l'intérieur. Je pourrais juste ajouter que nous avons effectivement une ambassade à Moroni, aux Comores, que c'est une ambassade qui est active et qu'il y a un dialogue qui est ouvert et permanent avec les autorités comoriennes. Q – C'est tout ? R – Encore une fois, c'est une opération qui est menée par le ministère de l'Intérieur dans le cadre du territoire national. Donc je ne suis pas vraiment compétent pour répondre à ces questions./.

99 / 942 – Point de presse du 22/03/2024

Référence EPJ01445901

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les frappes massives de missiles et drones russes qui ont visé ces dernières nuits de nombreux objectifs civils en Ukraine. Dans la nuit du 20 au 21 mars, 31 missiles russes ont visé la capitale Kiev et fait 15 blessés. Dans la nuit du 21 au 22 mars, 87 missiles et 63 drones ont visé l'ensemble du territoire ukrainien, et fait au moins 3 morts et 22 blessés. Cette salve a particulièrement ciblé les infrastructures énergétiques de l'Ukraine, endommageant de nombreuses infrastructures, dont le barrage de la centrale hydroélectrique du Dniepr et plusieurs sous-stations électriques, provoquant des ruptures de l'approvisionnement en électricité ou en eau dans plusieurs régions. Ces frappes, qui s'ajoutent aux événements tragiques de la semaine dernière à Odessa, Soumy, Kryvyi Rih ou Myrnohrad, constituent une nouvelle violation du droit international de la Russie, qui poursuit sans relâche sa stratégie d'intimidation à l'encontre de l'Ukraine et de ses soutiens, au mépris de la vie des civils ukrainiens. Comme l'ont rappelé les dirigeants européens lors du Conseil européen, il est essentiel de mettre en échec la guerre d'agression de la Russie en Ukraine. La France continuera donc à fournir à l'Ukraine le soutien nécessaire à sa légitime défense par le canal européen et à continuer à lui apporter également une aide militaire bilatérale, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'accord de coopération en matière de sécurité signé par le Président de la République et le Président Zelensky le 16 février./.

100 / 942 – Point de presse du 21/03/2024

Référence EPJ01445801

Texte – Stéphane Séjourné Comme je l'évoquais la semaine dernière, M. Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, représente aujourd'hui la France à la réunion ministérielle climat, organisée par le Danemark et les présidences de la COP28 et de la COP29. Le sujet du rehaussement nécessaire de l'ambition climatique en vue de la COP30 de Belém sera également à l'ordre du jour du déplacement du Président de République au Brésil, la semaine prochaine. Le Ministre ainsi que la Secrétaire d'Etat Chrysoula Zacharopoulou accompagneront le Président lors de ce déplacement. Vous le savez, la France est engagée pour tenir sa trajectoire en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le Président de la République l'a annoncé ce matin : nous constatons un résultat exceptionnel, avec – 4,8% d'émissions pour la France en 2023. – Franck Riester Le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité, de la Francophonie et

des Français de l'étranger, M. Franck Riester, a donné hier le coup d'envoi du Festival de la francophonie, qui est un festival inédit dans sa forme et son caractère pluridisciplinaire. Ce festival se tient dans la perspective du XIXème Sommet de la francophonie, que la France accueillera, le 4 octobre prochain. Ce festival est intitulé "Refaire le monde". Il vous donnera à voir et à entendre des personnalités talentueuses, venues des cinq continents, qui illustreront le thème retenu pour le Sommet de Villers-Cotterêts "Créer, innover et entreprendre en français". – Jean-Noël Barrot M. Jean-Noël Barrot, ministre délégué chargé de l'Europe, accompagne le Président de la République au Conseil européen qui a lieu aujourd'hui et demain. À l'ordre du jour de ce Conseil européen, il y aura plusieurs thèmes, notamment la guerre d'agression menée par la Russie, la situation actuelle au Proche-Orient, et les enjeux agricoles. Il convient de noter qu'il y aura en marge de ce Conseil européen un sommet de la zone euro. – Chrysoula Zacharopoulou Comme je vous le mentionnais, Mme Chrysoula Zacharopoulou, Secrétaire d'Etat chargée du Développement et des Partenariats internationaux, se rendra au Brésil avec le Président de la République.

101 / 942 – Point de presse du 21/03/2024

Référence EPJ01445802

Texte La semaine dernière, j'avais souhaité aborder les crises au Soudan et en Haïti, deux crises majeures sur lesquelles nous demeurons mobilisés ; nous aurons l'occasion de revenir sur ces sujets. Mais la gravité des événements nécessite que je m'exprime aujourd'hui à nouveau sur le Proche-Orient et sur l'Ukraine. – Proche-Orient Nos échanges de ce jour commenceront par une évocation de la situation catastrophique dans la bande de Gaza. Dans ce contexte très préoccupant, la France demeure pleinement mobilisée sur tous les fronts, à commencer par le front diplomatique. Après de multiples votes sur divers projets de résolutions présentés depuis le mois d'octobre dernier, nous considérons qu'il est temps de prendre de nouvelles initiatives au Conseil de sécurité des Nations unies sur le conflit en cours. La France, dans ce contexte, prend ses responsabilités et travaille actuellement à un projet de résolution. Dans cette perspective, le Ministre s'est entretenu hier avec ses homologues algérien, égyptien, jordanien et palestinien afin d'explorer les voies d'une résolution appelant notamment à un cessez-le-feu immédiat, résolution qui pourrait recueillir l'accord du Conseil de sécurité. Il avait réuni, lundi, les membres européens du Conseil de sécurité des Nations unies, à savoir la Slovénie et Malte. Par ailleurs, dans ce cadre, la France continue d'appeler Israël à : – garantir un accès, sans délai, à tous les points de passage terrestres existants vers la bande de Gaza ; – autoriser l'utilisation du port d'Ashdod à des fins humanitaires ; – ouvrir une voie terrestre directe depuis la Jordanie pour acheminer massivement de l'aide humanitaire. L'ouverture de ces points de passage est aujourd'hui une urgence absolue. Pour pallier cette absence d'un passage suffisant par les voies terrestres, la France a participé, ces dernières semaines, à plus de dix opérations de largage aérien d'aide humanitaire. Les derniers largages des 16 et 17 mars ont été effectués conjointement avec l'Allemagne, dans le cadre d'une initiative coordonnée par la Jordanie et qui mobilise de nombreux partenaires. Ces largages, réalisés sans incidents, ont permis de livrer plus de 100.000 repas aux Gazaouis. Je voudrais ensuite apporter un éclaircissement sur le sujet des soldats

franco-israéliens engagés dans l'armée israélienne. À ce sujet, je voudrais notamment rappeler que la justice française est compétente pour connaître des crimes commis par des ressortissants français à l'étranger, y compris dans le cadre du conflit en cours. Conformément aux principes constitutionnels de séparation des pouvoirs, la Justice exerce cette compétence de manière indépendante. L'action de la France a toujours été de chercher à éviter une escalade dans la région, et au Liban nos efforts diplomatiques se poursuivent. Nous nous félicitons de la réaction positive des autorités libanaises à nos propositions de sortie de crise et nous étudions avec attention les commentaires qu'elles ont faits sur ces propositions. En étroite coordination avec ses partenaires, la France poursuivra ses contacts pour avancer vers une solution diplomatique, dans le respect de la souveraineté et de la sécurité des deux pays. Depuis le début de la guerre à Gaza, la France, en coordination avec ses partenaires, est mobilisée pour éviter une escalade régionale qui serait délétère pour le Liban comme elle le serait pour Israël. Dans un contexte où les échanges de tirs entre Israël et le Liban sont quotidiens, les ministres de l'Europe et des Affaires étrangères et des Armées se sont rendus à plusieurs reprises dans la région depuis le 7 octobre pour appeler toutes les parties concernées à la retenue. – Ukraine/Russie Je voudrais partager quelques propos sur la Russie. Mensonge, instrumentalisation, manipulation : le régime du Kremlin poursuit sa fuite en avant. Les institutions russes mentent de façon de plus en plus décomplexée, en témoignent les déclarations, ce mardi, du directeur des renseignements extérieurs russes sur l'envoi de soldats français en Ukraine. Des manoeuvres de désinformation ont également récemment visé d'autres partenaires et soutiens de l'Ukraine, dont la Pologne, ce qui démontre la pertinence du mécanisme qui a été lancé par les ministres lors de la réunion du Triangle de Weimar à La Celle-Saint-Cloud, le 12 février dernier. Enfin, quelques mots sur les propos du vice-président de la Douma, prononcés sur une chaîne française, hier : M. Piotr Tolstoï souhaite visiblement nous effrayer. Mais la seule réaction que suscitent ses outrances est au final l'indignation. Nous ne nous laisserons ni tromper ni intimider. Notre unité continue de faire notre force, et rien ne nous détournera de notre soutien à l'Ukraine, aussi longtemps et aussi intensément que nécessaire. C'est le message que le Président de la République portera aujourd'hui et demain au Conseil européen à Bruxelles.

102 / 942 – Point de presse du 21/03/2024

Référence EPJ01445803

Texte Q – Vous avez brièvement évoqué le sujet, mais je voudrais néanmoins poser la question précisément : des images d'une grande violence montrent un homme qui se présente comme un soldat franco-israélien dans la bande de Gaza, se moquant et insultant au moins un Palestinien gravement blessé, torturé, les yeux bandés. Il s'agit d'un cas concret ; la France envisage-t-elle de mener des enquêtes sur les 4000 soldats franco-israéliens engagés dans l'offensive à Gaza ayant possiblement commis des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité ? Cette question a été posée hier à la porte-parole du Gouvernement qui a redirigé vers le Quai d'Orsay, pourriez-vous, s'il vous plaît, y répondre ? R – Cette vidéo est choquante et abjecte. Concernant d'éventuelles suites judiciaires – c'est ce que je mentionnais dans mon propos liminaire –, la justice française est compétente pour connaître des crimes

commis par des ressortissants français à l'étranger. Et conformément aux principes constitutionnels de séparation des pouvoirs, elle exerce cette compétence de manière indépendante. Q – D'abord, excusez-moi, est-ce que vous pourriez répéter le pays avec lequel M. Séjourné, je pense, s'est consulté pour ce projet de résolution que vous avez mentionné très rapidement ? Sur le même sujet, on sait que M. Blinken a annoncé qu'il y a une initiative justement américaine aussi au Conseil de sécurité, et vous n'avez pas mentionné les Américains comme un pays avec lequel vous vous êtes consultés avant de lancer votre initiative. Est-ce que ça veut dire qu'il y a deux propositions qui sont contradictoires ? Et qu'est-ce que ça veut dire pour la coopération entre la France et les Etats-Unis ? Ça a l'air un peu bizarre. Je m'interroge aussi, vous avez appelé à ouvrir une voie terrestre depuis la Jordanie. Est-ce que vous pourriez peut-être préciser de façon géographique où est-ce que cette voie doit traverser ? Est-ce que ça veut dire depuis la Cisjordanie ? Quelle est exactement cette voie terrestre que vous voulez voir ? Et j'aimerais aussi revenir sur ce que mon collègue a évoqué. Je comprends très bien, vous dites qu'il y a une séparation des pouvoirs, mais bien sûr dans ce genre de cas c'est d'abord le Quai d'Orsay, l'ambassade sur place, etc., qui doivent recueillir les témoignages, du matériel, parce que les juges ne peuvent pas aller dans la bande de Gaza. Donc, même s'il y a cette séparation des pouvoirs, j'imagine que vous avez quand même des éléments ; est-ce que ce que vous cherchez ces éléments-là ? Je voulais aussi vous demander sur le Liban parce qu'il y avait des propos assez durs de la part de l'ambassadrice américaine, justement, qui a averti M. Aoun si je ne me trompe pas, hier, que si le Hezbollah ne bouge pas, s'il n'y a pas de réponse positive, il y aura peut-être une opération israélienne. Or, vous, vous êtes assez optimistes, vous dites qu'il y a des éléments. R – Cela fait beaucoup de questions. Alors, je vais les prendre dans l'ordre. Sur la première question, le Ministre, effectivement, s'est entretenu hier avec ses homologues algérien, égyptien, jordanien et palestinien. Il s'était entretenu en début de semaine, à l'occasion du Conseil des Affaires étrangères qui s'est tenu à Bruxelles, avec les membres européens siégeant actuellement au Conseil de sécurité des Nations unies, à savoir la Slovénie et Malte. Sur votre deuxième question, évidemment, nous nous coordonnons avec les Etats-Unis depuis le début de la crise. C'est un partenaire majeur, c'est un partenaire qui siège au Conseil de sécurité des Nations unies. Il y a effectivement un dialogue avec les Etats-Unis qui existe depuis le début de la crise. S'agissant du Conseil de sécurité, nous avons considéré qu'il était temps et qu'il était nécessaire que nous prenions une initiative. C'est un texte de résolution qui appellera à un cessez-le-feu. Nous espérons que ce texte pourra recueillir l'accord du Conseil de sécurité. Comme je vous le disais dans mes propos liminaires, il y a eu plusieurs projets qui n'ont pas abouti. Aujourd'hui, il est temps d'avoir un projet qui aboutisse. Sur la question de la voie terrestre avec la Jordanie, nous avons une coopération extrêmement dense avec la Jordanie sur les questions d'apport d'aide humanitaire aux populations civiles de Gaza. Et l'important, c'est que l'aide puisse arriver aux civils qui en ont besoin. Il y a une urgence à acheminer l'aide humanitaire et la voie directe depuis la Jordanie est plus que nécessaire, la voie terrestre directe depuis la Jordanie. Q – Cela passe par la Cisjordanie, c'est cela, l'idée ? R – Non, c'est de l'aide humanitaire pour la bande de Gaza. Q – Vous avez dit "terrestre". R – Oui, terrestre. Q – C'est par terre, depuis la



Jordanie vers Gaza, c'est cela, l'idée ? Donc vous passez par où ? R – Encore une fois, le point, c'est d'avoir une aide terrestre qui arrive, puisque c'est l'aide terrestre qui permettra d'apporter l'aide suffisante à la population civile de Gaza. Sur les vidéos – parce qu'il y en a plusieurs qui circulent sur les réseaux sociaux –, sur la question des soldats franco-israéliens, encore une fois, c'est à la justice de faire ce travail d'enquête. C'est à la justice de prendre cette initiative, et je n'ai pas plus de commentaires à vous faire. Encore une fois, il y a un principe de séparation des pouvoirs qui fait que je ne peux pas commenter ce que fera ou ne fera pas la justice. Sur la question du Liban, je ne vous ai pas dit que nous étions optimistes, je vous ai dit que nous travaillions afin d'arriver à une situation diplomatique. Nous avons soumis des propositions et ces propositions ont été soumises tant au gouvernement libanais qu'au gouvernement israélien. Elles sont en cours de discussion, nous avons une première réaction des autorités libanaises et nous en sommes très satisfaits. Mais ces discussions continuent et nous poursuivons nos efforts à tous les niveaux pour empêcher un embrasement régional qui serait, encore une fois, dramatique pour le Liban et pour Israël. Sur le détail, puisque vous semblez vouloir en avoir, je ne peux malheureusement pas m'étendre. Encore une fois, ce sont des choses qui sont en cours de discussion. Nous avons aujourd'hui salué la réaction des autorités libanaises à ces propositions. Q – Je rebondis sur la question de ma consœur, parce que sur la résolution, je ne comprends pas comment vous vous coordonnez. La résolution américaine a déjà été déposée, elle appelle exactement, comme la France, à un cessez-le-feu immédiat. Est-ce à dire qu'il va y avoir deux résolutions ou est-ce que la France rejoint la proposition de résolution des Etats-Unis ? Donc ça, c'est ma première question. Et ma deuxième question, c'est sur les vidéos que vous venez d'évoquer. Donc la France considère qu'elles sont authentifiées, authentiques, etc. ? Là-dessus, je ne sais pas s'il y a eu des éléments tangibles permettant de dire qu'elles sont authentiques, donc de pouvoir engager la justice française là-dessus, j'ai bien compris l'argumentaire sur la légitimité d'action de la justice française. J'ai une question qui concerne pour le coup l'Ukraine et la Russie. Il y a eu de nombreux échanges autour du sport des Jeux olympiques cette semaine, avec l'annonce par la Russie des Jeux de l'amitié, le CIO qui a fait un certain nombre de commentaires ; je voudrais avoir votre analyse et votre point de vue sur dans quelle mesure le sport est devenu la prolongation de la guerre en Ukraine, et dans quelle mesure elle participe de la guerre informationnelle, que ce soit du côté russe que du côté ukrainien ? R – Sur la première question je vais reprendre un peu ce que j'ai dit, c'est-à-dire que compte tenu de la situation dans la bande de Gaza qui est dramatique, compte tenu du fait qu'il y a eu plusieurs projets de résolution qui ont été proposés depuis le mois d'octobre dernier pour essayer de trouver une issue à la crise, il nous a semblé qu'il était temps de prendre une initiative pour présenter un texte, dont nous espérons qu'il puisse recueillir l'accord du Conseil de sécurité. Il n'y a pas de concurrence entre les textes, il y a simplement une initiative française de résolution présentée au Conseil de sécurité sur le sujet, qui appellera à un cessez-le-feu immédiat. Les Etats-Unis, comme je l'ai dit, est un partenaire majeur, avec lequel nous sommes en coordination depuis le début. Cela n'empêche pas que les uns et les autres proposent des projets de résolution. C'est la mécanique du Conseil de sécurité qui fonctionne ainsi, et encore une fois, il nous a semblé qu'il était

temps de prendre cette initiative, et c'est la raison pour laquelle nous travaillons actuellement à ce projet de résolution. Q – Pardon, j'ai oublié de vous demander : et donc ce projet de résolution va être déposé quand ? Juste pour voir le timing par rapport à la résolution américaine. R – Je n'ai pas la date exacte du dépôt, mais nous y travaillons. C'est ce que je vous disais, le Ministre a eu l'occasion d'échanger avec plusieurs autres pays partenaires pour faire en sorte que cette résolution aboutisse. Mais je n'ai pas la date exacte de la présentation de la résolution. Sur votre deuxième question, je n'ai pas d'éléments sur ces vidéos. Ce sont des vidéos qui circulent sur les réseaux sociaux. Nous les avons vues comme vous avez dû les avoir vues, mais je n'ai pas d'éléments précis qui permettraient d'authentifier ou quoi que ce soit. Ce sont simplement des vidéos qui circulent sur les réseaux sociaux. Mais encore une fois, c'est l'occasion de rappeler ce principe qui est un principe cardinal, c'est que la justice est une institution indépendante en France, elle est compétente pour connaître des crimes qui pourraient être commis par des Français, y compris à l'étranger. Dans l'esprit de la séparation des pouvoirs, c'est à elle que reviendra la responsabilité d'une action. Sur votre troisième question, sur les décisions du CIO et sur les Jeux olympiques, on respecte totalement l'autonomie du mouvement sportif qu'est le Comité international olympique, et on prend acte des décisions qu'il a prises s'agissant des athlètes russes et biélorusses. La France, en tant que pays hôte, veillera à ce que les critères de neutralité soient scrupuleusement mis en oeuvre, avant et pendant les Jeux. Sur la désinformation dans le cadre des Jeux olympiques, je pense que j'ai eu l'occasion de le mentionner beaucoup de fois. Encore une fois, nous avons affaire à un Etat, la Russie, qui est très agressive à l'égard des soutiens de l'Ukraine, particulièrement au plan informationnel. Comme je vous le rappelais en introduction, c'est le cas de la France, mais c'est aussi le cas de la Pologne et d'autres pays européens. Nous serons vigilants face à d'éventuelles manoeuvres de désinformation, mais encore une fois, cette stratégie d'intimidation et d'agressivité de la Russie ne nous détournera pas de notre pleine solidarité avec l'Ukraine. Depuis le début de la guerre d'agression, nous avons soutenu l'Ukraine dans la durée et dans tous les domaines. Cela concerne aussi, puisque vous me parliez de Jeux olympiques, les athlètes ukrainiens en vue des Jeux, – athlètes ukrainiens qui seront représentés aux Jeux olympiques de Paris –, en lien avec la solidarité olympique du CIO. Pour terminer, juste vous indiquer que sur cette thématique, puisque la France est le pays hôte des Jeux olympiques, cette année, elle a présenté une résolution à l'Assemblée générale des Nations unies en faveur d'une trêve olympique. Cette résolution a été votée. Donc la Russie doit se conformer à son devoir olympique, mais elle doit aussi se conformer à ses obligations aux termes du droit international, en cessant immédiatement sa guerre d'agression contre l'Ukraine. Q – Concernant la visite du Président et du Ministre au Brésil, est-ce que la question de l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur sera traitée d'une manière ou d'une autre, ou pas du tout ? Est-ce que la France veut, disons, éviter la question ? R – S'agissant du déplacement du Président de la République qui est prévu la semaine prochaine, je vous ai cité un ensemble de thèmes qui seront au coeur de ce déplacement. Encore une fois, la thématique centrale, ce sont les enjeux globaux. Je n'ai pas d'autres détails sur l'agenda de la visite du Président de la République, et je n'ai pas de détails sur les thèmes qui seront abordés par le Président de la République à

l'occasion de sa visite au Brésil. Je vous renvoie vers l'Elysée qui aura certainement plus de détails à ce sujet. Q – La République islamique, après deux ans et demi, a nommé un nouvel ambassadeur. Est-ce que vous allez lui parler, à propos de situations des otages français prisonniers depuis longue date ? R – Effectivement, l'ambassade d'Iran a nommé un nouvel ambassadeur. Comme vous le savez, nous avons un dialogue extrêmement exigeant avec les autorités iraniennes. Le Ministre a eu l'occasion de le dire à son homologue, lorsqu'il a eu un échange avec lui à New York en début d'année. Nous appelons de manière très forte l'Iran à la libération des otages français détenus en Iran. C'est une constante que nous rappelons. Donc nous le rappellerons de la même manière à l'ambassadeur d'Iran qui vient d'arriver à Paris. Ce dialogue exigeant concerne les otages, mais concerne aussi le rôle de l'Iran dans la situation régionale. Nous avons eu l'occasion, à plusieurs reprises, de le dire à l'Iran, et nous dirons à l'ambassadeur d'Iran que nous exigeons la fin du comportement d'escalade de l'Iran dans la région. Encore une fois, c'est un dialogue qui est très exigeant, et nous dirons à l'ambassadeur d'Iran ce que le Ministre et d'autres autorités ont eu l'occasion de dire aux autorités iraniennes récemment. Q – Je reviens à la situation très tendue entre le Liban, à la frontière entre le Liban et Israël. Vous avez qualifié de positive la réponse des autorités libanaises aux propositions concrètes de la France qui sont toujours en discussion. Est-ce que d'après vous, à l'aune de vos efforts diplomatiques, une trêve éventuelle à Gaza pourrait se répercuter au Liban ? R – Nous continuons à travailler, comme je vous le disais, sur les différents fronts. Ils sont deux sujets distincts, mais qui participent de la même situation de tension dans la région. Et nous travaillons tous azimuts. Encore une fois, les autorités libanaises se sont félicitées de ces propositions, donc nous sommes satisfaits que les propositions qui ont été portées par le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, lors de son déplacement dans la région, aient reçu un accueil positif des autorités libanaises. Je ne sais pas comment lier cela avec la question de la trêve. Evidemment, nous appelons, pour ce qui concerne la bande de Gaza, à un cessez-le-feu ; c'est un point que nous avons dit et redit à plusieurs reprises. C'est l'objet notamment du projet de résolution sur lequel nous travaillons. Globalement, nous sommes toujours dans une posture où nous travaillons pour faire baisser la tension, éviter une escalade régionale, et notamment éviter toute logique escalatoire à la frontière entre le Liban et Israël. Q – Je vous avais déjà posé la question dans le passé et vous m'aviez parlé des exportations françaises d'armes vers Israël, et vous aviez dit qu'elles étaient marginales. Mais même si celles-ci sont marginales, et d'ailleurs en prenant en compte qu'il n'y a pas eu une grande transparence là-dessus, et en prenant en compte également la décision de la Cour internationale de justice, qu'un moindre – je ne dis même pas une arme – composant qui puisse servir dans la construction ou la fabrication d'une arme israélienne qui puisse être utilisée dans la constitution d'un crime de guerre, ou d'un crime contre l'humanité, cela a des implications vis-à-vis des engagements de la France dans le droit international et représente un risque pour la France. Est-ce qu'une enquête plus large et plus précise ne serait pas nécessaire ? Et un peu plus de transparence ? Et peut-être aussi prendre l'exemple sur le Canada, qui a récemment décidé d'arrêter ces importations vers Israël ? R – Effectivement, mais je vais vous renvoyer à la réponse que je vous avais faite : encore une fois, la France dispose d'un mécanisme

d'autorisation d'exportation des matériels de guerre qui est extrêmement rigoureux et qui repose sur un examen interministériel minutieux, au cas par cas, sur la base de différents critères, notamment ceux définis par le Traité sur le commerce des armes. Le respect des droits de l'Homme et du droit international et humanitaire par le pays destinataire, de même que les conséquences pour la paix font partie des critères qui sont pris en compte dans le cadre de cet examen. C'est ce que je vous disais la dernière fois. Historiquement, la France est un partenaire marginal d'Israël en matière d'équipements de défense. Pour l'année 2022, le montant de nos exportations représente 0,1% du montant total de ce que nous exportons en termes de matériels de guerre pour la même année. Donc je vous renvoie effectivement aux propos que j'avais tenus préalablement. Sur la question du Canada, c'est une décision qui a été prise pour le Canada, et je vous renvoie aux autorités canadiennes qui pourront, je pense, vous l'expliquer. Mais encore une fois, c'est une décision des autorités canadiennes./.

103 / 942 – Point de presse du 14/03/2024

Référence EPJ01444003

Texte Q – J'ai quelques questions concernant Haïti. Des chercheurs disent que le fait que le Haïti a dû payer un grand montant d'argent à la France après son indépendance, ça contribue à la situation actuelle. Quelle est votre réaction à ça ? Est-ce que la France a prévu de rembourser cet argent ou une partie de cet argent ? Et quel rôle est-ce que la France devrait jouer – ou va jouer – pour contribuer à une résolution du conflit actuel ? R – Je vous remercie beaucoup. Sur la question de la dette, c'est évidemment un point historique connu de tous, et de longue date. Donc je vous renvoie à nos précédentes déclarations. Mais ce que je voulais vous dire, vraiment de manière assez forte, c'est que ce n'est pas l'objet des discussions qui sont en cours. La situation en Haïti est extrêmement sérieuse, elle est extrêmement grave. Il y a une situation sécuritaire qui est extrêmement alarmante. Cette situation sécuritaire a des conséquences sur la situation humanitaire. Et pour la France, c'est la première des priorités, maintenant : c'est d'agir pour faire en sorte qu'il y ait un rétablissement de la situation, d'abord, sécuritaire et humanitaire. Et puis – comme je vous le disais dans les propos liminaires – ensuite d'envisager un processus politique qui permette le retour de l'Etat de droit en Haïti. Le premier accord, qui a été obtenu à l'issue de la réunion de la CARICOM le 11 mars dernier, ouvre la voie, sur le volet politique, à une résolution de la crise, et elle ouvre la voie, surtout, à un processus politique qui sera inclusif. Ça veut dire qu'il regroupera l'ensemble des parties et amènera in fine à l'organisation d'élections libres et démocratiques. Encore une fois, la priorité de la France, c'est maintenant, parce que l'urgence, elle est aujourd'hui. Q – C'est toujours une question sur Haïti. En complément de ce que vous avez dit, concrètement, comment la France compte s'y prendre, et notamment pour que les gangs criminels ne prennent pas part, de facto, à toute cette période de transition et ne se retrouvent pas au pouvoir en Haïti ? Parce que j'imagine que l'aide est aussi conditionnée au fait de ne pas avoir à transiger avec les gangs criminels ? R – La situation sécuritaire en Haïti, effectivement, est extrêmement grave, et elle tient effectivement à ce que vous mentionnez, à la présence de gangs. Nous avons appuyé, même avant le début de cette crise, le déploiement d'une force multinationale de police en Haïti. Ce principe a été réaffirmé par la

réunion de la CARICOM qui s'est tenue récemment, avec l'ensemble des partenaires internationaux qui sont impliqués. Donc ça, c'était un premier point, à savoir que nous sommes favorables au déploiement d'une force internationale qui permette d'appuyer – et ça, c'est le deuxième point – la police nationale d'Haïti. Donc nous avons demandé la mise en place urgente de la mission, et nous continuons par ailleurs à apporter notre soutien aux forces de police haïtiennes. Mais encore une fois, le règlement de la situation sécuritaire à Haïti est un préalable absolument nécessaire pour deux choses : déjà, pour éviter une dégradation de la situation humanitaire – qui est déjà très précaire – et pour permettre – et ça, c'est la deuxième chose – l'enclenchement d'un processus politique qui mènera au rétablissement de l'ordre constitutionnel à Haïti. Q – Une autre question sur Haïti. Vous évoquez l'importance du rétablissement de la situation sécuritaire. Il y a eu un peu de confusion, hier, autour du déploiement de la force kényane en Haïti, des doutes sur le fait de savoir si le Kenya le ferait vraiment. Le Président kényan a finalement dit qu'il le ferait au moment où le Conseil de transition serait mis en place. La nomination des membres de ce conseil semble traîner. Est-ce que vous craignez que cette mission puisse éventuellement ne pas être déployée, ou que ce retard dans le déploiement puisse être préjudiciable à la transition et aux efforts mis en place pour lutter contre la violence et les gangs ? R – La position que je vous ai donnée reste très valable, c'est-à-dire que, pour nous, le point c'est de réagir rapidement et de favoriser la mise en place d'une mission multinationale d'appui à la sécurité d'Haïti, à laquelle la France apportera son soutien financier. Nous suivons cela avec beaucoup d'attention. Je ne suis pas certain de pouvoir faire des commentaires sur les déclarations kényanes qui sont intervenues en début de semaine, mais en tout cas, nous suivons ça avec beaucoup d'attention et nous serons en soutien de cette force multinationale de soutien à la sécurité d'Haïti. Q – Quelques petites questions, s'il vous plaît. D'abord, il y avait des compagnies d'armement israéliennes qui ont reçu dernièrement des notices de la part de l'organisation d'Eurosatory, du grand salon de l'armement qui va se tenir au mois de juin, comme si les conditions d'entrée pour être exposant ont été changées spécifiquement pour Israël, pour rendre en fait leur participation plus compliquée. Est-ce que vous pourriez confirmer ça ? Est-ce qu'il y a un message politique derrière, de la part de la France ? Une deuxième question. Il y avait des publications comme si la France essayait de relancer cette initiative de faire entrer des médicaments pour les otages. Est-ce que vous avez du nouveau sur le sujet ? J'aimerais aussi vous demander : est-ce que la France compte faire partie faire partie de cette initiative américaine et chypriote pour le corridor maritime ? Est-ce que vous faites partie, en fait, des groupes qui sont en train de discuter ce projet pour, bien sûr, apporter l'aide humanitaire à Gaza ? Et dernièrement, une question sur le Somaliland. Il y avait le – je ne sais pas si on peut l'appeler – le ministre des affaires étrangères du Somaliland à Paris cette semaine et il a eu des rencontres au Sénat. Est-ce qu'il a demandé à voir quelqu'un au Quai d'Orsay ou d'autres personnalités officielles en France ? Et est-ce que vous avez répondu ? Est-ce que vous l'avez reçu ? Est-ce qu'il était reçu comme une personnalité officielle ? Merci. R – Merci beaucoup. Je vais prendre vos questions dans l'ordre, si vous me le permettez. Sur la question d'Eurosatory, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères n'est pas l'organisateur du salon, donc je ne suis pas du tout en mesure de vous répondre sur ce point.

Votre deuxième point, c'était sur la question de... ? Q – Le transfert de médicaments, qui n'a apparemment... Vous n'avez jamais dit ça, mais on dirait qu'il n'a jamais abouti. Il y avait cette semaine, en fait, des publications, comme si vous étiez en train de relancer cette... R – Sur la question de la livraison des médicaments aux otages, c'est effectivement une opération que nous avons menée. Je crois qu'il y a eu, il y a quelques semaines, un communiqué officiel du Qatar annonçant que la livraison avait bien été effectuée, mais je n'ai pas connaissance d'éléments sur ce sujet-là cette semaine. Sur le corridor humanitaire et sur la question de la construction d'un port humanitaire annoncé par les Etats-Unis, évidemment, tout ce qui va dans le sens d'un soutien aux populations civiles de Gaza, pour nous, est bienvenu et c'est à saluer. Donc c'est une initiative qui est prise – parmi d'autres – et c'est une bonne initiative. Mais à notre sens, il y a quand même une urgence à apporter une aide humanitaire massive, compte tenu de la situation dans la bande de Gaza. Et pour ce faire, il nous semble qu'il est absolument urgent de rouvrir les voies terrestres, en fait, parce que c'est par là que rentre le plus d'aide humanitaire. Et la réouverture des voies terrestres est quand même largement de la responsabilité d'Israël. Donc nous saluons effectivement cette initiative qui a été prise. Nous saluons les efforts qui sont faits par les Etats-Unis pour mettre en place des structures provisoires d'accueil de l'aide humanitaire dans le port de Gaza. Mais encore une fois, tout ce qui pourrait être fait pour apporter un soutien humanitaire à la population de Gaza sera la bienvenue. Et c'est la raison pour laquelle nous continuons à oeuvrer pour que l'aide humanitaire arrive aussi par voie routière. Sur votre dernière question, le Dr. Essa Kayd Mohamoud a été reçu, à sa demande, au niveau technique par la direction d'Afrique et de l'océan Indien. A l'occasion de ces échanges, nous avons réaffirmé, à l'instar de l'Union africaine et à l'instar des autres partenaires internationaux, notre attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Somalie. Q – Mais protocolairement ? R – Il a été reçu à un niveau technique. Q – Une question sur l'Ukraine. Il y a quelques jours, le représentant spécial du gouvernement chinois sur les affaires eurasiennes était au Quai d'Orsay, notamment pour les échanges sur la situation en Ukraine. Pourriez-vous, s'il vous plaît, nous donner quelques informations sur ce point ? Merci. R – Merci pour votre question. Effectivement, M. Li Hui a été reçu lundi au Quai d'Orsay par le directeur général adjoint pour les affaires politiques et de sécurité du ministère, qui a rappelé que la Chine avait à jouer un rôle important pour faire pression sur la Russie pour que celle-ci mette fin à sa guerre d'agression en Ukraine, afin de permettre une paix juste et durable, dans le respect du droit international, notamment et tout particulièrement de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Q – Quelle est la réaction de la France au blocage, par des Israéliens radicaux, de l'aide humanitaire vers Gaza, alors que les Nations unies parlent d'un risque de famine généralisée qui pèse sur 2,3 millions d'habitants, et alors que Joseph Borrell dénonce de son côté l'utilisation de la faim comme arme de guerre, et alors que 27 personnes sont mortes, à Gaza, de malnutrition ? Quelle est la réaction de la France là-dessus ? Merci. R – C'est ce que je répondais à la question précédente, c'est-à-dire que nous considérons qu'il est absolument crucial que l'aide humanitaire puisse rentrer sur le territoire de la bande de Gaza. Il y a des besoins qui sont absolument massifs. La situation humanitaire est catastrophique. Nous saluons évidemment tout ce qui a été fait

dernièrement et, tout dernièrement, les livraisons que le Programme alimentaire mondial a réussi à faire dans le nord de la bande de Gaza. Nous avons dit et nous redisons que nous demandons l'ouverture systématique des points de passage. Je vous rappellerai les mots du Ministre sur la situation à Gaza – je le cite – "des civils doivent se battre pour de la nourriture. Cela doit nous mener à qualifier des faits et demander des explications au gouvernement israélien". Donc je pense que la position est extrêmement claire. On s'est prononcés en appui d'une demande du secrétaire général des Nations unies d'une enquête indépendante, suite à des tirs israéliens – choquants – sur des civils lors d'une distribution d'aide humanitaire, à la fin du mois de février. Nous apportons par ailleurs une aide humanitaire de manière très proactive, donc évidemment tout ce qui est de nature à entraver l'acheminement de cette aide humanitaire est, selon nous, condamnable.

Q – Le Président Macron, en répondant à un député la semaine dernière, a assuré qu'il n'envisageait pas de sanctions contre Israël. La France applique des sanctions contre le Venezuela depuis 2017, pour protester contre la détérioration des droits de l'Homme au Venezuela. Est-ce que cela signifie que la France considère que la situation des droits de l'Homme est plus détériorée au Venezuela que dans les territoires palestiniens ? Ça, c'est ma première question. La deuxième question : est-ce que la France soutiendra la demande – notamment de l'Algérie – à l'ONU, pour une enquête sur les violences sexuelles perpétrées contre des hommes et des femmes palestiniens par l'armée israélienne en détention ? Enfin, une réunion s'est tenue ce weekend, près de Paris, avec des représentants de colonies israéliennes illégales, en présence notamment de l'avocate franco-israélienne Nili Kupfer-Naouri qui s'est illustrée sur les réseaux en train de bloquer l'aide humanitaire dans les points de passage à Gaza et qui appelle ouvertement à raser Gaza, ainsi que Yossi Dagan, organisateur d'un événement, en janvier, à Jérusalem, qui prônait le déplacement de la population de Gaza ; et cet événement a été condamné par un de vos communiqués en janvier. Donc est-ce que c'est légal, que cette réunion se tienne en France et quel est votre commentaire sur cette réunion ?

R – Sur la question des sanctions, je vous rappellerais que la France est le premier pays européen à avoir imposé des sanctions contre des colons israéliens violents, coupables de violences à l'encontre de civils palestiniens, ce sont des personnes qui sont visées par une interdiction administrative du territoire français. Nous condamnons, nous le répétons, et nous dénonçons toutes les violations du droit international humanitaire en Palestine. Sur votre deuxième point, sur l'initiative algérienne d'une enquête, je n'en ai pas connaissance, mais je reviendrai vers vous avec des éléments lorsque j'en aurai. Enfin, sur votre troisième point, nous n'avons pas d'informations sur la réunion que vous mentionniez ; encore une fois, notre position sur la colonisation est claire : elle est contraire au droit international. Nous n'avons de cesse de la dénoncer et ça, ce n'est pas quelque chose qui est nouveau. Nous considérons que c'est une entrave majeure à un dialogue politique permettant la résolution du conflit. Et c'est ce que vous disiez, nous condamnons de manière très forte la colonisation et les appels de certains ministres israéliens à la haine. Après, encore une fois, je n'ai pas d'indications sur cette réunion.

Q – Ma question porte sur le Tchad. Vous savez sans doute que la semaine dernière, M. Jean-Marie Bockel qui est l'envoyé personnel d'Emmanuel Macron en Afrique, s'est rendu au Tchad où il a rencontré le président

tchadien, Mahamat Idriss Déby. Et il a eu des propos qui ont beaucoup fait parler, il a parlé de l'admiration de la France pour le président tchadien. Ce même président tchadien qui, vous le savez, est arrivé au pouvoir par un putsch en 2021, a commis des massacres en 2022, et le 28 février dernier a fait assassiner son principal opposant Yaya Dillo lors d'un raid de l'armée. Ma question est double : est-ce que le ministre de l'Europe et des affaires étrangères partage cette admiration de la France pour le président tchadien ? Et la deuxième question, est-ce que vous condamnez et comptez sanctionner les violations des droits de l'Homme des autorités tchadiennes ? Notamment tout ce qui est relatif à l'assassinat de Yaya Dillo puisque, sauf erreur de ma part, je n'ai pas entendu de position officielle des autorités françaises sur ce sujet. R – Jean-Marie Bockel, effectivement, est envoyé du Président avec une mission qui est claire, il est en charge de la reconfiguration de notre dispositif militaire en Afrique. Après la phase de dialogue avec les partenaires africains, il remettra des propositions au Président de la République qui rendra ses arbitrages. Concernant plus particulièrement le Tchad, le pays entame une étape clé de cette fin de transition, avec l'élection présidentielle qui se tiendra au mois de mai. Nous avons pris bonne note de la publication par les autorités tchadiennes des dates du scrutin. Plusieurs candidatures ont été annoncées, et il revient maintenant aux autorités tchadiennes compétentes de valider l'ensemble des candidatures et de préparer les conditions d'élections qui devront être libres, inclusives et transparentes. Donc il est important pour nous que ces élections soient conduites dans un esprit de concorde, d'ouverture politique et de réconciliation nationale. Je vous rappelle que la France avait condamné avec la plus grande fermeté les violences inadmissibles qui étaient survenues le 20 octobre 2022 au Tchad. Nous avons appelé à mettre en oeuvre les recommandations du rapport rendu par la Commission nationale des droits de l'Homme sur ces violences, en février 2023. Nous avons toujours apporté un soutien au processus qui est en cours, encore une fois, processus qui a vocation à mener à des élections libres, ouvertes, transparentes et inclusives. Q – Et sur le cas de Yaya Dillo ? R – Je n'ai pas de commentaire particulier sur Yaya Dillo. Q – Je voudrais revenir sur Gaza. Vous avez évoqué la demande d'enquête indépendante, suite à la tragédie au moment de la distribution d'aide humanitaire ; est-ce que cette enquête est ouverte, où est-ce qu'elle va être ouverte ? Est-ce que vous avez des éléments là-dessus ? Et deuxième point, cette semaine, le Maroc a annoncé un envoi d'aide humanitaire via le territoire israélien. Donc l'aide a été envoyée à Ben Gourion et passée par le passage de Kerem Shalom. Est-ce que vous avez des discussions avec les Israéliens sur une aide qui pourrait transiter de la même manière par ce point de passage ? R – Je n'ai pas d'informations concrètes à vous donner sur l'enquête, mais en tout cas sur le principe nous y sommes favorables. Sur votre deuxième point, effectivement, encore une fois, toute aide humanitaire qui pourra rentrer dans la bande de Gaza sera pour nous une excellente nouvelle et si les Marocains en ont fait acheminer, c'est effectivement une excellente nouvelle. Tous les points d'accès, selon nous, doivent être ouverts. Encore une fois, les besoins de la population gazaouie sont massifs et tous les points doivent être ouverts. Nous avons aussi constaté que le Programme alimentaire mondial (PAM) avait réussi à faire entrer des camions par le nord de la bande de Gaza, dernièrement. Donc nous espérons qu'il y a des possibilités. Nous espérons



surtout que ces réouvertures soient durables. Q – Deux nouvelles questions s'il vous plaît. Une concernant l'aide humanitaire à Gaza aussi, la mise en place de ces différents corridors aériens, maritimes ; vous rappeliez le besoin des accès terrestres, est-ce que vous ne craignez pas, comme certaines ONG l'ont souligné, ces derniers temps, que la mise en place de couloirs alternatifs, finalement, allège la pression sur le gouvernement israélien pour qu'il rouvre ou qu'il ouvre plus largement en tout cas les accès terrestres ? Et puis une question sur la conférence dont vous avez parlé sur le Soudan : est-ce que vous pourriez développer un petit peu sur qui seront les pays présents, invités en tout cas ? Voilà, sur le contenu de cette réunion ? R – Sur votre première question, je vous renverrais en fait aux diverses expressions du Ministre sur le sujet ; c'est-à-dire qu'encore une fois il y a des difficultés d'acheminement de l'aide humanitaire aux populations de Gaza. Pour ce qui concerne la France, nous essayons d'apporter des solutions par divers moyens. C'est la raison pour laquelle nous avons organisé, en lien notamment avec la Jordanie, des largages d'aide humanitaire. C'est une aide qui permet de livrer rapidement de l'aide sur place. Le corridor maritime est une autre solution. Mais encore une fois, et c'est ce que le Ministre a répété plusieurs fois, ce n'est pas suffisant. C'est pour cela que nous réclamons depuis plusieurs semaines l'ouverture des points de passage dans le nord de la bande de Gaza – encore une fois, je vous signalais l'entrée d'un convoi du PAM, c'est une bonne nouvelle, mais nous espérons que cette ouverture soit durable – et l'ouverture de tous les points de passage pour faire entrer l'aide humanitaire. Encore une fois les besoins sont massifs, donc tous les moyens à notre disposition sont bons. Mais certains sont plus efficaces que d'autres. Nous appelons vraiment à la réouverture de ces points de passage. Nous sommes sur ce sujet exigeant vis-à-vis des Israéliens puisque c'est un point qui fait l'objet régulièrement de discussions entre nos hautes autorités, entre les autorités israéliennes et les autorités françaises. Sur la question de la conférence sur le Soudan, c'est une conférence qui sera organisée par la France, l'Allemagne et l'Union européenne. C'est une conférence à vocation humanitaire, pas seulement, mais d'abord à vocation humanitaire, sur le Soudan et les pays voisins, qui se tiendra à Paris le 15 avril prochain. Elle réunira, outre les pays que je vous ai cités, des organisations internationales qui seront impliquées dans les discussions, des acteurs humanitaires qui opèrent aujourd'hui au Soudan et, bien évidemment, comme je vous l'avais dit, tout cela en coordination étroite avec les Nations unies et avec le Représentant spécial des Nations unies pour le Soudan, M. Ramtame Lamamra. Les deux objectifs de cette conférence, si je schématise un peu, c'est d'abord d'apporter les financements nécessaires à l'aide humanitaire au Soudan, et le deuxième objectif, c'est d'appeler l'ensemble des parties à rendre possible les accès humanitaires, les rendre possibles, les rendre libres, les rendre sûrs et sans entrave sur l'ensemble du territoire soudanais. Encore une fois, c'est une double problématique, d'acheminement d'aide humanitaire et de permettre que cette aide humanitaire arrive au plus près des populations qui en ont vraiment besoin. Je vous rappellerais qu'à ce jour la France a apporté une aide de plus de 55 millions d'euros pour répondre aux besoins humanitaires des populations au Soudan, ainsi qu'aux réfugiés soudanais dans les pays voisins, puisque vous savez que cette crise a généré des mouvements de populations et qu'il y a énormément de personnes déplacées. Sur le même sujet, l'Union européenne a mobilisé

500 millions d'euros en 2023, soit environ un tiers de la réponse de la réponse internationale. Nous voulons poursuivre les efforts en faveur d'une amélioration de la situation humanitaire et en faveur de la résolution du conflit au Soudan. La souffrance du peuple soudanais est inacceptable. C'est la raison pour laquelle cette conférence va être organisée, encore une fois, à l'initiative de la France, de l'Allemagne et de l'Union européenne. Q – Est-ce que sur les pays invités, il y aura des pays du Golfe, qui sont d'importants contributeurs sur le plan de l'aide humanitaire, et par ailleurs, notamment l'Arabie saoudite et les Emirats, qui ont aussi un rôle politique important dans la crise soudanaise ? R – La conférence est dans un mois ; le principe en est fixé, les invitations sont lancées. Mais je pense que nous aurons l'occasion de revenir sur les pays présents, les organisations internationales et les ONG qui seront présentes. L'idée, au départ en tout cas, qui était l'idée de la France, de l'Allemagne et de l'Union européenne, c'est d'être le plus inclusif possible pour avoir justement un tour de table le plus large possible permettant d'une part une levée de fonds pour de l'aide humanitaire, mais aussi d'avoir l'ensemble des acteurs concernés pour que la discussion sur les autres sujets puisse être utile. Q – Le Président de la République s'exprime ce soir sur la guerre en Ukraine dans une allocution télévisée ; et le journal Le Monde publie ce matin des propos d'Emmanuel Macron qui aurait fait part en privé de son intention d'envoyer des hommes pour défendre Odessa. Est-ce que vous avez un commentaire sur ces informations, et est-ce que la France se dirige vers un virage majeur de son soutien militaire à l'Ukraine ? R – Le mieux, c'est d'attendre ce que dira le Président de la République, ce soir. Vous savez que, dans ce moment crucial, la France, avec l'ensemble de ses partenaires, soutient l'Ukraine dans la durée. Nous sommes toujours dans une situation, – je vais vous répéter des mots que vous connaissez certainement, mais– la Russie fait preuve d'une agressivité renouvelée et cela nécessite un sursaut de la part des partenaires de l'Ukraine. Q – Il y a des Franco-israéliens qui rejoignent l'armée israélienne sur place. Je voulais savoir s'il y aurait des enquêtes menées sur ces binationaux ? Et si ces binationaux ont commis des crimes contre les Gazaouis, seront-ils poursuivis en France ? R – Sur cette question, comme vous le savez, la binationalité est une double allégeance, donc on n'enquêtera pas sur ce que feront les Franco-israéliens vis-à-vis de leurs obligations militaires en Israël. Nous l'avons redit, et c'est la position que vous connaissez très bien, et je vous renvoie à toutes les déclarations que nous avons pu faire sur le positionnement de la France vis-à-vis de ce sujet. Q – Si ces binationaux ont commis des crimes contre les Gazaouis, est-ce qu'ils seront poursuivis en France ? R – C'est une question un peu prospective. Bien. Je vous remercie tous de votre présence aujourd'hui et je vous retrouve avec un plaisir intact la semaine prochaine. Merci infiniment à tous./.

104 / 942 – Point de presse du 07/03/2024

Référence EPJ01442102

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les frappes de missiles russes en Ukraine sur la ville d'Odessa, qui ont eu lieu pendant un déplacement du président ukrainien Volodymyr Zelensky et du premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis et ont causé la mort de cinq personnes. Samedi, une attaque de drone contre un immeuble d'habitation d'Odessa avait déjà causé la mort de 12 personnes, dont 5 enfants, et blessé au moins 20 personnes. Ces

attaques odieuses constituent une nouvelle violation du droit international de la part de la Russie, qui poursuit son escalade et sa stratégie d'intimidation à l'encontre de l'Ukraine et de ses soutiens. Comme l'a indiqué le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Stéphane Séjourné, il est essentiel de mettre en échec la Russie en Ukraine. La France continuera donc, en étroite coordination avec ses partenaires, à fournir à l'Ukraine le soutien nécessaire à sa légitime défense. C'était le sens de la réunion du 26 février organisée à l'initiative du Président de la République, qui avait pour objet de renforcer la coordination de nos actions pour l'Ukraine, et d'agir plus vite et plus fort. La France continuera à apporter une aide militaire bilatérale à l'Ukraine, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'accord de coopération en matière de sécurité signé par le Président de la République et le président Zelensky le 16 février.

105 / 942 – Point de presse du 01/03/2024

Référence EPJ01441201

Texte La France et 44 Etats de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont invoqué le 29 février 2024 le mécanisme de Moscou, qui vise à enquêter sur les allégations de graves violations des droits de l'Homme par les Etats membres de l'OSCE. Une mission d'experts indépendants sera chargée d'établir les faits relatifs aux détentions arbitraires de civils ukrainiens par la Russie. Les conclusions du rapport alimenteront les enquêtes en cours dans le but d'établir formellement les responsabilités juridiques et politiques pour les exactions commises sur le territoire ukrainien. C'est la quatrième fois que la France participe au déclenchement du mécanisme de Moscou. Les trois saisines précédentes portaient sur les violations du droit international humanitaire et des droits de l'Homme, les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis en Ukraine et sur les déportations d'enfants ukrainiens par la Russie dans le cadre de sa guerre d'agression en Ukraine. La France reste résolument engagée aux côtés de l'Ukraine et des Ukrainiens, de ses partenaires internationaux, ainsi que des juridictions internationales, pour lutter contre l'impunité des auteurs de ces crimes./.

106 / 942 – Point de presse du 29/02/2024

Référence EPJ01441002

Texte La Russie poursuit son escalade militaire en Ukraine et durcit sa posture. Les attaques verbales outrancières des autorités russes contre la France, cette semaine encore, témoignent de sa fébrilité, face à des partenaires européens de l'Ukraine déterminés à tout faire pour mettre la Russie en échec, dans une guerre dont elle porte l'entière responsabilité. Les escalades verbales de ces derniers jours, et aujourd'hui encore, sont à mettre dans ce contexte. Nous le constatons à chaque fois que la Russie est confrontée à notre détermination. Nous envoyons clairement le message que nous ne nous laisserons pas faire. Dans ce contexte, nous suivons avec beaucoup d'attention les derniers développements en Moldavie. L'appel à la soi-disant protection par Moscou de séparatistes dénués de toute autonomie est un scénario connu. Face à cette recrudescence d'agressivité de la Russie, un sursaut collectif est nécessaire. Les attaques et les tentatives de déstabilisation sur le continent européen exigent de renforcer notre soutien à l'Ukraine. C'est le sens de la réunion qui

s'est tenue le 26 février dernier, organisée à l'initiative du Président de la République, qui a rassemblé 27 chefs d'Etat et de gouvernement. Cette réunion avait pour objet de renforcer la coordination de nos actions pour l'Ukraine, et d'agir plus vite et d'agir plus fort. Les conclusions de cette rencontre, c'est que la France et ses partenaires sont au rendez-vous. Avec nos partenaires, nous sommes tombés d'accord pour agir et prendre de nouvelles initiatives dans cinq domaines : – le cyberdéfensif ; – la coproduction d'armements, de capacités militaires, de munitions en Ukraine ; – la défense de pays menacés directement par l'offensive russe en Ukraine, et tout particulièrement la Moldavie ; – la capacité de soutenir l'Ukraine à sa frontière avec la Biélorussie avec des forces non militaires ; – et des opérations de déminage. Nous avons également annoncé la création d'une coalition sur les missiles et bombes à moyenne et longue portées. Les ministres de l'Europe et des Affaires étrangères et des Armées organiseront dans les prochains jours une réunion de suivi sur l'amplification du soutien à l'Ukraine, afin d'avancer concrètement sur les différentes pistes évoquées le 26 février. Il s'agit de faire plus et autrement pour l'Ukraine. Je souhaiterais enfin revenir sur notre mobilisation en faveur des populations civiles de la bande de Gaza, qui demeure totale. Parvenir à un cessez-le-feu ainsi qu'à la libération des otages demeure la priorité de la France. Seul un cessez-le-feu protégera véritablement les populations civiles de Gaza et permettra l'entrée massive de l'aide humanitaire. Afin que les populations civiles cessent de payer pour les crimes du Hamas, il est également crucial qu'Israël s'abstienne d'une offensive terrestre à Rafah qui ferait basculer la catastrophe humanitaire actuelle dans une autre dimension. Nous réitérons notre ferme opposition à une telle intervention. Cette semaine, la France a poursuivi sa mobilisation aux côtés des populations civiles, en étroite coordination avec ses partenaires de la région : Nous avons procédé à deux largages supplémentaires d'aide humanitaire sur Gaza. Le premier a eu lieu le 26 février. Nous l'avons mené avec la Jordanie. L'aide apportée par la France dans ce cadre comportait notamment des colis alimentaires et des kits d'hygiène. Le 27 février, la France a participé à une autre opération du même type, avec ses partenaires jordanien, égyptien et émirien. Aux côtés du Qatar, la France a par ailleurs acheminé une aide humanitaire et médicale de 75 tonnes, à destination des populations civiles de Gaza, par avion cargo. Cette aide comprend 10 ambulances, des rations alimentaires et 300 tentes familiales. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la visite d'Etat de l'Emir du Qatar en France les 27 et 28 février derniers, à l'occasion de laquelle un accord humanitaire a été signé entre les ministres des Affaires étrangères de nos deux pays afin de poursuivre notre coordination. Les deux ministres se sont engagés conjointement à fournir 200 millions de dollars en soutien à la population palestinienne. Depuis le début de la crise, la France a ainsi acheminé plus de 1.200 tonnes de fret humanitaire à destination de la population civile de Gaza.

107 / 942 – Point de presse du 29/02/2024

Référence EPJ01441003

Texte Q – Bonjour. J'ai plusieurs questions. La première, je voudrais revenir sur ce que vous disiez sur la Transnistrie. Je voulais savoir : est-ce que vous pourriez détailler un petit peu l'ampleur de votre préoccupation par rapport au scénario que vous avez mentionné et le fait que, comme vous le disiez, c'était un

scénario qui était, selon vous, connu ? Je voudrais également savoir si avez une réaction à ce qu'il s'est passé ce matin lors d'une distribution d'aide alimentaire à Gaza, où visiblement l'armée israélienne a ouvert le feu ? Le Hamas parle de 100 personnes qui ont été tuées. Je voulais savoir si vous aviez une réaction ? Et enfin, si je peux me permettre une dernière question sur la situation au Tchad, où le principal opposant a été tué, je voulais savoir si la situation vous préoccupait ? R – Comme je vous le disais dans mes propos introductifs, la Moldavie fait face à des tentatives de déstabilisation de plus en plus agressives – très vraisemblablement pilotées par la Russie – et la situation en Transnistrie est ici suivie avec beaucoup d'attention. Nous soutenons – et c'est un soutien qui n'est pas nouveau – les autorités moldaves. Nous sommes pleinement en appui à la stabilité, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Moldavie. C'est un engagement qui est partagé par nos partenaires européens. Je vous rappelle que le 22 février dernier le Conseil de l'Union européenne a adopté des sanctions contre six personnes et une entité responsables d'actions visant à déstabiliser, compromettre ou menacer la souveraineté et l'indépendance de la Moldavie. C'est un engagement qui demeurera constant. Donc nous suivons la situation avec attention, et notamment les derniers développements. Sur la question de Gaza, nous avons toujours condamné et nous condamnons toujours les ciblage de civils et d'infrastructures civiles dans les opérations militaires. Nous sommes toujours préoccupés par les attaques contre les organisations humanitaires et les travailleurs humanitaires. Encore une fois, notre position est connue : nous demandons un cessez-le-feu immédiat et durable, lié à une libération de tous les otages. Sur le Tchad, nous avons pris connaissance de la situation au Tchad ; nous la suivons aussi de près. Nous avons adressé un message de vigilance à nos ressortissants et nous suivons cela de près. Q – Je voulais juste relancer sur la Transnistrie. Je crois que, comme vous dites, la réunion de lundi parlait de "défense des pays directement menacés". Concrètement, qu'est-ce que ça veut dire ? Je sais que vous dites "il faut en parler", mais là, qu'est-ce qu'on va faire de plus ? Qu'est-ce qu'on peut faire de plus ? Qu'est-ce que la France fait déjà sur le volet militaire et stratégique pour aider la Moldavie ? Je crois qu'il y a eu un accord à la fin de l'année dernière, mais est-ce qu'on pourrait aller plus loin sur ça ? Il y avait aussi une discussion lundi sur l'achat de munitions à l'étranger, où la France maintenant... le Président a parlé de contribuer à ces achats. Comment est-ce que la France souhaite contribuer ? Est-ce que ce serait donner de l'argent, ou est-ce que ça serait de participer avec les partenaires pour les acheter directement ? Et si vous avez des éléments sur à quels pays on pourrait acheter ces munitions et la qualité de ces munitions ? Et aussi sur l'histoire des colons, à Bruxelles, grand débat au niveau européen qui reste bloqué par les Hongrois, est-ce que vous avez un message pour la Hongrie qui bloque ? Et ça commence à miner un petit peu la crédibilité de l'Union européenne, puisque les alliés américains et britanniques ont fait des sanctions. Vous avez fait des sanctions ici, mais au niveau européen, ça bloque et ce sont les Hongrois qui bloquent. Et dernière chose, niveau Commission européenne, les discussions sur le financement de l'UNRWA qui devraient se conclure ces prochains jours, est-ce que vous avez des éléments pour nous dire si ça va avancer, s'il y aura un déblocage ? Ou s'il y aura un compromis, ça sera la moitié... nous donner une idée d'où on en est avec ces discussions ? R – Ce sont quatre questions qui renvoient à des sujets

extrêmement différents, mais je les prendrai dans l'ordre. D'abord, sur la question sur la Moldavie : évidemment, ça a été un sujet qui a été évoqué lors de la réunion du 26 février, parce que, comme je vous le disais, il y a eu une unanimité des 27 Etats présents sur différents points, mais l'un de ces points, c'est effectivement le soutien aux pays directement touchés par la déstabilisation russe, qui est, comme je le disais en introduction, de plus en plus agressive. La Moldavie fait partie de ces pays et le débat est donc ouvert sur les mesures concrètes et, comme je vous le disais, il se prolongera lors de la réunion conjointe des ministres des Affaires étrangères et de la Défense qui se tiendra dans les prochains jours. La négociation d'un accord de défense bilatéral avec la Moldavie s'inscrit complètement dans ce cadre. C'est un accord qui a pour but d'accompagner la modernisation des forces armées de la Moldavie. Mais notre soutien à la Moldavie ne se limite pas aux questions de défense et cela n'est pas nouveau. Nous avons mobilisé la communauté internationale sur la Moldavie en coprésidant, aux côtés de l'Allemagne et de la Roumanie, la plateforme de soutien à la Moldavie, dont la dernière conférence ministérielle s'est tenue le 21 novembre 2022. C'est une plateforme, je vous le rappelle, qui a été lancée avec succès au début de l'agression russe contre l'Ukraine et la Moldavie était déjà, à l'époque, exposée par les conséquences de la guerre. Donc c'est un soutien qui est entier, complet et qui sera durable dans le temps. Sur les colons, et notamment sur la question des sanctions, les discussions se poursuivent à Bruxelles entre les 27 Etats européens et je ne suis pas sûr de vous faire plus de commentaires à ce stade. Enfin, sur la question de l'UNRWA, notre position est claire, et vous la connaissez : nous avons toujours affirmé notre soutien à l'UNRWA, qui est indispensable aux populations civiles palestiniennes, alors que la situation humanitaire à Gaza est catastrophique. Nous avons accueilli avec satisfaction les premières mesures prises par l'agence, et notamment le lancement par le Secrétaire général des Nations unies, en consultation avec le Commissaire général de l'UNRWA, d'un examen externe indépendant, qui est conduit par Mme Colonna. Nous attendons que cet audit extérieur propose des mesures concrètes. Ce faisant, nous travaillons sur ces sujets-là étroitement avec nos partenaires européens et nous travaillons en Européens sur ce sujet. Pour le moment, le point, c'est effectivement d'attendre les conclusions du rapport d'audit indépendant. Nous avons toujours soutenu l'UNRWA, en considérant que c'était une agence indispensable aux populations civiles palestiniennes. Q – Il y avait une deuxième question qui était sur l'achat de munitions à l'étranger et quelle contribution de la France ? R – L'achat des munitions à l'étranger ? Q – Hors Union européenne. C'est en discussion, depuis longtemps, la France souhaitait acheter européen mais il y a une petite inflexion, comme maintenant on s'est rallié à l'effort tchèque d'acheter ces munitions hors de l'Union européenne et le Président a dit que la France serait prête à contribuer, sans donner de détail. Ce n'est pas très clair, comment la France compte contribuer ? R – Je n'ai pas plus de détail à cette heure. C'est effectivement un point qui a été souligné et évoqué lors de la réunion de lundi dernier. À nouveau, il y aura des discussions très opérationnelles qui se poursuivront dans les prochains jours, dans un format qui réunira les ministres de la Défense et les ministres des Affaires étrangères des pays qui étaient invités à la réunion de travail de lundi dernier. En tout état de cause, et c'est un point qui est très important, le principe de la réunion du 26 février dernier ainsi que des réunions suivantes était bien de

renforcer l'efficacité de notre soutien à l'Ukraine et d'envoyer un signal fort à la Russie, en lui indiquant qu'elle ne pouvait pas gagner cette guerre. C'était un message qui est adressé clairement. Sur les détails très pratiques et très opérationnels, je vous propose que nous attendions que cette réunion au niveau ministériel ait eu lieu. Nous aurons plus de détails à vous donner. Q – J'aimerais d'abord revenir sur votre déclaration de tout à l'heure "nous condamnons le ciblage civil". Il y a apparemment deux versions sur ce qui s'est passé ce matin à Gaza et ce que ça veut dire que le Quai d'Orsay ou la France s'inscrit sur la version du Hamas de ce qui s'est passé ce matin ? J'aimerais aussi revenir sur la visite de M. le ministre à Rabat au début de la semaine. C'est peut-être mon français qui n'est pas très complet, mais je n'ai pas tout à fait compris : est-ce qu'il y avait un changement politique sur la question du Sahara occidental et quelle est la nature de la coopération que le ministre annonçait justement pour le Sahara occidental ? Une petite question aussi sur ce rendez-vous de la francophonie, cette semaine. Israël n'est toujours pas membre, or, en Israël, il y a beaucoup plus de Français et de francophones que dans beaucoup d'autres pays qui sont membres ; est-ce que c'est un point qui dérange la France ou pas ? Une dernière question, sur la visite de l'émir du Qatar. Vous avez parlé de 200 millions de dollars et je ne sais pas de si c'est la poche du Qatar ou les poches conjointes mais vous avez dit que c'était en soutien des Palestiniens. Est-ce que ça veut dire qu'une partie va aussi à la Cisjordanie ou que les deux sont pour la bande de Gaza ? R – Sur le premier point, je n'ai pas exactement commenté précisément ce qui s'est passé ce matin. Je vous ai simplement dit que nous condamnions, d'une manière générale, les ciblés des civils et des infrastructures civiles. Sur la visite du Ministre au Maroc. L'objectif est de relancer un partenariat stratégique avec un pays qui est historiquement et géographiquement proche de la France et cela se traduira dans divers domaines. Je vous ai parlé des domaines sécuritaires, des domaines culturels ou éducatifs, donc c'est un partenariat qui est large, mais c'est un partenariat qui est bilatéral. La question du Sahara occidental, s'agissant de la France, la position reste la même et le Ministre l'a redit à son homologue marocain. On a réaffirmé le soutien clair de la France et constant au plan d'autonomie de 2007. Le Ministre a indiqué qu'il était temps d'avancer. Sur la question de la francophonie, le Ministre délégué, effectivement, se rend au château de Villers-Cotterêts et rencontre cette semaine la Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie, dans la perspective des échéances qui sont devant nous et tout particulièrement dans la perspective du Sommet de la francophonie qui aura lieu cet automne au château de Villers-Cotterêts. Sur l'adhésion des Etats à l'Organisation internationale de la francophonie, comme toutes les organisations internationales, il existe un processus d'adhésion à l'organisation. Je crois que c'est un processus qui n'a rien de secret et qui est clair et je ne pense pas devoir faire plus de commentaire que cela. Sur le Qatar, effectivement, il y a eu des discussions qui touchent à la coopération que nous avons avec cet Etat dans l'aide humanitaire que nous apportons à la population civile palestinienne. Cette semaine, je vous parlais d'une livraison de fret qui a été faite au profit de la population civile de la bande de Gaza. Il y a eu effectivement une annonce de 200 millions de dollars d'aide conjointe – c'est une aide partagée entre la France et le Qatar – je serai heureux de vous communiquer des détails lorsque ces 200 millions trouveront à être dépensés

dans des actions concrètes. Q – C'est juste, la petite question, c'était que vous avez dit que ces 200 sont pour les Palestiniens, vous n'avez pas dit que ces 200 étaient de l'aide humanitaire. R – C'est de l'aide humanitaire, absolument. Q – Aussi, vous n'avez pas répondu sur la question de la nature de la coopération que le Ministre a annoncée pour le Sahara occidental. R – Je vous parlais de coopération parce qu'il s'agit de relations franco-marocaines. Q – Mais il a annoncé une coopération pour le Sahara occidental. R – Il a rappelé la position française de soutien au plan d'autonomie de 2007. Il a indiqué qu'il fallait avancer sur ce sujet. Et avancer signifiera favoriser le développement économique et social de ces régions, en appui des efforts du Maroc que le Ministre a soulignés. Cela recouvre plusieurs actions en matière de formation, d'énergies renouvelables, de tourisme, d'économie bleue, ce sont des coopérations en faveur du développement fois économique et social de ces régions. Q – Vous venez de dire que la France s'efforce à tout faire pour que les civils à Gaza cessent de payer pour les crimes du Hamas. Est-ce qu'il ne s'agit pas plutôt des crimes d'Israël ? Deuxième question : la diplomatie française répète depuis le 7 octobre sans arrêt, et même avant, qu'Israël a le droit de se défendre ; est ce que les Palestiniens ont droit de se défendre et qui défend les Palestiniens ? Concernant le largage aérien humanitaire, beaucoup de ces largages ont malheureusement fini dans la mer – on a pu le voir, de très nombreux témoignages de journalistes palestiniens et de civils palestiniens l'ont montré – ou détruits etc. Ce matin, de très nombreux journalistes palestiniens et civils palestiniens ont posté des vidéos montrant des dizaines de civils assassinés alors qu'ils allaient chercher de la nourriture, des enfants meurent de faim à Gaza – on voit des images terribles de gens mourir de faim – Israël organise la famine. Il y a plus de 14.350 enfants selon l'ONG EuroMed qui ont été tués à Gaza depuis le 7 octobre, ce qui fait 27 fois de plus qu'en Ukraine en deux ans. Alors, vos façons de rejeter ce qui se passe à Gaza, comparativement à la manière dont vous rejetez la guerre d'agression russe en Ukraine, cela laisse entrevoir un certain deux poids deux mesures dans l'indignation. Israël a tué plus de 34.000 civils selon l'ONG EuroMed – dont, je le répète, plus de 14.350 enfants – il y a eu des arrestations arbitraires, plus de 3.000 personnes sont portées disparues, la famine est organisée. Le Président brésilien Lula a dit "si ce n'est pas un génocide, je ne sais pas ce que c'est". Alors, je vous pose la question, Monsieur le porte-parole, si ce n'est pas un génocide, alors qu'est-ce que c'est, selon la France ? R – Je vais prendre tous vos éléments dans l'ordre. Le premier point que vous avez soulevé, il faut quand même rappeler, et ça nous l'avons dit depuis le début, que nous avons condamné les crimes du Hamas du 7 octobre. Et ça, c'est un fait, nous avons toujours été constants sur ce point. Nous avons effectivement toujours reconnu le droit d'Israël à se défendre, mais dans le cadre du droit international humanitaire, et c'est notre position constante. Nous avons condamné les diverses violations du droit international humanitaire, et nous sommes exigeants avec Israël sur ce point-là. Je vous rappelle que j'avais mentionné, lors des précédents points de presse, les appels au Premier ministre israélien de la part de nos autorités, appelant à un cessez-le-feu, appelant à ne pas lancer d'offensive sur Rafah. Donc c'est un fait, nous avons condamné l'ensemble de ces choses-là. Sur la question des largages arrivés dans l'eau, il faut savoir que l'acheminement de l'aide humanitaire à Gaza et aux populations civiles de Gaza est extrêmement compliqué pour différentes



raisons. Notre objectif, c'est d'apporter de l'aide aux populations civiles de Gaza. Le largage permet de livrer rapidement une aide qui est, à nos yeux, indispensable. Il n'en reste pas moins que ce sont des opérations qui sont délicates, difficiles – on largue des conteneurs depuis des avions. Il faut cibler des zones non-peuplées ; il faut donc cibler des zones côtières, puisque ce sont en générale les zones non peuplées. Donc effectivement, comme vous le signalez, il y a un risque d'échouage en mer, mais ce risque est pris en compte et le fret est conditionné de telle manière qu'il puisse être utilisable même s'il atterrit dans la mer. Ensuite, vous évoquiez la situation humanitaire à Gaza. Oui, je l'ai dit et je le redis : nous sommes tout à fait conscients que la situation humanitaire à Gaza est catastrophique, que nous nous mobilisons vis-à-vis des populations civiles de Gaza avec de l'aide humanitaire que nous envoyons régulièrement et sous diverses formes. Je vous ai même dit, dans le propos liminaire, ce qui s'était passé cette semaine, mais je pourrais vous rappeler tout ce qui a été fait avec le Dixmude qui était à Al-Arish, avec les enfants palestiniens qui ont été accueillis dans des hôpitaux français. Il y a beaucoup de choses qui sont faites. Je vous rappelle que nous avons organisé une conférence de soutien à la population civile de Gaza, et qu'il y a différentes choses qui ont été faites. Nous sommes conscients de la situation humanitaire de la population civile de Gaza. Concernant Lula, je ne crois pas qu'il me revienne de commenter les déclarations d'un chef d'Etat étranger, donc je ne sais pas trop quoi vous dire, ou je vous renvoie aux propos que le Ministre avait tenus : c'est-à-dire que parler d'un génocide, en l'espèce en parlant d'Israël, ça a quand même un sens. Q – Je précise ma question : en parlant des Palestiniens, pas en parlant d'Israël. En parlant de génocide sur les Palestiniens. R – Oui, j'ai bien compris. Ce que je vous dis, c'est que parler de génocide dans ce cadre, cela a un sens, et les mots ont un sens. Et je peux vous rappeler tout le soutien que nous avons exprimé à l'endroit de la CIJ : il y a une procédure qui est en cours sur ce point-là, précisément, sur la base de la convention génocide. Il y a des mesures conservatoires qui ont été prises, le 26 janvier dernier, par une ordonnance vis-à-vis d'Israël, et ce sont des mesures qui s'imposent, nous l'avons toujours soutenu et nous l'avons toujours dit. Et nous redisons – on le rappelle aux autorités palestiniennes – que le droit international humanitaire doit s'appliquer, il s'impose à tout le monde, et que les frappes systématiques à Gaza doivent cesser. Q – Le chancelier allemand Olaf Scholz, cette semaine, a dit qu'il ne pouvait pas livrer des missiles Taurus en Ukraine parce que ce serait suivre l'exemple des Britanniques et des Français, qui ont livré des SCALP et des Storm Shadow, et que ceux-ci impliquent le déploiement de personnels sur place. Il y a eu des réactions très vives en Angleterre, par exemple, où on dit que c'est des révélations abusives de renseignements. Est-ce que ça met la France aussi dans l'embarras ? R – Je n'ai pas d'éléments particuliers, sur ce point précis, mais ce qui est certain – et c'est ce qui est ressorti des discussions du 26 février dernier –, c'est que chacun agit dans un cadre qui lui semble le plus approprié, mais il faut garder à l'esprit que l'objectif de tous les Alliés est le même : c'est de faire échouer la Russie. Après, nous avons des objectifs partagés sur ce point-là. C'était le sens de la présence d'Olaf Scholz ce soir-là à Paris, mais il n'était pas le seul ; il y avait, encore une fois je vous le rappelle, 27 chefs d'Etat et de gouvernement. Chacun a pu donner sa perception des choses et a pu préciser effectivement le cadre qui lui semblait le plus approprié pour agir. C'est ce qu'a

fait M. Scholz. Q – À la frontière libano–israélienne, une nouvelle montée de tension ces derniers jours fait craindre un embrasement général. Craignez–vous que le conflit devienne incontrôlable entre le Liban et Israël ? R – C'est un sujet que nous avons eu l'occasion d'évoquer plusieurs fois et c'est un sujet de préoccupation pour la France. Les autorités françaises continuent de passer les messages de retenue nécessaires à tous les acteurs impliqués directement ou indirectement dans la zone. Le Ministre a formulé des propositions concrètes aux autorités israéliennes et aux autorités libanaises lors de son dernier déplacement dans la zone, il y a quelques semaines, et ce sont des propositions qui sont discutées en ce moment–même. Nous aurons l'occasion de revenir vers vous plus concrètement sur ce point–là quand les discussions auront abouti. Nous poursuivons nos efforts à tous les niveaux pour empêcher un embrasement régional qui serait, comme on l'a déjà dit à plusieurs reprises, dramatique tant pour le Liban que pour Israël. Q – Au micro d'un média français, l'ancien Premier ministre et chef de la diplomatie française Dominique de Villepin a dénoncé ce matin les deux poids, deux mesures de la France sur l'Ukraine et Gaza. L'ancien Premier ministre français estime que de ce fait, la France est en train de perdre la bataille de la crédibilité à l'échelle internationale, et il appelle la France à une action concrète : "nous devons être capables de mettre des actes derrière les mots", dit–il. Que pensez–vous de cette déclaration ? R – Sur le principe, je ne suis pas sûr qu'il me revienne de faire l'exégèse et de commenter les déclarations de M. Dominique de Villepin. Simplement, je vous rappellerai ce que nous avons toujours dit : c'est que, selon nous, il n'y a pas deux poids, deux mesures. Une vie vaut une vie. Cela a été redit, à plusieurs reprises notamment, par le Président de la République. Nous demeurons actifs et nous demeurons présents sur toutes les grandes crises internationales, que ce soit la crise en Ukraine, que ce soit la crise à Gaza, mais que ce soit aussi d'autres crises du monde qui, peut–être, échappent à l'attention médiatique – le Soudan, par exemple./.

108 / 942 – Point de presse du 27/02/2024

Référence EPJ01440602

Texte La France dénonce avec la plus grande vigueur le verdict condamnant à 2 ans et demi d'emprisonnement le défenseur des droits de l'Homme et co–fondateur de l'association "Memorial" Oleg Orlov, pour avoir dénoncé la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Cette condamnation est révoltante et profondément injuste. Oleg Orlov a clairement fait l'objet d'un acharnement judiciaire au cours de son procès, qualifié par la Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe Dunja Mijatovi , de "parodie de justice". La France salue le rôle joué par l'association "Memorial" dans son combat pour les droits humains et pour la préservation de la mémoire des crimes commis en Russie depuis l'époque soviétique. La France appelle la Russie à libérer tous les prisonniers politiques, immédiatement et sans condition, notamment Vladimir Kara–Mourza dont l'état de santé est très préoccupant. Nous rendons hommage au courage des femmes et des hommes qui, comme Oleg Orlov et le sociologue et dissident Boris Kagarlitsky condamné à 5 ans de prison ferme, défendent la liberté de parole et d'opinion en dépit des risques encourus.

109 / 942 – Point de presse du 27/02/2024

Référence	EPJ01440603
Texte	<p>Q – Le président de la République a fait allusion aux dangers auxquels fait face la Moldavie. Les menaces russes sont réelles. Est-ce que les soldats français stationnés en Roumanie pourraient être amenés à être transférés en Moldavie par mesure préventive ? R – Depuis le déclenchement de la guerre d'agression russe en Ukraine en février 2022, les armées françaises participent au renforcement de la posture dissuasive et défensive de l'OTAN sur le flanc oriental de l'Europe, en mobilisant près de 2000 militaires français, afin de faire face aux menaces posées par la Russie. La France est la nation-cadre de la mission Aigle déployée en Roumanie et participe à la mission Lynx en Estonie. La France contribue également aux missions de police du ciel de l'OTAN dans les pays baltes, dites Baltic Air Policing, qui visent à garantir l'intégrité de l'espace aérien en Europe centrale. Nous soutenons par ailleurs les autorités moldaves qui font face à des tentatives de déstabilisation de plus en plus agressives pilotées par la Russie./.</p>

110 / 942 – Point de presse du 22/02/2024

Référence	EPJ01439502
Texte	<p>Près de deux ans, jour pour jour, après le lancement de la guerre d'agression russe en Ukraine, la Russie a franchi, ces dernières semaines, plusieurs seuils, dans le cadre de sa stratégie ordonnée et méthodique d'agression. La Russie persiste dans son escalade militaire en Ukraine. Vladimir Poutine annonçait il y a deux ans une opération spéciale de quelques semaines. Il a visiblement échoué. Et le coût pour le peuple russe est exorbitant : 350.000 victimes selon différentes estimations. L'OTAN comme l'Union européenne font face et se sont montrés solidaires, unies et renforcées face à cette agression russe. L'Ukraine est debout, portée par le courage et la résistance de sa population, plus unie que jamais. Elle est par ailleurs lancée sur le chemin européen. Au moment où l'Ukraine fait face à d'importantes difficultés sur le terrain, nous ne devons pas faiblir, et nous ne faiblirons pas. Notre soutien s'inscrit dans la durée et il se prolongera aussi longtemps que nos amis ukrainiens auront besoin de nous. Preuve de ce soutien indéfectible, le Président de la République, M. Emmanuel Macron, a signé un accord bilatéral de sécurité pour les dix prochaines années avec son homologue Volodymyr Zelensky, la semaine dernière, à Paris. Cet accord concrétise l'engagement pris lors du sommet de l'OTAN à Vilnius l'année dernière. L'Europe reste aussi déterminée, avec l'adoption en cours d'un 13e paquet de sanctions contre la Russie. Il faut être très clair : il y a un agresseur, la Russie, et un agressé qui est l'Ukraine. Le soutien de la France à l'Ukraine et au peuple ukrainien sera constant. C'est le message que le Ministre portera notamment devant l'Assemblée générale des Nations unies et au Conseil de sécurité des Nations unies demain, vendredi, à New York. La Russie a également franchi un seuil dans la guerre informationnelle qu'elle mène à l'encontre de l'Ukraine et de ses soutiens. Je vous parlais, la semaine dernière, de manoeuvres de désinformation russes, elles continuent, nous en avons dénoncées plusieurs, ces derniers mois. La Russie nous accuse de ne pas avoir de preuves. Nous avons pourtant des preuves. Nous avons même traduit en russe le rapport de VIGINUM sur "Portal Kombat", qui est l'opération dont je vous parlais la semaine dernière. Bien évidemment, j'invite les autorités russes à le consulter, il est en ligne. Gardons</p>

bien à l'esprit que la Russie s'efforce d'affaiblir les soutiens de l'Ukraine. Pourquoi fait-elle cela ? Car c'est dans son intérêt que nous nous détournions de ce pays qui défend les valeurs de liberté et de démocratie. C'est aussi dans son intérêt d'affaiblir la sécurité européenne et le droit international. La Russie cherche à nous faire douter, pour qu'elle puisse poursuivre son oeuvre impérialiste et révisionniste. Cette stratégie russe repose également sur la terreur qu'elle inflige à ses propres ressortissants, aux voix divergentes et aux esprits libres de son pays. La mort d'Alexeï Navalny en est la dernière illustration glaçante. La France tient les autorités russes pour responsables de sa mort. Les autorités russes n'ont eu de cesse de l'isoler et de persister dans la spirale des mauvais traitements subis depuis son retour en Russie en janvier 2021, qui faisait suite à son empoisonnement en août 2020. Nous savons comment la Russie traite les opposants au pouvoir : Anna Politkovskaïa, Natalia Estemirova, Boris Nemtsov pour ne citer qu'eux, mais il y en a d'autres. La Russie envoie au Goulag ses esprits libres. L'élimination d'Alexeï Navalny dit la faiblesse du Kremlin, sa peur de toute opposition. La France salue le courage d'Alexeï Navalny, son engagement et aujourd'hui sa mémoire. Nous pensons à son épouse, Mme Navalnaïa, à ses enfants et à sa mère. Notre ambassadeur à Moscou a été saluer sa mémoire et lui rendre hommage. La France exprime son inquiétude sur le sort de tous les prisonniers politiques détenus en Russie aujourd'hui. Nous réitérons notre appel à leur libération immédiate et inconditionnelle. Nous avons exprimé en particulier notre vive préoccupation sur l'état de santé critique de l'opposant Vladimir Kara-Mourza. Je souhaiterais également évoquer la situation humanitaire catastrophique dans la bande de Gaza. À quelques jours du début du Ramadan, nous redisons qu'il y a urgence à conclure un accord sur un cessez-le-feu qui garantisse enfin la protection de tous les civils et l'entrée massive de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza. La France est particulièrement préoccupée par la situation à Rafah, qui abrite actuellement 1,4 million de personnes. Nous nous opposons fermement à une offensive israélienne sur Rafah. Le Président de la République l'a dit et l'a clairement exprimé : une telle offensive serait un point de rupture et ferait basculer la guerre dans une autre dimension.

111 / 942 – Point de presse du 22/02/2024

Référence EPJ01439503

Texte Q – Deux petites questions. Est-ce que vous confirmez la visite à Paris de William Burns de la CIA qui est attendu demain sur la poursuite de discussions, justement, sur un cessez le feu à Gaza. Deuxièmement est-ce que vous confirmez aussi des informations, de source marocaine, qu'il y a sur la table un projet enfin une visite du ministre à Rabat ce dimanche ? R – Pour le premier point vous êtes visiblement mieux informé que moi parce que je n'ai pas connaissance de la visite de monsieur Burns à Paris. Sur le Maroc, effectivement, nous travaillons actuellement sur une visite du ministre dans les prochains jours. Q – Quelques questions, s'il vous plaît. D'abord sur les colons qui étaient sanctionnés, les 28 colons que vous avez sanctionnés, il y a quelques jours : vous n'avez pas publié la liste de noms, quelle est la raison ? Est-ce que vous envisagez de publier à un moment cette liste ? Est-ce que vous envisagez d'autres sanctions dans les prochains jours ? Une question aussi sur le Liban. Sur la proposition que le ministre a présentée il y a deux

semaines aux autorités libanaises et aux Israéliens : est-ce que vous avez reçu des réponses d'une partie ou d'une autre ? Une dernière question, sur la mer Rouge. L'Union européenne a décidé qu'il y aura une mission mais qu'est-ce que ça change en fait pour la France, parce que vous avez déjà une frégate sur place qui a agi en plus cette semaine ? Est-ce que de façon opérationnelle ça change quelque chose pour ce que vous faites déjà dans la région ? R – Je vais prendre vos questions dans l'ordre, je vais commencer par vous répondre sur les colons. Comme le ministre l'a dit nous étudions la possibilité d'une publication de la liste nominative des colons. Elle n'est pas encore publique mais c'est un point que nous regardons. Je vous rappelle que les colons qui ont été ciblés, les 28 personnes qui ont été ciblées, sont des personnes qui se sont livrées à des actes de violence à l'encontre des populations palestiniennes en Cisjordanie. Il y a deux catégories : des colons qui ont été condamnés par la justice israélienne ou des colons qui sont notoirement connus pour des actes de violence aggravée à l'encontre des Palestiniens... Q – pardon, je n'ai pas entendu la première catégorie. R – Des condamnés par la justice israélienne, des colons qui sont notoirement connus pour des actes de violence aggravés à l'encontre des Palestiniens. Quant à savoir si la liste sera élargie nous continuons à lutter contre la colonisation. On considère que la colonisation n'est pas n'est pas un bon signe dans le cadre de des discussions qui doivent s'ouvrir à la création d'un Etat palestinien et nous continuerons à condamner les violences inacceptables auxquelles se livrent les colons à l'encontre des populations palestiniennes de de Cisjordanie. Sur le Liban, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, lors de sa tournée il y a une dizaine de jours a eu l'occasion de faire des propositions en vue d'une désescalade à la frontière entre Israël et le Liban. Ce sont des propositions qui étaient mises sur la table, qui ont été présentées à son homologue israélien mais aussi à son homologue libanais. Ce sont des propositions qui sont toujours en cours de discussion et nous reviendrons vers vous quand il y aura un aboutissement ou qu'il y aura des choses concrètes que nous pourrons annoncer. Sur la question de la création d'une mission européenne en mer Rouge qui s'appelle ASPIDES, qui a été entérinée par le dernier conseil des Affaires étrangères de lundi dernier : le principe de la mission, c'est toujours le même fil directeur. C'est de considérer que les Houthis sont responsables de l'escalade en mer Rouge et qu'ils sont responsables des conséquences – et notamment sur les navires commerciaux –, de ce qui est fait en en mer Rouge, avec une entrave assez claire à la liberté de navigation, qui est pourtant un principe fondamental du droit international public. Nous avons, depuis le début, déployé une frégate – la frégate Languedoc – qui est sur zone et qui participe aux actions contre les Houthis. Mais je vous rappelle, selon les termes du Président de la République, c'est une posture qui est défensive, à savoir que la frégate française ne fait que réagir aux attaques des Houthis sur des navires commerciaux. C'est aussi dans cet esprit qu'a été montée cette opération ASPIDES à laquelle la France a apporté son soutien et à laquelle la France participe. Nous étions déjà sur place mais il est important pour la France que nous agissions, en termes de sécurité maritime en mer Rouge, en européen avec tous nos partenaires européens. C'est une opération qui s'inscrit totalement dans la posture défensive qui a été la nôtre depuis le début et ce renforcement de la présence européenne en mer Rouge nous semblait nécessaire. Nous prendrons toute notre part comme nous l'avons fait depuis le

début à assurer la sécurité de la mer Rouge et à assurer la sécurité des navires commerciaux qui transitent avec nos alliés européens. C'est une approche européenne qui nous semblait bienvenue et très complémentaire de l'action que nous avons portée à titre à titre national. Q – Une réunion s'est tenue hier à l'ambassade de France à Beyrouth dans le cadre de la commission nationale, au niveau des ambassadeurs, et il a été encore question d'une aide à l'armée libanaise, question à laquelle, la semaine dernière, vous n'avez pas répondu. Est-ce que là, après cette réunion, la France compte participer à cette aide à l'armée libanaise pour la bonne concrétisation de la résolution 1701 ? Est-ce qu'il y a du nouveau à ce sujet ? D'autant qu'on nous annonce la venue en France du chef de l'armée libanaise dans les prochains jours, est-ce que vous avez quelque chose à dire aujourd'hui ? R – Non malheureusement, je n'ai pas de chose nouvelle par rapport à ce que j'ai pu vous dire la semaine dernière effectivement la résolution 1701 est toujours notre base notre base de travail. Nous apportons un soutien, depuis longtemps, aux forces armées libanaises qui sont cruciales dans la stabilité de de la région. Nous poursuivons nos efforts avec l'ensemble des interlocuteurs concernés, en vue d'un apaisement, notamment, dans le sud du Liban à la frontière avec Israël, mais je n'ai pas, sur le point que vous soulevez, ce point précis d'aide aux forces armées libanaises, d'éléments plus concrets que la semaine dernière. Q – Vous venez de dire que le Président de la République a déclaré qu'une attaque d'envergure constituera un point de rupture. Alors, j'ai plusieurs questions concernant Gaza. Est-ce que ce point de rupture serait un point de rupture de la France avec Israël ? Deuxième question, concernant les sanctions sur les colons que vous venez d'évoquer. Dans la logique de ce que vous venez de dire, est-ce qu'il est ce que la France n'envisage pas des sanctions contre, notamment, le ministre de la sécurité intérieure Itamar Ben-Gvir qui encourage et arme les colons ? Toujours sur les la question des armes : dans son dernier rapport annuel au Parlement sur les exportations d'armes françaises publiées en juillet 2003, le ministre des Armées rapporte que la France a notamment autorisé la vente à Israël, en 2022, d'armes de type ML4 pour 9 millions d'euros. Sont classés dans cette catégorie, des armes telles que les bombes, torpilles, roquettes, missiles et charges explosives. Est-ce que des armes françaises sont susceptibles d'être employées par Israël dans sa guerre à Gaza où la Cour internationale de justice a ordonné de prévenir le risque de génocide ? Avez-vous envisagé de cesser la coopération militaire avec Israël comme l'ont demandé des parlementaires et le président d'Amnesty International dans un courrier avant hier au président Macron ? Une dernière question, concernant la venue en France de ressortissants palestiniens ou franco-palestiniens via le point de passage de Rafah. La France aurait fait le choix de demander l'autorisation des autorités israéliennes pour laisser passer des Palestiniens via l'Egypte. Est-ce que vous confirmez cette information, et si oui, sur quelle base juridique ou légale cette décision se fonderait-elle ? R – Je vais essayer de répondre à toutes vos questions. Je vais les prendre dans l'ordre. Le premier point c'est le point de rupture et la reprise, effectivement, des propos du Président de la République. D'une manière générale, on a toujours défendu une position équilibrée, à savoir qu'il y a effectivement après le 7 octobre, un droit d'Israël à se défendre, mais dans le cadre d'un strict respect du droit international humanitaire. Nous avons dénoncé, depuis le début de l'opération israélienne à

Gaza, les frappes sur les infrastructures civiles, et notamment sur les infrastructures hospitalières. Je pense que quand le Président parle de point de rupture, il ne parle pas de rupture sur un plan diplomatique, donc il ne parle pas des relations franco-israéliennes. Il parle de point de rupture en termes de conflit, en termes d'opération sur le terrain, ça veut dire que dans l'esprit de la déclaration c'est le signe qu'effectivement, s'il devait y avoir une opération sur Rafah, ça changerait le cours des opérations, c'est un commentaire qui se place sur ce terrain-là. Sur la question des sanctions, et notamment sur la question de l'extension des sanctions à d'autres personnes, je n'ai pas d'information de plus à vous donner. Pour le moment, nous avons sanctionné une liste de 28 personnes. C'est un point qui a été discuté au dernier conseil des Affaires étrangères de l'Union européenne, lundi dernier, avec nos partenaires européens ; c'est une discussion qui aura encore cours, j'imagine, et c'est ce que je donnais dans ma précédente réponse, mais pour le moment il n'y a pas de noms supplémentaires qui ont été mentionnés. Votre troisième question était sur les ventes d'armes à Israël, et je vous en remercie parce que ça me donne l'occasion de rappeler quand même un petit peu le contexte du processus qui est mis en place pour les ventes d'armes. La France dispose d'un dispositif de contrôle des ventes d'armes qui est extrêmement strict, c'est un contrôle extrêmement abouti. Chaque demande d'exportation de matériel de guerre repose sur un examen précis et minutieux en interministériel – c'est-à-dire avec l'ensemble des ministères concernés, le ministère de la défense mais pas seulement, aussi le ministère des Affaires étrangères – et il est décidé, au cas par cas, sur la base de critères très spécifiques – et notamment sur la base des critères qui sont définis par la législation internationale sur le commerce des armes et notamment sur le traité sur le commerce des armes – si une exportation d'armes peut avoir lieu ou pas. Dans cette configuration, il y a des critères qui rentrent en jeu, c'est notamment le respect des droits de l'homme et le respect du droit international humanitaire par le pays destinataire ainsi qu'en faisant une évaluation de ce que pourrait avoir comme conséquence cette livraison en termes de paix, de sécurité et de stabilité régionale. Donc, tout cela est pris en compte, c'est une discussion qui est longue, c'est une discussion qui est collégiale, et les exportations d'armes ne se font pas de manière rapide et inconsidérée. S'agissant plus particulièrement d'Israël je pense que vous savez qu'en termes de ventes d'armes, la France est historiquement un partenaire marginal en matière d'équipements d'Israël. Pour l'année 2022, pour vous donner des chiffres, le montant de nos exportations en matière d'équipements de défense vers Israël représente 0,1% du montant total de nos exportations de matériel de guerre sur la même année. Encore une fois, c'est un dispositif qui est extrêmement précis extrêmement clair et surtout extrêmement exigeant que nous respectons – y compris s'agissant des exportations d'armes vers Israël – mais qui, encore une fois, représentent une toute petite partie de nos exportations d'armes. Enfin, sur votre dernière question sur les sorties de Gaza, c'est aussi une question intéressante parce que c'est un processus extrêmement complexe. La France a organisé depuis le début du conflit plus de 200 sorties de personnes ayant la nationalité française, mais pas seulement, puisque ça a concerné aussi les agents de l'institut français de Gaza, leurs descendants, leurs ascendants et aussi d'autres catégories de personnes comme des personnes qui détenaient un titre de séjour français ou qui avaient reçu le droit d'asile en

France. Nous avons été très heureux d'annoncer, la semaine dernière, 42 nouvelles sorties de la bande de Gaza, et nous suivons une liste de personnes que nous souhaitons pouvoir voir sortir de la bande de Gaza. Ces sorties, en fait, sont le résultat de démarches des autorités françaises qui sont menées à très haut niveau, vis-à-vis des autorités israéliennes et vis-à-vis des autorités égyptiennes et ça a été un point que le ministre a eu l'occasion de discuter avec son homologue israélien et son homologue égyptien lors de sa dernière visite. Evidemment, ces sorties ne peuvent pas être rendues possibles sans cette discussion avec les autorités israéliennes et sans une discussion avec les autorités égyptiennes...

Q – Pourquoi est-ce que les autorités israéliennes ont leur mot à dire, ce n'est pas un territoire qui est contrôlé par Israël ? R – C'est un territoire où il y a une administration qui s'appelle le COGAT qui est une administration israélienne qui gère les territoires et c'est à cette administration...

Q – Coloniale, donc ? R – Ça, je n'en sais rien, il y a des interlocuteurs israéliens qui doivent être sollicités pour pouvoir permettre la sortie de ces personnes. Notre objectif c'est que ces personnes puissent sortir, qu'elles puissent sortir saines et sauvées et c'est tous les efforts que nous faisons vont dans ce sens-là et donc nous faisons toutes les démarches nécessaires pour atteindre cet objectif.

Q – Est-ce qu'il y aura demain ou dans les prochains jours des négociations sur les otages en France ? Et en tout cas – je ne sais pas si vous allez répondre oui ou non ou autre chose – est-ce que vous pouvez nous rappeler quelle est la position française sur ces négociations et les objectifs de de la France ? Sur un autre sujet, vous avez bien dit qu'il y a en préparation une visite du ministre Ségourné à Rabat. Je ne sais pas si la date est fixée, est-ce qu'en tout cas vous pouvez nous dire quels sont les sujets qui seront traités par le ministre au Maroc ? Est-ce qu'il s'agit de la reconstruction de la relation avec le Maroc ? On se rappelle qu'il y avait dans le passé, il y a, je crois, un an, une visite du Président qui ne s'est pas faite, est-ce qu'il est en vue de préparer une visite de d'Emmanuel Macron ? R – Alors, sur le premier point, sur les otages, je ne vais pas faire de commentaire ultérieur, parce que, ce sont des négociations qui sont, elles aussi, extrêmement complexes et qui nécessitent un haut degré de confidentialité pour pouvoir aboutir. Nous sommes évidemment en lien avec l'ensemble des pays concernés par ces négociations, les autorités israéliennes, les autorités égyptiennes mais aussi les autorités du Qatar, mais nous sommes très prudents. Encore une fois, notre priorité absolue, en l'espèce, c'est une libération immédiate et sans condition de de tous les otages. Sur la question d'une visite du Ministre au Maroc. Comme je vous le disais, nous travaillons à une visite dans les prochains jours, je reviendrai vers vous avec des éléments beaucoup plus concrets, lorsque cette visite sera vraiment calée. Mais d'une manière générale, il y a un souhait très clair du ministre de s'investir personnellement dans la relation franco-marocaine et l'idée est d'écrire un nouveau chapitre de cette relation, de reprendre un nouvel agenda politique, de regagner en confiance et de remettre cette relation qui est une relation ancienne, qui est une relation d'amitié, de la remettre en mouvement dans une dynamique positive.

Q – Le Président de la République a aussi très tôt mentionné la nécessité d'une solution politique en Israël et Palestine. Est-ce que, à part toutes les autres négociations, il y a une initiative, voire des préparations, ici au Quai d'Orsay, ou à l'Elysée, pour préparer le terrain pour une solution politique ? R – C'est un point très important puisque, la situation



actuelle dans la bande de Gaza impose de réfléchir à l'après crise. La France a toujours soutenu les aspirations légitimes du peuple palestinien à disposer d'un Etat et nous continuerons à oeuvrer pour une solution à deux Etats vivant côte à côte en paix et en sécurité. C'est un point qui a été abordé par le ministre lors de son déplacement dans le Proche-Orient. Nous sommes évidemment, pour reprendre les mots du Président de la République, ouverts à la reconnaissance de l'Etat de Palestine, au moment où ce sera utile, mais cela doit résulter de négociations, dont la situation actuelle effectivement rappelle l'urgence. L'Etat palestinien qui doit être créé doit être viable et doit être basé sur un territoire contigu, avec une Autorité palestinienne qui doit être revitalisée. C'est dans cette perspective que nous avons fait beaucoup de déclarations condamnant la colonisation, la violence des colons à l'égard des populations palestiniennes en Cisjordanie. Parce que nous considérons que toutes ces choses sapent les perspectives de paix et surtout sapent toute possibilité et tout espoir d'avoir justement un Etat palestinien. C'est un point qui est discuté avec l'ensemble de nos partenaires européens, mais aussi l'ensemble des partenaires de la région, parce qu'ils sont concernés au premier chef. Et je serais heureux si je pouvais vous annoncer des résultats concrets sur ce point-là. Mais aujourd'hui, c'est encore une fois une discussion qui a lieu. C'est une discussion qui est complexe, mais qu'on tient à tenir et qu'on tient à faire avancer.

Q – Sur le suivi de cette question, est-ce que la France exerce une quelconque pression sur Tel Aviv pour empêcher une attaque imminente sur Rafah ? Sur le Sénégal, le maire de Dakar a évoqué un risque de coup d'Etat dans le contexte d'élections reportées ; percevez-vous ce risque que le Sénégal bascule dans ce qui est présenté comme le camp anti-français en Afrique ? Et enfin, dans le contexte de la guerre en Ukraine, est-ce que la France a fermé la porte au dialogue avec la Russie ?

R – Sur la première question, je pense que quand un Président de la République dit qu'il s'oppose fermement à une offensive sur Rafah, qu'il considère qu'une telle offensive serait un point de rupture et que cette offensive ferait basculer la guerre dans une autre dimension, je pense que c'est une forme de message extrêmement clair qui est envoyé aux autorités de Tel Aviv. Alors, est-ce que c'est de la pression ? Je ne sais pas. Mais en tout cas, ces mots, qu'il a exprimés publiquement et clairement, il les a dits aussi au Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou, quand il lui a parlé, il y a un peu plus d'une semaine. Et encore une fois, cette opération serait catastrophique en termes humanitaires, et c'est la raison première pour laquelle il faut absolument l'empêcher. Donc je pense que pour ce qui concerne le Président de la République et les autorités françaises, oui, il y a un message extrêmement clair qui est envoyé aux autorités israéliennes. Sur le Sénégal notre position est connue. Nous avons appelé, depuis l'annonce par le président Sall du report de l'élection, toutes les autorités et tous les acteurs sénégalais à respecter les termes de la constitution et dernièrement la décision du Conseil constitutionnel dans son entièreté, qui exigeait une organisation des élections dans les meilleurs délais. Nous avons donc appelé à plusieurs reprises les autorités sénégalaises à organiser ces élections dans les meilleurs délais. Nous encourageons aussi l'ensemble des acteurs sénégalais à travailler à un apaisement du climat politique, conformément à la longue tradition démocratique de ce pays. Nous restons très vigilants sur la situation au Sénégal. Mais encore une fois, nous appelons à un respect des termes de la constitution, ce qui signifie l'organisation d'élections dans les meilleurs délais.

Sur la Russie, comment répondre à votre question ? En fait, c'est la Russie qui fait le choix de l'escalade. C'est la Russie qui fait le choix de l'escalade militaire. C'est la Russie qui fait le choix de l'escalade en matière de désinformation. Nous, nous ne faisons que réagir à cette agression. Notre ambassade à Moscou est toujours au travail. Vous avez dû voir l'ambassadeur de France déposer une gerbe de fleurs sur la Pierre de Solovki à la mémoire de d'Alexeï Navalny. Nos messages sont toujours passés aux autorités russes par le biais de l'ambassade. Donc la relation n'est pas rompue, mais encore une fois, c'est un choix de la Russie d'entrer dans une logique d'agression et d'escalade. Q – Une question sur la Chine : la France et la Chine ont tenu un dialogue stratégique, il y a quelques jours à Versailles. La partie chinoise a fait une communication. Il semble que la partie française ne l'a pas encore fait. Pourriez-vous nous donner quelques informations s'il vous plaît ? Merci. R – Merci pour cette question. Effectivement, il y a un dialogue stratégique qui s'est tenu au Château de Versailles, cette semaine. Il est d'usage, généralement, qu'on ne communique pas sur les dialogues stratégiques. Nous sommes avec la Chine dans une année qui est importante puisque nous sommes dans l'année du 60e anniversaire de l'établissement de nos relations diplomatiques. Nous sommes dans une année où nous allons constater une intensification des échanges entre nos deux pays, notamment dans différents secteurs, le secteur aéronautique, le secteur de l'agroalimentaire. Donc tout cela nécessite d'avoir un dialogue à haut niveau. C'est le but du dialogue stratégique, pour rappeler un peu nos exigences, notamment en termes d'accès au marché chinois. Ce qui s'est passé à Versailles, cette semaine, est un épisode d'une longue série de réunions de dialogue stratégique qui constituent un dialogue constant et exigeant entre Pékin et Paris. Le Président de la République a aussi eu l'occasion de s'entretenir avec Wang Yi, le même jour, puisqu'il était présent à Paris. Et il a eu l'occasion de lui rappeler le rôle important que la Chine pouvait jouer, notamment dans le cadre de la résolution de la guerre d'agression russe en Ukraine. Q – Juste une toute petite question de vérification. Vous avez utilisé le terme autorités de Tel Aviv. C'est qui, les autorités de Tel Aviv ? Est-ce que c'est maintenant le terme officiel que le Quai d'Orsay utilise ? R – Je crois que ma langue a fourché. Je voulais parler des autorités israéliennes. Mais ma langue a fourché, j'en suis désolé. Q – Si je peux me permettre, deux questions : une pour préciser, enfin pour rebondir sur votre réponse concernant les armes, la livraison d'armes à Israël, je veux préciser ma question sur les exportations d'armes. Les exportations d'armes françaises vers Israël type ML4, donc offensives, ont-elles été utilisées à Gaza ? Et est-ce qu'il y a une réflexion en cours pour stopper la livraison d'armes à Israël dans le cadre de la prévention du génocide exigé par la CIJ ? Ça, c'est ma première question. Ma deuxième question, elle n'a rien à voir, elle porte sur Julian Assange, le journaliste australien qui est détenu en Grande-Bretagne et qui, hier, déposait son ultime demande d'appel en Grande-Bretagne pour lutter contre son extradition vers les Etats-Unis. Il n'a pas pu se rendre à l'audience, il était très malade, très faible, il n'a pas pu se rendre à l'audience. Est-ce que la France va faire quelque chose pour essayer de libérer ou au moins de mettre en liberté conditionnelle un journaliste qui a révélé des crimes de guerre des Etats-Unis, l'espionnage de trois présidents français par la CIA, etc., ou est-ce qu'on va le laisser ? Il risque fort de mourir en prison si ça continue comme ça. Est-ce que la France va faire quelque chose pour Julian Assange ou pas ? R –

Sur la première question, je vais reprendre d'abord ça sous l'angle un peu juridique, puisque vous citez la CIJ. Effectivement, et on a eu l'occasion de le dire plusieurs fois, la France est très attachée au rôle de la CIJ et au rôle qu'elle joue en termes de droit international. La CIJ a demandé à la fin du mois de janvier des mesures conservatoires, ce qui n'est pas le prononcé sur le fond de l'affaire. Nous avons pris bonne note des mesures conservatoires qui avaient été demandées par la CIJ. Nous appelons Israël à les mettre en oeuvre. Parmi les obligations qui étaient présentes dans ces mesures conservatoires, il y avait l'exigence de libération des otages, à laquelle nous sommes très attachés et les demandes qui s'attachent aussi à Israël, par exemple " prévenir la commission d'actes entrant dans le champ d'application de la Convention, sanctionner les incitations à commettre des actes de génocide, etc. " Donc nous avons appelé les autorités israéliennes à appliquer ces mesures conservatoires, tout particulièrement, et c'est mon dernier point, parce que la Cour demande aussi à ce qu'Israël permette la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire à la population de Gaza. Et comme vous le savez, la France est très impliquée dans la fourniture d'aide humanitaire. Alors, après, sur le détail des armements, je ne pourrai pas vous répondre aujourd'hui, je vous propose que nous en reparlions lors d'un prochain point de presse. Je n'ai pas ces détails sur les livraisons d'armes et sur quelles armes sont utilisées ou pas utilisées, et dans quel contexte. Mais je vous propose de revenir vers vous prochainement. Sur la situation de Julian Assange, on suit avec attention la procédure judiciaire qui est en cours au Royaume-Uni. Il y a une décision de la Haute Cour de justice qui doit intervenir. C'est une décision de justice, nous ne commentons pas les décisions de justice. Q – Je reviens au dossier libanais. Certains médias libanais parlent d'une réunion qui se tiendrait à Paris le 27 février et à laquelle participeront les pays concernés par le soutien à l'armée libanaise. Est-ce que vous confirmez ? R – Je pense que ça rejoint peut-être la question de votre collègue. Non, je n'ai pas d'information à vous communiquer là-dessus à ce stade malheureusement./.

112 / 942 – Point de presse du 20/02/2024

Référence EPJ01438701

Texte Le 19 février 2024, l'ambassadeur de Russie en France a été convoqué au ministère de l'Europe et des affaires étrangères à la suite du décès de l'opposant politique russe Alexeï Navalny, survenu le 16 février dans une colonie pénitentiaire de l'Arctique. La France tient les autorités russes pour pleinement responsables de la mort d'Alexeï Navalny, dont les conditions de détention s'étaient fortement dégradées depuis son transfert en colonie pénitentiaire. Elle demande à ce qu'une enquête indépendante et approfondie soit conduite pour faire toute la lumière sur cet événement tragique. La France appelle à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques en Russie et exprime en particulier sa vive préoccupation sur l'état de santé critique de l'opposant Vladimir Kara-Mourza.

113 / 942 – Point de presse du 15/02/2024

Référence EPJ01438001

Texte

Je souhaite tout d'abord saluer l'arrivée de deux nouveaux ministres délégués et d'une secrétaire d'Etat qui ont rejoint le pôle ministériel cette semaine. Il s'agit de : M. Franck Riester, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité, de la Francophonie et des Français de l'étranger ; M. Jean-Noël Barrot, ministre délégué chargé de l'Europe ; et Mme Chrysoula Zacharopoulou, que vous connaissez, secrétaire d'Etat chargée du Développement et des Partenariats internationaux. – Stéphane Séjourné S'agissant de l'agenda du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné se rendra en fin de semaine à la conférence sur la sécurité de Munich, pour sa 59ème édition cette année, qui se tient du 16 au 18 février. Il prendra part, à cette occasion, à de nombreuses réunions, consacrées notamment à la priorité, à la situation au Proche-Orient et en Ukraine. Il marquera son attachement à la sécurité européenne, et évidemment au soutien indéfectible de la France à l'Ukraine, ainsi que sa volonté d'accélérer et d'accroître ce soutien pour mettre en échec l'agression menée par la Russie depuis bientôt deux ans. Il se déplacera ensuite, en début de semaine prochaine, lundi et mardi prochains, les 19 et 20 février, en Argentine. Lors de ce déplacement, il sera reçu par M. Javier Milei, le président de la République argentine, et rencontrera par ailleurs son homologue argentine, Mme Diana Mondino, ainsi que la ministre de la sécurité, Mme Patricia Bullrich, le ministre de la défense argentin M. Luis Petri, et le ministre de l'économie, M. Luis Caputo. L'Argentine est un membre important du G20, et cette visite permettra de souligner l'importance de renforcer nos liens avec les pays du continent sud-américain. Ce sera également l'occasion de préciser notre position sur les relations commerciales entre l'Union européenne et le Mercosur. Ce déplacement en Argentine sera suivi par un déplacement au Brésil, où le Ministre ira, mercredi et jeudi prochains, les 21 et 22 février, pour participer à la réunion des ministres des affaires étrangères du G20, qui se tient à Rio de Janeiro. À l'occasion de cette ministérielle G20, Stéphane Séjourné rencontrera plusieurs de ses homologues, et il participera principalement aux deux sessions de travail du G20, cette année, sur le rôle du G20 dans la gestion des tensions internationales, et sur la réforme de la gouvernance mondiale. Je pense que nous aurons l'occasion de revenir sur cette réunion G20 lors d'un prochain point de presse. – Jean-Noël Barrot M. Barrot, le ministre délégué, en charge de l'Europe, est actuellement en Allemagne jusqu'à samedi. Ce déplacement s'inscrit dans la continuité de la réunion ministérielle du Triangle de Weimar, qui s'est tenue en début de semaine, lundi dernier, à La Celle-Saint-Cloud. Jean-Noël Barrot rencontrera son homologue à Berlin et participera à un débat avec des jeunes sur l'Europe. Il se rendra lundi en Pologne, de la même manière, pour y rencontrer son homologue. Enfin, il est à noter que le Ministre délégué assistera mardi au Conseil des Affaires générales à Bruxelles.

114 / 942 – Point de presse du 15/02/2024

Référence EPJ01438002

Texte Je voudrais m'attarder aujourd'hui sur les dangers que nous fait courir la Russie, presque deux ans après le début de la guerre qu'elle a déclenché, et dont elle porte seule la responsabilité. La Russie continue de tuer et de mentir. Le premier péril, c'est sa guerre d'agression à grande échelle contre l'Ukraine depuis bientôt deux ans. Elle continue de faire de nombreux morts en Ukraine,

et notamment cette semaine, y compris des enfants. La Russie doit répondre de ses actes. Elle occupe illégalement une partie de l'Ukraine et continue d'y violer le droit international. Le Kremlin entraîne la population russe dans une impasse, qui a déjà fait des centaines de milliers de victimes côté russe, et déstabilisé son économie. La Russie menace par ailleurs directement plusieurs Etats membres de l'Union européenne, et ainsi la sécurité européenne. Mais comme vous avez pu le voir lors du dernier Conseil européen, elle doit faire face à une Europe plus solidaire et plus unie que jamais. Enfin, la Russie menace la stabilité internationale en fragilisant notre ordre juridique commun et en faisant de l'énergie et de l'alimentation des armes de coercition. Le deuxième péril, c'est sa stratégie désormais assumée d'ingérence dans nos démocraties via une guerre informationnelle méthodique. Le dispositif de désinformation russe à notre rencontre mobilise des moyens considérables, à quelques mois des élections européennes. La récurrence des opérations menées ces derniers mois et leur lien direct avec des déclarations d'autorités russes démontrent bien qu'il s'agit d'une stratégie coordonnée de guerre de l'information menée et assumée par Moscou. Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Stéphane Séjourné a annoncé lundi dernier avec ses homologues allemande et polonaise que nous avons démasqué un réseau de 193 portails de désinformation russe, attestant de l'efficacité de notre dispositif d'alerte. Ce réseau de "portails d'information" numérique aux caractéristiques similaires, encore relativement peu actif, a pour mission de diffuser en masse et de manière virale des contenus pro-russes à destination des publics internationaux. Le Ministre a porté un message de prévention et de grande vigilance. Nous en avons eu cette semaine une manifestation concrète. Les services du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'agence VIGINUM ont ainsi détecté hier une nouvelle manœuvre russe, entamée le 12 février, d'abord par la diffusion d'une intox sur des réseaux de désinformation pro-russe, par le biais d'une fausse vidéo de France 24, et ensuite à travers une déclaration de l'ancien Premier ministre russe, relayant des thèses farfelues sur le report du déplacement du Président de la République en Ukraine. Les déclarations de l'ancien Premier ministre russe confirment encore une fois l'origine de ces manœuvres : Moscou. Et Moscou assume pleinement cette guerre de l'information. Moscou veut déstabiliser nos sociétés démocratiques à l'approche d'élections qu'elle sait capitales pour l'Europe et pour l'Ukraine. Notre réaction, bien sûr, sera à la mesure de l'enjeu, au niveau national mais aussi au niveau européen. Nous avons, au niveau national, un dispositif renforcé autour de l'agence VIGINUM, du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, ainsi que du ministère des Armées. Un mécanisme d'alerte en format Weimar a été annoncé par le Ministre et ses homologues polonais et allemande en début de semaine. Et enfin, nous avons une coopération accrue au sein de l'Union européenne sur ces sujets. Encore une fois, ces manœuvres sont inacceptables. La Russie cherche à épuiser nos démocraties en trompant les esprits, en brouillant la limite du vrai du faux. Elle veut porter atteinte à l'intégrité du débat démocratique. Mais nous ne nous laisserons pas tromper. Une information fiable est la base de tout.

115 / 942 – Point de presse du 13/02/2024

Référence EPJ01437201

Texte

Q – Y a-t-il une concertation technique entre les auteurs du Rapport du Viginum sur l'ingérence numérique étrangère, et le rapport européen sur le même sujet ? R – Concernant les éléments techniques du rapport, ils ont été rassemblés par les services français sous coordination de VIGINUM. Ils n'ont pas été partagés avec les institutions européennes avant leur publication mais ils pourront faire l'objet d'un dialogue dans les jours qui viennent. Q – En Lettonie, un groupe de 80 députés de la Saeima a appelé le président Macron et le parlement français à étudier la possibilité d'interdire l'entrée sur le sol français aux sportifs russes et biélorusses qualifiés pour les Jeux olympiques à Paris. Le ministère des Affaires étrangères a-t-il été informé de cette demande, et envisage-t-il de prendre des mesures telles que le refus de délivrer des visas à ces athlètes ? R – Nous avons pris connaissance du courrier que vous mentionnez. Le Comité international olympique a autorisé les athlètes russes et biélorusses à participer aux JOP 2024, sous bannière neutre. La France respecte l'autonomie du mouvement sportif et prend acte de cette décision du CIO. Il reviendra aux fédérations nationales puis au CIO de déterminer les athlètes qui respectent les critères de neutralité et qui seront par conséquent autorisés à concourir. La France veillera à ce que ces critères soient scrupuleusement mis en oeuvre, avant et pendant les Jeux. La délivrance des visas se fera conformément au droit applicable et aux dispositifs de sécurité mis en place pour les Jeux. Aux côtés de nos partenaires baltes, nous réitérons notre pleine solidarité avec l'Ukraine. Depuis le début de la guerre d'agression menée par la Russie, la France a fait part de son soutien le plus absolu à l'Ukraine, un soutien qui est tourné aussi vers les athlètes ukrainiens, en lien avec la solidarité olympique du CIO, en vue des Jeux de Paris 2024./.

116 / 942 – Point de presse du 08/02/2024

Référence EPJ01436501

Texte Deux événements occuperont le Ministre la semaine prochaine. Le premier, c'est une réunion en format dit format de Weimar, qui aura lieu lundi prochain. Le format Weimar est un format qui rassemble la France, l'Allemagne et la Pologne, et le ministre Stéphane Séjourné recevra donc lundi prochain, le 12 février, son homologue allemande, Mme Annalena Baerbock, et son homologue polonais, M. Radoslaw Sikorski, pour une rencontre au château de la Celle-Saint-Cloud. Cette rencontre entre homologues du triangle de Weimar traduit notre volonté commune de renforcer la coopération entre la France, l'Allemagne et la Pologne, et la réunion portera tout particulièrement sur les enjeux de paix, de sécurité et de souveraineté sur le continent européen, notamment dans la perspective des prochaines élections européennes. Le rapprochement entre sociétés sera également à l'agenda de de cette rencontre, avec une attention particulière à la jeunesse, au travers notamment de la coopération académique, de la coopération sportive dans le cadre des Jeux olympiques de de Paris, mais aussi de la coopération en matière artistique grâce à la mise en place de programmes dédiés entre notre pays. Une conférence de presse aura lieu à l'issue de cette réunion, aux alentours de 17h00, mais nous vous confirmerons plus précisément l'horaire. Le 2e élément que je souhaitais porter à votre connaissance, c'est le déplacement de M. Stéphane Séjourné à Munich, à la conférence sur la sécurité de Munich qui se déroulera du 16 au 18 février prochain. Comme vous

le savez, c'est une conférence qui est consacrée aux questions de sécurité internationale qui se tient annuellement à Munich. Je pense que nous aurons l'occasion de revenir vers vous avec des éléments plus précis sur cette visite du ministre. Je voulais ensuite vous faire part de quelques propos liminaires sur deux thèmes qui nous semblent être d'une importance particulière. Je voulais tout d'abord rappeler la condamnation de la France des frappes russes massives qui s'abattent sur l'Ukraine, encore ces derniers jours. Elles ciblent en priorité les populations et les infrastructures civiles, en violation complète du droit international. La Russie porte à elle seule la responsabilité de ces crimes. Nous constatons en parallèle une intensification de la désinformation russe à l'encontre de la France. Cette désinformation est désormais de plus en plus activement relayée par l'appareil diplomatique russe, comme encore aujourd'hui même. La Russie, visiblement, est inquiète de la détermination de l'Europe à soutenir l'Ukraine dans l'exercice de son droit à se défendre. Et c'est dans ce cadre notamment qu'a été adopté lors du dernier Conseil européen un paquet d'aide de 50 milliards d'euros en soutien à l'Ukraine. Dans cette négociation à Bruxelles, le Président de la République a joué un rôle clé pour permettre une mise en oeuvre de ce paquet d'aide. La Russie cherche à diviser les Européens et à semer la confusion, comme l'ont démontré notamment les dernières déclarations de M. Dmitri Medvedev, le week-end dernier, dans lesquelles il assume ouvertement s'adonner à des pratiques d'ingérence dans nos affaires intérieures, ou bien encore les menaces qu'il a pu proférer hier à l'endroit des Européens. La réalité, c'est que ce sont des soldats russes qui sont sur le territoire ukrainien et sur le territoire souverain de l'Ukraine, et aucune propagande ne peut masquer cela. Nous ne nous laisserons pas entraîner dans ces tentatives de déstabilisation. C'est à elle de s'expliquer de tout cela, plutôt que d'accuser les autres d'une guerre que personne n'a voulue, sauf la Russie. Nous nous tenons toujours aux côtés des Ukrainiens et nous continuerons à les soutenir pour qu'ils récupèrent leur territoire et avancent sur le chemin européen. Le 2e point que je voulais faire avec vous concerne le Proche-Orient qui est un autre grand sujet de mobilisation pour nous. Comme vous l'avez vu, le président de la République a rendu hier un hommage aux Français tués dans les attaques terroristes du Hamas du 7 octobre dernier, avant de s'entretenir avec les familles des victimes que le ministre avait également rencontrées durant sa visite au Proche-Orient. Et comme le président de la République l'a exprimé, il s'agit du plus grand massacre antisémite du 21e siècle, qui a frappé la France directement avec 42 de nos compatriotes victimes de ces attaques barbares. Nous réitérons à cette occasion la condamnation la plus ferme du terrorisme et de l'antisémitisme, que jamais rien ne saurait justifier. Dans ce cadre, le déplacement du Ministre en Egypte, en Jordanie, en Israël, dans les Territoires palestiniens et au Liban, qui a eu lieu du 3 au 6 février dernier, répondait à trois objectifs prioritaires. Il s'agissait d'abord d'oeuvrer à la libération des otages, d'oeuvrer à un cessez-le-feu et de convaincre de rouvrir une perspective politique pour les Territoires palestiniens. Le Ministre a réitéré notre position de principe, à savoir une pleine solidarité avec les Israéliens comme avec les Palestiniens. Il a rappelé qu'il est essentiel de mettre fin à la catastrophe que vivent les Palestiniens de Gaza. Il a réaffirmé qu'il fallait un cessez-le-feu durable, et qu'il fallait permettre l'accès de l'aide humanitaire à Gaza. Le Ministre a exprimé notre grande préoccupation face à la poursuite des opérations à

Rafah, en particulier à l'annonce d'une prochaine offensive. Il a appelé dans ce cadre au plein respect du droit international humanitaire. Les populations civiles ne doivent pas payer pour les crimes du Hamas. Pour obtenir la stabilité dans la région, il a indiqué qu'il fallait résoudre la question palestinienne de manière durable, et il l'a redit : il faut un Etat palestinien. Le Ministre a donc passé les messages suivants lors de ses entretiens : il a rappelé que les Palestiniens doivent pouvoir vivre en paix sur leurs terres dans le cadre d'un Etat souverain, Gaza doit faire partie de cet Etat palestinien unifié, et l'Autorité palestinienne doit être renforcée. Face à la grave montée des tensions dans la région, le Ministre a également oeuvré à prévenir un embrasement régional dont les conséquences seraient dramatiques. C'est particulièrement vrai pour le Liban. La France, comme vous le savez, est indéfectiblement attachée à sa stabilité. Le Ministre l'a redit et l'a réaffirmé plusieurs fois à ses interlocuteurs israéliens. Nous sommes extrêmement préoccupés par la situation à la frontière entre le Liban et Israël. Le Ministre a fait passer des messages de retenue à tous ses interlocuteurs au Liban, comme en Israël. Il a appelé chaque partie à formuler des engagements en faveur de la sécurité du Sud-Liban et du Nord d'Israël. Il est également venu porteur de propositions concrètes et opérationnelles qui seront discutées dans les prochains jours avec l'ensemble des acteurs concernés. Le Ministre, comme je vous l'indique, a fait des propositions concrètes qui doivent être discutées. Il est encore trop tôt pour en parler publiquement, mais nous aurons l'occasion de ré-évoquer ce point. Enfin, le Ministre a appelé les acteurs politiques libanais à prendre leurs responsabilités pour sortir le pays de l'impasse institutionnelle dans laquelle il est. Il est nécessaire pour que le Liban fasse entendre sa voix et joue pleinement son rôle dans la résolution politique des tensions régionales, que la crise institutionnelle soit derrière le Liban.

117 / 942 – Point de presse du 05/02/2024

Référence EPJ01435401

Texte Q – Concernant la convocation d'Alexeï Mechkov, ambassadeur de Russie en France : s'agit-il de répondre du tac au tac à la convocation de l'ambassadeur de France en Russie, Pierre Lévy, au ministère russe ? R – L'Ambassadeur de Russie en France sera convoqué le 5 février au ministère de l'Europe et des affaires étrangères. À cette occasion, la France réitérera sa ferme condamnation des frappes russes ayant tué en Ukraine deux ressortissants français travaillant pour une organisation humanitaire non gouvernementale et blessé trois autres de nos ressortissants. Elle dénoncera également le regain de désinformation ciblant la France./.

118 / 942 – Point de presse du 02/02/2024

Référence EPJ01434901

Texte Je veux commencer ce point de presse en ayant une pensée pour nos deux compatriotes, dont nous avons appris avec une grande tristesse le décès, hier, en Ukraine. Nous souhaitons adresser à leurs familles nos plus sincères condoléances, ainsi qu'à leurs proches. Ces deux humanitaires ont payé leur engagement auprès des Ukrainiens de leur vie. Et comme l'a exprimé le Ministre ce matin, "la Russie devra répondre de ses crimes". Les services du ministère de l'Europe et des affaires étrangères sont bien évidemment



mobilisés pour apporter un soutien à nos trois autres compatriotes blessés, hier, en Ukraine. Pour permettre aux Ukrainiens de l'emporter, notre soutien sans faille est une priorité absolue, et ce soutien est concret. Hier, le Conseil européen a adopté à l'unanimité de ses 27 membres une facilité de 50 milliards d'euros. C'est un signal clair envoyé aux Ukrainiens de notre soutien. C'est un signal encore plus clair adressé à Moscou que nous ne céderons pas. Le Président de la République l'a rappelé lors de son déplacement en Suède, cette semaine, la guerre en Ukraine bouleverse notre façon de voir les choses. À l'évidence, nous ne pouvons pas laisser la Russie gagner cette guerre ; nous ne pouvons pas laisser la Russie gagner en Ukraine. La Russie doit prendre conscience de la force de notre engagement. La Russie multiplie les opérations de désinformation. Je vous rappellerais les différentes opérations, notamment la question des mercenaires, dont nous avons parlé, la semaine dernière, la question de l'avion à Belgorod, mais aussi, encore auparavant, la question du Doppelgänger, de la duplication de notre site Internet. Notre dispositif de veille, face à cette désinformation est en alerte constante, et relève, ces derniers temps, une intensification des activités russes malveillantes contre la France. Dans un second temps, je voulais vous parler du déplacement du Ministre au Proche-Orient, puisque le ministre de l'Europe et des affaires étrangères effectuera du 3 au 6 février prochains son premier déplacement dans la région, pour oeuvrer à un cessez-le-feu et à la libération des otages et pour convaincre aussi de rouvrir une perspective politique. Il se rendra en Egypte, en Jordanie, en Israël et dans les Territoires palestiniens, et enfin au Liban. Le Ministre poursuivra l'étroite coordination de la France avec tous ses partenaires régionaux pour la mise en oeuvre de l'initiative pour la paix et la sécurité pour tous, qui avait été proposée par le Président de la République. Comme le Ministre a eu l'occasion de le rappeler au Conseil de sécurité des Nations unies, notre action est guidée par des principes clairs que je voudrais vous rappeler aujourd'hui : la solidarité de la France avec les Israéliens et avec les Palestiniens ; la condamnation avec la plus grande fermeté des atrocités commises par le Hamas et le rappel de notre attachement à la sécurité d'Israël ; notre action pour mettre fin à la catastrophe que vit la population civile de Gaza ; le rappel de la nécessité d'un règlement politique sur la base des principes connus d'une solution politique fondée sur deux Etats. C'est aussi pour cela que nous sommes si fermes sur les conditions qui devront régir "le jour d'après" dans la bande de Gaza. Le Ministre s'en entretiendra avec ses interlocuteurs. Encore une fois, l'avenir de Gaza s'inscrit dans le cadre d'un Etat palestinien unifié, où une Autorité palestinienne revitalisée doit exercer son rôle. La France a refusé et refusera toujours l'installation des colonies à Gaza ou le transfert forcé de la population palestinienne de Gaza. Face à la grave montée des tensions dans la région, le Ministre travaillera par ailleurs à prévenir un embrasement régional. À cette fin, il fera passer différents messages de retenue à tous ses interlocuteurs. Nous condamnons fermement les attaques des Houthis en mer Rouge. La France continuera à assumer ses responsabilités et à contribuer à la sûreté maritime en lien avec ses partenaires. La France soutient par ailleurs la mise en oeuvre d'une mission européenne de sécurité maritime en mer Rouge. Les discussions, comme vous le savez, se poursuivent à ce sujet. Il sera abordé au prochain Conseil des Affaires étrangères qui se tiendra à Bruxelles, le 19 février prochain. Nous condamnons par ailleurs avec la même fermeté les

attaques visant des emprises de la coalition internationale contre Daech. Nous sommes extrêmement préoccupés, dans un dernier temps, par la situation à la frontière entre Israël et le Liban. Le Ministre insistera lors de son déplacement sur la nécessité de trouver une solution diplomatique entre le Liban et Israël. Nous mettons de nouveau en garde tous ceux qui pourraient miser sur une escalade des tensions dans la région.

119 / 942 – Point de presse du 02/02/2024

Référence EPJ01434903

Texte Q – De nombreux analystes, diplomates et même anciens ministres des affaires étrangères estiment que la France aligne sa politique étrangère sur celle des Etats-Unis, que ce soit au Proche-Orient, en Afrique ou en Ukraine ; la France n'a-t-elle plus la volonté ou la capacité de mettre en place une politique internationale qui soit indépendante de Washington ? R – C'est une vaste question que vous me posez là, mais je pourrais vous répondre sur différents points et peut-être en m'appuyant sur des exemples issus de la situation entre Israël et le Hamas. Je vous rappellerais, dans un premier temps, les propositions du Président de la République appelant à une autonomie stratégique européenne. Ce sont des propositions qui ne sont pas neuves, qu'il a faites depuis longtemps, et c'est une proposition qui vise justement à doter l'Europe, comme son nom l'indique, d'une autonomie stratégique ; autonomie au sens où l'Europe doit décider pour elle-même en matière stratégique. Dans ce cadre et dans le cadre européen, la France, de par sa position, a toujours eu une voix singulière en matière de politique étrangère. C'est le cas sous la présidence du Président Emmanuel Macron, ce fut le cas auparavant. En matière de politique étrangère française, notamment s'agissant, si vous me permettez de prendre cela comme exemple, de la situation depuis le 7 octobre entre Israël et le Hamas, la France a réussi, depuis le début, à développer une position qui est la sienne, fondée sur des principes. Nous sommes un des premiers pays à avoir appelé à une trêve et à un cessez-le-feu. Nous avons, comme je vous le disais dans mes propos introductifs, toujours eu pour souci de garder à l'esprit les principes qui sont les nôtres, à savoir le droit d'Israël de se défendre et en même temps le droit pour la population civile de Gaza au respect des règles du droit international humanitaire. Si vous reprenez nos dernières déclarations, que ce soit sur l'UNRWA, la semaine dernière, ou d'autres déclarations, je ne suis pas certain que ce soit des déclarations qui soient totalement alignées avec Washington. C'est pour cela que je pense que nous avons cette voix singulière. Nous sommes des alliés des Etats-Unis, bien évidemment, mais nous savons avoir une ligne qui est la nôtre. Je pourrais aussi vous donner des exemples dans le cadre de la guerre en Ukraine. La guerre en Ukraine est un enjeu vital pour le continent européen, et c'est la raison pour laquelle la France s'est mobilisée avec ses partenaires européens en soutien à l'Ukraine. On l'a vu encore hier, lors du Conseil européen, qui a permis le déblocage d'une facilité de 50 milliards d'euros pour l'Ukraine. Cette posture, que la France a appelé de ses vœux, d'avoir une Europe unie face à la Russie, tient aussi au fait que la menace russe est pour le continent européen une menace particulièrement spécifique qui concerne nos intérêts de sécurité, et qui concerne plus largement la sécurité et la stabilité du continent. Je pourrais vous trouver d'autres exemples, par exemple dans le cadre de ce que l'on appelle l'Indopacifique, tous ces exemples, pour illustrer le fait que

nous sommes évidemment des alliés proches des Etats-Unis, mais que nous savons avoir une politique étrangère qui est la nôtre. Q – Sur la visite du Ministre au Proche-Orient, ça va être une visite consacrée au "jour d'après" et à la solution politique ; est-ce que le Ministre arrive avec des propositions et des idées concrètes à présenter à ses interlocuteurs ? Si c'est le cas, est-ce qu'il parlera au nom de la France ou est-ce que ce sera au nom de l'Europe, s'il arrive avec des idées ? R – La visite du Ministre, comme je vous le disais, a pour objet effectivement de penser "le jour d'après", mais c'est une partie seulement de son message, puisque c'est étroitement lié au fait d'oeuvrer pour un cessez-le-feu. Donc il y aura un premier message effectivement pour oeuvrer à un cessez-le-feu. Il y aura un deuxième message, qui sera plus une discussion avec ses homologues de la région, et en particulier avec son homologue israélien et avec son homologue palestinien, pour voir comment rouvrir une perspective politique dans la région. Comme vous le savez, l'initiative pour la paix et la sécurité pour tous, lancée par le Président de la République, comportait un troisième pilier, qui était un pilier politique, puisque cela fait partie de la solution. Il y avait un premier pilier humanitaire qui avait vocation à traiter l'urgence humanitaire de la population civile dans la bande de Gaza. Un deuxième pilier plus sécuritaire pour essayer de neutraliser le Hamas, tant dans son financement que dans sa manière de s'exprimer. Et le troisième pilier était effectivement le pilier sur une perspective politique qui pourrait être offerte aux Palestiniens. Le Ministre agira dans ce cadre-là et les discussions qu'il aura avec ses homologues porteront sur cet aspect-là, c'est-à-dire la solution politique que nous espérons viable à long terme pour les populations palestiniennes. Et cela, comme je vous le rappelais, doit aussi être considéré au regard de la situation régionale. C'est aussi un point sur lequel le Ministre insistera, à savoir d'éviter un embrasement régional. Il ne peut pas y avoir de solution politique durable et stable entre Israël et les Territoires palestiniens s'il n'y a pas un environnement régional stable. Q – L'Union européenne s'était donné comme objectif de livrer un million de munitions à l'Ukraine d'ici le printemps. Là, ces derniers jours, on a appris que l'Union européenne ne serait pas en position de pouvoir faire cela. Certains pays demandent à ce qu'on achète des munitions en dehors de l'Union pour pouvoir remplir les besoins des Ukrainiens. Est-ce que la France va bouger sur cette question-là et autoriser ces achats en dehors de l'Union ? Merci. Et un point : est-ce que vous pouvez nous détailler les services russes et les attaques – ou les ingérences – que vous avez notées ces derniers jours ? R – Sur cette deuxième question, je pense qu'on aura l'occasion de faire des points plus spécifiques à l'avenir. Sur votre première question, comme je vous le disais, la France est pleinement impliquée dans un soutien total à l'Ukraine, qui passe aussi par un soutien en matière d'armement. Il y a eu des déclarations cette semaine à Bruxelles sur cet objectif de livraisons. Je crois que Josep Borrell a fait une déclaration, mais Thierry Breton aussi a fait une déclaration. Pour ce qui concerne la France, nous tiendrons nos engagements en la matière. Il peut y avoir, le cas échéant, quelques glissements de calendrier mais, pour nous, le principe est clair : nous fournirons toutes les munitions dont l'Ukraine a besoin et aussi longtemps que nécessaire. Q – À propos de l'Ukraine, est-ce que vous pouvez donner quelques détails sur les deux humanitaires qui ont été tués hier ? Savoir aussi si les trois qui sont blessés sont bien français effectivement, et déjà peut être évacués, rapatriés, soignés,

sans doute ? Et puis j'ai deux questions sur le Proche-Orient. Qu'en est-il des réflexions éventuelles sur la reconnaissance de l'Etat palestinien ? Manifestement, ce sont des réflexions qui montent au Royaume-Uni, aux Etats-Unis. Quelle est la position de la France ? J'ai bien noté la déclaration de M. Macron hier, mais peut-être que vous avez des choses en complément à dire ? Et peut-il y avoir un débat européen sur le sujet ? Et puis, à propos des colons extrémistes, on a vu des premières sanctions contre quatre individus prises par les Etats-Unis hier, un décret de Joe Biden, signé par Joe Biden. La France avait aussi promis des mesures contre les colons extrémistes : est-ce qu'elle reprend aussi ces noms sur sa liste de personnes sanctionnables ? R – Sur votre première question, il m'est difficile de vous donner beaucoup de détails, puisqu'il s'agit en fait de situations personnelles, tant s'agissant des deux personnes qui ont été malheureusement tuées que des personnes qui sont blessées. Nous sommes vraiment pleinement mobilisés pour assister les personnes blessées, en lien avec leurs familles, pour s'assurer que les choses se passent au mieux. Mais vous comprendrez que, compte tenu de la situation, il ne m'est pas vraiment possible de vous donner des informations complémentaires. Sur votre deuxième point, sur la reconnaissance de la Palestine, la France a toujours reconnu les aspirations du peuple palestinien – aspiration légitime, d'ailleurs – à disposer d'un Etat. Et comme je vous le disais, nous continuerons d'oeuvrer pour une solution à deux Etats, vivant côte à côte, en paix et en sécurité. Ce sera le principe sur lequel le Ministre reviendra auprès de l'ensemble de ses homologues lors de son déplacement, dans les prochains jours. Et cette solution des deux Etats doit résulter évidemment de négociations et d'une discussion, dont la situation actuelle nous rappelle l'urgence. Un Etat palestinien doit être basé sur un territoire contigu et nécessite un rôle revitalisé pour l'Autorité palestinienne. Et c'est notamment dans ce cadre-là que la France, ces derniers temps, a condamné fermement la colonisation, et tout particulièrement les violences des colons à l'encontre des Palestiniens, qui sont considérées, vu de Paris, comme des choses qui sapent les perspectives de paix. Et encore une fois, ce sera le sens du message que le Ministre portera lors de son déplacement dans la région, auprès de ses différents homologues. Sur votre dernier point, sur les colons, nous avons effectivement vu que les Américains avaient publié leurs premières sanctions. Comme nous avons déjà eu l'occasion de vous le dire, la France est engagée aussi sur cette voie et je pense qu'on aura l'occasion de vous donner des informations supplémentaires ultérieurement. Q – La situation sur la frontière libano-israélienne, entre le Liban et Israël, reste très tendue, comme vous le savez. Est-ce que l'embrasement régional est toujours évitable, d'après vous ? Et est-ce que le Ministre va rencontrer à Beyrouth des représentants du Hezbollah, ou bien uniquement les autorités libanaises ? R – Comme vous le savez, la France est très préoccupée par la situation à la frontière Nord d'Israël / Sud du Liban, et nous sommes, nous avons toujours et nous resterons actifs pour que la situation ne s'aggrave pas. Encore une fois, la stabilité régionale est, à notre sens, une partie importante de l'équation globale et il ne pourra pas y avoir de solution politique durable s'il n'y a pas de stabilité régionale. Le Ministre se rendra au Liban ; il insistera sur la nécessité de trouver une solution diplomatique entre Israël et le Liban et adressera d'une manière générale un message de retenue à tous, parce qu'il est effectivement important d'éviter toute attitude escalatoire dans la région, et tout

particulièrement au Liban. Le Président de la République et le ministre de l'Europe et des affaires étrangères ont déjà eu l'occasion de le dire précédemment, mais c'est un message qui sera rappelé. Et dans ce cadre, nous soulignerons l'attachement que nous avons à préserver la sécurité de la FINUL, et surtout à faire en sorte que la FINUL puisse exercer pleinement son mandat. Encore une fois, nous travaillons toujours sur la base de la résolution 1701 pour parvenir à la paix et la sécurité dans cette région, et ce sera le sens du message que portera le Ministre aux autorités libanaises lors de son passage à Beyrouth, dans les prochains jours.

Q – Bonjour, quelques petites questions. D'abord, vous avez évoqué le pilier politique : est-ce que le Ministre va aussi parler de l'initiative européenne évoquée par M. Borrell il y a quelques jours ? On n'a toujours aucun détail sur cette initiative, cette possible conférence préparatoire de la paix. Et deuxième question, ça fait quelques semaines que c'est une question que je pose chaque semaine : la question des médicaments. Vous étiez à l'initiative de cette idée de transférer des médicaments aux otages. Ça fait plusieurs semaines : est-ce que vous avez des nouvelles ? Est-ce que le médicament sont physiquement dans la bande de Gaza, ou est-ce qu'ils sont en Egypte ? Est-ce qu'il y a indications s'il y a des otages qui ont reçu des médicaments ? Il y a aussi une question sur le rendez-vous qui était à Paris ce dimanche entre la tête de la CIA et les Qatariens, les Israéliens et les Egyptiens. Quel rôle la France a joué ? Et est-ce qu'il y avait des représentants français qui étaient impliqués dans cette rencontre ?

Merci.

R – Merci pour toutes ces questions. Je vais vous faire malheureusement des réponses un peu laconiques sur les trois, parce que je ne pense pas que je puisse m'exprimer au nom de l'Union européenne, et les déclarations de Joseph Borrell sont des déclarations qui lui appartiennent, donc je ne peux pas vous faire plus de commentaires. Je pense que c'est plus une question pour lui. Sur les médicaments, comme je vous le disais les fois d'avant, encore une fois, ce sont des opérations d'une extrême complexité, notamment logistique, et malheureusement, je comprends votre déception, mais je ne peux pas vous donner plus d'éléments, à ce jour. Et quant à la réunion qui se serait tenue à Paris dimanche dernier, là aussi, je ne peux pas vous faire de commentaires.

Q – J'ai besoin de vous interroger sur trois dossiers. Pour la tournée du Ministre, est-ce qu'on peut savoir s'il va commencer par l'Egypte, avoir chronologiquement les pays et, surtout, même si vous n'avez pas entièrement le programme, les rencontres plus ou moins prévues dans chaque pays ? Et deuxièmement, M. Le Drian devait repartir aussi au Liban d'ici dix jours : est-ce que cette visite est toujours d'actualité ? Est-ce que la tâche est répartie entre le Ministre et M. Le Drian ? Parce que M. Le Drian suit beaucoup plus le dossier présidentiel au Liban. Est-ce qu'on a des informations à ce sujet ? Et la dernière question concerne la position de la France pour l'UNRWA, qui a suscité beaucoup d'interrogations dans la région du Proche-Orient. Les gens n'arrivent pas à comprendre la décision, surtout quand il s'agit d'humanitaire et de cessez-le-feu : elle a toujours été exemplaire à se distinguer avec ce rôle.

Merci.

R – Merci beaucoup. Pour donner des éléments du programme du déplacement du Ministre un peu plus précis, il partira samedi et, dans l'ordre, il se rendra d'abord au Caire, en Egypte ; il se rendra ensuite à Amman, en Jordanie ; ensuite, il ira en Israël – pour une rencontre avec son homologue ; puis il ira à Ramallah ; et enfin il terminera son déplacement par un arrêt à Beyrouth, au Liban, et il reviendra

mardi soir. Sur Jean-Yves Le Drian, effectivement, il est représentant personnel du Président de la République. Sur la question qui tient plus au Liban, c'est-à-dire que c'est un sujet qui est lié, mais quand même un peu distinct évidemment. Les choses se font de manière coordonnée. Et Jean-Yves Le Drian se rendra à Beyrouth à nouveau dans les semaines à venir. Il est en contact, comme je vous le disais la dernière fois, très étroit avec ce que l'on appelle le "Groupe des cinq", qui regroupe la France, les Etats-Unis, l'Arabie saoudite, le Qatar et l'Egypte, et ce sont des discussions qui sont en cours et qui continuent. Nous aurons l'occasion de refaire un point un peu plus spécifique sur l'action de Jean-Yves Le Drian lorsque nous aurons plus d'éléments, et notamment lorsqu'il se sera rendu à Beyrouth. Sur l'UNRWA, il y a eu effectivement des déclarations de notre part le week-end dernier, où nous avons rappelé que le travail de l'agence est indispensable à la préservation des civils palestiniens. C'est la raison pour laquelle notre contribution financière à l'UNRWA a été portée, en 2023, à 60 millions d'euros, contre environ 30 millions d'euros les années passées. Nous avons fait un effort supplémentaire en 2023, pour l'UNRWA, compte tenu de la situation des populations civiles de Gaza. Nous ne suspendons pas notre soutien à l'UNRWA ; nous avons simplement rappelé que, techniquement, ce sont des versements qui se font tout au cours de l'année, et que nous n'avons pas de versement prévu au premier trimestre 2024. Ceci étant dit, compte tenu de la situation à l'UNRWA, et notamment des déclarations de son Commissaire général, nous exigeons des mesures fortes de la part de l'agence des Nations unies, après les révélations extrêmement graves qui sont intervenues en fin de semaine dernière. Nous n'hésiterons pas, le cas échéant, à réévaluer nos contributions, en lien avec les Nations unies, parce que c'est quelque chose qui doit se faire dans le dialogue ; avec les Nations unies et avec nos partenaires, le moment venu, et au regard des mesures qui seront prises par l'agence. Le Ministre s'est entretenu le week-end dernier avec le commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, et c'est un contact qui sera maintenu. Donc nous suivons la situation de très près. Q – J'ai plusieurs questions. La première, est-ce que la France a des contacts directs avec les Houthis pour faire passer des messages, ou est-ce que c'est seulement à travers l'Iran et peut-être l'Oman, éventuellement ? Deuxième question, qu'est-ce qui s'est passé aux quatre membres des services de renseignement français qui ont été arrêtés il y a deux mois, au Burkina Faso ? Et dernière question, c'est juste pour revenir sur le Liban... La question c'était, est-ce que le Ministre va rencontrer les dirigeants, des dirigeants, des politiques du Hezbollah ? Vous n'avez pas répondu... Est-ce que vous pouvez juste clarifier ? Et sur la nature de cette médiation ou de cette facilitation, est-ce que vous avez des signaux concrets que les deux parties commencent à bouger dans le sens d'une désescalade ? Et juste, dernier point sur le voyage : il était question à un moment d'aller au Qatar... Il ne va plus au Qatar ? R – Non, à ce stade, non. Alors sur les Houthis, je vous rappellerai les condamnations que nous avons formulées à plusieurs reprises contre les attaques des Houthis qui visent des navires commerciaux, qui portent atteinte aux droits et aux libertés de navigation. Nous avons salué et soutenu le vote de la résolution 2722 du 10 janvier dernier, qui rappelle les principes de liberté de navigation dans les eaux internationales et qui rappelle aussi que les Etats ont, en accord avec le droit international, le droit de réagir à ces attaques. Nous continuerons à soutenir tous ces efforts en

la matière. Je vous rappellerai d'autre part que lors du déplacement à New York du Ministre Stéphane Séjourné, il y avait eu un contact avec son homologue iranien. Mais comme je vous l'avais précisé, l'objet de ce contact était aussi de rappeler aux Iraniens, enfin de les mettre en garde, contre toute forme d'escalade dans la région. Donc nous continuerons, en tout cas, à être un promoteur actif de la sécurité dans la mer Rouge. Nous avons déjà été militairement appelés à le faire, avec la frégate Languedoc qui a abattu des drones au mois de décembre. Mais nous continuerons à agir en ce sens, encore une fois, dans une perspective d'évitement d'un embrasement régional. Sur la question que vous me posiez sur les quatre Français au Burkina Faso, je n'ai pas d'éléments nouveaux à vous apporter. Et enfin sur le segment libanais du déplacement du Ministre, encore une fois, les messages que nous passons pour éviter l'escalade régionale sont des messages que nous passons à tout le monde, ce sont des messages qui sont publics. Donc tout le monde, tous les acteurs sont au courant de notre position, et je pense que le Hezbollah est parfaitement informé de nos positions. Q – Et les contacts avec les Houthis ? Est-ce que vous avez des contacts directs avec les Houthis pour faire passer des messages ou pas du tout ? R – À ma connaissance, non. Q – Juste un tout petit follow-up à la question sur l'UNRWA. Je crois que l'agence a signalé ces derniers jours que, faute de subsides, étant donné les suspensions en série récentes, elle pourrait cesser ses activités dans la bande de Gaza en février. Est-ce que ça va obliger la France, éventuellement, à procéder à un paiement non prévu avant la fin du premier trimestre, et est-ce que vous y pensez, ou pas ? R – Comme je vous le disais, nous sommes en lien étroit avec le commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini. Nous lui avons apporté depuis le début de la crise tout notre soutien, comme à l'ensemble du système des Nations unies par ailleurs. Comme je vous le disais, nous n'avions pas de versement prévu au premier trimestre. Nous avons vu aussi que le secrétaire général des Nations unies a fait une réunion à New York la semaine dernière à ce sujet. C'est une agence qui est indispensable, à nos yeux, pour les populations civiles de Gaza – c'est la raison pour laquelle nous avons doublé notre soutien en 2023 –, et nous suivrons la situation avec beaucoup d'attention. Encore une fois, c'est une situation qui est suivie et une discussion qui est ouverte, mais nous resterons, et c'est ce que je vous disais lors de ma précédente réponse, nous resterons fermes sur la réponse que l'UNRWA apportera à la situation des agents incriminés dans une possible participation dans les attaques du 7 octobre. Nous resterons assez fermes et assez exigeants afin que toute la lumière soit faite sur ces agissements, et que des mesures soient prises par l'UNRWA. Q – J'ai une question sur le Niger. Plusieurs compagnies aériennes ont décidé de ne plus embarquer de passagers français sur ordre, apparemment, des autorités nigériennes. Est-ce que vous avez des éléments d'information supplémentaires et quel est votre commentaire par rapport à ça ? R – Nous n'avons pas eu de communication officielle de la part des autorités nigériennes sur cette situation. Nous n'avons pas eu d'éclaircissement et ils ne nous ont rien communiqué. Mais il va de soi que si de telles mesures avaient été prises, des mesures qui ne viseraient qu'une seule nationalité, ce serait des mesures visiblement grossièrement xénophobes. Mais nous n'avons pas eu de communication officielle des Nigériens. Q – Mais de fait, plusieurs compagnies aériennes n'embarquent plus de passagers français. R – Encore une fois, c'est difficile de vous

répondre sans explication claire de la part des autorités nigériennes. Nous n'avons pas eu d'explication. Q – Cette semaine, il y a eu pas mal de déclarations, tant d'Emmanuel Macron que des membres du gouvernement, sur la négociation des accords avec le Mercosur de l'Union européenne. Est-ce que vous pouvez nous préciser si la France demande spécifiquement que ces négociations soient coupées, ou n'a pas le pouvoir de le faire? Et au-delà, est ce que cette position de la France peut, disons, avoir une conséquence négative – on comprend – sur les relations avec ces pays-là ? Il y a une visite du Président qui est prévue, je crois, au mois de mars. Est-ce qu'il y aurait une visite en éclaireur du Ministre pour mettre un peu d'huile dans cette relation ? R – Je vous renvoie aux déclarations du Président de la République lors du Conseil européen qui s'est tenu hier à Bruxelles. En l'état actuel des textes et en l'état actuel de la négociation de l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur, la France s'oppose et continuera à s'opposer à cet accord de libre-échange. La France n'est pas contre un accord de libre-échange sur le principe, simplement, elle pense qu'il faut que ce soit un accord de libre-échange équilibré dans l'ensemble de ses termes. Et nous avons tout particulièrement des exigences assez claires en termes de négociation : c'est le respect de l'Accord de Paris en matière de lutte contre le changement climatique, le respect des engagements que nous avons pris en matière de lutte contre la déforestation, des normes environnementales et sanitaires. Il s'agit pour nous d'une question de cohérence, à savoir que nous nous sommes engagés, lors de l'Accord de Paris et lors de différents engagements que nous avons pris au niveau international, pour obtenir des standards élevés sur toutes ces questions de respect, de lutte contre le changement climatique et de respect des normes environnementales, et nous ne pouvons pas descendre, ou en tout cas, nous ne pouvons pas signer un accord qui ne serait pas du même niveau en termes de standard sur ces normes. Q – Sur la deuxième partie, est-ce qu'il est prévu une visite en éclaireur du Ministre ? R – À ce stade, non. Je pourrai vous répondre ultérieurement./.

120 / 942 – Point de presse du 01/02/2024

Référence EPJ01434601

Texte La France a pris note de l'arrêt rendu par la Cour internationale de justice le 31 janvier 2024 dans l'affaire opposant l'Ukraine à la Fédération de Russie sur l'application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme. Une fois de plus, la Cour relève que la Russie se place en violation de ses obligations internationales. La France relève que la Cour constate que la Russie a violé ses obligations au titre de ces conventions. La Russie a, en particulier, manqué à certaines de ses obligations au titre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale en raison de ses pratiques en Crimée. Elle constate également que la Russie n'a pas respecté les mesures conservatoires, qui sont juridiquement obligatoires pour les Parties, prescrites par la Cour dans cette affaire. La France rappelle que les jugements rendus par la CIJ sont définitifs et obligatoires pour les Parties, et qu'ils doivent être mis en oeuvre. La France renouvelle son soutien à la Cour, organe judiciaire principal des Nations unies, qui est l'un des piliers d'un ordre international



fondé sur des règles de droit./.

121 / 942 – Point de presse du 25/01/2024

Référence EPJ01433202

Texte – Ukraine Je vais vous parler d'Ukraine. Je vous en avais déjà parlé la semaine dernière, mais je crois que la situation impose que je vous en reparle aujourd'hui. Les Ukrainiens continuent à faire face aux salves d'attaques russes, comme cela a été le cas encore plusieurs fois cette semaine. Nous réitérons notre condamnation la plus ferme des frappes massives des missiles russes en Ukraine, qui ont fait plusieurs morts et des dizaines de blessés. La Russie continue à tout faire pour saper la résilience du peuple ukrainien, en ce deuxième hiver de conflit. En ciblant une nouvelle fois les infrastructures civiles ukrainiennes de manière délibérée, elle se rend ainsi coupable de crimes de guerre et porte à elle seule la responsabilité de l'escalade. Comme l'a indiqué le ministre de l'Europe et des affaires étrangères Stéphane Séjourné, qui s'est rendu en Ukraine dès sa prise de fonction, nous ne pouvons pas laisser la Russie gagner cette guerre. La France continuera donc, en étroite coordination avec ses partenaires, à fournir à l'Ukraine le soutien nécessaire à sa légitime défense. Sur le plan militaire, la France fournira une quarantaine de missiles de longue portée SCALP supplémentaires, ainsi que plusieurs centaines de bombes propulsées AASM et des munitions, qui seront livrés prochainement. Dans le cadre de la coalition Artillerie pour l'Ukraine, présidée par la France et les Etats-Unis, les pays partenaires ont pour objectif de doter l'Ukraine de capacités sur un segment clé pour la défense de son territoire, et qui contribuera à la construction de son armée de demain. Par ailleurs, et toujours en lien avec la situation ukrainienne, nous avons constaté ces derniers jours une nouvelle manipulation russe grossière, malheureusement pas inédite, au sujet de la présence de mercenaires en Ukraine. Nous l'avons déjà dit, et je le répète aujourd'hui : il n'y a pas de mercenaires français en Ukraine ; il n'y a pas de mercenaires français, ni en Ukraine, ni ailleurs, d'ailleurs. Et comme je m'adresse aujourd'hui à vous, journalistes, il me semble important d'inciter chacun à la vigilance sur ces manipulations et ces fausses informations que la Russie a l'habitude de répandre. C'est la raison notamment pour laquelle nous ne faisons pas de commentaires sur l'avion qui s'est écrasé hier dans la région de Belgorod : nous ne sommes pas en mesure de dire si les assertions russes sont vraies, ou pas. La Russie nous a habitués à mentir sur ces sujets. – Proche-Orient Je voudrais très brièvement revenir sur la situation au Proche-Orient, notamment à la suite de la visite du Ministre à New York, le 23 janvier dernier, visite largement consacrée à la situation au Proche-Orient. La démarche du Ministre consiste à démontrer, au fond, que l'on peut être solidaire à la fois des Palestiniens et des Israéliens. C'est cette démarche qui guide nos prises de position. Nous avons condamné sans équivoque le Hamas et nous avons salué la création d'un régime spécifique de sanctions, en rappelant qu'il n'y a aucune ambiguïté sur le droit d'Israël à la sécurité. Malheureusement, nous sommes aussi amenés à rehausser à 42 le nombre des victimes françaises des attaques, car nous avons appris récemment qu'un binational dont nous ignorions la nationalité française compte parmi les victimes. Nous avons aussi réaffirmé notre soutien humanitaire aux Palestiniens. J'appelle votre attention sur un communiqué que nous avons publié hier, annonçant notamment, parmi toutes les séries de mesures que

nous prenons en matière humanitaire, l'évacuation de sept enfants palestiniens blessés dans des hôpitaux en France. Et dans le cadre de notre démarche, le Ministre a commencé à évoquer au Conseil de sécurité des Nations unies les paramètres pour recréer une perspective de paix. C'est le volet politique de l'initiative pour la paix et la sécurité, lancée par le Président de la République. La sécurité d'Israël ne peut être durable sans une relance décisive et crédible du processus politique avec les Palestiniens. La solution à deux Etats demeure la seule solution viable, les paramètres sont connus : deux Etats vivant côte à côte, en paix et en sécurité, dans des frontières sûres et reconnues, sur la base des lignes de 1967, et ayant l'un comme l'autre pour capitale Jérusalem. Il est essentiel de préserver, de la même manière, la sécurité de la région et d'éviter le risque d'embrasement régional. C'était le sens et l'objet de l'entretien qu'a eu le Ministre avec son homologue iranien à New York. L'Iran, en effet, a une responsabilité particulière dans la région, et le Ministre l'a mis en garde contre toute tentative d'escalade régionale. Il lui a par ailleurs rappelé notre exigence de voir les français détenus arbitrairement en Iran libérés. Cette démarche, qui se traduit par les positions que je viens de vous rappeler, c'est aussi la démarche qui guide notre action, et nous agissons en ce sens sur plusieurs axes. Nous condamnons fermement les attaques des Houthis en mer Rouge, et nous continuons à assumer nos responsabilités et à contribuer à la sûreté maritime, en lien avec nos partenaires. Nous avons été appelés à le faire les 9 et 11 décembre dernier, via la frégate Languedoc, qui a détruit des drones. Cette frégate agit sous mandat national, en coordination avec nos partenaires. La France, par ailleurs en la matière, soutient la mise en oeuvre d'une mission européenne de sécurité maritime en mer Rouge, et nous continuons, de la même manière, à oeuvrer à ce que l'Union européenne contribue davantage à la sécurité maritime de la zone, à côté de nos partenaires, bien évidemment. Et enfin, un dernier point pour rappeler que nous sommes bien évidemment toujours préoccupés par la situation à la frontière entre Israël et le Liban. Et comme c'est le cas depuis le début, nous faisons passer des messages de retenue à tous les acteurs de la région. La résolution 1701 demeure notre base de travail, et il faut permettre à la FINUL d'exercer son mandat dans de bonnes conditions.

122 / 942 – Point de presse du 25/01/2024

Référence EPJ01433203

Texte Q – D'abord, vous avez parlé de 42 victimes, est-ce que ces "nouvelles" victimes font partie déjà des gens qu'on savait déjà morts, ou est-ce qu'il s'agit d'un des otages ? C'est une question de clarification. J'aimerais aussi savoir, sur l'opération de livrer des médicaments pour les otages, est-ce que vous savez, maintenant, comme la France faisait partie de cette initiative – si les médicaments ont été livrés aux otages, si les otages les ont reçus ? Vous avez aussi évoqué la Conférence de paix pour tous lancée par le Président, or, M. Borrell a lancé sa propre initiative à Bruxelles. Est-ce que ce sont deux initiatives séparées, est-ce qu'on travaille ensemble, sur la même chose ? Sur le sujet de la mer Rouge, aussi à Bruxelles, parce que même si la France soutient, ça fait maintenant quelque temps qu'on parle, et à Bruxelles vous n'êtes pas arrivés à trouver un accord sur le sujet, est-ce que c'est l'Espagne qui bloque ? Quel est le problème, en fait ? R – Sur votre première question, comme je vous le disais, nous avons dû rehausser à 42 le nombre des victimes

françaises des attaques du 7 octobre. C'est lié au fait que nous avons appris récemment que l'une des victimes recensées des attaques était en fait un binational franco-israélien, et nous ignorions sa nationalité française. Cela veut dire que nous en sommes à 42 victimes et, je vous le rappelle, toujours trois personnes otages dans la bande de Gaza. Sur la question de l'opération consistant à livrer des médicaments aux otages, nous avons déjà eu l'occasion d'en parler la semaine dernière. Je n'ai malheureusement pas plus d'indication à vous donner aujourd'hui, sur le processus. Encore une fois, et c'est ce que je vous disais la semaine dernière, ce sont des opérations d'une complexité extrême et nous continuons à les mener, mais je ne peux pas vous donner plus d'indication à ce jour.

Q – Cela veut dire que vous n'avez pas de preuve qu'ils ont été livrés ? Vous n'avez pas de preuve ? R – Non. Ce que je vous dis, c'est que je n'ai pas plus d'éléments que ce que je vous disais la semaine dernière, à savoir que c'est une opération qui est en cours, et je ne peux pas vous en dire plus à ce stade.

Sur votre dernière question, sur la mer Rouge, la France, évidemment, soutient la mise en oeuvre d'une mission européenne de sécurité en mer Rouge. C'est une discussion qui est en cours à Bruxelles avec nos partenaires européens. La France est pleinement partie à ces discussions et nous soutenons la mise en oeuvre d'une mission européenne. Enfin sur votre question, je ne voudrais pas qu'il y ait de confusion : moi je vous parlais de l'Initiative pour la paix pour tous, qui avait été lancée par le Président de la République après les attaques du 7 octobre et qui est cette initiative qu'on a eu l'occasion de détailler plusieurs fois ici. Cette initiative est en trois points, en trois volets, avec un volet humanitaire, un volet sécuritaire et un volet politique. Elle n'est pas du tout contradictoire avec toute autre initiative qui pourrait être prise. Je n'ai pas vraiment de détails sur l'initiative que vous mentionnez de M. Borrell, mais je pourrais revenir vers vous à ce sujet, ultérieurement, avec plus de détails. Mais en tout cas ce ne sont pas deux choses concurrentes.

Q – M. le ministre a rencontré le ministre des Affaires étrangères iranien à New York. Est-ce que vous pourriez nous donner un petit peu plus d'informations sur leurs discussions ? Est-ce que la question du nucléaire a été évoquée, et si oui comment l'Iran réagit en ce moment ? R – Oui, comme je vous l'ai indiqué dans mon propos liminaire, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères a rencontré son homologue iranien dans le cadre de son déplacement à New York, à l'occasion du segment ministériel de la présidence française du Conseil de sécurité des Nations unies. C'est ce que je vous disais dans mes propos liminaires, à savoir que c'était un échange où il y a plusieurs messages qui ont été passés. Les deux principaux messages, c'est une mise en garde faite à l'Iran contre toute escalade dans la région – et cela, c'est un point qui est extrêmement important puisque, comme je vous le rappelle, la France oeuvre depuis le début à une désescalade dans la région pour assurer le règlement du conflit – et le deuxième point était un point sur l'exigence de la France de voir les français détenus arbitrairement en Iran libérés immédiatement. Sur le nucléaire, je vous renvoie à ce que nous avons eu l'occasion de dire plusieurs fois, à savoir que nous considérons que l'Iran a un comportement irresponsable dans un contexte de tensions régionales. Et nous enjoignons l'Iran, depuis maintenant quelque temps à revenir sur les mesures que l'Iran prend en matière nucléaire et à procéder à une désescalade de son programme nucléaire.

Q – Autour et à la frontière israélo-libanaise, au-delà de la préoccupation de la France, face à la dégradation de la situation, est-ce qu'il

y a du nouveau au chapitre de la crise politique libanaise ? On sait que la France s'y intéresse et y prête la plus grande attention au moment où l'Assemblée nationale, aujourd'hui même, discute du nouveau budget de l'Etat.

R – Effectivement, c'est ce que je vous disais la France est extrêmement préoccupée par la situation entre la frontière entre le Liban et Israël, et on est effectivement très actif pour que la situation ne s'aggrave pas. Mais, plus spécifiquement sur le point que vous mentionnez, sur la question plus interne de crise au Liban, je vous rappellerais que le Président de la République a nommé M. Jean Yves Le Drian représentant personnel du Président de la République sur le sujet. Jean-Yves Le Drian est très actif, il se déplace régulièrement au Liban et il est en contact très étroit avec ses homologues de ce qu'on appelle le groupe des Cinq et qui rassemble la France, les Etats-Unis, l'Arabie saoudite, le Qatar et l'Egypte. Ce sont des discussions qui sont en cours, mais il y a un effort qui est très clair pour réussir à arriver à une solution. Jean-Yves Le Drian se rendra à nouveau à Beyrouth dans les prochaines semaines afin de rencontrer à nouveau l'ensemble des parties prenantes pour y tenter de faire évoluer les discussions. Nous aurons l'occasion de vous annoncer les prochaines échéances et les prochains déplacements, tant pour ce qui concerne les déplacements du représentant personnel du Président de la République, M. Jean-Yves Le Drian, que pour ce qui concerne une éventuelle réunion du groupe des Cinq qui est le groupe des cinq Etats que je viens de mentionner. C'est un sujet de préoccupation qui est très suivi.

Q – J'ai une première question sur le crash de l'avion russe dans vos propos liminaires, vous en avez parlé. Je voulais savoir quelles sont les raisons qui vous font douter de l'authenticité de la version donnée par les Russes ? Ma deuxième question, si vous le permettez, porte sur une journaliste française qui menaçait d'expulsion en Inde, c'est Vanessa Dougnac, et ça intervient dans le cadre de critiques de l'organisation de défense de la liberté de la presse sur les autorités en Inde. Donc je voulais savoir quel était votre commentaire : est-ce que vous êtes préoccupé par les menaces dont fait l'objet cette journaliste ? Et enfin, ma dernière question c'est sur la 42e victime dont vous avez fait état. Est-ce que vous pouvez nous donner quelques détails sur son âge ? Je comprends que c'était un homme, si je ne me trompe pas, mais est-ce que vous aurez quelques détails sur cette victime ?

R – Je vais commencer par votre dernière question. En fait on ne donne pas de d'éléments de manière générale, de nature individuelle, sur ces situations. Donc, je ne commenterai pas plus. Sur votre première question s'agissant du crash de l'avion, c'est ce que je vous disais dans mes propos liminaires : nous ne sommes pas en mesure, aujourd'hui, de dire si les assertions russes sont vraies ou pas. On a pris une certaine forme d'habitude d'autorités russes qui mentent assez régulièrement, surtout dans le contexte de la guerre en Ukraine. Donc je ne peux pas faire de commentaires sur le crash de l'avion qui a été constaté hier dans la région de Belgorod. Enfin, sur votre deuxième question, s'agissant de l'affaire de la journaliste menacée d'expulsion d'Inde, comme je vous le disais lors de la revue de l'agenda, la visite du Président de la République est actuellement en cours, et je vous renvoie aux interactions qu'il y aura avec la presse là-bas, qui pourront peut-être vous apporter des éclaircissements sur ce sujet.

Q – La semaine passée, vous avez condamné la frappe qui visait l'hôpital de campagne jordanien et qui a fait des blessés. La France, vous l'avez dit, soutient directement cet hôpital, financièrement, et par la mise à

disposition de médicaments. Hier, un abri de l'UNRWA a été visé par un bombardement israélien. Des dizaines de morts ont été enregistrés d'après l'UNRWA, d'après son secrétaire général, M. Philippe Lazzarini, qui a qualifié ce bombardement d'une "nouvelle violation aux règles de la guerre". Quelle est la réaction de la France à cette nouvelle violation, à cette énième violation, si j'ose dire ? R – Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, la France condamne fermement les frappes qui ciblent des infrastructures civiles. Nous l'avons dit à plusieurs reprises et nous le rappelons : Israël doit se conformer aux règles du droit international humanitaire. C'est un impératif moral et une obligation légale pour Israël. Q – Les Américains et les Britanniques ont sanctionné les Houthis, ces derniers jours, surtout je crois sur le volet financement. Est-ce que c'est quelque chose qui est envisagé au niveau européen ? Est-ce que la France souhaiterait avoir des sanctions contre les Houthis sur ça ? Que vous inspire la visite de M. Déby à Moscou ? Et la troisième question : mise en garde à l'Iran, comportement irresponsable dans le contexte régional... Tout ça, on entend depuis des mois et des mois. Est-ce que ça n'entrave pas un petit peu la crédibilité de la France et des autres partenaires européens et américains ? Parce que, vraiment, tout ce que vous dites, ce sont des grandes condamnations, mais il n'y a pas vraiment d'action, il n'y a plus de sanctions sur l'Iran au niveau européen, dans le volet balistique... Donc est-ce que c'est quelque chose que vous ré-envisagerez ? Qu'est-ce que vous avez, vraiment, comme des leviers, à part leur demander de la désescalade ? R – Sur la première question qui concerne les Houthis, nous avons condamné depuis le début, avec la plus grande fermeté, tous les actes déstabilisateurs des Houthis puisque, nous le rappelons, c'est quand même les Houthis qui, au départ, sont les déstabilisateurs dans la région. Nous continuerons à assumer nos responsabilités et à contribuer à la sûreté maritime dans cette zone, en lien avec nos partenaires. Sur la visite de M. Déby à Moscou, je n'ai pas de commentaire à vous faire. Et sur l'Iran, je vous renvoie effectivement à ce que je vous ai dit précédemment, à savoir que le Ministre a eu cette rencontre avec son homologue iranien, auprès duquel il a repassé des messages de fermeté, tant sur les risques d'escalade régionale que sur la situation des Français qui sont détenus là-bas. Nous sommes toujours dans un processus de discussions avec eux pour essayer, encore une fois, de contenir l'escalade. Sur la question du nucléaire, je vous renverrais au rapport de l'AIEA du 26 décembre de l'année dernière, qui nous rappelle que l'Iran a accru son rythme de production d'uranium enrichi à 60% sur différents sites, pour le porter à des niveaux observés entre janvier et juin. Tout cet ensemble, tous ces faits, tous ces actes, constituent pour nous des pas dans la mauvaise direction. Effectivement, nous repassons des messages à l'Iran régulièrement, tant sur le programme nucléaire iranien que sur son rôle déstabilisateur dans la région. Q – J'ai compris, mais le rapport de décembre, c'est encore un autre rapport, et il n'y a pas de conséquence. Vous auriez pu demander une réunion d'urgence à l'AIEA, vous ne l'avez pas fait, il y a eu encore une déclaration condamnant. Il n'y a pas de résultat, et en même temps, le programme nucléaire avance et je ne vois pas trop l'intérêt de l'Iran d'arrêter, parce qu'il n'y a pas de conséquence. Il n'y a jamais eu de conséquence sur cela. Et pour revenir sur les Houthis, vous n'avez pas répondu à la question, est-ce que vous envisagez ou est-ce que la France souhaiterait que l'Union européenne, au moins étudie le dossier de sanctions

envers les Houthis ? R – Sur votre première question, j'aurai l'occasion de vous répondre ultérieurement. Je pense qu'effectivement, on a noté l'initiative des Etats-Unis et du Royaume-Uni en matière de sanctions. On aura l'occasion de revenir vers vous, avec des éléments plus concrets. Sur l'Iran, nous sommes mobilisés pour essayer de faire passer les bons messages de désescalade aux Iraniens. Q – Une réception de haut niveau, marquant les 60 ans des relations sino-françaises vient de se dérouler, aujourd'hui, à Pékin. La partie chinoise définit l'esprit des relations bilatérales comme l'indépendance, la compréhension mutuelle, la prévoyance et les bénéfices réciproques. Est-ce que vous avez des commentaires sur cette déclaration ? R – Effectivement, cette année, nous avons une célébration particulière avec la Chine, puisqu'il y a l'année du tourisme culturel franco-chinois, qui est un élément important de la relation franco-chinoise. Je vous renverrais aux différentes déclarations qui ont été faites sur ce point, et que nous avons faites, d'une manière générale, sur les relations franco-chinoises, sauf au cas où j'aurais mal compris votre question. Q – Aujourd'hui à Pékin, il y avait une réception de haut niveau, pour marquer les 60 ans des relations diplomatiques entre nos deux pays. Donc les deux présidents, le Président chinois et le Président français, ont adressé un message vidéo de félicitations pour cet anniversaire important. La partie chinoise a défini l'esprit des relations sino-françaises, comme l'indépendance, la compréhension mutuelle, la prévoyance et les bénéfices réciproques. Est-ce que vous avez des commentaires sur cette déclaration ? R – Non, je n'aurais pas plus de commentaires que pour vous rappeler que pour la France, coopérer avec la Chine, c'est surtout apporter des réponses à un monde marqué par trop de désordres, trop de fragmentations et trop de rivalités, et à vous renvoyer aux déclarations que nous avons pu faire, sur les relations franco-chinoises, qui sont des relations effectivement qui vont fêter leur soixantième anniversaire cette année, et dire que c'est une relation longue, large, puisqu'elle concerne de multiples domaines, et que c'est une relation qui depuis le début a toujours un peu suivi sa propre voie. Nous partageons avec la Chine la même volonté de nous appuyer sur les liens entre nos peuples, fondés sur un profond respect mutuel pour nos civilisations, comme vous l'avez rappelé, mais fondés aussi sur notre esprit d'indépendance. Nous cherchons tout particulièrement avec la Chine à créer des convergences qui soient utiles au monde et je crois qu'il en a besoin, en ce moment. Q – J'ai une question sur l'Ukraine. Vous avez évoqué dans vos propos liminaires la présence ou la non présence plutôt de mercenaires français. Est-ce que la France admet quand même qu'il y a des Français qui viennent se battre aux côtés des Ukrainiens. Suite au vote des députés russes, hier, condamnant la présence de ceux que, eux, appellent des mercenaires, quelle est la position de la France ? Qu'est-ce que vous comptez faire de ces personnes, et est-ce que vous comptez changer de politique, ou faire quelque chose pour que d'autres Français n'aillent pas se battre là-bas ? Quelle est votre position, aujourd'hui ? R – Merci de votre question qui me donne l'occasion de préciser un peu les termes, parce qu'en l'espèce ils sont importants. Je vous ai dit qu'il n'y avait pas de mercenaires français en Ukraine, qu'il n'y en a ni en Ukraine, ni ailleurs. Après, nous savons qu'il y a des volontaires français en Ukraine. Ce sont des décisions individuelles, qui reviennent à chacun, et sur lesquelles je n'ai pas de commentaire. Ce que je disais, c'est qu'il n'y a pas de mercenaires français en Ukraine. Le terme "mercenaire" est important en l'espèce. Q – Est-ce qu'on

peut préciser un peu plus leur statut à l'égard du droit français, de la loi française, le statut de ces volontaires ? Est-ce autorisé, en volontaires, de combattre sur des terrains étrangers ? R – Encore une fois, il y a des volontés individuelles, des décisions individuelles de certains de se rendre en Ukraine. C'est leur décision. C'est ce que je vous disais. Nous, nous avons par ailleurs une politique qui déconseille de se rendre en Ukraine, je vous renvoie à la fiche "conseils aux voyageurs", nous rappelons à l'ensemble des Français que l'Ukraine reste un pays en guerre, dans lequel il est dangereux de se rendre en ce moment. Après, il y a des Français qui désirent se rendre en Ukraine, mais encore une fois, c'est leur décision, à eux, de se rendre en Ukraine. Je ne suis pas sûr de bien comprendre votre question sur le statut juridique, parce qu'en fait... Q – Excusez-moi ; on parle des combattants ou des visiteurs ? Parce que les Russes parlent des combattants... R – Pour nous, les volontaires sont des gens qui prennent la décision d'eux-mêmes d'aller en Ukraine. Q – Au-delà du soutien à l'Ukraine, sur la création d'un Etat palestinien, mais concrètement, suite à la visite de M. le ministre à New York, est-ce que vous envisagez des initiatives, des étapes concrètes pour aller en ce sens ? R – La question de la partie politique en fait de la crise au Proche-Orient, c'est une partie importante, puisque c'est la partie qui concernera le jour d'après. C'est ce que nous avons dit, depuis le début : il faut une perspective politique. La France a toujours soutenu les aspirations légitimes du peuple palestinien à disposer d'un Etat, et nous continuerons d'oeuvrer pour une solution à deux Etats, dans les termes que je vous ai précisés, au début de mon intervention. Ce sont des discussions qui sont longues, qui sont en cours. Vous savez que ce sont des discussions qui ont une profondeur historique assez large. C'est important de rappeler cette perspective et c'est important de ne pas l'oublier ; c'est ce que nous faisons, c'est ce que le Ministre a eu l'occasion de faire, mardi dernier à New York. Pour le moment, c'est une discussion qui est encore en cours et qui implique différents Etats. Q – Je voulais poser deux questions. La première ce serait sur le crash de l'avion russe. Je voulais savoir si la France a pu discuter avec les responsables ukrainiens sur ce sujet. Et est-ce que la France a refusé à la Russie une réunion d'urgence au Conseil de sécurité sur le crash de cet avion ? Ma deuxième question, c'est sur la Cour de justice internationale, qui va annoncer demain sa décision concernant la demande de mesures provisoires dans le cadre du procès où Israël est accusé de génocide par l'Afrique du Sud. Je voulais savoir, si la cour décide l'arrêt des attaques israéliennes sur Gaza, est-ce que la France soutiendra cette décision ? Est-ce qu'elle mettra tout en oeuvre pour que cette décisions soit mise en place ? R – Sur votre premier point, sur la question du crash de l'avion, nous n'avons pas refusé une quelconque réunion au Conseil de sécurité des Nations unies. Il y a, au Conseil de sécurité des Nations unies, des réunions régulières sur l'Ukraine. Il y en a eu en début de semaine. Il y en aura une, à venir, très prochainement. Nous n'avons jamais refusé une quelconque réunion. Sur votre deuxième question, au sujet de la CIJ, nous sommes, comme je vous l'avais dit la semaine dernière, très attachés au rôle de la CIJ dans l'ordre international, et surtout au respect de l'ordre juridique international. Nous savons que la CIJ prendra demain une décision sur les mesures conservatoires et nous respecterons son jugement. Q – Je voudrais juste faire une petite relance, par rapport à la question sur les mercenaires, est-ce que vous pourriez un peu définir ce que vous entendez par "mercenaires" ? On a parlé à des Français

qui sont en Ukraine et qui sont payés, en fait, par l'Ukraine ; donc, quelle est la définition pour la diplomatie française d'un mercenaire ? Et si je peux me permettre une autre question sur le Hamas, la semaine dernière, le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a dit qu'Israël avait créé et financé le Hamas ; je voulais savoir si la diplomatie française souscrivait à cette analyse et si elle pensait que ces déclarations permettaient d'engager un dialogue avec l'Etat d'Israël ? R – Sur la question des mercenaires, je peux vous redire ce que je vous ai dit. Nous n'avons pas de mercenaires français... Q – C'est quoi un mercenaire, pour la diplomatie, ça veut dire quoi, un mercenaire ? R – On peut revenir vers vous avec une définition précise de ce qu'est un mercenaire. La France ne reconnaît pas de personne engagée aux côtés des troupes ukrainiennes. Cela veut dire qu'il y a des volontaires français, qui peuvent d'eux-mêmes venir combattre en Ukraine. Mais encore une fois, c'est ce que je disais, c'est un choix personnel de la part de ces personnes. Ce ne sont pas des personnes qui le font en lien avec les autorités françaises. Sur votre deuxième question, je ne vais pas faire de commentaire sur les déclarations de Josep Borrell. Encore une fois, le Hamas, pour la France, est un groupe terroriste, et nous avons condamné à plusieurs reprises les actes odieux qu'il a commis le 7 octobre. Je ne ferai pas de commentaire sur la déclaration de Josep Borrell. Q – J'ai lu que le Ministre a rencontré son homologue libanais à New York. Est-ce que vous donnez quelques détails sur cette réunion ? La France parle tout le temps, et elle a envoyé plusieurs messages s'agissant de la résolution 1701 (2006), est-ce que vous avez eu des échos comme quoi cette résolution pourrait être mise en application ? Un dernier point, il y a depuis deux, trois jours, au sein de la FINUL, un regroupement des individus de la force de la FINUL, la fermeture de quelques emplacements et regroupement. Est-ce que vous êtes au courant de cela et qu'est-ce que cela signifie, pour vous ? R – Sur la première question, je vous propose de revenir vers vous, au sujet de la nature des discussions que le Ministre a pu avoir avec son homologue libanais. Sur votre deuxième question concernant la FINUL, effectivement, la résolution 1701 demeure pour nous le cadre utile et pertinent pour gérer la situation à la frontière entre le Liban et Israël. Nous sommes, depuis le début, très actifs pour que la situation ne s'aggrave pas. Encore une fois, la mobilisation des autorités françaises, avec un déplacement du Président de la République et quatre déplacements de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères dans la région rappellent que nous sommes vraiment pleinement impliqués dans le mouvement pour éviter toute escalade. Nous sommes aussi très préoccupés et nous rappelons régulièrement la nécessité de préserver la FINUL et sa capacité à remplir son mandat par l'ensemble des acteurs. Nous avons condamné à plusieurs reprises toutes les atteintes de sécurité à la FINUL. Je vous rappelle que la France fournit un contingent important à cette force des Nations unies, raison pour laquelle nous sommes particulièrement attachés à sa sécurité. La résolution 1701 qui date de 2006 reste effectivement notre base de travail pour parvenir à la paix et à la sécurité dans cette région, mais pour qu'elle soit pleinement appliquée, effectivement, il faut que la FINUL puisse être en mesure de mener à bien ses missions./.



La France condamne avec la plus grande fermeté les frappes massives de missiles russes en Ukraine, qui ont fait au moins cinq morts et une soixantaine de blessés dans la ville et la région de Kiev, ainsi que dans les villes de Dnipro et Kharkiv. La Russie continue à tout faire pour tenter de saper la résilience du peuple ukrainien en ce deuxième hiver du conflit. En ciblant une nouvelle fois les infrastructures civiles ukrainiennes de manière délibérée, elle se rend ainsi coupable de crimes de guerre et porte seule la responsabilité de l'escalade. Comme l'a indiqué le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Stéphane Séjourné, qui s'est rendu en Ukraine dès sa prise de fonctions, nous ne pouvons pas laisser la Russie gagner cette guerre. La France continuera donc, en étroite coordination avec ses partenaires, de fournir à l'Ukraine le soutien nécessaire à sa légitime défense. Sur le plan militaire, la France fournira une quarantaine de missiles de longue portée SCALP supplémentaires, ainsi que plusieurs centaines de bombes propulsées AASM et munitions, qui seront livrées prochainement. Dans le cadre de la coalition "Artillerie pour l'Ukraine", présidée par la France et les Etats-Unis, les pays partenaires ont pour objectif de doter l'Ukraine de capacités sur un segment clef pour la défense de son territoire, et qui contribuera à la construction de son armée de demain./.

124 / 942 – Point de presse du 18/01/2024

Référence

EPJ01431302

Texte

– Ukraine Le Ministre a tenu, pour son premier déplacement à l'étranger, à se rendre en Ukraine, alors que nous approchons de l'anniversaire des deux ans de l'agression russe. C'est un signal fort de l'engagement de la France aux côtés des Ukrainiens qui se battent courageusement, et c'était le sens du déplacement du ministre Stéphane Séjourné. Depuis le début de l'agression russe, le 24 février 2022, la France s'est toujours tenue aux côtés de l'Ukraine, comme le Président de la République l'a réaffirmé encore cette semaine, et comme il aura l'occasion de le marquer à nouveau en se rendant en Ukraine dans le courant du mois de février. Ce déplacement en Ukraine aura lieu après le Conseil européen du 1er février prochain ; Conseil européen exceptionnel qui sera consacré à l'Ukraine, puisque lors de ce rendez-vous, qui sera un rendez-vous important pour l'Europe, la France pèsera de tout son poids pour que soit adoptée la facilité pour l'Ukraine. Cet instrument, doté de 50 milliards d'euros, permettra de couvrir une partie des dépenses courantes de l'Ukraine, mais aussi de financer des investissements dans la perspective du processus de reconstruction de l'Ukraine et de son chemin vers l'Union européenne. Comme l'a indiqué le Ministre, en dépit de la multiplication des crises que nous connaissons, l'Ukraine reste et restera notre priorité. C'est en Ukraine que se joue en effet aujourd'hui la défense des principes fondamentaux du droit international, mais aussi les intérêts de sécurité de la France, et plus généralement du continent européen. Nous ne pouvons donc pas laisser la Russie gagner cette guerre, une Russie qui, dans ce deuxième hiver de guerre, continue inlassablement de frapper des infrastructures civiles sur tout le territoire ukrainien, faisant de nombreuses victimes civiles, au mépris total du droit international humanitaire. Ce sont des violations des principes les plus élémentaires de la Charte des Nations unies, et elles ne doivent pas rester impunies. Notre soutien à l'Ukraine ne faiblit pas, et ce soutien est concret. Le Président de la République a annoncé, il y a deux jours, l'envoi d'une aide

militaire supplémentaire à l'Ukraine, et notamment l'envoi de 40 missiles de longue portée SCALP, ainsi que d'autres bombes et munitions. Aujourd'hui, le ministre des armées, M. Sébastien Lecornu, lance avec son homologue ukrainien la Coalition artillerie, présidée par la France et les Etats-Unis, qui vise à doter l'Ukraine d'une force d'artillerie pour la libération de son territoire et son armée de demain. Enfin, signe de notre engagement à long terme, nous sommes en train de finaliser un accord de sécurité avec Kiev. Mais ce soutien, dans lequel la France est pleinement engagée, se fait aussi en Européens, et notamment avec une impulsion forte du Triangle de Weimar. Dans une Europe que nous souhaitons plus puissante, plus unie, plus souveraine, comme l'a rappelé le Président de la République, nous pouvons compter sur le Triangle de Weimar. Il reprend vie, comme l'a indiqué le Ministre lors de son déplacement en Allemagne et en Pologne, en début de semaine. La relance du Triangle de Weimar intervient également dans le contexte de l'arrivée d'un nouveau ministre polonais, à la tête d'un gouvernement davantage tourné vers l'Europe. Une réunion en format Weimar aura lieu à Paris au mois de février. Ce format de Weimar revivifié, avec des ambitions rehaussées, est aussi la preuve en acte de notre unité et de notre engagement pour réformer l'Europe et pour soutenir l'Ukraine. Des rendez-vous importants nous attendent très prochainement sur ces sujets, et nous devons être collectivement à la hauteur des enjeux. C'était le sens des premières visites en Allemagne et en Pologne du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Stéphane Séjourné.

125 / 942 – Point de presse du 08/01/2024

Référence EPJ01428901

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a reçu aujourd'hui à Paris son homologue slovène, Mme Tanja Fajon, vice-présidente du gouvernement et ministre des affaires étrangères de Slovénie. Les ministres ont signé le plan d'action franco-slovène, qui décline pour la période 2024–2027 le partenariat stratégique entre nos deux pays. Elles ont salué à cette occasion la qualité de la relation bilatérale franco-slovène, ainsi que la coopération étroite des deux pays au sein de l'Union européenne et des Nations unies, alors que la France préside pour un mois, depuis le 1er janvier 2024, le Conseil de sécurité, au sein duquel la Slovénie a été élue membre non permanent pour deux ans. Les ministres ont également évoqué les projets économiques communs entre les deux pays, notamment dans les secteurs des transports, du nucléaire et du spatial. Les ministres ont abordé la situation sur la scène internationale et notamment européenne. Elles ont insisté sur leur soutien durable à l'Ukraine face à l'agression illégale et injustifiée que poursuit la Russie, au mépris du droit international et des principes de la Charte des Nations unies. Tout en renouvelant leur attachement à une intégration de l'Ukraine et de la Moldavie dans l'Union européenne, Mme Colonna et Mme Fajon ont indiqué que l'élargissement de l'Union européenne aux Balkans occidentaux constituait une nécessité stratégique et que le processus d'adhésion dans son ensemble devait être accompagné d'une réforme des institutions européennes. Les ministres se sont enfin accordées sur la nécessité du maintien de la stabilité régionale, aussi bien dans les Balkans que dans le Caucase. Au Moyen-Orient, alors que trois mois se sont écoulés depuis les attaques terroristes perpétrées par le Hamas, la France rappelle son engagement constant pour promouvoir une paix juste et durable dans le cadre

de la solution des deux Etats et la nécessité d'éviter un embrasement régional.

126 / 942 – Point de presse du 03/01/2024

Référence EPJ01427904

Texte La France exerce la présidence du Conseil de sécurité des Nations unies depuis le 1er janvier 2024, pour une durée d'un mois. La France prend la suite de l'Equateur, dont elle salue le travail effectué durant sa présidence, qui s'est achevée le 31 décembre 2023. La Charte des Nations unies confère au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et la sécurité internationales. En tant que membre permanent, la France y exerce une responsabilité particulière et continuera de le faire. Sous présidence française, le Conseil de sécurité continuera de suivre la situation au Proche-Orient, en Ukraine, en Afrique de l'Ouest, au Soudan, en Syrie, au Yémen, à Chypre, au Haut-Karabakh, en Haïti, en Colombie et en Asie centrale. Les grandes crises humanitaires seront également à l'ordre du jour. Dans ce contexte, la France organisera plusieurs réunions importantes : – La ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, présidera ainsi le 23 janvier un débat ministériel ouvert sur la situation au Proche-Orient, auquel seront conviés les partenaires internationaux et régionaux. Cet événement devra permettre d'avancer vers un règlement politique, sécuritaire et humanitaire de la crise. – La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, que la France condamne, sera également à l'ordre du jour. Il s'agira, près de deux ans après le début de l'agression russe, de mobiliser la communauté internationale en soutien à l'Ukraine et à la population civile ukrainienne. La France se réjouit de la perspective de travailler étroitement avec chacun de ses partenaires et compte sur leur engagement pour que le Conseil de sécurité des Nations unies assume pleinement la responsabilité qui est la sienne de maintenir la paix et la sécurité internationales. La France salue, à cette occasion, le travail réalisé par l'Albanie, le Brésil, les Emirats arabes unis, le Gabon, et le Ghana en tant que membres du Conseil de sécurité au cours du mandat 2022–2023. En ce début d'année, elle félicite l'Algérie, la Corée du Sud, le Guyana, la Sierra Leone et la Slovaquie, qui y débutent un mandat de deux ans.

127 / 942 – Point de presse du 03/01/2024

Référence EPJ01427906

Texte Q – La France a oeuvré pour essayer d'éviter un embrasement au Liban mais après une frappe hier contre le Hamas au sud du Liban la situation s'empire. Concrètement qu'est-ce que Paris propose pour essayer d'éviter une escalade dans les prochains jours ? R – Comme le Président de la République l'a souligné lors de son entretien avec le ministre israélien Benny Gantz hier, il est essentiel d'éviter toute attitude escalatoire, notamment au Liban. La France continuera de passer ces messages à tous les acteurs impliqués directement ou indirectement dans la zone. La Ministre s'entretiendra dans les jours qui viennent avec ses homologues dans la région. Dès le début de la crise au Proche-Orient, la France n'a eu de cesse d'appeler toutes les parties à faire preuve de retenue. Nous poursuivons nos efforts à tous les niveaux pour empêcher un embrasement régional qui serait dramatique pour le Liban comme pour Israël. Q – La France a déclaré à plusieurs reprises qu'elle

s'apprêtait à prendre des mesures à titre national contre certains colons israéliens extrémistes. Qu'est-ce que retarde cette initiative ? R – La France va prendre des mesures d'interdiction administrative du territoire à l'encontre de colons israéliens extrémistes qui se sont rendus ou se rendent coupables de violences à l'encontre de civils palestiniens en Cisjordanie. La prise de ces mesures à titre national nécessite au préalable un travail d'identification des individus potentiellement concernés et de recueil d'informations afin de les motiver en droit. La France est également favorable à l'adoption, au niveau européen, de sanctions à l'encontre de ces colons violents. Le sujet a été évoqué par la ministre de l'Europe et des affaires étrangères lors du dernier Conseil Affaires étrangères de décembre à Bruxelles. À cet égard, nous travaillons, avec nos partenaires européens, à l'identification des individus qui pourraient être concernés par ces sanctions. Le cas échéant, de telles sanctions doivent faire l'objet d'un accord à l'unanimité des 27 Etats membres. La France réaffirme sa condamnation ferme des violences exercées par des groupes de colons à l'encontre des Palestiniens en Cisjordanie. Ces violences doivent cesser. Il est de la responsabilité des autorités israéliennes de s'en assurer et de poursuivre leurs auteurs. Cette condamnation s'inscrit dans notre condamnation ferme de la colonisation à titre général. Notre position est très claire : la colonisation est illégale en droit international. À cet égard, nous invitons les autorités israéliennes à revenir sur les récentes décisions indignes qui accélèrent la colonisation des territoires palestiniens, à l'instar de celle visant à autoriser la construction de 1800 nouvelles unités de logement dans des colonies à Jérusalem-Est annoncée le 6 décembre dernier. Elles éloignent la perspective de création d'un Etat palestinien viable, qui est la seule solution possible pour qu'Israéliens et Palestiniens puissent vivre en paix et en sécurité sur leurs terres. La guerre à Gaza ne doit en aucun cas constituer un prétexte pour imposer sur le terrain des mesures unilatérales qui sapent les perspectives d'une solution à deux Etats, seule à même de garantir une paix juste et durable. Q – Dans un communiqué de 2 janvier, la France a annoncé qu'elle fermait son ambassade au Niger mais qu'elle maintiendrait un lien avec les ressortissants français et les ONGs intervenant dans le secteur humanitaire. Il n'y a eu aucune mention du président déchu Mohamed Bazoum. Est-ce que Paris a décidé d'abandonner son soutien au vu la réalité du terrain ? R – Notre position reste inchangée. La France apporte son plein soutien au président Bazoum et continue d'appeler à sa libération immédiate, ainsi qu'à celle de sa famille, et au retour rapide à l'ordre constitutionnel. Nous réaffirmons également notre soutien sans faille à la CEDEAO en vue de trouver une solution à la crise nigérienne. Q – Le 30 décembre 2023 Kiev a effectué des frappes massives sur la ville russe de Belgorod en utilisant des armes à sous-munitions. Cette attaque a fait 25 morts et plus de 100 blessés. Quelle est la position de la France concernant l'utilisation de ce type d'armement par l'Ukraine ? R – Il y a un Etat agresseur, la Russie, qui mène une stratégie de terreur en frappant délibérément des infrastructures civiles essentielles, en violation du droit humanitaire international, et un Etat agressé, l'Ukraine, qui agit en situation de légitime défense, conformément à l'article 51 de la charte des Nations unies. La Russie a la possibilité de mettre un terme à ce conflit et aux drames humains qui l'accompagnent, dont elle porte l'entière responsabilité. Elle doit pour ce faire retirer l'ensemble de ses troupes du territoire internationalement reconnu de l'Ukraine. C'est la condition

indispensable pour restaurer une paix durable et préserver un ordre international fondé sur le droit./.

128 / 942 – Point de presse du 02/01/2024

Référence EPJ01427702

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les frappes massives de missiles et de drones russes en Ukraine, qui ont fait au moins 4 morts et 92 blessés dans la ville et la région de Kiev et dans la ville de Kharkiv. En lançant près d'une centaine de missiles et des dizaines de drones contre l'ensemble du territoire ukrainien, quatre jours après une frappe d'une ampleur inégalée qui a fait au moins 39 victimes, la Russie poursuit sa stratégie de terreur visant à détruire les infrastructures civiles ukrainiennes afin de saper la résilience du peuple ukrainien en ce deuxième hiver du conflit. La Russie porte seule la responsabilité de cette escalade que rien ne saurait justifier et qui affecte en premier lieu les populations civiles. Comme l'a souligné à plusieurs reprises la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, la France continuera à soutenir la résilience de l'Ukraine et à lui fournir l'aide nécessaire pour lui permettre d'exercer sa légitime défense, en étroite coordination avec ses partenaires. La France poursuivra également son appui aux juridictions ukrainiennes et à la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité des crimes commis par la Russie./.

129 / 942 – Point de presse du 29/12/2023

Référence EPJ01427101

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les frappes massives de missiles et de drones russes en Ukraine, qui ont fait au moins 12 morts et 76 blessés notamment dans les régions de Kharkiv, Zaporijjia, Dnipro, Kiev, Lviv et Odessa. En lançant plus de 110 missiles et des dizaines de drones contre l'ensemble du territoire ukrainien, comme elle le fait de manière presque quotidienne depuis plusieurs mois, la Russie poursuit sa stratégie de terreur visant à détruire les infrastructures civiles ukrainiennes afin de saper la résilience de la population ukrainienne en ce deuxième hiver du conflit. Comme l'a souligné à plusieurs reprises la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, la France continuera à soutenir l'Ukraine et à lui fournir l'aide nécessaire pour lui permettre d'exercer sa légitime défense, en étroite coordination avec ses partenaires. La France poursuivra également son appui aux juridictions ukrainiennes et à la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité des crimes commis par la Russie./.

130 / 942 – Point de presse du 28/12/2023

Référence EPJ01427001

Texte Les autorités autoproclamées de la région séparatiste géorgienne d'Abkhazie ont annoncé le 27 décembre la soi-disant ratification d'un accord avec la Fédération de Russie relatif au transfert à celle-ci d'un complexe hôtelier situé dans cette région. La France réaffirme son soutien plein et entier à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de la Géorgie dans ses frontières internationalement reconnues. Toute décision portant atteinte à l'intégrité territoriale de la Géorgie, telle que la tentative de transfert de terres de la

région séparatiste d'Abkhazie à la Fédération de Russie, est illégale, nulle et non avenue./.

131 / 942 – Point de presse du 21/12/2023

Référence EPJ01425602

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les nouvelles frappes de drones conduites cette nuit sur le territoire ukrainien. Depuis plusieurs semaines, la Russie s'est engagée dans une campagne de frappes quasi-quotidiennes, au moyen de missiles et de drones afin de terroriser la population et de détruire les infrastructures énergétiques, en violation flagrante du droit international. À la suite du Conseil européen qui a acté le principe de l'ouverture des négociations d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne et réaffirmé le soutien résolu des Européens à Kiev dans tous les domaines et dans la durée, la France réitère son engagement constant en faveur de la résilience de l'Ukraine. Comme l'a souligné à plusieurs reprises la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, la France continuera de fournir à l'Ukraine l'aide nécessaire pour lui permettre de recouvrer son intégrité territoriale et exercer sa légitime défense, en étroite coordination avec ses partenaires. La Russie doit savoir que notre détermination à soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra reste entière. La France poursuivra également son appui aux juridictions ukrainiennes et à la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité des crimes commis par la Russie. La France reste en outre pleinement mobilisée en matière d'aide alimentaire aux pays les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire causée par l'agression russe.

132 / 942 – Point de presse du 15/12/2023

Référence EPJ01424203

Texte L'absence de nouvelles depuis plusieurs jours sur la situation de l'opposant politique emprisonné Alexeï Navalny est très préoccupante, alors que sa santé s'est gravement détériorée depuis sa mise en détention. La France considère la Russie responsable de la santé de ses détenus, en particulier les prisonniers politiques, et rappelle ses obligations internationales relatives au respect des droits de l'Homme. Nous appelons la Russie à libérer tous les prisonniers politiques, immédiatement et sans condition, et à cesser toute poursuite judiciaire à leur encontre.

133 / 942 – Point de presse du 15/12/2023

Référence EPJ01424204

Texte La France renouvelle son soutien plein et entier à "Mémorial – France" et salue son engagement au service d'une histoire et d'une mémoire justes et réparatrices, à l'occasion de la conférence "Violences impériales. Repenser l'histoire soviétique au prisme de l'actualité" qui se tient le 15 décembre avec une participation à distance de la ministre, Mme Catherine Colonna, et le soutien de l'Institut français et du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. La France marque ainsi son soutien à l'association "Mémorial" dans son combat pour les droits humains et pour la préservation de la mémoire des crimes commis en Russie depuis l'époque soviétique. Le régime russe

instrumentalise le passé et le présent à des fins destructrices et répressives, comme en témoigne l'acharnement judiciaire subi par Oleg Orlov, défenseur des droits de l'Homme et co-fondateur de l'ONG "Mémorial".

134 / 942 – Point de presse du 14/12/2023

Référence EPJ01423902

Texte Je souhaitais tout d'abord profiter de ce point de presse pour rendre hommage aux journalistes tués dans l'exercice de leur profession, dont le sinistre bilan a été dressé par RSF et dont le rapport a été publié hier. Je souhaite exprimer à nouveau les préoccupations de la France sur le lourd tribut qui est payé par les journalistes dans le cadre du conflit entre Israël et le Hamas. Les civils doivent être protégés, et c'est particulièrement le cas des journalistes, qui doivent pouvoir exercer leur profession librement et en toute sécurité. C'est une obligation internationale, mais c'est aussi un impératif moral. Nous avons d'ailleurs appelé à faire toute la lumière sur le tir israélien au Liban, qui a tué un journaliste et en a blessé six autres, récemment. – Proche-Orient La libération de nos quatre compatriotes disparus et probablement otages demeure notre première priorité. Nous sommes pleinement mobilisés pour obtenir leur libération immédiate et inconditionnelle, comme celle de l'ensemble des otages retenus par le Hamas. Nous pensons tous à eux. Notre action sur ce sujet demeure fondée sur l'Initiative de paix et de sécurité pour tous du Président de la République, et notamment sur l'appel à une trêve immédiate, devant mener à un cessez-le-feu pérenne, cessez-le-feu qui est indispensable pour obtenir la libération de nos quatre compatriotes disparus, mais aussi protéger les populations civiles – nous constatons à ce jour que le bilan humain à Gaza ne cesse de s'alourdir et devient inacceptable –, apporter l'aide humanitaire suffisante dans la bande de Gaza, et enfin sortir de la logique d'escalade. C'est le message que le Président de la République et que la ministre de l'Europe et des affaires étrangères passent partout, en particulier aux Nations unies, où nous poursuivons nos efforts en ce sens. C'est la raison pour laquelle nous avons voté en faveur de la résolution présentée par les Emirats arabes unis, vendredi dernier, devant le Conseil de sécurité des Nations unies, résolution qui appelait à un cessez-le-feu immédiat. Nous avons, de la même manière, voté en faveur de la résolution égyptienne à l'Assemblée générale des Nations unies, résolution qui elle aussi appelait à un cessez-le-feu humanitaire, et nous nous félicitons de son adoption à très une large majorité. Nous agissons par ailleurs au sein du G7 et de l'Union européenne dans le même sens. Nous exprimons une nouvelle fois notre extrême préoccupation face à la situation humanitaire dans la bande de Gaza. Je vous rappelle que notre lecture du droit international, qui est aussi celle du procureur de la CPI, est qu'empêcher l'accès de l'aide humanitaire est une violation du droit international humanitaire. Nous poursuivons notre travail, nous poursuivons particulièrement notre travail humanitaire, notamment en matière d'aide médicale et d'aide alimentaire. Nous appelons une nouvelle fois Israël à respecter le droit international humanitaire, afin de protéger les populations civiles. Il est également impératif de préserver et d'accélérer la possibilité d'un horizon politique. C'est un des piliers de l'Initiative de la paix et de la sécurité pour tous présentée par le Président de la République. La solution à deux Etats constitue la seule solution viable pour répondre au droit des Israéliens à la sécurité, et aux aspirations légitimes des Palestiniens à un Etat indépendant, vivant dans la paix et la sécurité aux côtés

d'Israël. Je rappelle que le droit international humanitaire interdit tout déplacement forcé de populations, et les prises de position visant à remettre en cause cette perspective sont inacceptables et sapent toute forme de possibilité de retour à la paix. Dans ce cadre, nous rappelons la nécessité de soutenir l'Autorité palestinienne, seule représentante légitime du peuple palestinien. Ce sera tout particulièrement le message que la Ministre portera lors de son déplacement samedi et dimanche dans la région. Nous réaffirmons à cet égard notre condamnation ferme de trop nombreux cas de violences commises par des groupes de colons extrémistes à l'encontre des Palestiniens en Cisjordanie. Ces violences doivent cesser. Il est de la responsabilité des autorités israéliennes de s'en assurer et de poursuivre leurs auteurs. Comme l'a indiqué la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, lors du Conseil Affaires étrangères du 11 décembre dernier, la France réfléchit à l'adoption de mesures nationales. Au sein du pilier sécuritaire, nous nous mobilisons principalement autour de deux axes. Le premier de ces axes, c'est la lutte contre le Hamas. Nous avons tenu hier une réunion dédiée, au niveau des directeurs politiques, visant à d'une part lutter contre les financements du groupe terroriste, et d'autre part lutter contre la propagande en ligne. Je vous renvoie à notre déclaration, hier, qui a fait suite à cette réunion qui s'est tenue à Paris. La ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, a indiqué que la France, conjointement avec l'Allemagne et l'Italie, a pris l'initiative de proposer un régime européen spécifique visant le Hamas. Ce point a été soulevé dans le cadre du Conseil Affaires étrangères de ce lundi 11 décembre, et un travail est en cours. Il faut aller plus loin avec ce nouveau régime et permettre des désignations individuelles supplémentaires. Le deuxième axe de ce pilier sécuritaire, c'est bien évidemment d'éviter l'embrasement régional. Dans ce cadre, la France agit pour faire passer des messages de retenue. C'est l'objet de tous nos déplacements, ceux de nos autorités, et de nos échanges à tous les niveaux avec les partenaires de la région. Ce sera également à l'ordre du jour du déplacement de la Ministre ce week-end. Enfin, nous agissons aussi plus largement, puisque nous avons condamné toutes les atteintes à la liberté de navigation, suite aux attaques de drones qui ont été abattus par la frégate Languedoc en mer Rouge dimanche dernier. Nous réitérons nos appels aux Houthis à cesser immédiatement les attaques sur les civils ainsi que les menaces à la liberté de circulation et de navigation. – COP28 La COP28 s'est achevée hier à Dubaï, après deux semaines de négociations, et je voulais d'abord saluer le travail de l'équipe interministérielle climat pour la France, réunie autour de l'ambassadeur chargé des négociations sur le changement climatique, M. Stéphane Crouzat, ainsi que la grande équipe de diplomates qui l'accompagnaient et qui ont porté sans relâche notre ambition collective. Cette COP s'est conclue par l'adoption d'un accord important à plusieurs titres. Nous saluons tout d'abord le consensus obtenu sur la nécessaire sortie des énergies fossiles. Il s'agit d'une avancée importante afin de permettre d'atteindre la neutralité carbone en 2050 et de respecter l'objectif de limitation du réchauffement climatique à 1,5°C, fixé par l'Accord de Paris. Nous insistons ensuite sur l'ambition de tripler la production des énergies renouvelables d'ici 2030, ainsi que la reconnaissance du rôle clé de l'énergie nucléaire dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. Ce sont deux jalons qui vont pleinement dans le sens du respect de l'Accord de Paris. Enfin, l'accord sur la



mise en oeuvre du fonds "pertes et préjudices", obtenu dès le premier jour de la COP28, témoigne de notre mobilisation aux côtés des pays les plus vulnérables. La France y contribuera jusqu'à 100 millions d'euros. Aucun Etat ne doit avoir à choisir aujourd'hui entre la lutte contre la pauvreté et la protection de la planète. À cet égard, le document appelle à réformer l'architecture financière internationale, en ligne avec les principes du Pacte de Paris pour les Peuples et la Planète, proposé en juin dernier par le Président de la République et désormais endossé par plus de 40 Etats. Au-delà de ces étapes importantes, la COP28 a également permis des avancées en matière de biodiversité, qui est un sujet indissociable du climat. En somme, et comme l'a déclaré la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, l'accord obtenu à l'issue de la COP28 est un message d'espoir pour la planète et un message d'espoir pour les plus vulnérables. La France et l'Union européenne continueront avec détermination sa mise en oeuvre. –

Ukraine Vous savez que s'ouvre aujourd'hui le Conseil européen. Nous souhaitons qu'il puisse envoyer un signal fort pour la poursuite dans la durée et dans tous les domaines du soutien à l'Ukraine, qui fait face avec courage et dignité à une guerre illégale et injustifiée menée par la Russie depuis près de deux ans. Le Président de la République l'a rappelé hier : l'Union européenne doit être au rendez-vous. La ministre de l'Europe et des Affaires étrangères a réitéré ces messages lors de son entretien avec son homologue ukrainien, M. Dmytro Kuleba. Nous nous sommes exprimés par ailleurs hier sur la poursuite des frappes russes qui visent des villes, des habitations et plus largement des infrastructures civiles. De nombreux Ukrainiens ont été blessés hier à Kiev et à Odessa. Il s'agit d'une vraie stratégie de terreur, par laquelle la Russie tente de saper la résilience de la population ukrainienne. La Russie devra en répondre. La France et ses partenaires européens ont eu l'occasion d'exprimer la solidité de ce soutien. Ce Conseil européen permettra d'avancer, notamment sur la question de l'ouverture des négociations d'adhésion, que la France soutient, comme le Président de la République a eu l'occasion de le répéter à M. Volodymyr Zelensky ce week-end. La Russie doit entendre que nous ne laisserons pas. Je vous renvoie donc aux conclusions de ce Conseil européen et aux déclarations du Président de la République qu'il aura l'occasion de faire à Bruxelles.

135 / 942 – Point de presse du 13/12/2023

Référence EPJ01423701

Texte La France salue l'élection par la Diète de Pologne du Premier ministre, Donald Tusk, et de son gouvernement, avec lesquels nous nous réjouissons de travailler au renforcement des relations franco-polonaises, dans tous les domaines. La France souhaite se concerter étroitement avec la Pologne pour faire face aux défis qui se posent à l'Union européenne et à ses Etats membres, et notamment la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Nos deux pays restent déterminés à poursuivre dans la durée le soutien à l'Ukraine. Unies par une amitié ancienne, la France et la Pologne auront à coeur de faire avancer l'Union européenne dans des domaines prioritaires comme la transition énergétique, la protection de l'Etat de droit, la défense, ou encore la question migratoire.

136 / 942 – Point de presse du 13/12/2023

Référence EPJ01423702

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les nouvelles frappes de missiles russes en Ukraine, qui ont blessé cette nuit une cinquantaine de personnes à Kiev et Odessa. Alors que l'hiver commence, la Russie poursuit sa stratégie de terreur et viole à nouveau de manière flagrante et délibérée le droit international, en ciblant des villes et des infrastructures civiles. À la veille d'un Conseil européen qui visera à réaffirmer le soutien des Européens à l'Ukraine dans tous les domaines et dans la durée, la France réitère son engagement résolu en faveur de la résilience de l'Ukraine. Comme l'a souligné à plusieurs reprises la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, la France continuera de lui fournir l'aide nécessaire pour lui permettre d'exercer sa légitime défense, en étroite coordination avec ses partenaires. La Russie doit savoir que notre détermination à soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra reste entière. La France poursuivra également son appui aux juridictions ukrainiennes et à la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité des crimes commis par la Russie. La France reste également pleinement mobilisée pour l'aide en matière alimentaire aux pays les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire générée par l'agression russe./.

137 / 942 – Point de presse du 08/12/2023

Référence EPJ01422302

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les nouvelles frappes de missiles russes en Ukraine, qui ont fait au moins un mort et plusieurs blessés dans les régions de Dnipropetrovsk et de Kharkiv. En ciblant de manière presque quotidienne l'ensemble du territoire ukrainien avec des frappes de missiles et de drones et en intensifiant ses frappes alors que l'hiver commence, la Russie poursuit sa stratégie de terreur afin de tenter de saper la résilience de la population ukrainienne. Comme l'a souligné à plusieurs reprises la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, la France continuera de soutenir la résilience de l'Ukraine et de lui fournir l'aide nécessaire pour lui permettre d'exercer sa légitime défense, en étroite coordination avec ses partenaires. La Russie ne peut compter sur notre lassitude. La France poursuivra également son appui aux juridictions ukrainiennes et à la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité des crimes commis par la Russie. La France continuera également son aide en matière alimentaire aux pays les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire générée par l'agression russe.

138 / 942 – Point de presse du 01/12/2023

Référence EPJ01420604

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté l'inscription par la Cour suprême russe du "mouvement international LGBT" sur sa liste des organisations extrémistes, qui expose les membres d'associations de défense des droits des personnes LGBT+ à des poursuites pénales et à d'importantes peines d'emprisonnement. Cette décision constitue une nouvelle violation grave et inacceptable des droits de l'Homme en Russie. Elle prive les personnes LGBT+ des rares moyens dont elles disposaient encore pour faire

valoir leurs droits, après les récents durcissements de la législation à leur rencontre. La France apporte son plein soutien aux personnes LGBT+ confrontées à l'homophobie d'Etat en Russie, qui s'appuie sur une propagande haineuse. Comme Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, l'a annoncé en septembre dernier, la France a ouvert un fonds de 2 millions d'euros destiné à soutenir celles et ceux qui défendent les droits des personnes LGBT+. La France réitère son engagement en faveur de la dépénalisation universelle de l'homosexualité, de la défense des droits des personnes LGBT+ et de la lutte contre les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre./.

139 / 942 – Point de presse du 29/11/2023

Référence EPJ01420002

Texte – Proche-Orient Je voudrais commencer en rappelant nos efforts pour la libération des otages. Vous savez qu'il s'agit d'une des priorités absolues de nos autorités. Nous nous sommes félicités de la libération des trois jeunes otages français, Eitan, Erez et Sahar, il y a deux jours, qui avaient été odieusement pris en otage par le Hamas, et qui sont enfin libres. Ils sont aujourd'hui en sécurité en Israël avec leurs familles. Nous partageons, comme vous avez pu l'entendre du Président de la République et de la Ministre, le soulagement de leurs familles. Nous savons aussi que ces familles sont éprouvées. Elles ont perdu des proches et sont toujours en attente de la libération de certains des leurs. Nous poursuivons nos efforts et nous sommes à leurs côtés, en contact permanent avec elles, par le biais du centre de crise et de soutien ainsi que de notre consulat général à Tel-Aviv. Nous saluons les efforts de médiation menés par l'Egypte, le CICR, Israël, comme du Qatar, qui a joué un rôle très important. Ce contact demeure permanent avec l'ensemble de ces acteurs, pour parvenir à la libération de tous nos otages. Vous savez que nous avons encore cinq de nos compatriotes qui sont disparus ou otages. Cela reste donc une priorité absolue de nos autorités, et nous travaillons sans relâche pour atteindre cet objectif. Je reviens également sur la mobilisation qui est celle de la diplomatie française pour mettre en oeuvre l'initiative du Président de la République, Initiative de paix et de sécurité pour tous, qui comporte trois piliers : humanitaire, sécuritaire et politique. Dans cette perspective, nous avons poursuivi depuis la semaine dernière tous nos contacts politiques, à tous les niveaux. La Ministre était en Chine les 23 et 24 novembre derniers. Elle a eu l'occasion de s'entretenir avec le Premier ministre chinois, ainsi qu'avec son homologue. Cela a été l'occasion d'évoquer la situation au Proche-Orient, avec un appel commun à accroître l'aide humanitaire parvenant à la bande de Gaza, à éviter également tout embrasement régional. Nous avons rappelé que la Chine avait à cet égard un rôle à jouer pour passer des messages de modération à l'Iran et éviter une contagion régionale. Des entretiens se sont également tenus pour la Ministre en marge de l'Union pour la Méditerranée. Il y avait une ministérielle ce lundi. La Ministre a pu à cette occasion s'entretenir avec ses homologues saoudien et égyptien, mais également en marge de la ministérielle OTAN, qui s'est tenue hier, et à laquelle participait Mme Colonna. Elle s'est entretenue avec notamment M. Antony Blinken, Mme Annalena Baerbock, M. David Cameron. Cela a été l'occasion d'une réunion du G7 qui a donné lieu à une déclaration que je vous invite à consulter, avec les principaux messages sur lesquels nous

avons convergé : l'appel à libérer immédiatement et inconditionnellement tous les otages ; l'appel à prolonger les pauses humanitaires afin de permettre la libération de ces otages et l'acheminement de l'aide humanitaire pour les populations civiles de Gaza, mais également à prévenir l'embrasement régional ; un appel aux Houthis à cesser immédiatement les attaques sur les civils et les menaces à la liberté de circulation et de navigation ; enfin la réitération de l'importance de la solution à deux Etats, vivant côte à côte en paix et en sécurité, qui doit aujourd'hui devenir un horizon politique à la crise. La Ministre s'est encore entretenue ce matin avec son homologue israélien, dans le cadre de tous ces efforts diplomatiques. Brièvement, sur les trois axes que j'ai évoqués, et je répondrai ensuite à vos questions, sur l'humanitaire, les messages que nous avons passés à tous, ces derniers jours, insistent sur la nécessité de prolonger l'accord permettant la libération des otages, qui requiert une trêve durable ; trêve durable qui permet par ailleurs un accroissement de l'accès humanitaire. Nous avons vu une amélioration en matière d'accès humanitaire, ces derniers jours. Cela doit se poursuivre. Vous le savez, c'est la position de la France, nous espérons que ces trêves puissent mener à un cessez-le-feu. S'agissant de l'aide humanitaire apportée par la France, quelques annonces à vous faire, puisque nous poursuivons nos efforts en matière de fret humanitaire, avec un nouveau vol, le 30 novembre, dans le cadre du pont aérien de l'Union européenne, qui permettra de nouveaux apports en matière d'aliments thérapeutiques pour les enfants de Gaza. Nous continuons à soutenir les vols humanitaires du PAM [Programme alimentaire mondial] également. S'agissant de notre action en termes d'appui sanitaire, vous savez que c'est un axe prioritaire de notre action, celle-ci se développe en lien étroit avec les autorités égyptiennes, puisque le Dixmude, qui est arrivé lundi à Al-Arish, a accueilli mardi ses premiers patients en urgence relative, comme l'a rappelé hier le ministre des Armées. Nous apportons également notre soutien à l'hôpital de campagne jordanien, et notamment au nouvel hôpital qui s'est installé à Khan Younès, pour la fourniture d'ambulances qui permet de déplacer les blessés. Nous travaillons toujours étroitement avec les autorités égyptiennes et jordaniennes pour pouvoir leur apporter un soutien, y compris en matière d'évacuation d'enfants blessés, si cela s'avérait nécessaire. Sur le plan sécuritaire, qui constitue le deuxième pilier de cette initiative, nos échanges se poursuivent, notamment au niveau européen, pour lutter contre les groupes terroristes, suite au dernier Conseil Affaires étrangères. Nous travaillons notamment à des désignations de commandants du Hamas. Nous travaillons en parallèle, sur l'autre aspect sécuritaire, qui consiste à éviter l'embrasement régional. À cet égard, je tiens à souligner que nous sommes très préoccupés par les fortes tensions à la frontière entre le Liban et Israël. Ces tirs engagent notamment la sécurité de la FINUL [Force intérimaire des Nations unies au Liban], et la France rappelle la nécessité absolue de préserver la sécurité de cette force ainsi que sa capacité à remplir son mandat. Nous appelons tous les acteurs à la plus grande retenue. Comme indiqué précédemment, autre point sur les désescalades, nous avons appelé avec nos partenaires du G7 –nous l'avons fait auparavant à titre national– les rebelles houthis au Yémen à cesser immédiatement de menacer la liberté de circulation et le transport maritime, et à libérer le cargo et son équipage, qui ont été saisis en mer Rouge, il y a désormais dix jours. Enfin, sur l'aspect politique, vous connaissez notre position : la crise actuelle rappelle la nécessité d'une relance

décisive du processus politique, sur la base des deux Etats. La France entend y contribuer. À cet égard, s'agissant de la Cisjordanie, je vous rappelle nos dernières déclarations marquant notre condamnation la plus ferme des exactions conduites par des colons contre les populations palestiniennes ; condamnation qui s'inscrit dans notre condamnation ferme de la colonisation à titre général. Nous condamnons l'annonce de 100 millions d'euros supplémentaires consacrés à la construction de colonies israéliennes, intervenue le 27 novembre dernier. La colonisation, comme nous le savons, sape les perspectives d'une solution à deux Etats. À cet égard, nous invitons Israël à cesser et à remettre cette décision en cause. – Ukraine Cette semaine a été importante pour réaffirmer à l'Ukraine le soutien de la France et de ses partenaires européens ainsi que de l'OTAN. La poursuite dans la durée de notre soutien à l'Ukraine était au coeur des discussions qui se sont tenues, hier, lors de la ministérielle OTAN. M. Dmytro Kuleba était présent. La Ministre a eu l'occasion de s'entretenir avec lui et de lui rappeler le plein soutien de la France. "Nous poursuivrons notre soutien à l'Ukraine et ne nous lasserons pas". C'étaient les mots prononcés hier par Mme Catherine Colonna à l'occasion de cette ministérielle. Quelques annonces importantes ont été faites dans le cours de ces derniers jours, s'agissant de l'Ukraine : Au plan militaire, par la voix de M. Josep Borrell, la confirmation d'une aide supplémentaire de 200 millions d'euros pour la formation de militaires ukrainiens, à laquelle vous savez que la France participe. S'agissant de la reconstruction, une annonce de la Banque européenne d'investissement de nouveaux prêts à l'Ukraine, à hauteur de 450 millions d'euros, dans le cadre du Fonds "EU for Ukraine". Cela permettra de financer la reconstruction pour laquelle nous sommes également mobilisés. Enfin, cette semaine a été l'occasion du deuxième sommet de l'Initiative "Grain From Ukraine". Nous poursuivons avec l'Ukraine et nos partenaires nos efforts en matière de sécurité alimentaire. Cette initiative ukrainienne a permis de récolter 100 millions de dollars supplémentaires pour assurer la livraison de céréales ukrainiennes vers les pays les plus vulnérables, qui sont affectés par les conséquences de l'agression russe contre l'Ukraine. Je rappelle à cet égard l'importance des efforts fournis par l'Ukraine pour sécuriser les acheminements de céréales en mer Noire, notamment via le port d'Odessa, que la Russie s'est pourtant efforcée de détruire, et alors que la Russie a suspendu unilatéralement l'accord précédant. Ces efforts représentent aujourd'hui un total d'exportations de 2,8 millions de tonnes de céréales et d'oléagineux entre le 1er et le 15 novembre. C'est donc un effort conséquent de la part de l'Ukraine pour contribuer à la sécurité alimentaire mondiale. De notre côté, notre engagement reste intact, et notre détermination à agir égale. La France a contribué à l'aide alimentaire à hauteur de près d'1 milliard d'euros en 2023, c'est un chiffre sans précédent. La France soutient les livraisons de céréales ukrainiennes par le biais du PAM, pour lequel la Ministre avait annoncé en marge de l'AGNU une contribution additionnelle de 40 millions d'euros, avec de nouvelles livraisons vers Nigéria et le Soudan notamment. Nous participons également aux corridors de solidarité de l'Union européenne, dans le cadre de ces efforts. Ces corridors ont permis d'acheminer près de 45 millions de tonnes de céréales hors d'Ukraine depuis mars 2022.

Référence

EPJ01420004

Texte

Q – Trois questions. La première, juste une précision sur le Dixmude : combien de patients ont été accueillis ? Et quand vous dites "urgence relative", donnez des exemples : de quoi s'agit-il ? Sur les hôpitaux à Gaza, celui de Khan Younès, est-ce qu'il est bien opérationnel maintenant, l'hôpital jordanien ? Et je crois que vous travaillez aussi avec les Emiriens sur leur hôpital de campagne ; est-ce que celui-là commence à se mettre en marche ? Et sur le Hamas et les sanctions européennes, on parle de combien de désignations ? Est-ce que ce sont les deux qui ont été désignés en France dans le Journal officiel ? Ou est-ce que vous envisagez plus de personnes ? Et sur l'Ukraine, où en est-on sur les garanties de sécurité, l'accord bilatéral ? Vous avez parlé peut-être d'un accord avant la fin de l'année, est-ce que ceci est probable ? Et est-ce que vous pouvez nous en dire un petit peu plus sur le contenu de cet accord ?

R – Sur le Dixmude, je vous renverrai vers les armées pour tous les détails opérationnels, mais comme l'indiquait Sébastien Lecornu hier, le Dixmude a pu accueillir ses premiers patients. Je n'ai pas, à l'heure actuelle, le nombre exact de ces patients ; c'est un flux. Nous sommes en train de travailler, grâce à l'équipe de préfiguration qui a été mise en place, notamment avec la visite du chef du centre de crise et de soutien, à nous intégrer dans le flux de patients qui sont traités par les hôpitaux égyptiens. Et donc ce travail se met en place. Les premiers blessés sont arrivés hier sur le bateau, et on peut imaginer que ce flux s'accroisse dans les jours à venir. Donc je renverrai aux armées pour un point plus précis. S'agissant de l'urgence relative...

Q – Pardon, ce ne sont que des enfants, ou ce sont des adultes aussi ?

R – Je n'ai pas ce détail. Il me semble que les deux catégories étaient possibles. Je ne sais pas ce qu'il en est des patients effectivement reçus. S'agissant de l'urgence relative, comme vous le savez, il y a sur le bateau des capacités chirurgicales, donc permettant d'effectuer des opérations chirurgicales. Et par ailleurs, une équipe de la réserve sanitaire, c'est la première fois de son histoire, a été déployée de la part du ministère de la santé et du ministère de l'intérieur pour soutenir les capacités du service de santé des armées, et donc permet de déployer un certain nombre de spécialités qui sont particulièrement demandées sur le terrain. Et tout cela évidemment en étroite coordination avec nos partenaires égyptiens. S'agissant des hôpitaux à Gaza, comme vous le savez, la Jordanie a en effet deux hôpitaux de campagne : un dans la partie de Gaza Nord et un autre qui a été déployé à Khan Younès. Ma compréhension est que cet hôpital est désormais opérationnel et fonctionne, et donc nous apportons notre soutien à ces efforts jordaniens. L'un des points était notamment de pouvoir faciliter le transport des blessés, et donc nous contribuons à la fourniture d'ambulances pour cet hôpital. Et nous avons par ailleurs signé un accord avec les autorités jordaniennes pour les aider en matière d'équipements. S'agissant des Emiriens, en effet, un hôpital de campagne est en cours de montage du côté égyptien de la frontière. Je ne peux pas vous en dire plus sur l'état de fonctionnement, mais je vous renvoie pour cela vers nos partenaires émiriens. S'agissant du Hamas, comme vous le savez, ces efforts s'inscrivent dans le cadre du non-papier franco-italo-allemand que nous avons présenté lors du dernier Conseil Affaires étrangères, qui avait permis d'avoir une discussion avec nos partenaires européens sur trois aspects : la lutte contre les financements, la lutte contre les flux logistiques et la lutte contre la propagande du Hamas. Et dans ce cadre-là, en effet, nous envisageons plusieurs

désignations au niveau européen. Vous avez pu constater celles qui étaient présentées au Journal officiel français. Cet effort se poursuit avec nos partenaires européens et, également, à titre national. Sur les garanties de sécurité et le travail que nous avons mené avec nos partenaires ukrainiens à cet égard, cela faisait partie des discussions qu'a pu avoir Mme Colonna avec son homologue, Dmytro Kuleba, hier. Comme Mme Colonna a pu le déclarer dans ses éléments à la presse, nous travaillons en vue d'une conclusion de cet accord avec les autorités ukrainiennes pour le début de l'année prochaine. Ces travaux se poursuivent. Ils portent sur différents aspects, que ce soit en termes de soutien humanitaire, de soutien à la reconstruction ou évidemment d'aide militaire dans la durée. Et vous avez entendu la détermination exprimée par Mme Colonna pour que ce soutien s'inscrive dans la durée et que nous parvenions à pouvoir conclure cet accord rapidement. Et donc ce dialogue se poursuit positivement avec nos partenaires ukrainiens.

Q – La semaine dernière, le président du gouvernement espagnol, avec le Premier ministre belge, se sont déplacés en Israël et puis à la frontière de l'Egypte. Là, Pedro Sanchez a dit son intention de pousser, à l'intérieur de l'Union européenne, pour une reconnaissance de la Palestine. Il a dit que s'il n'arrivait pas à le faire, il envisageait une reconnaissance unilatérale de la part de l'Espagne. Qu'est-ce que vous avez à dire concernant cette idée ? Qu'est-ce que vous pensez de la proposition d'une reconnaissance par l'ensemble de l'Union européenne ? Est-ce que vous seriez disposés aussi à aller plus loin s'il n'y a pas un accord unanime à l'intérieur des 27 ?

R – S'agissant des perspectives politiques, vous savez que c'est le troisième pilier de l'Initiative pour la paix et la sécurité pour tous développée par le Président de la République. Le Président de la République a appelé à un effort décisif en la matière. Et donc c'est bien dans ce sens-là qu'il faut entendre notre volonté de contribuer à une perspective politique, à sa restauration dans la région, dont nous estimons qu'elle est aujourd'hui la seule solution viable – la solution à deux Etats – pour répondre à la fois aux demandes légitimes des Israéliens à vivre en paix et en sécurité et, du côté palestinien, aspiration toute aussi légitime à disposer d'un Etat indépendant, vivant en paix et en sécurité à côté d'Israël. Ce qui nous importe, c'est que nous puissions relancer une logique de négociation et il est bien entendu qu'une reconnaissance de la Palestine ne pourrait s'entendre que dans ce cadre-là.

Q – Je reste dans le même cadre, sur le conflit israélo-palestinien. Vous avez rappelé, Madame Legendre, que la France maintient sa position et continue effectivement de réclamer une solution à deux Etats, donc un Etat palestinien et un Etat israélien. Cette position historique de la France date de depuis le général de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, François Mitterrand, Jacques Chirac, Sarkozy, François Hollande, et maintenant avec M. Macron. Vu du monde arabe, quand on voit les analyses, les comptes rendus de presse et certains experts... Ils pensent que la position de la France... et là c'est dans le cadre, toujours, de la condamnation, qu'elle peut user effectivement de son poids au sein du Conseil de sécurité de l'ONU pour stopper net par exemple, ou proposer une résolution pour stopper les colonisations, notamment en Cisjordanie. Deuxième question en lien avec ce conflit : aujourd'hui aussi, les relations franco-arabes sont mises à mal au regard effectivement du poids de la rue. Aujourd'hui, les peuples arabes ne peuvent plus soutenir, continuer à soutenir effectivement cette chimère, qui continue effectivement à soutenir l'idée de deux Etats alors qu'il n'en est rien

pour le moment. Et troisième question, est ce que la diplomatie française, aujourd'hui, on voit qu'elle a moins de poids, notamment dans les négociations entre Israéliens et Palestiniens pour libérer les otages, il y a d'abord les Etats-Unis et le Qatar, qui ont pesé effectivement dans ces échanges avec la partie palestinienne. R – Vous êtes revenu sur notre position historique. Cette position, c'est la nôtre. Le Président de la République l'a rappelé. D'ailleurs, lors de sa conférence de presse en Suisse il y a maintenant dix jours, il a rappelé la constance de cette position. Vous parlez d'exercer notre poids, je crois que nous l'avons fait. Vous avez pu constater que la France était à la manoeuvre depuis le début de cette crise dans toute une série d'enceintes internationales : nous nous sommes joints aux efforts des Emirats, notamment au Conseil de sécurité des Nations unies ; nous avons soutenu la première résolution brésilienne, dont nous avons regretté qu'elle ne puisse être adoptée ; nous avons ensuite soutenu la résolution qui a enfin été adoptée au Conseil de sécurité ; et entre les deux, nous avons travaillé avec nos partenaires, notamment jordaniens et les autres Etats qui se sont joints à cette résolution au sein de l'Assemblée générale des Nations unies. Donc nous utilisons tous les leviers qui sont à notre disposition, en partenariat avec nos partenaires diplomatiques, pour travailler à la résolution de cette crise sur les bases que j'ai rappelées et qui ont été posées par le Président de la République. Je crois que cela est bien compris de nos partenaires arabes, je rappelais en introduction la totalité des échanges extrêmement réguliers que nous avons et que la Ministre a, à son niveau, avec ses partenaires de la région, qu'elle a eu encore lundi avec eux, à l'occasion de cette ministérielle de l'UpM, qu'elle a eu par ailleurs à de très nombreuses reprises par voie téléphonique, encore ces derniers jours. Ces relations sont notamment celles que nous utilisons aussi pour faire valoir nos positions dans le cadre des négociations sur les otages. Vous le savez, le Président de la République, la Ministre, d'autres membres du gouvernement, mais aussi tous les services de l'Etat, ont très largement contribué à ces discussions ces derniers jours, qui ont permis notamment la libération des trois enfants otages, il y a deux jours. Et nous continuerons évidemment à jouer ce rôle auprès de nos partenaires et en coordination étroite avec eux. Donc je crois que ces points sont bien entendus de la part de nos partenaires arabes. Vous avez évoqué, évidemment, l'émotion très forte suscitée dans le monde arabe par la crise actuelle. Je crois que nous avons aussi fait passer nos messages très clairement, et nous comprenons évidemment l'émotion suscitée par les terribles images qui viennent de Gaza. Nous avons aussi marqué très clairement à ce sujet quelle était notre position ; vous le savez, le Président s'est exprimé à ce sujet, et ses réactions ont d'ailleurs été relevées, je le crois. Q – Qu'en est-il de la Conférence de Bagdad qui devait se tenir le 30 novembre pour la 3ème édition d'un format lancé par la France ? Est-ce qu'il est invisable de la tenir dans ce contexte régional, l'actuel contexte ? Et est-ce qu'elle a été officiellement reportée ? R – Nous travaillons toujours avec l'Irak à la tenue d'une 3ème conférence en format dit de Bagdad. En effet, elle ne se tiendra pas le 30 novembre, comme il avait pu être initialement envisagé, mais le dialogue se poursuit avec les autorités irakiennes pour continuer à contribuer à l'objectif qui était le nôtre de contribuer à la stabilité régionale, notamment par le biais de projets bénéficiant à la fois à la stabilité et à la souveraineté de l'Irak, ainsi qu'à des coopérations créant davantage de stabilité dans la région. Q – Est-ce que vous pouvez nous donner quelques



indications supplémentaires, à propos de la lutte anti-terroriste, sur les volets "lutte contre le financement" du Hamas, en particulier et "lutte contre la propagande" ? Et puis à propos des colons, à propos de la condamnation des colons, est-ce que la France serait favorable à un mécanisme de sanctions des colons qui ont, par exemple, récemment assassiné des Palestiniens en Cisjordanie, comme le suggérerait le président américain ? Est-ce que la France pose cette question, notamment à ses partenaires européens ? Et quid d'un éventuel débat ? R – Sur le premier point, comme je l'ai indiqué, la lutte contre le financement et la lutte contre la propagande sont, en effet, deux des chapitres sur lesquels nous poursuivons nos discussions avec nos partenaires européens. Ce travail, il se fait à la fois dans le cadre de l'Union européenne, mais il se fait également en dehors, par le biais de mécanismes existants, et notamment dans le cadre du mécanisme "No money for Terror", mécanisme existant en matière de lutte contre le terrorisme et de lutte contre le financement du terrorisme, et que nous souhaitons activer sur les questions du financement du Hamas. S'agissant de la propagande, ce sujet est abordé dans le cadre de l'Union européenne, et il s'agit de regarder de très près quels sont les moyens de désinformations mis en place pour répondre à la propagande terroriste du Hamas. Vous évoquez la colonisation et les violences exercées par les colons en Cisjordanie. Comme je l'indiquais, nous avons marqué très clairement notre condamnation très ferme de ces violences et notre préoccupation face à l'accroissement de ces violences : plus de 200 Palestiniens ont perdu la vie dans des exactions commises par des colons. Nous appelons Israël à y mettre un terme, nous appelons également Israël à poursuivre les auteurs de ces exactions, et nous estimons en effet qu'il y a un rôle à jouer pour la communauté internationale pour mettre un terme à ces exactions qui sont profondément déstabilisatrices, pour la région, mais également qui sapent les perspectives de la solution à deux Etats. Et à cet égard, la France n'exclut aucune option. Q – Vous parlez donc, parmi les options, des sanctions européennes ? R – Absolument. Q – Pour prolonger sur votre réponse sur la première question de mon confrère, il y a des échéances, pour avoir, je ne sais pas, un plan coordonné pour la lutte contre la désinformation et aussi contre le financement illégal ? R – Alors, le travail se poursuit, comme vous le savez, dans le cadre européen, donc dans le processus habituel de la discussion européenne. Ce sera très probablement un sujet abordé aussi lors du prochain Conseil des Affaires étrangères, qui permettra de faire un point sur les discussions en cours. S'agissant de "No money for Terror", il y a, en effet, des discussions sur la possibilité de réunir cette enceinte à ce sujet, dans les semaines et les mois venir. Nous vous reviendrons sur des éléments de calendrier quand ils se préciseront. Q – J'ai deux questions africaines pour RFI. Au Niger, le régime militaire a abrogé une loi contre les trafiquants de migrants qui avait été adoptée en 2015, dans le cadre d'un accord avec l'Union européenne pour endiguer le flux d'exilés. Est-ce que vous pouvez commenter cette décision ? Et puis au Sénégal, 27 ONG réclament la réforme de la procédure de demande de visas, notamment français. Elles dénoncent une injustice dans le traitement des demandes entre les pays du Nord et du Sud, et surtout l'externalisation de ces demandes par les Etats et la mise en place de véritables "trafics" de rendez-vous. Quelle réponse pouvez-vous apporter ? R – Sur le premier point, et s'agissant de la loi adoptée par les autorités nigériennes, la Commission européenne, comme

vous le savez, a déjà eu l'occasion de s'exprimer à ce sujet. Je cite la Commissaire aux affaires intérieures Ylva Johansson, qui a marqué sa forte préoccupation, et notamment au vu du risque de décès de migrants que pourrait entraîner l'abrogation de cette loi de 2015. Cette loi a été en effet adoptée en 2015 par le gouvernement nigérien, sous l'autorité du président Bazoum, pour criminaliser le trafic de migrants et la traite d'êtres humains. Vous savez que ce phénomène est un véritable fléau pour les populations africaines qui en sont victimes. Donc nous ne pouvons que déplorer le démantèlement d'un dispositif qui fonctionnait et avait permis d'enrayer cette situation. S'agissant du Sénégal et de la question des visas, le Sénégal est parmi les 15 pays au monde auquel la France délivre le plus grand nombre de visas, et le deuxième en Afrique subsaharienne – ce qui, si on le rapporte à sa population, le place en premier dans cette liste. Donc nous avons un débit de visas extrêmement élevé. Il y a eu des pics d'activité auxquels nous devons faire face, notamment à l'occasion de la campagne étudiante, qui crée des très fortes tensions sur nos services des visas, dont nous travaillons à régler les délais de traitement. Tous nos efforts visent à travailler à fluidifier ces délais de traitement des dossiers. Mais plus généralement, je tiens à rappeler que les questions de visas, évidemment, relèvent d'une compétence européenne. Vous savez que nous avons, par ailleurs, dans ce cadre-là, mis en place un processus d'externalisation des demandes de visas – c'est le cas au Sénégal –, et que nous travaillons avec les autorités sénégalaises à lutter contre les trafics de rendez-vous par le biais d'acteurs criminels, qui tentent de détourner l'objet de cette externalisation, et évidemment au détriment des demandeurs de visas. Donc ce sont des messages que nous passons à la fois aux demandeurs, pour les alerter sur ce trafic, sur la nécessité d'être très vigilant, et sur lequel nous travaillons avec les autorités, notamment sénégalaises. Q – Sur la négociation entre l'Union européenne et le Mercosur pour aboutir à un accord de libre-échange, la Commission européenne a dit qu'on est très près de l'accord, c'est la même vision que la présidence espagnole du Conseil. Est-ce que la France s'oppose toujours fermement, comme elle l'avait fait, à la conclusion de cet accord ? Est-ce qu'il y a des points de blocage ? Est-ce que la France serait disposée, disons, à bloquer un éventuel accord qui, par certains, pourrait être annoncé dans les prochains jours ? R – Je ne reprendrai pas votre qualification de notre position. Cet accord, vous savez qu'il est en négociation depuis plus de vingt ans, désormais ; donc c'est évidemment le rôle de la Commission que de travailler à trouver des solutions pour avancer vers la conclusion d'un accord qui a pris tant de temps de négociation. S'agissant de la position de la France, et comme l'a rappelé le Président de la République très clairement, nous avons des exigences qui sont rappelées et exprimées, qui l'ont été par la France, à la Commission, depuis 2019, et qui n'ont pas changé, à cet égard. Je rappelle ces exigences, qui sont notamment au nombre de trois : le respect des règlements qui s'appliquent à la déforestation, le respect effectif de l'Accord de Paris sur le climat, et le respect en droit et en fait des normes sanitaires environnementales de l'Union européenne pour tous les produits agroalimentaires importés. Dans le cadre des négociations en cours et de nos efforts en vue de la COP28, ces exigences restent évidemment les mêmes. Et nous comprenons que la Commission travaille à obtenir ces garanties de la part de nos partenaires du Mercosur. Nous attendons de voir les résultats qui sortiront de ces discussions.

Q – J'ai une question sur l'Ukraine. Le côté ukrainien continue à subir, effectivement, des attaques répétées à coup de drones. Toute la partie du Donbass est quasiment, aujourd'hui, elle est grignotée. Et M. Zelensky continue à entretenir, effectivement, qu'il y a, en quelque sorte, une espèce de... comment dirais-je... On a délaissé l'Ukraine dans cette parenthèse, dans le conflit israélo-palestinien. Est-ce que la France continue à fournir des armes demandées par l'Ukraine ? Et est-ce que l'Union européenne est en capacité, aujourd'hui, encore davantage, de soutenir effectivement l'Ukraine dans sa lutte contre l'agression russe ? R – Je peux vous indiquer et vous rassurer que les événements en cours, notamment au Proche-Orient, ne nous détournent aucunement de notre soutien à l'Ukraine et du soutien, qu'avec nos partenaires internationaux, nous comptons apporter à l'Ukraine dans la durée. Je crois que c'est le point qu'il s'agit de souligner. Nous savions que la contre-offensive lancée par l'Ukraine serait difficile ; cela a été souligné par les autorités ukrainiennes elles-mêmes. Nous avons noté, et le ministre des armées le rappelait dans ses récentes interventions, la capacité qu'ont eue les Ukrainiens à relancer une offensive sur le Dniepr et les succès qu'ils ont pu rencontrer à cette occasion. De notre côté, nous avons réaffirmé, à tous les niveaux, puisque c'était aussi le message passé par le Conseil européen de manière très claire, que notre soutien était inébranlable, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et que nous continuerons dans ce cadre-là à lui apporter notre soutien. Ce soutien, il se traduit notamment en matière militaire. Le ministre des armées a annoncé, il y a quelques semaines désormais, l'accroissement de notre aide en la matière, avec 200 millions d'euros. Nos engagements européens se poursuivent. Se posait notamment la question des munitions ; et nous sommes optimistes sur la capacité de l'Union européenne à répondre et à respecter ses engagements vis-à-vis de l'Ukraine en la matière. Vous savez quel a été le rôle de la France pour accroître les capacités de production des industries de défense, industries de défense européennes, mais également industries de défense ukrainiennes. C'était tout l'objectif de la visite de Sébastien Lecornu à Kiev, il y a quelques semaines. Donc voilà la ligne qui est la nôtre, et que la Ministre a encore une fois rappelé très clairement hier, à l'occasion de la ministérielle de l'OTAN, qui a conclu également à la nécessité de poursuivre ce soutien collectivement à l'Ukraine. Q – Sur l'Ukraine, puisqu'on en parle, comment se fait-il en fait que M. Lavrov ait été autorisé, finalement, par dérogation, à participer à cette conférence de l'OSCE, en survolant la Bulgarie puis en étant accueilli en Macédoine ? Comment on explique ça ? Est-ce qu'il n'y a pas un petit risque de craquellement, on va dire, du cordon sanitaire et de l'isolement russe à cette occasion ? R – La Russie est toujours membre de cette organisation, comme elle l'est d'autres organisations à laquelle elle participe. Donc il n'y a évidemment aucun contact prévu, et je ne crois pas qu'il faille en tirer des conclusions. Je crois que la présence physique de M. Lavrov ne suffit pas à signifier une sortie de l'isolement de la Russie. On peut au contraire constater, lors des réunions de l'OSCE, que la très vaste majorité de ses membres constate et condamne l'agression illégale de la Russie./.

Q – L'intensité des combats à la frontière entre le Liban et Israël est en train de s'accroître. Le ministre israélien de la Défense a menacé de raser des routes en disant, et je cite, "ce que nous pouvons faire à Gaza, nous pouvons le faire à Beyrouth". Quelle est votre réaction ? R – Nous appelons tous les acteurs à éviter l'escalade. Ces messages sont passés, comme je l'indiquais, aux autorités israéliennes, aux autorités libanaises, ainsi que par le biais de messages au Hezbollah et aux acteurs régionaux. Ce message est particulièrement important et doit être entendu de tous les acteurs impliqués. Q – Vous avez évoqué tout à l'heure la visite du groupe de contact à l'Elysée. Est-ce que, parmi les conclusions qui ont pu être retirées, il y a celle d'une pression plus forte envers Tel-Aviv, pour qu'il y ait un cessez-le-feu ou au moins une trêve humanitaire, le plus vite possible ? R – Comme je l'indiquais, il y a plusieurs sujets qui ont été évoqués avec le groupe de contact : à la fois la nécessité d'une libération immédiate et sans condition des otages, la nécessité de répondre effectivement à l'urgence humanitaire, pour laquelle nous estimons aujourd'hui que l'aide apportée n'est pas suffisante ; la nécessité de lutter contre le terrorisme tout en respectant le droit international et en assurant la protection des populations civiles ; et enfin, la nécessité d'avancer de façon décisive, comme le Président de la République l'a rappelé à maintes reprises, vers un horizon politique de paix et de sécurité, qui est le seul moyen viable de sortir de cette crise. S'agissant de la trêve, vous savez quelle est la position de la France, nous appelons à une trêve. Nous avons salué l'accord qui est intervenu, nous appelons maintenant à ce qu'il soit mis en oeuvre sans délai sur le terrain. Nous estimons que cette trêve doit être immédiate, soutenue, durable, et qu'elle doit pouvoir mener, en effet, à un cessez-le-feu, comme l'a rappelé encore la Ministre hier. Tous ces points ont été évoqués avec les membres du groupe arabe et du groupe de suivi de Gaza. Vous savez que nous avons par ailleurs travaillé avec eux dans un certain nombre d'enceintes internationales, à commencer par le Conseil de sécurité des Nations unies, où siègent les Emirats arabes unis, ainsi qu'à l'Assemblée générale des Nations unies, ce qui nous a amené à voter un certain nombre de résolutions en commun. Ce travail se poursuit avec eux. Q – Toujours sur le Proche-Orient, est-ce qu'on peut en savoir un peu plus sur les otages ? Selon nos informations, il y aurait potentiellement quatre Français parmi les otages qui pourraient être libérés. Est-ce que vous êtes en mesure de confirmer ? Et j'aimerais poser une deuxième question sur la présence virtuelle de Vladimir Poutine au G20 hier. Est-ce que cela veut dire que le président de la Fédération de Russie n'est plus au ban de la diplomatie internationale, qu'il y a un retour progressif à la normale ? R – Sur la première question, malheureusement, comme vous l'imaginez bien, je ne peux pas rentrer dans davantage de détails, par respect pour les familles et pour protéger la confidentialité des discussions qui se tiennent aujourd'hui, et oeuvrer dans un sens positif à leur aboutissement. Donc pas de confirmation. Vous savez qu'il y a huit personnes françaises aujourd'hui disparues, dont nous savons avec certitude qu'un certain nombre d'entre eux sont otages aux mains du Hamas. Nous travaillons avec la plus grande énergie à obtenir leur libération. Comme la Ministre l'a indiqué hier, nous espérons qu'ils soient compris dans l'accord qui a été salué hier et signé hier. Nous espérons que cet accord vienne à être appliqué dans son intégralité, sans plus de délai. S'agissant de la Russie, comme vous le savez, la Russie aujourd'hui a tout fait pour se mettre au ban

de la communauté internationale. Nous avons pu le constater à maintes reprises et à l'occasion de maintes résolutions au Conseil de sécurité ou à l'Assemblée générale des Nations unies, où la Russie s'est trouvée, du fait de son agression illégale au regard du droit international, isolée sur ses positions, avec un tout petit nombre d'Etats. Cette situation ne change pas aujourd'hui. Q – Est-ce que vous pourriez nous dire quelques mots sur les sujets qui vont être abordés par Mme la Ministre à Pékin, dont éventuellement une visite officielle du président chinois à Paris dans les mois qui viennent ? R – En effet, la Ministre effectue deux jours de déplacement à Pékin. Il s'agit pour elle de s'inscrire dans le cadre de la visite d'Etat du Président de la République en Chine en avril. Vous savez qu'il y a trois types de dialogues qui étaient prévus dans le cadre de nos discussions bilatérales : le premier, un dialogue stratégique, qui s'est tenu au niveau des conseillers auprès des chefs d'Etat ; un dialogue économique, et Bruno le Maire s'est rendu récemment à Pékin pour le mener ; enfin, un échange qui portait sur tous les échanges humains entre nos deux pays, et quand je parle d'échanges humains, j'inclus la question des visas. Il s'agit de pouvoir reprendre des mobilités après la pandémie du Covid, qui avait très largement suspendu les échanges entre nos deux pays, mais également de pouvoir travailler à développer des échanges culturels, humains, universitaires, et de le faire de façon équilibrée et dans l'intérêt des deux pays. Ce sera l'occasion pour la Ministre d'aborder d'autres questions et notamment le travail que nous menons avec la Chine comme avec d'autres partenaires sur les crises internationales. La Ministre évoquera toutes les crises que nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer, notamment celle au Proche-Orient. Enfin, nous évoquerons à cette occasion les futures échéances bilatérales, puisque vous savez que l'an prochain, nous célébrons les 60 ans de l'établissement des relations diplomatiques avec la Chine, et cela occasionnera toute une série d'événements, notamment culturels, en France et en Chine. Et enfin, dernier point, puisque la COP28 est devant nous, il s'agira évidemment, avec les autorités chinoises et notamment avec le Premier ministre, puisque la Ministre rencontrera le Premier ministre chinois, d'évoquer le rôle de la Chine sur les questions d'enjeux globaux. Nous savons qu'il y a eu récemment un accord entre la Chine et les Etats-Unis sur les questions climatiques, qui est un signe encourageant, pour la COP28. Nous attendons des engagements ambitieux de ces deux partenaires, et notamment de la Chine, deux pays qui, comme vous le savez, sont les plus gros émetteurs de CO2 sur la planète. Vous savez que la Chine a été à la manoeuvre sur les questions de biodiversité avec l'accord de Kunming, qui a été une avancée sur les questions de biodiversité. Nous travaillons sur tous ces aspects, ainsi que sur la capacité de la Chine à participer au financement de la transition écologique et au soutien des pays les plus vulnérables, dans le cadre du Nouveau pacte financier. Vous vous souviendrez qu'en juin, la Chine avait levé un certain nombre de créances sur un certain nombre de pays africains, qui y étaient particulièrement vulnérables. Q – J'ai deux questions, totalement séparées. La première, c'est : est-ce qu'il y a des nouveaux éléments dans l'enquête judiciaire concernant les tags d'étoiles de David, qui pourraient indiquer une responsabilité d'un commanditaire étranger, notamment russe ? Et y a-t-il de nouveaux cas de ce type, ou le risque ? Et l'autre, c'est concernant la France et Chammal : est-ce que Chammal est mobilisée, d'une quelconque manière, pour par exemple bloquer les tirs houthis sur Eilat, ou

autre opération un peu dans le style de ce que font les forces américaines ? R – Je crains que ces deux questions ne visent des ministères qui ne sont pas le mien. S'agissant des étoiles de David, vous savez qu'il y a une enquête judiciaire en cours et que par conséquent il ne me revient pas de commenter cette procédure judiciaire. Vous vous souviendrez que nous avons, avec l'agence Viginum en charge des ingérences numériques étrangères, indiqué qu'il y avait dans le relevé de détection sur les questions d'information, nous avons pu indiquer qu'il y avait une participation du réseau Recent Reliable News (RRN) qui est un réseau lié à des acteurs russes, et nous avons pu constater que ce réseau d'origine russe avait à la fois permis la primo-diffusion, c'est-à-dire que la première image de ces tags sur les murs du Xème arrondissement de Paris avait été pour origine ce réseau, et qu'ensuite ce réseau avait mis en place toute une série de bots, de robots, sur les réseaux sociaux, pour accélérer la dissémination de ces images. Nous avons condamné cette action, qui est tout à fait inacceptable. Nous avons exposé avec Viginum les éléments de preuves dont nous disposons. Vous savez que nous avons tout un travail en cours pour à la fois signaler aux plateformes ces agissements qui relèvent de volonté de déstabilisation et de générer des tensions dans nos sociétés. Nous avons aussi pris toute une série de mesures contre ce réseau, puisque nous avons déjà eu l'occasion de pouvoir attester d'actions déstabilisatrices contre un certain nombre de sites, à la fois gouvernementaux et de médias, en juin dernier, par le même réseau. S'agissant de Chammal, je vous renvoie vers le ministère des Armées, puisqu'ils pourront vous répondre sur cette opération du ministère des Armées. Pour ce qui est du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, je vous renvoie à la déclaration que nous avons faite à cet égard, qui est très claire. Nous avons condamné de la façon la plus ferme les actes déstabilisateurs des Houthis. Rien ne doit venir empêcher la liberté de circulation. Vous savez que c'est notre position constante en la matière, et plus généralement, dans le cadre de la crise à laquelle nous faisons face au Proche-Orient, il s'agit d'éviter qu'aucun groupe ne cherche à tirer profit des tensions actuelles et à accélérer la logique d'escalade sur le terrain. Q – Quelle est la réaction de la France aux résultats des élections législatives aux Pays-Bas, sachant que nous sommes à un peu plus de six mois des élections européennes ? R – Nous avons pris note des résultats provisoires des élections législatives aux Pays-Bas. Nous attendons la formation du gouvernement de coalition. Vous savez que les Pays-Bas sont un partenaire essentiel de la France en Europe, sur toutes les questions qui sont les nôtres. Nous verrons avec quel gouvernement de coalition nous pourrions travailler à l'avenir. Q – Retour au Liban, si vous le permettez. On parle d'un prochain voyage de M. Jean-Yves Le Drian, qui aurait déclaré "la guerre est aux portes du Liban". Est-ce qu'on peut savoir s'il s'agit d'une visite pour faire face ou pour être présent du fait de la tension à la frontière, ou s'agit-il de la poursuite des efforts de M. Le Drian pour remédier au problème de la vacance présidentielle ? R – Je n'ai, à ce stade, pas davantage de précisions à vous donner sur les dates des futurs déplacements de M. Jean-Yves Le Drian, représentant personnel du Président de la République pour le Liban. Comme vous le savez, de prochains déplacements sont en effet envisagés. Je pense que nous pourrions vous les préciser dans les jours à venir. Il est évident que la vacance présidentielle qui dure depuis trop longtemps au Liban fragilise encore plus le pays, dans un contexte de

tensions extrêmement fortes, eu que nous ne pouvons qu'encourager encore plus vivement les acteurs libanais à faire preuve de responsabilité et à trouver un accord sur cette question. C'était le message passé par le représentant personnel du Président, M. Le Drian, hier, sur les médias français. Ce message est évidemment le nôtre aujourd'hui. Il y a urgence pour, en effet, éviter que le Liban ne pâtisse de cette situation de tensions régionales extrêmes. Q – J'ai une question concernant l'Iran. Il y a une réunion du Conseil des gouverneurs, cette semaine. Il y a eu une exclusion d'inspecteurs, dont des Français, de ce que l'on comprend. Il y a toujours des caméras débranchées, mais pour l'instant on ne voit pas de réaction particulière du côté occidental. Dans quelle mesure le conflit au Proche-Orient pèse sur les négociations, sur l'accord nucléaire avec l'Iran ? Est-ce qu'il n'y a pas une réaction un peu tiède des Occidentaux, de peur que l'Iran allume un autre feu, notamment côté libanais ? R – Je crois qu'il faut distinguer les sujets. Nous avons comme vous le savez, des discussions avec tous nos partenaires sur les questions nucléaires iraniennes. À cet égard nous avons pu rappeler, lors de dernières échéances, quelles étaient les exigences de notre part envers l'Iran. Nous sommes particulièrement préoccupés par l'escalade nucléaire absolument injustifiée et injustifiable de l'Iran dans le cadre de son programme nucléaire. Il s'agit pour l'Iran de revenir à ses obligations internationales. Et s'agissant des mesures que vous évoquez, ce sont des mesures punitives à l'encontre des inspecteurs, mesures totalement extrêmes et injustifiées, et qui nuisent à la capacité de l'Agence d'exercer son mandat de vérification en Iran. Il s'agit pour l'Iran de revenir sur ces mesures et de revenir à une pleine coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Nous appelons à cet égard à cette pleine coopération. C'est le message passé par tous nos partenaires et nous soutenons son directeur général, M. Rafael Grossi, dans les efforts qui sont les siens à cet égard. Nous traitons les crises de manière séparée. Le dossier nucléaire est effectivement traité dans ce cadre. Depuis le début, nous savons qu'il est important, par ailleurs, de traiter des actions des activités déstabilisatrices de l'Iran dans la région. Cela a toujours été la position de la France. Nous continuons à travailler en ce sens, notamment dans le cadre des actions que j'ai déjà évoquées, pour éviter un embrasement régional./.

142 / 942 – Point de presse du 21/11/2023

Référence EPJ01417702

Texte Il y a dix ans, le peuple ukrainien descendait dans la rue pour exprimer son souhait de resserrer les liens avec l'Union européenne ainsi que son attachement profond aux valeurs de liberté, de démocratie et d'Etat de droit. Il y a dix ans, devant ce choix du peuple ukrainien, la Russie avait déjà réagi par la menace, la contrainte et la violation de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, en annexant la Crimée et en occupant illégalement une partie des régions du Donbass, provoquant une guerre meurtrière. Le 24 février 2022, la Russie a cherché à mettre définitivement fin au projet politique libre et souverain de la nation ukrainienne en lançant une agression à grande échelle. Le peuple ukrainien l'a mise en échec en faisant preuve d'une unité et d'une résilience exceptionnelles. Les progrès considérables réalisés par l'Ukraine dans son chemin vers l'Union européenne, reflétés dans le dernier rapport de la Commission, démontrent que l'esprit du Maïdan est resté intact malgré la

poursuite de l'agression russe. La France continuera d'apporter son soutien indéfectible à la nation ukrainienne meurtrie par la guerre. Elle restera aux côtés de l'Ukraine pour l'aider à assurer sa légitime défense et accompagner son intégration à la famille européenne.

143 / 942 – Point de presse du 16/11/2023

Référence EPJ01416903

Texte La France a appris avec consternation la grâce accordée en Russie à M. Sergueï Khadjikourbanov, qui avait été condamné à vingt ans de prison pour son rôle dans l'assassinat de la journaliste de Novaïa Gazeta, Anna Politkovskaïa, en 2006. La France déplore une décision cynique, qui intervient près d'un mois après le triste anniversaire de l'assassinat d'Anna Politkovskaïa. À cette occasion, la France avait rendu hommage à la mémoire de cette femme exceptionnelle. La première édition du prix Politkovskaïa–Soldin du courage journalistique, créé en l'honneur d'Anna Politkovskaïa et d'Arman Soldin à l'initiative de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères et de M. Dmitri Mouratov, prix Nobel de la paix 2021, s'est tenue le 2 novembre dernier, à l'occasion de la journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes contre les journalistes. En liant cette grâce à la participation de M. Khadjikourbanov à l'agression russe en Ukraine, la Russie fait une nouvelle fois preuve de tout son cynisme puisqu'elle excuse un crime perpétré contre le journalisme indépendant en même temps qu'elle salue l'agression dont elle se rend chaque jour coupable en Ukraine dans une guerre illégale et injustifiée.

144 / 942 – Point de presse du 07/11/2023

Référence EPJ01414502

Texte Q – La décision de la Russie de se retirer du Traité sur les Forces Conventionnelles en Europe prend effet aujourd'hui. Quelles conséquences en tire la France ? R – La France a condamné dès le mois de juin cette décision. Celle-ci porte atteinte à un Traité signé en 1990 dans le but de renforcer la confiance et réduire le risque de conflits sur le continent européen. Avec ce retrait, qui intervient alors que la Russie mène une guerre illégale et injustifiée contre l'Ukraine, la Russie fait encore une fois le choix du désengagement des cadres existants de maîtrise des armements conventionnels et continue de remettre en cause l'architecture de sécurité en Europe. Au regard des conséquences de ce retrait et dans le respect du droit international, la France et les Alliés parties au Traité sur les Forces Conventionnelles en Europe ont décidé de suspendre son application. La France reste pleinement attachée aux dispositifs de maîtrise des armements conventionnels et aux principes fondamentaux sur lesquels ils reposent, dont ceux érigés dans le Décalogue d'Helsinki et la Charte de Paris pour une nouvelle Europe./.

145 / 942 – Point de presse du 06/11/2023

Référence EPJ01414103

Texte La France condamne les tirs d'artillerie et bombardements aériens menés par le régime syrien et la Russie dans la province d'Idlib, au nord-ouest de la Syrie. Depuis le 5 octobre, ces attaques indiscriminées ont fait au moins 70 morts, dont un tiers d'enfants, et près de 350 blessés. Elles ont visé des



quartiers résidentiels, des camps de déplacés et des infrastructures civiles, dont des écoles et des hôpitaux. Selon les Nations unies, plus de 120 000 personnes ont été contraintes de fuir les combats. Au total, la guerre menée par le régime syrien, la Russie et leurs alliés en Syrie ont provoqué la mort de centaines de milliers de Syriens et le déplacement de près de 12 millions de personnes. La France réaffirme son soutien à l'appel du Secrétaire général des Nations unies et de son Envoyé spécial en faveur d'une cessation des hostilités dans l'ensemble de la Syrie et d'une solution politique conforme à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies. La France réaffirme son attachement au strict respect du droit international humanitaire et des droits de l'Homme. Elle rappelle son soutien à la lutte contre l'impunité./.

146 / 942 – Point de presse du 19/10/2023

Référence EPJ01411203

Texte La France déplore l'arrestation de la journaliste russo-américaine de "Radio Free Europe/Radio Liberty" Alsu Kurmasheva. Cette arrestation fait suite à celle du journaliste américain Evan Gershkovitch, dont la détention a été prolongée en août dernier. La France est très préoccupée par la campagne de répression menée par les autorités russes à l'encontre des voix critiques du pouvoir et de sa guerre d'agression contre l'Ukraine. Elle condamne les entraves à la liberté d'expression et à la liberté de la presse, qui se sont multipliées au cours des derniers mois. La France appelle les autorités russes à respecter les droits de l'Homme et les libertés fondamentales, à libérer tous les prisonniers politiques et à abandonner les poursuites judiciaires engagées contre eux.

147 / 942 – Point de presse du 19/10/2023

Référence EPJ01411204

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les frappes russes de ces derniers jours qui ont fait plusieurs victimes civiles en Ukraine. A Zaporijjia, une frappe de missile contre un immeuble résidentiel a fait au moins 5 morts et 4 blessés dans la nuit du 17 au 18 octobre. À Stepove, dans la région de Mikolaïv, une frappe de missile a provoqué la mort de deux personnes et en a blessé une autre le 18 au soir. A Kherson, au moins 2 personnes sont mortes et quatre ont été blessées ce matin. En ciblant encore une fois des bâtiments résidentiels, la Russie s'en prend à des civils et viole à nouveau de manière flagrante et délibérée le droit international humanitaire. Elle continue également à détruire les infrastructures essentielles à la sécurité alimentaire mondiale. Ces actes constituent des crimes de guerre, dont la Russie devra répondre. Ils sont la démonstration du cynisme total de la Russie, à l'heure où elle prétend se préoccuper du droit international humanitaire. Comme l'a souligné à plusieurs reprises la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, la France continuera de fournir à l'Ukraine l'aide nécessaire pour lui permettre d'exercer sa légitime défense, en étroite coordination avec ses partenaires. Elle poursuivra également son appui aux juridictions ukrainiennes et à la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité des crimes commis par la Russie. La France continuera également son aide en matière alimentaire aux pays les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire générée par l'agression russe.

Référence EPJ01409603

Texte Q – Le 14 septembre dernier, la Ministre a rendu visite au Président Al-Sissi, réaffirmé le partenariat stratégique avec l'Egypte. Cinq jours plus tard, mon domicile était perquisitionné par la DGSI, j'étais placée en garde à vue pour avoir révélé les dérives de ce partenariat, et notamment l'opération Sirli, qui a aidé l'Egypte à tuer des civils. Est-ce que le partenariat stratégique implique également de coopérer avec l'Egypte dans la traque des journalistes et des sources qui révèlent ces dérives ? Et une deuxième petite question : votre ministère est-il au courant des informations révélées par Mediapart, selon lesquelles des Français ont vendu un logiciel espion à des régimes autoritaires, dont le Vietnam, qui a lancé des attaques contre un député du parti Renaissance et des parlementaires européens, ainsi que des journalistes ? R – S'agissant du partenariat avec l'Egypte, nous avons en effet fait des déclarations, que je vous invite à consulter. Au sujet de la mission de renseignement, il ne m'appartient pas de commenter de tels éléments, et je vous renvoie au ministère des Armées. S'agissant du logiciel espion, quel est le logiciel que vous évoquez ? Q – Predator. R – À ce sujet, nous avons pris connaissance en effet des éléments rapportés dans la série d'articles de Mediapart. Toute tentative d'espionnage à l'encontre de parlementaires, comme de journalistes, est tout à fait inacceptable. Vous savez que les autorisations d'exportation de biens à double usage sont le fruit d'un processus interministériel strict, qui vise notamment à s'assurer du respect des engagements internationaux et européens de la France, notamment en matière de respect du droit international et des droits de l'Homme. Il en est rendu compte chaque année devant la représentation nationale, et ce processus a évidemment été suivi. Les actions de surveillance passive peuvent jouer un rôle dans la lutte contre la criminalité et le terrorisme, mais elles ne peuvent être utilisées que dans un cadre légitime et respectueux de l'Etat de droit. Toute action dérogeant à ce cadre ne peut être tolérée et est passible de sanctions. Q – Quelles actions, du coup, doit prendre le ministère ? R – Je n'ai pas d'éléments supplémentaires à cet égard. Mais voilà la position qui est la nôtre aujourd'hui, sur la suite de cette affaire. Q – Bonjour. J'ai trois questions, s'il vous plaît. D'abord, sur l'agenda de Mme Colonna. On a vu que le ministre des Affaires étrangères tchèque, le ministre des Affaires étrangères britannique et maintenant l'américain se sont tous rendus en Israël. Je crois qu'il y a plus de ressortissants français en Israël que tchèques ou britanniques. Comment cela se fait que Mme Colonna ne se soit pas encore rendue là-bas ? Est-ce qu'elle prévoit d'y aller ? Ça, c'est ma première question. Ma deuxième question porte sur la rencontre ce matin, par Zoom, à l'OTAN à Bruxelles, le briefing qui était fait par le ministre de la défense israélienne aux ministres de l'OTAN. Je comprends que le ministre français n'était pas dans la salle. Est-ce qu'il y avait l'ambassadeur ? Donc ça, c'est de votre ressort, je pense, est-ce que l'ambassadeur était là pour le représenter ? Est-ce que vous pouvez nous confirmer que le ministre n'était pas là-bas ? Et quelque chose que je n'ai pas tout à fait compris sur la question des vols, parce que vous parlez des gens qui sont vulnérables qui ont la priorité. On parle bien de vols Paris-Tel Aviv, n'est-ce pas ? Mais dans ce cas, ça a l'air peut-être bête, mais pourquoi ils ont la priorité ? Parce que sur tous les vols qu'Israël organise de Paris à Tel

Aviv, ce ne sont pas eux qui sont prioritaires, mais plutôt les jeunes qui veulent se mobiliser. Donc ça a l'air un peu bizarre, mais pourquoi vous privilégiez ces gens-là, qui ne peuvent pas participer aux combats et à la sécurité d'Israël ? R – S'agissant de l'agenda de la Ministre, nous reviendrons vers vous. Mais vous savez quelle a été la mobilisation des autorités françaises – le Président de la République, la Ministre, évidemment, tout le réseau diplomatique. Le Président de la République a eu le Président Herzog et le Premier ministre Benjamin Netanyahu, et la Ministre son homologue Eli Cohen, dans les premières heures après les terribles attentats terroristes commis contre Israël. Cela a été l'occasion pour elle d'exprimer sa solidarité. Elle a eu par la suite toute une série de contacts, comme le Président de la République. Ces contacts se poursuivent, pour faire suite à ces attentats terroristes et travailler ensemble à exprimer clairement notre condamnation, à marquer notre soutien au droit d'Israël à se défendre dans le cadre du droit international, marquer aussi notre volonté de contribuer à éviter un embrasement régional suite à ces attentats terroristes. C'est le message passé par nos autorités dans le cadre de ces différents contacts qui se poursuivent. La Ministre a eu, comme vous le savez, ses homologues de la région, homologues palestinien, jordanien, émirien, qatarien, saoudien, européens – bien sûr, puisqu'un Conseil Affaires étrangères exceptionnel a pu se tenir – également américain et d'autres encore. Et ces contacts se poursuivent et marquent notre mobilisation totale dans ce cadre. Elle sera par ailleurs, comme je l'indiquais, ce soir à l'accueil de nos ressortissants. S'agissant de la rencontre OTAN, je n'ai pas d'information sur cette réunion, donc je peux revenir vers vous à ce sujet. Je suis certaine que notre ambassade était mobilisée et je pourrai vous faire part de notre représentation en la matière. S'agissant des vols Tel Aviv-Paris, il s'agit en effet d'apporter un soutien à nos ressortissants qui expriment le souhait – et qui n'ont pas pu le faire par des voies commerciales – de rentrer en France. Nous pouvons leur apporter ce soutien par le biais de ces vols commerciaux qui sont mis en place, donc le premier aujourd'hui... – Il y en aura un autre demain et un autre samedi. Nous travaillons à une reprise de la desserte avec Air France. C'est un travail qui est en cours. Vous savez que la Ministre a évoqué les contacts avec la compagnie aérienne pour permettre une reprise de ces vols, dans le contexte où l'aéroport Ben Gourion est ouvert et où un certain nombre de vols commerciaux continuent d'opérer depuis l'aéroport Ben Gourion. Q – L'aéroport n'a jamais fermé. Pardonnez-moi, mais je ne comprends pas le sens. L'aéroport n'a jamais été fermé. R – C'est ce que nous indiquons. C'est pour ça que nous travaillons avec Air France à des modalités pour une reprise de la desserte par la compagnie aérienne. Mais par ailleurs, d'autres vols continuent d'opérer entre Paris et Ben Gourion. Q – J'ai plusieurs questions. La première : est-ce que vous envisagez de demander aux familles de vos diplomates en Israël de revenir en France ? Vu tous les contacts que vous avez eus, quel message est-ce que la France a passé au Hezbollah ? Et quelle est votre estimation du rôle de l'Iran dans tout ça ? Il y a eu des déclarations américaines, mais quelle est la perspective française ? Et juste pour revenir sur le déplacement – ou pas de déplacement – de la Ministre, c'est une question d'agenda, c'est une question... ? Ça va se passer, ou vous pensez que ce n'est pas nécessaire à ce stade ? R – Je viens de vous répondre sur l'agenda de la Ministre, donc je ne vais pas en dire davantage ; je n'ai pas d'annonce à faire. Mais nous pourrions revenir vers vous. S'agissant

des familles de diplomates, nos diplomates sont aujourd'hui à l'oeuvre sur le terrain, ils sont pleinement mobilisés, et travaillent pleinement pour faire en sorte d'assister tout d'abord notre communauté, comme je l'indiquais, puisque nous avons mis en place une cellule de crise, dès après l'annonce et malheureusement l'irruption de ces attentats terroristes en Israël, une cellule de crise qui se tient à la fois simultanément à Jérusalem et à Tel Aviv, dans nos deux consulats généraux, avec la mobilisation de notre ambassade à Tel Aviv. Nous avons par la suite ouvert, dès dimanche, une cellule de crise, ici, à Paris, au centre de crise et de soutien, qui vient accompagner ces efforts de soutien à nos communautés. L'autre travail qui est accompli, c'est le travail diplomatique. Vous avez évoqué tous les contacts qui sont les nôtres. Ce travail est effectué étroitement en contact avec nos ambassades sur le terrain, qui sont toutes mobilisées, notamment dans la région, pour passer les messages que je vous indiquais, et qu'ont martelés nos autorités depuis le 7 octobre, messages de condamnation ferme de ces attentats terroristes odieux contre Israël, messages pour réitérer le droit d'Israël à se défendre dans le cadre du droit international, et messages pour éviter l'embrasement régional qui pourrait résulter de ces premières vagues d'attentats terroristes contre Israël. Sur l'Iran, le Président de la République a déjà eu l'occasion de s'exprimer à cet égard. Le Quint s'est également exprimé sur le fait qu'aucun acteur hostile à Israël ne doit chercher à tirer avantage de ces attaques. C'est le message très clair qui a été passé au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement du Quint, lundi. C'est le message qui reste le nôtre et que nous transmettons. S'agissant d'une implication de l'Iran, il n'y a pas à ce stade, comme l'indiquait le président de la République, de trace formelle d'implication directe. Le Président de la République a néanmoins jugé vraisemblable qu'il y ait eu soutien au Hamas avec qui l'Iran entretient des liens bien connus. En tout état de cause, les propos tenus par l'Iran sont inacceptables et ne correspondent pas à nos valeurs. Le Président de la République l'a encore rappelé à Hambourg. Q – Est-ce que vous avez fait passer des messages à Hezbollah en passant par Mikati par exemple ou par le ministère des Affaires étrangères ? R– Comme je l'indiquais, la diplomatie française est active pour que la situation ne s'aggrave pas par un embrasement régional, et comme le précisait la Ministre, cela inclut le fait que la situation ne s'aggrave pas à la frontière avec le Liban, comme à la frontière avec la Syrie. Le Président de la République et la Ministre ont multiplié les contacts depuis samedi, à cet égard. Et comme le rappelait notre ambassadeur, hier, à Tel Aviv, le Hezbollah sait très bien quels sont les messages que nous lui passons sur les risques, nous continuons à le lui répéter, et comme je l'indiquais à l'instant, le message est clair, c'est celui passé par le Quint., Nous insistons sur le fait qu'aucun acteur hostile à Israël ne doive chercher à tirer avantage de ces attaques. Q – J'ai plusieurs questions, j'en ai déjà trois sur Israël : Joe Biden demandait hier à Israël de respecter le droit de la guerre, est-ce que la France s'associe à cette demande ? La France va-t-elle aider Israël sur le plan militaire et civil, de quelle sorte ? Et la troisième question : est-ce qu'il y a des négociations au sujet des présumés otages ? On comprend bien que certains ressortissants français sont sans doute détenus. J'ai deux autres questions, une sur l'Afrique, concernant les demandes de visa, ces derniers jours des visas ont été accordés à des étudiants burkinabés, est-ce que cela présage d'une évolution sur cette question des visas au Burkina Faso et plus généralement au Sahel ?

Et pour compléter la question de ma collègue, Ariane Lavrilleux, Mediapart et quinze autres médias ont révélé qu'un groupe français avait vendu un logiciel de piratage à des gouvernements autoritaires, mais visiblement aussi du matériel de surveillance a également été vendu au maréchal Haftar, en violation de l'embargo sur les armes, comment est-ce que vous réagissez à toutes ces révélations et notamment à cette dernière révélation ? R – Concernant votre rappel des propos du président Biden, il ne m'appartient pas de les commenter, mais je voudrais vous rappeler ce qu'ont dit très clairement la Première ministre et la Ministre dans leurs expressions récentes, y compris devant la représentation nationale. La première Ministre, comme la Ministre, ont insisté sur le droit d'Israël à se défendre, à se défendre contre une offensive terroriste majeure, sans précédent, sur son sol. Ces opérations pour se défendre doivent bien entendu respecter le droit international et protéger les populations civiles, c'est ce qu'ont indiqué clairement la Première ministre et la ministre de l'Europe et des affaires étrangères. S'agissant des otages, ces prises d'otages sont absolument odieuses. Nous avons eu, là aussi, l'occasion de nous exprimer par la voix de nos autorités au plus haut niveau. Elles doivent immédiatement cesser. La France appelle à une libération immédiate et sans condition de tous les otages. Bien sûr, nous avons une pensée toute particulière pour les disparus français puisque, comme l'indiquaient nos autorités, il est probable que nous ayons des otages parmi ceux retenus par le Hamas, et notamment, des enfants. Dans ce cadre, il ne me revient pas de commenter les discussions à cet égard, je vous renverrais juste aux propos tenus par le Président de la République en la matière. Nous avons une coordination très étroite avec les autorités israéliennes. Nous serons amenés, en lien avec les autorités israéliennes et l'ensemble des pays qui sont dans notre situation, à consolider une position commune. C'était la déclaration faite par le Président de la République à Hambourg, il y a quelques jours. S'agissant de votre question sur les visas, vous avez entendu le Président de la République à ce sujet : les artistes, les chercheurs, étudiants, les intellectuels, tous ceux qui cherchent à exprimer une position libre, sont évidemment les bienvenus en France. Nous avons dû suspendre, pour des raisons sécuritaires, notre délivrance de visas dans certains nombre de pays du fait des menaces qui pèsent sur nos emprises diplomatiques. Vous savez que dans un certain nombre de ces pays, nos emprises diplomatiques ont été prises pour cibles. C'est le cas du Burkina Faso, puisque notre Institut français à Ouagadougou avait été attaqué – et donc dans ce cadre-là, nous faisons notre maximum pour permettre aux étudiants de venir en France, malgré ces conditions sécuritaires très dégradées. Sur la dernière question, ayant répondu à la première question, je n'ai pas d'élément supplémentaire sur le point que vous mentionnez. Q – Selon les données de l'ONU, lors des attaques aériennes israéliennes, plus de 338.000 personnes ont été déplacées en 24h, le premier ministre israélien Netanyahu a dit aux Gazaouis de quitter ce lieu. Que vont faire les personnes qui souhaitent partir de cette zone assiégée, qui abrite la population la plus dense du monde ? Avez-vous entrepris des efforts pour ouvrir un corridor humanitaire ? R – La Ministre a eu l'occasion de s'exprimer très clairement hier sur France Info, donc je vous renvoie aux propos qu'elle a tenus, nous suivons évidemment cette situation avec la plus grande attention. Elle a pu rappeler à cet égard que dans la conduite des opérations israéliennes, le droit international doit être pleinement respecté,

comme tout Etat doit le faire lorsqu'il mène une opération militaire. Cela implique, en effet, que les accès humanitaires puissent être assurés en conformité avec le droit international, permettant notamment d'assurer les besoins élémentaires des populations, l'accès à l'eau et l'accès à la nourriture. Je vous renvoie là aussi aux propos de la Ministre qui a rappelé cette position hier. Q – J'ai une question sur le Sahel : il y a des informations de presse qui circulent sur le fait que le Quai d'Orsay aurait suspendu des projets de l'agence Canal France International, donc des projets médias, au Burkina, au Mali et au Niger ; je voulais savoir si vous pouviez confirmer cette information. Et je voulais savoir si la position restait inchangée de la France concernant le soutien au Président Bazoum, qui est toujours retenu au Niger. R – Je vais commencer par le dernier point de votre question : oui, notre position diplomatique reste inchangée, le Président Bazoum est le seul dirigeant démocratiquement élu du Niger que reconnaît la communauté internationale. Nous continuons de soutenir les efforts de la CEDEAO pour parvenir à une restauration de l'ordre constitutionnel et à la libération du Président Bazoum, dont je rappelle qu'il est toujours pris en otage par les putschistes au Niger, ainsi que sa famille, dans des conditions qui sont absolument indignes et inacceptables. C'est le message qu'ont passé, non seulement, nos autorités mais aussi nos partenaires internationaux. S'agissant de l'activité de Canal France international, je n'ai pas davantage de précision sur l'activité précise de cet opérateur dans la région. Quoi qu'il en soit, vous savez quelle a été notre annonce s'agissant de notre aide au Sahel. Nous souhaitons poursuivre notre aide aux populations de ces trois pays, notamment par le biais de notre aide humanitaire qui est maintenue, sauf au Mali, où, vous le savez, les autorités maliennes ont refusé que des Etats étrangers – y compris le nôtre – puissent participer à aider des populations sur le terrain. Nous ne pouvons donc pas continuer à porter cette aide humanitaire. S'agissant de CFI, nous pourrions revenir vers vous pour savoir dans quelle mesure ces activités ont été ou non suspendues. En tout état de cause, comme je l'indiquais dans ma réponse à la question précédente, notre souhait est de pouvoir continuer à accueillir, comme je l'indiquais, les étudiants, les artistes, les intellectuels et évidemment les journalistes qui luttent aujourd'hui pour l'accès à une information fiable et pour la liberté de presse dans cette région. Q – Sur la question des otages, on comprend, à partir des déclarations de la Ministre, que vous excluez complètement tout contact avec le Hamas. Cela veut dire que vous excluez aussi tout contact par intermédiaire, par exemple par le Qatar ou par l'Egypte ? R – S'agissant des otages, vous le savez très bien, nous ne précisons jamais la manière dont nous travaillons sur ces questions. C'est une question de principe et de sécurité pour les personnes intéressées. Je vous renvoie à ce qu'a dit la Ministre, hier, au sujet de l'absence de contact avec le Hamas, et aux propos tenus par le Président de la République qui soulignait les contacts étroits que nous avons avec les autorités israéliennes en la matière et la pleine confiance que nous leur accordions pour avancer avec elles sur ce sujet très sensible. Q – Je voulais poser la question sur les otages, mais bon, mon confrère l'a posé avant moi. Je veux revenir sur les corridors humanitaires dont on parle. Est-ce que la France, elle est prête... sur des envois humanitaires vers Gaza ? Vous êtes en négociation avec l'Egypte pour ouvrir ces corridors humanitaires, sachant qu'ils vont ouvrir l'aéroport El-Arich pour une facilité de transferts. D'autre part, on voit un certain renfort américain, militaire, dans la

Méditerranée. On a [le USS] Gerald Ford, il y a [le USS] Eisenhower qui arrivent. Est-ce que la France a été consultée, si elle peut aider, s'il y aura un certain mouvement militaire qui s'oppose à l'axe qui est dans la Méditerranée ? Ou bien est-ce que Paris va agir là-dessus ? R – Notre action, aujourd'hui, passe notamment par tous ces contacts diplomatiques que je vous indiquais, à la fois pour passer les messages, dont celui, comme vous le souligniez, de l'accès humanitaire. La France appelle au respect du droit international, et ce respect du droit international inclut l'accès humanitaire, notamment le fait de pouvoir fournir et répondre aux besoins élémentaires des populations, notamment s'agissant de l'eau, de l'alimentation, de l'électricité et de la santé. À ce stade, je n'ai pas d'éléments sur une aide humanitaire supplémentaire qui pourrait être apportée par la France. Vous savez quelle est notre aide aux Palestiniens et à la population palestinienne. Nous avons eu l'occasion de le redire : donc l'aide française s'élève à 95 millions d'euros par an, et elle a pour objet de soutenir la possibilité d'un Etat palestinien viable, et principalement d'apporter des aides en matière de subsistance à la population palestinienne, à travers une aide humanitaire qui vise, précisément, à soutenir les réfugiés, à apporter une aide alimentaire et une assistance aux familles vulnérables en matière d'eau potable et de santé. Nous sommes en train d'examiner tous ces aspects. Sur la poursuite de cette aide, le Président de la République a été très clair sur le fait que nous ne suspendrons pas cette aide. Il revient maintenant de l'examiner, comme nous l'avons indiqué, notamment dans un cadre européen. Q – Juste une petite précision sur les chiffres que vous avez donnés, tout à l'heure, des 17 personnes qui sont " missing "... R – Non localisées, donc ce sont des cas que nous considérons comme très inquiétants. Q – Oui. Ma question est... R – 17 personnes, en effet. Q – Oui, non, ça, j'ai compris que c'est 17. Mais le ministère de la Défense israélien a déjà informé les familles de 97 personnes que leurs proches sont en captivité. Donc quand vous dites qu'il y en a 17, ça veut dire que c'est 17, dont vous ne savez pas du tout s'ils sont à Gaza ou pas, on est d'accord ? R – Non localisées en effet. Ce sont 17 personnes, dont nous cherchons aujourd'hui, en lien avec les autorités israéliennes, à clarifier la situation et que nous recherchons. Nous estimons qu'il est probable que, parmi ces 17, il y ait des otages du Hamas. Q – J'aimerais revenir sur les vols que vous organisez entre Tel-Aviv et Paris. Est-ce que ce sont tous des vols Air France ? Est-ce que ce sont des vols Air France, tous ? Et vous avez parlé de priorité, donc ça veut dire qu'il y a une forte possibilité qu'il n'y aura pas assez de places pour tout le monde qui souhaite rentrer en France ? Et puis ma troisième question, est-ce que c'est réservé pour les gens avec la nationalité française ? Vous envisagez, éventuellement, d'accueillir des non-Français dans ces vols ? R – Nous nous efforçons, depuis le 7 octobre, de répondre à toutes les questions et toutes les préoccupations de nos ressortissants qui se trouvent en Israël ou dans les territoires palestiniens. La Ministre a évoqué un nombre de 150.000 Français, environ, présents dans cet espace-là, puisque nous avons à la fois 65.000 enregistrés auprès du consulat général à Tel Aviv et 25.000 enregistrés auprès du consulat général à Jérusalem, mais il faut également inclure un très grand nombre de Français de passage qui étaient en visite en Israël ou dans les territoires palestiniens. Nous souhaitons, à travers ces vols spéciaux, apporter à ceux qui n'auraient pas pu prendre un vol commercial la possibilité, quand ils sont dans cette situation de vulnérabilité, de pouvoir rentrer en France. Et

donc, à cet égard, nous travaillons avec la compagnie Air France, à la fois à ces vols spéciaux et à la possibilité d'une reprise de sa desserte vers l'aéroport Ben Gourion. Nous travaillons également avec d'autres compagnies pour faire en sorte de mettre des vols spéciaux à disposition, qui puissent répondre à la demande de nos ressortissants. Les critères qui ont été choisis pour ces vols sont des critères de vulnérabilité, critères de vulnérabilité qui incluent les femmes enceintes, les enfants, les personnes en situation de handicap ou présentant des situations médicales qui nécessitent une urgence à rentrer en France. C'est ce besoin prioritaire qu'il s'agit aujourd'hui de couvrir ; besoin prioritaire de nos ressortissants, mais nous sommes en contact avec un grand nombre de partenaires internationaux, notamment européens, au sujet de ces retours et de l'organisation de ces vols spéciaux. Q – J'ai une question au sujet des Français qui pourraient être à Gaza. Est-ce qu'on sait s'ils sont tous sortis ? Est-ce qu'il y a eu des destructions d'emprises françaises – écoles, Instituts français ou autre ? Et est-ce qu'il y aura, ou pourrait y avoir, un traitement spécial pour les employés de ces institutions françaises qui seraient sous contrat local, y compris dans l'enseignement ? Et dernier petit point, est-ce que nous savons, même si ce n'est pas tout à fait la France, si l'église Saint-Porphyre a été touchée par les bombardements, une des plus vieilles églises du Moyen-Orient ? R – Je n'ai pas d'éléments sur ce dernier point. Je vous invite à trouver d'autres sources. S'agissant des Français à Gaza, comme l'indiquait la Ministre, il y a en effet quelques dizaines de Français présents à Gaza, notamment des personnels humanitaires ou des personnels qui ont des liens familiaux à Gaza. Tous ne souhaitent pas sortir de la bande de Gaza. Nous sommes en contact étroit avec chacun d'entre eux pour nous assurer de leur situation. C'est le travail que conduit au quotidien notre consulat général à Jérusalem, qui est extrêmement mobilisé sur ce plan, et qui l'est aussi pour les employés des institutions françaises. Vous mentionnez les institutions françaises, je le rappelle à tous : la France est le seul pays européen à disposer d'un Institut français à Gaza ; c'est dans ce cadre que nous sommes en lien avec tous les personnels français et locaux de cet Institut. Q – J'ai une question à propos de la visite du président mongol. Donc on s'attend à des avancements dans la coopération minière, sur l'uranium en particulier, notamment parce que la France veut diversifier et sécuriser ses approvisionnements. C'est bien, mais cela me semble un peu contradictoire, étant donné que la Mongolie est enclavée entre la Chine et la Russie ; donc la Russie, ça va être impossible pour exporter, mais sur le moyen et long terme, comment la France appréhende ce risque, en termes très logistiques, des futures exportations espérées de la Mongolie, sachant que c'est notamment pour se distancier de la Chine que la France fait de telles coopérations ? R – Ce renforcement de nos relations avec la Mongolie s'inscrit dans deux cadres : dans la stratégie indopacifique, qui fait de la France un partenaire essentiel dans cette région ; mais aussi de l'Europe, puisque nous avons contribué à faire en sorte que l'Union européenne se dote d'une stratégie indopacifique. Elle s'inscrit également dans notre volonté, comme vous l'indiquez, de renforcer la souveraineté européenne, notamment s'agissant de l'importation de minerais rares et nécessaires au développement de nos industries et de notre indépendance stratégique. C'est dans ce cadre que se tiennent notamment les questions des relations avec la Mongolie. Ces relations sont en développement, à la suite de tous les contacts que j'ai évoqués, avec la



signature d'un plan d'action, ce matin, par la Ministre, dont nous pourrions vous donner davantage de détails. Tous ces éléments de sécurisation sont inclus dans cette réflexion. Cette discussion porte en effet à la fois sur les minerais et sur un certain nombre d'autres aspects, notamment énergétiques. Q – Est-ce que la France considère que c'est le moment pour essayer de relancer le processus politique entre les Israéliens et les Palestiniens, ou il faut attendre un temps, avec des initiatives qui sont particulières... ? R – Vous avez entendu la Ministre évoquer en effet la nécessité de rouvrir une perspective politique dès que le moment le permettra, et le rappel qu'elle a fait très clairement, en soulignant que la solution à deux Etats était la seule solution pour rétablir une paix juste et durable, et faire en sorte qu'Israéliens et Palestiniens puissent vivre en sécurité et en paix, côte à côte. Cela fait partie des discussions que nous avons avec tous nos partenaires./.

149 / 942 – Point de presse du 05/10/2023

Référence EPJ01407702

Texte Q – Bonjour. Il y a eu une déclaration récente, concernant le Parlement européen, qui dénonce une épuration ethnique au Haut-Karabakh et qui s'est prononcée en faveur de sanctions. Je voudrais savoir si la France va prendre à son compte ce vocable – l'épuration ethnique – et si, par ailleurs, la France est favorable à de telles sanctions contre l'Azerbaïdjan ? R – Comme vous le savez, la Ministre a eu l'occasion de s'exprimer à ce sujet ; elle était tout récemment encore en Arménie. Sa visite en Arménie visait tout d'abord à répondre à cette situation au Haut-Karabakh, où elle a souligné la gravité des crimes commis, et souligné à quel point on ne pouvait parler, en la matière, de départs volontaires, mais qu'il s'agissait bien de départs forcés, départs forcés qui avaient conduit à un exode massif et complet de la population du Haut-Karabakh, sous la menace à la fois d'un blocus qui a duré plus de neuf mois, blocus qui a frappé la population de manière très drastique et ensuite d'une offensive illégale de la part de l'Azerbaïdjan. Nous avons condamné ce recours à la force et c'est une position qui est tenue par l'Union européenne. La visite de la Ministre permettait de marquer notre soutien, dans ce contexte, à l'Arménie, notre appel aussi à respecter les droits des populations arméniennes du Haut-Karabakh. Vous savez que la Ministre avait demandé à cet égard une réunion d'urgence au Conseil de sécurité, à l'occasion de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies. Et nous avons, dans ce contexte, marqué notre souhait que la communauté internationale se saisisse de cette question, à la fois par un soutien à l'intégrité territoriale de l'Arménie, puisque nous sommes extrêmement vigilants sur ce sujet et à toute atteinte qui pourrait être faite à cette intégrité territoriale – la Ministre s'est exprimée à cet égard très clairement –, mais aussi à la possibilité, pour les populations arméniennes du Haut-Karabakh, de pouvoir retourner, comme le droit le leur reconnaît, dans leur territoire, où elles résidaient précédemment. Q – Est-ce que vous êtes favorable – oui ou non – à des sanctions envers l'Azerbaïdjan ? Parce que vous n'avez pas répondu sur ce point ? R – Sur ce point, la Ministre a eu l'occasion hier d'indiquer que toute atteinte à l'intégrité territoriale de l'Arménie appellerait une réponse robuste. À cet égard, il y a des discussions en cours avec nos partenaires, notamment européens, sur les paramètres qui pourraient être retenus en la matière. Q – Et sur le qualificatif d'épuration ethnique ? R – La Ministre a souligné que nous

marquions la gravité des crimes commis. Je vous rappelle qu'elle a aussi mentionné la Cour pénale internationale, puisque vous savez que l'Arménie a ratifié mardi l'adhésion au Statut de Rome et à la Cour pénale internationale. Elle a salué ce mouvement, que nous soutenons sur le principe qui, dans le contexte et la situation au Haut-Karabakh, a une signification particulière. Q – Le forum "la Ceinture et la Route" se tiendra ce mois-ci en Chine, et la France va y participer, comme c'est prévu dans la déclaration conjointe entre les deux pays publiée en avril. Est-ce que vous avez des informations à nous donner ? Par exemple, qui va représenter la France pour participer à cette rencontre ? R – Nous avons en effet confirmé qu'il y aurait une participation française à cet événement mais, à ce stade, je n'ai pas confirmation de la personnalité et du niveau de représentation qui sera apporté à cette réunion. Q – La Ministre des affaires étrangères a publié sur son compte X, je cite : "de retour en Arménie", avec la photo du mont Ararat. Est-ce que la Ministre pense que le mont Ararat appartient à l'Arménie ? A-t-elle connaissance que le mont Ararat est situé en Turquie ? Pourrait-elle avoir été mal informée sur le sujet ? Si elle a fait cela en toute connaissance de cause, en tant que haute diplomate, pourrait-elle ne pas être consciente que cela dérangerait beaucoup de personnes en Turquie ? Merci beaucoup. R – La Ministre a en effet tweeté à son arrivée en Arménie, depuis l'avion. On sait que le mont Ararat est emblématique du paysage vu d'Erevan. La Ministre a tout simplement souhaité célébrer son retour en Arménie, puisqu'elle avait eu l'occasion de poster cette photo à l'occasion d'un précédent voyage qu'elle avait effectué. Il est bien évident qu'il n'y a aucune ambiguïté en la matière, et qu'il n'y a pas de reconnaissance d'aucune sorte, puisque l'Arménie n'a aucune prétention territoriale en la matière. Et aucune ambiguïté de la France en la matière. Q – Ma question, toujours sur le dossier arménien : l'Iran a proposé d'envoyer des observateurs sur les frontières azéries-arméniennes. Qu'est-ce que vous pensez de cette proposition ? R – Je n'ai pas de commentaire particulier à faire sur cette proposition. Aujourd'hui, notre souhait, c'est qu'il y ait au Haut-Karabakh une présence permanente des organisations onusiennes. Vous savez que la CIJ avait appelé à l'ouverture permanente du corridor de Latchine. Il nous semble important, aujourd'hui, que la présence onusienne soit à cet égard établie et qu'elle puisse être garantie pour permettre, comme on l'a indiqué, le retour des populations arméniennes du Haut-Karabakh. S'agissant des frontières de l'Arménie, notre point, aujourd'hui, c'est d'appeler au respect de l'intégrité territoriale de l'Arménie ; de ne pas appeler à l'intervention d'un Etat extérieur, mais au contraire de rappeler que l'intégrité territoriale de l'Arménie doit être respectée par la totalité de ses voisins. Q – J'ai une autre question sur la Géorgie, qui a exprimé, il y a une demi-heure, sa préoccupation en raison de l'installation d'une base russe dans une de ses régions séparatistes, en l'occurrence en Abkhazie. Elle considère que c'est une violation de sa souveraineté. Je voulais savoir si la France avait une réaction à cette préoccupation ? R – Je n'ai pas de réaction spécifique sur ce point, mais vous connaissez notre attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Géorgie dans ses frontières internationalement reconnues et ce, 15 ans après une agression russe contre ce pays. Nous appelons la Russie à mettre pleinement en oeuvre les engagements qu'elle a souscrits, dès 2008, et réaffirmons notre soutien à la plateforme des discussions internationales de Genève, qui seule permettra aux parties d'oeuvrer en faveur d'une solution commune. Toute remise en cause de

ces engagements serait évidemment condamnable, de notre point de vue. Q – Le mois dernier, au G7, la France a signé un mémorandum pour un nouveau corridor commercial entre l'Inde, le Moyen-Orient et la France. Je ne sais pas si c'est à vous de demander, mais je voulais savoir si on allait bientôt avoir plus de détails venant de la France, parce qu'on a surtout des infos venant de l'Inde, officielles, et il me semble que le document demande aux pays, sous deux mois, de donner des infos. Donc peut-être... Quels types d'infrastructures ? Quand est-ce qu'on va avoir des infos sur ce nouveau corridor commercial, et quels endroits en France pourraient être concernés par ce projet d'infrastructures ? R – Je propose que nous revenions vers vous. À ce stade, je n'ai pas d'éléments supplémentaires sur la mise en oeuvre de cet accord. Vous mentionnez ce délai de deux mois ; on devrait être en mesure de pouvoir vous donner davantage de détails sur sa mise en oeuvre./.

150 / 942 – Point de presse du 04/10/2023

Référence EPJ01407301

Texte La France dénonce avec la plus grande vigueur la condamnation par contumace de la journaliste russe Marina Ovsianikova à 8 ans et demi de prison. Mme Ovsianikova avait courageusement dénoncé la guerre d'agression contre l'Ukraine lors d'un journal télévisé en Russie en mars 2022. La France est très préoccupée par l'intensification de la campagne de répression menée par les autorités russes à l'encontre des voix critiques du pouvoir et de sa guerre d'agression contre l'Ukraine. Comme l'a indiqué la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, la propagande russe constitue une arme à part entière dans la guerre d'agression russe en Ukraine. Nous appelons les autorités russes à respecter le droit international relatif aux droits de l'Homme ainsi que la liberté d'informer, à libérer tous les prisonniers politiques et à abandonner les poursuites judiciaires engagées contre eux./.

151 / 942 – Point de presse du 28/09/2023

Référence EPJ01406202

Texte Q – Aujourd'hui le président de Haut Karabakh Samvel Shahramanyan a déclaré que la république cesse d'exister, citant la situation politico-militaire très tendue. La population est invitée à étudier les conditions de réintégration dirigée par Bakou. Quelle est la réaction de la France sur ce sujet ? R – Nous tenons l'Azerbaïdjan pleinement responsable du sort des populations arméniennes du Haut-Karabakh, dont la sécurité et les droits doivent être respectés. Comme l'a rappelé la ministre de l'Europe et des affaires étrangères lors de son discours à l'Assemblée générale des Nations unies jeudi dernier, un diktat imposé par la force à une population civile désarmée ne saurait tenir lieu de solution politique. Nous sommes à cet égard extrêmement préoccupés par le départ massif de ces populations, forcées de fuir par dizaines de milliers leur terre et leur foyer après l'offensive militaire déclenchée par l'Azerbaïdjan et neuf mois de blocus illégal, sous le regard complice de la Russie. L'Azerbaïdjan doit rétablir un accès humanitaire international sans entrave, notamment depuis l'Arménie, aux agences des Nations unies et assurer sans délai un accès complet et sans entrave de l'assistance humanitaire au bénéfice des populations affectées. La France est résolument engagée aux côtés de

l'Arménie et du peuple arménien, et en soutien aux réfugiés du Haut-Karabakh. Comme annoncé hier par la Ministre, la France apportera une aide financière supplémentaire de 7 millions d'euros destinée aux ONG, aux agences des Nations unies et au mouvement de la Croix-Rouge en Arménie pour l'accueil et la prise en charge sociale, médicale et financière de ces populations. Cette aide financière s'ajoute aux 5,5 millions d'euros déjà alloués par la France depuis le début de l'année 2023, portant à 12,5 millions d'euros le soutien apporté aux réfugiés et déplacés en Arménie et au Haut-Karabakh depuis le début de l'année./.

152 / 942 – Point de presse du 26/09/2023

Référence EPJ01405603

Texte Q – J'ai une question concernant le Niger, et plus précisément l'ambassadeur. Dimanche soir, il était question qu'il rentre très prochainement, en tout cas dans les toutes prochaines heures, en France. Est-il toujours à Niamey ? Qu'est-ce qui bloque son retour ? Et est-ce que le soutien de la France concernant le président Bazoum est toujours le même ? Est-ce qu'il y a des discussions sur comment sortir éventuellement le président Bazoum, qui est toujours retenu par les militaires au Niger ? R – Comme vous le savez, je vous renvoie aux propos du Président de la République tenus dimanche soir. L'annonce qui a été faite par le Président de la République intervenait après un appel que le Président de la République avait passé au président Bazoum, qui est le seul président démocratiquement élu du Niger et le seul dirigeant à cet égard reconnu par la communauté internationale. Nous poursuivons nos efforts, en soutien à la CEDEAO, pour obtenir le rétablissement de l'ordre constitutionnel au Niger et la libération du président Bazoum. Cela reste une priorité, et nos contacts se poursuivent à cet égard. S'agissant de l'ambassadeur, je vous renvoie aux déclarations qu'a faites le Président de la République. Nous n'avons évidemment pas de commentaire à faire sur les modalités de ce retour à Paris. Q – Est-ce que l'ambassadeur est toujours sur place ? R – Pas plus de commentaire à faire sur la question. Q – Pardon, je voudrais juste continuer sur ce sujet. Quelles sont les conditions à l'ambassade de France à Niamey ? Est-ce qu'il y a l'alimentation, l'eau, l'électricité ? Et combien de personnels diplomatiques sont à l'ambassade ? R – Nous ne donnons pas le chiffre du personnel diplomatique de l'ambassade. Le Président de la République l'a indiqué dans son intervention, le rappel concernera l'ambassadeur et d'autres personnels diplomatiques de notre ambassade au Niger. S'agissant des conditions, le Président de la République lui-même a signalé à quel point ces conditions étaient dégradées et qu'il ne s'agissait pas, pour nous, d'être pris en otage des putschistes. Nous examinerons, après le retour de l'ambassadeur, les modalités exactes du fonctionnement de notre ambassade sur place. Q – Sur le redéploiement des troupes françaises, est-ce qu'elles vont rentrer en France, ou bien pourraient-elles être déployées ailleurs, notamment au Tchad ? R – Je ne suis pas compétente pour répondre sur les questions touchant aux troupes françaises. Je vous renverrais aux propos du Président de la République, qui a indiqué cette décision, qui a été prise après cet appel avec le président Bazoum, de retrait de nos forces au Niger ; un retrait qui s'effectuera dans le bon ordre, comme il l'a indiqué, et dans un délai qui interviendra, comme il l'a indiqué, avant la fin de l'année 2023. S'agissant des modalités opérationnelles,

je vous renvoie évidemment vers le ministère des Armées. Q – Une question sur le Niger : est-ce que c'était à la demande du président Bazoum que la France a pris la décision du retrait de ses troupes au Niger ? Parce que le Président de la République avait indiqué au G20 qu'un éventuel redéploiement militaire français au Niger ne se ferait qu'avec la demande du président Bazoum. R – Je vous renvoie à ce que je viens de vous indiquer : cette décision de la Présidence de la République, comme indiqué par le président Macron, est effectivement intervenue après un appel entre les deux présidents. Q – La France a déclaré à plusieurs reprises qu'elle ne se retirerait pas diplomatiquement ou militairement du Niger avant d'inverser cette décision. Selon le Quai d'Orsay, laquelle de ces décisions a été la plus sage ou prévoyante ? R – Je ne comprends pas cette question. Je crois que je viens de répondre sur la question du retrait de nos troupes comme du rappel de notre ambassadeur, qui a été expliqué très clairement par le Président de la République dans son intervention dimanche soir, et qui fait suite à ses échanges qu'il a pu avoir avec le président Bazoum comme avec d'autres partenaires. Q – Donc c'est une décision de l'Elysée ? R – Je crois que je viens très clairement de répondre à votre question, merci. Q – J'ai une question concernant la crise dans le Haut-Karabakh. L'Arménie s'apprête à accueillir l'exode de probablement plusieurs dizaines de milliers de réfugiés, est-ce que la France a prévu de l'aider ? R – Merci pour votre question qui porte sur cette situation extrêmement préoccupante du Haut-Karabakh. Vous avez entendu le Président de la République utiliser des mots très forts. Il a souligné combien les droits des populations arméniennes du Haut-Karabakh étaient aujourd'hui bafoués suite, vous le savez, à un blocage de l'accès humanitaire qui a duré, en violation du droit international, pendant plus de neuf mois, et suite à une offensive illégale menée par l'Azerbaïdjan, le 19 septembre, qui a d'ailleurs fait des victimes civiles. Aujourd'hui nous constatons avec beaucoup de préoccupation un départ massif des populations arméniennes du Haut-Karabakh qui s'effectue d'ailleurs sous l'oeil complice de la Russie. Nous tenons, à cet égard, pleinement responsable l'Azerbaïdjan du sort de ces populations arméniennes du Haut-Karabakh. Vous savez que la France a appelé à la tenue d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, la semaine dernière, à laquelle la Ministre, Mme Colonna, assistait, et lors de laquelle elle a insisté sur la nécessité de respecter le droit des populations arméniennes du Haut-Karabakh et le rétablissement immédiat et sans entrave de l'accès humanitaire, notamment par le biais du corridor de Latchine comme le prévoit la CIJ. À cet égard, la France apporte son soutien à l'Arménie. Vous savez que nous l'avons déjà fait, nous avons déjà annoncé une aide humanitaire additionnelle apportée à l'Arménie qui se monte aujourd'hui à 3 millions d'euros. La Ministre a exprimé, hier soir, notre souhait de pouvoir accompagner l'Arménie aujourd'hui avec une aide supplémentaire. La France se tient prête à aider l'Arménie et à lui envoyer une aide médicale et des équipements d'urgence et nous étudions comment pouvoir accompagner plus encore l'Arménie face à cette situation de départs massifs de la population arménienne du Haut-Karabakh. Q – Deux questions s'il vous plaît, d'abord une question sur le Niger et une question générale. Après le retrait des forces, lorsque cela sera fait, est-ce que la France a l'intention de revoir sa politique de déploiement des soldats en Afrique, en général ? Et la deuxième question, sur le Maroc : après le refus des Marocains d'avoir l'aide humanitaire de la France

et après l'aide d'urgence, il y aura la phase de reconstruction, est-ce que vous êtes en contact avec les autorités marocaines ? Est-ce que vous avez proposé quelque chose, à part ces 5 millions que vous avez dit donner aux ONG, si je ne me trompe pas ? R – Merci beaucoup pour ces deux questions. Sur la première, là encore le Président de la République s'est exprimé sur la poursuite notamment de notre action en matière de contre-terrorisme en Afrique. Il a indiqué que nous étions prêts, et nous continuerons d'être engagés partout où les Etats africains nous demandent de la coopération, avec un agenda clair, et que nous le ferions et que nous le faisons qu'à la demande des pouvoirs démocratiquement élus et des autorités régionales. S'agissant du Maroc, je vous renvoie aux propos que nous avons déjà tenus, il y a évidemment une très forte émotion, une très forte solidarité qui se sont manifestées en France, de toutes parts, face à la catastrophe qui a touché le Maroc. Les contacts entre nos autorités ont été constants ; vous savez que le Président avait eu l'occasion de s'entretenir longuement avec le Roi ; il a eu l'occasion d'échanger avec lui par courrier, notamment. La Ministre a longuement échangé également avec son homologue. À cet égard, nous avons apporté par le biais d'un fonds de soutien aux ONG de 5 millions d'euros, une aide qui permet de répondre à la situation d'urgence, à laquelle fait face aujourd'hui le Maroc. Nous avons, par ailleurs, manifesté notre disposition à pouvoir aider sur le moyen terme et le plus long terme le Maroc face aux défis auxquels ce pays fera face, en termes de reconstruction, après le séisme. Nous sommes toujours disposés à le faire et notre solidarité avec le Maroc est entière. Q – J'ai également une question sur le Haut-Karabakh. Il y a une réunion qui était en cours ce matin à Bruxelles sur le sujet : est-ce qu'on peut en savoir un peu plus ? Il s'agit d'une réunion a priori qui prépare une rencontre à Grenade début octobre, mais est-ce qu'on peut savoir ce qu'il s'y dit ? Et est-ce que l'Union européenne envisage des sanctions contre Bakou, sachant que la France a laissé entendre qu'il y avait un risque que le conflit atteigne l'Arménie ? Donc est-il question de sanctions, éventuellement, pour faire pression sur Bakou ? R – Outre la question du respect des droits et des garanties qui doivent être apportées à la population arménienne du Haut-Karabakh, nous avons en effet exprimé également notre grande vigilance. S'agissant de l'intégrité territoriale de l'Arménie, le Président de la République et la Ministre se sont exprimés à cet égard. S'agissant de la position européenne, elle est claire, elle a été exprimée par des condamnations de l'offensive du 19 septembre, par le rappel de notre attachement au respect des droits de ces populations, comme de l'accès humanitaire sans entrave par le corridor de Latchine. Elle a été exprimée notamment par la voix de Josep Borrell au Conseil de sécurité, la semaine dernière. Les consultations se poursuivent avec nos partenaires européens et il est évident qu'à Grenade, nous aurons l'occasion de poursuivre ces discussions sur le Caucase, qui sont évidemment au coeur de nos préoccupations. Cela a d'ailleurs été l'objet des discussions que la Ministre a pu avoir, hier, avec son homologue italien. Je n'ai pas plus de détails sur la réunion en cours à Bruxelles et pas de confirmation à vous apporter sur une possible réunion qui pourrait faire suite à Grenade. Q – Alors que la France se retire du Niger, l'ambassade des Etats-Unis et les soldats américains restent au Niger. Je voulais savoir : pensez-vous que les intérêts de la France vont continuer à être représentés par les Etats-Unis ? Et est-ce que le fait que les Etats-Unis puissent continuer à rester au Niger

serait-il dû à leur approche plus pragmatique ? R – Comme je l'ai indiqué tout à l'heure, les modalités de fonctionnement de notre ambassade, et donc de notre représentation diplomatique au Niger, seront examinées à la suite du retour de notre ambassadeur. S'agissant des Etats-Unis, la Ministre a eu l'occasion, à l'Assemblée générale des Nations unies, de s'entretenir avec le Secrétaire d'Etat Antony Blinken, comme avec d'autres partenaires, notamment de la CEDEAO. Tous ont réitéré leur soutien à la CEDEAO dans la nécessité de rétablir l'ordre constitutionnel au Niger, de même que, évidemment, l'appel pressant – qui est celui de nous tous – à la libération du président Bazoum. Je crois qu'il n'y a pas, là-dessus, de différence entre nous, et que nous continuons à soutenir la CEDEAO à cet égard, tout en constatant l'inflexibilité des putschistes dans la réponse qu'ils peuvent apporter à ces efforts. Q – J'ai une autre question, qui concerne le Kosovo. Il y a eu une réunion hier à Bruxelles sur le sujet, mais on ne sait pas ce qui s'y est vraiment dit. Et est-ce que, là aussi, il y aurait des sanctions ou, en tout cas, des moyens de pression envisagés, puisque pour l'instant la voie diplomatique ne semble pas permettre une résolution des tensions entre les deux pays ? R – Nous nous sommes exprimés hier sur le Kosovo. Il s'agit aujourd'hui de faire en sorte de réduire les tensions sur le terrain et de permettre un réengagement de bonne foi dans le dialogue, tel qu'il est aujourd'hui facilité par l'Union européenne. C'est la seule voie possible pour une normalisation des relations entre la Serbie et le Kosovo, et il s'agit donc de progresser. Je n'ai pas d'éléments sur la conclusion de la réunion que vous évoquez, mais je serai en mesure de pouvoir revenir vers vous à cet égard./.

153 / 942 – Point de presse du 18/09/2023

Référence EPJ01403601

Texte La ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, et la directrice exécutive du Programme alimentaire mondial, Mme Cindy McCain, ont échangé dimanche 17 septembre à New York sur les solutions à apporter à la crise alimentaire mondiale, lourdement aggravée par la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et notamment par la destruction systématique de céréales et de silos à grains. La Ministre a rappelé que notre contribution au Programme alimentaire mondial avait doublé entre 2021 et 2022. Elle a annoncé une contribution additionnelle de 40 millions d'euros qui permettra notamment la livraison de céréales vers le Nigéria et le Soudan, en appui à l'initiative "Grain from Ukraine", une aide supplémentaire au système alimentaire ukrainien et la structuration des réserves régionales du Programme alimentaire mondial. La France accueillera à Paris les 18 et 19 octobre prochain la première réunion internationale de la coalition pour l'alimentation scolaire, cette nouvelle contribution permettra également de la renforcer. Paris accueillera également en décembre la reconstitution du Fonds international de développement agricole. La France est plus que jamais engagée dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Face à ceux qui détruisent les silos à grains et menacent les voies commerciales pour priver les pays importateurs de céréales, nous agissons concrètement pour soutenir ceux qui en ont besoin.

154 / 942 – Point de presse du 18/09/2023

Référence	EPJ01403602
Texte	<p>Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a annoncé à l'occasion de la conférence des ambassadrices et des ambassadeurs, le 29 août 2023, que le Prix Anna Politkovskaïa – Arman Soldin du courage journalistique serait remis pour la première fois en novembre prochain. Ce prix, créé à l'initiative de la Ministre et de M. Dmitri Mouratov, prix Nobel de la paix 2021 et cofondateur du journal d'opposition russe Novaïa Gazeta, a vocation à distinguer le travail de journalistes et de journalistes reporters d'images engagés à poursuivre leur mission essentielle de diffusion d'une information libre, fiable et de qualité sur des théâtres de crises ou de conflit. Le Prix Politkovskaïa – Soldin rend hommage à deux figures emblématiques du courage journalistique, tués dans l'exercice de leurs missions. La journaliste Anna Politkovskaïa travaillait en Russie pour Novaïa Gazeta, dont les enquêtes sur la corruption, les atteintes aux droits de l'Homme et la guerre en Tchétchénie ont coûté la vie à six de ses journalistes. Elle n'a eu de cesse de poursuivre son travail d'information malgré les menaces dont elle faisait l'objet. Le journaliste et reporter d'images de l'AFP Arman Soldin a contribué à informer le monde entier, au péril de sa vie, sur la réalité de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, par ses images réalisées sur le front depuis février 2022. Le Prix Politkovskaïa – Soldin sera remis chaque année début novembre, dans le contexte de la journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes contre les journalistes, créée à l'initiative de la France, en 2013, par les Nations unies. Les journalistes souhaitant candidater peuvent soumettre leur dossier via le formulaire suivant : <a href="https://www.f DIP.FR/PrixJournalisme">https://www.f DIP.FR/PrixJournalisme</a></p>

155 / 942 – Point de presse du 12/09/2023

Référence	EPJ01402406
Texte	<p>Q – En ce qui concerne la mission de M. Le Drian, peut-on dire que c'est la mission de la dernière chance ? Au-delà de la déclaration que vous venez de nous lire est-ce qu'il y a autre chose que les contacts qui ont déjà eu lieu d'ailleurs, et y a-t-il une initiative française ou franco-arabe avec divers pays ? Est-ce qu'il y a au-delà de ce que vous venez de dire quelque chose sur lequel on peut compter ? R – Je ne vais pas préjuger des résultats d'une mission qui vient tout juste de commencer. Jean-Yves Le Drian est arrivé hier soir à Beyrouth, il aura tous les contacts que je viens de mentionner. Il le fait, en effet, en coordination avec nos partenaires et notamment nos partenaires dans la région. Nous espérons que les dirigeants libanais entendent l'urgence qui est exprimée, une fois de plus, par la France à travers la voix du représentant personnel du Président de la République. Q – Merci, peut-être que vous l'avez déjà publié, on me demande est-ce que l'on connaît la localisation des Français qui sont décédés au Maroc, dans quelles villes ou quels villages et toute autre information sur des Français en transit ou qui souhaitent rester ou qui se manifestent en aidant... ? Et puis évidemment la sempiternelle question, quand est-ce que les offres officielles de secours seront acceptées ? R – S'agissant des Français qui ont tragiquement perdu la vie dans le séisme qui a frappé le Maroc, ces derniers jours, vous savez que nous avons pour politique de ne pas donner d'indication individuelle sur les personnes et les circonstances de ces drames. C'est intervenu dans la région</p>



de Marrakech, d'Agadir et dans l'Atlas et nous avons apporté à nos concitoyens à leurs familles l'aide qu'il est possible d'apporter dans ces circonstances. Ils ont tout notre soutien et nous réitérons nos condoléances à nos concitoyens. Vous savez que nous avons ouvert une cellule de crise dès les premières heures du séisme : cellule de crise depuis l'ambassade et cellule de crise depuis le Centre de crise et de soutien, ici à Paris. Cette cellule a reçu plus de 4500 appels à date et nous continuons à répondre à nos concitoyens qui se trouvent en difficulté sur le terrain pour leur apporter tout notre soutien.

Q – 4500 pour les deux cellules ? R – Oui, les deux cellules, tout à fait.

S'agissant de l'offre de soutien que nous avons faite à nos amis marocains, vous savez quelle est la solidarité qui s'exprime aujourd'hui en France et je crois que cet élan de solidarité s'exprime à travers toute la société française. Nous avons, de fait, comme le Président de la République et la Ministre l'ont marqué, dès les premières heures du séisme, marqué notre disposition à aider le Maroc. Le Maroc, aujourd'hui organise le flux d'aide internationale. Vous savez que la Ministre a, lundi matin, confirmé l'ouverture d'un fonds dédié aux ONG qui travaillent sur le terrain aujourd'hui pour accompagner les efforts des secouristes de la protection civile marocaine. Je peux vous indiquer que, dès aujourd'hui, ces ONG travaillent sur le terrain. On peut citer, par exemple, Handicap international ou Médecins du monde qui ont pu bénéficier des 5 millions d'euros qui ont été annoncés hier par la Ministre à destination des organisations non gouvernementales qui travaillent aux côtés des autorités marocaines pour répondre aux besoins des populations sinistrées. Notre offre d'aide s'inscrit dans le court et le moyen terme. Vous savez que nous avons également ouvert deux fonds de concours, un à destination des collectivités territoriales, le second à destination des entreprises, et qu'une très forte mobilisation et générosité se sont là aussi fait jour, puisque ces fonds comptent aujourd'hui près de 2 millions d'euros de concours de la part des collectivités territoriales françaises et des entreprises qui vont aussi contribuer à apporter le soutien aux populations affectées. Enfin, il faudra penser au moyen terme et nous continuons à être en contact avec les autorités marocaines pour la poursuite de leurs opérations.

Q – Bonjour. Vous avez évoqué la conférence de Bagdad III, est-ce que vous pourriez-nous donner quelques précisions, par exemple quelle sorte de rendez-vous il y aura à New-York, est-ce que c'est M. Macron, M. le Président avec les autorités irakiennes, est-ce que c'est Mme la ministre, est-ce que c'est les deux et avec qui exactement ? Est-ce que l'on sait où se tiendra cette conférence ? Et aussi, sur le sujet irakien, dans ce rendez-vous que les autorités françaises auront avec les autorités irakiennes, est-ce que vous allez évoquer le cas de la chercheuse Elizabeth Tsurkov, chercheuse israélo-russe qui a été kidnappée et est détenue par des milices irakiennes ? Et une dernière petite précision, vous avez parlé d'un briefing "off" vendredi. Est-ce que c'est pour les journalistes à New York ou c'est ici ? Je n'ai pas compris. Merci.

R – S'agissant de la Conférence de Bagdad, comme je le rappelais, ce sera en effet un des sujets abordés par la Ministre, à l'occasion de son déplacement à New York. Elle est chef de délégation, donc ce sera à son niveau que se tiendront ces échanges avec ses différents homologues. Le programme n'étant pas encore complètement finalisé, je ne peux pas vous en dire davantage, mais ce sera en effet l'objet du briefing que nous donnerons vendredi et qui vous permettra de décliner ce programme. S'agissant de la conférence elle-même, comme vous le savez, nous travaillons avec les

autorités irakiennes à la tenue d'une troisième conférence en format dit "de Bagdad". L'objectif est de tenir cette conférence en fin d'année, en Irak, c'est ce qu'ont confirmé d'ores et déjà les autorités irakiennes. Il s'agit de promouvoir des coopérations concrètes pour répondre aux défis communs qui se posent à tous les pays de la région et au bénéfice des peuples. Nous avons évoqué, dans différentes instances, des coopérations d'ordre économique, mais aussi en matière d'infrastructures et en matière de réponse au changement climatique à titre d'exemples, parmi les coopérations concrètes qui pourraient être recherchées. S'agissant de la chercheuse que vous évoquez, je n'ai pas connaissance de ce cas individuel, mais je pourrai revenir vers vous à ce sujet. Et enfin, pour le briefing qui sera donné en présentation du programme de la Ministre, il sera ouvert à la fois à la presse française, mais un certain nombre de correspondants français à New York seront associés à cet exercice. Le briefing aura lieu à 15h et vous recevrez une invitation en bonne et due forme. Je voulais juste que vous puissiez mettre cette échéance à votre agenda. Q – J'ai une question concernant la Libye. Vous avez annoncé une aide d'urgence ; est-ce qu'on pourrait avoir des détails sur cette aide ? Quelle forme elle peut prendre ? Est-ce qu'il y a une enveloppe financière, une aide logistique ? R – Nous l'avons annoncé, le Président de la République, lui-même, dans un tweet qu'il a fait hier soir, s'est fait écho de notre disponibilité à aider la Libye et le peuple libyen dans cette épreuve. Cette aide est en cours de consolidation, donc je ne suis pas en mesure aujourd'hui de pouvoir vous la communiquer. Je pense qu'elle le sera rapidement et nous attendons la formulation des besoins libyens pour pouvoir l'ajuster au mieux. Q – À nouveau, sur le séisme au Maroc, est-ce qu'il y a un dispositif français pour l'évacuation notamment des touristes qui étaient là-bas ? Est-ce que vous avez des chiffres, de combien de personnes ont pu sortir, si ce sont toutes les personnes qui le voulaient ? Et puis, sur le volet plus diplomatique ou politique, on comprend que vous n'iez toute signification politique du fait que le Maroc n'a pas accepté votre aide d'urgence officielle. Est-ce que c'est bien cela ? Est-ce que vous ne voyez pas, disons, de différence dans la réponse du Maroc à la France et à d'autres pays, par exemple l'Espagne, les Emirats, le Royaume-Uni ? R – Sur l'évacuation, non, il n'y a pas d'évacuation prévue pour les ressortissants français. Vous savez qu'aujourd'hui les aéroports fonctionnent, les aéroports n'ont pas été touchés au Maroc, et donc les compagnies aériennes opèrent comme à l'habitude, voire elles ont renforcé le rythme de leurs rotations aériennes. Nous recommandons à nos ressortissants qui souhaiteraient quitter le Maroc d'emprunter ces voies commerciales pour le faire, s'ils le souhaitent. S'agissant du nombre de personnes et du nombre de ressortissants français, vous savez qu'il y a une très forte communauté française au Maroc. Dans la seule circonscription de Marrakech, le nombre des inscrits est de 8.000 inscrits, mais nous estimons qu'il y a près de 20.000 Français qui se trouvent dans cette circonscription. Le travail aujourd'hui de notre ambassade et de la cellule de crise est de répondre à toutes leurs questions et à leurs inquiétudes, mais notre première recommandation est de suivre les instructions des autorités marocaines, qui sont à la manoeuvre sur la gestion de cette crise, de façon tout à fait efficace. S'agissant de la question que vous posez, en effet, il n'y a pas lieu de polémiquer, on a déjà eu l'occasion de s'exprimer, le Maroc est souverain dans la mise en oeuvre de cette aide. C'est le seul à même de pouvoir déterminer et identifier les besoins

qui sont les siens. Il a choisi de recevoir cette aide internationale par tranches et nous nous remettons complètement dans les mains des autorités marocaines en la matière. Je vous rappelle, comme je l'ai fait il y a quelques minutes, les dispositifs d'aide de différentes natures, que nous avons d'ores et déjà mis en place et qui sont effectifs pour apporter un secours aux populations sinistrées, évidemment dans le cadre de ce dialogue avec les autorités marocaines.

Q – Je voudrais revenir, si vous le permettez, à la Libye. On parle d'un barrage qui aurait cédé, à côté de la ville presque côtière de Derna, sur la Méditerranée, et que la moitié de la ville, avec sa population, aurait été perdue. Est-ce que vous avez des confirmations ? Pour l'instant, c'est des informations de presse. Une autre question, s'il vous plaît : en Libye, comme tout le monde le sait, il y a deux autorités, deux pouvoirs, donc le pays est divisé ; quand la France concrétisera son aide, quel est le moyen, comment comptez-vous faire, traiter avec ces deux Libye ?

R – S'agissant du barrage, je n'ai pas de confirmation à apporter à ces éléments de presse. Les Libyens ont fait état d'un bilan extrêmement lourd, et notre premier mouvement est de leur exprimer toute notre émotion, nos condoléances et notre solidarité face à une situation aussi critique, et comme l'a exprimé, dès hier, le Président de la République, de marquer notre disponibilité à échanger. Aujourd'hui, nous sommes dans de la gestion de crise, donc il va falloir échanger avec les autorités locales, pour mettre en place les secours sur le terrain. C'est ce dialogue qui est engagé par notre ambassade avec la totalité des autorités qui gèrent la crise sur le terrain.

Q – Un petit follow-up sur la Conférence de Bagdad, vous avez parlé des défis communs de tous les pays de la région ; qu'est-ce que ça veut dire, "tous les pays de la région", et est-ce qu'il s'agit aussi d'Israël, des Palestiniens, de la Syrie ?

R – Il reviendra évidemment au pays hôte, l'Irak, de pouvoir définir le format définitif des invités et des participants à la Conférence de Bagdad. Vous savez quel est le format dans lequel s'est tenue cette conférence, qui a permis notamment, pour la première fois, lors de sa première tenue, de rassembler autour de la table l'Arabie saoudite et l'Iran. Notre objectif est de contribuer le plus utilement possible à la stabilité dans la région, en favorisant le dialogue au niveau de la région.

Q – Je voudrais savoir si vous avez un commentaire à faire sur la rencontre aujourd'hui entre le président russe et le dirigeant nord-coréen ?

R – Je crois que la seule chose que nous pouvons constater, dans la tenue de cette visite, c'est que la Russie est isolée au point d'être contrainte de discuter avec la Corée du Nord sur ses approvisionnements, et que c'est une marque et un signe très fort de son isolement international.

Q – Concernant l'Arménie, visite présidentielle en Arménie, ou ça, c'est... ? Cela aurait pu arriver ? Est-ce que ça arrivera un jour ? Et deuxièmement, est-ce que la France est satisfaite de la reprise de l'aide humanitaire envers le Nagorno-Karabakh ?

R – S'agissant de l'Arménie et d'une visite, je vous renvoie vers l'Elysée ; je ne réponds pas aux questions hypothétiques et encore moins sur l'agenda du Président de la République. Notre position, et nous l'avons exprimée, notamment lors de la Conférence des ambassadrices et des ambassadeurs, par la voix du Président de la République et de la Ministre, c'est notre vive préoccupation face à deux aspects : tout d'abord l'accumulation de moyens par l'Azerbaïdjan à la frontière avec l'Arménie et à la proximité immédiate du Haut-Karabakh, mais également la persistance du blocage par l'Azerbaïdjan du corridor de Latchine et de l'accès humanitaire. On sait que tout cela intervient en contradiction des engagements pris dans le

cadre des accords de cessez-le-feu et porte préjudice au processus de négociations. Vous vous souviendrez que la Ministre s'était rendue en Arménie et en Azerbaïdjan les 27 et 28 avril dernier, et que notre objectif doit être d'aboutir à une paix juste et durable, et que ces questions en suspens ne peuvent être réglées que par la négociation. S'agissant de la situation humanitaire que vous évoquez, cette situation humanitaire est inacceptable, en particulier au corridor de Latchine. Nous agissons, nous, la France, et le Président de la République l'a rappelé, pour maintenir la pression pour permettre un accès humanitaire en restaurant cet accès et la soutenabilité pour les populations du Haut-Karabakh. À cet égard, il y a une ordonnance de la CIJ du 22 février 2023, il s'agit pour l'Azerbaïdjan de s'y conformer. C'est la demande que nous formulons au plus haut niveau de l'Etat./.

156 / 942 – Point de presse du 07/09/2023

Référence EPJ01401301

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté l'attaque odieuse contre un marché de Kostiantinivka, dans la région de Donetsk, qui a fait 16 morts et 34 blessés, ainsi que les nouvelles frappes de drones contre le district d'Izmaïl, dans la région d'Odessa, qui ont endommagé des infrastructures portuaires et fait un blessé. En ciblant délibérément un marché et les populations dans leurs activités les plus quotidiennes, la Russie se rend une nouvelle fois coupable de crimes de guerre dans sa stratégie de terreur, dont elle devra répondre. En ciblant pour la quatrième fois en cinq jours le port d'Izmaïl, devenu essentiel à la poursuite des exportations agricoles ukrainiennes depuis le blocage par la Russie de sa participation à l'initiative céréalière de la mer Noire, la Russie poursuit son chantage cynique à la sécurité alimentaire mondiale, au moment même où elle prétend y contribuer. Cette destruction méthodique des infrastructures portuaires et agricoles ukrainiennes montre une nouvelle fois que la Russie fait tout pour saper les efforts de la communauté internationale pour acheminer les denrées alimentaires vers les pays les plus vulnérables, qui sont touchés de plein fouet par les conséquences de la guerre d'agression menée par ce pays. Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a rappelé à plusieurs reprises que la France poursuit et poursuivra son soutien à l'Ukraine aussi longtemps que nécessaire pour qu'elle puisse exercer sa légitime défense, renforcer sa résilience et lutter contre l'impunité pour les exactions commises par la Russie. Comme l'a indiqué la Ministre, la France continuera de dénoncer ces crimes et d'agir pour renforcer la sécurité alimentaire mondiale, dont la Russie fait une arme politique au service d'une guerre injustifiée et illégale./.

157 / 942 – Point de presse du 06/09/2023

Référence EPJ01400901

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les attaques de drones russes qui ont visé la capitale cette nuit et frappé ce matin le port d'Izmaïl, dans la région d'Odessa, provoquant la mort d'une personne et endommageant des infrastructures portuaires et agricoles. En ciblant une nouvelle fois des infrastructures civiles, en particulier des installations agricoles, la Russie continue à se rendre coupable de crimes de guerre, dont elle devra répondre. La Russie poursuit également son chantage cynique à la sécurité alimentaire

mondiale au moment même où elle prétend y contribuer. La destruction méthodique des sites agricoles ukrainiens montre une nouvelle fois que la Russie fait tout pour saper les efforts de la communauté internationale pour acheminer les denrées alimentaires vers les pays les plus vulnérables, qui sont touchés de plein fouet par les conséquences de la guerre d'agression menée par ce pays. Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a rappelé à plusieurs reprises que la France poursuit et poursuivra son soutien à l'Ukraine aussi longtemps que nécessaire pour qu'elle puisse exercer sa légitime défense, renforcer sa résilience et lutter contre l'impunité pour les exactions commises par la Russie. Comme l'a indiqué la Ministre, la France continuera de dénoncer ces crimes et d'agir pour renforcer la sécurité alimentaire mondiale, dont la Russie fait une arme politique au service d'une guerre injustifiée et illégale./.

158 / 942 – Point de presse du 04/09/2023

Référence EPJ01400201

Texte La France condamne les frappes russes qui ont visé ce matin des infrastructures céréalières dans le district d'Izmail. Elles s'ajoutent aux frappes qui avaient déjà ciblé ce week-end des infrastructures civiles dans la région d'Odessa et à proximité du territoire roumain. La Russie poursuit ainsi son chantage à la sécurité alimentaire mondiale, marqué par la destruction méthodique des sites de transit et de stockage en Ukraine, les entraves à l'exportation de céréales et la suspension de l'Initiative de la mer Noire qui avait pourtant permis d'acheminer plus de 33 millions de tonnes de denrées à destination de 45 pays, notamment les pays les plus vulnérables d'Asie et d'Afrique. Comme l'a souligné à plusieurs reprises Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, de tels actes sont constitutifs de crime de guerre et ne resteront pas impunis. La France poursuit et poursuivra son soutien à l'Ukraine aussi longtemps que nécessaire pour l'aider à exercer sa légitime défense, à renforcer sa résilience et à lutter contre l'impunité pour les exactions commises par la Russie. Nous continuerons d'agir pour renforcer la sécurité alimentaire mondiale, que la Russie cherche ouvertement à fragiliser pour en faire une arme politique./.

159 / 942 – Point de presse du 23/08/2023

Référence EPJ01398201

Texte La France condamne les frappes russes qui ont visé hier des villages aux alentours de Lyman, causant la mort d'au moins 3 civils et blessant au moins 2 personnes. Ces nouvelles attaques contre des zones résidentielles illustrent encore une fois le mépris complet de la Russie pour la vie des civils et pour le droit international humanitaire, qu'elle viole de manière flagrante et répétée depuis le début de son agression contre l'Ukraine. La Russie a également visé la nuit dernière des infrastructures céréalières de la région d'Odessa. Elle poursuit ainsi son chantage à la sécurité alimentaire mondiale, marqué par la destruction systématique des sites de transit et de stockage en Ukraine, les entraves à l'exportation de céréales et la suspension de l'initiative céréalière de la mer Noire qui avait pourtant permis d'acheminer plus de 33 millions de tonnes à destination de 45 pays, notamment les pays les plus vulnérables d'Asie et d'Afrique. Comme l'a souligné à plusieurs reprises Mme Catherine

Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, de tels actes sont constitutifs de crimes de guerre et ne resteront pas impunis. La France poursuit et poursuivra son soutien à l'Ukraine aussi longtemps que nécessaire pour l'aider à exercer sa légitime défense, à renforcer sa résilience et à lutter contre l'impunité pour les exactions commises par la Russie./.

160 / 942 – Point de presse du 18/08/2023

Référence EPJ01396801

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenue le 17 août 2023 par téléphone avec son homologue turc, M. Hakan Fidan. Elle a exprimé la vive inquiétude de la France concernant la construction non autorisée d'une route à Chypre, menant de la partie occupée au nord de l'île vers le village de Pyla via la zone tampon des Nations unies. Une telle construction contrevient en effet à l'autorité exercée par la Force des Nations unies chargée du maintien de la paix à Chypre (FNUCHYP) sur la zone tampon et porte atteinte au rétablissement de la confiance nécessaire à la reprise urgente des négociations en vue d'un règlement juste et durable de la question chypriote, dans le cadre entériné par le Conseil de sécurité des Nations unies. Les deux ministres ont également abordé la situation en mer Noire et la question de l'exportation des céréales d'Ukraine à la suite du retrait de la Russie de l'Initiative de la mer Noire.

161 / 942 – Point de presse du 17/08/2023

Référence EPJ01396701

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les frappes russes qui continuent de cibler l'ensemble du territoire ukrainien de manière quotidienne. Ces frappes ont à nouveau visé des civils, de manière délibérée, au mépris du droit international humanitaire. Dans la région de Kherson, des tirs d'obus ont visé hier des immeubles résidentiels, des infrastructures éducatives et médicales, causant la mort d'une personne et faisant au moins sept blessés. La France poursuivra autant qu'il le faudra son soutien à l'Ukraine et continuera d'appuyer les juridictions ukrainiennes comme internationales pour que ces crimes ne restent pas impunis. La France ne cessera de dénoncer les agissements de la Russie et de condamner la poursuite de sa guerre d'agression contre l'Ukraine.

162 / 942 – Point de presse du 16/08/2023

Référence EPJ01396401

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les attaques de drones russes qui ont frappé cette nuit des entrepôts de céréales sur un port du Danube dans la région d'Odessa. Ces frappes, qui ont notamment endommagé des silos à grains, ont délibérément visé des infrastructures essentielles à la sécurité alimentaire mondiale. Avec ces nouvelles attaques, la Russie viole à nouveau le droit international. La Russie continue d'entraver les exportations de céréales, de mettre en danger la navigation en mer Noire et d'effectuer un chantage odieux à la sécurité alimentaire mondiale. L'initiative céréalière de la mer Noire, suspendue par la Russie le 17 juillet dernier, avait pourtant permis d'acheminer plus de 33 millions de tonnes à destination de 45 pays,

notamment les pays les plus vulnérables d'Asie et d'Afrique. Face à cette instrumentalisation cynique de la sécurité alimentaire par la Russie, la France et ses partenaires européens ont choisi la voie de la responsabilité et de la solidarité internationale. La France a mobilisé à titre national plus de 840 millions d'euros pour l'aide alimentaire l'année écoulée, dont près de 250 millions d'euros d'aide d'urgence pour venir en aide aux populations les plus touchées. Elle contribue aux "corridors de la solidarité" mis en place par l'Union européenne, qui ont permis d'exporter plus 60% des céréales d'Ukraine par voies routière, ferroviaire et fluviale. La France poursuivra d'autre part son appui aux juridictions ukrainiennes et à la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité des crimes commis par la Russie.

163 / 942 – Point de presse du 10/08/2023

Référence EPJ01395301

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les frappes russes qui ont visé hier la région de Zaporijjia, dans le sud de l'Ukraine. Ces nouvelles frappes ont causé la mort d'au moins deux civils et en ont blessé une dizaine d'autres. Ces attaques ont une nouvelle fois visé un quartier résidentiel et des infrastructures civiles, au mépris de tous les principes du droit international humanitaire, que la Russie continue à violer sans scrupule. Comme l'a souligné à plusieurs reprises Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, de tels actes sont constitutifs de crimes de guerre et ne peuvent rester impunis. La France poursuit et poursuivra son engagement à renforcer son soutien militaire à l'Ukraine, notamment en appuyant ses capacités de défense antiaérienne, en étroite coordination avec ses partenaires. Enfin, le soutien de la France aux juridictions ukrainiennes et internationales demeure total afin de lutter contre l'impunité des crimes commis par la Russie en Ukraine.

164 / 942 – Point de presse du 08/08/2023

Référence EPJ01394701

Texte Comme l'a exprimé Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, la France réaffirme son attachement à la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie dans ses frontières internationalement reconnues, quinze ans après l'agression russe contre ce pays. La reconnaissance unilatérale des autorités autoproclamées des régions séparatistes de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, la militarisation de ces régions, ainsi que les obstacles mis aux relations entre celles-ci et le reste de la Géorgie constituent des atteintes inacceptables au droit international. La France appelle la Russie à mettre pleinement en oeuvre les engagements qu'elle a souscrits les 12 août et 8 septembre 2008, et réaffirme son soutien à la plateforme des "Discussions internationales de Genève (DIG)" co-présidée par l'Union européenne, l'OSCE et les Nations unies, qui seule permettra aux parties d'oeuvrer en faveur d'une solution commune. La France soutient pleinement le travail du Représentant spécial de l'Union européenne pour le sud Caucase et la crise en Géorgie ainsi que la mission européenne d'observation en Géorgie (EUMM).

165 / 942 – Point de presse du 08/08/2023

Référence EPJ01394702

Texte La France condamne fermement les frappes russes qui ont visé hier les villes de Pokrovsk et de Koupiansk, dans l'est de l'Ukraine. À Prokrovsk, des missiles russes ont ciblé un immeuble résidentiel, causant la mort d'au moins 7 civils et blessant une soixantaine de personnes. Une nouvelle vague de frappes a également touché la ville de Koupiansk et ses alentours, faisant deux morts et plusieurs blessés parmi les habitants. Ces nouvelles attaques sur des zones résidentielles illustrent encore une fois le mépris complet de la Russie pour la protection des civils et pour le droit international humanitaire, qu'elle viole de manière flagrante et répétée. Comme l'a souligné à plusieurs reprises Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, de tels actes sont constitutifs de crime de guerre et ne peuvent rester impunis. La France poursuit et poursuivra son engagement à renforcer son soutien militaire à l'Ukraine, notamment en appuyant ses capacités de défense antiaérienne, en étroite coordination avec ses partenaires. Enfin, le soutien de la France aux juridictions ukrainiennes et internationales demeure total afin de lutter contre l'impunité des crimes commis par la Russie en Ukraine./.

166 / 942 – Point de presse du 07/08/2023

Référence EPJ01394603

Texte Q – Dans la nuit de vendredi à samedi, l'Ukraine a attaqué un navire civil à l'aide d'un drone naval dans les eaux de la mer Noire. Le chef du Service de sécurité d'Ukraine (SBU) Vasily Malyuk a confirmé que le pétrolier russe "Sig" était bien la cible de cette attaque. Le navire se trouvait dans la zone du détroit de Kertch, à l'est de la Crimée, et l'équipage n'a pas déclaré avoir reçu d'avertissement de la part des autorités maritimes ukrainiennes. Est-ce que le ministère de l'Europe et des affaires étrangères peut commenter cet événement ? Quelle est l'attitude de la France face aux attaques et menaces d'attaques des forces armées ukrainiennes contre des navires civils en mer Noire ? Pensez-vous que cette attaque contre le pétrolier aurait pu provoquer une catastrophe écologique ? R – La France exprime sa plus vive préoccupation face aux conséquences humanitaires, économiques et environnementales de la guerre en Ukraine, dont la Russie porte l'entière responsabilité. Depuis le début de l'agression qu'elle mène contre l'Ukraine, la Russie cible délibérément et massivement des infrastructures civiles, en violation flagrante du droit international humanitaire. La France condamne les violences commises contre les populations civiles ainsi que les bombardements des infrastructures portuaires et fluviales ukrainiennes par la Russie. Comme l'a souligné à plusieurs reprises la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, ces actes inacceptables sont constitutifs de crimes de guerre et ne peuvent rester impunis./.

167 / 942 – Point de presse du 04/08/2023

Référence EPJ01394301

Texte La France condamne avec la plus grande vigueur la peine de 19 ans d'enfermement en colonie pénitentiaire en régime sévère prononcée aujourd'hui contre l'opposant politique et militant anti-corruption russe Alexeï



Navalny pour "extrémisme" et "réhabilitation de l'idéologie nazie". Ce verdict, portant à plus de 30 ans au total la durée de son emprisonnement, a été rendu lors d'un procès se déroulant à huis clos dans la colonie pénitentiaire de Melekhovo où M. Navalny purge déjà une peine de 11 ans et demi de prison pour escroquerie et outrage à magistrat. Les conditions inéquitables, les fondements arbitraires et l'issue abusive de ce procès témoignent de l'acharnement judiciaire subi par M. Navalny et du non-respect des règles du procès équitable et de l'Etat de droit par les autorités russes. Alors que son état de santé est très dégradé depuis qu'il a subi en 2020 une tentative d'empoisonnement par le régime russe, M. Navalny est détenu dans des conditions préoccupantes, sans accès aux soins requis ni à un examen médical indépendant. La France suit avec inquiétude sa situation et tient la Russie responsable de toute aggravation de son état physique. Son travail engagé contre la corruption, notamment à travers son Fonds anti-corruption, et en faveur de la démocratie rejoint l'engagement de nombreux autres activistes et opposants politiques qui payent de leur liberté, et parfois de leur vie, leur aspiration à une Russie plus juste et ouverte. Cette perspective semble malheureusement de plus en plus lointaine, au vu du durcissement de la répression de plus en plus sévère des libertés en Russie depuis le début de la guerre d'agression russe en Ukraine. Nous appelons une nouvelle fois les autorités russes à libérer M. Navalny immédiatement et sans conditions, ainsi que tous les prisonniers politiques.

168 / 942 – Point de presse du 02/08/2023

Référence EPJ01393201

Texte La France exprime sa consternation et sa plus vive réprobation devant le rejet le 31 juillet de l'appel de la condamnation de Vladimir Kara-Mourza à 25 ans de prison en colonie pénitentiaire. La confirmation de cette sentence illustre l'instrumentalisation de la justice russe contre les voix critiques du pouvoir. Lauréat du prix des droits de l'Homme Václav-Havel 2022 du Conseil de l'Europe, le journaliste et activiste politique russe travaillait notamment avec les ONG Russie Ouverte et Fondation Russie libre, considérées comme "indésirables" par les autorités russes. Il a été condamné à 25 ans de colonie pénitentiaire, la peine la plus lourde prévue par le code pénal russe, pour haute trahison et diffusion de "fausses informations" sur les actions menées par la Russie en Ukraine. La France appelle la Russie à respecter ses obligations internationales relatives au respect des droits de l'Homme, à libérer immédiatement et sans condition les prisonniers politiques et à abandonner les poursuites judiciaires engagées contre eux. Nous saluons le courage des femmes et des hommes qui, comme Vladimir Kara-Mourza, Alexeï Navalny, Oleg Orlov, Alexandra Skotchilenko et tant d'autres, défendent la liberté de parole et d'opinion en dépit des risques encourus.

169 / 942 – Point de presse du 02/08/2023

Référence EPJ01393202

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté la nouvelle vague de frappes russes sur l'Ukraine, qui a touché l'infrastructure portuaire d'Izmaïl, située sur le Danube, dans la nuit du 1er au 2 août. Un élévateur, des hangars de céréales, des réservoirs de terminaux de fret, des entrepôts et des locaux administratifs

ont été endommagés ou détruits. Après la remise en cause de l'Initiative céréalière de la mer Noire, la Russie fait une fois de plus délibérément courir un risque sur la sécurité alimentaire mondiale en détruisant des infrastructures essentielles à l'exportation de céréales. Elle ne fait que rechercher son propre intérêt aux dépens des populations les plus vulnérables en faisant monter les prix des produits agricoles et en essayant d'empêcher un de ses principaux concurrents d'exporter ses productions. La France poursuivra son aide en matière alimentaire aux pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire générée par l'agression russe. Ces frappes ont donc une nouvelle fois ciblé des infrastructures civiles, en violation du droit international humanitaire. Comme l'a souligné à plusieurs reprises la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, ces actes inacceptables sont constitutifs de crimes de guerre et ne peuvent rester impunis. En étroite coordination avec ses partenaires, la France continuera de fournir un soutien militaire à l'Ukraine pour renforcer ses capacités de défense antiaérienne, ainsi qu'un appui aux juridictions ukrainiennes et à la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité de tels crimes.

170 / 942 – Point de presse du 25/07/2023

Référence EPJ01391403

Texte La Russie interdit la transition de genre. C'est une nouvelle étape dans la répression brutale des personnes LGBT+, sur fond de dégradation générale des libertés et droits fondamentaux. La France condamne cette dangereuse surenchère et exprime sa pleine solidarité aux personnes LGBT+ de Russie./.

171 / 942 – Point de presse du 24/07/2023

Référence EPJ01390802

Texte Mme Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux, participe aujourd'hui à Rome au sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires. Face au chantage effectué par la Russie sur la sécurité alimentaire mondiale, la Secrétaire d'Etat soulignera l'engagement de la France et de l'Europe aux côtés des pays les plus vulnérables, qui se traduit notamment par l'augmentation de notre aide alimentaire, le doublement de notre contribution au programme alimentaire mondial et la mise en place d'initiatives dédiées comme la mission FARM. La Secrétaire d'Etat participera également à une session de haut niveau consacrée à l'alimentation scolaire, où elle soulignera les résultats positifs obtenus par la coalition pour l'alimentation scolaire co-présidée par la France et la Finlande, et appellera à en rehausser l'ambition en vue de la première réunion mondiale qui se tiendra à Paris en octobre 2023. Dans la lignée du récent sommet pour un nouveau pacte financier, la Secrétaire d'Etat rappellera l'importance des questions financières lors d'une session de haut niveau sur le financement des systèmes alimentaires, et appellera à une reconstitution ambitieuse du Fonds international pour le développement agricole. Elle s'entretiendra également avec le président du Fonds international pour le développement agricole, la directrice exécutive du Programme alimentaire mondial et le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation. Enfin, la Secrétaire d'Etat s'entretiendra avec M.

Edmondo Cirielli, vice-ministre des affaires étrangères de la République d'Italie.

172 / 942 – Point de presse du 24/07/2023

Référence EPJ01390804

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté la nouvelle série de frappes de missiles et drones russes dans la région d'Odessa, qui a fait plusieurs victimes et blessés et conduit à la destruction d'un hangar à céréales et endommagé la cathédrale de la Transfiguration. En visant délibérément des infrastructures civiles et les sites d'une ville classée au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO en janvier dernier, la Russie se livre à une double violation du droit international humanitaire. Comme l'a rappelé hier encore la Ministre Catherine Colonna, ces frappes constituent un crime de guerre. La Ministre s'était rendue en janvier dernier à Odessa, le jour même de son inscription par l'Unesco, où elle avait tenu à marquer le soutien de la France à la souveraineté de l'Ukraine et à la préservation de son patrimoine exceptionnel. Après avoir mis en cause l'Initiative céréalière de la mer Noire en se retirant de l'accord conclu sous l'égide des Nations unies, la Russie accroît intentionnellement à nouveau l'insécurité alimentaire mondiale en frappant des infrastructures portuaires et agroalimentaires essentielles à l'approvisionnement des pays les plus vulnérables. La France continuera d'apporter son aide aux populations affectées par ce chantage alimentaire afin de pallier les conséquences de l'agression russe. Elle poursuivra en outre son appui aux juridictions ukrainiennes et à la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité des crimes commis par la Russie. Elle continuera enfin d'apporter son soutien à l'Ukraine pour la reconstruction et la préservation de son patrimoine.

173 / 942 – Point de presse du 21/07/2023

Référence EPJ01390601

Texte La ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, s'est entretenue ce jour avec son homologue indonésienne, Mme Retno Marsudi, en amont des consultations politico-militaires ministérielles franco-indonésiennes en "format 2+2". Les deux ministres se sont félicitées du lancement de ce format, réservé par nos deux pays à leurs partenaires les plus proches et que l'Indonésie n'avait jusqu'ici qu'avec le Japon et l'Australie. Il est le reflet d'une nouvelle ambition pour le partenariat stratégique franco-indonésien, signé en 2011 et fondé sur un même attachement à l'autonomie stratégique. Les ministres ont marqué leur volonté de poursuivre l'approfondissement de la coopération bilatérale dans tous les domaines. Mme Colonna a rappelé le soutien de la France, dans le cadre du Partenariat pour une transition énergétique juste (JETP), aux actions entreprises par l'Indonésie pour atteindre son objectif de neutralité climatique. Elle a réitéré le soutien de la France à la candidature indonésienne au Groupe d'action financière (GAFI) et salué le souhait indonésien de rejoindre l'OCDE. Les ministres ont marqué leur attachement au respect du droit international fondé sur la Charte des Nations unies, en particulier aux principes de souveraineté et d'intégrité territoriale, dans le contexte de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Les ministres ont souligné la proximité des visions française et

indonésiennes de l'Indopacifique, qui s'inscrivent dans le cadre plus large de la stratégie de l'Union européenne ainsi que de la vision de l'ASEAN sur l'Indopacifique. Les ministres ont décidé de renforcer la coopération franco-indonésienne dans cette région, à titre bilatéral mais aussi avec des pays tiers et dans le cadre des organisations régionales. La Ministre a fait part de la volonté française de renforcer son partenariat de développement avec l'ASEAN, remercié l'Indonésie de son soutien et salué le travail accompli par la présidence indonésienne. Les deux ministres sont convenues de l'intérêt de se coordonner davantage au sein de l'Association des pays riverains de l'océan Indien, ainsi que dans le Pacifique, pour travailler à la mise en oeuvre de la Stratégie 2050 pour le continent pacifique bleu du Forum des Iles du Pacifique.

174 / 942 – Point de presse du 20/07/2023

Référence EPJ01390201

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et M. Sébastien Lecornu, ministre des armées, s'entretiendront le 21 juillet 2023 avec leurs homologues indonésiens, Mme Retno Marsudi, ministre des Affaires étrangères, et M. Prabowo Subianto, ministre de la Défense, à l'occasion de la première édition des consultations politico-militaires ministérielles franco-indonésiennes en "format 2+2". Le format de cette réunion, réservé par nos deux pays à leurs partenaires de confiance, témoigne du haut niveau d'ambition partagée. Les échanges permettront de poursuivre le renforcement de la coopération bilatérale en matière de défense et de sécurité, dans la ligne du partenariat stratégique de 2011 et de son plan d'action pour 2022–2027. Les ministres évoqueront notamment le développement des relations bilatérales de défense, qu'il s'agisse d'interactions opérationnelles, de partenariats technologique et industriel ou de renforcement du cadre juridique de cette coopération. Dans le domaine de la sécurité, le développement des coopérations sur les affaires maritimes, la gestion des catastrophes humanitaires et naturelles, la cybersécurité et la lutte contre les crimes transnationaux sera également abordé. Les ministres échangeront par ailleurs sur la coopération bilatérale dans l'Indopacifique, en particulier dans l'ASEAN, dont l'Indonésie assure la présidence cette année, mais également dans l'océan Indien et le Pacifique. Les ministres évoqueront la montée des tensions internationales, notamment dans le contexte de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. En amont de ces consultations en "format 2+2", Mme Catherine Colonna s'entretiendra avec son homologue indonésienne sur l'approfondissement de la relation bilatérale dans ses volets politique, économique et culturel.

175 / 942 – Point de presse du 19/07/2023

Référence EPJ01389701

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté la nouvelle série de frappes de missiles et drones russes en Ukraine, ayant notamment visé Odessa. Ces frappes, qui ont délibérément ciblé des infrastructures civiles, notamment de stockage de céréales, constituent des crimes de guerre. Après la remise en cause de l'accord céréalier de la mer Noire, la Russie fait une fois de plus courir un risque irresponsable sur la sécurité alimentaire mondiale. La France continuera son aide en matière alimentaire aux pays les plus vulnérables à

l'insécurité alimentaire générée par l'agression russe. Elle poursuivra en outre son appui aux juridictions ukrainiennes et à la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité des crimes commis par la Russie.

176 / 942 – Point de presse du 18/07/2023

Référence EPJ01389201

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté la nouvelle série de frappes de missiles et drones russes en Ukraine, notamment sur le port d'Odessa. Cette attaque a eu lieu quelques heures après l'annonce par la Russie de la suspension de sa participation à l'Initiative céréalière de la mer Noire qui menace ainsi la sécurité alimentaire mondiale. Ces frappes russes ont délibérément ciblé des infrastructures civiles, la Russie se livrant ainsi à une nouvelle violation flagrante du droit international humanitaire. Comme l'a souligné à plusieurs reprises la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Catherine Colonna, ces actes inacceptables sont constitutifs de crimes de guerre et ne peuvent rester impunis. En étroite coordination avec ses partenaires, la France continuera de fournir à l'Ukraine l'aide nécessaire pour lui permettre d'exercer sa légitime défense. Elle poursuivra également son appui aux juridictions ukrainiennes et à la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité des crimes commis par la Russie. La France a enfin renforcé son aide en matière alimentaire aux pays les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire générée par l'agression russe.

177 / 942 – Point de presse du 13/07/2023

Référence EPJ01388802

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté la nouvelle série de frappes de missiles et drones russes en Ukraine, qui a fait plusieurs blessés. Alors que l'Ukraine se défend courageusement depuis plus de 500 jours dans la guerre d'agression menée par la Russie, ces frappes russes ont délibérément ciblé la population civile, ce qui constitue une nouvelle violation flagrante du droit international humanitaire. Comme l'a souligné à plusieurs reprises la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, ces actes inacceptables sont constitutifs de crimes de guerre et ne peuvent rester impunis. En étroite coordination avec ses partenaires, la France continuera de fournir à l'Ukraine l'aide nécessaire pour lui permettre d'exercer sa légitime défense. Elle poursuivra également son appui aux juridictions ukrainiennes et à la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité des crimes commis par la Russie./.

178 / 942 – Point de presse du 12/07/2023

Référence EPJ01388505

Texte La France déplore le veto russe à cette résolution portée par le Brésil et la Suisse. Cette attitude confirme l'isolement croissant de la Russie dans toutes les enceintes internationales. L'aide humanitaire transfrontalière demeure vitale pour des millions de Syriens. Le séisme du 6 février dernier a renforcé l'importance de cette voie d'acheminement. Il n'y a pas aujourd'hui d'alternative pour porter assistance à plus de 4 millions de personnes. La France soutient la poursuite de ce mécanisme transfrontalier, comme le demande le Secrétaire

général des Nations unies et les organisations humanitaires. Elle appelle l'ensemble des membres du Conseil de sécurité des Nations unies à faire preuve de responsabilité pour le renouvellement de ce dispositif vital pour la population syrienne. La France est mobilisée, comme elle l'a toujours été depuis douze ans, pour soutenir et pour aider le peuple syrien. Lors de la conférence de Bruxelles VII qui s'est tenue le 15 juin dernier, la France a ainsi réaffirmé son engagement aux côtés des Syriens, dans le pays et dans son voisinage, avec une annonce de 540 millions d'euros d'aide pour 2023.

179 / 942 – Point de presse du 12/07/2023

Référence EPJ01388506

Texte Q – Le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, a déclaré hier que la décision française de fournir à l'Ukraine des missiles de longue portée est une erreur, ajoutant que des mesures de riposte seraient prises par la Russie. Puis-je avoir la réaction du Quai d'Orsay, s'il vous plaît ? R – Le ministre des armées, M. Sébastien Lecornu, a eu l'occasion de s'exprimer, en rappelant que la livraison des missiles SCALP annoncée par le Président de la République s'inscrivait dans notre volonté de renforcer notre soutien à l'Ukraine dans la durée face à l'agression illégale conduite par la Russie contre l'Ukraine. C'est tout le sujet des discussions qui se tiennent aujourd'hui au sommet de l'OTAN. Et cette décision s'inscrit dans la doctrine qui est la nôtre depuis le début du conflit en matière de fourniture d'armes, et vous savez quelle elle est : il s'agit à la fois de répondre aux besoins de l'Ukraine, et ces besoins sont particulièrement criants en matière de défense antiaérienne et de capacité d'artillerie, ce sont les besoins qu'ils nous expriment ; le deuxième point est de ne pas être escalatoire ; et le troisième point étant de ne pas mettre en question les capacités françaises elles-mêmes. Cette décision, prise par le Président de la République et annoncée hier, répond à ces trois conditions. Q – Concernant la mission de M. Le Drian au Liban, est-ce que cette mission est maintenue ? Et est-ce qu'il va assister lundi à la réunion qui se tient à Doha, du comité des cinq pays membres pour la crise libanaise, pour essayer de voir ce qui peut être fait pour le Liban ? Et à cette occasion, est-ce qu'il compte se rendre en Arabie saoudite la semaine prochaine ? Et d'autre part, il y a une tension dans le village d'al-Ghajar. Donc est-ce que la France a des contacts à ce sujet ? Et pensez-vous que ces tensions-là pourraient être apaisées, ou plutôt on s'attend à plus de problèmes ? R – S'agissant de la première question, vous connaissez le cadre de la mission donnée à Jean-Yves Le Drian, représentant personnel du Président de la République pour le Liban. Il a eu l'occasion de s'entretenir encore la semaine dernière avec la Ministre pour faire un point sur sa première visite au Liban, qui a été l'occasion pour lui d'avoir des contacts avec les autorités civiles, religieuses et militaires, ainsi que les représentants de l'ensemble des formations politiques. Dans le cadre de cette mission, Jean-Yves Le Drian poursuit ses contacts avec nos principaux partenaires dans la région et nos partenaires internationaux intéressés à soutenir le Liban et à lui permettre de sortir de l'impasse. Le représentant personnel du Président de la République pour le Liban était en Arabie saoudite, ces derniers jours ; il se rendra en effet à Doha pour poursuivre ses consultations avec l'ensemble de nos partenaires. Q – Il était en Arabie saoudite dernièrement ? R – Il était en effet en Arabie saoudite. On vous communiquera les dates précises de son déplacement. Q – Et concernant le

village d'al-Ghajar et les tensions dans le sud ? R – Je n'ai pas d'éléments particuliers sur ce point. Nous vous ferons un retour si vous nous adressez une question sur ce sujet. Q – L'Azerbaïdjan a suspendu hier la circulation entre l'Arménie et le Haut-Karabakh. Donc sur le corridor de Latchine, est-ce que la France a un commentaire sur ce nouveau blocage ? Et est-ce que vous avez une proposition particulière à faire pour sortir de la crise ? R – Vous savez que la France est mobilisée sur cette question, au plus haut niveau de nos autorités politiques, puisque la ministre était en Arménie et en Azerbaïdjan fin avril, et que le Président de la République a eu l'occasion de s'entretenir avec ces responsables, à l'occasion de plusieurs sommets internationaux. Nous sommes en effet fortement préoccupés par l'annonce faite par l'Azerbaïdjan, une nouvelle fois, de la suspension du passage des convois humanitaires le long du corridor de Latchine, entre l'Arménie et le Haut-Karabakh. Et comme l'avaient rappelé nos autorités, et notamment la Ministre Catherine Colonna à l'occasion de son déplacement, la liberté de circulation à travers le corridor doit être rétablie, conformément à la décision de la Cour internationale de justice, qui avait statué en la matière le 22 février 2023. Nous demandons donc à l'Azerbaïdjan que cette décision de la CIJ soit respectée. Q – J'ai deux questions. Tout d'abord, sur le sommet UE-CELAC de lundi prochain à Bruxelles, je voulais savoir quels étaient les enjeux de ce sommet ? Et est-ce que l'objectif reste toujours, pour la France et pour l'UE, d'obtenir une signature UE-Mercosur d'ici la fin de l'année ? Et deuxième question, concernant – vous en avez parlé tout à l'heure – l'invitation de Narendra Modi à Paris, dans le cadre des célébrations du 14 juillet. Dans un contexte où, on le sait, en Inde, où il y a un recul démocratique, tant du point de vue de l'opposition qui est écartée en vue des élections de 2024, que du recul du droit de la presse par exemple, est-ce que ce n'est pas un mauvais signal que de lui faire ces honneurs à Paris ? Et le sujet des droits de l'Homme et du droit de la presse, et des garanties démocratiques d'un scrutin en 2024, sera abordé lors de sa visite au Quai d'Orsay ? R – S'agissant du sommet UE-CELAC, vous savez qu'il se tiendra le 17 et 18 juillet prochain à Bruxelles, et la France y attache une grande importance. Nous souhaitons qu'il puisse en effet contribuer à l'approfondissement du dialogue et de la coopération entre l'Union européenne et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Pourquoi nous y attachons beaucoup d'importance ? Pour plusieurs points. Tout d'abord, parce que c'est une étape importante dans la relance d'un partenariat entre l'Union européenne et cette région, qui partage nos valeurs et des intérêts communs. C'est, par ailleurs, une priorité de la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne, que nous soutenons pleinement. Élément de relance, parce que c'est le premier sommet qui se tient depuis 2015, après huit ans sans sommet et huit ans qui ont été notamment marqués par le Covid. Donc nous souhaitons que ce soit un moment pour une nouvelle impulsion, un nouvel élan, sur la base des priorités qui ont été indiquées en 2019 par la Commission européenne – la prospérité, la démocratie, la résilience, la gouvernance mondiale –, et du programme qui a été élaboré par la Commission européenne et le SEAE en juin dernier. Donc c'est la marque d'un fort engagement politique des deux régions, exprimé également par les Etats d'Amérique latine et des Caraïbes, et notamment par le Brésil. Le partenariat avec cette région est également incontournable pour l'Union européenne, mais aussi pour la France sur les questions de gouvernance globale, comme je

l'indiquais : en matière de multilatéralisme, de défense des principes du droit international ; de croissance et de commerce mondial, comme vous l'avez indiqué ; mais aussi d'enjeux globaux, tout particulièrement sur la protection de la diversité, et notamment de l'Amazonie, puisque cette région constitue un des poumons du monde. Et dans le cadre des travaux que nous menons en matière de biodiversité et de protection de l'environnement, nous souhaitons pouvoir approfondir notre partenariat avec cette région. S'agissant de la visite du Premier ministre Modi, vous savez que l'Inde est l'invitée d'honneur de la France pour le 14 juillet. C'est l'occasion pour nous de marquer l'importance que nous attachons au partenariat stratégique entre l'Inde et la France, dont nous fêtons le 25ème anniversaire. C'est un partenaire stratégique, puisque l'Inde est, comme vous le mentionnez, une grande démocratie – la plus grande démocratie au monde –, et donc il est important que nous puissions travailler avec l'Inde sur les grands enjeux qui sont les nôtres, et en matière de défis mondiaux, et dans le cadre de la stratégie que nous développons dans l'Indopacifique. Nous avons, avec les autorités indiennes, une relation de confiance qui nous permet d'aborder tous les sujets en bilatéral, y compris les questions que vous avez évoquées. Et nous veillons par ailleurs à nouer des liens avec toutes les composantes de la société indienne : nous construisons des partenariats concrets avec toutes les ONG indiennes dans le pays, sur des sujets comme l'éducation, la liberté de la presse, ou l'égalité femmes/hommes. C'est un travail que nous menons au quotidien avec notre ambassade sur le terrain.

Q – Je souhaiterais poser une question par rapport à l'actualité. Total et le ministère du pétrole [irakien] ont passé un accord. Ma question est la suivante : Total ayant créé des installations qui vont permettre aux centrales électriques irakiennes d'alimenter tout cela en gaz et d'être moins dépendant des importations de gaz iraniennes, potentiellement cela risque de ne pas plaire à Téhéran ni aux milices irakiennes qui sont proches du régime de Téhéran. Du coup je voulais savoir s'il n'y avait pas un problème sécuritaire, et si le ministère des affaires étrangères français n'en avait pas parlé avec l'Iran très récemment, lors notamment de négociations de libération de prisonniers ?

R – L'entreprise Total a en effet signé récemment un contrat avec les autorités irakiennes, qui prévoit la mise en oeuvre d'un projet multi-énergies. Vous évoquez le gaz, mais il y a également toute une part de renouvelables, puisqu'il inclut la construction de la plus grande centrale solaire, de 1 gigawatt, dans le pays ; le premier projet photovoltaïque de cette ampleur en Irak. La France se félicite de la signature de ce contrat avec le groupe Total. Et comme vous le savez, cela vient s'inscrire dans une mobilisation de la France aux côtés de l'Irak, et en soutien à sa souveraineté. Et ce soutien à sa souveraineté passe notamment par l'appui à la mise en oeuvre de réformes structurelles et le renforcement de ses services publics, tout comme l'appui au développement d'infrastructures et de l'attractivité économique de l'Irak. Ce projet, il renforcera la souveraineté énergétique de l'Irak. Il renforcera la possibilité d'approvisionnement en énergie et en électricité pour la population irakienne. Et il permettra aussi de soutenir la transition énergétique de l'Irak, dans le cadre des engagements pris par les autorités irakiennes au regard de l'Accord de Paris. Ce type de projets d'infrastructure sont ceux que nous souhaitons voir faire l'objet de discussions également dans le cadre de la conférence de Bagdad, ce format dont nous souhaitons qu'il puisse se réunir pour la troisième fois dans le courant de l'année en Irak, et qui permettra précisément de



discuter et de promouvoir des coopérations concrètes, qui peuvent être de nature économique, d'infrastructure ou de service, entre la totalité des pays de la région, avec pour objectif de renforcer la stabilité pour la région. Q – Le Président Emmanuel Macron a annoncé hier que la France va envoyer des armes et des nouveaux missiles à l'Ukraine. Quels sont les détails que vous pouvez nous partager à ce sujet ? Quand et combien d'armes et de missiles la France compte envoyer à l'Ukraine ? R – Je pense que le Président de la République reviendra sur ce point en conférence de presse plus tard, dans l'après-midi. En tout état de cause, nous avons pour habitude de ne pas donner de nombre en matière d'envoi d'équipements militaires à l'Ukraine, pour des raisons de sécurité opérationnelle des opérations ukrainiennes et de la livraison de ces équipements. Mais c'est évidemment une livraison significative, et un nouveau signe de notre soutien dans la durée à l'Ukraine face à l'agression illégale dont elle est la victime de la part de la Russie. Et cela s'inscrit dans une aide plus générale que vous connaissez, et qui porte notamment sur le renforcement des capacités ukrainiennes en matière de défense sol-air, en matière d'artillerie, mais aussi en matière de formation. Vous avez pu voir récemment le ministère des armées communiquer sur la formation que nous apportons aux forces armées ukrainiennes : 1 600 membres des forces armées ukrainiennes ont déjà été entraînés par les forces armées françaises en Pologne, et 3 600 autres en France, sur le sol français, ce qui est une contribution significative à l'effort fait par la totalité des Etats membres de l'Union européenne en ce domaine. Q – Vous n'avez pas répondu sur les risques sécuritaires que peut faire peser l'Iran sur des probables prochaines installations de Total, en Irak en tout cas. R – Les risques sécuritaires sont évidemment un des sujets pris en compte par les autorités irakiennes comme par les entreprises qui souhaitent investir en Irak. Mais comme je l'indiquais, notre souhait – et ce projet vient nourrir cette dynamique – est de soutenir la souveraineté irakienne, y compris sur le plan énergétique, et par ailleurs de promouvoir un dialogue fructueux et positif dans le cadre de la conférence de Bagdad, y compris sur cette question d'infrastructure énergétique. Q – Excusez-moi, mais dans la conférence de Bagdad, il y aura des invités, des représentants iraniens ? R – Absolument. La conférence de Bagdad est un format qui a été lancé il y a maintenant près de trois ans, et qui permet de réunir – et c'était un format inédit de ce point de vue – la totalité des acteurs de la région, y compris les autorités iraniennes./.

180 / 942 – Point de presse du 11/07/2023

Référence EPJ01388102

Texte La France exprime son horreur après la frappe de missiles russes qui a visé un centre d'aide humanitaire dans la ville d'Orikhiv le 10 juillet faisant au moins quatre morts. Elle condamne tout aussi fermement les frappes de cette nuit ayant notamment ciblé Kiev et Odessa. Confirmant le mépris de la Russie pour la protection des civils et le droit international humanitaire, ces frappes ont délibérément ciblé des lieux et des personnes protégés en violation du droit international humanitaire, et notamment du personnel humanitaire. Comme l'a souligné à plusieurs reprises la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, ces actes sont constitutifs de crime de guerre et ne peuvent rester impunis. En étroite coordination avec ses alliés, la France s'engage à renforcer son soutien militaire à l'Ukraine notamment en appui à

ses capacités de défense antiaérienne, ainsi qu'aux juridictions ukrainiennes et internationales afin de lutter contre l'impunité de tels crimes.

181 / 942 – Point de presse du 07/07/2023

Référence EPJ01387101

Texte Q – Des informations circulent selon lesquelles Wagner retirerait des centaines d'hommes d'Afrique. Est-ce que l'on assiste au début du retrait de Wagner en Afrique ? R – Wagner est un groupe criminel et mafieux, dont on connaît les violations systématiques, à la fois des souverainetés des Etats et des peuples, mais également des droits de l'Homme. Aujourd'hui, nous disons aux pays qui ont fait le choix de Wagner, et qui peut-être le regrettent en voyant le développement de ces dernières semaines, qu'il est temps de s'en dissocier. On ne peut que craindre que face à la fragilisation du système Wagner, les exactions et la prédation auxquelles se livre Wagner n'aillent croissant, au détriment des populations et des Etats concernés. Q – Que répondez-vous aux critiques du président azerbaïdjanais ces derniers jours sur la situation en France ? R – Nous avons pris bonne note des inquiétudes exprimées par l'Azerbaïdjan. Chacun sera libre de juger de leur pertinence au regard du bilan de ce pays en matière de libertés publiques. Q – Quelle est la réaction de la France au fait que les Etats-Unis envisageraient de fournir des armes à sous-munitions à l'Ukraine ? R – En tant qu'Etat partie à la convention d'Oslo, la France a pris l'engagement de ne pas produire ou utiliser d'armes à sous-munitions et d'en décourager l'usage. La France respecte ses engagements en la matière. Ni les Etats-Unis, ni l'Ukraine ne sont parties à la convention d'Oslo et ne sont à ce titre liés à ses dispositions. Nous comprenons l'arbitrage auquel les Etats-Unis sont parvenus dans leur souhait d'aider l'Ukraine dans l'exercice de sa légitime défense face à l'agression illégale déclenchée par la Russie./.

182 / 942 – Point de presse du 06/07/2023

Référence EPJ01387003

Texte Q – Votre homologue russe, Mme Maria Zakharova a affirmé aujourd'hui que les armes fournies par l'Occident et l'OTAN à l'Ukraine se sont retrouvées dans les mains des émeutiers dans le contexte de la mort du jeune Nahel à Nanterre, et que ces armes ont été employées contre les forces de l'ordre en France. Pourrais-je avoir votre réaction à cette déclaration s'il vous plaît ? R – Je n'ai pas l'habitude de commenter les déclarations sans fondement de Mme Zakharova. En l'occurrence, nous fournissons, comme vous le savez, des armes à l'Ukraine en soutien à son action de légitime défense face à une agression illégale de la Russie sur le territoire ukrainien. Q – Concernant M. Le Drian et Mme Colonna, a-t-il présenté un rapport écrit à Mme Colonna sur sa visite ? Et quand est-ce que, exactement, il compte se rendre au Liban ? Vous avez parlé des prochaines semaines. S'y rendra-t-il dans les deux semaines à venir ? Visitera-t-il aussi l'Arabie saoudite et le Qatar avant le Liban ? R – M. Jean-Yves Le Drian a eu l'occasion de faire état à la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Colonna, des conclusions préliminaires de sa mission. Comme vous le savez, cette première mission, qui a duré quelques jours au Liban, lui a permis de rencontrer la totalité des responsables, politiques et religieux, de la société civile, et donc d'établir un premier état de la

situation, dont il a pu faire état auprès de Mme Colonna pour dessiner la suite de sa mission. À ce stade, je n'ai pas plus de précisions sur une date de déplacement de M. Jean-Yves Le Drian au Liban, mais il s'y rendra comme je l'indiquais dans les prochaines semaines, et je n'ai pas d'autres éléments sur d'autres déplacements à vous communiquer à ce stade. Q – Petite question sur le Liban, mais un autre angle, s'il vous plait. La semaine passée, le Hezbollah a enlevé une tente des deux tentes qu'ils ont installées sur le territoire israélien. Je comprends maintenant qu'il y a des négociations sur la deuxième tente. Est-ce que la France était ou est impliquée dans ces négociations ? Et aussi, s'il vous plait, me commenter sur les tirs de – je ne sais pas si c'était de roquettes ou des missiles – aujourd'hui du territoire libanais vers Israël. Est-ce que pour vous c'est une escalade des tensions ? R – S'agissant du Hezbollah et de l'élément que vous mentionnez, je n'ai pas connaissance d'implication de la France dans les discussions que vous avez évoquées. Et s'agissant des tirs de roquettes que vous évoquez, je n'ai pas non plus d'éléments confirmant ces nouvelles violences, mais en tout état de cause, vous connaissez l'engagement de la France sur la ligne bleue et pour le respect du cessez-le-feu, qui se traduit notamment par notre engagement constant au sein de la FINUL. Q – Je voulais savoir, le ministre des affaires étrangères russe, Serguei Lavrov, a déclaré que Wagner va continuer ses opérations au Mali et en Centrafrique. Je voulais savoir votre opinion sur ce sujet. R – S'agissant de la milice Wagner, je crois que les derniers éléments ont pu montrer à quel point cette milice n'en est même pas une, mais un groupe criminel et mafieux dont on connaît les violations systématiques et systématiques, à la fois des souverainetés des Etats et des peuples, mais également des droits de l'Homme. Et je ne peux que condamner à nouveau les exactions dont les Nations unies ont pu faire état dans le cadre du rapport sur le massacre de Moura, intervenu en mars 2022, et où l'implication des mercenaires de Wagner est établie par les Nations unies. Donc aujourd'hui, nous disons aux pays qui ont fait le choix de Wagner, et qui peut-être le regrettent en voyant le développement de ces dernières semaines, qu'il est temps de s'en dissocier. Et qu'on ne peut que craindre que face à la fragilisation du système Wagner, et aux failles à l'intérieur du système russe qui ont été révélées, que les actions de spoliation, les exactions auxquelles se livre la milice Wagner, n'aillent croissantes, au détriment des populations et des Etats concernés. Voilà quelle est notre position à cet égard. Vous savez que nous avons déjà, dans le cadre européen, adopté toute une série de mesures et de sanctions pour sanctionner les mercenaires de ce groupe criminel et mafieux. Nous poursuivons nos discussions avec les partenaires européens et les autres partenaires sur ce point. Q – Bruno Foucher, nommé ambassadeur de France en Centrafrique : déjà est-ce que vous pouvez dire quand est-ce qu'il va arriver, si ce sera avant ou après le référendum ? Et quelle sera sa mission ? Est-ce que c'est un dégel des relations entre Paris et Bangui ? Ou bien est-ce que c'est une action plus offensive pour pousser Wagner hors du pays ? R – Alors je ne commente pas les nominations d'ambassadeurs, qui relèvent toujours du conseil des ministres, mais vous savez quelle est notre position sur la RCA. J'ai eu l'occasion de l'exprimer à plusieurs reprises. Nous souhaitons des relations apaisées avec la République centrafricaine. Le Président de la République a rencontré le président Touadéra en marge du One Forest Summit qui s'est tenu à Libreville, et notre ambassade rencontre

régulièrement l'ensemble des autorités centrafricaines. Donc la nomination d'un ambassadeur s'inscrit dans cette logique. Q – Une question sur le sommet de l'OTAN : normalement devrait être discuté l'ouverture potentielle d'un bureau de liaison à Tokyo. Il semblerait que la France s'oppose à ce bureau. Est-ce que vous pourriez nous dire un mot sur la position française ? R – Je crois que la question n'est pas celle du bureau de l'OTAN au Japon. Vous savez qu'il y a déjà des ambassades référentes pour les relations de l'OTAN avec le Japon. Et donc la question est celle du renforcement des relations entre l'OTAN et le Japon, que nous soutenons tout à fait et qui fait l'objet de discussions avec nos partenaires et alliés. Q – Je voulais savoir si la France allait au sommet de Vilnius, seule ou avec ses partenaires, avec des propositions concrètes en ce qui concerne les garanties de sécurité de l'Ukraine, éventuellement après, enfin à partir de la fin de la guerre, ou dans d'autres conditions. R – Vous avez entendu nos autorités s'exprimer très clairement à ce sujet, la Ministre, le Président de la République encore tout récemment, à l'occasion de son entretien avec le président Zelensky : nous souhaitons que le sommet de Vilnius marque un signal positif et puisse apporter, en effet, des garanties de sécurité concrètes et tangibles à l'Ukraine, qui permettent de faire face à toute menace d'une future agression de la Russie contre l'Ukraine et d'empêcher cette future agression. Donc ce sera une partie de la discussion à Vilnius. Il s'agit également d'apporter, en matière de capacités et de soutien à l'Ukraine, des éléments tangibles et concrets, et surtout un soutien qui s'exprimera sur le long terme de la part de tous les alliés. Vous avez entendu la Ministre le ré-exprimer à nouveau lors de sa conférence de presse avec les Etats baltes. Cela inclut également un volet européen, et vous avez vu les conclusions du Conseil européen, qui ont permis de marquer l'engagement des Etats membres pour apporter, pour l'avenir, ces engagements de sécurité à l'Ukraine ; mais vous avez également entendu la Ministre évoquer les aspects bilatéraux, puisque nous travaillons également sur le soutien que nous pouvons apporter bilatéralement à l'Ukraine sur le long terme, et que nous allons reconfirmer à cette occasion. Q – La visite de Catherine Colonna à Madagascar a été reportée pour la troisième fois il me semble. Est-ce que vous pouvez pour quelle raison ? Est-ce que c'est signe de tension entre Paris et Antananarivo ? R – Non, nous entretenons de très bonnes relations avec Madagascar, et il s'agit de pouvoir avancer dans cette perspective avec les autorités malgaches. Mais vous aurez noté que le président Rajoelina s'est rendu à Paris à deux reprises ces dernières semaines, notamment pour un entretien à l'Elysée avec le Président de la République, et à l'occasion du sommet pour un nouveau pacte financier mondial. Ces entretiens ont permis de faire le point sur tous les aspects de la relation bilatérale, et dans ce contexte-là, la décision a été prise, avec les autorités malgaches, de reporter la visite de la Ministre à une date ultérieure./.

183 / 942 – Point de presse du 05/07/2023

Référence EPJ01386602

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté la frappe menée par la Russie hier contre la ville de Pervomaïskii, dans la région de Kharkiv, qui aurait fait une quarantaine de blessés dont de nombreux enfants. Cette frappe a une nouvelle fois délibérément ciblé des bâtiments résidentiels, en violation flagrante du droit international humanitaire. Comme l'a souligné à plusieurs

reprises la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, ces actes inacceptables sont constitutifs de crimes de guerre et ne peuvent rester impunis. En étroite coordination avec ses alliés, la France continuera de fournir un soutien militaire à l'Ukraine pour renforcer ses capacités de défense antiaérienne, ainsi qu'un appui aux juridictions ukrainiennes afin de lutter contre l'impunité de tels crimes.

184 / 942 – Point de presse du 04/07/2023

Référence EPJ01386202

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté l'agression violente de la journaliste Mme Elena Milachina et de son avocat M. Alexandre Nemov, alors qu'ils se trouvaient en République de Tchétchénie à l'occasion du procès de Mme Zarema Moussaïeva, épouse d'un opposant au dirigeant tchétchène M. Razman Kadyrov. Mme Milachina, journaliste à Novaïa Gazeta, a reçu le Prix franco-allemand des droits de l'Homme et de l'Etat de droit en 2017. Elle a toujours poursuivi son travail essentiel de documentation des atteintes aux libertés fondamentales en Tchétchénie, en dépit des menaces régulières dont elle faisait l'objet. La France rappelle son attachement à la liberté de la presse, au respect des droits de l'Homme et à l'Etat de droit partout dans le monde.

185 / 942 – Point de presse du 04/07/2023

Référence EPJ01386203

Texte La France félicite M. Qu Dongyu pour sa réélection, dimanche 2 juillet, à un second mandat en qualité de Directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Membre fondateur de la FAO, la France est attachée au mandat de cette organisation spécialisée des Nations unies, qui vise à éradiquer la faim et la malnutrition, ainsi qu'à favoriser la transition vers des systèmes alimentaires durables et résilients. Dans un contexte de grave crise alimentaire exacerbée par les conséquences de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, la France continuera d'apporter son concours à la FAO et à son Directeur général pour lutter contre la faim et la malnutrition dans le monde, pour le renforcement des mécanismes de redevabilité de l'organisation et de sa gouvernance, et pour une coopération efficace avec le système des Nations unies.

186 / 942 – Point de presse du 29/06/2023

Référence EPJ01385201

Texte – Mme Catherine Colonna Déplacement en Mongolie (28–30 juin) Comme vous le savez, la ministre de l'Europe et des affaires étrangères se trouve en ce moment même en Mongolie, à Oulan-Bator, jusqu'à demain, à l'invitation de Mme Battsetseg Batmunkh, ministre des relations extérieures de Mongolie. Elle s'y trouve pour participer à une réunion de ministres des affaires étrangères sur le thème de la diplomatie féministe et des droits des femmes, qui est organisée par la Mongolie et co-parrainée par la France et l'Allemagne. D'ailleurs, Mme Annalena Baerbock sera également présente. La ministre aura également l'occasion d'assurer le suivi de la visite d'Etat du Président de la République du 21 mai dernier. Vous savez qu'il s'agissait de la première visite d'un chef d'Etat français en Mongolie. À ce titre, la ministre sera reçue pour des

entretiens bilatéraux par le Président de la République de Mongolie, M. Ukhnaagiin Khürelsükh, et par son homologue Mme Battsetseg Batmunkh. Dans le prolongement de la dynamique initiée par les deux chefs d'Etat en mai dernier, la visite de la ministre permettra d'approfondir notre partenariat avec la Mongolie, et notamment à renforcer la souveraineté et l'autonomie stratégique de nos deux pays, dans des secteurs tels que l'énergie, les métaux critiques, les télécommunications, la sécurité, et l'agriculture. 3 juillet Autre point à l'agenda de la ministre, à son retour, le 3 juillet, deux éléments : ce sera l'occasion pour elle de se voir remettre le rapport du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes sur le bilan de la stratégie internationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes, portée par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Comme vous le savez, la France a été depuis 2019 parmi les premiers pays à adopter ce que nous appelons une diplomatie féministe, qui fait l'objet d'un portage politique au plus haut niveau, par Mme la ministre Catherine Colonna et tout le pôle ministériel, et qui s'inscrit dans le cadre de la priorité donnée par le Président de la République à l'égalité femmes hommes pour les deux mandats. Le 3 juillet, la ministre participera également au conseil interministériel de l'enseignement français à l'étranger, en compagnie du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, M. Pap Ndiaye. – M. Olivier Becht Le ministre délégué a eu l'occasion de s'entretenir avec M. Salem Abdullah Al-Jaber Al-Sabah, ministre des affaires étrangères du Koweït. Il a eu cet entretien après celui que la ministre a eu le 27 juin, avec ce dernier. Vous savez qu'à l'occasion de cet entretien avec Mme Colonna, le Koweït et la France ont signé un mémorandum d'entente qui permet d'établir un dialogue stratégique de niveau ministériel entre les deux pays, que les deux ministres des affaires étrangères co-présideront prochainement. M. Olivier Becht s'est également entretenu avec une délégation d'entreprises koweïtiennes et françaises, réunies par le MEDEF international, afin d'encourager le partenariat entre nos deux pays, sur le plan économique, et de faire valoir l'expertise française dans des secteurs clés, comme les transports, l'énergie, et de souligner la convergence des ambitions des plans France 2030 et Vision 2035 Koweït sur les questions de transition énergétique et environnementale. Pour mémoire, vous savez que nous entretenons une relation très dense et ancienne avec le Koweït. La France est le premier investisseur européen au Koweït et le septième investisseur mondial dans ce pays. En retour, l'Etat du Koweït est l'un des plus anciens et des principaux investisseurs souverains en France. 3–4 juillet 2023 : Déplacement en Roumanie Le Ministre délégué se déplace en Roumanie, les 3 et 4 juillet prochains, après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement. Dans le cadre de sa visite à Bucarest, il participera au forum d'affaires franco-roumain. Il pourra s'entretenir à cette occasion avec le Premier ministre et le ministre de l'économie. Il inaugurera, en compagnie du maire de Bucarest et de deux ministres roumains, un projet innovant porté par Suez pour le traitement et la valorisation des boues. Il aura également l'occasion de s'entretenir avec des entreprises françaises et roumaines, des investisseurs roumains notamment dans la communauté French tech, ainsi qu'avec des représentants de la communauté française. Cette visite s'inscrit évidemment dans le contexte du Sommet de Vilnius et de notre contribution à la posture de défense et de dissuasion en Roumanie, puisque vous savez que nous sommes nation-cadre dans ce pays. – Mme Laurence Boone La secrétaire d'Etat se déplacera à

Bruxelles, (29–30 juin), avec le Président de la République, dans le cadre du Conseil européen qui s'ouvre cet après-midi. Vous avez vu les angles et l'agenda du Conseil européen, qui traitera de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, d'économie, notamment du suivi de l'agenda de Versailles, à la fois au plan économique, mais aussi en matière de sécurité et de défense. Il traitera également de migrations et d'un certain nombre d'autres sujets. – Académie diplomatique d'été du Quai d'Orsay Enfin, à l'agenda, nous voulions vous informer, s'agissant de l'agenda du ministère, que nous lançons du 3 au 7 juillet prochains l'Académie diplomatique d'été. Vous savez qu'il s'agit de la troisième session de cette Académie diplomatique d'été, qui rassemblera cette année 150 lycéens et étudiants à la découverte des missions et métiers de la diplomatie. Il s'agit de susciter des vocations. Mme Catherine Colonna l'a indiqué très clairement : notre ministère "s'engage, avec ce programme, à aller chercher les futurs talents de la diplomatie française, partout où ils se trouvent." Cette session sera consacrée à traiter avec eux des grands enjeux européens et internationaux, de la gestion de crise, du service public à destination des Français à l'étranger et des enjeux globaux en général.

187 / 942 – Point de presse du 28/06/2023

Référence EPJ01384802

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les frappes russes sur un restaurant à Kramatorsk, qui ont fait au moins 9 morts et 60 blessés, dont des enfants, selon les premiers bilans des autorités ukrainiennes, alors que les opérations de recherche de survivants dans les décombres se poursuivent. La Russie a une nouvelle fois délibérément ciblé une infrastructure civile, en violation flagrante du droit international humanitaire, en visant un lieu de loisir où la population ukrainienne cherchait un peu de repos face aux souffrances infligées par la guerre d'agression russe. Comme l'a souligné à plusieurs reprises la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, ces actes inacceptables sont constitutifs de crimes de guerre et ne peuvent rester impunis. L'inscription de la Russie dans la liste d'infamie du rapport annuel "Enfant et conflits armés" du Secrétaire général des Nations Unies, pour meurtre et mutilation et les attaques contre les écoles et les hôpitaux, confirme la gravité des crimes commis par la Russie en Ukraine. Nous rappelons avec force notre condamnation ferme des transferts forcés d'enfants ukrainiens par la Russie. En étroite coordination avec ses alliés, la France continuera de fournir un soutien militaire à l'Ukraine pour renforcer ses capacités de défense antiaérienne, ainsi qu'un appui aux juridictions ukrainiennes afin de lutter contre l'impunité de tels crimes./.

188 / 942 – Point de presse du 26/06/2023

Référence EPJ01384103

Texte À l'occasion de la journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture, la France réaffirme son engagement à lutter contre cette pratique inhumaine et exprime sa pleine solidarité avec les victimes et leurs proches, y compris en Afghanistan et dans le cadre de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Elle salue le travail des Nations unies, de la Cour pénale internationale, des organisations régionales et de la société civile et des défenseurs des droits. La France soutient financièrement le Fonds de

contributions volontaires des Nations unies pour les victimes de la torture. Elle apporte un soutien financier, humain et logistique à la Cour pénale internationale, qui contribue à la lutte contre l'impunité des responsables d'actes de torture et à la reconnaissance des victimes. La France encourage tous les Etats à ratifier et à mettre en oeuvre la Convention internationale contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et son Protocole facultatif./.

189 / 942 – Point de presse du 20/06/2023

Référence EPJ01383105

Texte Q – Est-ce que vous pouvez confirmer qu'un citoyen français – Paul-Henri Nargeolet, spécialiste du Titanic – fait partie des personnes disparues à bord d'un sous-marin depuis dimanche dernier dans les eaux de l'Atlantique Nord ? Est-ce que les autorités consulaires françaises aux Etats-Unis ou au Canada ont été en contact avec l'équipe du sous-marin ou avec la famille de M. Nargeolet ? R – Nous ne sommes pas à ce stade en mesure de confirmer cette information et nous suivons avec la plus grande attention les développements concernant cette situation, en lien avec les autorités compétentes. Q – Le 17 juin le président russe Vladimir Poutine a montré aux dirigeants africains qui font partie de la mission africaine pour la paix en Ukraine le projet de l'accord avec l'Ukraine qui a été préparé en mars 2022 à Istanbul. Il s'agit notamment de la neutralité permanente de l'Ukraine et des garanties de sécurité pour Kiev. La France, ainsi que le Royaume-Uni, la Chine et les Etats-Unis, y figure parmi les pays garants. Est-ce que la France a pu consulter ce texte ? Est-ce qu'elle sera favorable de jouer le rôle de garant ? R – Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, a rappelé hier auprès de son homologue sud-africain, Mme Naledi Pandor, que tout effort en faveur d'une paix juste et durable, qui respecte l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine, est le bienvenu. Comme le Président de la République l'a souligné lors du dernier sommet du G7 et à Bratislava au forum Globsec, la paix ne saurait consister en revanche en un simple cessez-le-feu qui consacrerait un état de fait et reviendrait à recréer un conflit gelé. Toute proposition de paix doit être fondée sur le droit international et établie selon des paramètres choisis par l'agressé, c'est-à-dire le peuple ukrainien. Il est particulièrement cynique de la part de la Russie de prétendre défendre la paix tout en bombardant Kiev au moment même où une mission composée de chefs d'Etat et de représentants africains rencontre les autorités ukrainiennes pour évoquer ce sujet./.

190 / 942 – Point de presse du 14/06/2023

Référence EPJ01381701

Texte Mme Laurence Boone, secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée de l'Europe, se rendra au Portugal les 15 et 16 juin pour un entretien trilatéral avec son homologue portugais, M. Tiago Antunes et son homologue espagnol M. Pascual Navarro Ríos. Mme Boone évoquera avec ses homologues la préparation de la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne, le renforcement de l'autonomie stratégique de l'Union, notamment dans ses dimensions économique, industrielle et numérique ainsi que le soutien à l'Ukraine face à la guerre d'agression menée par la Russie. Les trois secrétaires d'Etat aborderont également les enjeux



liées à l'élargissement et aux réformes institutionnelles de l'Union européenne, les avancées du Pacte asile et migrations et la gouvernance économique. Ils visiteront l'Agence européenne pour la sécurité maritime située dans la capitale portugaise et échangeront avec sa directrice exécutive, Mme Maja Markovic Kostelac. À l'occasion de ce déplacement, Mme Boone visitera une usine spécialisée dans la conception et l'assemblage d'électrolyseurs, industrie stratégique pour la souveraineté énergétique européenne et la décarbonation, soutenue par des acteurs français et européens.

191 / 942 – Point de presse du 13/06/2023

Référence EPJ01381605

Texte Q – Merci de prendre mes questions. J'en ai une concernant l'Iran, et plusieurs sur le Liban. Concernant l'Iran, il y a un gros responsable diplomatique iranien, Ali Bagheri Kani, qui a twitté aujourd'hui, disant qu'il était à Abou Dabi, et qu'il avait rencontré ses homologues français, allemand et britannique. Il est responsable des négociations sur le nucléaire, est-ce que vous pouvez nous en dire plus sur cette rencontre ? Est-ce qu'il y a les prémices d'une reprise des négociations sur le nucléaire avec l'Iran ? Et la deuxième question concerne Jean-Yves Le Drian. Vous avez évoqué une rencontre prochainement avec Mme Colonna. Est-ce que vous pouvez nous dire comment va s'articuler la mission de M. Le Drian et le ministère des affaires étrangères concernant le dossier libanais ? Savez-vous si M. Le Drian va se rendre, enfin... quand va-t-il se rendre au Liban ? Et dans la perspective demain de la session parlementaire pour élire un Président de la République, êtes-vous confiant qu'il puisse y avoir une décision demain ? Et sinon, est-il envisagé une réunion, une conférence sur le Liban à Paris prochainement ? R – Merci beaucoup pour cette longue série de questions. Je vais commencer par la première. En effet, les directeurs politiques E3 ont eu l'occasion de rencontrer le responsable iranien que vous mentionnez à Abou Dabi le 12 juin. Je n'ai pas de commentaire à faire sur l'objet de cette rencontre, je crois que vous connaissez nos positions très clairement exprimées à la fois par les E3 à l'occasion du Conseil des gouverneurs qui s'est tenu il y a quelques jours, et le Président de la République, qui a eu l'occasion de s'exprimer auprès du Président Raïssi sur cette question encore ce week-end. La position de la France est que nous demeurons mobilisés pleinement pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire. Nous nous coordonnons avec nos partenaires internationaux sur la meilleure manière de répondre à l'escalade nucléaire extrêmement préoccupante qui est en cours, et pour trouver une solution diplomatique à la situation actuelle. Voilà les messages qui ont été réitérés. Voilà pour ce premier point. Sur les suivants, M. Jean-Yves Le Drian, l'envoyé personnel, sera en effet reçu par Mme la Ministre, comme je l'indiquais, dans les jours à venir. Ce sera l'occasion d'évoquer la suite de sa mission qui a été définie très clairement dans le communiqué de l'Élysée qui a annoncé sa nomination il y a quelques jours. Comme je l'indiquais, il s'agit de poursuivre nos efforts pour une sortie urgente de la crise libanaise, et cela reflète la priorité que la diplomatie française donne à cette question. Ce travail se conduira en très étroite concertation et coordination. S'agissant de la date que vous avez évoquée, il y a en effet une convocation de la session parlementaire libanaise le 14 par le président du parlement libanais. Il est entendu que nous continuons d'appeler à la sortie de crise, qui est notre message depuis

maintenant plus de huit mois que dure ce vide institutionnel, et qu'il ne s'agit de gâcher aucune occasion qui se présente. Notre message à tous, aujourd'hui, c'est de prendre cette échéance au sérieux et d'en faire l'occasion d'une sortie de crise. Et votre dernière question m'échappe. Q – Sur l'organisation d'une conférence internationale sur le Liban et sur les dates de déplacement de Jean-Yves Le Drian ? R – Je ne réponds pas aux questions hypothétiques. Pour l'instant la date de déplacement de M. Jean-Yves Le Drian n'est pas communiquée. Je ne peux pas vous donner cette information. Il s'agira pour nous de faire tout d'abord l'évaluation de cette session parlementaire qui se tient le 14. Q – C'était pour revenir sur cette campagne numérique de manipulation russe. À part le site du Quai d'Orsay, qu'est-ce qu'il y avait d'autre ? Je n'ai pas encore vu les documents que vous avez mis en ligne, mais qu'est-ce qu'il y avait d'autre, comme attaques ? Combien ? Sur quelle période ceci s'est passé, est-ce récent, ou deux trois mois, quelques semaines ou quelques jours ? Quel genre de conséquences y aura-t-il ? Je sais que vous parlez avec vos partenaires, mais est-ce que vous allez parler au niveau européen, pour éventuellement rajouter des sanctions spécifiques sur des groupes qui sont derrière ça ? Est-ce qu'il y a des conséquences pour les ambassades ? Je présume que l'ambassade et le centre culturel, ici, étaient impliqués ; est-ce qu'il y a des conséquences pour eux ? Si vous pouvez nous donner plus de détails sur ça. R – Dès que nous avons détecté un site miroir, qui était en effet un site miroir de France Diplomatie, nous avons réagi immédiatement, pour pouvoir faire face à cette campagne de manipulation de l'information et évidemment limiter son impact. Cela nous a permis de faire en sorte que cette campagne n'ait pas d'impact sur notre opinion publique, tout en mesurant le fait que l'opinion publique française est tout à fait résiliente face à ces campagnes de désinformation, et qu'à ce stade, nous n'en voyons pas les effets se traduire dans la réalité. S'agissant des conséquences, cette déclaration que la Ministre a choisi de faire est la première. Nous n'avons pas, à ce stade, c'est la première fois que nous dénonçons de façon aussi claire et explicite ce type de campagne de manipulation. C'est évidemment un message qui sera reçu par les intéressés. Q – Est ce que vous envisagez de convoquer l'ambassadeur russe ? R – A ce stade, cette décision n'est pas prise. Q – Toujours sur les attaques russes, la nature des messages, on peut en savoir plus ou pas du tout ? Et les dates, vous n'avez pas dit à quel moment ça s'est passé, ça s'est produit ? R – On vous donnera davantage d'informations plus tard. Mais je n'ai pas de dates à vous donner, que je puisse vous communiquer, mais nous le ferons par la suite, si vous le souhaitez. Q – Ni sur la nature des messages ? R – Ce n'était pas des messages, en fait, c'était des sites miroirs des sites gouvernementaux, et notamment du site Diplomatie, avec une volonté claire de créer de la confusion vis-à-vis de l'opinion française s'agissant du soutien que nous apportons à l'Ukraine. Q – Et deux autres petites questions. La première sur le Mercosur : est-ce qu'il y a une évolution de la position française, puisqu'il va se passer des choses du côté de l'Amérique du Sud ? Et deuxième chose, est-ce que vous êtes au courant du changement d'ambassadeur de Chine en France, M. Lu Shaye qui serait remplacé par M. Deng Li, ça vous dit... ? Vous avez été informée de ce changement au plus haut niveau de la diplomatie chinoise en France ? R – Sur le Mercosur, vous savez qu'Olivier Becht a eu l'occasion de s'entretenir de ces questions. Il était récemment encore au Brésil et au Chili et ces questions

commerciales ont été évoquées. Il a pu réitérer à ses homologues chilien et brésilien la position de la France, qui fait état d'une position très constructive sur la poursuite des discussions sur les accords commerciaux, mais aussi des clarifications que nous attendons des Etats du Mercosur, sur la base des exigences que nous avons réitérées en matière de protection environnementale, de standards de responsabilité sociale des entreprises. Tous ces aspects sont sur la table. Il y a, comme vous le savez, une proposition de la Commission qui a été transmise, à cet égard, à tous les Etats du Mercosur. Nous entendons poursuivre la discussion à ce sujet, et ce sera en effet un des sujets qui seront évoqués, notamment dans le cadre des rencontres entre l'Union européenne et la communauté CELAC. S'agissant de l'ambassadeur Lu Shaye, je n'ai pas d'informations à cet égard, et je vous renvoie vers les autorités chinoises qui sont compétentes sur ces questions. Q – Je reviens sur l'Ukraine. Certains pays voisins étudient la possibilité d'envoyer des troupes sur le sol ukrainien, ce qui va changer, effectivement, la donne. Est-ce que la France soutient ce type d'engagement ? R – Notre position est claire : nous avons défini notre soutien à l'Ukraine, qui est un soutien à l'Ukraine dans le cadre de la légitime défense qu'elle exerce tout à fait légitimement dans le cadre de la Charte des Nations unies, et en application de ses articles. Notre soutien est aussi clair dans le fait que nous ne sommes pas en guerre avec la Russie. À ce stade, notre soutien s'exprime de façon politique, humanitaire et en matière d'équipement militaire, comme le savez. Et c'est ce qu'a rappelé le Président de la République au Président Zelensky lors de son dernier entretien. Q – D'autres partenaires ont indiqué que des troupes pourraient être envoyées sur le terrain en Ukraine. Qu'en est-il de la France ? R – Nous n'avons jamais évoqué ce point. Vous savez que nous n'apportons que de l'aide en termes d'équipements militaires à l'Ukraine, dans le cadre de l'exercice de sa légitime défense. Q – Des discussions sont en cours... En fait, c'est deux questions. La première : des discussions sont en cours entre l'UE et la Tunisie autour d'un éventuel accord sur la gestion migratoire. Que proposent la France et l'UE à Tunis ? Qu'attendent-elles en retour, sachant que le Président Saïed s'oppose à ce que la Tunisie, je cite : "soit juste un simple gendarme qui veille à protéger les frontières des autres" ? Deuxième question, au regard de l'Algérie : quelle sera la réaction de Paris à la réintroduction de couplets hostiles à la France dans l'hymne national algérien ? R – S'agissant de l'Union européenne et de la Tunisie, je tiens à rappeler qu'il y a eu une visite très importante ces derniers jours, puisque la Présidente de la Commission, Mme Ursula von der Leyen s'était rendue à Tunis le 12 juin, pour annoncer un paquet de soutien à la Tunisie, que la France et nos autorités ont contribué à élaborer. Donc il s'agit d'un paquet de soutien qui se décline en différents points, dont les questions migratoires, mais qui évoque également le développement économique, les investissements, l'énergie, les migrations et les échanges, les contacts entre les populations, avec notamment la mise en place d'un plan Erasmus+ entre la Tunisie et l'Union européenne. Ces annonces sont le résultat d'un important travail que la France a mené avec ses partenaires européens pour venir en aide à la Tunisie en cette période de crise socio-économique très grave qui frappe la Tunisie. Elles font l'objet d'un suivi régulier. Vous savez que la Ministre avait eu l'occasion de s'en entretenir avec le ministre tunisien des affaires étrangères, M. Nabil Ammar, et que ce suivi sera poursuivi dans le

cadre des échéances européennes, et notamment du Conseil d'association entre l'Union européenne et la Tunisie, qui devrait se tenir avant la fin de l'année 2023. Sur le deuxième point, je n'ai pas connaissance de ces éléments, donc je ne peux pas vous faire de réponse là-dessus. Q – Je reviens encore sur la Russie, excusez-moi. Est-ce que c'est la première fois que la France est attaquée, enfin, en tout cas, que le ministère, ici, est attaqué ? Et quelle peut être la suite, pour l'instant ? Comment vous voyez la suite, justement ? Est-ce qu'il y a un renfort qui va être fait ? Est-ce que vous avez réussi à donner des informations aux autres ministères, etc. pour mieux se protéger ? R – Je crois que ce que je viens d'évoquer ce matin, et ce que la Ministre a souligné dans le cadre de cette déclaration, et la réponse très efficace qui a été faite, puisqu'il y a eu une détection très rapide de ces opérations de manipulation de l'information, qui ont permis, précisément, de déjouer cette manoeuvre et de prendre les contremesures nécessaires pour protéger notre opinion publique. Nous estimons être prêts à faire face à ces campagnes de désinformation, que nous continuons à dénoncer et qui constituent un des éléments de déploiement de la guerre hybride que mène aujourd'hui la Russie./.

192 / 942 – Point de presse du 09/06/2023

Référence EPJ01381201

Texte La France condamne la décision de la Fédération de Russie de se retirer du Traité sur les Forces conventionnelles en Europe (Traité FCE), pierre angulaire de la sécurité et de la stabilité en Europe et de l'architecture de maîtrise des armements conventionnels. Le Traité FCE a permis d'établir une logique de retenue, de transparence et de vérification des armements conventionnels dans l'Europe d'après-guerre froide. En permettant le développement d'un nouveau modèle de relations de sécurité sur la base de la coopération pacifique ainsi que d'engagements juridiquement contraignants et vérifiables, il a contribué à surmonter la division de l'Europe. Son importance a été régulièrement démontrée depuis lors. Cette décision de retrait du traité FCE fait suite à la suspension unilatérale et sans fondement juridique par la Fédération de Russie de la mise en oeuvre du Traité en 2007. La France regrette que tous les efforts entrepris pour encourager la Fédération de Russie à revenir à la pleine mise en oeuvre du Traité se soient révélés infructueux. Dans la lignée de son retrait du Traité sur le régime "Ciel ouvert" en 2021, la Russie fait une nouvelle fois le choix du désengagement des cadres existants de maîtrise des armements conventionnels. Le retrait du Traité FCE constitue une nouvelle étape dans la remise en cause de l'architecture de sécurité en Europe, à laquelle la Russie a activement participé en déclenchant une guerre d'agression brutale contre l'Ukraine. La France reste pleinement attachée aux dispositifs de maîtrise des armements conventionnels qui contribuent au renforcement de la confiance, à la réduction des risques militaires, à la prévention des conflits, et, ainsi, à la consolidation de la paix et la sécurité collective sur notre continent.

193 / 942 – Point de presse du 08/06/2023

Référence EPJ01380701

Texte

– Catherine Colonna S'agissant de Mme Colonna, je vais revenir sur un point qu'elle a fait sur la politique étrangère de la France en Afrique, puisque vous savez qu'elle a participé au débat qui était organisé au Palais du Luxembourg, le 6 juin dernier. Cela a été l'occasion pour elle de rappeler les grands enjeux du renouvellement de notre partenariat avec les 54 pays du continent africain, de revenir sur la nature de notre ambition en la matière, et de souligner l'étroitesse des liens avec le continent, notamment au niveau de la société civile, de la coopération et des entreprises, ou encore de la mobilité étudiante. Nous avons distribué ce discours, si vous avez des questions, nous sommes à votre disposition. Aujourd'hui, Mme Colonna est à Riyad, puis elle sera à Doha. Elle est ce matin à la réunion ministérielle de la Coalition internationale contre Daech. Elle aura l'occasion de s'entretenir – elle a déjà eu l'occasion d'ailleurs de s'entretenir – avec certains de ses homologues, en marge de cette réunion, notamment avec son homologue saoudien, M. Fayçal bin Farhan, son homologue irakien, M. Fouad Hussein, et son homologue libanais également. Elle se rendra cet après-midi au Qatar. Il s'agit de sa première visite au Qatar. Elle sera reçue à cette occasion par son homologue, le Premier ministre et ministre des affaires étrangères du Qatar, Son Excellence Cheikh Mohammed bin Abdulrahman Al-Thani. Ils coprésideront la deuxième session du dialogue stratégique entre nos deux pays, qui portera à la fois sur tous les aspects de la coopération bilatérale, mais également sur les questions régionales d'intérêt, et notamment la perspective de la Conférence de Bagdad et la question du Liban, ainsi que sur les crises internationales, à commencer évidemment par la guerre d'agression contre l'Ukraine de la part de la Russie et son impact sur la sécurité énergétique et alimentaire. Je vous signale que la Ministre tiendra, avec son homologue qatarien, une conférence de presse à l'issue de ces entretiens, qui est prévue à 17h, heure de Paris, et qui sera retransmise par les réseaux qatariens, ainsi que par notre ambassade au Qatar. À l'agenda de la Ministre toujours, quelques éléments que je souhaitais pointer à votre attention : elle recevra son homologue moldave à Paris le 13 juin prochain, M. Nicu Popescu. Et vous savez que cet entretien s'inscrit dans la continuité du sommet de la Communauté politique européenne, qui s'est tenu la semaine dernière à Chisinau, mais également de notre soutien à la Moldavie, soutien qui s'est exprimé à différentes reprises à très haut niveau. Vous savez que le Président de la République a eu l'occasion de recevoir et d'échanger avec Maia Sandu à de nombreuses reprises, et que nous formons, avec nos collègues allemands et roumains, une plateforme de soutien à la Moldavie. Nous avons ainsi accueilli une conférence internationale en soutien à la Moldavie, en fin d'année dernière. Ce sera l'occasion de continuer à apporter notre soutien à la Moldavie, et d'évoquer la candidature de la Moldavie à l'Union européenne. Le 16 juin, un élément interne au Quai d'Orsay, que je souhaitais vous mentionner : ce sera l'occasion pour la Ministre de tenir un COMEX, un comité exécutif, sur la réforme de la diplomatie française, réforme de la diplomatie française engagée par la Ministre sur la base des orientations données par le Président de la République, lors du discours qu'il a donné début mars, à la suite de la remise des conclusions des Etats généraux de la diplomatie. La Ministre aura l'occasion d'appuyer et de continuer d'évoquer ces efforts de transformation, et de donner ses orientations à sa diplomatie. Enfin, elle se rendra en Afrique du Sud, du 19 au 20 juin, pour son premier déplacement dans ce pays. Elle s'entretiendra à cette occasion avec son

homologue, trois semaines après leur dernier entretien, qui s'est tenu à Paris, vous vous en souviendrez. Ce sera l'occasion, pour les deux ministres, d'échanger sur la guerre en Ukraine, sur la très grande richesse de notre coopération bilatérale, et notamment de faire le point sur le programme JETP. Vous savez que nous avons engagé, avec l'Afrique du Sud, un partenariat pour la transition énergétique, qui rassemble d'autres partenaires internationaux, et auquel nous contribuons activement. Cela viendra évidemment s'inscrire dans la logique du nouveau pacte financier, qui se tiendra à la fin juin, à Paris. La Ministre aura aussi l'occasion d'échanger avec des Alumni sud-africains, qui sont des boursiers de Campus France, de visiter les nouveaux locaux de l'institut français d'Afrique du Sud, et elle se rendra au Loftus Versfeld Stadium, en compagnie de joueurs de l'équipe nationale des Springboks, à quelques mois de la coupe du monde de rugby, qui se tiendra, vous le savez, en France.

– Olivier Becht M. Becht est en cours de déplacement au Brésil et au Chili – Brésil, c'était les 5 et 6 juin, et il est aujourd'hui au Chili où il achève sa visite. Il se rendra au Parlement européen, les 12 et 13 juin, pour évoquer les sujets structurants en matière de politique commerciale européenne, et enfin en Espagne, du 15 au 16 juin, pour évoquer à la fois les questions de coopération économique entre nos deux pays, à la suite du traité bilatéral signé par nos chefs d'Etat. Il rencontrera ses homologues, et il travaillera à préparer la présidence espagnole de l'Union européenne qui va suivre.

– Chrysoula Zacharopoulou Mme Zacharopoulou, de son côté, s'est rendue au Kenya. Elle était au Kenya, ces 6 et 7 juin derniers, c'était son second déplacement depuis sa participation à la cérémonie d'investiture du président William Ruto. Elle a eu l'occasion de s'entretenir avec le président Ruto de l'ambition que la France souhaite porter avec le Kenya pour le nouveau pacte financier, et pour que les pays les plus affectés par les crises climatiques, comme le Kenya, puissent être à la manoeuvre, et puissent bénéficier du soutien nécessaire. Elle a également eu des entretiens avec la ministre de l'environnement, du changement climatique et de la forêt, Mme Soipan Tuyu, et elle a visité un projet d'amélioration de la gestion des feux de forêt pour favoriser la gestion durable des forêts au Kenya. Autre élément à son agenda : elle se rendra en Inde, le 11 juin, pour la réunion du G20 des ministres des affaires étrangères et du développement. Ce sera l'occasion de mobiliser nos partenaires du G20 en vue du Sommet sur le nouveau pacte financier mondial, fin juin. Elle s'entretiendra à cette occasion avec le ministre indien de l'énergie et des énergies renouvelables, ainsi qu'avec la société civile, et notamment au sujet de l'Alliance solaire internationale, qui est co-présidée par la France et l'Inde.

– Laurence Boone Enfin, la secrétaire d'Etat Mme Boone s'entretiendra aujourd'hui avec le président du Parlement de Géorgie, ici au Quai d'Orsay. C'est évidemment une discussion qui portera sur l'accompagnement de la Géorgie sur la voie européenne, les réformes en matière d'Etat de droit, et le soutien que nous pouvons apporter à ce pays pour y parvenir. Elle sera au Parlement européen pour la plénière, les 12 et 13 juin. Et elle participera à l'événement "Scale-Up Europe", qui se tiendra le 13 juin, avec 200 acteurs de premier plan de la scène tech européenne. Cela se tiendra en marge du salon Vivatech, et portera spécifiquement sur les technologies européennes. C'était une initiative du Président de la République. Enfin, le 14 juin, elle sera auditionnée par la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale sur le bilan du 2e sommet de la Communauté politique européenne,

et elle remettra le prix Louise–Weiss du journalisme européen 2023.

194 / 942 – Point de presse du 08/06/2023

Référence EPJ01380704

Texte Q – Merci beaucoup. J'aimerais avoir quelques détails sur la nomination de M. Le Drian sur son poste. Quel est le projet ? Est–ce qu'il va aller bientôt au Liban ? Est–ce qu'il y a un calendrier ? Et, en fait, pourquoi il faudrait un envoyé spécial de la France, maintenant qu'il y a une date pour les élections ? Peut-être que les Libanais peuvent résoudre ça eux-mêmes ? R – Sur ce point, la nomination de l'envoyé personnel du Président de la République qui a été annoncée hier par l'Elysée reflète la priorité qui est donnée par la France et par la diplomatie française à la situation au Liban et notre implication pour aider le Liban et le peuple libanais à sortir de cette crise. La Ministre a eu l'occasion de s'exprimer hier soir, d'ailleurs, à ce sujet, depuis Riyad. Elle se réjouit de pouvoir compter sur l'appui et l'expérience de Jean–Yves Le Drian pour continuer à appuyer nos efforts en ce sens. L'envoyé personnel sera reçu par la Ministre dans les jours prochains, en vue de son déplacement à venir au Liban. Vous savez qu'aujourd'hui même, la Ministre est à Riyad et à Doha, comme je l'indiquais, et qu'elle poursuit ses contacts avec ses partenaires internationaux pour appuyer une sortie de crise, dont nous avons à maintes reprises rappelé l'urgence, du fait de la situation dans laquelle se trouve le Liban. Q – Bonjour. Une question sur l'Ukraine, suite à la destruction du barrage de Kakhovka. Est–ce que la France, aujourd'hui, dispose d'éléments sur la responsabilité d'un camp ou de l'autre ? Et, ensuite, le Président a annoncé l'envoi d'une aide pour répondre aux besoins immédiats : est–ce que, là, vous pouvez donner un peu plus de détails sur cette aide de la France ? Quand est–ce qu'elle arrivera ? Quels sont les moyens déployés ? R – Vous avez vu que le Président de la République a eu hier l'occasion de s'entretenir avec le Président Zelensky, notamment au sujet de la destruction du barrage de Kakhovka et il a exprimé la solidarité de la France envers le peuple ukrainien, face à cet acte inacceptable, cet acte "odieux", comme il l'a qualifié, et qui vient souligner les conséquences, à nouveau, de l'agression russe contre l'Ukraine, dont la Russie est la seule responsable. La ministre a insisté – et vous l'avez entendue en QAG avant–hier sur le fait que cela constituait un nouveau seuil dans l'agression en cours. S'agissant de l'aide et de solidarité que nous apportons à l'Ukraine, le Président de la République a indiqué, là encore, que le Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères était mobilisé. Nous avons en effet rassemblé cet aide, dès la demande exprimée par les Ukrainiens, demande qui est notamment parvenue par le biais du mécanisme de protection européen. Cela s'inscrit dans notre volonté d'aider immédiatement les Ukrainiens, face aux conséquences humanitaires et écologiques de cette destruction. Je peux vous indiquer, donc, que les premiers camions d'aide partiront dès demain. S'agissant de cette aide, ce sont des éléments qui permettent d'apporter notre soutien aux populations qui sont directement affectées par la destruction du barrage. Il s'agit d'aide d'urgence, de médicaments, de produits d'hygiène, de purificateurs d'eau, de citernes, de matériel qui permet de faire face à cette dévastation. Une dizaine de tonnes d'aide est déjà en cours d'acheminement, avec un premier camion qui partira dès demain, comme je l'indiquais. Q – Pardon, je voulais juste revenir sur la question de mon confrère sur le barrage.

Donc le barrage, c'est une conséquence de l'agression russe. Mais est-ce que vous avez des éléments qui permettent d'établir que ce sont bien les Russes qui ont commis cette attaque ? Et, deuxième question, c'était sur le bureau de liaison de l'OTAN au Japon : quelle est la position de la France sur ce dossier ?

R – Comme je l'indiquais, c'est en effet une conséquence de l'agression russe contre l'Ukraine. Le Président de la République a déjà indiqué que nous attendions des éléments plus précis sur la nature même de cette destruction et, à ce stade, je n'ai pas davantage d'éléments à apporter en la matière. Sur le bureau du Japon à l'OTAN, nous avons là aussi eu l'occasion de nous exprimer et le Président de la République l'a d'ailleurs fait très clairement aussi à l'occasion de son discours à GLOBSEC. Il a rappelé que l'OTAN était une alliance pour l'Atlantique Nord, avec l'article 5 et l'article 6 qui limitaient clairement sa portée à l'Atlantique Nord. Notre position s'exprime dans ce cadre-là. Je voulais souligner qu'il y a aujourd'hui un dialogue entre l'OTAN et le Japon pour un programme de partenariat sur-mesure – qu'on appelle "ITPP" – en matière technique, qui permettra de renforcer la coopération OTAN-Japon. C'est ce point-là qui est particulièrement important et sur lequel nous travaillons avec les autres Etats membres. Si l'OTAN a besoin d'une connaissance de la situation dans la région, elle peut avoir recours, d'ores et déjà, aux ambassades qui sont désignées comme points de contact dans le cadre de l'Alliance.

Q – Bonjour, je voulais vous poser une question concernant les pilotes de chasse ukrainiens. Est-ce que le calendrier pour la formation par la France a été précisé ?

R – Je vous renverrai au ministère des Armées pour ce qui est des détails opérationnels. Vous savez que nous avons en effet marqué notre disponibilité, et le Président de la République, lui-même, s'est exprimé sur ce sujet, à former des pilotes de chasse ukrainiens, à le faire, et notamment sur la formation de base du pilote. Sur les éléments opérationnels, en revanche, je n'ai pas d'éléments à vous communiquer.

Q – Bonjour, je voudrais avoir, s'il vous plait, votre réaction suite à l'accession de M. Hakan Fidan à la tête de la diplomatie turque. Et deuxième question, en référence à la déclaration au Sénat ce mardi de Mme la ministre Catherine Colonna, comment la France entend-elle rester un partenaire pertinent – c'est l'expression qu'elle a utilisée, partenaire pertinent – en Afrique, malgré les discours anti-français et les entreprises hostiles qu'elle dénonce, notamment de la part de la Russie ?

R – S'agissant de M. Hakan Fidan, comme le Président de la République l'a souligné et comme la Ministre l'a indiqué ce weekend, en félicitant M. Hakan Fidan directement, la France se tient prête à poursuivre la coopération avec la Turquie, pour le retour de la paix en Europe, pour le retour de la stabilité régionale, et le dialogue au sein de l'OTAN. C'est ce qu'elle a elle-même indiqué. Je vous renvoie à ses propos. La France entretient une relation extrêmement riche avec les 54 pays du continent africain. C'est sur ce point que la Ministre est revenue à l'occasion de son audition devant le Sénat, en soulignant notre ambition, en soulignant aussi la profondeur des liens qui nous unissent, à tous les pays du continent africain. Et notamment, je peux citer un chiffre : aujourd'hui, les étudiants africains d'Afrique sub-saharienne représentent un quart des étudiants étrangers en France, sur les 400.000 étudiants étrangers que nous accueillons dans notre pays.

Q – Bonjour, je reviens sur le Liban. Pourquoi est-ce que ce n'est pas la ministre elle-même qui... pourquoi est-ce qu'il a fallu nommer un envoyé personnel de M. Macron, et en l'occurrence, pourquoi M. Le Drian ? Et ensuite,



une autre question concernant l'accord de 1968 entre la France et l'Algérie, qui est très critiqué par Les Républicains en ce moment. Est-ce que la France envisage de dénoncer cet accord ? Est-ce que c'est une option alors que les relations franco-algériennes ne sont déjà pas au summum ? R – J'ai déjà répondu sur le Liban : c'est le reflet de l'importance et de la priorité que nous donnons à la question du Liban. Par ailleurs, le ministre Jean-Yves Le Drian n'est pas le seul envoyé spécial que la diplomatie française compte sur des sujets et qui sont d'importance prioritaire pour notre diplomatie. Cela viendra appuyer, comme je le disais, les efforts que nous menons déjà en concertation avec les partenaires régionaux, et en concertation évidemment avec notre ambassade qui est en contact avec la totalité des acteurs libanais sur le terrain. S'agissant de l'accord de 1968 : cet accord franco-algérien fixe le cadre de la circulation des personnes et des échanges humains entre nos deux pays. Cet accord a déjà été amendé à plusieurs reprises : en 1985, 1994 et 2001 pour l'adapter aux intérêts des deux pays et des populations, y compris pour tenir compte de l'impératif de lutte contre les migrations irrégulières. L'accord de 1968 et, de façon générale, la coopération migratoire et les échanges humains entre nos deux pays font l'objet d'un dialogue régulier avec nos partenaires algériens et c'est dans ce cadre que nous travaillons. Q – Une question sur la visite du ministre des finances israélien, M. Smotrich, qui est à Paris en ce moment à Paris pour deux jours pour assister à une réunion de l'OCDE. Sauf erreur de ma part, il n'y a pas eu de réunion bilatérale de prévue ; ça n'a pas été non plus le cas la dernière fois. D'où cette question : est-ce que la France exclut des contacts avec lui ou avec d'autres ministres israéliens ? R – Il n'y a en effet aucun contact gouvernemental de prévu avec M. Smotrich, comme cela avait été le cas lors de la précédente visite à Paris du ministre des finances israélien. Vous vous souvenez que nous avons pu nous échanger d'un certain nombre de ses propos par le passé./.

195 / 942 – Point de presse du 07/06/2023

Référence EPJ01380301

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rend en Arabie saoudite et au Qatar les 7 et 8 juin 2023. En Arabie saoudite, elle participera le 8 juin 2023 à la réunion ministérielle de la Coalition internationale contre Daech, qui se tient à Riyad. La Ministre rappellera la détermination de la France à poursuivre sans relâche la lutte contre le terrorisme et appellera la Coalition à maintenir ses efforts collectifs, militaires comme civils. La Ministre soulignera l'importance pour la Coalition de continuer son action au Levant, afin de contrer la stratégie de résurgence de Daech. Elle rappellera que la France est engagée en matière de stabilisation et d'aide humanitaire en Irak et en Syrie de manière continue depuis 2017, et annoncera une contribution substantielle au titre de l'année 2023. La Ministre marquera son soutien à l'engagement de la Coalition internationale contre Daech en Afrique, aux côtés des autres acteurs internationaux engagés dans la lutte contre le terrorisme, dans une logique partenariale avec les pays africains. Elle insistera également sur la nécessité de poursuivre une approche globale de la lutte contre le terrorisme, mettant au coeur de son action les questions de sécurité des populations, de gouvernance, de respect du droit international et des droits humains. La Ministre appellera à un renforcement de la coopération dans la lutte contre la menace portée par Daech et Al-Qaïda en Afghanistan et

en Asie centrale, tout en rappelant que la multiplication des violations des droits et libertés fondamentales par les Taliban ne peut que faire le jeu des organisations terroristes. La Ministre effectuera sa première visite au Qatar, où elle sera reçue en audience par le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar, S.E Cheikh Mohammed bin Abdulrahman Al-Thani. Ils coprésideront la deuxième session du dialogue stratégique entre les deux pays, le 8 juin 2023, à Doha, qui portera sur tous les aspects de la coopération bilatérale. Ce sera également l'occasion d'aborder les questions régionales, notamment la perspective de la Conférence de Bagdad et la question du Liban, ainsi que les crises internationales, à commencer par la guerre d'agression de la Russie en Ukraine et ses conséquences en termes de sécurité énergétique et alimentaire. Ils tiendront une conférence de presse conjointe à l'issue de ce dialogue.

196 / 942 – Point de presse du 05/06/2023

Référence EPJ01380001

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, s'est entretenue aujourd'hui avec son homologue vietnamien, M. Bui Thanh Son. La Ministre s'est félicitée de cette première visite bilatérale d'un ministre vietnamien des affaires étrangères en France depuis 10 ans. Les deux ministres ont salué les liens étroits qui existent entre nos deux pays, alors que sont célébrés cette année le cinquantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques et le dixième anniversaire de notre partenariat stratégique. Les deux ministres sont convenus d'approfondir la relation bilatérale. Des consultations bilatérales régulières seront établies pour renforcer le partenariat stratégique, structurer davantage les liens humains autour de coopérations culturelles, éducatives et scientifiques tournées vers l'avenir, et axer le partenariat économique sur les enjeux de la lutte contre le réchauffement climatique et du numérique. La Ministre a assuré le Vietnam de la volonté de la France de se mobiliser pleinement pour la mise en oeuvre du Partenariat pour une transition énergétique juste (JETP), conclu fin 2022 entre le Vietnam et ses partenaires du G7. Les deux ministres ont marqué leur profond attachement au respect du droit international, en particulier des principes de souveraineté et d'intégrité territoriale, par tous les Etats. La Ministre a rappelé que toute solution à la guerre d'agression russe en Ukraine devrait passer par leur plein respect par la Russie. La Ministre a souligné l'importance que la France accorde à l'approfondissement de son partenariat de développement avec l'ASEAN et à son statut d'observateur au sein de l'ADMM+ dans le cadre de sa stratégie Indopacifique, et a remercié le Vietnam de son soutien. Les deux ministres ont fait part de leur préoccupation face à la dégradation de la situation politique et humanitaire en Birmanie à la suite du coup d'Etat et appelé à la mise en oeuvre du consensus en 5 points de l'ASEAN.

197 / 942 – Point de presse du 02/06/2023

Référence EPJ01379702

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les vagues de frappes russes de missiles de croisière et de drones qui ont visé Kiev pour la dix-neuvième fois en un mois. Ces frappes, désormais quotidiennes, ont

encore une fois ciblé délibérément des objectifs civils, confirmant que la Russie fait de la violation flagrante et délibérée du droit international humanitaire un levier assumé au service de son agression. Comme l'a souligné à plusieurs reprises la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, ces actes inacceptables sont constitutifs de crimes de guerre et ne peuvent rester impunis. La France continuera de fournir un appui aux juridictions ukrainiennes et à la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité de tels crimes. La France poursuivra son aide à l'Ukraine dans tous les secteurs, aussi longtemps que nécessaire, pour l'aider à résister à l'agression illégale de la Russie.

198 / 942 – Point de presse du 01/06/2023

Référence EPJ01379402

Texte Q – J'ai deux questions. Sur le Liban : Emmanuel Macron a rencontré cette semaine le patriarche et je voulais savoir si vous aviez des éléments autres que ceux que l'Elysée a communiqués et quelle était la position de la France sur un éventuel soutien à des candidats dont les noms circulent. On a beaucoup parlé de M. Frangié, mais il y a aussi nouveau nom, dont certaines sources libanaises nous font part, qui serait Jihad Azour, qui travaille actuellement au FMI. Et la seconde question concerne... C'est un petit peu un follow-up à ce qu'a dit M. Macron, hier, concernant les garanties de sécurité à l'Ukraine. Il a évoqué un scénario qui serait entre, je cite, "la garantie de sécurité à Israël, sous-entendu : par les Etats-Unis, et l'adhésion à l'OTAN." Est-ce que vous auriez des éléments sur ce que pourrait être cette troisième voie pour offrir des garanties à l'Ukraine ? Concrètement, de quoi il s'agit ? R – Je commence par le Liban. Vous savez que le Président de la République a, de fait, rencontré le patriarche maronite, Mgr Béchara Raï, le 30 mai dernier. Il ont eu l'occasion, à cet égard, de partager leur vive préoccupation face à la crise politique que connaît, que traverse le Liban et l'importance de trouver une issue au blocage politique actuel, qui constitue un obstacle, notamment aux réformes indispensables à une sortie de crise que demandent avidement les Libanais. Ils se sont accordés sur la nécessité qu'un président soit élu sans délai. Et vous savez que le Président a rappelé, à cette occasion, que la France avait des liens profonds avec les Chrétiens du Liban et rappelé évidemment leur place centrale dans l'équilibre confessionnel et institutionnel du pays. S'agissant de l'élection présidentielle, comme le Président l'a rappelé, le blocage institutionnel doit être levé et il est de la responsabilité des députés et acteurs politiques libanais qu'un Président de la République soit élu, qu'un Premier ministre soit désigné et qu'un gouvernement de plein exercice permette au Liban d'engager les réformes et de répondre à tous les enjeux qui mettent en cause aujourd'hui la stabilité et la prospérité de ce pays et du peuple libanais. Voilà, je n'ai pas plus de commentaires à faire là-dessus. Q – Et sur le candidat ? R – Pas plus de commentaires à faire là-dessus. On a déjà eu l'occasion de s'exprimer à de nombreuses reprises. Sur les garanties de sécurité, le Président de la République a eu l'occasion de s'exprimer très longuement hier. La Ministre est aussi revenue sur ce sujet ce matin, en amont de la ministérielle de l'OTAN. Vous avez entendu le Président, il s'agit, pour nous, de nourrir une discussion en amont du sommet de Vilnius pour garantir, pour apporter des garanties de sécurité à l'Ukraine qui soient des garanties de sécurité tangibles et crédibles, pour deux raisons, qu'a soulignées le Président

de la République hier à GLOBSEC. Pour la première raison qui est qu'aujourd'hui c'est l'Ukraine qui protège la sécurité de l'Europe et qui apporte de facto, à travers le combat qu'elle mène extraordinairement et courageusement, des garanties de sécurité à l'Union européenne et à tous les membres de l'Union européenne. Par ailleurs, le Président de la République soulignait que le fait que l'Ukraine soit aujourd'hui dotée d'une grande quantité d'armements, du fait du soutien que nous lui apportons, présentait aussi l'intérêt de l'inclure dans des garanties de sécurité crédibles, dans un cadre multilatéral. Le Président a souligné l'importance de pouvoir inclure l'Ukraine dans un débat stratégique de sécurité et dans une architecture de sécurité crédible à l'échelle du continent européen. Ces discussions se poursuivent aujourd'hui à l'OTAN ; la Ministre est donc en discussion avec les partenaires de l'Alliance pour avancer dans cette discussion et elle va se poursuivre jusqu'au sommet de Vilnius en juillet. Donc il n'est pas aujourd'hui dans mes compétences de pouvoir élaborer sur les différentes options qui sont évoquées.

Q – Une question s'il vous plaît sur le rapport d'hier de l'Agence internationale de l'énergie atomique et sur l'Iran. Si vous le permettez, je vais lire une petite phrase en anglais : "Iranian stockpile of enriched uranium had reached more than 23 times the limit set out in the JCPOA." Est-ce que vous pourriez commenter ça ? Est-ce que, pour vous, les Iraniens sont encore des partenaires fiables ? Est-ce qu'on peut encore espérer discuter avec eux de quelque chose ?

R – Nous avons en effet pris connaissance du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ces rapports font état d'une poursuite de l'escalade nucléaire extrêmement préoccupante de la part de l'Iran et d'une coopération que nous jugeons encore très insatisfaisante avec l'Agence internationale de l'énergie atomique pour mettre en oeuvre les engagements pris par l'Iran à coopérer. Ces engagements, dont je vous rappelle qu'ils ont été pris le 4 mars dernier en matière de surveillance et de garantie. Donc toutes ces questions seront abordées à l'occasion du conseil des gouverneurs de l'agence qui se tiendra la semaine prochaine, le 5 juin. Et vous savez que nous demeurons, la France et nos partenaires, pleinement mobilisés pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire. Nous nous coordonnons avec nos partenaires internationaux sur la meilleure façon de répondre à cette escalade extrêmement préoccupante, et pour trouver une solution diplomatique à cette situation.

Q – J'ai deux questions, s'il vous plaît. La semaine dernière, votre homologue russe a fait référence à l'usage fait par les forces de l'ordre françaises vendredi dernier de gaz lacrymogènes contre des militants pour le climat qui manifestaient près du bâtiment où se tenait l'assemblée des actionnaires de Total Energies. En réaction à cet usage de force, Mme Zakharova a estimé que la France n'a le droit de critiquer aucun pays pour non-respect des droits de l'Homme et recul des libertés et des libertés démocratiques. Elle a ajouté quelques autres commentaires ; quelle est la réaction du Quai d'Orsay à cette déclaration de madame Zakharova ?

Et la deuxième question, je voudrais avoir s'il vous plaît votre réaction sur l'issue du second tour de l'élection présidentielle en Turquie dimanche dernier et l'avenir des relations bilatérales avec ce pays ?

R – S'agissant de l'élection présidentielle en Turquie le Président de la République a eu l'occasion de s'exprimer et également de s'entretenir avec le président turc depuis sa réélection. Il a mentionné les immenses défis que la France et la Turquie avaient à relever ensemble, et parmi ces défis, au premier chef, le retour à la

paix en Europe, l'avenir de l'alliance euro-atlantique, ainsi que les défis auxquels nous faisons face en mer Méditerranée. Le Président de la République a félicité le président Erdogan pour sa réélection et indiqué notre volonté de continuer à avancer dans cette relation. Ces sujets ont été abordés lors de l'entretien entre le Président de la République et son homologue turc, et ils sont convenus de se rencontrer prochainement. Voilà pour votre question sur l'élection en Turquie. S'agissant des déclarations de Mme Zakharova nous sommes habitués à des déclarations sans fondement. Mme Zakharova est très mal placée pour parler des droits de l'Homme quand des mandats d'arrêt ont été émis contre des responsables russes pour des crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité. Q – J'ai trois petites questions, d'abord sur le Kosovo. J'aimerais avoir quelques précisions là-dessus. Vous avez pointé hier la responsabilité des autorités kosovares, est-ce que vous pourriez éclaircir ce point ? Concernant le Sénégal, Ousmane Sonko vient d'être condamné, il y a quelques minutes, à deux ans de prison ferme pour corruption de la jeunesse. L'opposant a toujours dénoncé un complot pour l'écarter de la présidentielle prévue en février 2024. Comment est-ce que vous réagissez à cette annonce ? Et par ailleurs comment est-ce que vous réagissez à l'hypothèse d'une candidature du président Macky Sall à un troisième mandat ? Et la dernière question : quel regard est-ce que vous portez sur ce projet de mission africaine de paix entre l'Ukraine et la Russie, mission qui pourrait être montée par six pays du continent africain ? R – Merci pour toutes ces questions. Je vais commencer par le Kosovo. La ministre a à nouveau eu l'occasion de s'exprimer ce matin sur la situation préoccupante au Nord-Kosovo, qui mérite en effet que les deux parties soient appelées à la responsabilité et s'abstiennent de tout acte qui pourrait alimenter les tensions. Vous avez noté que nous avons en effet pointé la responsabilité de la partie kosovare, et il est de notre analyse que le résultat des élections ne pouvait pas constituer une solution politique à long terme pour les municipalités concernées. C'était la raison pour laquelle nous avons appelé à appliquer l'accord d'Ohrid et à travailler, y compris avec les communautés locales, vers une solution qui permette un progrès pour établir l'Association/Communauté des municipalités à majorité serbe. Ce dialogue va se poursuivre aujourd'hui, en marge de la Communauté politique européenne, à Chisinau. Nous espérons que ce sera l'esprit de responsabilité qui prévaudra de part et d'autre. S'agissant du Sénégal, comme les autres partenaires du Sénégal, vous savez que la France est attachée au respect des acquis démocratiques du Sénégal et du principe de l'Etat de droit. À ce titre, je peux exprimer notre préoccupation face à des violences qui peuvent menacer ces acquis. Nous faisons valoir, à chaque occasion, cet attachement à tous nos interlocuteurs sénégalais, et nous échangeons à ce sujet avec l'ensemble des acteurs de la classe politique sénégalaise. S'agissant de la mission africaine de paix, en effet, nous avons pris connaissance des propositions faites en ce sens, notamment par l'Afrique du Sud. Vous savez que la Ministre a pu s'entretenir avec son homologue, il y a encore quelques jours, puisque Mme Naledi Pandor était à Paris, vendredi dernier. La Ministre a eu l'occasion de dire à Mme Naledi Pandor ce que nous indiquons à d'autres partenaires : que tout effort en faveur d'une paix juste et durable, qui respecterait l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine, est le bienvenu. Les deux ministres ont eu l'occasion d'échanger sur leur analyse de la situation, et la Ministre de revenir sur les responsabilités de

chacun, à savoir la Russie qui est l'agresseur et qui viole de façon flagrante le droit international, dans le cadre d'une agression caractérisée par la Cour internationale de justice (CIJ), et un agressé, qui est l'Ukraine, qui aujourd'hui exerce son droit à la légitime défense, et nous le soutenons en ce sens. Je voudrais à ce sujet revenir sur un point qu'a fait le Président de la République à GLOBSEC. Il l'avait déjà fait au G7 d'Hiroshima, et c'est le message que nous passons à tous nos partenaires, qui sont engagés dans des efforts de paix : la paix ne saurait être une transformation de la situation en conflit gelé. La paix durable ne peut venir que du principe du respect du droit international, du fait que la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine soient à son fondement. Cela ne saurait donc être un cessez-le-feu qui, malheureusement, ne pourrait mener qu'à la réitération des épisodes que nous avons vus, ces quinze dernières années, puisque le Président de la République a rappelé que l'agression contre l'Ukraine, que nous connaissons en ce moment, vient à la suite d'agressions précédentes sur la Crimée et contre la Géorgie./.

199 / 942 – Point de presse du 30/05/2023

Référence EPJ01378402

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté la répétition de frappes de grande ampleur de missiles et de drones par la Russie contre l'Ukraine, qui ont visé Kiev à trois reprises ces dernières vingt-quatre heures. Ces frappes ont une nouvelle fois délibérément ciblé des objectifs civils en violation flagrante du droit international humanitaire. Elles font peser une menace inacceptable sur la population civile de l'Ukraine, alors qu'un mort et plusieurs blessés sont à déplorer du fait des dernières frappes sur Kiev. Comme l'a souligné à plusieurs reprises la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, ces actes inacceptables sont constitutifs de crimes de guerre et ne peuvent rester impunis. La France continuera de fournir un appui aux juridictions ukrainiennes et à la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité de tels crimes. La France poursuivra son aide à l'Ukraine dans tous les secteurs, aussi longtemps que nécessaire, pour l'aider à résister à l'agression illégale de la Russie.

200 / 942 – Point de presse du 25/05/2023

Référence EPJ01377801

Texte – Catherine Colonna Tout d'abord, aujourd'hui comme vous le savez, et comme la Ministre l'a annoncé elle-même lors d'une interview donnée à la presse française, Mme Catherine Colonna est en déplacement en Italie, à l'invitation de son homologue italien, le vice-président du Conseil, M. Antonio Tajani, avec qui elle s'entretiendra et avec qui elle déjeunera aujourd'hui. Il s'agira d'évoquer la coopération renforcée entre la France et l'Italie dans le cadre du Traité du Quirinal qui a été signé entre nos deux pays ; de marquer à nouveau notre solidarité vis-à-vis des Italiens, vis-à-vis du peuple italien, de marquer nos condoléances après les terribles inondations qui ont dévasté le nord du pays. Vous savez que la France a envoyé à la fois une équipe de la sécurité civile et des moyens de pompage pour répondre à l'urgence de la situation. Il s'agira également pour les deux ministres de discuter d'unité européenne en matière de soutien à l'Ukraine, et vous savez qu'il y a des travaux en cours dont ils ont déjà pu s'entretenir lors du Conseil affaires

étrangères de lundi pour renforcer la coordination en matière d'équipements militaires et sur les munitions, avec une discussion sur le troisième volet des discussions qui porte sur le renforcement des capacités des industries de défense européennes. Les deux ministres évoqueront également la préparation du sommet de l'OTAN et la complémentarité des efforts européens et de ceux de l'Alliance en la matière. Et enfin ils évoqueront les questions migratoires en Méditerranée, et comme discuté entre le Président de la République et la Présidente du Conseil Mme Meloni à Reykjavik et à Hiroshima, il s'agit d'avancer sur la coopération nécessaire entre nos deux pays et dans le cadre européen avec la perspective du Pacte sur la migration et l'asile. Les questions régionales seront par ailleurs évoquées, en Méditerranée, avec notamment la Tunisie. La Ministre s'entretiendra avec la presse italienne, et vous pourrez retrouver une interview dans le Corriere della Sera, qui sera publiée demain. À cet égard, elle participera par ailleurs, ce soir, au 5e forum économique France–Italie, auquel participera également le ministre délégué Mr. Olivier Becht, qui fera lui aussi le déplacement en Italie demain. Outre ce déplacement en Italie de Mme Colonna, est prévu à son agenda de la fin de cette semaine un déjeuner avec son homologue sud-africaine, Mme Naledi Pandor, ministre des relations internationales et de la coopération ; ce sera l'occasion de parler de la relation bilatérale entre nos deux Etats, d'évoquer des enjeux globaux mais également l'initiative sud-africaine s'agissant de la guerre en Ukraine, et du soutien à apporter à l'Ukraine face à la guerre d'agression illégale menée par la Russie. Le 27 mai, samedi, Mme Colonna se rendra avec M. Béchu à un événement de haut niveau pour mettre fin à la pollution plastique. Vous savez que se tient à Paris à partir du 29 mai la deuxième session de négociations en vue d'un futur traité sur la pollution plastique, dont on espère qu'il permettra de mettre un terme à cette pollution massive, mais aussi de mettre en place une économie circulaire qui couvre l'ensemble du cycle de vie des plastiques. La Ministre s'exprimera à cette occasion, et vous savez quelle est notre mobilisation pour que ce futur accord que nous souhaitons juridiquement contraignant constitue un succès à la hauteur du défi et dans la suite des efforts que nous avons faits pour la protection des océans notamment à l'occasion du One Ocean Summit. La Ministre s'entretiendra par ailleurs en début de semaine prochaine avec son homologue tunisien, Mr Nabil Ammar. Elle avait eu l'occasion de s'entretenir avec lui au téléphone, mais ce sera la première rencontre bilatérale avec ce partenaire important. Nous aurons l'occasion de marquer et de réaffirmer notre soutien à la Tunisie et au peuple tunisien, et de dialoguer de façon étroite avec les autorités tunisiennes sur l'ensemble du volet de coopération franco-tunisienne, à savoir la coopération bilatérale en matière de culture et d'éducation, la coopération migratoire, ou encore évidemment les questions régionales d'intérêt commun et cela permettra d'évoquer les défis économiques auxquels le pays fait face, et la manière dont nous pouvons aider la Tunisie à les surmonter à titre bilatéral, mais aussi avec nos partenaires européens. Enfin la Ministre se rendra le 31 mai à la ministérielle de l'OTAN, les 31 et 1er juin à Oslo, vous savez que s'y tient la réunion ministérielle informelle. Cette échéance fait suite à la réunion des 4 et 5 avril derniers, à laquelle elle avait également participé et qui avait été marquée par l'adhésion formelle de la Finlande à l'Alliance. Il s'agit évidemment d'une importante échéance, puisqu'elle vient préparer le prochain sommet de l'OTAN de Vilnius les 11 et 12

juillet prochains. Son caractère informel constituera une opportunité d'échanger plus librement sur les principaux thèmes qui structureront le sommet, en particulier le soutien à l'Ukraine, l'adhésion de la Suède, les priorités de l'Alliance pour le flanc Sud, ainsi que la déclinaison du Concept stratégique eu égard à l'Indopacifique. La participation de la Ministre sera l'occasion pour elle de porter les principaux messages suivants : – sur le soutien à l'Ukraine : il s'agira d'un des thèmes majeurs du sommet et la ministérielle permettra de préparer les annonces qui seront faites à Vilnius. La Ministre soutiendra dans ce cadre un paquet de mesures ayant vocation à accompagner concrètement et de manière efficace l'Ukraine sur le chemin de l'interopérabilité avec l'OTAN, en pleine complémentarité avec les initiatives de l'Union européenne. Elle réitérera le soutien français à la politique de la porte ouverte de l'Alliance et à la vocation euro-atlantique de l'Ukraine. Elle soutiendra également la création d'un Conseil OTAN-Ukraine, qui pourrait se réunir dès le sommet de Vilnius. Sur ce premier point, voilà les messages qu'elle portera. – le second message concernera l'adhésion de la Suède : puisque nous avons célébré à Bruxelles début avril l'adhésion de la Finlande à l'OTAN, mais la Ministre rappellera la demande de la France que l'adhésion de la Suède soit effective au sommet de Vilnius. Elle réitérera le soutien français à la politique de la porte ouverte de l'Alliance et à la vocation euro-atlantique de l'Ukraine. Et elle soutiendra également la création d'un Conseil OTAN-Ukraine, qui pourrait se réunir dès le sommet de Vilnius. Sur ce premier point, voilà les messages qu'elle portera. Le second message concernera l'adhésion de la Suède, puisque nous avons célébré à Bruxelles début avril l'adhésion de la Finlande à l'OTAN, mais la Ministre rappellera la demande de la France que l'adhésion de la Suède soit effective au sommet de Vilnius. Sur le voisinage Sud, qui sera son troisième message, vous savez que des engagements ont été pris à Madrid en juillet dernier vis-à-vis du flanc Sud de l'Alliance et que les attentes des Alliés concernent l'enjeu migratoire ou encore celui du terrorisme. Sur tous ces points, la Ministre appellera chacun à veiller à ce que l'OTAN s'inscrive en complément des autres acteurs internationaux et en réponse aux demandes des partenaires de la région. Enfin, sur les enjeux liés à l'Indopacifique, la Ministre rappellera que l'OTAN doit rester centrée sur son mandat de défense collective de la zone euro-atlantique. Voilà pour l'agenda de la Ministre jusqu'au 1er juin de la semaine prochaine. – Olivier Becht 25-26 mai : Déplacement à Rome S'agissant du Ministre délégué, comme je l'indiquais, il se rendra à Rome afin de renforcer la coopération économique entre la France et l'Italie, un partenaire économique incontournable puisque, vous le savez, l'Italie est le quatrième partenaire commercial de la France et le cinquième investisseur étranger en France. Plus de 2000 entreprises françaises sont implantées en Italie, elles représentent 289.000 emplois, et la France y est le premier investisseur étranger et le deuxième employeur étranger. Et donc, à cette occasion, le Ministre pourra clôturer la 5ème édition du Forum économique franco-italien que j'évoquais précédemment. Ce forum est organisé par le MEDEF avec son homologue italien, la Confindustria. Et ce forum s'inscrit, là aussi, dans la continuité du Traité du Quirinal, avec pour objectif d'appeler à une politique industrielle européenne plus forte et efficace, en rassemblant les plus grandes entreprises françaises et italiennes autour de deux thématiques : la nouvelle stratégie industrielle européenne et la nouvelle donne énergétique. Et ce sera l'occasion pour M. Becht de s'entretenir avec M.



Edmondo Cirielli, vice-ministre des affaires étrangères ainsi que M. Valentino Valentini, vice-ministre des entreprises et du "Made in Italy". Ce sera enfin, pour lui, l'occasion de rencontrer la communauté française d'Italie : il visitera le lycée Chateaubriand, qui est le lycée français de Rome.

25 mai : Conseil affaires étrangères commerce Vous savez qu'il était ce matin au CAE commerce, au Conseil des affaires étrangères dédié au commerce. Je vous renvoie aux déclarations qu'il a faites ce matin à son arrivée à Bruxelles. –

Chrysoula Zacharopoulou 25 mai : Conseil national du développement et de la solidarité internationale S'agissant de Mme Chrysoula Zacharopoulou, la Secrétaire d'Etat présidera le Conseil national du développement et de la solidarité internationale le 25 mai. Cette session plénière vient s'inscrire dans une séquence importante, puisque vous savez que la Président de la République a tenu le 5 mai dernier le Conseil présidentiel du développement, qui est venu confirmer le fait que la France tenait une trajectoire ambitieuse d'accroissement de son aide publique au développement, qui fait de la France aujourd'hui le quatrième bailleur international. Cette session viendra également préparer le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement, qui se tiendra au début de l'été et qui fera le point sur notre politique de solidarité internationale.

28 mai – 1er juin : Déplacement au Nigéria La secrétaire d'Etat se déplacera ensuite au Nigéria, du 28 mai au 1er juin. Ce déplacement s'inscrit dans la dynamique de renforcement du partenariat entre la France et le Nigéria. Le Nigéria est la première économie africaine, c'est aussi le pays le plus peuplé du continent africain, et donc de renforcer nos liens avec la jeunesse nigériane, notamment s'agissant des questions de créativité, d'entrepreneuriat ou de numérique. À Abuja, la secrétaire d'Etat représentera le Président de la République à la cérémonie d'investiture du nouveau Président de la République fédérale du Nigéria, M. Bola Ahmed Tinubu. Et elle s'entretiendra par ailleurs avec le Président de la Commission de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, M. Omar Alieu Touray, avec lequel elle aura l'occasion de signer deux conventions de financement pour soutenir les efforts de la CEDEAO visant à assurer l'autonomie alimentaire des Etats d'Afrique de l'Ouest. Elle se déplacera ensuite à l'intérieur du pays, à Ilorin, dans la capitale de l'Etat fédéré de Kwara, pour rencontrer les autorités locales et visiter un Centre d'Innovation construit par l'Etat de Kwara avec, en son sein, l'Alliance française d'Ilorin, qui vient d'être créée. Ce sera l'occasion, là aussi, d'échanger et de visiter un nouveau centre consacré aux arts visuels, qui montre tout le potentiel des industries culturelles et créatives que nous souhaitons soutenir. Elle achèvera son déplacement à Lagos. Elle sera reçue là aussi par les autorités locales et pourra soutenir l'appui de la France et de ses entreprises au développement de cette plus grande mégapole africaine, et notamment à travers un important projet mis en oeuvre par la Lagos State Waterways Authority et la France, dans le domaine du transport fluvial des passagers. Elle aura d'autres rencontres, notamment autour du numérique, et je vous invite à découvrir tous ces éléments dans la déclaration que nous vous ferons passer. –

Laurence Boone 25–26 mai : Malte S'agissant de Mme Laurence Boone, elle se rend à Malte, les 25 et 26 mai. Elle aura l'occasion de rencontrer M. Ian Borg, le ministre maltais des affaires étrangères et européennes et du commerce pour une discussion sur le Pacte sur la migration et l'asile, une discussion évidemment qui portera sur l'Ukraine et le soutien que nous lui apportons, ainsi

que sur l'élargissement et les réformes institutionnelles de l'Union européenne, et les questions de compétitivité et de souveraineté européennes, avec notamment une visite de l'usine franco-italienne ST Microelectronics, qui contribue à la montée en puissance de la capacité européenne de production de puces électroniques, dont nous avons beaucoup discuté, ces derniers temps. Ce sera l'occasion pour elle de se recueillir en mémoire de Daphne Caruana Galizia et en signe de l'attachement de la France à la liberté de la presse. 29 mai : Participation au Conseil affaires générales à Bruxelles Elle sera ensuite au Conseil affaires générales à Bruxelles le lundi 29 mai. Voilà pour l'agenda du pôle ministériel. Je vous signale par ailleurs que nous avons lancé hier les Semaines de l'Amérique latine et des Caraïbes. Il s'agit de la dixième édition de cette Semaine qui met à l'honneur l'Amérique latine, avec plus de 400 événements que je vous invite à suivre sur nos réseaux. Voilà pour les événements d'agenda.

201 / 942 – Point de presse du 25/05/2023

Référence EPJ01377804

Texte Q – J'ai trois questions. La première, sur l'Iran. Vous condamnez le test balistique. Quelle est votre optique, vu qu'en octobre, je crois qu'au Conseil de sécurité, l'embargo sur les armes iraniennes va expirer ? Est-ce que ça veut dire que vous pourriez essayer de ramener ce sujet au Conseil de sécurité bien avant, vu que ce serait peut-être trop tard d'ici octobre ? Et, sur un sujet lié, la semaine prochaine à l'AIEA, il y a aura encore une nouvelle discussion sur l'Iran. Est-ce que vous avez eu des échos d'un progrès entre Rafael Grossi et les Iraniens sur les sujets au Conseil de sécurité, pour éviter une résolution de censure des pays occidentaux ? Deuxième question, c'est sur l'OTAN et la réunion ministérielle : le sujet du nouveau secrétaire général devrait être abordé, je pense, pour remplacer Stoltenberg. Quelle est la position de la France sur son remplacement, quel genre de personnage souhaitez-vous ? Et troisième question, juste, sur la Moldavie et la réunion la semaine prochaine : qu'est-ce que vous attendez de la réunion de la CPE qui se passe entre chefs d'Etat la semaine prochaine ? R – S'agissant de l'Iran, nous sommes particulièrement préoccupés par les violations continues de la résolution qui je viens de mentionner. Ce sujet fait l'objet de concertations avec nos partenaires. Je n'ai pas d'éléments à communiquer à ce stade sur les discussions au Conseil de sécurité à cet égard. Mais nous maintiendrons évidemment notre vigilance et nos exigences à l'égard de l'Iran et du droit international tel qu'il est défini sur ce point. S'agissant des questions nucléaires que vous avez évoquées, l'Iran est engagé dans une escalade nucléaire extrêmement préoccupante que j'ai eu l'occasion de mentionner à plusieurs reprises, et sur laquelle la Ministre a eu l'occasion de s'exprimer à de nombreuses occasions. Cette escalade est documentée par des rapports successifs de l'AIEA et les activités de l'Iran emportent aujourd'hui des risques sérieux et accrus de prolifération, sans aucune justification civile crédible. Je vous rappelle les découvertes faites en février de particules d'uranium hautement enrichi, à plus de 83%. Le directeur général de l'AIEA a obtenu de l'Iran, le 4 mars dernier, un engagement à coopérer sur le renforcement de certaines activités de surveillance et en matière de garanties. Nous attendons évidemment de l'Iran qu'il respecte ses obligations internationales au titre de son accord de garanties et qu'il effectue des progrès concrets et tangibles d'ici à la réunion du

Conseil des gouverneurs, qui se tiendra la semaine du 5 juin, et à l'occasion de laquelle ces questions seront évidemment discutées. Nous demeurons particulièrement mobilisés pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire. Nous nous coordonnons sur ce point avec nos partenaires internationaux, comme j'ai eu l'occasion de l'indiquer à de nombreuses reprises, sur la meilleure manière de faire face à l'escalade nucléaire iranienne et pour trouver une solution diplomatique à la situation actuelle. Vous évoquez le secrétaire général de l'OTAN, la préoccupation de la France à cet égard sera qu'il puisse contribuer à l'unité des Alliés face à la préoccupation première de l'Alliance aujourd'hui que constitue l'agression russe illégale contre l'Ukraine, et qu'il soit donc en mesure d'approfondir le partenariat entre l'OTAN et l'Union européenne, qui est nécessaire pour faire face aux défis de sécurité à venir et à celui-ci en particulier. S'agissant de la CPE, nous sommes en train de préparer l'échéance du 1er juin. Donc il s'agira du deuxième sommet de la Communauté politique européenne initiée l'an dernier. Vous avez vu un certain nombre de déclarations, déjà, du Président de la République à cet égard, notamment en marge du sommet du G7. Il y aura un briefing dédié de la part de la présidence de la République sur cette question donc je ne reviendrai pas sur le détail de la réunion : ses enjeux seront détaillés. Mais, quoi qu'il en soit, il s'agira de poursuivre la dynamique engagée à Prague et notamment de rentrer dans les discussions sectorielles qui avaient été évoquées à cette occasion. Vous savez que nous souhaitons approfondir avec tous les Etats participants, et il s'agit là de tout le spectre européen des questions d'énergie, des questions de migrations, des questions de sécurité et d'infrastructures et, évidemment, de discuter de l'impact géopolitique de l'agression russe contre l'Ukraine. Il s'agira de marquer également notre soutien à la Moldavie. Vous savez que la France est particulièrement mobilisée sur ce point, avec la tenue, notamment, d'une conférence dédiée en fin dernière dans le cadre du mécanisme de soutien que nous avons initié avec l'Allemagne et la Roumanie. Nous pourrions par ailleurs traiter d'autres questions régionales. Vous savez que la Ministre était en Arménie et en Azerbaïdjan, récemment, les deux dirigeants – d'Arménie et d'Azerbaïdjan – seront présents à Chisinau, et ce pourrait être l'occasion de continuer d'avancer et d'appuyer sur ce que nous souhaitons, de reconstruire une confiance pour avancer vers un accord de paix entre ces deux Etats. Voilà pour les quelques éléments que je peux vous donner mais, encore une fois, je vous renvoie vers l'Elysée sur ce point. Q – J'ai une question concernant le sommet de l'OTAN et la déclaration de la Ministre, qui souhaite que l'adhésion de la Suède, si j'ai bien compris, soit effective à ce moment-là, à Vilnius. Y a-t-il des éléments qui permettent de penser que le veto turc, le veto hongrois pourraient être levés d'ici là ? S'agit-il d'un souhait ou s'agit-il d'un pronostic ? R – Il s'agit d'une position constante de la France. Nous avons toujours marqué notre souhait de voir aboutir l'adhésion de la Suède, comme l'adhésion de la Finlande, dans la perspective du sommet de Vilnius. Ces deux Etats apporteront une contribution importante à l'Alliance atlantique et au renforcement de notre posture de dissuasion. Il est important que nous puissions leur faire bon accueil. Tous ces sujets seront évoqués lors de la ministérielle et je n'ai pas davantage de commentaires à faire en amont de cette discussion, qui se tiendra la semaine prochaine. Q – Mme la ministre a déclaré récemment qu'elle est favorable pour un procès de Bachar el-Assad et en précisant ses mots : "tant qu'il ne change pas, qu'il ne

prend pas ses engagements et qu'il ne respecte pas ses engagements, il n'y a pas de raison de changer d'attitude à son endroit." On n'arrive pas suivre, là : est-ce qu'elle est pour un procès ou est-ce qu'elle veut qu'il change ? Et, j'ajouterais, est-ce que cela ne peut pas impacter les relations de la France avec ses alliés arabes, qui ont réactivé leurs relations avec le régime Assad ? Deuxième question, c'est pour le Liban : il y a le gouverneur, M. Salamé, qui est menacé par un mandat français, s'est vu saisir ses passeports par ordre de la justice libanaise : quel regard portez-vous effectivement sur cette décision de justice au Liban ? R – S'agissant de la normalisation avec la Syrie, la position de la France est très claire, je crois l'avoir rappelée à de très nombreuses reprises, et la Ministre l'a donc exprimée à nouveau devant l'Assemblée nationale, il y a quelques jours : rien ne justifie à notre sens une normalisation avec le régime syrien. C'est ce qu'a indiqué Mme Colonna devant la représentation nationale. Rien ne justifie à notre sens cette normalisation, puisqu'il n'a été constaté, de la part du régime syrien et de Bachar el-Assad, aucune avancée en matière de réconciliation politique sur la base commune à la communauté internationale, qui est celle de la résolution 2254 des Nations unies, qui pose les conditions d'une paix durable en Syrie. Rien non plus n'a été constaté, s'agissant d'autres éléments de déstabilisation régionale de la part de la Syrie quand il s'agit de trafic de drogue, de la crise des réfugiés, et autres effets de la politique de M. Bachar el-Assad, dont on rappellera, comme l'a rappelé la Ministre, qu'il est depuis plus de dix ans désormais l'ennemi de son peuple, avec plus de 600 000 morts, constatés par les Nations unies, en Syrie. La Ministre visait les crimes, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, possiblement commis en Syrie, comme l'ont très largement documenté les Nations unies, et la nécessité d'une lutte contre l'impunité des responsables de ces crimes. À cet égard, vous savez que c'est une priorité constante de la France que de soutenir la lutte contre l'impunité, priorité constante, qui est évidemment une question de valeurs, de morale, mais aussi une question de stabilité et d'efficacité des solutions diplomatiques. Il ne peut pas y avoir de paix durable sans justice. La Ministre l'a rappelé de nombreuses fois. Vous savez que nous avons activé un certain nombre de mécanismes internationaux : il y a des mécanismes d'enquête des Nations unies, il y a également, au plan strictement national – et c'est la déclaration qu'a faite la Cour de cassation il y a quelques mois – une compétence universelle de la justice française sur des affaires touchant à des crimes commis en Syrie. S'agissant de la situation que vous avez évoquée du gouverneur de la Banque centrale libanaise, nous n'avons évidemment pas de commentaire à apporter sur les décisions de justice. Q – Sur les relations franco-arabes, je précise, vous avez des alliés, comme l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, qui ont tendu la main effectivement au régime de Bachar el-Assad. R – Oui, nous avons déclaré que c'était des choix souverains effectués par ces Etats. La Ministre a aussi souligné que cette décision n'avait pas fait l'unanimité au sein même de la Ligue arabe, et c'est évidemment un sujet que nous évoquons avec eux. Mais là encore, je rappelle la position constante qui est la nôtre, et par ailleurs celle de l'Union européenne. Vous aviez une question sur le gouverneur de la Banque centrale ? Q – Le juge libanais a ordonné la saisie de ses passeports pour l'interdire effectivement de quitter le pays, est-ce que vous avez un commentaire là-dessus ? R – Aucun commentaire sur les décisions de justice, comme d'habitude. Q – À propos de

l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. Je crois que les deux dirigeants se retrouvent à Moscou aujourd'hui. Qu'est-ce que vous attendez de cette rencontre ? Est-ce que ça va permettre des progrès substantiels à votre avis ? Et que restera-t-il le cas échéant à conclure ou à poursuivre à Chisinau la semaine prochaine ? R – S'agissant de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, vous savez que nous avons engagé, nous-mêmes, des efforts, puisque la Ministre y était tout récemment, elle y était dans l'optique de construire la voie et de reconstruire la confiance pour aboutir à un accord de paix entre les deux parties. Il y a eu ensuite, comme vous le savez, une réunion à Washington, et tout cela s'est fait en coordination avec nos partenaires, puis une rencontre avec Charles Michel à Bruxelles. Tous ces efforts sont complémentaires, nous pouvons noter que l'invitation à Moscou est arrivée au moment même où ces efforts étaient en cours. Nous verrons bien ce qu'il en ressort. Mais cela étant à la suite des différentes échéances que j'ai évoquées, il y a eu un certain nombre de discussions substantielles qui ont permis de rappeler pour nous les exigences qui sont celles de rétablir sans délai la libre circulation sur le corridor de Latchine qui vient compliquer la possibilité d'un rétablissement de la confiance et d'une avancée sur un accord de paix global. Il s'agit pour nous de favoriser une paix juste et durable, fondée sur le respect des principes du droit international, dans l'intérêt des deux pays et de leurs populations. Vous savez que la rencontre qu'avait initiée le Président de la République à Prague avait permis de débloquent un certain nombre de sujets permettant d'avancer sur cette voie. Nous continuerons nos efforts en ce sens dans la perspective de Chisinau. Q – Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, qualifie la Pologne de pays hostile. Il y a quinze jours, il parlait d'une menace pour la Russie émanant de la Pologne. Vous, la France, vous avez récemment mis en avant l'ampleur de la contribution française au renforcement de la posture de l'OTAN sur son flanc oriental, justement, en Pologne, dans les pays baltes et en Roumanie. Quelle lecture faites-vous de ces déclarations de M. Peskov ? R – La réponse est simple, la seule menace que nous constatons aujourd'hui, c'est la menace russe et une agression illégale de la Russie contre un pays voisin en violation du droit international, des principes reconnus par toute la communauté internationale d'intégrité territoriale, de souveraineté et d'indépendance des Etats. Voilà de quel côté se situe la menace. S'agissant de la qualification de pays hostile, c'est une qualification que la Russie a agitée et utilisée à l'égard de presque la totalité des pays européens, je crois, depuis le 24 février de l'an dernier. Cette déclaration s'inscrit juste dans la rhétorique habituelle de la Russie pour inverser les responsabilités qui sont les siennes. Vous avez raison de pointer le fait que la France est particulièrement engagée dans le renforcement de la posture de dissuasion et de défense sur le flanc Est, et que nous le sommes tout particulièrement en Pologne, avec un réengagement de troupes et de contingents français et, pour 2022, un engagement qui se porte à 530 millions d'euros supplémentaires d'engagement en Roumanie, en Pologne et dans les pays baltes. Q – À nouveau sur la question du conflit en Ukraine, il y a eu ces derniers jours une nouvelle incursion dans le territoire russe de ..., je ne sais pas exactement comment les appeler... ils disent ne pas appartenir à l'armée ukrainienne, apparemment ils portent des équipements occidentaux. Est-ce que cela pose un problème étant donné qu'ils sont des supports de tous les pays de l'OTAN en termes d'équipement, pour l'Ukraine ? Normalement cet équipement ne doit

pas être utilisé pour des attaques en territoire russe. Est-ce que ça pose un problème diplomatique ? Et est-ce que pendant la réunion ministérielle de l'OTAN, la question de l'armement va être traitée à nouveau ? Ces derniers jours, on a vu des annonces sur les avions de combat, sur l'entraînement de pilotes, est-ce qu'il y aura quelque chose, ou de nouveau, ou de coordination, sur ces annonces ? R – S'agissant de Belgorod, la situation est confuse. Nous avons vu toutes les déclarations qui ont été faites de part et d'autre, et notamment de certains groupes armés. Je retiens et vous renvoie à la déclaration faite par le conseiller ukrainien, M. Podolyak, qui a souligné et précisé la non-implication des autorités ukrainiennes dans cette incursion. S'agissant des questions d'armement, ce sera évidemment un sujet évoqué à la ministérielle de l'OTAN. Vous savez que le Président de la République a évoqué un nouveau paquet de soutien militaire français, à l'occasion de la visite du Président Zelensky, avec notamment un renforcement en matière de moyens blindés, de chars légers et la poursuite de nos efforts en matière de fourniture de munitions. La Ministre a encore, eu l'occasion de discuter du troisième volet de cette discussion européenne, au Conseil des Affaires étrangères de lundi, portant sur le renforcement des capacités industrielles européennes. Ce sera aussi une discussion qu'elle aura cet après-midi avec son homologue Tajani. Ce sera un sujet évoqué à l'occasion de la ministérielle de l'OTAN. Je vous renvoie également aux déclarations déjà faites sur notre disponibilité à former des pilotes, pour des formations de base. Je souligne que la France a été la première à annoncer cette disponibilité en la matière. Q – Je vois, il y a quelques minutes, une annonce du ministre des affaires étrangères iranien sur des avancements dans les négociations avec les Américains. J'imagine que les Américains vous mettent au courant. Est-ce que vous pouvez commenter sur cela ? Deuxième question, sur la Ligue arabe et Assad. M. Zelensky était au même moment. M. Macron a fait un grand geste d'envoyer un avion pour le ramener de là-bas. Est-ce que ça vous dérangeait qu'il ait décidé de prendre le même Forum que M. Assad pour s'exprimer ? Et la troisième question sur le sommet à Oslo, dans quelques jours : est-ce qu'il y avait des contacts entre Paris et Ankara, ces derniers jours, sur le sujet de la Suède, ou est-ce que vous attendez après les élections turques pour reprendre les contacts ? R – S'agissant de l'Iran et des déclarations que vous évoquez, je n'ai pas les éléments. On reviendra vers vous, dès que j'aurai reçu ces éléments et que nous pourrons vous faire part d'une réaction à ces propos iraniens. S'agissant de la Ligue arabe, il était important, et le Président de la République l'a souligné, que le Président Zelensky puisse expliquer à la fois sa position, la situation de l'Ukraine face à l'agression russe, mais aussi les propositions qu'il a faites au titre de son plan de paix, devant le plus large panel d'Etats. Nous avons évidemment soutenu le fait qu'il puisse se rendre à la Ligue arabe, nous avons soutenu le fait qu'il puisse se rendre au G7 d'Hiroshima et y rencontrer non seulement les Etats membres du G7, mais aussi les Etats invités. Comme l'a souligné le Président de la République, c'était à la fois l'honneur de la France, mais aussi la capacité de la France à bâtir des solutions de paix, et à contribuer à l'émergence de solutions. C'était le sens de ce geste fait par la France en soutien à l'Ukraine ; un geste qui, s'agissant de la Ligue arabe, a été fait en coordination avec les autorités saoudiennes, qui ont invité le Président Zelensky. On peut se féliciter de ce qui constitue un signal très positif de la part de l'Arabie saoudite. Nous

encourageons les pays de la région à développer leur dialogue –un dialogue qui est déjà largement en cours– et leur soutien à l'Ukraine face à l'agression illégale par la Russie. S'agissant d'Oslo et de l'OTAN, non, il n'y a pas eu de contact avec les autorités turques à niveau politique, ces derniers jours. La période électorale n'est pas à cet égard propice à des contacts politiques. Nous attendrons de voir les résultats des élections de dimanche. Q – En revenant sur le sommet arabe, il a remis sur la table l'initiative de paix arabe pour un règlement entre Palestiniens et Israéliens. Quelle est la position de la France à ce sujet, parce qu'on n'a pas vu de commentaire ? La deuxième question concerne l'Institut du monde arabe à Paris : c'était prévu qu'on ait un nouveau président, le 8 mars. Est-il question prochainement de nommer un nouveau président, ou M. Lang a été reconduit dans ses fonctions ? R – Je vous renverrai aux propos de la Ministre, tenus le 11 mai à Berlin. Vous savez qu'elle y rencontrait –nous avons eu l'occasion d'en discuter – ses homologues allemande, jordanien et égyptien, et que cela a été pour elle l'occasion de réaffirmer la nécessité et l'appel que nous passons, à titre national, mais avec ces partenaires, à restaurer un horizon politique crédible au conflit israélo-palestinien, sur la base de la seule solution à ce conflit –seule solution reconnue par la communauté internationale – qui est la solution à deux Etats, dont nous estimons qu'elle est la seule à même d'apporter une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens. Nous savons que l'initiative de paix arabe vise à soutenir cette perspective et s'inscrit dans le soutien à la solution des deux Etats. Par ailleurs, je vous rappelle que nous avons souligné que les Accords d'Abraham étaient un élément positif dans l'évolution de la situation régionale, mais qu'ils ne pouvaient suffire à régler la question palestinienne et le conflit israélo-palestinien, et qu'il était nécessaire en parallèle de restaurer cet horizon politique. Nous encourageons tous les efforts en ce sens, et nous nous félicitons que la Ligue arabe puisse se mobiliser sur cette question. S'agissant de l'Institut du monde arabe, je n'ai pas de commentaire : le choix du prochain président se fera, conformément aux règles de cette fondation. Je ne sais pas quel est le nouveau délai fixé, mais on pourra revenir vers vous à cet égard. Q – Je voudrais revenir sur la visite en Italie de Mme Colonna. Après la brouille ou le malaise causé par les déclarations du ministre français de l'Intérieur, où en sont les relations franco-italiennes ? Et sur la question migratoire, quelles mesures concrètes de coopération sont envisagées entre Paris et Rome ? Et quel rôle est envisagé pour la Tunisie dans le cadre de cette coopération ? R – Je crois que nous nous sommes expliqués sur ce sujet, et la Ministre l'a fait, dans l'émission "Les 4 Vérités". C'est une visite importante qui s'inscrit dans le cadre de la coopération bilatérale entre les deux Etats, au titre du traité du Quirinal. Nous allons évoquer la totalité des aspects de la coopération entre nos deux pays, avec une discussion sur les aspects migratoires, mais je ne vais pas anticiper sur les conclusions qu'en tirera la Ministre et sur lesquelles elle aura l'occasion de s'exprimer dès cet après-midi, auprès de la presse italienne. Q – Est-ce que la brouille est terminée ? R – Il n'y avait pas de brouille. La Ministre a été très claire à ce sujet. Il n'y a pas de crise diplomatique entre la France et l'Italie./.

202 / 942 – Point de presse du 24/05/2023

Référence EPJ01377402

Texte

Mme Laurence Boone, secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée de l'Europe, se rendra à Malte les 25 et 26 mai. Elle s'y entretiendra avec M. Ian Borg, ministre maltais des Affaires étrangères et européennes et du Commerce pour évoquer, notamment, les discussions en cours sur le Pacte asile et migrations, l'unité européenne dans le soutien à l'Ukraine face à la guerre d'agression menée par la Russie, l'élargissement et les réformes institutionnelles de l'Union européenne ainsi que la compétitivité européenne. Elle interviendra devant les étudiants de l'Université de Malte sur le thème de la souveraineté européenne et visitera une usine de l'entreprise franco-italienne ST Microelectronics, qui contribue à la montée en puissance de la capacité européenne de production de puces électroniques. La secrétaire d'Etat se rendra également dans un centre d'hébergement pour réfugiés et demandeurs d'asile. Elle rencontrera les représentants de plusieurs ONG et organisations travaillant sur ces questions de migrations et d'asile. Elle se rendra aussi à l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (AUEA) pour un entretien avec Mme Nina Gregori, sa directrice exécutive. Un moment de recueillement en mémoire de Mme Daphne Caruana Galizia, journaliste d'investigation assassinée en octobre 2017 est également prévu. Il permettra de rappeler l'attachement de la France à la liberté de la presse, pilier de l'Etat de droit et de nos valeurs démocratiques européennes.

203 / 942 – Point de presse du 22/05/2023

Référence EPJ01376504

Texte La France déplore que la 5ème conférence d'examen de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC) se soit achevée vendredi 19 mai sur une absence de document final adopté par consensus, en raison de l'obstruction délibérée de la Russie et de la Syrie. Ces Etats ont empêché tout accord sur un document final, en niant le travail de l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC). La France salue le travail sans relâche du directeur général de l'OIAC, M. Fernando Arias, ainsi que du président du Groupe de travail pour la préparation de cette conférence d'examen et du président de celle-ci, comme de tous les Etats parties qui y ont oeuvré pour faire progresser la cause de la lutte contre la réémergence des armes chimiques. Ces efforts n'auront pas été vains, car la séquence qui vient de se clore à La Haye a mis en évidence le soutien de la quasi-totalité de la communauté internationale à la norme absolue d'interdiction totale de ces armes inhumaines. La Convention sur l'interdiction des armes chimiques, dont nous avons célébré les 30 ans de la signature à Paris le 13 janvier dernier, est sur le point d'atteindre l'un de ses objectifs initiaux, avec la destruction totale, d'ici quelques mois, des stocks d'armes chimiques déclarés lors de son entrée en vigueur. L'adoption d'un document final aurait été l'occasion de faire état de ce succès majeur pour l'Organisation, tout en lui donnant de nouvelles orientations, alors que nous faisons face à de nouveaux défis et menaces, en particulier du fait de la réémergence de l'emploi d'armes chimiques. Nous continuerons d'oeuvrer lors des prochaines sessions du Conseil exécutif et de la Conférence des Etats parties avec toutes les délégations pour atteindre des résultats tangibles, en bénéficiant du travail accompli à l'occasion de la Conférence d'examen et en mobilisant tout le potentiel offert par le nouveau Centre pour la Chimie et la Technologie./.



204 / 942 – Point de presse du 16/05/2023

Référence EPJ01375602

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les frappes de missiles et de drones de grande intensité qui ont de nouveau visé la capitale ukrainienne cette nuit. Ces frappes ont une nouvelle fois délibérément ciblé des objectifs civils, en violation flagrante du droit international humanitaire, et marquent la volonté de la Russie de poursuivre l'escalade dans sa guerre d'agression contre l'Ukraine. Comme l'a souligné à plusieurs reprises la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, ces actes inacceptables sont constitutifs de crimes de guerre et ne peuvent rester impunis. La France continuera de fournir un appui aux juridictions ukrainiennes et à la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité de tels crimes. Comme rappelé à nouveau par le Président de la République hier soir, la France continuera d'aider l'Ukraine à résister face à cette agression illégale, au plan militaire comme humanitaire.

205 / 942 – Point de presse du 12/05/2023

Référence EPJ01374201

Texte Laurence Boone, secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée de l'Europe, s'est rendue hier à Berlin, pour s'y entretenir avec son homologue allemande Anna Lührmann, ministre déléguée chargée de l'Europe et du Climat. Elles ont fait un point d'étape avec les membres du groupe de travail d'experts franco-allemand sur les réformes institutionnelles, qui a été institué à la suite du Conseil des ministres franco-allemand du 23 janvier dernier. Laurence Boone et Anna Lührmann se sont ensuite rendues à l'Université européenne Viadrina, à Francfort sur l'Oder, pour un échange avec des étudiants autour des perspectives françaises et allemandes sur l'avenir de l'Europe, dans le cadre de la "semaine de l'Europe" à la Viadrina. Mme Laurence Boone se rend aujourd'hui avec son homologue allemande à Poznań (Pologne), pour une rencontre en format "Weimar", avec leur homologue polonais, Szymon Szyński vel S k. Les échanges entre les trois ministres chargés de l'Europe porteront sur l'unité européenne dans le soutien à l'Ukraine face à la guerre d'agression menée par la Russie. Pour marquer cette solidarité européenne avec l'Ukraine, les ministres ont tenu à ce que cette réunion du Triangle de Weimar se fasse pour la première fois en présence d'Olga Stefanishyna, Vice-Première ministre d'Ukraine chargée de l'Intégration européenne et euro-atlantique. Les questions liées à l'élargissement de l'Union européenne et aux réformes institutionnelles seront également abordées.

206 / 942 – Point de presse du 11/05/2023

Référence EPJ01373904

Texte La France a pris connaissance avec une vive préoccupation des conclusions du rapport du Professeur Hervé Ascensio. Il met en lumière les restrictions croissantes des libertés fondamentales et le durcissement de la répression au cours des deux dernières années pour assurer le contrôle du gouvernement biélorusse sur l'ensemble de la société et faire taire toute opposition à la guerre

d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Il alerte sur le nombre particulièrement élevé de prisonniers politiques et le recours régulier à la torture et à des traitements inhumains par les autorités biélorusses, en particulier à l'encontre de ceux qui sont perçus comme des opposants politiques. Il dénonce l'arsenal législatif complet mis en place par la Biélorussie pour contenir toute forme d'opposition, particulièrement dirigé depuis le début de l'agression russe en Ukraine contre ceux qui expriment leur opposition à la guerre ou leur soutien au peuple ukrainien, établissant ainsi un lien clair entre l'agression de la Russie contre l'Ukraine et le durcissement de la politique de répression menée par les autorités biélorusses. La France est résolument engagée en faveur de la promotion et de la défense des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Une fois de plus, nous appelons instamment la Biélorussie à respecter ses obligations et engagements internationaux, et à mettre en oeuvre sans délais les recommandations du rapport, dont les conclusions sont étayées par les preuves recueillies notamment par l'International Accountability platform for Belarus, à commencer par la libération des prisonniers politiques pour des motifs humanitaires et l'accès des détenus aux soins médicaux. La France réitère sa ferme condamnation des violations graves des droits de l'Homme en Biélorussie, et de la complicité du régime d'Alexandre Loukachenko dans l'agression militaire illégale et injustifiée menée par la Russie contre l'Ukraine.

207 / 942 – Point de presse du 11/05/2023

Référence EPJ01373905

Texte Q – D'abord sur la situation à Gaza et la conférence de presse en Allemagne. Mme la Ministre a salué le Forum de Aqaba ; or dans le Forum de Aqaba, les représentants palestiniens étaient surtout des représentants de M. Abbas, il n'y avait pas de représentants, ni du Hamas, ni du Jihad islamique. Est-ce possible d'arrêter le cycle de violence sans eux ? Ce n'est pas une question cynique. Et est-ce que la France est en contact avec des gens du Hamas ou/et du Jihad islamique ? Et aussi sur un même sujet, il y avait hier : la France a convoqué avec, je crois que c'était la Chine et les Emirats, un meeting du Conseil de sécurité à New York. Il paraît que les Etats-Unis ont bloqué une déclaration commune après, qui aurait été très critique vis-à-vis d'Israël. Qu'est-ce que la France aurait aimé qu'il y ait dans cette déclaration qui était apparemment bloquée ? Et la Ministre a aussi parlé très brièvement, elle a dit, il y avait une question sur des rencontres mais elle n'est pas entrée dans le détail. Est-ce qu'elle a vu maintenant des homologues jordaniens et égyptiens ? Est-ce qu'elle a des plans, des intentions de se voir avec le ministre israélien et le ministre palestinien ? Est-ce qu'il y aura des déplacements prévus ou des conversations téléphoniques, ou quelque chose de ce genre ? R – Je ne vais pas pouvoir commenter les propos de la Ministre, qui vient de s'exprimer longuement à ce sujet. Q – Vous avez évoqué la question de sanctions, qui sera évoquée à Stockholm, les sanctions contre l'Ukraine. R – Comme je l'indiquais, la Ministre vient de s'exprimer longuement à ce sujet, donc je ne vais pas revenir sur notre position sur le conflit israélo-palestinien. Elle a bien appelé à la baisse de l'escalade et à la restauration d'un horizon politique. Cet objectif, nous le poursuivons dans tous les formats, mais également, évidemment, au Conseil de sécurité des Nations unies. Et s'agissant des contacts, nous n'avons pas de contacts avec les groupes terroristes, tels que

qualifiés par l'Union européenne. S'agissant des sanctions, nous sommes effectivement entrés dans une phase de discussions sur le 11ème train de sanctions, dans le contexte de la guerre en Ukraine et visant à affaiblir l'appareil de guerre russe. Dans ce cadre-là, nous travaillons à des sanctions qui ne visent pas des pays tiers en particulier, mais qui visent l'effort de guerre de la Russie, et qui visent notamment le risque d'exportation des biens à double usage européens vers la Russie via des entreprises de pays tiers. La discussion est en cours à cet égard. Nous ne pouvons évidemment pas en donner les détails et elle se poursuivra. Ce sera effectivement un des sujets du Gymnich que de questionner et de discuter avec nos partenaires européens de cette question de contournement des sanctions.

Q – Vous êtes un peu sur tous les fronts concernant les sujets asiatiques cette semaine. Je vais faire rapide, mais est-ce que vous pourriez me dire quelques mots sur la rencontre entre le ministre chinois des affaires étrangères hier ? Est-ce qu'on assiste à une sorte de réchauffement des relations ? Et est-ce que vous avez abordé la question de la sécurité dans le détroit de Taïwan ? Quelques mots aussi sur le dialogue 2+2 avec le Japon, parce qu'on a eu assez peu de détails. Est-ce que ça a été l'occasion de discuter des projets futurs, comme la situation a beaucoup évolué ? Est-ce que vous avez pu mentionner l'apaisement entre le Japon et la Corée par exemple ?

R – Sur la rencontre de la Ministre avec son homologue chinois, je vous renvoie à la déclaration que nous avons faite, cette nuit, qui s'inscrit dans la suite de la visite du Président de la République il y a désormais quelques semaines, en Chine, qui a permis d'évoquer à la fois les questions bilatérales avec les questions d'un agenda sur les mobilités, sur lequel il y a un groupe de travail qui est en place, dans le cadre duquel la discussion va se poursuivre pour une mobilité sans entraves entre les deux pays. Des questions sur les relations économiques, et notre souhait réitéré, que ces relations économiques se fassent dans un cadre équilibré et conforme aux intérêts de chacun des pays et à la souveraineté de chacune des zones géographiques. Cela a été également l'occasion de poursuivre nos échanges sur les enjeux globaux, avec notamment des points de convergence et de connexion à trouver entre les efforts faits par la Chine sur la COP15 et notre ambition dans le cadre de la Conférence des Nations unies sur les océans qu'accueillera la France, avec le Costa Rica, en 2024. Nous avons également traité des crises internationales : donc l'Ukraine a été évidemment à l'ordre du jour de cet entretien. Cela a été l'occasion pour la Ministre de rappeler également notre position sur Taïwan. Je vous renvoie donc vers la déclaration et le communiqué qui a été émis ce matin très tôt. Sur le 2+2, ça a été effectivement l'occasion pour les quatre ministres, en ce début de semaine, de réaffirmer l'importance du partenariat d'exception franco-japonais. Vous savez que nous célébrons le dixième anniversaire de ce partenariat ; un partenariat qui repose sur des valeurs partagées et sur une ambition commune de renforcer encore la relation bilatérale sur les questions maritimes, mais également de renforcer notre dialogue maritime global avec ce pays. Cela a été l'occasion de parler des crises dans la région, ainsi que de la guerre en Ukraine. Plus précisément, sur la question du Japon et de la Corée, nous saluons le souhait de la République de Corée et du Japon d'ouvrir un nouveau chapitre de leur relation bilatérale. Le Japon et la Corée du Sud sont deux grandes démocraties, sont deux pays amis et des partenaires prioritaires pour la France dans l'espace indopacifique. Cette dynamique positive contribue, de notre point de vue, à la

stabilité et à la paix dans la région. Q – Bonjour, Madame la Porte-parole, j'aurais deux questions sur le Liban, mais brèves. La première concernant le blocage que tout le monde connaît et... Il s'agit d'envisager, si c'était possible, un contact ou des contacts avec la société civile, la classe politique étant ce qu'elle est. Est-ce qu'il est possible, ou est-ce que quelqu'un en France, grande amie du Liban, a envisagé de prendre contact avec la société civile, qui est transcommunautaire et qui contient des élites intéressantes ? La deuxième question : malgré votre déclaration sur le fait que vous n'avez pas de candidat, cette rengaine de Sleiman Frangié est encore en cours. Est-ce qu'il s'agit de médias, de manoeuvres de médias, ou est-ce qu'il reste encore en France une possibilité ou des préférences ou des personnes qui préfèrent ce candidat ? R – J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer à plusieurs reprises à ce sujet et à la position de la France à cet égard est constante et elle est bien connue : le blocage institutionnel actuel, qui est alimenté par une vacance présidentielle depuis maintenant sept mois, participe à aggraver la grave crise que connaît le Liban et dont souffre la population libanaise au premier chef. Il y a en effet urgence à ce qu'un Président de la République soit élu, urgence à ce qu'un Premier ministre soit désigné et urgence à ce qu'un gouvernement de plein exercice puisse engager les réformes dont le Liban a besoin pour redresser sa situation, mais aussi pour assurer sa stabilité ainsi que la prospérité de tous les Libanais. C'est dans ce cadre et en concertation avec tous nos partenaires et toutes les parties que la France poursuit ses efforts pour que les députés et les acteurs politiques libanais à qui incombe la responsabilité de cette élection s'engagent, enfin, à trouver une solution consensuelle, dans le respect des accords de Taef et en tenant compte de la réalité du Parlement tel qu'il a été élu par les Libanais il y a un an. Vous évoquez la société civile : c'est évidemment le travail au quotidien et de tout temps de notre ambassade que d'être en contact avec la société civile, sur toutes les questions qui importent à notre relation bilatérale. Q – Bonjour. J'ai une première question sur le Soudan. Ce jeudi, le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme a appelé les pays à faire pression par tous les moyens possibles pour résoudre la crise qui touche le pays. Quel regard portez-vous sur l'évolution de la situation sur place ? La France intervient-elle auprès des belligérants pour tenter de mettre fin aux combats ? Ça, c'est ma première question. La seconde, sur Haïti : mardi, à l'occasion de la Journée de l'Europe, les diplomates européens encore présents à Port-au-Prince, dont l'ambassadeur de France, Fabrice Mauries, ont convié des membres du gouvernement haïtien et des représentants de la classe politique du pays à un cocktail. Parmi ces invités, l'ancien Président Jocelerme Privert et l'ex-Premier ministre Jean-Henry Céant. Or tous deux ont été sanctionnés récemment par les Etats-Unis et le Canada pour financement présumé des gangs armés qui sèment la terreur dans la capitale et dans le reste du pays. La France estime-t-elle que, pour sortir de la crise haïtienne, il faut obtenir le soutien d'anciens responsables politiques haïtiens accusés par le Canada et les Etats-Unis de liens directs avec les gangs armés ? R – Sur le Soudan, notre préoccupation est majeure, du fait de la dégradation de la situation, qui fait suite à la poursuite des violences, et il y a eu, vous le savez, toute une série d'appels au cessez-le-feu. À ce stade, tous ces cessez-le-feu et ces appels à la trêve ont malheureusement été violés. Notre appel reste clair, il reste constant : consolider un cessez-le-feu est absolument indispensable dans le plus court délai, pour permettre à la fois de protéger les

populations civiles et d'assurer la sécurité du peuple soudanais, avant de pouvoir envisager une sortie de crise politique, que nous appelons de nos vœux. Dans ce contexte-là, notre ambassadrice, comme vous le savez, a repris son travail dans le cadre d'une Task Force qui s'est réunie à Paris. Elle poursuit évidemment les contacts diplomatiques qui sont les nôtres depuis le début de la crise, pour faire en sorte que les deux parties cessent les combats sur le terrain. Par ailleurs, nous soutenons tous les efforts en cours en ce sens, qu'il s'agisse des partenaires régionaux ou de nos partenaires internationaux. Vous évoquez le HCR ; je voyais à l'instant que notre représentant permanent à Genève auprès des Nations unies apportait son soutien publiquement à une résolution qui appellerait à une cessation des combats immédiate – et donc réitérait, y compris dans cette enceinte, l'appel qui est le nôtre à la cessation des combats. Je tiens à souligner, par ailleurs, qu'au-delà de ce travail politique et diplomatique, la France travaille d'ores et déjà avec les ONG sur le terrain et agences des Nations unies, via les canaux multilatéraux et via les ONG qui ne sont pas encore présentes au Soudan, pour apporter une aide humanitaire au peuple soudanais, au Soudan, puisque vous savez que près de 700.000 Soudanais sont aujourd'hui déplacés, mais également dans les pays avoisinants, puisque les Nations unies évoquent aujourd'hui 150.000 réfugiés qui ont déjà franchi les frontières du Soudan avec les pays voisins. Notre aide se porte à la fois à l'intérieur du pays et auprès de ces pays voisins pour répondre aux besoins de première nécessité des Soudanais. S'agissant d'Haïti, notre préoccupation là-dessus est très grande également ; j'avais eu l'occasion de m'exprimer la semaine dernière à cet égard. Vous savez que nous avons, avec les autres membres du Conseil de sécurité des Nations unies, adopté le 8 mai une déclaration pour rappeler à la fois notre préoccupation, condamner l'escalade des violences, condamner tout particulièrement les gangs, et appeler à un rétablissement de la sécurité en Haïti mais également à un rétablissement de la justice et la nécessité de lutter contre les exactions et les violences auxquelles se livrent ces gangs. C'est une priorité de la France. C'est dans ce cadre-là que nous soutenons la police nationale haïtienne, et vous savez que nous avons récemment renforcé notre soutien à la police haïtienne face à ces violences qui s'aggravent. Dans ce contexte-là, je n'ai pas de commentaire à faire sur cette réception, dont je n'ai pas le détail, et nous pourrions revenir vers vous sur ce sujet si vous le souhaitez. Q – Bonjour, l'Assemblée nationale française a récemment voté une résolution appelant le gouvernement français à se mobiliser diplomatiquement pour que le groupe paramilitaire Wagner soit inscrit à la liste des organisations terroristes de l'UE. Avez-vous engagé, ou projetez-vous d'engager des efforts diplomatiques en ce sens ? Et en lien avec cette question, le patron de Wagner, Evgueni Prigojine, a lié cette résolution au fait que son groupe, au fait avéré ou non, que son groupe nuit aux intérêts français, notamment en Afrique. Puis-je avoir votre réaction s'il vous plaît ? R – À cet égard la Ministre a eu l'occasion de s'exprimer devant l'Assemblée nationale, en soulignant que les exactions du groupe Wagner ne pouvaient en effet rester sans réponse. Vous savez que nous avons depuis décembre 2021 adopté toute une série de sanctions à différents titres contre le groupe Wagner, au titre notamment du régime droits de l'Homme de l'Union européenne, puisque le groupe Wagner s'est rendu coupable de nombre d'exactions, de pillages, de prédateurs, dont les rapports des Nations unies ont pu documenter le détail dans un certain nombre de pays,

à commencer par la Centrafrique, le Mali, mais bien évidemment en Ukraine également. On voit que ces exactions sont le fruit d'une doctrine qui vise à instaurer le régime de terreur, et dans ce cadre-là, il n'y a pas de tabou, comme l'a dit la Ministre sur cette question des désignations. Je n'ai pas, à ce stade, d'éléments à faire état sur la poursuite de nos efforts en ce sens, mais vous savez que nous continuons à discuter dans les enceintes européennes sur les questions de sanctions applicables au groupe Wagner, y compris au titre des autres régimes déjà existants. S'agissant des propos de M. Prigogine, je ne vais pas les commenter, je pense que plus personne ne prête attention aux types d'élucubrations dont M. Prigogine est tout à fait coutumier. Q – Avez-vous un commentaire sur la décision de la Ligue arabe de réintégrer le régime syrien au sein de la ligue ? Les Etats-Unis ont dénoncé cette décision ; quelle est la position de la France là-dessus ? R – Nous avons déjà eu l'occasion de nous exprimer à de multiples reprises sur la Syrie et sur les conditions d'une éventuelle normalisation. Vous savez que pour la France, il ne saurait y avoir de retour durable à la stabilité en Syrie et dans la région sans une solution politique qui réponde aux aspirations légitimes de tous les Syriens et leur permette de vivre en paix dans leur pays. Ce propos est tenu sur les bases d'une résolution, la résolution des Nations unies 2254, qui est notre cadre commun d'une résolution de la crise syrienne. Par ailleurs, nous avons pu noter que la Ligue arabe avait des attentes supplémentaires, en termes de retour des réfugiés et de lutte contre le trafic de drogue. Or, force est de constater, que ce soit sur le plan politique ou sur ces demandes supplémentaires, qu'aucun progrès n'a été noté de la part du régime de Damas qui est enfermé dans une logique d'intransigeance. De notre côté, nous demeurons engagés sur ces mêmes bases./.

208 / 942 – Point de presse du 10/05/2023

Référence EPJ01373503

Texte La France rappelle que l'agression de l'Ukraine par la Russie a provoqué une aggravation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition mondiales en bloquant les exportations alimentaires ukrainiennes. La France exhorte la Russie à prolonger l'initiative céréalière de la mer Noire et à cesser son chantage à la sécurité alimentaire mondiale. Elle salue les efforts du Secrétaire général des Nations unies et de la Turquie pour permettre la prorogation de cet accord. La France continuera, avec ses partenaires, à intensifier son action pour réduire les risques d'insécurité alimentaire pesant sur les populations les plus vulnérables à travers le monde, y compris à travers les corridors de solidarité de l'UE, qui sont essentiels et ont permis d'acheminer 32 millions de tonnes de céréales depuis mars 2022 hors d'Ukraine./.

209 / 942 – Point de presse du 09/05/2023

Référence EPJ01373301

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les frappes de missiles et des drones qui ont de nouveau visé l'Ukraine ces derniers jours, notamment la ville de Kiev. Alors que Vladimir Poutine prétend de manière mensongère que la Russie est victime d'une agression de "l'Occident collectif", c'est l'Ukraine et sa population qui ne cessent de subir des frappes massives de missiles et de drones. Ces frappes et bombardements ont une nouvelle fois délibérément

ciblé des objectifs civils, en violation flagrante du droit international humanitaire, et soulignent encore une fois la volonté de la Russie de poursuivre l'escalade dans sa guerre d'agression contre l'Ukraine. Hier et avant-hier, un entrepôt de la Croix-Rouge ukrainienne rempli d'aide humanitaire a été détruit à Odessa et un hôpital mobile endommagé à Mikolaïv du fait des frappes russes. Comme l'a souligné à plusieurs reprises la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, ces actes inacceptables sont constitutifs de crimes de guerre et ne peuvent rester impunis. La France continuera de fournir un appui aux juridictions ukrainiennes et à la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité de tels crimes. Elle poursuivra également son soutien militaire et civil afin de renforcer la résilience de l'Ukraine, aussi longtemps que nécessaire.

210 / 942 – Point de presse du 04/05/2023

Référence EPJ01372501

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, a reçu son homologue slovaque, M. Rastislav Káder, le 4 mai 2023, à Paris. Les ministres ont échangé sur les conséquences de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, rappelant notre soutien indéfectible à l'Ukraine dans la durée. Ils ont également évoqué le prochain sommet de l'OTAN, qui se tiendra en juillet à Vilnius, le renforcement de l'autonomie stratégique européenne dans le cadre de l'agenda de Versailles, ainsi que les enjeux de stabilité dans les Balkans occidentaux. Les ministres ont par ailleurs échangé sur la politique industrielle européenne et les questions énergétiques. Alors que cette année marque le 30e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la Slovaquie, les ministres se sont réjouis de la qualité de la relation bilatérale entre les deux pays, qui sera encore renforcée par le renouvellement prochain du partenariat stratégique franco-slovaque.

211 / 942 – Point de presse du 04/05/2023

Référence EPJ01372502

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté la nouvelle série de frappes de missiles et de drones ainsi que la poursuite des bombardements de l'ensemble du territoire ukrainien par la Russie ces derniers jours. Les villes de Kiev, Odessa, Kherson et Zaporijjia ont notamment été visées par plusieurs salves de missiles ou de drones. Ces frappes et bombardements ont une nouvelle fois délibérément ciblé des objectifs civils et fait des victimes parmi la population civile. Le bombardement de différentes infrastructures civiles dans la ville et la région de Kherson, dont un supermarché et une gare, aurait ainsi fait 21 victimes et 48 blessés, selon un premier bilan des autorités ukrainiennes. Un tel ciblage des infrastructures et des populations civiles ukrainiennes souligne la volonté claire de la Russie de poursuivre l'escalade dans sa guerre d'agression contre l'Ukraine. Comme l'a souligné à plusieurs reprises la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, ces actes inacceptables sont constitutifs de crimes de guerre et ne peuvent rester impunis. La France continuera de fournir un appui aux juridictions ukrainiennes et à la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité de tels crimes. Elle poursuivra également son soutien militaire et civil

afin de renforcer la résilience de l'Ukraine, aussi longtemps que nécessaire.

212 / 942 – Point de presse du 04/05/2023

Référence EPJ01372504

Texte La France salue la publication du "Rapport sur les violations du droit international humanitaire et des droits de l'Homme, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité liés au transfert forcé et /ou à la déportation d'enfants ukrainiens vers la Russie", préparé par les expertes indépendantes Veronika Bilkova, Cecilie Hellestveit et El+na Steinerte, dans le cadre du mécanisme de Moscou de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), déclenché le 30 mars 2023 par 45 pays dont la France. La France a pris connaissance avec une vive préoccupation des conclusions de ce rapport, qui confirme qu' "un grand nombre d'enfants ukrainiens ont été déplacés du territoire ukrainien vers les territoires temporairement occupés ou le territoire russe depuis le 24 février 2022 ou même avant cette date", pratique qualifiée de crimes de guerre et "pouvant constituer un crime contre l'humanité de déportation ou transfert forcé de population". Les conclusions de ce rapport s'ajoutent aux graves violations des droits de l'Homme, dont les déportations d'enfants, documentées par la Commission d'enquête internationale et indépendante des Nations unies sur l'Ukraine. Nous appelons la Russie à respecter ses obligations et engagements internationaux, et à mettre en oeuvre sans délais les recommandations du rapport, en cessant immédiatement les pratiques de transfert forcé ou de déportation d'enfants ukrainiens vers les territoires temporairement occupés et en Russie. La Russie doit prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre le retour en Ukraine et dans leur famille ou auprès de leurs tuteurs légaux, des enfants transférés de force ou déportés. La France est résolument engagée aux côtés de l'Ukraine, de ses partenaires et des juridictions nationales et internationales, dont la Cour pénale internationale qui a émis deux mandats d'arrêt pour des faits de déportation et de transfert d'enfants ukrainiens, pour lutter contre l'impunité des auteurs de ces actes. Les conclusions du rapport alimenteront les enquêtes en cours dans le but d'établir formellement les responsabilités concernant les allégations de transfert forcé et/ou déportation d'enfants ukrainiens. La France réitère sa ferme condamnation de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine.

213 / 942 – Point de presse du 04/05/2023

Référence EPJ01372506

Texte Q – Moscou accuse Washington d'avoir donné l'ordre à Kiev de s'attaquer, d'être responsable de l'attaque sur le Kremlin. Quelle lecture faites-vous, la France, de ces accusations russes ? Pour prolonger ma question, est-ce qu'il y a eu récemment des contacts avec la Russie, ou bien les contacts sont toujours au point mort entre la France et la Russie ? Merci. R – Merci pour cette question, sur laquelle je vous renvoie à l'expression qu'a eue Mme Colonna ce matin sur France Inter : elle a rappelé que les Ukrainiens avaient démenti toute implication dans cet événement qui reste inexpliqué et qui, à ce stade, n'a pas fait l'objet de clarifications. Je n'ai pas de commentaire supplémentaire à faire, sauf que nous prenons avec une bonne dose de prudence les déclarations qui viennent de Moscou et qui accusent nos



partenaires de quelconque fait. S'agissant des contacts avec la Russie, vous le savez, notre position là-dessus est constante : nous considérons que le maintien de la possibilité de canaux ouverts est important et sera indispensable dans la perspective où nous pourrions entrer dans des négociations. Nous savons qu'à ce stade, malheureusement, les conditions ne sont pas réunies sur le terrain, et je crois que l'escalade, avec les frappes que je viens de mentionner contre des infrastructures civiles, vient montrer à quel point la Russie maintient ses buts de guerre totale contre l'Ukraine, sans parler des déclarations escalatoires de M. Medvedev ce matin.

Q – Vous avez mentionné une conversation téléphonique entre la ministre Mme Colonna et son homologue jordanien, mardi, est-ce que vous pourriez élaborer un peu le sujet qui était discuté ? Et je n'ai pas tout à fait compris, c'est sûrement moi, le 11 mai, à Berlin, est-ce que les ministres et d'autres personnalités jordaniennes et égyptiennes sont sur place pour cette discussion avec l'homologue allemand sur le sujet du Proche-Orient ? Et après, j'aimerais avoir votre commentaire sur des incidents. D'abord la saisie par l'Iran de pétroliers dans le détroit d'Ormuz, est-ce que vous pourriez commenter sur ça ? Et est-ce que vous pouvez commenter aussi sur les tirs de roquettes de Gaza ? 104 roquettes étaient tirées vers Israël dans la nuit entre mardi à mercredi.

R – S'agissant du 11 mai, il s'agit en effet d'un entretien de Mme Colonna avec ses homologues allemande, jordanien et égyptien, dans le format qui a été appelé communément de Munich ou d'Amman. Il s'agira d'évoquer la situation en ce moment au Proche-Orient et de travailler à ce qui est notre objectif, comme vous le savez, la relance d'un dialogue qui permette de redonner une perspective politique dans le cadre de ce conflit, puisque la position de la France est inchangée : la seule voie en la matière est une négociation menant à un Etat palestinien viable, dans des frontières sur la base des lignes de 1967, avec Jérusalem pour capitale et vivant dans la paix et la sécurité avec Israël. Ce sera l'objet des discussions qui se tiendront le 11 mai et auxquelles participera Mme Colonna. Cette question du Proche-Orient a évidemment été à l'ordre du jour de la conversation téléphonique avec son homologue jordanien, de même que les autres développements dans la région. Je n'ai pas davantage de commentaires à faire sur le contenu. S'agissant des incidents, dont vous avez fait la mention, et de l'accroissement des tensions au Proche-Orient, la France a marqué sa préoccupation sur la poursuite des tensions. Nous condamnons fermement les tirs de roquettes depuis la bande de Gaza, qui ont fait plusieurs blessés en territoire israélien, et nous rappelons le droit d'Israël à se défendre en la matière, dans le respect du droit international humanitaire et d'un usage proportionné de la force. La France appelle toutes les parties à respecter la trêve qui est entrée en vigueur le 3 mai grâce, comme vous le savez, aux efforts de médiation menés par l'Egypte, avec le soutien du Qatar et des Nations unies. Nous appelons toutes les parties à éviter toute mesure susceptible de conduire à une nouvelle escalade dans la région.

Q – Et sur l'Iran ?

R – Nous marquons notre profonde préoccupation, s'agissant de la saisie, en moins d'une semaine, par la marine iranienne, de deux navires commerciaux dans les eaux du Golfe. Nous appelons l'Iran à libérer immédiatement les pétroliers saisis dans le Golfe ainsi que leurs équipages et à respecter le droit international. L'Iran doit cesser ses activités déstabilisatrices, dans les eaux du Golfe comme ailleurs dans la région. Et nous rappelons notre attachement, l'attachement de la France au

respect du droit international, y compris coutumier, de la mer. Q – Bonjour, j'ai deux questions. D'abord, sur Mayotte : dix jours après le début de l'opération Wuambushu à Mayotte, elle est suspendue jusqu'à nouvel ordre. Comment se positionne Paris ? Est-ce qu'il y a des discussions prévues ou en cours avec les autorités des Comores ? Ensuite, deuxième question concernant Haïti et le mouvement "Bwa kale" de traque de présumés bandits qui prend de l'ampleur là-bas. Le ministère des affaires étrangères dénonce le blocage de la Russie et de la Chine au Conseil de sécurité de l'ONU pour une action de communauté internationale. Est-ce que la France a, elle, vocation à agir dans ce dossier ? R – S'agissant de Mayotte, vous savez que la Ministre a eu l'occasion de s'exprimer mardi à l'Assemblée nationale, en séance des questions au Gouvernement (QAG). Elle a marqué clairement notre position. Il y a eu plusieurs expressions du Gouvernement, donc je vous renvoie à ces expressions, qui sont revenues très largement sur cette situation. Sur Haïti, c'est une préoccupation, et une préoccupation prioritaire pour la France. Nous faisons face en Haïti à une profonde crise politique et sécuritaire, qui a de graves conséquences sur la population, et qui par ailleurs entrave l'accès humanitaire, dans un contexte économique et social de plus en plus dégradé. La France est mobilisée, avec le reste de la communauté internationale, tant sur les volets sécuritaire et politique qu'humanitaire. Selon le réseau national de défense des droits humains en Haïti, les groupes criminels contrôlèrent toute la capitale. Et c'est dans ce contexte que nous avons donné la priorité au rétablissement de la sécurité et accru fortement notre soutien à la Police nationale haïtienne. Il importe que la résolution 2653 du Conseil de sécurité soit mise en oeuvre. Vous savez qu'elle a instauré un régime de sanctions qui cible les personnes impliquées dans des activités criminelles. Nous travaillons par ailleurs à l'adoption d'un cadre européen de sanctions qui viendraient compléter ces sanctions onusiennes. Voilà pour le volet sécuritaire de cette crise. Par ailleurs, nous avons évidemment une mobilisation sur les questions de dialogue politique. Il y a eu un accord le 21 décembre 2022. Il s'agit maintenant pour les acteurs politiques haïtiens de revenir à ce dialogue, pour nommer rapidement un conseil électoral provisoire qui permettra enfin d'avancer vers des élections. Sur le volet humanitaire, sur lequel la France est également mobilisée, nous avons augmenté notre aide humanitaire, qui s'élève pour 2023 à 9 millions d'euros, dont 5,5 millions d'aide alimentaire, qui est particulièrement critique dans la situation. Nous travaillons par ailleurs sur les questions sanitaires, avec un accroissement de notre aide en matière de lutte contre le choléra, qui sévit aussi en Haïti. Vous le voyez, la mobilisation de la France sur ce dossier est totale, et concerne la totalité de ces aspects. Q – Concernant le 2+2 avec le Japon qui est prévu le 9 mai, quelques questions : est-ce qu'on peut savoir à quelle heure commence la vidéoconférence ? Et est-ce que vous prévoyez de donner un communiqué ensemble, après ? Et est-ce que la discussion sera concentrée autour de la stratégie Indopacifique ? Est-ce qu'il y aura des discussions pour les sanctions envers la Russie ? R – Je n'ai pas l'horaire précis du dialogue 2+2, mais nous pourrions revenir vers vous. Les questions porteront, comme je l'indiquais, principalement sur les questions bilatérales, de renforcement de notre coopération en matière de sécurité et de défense, dans le cadre du partenariat d'exception et de son dixième anniversaire. Mais évidemment, ce sera l'occasion de traiter de toutes les questions, à la fois régionales et des stratégies Indopacifique, mais aussi

des conflits et des foyers de tension en Asie et en Europe, avec évidemment un focus sur la guerre en Ukraine. On reviendra vers vous sur les horaires, et il y aura un communiqué à l'issue de cette rencontre qui permettra d'en donner les principales conclusions. Q – Je voudrais d'abord revenir sur les déclarations du Président Macron à propos de Taïwan à son retour de Chine. Est-ce que cela marque une volonté d'affranchissement de la France dans ses relations avec Washington, ou comme le disent certains spécialistes, un défi lancé par la France à Washington ? Et toujours en lien avec les Etats-Unis, interrogé hier par la Commission parlementaire d'enquête sur les ingérences étrangères, l'ancien Premier ministre François Fillon a déclaré que l'ingérence la plus fréquemment constatée dans les affaires internes à la France provenait des Etats-Unis, François Fillon rappelant notamment les écoutes du Premier ministre et du Président français par la NSA. Quels sont vos commentaires ? R – Sur la Chine et Taïwan, nous avons abondamment eu l'occasion de commenter ce point, l'alliance avec les Etats-Unis est, vous le savez, un des piliers de la sécurité européenne, notamment dans le cadre de l'OTAN. Elle n'empêche pas de développer une souveraineté et une autonomie européenne. Il s'agit pour les Européens de développer une maîtrise de leur destin, notamment s'agissant de la situation dans l'Indopacifique. S'agissant des déclarations du Premier ministre Fillon, je n'ai pas de commentaire à faire sur une déclaration de cette nature./.

214 / 942 – Point de presse du 03/05/2023

Référence EPJ01372101

Texte A l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, la France réaffirme la nécessité de défendre et promouvoir une presse libre, indépendante et pluraliste afin d'apporter une information libre, fiable et de qualité. La France condamne les violences croissantes commises à l'encontre des journalistes, les campagnes de désinformation massives conduites notamment par les autorités russes, ainsi que les restrictions drastiques à la liberté de la presse dans de nombreux pays du monde, en particulier en Afghanistan, en Russie et en Biélorussie, ainsi qu'au Mali. La France salue le courage des journalistes qui remplissent leur mission, parfois au péril de leur vie. En 2022, 57 journalistes ont ainsi perdu la vie. Elle appelle à la libération des 568 journalistes détenus arbitrairement dans le monde, selon le dernier rapport de Reporters sans frontières. A l'initiative de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, un prix du courage journalistique est institué. Il récompensera le travail mené par des journalistes engagés, travaillant sur des zones de guerre, de crise ou en proie à des manoeuvres de déstabilisation. La France réitère son engagement constant et déterminé en faveur de la liberté de la presse, de la liberté d'expression et de la protection des journalistes, partout dans le monde. La France agit pour permettre à des journalistes menacés de poursuivre leur mission. Elle a ainsi accordé accueil et protection à un grand nombre de journalistes d'Afghanistan menacés à raison de leur activité et soutient les initiatives visant à accueillir, accompagner et former les journalistes et médias ukrainiens qui sont menacés du fait de la guerre d'agression russe en Ukraine. La France est engagée, avec ses partenaires européens et aux Nations unies, pour la protection des journalistes et des professionnels des médias. La France poursuit son effort de mobilisation de la communauté internationale en faveur d'un espace mondial

de l'information libre, démocratique et de confiance à travers le Partenariat pour l'information et la démocratie, lancé avec Reporters sans frontières en 2019, et qui compte désormais 50 Etats membres. La France contribue au pluralisme de l'information et à la soutenabilité économique des médias indépendants, via son opérateur Canal France international (CFI) et sa contribution au Fonds international pour les médias d'intérêt public (IFPIM), qui a annoncé son établissement en France lors du Forum de Paris sur la paix de novembre 2022. La défense de la liberté de la presse passe aussi par la lutte contre la prolifération des manipulations de l'information et la préservation de l'espace informationnel mondialisé. La France promeut une réponse systémique et un changement des règles du jeu pour les plateformes numériques. Elle appuie l'effort lancé par le Secrétaire général des Nations unies pour proposer un "code mondial de l'intégrité de l'information publique" et soutient également, à travers l'"Initiative pour la confiance dans le journalisme" de Reporters sans frontières./.

215 / 942 – Point de presse du 28/04/2023

Référence EPJ01371401

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les nouvelles frappes menées cette nuit par la Russie sur le territoire ukrainien, notamment dans les régions de Tcherkassy, Dnipropetrovsk et Kiev. Ces frappes ont une nouvelle fois délibérément ciblé des immeubles résidentiels et fait des victimes civiles, y compris des enfants, en particulier à Ouman où les premières informations font état d'un bilan particulièrement lourd. Un tel ciblage des infrastructures et des populations civiles ukrainiennes souligne la volonté claire de la Russie de poursuivre l'escalade dans sa guerre d'agression en Ukraine. Comme l'a souligné la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, à plusieurs reprises, ces actes inacceptables sont constitutifs de crimes de guerre et ne peuvent rester impunis. La France continuera de fournir un appui aux juridictions ukrainiennes et à la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité de tels crimes. Elle poursuivra également son soutien militaire et civil afin de renforcer la résilience de l'Ukraine, aussi longtemps que nécessaire.

216 / 942 – Point de presse du 24/04/2023

Référence EPJ01369601

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participe aujourd'hui au Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne à Luxembourg. La Ministre appellera à continuer le renforcement du soutien à l'Ukraine, notamment dans sa dimension militaire avec la mise en oeuvre du paquet munitions agréé au Conseil affaires étrangères du 20 mars. Elle soulignera l'importance de soutenir l'industrie de défense européenne pour bâtir une économie de guerre afin d'inscrire le soutien européen à l'Ukraine dans la durée. La Ministre pointera les risques que les mesures unilatérales à l'encontre des céréales ukrainiennes font peser sur l'unité européenne et sur nos efforts de conviction à l'égard des pays tiers. C'est pourquoi elle marquera l'importance de renouveler le dispositif commercial d'aide à l'Ukraine mis en place par l'UE. Elle appellera à maintenir la pression sur la Russie afin de peser sur son effort de guerre, la priorité

devant être de poursuivre la lutte contre le contournement des sanctions. La Ministre soulignera l'importance de maintenir l'élan de mobilisation envers les pays tiers et rappellera que la bataille des narratifs se gagnera en s'appuyant sur des actions concrètes. À ce titre, elle soulignera le rôle que la stratégie Global Gateway peut jouer et le besoin de la mettre en oeuvre rapidement. La Ministre soulignera la nécessité du soutien européen à la Moldavie, face aux menaces de déstabilisation dont elle continue de faire l'objet, dans le contexte du prochain sommet de la Communauté politique européenne (CPE). Elle saluera à ce titre le déploiement rapide de la mission de PSDC civile en Moldavie (EUPM) et soutiendra l'établissement d'un nouveau régime de sanctions au sujet de la Moldavie. À l'occasion d'un échange avec le ministre des affaires étrangères de la Géorgie, la Ministre appellera à conduire les efforts nécessaires pour réduire les tensions dans la vie politique géorgienne et, plus largement, à mettre en oeuvre les réformes recommandées par la Commission, afin de concrétiser la perspective européenne reconnue par le Conseil européen de juin 2022. Elle exprimera également sa préoccupation à la suite des incidents à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et apportera un message de soutien à la mission européenne de surveillance de la frontière (EUMA). La Ministre interviendra pour rappeler l'importance de maintenir, en Européens et avec les autres partenaires internationaux, une unité pour accroître la pression sur l'armée soudanaise (FAS) et les Rapid Support Forces (RSF) afin de parvenir à une cessation des hostilités et éviter une déstabilisation régionale aux conséquences dramatiques. La Ministre appellera à la fermeté et à l'unité des messages européens aux dirigeants libanais, y compris en rappelant notre disposition à recourir à l'ensemble des instruments européens disponibles, afin de mettre fin à l'impasse politique actuelle. S'agissant de la Tunisie, la Ministre soulignera la nécessité de maintenir l'unité européenne pour inciter les Tunisiens à finaliser un accord avec le FMI et à mettre en oeuvre le programme de réformes qu'ils ont défini et qui est indispensable à la stabilité durable du pays.

217 / 942 – Point de presse du 24/04/2023

Référence EPJ01369602

Texte Q – Est-ce que les correspondants russes de journaux écrits russes de bon aloi peuvent encore obtenir des visas de travail nouveau en ce moment ? R – Il n'y a pas d'interdiction de principe. Les services consulaires instruisent les demandes de visas émanant de citoyens russes dans le respect de la législation en vigueur, y compris la suspension intégrale de l'accord de facilitation UE–Russie en matière de visas décidée par l'Union européenne./.

218 / 942 – Point de presse du 20/04/2023

Référence EPJ01368905

Texte Q – Quelques questions, s'il vous plaît. D'abord, vous avez évoqué le Conseil des ministres à Luxembourg, lundi, je pense. On a vu hier qu'en Ukraine, ils ont abattu ou intercepté plusieurs drones iraniens. Vous avez parlé, la semaine passée, du 11ème paquet de sanctions. Est-ce que ce nouveau paquet de sanctions sera adopté au Conseil ? Et est-ce que ce paquet va inclure aussi des éléments iraniens, vu ce qui s'est passé hier ? J'aimerais aussi, si vous pourriez commenter sur la visite du ministre des affaires étrangères saoudien

en Syrie, vue la position de la France. Donc si vous pouvez commenter ce rapprochement. Troisième question sur la crise entre la France et l'Afrique du Nord, l'Egypte et l'Algérie, sur la question des pesticides. Je comprends que la deadline est le 25 avril. Où est-ce que vous en êtes sur ces négociations ? Est-ce qu'il y a des négociations en cours ? Et une dernière question, sur la décision britannique, hier, de sanctionner M. Nazem Said Ahmad, qui était déjà sanctionné il y a plusieurs années par les Américains pour financer des opérations du Hezbollah. Si je ne me trompe pas, il n'est pas sanctionné par l'Union européenne ou par la France. Est-ce que vous regardez ce sujet ? R – S'agissant des frappes de drones sur Odessa, nous les condamnons avec la plus grande fermeté, comme toutes les frappes et les actions menées en violation complète du droit international humanitaire contre des infrastructures civiles et des villes ukrainiennes. Nous réitérons à cet égard notre condamnation vis-à-vis de ce qui s'apparente à des crimes de guerre en Ukraine menés par la Russie. Vous savez quelle est notre position sur la prolifération de drones iraniens, il y a déjà eu des mesures prises à cet égard. S'agissant du 11ème paquet de sanctions, les discussions se poursuivent, et donc ce paquet de sanctions n'est pas à l'ordre du jour du Conseil des affaires étrangères pour adoption. S'agissant de la visite que vous évoquez, nous avons déjà eu l'occasion de revenir sur cette question. Les relations entre les Etats relèvent de la décision souveraine de chacun d'entre eux, et il n'est pas de notre responsabilité de les commenter. En revanche, s'agissant de la position de la France, elle n'a pas changé : le régime syrien continue de constituer une source d'instabilité majeure pour la région. Elle est de plusieurs ordres notamment la question du trafic de drogue – il y aura une discussion à cet égard à l'occasion du Conseil des affaires étrangères de lundi, et vous savez que nous avons travaillé sur l'approfondissement des sanctions à l'égard des trafiquants de drogue de Captagon qui travaillent à partir de la Syrie. Toutes ces questions d'instabilité sont pour nous des sujets de préoccupation constante, et s'agissant du régime syrien, vous savez quelles sont les mesures attendues de sa part pour une sortie de crise durable. Notre position n'a pas changé, elle est basée sur la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui pose les conditions indispensables pour une sortie de crise durable de la part de la Syrie. S'agissant de la question des pesticides, je vous renverrais à nos collègues du ministère de l'agriculture sur ce point, je n'ai pas d'éléments particuliers à vous communiquer. Et pour ce qui est de la décision britannique, je n'ai pas d'éléments sur cette personne, nous reviendrons vers vous à cet égard. Q – Une question sur le Soudan : les combats s'intensifient, il y a eu 200 morts en trois jours... Est-ce qu'il y a eu des contacts entre la France et ses partenaires régionaux et internationaux ? Et est-ce qu'il y aura des contacts avec les deux généraux, Al-Bourhane et Hemetti, pour leur demander d'accepter une trêve humanitaire ? Et est-ce qu'il y aura une décision d'évacuer les ressortissants français et européens ? R – Nous avons exprimé, à plusieurs reprises, tout à la fois notre préoccupation et notre condamnation des combats en cours, qui ont fait un très lourd bilan civil, comme vous l'avez indiqué. Les Nations unies ont évoqué près de 200 morts, mais également 1.800 blessés, et malheureusement ce chiffre est sans doute sous-estimé. Nous avons évidemment toute une série de contacts internationaux. Notre objectif, aujourd'hui, et celui de la communauté internationale, est d'obtenir une trêve et une cessation immédiate des combats.

C'est ce qu'ont indiqué les ministres des affaires étrangères à la réunion du G7, à laquelle assistait Mme Colonna. Il y a eu toute une série de contacts internationaux depuis pour faire pression sur les deux belligérants, pour obtenir cet arrêt immédiat des combats ; une trêve humanitaire permettant la protection des civils, notamment des ressortissants étrangers, mais également la protection des emprises diplomatiques, dont certaines ont été prises pour cibles. Au nombre de ses contacts, Mme la Ministre s'est entretenue avec tous ses homologues du G7, puisqu'elle était sur place au Japon avec eux. Elle a également eu des contacts avec ses partenaires de la Ligue arabe, avec les partenaires de l'Union africaine, et il y aura à nouveau des contacts de coordination, cet après-midi, avec la Ligue arabe, l'Union africaine, l'IGAD – l'Organisation régionale d'Afrique de l'Est, dont vous savez qu'elle est active sur cette question –, les Nations unies, et nos partenaires du P5. Vous savez que la Ministre s'est entretenue encore hier avec son homologue saoudien et avec le Secrétaire général des Nations unies à cet égard. La pression aujourd'hui est collective pour obtenir cette trêve humanitaire urgente, et ensuite un cessez-le-feu durable qui doit permettre une sortie de crise au Soudan. S'agissant de nos ressortissants, il s'agit évidemment de la priorité pour nous que de nous assurer de la sécurité de nos ressortissants sur place au Soudan. À ce stade, au vu de l'évolution de la situation sur le terrain, nous leur demandons de rester confinés chez eux, puisque les combats rendent dangereuse toute circulation, à ce stade, à Khartoum. Q – Juste pour aller dans le sens de la question de mon collègue sur le Soudan, vous aviez indiqué à nos confrères de France Info qu'il y a des centaines de ressortissants français. Est-ce qu'on peut connaître le nombre exact de la communauté française établie au Soudan ? Et une deuxième question, en lien avec ce qui se passe au Soudan : est-ce que la France peut compter sur l'Égypte, sachant que c'est un pays partenaire, est-ce que l'Égypte peut jouer un rôle de médiation dans ce conflit intra-soudanais ? Et troisième question, sur l'Algérie : on sait que la visite du Président Tebboune a été reportée pour les raisons évoquées par l'Elysée. La Commission d'histoire a été réactivée mercredi, selon un communiqué de l'Elysée. Qu'en est-il exactement de cette Commission ? Et qu'est-ce qu'on peut attendre de cette coopération entre historiens français et algériens ? R – Sur le Soudan, j'ai évoqué plusieurs centaines de Français qui sont enregistrés au titre de notre communauté française résidente au Soudan. Je ne donne pas de chiffres plus précis que cela. C'est un travail qui est fait de façon extrêmement précise par le centre de crise et de soutien. Nous avons ouvert une cellule de crise dès le déclenchement des combats à Khartoum ce week-end, et nous sommes en contact individuellement avec chacun de nos ressortissants qui se sont signalés à notre ambassade. Notre message à nos ressortissants aujourd'hui, c'est : "restez confinés, gardez le contact avec l'ambassade et avec la cellule de crise" ; c'est dans ce cadre-là que nous travaillons aujourd'hui. S'agissant de l'Égypte, il y a, comme je l'indiquais, des contacts avec tous nos partenaires, notamment de la Ligue arabe. Vous savez que l'Égypte a en effet proposé et exprimé son souhait de jouer un rôle dans cette crise. Nous sommes aussi en contact avec les partenaires égyptiens, et nous souhaitons tous que les messages apportés aux deux parties soit cette cessation immédiate des combats, et la mise en place d'une trêve humanitaire qui permette de protéger les civils. S'agissant de la visite du Président Tebboune,

nous continuons à travailler avec nos partenaires algériens à l'approfondissement des relations entre nos deux pays, et cela dans l'esprit de la déclaration d'Alger du 27 août 2022, qui avait marqué l'ambition d'un partenariat renouvelé entre nos deux pays. Vous avez évoqué cette commission d'historiens, qui montre bien que le travail se poursuit dans le cadre de cette feuille de route. La secrétaire générale du Quai d'Orsay était également à Alger, le 16 avril dernier, pour poursuivre le travail de mise en oeuvre de cette feuille de route de partenariat renouvelé. Nous continuons les préparatifs en vue de la visite d'Etat du Président Tebboune, dont vous savez que les deux chefs d'Etat étaient convenus, le 15 janvier dernier, quand ils se sont parlé par téléphone. Nous travaillons sur des dates, et ces dates seront communiquées, le cas échéant, par la présidence de la République et par El Mouradia. Là-dessus, pas d'autre commentaire à faire. S'agissant de la Commission d'histoire, tout était dans le communiqué de l'Elysée, donc je vous renvoie à ce communiqué. C'est évidemment un élément extrêmement important. Vous avez pu lire, à différentes occasions, la volonté marquée par le Président de la République de regarder notre histoire en face, de faire en sorte que des historiens puissent travailler sur une vision commune qui permette de traiter les parties les plus douloureuses de notre histoire commune. Q – J'ai deux questions, je voulais juste revenir sur le Soudan. Est-ce qu'il y a une réflexion avec vos partenaires sur une éventuelle évacuation par terre ou par mer ? Est-ce que c'est en discussion ? J'ai compris que vous dites que les gens doivent rester chez eux, mais est-ce que vous envisagez éventuellement d'évacuer les ressortissants européens ? Et j'ai une question sur la Tunisie : quelles initiatives porte la France pour essayer de stabiliser la situation politique économique et migratoire ? Je crois que vous vous êtes montrés préoccupés par l'arrestation de Ghannouchi cette semaine ; depuis, il y a eu la détention. Pourquoi est-ce que vous êtes tellement préoccupés ? R – Pour revenir sur le Soudan, comme je l'indiquais, aujourd'hui nous avons toute une série de coordinations et de contacts avec nos partenaires internationaux, et nous sommes concentrés sur un message : celui d'obtenir cette trêve humanitaire, permettre un arrêt des combats. C'est dans ce cadre-là que nous pourrions envisager la suite. Tous nos efforts sont aujourd'hui concentrés sur cette étape. S'agissant de la Tunisie, la Ministre avait eu l'occasion de s'entretenir avec son homologue, il y a quelques jours. Nous avons en effet fait des déclarations que vous avez mentionnées, il y a deux jours, sur la vague d'arrestations en cours en Tunisie, et notre attachement à cet égard à l'Etat de droit, mais aussi aux acquis démocratiques de la Tunisie. La Ministre avait eu l'occasion auprès de Nabil Ammar de rappeler le soutien sans failles de la France au peuple tunisien, notamment face à l'urgence économique. Sur ce point-là, s'agissant du FMI, puisqu'il s'agit pour la Tunisie de pouvoir avancer sur les questions économiques par la finalisation d'un accord avec le FMI, nous continuons d'en discuter avec nos partenaires européens. Ce sera une des questions évoquées au Conseil des affaires étrangères ce lundi. Q – S'agissant du Liban, la France a accueilli dernièrement plusieurs dirigeants libanais : M. Gemayel, M. Frangié, M. Joumblatt, et d'autres à ce sujet. Mais on voit que la presse libanaise ne cesse de publier tous les jours que la France soutient la candidature de M. Gemayel à l'élection présidentielle. Est-ce que cette thèse, pouvez-vous la démentir ou la confirmer ? Et deuxièmement qu'en est-il de la réunion du groupe des 5 à niveau ministériel ou ambassadeurs ? R



– S'agissant de la réunion du groupe des 5, je n'ai pas d'élément de calendrier à vous confirmer à cet égard. Je vous renvoie vers notre ambassade pour le calendrier local au Liban. Vous évoquez des rumeurs à l'égard d'un soutien de la France. La France n'a pas de candidat au Liban. Il revient évidemment aux Libanais d'élire leurs dirigeants. D'ailleurs, c'est le message que nous avons répété depuis des mois, puisque notre position, elle est bien connue, elle a été exprimée par nos autorités, le Président de la République et Mme Colonna. Il revient aux acteurs libanais de prendre leurs responsabilités et de sortir de l'impasse politique pour élire rapidement, conformément à la constitution un nouveau président après désormais plus de six mois de vacance présidentielle au Liban, qui pèse sur le peuple libanais au premier chef. Il s'agit, comme je l'ai indiqué à de nombreuses reprises, d'élire un nouveau président, de former un nouveau gouvernement en plein exercice, qui sera en mesure de mener les réformes dont le Liban et le peuple libanais a urgemment besoin face à la crise qu'il traverse. Nous nous tenons comme toujours aux côtés du peuple libanais à cet égard. Q – Je voulais vous demander si, pour le Soudan, il y avait une mission diplomatique française qui était prévue sur place ? Par ailleurs, est-ce que vous avez une explication pour le report de la visite officielle du président algérien ? Une question sur le Cameroun : quelle est la position du Quai sur l'initiative canadienne de discussion entre les équipes du Premier ministre camerounais et les séparatistes anglophones ? Et votre position sur le démenti officiel des autorités camerounaises au sujet de cette facilitation ? Qui représentera la France à Brazzaville au Sommet des trois bassins forestiers organisé par le président congolais Denis Sassou-Nguesso ? Quand sera publié le décret de nomination des nouveaux ambassadeurs, si vous avez une petite idée ? R – S'agissant du décret de nomination des ambassadeurs, vous savez ce qu'il en est. Les décrets de nomination dépendent des agréments donnés par les pays hôtes. Donc il n'y a pas de date par construction de communication de ces décrets. Je vous invite à suivre l'actualité du Conseil des ministres à cet égard. Sur le Soudan, le Centre de crise et de soutien, comme je l'indiquais, est tout à fait mobilisé pour suivre la crise soudanaise. Aujourd'hui, la situation sur le terrain, c'est celle de combats très violents. Il y a eu de fait un appel au cessez-le feu et une déclaration de cessez-le-feu par les deux belligérants, hier soir, mais nous avons pu constater que ce cessez-le-feu n'était pas pleinement respecté, et il y a des combats qui aujourd'hui rendent toute circulation extrêmement dangereuse sur le terrain. Le suivi est fait à distance, à ce stade, mais quand je dis à distance, c'est avec une proximité très forte puisque, comme je l'indiquais, le Centre de crise et de soutien appelle individuellement nos ressortissants un par un pour faire en sorte qu'ils puissent être informés de l'évolution de la situation et garder le contact avec nous, et que nous puissions nous assurer de leur situation individuelle. S'agissant du report que vous évoquiez, il n'y a pas de report, je viens de l'indiquer. Nous continuons de travailler avec les Algériens à la préparation de la visite du Président Tebboune en France, conformément aux orientations données par les deux présidents lors de leur appel téléphonique, le 15 janvier dernier. Comme dans tous préparatifs, nous travaillons à des dates, et à ce stade, ces dates sont encore en discussion. S'agissant du Sommet des trois grands bassins forestiers, vous savez que nous sommes mobilisés très activement sur les questions de protection des forêts, à l'occasion du One Forest Summit qui s'est tenu très récemment et auquel a

participé le Président de la République. Je sais qu'à cette occasion, nous avons indiqué que nous serions représentés au Sommet des trois grands bassins forestiers à Brazzaville, mais à ma connaissance, nous n'avons pas encore confirmé la personnalité qui viendra représenter la France à Brazzaville. S'agissant du Cameroun, je n'ai pas d'élément à ce sujet à vous communiquer à l'instant, mais nous reviendrons vers vous sur ce point. Q – Ma question concerne une décision du Parlement européen, qui a adopté hier un texte pour interdire les produits issus de la déforestation. Est-ce que la France envisage d'inclure et de pousser cette législation dans les négociations entre l'UE et Mercosur ? R – nous nous félicitons de l'adoption de cette mesure. La France s'était mobilisée très activement au cours de la Présidence française de l'UE, sur ces questions de déforestation importée, qui constitue une part de notre action en faveur de la biodiversité. C'est aussi un point qu'avait pu évoquer Mme Colonna à l'occasion de son déplacement à Brasilia en début d'année. Les autorités brésiliennes ont à cet égard pris toute une série d'engagements extrêmement ambitieux, qui viennent inverser une dynamique malheureusement très rapide de déforestation dans l'Amazonie, et nous soutenons cette trajectoire ambitieuse développée à cet égard par le Brésil. Sur la question du Mercosur, vous avez entendu le Président de la République, et la Ministre a eu l'occasion de le répéter, il s'agit pour tous nos accords commerciaux et c'était d'ailleurs un des points du discours du Président de la République à Nexus aux Pays-Bas, il s'agit pour tous les accords commerciaux de l'UE de prendre en compte le respect des normes environnementales que nous nous appliquons et ce sera évidemment un des points de la discussion. Q – Bonjour, une question sur l'Iran. Quelle est la position du ministère sur l'emprisonnement du rappeur, chanteur Toomaj Salehi, qui est emprisonné depuis plus de 150 jours, et dont le comité de soutien, l'avocat, a été reçu cette semaine au ministère ? Quelle est la position de la France sur ce dossier ? R – Nous avons eu l'occasion de nous exprimer à plusieurs reprises sur les questions de répression en Iran. Notre position est connue à cet égard. Q – Concernant le Soudan, vous avez dit que vous êtes en contact avec les partenaires internationaux et régionaux. Avec l'Egypte, vous pouvez compter sur l'Egypte pour évacuer les ressortissants français, y a-t-il des propositions avec l'Egypte, d'évacuer ces ressortissants ? R – Comme je vous l'indiquais aujourd'hui, nous n'en sommes pas à ce point de la crise. Aujourd'hui, notre message, vis-à-vis de nos ressortissants, c'est de rester confinés. Les contacts que nous avons avec les partenaires internationaux et régionaux à cet égard visent à travailler sur l'obtention d'un arrêt des combats sur le terrain qui reste un préalable à toute action./.

219 / 942 – Point de presse du 19/04/2023

Référence EPJ01368501

Texte Mme Laurence Boone, secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères chargée de l'Europe, se rendra en Hongrie les 20 et 21 avril prochains. A l'occasion de ce déplacement, la secrétaire d'Etat s'entretiendra avec son homologue hongroise, Mme Judit Varga, ministre de la Justice et des Affaires européennes, ainsi qu'avec M. Tibor Navracsics, ministre chargé du développement territorial et de l'utilisation des fonds européens. La secrétaire d'Etat évoquera avec ses interlocuteurs les questions liées à l'Etat de droit et à la procédure de conditionnalité mise en oeuvre en

Hongrie en rappelant l'attachement de la France au respect des valeurs fondamentales et des principes inhérents à l'Etat de droit. Elle soulignera également l'importance de l'unité de l'Union européenne face à la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine. Mme Laurence Boone évoquera également, notamment, le prochain Sommet de la Communauté politique européenne qui se tiendra en Moldavie, la Présidence hongroise à venir du Conseil de l'Union européenne, au second semestre 2024, et plusieurs sujets européens d'actualité, en particulier l'énergie, la gouvernance économique, la compétitivité européenne ainsi que la révision du cadre financier pluriannuel 2021–2027. La secrétaire d'Etat interviendra, à l'occasion d'une conférence-débat à l'université Corvinus de Budapest, sur le thème "L'Europe comme puissance et le défi démocratique". Elle s'entretiendra également avec des représentants de la société civile et d'associations, notamment oeuvrant en faveur des droits des personnes LGBT+.

220 / 942 – Point de presse du 18/04/2023

Référence EPJ01368103

Texte Comme annoncé lors de la conférence des donateurs sur le Yémen en mars 2023, la France a contribué à une opération du Programme alimentaire mondial (PAM) dans le pays. Un navire transportant 30.000 tonnes de blé ukrainien est arrivé le 17 avril 2023 dans le port de Hodeïda au Yémen. Le blé acheminé permettra de venir en aide à 4 millions de personnes. La France appelle l'ensemble des acteurs au Yémen, en particulier les Houthis, à faciliter l'accès à ces céréales et permettre une distribution transparente et équitable. Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative céréalière de la mer Noire, illustre l'engagement de la France dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition mondiales, aggravées par la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine.

221 / 942 – Point de presse du 17/04/2023

Référence EPJ01367701

Texte La France est consternée par la condamnation de l'opposant russe Vladimir Kara–Mourza à 25 ans de prison, qui constitue une nouvelle illustration de la campagne de répression menée par les autorités russes à l'encontre des voix critiques du pouvoir et de sa guerre d'agression contre l'Ukraine. Elle s'inquiète par l'instrumentalisation de la justice russe, devenue un outil d'oppression du Kremlin. La France est par ailleurs préoccupée par la dégradation de l'état de santé de M. Kara–Mourza, en raison de ses conditions de détention déplorables. La France appelle la Russie à respecter le droit international relatif aux droits de l'Homme, à libérer les prisonniers politiques et à abandonner les poursuites judiciaires engagées contre eux. Nous saluons le courage des femmes et des hommes qui, comme Vladimir Kara–Mourza, Alexeï Navalny et tant d'autres, défendent la liberté de parole et d'opinion en dépit des risques encourus.

222 / 942 – Point de presse du 12/04/2023

Référence EPJ01367003

Texte

La France a pris connaissance avec horreur de la vidéo de décapitation d'un prisonnier de guerre ukrainien présumé par les forces armées russes en Ukraine. Elle condamne avec la plus grande fermeté cet acte barbare constituant une violation évidente du droit international humanitaire ainsi qu'une atteinte insoutenable à la dignité humaine. Les responsables de tous les crimes commis en Ukraine devront rendre des comptes. La France apporte et continuera d'apporter un soutien sans faille aux juridictions ukrainiennes et à la justice internationale dans leur action indispensable pour lutter contre l'impunité. Il n'y aura pas de paix sans justice./.

223 / 942 – Point de presse du 07/04/2023

Référence

EPJ01366403

Texte

Q – Je suis un tout petit peu étonnée par votre statement sur la situation au Proche-Orient : aucun mot sur l'attentat qui est survenu il y a quelques heures dans la vallée du Jourdain ? Deuxième question : dans la presse israélienne, on dit que la France était impliquée directement, et aussi à travers votre ambassade au Liban, pour essayer de calmer la situation au nord d'Israël. Qu'est-ce que vous pourriez dire sur le sujet ? Et une dernière question qui n'est pas liée à ça, qui est plutôt liée à l'Irak : j'aimerais savoir si les autorités françaises étaient impliquées dans les négociations avec Energies pour l'accord qui a été achevé mercredi, je pense ? Merci. R – Sur le premier point, nous avons marqué, de façon très forte et répétée au cours des derniers jours, notre préoccupation sur la poursuite des violences, sur la dégradation continue de la sécurité. Et je l'ai dit dans ma déclaration aujourd'hui : nous sommes attachés à la sécurité d'Israël, et nous avons toujours condamné à la fois les frappes indiscriminées qui pouvaient frapper des populations civiles, et de façon générale toutes les attaques contre les civils. Aujourd'hui, le coeur de notre message, c'est bien que ces violences cessent et que nul ne prenne d'actions qui puissent conduire à une escalade. Sur la question que vous avez évoquée sur l'énergie et sur l'Irak, je n'ai pas de commentaire sur ce dossier. Et je n'ai pas non plus d'éléments à vous communiquer sur les éventuels échanges que vous évoquiez à propos des événements au nord d'Israël. Q – Trois petites questions. Est-ce que vous avez d'autres éléments concernant le sommet du mois de juin sur la réforme du système financier international ? Je ne sais pas si vous pouvez nous donner des éléments concernant qui seront présents, les sujets qui seront traités... Et puis sur le non-accord entre la Tunisie et le FMI, est-ce que vous avez une réaction ? Est-ce que vous avez des craintes particulières concernant, d'une part la stabilité et politique et sociale du pays, et puis les conséquences que ça peut avoir pour l'Europe, par exemple en termes de migrations, d'accélération des migrations ? On voit déjà qu'en Italie, il y a déjà une hausse assez significative de l'arrivée des migrants, et ce sont des migrants qui arrivent notamment de la Tunisie. Et puis vous pouvez nous dire quelque chose sur la visite d'Emmanuel Macron au Maroc ? Je crois qu'il n'y a pas encore de date... Y a-t-il un problème ? Et sinon, pourquoi est-ce qu'il n'y a pas de date ? R – Sur ce qui concerne les déplacements du Président de la République, je vous renvoie naturellement vers la présidence de la République. Sur le Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, qui doit se tenir en juin à Paris, je vous rappelle que c'est un sommet qui a été voulu par le Président de la République, notamment pour préparer la COP28. L'objectif est de mobiliser les chefs d'Etat et de

gouvernement, parce que l'urgence écologique crée un impératif de transformation des économies qui suppose des investissements massifs. Pour nous, c'est un enjeu de solidarité ; c'est aussi un enjeu de stabilité et d'efficacité dans la lutte contre le réchauffement climatique. Nos objectifs, ce sont les questions de financement, d'avancer sur les questions de financement de l'atténuation dans les grands pays émergents, de l'adaptation dans les pays dits les moins avancés, et puis des pertes et dommages dans les pays les plus vulnérables. Sur les aspects plus pratiques relatifs à ce sommet, nous serons en mesure, un peu plus tard, de vous les donner. Sur la Tunisie, la ministre Catherine Colonna a eu un premier contact positif avec son nouvel homologue tunisien, le 31 mars. Elle a rappelé le soutien sans faille de la France envers le peuple tunisien, notamment face à l'urgence économique – elle a effectivement rappelé cette priorité, qu'est la finalisation de l'accord avec le FMI, que bien sûr nous soutenons. Q – En référence à la déclaration du président Macron en Chine, appelant la Chine à ne pas devenir complice de l'agression russe en Ukraine, la porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova, a déclaré que le chef d'Etat français sait mieux que quiconque les efforts déployés par la Russie pour tenter de résoudre la crise ukrainienne par des moyens pacifiques. Elle a cité notamment la mise en oeuvre de l'accord de Minsk. Elle a ajouté qu'Emmanuel Macron, en tant que chef d'Etat d'un pays membre de l'OTAN, sait mieux que quiconque ce que l'Alliance a fait pour déstabiliser la situation en Ukraine, qualifiant la déclaration du président Macron d'hypocrite, de propagation de mensonges, et de chantage. Que pouvez-vous nous dire sur cette déclaration de votre homologue russe ? R – D'abord, je voudrais vous rappeler de façon générale sur le conflit en Ukraine, qu'il y a un pays agresseur, la Russie, un pays agressé, l'Ukraine, qui défend sa souveraineté et son intégrité territoriale. Et le Président a eu l'occasion de parler à son homologue ukrainien samedi. Il a rappelé notre soutien pour mettre un terme à l'agression russe. Sur les autres aspects que vous avez évoqués, le Président de la République effectue, vous l'avez dit, en ce moment-même, une visite d'Etat en Chine. La ministre Catherine Colonna est à ses côtés. Je vous renvoie aux déclarations qui ont été faites ou qui pourraient être faites dans ce cadre. Q – Deux questions, s'il vous plaît. 15 pays de l'Union européenne, dont la France, se sont joints à un recours contre une loi hongroise discriminatoire envers les personnes LGBTQI+. Est-ce que vous pouvez nous rappeler quelles sont les objectifs et le sens de ce recours devant la justice européenne ? Deuxième question : cela fait trois mois aujourd'hui que le journaliste franco-afghan Mortaza Behboudi est détenu dans son pays. Est-ce que la France est en mesure aujourd'hui d'agir, de peser, pour obtenir sa libération ? Merci. R – Sur votre premier point, effectivement, la France en coordination avec l'Allemagne a décidé de soutenir la Commission européenne dans son recours contre la loi anti-LGBT+ qui est en vigueur en Hongrie depuis juin 2021. C'est une position qu'il faut comprendre dans notre action globale, qui est une action en faveur de la protection des droits des personnes LGBT+. C'est un engagement que nous avons renouvelé, d'ailleurs vous savez, avec la nomination en octobre dernier, d'un ambassadeur pour les droits des personnes LGBT+. Sur la situation de Mortaza Behboudi, qui a été arrêté à Kaboul, nous avons été informés de sa situation, et depuis qu'elle nous a été signalée, nous tentons d'obtenir sa libération, malgré l'absence de représentation française à Kaboul. Q – Je voulais savoir, sur le Proche-Orient,

quel serait votre commentaire sur les violences de la police israélienne contre les fidèles palestiniens au sein de l'Esplanade ? R – Encore une fois, je vous renvoie aux dernières déclarations que nous avons faites. Nous avons exprimé notre préoccupation face aux violences sur l'Esplanade des Mosquées. Vous savez aussi notre attachement, et nous appelons toutes les parties, à respecter le statu quo historique sur les Lieux saints à Jérusalem. Nous appelons les parties à la retenue maximale et à s'abstenir de toute action susceptible d'alimenter l'escalade de la violence. Vous savez qu'il y a eu des discussions entre Israéliens et Palestiniens, des engagements qui ont été pris à Aqaba et à Sharm-el-Sheikh, et donc nous appelons les parties à tenir leurs engagements. Q – Vous avez évoqué la rencontre qu'il y a eue entre Mme Colonna et son homologue iranien, qui est la première rencontre d'ailleurs depuis le mois d'octobre, si je ne me trompe pas. À Pékin aussi, le ministre iranien a rencontré son homologue saoudien. Quel regard portez-vous, la France, sur ce rapprochement entre Iraniens et Saoudiens ? Merci. R – Nous l'avions indiqué, la ministre Catherine Colonna a eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises, la France est en faveur du dialogue et de toute initiative qui peut contribuer de manière concrète à la désescalade des tensions, au renforcement de la sécurité et de la stabilité régionales. Nous avons, vous vous en souvenez, salué cet accord, et souligné l'importance de cet accord pour la stabilité régionale. Il est nécessaire pour nous de continuer à favoriser le dialogue dans la région, qui est au coeur de la mise en place du Format de Bagdad que nous soutenons fortement, comme vous le savez. Dans ce contexte, nous appelons l'Iran à renoncer à ses actions déstabilisatrices. Sur ce point, je vous renvoie au communiqué que nous avons publié ce matin sur l'entretien entre la ministre Catherine Colonna et son homologue [iranien] à Pékin, où il est bien indiqué que la situation en Iran, la situation sur l'ensemble des dossiers régionaux, sur le programme nucléaire, ont été abordés. Et la Ministre a exprimé la préoccupation de la France face à l'attitude des autorités iraniennes sur ces différents sujets. Q – J'ai une question sur le Burkina Faso. Il y a des informations de presse indiquant un changement d'ambassadeur, en tout cas la proposition d'Emmanuel Macron de remplacer Luc Hallade par Mohamed Bouabdallah. Est-ce que vous pourriez confirmer cette information ? On se souvient que M. Hallade était rappelé pour consultations. Où est-ce qu'il est physiquement aujourd'hui ? Qu'en est-il de sa situation et va-t-il être remplacé prochainement ? R – Notre ambassadeur Luc Hallade a été rappelé pour consultations, comme vous l'avez dit. Il est toujours en France actuellement. Nous avons à Ouagadougou un chargé d'affaires qui dirige au quotidien l'équipe de l'ambassade. Je n'ai pas d'autre information à vous communiquer pour le moment. Q – Je reprends l'une de mes questions d'avant, concernant le Maroc, puisque vous me renvoyez vers l'Elysée, concernant la visite d'Emmanuel Macron : y a-t-il ou non un problème ? Depuis la visite de la ministre, est-ce qu'il y a eu des avancées ou pas du tout, à l'inverse ? R – Comme vous le savez, nous avons avec le Maroc un partenariat bilatéral d'exception. Le Président de la République comme la Ministre ont rappelé notre volonté d'avancer avec le Maroc. A la suite de cette visite de la Ministre, que vous avez évoquée, le travail et les contacts continuent naturellement entre les autorités marocaines et les autorités françaises. Q – Par rapport à la déclaration de Mme Zakharova, est-ce que je peux écrire que vous faites le choix de ne pas commenter sur sa déclaration ?

Vous n'avez pas répondu sur cette question et vous m'avez renvoyé à la déclaration du Président Macron en Chine, sans commenter sur la déclaration de Mme Zakharova, qualifiant la déclaration du président Macron d'hypocrisie, de propagation de mensonges et de chantage. R – J'ai également indiqué que dans le cadre de ce conflit en Ukraine, il y avait un pays agresseur et un pays agressé. Il y a un pays qui a utilisé de façon massive la désinformation ; et cela a été montré, c'est la Russie, dans de très nombreux domaines. Ce sont des commentaires qui sont hors de propos. Q – Juste une petite clarification, au sujet de la rencontre de Mme Colonna avec son homologue iranien, vous avez dit que vous condamnez toutes actions qui déstabilisent la région. Est-ce que les tirs de roquettes du Liban, sûrement avec l'accord ou peut-être sur l'initiative du Hezbollah, font partie de ces actions ? R – Je ne fais pas d'attribution, ici. Le seul élément que je peux vous rappeler, c'est que nous avons condamné les tirs indiscriminés qui ont visé Israël./.

224 / 942 – Point de presse du 05/04/2023

Référence EPJ01365501

Texte La France félicite Mme Cindy McCain pour sa prise de fonctions comme directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM). Elle salue l'engagement en faveur de l'action humanitaire du directeur exécutif sortant, M. David Beasley, sous le mandat duquel le PAM s'est vu décerner le Prix Nobel de la paix en 2020. La France continuera d'apporter tout son soutien au PAM, y compris via les initiatives "FARM" et "sauvetage des récoltes", pour faciliter l'accès des populations dans le besoin aux céréales et aux engrais. Les programmes du PAM jouent un rôle central dans la réponse à la crise alimentaire mondiale aggravée par l'agression russe contre l'Ukraine et alors que la faim est utilisée comme une arme de guerre par la Russie. La France accueillera à Paris à l'automne 2023 la première réunion mondiale de la Coalition pour l'alimentation scolaire, initiée par le PAM et coprésidée notamment par la France./.

225 / 942 – Point de presse du 30/03/2023

Référence EPJ01364402

Texte Q – J'ai une question concernant l'arrestation d'un journaliste du Wall Street Journal aujourd'hui en Russie. Je voulais savoir si vous aviez des commentaires à faire à ce sujet. R – Je n'ai pas d'éléments précis sur cette arrestation. Quoiqu'il en soit, nous sommes particulièrement inquiets et nous avons eu l'occasion, à plusieurs reprises, de condamner l'attitude répressive des autorités russes à l'égard de la presse, qu'elle soit russe ou internationale, présente en Russie. Nous continuerons à porter le message de défense de la liberté de la presse et à appeler les autorités russes à respecter les droits fondamentaux, y compris ceux attachés à la liberté d'informer. Q – Sur le Venezuela, le président de la Colombie a dit qu'il va organiser une conférence internationale au mois d'avril, où il y a la possibilité que le président Maduro aille. Ce n'est pas clair pour l'opposition. La France avait accueilli, en novembre dernier, une réunion de l'opposition et d'un représentant du gouvernement. Qu'est-ce que vous pensez de cette conférence ? Est-ce qu'il y aura un représentant de la France à cette réunion ? Si oui, quelle sera sa position ? R – S'agissant de cette conférence, je ne peux pas vous indiquer si

nous avons, à ce stade, reçu une invitation. Quoiqu'il en soit, nous estimons, et c'est notre position constante sur la question, que la seule voie pour résoudre la crise est une négociation entre les acteurs politiques vénézuéliens, en vue d'organiser à la fois des élections présidentielles et des législatives libres, sous observation internationale. Notre posture n'a pas changé à cet égard, vous savez que c'était l'objet de la rencontre qu'avait eue le Président de la République avec ses homologues argentin et colombien, à l'occasion du Forum de Paris en novembre dernier, en recevant les négociateurs en chef à la fois du régime et de l'opposition, pour appeler à la poursuite de ces négociations inter-vénézuéliennes de Mexico. Nous appelons tous les partenaires européens et régionaux à accompagner ces efforts. Q – La Turquie, alliée de la France dans l'OTAN, a maintes fois documenté qu'un grand nombre d'attaques terroristes meurtrières perpétrées sur son territoire ont été menées par les YPG, basées pour l'essentiel dans le Nord de la Syrie. Récemment, la vice-présidence du Sénat français a accueilli au Sénat français des soi-disant représentants de cette organisation terroriste et des médailles d'honneur ont été remises à ces chefs terroristes par des associations françaises proches du PKK/YPG, au sein-même de cette valeureuse institution de la République française. Comment pouvez-vous expliquer que des membres d'une organisation terroriste meurtrière décriée par la Turquie, alliée de la France dans l'OTAN, puissent être accueillis dans cette institution française, que ceux-ci soient ainsi honorés et qu'une tentative de légitimation puisse être mise en oeuvre par cette institution de la République française ? Par ailleurs, les membres de l'organisation YPG font fréquemment état de leurs liens étroits et de leur indéfectible solidarité avec le PKK, que le monde entier, France incluse, reconnaît en tant qu'organisation terroriste. De plus, un grand nombre de soi-disant dirigeants des YPG sont connus pour leurs activités passées au sein du PKK. Que représente ce lien, pour vous, entre ces deux organisations ? Si le PKK n'est pas une organisation terroriste du fait de sa mise en vitrine sous l'étiquette des YPG, qu'est-ce qu'une organisation terroriste, pour vous ? Merci. R – Je vais vous répondre avec une réponse de principe. Vous savez que le principe de la séparation des pouvoirs prévaut en France et que le Sénat décide évidemment souverainement de son agenda. Cela étant dit, au sein de la coalition internationale dont la France fait partie, nous avons pu mesurer l'engagement dans la lutte contre Daech des Forces démocratiques syriennes, au sein desquelles Kurdes et Arabes combattent côte à côte. Comme vous le savez, s'agissant du PKK, la France coopère étroitement avec la Turquie dans la lutte contre le PKK, qui figure, quant à lui, sur la liste des organisations terroristes désignées par l'Union européenne. Q – Et sur le lien entre ces deux organisations ? R – Pas davantage d'éléments à vous apporter là-dessus. Pour nous, la distinction est claire. Q – Quelques questions, d'abord concernant l'Inde. L'opposant Rahul Gandhi a été condamné la semaine dernière pour des propos diffamatoires envers le Premier ministre Narendra Modi, à un an des élections générales. L'Allemagne a réagi à cette condamnation, les Etats-Unis aussi. J'aimerais en fait avoir la position de la France concernant cette condamnation qui semble assez farfelue et qui semble en tout cas être une manœuvre politique pour écarter un opposant, un adversaire potentiel aux élections de l'année prochaine. Concernant le Burkina Faso, je voulais d'abord savoir si tous les coopérants militaires présents au Burkina Faso ont finalement quitté le pays ? Est-ce qu'on peut savoir s'ils sont



tous rapatriés en France ou s'ils se sont installés ailleurs dans la sous-région ? Et surtout, est-ce que les coopérants civils sont aussi concernés par cette demande des autorités burkinabè ? Est-ce qu'il y a des coopérants civils qui sont aussi considérés comme étant indésirables désormais au Burkina Faso ? Et troisièmement, en RDC, République démocratique du Congo, le M23 devait, doit normalement assurer son retrait à partir d'aujourd'hui, ou plutôt il devait être totalement retiré à partir d'aujourd'hui. Ce n'est pas le cas ; malgré la visite du Président Emmanuel Macron, il y a maintenant un mois. Est-ce que là aussi, le Quai d'Orsay a un commentaire à faire sur cette question ? R – Merci sur ces trois points. Sur le premier, s'agissant de l'Inde, je n'ai pas à commenter une procédure judiciaire qui est en cours. Néanmoins, je vous rappellerais que nous partageons avec l'Inde des valeurs démocratiques, et c'est dans ce cadre-là que nous sommes très attachés à la démocratie et au respect des droits fondamentaux en Inde. S'agissant du Burkina Faso, vous savez que le point qui avait été évoqué par les autorités burkinabè, c'était l'accord de 1961. Mais cet accord ne porte que sur les coopérants de nature militaire en soutien aux forces burkinabè. C'est ce point-là que nous sommes en train de discuter avec les autorités burkinabè. Il n'y a pas de demande complémentaire portant sur d'autres types de coopération. S'agissant du cessez-le-feu, vous avez évoqué, effectivement, la visite récente du Président de la République, qui avait été l'occasion pour nous de d'appeler toutes les parties à respecter et à faire respecter le cessez-le-feu. C'est la demande constante de la France. Nous pouvons constater que sur le terrain, malgré des signaux positifs qui avaient pu se manifester depuis le 11 mars, la situation reste extrêmement instable, et qu'il s'agit pour le M23, et c'est notre appel, de poursuivre son retrait jusqu'à son terme. Aujourd'hui nous constatons qu'il y a des combats entre le M23 et des groupes armés. Si nous avons pris note des retraits qui ont été engagés par le M23, le 11 mars et dans les jours qui ont suivi, notamment autour de Saké, nous constatons désormais que le groupe s'est à nouveau emparé de la ville de Mweso qu'il avait quittée il y a quelques semaines. Il s'agit aujourd'hui d'appeler tous les acteurs à respecter et faire respecter le cessez-le-feu. Vous savez que la feuille de route qui avait été dessinée, notamment par le Président de la République à l'occasion de sa visite en RDC, prévoyait très clairement ce cessez-le-feu, ce retrait, et ce cantonnement du M23, un processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR), et enfin le déploiement d'une force régionale dans le cadre d'un mécanisme de vérification internationale. Il est aujourd'hui urgent, pour toutes les parties, de respecter la parole donnée et de s'en tenir à ce cessez-le-feu. Q – Concernant le déplacement de coopérants militaires au Burkina Faso, est-ce qu'on peut savoir où ils sont aujourd'hui ? S'ils se trouvent dans la sous-région ? R – Suite à la dénonciation par les autorités burkinabè de transition de l'accord de 1961 portant sur notre coopération technique, le retrait de nos coopérants militaires a eu lieu cette semaine, en coordination avec les autorités burkinabè. Q – Les coopérants militaires ? R – Oui, tout à fait. L'accord de 1961 prévoyait le déploiement d'un certain nombre de coopérants au Burkina, en appui aux forces burkinabè. Q – Concernant l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur, l'Espagne a dit sa volonté, pendant sa présidence de l'Union européenne, d'essayer de le relancer. Il y a, comme il est connu, un blocage de la part de la France, depuis bien longtemps. Est-ce qu'il y a une possibilité de le voir relancer ? Est-ce que la

France, par exemple, discute à ce sujet avec le Brésil de Lula, ou pas du tout ?

R – Alors je m'inscris en faux sur votre description de la situation. Comme l'a rappelé le Président de la République – il l'a fait très récemment, puisqu'il s'est exprimé à ce sujet au salon de l'agriculture –, nous avons en effet des exigences, qui s'attachent à l'accord de libre-échange d'Amérique latine, mais qui s'attache aussi à tous les accords de libre-échange que l'Union européenne a vocation à adopter avec d'autres partenaires. Ces exigences, elles sont de plusieurs ordres : tout d'abord, le respect des règlements qui s'appliquent à la déforestation – et vous savez que c'est un point particulièrement important dans notre engagement en matière de biodiversité – ; le respect de l'Accord de Paris sur le climat ; et enfin, le respect en droit et en fait des normes sanitaires et environnementales de l'Union européenne, pour tout ce qui concerne les produits agroalimentaires importés. Et donc nous évaluerons sur le fonds les actes et les résultats. Comme vous le savez, la Commission européenne travaille à obtenir ces garanties de la part de nos partenaires du Mercosur. Ce dialogue est en cours, et donc nous attendons de voir quel est le résultat de ces échanges, qui demandent, de fait, du temps. C'est un sujet qui a été évoqué lors du Conseil européen de la semaine dernière. Ces messages, nous les avons portés auprès de nos partenaires sud-américains. Vous vous souvenez que la Ministre était au Brésil, il y a de cela quelques mois, et cela avait été pour elle l'occasion d'évoquer cette question avec nos partenaires brésiliens, et de marquer son optimisme sur la question, en constatant que l'arrivée du président Lula et l'engagement des équipes gouvernementales qui l'entourent adoptaient une vision radicalement ambitieuse sur les questions de climat et de protection de l'environnement.

Q – Sur le prochain voyage du Président de la République en Chine, deux choses. Tout d'abord, la présidente von der Leyen a expliqué que les relations avec Pékin dépendront largement de son attitude sur l'Ukraine. Est-ce que c'est une position sur laquelle vous êtes alignés ? Quelles sont les attentes de l'Union européenne et de la France par rapport à la Chine sur l'Ukraine ? Et les associations de défense des droits de l'Homme commencent déjà à expliquer qu'il sera important d'évoquer des sujets comme ceux du Tibet, des Ouïghours. Est-ce qu'il y a une page "droits de l'Homme" qui est envisagée durant ce voyage ?

R – S'agissant de la visite d'Etat qu'effectuera le Président de la République en Chine, je vous renverrais vers le briefing qui va être fait par l'Elysée dès demain. Vous aurez noté que, ce matin, la Ministre, à Vilnius, a évoqué un certain nombre de points. Le Président sera accompagné de la présidente de la Commission dans ce déplacement en Chine. Elle a souligné qu'un des enjeux était effectivement de rappeler à la Chine quel était son rôle pour que la Charte des Nations unies s'applique face à l'agression illégale menée par la Russie en Ukraine, et qu'il était essentiel, dans ce cadre, que la Chine s'abstienne de toute action qui aiderait la Russie à soutenir son effort de guerre. S'agissant des droits de l'Homme, nous exprimons auprès de nos interlocuteurs chinois les préoccupations qui sont les nôtres, et qui sont celles que nous partageons avec nos partenaires européens sur la question du respect des droits fondamentaux en Chine, et en particulier s'agissant de la région autonome ouïghoure du Xinjiang. La Ministre a eu l'occasion de le faire, puisque vous vous souviendrez que le Conseiller d'Etat Wang Yi était à Paris, il y a encore quelques semaines, et qu'elle a pu, à cette occasion, soulever cette question. Je vous renvoie au briefing qui sera fait demain, à l'Elysée, sur le

voyage et ses objectifs. Q – Bonjour et merci, Anne–Claire, pour ce briefing toujours très bénéfique pour nous, merci à toute l'équipe. Mme la ministre a reçu son homologue saoudien, le 10 mars. La France a salué le rapprochement entre Iraniens et Saoudiens. Le Président de la République s'est entretenu par téléphone, il y a quelques jours, avec le prince héritier saoudien, mais est–ce que, avec les Iraniens, il y a des contacts entre la France et côté iranien ? Est–ce que la France joue aujourd'hui un rôle pour accélérer le processus du rapprochement entre Saoudiens et Iraniens ? Merci.

R – S'agissant de l'Arabie et de l'Iran, et du rétablissement des relations diplomatiques entre ces deux pays, vous savez que nous avons salué cet accord. Nous avons salué l'importance de cet accord pour la stabilité régionale. Cela vient s'inscrire dans le même type de dynamique que le Président de la République avait initiée, avec le format de Bagdad, dont nous avons tenu la deuxième conférence, il y a quelques mois à peine, et au sujet duquel le Président a pu discuter avec le Premier ministre Al–Soudani de la tenue d'une troisième conférence en Irak. Nous souhaitons et nous soutenons le dialogue et toute initiative qui peut contribuer de manière concrète à la désescalade des tensions et au renforcement de la sécurité et de la stabilité régionales. Il est bien entendu que la Ministre qui était en Arabie saoudite, il y a quelques semaines, et qui a reçu M. Fayçal ben Farhane, le 10 mars, a eu l'occasion de s'entretenir avec lui de ces sujets. S'agissant de contacts avec les autorités iraniennes, comme vous le savez, la Ministre avait eu l'occasion de s'entretenir avec son homologue le 25 janvier dernier ; il n'y a pas eu d'autres contacts à niveau ministériel depuis.

Q – Pour le Liban, il y a eu des visites, cette semaine, à Paris, de responsables libanais qui ont eu des entretiens avec des homologues français. Est–ce qu'il y a du nouveau concernant le Liban, et est–ce qu'une réunion du groupe de 5 sur le Liban est prévue prochainement à Paris, le suivi de ce qui s'est passé, il y a quelques semaines ?

R – Je n'ai pas d'élément sur des rencontres qui se seraient tenues cette semaine. Ce que je peux vous redire, c'est la position bien connue de la France, s'agissant du Liban : le constat de notre inquiétude face à la gravité de la situation, au plan économique, bien sûr, mais aussi de l'impasse politique qui se prolonge au Liban. Comme nous avons eu plusieurs fois l'occasion de le rappeler, ici même, la solution, pour nous, est connue et elle est simple : c'est l'élection d'un Président de la République qui rassemble, l'entrée en fonction d'un gouvernement de plein exercice et enfin la mise en oeuvre des réformes qui sont plus que jamais indispensables à une sortie de crise ; des réformes qui permettent de répondre aux attentes de la population libanaise. Je n'ai, à cet égard, pas davantage d'éléments. Il y a eu en effet cette rencontre du groupe de travail, il y a quelques semaines, mais je n'ai pas connaissance d'une nouvelle date prévue pour une nouvelle rencontre dans ce format.

Q – Sur le suivi de ma question précédente, juste une question sur la méthode et le principe : si par exemple Daech crée un groupe terroriste dans un autre pays, en utilisant ses anciens cadres, la majorité d'entre eux constitue un nouveau groupe terroriste dans un nouveau pays, est–ce que ce groupe sera reconnu comme terroriste par la France ou pas ?

R – J'ai pour principe de ne pas répondre à des questions hypothétiques. Merci beaucoup pour cette question./.

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rendra en Lituanie les 29 et 30 mars prochains. La Ministre sera reçue par la Première ministre, Mme Ingrida Simonytė, et s'entretiendra avec son homologue, M. Gabrielius Landsbergis. L'ensemble de ces échanges portera sur les conséquences de la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine et sur notre soutien durable à l'Ukraine, notamment en matière militaire, dans le prolongement de l'accord obtenu lors du Conseil affaires étrangères de l'Union européenne du 20 mars au sujet des acquisitions conjointes et des livraisons d'urgence de munitions et de missiles au bénéfice des forces armées ukrainiennes. La Ministre abordera la préparation du Sommet de l'OTAN qui se tiendra à Vilnius en juillet prochain, notamment le soutien à l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'Alliance. La Ministre évoquera avec ses interlocuteurs le renforcement de la posture de l'OTAN sur le flanc Est, auquel la France participe activement en Lituanie, mais également en Estonie et en Roumanie. A cet égard, la Ministre se rendra sur la base militaire de Siauliai et rencontrera les personnels militaires aériens français postés en Lituanie et appuyés notamment sur le déploiement de quatre avions Rafale. Mme Catherine Colonna fera également un point au cours de ses échanges sur nos coopérations bilatérales en matière de sécurité et de défense, dans le domaine économique mais aussi culturel avec la tenue en 2024 d'une saison culturelle de la Lituanie en France. Enfin, à l'occasion de ce déplacement, la Ministre s'entretiendra avec Mme Svetlana Tikhanovskaïa, représentante de l'opposition démocratique biélorusse, en exil en Lituanie depuis l'élection présidentielle biélorusse frauduleuse d'août 2020.

227 / 942 – Point de presse du 24/03/2023

Référence EPJ01362703

Texte Q – D'abord sur l'Iran, il y avait une déclaration hier du ministre des finances américain, Janet Yellen, qui a dit que les sanctions contre l'Iran ne fonctionnaient pas très bien, et que les Etats-Unis vont reconsidérer, peut-être prendre d'autres genres de sanctions. Qu'est-ce que la France dit sur ça ? Est-ce que, vous aussi, vous estimez que les sanctions ne sont pas efficaces ? Sur le même sujet, il y avait la semaine passée un rendez-vous à Oslo entre les E3 et des diplomates iraniens. Est-ce qu'il y a d'autres rendez-vous de ce genre qui sont prévus, à Oslo ou ailleurs ? Et une petite question aussi sur Israël, sur la réforme judiciaire : le Premier ministre britannique a sorti aujourd'hui une déclaration condamnant la réforme judiciaire. C'était fait de façon publique. Le Chancelier allemand a dit ça aussi très publiquement. Seulement en France, Macron n'a pas dit ça quand il a vu il y a quelques semaines M. Netanyahu, et vous avez sorti ça comme un "leak" dans Le Monde, peut-être pas très glorieux. Pourquoi vous dites ça pas de la même façon ? Pourquoi Macron n'a pas dit ça publiquement ? Merci. R – Merci beaucoup pour ces questions. Je reviens sur le premier point, sur les sanctions vis-à-vis de l'Iran. Vous savez qu'à cet égard nous avons adopté avec nos partenaires européens six paquets de sanctions, au titre du régime droits de l'Homme, depuis le début de la répression. Nous avons ciblé très précisément les responsables de la répression judiciaire des manifestants, et plusieurs personnalités qui sont impliquées dans cette répression, à la fois dans l'appareil d'Etat et dans celui du corps des Gardiens de la révolution. Notre objectif, c'est évidemment que l'Iran puisse cesser cette répression et qu'il

puisse entendre les demandes des manifestants iraniens en la matière. Comme vous le savez, nous poursuivons ces discussions sur les régimes de sanctions au sein de l'Union européenne. Rien n'est exclu en matière de poursuite des travaux pour sanctionner éventuellement l'Iran de façon supplémentaire. (...) R – Je ne vais pas faire de la philosophie sur le principe des sanctions. Nous avons en effet différents régimes de sanctions qui s'appliquent à l'Iran. Il y a à la fois le régime de sanctions "droits de l'Homme", il y a d'autres régimes de sanctions qui concernent les questions de prolifération nucléaire, et par ailleurs des sanctions qui s'appliquent aussi aux activités déstabilisatrices de l'Iran en matière de prolifération vers l'Ukraine. Vous savez que nous avons adopté à cet égard un certain nombre de sanctions contre des personnalités ou des entités qui sont impliquées dans le transfert de drones à la Russie. Dans la mesure où nous constatons en effet que ces transferts se poursuivent, nous poursuivrons cette politique de sanctions vis-à-vis de l'Iran, et comme je l'indiquais, nous n'excluons pas d'adopter d'autres sanctions. Sur la réunion E3 que vous évoquiez, les directeurs politiques des trois Etats européens impliqués depuis le début dans la négociation sur le JCPOA, ont rencontré leurs homologues iraniens la semaine dernière. Cette discussion a couvert l'éventail de nos préoccupations concernant le comportement de l'Iran, y compris sa poursuite en matière d'escalade nucléaire. Vous savez que nous avons eu l'occasion de nous exprimer à ce sujet, lors du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, tout récemment. Il ne s'agissait évidemment pas d'une négociation sur le JCPOA. Je n'ai pas d'autres éléments indiquant qu'il y aura d'autres discussions à cet égard. Sur la réforme judiciaire, nous avons déjà eu l'occasion de nous expliquer, et de nous exprimer, y compris ici même, il y a quelques semaines. Nous avons marqué notre préoccupation sur le projet de réforme judiciaire et notre attachement à la démocratie et à l'Etat de droit en Israël. Et vous savez que le Président de la République l'avait rappelé à l'occasion de la visite du Premier ministre Benjamin Netanyahu le 2 février dernier. Il est évident que pour nous, l'amitié franco-israélienne, qui est ancienne, est fondée sur les valeurs et les principes démocratiques que nous avons toujours eus en partage. Nous souhaitons qu'elle continue d'être guidée par ces valeurs. Q – Après les derniers lancements de missiles balistiques par la Corée du nord, le G7 a appelé, dimanche dernier, à de nouvelles mesures fortes du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelles mesures préconisez-vous ? Est-ce que vous pensez que c'est réaliste, vu le rapport de forces à l'ONU, surtout au Conseil de sécurité ? R – Vous avez vu en effet la déclaration du G7 qui appelait à ces nouvelles mesures et qui rappelait surtout nos condamnations pour ces violations flagrantes des résolutions du Conseil de sécurité, qui se sont multipliées ces derniers temps, de la part de la Corée du Nord. Il y a eu, à nouveau le 22 mars, des tirs de missiles de croisière de longue portée, qui nous ont particulièrement préoccupés. Ce sont des provocations de la part de la Corée du Nord, qui contribuent à un accroissement préoccupant des tensions dans la péninsule coréenne. Nous appelons, à titre national, la Corée du Nord à se conformer sans délai à ses obligations internationales, à revenir à la table des négociations, et à mettre fin immédiatement à ses actions déstabilisatrices. C'est le message que nous portons, y compris au Conseil de sécurité. Les discussions se poursuivent à ce stade. Je ne peux pas vous indiquer quelle sera la suite, mais ces discussions se poursuivent avec nos

partenaires du G7 pour avancer dans cette direction. Q – Lors du sommet des Vingt–Sept, hier, à Bruxelles, les Etats membres donc ont donné leur accord d'envoyer un million de munitions, ce seront des obus d'artillerie pour l'Ukraine, pour les prochains douze mois. Pour compenser ça, les Etats membres ont débloqué un milliard d'euros, et un autre milliard pour encourager les livraisons intra–européennes. Est–ce qu'on se dirige vers un marché commun d'armement, au sein de l'Union européenne ? Une deuxième question par rapport à la Syrie : Bachar al–Assad s'est rendu aux Emirats arabes unis, dans le cadre d'une visite officielle. Les Emirats sont un allié important pour la France. Les Saoudiens tentent un rapprochement aussi avec le régime syrien. Comment évaluez–vous ce rapprochement avec le régime de Bachar al–Assad ? Merci. R – Sur le premier point, qui touche à notre soutien à l'Ukraine, nous nous félicitons de cette décision, qui est une décision historique d'adopter un nouveau dispositif pour renforcer le soutien militaire à l'Ukraine. Vous savez qu'il a plusieurs volets, notamment un volet d'un milliard, visant à renforcer nos capacités de stockage et de déstockage des munitions vis–à–vis de l'Ukraine ; mais le nouveau dispositif que vous évoquez, c'est notre capacité à effectuer des achats en commun, à le faire dans un cadre européen, pour la première fois de l'histoire de l'Union européenne. Cette décision va évidemment dans le sens que nous souhaitons d'une autonomie stratégique de la part de l'Union, d'un renforcement de la défense européenne. C'était des décisions que nous avions souhaitées et portées, notamment dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne. Je ne sais pas si cela peut tomber sous la définition d'un marché commun d'armement en Europe, mais il est clair que c'est pour nous une décision extrêmement importante, qui est un marqueur pour l'avenir, et dont nous espérons qu'elle bénéficie aussi au développement de l'industrie de défense. Le Président de la République s'est exprimé à ce sujet, il y a quelques minutes, à la sortie du Conseil européen. Sur la question de la Syrie et de ses relations avec un certain nombre d'Etats, je ne vais pas commenter les relations souveraines d'un certain nombre d'Etats. La visite de Bachar al–Assad aux Emirats relève d'une décision qui appartient aux autorités émiriennes. En ce qui nous concerne, et notre analyse est la même, il n'y a aucune raison aujourd'hui d'avancer dans une quelconque normalisation, sans contreparties, avec le régime syrien. On rappellera que le régime syrien continue de réprimer brutalement sa propre population ; il a continué, dans le cadre du séisme et de la catastrophe qui a touché sa population à ne pas apporter l'aide à cette population. Notre position est connue. C'est la résolution 2254, adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité en 2015, qui doit permettre une normalisation. A cet égard, nous ne constatons aucun progrès du côté du régime de Damas qui reste enfermé dans une logique d'intransigeance et refuse de négocier sur les bases d'une paix durable, telles que définies par cette résolution. Q – Compte tenu du caractère hautement symbolique de la visite du Roi Charles III qui vient d'être reportée, pensez–vous que ce report puisse avoir des conséquences sur les relations franco–britanniques et lesquelles ? Merci R – La présidence de la République et le Président de la République, il y a quelques instants, ont eu l'occasion de s'exprimer directement sur la visite du Roi Charles III. Vous savez qu'elle est reportée, c'est une décision qui a été prise conjointement, suite à un appel entre le Président de la République et le Roi Charles III. Le Président a indiqué, il y a quelques instants, à l'issue du Conseil européen, que nous

aurions manqué de sérieux, si nous n'avions pas proposé ce report et si le Roi et la Reine Consort étaient venus au milieu des journées de mobilisation qui sont en cours. Il n'y aura évidemment aucun impact sur l'amitié entre nos deux pays. C'est au contraire pour préserver et donner à cette visite le cadre propice qu'elle doit avoir, que cette visite a été reportée, suite à une décision conjointe des deux gouvernements et l'appel que je mentionnais. Q – J'ai une question sur le Sénégal. Des députés ont envoyé une lettre récemment, vendredi dernier, à Mme Colonna, s'inquiétant d'un possible troisième mandat de Macky Sall. Avez-vous une réponse à ces députés et est-ce que vous pourriez nous dire quelle est la position de la France, et notamment quelle réponse aux accusations que la France ne ferait pas tout ce qu'il faut pour que la constitution sénégalaise soit respectée et qu'il n'y ait pas un troisième mandat de Macky Sall ? R – Il ne nous revient pas de nous prononcer sur cette question qui reste hypothétique ; à ma connaissance, il n'y a pas eu d'annonce de candidature du Président Macky Sall pour un troisième mandat. Vous savez que la France, et le Président de la République l'a réaffirmé à l'occasion de sa tournée en Afrique, est profondément attachée au dialogue et au respect du droit et du pluralisme politique qui sont essentiels à toute démocratie. Le Président de la République avait rappelé, à cet égard, que nous parlions à tout le monde, aux autorités en place comme aux oppositions et à la société civile. Q – Bonjour. Je me permets de poser une question sur la non-venue du Roi Charles en France. Pour quelle raison précise cela a été annulé, et comment et quand l'avez-vous annoncé à vos homologues britanniques ? R – Je vous renvoie vers le communiqué de la présidence de la République, publié il y a maintenant quelques heures, qui faisait suite à un appel entre le Président de la République et Sa Majesté le roi Charles III qui a donné lieu à cette décision conjointe./.

228 / 942 – Point de presse du 22/03/2023

Référence EPJ01362204

Texte La France dénonce les nouvelles pressions exercées par les autorités russes à l'encontre de l'organisation Mémorial, co-lauréate du prix Nobel de la paix 2022. Le 21 mars, les locaux historiques de Mémorial et les domiciles de plusieurs responsables de l'organisation ainsi que ceux des membres de leur famille, absurdement accusés par les autorités de "réhabilitation du nazisme", ont été visés par des perquisitions. Ceux-ci ont par ailleurs été interrogés par les autorités russes. Cette campagne d'intimidation fait suite aux perquisitions dont a fait l'objet la branche régionale de Mémorial à Perm du 11 au 13 mars. Ces mesures s'inscrivent dans le contexte général de la répression des organisations de la société civile russe et de l'instrumentalisation par la Russie de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et de la période soviétique, afin de justifier sa guerre d'agression contre l'Ukraine. La France a maintes fois salué l'action de Mémorial. Son travail scientifique remarquable en faveur d'une meilleure connaissance des crimes de masse du XXe siècle à travers le rassemblement des archives, les témoignages et les études des historiens, constitue une contribution essentielle à l'histoire contemporaine, à la réhabilitation des victimes des répressions et plus généralement à la mémoire collective. Il est essentiel de préserver cette organisation unique par son envergure et son action en faveur de la recherche historique sur les tragédies du passé, de l'accès au patrimoine historique russe, de la mémoire collective

229 / 942 – Point de presse du 14/03/2023

Référence EPJ01360303

Texte Q – Je voudrais savoir quelle est la réaction de la France aux annonces qui ont été faites sur le programme de sous-marins AUKUS, après les épisodes que l'on sait ? Et d'autre part, s'il y a une inquiétude de la France concernant les réactions très négatives de la Chine et de la Russie après l'annonce de ce programme ? Merci. R – S'agissant d'AUKUS, vous vous souviendrez que l'Australie avait pris une décision souveraine, en 2021, de mettre un terme à la coopération initiée avec la France pour la production en Australie de sous-marins conventionnels. Nous avons vivement regretté cette décision, à la fois parce qu'elle avait été annoncée de façon particulièrement brutale, mais aussi pour regretter qu'un partenariat structurant, un partenariat qui était créateur d'emplois en Australie, et qui permettait à l'Australie de se doter d'une capacité souveraine autonome avec le soutien d'un industriel français de premier plan, avait été abandonné. Maintenant que Naval Group a été compensé, et que nous avons, pour notre part, reposé les bases de notre relation avec Washington et Londres, il reste pour nous à rétablir un partenariat solide avec l'actuel gouvernement australien, avec qui nous avons eu des contacts étroits et réguliers. Vous savez qu'il y a eu un 2+2 récemment entre les ministres des Affaires étrangères et les ministres de la Défense. Quant à nous, nous restons évidemment déterminés à porter une stratégie ambitieuse dans la zone indopacifique en coopération avec nos partenaires impliqués. Vous savez que nous avons à cet égard multiplié les visites, puisque Catherine Colonna était en Inde encore la semaine dernière, Olivier Becht au Vietnam et en Nouvelle-Zélande, et Gérard Darmanin s'est rendu en Nouvelle-Calédonie, ce qui a été l'occasion par ailleurs de montrer notre soutien au Vanuatu face aux incidents climatiques auxquels il a dû faire face. S'agissant de la Chine et de la Russie, et de leur réaction, je n'ai pas d'autre commentaire à faire. Ce n'est pas la première fois que ces partenaires réagissent sur ces questions dans la région. Q – J'ai une question par rapport à la Chine : d'une part, est-ce que la France a prévu de dire à ses diplomates et au ministère de ne plus utiliser TikTok, comme d'autres pays l'ont fait ? Et d'autre part, est-ce que vous avez plus d'informations par rapport au fait si oui ou non la Chine va fournir des armes à la Russie ? R – Vous savez qu'il y a déjà eu une réaction du porte-parole du Gouvernement sur l'utilisation de TikTok par tous les fonctionnaires de l'Etat, en disant qu'une réflexion était en cours concernant toutes les administrations territoriales et centrales sur la désinstallation de TikTok des applications. S'agissant du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, pour votre information, les téléphones officiels ne sont pas connectés avec les applications de réseaux sociaux donc la question ne se pose pas. Sur la fourniture d'armes par la Chine, le Président de la République s'est déjà exprimé. Vous savez qu'il a appelé la Chine à ne livrer aucune arme à la Russie. C'est aussi la position qui a été exprimée par les Européens. Vous vous souviendrez que Josep Borrell avait marqué que toute livraison d'armes à un Etat agresseur en violation du droit international, tel que l'est aujourd'hui la Russie, qui agresse l'Ukraine, toute livraison d'armes de cette nature serait considérée comme inacceptable. Par ailleurs, je n'ai pas d'éléments permettant de corroborer les indications à ce stade de livraison d'armes de la Chine à la



Russie. Nous avons néanmoins fait passer des messages de prudence à la Chine, c'est ce qu'a fait la Ministre à l'occasion de la visite de M. Wang Yi à Paris il y a quelques semaines, et encore à l'occasion de l'entretien qu'elle a pu avoir avec son homologue chinois au G20 à New Delhi la semaine dernière. Q – Bonjour, le ministère iranien des affaires étrangères, hier, a accusé la France d'une attitude néfaste pour aider à résoudre le cas des Français détenus en Iran. Quelle est aujourd'hui votre réponse ? R – Nous avons bien noté les déclarations de l'Iran intervenues hier. Ces déclarations sont extrêmement préoccupantes, car elles attestent ouvertement du caractère arbitraire des détentions de nos ressortissants en Iran. Il s'agit de la part des autorités iranienne d'une reconnaissance que ces détentions se font en infraction de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, dont je vous rappelle qu'elle constitue le fondement des relations diplomatiques entre les Etats. Notre position est bien connue : nous demandons la libération immédiate de tous les ressortissants français aujourd'hui détenus arbitrairement en Iran. Q – J'aimerais revenir sur ce que vous avez dit sur le rendez-vous entre Mme la Ministre et son homologue saoudien. Vous avez dit qu'elle a salué toute mesure qui peut contribuer à la désescalade des tensions. Et qu'est-ce que vous dites à Israël, très préoccupé, par la possible alliance stratégique entre la Chine, l'Iran et l'Arabie saoudite, peut-être même avec la Russie ? C'est une première question. Et la deuxième question porte sur la visite prévue du ministre israélien à Paris. D'abord, j'aimerais savoir si vous n'avez pas changé votre position, par rapport à M. Smotrich qui arrive ce dimanche ? Et deuxièmement sur les ministres de diaspora israélien, M. Chikli, il arrive je pense le 19. Votre bureau m'a dit qu'il n'a pas reçu de notification sur sa visite. Or les Israéliens m'affirment qu'il s'agit d'une visite de travail, donc forcément avec des rendez-vous avec des officiels français. Il s'agit d'un ministre d'extrême droite. Est-ce que vous maintenez que vous ne savez pas que sa visite va arriver et que vous n'avez pas de rendez-vous avec lui ? R – Pour revenir sur votre premier point, comme je l'ai indiqué concernant l'entretien de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères avec son homologue saoudien, il s'agit pour nous d'appuyer tout ce qui viendrait soutenir la stabilité régionale. Vous savez que ça a été la préoccupation première de la France, notamment dans le cadre de l'initiative de Bagdad lancée par le Président de la République, qui a donné lieu à deux conférences internationales. À travers ce dialogue sur la sécurité et la stabilité régionales, nous nous entretenons évidemment de façon étroite avec tous les partenaires de la région, à commencer par Israël. Notre déclaration du 10 mars concernant l'annonce du rétablissement des relations diplomatiques entre l'Arabie Saoudite et l'Iran comporte aussi un rappel de notre exigence vis-à-vis de l'Iran de cesser toutes ses activités déstabilisatrices dans la région. Ce dialogue avec Israël sur les activités déstabilisatrices de l'Iran dans la région, nous le poursuivrons. S'agissant du ministre des finances israélien, comme je l'ai indiqué la semaine dernière, si sa visite était confirmée, aucun contact gouvernemental ne serait prévu dans ce cadre. Et s'agissant de M. Chikli, je n'ai à ce stade pas reçu de notification officielle, mais je peux refaire un point si vous le souhaitez. Q – Vous avez parlé des Etats généraux, je voulais savoir combien, depuis le 1er janvier, de hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay, des hauts cadres, ont opté pour le nouveau corps des administrateurs de l'Etat ? Et par ailleurs, est-ce que vous pouvez nous confirmer la suspension des laissez-passer consulaires

par l'Algérie mi-février ? R – Sur les Etats généraux de la diplomatie, je n'ai pas le chiffre que vous nous demandez sur les options. Cette possibilité est ouverte pour les hauts fonctionnaires tout au long de l'année 2023. C'est un processus en cours, dont nous serons en capacité de faire le bilan qu'à la fin de l'année 2023, avec différentes dates, qui avaient été ouvertes pour les hauts fonctionnaires, pour rejoindre le corps des administrateurs de l'Etat. Une première date au 1er janvier 2023, une seconde dans le courant de l'été, et enfin une clôture de ce processus, à la fin de l'année 2023, qui nous permettra de tirer un premier bilan sur ce mouvement à l'intérieur du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. S'agissant de votre question sur l'Algérie, et notamment de la coopération en matière de laissez-passer consulaires, vous savez que la réadmission est une obligation légale pour tous les Etats, et c'est dans cet esprit que nous voulons travailler de manière constructive avec les autorités algériennes, de façon à ce que les décisions d'éloignement prises en France puissent s'appliquer. Q – S'appliquent-elles depuis le 12 février ? R – Nous sommes dans ce dialogue avec eux pour faire en sorte, comme je l'indiquais, qu'elles puissent s'appliquer. Q – J'ai trois questions. La première, sur le Liban : ça fait 18 mois qu'il y a un nouveau régime de sanctions européen éventuel pour le Liban, ça fait 18 mois que vous menacez de conséquences pour le Liban, pour ceux qui bloquent ; qu'est-ce qui vous ferait passer d'une menace à quelque chose de concret ? Deuxième question, pour revenir sur la médiation chinoise, est-ce que vous étiez au courant de cette médiation entre la Chine, l'Arabie saoudite et l'Iran ? Vu qu'il y avait le processus de Bagdad. Ou est-ce que c'était une surprise ? Dernière chose, plusieurs ministres italiens ont accusé Wagner d'être à l'origine de la hausse des traversées migratoires de l'Afrique du Nord, est-ce que vous partagez cette analyse ? R – Sur le Liban, nous avons appelé, cela a encore été le cas dans le cadre de la rencontre de Mme Colonna avec son homologue saoudien, les autorités libanaises, les dirigeants libanais et tous les responsables politiques, à sortir de l'impasse constitutionnelle dans laquelle se trouve le Liban depuis plus de 18 mois. Nous avons souligné que ceux qui feraient obstacle ou se rendraient complices de l'effondrement de l'économie libanaise s'exposeraient à des conséquences. Ces points font l'objet de concertations avec tous nos partenaires. Vous savez qu'il y a eu un certain nombre de rencontres, à différents niveaux, ces derniers mois. Nous examinons la situation pour voir dans quelle mesure il s'agit de travailler sur ces conséquences. Sur la médiation de la Chine, il ne nous avait pas échappé que des rencontres de haut niveau s'étaient tenues entre la Chine et l'Iran, vous savez que des accords importants ont été signés entre ces deux pays, que le président Raïssi s'était rendu à Pékin et que le président Xi s'était quant à lui rendu en Arabie saoudite. Le renforcement des relations de la Chine avec cette partie du monde est une tendance que nous observons depuis quelques années. Nous avons un dialogue étroit avec l'ensemble des partenaires qui nous permettait de prendre connaissance de l'avancée des discussions qui étaient en cours entre l'Iran et l'Arabie saoudite. C'est également dans ce cadre que les deux conférences de Bagdad avaient aussi permis de mettre ces deux acteurs autour de la table des négociations. S'agissant de Wagner, notre appréciation est que Wagner est un facteur de déstabilisation politique, un facteur de pillage et d'exactions dans les pays dans lesquels il est déployé. Nous voyons bien que le déploiement de cette société militaire privée, qui se

targue de lutter contre le terrorisme, crée au contraire un accroissement du risque sécuritaire et une dégradation sécuritaire dans un certain nombre de pays. Il est évident que tous ces éléments ont des répercussions en matière migratoire, en matière de flux de populations, avec des déplacements de populations dans un certain nombre d'Etats qui pourraient en effet lui être attribués. Q – Vous indiquiez que vous examinez avec vos partenaires les conséquences sur le Liban, cela veut dire que vous examinez cela au niveau européen concrètement, ou est-ce que "examiner", cela veut dire qu'on en parle comme d'habitude, mais qu'en fait ce n'est pas quelque chose qui vraiment va avancer dans le court terme ? R – Je n'ai pas de précision à vous donner en termes de calendrier. Comme vous l'indiquez, ce régime existe au niveau européen. C'est une discussion que nous avons avec nos partenaires européens et que nous poursuivons avec tous les partenaires régionaux. Q – J'ai une question concernant les déclarations, ce matin, du Premier ministre arménien, évoquant une possible escalade dans le Karabakh. Est-ce que vous avez des commentaires à faire à ce sujet ? Est-ce que cela vous inquiète et est-ce que vous avez des éléments à nous faire partager ? R – S'agissant du Haut-Karabakh, je n'ai pas de nouveaux éléments à vous communiquer sur la situation actuelle. Vous connaissez l'engagement qui est le nôtre pour la sécurité de l'Arménie et notre détermination à oeuvrer au dialogue pour qu'une solution politique durable puisse être trouvée. Vous savez aussi quelle est notre position sur le corridor de Latchine, avec un blocage qui est inacceptable au regard des conséquences humanitaires qu'il emporte sur les populations du Haut-Karabakh. Nous avons appelé plusieurs fois l'Azerbaïdjan à respecter le droit international et faire en sorte que la demande de la CIJ au regard du déblocage du corridor, indiqué comme une priorité immédiate, puisse entrer en effet et que l'aide alimentaire et humanitaire puisse parvenir aux populations concernées. Nos échanges avec les parties se poursuivent pour faire en sorte d'avancer dans cette discussion, mais je n'ai pas d'élément sur les déclarations de ce matin du Premier ministre arménien. Q – Je voudrais revenir sur la visite du ministre des finances israélien dimanche à Paris. Pourquoi n'y a-t-il pas de contact officiel avec lui ? Est-ce lié à ses déclarations arabophobes, racistes ? Est-ce que lui-même n'a pas sollicité de rendez-vous ? Est-ce que vous pouvez nous expliquer un peu les conditions de cette visite, les modalités, et les réactions que ça suscite du côté français ? R – Vous vous souviendrez que nous nous sommes déjà exprimés sur les propos tenus par M. Smotrich à l'occasion d'un tweet qu'il avait pu faire au sujet de la ville de Huwara. Nous avons jugé, et la Ministre s'en était fait l'écho devant l'Assemblée nationale, ces propos inacceptables, irresponsables et indignes. Nous n'avons pas été notifiés à titre officiel de cette visite, mais en tout état de cause aucun contact gouvernemental ne serait prévu. Je n'ai pas de commentaire supplémentaire à faire sur ce point. Q – J'aimerais une petite précision, si possible, par rapport à la question posée par mon collègue sur la médiation chinoise dans ce rapprochement entre l'Iran et l'Arabie saoudite ; vous avez dit que vous observez ce rapprochement entre la Chine et ses partenaires depuis quelque temps. Qu'est-ce que ça veut dire, en fait ? Vous êtes contents du rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran, mais vous n'êtes pas très contents que cela ait été fait par une médiation chinoise, c'est ça ? R – Non. Ce que j'indiquais, c'est que nous constatons un engagement accru de la Chine dans cette région du monde, – c'est un constat que je fais –, qui reflète

aussi la volonté d'un certain nombre de partenaires de diversifier leur partenariats avec d'autres acteurs. Ce n'est pas une tendance unique à la région du Golfe, mais que nous constatons dans cette partie du monde. Je n'ai pas plus de commentaire à faire sur ce point. Q – Une dernière question, pardonnez-moi d'insister, sur la délivrance de laissez-passer consulaires par l'Algérie, est-ce que vous pouvez confirmer si oui ou non la coopération en matière consulaire est suspendue depuis le 12 février, ou alors si elle a repris ? R – Je vous ai répondu sur cette question, par deux fois. Merci beaucoup./.

230 / 942 – Point de presse du 13/03/2023

Référence EPJ01359701

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères a reçu le 13 mars 2023 Mme Salomé Zourabichvili, Présidente de la République de Géorgie. La Ministre a fait part à cette occasion du soutien de la France au processus d'intégration de la Géorgie à l'Union européenne. Elle a souligné la nécessité d'intensifier les réformes pour consolider l'Etat de droit, conformément aux 12 recommandations formulées par la Commission européenne en juin 2022, et pouvoir envisager ainsi l'obtention du statut de candidat à l'adhésion. Mme Catherine Colonna a salué la décision du gouvernement géorgien de retirer le projet de loi sur les "agents de l'étranger". Elle a appelé à maintenir la plus grande vigilance à l'avenir vis-à-vis de toute initiative susceptible de porter atteinte à la cohésion de la société géorgienne. La Ministre a également marqué son engagement à poursuivre l'approfondissement de la relation bilatérale et à soutenir la Géorgie face aux tentatives de déstabilisation de la part de la Russie.

231 / 942 – Point de presse du 09/03/2023

Référence EPJ01359202

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les nouvelles frappes intensives menées cette nuit par la Russie sur un grand nombre de régions d'Ukraine, qui ont causé des victimes civiles selon les premiers rapports des autorités ukrainiennes. Ces frappes ont une nouvelle fois délibérément ciblé des immeubles résidentiels et des infrastructures civiles, notamment énergétiques. La France a pris note avec préoccupation des informations relatives à une nouvelle déconnexion de la centrale de Zaporijjia du réseau électrique ukrainien du fait de ces frappes. Un tel ciblage systématique souligne la volonté claire de la Russie de poursuivre l'escalade dans sa guerre d'agression en Ukraine, une nouvelle fois condamnée à une très large majorité par la communauté internationale à l'Assemblée générale des Nations unies le 23 février. Ces actes inacceptables sont constitutifs de crimes de guerre et ne peuvent rester impunis. Ils créent un risque inacceptable pour la sécurité et la sûreté nucléaires en Ukraine. La France continuera de se tenir aux côtés des juridictions ukrainiennes et de la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité de tels crimes. Elle poursuivra également son soutien militaire et civil afin de renforcer la résilience de l'Ukraine, aussi longtemps que nécessaire. Elle continuera également soutenir l'action de l'AIEA en faveur de la sûreté et de la sécurité nucléaires en Ukraine et, notamment, les efforts de son directeur général en vue de l'établissement d'une zone de protection autour de la centrale de Zaporijjia, dans le plein respect de la souveraineté ukrainienne.

Référence EPJ01359206

Texte Q – J'ai deux petites questions, s'il vous plaît. Premièrement, sur la déclaration sur Israël/Territoires palestiniens, vous nommez le nombre de Palestiniens morts ; vous ne nommez pas le nombre d'Israéliens morts, dans cet attentat terroriste. Pourquoi ? Et deuxièmement, ce n'est pas sur la déclaration, mais sur le sujet : vous avez parlé de frappes russes, et les dernières informations disent que dans ces frappes russes, ils ont encore utilisé des drones iraniens. Est-ce que vous allez proposer des sanctions supplémentaires contre des compagnies qui fabriquent ces drones ? Et une petite remarque/question : on a reçu là cinq papiers différents sur un côté... Pas très écologique, de la part du ministère. R – Merci pour ces deux questions et cette remarque. S'agissant du nombre de civils, comme on le rappelle à la fin de notre déclaration du jour sur la situation en Cisjordanie, la France condamne toutes les violences contre les civils, quelles qu'elles soient. Je vous rappelle que c'est notamment l'objet de la déclaration de la présidence du Conseil des Nations unies, qui a été adoptée le 20 février dernier, que d'appeler précisément à la protection de tous les civils. Il y a un paragraphe dédié à cette question. La déclaration de ce matin visait à répondre à une actualité immédiate, qui était cette opération israélienne conduite à Jénine. S'agissant des drones iraniens, vous connaissez notre position, nous condamnons ces transferts de la part de l'Iran, qui constituent une violation inacceptable de la résolution 2231 du Conseil de sécurité des Nations unies. C'est un autre exemple de la prolifération inacceptable des autorités iraniennes, et nous aurons peut-être l'occasion de revenir sur d'autres aspects de cette prolifération. Vous savez que nous avons adopté de premières sanctions dès le 12 décembre contre un certain nombre d'entités et d'individus qui sont responsables de ces transferts de drones. Nous allons continuer à travailler dans ce cadre, au Conseil de l'Union européenne. Nous n'excluons pas de prendre de nouvelles sanctions, compte tenu du fait que l'Iran continue à apporter ce soutien en matière de transfert d'équipements à la Russie, qui constitue, comme je l'ai indiqué, une violation du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité. Nous appelons instamment l'Iran à cesser immédiatement toute forme de soutien à la guerre d'agression illégale menée par la Russie. S'agissant de votre remarque tout à fait pertinente sur le papier que nous utilisons ici, c'était pour répondre à la demande qui a été faite par certains d'entre vous, mais nous travaillerons à faire en sorte qu'elle soit imprimée sur deux faces, désormais. Ces déclarations sont disponibles sur notre site. Je vous rappelle par la même occasion toutes les mesures prises par le ministère en matière de sobriété énergétique et écologique – c'est évidemment une priorité de la Ministre –, sur la base des instructions données par la Première ministre. Q – Madame la Porte-parole, vous venez d'annoncer que la France a envoyé de l'aide d'urgence par fret à Goma, en République démocratique du Congo. M. Macron rentre d'une tournée en Afrique centrale, dont la RDC. Le M23, les groupes rebelles, que l'on sait désormais soutenus par le Rwanda – en tout cas, selon les Nations unies –, continue ses avancées. Le cessez-le-feu n'a pas vraiment été acté, en tout cas n'a pas été appliqué, même après la visite de M. Macron à Kinshasa. Sur notre antenne ce matin, le porte-parole du gouvernement congolais, M. Patrick Muyaya, demandait à la France de continuer à faire pression, se disait malgré tout

satisfait des propos de M. Macron, même s'il regrettait qu'il n'y ait pas de condamnation explicite du Rwanda dans son soutien au M23 et à certains groupes armés. Donc, Madame la Porte-parole, après ce cessez-le-feu qui n'est toujours pas appliqué, est-ce que la France compte désormais répondre à la demande de son partenaire congolais, de faire une forme de pression, sur le partenaire rwandais ? Question RCA aussi, Madame la Porte-parole, : d'après le magazine Jeune Afrique, le président Faustin-Archange Touadéra aurait rencontré le président Macron, à la demande du président centrafricain, à Libreville, en marge du sommet One Forest Summit. Est-ce que vous pouvez confirmer cette rencontre ? Et est-ce que le cas de Wagner, et notamment du partenariat qui est mis à mal depuis quelques années entre la France et la Centrafrique, est-ce que ces questions ont été mises sur la table ? Et troisièmement, en Israël cette fois : d'après le Jerusalem Post, le ministre des Finances, M. Bezalel Smotrich – j'espère que je dis bien son nom –, qui donc est un monsieur d'extrême droite qui a appelé récemment à, je cite, "anéantir la ville de Huwara", si je ne dis pas de bêtise, une ville palestinienne, serait attendu en France pour rendre hommage à M. Kupfer, qui était ancien vice-président du Crif et aussi président de la jeunesse du Betar, la branche jeunesse du Likoud. Est-ce que la France est au courant, confirme cette visite, même si elle n'est pas officielle ? Et est-ce que la France, disons, valide, approuve le déplacement de M. le ministre des Finances israélien, en France, sur son sol, avec les propos extrêmement inquiétants qu'il tient concernant la population palestinienne, en Israël-Palestine ? Merci beaucoup. R – Merci pour ces trois questions. Je vais commencer par la République démocratique du Congo et la question que vous nous avez posée sur le cessez-le-feu. Vous avez entendu les propos du Président de la République à Kinshasa. Il a souligné à quel point nous étions un allié fidèle de la République démocratique du Congo, et à quel point nous faisons de l'intégrité et de la souveraineté de la République démocratique du Congo un point absolument critique. Le rôle de la France, comme il l'a dit, c'est de tout faire pour qu'il y ait un chemin vers la paix. Il avait défini les termes de ce cheminement avec un cessez-le-feu, le cantonnement du M23 sur le sol de la RDC, un processus de désengagement, désarmement et réinsertion (DDR) qui devait s'appliquer à tous les groupes armés, et enfin le déploiement de forces régionales. Aujourd'hui, nous déplorons la poursuite des combats qui ont lieu depuis la déclaration de ce cessez-le-feu qui est intervenue mardi à 12 heures. Ces combats se poursuivent tout particulièrement autour de la ville de Sake. Nous appelons toutes les parties à respecter leurs engagements à l'égard de cette démarche, qui a été notamment conduite en coordination avec d'autres partenaires régionaux. Vous savez que le Président de la République avait eu l'occasion de s'en entretenir avec le président angolais. Respecter les engagements, cela s'applique particulièrement évidemment au M23, et nécessite pour tous ces acteurs de prendre leurs responsabilités. La France a appelé tous ceux qui ont pu apporter leur soutien extérieur à ces groupes armés, et notamment le Rwanda, à tout faire pour que ce cessez-le-feu soit aujourd'hui respecté. C'est le temps dans lequel nous sommes. Nous continuons nos efforts pour faire en sorte que ce cessez-le-feu soit respecté, en réponse aux propos que vous rapportez. Vous savez que sur la question des sanctions, le Président de la République a eu l'occasion de s'exprimer. Il a dit que l'absence de respect des engagements et du calendrier adopté pour la démarche en cours pourrait

justifier l'examen de sanctions. Voilà sur ce premier point. S'agissant de de la République centrafricaine, je n'ai pas d'éléments sur cette rencontre, donc je vous invite à prendre l'attache de la présidence de la République pour confirmer ce point d'agenda du Président de la République. Vous savez quelle est notre position sur la Centrafrique, avec la nécessité de poursuivre les efforts régionaux qui visent à rétablir la paix et la stabilité du pays, notamment ceux poursuivis aujourd'hui par l'Angola et le Rwanda, et notre attachement à ce que la MINUSCA puisse exercer son mandat pour protéger les civils en Centrafrique et appuyer le processus de paix. Sur votre troisième question concernant le ministre des Finances israélien, nous n'avons pas été informés officiellement de la visite de M. Smotrich en France, mais si cette visite était confirmée, aucun contact gouvernemental ne serait prévu. Q – J'ai une question sur la Géorgie. La France est-elle inquiète de l'influence croissante de la Russie en Géorgie qui s'est manifestée ces derniers jours par ce projet de loi sur les agents étrangers, projet qui a lui-même suscité les manifestations que l'on sait, et qui a été, semble-t-il, retiré, ces dernières heures. Y-a-t-il une préoccupation particulière de la France sur ce sujet ? Merci. R – Nous avons eu l'occasion de nous exprimer hier sur le projet de loi, dont nous avons appris en effet le retrait ce matin. Projet de loi qui suscitait de notre part une vive inquiétude. Il a été, pour mémoire, adopté en première lecture par le parlement géorgien mardi, mais retiré, à notre connaissance, ce matin. Vive inquiétude face à ce projet de loi, puisqu'il contribuait à discréditer le travail des organisations non gouvernementales et des médias, et qu'il allait à l'encontre du large soutien de la population géorgienne à la perspective européenne du pays. Vous savez que la Ministre avait eu l'occasion de s'entretenir à Munich avec son homologue géorgien, le 18 février dernier, et elle avait appelé à cette occasion à la poursuite des efforts de la Géorgie pour consolider l'Etat de droit. Ces réformes, cet effort en matière de consolidation de l'Etat de droit font partie des 12 points du cheminement de la Géorgie pour la rapprocher du statut de pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne. C'est ce point-là qui nous importe le plus aujourd'hui, de voir la Géorgie reprendre le chemin des efforts menés pour effectuer les réformes qui s'inscrivent dans ce cheminement vers le statut de pays candidat. Nous sommes prêts à accompagner la Géorgie sur ce chemin. Q – Au sujet du Maroc, il y a eu des déclarations publiées dans la presse et attribuées à des sources officielles marocaines qui parlaient d'une relation avec la France qui ne va pas au mieux. Est-ce que vous pouvez nous en dire quelque chose, si c'est le cas ou si c'est faux ? Il y a cette visite du Président de la République qui est annoncée ; est-ce que vous avez des détails ? Quand est-ce que ce sera annoncé ? R – Sur ce point, je vous rappelle que la Ministre a eu l'occasion de s'exprimer à ce sujet, avant-hier, devant l'Assemblée nationale. Il s'agit d'un article de presse, qui par ailleurs indique des sources anonymes. Nous n'avons pas pour habitude de commenter ce type de propos. Le Président de la République, comme la Ministre, ont rappelé notre volonté d'avancer avec le Maroc. Vous vous souviendrez que la Ministre avait effectué les 15 et 16 décembre derniers une visite qui visait à inscrire notre relation avec le Maroc dans l'avenir pour les dix et vingt ans qui viennent, et avancer avec nos amis marocains sur le partenariat bilatéral d'exception que nous entretenons avec eux. C'est toujours notre volonté que d'avancer dans cette perspective. Q – Je voulais savoir si on pouvait avoir un petit update concernant les prisonniers

français en Iran. On a appris cette semaine que Bernard Phelan avait été condamné et que la décision avait même été suivie d'une autre décision qui aggravait la condamnation de Bernard Phelan. Est-ce que vous avez des informations là-dessus ? Par ailleurs, concernant Benjamin Brière, il y a eu des informations contradictoires, où il était censé être reconnu non coupable, libéré, et finalement pas libéré. Qu'est-ce qu'il s'est passé ? On nous dit que le consul était même prêt à venir le chercher à la porte de la prison et que finalement il n'a pas été libéré. R – A ce sujet, notre position est très claire, je vous la rappelle : la France demande la libération immédiate de tous les ressortissants français aujourd'hui détenus en Iran. Vous savez qu'ils sont 6, et notre ministère comme notre ambassade sont totalement mobilisés pour obtenir cette libération et pour maintenir le contact le plus étroit à la fois avec ces ressortissants et avec leurs familles. S'agissant de M. Brière et de M. Phelan que vous évoquez tout particulièrement, nous sommes préoccupés par leur situation de santé. S'agissant de M. Phelan, cet état de santé est extrêmement préoccupant, et il nécessite un suivi médical approprié qui n'est pas assuré dans son lieu de détention. Nous rappelons aussi que l'Iran doit respecter les Conventions de Vienne au titre des relations consulaires. C'est un message que la Ministre avait pu déjà passer à son homologue iranien, il y a quelques semaines. Je n'ai pas de commentaire à apporter en plus de ces premiers éléments. Q – Lors de la récente visite du président Emmanuel Macron en RDC, son homologue Félix Tshisekedi a qualifié l'attitude de la France de paternaliste. Pourtant, le président français tente de mettre en place une nouvelle approche française avec l'Afrique. J'aurai deux questions qui se résument en une, finalement : la France réussit-elle à faire comprendre sa nouvelle approche auprès de ses partenaires africains, et comment celle-ci est perçue par ces derniers, donc cette volonté française, je cite le président français, "de se mettre au diapason de la politique africaine" ? R – Vous avez entendu le Président de la République s'exprimer très clairement le 27 février dernier sur la nouvelle approche qui est la nôtre ; une nouvelle approche qui ne date pas du 27 février, puisqu'elle vient confirmer et prolonger le discours qu'avait prononcé le Président de la République à Ouagadougou en 2017. C'était tout l'objet de ce déplacement du Président de la République en Afrique que de renforcer les nouveaux partenariats que nous avons avec les quatre Etats visités, et de les renforcer notamment autour de problématiques qui sont des problématiques communes à la France, à ces pays africains, mais aussi à la totalité de la communauté internationale, à savoir : la protection des forêts, la souveraineté alimentaire, la santé, la culture, la sécurité et les questions mémorielles. Vous avez entendu le Président de la République marquer sa volonté de créer et de renforcer des partenariats à la fois sans arrogance, mais aussi sans complexe. C'est le cap qui est donné à toute notre diplomatie pour la poursuite de l'action de la France en lien avec les pays du continent africain. C'est ce que le Président de la République s'est attaché à faire pendant cette tournée et c'est ce que nous poursuivons avec toute l'action de la diplomatie conduite par Mme la ministre Catherine Colonna./.

233 / 942 – Point de presse du 02/03/2023

Référence EPJ01357202

Texte Q – Le Burkina Faso a annoncé hier avoir mis fin à un accord qui date de 1961, qui lie non pas le ministère de la défense, mais le ministère des affaires



étrangères, et en même temps qui lie des militaires, puisqu'il est question des coopérants militaires. Alors est-ce que tu peux nous dire éventuellement de combien de militaires il s'agit ? Quelle est la réaction de la France ? Et comment s'articule cette lente dégradation des relations bilatérale ? R – Nous avons en effet bien reçu une note verbale des autorités de transition burkinabè dénonçant l'accord de 1961, un accord qui porte sur l'assistance technique. Nous y répondrons par la voie diplomatique, comme il convient. Pour répondre sur la question de son périmètre, cet accord concerne nos actions de formation ponctuelles, et il s'agit donc de la présence d'une quinzaine de coopérants français auprès des institutions burkinabè. S'agissant de la relation que nous entretenons avec le Burkina Faso, comme l'a rappelé le Président de la République dans son discours lundi, nous sommes disposés, nous le restons, à apporter un appui aux armées africaines en fonction de leurs besoins et de leurs demandes, dans un esprit qui est celui de la co-construction, tout en faisant évoluer les modalités de ces partenariats militaires. Je vous renvoie sur ce point à ses déclarations du 27 février. Q – Y a-t-il une réaction de la France ou une action que la France se prépare à mener après les informations sur le taux d'enrichissement d'uranium par l'Iran, et la rencontre prévue probablement demain ou aujourd'hui avec le patron de l'AIEA et les Iraniens ? R – Nous avons pris connaissance du rapport de l'AIEA du 28 février. Ce rapport fait état d'une trajectoire nucléaire très préoccupante de l'Iran, qui n'a aucune justification civile crédible, puisqu'il fait état à la fois de stocks d'uraniums enrichis à plus de 5%, à plus de 20%, et notamment à 60% ; et la découverte sans précédent de particules d'uranium enrichi à des taux supérieurs à 80%, qui constitue un développement sans précédent, et extrêmement grave. Il fait également état pour la première fois, d'une impossibilité pour l'AIEA de rétablir la continuité de la connaissance sur le programme nucléaire iranien, compte tenu des entraves qu'a posées l'Iran à la mission de surveillance de l'Agence au titre du JCPOA, depuis février 2021. Avec nos partenaires, nous exprimons notre plein soutien à l'Agence dans ses efforts pour obtenir de l'Iran toutes les clarifications nécessaires sur les éléments dont fait état le rapport du 28 février. Vous avez mentionné la visite du directeur général de l'AIEA à Téhéran, je vous rappelle qu'au titre de la résolution qui a été adoptée par le Conseil des gouverneurs en novembre 2022, ce qui est attendu de l'Iran, c'est une coopération de substance avec l'AIEA, avec notamment des explications techniquement crédibles aux questions posées en matière d'application des garanties en Iran. Et il en va en la matière du respect par l'Iran de ses obligations internationales juridiquement contraignantes au titre de son accord de garanties généralisé. Nous serons donc extrêmement vigilants et attentifs aux conclusions qui seront établies par l'Agence à l'issue de ces travaux. Q – Est-ce que vous avez des commentaires par rapport à ce qui s'est passé hier en Israël, et de façon plus générale, sur les changements judiciaires qui sont préparés ? R – Vous savez quelle est l'amitié que nous portons pour l'Etat d'Israël ; une amitié ancienne, et qui est fondée sur des valeurs et des principes démocratiques que nous avons toujours eus en partage. Nous attendons d'Israël qu'il continue à être guidé par ces mêmes valeurs. La France est attachée à la nature démocratique de l'Etat d'Israël, comme le Président de la République l'a rappelé. Il a eu l'occasion de le faire lors de leurs échanges avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu le 2 février dernier. Q – Je voudrais revenir sur la question iranienne. La semaine

prochaine, comment sera la réunion des gouverneurs de l'AIEA. Est-ce que vous avez l'intention d'introduire un projet de résolution à ce stade-là ? R – Je viens de répondre à cette question. Nous serons extrêmement vigilants et attentifs aux conclusions qui seront apportées par le directeur général à l'issue des travaux qui sont en cours. Et la demande que nous faisons aux autorités iraniennes, c'est celle que je viens d'exprimer : c'est d'avoir de la part de l'Iran toutes les clarifications nécessaires sur le rapport du 28 février, et de coopérer en substance, c'est-à-dire avec les explications techniquement crédibles aux questions qui sont posées par le rapport du 28 février. Q – Hier, il a été question d'une interception d'armements iraniens en direction du Yémen. Et c'est la septième fois depuis trois mois. Auriez-vous un commentaire à ce sujet ? R – S'agissant des transferts d'armes en provenance d'Iran, vous savez que l'Iran est frappé par des mesures validées par le Conseil de sécurité, donc tous les transferts d'armes à cet égard sont illicites. La France est engagée aux côtés de ses partenaires, s'agissant du Yémen, aux côtés de ses partenaires notamment au Moyen-Orient, pour lutter contre les transferts illicites. On sait que ces transferts se jouent notamment sur les mers, et c'est donc une composante essentielle de notre coopération dans la région que de travailler à la lutte contre ces transferts illicites. La Ministre avait eu l'occasion de le rappeler lors de ses déplacements récents en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis. Nos militaires, vous le savez, sont engagés dans la surveillance du trafic maritime, et ils ont eu déjà l'occasion par le passé d'opérer des saisies de dizaines de tonnes d'armements à destination des Houthis. Comme vous le savez, c'est une action que nous continuons à mener en pleine coopération avec les partenaires de la région. Q – Vous nous avez donné la déclaration de la ministre aujourd'hui au G20. On peut constater qu'il n'y a pas eu de possibilité de communiqué commun. Est-ce que vous constatez un blocage du G20 ? Est-ce que c'est quelque chose qui est bien acté ? Et puis l'un des points de blocages entre les Etats-Unis et la Chine, c'est la question de l'origine du coronavirus. Est-ce que vous avez des éléments sur ces débats lancés aux Etats-Unis par certaines agences ? Et quelle est votre position sur le relancement justement de ce débat ? Est-ce que cela contribue à perturber le climat international ? R – Sur le premier point, comme je le disais, la Ministre, Mme Colonna, a insisté sur la nécessité pour le G20 de répondre clairement sur la guerre menée par la Russie en Ukraine, comme le G20 l'avait fait à Bali, et comme l'Assemblée générale des Nations unies y a finalement invité les membres du G20. Puisqu'une très large majorité d'Etats se sont prononcés – 141 pays contre l'agression russe en Ukraine, et pour marquer la nécessité d'un retrait immédiat et sans conditions de la Russie contre 7, seulement, qui se sont opposés – donc je ne crois pas que nous puissions à cet égard parler de fracturation mondiale. Il y a au contraire un isolement très clair de la Russie. Nous allons continuer à travailler avec nos partenaires du G20 pour obtenir que le G20 puisse se prononcer sur cette question. Il s'agit également pour eux de travailler à régler les conséquences qui s'imposent aux pays les plus vulnérables comme il a été également convenu de le faire à Bali, au niveau des chefs d'Etat. S'agissant de la position de l'Inde à cet égard, nous sommes très heureux de voir l'Inde aux commandes du G20. La présidence indienne peut être un pont pour garder le monde uni, pour faire face à ces défis communs qui se posent à nous. Nous avons des discussions très approfondies avec la présidence indienne à cet égard. S'agissant de votre deuxième

question et des origines du Covid, je n'ai pas de nouveaux éléments dont faire état ce matin. Les experts de l'Organisation mondiale de la santé étudient différentes pistes possibles sur l'origine de la pandémie de Covid-19, y compris celle de la fuite de l'un des laboratoires de l'institut de virologie de Wuhan. De notre côté, nous soutenons les travaux de l'OMS, qui portent sur toutes les hypothèses plausibles, pour faire toute la lumière sur cette origine. Nous y avons contribué de notre côté, et nous attendons que toutes les parties et tous les Etats y contribuent de la même manière. Q – Je voudrais revenir sur les Balkans, puisque vous avez dit que Mme Boone allait la semaine prochaine dans la zone. Est-ce que vous pourriez redonner quelques éléments d'éclairage sur les gains qui ont été obtenus, la semaine dernière, je crois, à Bruxelles, sur la négociation, avec notamment la Serbie, sur ce sujet-là. Première question. Deuxième question, qu'est-ce que vous attendez du déplacement de Mme Boone en plus, quelle est l'objectif ? Et puis, autre question qui n'a rien à voir avec tout ça, à propos de l'OTAN, du secrétariat général, Boris Johnson a porté sa candidature ; est-ce que la France a un candidat, déjà ? Est-ce que vous pouvez nous dire un mot là-dessus ? R – Sur votre premier point, vous savez qu'il y a eu en effet une réunion le 27 sous l'égide du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité avec les dirigeants serbe, le président Vucic, et le Premier ministre kosovar Kurti. Cette réunion a permis un accord de principe à la proposition européenne d'accord de base en vue de la normalisation des relations entre les deux pays. Nous saluons cette décision, qui est une décision courageuse. Il s'agit maintenant, et ce sont nos attentes, d'obtenir un engagement sans réserve et avec le même esprit de compromis dans la mise en oeuvre de cet accord pour la stabilité des Balkans occidentaux. A cet égard un point d'attention : l'ensemble des accords déjà conclus dans le cadre du dialogue qui a été facilité par l'Union européenne doit être mis en oeuvre sans tarder. Vous savez qu'il y a notamment des dispositions qui portent sur l'association, la communauté des municipalités à majorité serbe qui font partie de cet ensemble d'accords et qui doivent donc être mises en oeuvre. Nous sommes pleinement mobilisés, vous savez que la France avait aussi travaillé en ce sens pour soutenir la normalisation des relations entre ces deux pays. Nous soutenons pleinement la médiation européenne à cet égard. S'agissant du déplacement de Mme Boone en Bosnie-Herzégovine, elle sera à Sarajevo le 7 mars. A cette occasion elle sera là pour travailler à accompagner le cheminement européen de cet Etat et faire en sorte que les discussions se poursuivent, notamment sur la mise en oeuvre des réformes nécessaires à la poursuite de ce cheminement européen. Sur le secrétariat de l'OTAN, je n'ai pas d'élément à vous communiquer, ce matin. Q – Sur l'accord entre la Commission européenne et le Royaume-Uni pour l'Irlande du Nord, est-ce que cela peut entraîner d'autres accords sur des questions ou bilatérales entre la France et le Royaume-Uni, telles que l'immigration ou, je ne sais pas, la pêche ? Ou est-ce que cela peut faire avance d'autres dossiers qui sont de la relation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne dans la défense ou autres ? R – L'accord de Windsor qui est intervenu est une décision importante qui permet de préserver l'Accord du Vendredi saint et qui protège le marché intérieur européen, comme l'a déclaré le Président de la République. Cela crée aussi un environnement favorable pour le sommet franco-britannique qui se tiendra le 10 mars prochain. Nous saluons le travail qui a été accompli par la

Commission européenne et le Royaume-Uni pour préserver ces objectifs communs pour l'avenir de l'Union européenne. C'est un développement positif qui respecte à la fois les intérêts légitimes de tous et permet d'ouvrir une nouvelle page. Je ne vais pas entrer dans le détail d'autres accords. Il y a cette perspective bilatérale du sommet franco-britannique du 10 mars qui viendra faire suite à toute une série d'échanges bilatéraux qui ont pu avoir lieu, au plus haut niveau, entre le Président de la République et le Premier ministre Sunak. Vous savez qu'il y aura des discussions sur plusieurs volets de la coopération entre les deux pays, à la fois un haut niveau de dialogue sur les questions de sécurité et de défense, des questions globales sur lesquelles nous espérons pouvoir nous investir avec le Royaume-Uni de façon significative, notamment les questions de climat et de santé, mais également toute une série de coopérations bilatérales et d'intérêt commun qui seront évoquées à cette occasion. Ces rencontres permettront d'avancer sur une feuille de route bilatérale, mais elles n'ont pas vocation à traiter des questions européennes post-Brexit qui sont traitées à Bruxelles.

Q – Je veux évoquer ici la guerre en Ukraine. Le président Poutine a brandi la menace d'utilisation d'armes stratégiques offensives et défensives nucléaires et non nucléaires, si jamais les Etats-Unis entrent en ligne de compte dans cette guerre, et si jamais il y a une attaque probable des Américains. Est-ce qu'il y a une concertation à ce niveau-là entre la France et les Etats-Unis pour une éventuelle intervention américaine dans cette guerre ?

R – Comme vous le savez, la concertation avec nos partenaires, depuis le début de la guerre d'agression, est constante sur toutes les questions relatives à l'agression russe en Ukraine. Nous estimons que ces propos ne sont pas des propos responsables. Comme vous le savez, le Président de la République a, de son côté, eu l'occasion de ré-exprimer à maintes reprises quelle était notre posture en matière de dissuasion nucléaire, un propos qui est tenu au niveau du Président de la République. Je vous renverrais donc à ces propos en la matière. S'agissant des questions d'armes stratégiques et de contrôle de ces armements, nous avons déploré l'annonce faite par le président Poutine de la suspension de la "participation" de la Russie au traité New Start. Vous savez que c'est un instrument essentiel de l'architecture internationale de maîtrise des armements nucléaires et de stabilité stratégique. Nous avons exprimé notre inquiétude, avec nos alliés de l'OTAN, sur la fragilisation de ce traité, du fait du non-respect, par la Russie de ses obligations. Nous appelons la Russie à faire preuve de responsabilité et à revenir au plus vite à toutes ses obligations en la matière.

Q – Il y a eu un communiqué du groupe international pour le soutien au Liban. Quels sont vos commentaires sur ce communiqué et est-ce que c'est juste un nouveau communiqué ? Et quels seront, ou plutôt quels sont les résultats de la réunion des cinq à Paris, s'il y a eu du nouveau ?

R – Comme on l'avait déjà indiqué, cette réunion était une réunion de fonctionnaires. Elle fait partie de la totalité du travail que nous menons avec nos partenaires sur le Liban. Je vais rappeler notre position, qui a été exprimée très clairement par la ministre de l'Europe et des affaires étrangères : la solution au Liban est connue et elle est simple. Elle est de trois ordres : l'élection d'un président qui rassemble, l'entrée en fonctions d'un gouvernement qui travaille, et la mise en oeuvre des réformes qui permettent au Fonds monétaire international d'intervenir en soutien de la situation économique libanaise. Aujourd'hui, l'urgence, c'est que les responsables libanais cessent de bloquer l'émergence

de cette solution qui est bien connue de tous. La France est mobilisée avec ses partenaires, y compris dans le cadre de ce groupe de soutien, à Paris comme à Beyrouth, pour que les dirigeants libanais prennent enfin les responsabilités pour sortir de cette impasse. Il est clair que tous ceux qui font obstacle ou se rendent complices de l'effondrement de l'économie libanaise s'exposent à des conséquences. Q – De quel ordre ? R – C'est l'objet de ma déclaration ce midi : des conséquences. Voilà. Q – Justement, on évoque le volet politique, mais aujourd'hui, ce qui prime pour les Libanais, l'écrasante majorité des Libanais, c'est leur quotidien. Au regard de l'inflation, aujourd'hui les prix sont affichés en dollars etc. on parle effectivement de famine, quasiment, dans certaines familles etc. Est-ce qu'il y a un projet en vue pour contribuer effectivement à l'économie libanaise ? R – La réponse à votre question est de deux ordres. Premièrement, et je vous renvoie à ce que je viens d'indiquer sur le Fonds monétaire international, il est évident qu'il faut aujourd'hui conduire des réformes de toute urgence pour répondre aux attentes de la population libanaise. C'est le message que nous passons à tous les responsables libanais. Le deuxième point, c'est la manière dont nous pouvons soutenir les Libanais dans leur quotidien, et vous savez qu'à cet égard la France a été mobilisée au plan humanitaire pour soutenir la population libanaise, tout particulièrement depuis l'explosion du 4 août. Vous savez que nous sommes également engagés avec les partenaires de la région pour trouver des moyens supplémentaires d'aide humanitaire auprès de la population libanaise. C'était encore l'objet des discussions que la Ministre a pu avoir à Riyad avec nos partenaires saoudiens. On pourra vous communiquer à nouveau les chiffres d'engagement de la France en matière humanitaire auprès de la population libanaise. Cet engagement est constant et sera poursuivi par la France. Q – Les Iraniens ont libéré un otage belge, avant-hier. La France, qu'est-ce qu'elle va faire pour le reste des otages en Iran ? Combien sont-ils, maintenant, après la libération de Mme Fariba Adelkhah et son copain ? R – Nous avons en Iran 7 ressortissants français qui restent otages d'Etat des autorités iraniennes. Vous savez que la Ministre a exigé auprès de son homologue iranien, M. Abdollahian, le 25 janvier dernier, la libération immédiate de ces ressortissants français, qui sont détenus de façon tout à fait arbitraire et inacceptable. Nous avons réitéré cette exigence auprès des autorités iraniennes et nous sommes en contact étroit avec les familles pour les assister dans cette situation particulièrement douloureuse. Q – Une question sur la réunion du G20 à New Delhi : on craint de plus en plus un rapprochement entre la Chine et la Russie sur la question de la guerre en Ukraine. Est-ce que c'est vraiment l'occasion pour l'Inde, ou est-ce que la France en tout cas attend que l'Inde adopte une position de médiateur ? Est-ce que vous pouvez en parler un peu plus ? R – Nous évoquons la question de la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine avec la totalité de nos partenaires. Vous savez que M. Wang Yi était à Paris, encore récemment, ce qui a été l'occasion pour la Ministre, mais aussi le Président de la République, d'évoquer cette question avec la Chine. Nous attendons de la Chine qu'elle fasse pression sur la Russie pour que la Russie cesse cette guerre d'agression, au titre notamment de la responsabilité qui est la sienne d'agir comme membre permanent du Conseil de sécurité, et à ce titre comme garant du respect de la Charte des Nations unies. S'agissant de l'Inde, comme je l'indiquais, nous estimons que l'Inde, et notamment au titre de sa présidence

du G20, a un rôle important à jouer, qu'elle peut servir de pont également et qu'il est aussi de sa responsabilité à cet égard de passer les bons messages à la Russie sur la nécessité de mettre un terme à cette agression./.

234 / 942 – Point de presse du 01/03/2023

Référence EPJ01356701

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participe à la réunion des ministres des affaires étrangères du G20 qui se tient à New Delhi le 2 mars 2023, sous la présidence de l'Inde. Alors que les conséquences de la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine continuent de mettre en péril les sécurités énergétique et alimentaire ainsi que l'accès aux financements des pays les plus vulnérables, les ministres échangeront sur les réponses à apporter collectivement à ces défis dans la continuité des engagements pris lors du Sommet du G20 à Bali en novembre dernier. Mme Catherine Colonna soutiendra les efforts de la présidence indienne pour que le G20 continue à parler d'une seule voix au sujet de la guerre en Ukraine et d'en dénoncer les conséquences et d'appeler à un retour à la paix dans le respect des principes de la Charte des Nations unies, en dépit des blocages opposés par deux pays membres du groupe. Mme Catherine Colonna appellera à la responsabilité partagée des pays du G20 afin de répondre aux besoins des populations les plus impactées par les conséquences de la guerre. Face à l'aggravation de la crise climatique, Mme Catherine Colonna invitera ses homologues du G20 à promouvoir une approche plus ambitieuse sur le financement du développement durable et du climat, dans la perspective du Sommet de juin pour un nouveau pacte financier annoncé par le Président de la République et que la France organisera en lien étroit avec la présidence indienne du G20. Elle plaidera pour que les pays du G20 continuent à poursuivre concrètement la décarbonation de leurs économies et pour qu'ils assurent la bonne mise en oeuvre de l'Accord obtenu lors de la COP15 Kunming–Montréal sur la préservation de la biodiversité. A l'occasion de son deuxième déplacement en Inde, la ministre Catherine Colonna effectuera une visite bilatérale à Delhi le 3 mars, centrée sur nos échanges humains. Elle rappellera l'importance que la France attache à sa relation avec l'Inde, pays auquel nous lie un partenariat stratégique majeur, dont nous fêtons cette année le 25e anniversaire. La ministre s'entretiendra avec son homologue indien M. Subrahmanyam Jaishankar pour évoquer les grands dossiers internationaux, notre action commune dans la région indopacifique et faire un point sur les différents piliers de notre partenariat. Elle s'entretiendra également avec le ministre indien chargé de la culture, au sujet du projet de nouveau Musée national indien. La ministre inaugurera la Villa Swagatam, réseau de résidences d'artistes dans l'ensemble de l'Inde ; elle participera à un événement sur l'égalité entre les femmes et les hommes et lancera un programme d'échanges entre jeunes talents français et indiens.

235 / 942 – Point de presse du 27/02/2023

Référence EPJ01355802

Texte Le Conseil de l'Union européenne a adopté à l'unanimité le samedi 25 février 2023 un 10e paquet de sanctions à l'encontre de la Russie, un an après le lancement par ce pays d'une guerre d'agression injustifiée contre l'Ukraine. Ce

paquet sanctionne 121 personnes et entités contribuant à l'effort de guerre russe : responsables militaires, administrateurs, propagandistes et auteurs de désinformations y compris des personnes opérant en lien avec le groupe Wagner, des acteurs économiques et des banques (Alfa Bank, Rosbank, Tinkoff Bank). Il sanctionne également des individus impliqués dans les crimes russes les plus graves commis en Ukraine, notamment la déportation d'enfants ukrainiens, ainsi que des producteurs de drones ciblant les civils et infrastructures en Ukraine, y compris des responsables iraniens. Avec ce 10e paquet, 1473 personnes et 205 entités sont désormais listées au titre du régime de sanctions de l'Union européenne. Ce paquet comprend aussi des restrictions d'exportation, notamment de biens à double usage et de technologies avancées, de véhicules, de machines et de biens de construction. Il comprend des restrictions d'importation sur certains biens générant des revenus significatifs pour la Russie, notamment le caoutchouc synthétique. Des interdictions sont également édictées, pour les citoyens russes, de siéger dans les conseils d'administration des propriétaires ou opérateurs d'infrastructures critiques ou d'entités critiques européennes. Il leur est également interdit de réserver des capacités de stockage de gaz dans l'Union européenne. Des interdictions de diffusion frappent par ailleurs deux nouveaux organes de propagande. Ces sanctions attestent du soutien continu de l'Union européenne à l'Ukraine./.

236 / 942 – Point de presse du 22/02/2023

Référence EPJ01354801

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rendra à New York du 22 au 24 février 2023. Elle s'exprimera au nom de la France devant l'Assemblée générale des Nations unies, un an après le déclenchement par la Russie de sa guerre d'agression contre l'Ukraine. Une résolution ukrainienne, parrainée par plus de 60 Etats, sera mise au vote à cette occasion. Le projet rappelle que le respect des principes fondamentaux de la Charte des Nations unies que sont l'intégrité territoriale, la souveraineté des Etats et le non-recours à la force constitue les seuls fondements possibles d'une paix juste et durable. Mme Colonna participera également à une réunion ministérielle du Conseil de sécurité sur la situation en Ukraine le 24 février 2023. Elle aura l'occasion de s'entretenir avec le Secrétaire général des Nations unies, M. Antonio Guterres, sur l'Ukraine mais aussi sur plusieurs autres crises internationales, de même que sur l'engagement de la France et des Nations unies en faveur du climat du financement du développement durable et de la protection des océans. Avec le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, M. Jean-Pierre Lacroix, Mme Colonna rappellera le soutien historique et concret de la France aux opérations de maintien de la paix, et leur rôle indispensable de stabilisation sur le terrain. La ministre rencontrera également la directrice exécutive de l'UNICEF, Mme Catherine Russell, pour évoquer les déportations des enfants ukrainiens et toutes les autres violations graves dont ils sont quotidiennement victimes. Ce déplacement permettra également à la ministre de prolonger ses échanges avec un certain nombre de ses homologues, notamment avec son homologue ukrainien, M. Dmytro Kuleba. À l'occasion de son déplacement, Mme Catherine Colonna tiendra une conférence de presse le 23 février vers 17 heures (heure de New-York).

237 / 942 – Point de presse du 22/02/2023

Référence EPJ01354806

Texte Q – Hier le président Poutine a annoncé la suspension de la participation de la Russie au traité New Start. La France sera-t-elle prête, en tant qu'un partenaire égal, à élaborer un nouveau traité de réduction des armes stratégiques avec la Russie et les Etats-Unis ? R – Nous vous renvoyons à la déclaration d'hier.

238 / 942 – Point de presse du 10/02/2023

Référence EPJ01352101

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenue hier au téléphone depuis le Brésil avec le secrétaire d'Etat américain, M. Antony Blinken. Au lendemain de la visite du président Zelensky à Londres, à Paris et à Bruxelles au Parlement et au Conseil européen, et alors que l'agression russe se poursuit depuis bientôt un an, ils ont réitéré leur détermination commune à poursuivre un soutien sans faille à l'Ukraine dans la défense légitime de son intégrité territoriale et de sa souveraineté, aussi longtemps qu'il le faudra. À l'approche du 24 février, il revient à tous les Etats d'appeler au respect de la Charte des Nations Unies et de condamner l'agression illégale commise par la Russie. S'agissant du Moyen-Orient, Mme Colonna et M. Blinken ont évoqué l'Iran et la nécessité pour ce pays de revenir à ses obligations internationales et notamment de coopérer de façon pleine et entière avec l'AIEA. La ministre a également évoqué les activités déstabilisatrices de l'Iran et la menace croissante que représentaient le développement de son arsenal de missiles balistiques, la prolifération de missiles y compris vers des acteurs non-étatiques, et le transfert de drones, et la nécessité de renforcer la réponse internationale à cette menace. Face à la hausse très préoccupante des tensions au Proche-Orient, ils ont réitéré leur attachement à la solution à deux Etats et appelé les parties à la plus grande retenue pour éviter toute escalade. La ministre et le secrétaire d'Etat ont également évoqué la situation entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, pour faire le point des efforts en cours en vue d'une résolution du conflit et pour souligner la nécessité d'un rétablissement immédiat de la libre circulation le long du corridor de Latchine. Les conséquences humanitaires graves du blocage actuel sur les populations du Haut-Karabagh ne sont pas acceptables et la France et les Etats-Unis conjuguent leurs efforts pour mettre un terme à cette situation, par leurs contacts entre le Premier ministre Pachinian et le président Aliiev.

239 / 942 – Point de presse du 10/02/2023

Référence EPJ01352102

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les nouvelles frappes menées aujourd'hui par la Russie sur le territoire ukrainien, notamment dans les régions de Kharkiv et de Zaporijjia. Comme l'a réaffirmé le Président de la République en accueillant avant-hier à Paris le président Zelensky avec le chancelier fédéral Olaf Scholz, l'Ukraine peut compter sur le soutien indéfectible de la France. Ces frappes ont une nouvelle fois délibérément ciblé des immeubles résidentiels et des infrastructures civiles. Un tel ciblage



systematique des infrastructures ukrainiennes civiles souligne la volonté claire de la Russie de poursuivre l'escalade dans sa guerre d'agression en Ukraine. Comme l'a souligné la ministre Catherine Colonna à plusieurs reprises, ces actes inacceptables sont constitutifs de crimes de guerre et ne peuvent rester impunis. La France continuera de fournir un appui aux juridictions ukrainiennes et à la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité de tels crimes. Elle poursuivra également son soutien militaire et civil afin de renforcer la résilience de l'Ukraine, aussi longtemps que nécessaire.

240 / 942 – Point de presse du 02/02/2023

Référence EPJ01350501

Texte Au point de presse de ce jour, la porte-parole a répondu aux questions suivantes : Q – J'ai une petite question concernant la réunion lundi, sur le Liban. Je voulais savoir si vous pouviez nous en dire plus : à quel niveau, dans quel cadre elle se déroule ? Qui participe ? Est-ce qu'il y a aura également un point de presse ? Tous les détails logistiques nous intéressent. Est-ce que c'est ouvert à la presse, ou pas ? R – Comme je l'ai mentionné, le Liban sera très largement à l'ordre du jour des entretiens et de la visite qu'effectue en ce moment même la ministre en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis. Elle a déjà eu l'occasion d'avoir un certain nombre d'entretiens de haut niveau en Arabie et de marquer sa très vive préoccupation sur le blocage que connaît actuellement le Liban en matière politique et le fait qu'il y ait une vacance présidentielle depuis le 31 octobre – vacance présidentielle dont nous estimons qu'elle est de la responsabilité des acteurs politiques libanais. Face à cette situation de blocage qui, malheureusement, accroît les autres types de crises que connaît le Liban, notamment au plan socio-économique, nous avons discuté avec nos partenaires, – saoudiens notamment, mais aussi avec les autres partenaires de la région – des moyens envisagés pour inciter la classe politique libanaise à prendre ses responsabilités et favoriser une sortie de crise. Cette approche fera l'objet d'une réunion de suivi qui se tiendra en effet lundi, au niveau des administrations, et qui réunira les administrations française, américaine, saoudienne, qatarienne et égyptienne, afin de poursuivre la coordination avec nos partenaires et faire en sorte de trouver les moyens d'avancer. L'objectif, c'est bien d'encourager la classe politique libanaise à trouver une solution à la crise politique qu'elle connaît, à faire en sorte qu'un gouvernement effectif puisse travailler au plan politique et économique, et enfin à mettre en oeuvre les réformes qui sont attendues de ce gouvernement qui permettront au Liban de sortir de la crise socio-économique qu'il connaît. S'agissant de la presse, non, c'est une réunion à un niveau administratif, donc ce ne sera pas ouvert à la presse. Q – En vue de la visite du Premier ministre israélien ce soir à Paris, pourriez-vous résumer en quelques mots l'état actuel des relations entre la France et Israël ? M. Netanyahu a dit qu'il va demander à la France d'intervenir en ce qui concerne l'élargissement des accords d'Abraham. Est-ce que la ministre s'en occupe aussi pendant son voyage en Arabie saoudite ? R – En effet, le Premier ministre israélien sera en visite. Il sera reçu, comme vous le savez, pour un dîner par le Président de la République. Vous savez que le Président de la République a déjà appelé le Premier ministre israélien, ce dimanche, pour porter nos condoléances face à l'attaque abjecte qui a eu lieu contre une synagogue le jour même du Shabbat, et alors même que nous commémorions les victimes de la Shoah. Donc une

attaque particulièrement abjecte, que nous avons condamnée avec la plus grande force. Le Président de la République renouvellera ses condoléances ; il soulignera aussi que, dans un contexte de tensions croissantes, il s'agit d'éviter toutes les mesures susceptibles d'alimenter l'engrenage de la violence, et il exprimera la disponibilité des autorités françaises à contribuer à la reprise du dialogue entre les Palestiniens et les Israéliens. Cette rencontre sera l'occasion pour le chef de l'Etat et le Premier ministre israélien d'échanger sur les priorités régionales et sur leur coopération pour la stabilité de la région. Comme vous l'indiquiez, cette question sera évidemment soulevée par la ministre, dans le cadre de sa visite en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis. Vous avez évoqué les accords d'Abraham ; vous vous souvenez que la France avait salué les accords d'Abraham. Comme vous le soulignez, il s'agit pour nous de soutenir les efforts de dialogue dans la région et de soutenir les efforts visant à renforcer la stabilité régionale. Toutefois, nous avons aussi rappelé notre attachement à la solution des deux Etats, et il s'agit pour nous de trouver les moyens, et ce sera aussi un des messages du Président de la République à Benyamin Netanyahou, de trouver les moyens de relancer un horizon politique fondé sur la solution des deux Etats, qui est à notre vue la seule solution qui permette aux Israéliens et aux Palestiniens de vivre en paix et en sécurité, côte à côte.

Q – Quelle est l'appréciation de la France sur le projet de fédération entre le Burkina et le Mali ? R – Je ne fais pas de commentaire sur les conjectures. Ce que nous pouvons dire aujourd'hui, et c'est ce que tout le monde sait, c'est la nature de ce que nous voyons émerger du modèle malien. Ce que nous voyons du modèle malien, aujourd'hui, c'est très clairement une perte de souveraineté puisque, aujourd'hui, il y a une partie de l'Etat malien qui est soutenu par des mercenaires extérieurs. Il y a aussi un coût exorbitant à ce partenariat, qui se traduit par le pillage des ressources de l'Etat malien, et le tout se traduisant par une dégradation nette de la situation sécuritaire, qui a évidemment un impact très sévère sur les populations du Mali, mais aussi sur les partenaires de la région. Là encore, nous ne sommes pas les seuls à le dire, puisque, je le rappelle, dans le cadre de la revue de la MINUSMA, il y a eu un rapport récemment des Nations unies qui a porté le même constat d'une grave dégradation de la sécurité sur le territoire malien, mais aussi d'exactions menées par des mercenaires extérieurs sur ce territoire.

Q – Hier, votre homologue russe, Mme Zakharova, a déclaré que la France continue de traiter les pays africains, je cite : "du point de vue de son passé colonial", déclarant vouloir se passer de commentaires de la France sur les relations russo-africaines. Et sur la guerre en Ukraine, elle a estimé qu'il est "absurde" que le président français puisse penser que l'envoi d'armes en Ukraine ne constitue pas une escalade. Que pouvez-vous nous dire là-dessus, s'il vous plaît ? R – Aujourd'hui, ce que nous constatons en Afrique, c'est le déploiement d'une politique néocoloniale de la part de la Russie, qui précisément met en cause la souveraineté des Etats, par le soutien au déploiement de mercenaires qui viennent à la fois piller leurs ressources, mettre en cause la sécurité des populations et miner la souveraineté même de ces Etats. Voilà la réponse que je fais à Maria Zakharova sur le premier point. Sur le second, comme nous l'avons répété très clairement, nous ne sommes pas en guerre avec la Russie. Les partenaires de l'OTAN ne sont pas en guerre avec la Russie. Il n'y a une escalade que de la part de la Russie qui, aujourd'hui, continue à frapper des infrastructures civiles, continue à mobiliser massivement, et poursuit, y compris

dans la rhétorique, les objectifs premiers qu'elle s'était assignés pour le lancement d'une guerre d'agression, en complète violation du droit international. Q – Il y a une réunion, demain à Kiev, des commissaires européens qui vont aller là-bas pour discuter de nombreux sujets : soutien à l'Ukraine, armement, adhésion à l'Union européenne... Quelles attentes avez-vous, et est-ce qu'on peut espérer des délivrables, notamment sur l'accession de l'Ukraine à l'Union européenne ? R – La France a été à la manœuvre et très en soutien de la décision prise sous présidence française d'accorder à l'Ukraine un statut de candidat à l'Union européenne. C'était un signal politique extrêmement fort de l'Union européenne. Et à cet égard, nous comptons sur le sommet UE-Ukraine qui se tient les 2 et 3 février pour réaffirmer ce soutien, dans tous les domaines. Saluer aussi les progrès de l'Ukraine dans la mise en forme des réformes qui sont liées à cette perspective d'adhésion. Vous avez vu un certain nombre de décisions, notamment en matière de lutte contre la corruption. Il s'agit d'encourager le renforcement des relations avec l'Union européenne, en avant même de la perspective de candidature effective. Donc le sujet, c'est bien ce soutien politique, de renforcer ce soutien politique, et aussi de pouvoir marquer le soutien au plan de paix en 10 points du président Zelensky qui sera réaffirmé dans ce cadre. Q – J'ai deux questions sur Israël. Est-ce que la France d'abord est réceptive au soutien qu'Israël demande par rapport à une stratégie plus offensive par rapport à l'Iran ? La deuxième question sur Israël : quelle est la position de la France par rapport à la politique assez radicale du gouvernement israélien dans les territoires occupés ? Et j'ai une question sur le Burkina : vous nous avez dit, la semaine dernière, que l'ambassadeur avait été rappelé pour consultation, où est-ce que ça en est ? Est-ce que le nouvel ambassadeur va être nommé, ou est-ce que cet ambassadeur Hallade va repartir à Ouagadougou ? R – S'agissant de l'Iran, je vous invite à prendre connaissance des déclarations qu'a faites la ministre, notamment dans ses interviews données à l'occasion de la visite aux Emirats arabes unis et en Arabie Saoudite. Notre politique vis-à-vis de l'Iran, elle se fait en coordination avec nos partenaires, et à l'écoute de leur légitimes préoccupations, mais elle se fait aussi sur la base de notre analyse : nous constatons qu'il y a une escalade de l'Iran dans un très grand nombre de domaines, et en particulier l'escalade sur les questions nucléaires. On sait bien qu'aujourd'hui le blocage de la négociation nucléaire est du fait seul de l'Iran et de la responsabilité entière des autorités de Téhéran, alors même que nous avons négocié et proposé un texte qui était le meilleur possible. Là-dessus évidemment, nous travaillons avec tous nos partenaires pour trouver les moyens de trouver une solution diplomatique en réponse à l'escalade nucléaire de l'Iran, et faire en sorte qu'elle respecte ses obligations vis-à-vis de l'AIEA. Il y a d'autres sujets d'inquiétude avec l'Iran : la question de la prolifération en matière balistique et de la hausse très forte que nous voyons de l'arsenal iranien, qu'il s'agisse de capacité balistique ou de capacité en matière de drones. C'est également un sujet qu'abordera la ministre dans le cadre de ses entretiens actuels, qui pourront faire l'objet de discussions, qui font l'objet de discussions avec les partenaires israéliens. Vous savez que nous avons adopté des sanctions, et que nous sommes particulièrement vigilants sur la prolifération vis-à-vis de la Russie, qui intervient en violation de la résolution 2231 du Conseil de sécurité. Enfin, il y a d'autres aspects à cette escalade de l'Iran et je ne peux pas ne pas mentionner

nos otages, puisque vous savez que l'Iran pratique une politique d'otages d'Etat. Qu'à cet égard, comme je l'avais mentionné la dernière fois, et comme la ministre l'a rappelé lors du Conseil des affaires étrangères où elle s'est rendue à Bruxelles, nous travaillons avec nos partenaires à nous coordonner pour apporter la meilleure réponse à cette politique d'otages d'Etat, qui est absolument inacceptable, que nous condamnons le plus fermement et pour laquelle nous rappelons notre exigence d'une libération immédiate de nos otages. Votre deuxième point portait sur le Gouvernement. Nous avons rappelé aux autorités israéliennes quelle était notre vision des perspectives politiques et de l'horizon politique qu'il s'agit de redonner dans le conflit israélo-palestinien. L'escalade particulièrement préoccupante de cette dernière semaine nous appelle à souligner la nécessité de redonner cet horizon politique. Dans cette perspective, nous avons condamné de façon constante, et c'est une position de la France, la poursuite de la colonisation, et cet appel-là sera évidemment fait aux autorités israéliennes et nous continuerons à le faire. Votre troisième point sur le Burkina Faso, nous avons en effet fait un certain nombre de déclarations la semaine dernière à cet égard. Nous avons rappelé notre ambassadeur pour mener avec lui des consultations sur les perspectives du partenariat avec le Burkina Faso. Ces consultations se poursuivent. Je n'ai donc pas d'élément supplémentaire à vous donner à cet égard. Je tiens juste à souligner que cette dénonciation de l'accord de 2018, nous l'avons bien prise en compte. Vous savez que nous avons déclaré que l'accord serait respecté et que l'exécution du retrait se ferait en ordre et en bonne intelligence avec les autorités burkinabè, comme il se doit. Cette décision ne met pas fin à nos relations diplomatiques avec le Burkina Faso. Elle ne met pas fin à nos partenariats avec le Burkina Faso dans les autres domaines de coopération. C'est sur ce point que nous poursuivons les consultations avec notre ambassadeur. Q – J'ai une question sur les otages, la semaine dernière, vous aviez fait référence à Bernard Phelan, dont l'état était très inquiétant. Est-ce que vous avez des nouvelles ? R – Nous continuons à marquer notre extrême préoccupation s'agissant de la santé de Bernard Phelan. Vous savez que la ministre avait eu elle-même l'occasion de l'exprimer à son homologue M. Abdollahian. Notre ambassade reste en contact étroit avec Bernard Phelan. Vous savez que nous entretenons avec lui un contact quotidien et que nous sommes en contact étroit, ici, à Paris, par le biais du CDCS (Centre de crise et de soutien) avec sa famille pour faire passer les messages et les informer de la situation de M. Phelan. Je réitère notre demande vis-à-vis des autorités iraniennes d'une libération immédiate de M. Bernard Phelan et de nos autres otages d'Etat./.

241 / 942 – Point de presse du 01/02/2023

Référence EPJ01350401

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rend en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis du 1er au 3 février. Face à la montée des tensions au Moyen-Orient, la Ministre marquera auprès de son homologue saoudien M. Fayçal bin Farhan et de son homologue émirien M. Abdallah bin Zayed la détermination de la France à se tenir aux côtés de ses partenaires et à poursuivre son engagement en faveur de la sécurité et de la stabilité régionales. Mme Catherine Colonna rappellera la priorité que nous accordons au renforcement de la coopération régionale dans la continuité des

deux conférences dites "de Bagdad", dont la dernière s'est tenue le 20 décembre 2022 à Amman en Jordanie. La ministre évoquera avec ses homologues les principaux dossiers régionaux et internationaux, l'Iran, la situation en Israël et dans les Territoires palestiniens, le Liban, le Yémen, ainsi que les conséquences de la guerre que mène la Russie contre l'Ukraine. En Arabie saoudite, Mme Catherine Colonna rappellera que la France souhaite accompagner la mise en oeuvre du programme de réformes et de modernisation du pays Vision 2030, notamment dans les domaines économique, énergétique et culturel. Elle conclura un accord relatif à la coopération énergétique avec le ministre de l'Energie, M. Abdulaziz bin Salman Al Saoud. Avec le ministre de la Culture, M. Badr bin Abdallah Al Saoud, elle évoquera l'approfondissement du partenariat franco-saoudien dans le domaine culturel et fera un point sur le projet Al-Ula. Aux Emirats arabes unis, Mme Catherine Colonna se rendra sur la base des Forces françaises, pour saluer la contribution quotidienne qu'apportent nos forces stationnées aux Emirats à la sécurité et la stabilité régionales. La Ministre visitera le site du Louvre Abu Dhabi, emblème de la coopération culturelle d'excellence qu'entretiennent nos deux pays, et inaugurera le Lycée international français Théodore-Monod. La Ministre réaffirmera auprès de ses interlocuteurs notre disposition à oeuvrer conjointement à la préparation de la COP28 sur le climat qui se tiendra à Dubaï à la fin de l'année. A Riyad, la Ministre s'entretiendra avec le nouveau Secrétaire général du Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (CCEAG) avec lequel nous avons un partenariat stratégique et partageons des objectifs de sécurité, de stabilité et de prospérité pour la région.

242 / 942 – Point de presse du 27/01/2023

Référence EPJ01349406

Texte La décision prise avant-hier par le tribunal municipal de Moscou d'ordonner la dissolution de la plus ancienne organisation de défense des droits de l'Homme en Russie – le Groupe Helsinki de Moscou – marque un nouveau recul de la situation des libertés fondamentales en Russie. Depuis 1976, cette organisation accomplissait un travail précieux pour garantir le respect par les autorités, soviétiques puis russes, des droits et libertés fondamentales, conformément aux engagements de l'Acte final d'Helsinki de 1975. La France dénonce une nouvelle fois la campagne de répression menée par les autorités russes à l'encontre des voix qui s'expriment encore librement sur la situation des droits de l'Homme en Russie, ainsi que de celles critiques du pouvoir et de sa guerre d'agression contre l'Ukraine.

243 / 942 – Point de presse du 26/01/2023

Référence EPJ01349301

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, effectue les 26 et 27 janvier un déplacement en Ukraine, en Moldavie et en Roumanie. La ministre est aujourd'hui à Odessa en Ukraine, pour témoigner du soutien dans la durée de la France au peuple ukrainien, dans le prolongement de la conférence internationale organisée à Paris le 13 décembre 2022 et alors que le pays continue de faire face à un ciblage délibéré de ses infrastructures civiles par la Russie, en violation du droit international humanitaire. Mme Catherine Colonna s'entretiendra avec son homologue ukrainien, M. Dmytro

Kuleba, pour aborder l'évolution de la situation sur le terrain et évaluer les besoins urgents de l'Ukraine dans les secteurs humanitaires et militaire afin d'y apporter des réponses concrètes. Elle réaffirmera à cette occasion l'appui de la France aux efforts ukrainiens en faveur de la paix, au travers notamment du plan en dix points présenté par le président Zelensky. En matière de sécurité alimentaire, les ministres réaffirmeront leur soutien au développement des corridors de solidarité de l'Union européenne et à la mise en oeuvre de l'initiative céréalière de la mer Noire, pour répondre aux conséquences de la pénurie alimentaire globale causée par l'agression russe. La ministre se rendra aussi dans un centre de déplacés géré par l'ONG Solidarités International, avec le soutien du Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. A travers ce déplacement, la ministre saluera également l'inscription d'Odessa au patrimoine mondial de l'UNESCO, qui traduit la reconnaissance du caractère exceptionnel et universel de cette ville. Elle soulignera ainsi les liens culturels forts qui unissent la France et l'Ukraine, et tout particulièrement la ville d'Odessa jumelée à Marseille depuis 1972. La ministre se rendra ensuite à Chisinau, en Moldavie, où elle sera reçue par la présidente Mme Maia Sandu et par son homologue M. Nicu Popescu. Elle réaffirmera à cette occasion le soutien de la France à la République de Moldavie face aux conséquences profondément déstabilisatrices de l'agression russe contre l'Ukraine, dans le prolongement de la troisième conférence ministérielle de soutien à la Moldavie, tenue à Paris le 21 novembre 2022, et en préparation du prochain sommet de la communauté politique européenne qui se tiendra à Chisinau le 1er juin 2023. En Roumanie la ministre rendra visite, conjointement avec ses homologues roumain Bogdan Aurescu et néerlandais Wopke Hoekstra, aux troupes françaises déployées avec d'autres nations alliées dans le cadre de l'OTAN sur la base de Cincu. Elle s'entretiendra successivement avec le président Klaus Iohannis et le premier ministre Nicolae Ciuca. Cette visite sera l'occasion de réaffirmer l'engagement de la France pour la sécurité et la stabilité du flanc Est de l'OTAN et d'évoquer la poursuite du soutien à l'Ukraine et à la Moldavie, ainsi que notre coopération avec la Roumanie dans le cadre des corridors de solidarité et l'exportation des céréales d'Ukraine. Seront également évoqués les principaux sujets d'actualité européens, dont l'énergie et la souveraineté industrielle. Cette visite marquera l'approfondissement du partenariat stratégique bilatéral franco-roumain, 15 ans après son lancement, notamment dans les domaines de la sécurité, de la défense et au plan économique. La ministre inaugurera le hub développé par Canal France International (CFI) et France Médias Monde (FMM) à Bucarest qui a permis l'accueil et la constitution d'une équipe éditoriale composée de 17 journalistes ukrainiens, adossée à la rédaction de RFI Romania. Le projet propose également des formations et un soutien aux journalistes ukrainiens en exil en mettant à leur disposition un lieu de vie, afin de les aider à poursuivre leur mission d'information dans les meilleures conditions.

244 / 942 – Point de presse du 26/01/2023

Référence EPJ01349303

Texte Q – Au vu de la décision de l'Allemagne d'envoyer des chars Léopard, où en est-on dans la réflexion sur l'envoi de chars Leclerc ? R – Nos autorités ont eu l'occasion, comme vous le savez, de s'exprimer à cet égard. Vous savez que la France apporte un soutien très significatif, depuis le début de la guerre

d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Un soutien qui s'est traduit en différentes phases, mais qui se traduit notamment sur le terrain par l'apport de capacités en matière d'artillerie, comme le canon Caesar, de défenses aériennes, comme le LRU ou les systèmes Crotale, qui étaient encore ce matin salués par le ministre de la défense ukrainien dans la presse française. Ce soutien va se poursuivre, jusqu'à la victoire, comme l'ont rappelé le Président de la République et la Première ministre. S'agissant de la question des chars Leclerc, la France a été la première à annoncer, à décider la livraison de chars légers AMX-10 RC à l'Ukraine. Ce mouvement a été ensuite suivi par nos partenaires et amplifié, comme l'ont indiqué les éléments donnés hier par l'Elysée sur la réunion qui a pu se tenir en "Quint", pour discuter de notre soutien à l'Ukraine. Le Président de la République a indiqué très clairement, ce dimanche, que s'agissant des chars Leclerc, rien n'était exclu, mais que cela répondait aussi à trois critères qui ont été rappelés, : le fait que cela ne soit pas une mesure escalatoire, – mais notre appréciation est que la livraison de chars ne l'est pas ; et surtout, sur les deux autres critères, que cela puisse apporter un soutien réel et efficace à l'Ukraine – et vous savez que cela pose des questions, notamment en matière de maintenance, de logistique, et des délais de formation qui se posent pour ces matériels ; il s'agit enfin de ne pas affaiblir nos capacités propres de défense. Le Président a indiqué que le ministre des armées était chargé de cette discussion. Cette discussion va se poursuivre. Au-delà de ça, je voudrais souligner combien nous sommes particulièrement attentifs à répondre, depuis le début de la crise, aux besoins immédiats qui se posent aux autorités ukrainiennes. C'était tout l'objet de la Conférence du 13 décembre dernier, et c'est tout l'objet de notre aide en matière d'équipement militaire, avec notamment un besoin qui est particulièrement exprimé par les autorités ukrainiennes à notre égard en matière de défense antiaérienne, en matière de munitions, en matière de véhicules de l'avant blindé (VAB). Sur tous ces points, vous savez que nous sommes là pour répondre aux besoins ukrainiens, et que cela se traduit très effectivement sur le terrain. Et puis dernier point : le fonds que nous avons ouvert de 200 millions pour les autorités ukrainiennes, et qui est évidemment à leur disposition sur la totalité des gammes d'équipement. Q – Deux questions sur le Burkina Faso : d'abord est-ce que vous pouvez nous donner des détails sur le départ des forces spéciales françaises ? Et puis, sur le rappel de l'ambassadeur pour consultations, est-ce qu'il va retourner à Ouagadougou ? R – S'agissant du rappel de notre ambassadeur, on a évoqué ce matin que notre ambassadeur, dans les circonstances actuelles, était rappelé pour mener des consultations sur la situation actuelle et sur les perspectives de la relation bilatérale. Nous allons profiter de sa présence pour pouvoir tenir des réunions à ce sujet avec lui. Et s'agissant de la question du remplacement de notre ambassadeur, qui avait été soulevée, il fut un temps, par les autorités burkinabè, – comme cela a déjà été indiqué par la secrétaire d'Etat Chrysoula Zacharopoulou –, nous sommes convenus de traiter avec eux de ce sujet en bonne entente, et dans les formes diplomatiques qui sont habituelles. Sur le retrait des forces armées, je ne vais pas entrer dans les détails opérationnels. Vous avez pu voir les déclarations faites par le ministre des armées Sébastien Lecornu, hier. Ce que nous avons indiqué, c'est que nous avons effectivement reçu la dénonciation de l'accord de 2018 ce mardi 24 janvier. Cet accord prévoit que la dénonciation prend effet un mois après la réception de la notification écrite. Nous

respecterons les termes de cet accord en donnant suite à cette demande. Le ministre des armées a rappelé que ce retrait s'effectuera comme le reste de la réarticulation du dispositif des forces françaises, dans un calendrier qui est précisé par le Président de la République, et que le retrait se fera dans les délais impartis, en bon ordre, en sécurité, en transparence, et en coordination avec les autorités burkinabè.

Q – Que répondez-vous aux accusations du ministre des affaires étrangères Sergueï Lavrov envers la France, je cite, "d'ingérence dans les affaires des Etats africains ainsi que de soutien au terrorisme dans certains pays africains, notamment en Libye" ? R – Il n'y a évidemment aucune ingérence de la France dans les Etats africains. Notre relation avec les pays africains, quels qu'ils soient, sont basées sur un partenariat d'égal à égal et un respect de la souveraineté. D'ailleurs c'était tout le propos, et j'aimerais vous renvoyer aux propos tenus par Chrysoula Zacharopoulou, lors de son récent déplacement au Burkina Faso, à Ouagadougou : elle a eu l'occasion d'échanger avec le président Ibrahim Traoré, pour souligner que nous étions là dans le cadre d'un accord avec les autorités burkinabè, et à leur demande. Nous étions là pour répondre à leurs besoins, et dans le cadre, évidemment, de leur souveraineté, qu'il leur revenait, finalement, de faire ce choix, ou pas, de la présence française. Ils ont fait ce choix, qu'ils ont exprimé par la dénonciation de l'accord de 2018. S'agissant du soutien au terrorisme, je pense qu'on ne va pas répondre à des mensonges éhontés de la part de Sergueï Lavrov. Il s'agit de rappeler que la France a été, au contraire, aux côtés des Etats africains sur la lutte contre le terrorisme ; que nous y avons perdu un très grand nombre de soldats, que je tiens à saluer ; et que ce soutien dans la lutte contre le terrorisme se poursuivra aux côtés des pays qui le souhaitent et qui sont engagés dans cette lutte, dans la mesure où ils en expriment le besoin, et en soutien de leurs propres capacités sur le terrain.

Q – Je rebondis sur la question de ma consœur sur le Burkina Faso : vous disiez donc que l'ambassadeur de France au Burkina Faso a été rappelé pour des consultations sur l'état de la coopération bilatérale. Donc je réitère : est-ce que c'est un remplacement, comme ont demandé les autorités burkinabè au début du mois ? Quand vous dites que c'est un sujet qui sera traité dans les formes diplomatiques habituelles, quelles sont ces formes diplomatiques habituelles ? Et est-ce qu'elles ont été enclenchées par les autorités burkinabè ? R – Alors elles ont été enclenchées, puisque vous savez que Mme Zacharopoulou a été au Burkina Faso pour évoquer notamment cette question avec le président de la transition, Ibrahim Traoré. Cela a été l'occasion pour nous d'exprimer notre surprise vis-à-vis d'une démarche diplomatique qui était peu habituelle de la part des autorités burkinabè. Et donc de travailler avec eux sur cette question, et de nous engager, avec eux, à avancer sur une base diplomatique et dans une bonne entente.

Q – Bonjour. Le président ukrainien a réclamé hier soir à ses alliés occidentaux des missiles de longue portée ainsi que des avions de combat. Quelle est votre appréciation de cette forme de montée en puissance des demandes ukrainiennes, et comment la France compte-t-elle, peut-elle y répondre ? R – Merci pour cette question. J'ai déjà répondu sur l'aide militaire que nous apportons à l'Ukraine. Nous avons bien vu, les demandes apportées par le président Zelensky sur ces deux nouveaux points. Il n'est que naturel que les Ukrainiens continuent à apporter des demandes nouvelles pour le soutien des forces ukrainiennes sur le terrain. Vous savez quelle est notre position, un soutien inébranlable. Cela a été réitéré



par le Président de la République, cela a été réitéré en Quint, encore hier soir, cela a été également réitéré avec nos amis allemands. Donc nous sommes prêts à travailler à continuer de soutenir les Ukrainiens en matière militaire jusqu'à la victoire, comme l'a indiqué le Président de la République. Tous ces points seront considérés, mais comme je l'indiquais, notre priorité aujourd'hui c'est le besoin qui est exprimé vis-à-vis des autorités françaises, en matière de défense anti-aérienne, de munitions, de véhicules de l'avant blindé, et sur tous ces points nous avons répondu aux demandes faites par les autorités ukrainiennes.

Q – J'ai une question concernant le Maroc. Le principal parti de la majorité marocaine accuse la France d'orchestrer une campagne anti-Maroc Bruxelles. Je voulais savoir ce que vous leur répondiez. Il y a aussi des informations qui circulent sur le fait que le Président de la République, finalement, sa venue au Maroc s'est annulée. Est-ce qu'on est de nouveau dans une crispation des relations franco-marocaines ? Et question subsidiaire à celle-ci : les Marocains accusent aussi la France d'un double poids, deux mesures, en termes de condamnation des violations, notamment des libertés de la presse. Qu'avez-vous à répondre au fait qu'il y ait une détention provisoire qui a été décidée concernant un patron de presse en Algérie ? Je ne crois pas que le ministère ait commenté cette détention provisoire.

R – Sur la visite du Président de la République, je vous renvoie à la présidence de la République pour ce qui est des détails de la visite que vous évoquez. Il n'y a pas de crise avec le Maroc. Nous sommes au contraire dans un partenariat et une relation d'exception que nous entendons nourrir, et une volonté d'inscrire notre relation dans l'avenir, dans les 10 à 20 ans qui viennent, et qui a été marquée par les différentes échéances bilatérales que vous avez pu suivre, notamment la visite de Mme Colonna les 15 et 16 décembre derniers. Vous le savez, c'était une visite très positive, qui a permis de mettre en valeur ce partenariat d'exception, et donc d'envisager ce jalon important qu'est une visite du Président de la République. S'agissant de la résolution au Parlement européen sur les droits de l'Homme, le Parlement européen exerce ses prérogatives de manière indépendante, et pour sa part, la France entretient une relation d'amitié profonde avec le Maroc, avec laquelle elle aborde tous les sujets, y compris ceux des droits de l'Homme. Vous avez évoqué une question relative à l'Algérie. À cet égard, nous sommes préoccupés par la situation du journaliste Ihsane El Kadi. La France réaffirme son engagement constant et déterminé en faveur de la liberté de la presse partout dans le monde, et de la liberté d'expression et de la protection des journalistes. La ministre a eu l'occasion de s'exprimer à l'occasion de ses vœux très fortement sur ces questions. Vous connaissez l'engagement qui est le nôtre en faveur de la liberté d'expression et de la liberté de la presse.

Q – J'ai deux questions. La première : cette semaine, plusieurs officiels ukrainiens ont été suspendus pour corruption. Qu'est-ce que vous faites pour vous assurer que votre aide n'est pas détournée en Ukraine ? Et deuxième question, sur l'Iran : est-ce que la France est pour ou contre la désignation des gardes révolutionnaires sur la liste terroriste de l'Union européenne ?

R – Merci beaucoup pour ces deux questions. S'agissant des officiels ukrainiens, nous avons en effet pu voir quelle était la décision prise par les autorités ukrainiennes pour répondre à des soupçons de corruption qui touchait un certain nombre de responsables ukrainiens. Vous savez que c'est un point que suit avec une toute particulière vigilance la France, comme les autres Etats membres, et qui est scruté de très

près dans le cadre du cheminement de l'Ukraine vers la famille européenne, dans le cadre du statut de candidat qui lui a été accordée en juin dernier. Ce que nous faisons, très concrètement sur le terrain, quand il s'agit de livraisons de notre aide à l'Ukraine, c'est ce que notre ambassadeur Etienne de Poncins a appelé la diplomatie du dernier kilomètre. Vous avez pu l'entendre s'exprimer à multiples reprises à ce sujet. La France travaille très étroitement avec les autorités ukrainiennes pour s'assurer que les livraisons que nous apportons, en matière d'aide humanitaire, arrivent à bon port, arrivent à ceux qui en ont besoin sur le terrain, quand il s'agit de la résilience de la population ukrainienne face aux frappes qui ciblent, de la part de la Russie, les infrastructures civiles ukrainiennes, mais également la population dans la cadre du travail que nous accomplissons avec les autorités locales ukrainiennes, avec les ONG. Comme cet après-midi, la ministre le démontrera encore une fois, en se rendant auprès de l'ONG Solidarités International à Odessa. S'agissant des Gardiens de la révolution, le corps des Gardiens de la révolution fait déjà l'objet de plusieurs sanctions européennes depuis 2010, et notamment au titre de leur implication dans la prolifération d'armes de destruction massive. Ces sanctions demeurent. Depuis octobre 2022, l'Union européenne a adopté de nouvelles séries de sanctions, incluant de nombreux responsables des Gardiens de la révolution pour leur rôle dans la répression actuelle des manifestations en Iran, y compris dans le dernier paquet de sanctions qui a été adopté ce lundi en présence de Mme Colonna à Bruxelles. Nous travaillons avec nos partenaires européens à de nouvelles mesures de sanctions, nous n'excluons aucune, a priori, de ces sanctions, mais s'agissant d'un ajout sur la liste des groupes terroristes, les Etats membres ont demandé au haut représentant Josep Borrell une analyse juridique, que nous attendons à ce stade. Q – Bonjour. Je crois que le Kremlin a répliqué aux décisions de livrer des chars lourds à l'Ukraine en disant que c'était un engagement direct des Occidentaux dans la guerre. Qu'est-ce que vous répondez à ce commentaire ? Merci. R – Nous répondons très clairement que nous ne sommes pas en guerre avec la Russie et aucun de nos partenaires ne l'est. La livraison d'équipement militaire à l'Ukraine, qui se fait dans le cadre de l'exercice, qui est le sien, de sa légitime défense, au titre de l'article 51 de la Charte des Nations unies, ne constitue pas une cobelligérance. Et donc nous démentons ces propos tenus par le Kremlin. Q – Je voulais vous poser une question sur le Maroc, qui a, je crois, annulé certaines réunions bilatérales qui étaient prévues, je crois que l'une était avec le responsable général de l'armement et puis une autre sur la coopération judiciaire. Est-ce que cela a quelque chose à voir avec la décision du Parlement européen ? J'ai cru comprendre que vous séparez les deux choses, mais est-ce qu'il n'y a pas un raidissement de la position du Maroc, aussi, envers la France ? Et puis, une deuxième question. Début février, l'ancien Roi d'Espagne, Juan Carlos, devrait venir ici à Paris pour l'entrée dans l'Académie française de l'écrivain espagnol Vargas Llosa. Est-ce que, à ce sujet, l'Académie vous a demandé votre avis, l'avis des autorités françaises ? Si oui, quel a été cet avis ? Est-ce qu'il faut une autorisation quelconque pour que, dans ce cas, un ancien chef d'Etat qui ne va pas en Espagne – à peine – est nécessaire ? Et puis, est-ce que vous avez une réaction sur ce qui semble être un attentat terroriste à Algésiras, dans le sud de l'Espagne ? R – Merci beaucoup pour ces trois questions, que je vais prendre dans l'ordre. Comme je l'indiquais tout à l'heure, nous travaillons à la relation d'exception avec le

Maroc, dans une dynamique positive, qui fait suite à la visite de la ministre et dans la perspective d'un déplacement du Président de la République, et je n'ai pas connaissance d'annulation de réunions en la matière, mais je vous renvoie vers les ministères compétents pour les deux instances que vous avez mentionnées. S'agissant de la visite que vous indiquez et de l'entrée de Vargas Llosa à l'Académie française, nous nous réjouissons que Vargas Llosa rejoigne l'Institut de France, cette instance particulièrement prestigieuse pour la culture française. C'est une reconnaissance de sa place éminente dans la littérature mondiale et nous nous en réjouissons par avance. Je n'ai pas d'éléments sur la venue que vous m'indiquez et, à ma connaissance, aucun avis ne nous a été demandé. Par ailleurs, sur l'attentat terroriste que vous mentionnez, nous n'avons pas d'informations, au-delà des déclarations qui ont été faites, indiquant le lancement d'une enquête avec des motifs terroristes. Si ces faits étaient avérés, nous sommes évidemment en soutien de l'Espagne dans la lutte contre le terrorisme, comme nous le sommes de tous nos partenaires, et nous exprimons notre solidarité vis-à-vis du peuple espagnol et de la communauté catholique, qui s'est trouvée ciblée par le biais de cet attentat.

Q – Bonjour. J'ai des questions sur le Pacifique, deux questions. La première concerne peut-être plutôt le ministère des armées, mais dans la déclaration conjointe franco-allemande publiée dimanche, il y a une mention sur l'exercice conjoint par l'Allemagne et la France dans la région indopacifique. Donc, si vous avez déjà un projet concret, je voulais savoir quelle en est la nature, quelle est l'idée de cet exercice ? Et la deuxième question, c'est sur le 2+2 avec l'Australie. Est-ce que les ministres des deux pays vont aborder des projets plus concrets sur la coopération militaire ?

R – Sur les exercices conjoints mentionnés dans la déclaration conjointe du Conseil des ministres franco-allemand, je n'ai pas davantage d'éléments à vous apporter. Cela fait partie de la stratégie européenne pour l'Indopacifique que nous avons portée au sein des instances européennes. Une partie de cette stratégie prévoyait le renforcement de la présence des capacités de défense européennes dans la région. Donc ces exercices conjoints viendront s'inscrire dans ce cadre. Sur le 2+2 avec l'Australie, la coopération militaire sera évidemment à l'ordre du jour, puisqu'il s'agit de rassembler à la fois les ministres des Affaires étrangères, mais également les ministres des Armées, des deux côtés. Nous n'avons pas encore le détail sur les thématiques précisément abordées dans le 2+2, mais il sera évidemment possible de vous donner davantage d'éléments après la tenue de cette réunion.

Q – J'ai une question concernant Louis Arnaud. Ces parents ont rendu public son nom ce matin. Il fait partie des sept ressortissants français détenus en Iran. Est-ce que vous confirmez sa détention ? Depuis quand ? Avez-vous des éléments sur ses conditions de détention ? Et que pouvez-vous nous dire sur les négociations ou, en tous cas, les espoirs de faire libérer, par ailleurs, Bernard Phelan, dont la santé est particulièrement dégradée ?

R – Merci pour ces deux questions, qui touchent à cette question extrêmement douloureuse et sensible de nos otages en Iran. Donc je peux en effet confirmer, suite aux déclarations faites par sa famille, que Louis Arnaud constitue un otage d'Etat, ressortissant français, au même titre que les six autres otages d'Etat qui sont détenus aujourd'hui arbitrairement par les autorités iraniennes, de façon tout à fait injustifiable et inacceptable. Nous avons réitéré la condamnation de cette politique d'otages d'Etat. La ministre a eu l'occasion de soulever ce point, également, au Conseil des affaires

étrangères, pour se coordonner et appeler à une réponse coordonnée avec les autres Etats membres. S'agissant de M. Louis Arnaud, il a été arrêté le 28 septembre, alors qu'il se trouvait en Iran pour des motifs touristiques. Il est détenu à la prison d'Evin, à Téhéran, dans des conditions très difficiles. Il a pu bénéficier d'une visite consulaire de notre ambassadeur, le 11 décembre dernier. Vous imaginez bien que nous faisons tout notre possible pour apporter tout le soutien possible à Louis Arnaud, comme aux autres ressortissants français otages en Iran. Je tiens à souligner à cet égard que la ministre a pu s'entretenir avec son homologue iranien, hier, comme vous avez pu le voir, dans les déclarations que nous avons faites, et qu'elle a évidemment insisté à nouveau, et réitéré notre exigence d'une libération immédiate de la totalité de nos otages d'Etat et de la cessation de cette politique d'otages d'Etat par l'Iran. S'agissant de Bernard Phelan, nous sommes tout particulièrement inquiets, compte tenu de la grande fragilité de sa situation de santé. Ce point a été également fait auprès des autorités iraniennes, au plus haut niveau et par la ministre à nouveau, pour souligner à quel point sa libération immédiate était un impératif pour répondre à sa situation de santé et qu'en tout état de cause, le refus d'accès médical, à ce stade, de la part des autorités iraniennes, était absolument inacceptable, et que nous tenions pour responsables les autorités iraniennes de la santé de notre ressortissant.

Q – En follow up, sur ce que vous avez dit, sur le fait que la France souhaitait une action coordonnée avec les Etats membres, est-ce que vous pouvez nous en dire plus ? Qu'est-ce qui pourrait être fait pour coordonner votre action et obtenir la libération des otages ?

R – Vous savez que la France n'est pas seule, malheureusement, dans cette situation. Il y a d'autres otages d'Etat d'autres nationalités européennes. C'est la raison pour laquelle la ministre a souhaité aborder le point au Conseil des affaires étrangères, ce lundi. Et ce point a fait l'objet de discussions dans le cadre du comité de coopération consulaire, hier, à Bruxelles, pour partager nos analyses et travailler ensemble à trouver des réponses appropriées pour obtenir cette libération immédiate que nous exigeons de la part des autorités iraniennes.

Q – J'ai deux questions : une, c'est où en sont les discussions sur le JCPOA ? Et deuxième question, c'est sur la Moldavie, puisqu'on en parle, est-ce que l'appartenance à la communauté politique européenne leur donne une quelconque protection, puisqu'il y a un escadron de Leclerc qui est en Roumanie et que eux ont très peur, du moins ils avaient très peur, d'un coup de force de l'armée russe ou depuis la Transnistrie sur eux-mêmes ? Et est-ce que la mission AIGLE qui est otanienne ferait quelque chose pour un membre de la CPE qui serait ainsi menacé ?

R – S'agissant du JCPOA, autre point que la ministre a eu l'occasion d'aborder avec son homologue iranien, hier, nous sommes aujourd'hui dans une situation de blocage, dont l'Iran porte l'entière responsabilité, je ne reviendrai pas sur les mois de négociations et le dernier accord que nous avons mis sur la table, qui devait être saisi par l'Iran, mais qui ne l'a pas été. Dans ce cadre-là, l'escalade nucléaire de l'Iran fragilise évidemment encore plus le cadre de non-prolifération. Nous demeurons mobilisés pour empêcher l'Iran de se doter d'une arme nucléaire. Les contacts se poursuivent avec tous nos partenaires pour travailler à cet effet, et travailler également à répondre à la poursuite des activités déstabilisatrices de l'Iran aux plans régional et international, en particulier ce nouvel acte de prolifération que constitue le transfert de drones vers la Russie. S'agissant de la Moldavie, la ministre aura l'occasion d'évoquer avec la présidente Maïa Sandu et son

homologue la question du soutien que nous apportons à la Moldavie. Vous savez que la France s'est mobilisée avec l'Allemagne et la Roumanie très tôt, dans le contexte de la guerre menée par la Russie en Ukraine, pour apporter un soutien renforcé à la Moldavie, compte tenu de la vulnérabilité particulière de ce pays. En réponse, ce geste extrêmement fort, qui a été fait de la part de l'Union européenne de lui apporter le statut de candidat, est une marque du soutien politique extrêmement fort apporté par l'Union européenne. En revanche, s'agissant de la mission AIGLE, il s'agit d'un mandat qui s'inscrit dans le cadre de l'OTAN et de la coopération que nous avons sur le renforcement du flanc Est et qui est uniquement dédié à la Roumanie. Q – S'agissant des Gardiens de la révolution, j'ai bien noté qu'il a été demandé à M. Borrell une expertise juridique pour voir quels seraient les obstacles etc. mais je souhaite savoir quelle est la position de la France au titre national ? Est-ce que la France est favorable ou défavorable à l'inscription des Gardiens sur la liste européenne des organisations terroristes ? D'après vous, quels seraient les obstacles qui interdiraient cette inscription ? R – Je ne vais pas anticiper sur le rapport que nous avons demandé au Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, sur la question de notre analyse des obstacles. S'agissant de la position de la France, je vous renvoie à la déclaration extrêmement claire qu'a faite Catherine Colonna, en entrée du Conseil des affaires étrangères, où elle a indiqué que nous travaillons avec nos partenaires à de nouvelles mesures de sanctions contre les Gardiens de la révolution, sans en exclure aucune a priori./.

245 / 942 – Point de presse du 13/01/2023

Référence EPJ01346201

Texte À l'occasion des 30 ans de la signature le 13 janvier 1993, à Paris, de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC), la France réaffirme son engagement déterminé pour l'interdiction complète des armes chimiques. Réunissant 193 Etats parties, la Convention sur l'interdiction des armes chimiques est l'un des piliers du cadre international dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération des armes de destruction massive. Elle a permis la destruction de 99% des stocks d'armes chimiques déclarés. L'objectif de destruction de 100% de ces stocks d'armes chimiques déclarés devrait être atteint en 2023. La France réitère son plein soutien à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et réaffirme sa confiance au Directeur général de l'Organisation ainsi qu'à l'ensemble des membres de son Secrétariat technique qui oeuvrent quotidiennement avec professionnalisme et indépendance contre la prolifération des armes chimiques et la réémergence de leur emploi. La CIAC engage ses Etats parties à ne pas mettre au point, fabriquer, stocker, transférer et employer des armes chimiques. La production et l'utilisation d'armes chimiques, en tout lieu, à tout moment, par quiconque et en toutes circonstances, sont inacceptables et ceux qui les emploieraient doivent être sanctionnés. La lutte contre l'impunité et l'interdiction totale des armes chimiques et de leur utilisation restent nos priorités. Cette lutte constitue le fondement de l'efficacité et de la crédibilité du régime d'interdiction. C'est dans cet esprit que la France a lancé en 2018 le Partenariat international contre l'impunité d'utilisation d'armes chimiques et porté le 21 avril 2021, au nom de 46 Etats parties, une décision adoptée par 87 voix sur 102 suspendant

certaines droits de la Syrie au sein de l'OIAC. En lien avec ses partenaires, la France poursuivra son engagement sans faille dans la lutte contre les Etats et entités ayant recours à l'arme chimique quels qu'ils soient, à l'OIAC, et dans toutes les enceintes pertinentes, et mobilisera l'ensemble des outils à sa disposition pour faire en sorte que l'usage de ces armes ne reste pas impuni. A cet égard, elle réitère sa condamnation dans les termes les plus forts de l'utilisation choquante et irresponsable d'agents neurotoxiques, intervenue au Royaume-Uni en mars 2018 puis en Russie en août 2020 contre M. Alexeï Navalny, attaque sur laquelle nous continuons d'appeler la Russie à faire toute la lumière.

246 / 942 – Point de presse du 12/01/2023

Référence EPJ01345703

Texte Q – J'ai une question sur l'Ukraine. Il y a eu des annonces, ce matin, de changement de chef militaire. Je voulais savoir comment vous interprétez ce changement : redoutez-vous des envois massifs de militaires russes en Ukraine ? Et si oui, est-ce de nature à changer la nature de l'aide de la France à l'Ukraine ? R – Je n'ai pas de commentaire particulier sur cette décision au sein de l'état-major russe. S'agissant du soutien de la France à l'Ukraine, je tiens le à rappeler, cela a été réaffirmé récemment par le Président de la République lorsqu'il a parlé au président Zelensky, la France apporte un soutien indéfectible à l'Ukraine – il a employé l'expression "jusqu'à la victoire". L'Ukraine, est un pays agressé et que donc nous aidons, y compris par la fourniture de matériel de défense, à défendre sa souveraineté, son intégrité territoriale. Et donc cet engagement se maintient. Q – Pour compléter la question de ma collègue : il y a eu une réaction de la Russie concernant la livraison de chars à l'Ukraine, en disant que c'est irresponsable. Avez-vous une contre-réponse à cela ? Et puis une autre question, sur l'agenda de Laurence Boone, et plus largement sur le conseil franco-allemand : est-ce que vous pouvez nous dire quels seront les sujets qui sont européens qui seront traités en priorité ? Est-ce que la question de la crise énergétique et, en particulier, la question du prix de l'électricité qui en train d'être négociée entre les 27, sera sur la table ? Et puis une autre question d'agenda à plus long terme : je crois que la ministre doit aller au Brésil prochainement, est-ce que vous pouvez nous en dire quelque chose de plus ? Je ne sais pas si les dates sont fixées... Et qu'est-ce que cela a de l'importance en voyant ce qu'il s'est passé dimanche dernier à Brasilia ? R – Sur votre première question, là encore, je réaffirme notre engagement à aider l'Ukraine à se défendre. Et c'est d'ailleurs une oeuvre collective, qui est partagée par beaucoup de nos partenaires européens, en réponse aux demandes de l'Ukraine. La ministre se déplacera au Brésil au premier trimestre. Nous avons engagé avec les nouvelles autorités brésiliennes des discussions et nous souhaitons renforcer notre coopération avec ce pays. S'agissant des événements, les attaques contre les institutions brésiliennes dimanche soir, nous nous sommes exprimés, le Président de la République s'est exprimé : il a exigé le respect des institutions démocratiques et de la volonté du peuple brésilien ; la ministre a condamné les violences. La France est aux côtés du Brésil et un prochain déplacement de la ministre sera l'occasion de relancer la relation bilatérale et de travailler à des axes pour une feuille de route commune, comme cela a été évoqué entre le Président de la République et le président Lula. Sur votre

question sur le conseil des ministres franco-allemand, ce sera d'abord un moment important pour commémorer la relation franco-allemande, puisqu'il se tiendra 60 ans après la signature du Traité de l'Elysée, qui a scellé cette réconciliation historique. Ce sera aussi l'occasion de regarder vers l'avenir et de rehausser notre ambition bilatérale, notamment sur les affaires internationales ; et encore une fois, le déplacement de la ministre et de son homologue allemande aujourd'hui en Ethiopie l'illustre. Il y a un ensemble de dossiers, de coopérations concrètes, à dimension européenne, qui seront évoqués, qu'il s'agisse des questions aéronautiques, du soutien à l'Ukraine, de défense, aussi – vous l'avez évoqué –, économiques européennes, face à la situation, aux crises qui sont apparues et qui ont été provoquées ou renforcées par l'agression russe contre l'Ukraine. Il y aura aussi des enjeux liés à l'énergie et aux transports. Donc tous ces points seront évoqués, naturellement, mais il y a aussi des discussions en format européen car nous sommes attachés aux discussions avec l'ensemble de nos partenaires européens.

Q – Concernant le Conseil des ministres franco-allemand à venir, vous avez évoqué les questions aéronautiques : est-ce que, plus précisément, il y a aura, sur le volet défense, des annonces qui seront faites ou qui pourront être faites, à l'occasion de ce Conseil des ministres ? Je pense notamment au SCAF, mais aussi au futur char qui doit être développé en commun, ou à d'autres systèmes d'armes qui doivent être mis au point ensemble... Et on sait que cette coopération, jusqu'à présent, qui a été très mise sous les projecteurs, n'a pas été simple. Donc, il y a des annonces qui ont été faites ; est-ce qu'il y en aura d'autres, qui confirmeront que tout ça est sur la bonne voie ?

R – Je ne suis pas en mesure, à ce stade, de vous donner des informations sur ces différents points. Ce sera annoncé le moment venu, au moment de l'approche du Conseil des ministres franco-allemand.

Q – J'ai une question sur le France-Japon. Lors de l'entretien du Président de la République avec le Premier ministre japonais de cette semaine, il a été convenu que la prochaine réunion 2+2 aura lieu la première partie de cette année. Est-ce que vous avez des informations sur la préparation ? La dernière réunion a eu lieu par visioconférence, si c'est la prochaine fois, si c'est présentiel, elle aura lieu en France, un peu à Paris. Quelles sont les priorités à aborder pour cette prochaine réunion ?

R – Lors de cet entretien du Président de la République avec le Premier ministre du Japon, comme ça a été indiqué, le Président a rappelé le soutien de la France à la présidence japonaise du G7 ainsi que ses vœux de plein succès, et il a, vous l'avez évoqué, réaffirmé l'ambition de nos deux pays pour leur partenariat d'exception. Sur la question précise du 2+2, je n'ai pas encore d'informations à vous donner, mais nous le ferons naturellement dès qu'elles seront disponibles.

Q – J'ai deux questions, s'il vous plaît. La première concerne l'Algérie, et le dossier de mémoire entre les deux pays : est-ce qu'il y a des avancées ou des décisions prises du côté français concernant cela ?

Ma deuxième question concerne les aides apportées par la France au Liban : est-ce que la France possède une vision concernant la crise politique libanaise ou pas ?

R – Sur la crise politique libanaise, nous nous sommes déjà exprimés à plusieurs reprises. Nous avons marqué notre préoccupation sur la situation de vacance présidentielle, qui se prolonge depuis le premier novembre. Et donc nous l'avons dit et nous le répétons : il est important que les dirigeants libanais, conformément à la Constitution, mettent tout en oeuvre pour l'élection rapide d'un nouveau président et pour arriver à la formation d'un gouvernement

de plein exercice. C'est une responsabilité qui incombe aux responsables libanais. C'est important, parce que la situation économique et sociale est très difficile et il est impératif que les autorités, le Parlement libanais, adoptent les mesures et les réformes nécessaires pour sortir le pays de la crise. S'agissant de votre question sur l'Algérie, comme vous le savez, il y a un partenariat renouvelé entre nos deux pays. Nous avons un dialogue approfondi avec l'Algérie sur plusieurs questions, et notamment sur la question de la mémoire partagée, qui est un engagement de la Déclaration d'Alger. C'est un travail qui se poursuit actuellement, sur l'ensemble des questions de mémoire. Q – Sur la livraison de chars légers, est-ce que c'est un sujet qui avait été évoqué lors de la visite d'Etat du Président et de la ministre aux Etats-Unis en novembre-décembre ? Et est-ce que la France pourrait envisager d'autres livraisons, notamment de chars Leclerc, ainsi que l'Ukraine le réclame ? R – Sur la visite d'Etat, je vous renvoie vers la présidence de la République. Sur le soutien que nous avons apporté, comme je l'ai dit, nous avons renforcé notre engagement et notre soutien, en livraison de matériels de défense aux Ukrainiens. Sur les rumeurs concernant les autres demandes, ou les autres livraisons qui pourraient être faites, je n'ai aucun élément à vous communiquer. Mais encore une fois, tout ce que nous avons fait, et c'est le cas aussi de nos proches alliés et partenaires, nous l'avons fait en réponse aux demandes ukrainiennes. Q – Je sais que ce n'est pas vraiment la France dont je vais vous parler, mais quelle est votre réaction au refus du British Museum de restituer les frises du Parthénon à la Grèce, vu que nous, la France, on a restitué des choses vaguement comparables au Bénin ? Et accessoirement, si vous pouviez nous faire un commentaire sur le Bénin : est-ce qu'on se réjouit du résultat démocratique des élections, qui doit aussi avoir un effet sur le fait qu'on restitue ou non des oeuvres ? On ne va pas restituer des oeuvres aux juntas qui se sont multipliées en Afrique de l'ouest, alors même qu'on a annoncé qu'on allait le faire au Burkina Faso. R – Je n'ai pas de commentaire à vous faire sur la question du British Museum, comme vous l'avez dit, qui ne concerne pas la France. Sur la question du Bénin, il y a tout un travail qui a été engagé, comme vous savez, sur ce dossier, depuis 2021. Et c'est un travail qui a déjà eu un certain nombre de résultats, et sur lequel nous continuons de travailler à ce stade. Q – Est-ce que le fait qu'il y ait des juntas au Mali, au Burkina Faso – et un peu en Guinée aussi, tant qu'on y est –, ça empêche la restitution, ou est-ce que ça gèle le processus, ou ça complique le processus ? Est-ce que la junte a arrêté de demander quoi que ce soit ? Parce que vu de loin, ils n'ont pas l'air d'être follement culturels. R – Je vous laisse votre appréciation, mais la question ne se pose pas en ces termes. Encore une fois, sur le cas du Bénin, il y a un travail qui a été engagé, et qui a avancé. Q – J'ai une question sur le Burkina Faso. Il y a eu la secrétaire d'Etat qui était en visite. Est-ce que vous pouvez nous en dire un petit peu plus ? On a bien vu la déclaration qui a été faite, mais est-ce que l'ambassadeur est bien toujours en place ? Il était question, dans la presse africaine, qu'il parte d'ici la fin du mois ; est-ce que vous nous confirmez qu'il reste ? Et comment vous qualifieriez les discussions qui ont eu lieu avec le président burkinabè ? Est-ce que vous êtes confiants sur un retour de relations plus apaisées au Burkina ? R – Sur la question de l'ambassadeur, comme l'a fait la ministre et la secrétaire d'Etat, je tiens à saluer le travail remarquable qui est accompli par notre ambassade, dans des conditions difficiles ; c'est le cas, encore une fois, de l'ambassade et



de l'ambassadeur. S'agissant de la situation de ce dernier, nous n'entendons pas faire de commentaire public sur ce sujet. Sur l'échange qui a eu lieu : comme la secrétaire d'Etat l'a indiqué, elle était venue poursuivre un dialogue avec les autorités de transition sur la question du partenariat que nous voulons avoir avec le Burkina Faso et que le Burkina Faso veut avoir avec nous. Comme la secrétaire d'Etat l'a dit, la France n'impose rien. Ce pays est souverain et libre de ses partenariats, mais il est important d'avoir une discussion sur l'ensemble des volets et sur ce que nous souhaitons pour pouvoir avancer et construire cette relation, à l'avenir. C'était bien le sens de son déplacement. Q – Sur la Russie, j'ai compris que le Président de la République maintenant ne parle avec Poutine que sur la question de la sécurité nucléaire, et en particulier sur Zaporijjia. Cela veut dire que d'autres aspects ne sont pas traités en bilatéral ? D'autres aspects, je veux dire, du conflit en Ukraine ne sont pas traités en bilatéral entre Moscou et Paris ? Et si oui, lesquels ? R – Cela a été dit : le Président est disposé à parler au président Poutine si c'est utile. Q – Concernant aussi la Russie, il y a un des présentateurs de la télévision russe qui a appelé à frapper la France, justement suite à l'annonce des livraisons des chars français. Quelle est votre réaction à ce genre de provocation ? R – Nous n'avons pas de commentaire sur de telles élucubrations. La France n'est pas en guerre avec la Russie et n'a pas l'intention de l'être./.

247 / 942 – Point de presse du 06/01/2023

Référence EPJ01344101

Texte L'annonce unilatérale par le Kremlin d'un cessez-le-feu à l'occasion du Noël orthodoxe ne peut tromper personne. La France rappelle sa conviction profonde qu'une paix juste et durable ne pourra advenir sans un retrait total des troupes russes de l'ensemble du territoire ukrainien. C'est la seule voie qui permettra de mettre fin aux épreuves auxquelles est confronté depuis près de 11 mois le peuple ukrainien, qui lutte courageusement pour sa liberté et son indépendance face à l'agresseur russe. Cette annonce constitue une tentative grossière de la part de la Russie de masquer sa responsabilité, alors qu'elle continue de multiplier les exactions et de bombarder sans relâche l'ensemble du territoire ukrainien, en ciblant notamment, en plein hiver, les installations critiques et les populations civiles. Il s'agit d'une preuve supplémentaire du cynisme de la Russie, qui montre avec constance depuis le 24 février qu'elle ne souhaite pas la paix et qu'elle ne fait que peu de cas du respect de ses obligations internationales, y compris celles découlant de la Charte des Nations unies. La France renouvelle son plein soutien au "plan de paix en 10 points" présenté par le Président Zelensky, comme l'a rappelé le Président de la République lors de son entretien avec le président ukrainien le 3 janvier./.

248 / 942 – Point de presse du 30/12/2022

Référence EPJ01342202

Texte Le navire "Neva" du Programme alimentaire mondial (PAM) transportant 25.000 tonnes de blé offertes par l'Ukraine à la Somalie est arrivé hier au port de Berbera. Le blé sera acheminé dans l'ensemble de la Somalie, pays particulièrement affecté par la crise alimentaire, pour venir en aide à 450.000 personnes pendant cinq mois. Comme l'a annoncé le Président de la

République à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2022, la France finance à hauteur de 14 millions d'euros cette opération. C'est un nouvel exemple de l'engagement de la France dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition mondiales, aggravées par la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Les contributions de la France au PAM ont atteint 160 millions d'euros en 2022. Cette opération participe de la démarche de solidarité au coeur de l'initiative européenne FARM (Mission pour la résilience alimentaire et agricole / Food and Agriculture Resilience Mission) et de l'initiative du président ukrainien Zelensky "Grain from Ukraine". Outre l'initiative FARM, l'approche française sur l'enjeu de la sécurité alimentaire mondiale s'appuie également sur les "corridors de solidarité" de l'Union européenne, qui ont permis d'acheminer plus de 17 millions de tonnes de céréales ukrainiennes depuis le printemps dernier, ainsi que sur l'opération "Save The Crops / Sauvetage des récoltes", lancée par le Président de la République avec ses partenaires le 23 septembre dernier pour faciliter l'accès aux engrais pour les pays vulnérables, en particulier africains.

249 / 942 – Point de presse du 29/12/2022

Référence EPJ01341901

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les frappes massives conduites aujourd'hui par la Russie sur l'ensemble du territoire ukrainien. Ces frappes ont une nouvelle fois délibérément ciblé des infrastructures énergétiques, endommagé des habitations et provoqué des coupures d'électricité, d'eau, ainsi que des pannes de transport. Elles ont fait plusieurs blessés civils. Un tel ciblage cynique et systématique en plein hiver souligne la volonté de la Russie de toucher la population civile et de briser la résistance du peuple ukrainien. Comme la Ministre Catherine Colonna l'a souligné ce matin, ces actes inacceptables sont constitutifs de crimes de guerre. Ils ne peuvent rester impunis. La France continuera de se tenir aux côtés des juridictions ukrainiennes et de la Cour pénale internationale afin de lutter contre l'impunité de tels crimes. Elle poursuivra son soutien militaire comme civil afin de renforcer la résilience de l'Ukraine.

250 / 942 – Point de presse du 21/12/2022

Référence EPJ01340604

Texte La France déplore fermement la demande du ministère russe de la justice de dissoudre le Groupe Helsinki de Moscou, la plus ancienne organisation de défense des droits de l'Homme du pays. Nous suivrons avec attention le déroulement de ces poursuites. Cette procédure fait suite aux nombreuses poursuites judiciaires lancées à l'encontre de militants et d'organisations de la société civile, telle que la décision du 28 décembre 2021 de la Cour suprême de Russie ayant mené à la liquidation de l'ONG Memorial International qui soutenait le travail de mémoire et de défense des droits de l'Homme. La France dénonce la campagne de répression menée par les autorités russes à l'encontre des voix qui s'expriment encore librement sur la situation des droits de l'Homme en Russie, ainsi que de celles critiques du pouvoir et de sa guerre d'agression contre l'Ukraine. Elle condamne les atteintes aux libertés fondamentales, qui se sont multipliées au cours des derniers mois, et appelle les autorités russes à respecter ces libertés et les droits de l'Homme.

251 / 942 – Point de presse du 15/12/2022

Référence EPJ01339302

Texte La ministre de l'Europe et des affaires étrangères a reçu hier Dmitri Mouratov, cofondateur et rédacteur en chef du journal russe indépendant Novaïa Gazeta, et co-lauréat du prix Nobel de la paix en 2021, en présence de Reporters Sans Frontières. Le 12 décembre, Monsieur Mouratov a ouvert à Paris la cérémonie de remise du prix RSF pour la liberté de la presse. La ministre a réitéré son soutien à Novaïa Gazeta, qui poursuit ses activités malgré la pression des autorités russes. À l'heure où de nombreux journalistes russes luttent dans des circonstances périlleuses pour préserver une presse indépendante et libre en Russie, la France salue leur excellence et leur courage, et réaffirme son engagement constant et déterminé en faveur de la liberté de la presse, de la liberté d'expression et de la protection des journalistes partout dans le monde. Le travail des médias indépendants russes est d'autant plus vital pour éclairer leurs concitoyens et contrer les manipulations de l'information dans un contexte de guerre en Ukraine. L'accès à une information libre, fiable et de qualité constitue une condition indispensable au fonctionnement des démocraties et du système international. La France se tient aux côtés des journalistes victimes de répression de la part des autorités russes et appelle de nouveau la Fédération de Russie à respecter ses engagements internationaux en matière de droits de l'Homme et de respect des libertés individuelles.

252 / 942 – Point de presse du 15/12/2022

Référence EPJ01339311

Texte Q – On a vu encore des frappes sur Kiev et sans doute avec des drones iraniens. Quelle est votre analyse de la coopération entre la Russie et l'Iran, et est-ce que vous voyez des nouveaux transferts de drones et éventuellement de missiles ? R – Sur l'Iran et la Russie, vous savez que le Conseil des affaires étrangères a adopté toute une série de nouvelles sanctions qui ont été adoptées le 12 décembre. S'agissant des drones, quatre entités et quatre individus iraniens impliqués dans le transfert et la production de drones iraniens utilisés par les forces armées russes en Ukraine ont été ciblés. Ces sanctions viennent s'ajouter à deux paquets qui ont déjà été adoptés par le Conseil des affaires étrangères sur ces questions. Nous restons évidemment extrêmement vigilants sur les éventuelles nouvelles violations de la part des Iraniens en matière de transfert de drones vers la Russie.

253 / 942 – Point de presse du 12/12/2022

Référence EPJ01338101

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participe aujourd'hui au conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne à Bruxelles. Cette réunion du conseil sera précédée d'une rencontre avec les ministres des affaires étrangères des pays du Partenariat oriental : Ukraine, Moldavie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan. La Ministre soulignera le soutien apporté par l'Union européenne à ces pays dans le contexte de l'agression russe contre l'Ukraine et marquera l'importance de poursuivre la mise en oeuvre de l'agenda "Résilience, Réformes, Relance

économique" agréé en 2021, afin de les aider à faire face aux actions déstabilisatrices de la Russie. Lors du Conseil, où interviendra par visioconférence le ministre des affaires étrangères ukrainien, M. Dmytro Kuleba, la Ministre rappellera le soutien sans faille de la France à l'Ukraine, à la veille de la conférence "Solidaires du peuple ukrainien" que nous organisons conjointement avec l'Ukraine à Paris. La Ministre appellera également à progresser très rapidement vers l'adoption d'un 9e paquet de sanctions contre la Russie et appuiera la proposition de la Commission de soutien au budget de l'Ukraine de 18 milliards d'euros pour 2023. Elle soutiendra la proposition visant à permettre à la Facilité européenne de paix de continuer à soutenir militairement l'Ukraine, ainsi que nos autres partenaires dans le monde. La Ministre soulignera aussi notre inquiétude face à la trajectoire préoccupante du régime iranien. Elle appuiera la décision, qui devrait être prise lors de ce Conseil, visant à renforcer le dispositif de sanctions européennes contre les responsables de la répression en Iran, ainsi que contre ceux qui livrent des drones à la Russie utilisés en Ukraine. La Ministre rappellera également l'importance du soutien à la Moldavie, quelques semaines après la tenue à Paris de la 3e conférence de la Plateforme de soutien à la Moldavie à Paris du 21 novembre. Elle soulignera la nécessité de renforcer notre offre vis-à-vis des pays du Voisinage Sud, dans la perspective de la discussion prévue au Conseil européen du 15 décembre et du Sommet envisagé par la future présidence espagnole du Conseil. La Ministre évoquera enfin l'importance de rester vigilants face à l'évolution de la situation en Tunisie, tant du point de vue de la préservation des acquis démocratiques, que de la situation socio-économique. En marge de ce Conseil, la Ministre participera également à un événement de lancement par la Commission européenne de deux Initiatives Equipe Europe sur les migrations. Ces deux initiatives permettent d'associer étroitement les institutions européennes et les Etats membres afin de financer conjointement des projets à dimension régionale sur des priorités identifiés avec nos partenaires d'Afrique et du Maghreb.

254 / 942 – Point de presse du 12/12/2022

Référence EPJ01338104

Texte Nous déplorons vivement la condamnation à huit ans et demi de prison de l'élu d'opposition Ilya Yachine, arrêté le 28 juin dernier et accusé d'avoir diffusé de "fausses informations" sur les actions menées par l'armée russe en Ukraine, avec "incitation à la haine". Nous dénonçons par ailleurs le durcissement des conditions de détention de l'opposant et militant anti-corruption Alexeï Navalny, lequel est placé en cellule d'isolement depuis le 17 novembre dernier. M. Navalny purge actuellement une peine de prison à laquelle il a injustement été condamné, la Cour européenne des droits de l'Homme ayant estimé qu'il n'avait pas bénéficié d'un procès équitable. Nous demandons le rétablissement du droit de visite de sa famille et de ses proches. La France est très préoccupée par la campagne de répression menée par les autorités russes à l'encontre des voix critiques du pouvoir et de sa guerre d'agression contre l'Ukraine. Elle condamne les atteintes à la liberté d'expression et à la liberté de la presse, qui se sont multipliées au cours des derniers mois. Nous appelons les autorités russes à respecter les droits de l'Homme et les libertés fondamentales, à libérer tous les prisonniers politiques et à abandonner les poursuites judiciaires engagées contre eux./.

255 / 942 – Point de presse du 06/12/2022

Référence EPJ01336402

Texte Nous déplorons la décision du Parquet russe hier qui a requis neuf ans de prison contre l'élu d'opposition Ilya Yachine, arrêté le 28 juin dernier et accusé d'avoir diffusé de "fausses informations" sur les actions menées par l'armée russe en Ukraine, avec "incitation à la haine". La France est très préoccupée par la campagne de répression menée par les autorités russes à l'encontre des voix critiques du pouvoir et de sa guerre d'agression contre l'Ukraine. Elle condamne les entraves à la liberté d'expression et à la liberté de la presse, qui se sont multipliées au cours des derniers mois. Nous appelons les autorités russes à respecter les droits de l'Homme et les libertés fondamentales, à libérer tous les prisonniers politiques et à abandonner les poursuites judiciaires engagées contre eux.

256 / 942 – Point de presse du 06/12/2022

Référence EPJ01336403

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les bombardements déclenchés par la Russie le 5 décembre contre l'ensemble du territoire ukrainien. Ces frappes ont, une nouvelle fois, délibérément ciblé les infrastructures énergétiques, entraînant des coupures d'électricité et de chauffage. Elles ont également entraîné une perturbation de l'approvisionnement en électricité de la Moldavie voisine, où un missile russe est tombé aujourd'hui. Ces bombardements, qui ne poursuivaient aucune cible militaire, ont coûté la vie à de nouvelles victimes et causé la destruction de nombreuses infrastructures civiles essentielles. Ce ciblage systématique de la population en plein hiver traduit une volonté claire de la Russie de faire souffrir le peuple ukrainien, de le priver d'eau, de chauffage et d'électricité pour saper sa résilience, alors que les forces armées russes ne cessent d'être mises en échec par l'armée ukrainienne. Ces actes constituent à l'évidence des crimes de guerre. La fuite en avant et la multiplication assumée des exactions par la Russie n'affaiblissent en rien la détermination de la France à soutenir l'Ukraine et à lutter contre l'impunité. Elle restera mobilisée pour s'assurer que chaque violation du droit international, chaque crime de guerre puisse être soumis à la justice afin que leurs auteurs rendent des comptes. C'est pourquoi la France soutient les enquêtes menées par la justice ukrainienne et la Cour Pénale Internationale, y compris par l'appui d'enquêteurs spécialisés. La France continuera de se tenir aux côtés de l'Ukraine, avec laquelle elle organisera conjointement le 13 décembre prochain, au ministère de l'Europe et des affaires étrangères à Paris, une conférence internationale visant à apporter des réponses concrètes aux besoins immédiats de la population ukrainienne pour affronter l'hiver et renforcer la coordination de l'aide internationale./.

257 / 942 – Point de presse du 05/12/2022

Référence EPJ01336301

Texte La ministre de l'Europe et des affaires étrangères recevra demain les lauréates de l'Initiative Marianne. Annoncée par le Président de la République lors du Forum Génération Égalité en juillet 2021, cette initiative vise à renforcer le

soutien de la France aux défenseurs des droits de l'Homme au niveau international et national. Dans son volet international, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères apporte un soutien aux défenseurs des droits de l'Homme dans leur pays, à travers son réseau diplomatique, le Fonds de solidarité pour les projets innovants (FSPI) et le partenariat, établi avec l'Agence française de développement (AFD) et la "Plateforme des droits de l'Homme", qui soutiendra les organisations de la société civile et les défenseurs des droits pour renforcer leur impact, leur visibilité et leur protection. Dans son volet national mis en oeuvre en lien avec le ministère de l'intérieur et l'association Marianne pour les droits de l'Homme, l'initiative permet l'accueil en France d'une promotion d'une quinzaine de défenseurs des droits de l'Homme pendant 6 mois afin de les aider à renforcer leur combat pour les droits et libertés fondamentales. Les quinze lauréates accueillies par la France depuis mars dernier sont originaires d'Afghanistan, de Biélorussie, de Birmanie, de Chine, de Colombie, d'Irak, du Nicaragua, de Palestine, de Tanzanie, de Turquie, de Russie, du Soudan et de Syrie. Elles ont pu bénéficier pendant cette année d'un accompagnement personnalisé, de formations adaptées, de partenariats qui leur ont permis de développer des projets concrets, faisant ainsi progresser la cause des droits civils et politiques, de la liberté d'expression, des droits des femmes et des personnes LGBTQ+, ou de la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement. Alors que s'approche la journée internationale des droits de l'Homme le 10 décembre, la ministre réitérera son engagement à soutenir les défenseurs des droits humains qui luttent dans des circonstances souvent difficiles voire périlleuses, pour le respect des droits. Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères est fermement engagé dans ce combat pour nos valeurs, la dignité humaine, la résilience démocratique et la lutte contre toutes les violations des droits de l'Homme. Une nouvelle promotion de lauréats de l'initiative Marianne sera accueillie en janvier prochain pour six mois.

258 / 942 – Point de presse du 30/11/2022

Référence EPJ01335202

Texte La lutte contre l'impunité pour les crimes commis en Ukraine à la suite de l'agression de la Russie constitue pour la France une priorité. Nous nous sommes mobilisés en soutien tant de la justice ukrainienne que de la Cour pénale internationale, compétentes pour mener des enquêtes impartiales et indépendantes pour que les responsables de ces crimes rendent des comptes. Concernant la proposition de créer un tribunal spécial sur le crime d'agression de la Russie en Ukraine, nous avons commencé à travailler avec nos partenaires européens et ukrainiens. Il s'agira, comme le souligne la Présidente de la Commission européenne Mme von der Leyen, d'obtenir le plus large consensus possible au sein de la communauté internationale. La France a réitéré son souhait d'approfondir le travail conjoint avec l'Ukraine en matière de lutte contre l'impunité à l'occasion de la venue hier au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de l'Envoyé spécial ukrainien, M. Anton Korynevych.

259 / 942 – Point de presse du 25/11/2022

Référence EPJ01334001

Texte

À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, ce vendredi 25 novembre, Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, intervient aujourd'hui en ouverture d'un événement organisé par le ministère et réunissant acteurs de la société civile, experts et personnalités engagés sur le sujet. La ministre a rappelé à cette occasion la mobilisation constante de la France à mettre un terme à toutes les formes de violences fondées sur le genre partout dans le monde, qu'il s'agisse de violences domestiques, de violences sexuelles liées aux conflits ou de lutter plus généralement contre le continuum des violences et son engagement sans faille contre l'impunité de leurs auteurs. De nombreuses actions de sensibilisation sont menées à cette occasion par le gouvernement, sous l'égide de Mme Isabelle Rome, ministre déléguée auprès de la Première ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances. La France mène un plaidoyer international ambitieux sur le sujet de la violence à l'égard des femmes, notamment au travers de son soutien à l'universalisation de la Convention d'Istanbul, par son portage politique du Forum Génération Égalité ou encore par son action résolue au Conseil de sécurité des Nations unies sur l'agenda femmes, paix et sécurité. Elle a adopté son troisième plan national d'action sur le sujet en 2021. Lors du Forum Génération Égalité, que la France a coprésidé avec le Mexique et accueilli à Paris en 2021 sous l'égide d'ONU Femmes, une Coalition d'action pour lutter contre les violences fondées sur le genre a été créée. Engagement présidentiel, le MEAE et l'AFD ont lancé le Fonds de soutien aux organisations féministes à hauteur de 120 millions d'euros sur trois ans (2020 – 2022) pour financer les organisations féministes impliquées dans ces combats. Elle contribue également au Fonds mondial pour les survivantes de violences sexuelles liées aux conflits, cofondé par les Prix Nobel de la paix Nadia Murad et le docteur Denis Mukwege, à hauteur de 8,2 millions d'euros (2020 – 2022). Lors de son entretien du 11 novembre dernier avec Mme Murad, la ministre a annoncé un nouveau projet financé par la France pour répondre aux besoins des victimes de violences sexuelles commises dans le cadre de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La France protège les défenseuses des droits humains, notamment grâce à son programme Marianne, dont la première promotion exclusivement féminine a été inaugurée à l'Élysée à l'occasion du 8 mars 2022. La France continuera à promouvoir une politique de "tolérance zéro" envers les violences contre les femmes. Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères continuera de mettre en action la diplomatie féministe initiée en 2019 afin de promouvoir les droits des femmes et des filles et de lutter résolument contre toutes les formes de violences fondées sur le genre. La lutte contre ces violences est un enjeu de droits humains, de justice sociale et d'égalité de genre et une condition sine qua non de paix durable pour l'ensemble de nos sociétés. La France se félicite que la Moldavie, le Royaume-Uni et l'Ukraine aient adhéré en 2022 à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, dite Convention d'Istanbul, et poursuivra sa mobilisation en faveur de sa ratification universelle.

260 / 942 – Point de presse du 25/11/2022

Référence EPJ01334003

Texte

La France est profondément préoccupée par l'adoption d'une loi par le parlement russe qui restreint la liberté d'expression sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Cette législation fera obstacle à tout débat et tout partage d'informations concernant les personnes LGBT+ et leurs droits. Avec ses partenaires de la Coalition pour l'égalité des droits, la France plaide pour la pleine égalité des droits des personnes LGBT+ et dénonce régulièrement les violences, les discours de haine et les discriminations dont celles-ci sont victimes. La nomination récente d'un ambassadeur pour les droits des personnes LGBT+ confirme la vigueur de cet engagement. La France soutient l'action de l'Expert indépendant des Nations unies sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. La France appelle la Russie à respecter ses engagements internationaux et le droit international des droits de l'Homme. Elle l'appelle à donner un accès complet et sans entrave à l'expert indépendant et au rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'Homme dans le pays. La France exprime également son soutien aux personnes LGBT+ et aux militants de la société civile russe qui sont aujourd'hui injustement poursuivis et condamnés.

261 / 942 – Point de presse du 25/11/2022

Référence EPJ01334005

Texte Q – Selon la porte-parole du ministère russe des affaires étrangères, Maria Zakharova, la France n'a pas délivré de visas aux responsables russes pour participer à l'événement de l'UNESCO. Quelle était la raison ? R – La France respecte pleinement ses accords de siège, tant avec l'UNESCO qu'avec les nombreuses autres organisations internationales présentes sur son territoire. À ce titre, elle accorde dans les délais les visas permettant aux délégués de l'ensemble des Etats membres de participer aux sessions des instances de l'UNESCO. S'il y a des difficultés pour la délivrance de visas, des canaux de communication existent entre les délégations. Les autorités russes ne nous ont pas saisis sur un problème de visa lié au Programme international pour le développement de la communication.

262 / 942 – Point de presse du 24/11/2022

Référence EPJ01333903

Texte Face aux conséquences tragiques de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et alors que la Russie poursuit ses frappes visant délibérément les infrastructures civiles ukrainiennes, affectant notamment l'alimentation en électricité des foyers, la France renforce sa mobilisation au profit du peuple ukrainien. En réponse à l'appel de l'Ukraine, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères achemine actuellement 100 générateurs d'une puissance de 50 à 100KWA vers la Roumanie. Ces générateurs seront remis aux autorités ukrainiennes dans les prochains jours. Cet acheminement, organisé par le centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, bénéficie du soutien du mécanisme de protection civile de l'Union européenne et s'inscrit dans le cadre d'une opération d'envoi de plus 500 générateurs par plusieurs pays de l'UE. Cette nouvelle aide dans le domaine énergétique vient compléter les différents envois de générateurs d'électricité effectués depuis le début de la guerre. 85 groupes électrogènes ont ainsi été déjà acheminés depuis la France au profit de l'Ukraine et de la



Moldavie. La France poursuit ainsi sa mobilisation en soutien à la résilience civile de l'Ukraine. Elle organisera à cette fin, sous la conduite du Président de la République et du Président Zelensky, une conférence internationale qui se tiendra le 13 décembre prochain au ministère de l'Europe et des affaires étrangères à Paris et s'attachera à apporter des réponses concrètes aux besoins immédiats de la population ukrainienne à l'approche de l'hiver ainsi qu'à renforcer la coordination de l'aide internationale.

263 / 942 – Point de presse du 18/11/2022

Référence EPJ01332303

Texte L'annonce ce jour par le Secrétaire général des Nations unies du renouvellement pour 120 jours de "l'Initiative céréalière de la Mer Noire" constitue une avancée positive dont la communauté internationale peut se réjouir. La poursuite de cette initiative est essentielle pour lutter contre l'insécurité alimentaire mondiale aggravée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine. La France continuera, avec ses partenaires, à intensifier son action pour réduire les risques d'insécurité alimentaire pesant sur les populations les plus vulnérables à travers le monde, y compris par le biais des corridors de solidarité de l'UE, qui ont permis l'exportation de plus de 15 millions de tonnes de denrées alimentaires ukrainiennes depuis le printemps. La France contribue financièrement au transport et à la distribution de 50.000 tonnes de blé offerts par l'Ukraine à la Somalie et à l'Ethiopie, dans le cadre d'une opération pilotée par le Programme alimentaire mondial (PAM). La ministre de l'Europe et des Affaires étrangères a également réuni, le 11 novembre dernier, les partenaires de l'opération "Sauvetage des récoltes" (Save Crops) lancée le 23 septembre 2022 en marge de l'Assemblée Générale des Nations unies par le Président de la République et annoncé l'appui financier de la France aux prochaines opérations du PAM de livraison vers l'Afrique des engrais russes présents en Europe.

264 / 942 – Point de presse du 17/11/2022

Référence EPJ01332002

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté la poursuite des frappes russes contre de nombreuses villes ukrainiennes, dont Kiev. Ces frappes ont de nouveau visé délibérément des infrastructures civiles, affectant l'alimentation en électricité des foyers en Ukraine. Ces frappes irresponsables ont également un impact sur la sécurité énergétique de la Moldavie voisine. Ces frappes contre des objectifs civils peuvent constituer des crimes de guerre dont les auteurs devront rendre compte. Dans ce contexte difficile, la mobilisation en soutien à la résilience civile de l'Ukraine est plus que jamais essentielle. C'est l'objectif de la conférence internationale que la France organisera le 13 décembre prochain à Paris et qui s'attachera à apporter des réponses concrètes aux besoins immédiats de la population ukrainienne pour affronter l'hiver ainsi qu'à renforcer la coordination de l'aide internationale.

265 / 942 – Point de presse du 16/11/2022

Référence EPJ01331701

Texte

Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères coprésidera la troisième conférence ministérielle de soutien à la Moldavie, qui se tiendra à Paris, le 21 novembre 2022, avec ses homologues d'Allemagne, Mme Annalena Baerbock, et de Roumanie, M. Bogdan Aurescu, en présence du vice-Premier ministre et ministre des affaires étrangères et de l'intégration européenne de Moldavie, M. Nicu Popescu. Le Président de la République et son homologue moldave, Mme Maia Sandu, s'exprimeront en clôture de la conférence. Alors que la Moldavie doit faire face à des défis sans précédent en raison de la guerre menée par la Russie en Ukraine, la France, l'Allemagne et la Roumanie ont lancé en avril dernier la Plateforme de soutien à la Moldavie, afin de coordonner une assistance concrète et immédiate de la communauté internationale en faveur de la Moldavie et de sa population. Les deux premières conférences ministérielles à Berlin puis Bucarest ont permis de rassembler plusieurs centaines de millions d'euros de promesses de dons et contributions. Ce soutien international est d'autant plus important que la Moldavie fait aujourd'hui face à une crise énergétique sans précédent qui, à l'approche de l'hiver, fait peser un risque de crise humanitaire sur la population moldave.

266 / 942 – Point de presse du 10/11/2022

Référence EPJ01330501

Texte Q – Le prochain sommet de l'OTAN se tiendra à Vilnius les 11 et 12 juillet 2023 et le sujet de la discussion sera le renforcement du soutien à l'Ukraine. Cela signifie-t-il que les pays de l'OTAN pensent que d'ici là les hostilités en Ukraine ne s'arrêteront pas ? R – Les Alliés ont condamné à plusieurs reprises et avec la plus grande fermeté la guerre d'agression que la Russie mène contre l'Ukraine et exprimé leur soutien indéfectible à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues./.

267 / 942 – Point de presse du 07/11/2022

Référence EPJ01329501

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les bombardements menés le 6 novembre par le régime syrien, avec l'appui de la Russie, contre des camps de déplacés près de la ville d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie. Ces attaques ont fait au moins 9 morts, dont 3 enfants, et plus de 70 blessés. Elle présente ses condoléances aux familles et aux proches des victimes. La France réaffirme son soutien à l'appel du Secrétaire général des Nations unies et de son Envoyé spécial en faveur d'une cessation des hostilités dans l'ensemble de la Syrie et d'une solution politique conforme à la résolution 2254. La France réaffirme son attachement au strict respect du droit international humanitaire et des droits de l'Homme. Elle rappelle son soutien à la lutte contre l'impunité.

268 / 942 – Point de presse du 07/11/2022

Référence EPJ01329502

Texte Q – Suite à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 à Münster le 4 novembre 2022, vous avez publié un communiqué au nom des Sept. Dans

ce communiqué, le préambule comme les onze points cités reprennent une liste des points chauds de la planète et vos préoccupations, vous avez dénoncé l'absence du respect des Droits de l'Homme universels et dénoncé le non-respect par la Russie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Ukraine. Vous avez dénoncé les activités déstabilisatrices de certain pays et les diverses violations des résolutions du Conseil de sécurité. Mais la situation explosive en Cisjordanie occupée et à Gaza où aucune résolution onusienne n'a été suivie d'effet, ce point chaud a été absent de ce communiqué. Est-ce que les pays du G7, dont la France, considèrent la situation dans les Territoires occupés normale et que celle-ci ne menace pas la paix mondiale ? Sinon comment expliquez-vous l'absence de mention dans le communiqué final du G7 de ces Territoires occupés et de ses habitants ? R – La situation au Proche-Orient ne figurait pas à l'ordre du jour des discussions de cette réunion des Ministres du G7. Le communiqué de Weissenhaus du 14 mai dernier, publié à l'issue de la première ministérielle G7 de cette année, rappelait bien la position du G7 sur ce sujet, notamment son engagement en faveur de la solution des deux Etats, seule solution qui réponde aux aspirations légitimes des peuples israélien et palestinien à la paix et à la sécurité. La France suit avec attention la situation sécuritaire en Cisjordanie et à Jérusalem. Nous avons fait part publiquement de notre profonde préoccupation face au regain de tensions sur le terrain, y compris lors d'une déclaration conjointe aux côtés de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie le 26 octobre dernier. Face au risque d'une nouvelle escalade de la violence, la France appelle tous les acteurs à s'abstenir de toute provocation et de toute action unilatérale. Les tensions actuelles nous rappellent le besoin impérieux de reprendre les efforts politiques pour préserver la solution des deux Etats./.

269 / 942 – Point de presse du 04/11/2022

Référence EPJ01328901

Texte L'AIEA a confirmé le 3 novembre, après avoir conduit ses activités de vérification, l'absence d'activités et de matières nucléaires non déclarées sur les sites ukrainiens. L'enquête des inspecteurs de l'Agence est intervenue à la demande du gouvernement ukrainien, afin de répondre aux allégations russes de détournement de matières de ces sites à des fins de préparation et d'utilisation par l'Ukraine d'une prétendue "bombe sale" sur son territoire. L'enquête de l'AIEA démontre l'absence de tout fondement aux allégations mensongères et irresponsables de la Russie. La France salue la transparence dont fait preuve l'Ukraine.

270 / 942 – Point de presse du 04/11/2022

Référence EPJ01328902

Texte Q – Le chancelier allemand Olaf Scholz a appelé hier à "accélérer le processus de normalisation entre la Serbie et le Kosovo", au sommet à Berlin consacré aux Balkans occidentaux. Quelle est la position de la France sur l'état actuel de ce processus ? L'Allemagne a mis une pression particulière à la Serbie. La France va-t-elle suivre ? Quels sont les points cruciaux de la proposition franco-allemande pour résoudre l'impasse dans le dialogue entre Belgrade et Pristina ? R – La Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, a participé hier au sommet du processus de Berlin, lors

duquel l'appartenance des six pays des Balkans occidentaux à la famille européenne a été réaffirmée, à l'heure où la Russie, en agressant l'Ukraine, viole les principes fondamentaux de la Charte des Nations unies, remet en cause l'architecture de notre sécurité collective et ramène la guerre sur notre continent. Lors de cette réunion, la Ministre a rappelé le très fort investissement de la France, en particulier tout au long de sa présidence du Conseil de l'Union européenne, le semestre dernier, pour donner corps à la perspective européenne des pays des Balkans occidentaux, en apportant un soutien sans faille aux efforts de l'Union européenne pour normaliser les relations entre Belgrade et Pristina. La France continue de soutenir la médiation européenne qui doit permettre de progresser vers un accord global et juridiquement contraignant entre la Serbie et le Kosovo. La France reste engagée sur cette question, qui constitue un enjeu de sécurité européenne. C'est dans cet esprit que le Président de la République a rencontré, le 6 octobre, en marge du sommet sur la Communauté politique européenne et avec le chancelier allemand, les dirigeants serbe et kosovar. Ils ont souligné à cette occasion la nécessité d'éviter l'escalade des tensions sur le terrain et de progresser rapidement vers la normalisation des relations entre les deux pays./.

271 / 942 – Point de presse du 02/11/2022

Référence EPJ01328101

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, effectuera un déplacement en Allemagne pour participer au sommet du processus de Berlin et à la réunion des ministres des affaires étrangères du G7 les 3 et 4 novembre prochains. Lors de l'ouverture du Sommet du processus de Berlin sur les Balkans occidentaux le 3 novembre, la Ministre réaffirmera notre soutien à cette initiative. Cette dernière a permis de mettre en place, en complément du processus de rapprochement européen de la région, des coopérations concrètes essentielles entre l'Europe et les six pays des Balkans occidentaux, dans le domaine de la sécurité avec une action coordonnée de lutte contre les armes légères et de petit calibre, dans le domaine de la jeunesse avec la création de l'Office régional de la jeunesse, ainsi qu'en faveur du soutien au développement d'infrastructures. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, la réunion de Berlin abordera des enjeux déterminants pour les Balkans occidentaux, comme la solidarité de l'Union européenne avec cette région en matière énergétique. La Ministre rappellera par ailleurs l'engagement de notre pays dans de nouvelles initiatives comme la mise en place au Monténégro d'un centre régional de renforcement des capacités cyber. Mme Catherine Colonna marquera enfin notre appui à la mise en oeuvre dans les Balkans occidentaux d'un marché commun régional. La Ministre participera le jour même à Münster à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 (3–4 novembre 2022). Cette réunion se tiendra dans le contexte de la poursuite par la Russie de sa guerre d'agression contre l'Ukraine et de ses conséquences mondiales. Le G7 réitérera son soutien uni et indéfectible à l'Ukraine face à la guerre d'agression russe, notamment à l'occasion de la participation virtuelle du Ministre Dmytro Kuleba à une partie des discussions. Suite à l'entretien téléphonique du Président de la République et du Président Zelensky le 1er novembre, cette réunion permettra de faire le point sur nos efforts conjoints pour aider l'Ukraine à faire face aux difficultés de l'hiver, ainsi

que sur notre soutien militaire, financier, diplomatique et juridique dans la lutte contre l'impunité. Les présidents français et ukrainien ont annoncé la tenue à Paris le 13 décembre prochain d'une conférence internationale dédiée à cet enjeu. La réunion du G7 associera également pour une partie les ministres des Affaires étrangères du Kenya et du Ghana, ainsi que la Vice-présidente de la Commission de l'Union africaine, présents à Münster pour progresser sur les réponses communes aux défis stratégiques et les crises régionales sur le continent africain. Ces échanges seront l'occasion pour la Ministre de rappeler l'engagement de la France auprès de nos partenaires africains pour la stabilité en Afrique, notamment au Sahel. Elle confirmera également la poursuite des efforts de la France et du G7 en vue d'atténuer les conséquences de la guerre menée par la Russie sur la sécurité alimentaire et les déséquilibres mondiaux, qui frappent en particulier les pays les plus fragiles. Cette réunion permettra enfin aux ministres du G7 d'aborder les enjeux de sécurité dans la région Indopacifique, notamment dans le détroit de Taïwan et face aux actions déstabilisatrices de la Corée du Nord. Ils aborderont également leur action coordonnée pour faire face aux comportements déstabilisateurs de l'Iran sur le plan régional et international, y compris son appui aux crimes de guerre russes, et face à son escalade nucléaire dans un contexte de refus de conclure l'accord sur le retour au JCPoA. Ils se coordonneront également sur la meilleure manière de soutenir l'exercice par le peuple iranien de ses droits légitimes, face à la répression sans relâche des autorités iraniennes. Ils aborderont enfin la situation géopolitique en Asie centrale. A l'occasion de ce déplacement, la Ministre aura en outre des entretiens bilatéraux avec plusieurs de ses homologues.

272 / 942 – Point de presse du 31/10/2022

Référence EPJ01327702

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté les attaques russes conduites ce matin, qui ont visé des infrastructures civiles critiques dans de nombreuses régions ukrainiennes. La Fédération de Russie continue ainsi ses bombardements volontairement dirigés contre les infrastructures civiles, en violation du droit international humanitaire. La France poursuivra son engagement en soutien des autorités ukrainiennes, de la Cour pénale internationale et d'Eurojust afin que de tels agissements ne demeurent pas impunis. Elle poursuivra sa mobilisation en soutien à la résilience civile de l'Ukraine, y compris à court terme à l'approche de l'hiver, et organisera à cette fin une conférence internationale qui se tiendra le 13 décembre prochain. Celle-ci aura pour objectif d'apporter des réponses concrètes aux besoins immédiats de la population ukrainienne et d'assurer la cohérence de l'aide internationale qui lui est fournie.

273 / 942 – Point de presse du 31/10/2022

Référence EPJ01327707

Texte Q – Qu'est que l'Europe et la France ont l'intention de faire après la suspension de la participation de la Russie à l'accord sur les céréales ? D'où allez-vous exporter des céréales ? R – La ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Catherine Colonna l'a marqué hier : la Russie, en suspendant sa participation à la mise en oeuvre de l'accord permettant l'exportation des céréales

ukrainiennes par la mer Noire, prend la responsabilité d'aggraver la crise alimentaire globale causée par son agression contre l'Ukraine, qui affecte principalement les pays les plus vulnérables. C'est pourquoi la France appelle la Russie à revenir sur sa décision, à respecter les termes de cet accord et à le renouveler lorsqu'il arrivera à échéance le 19 novembre prochain. En ce qui la concerne, l'Union européenne poursuit son programme des corridors de solidarité qui permet l'exportation de céréales ukrainiennes par voie terrestre. Plus de la moitié des céréales ukrainiennes nécessaires à la sécurité alimentaire dans le monde ont pu sortir d'Ukraine de cette façon.

274 / 942 – Point de presse du 27/10/2022

Référence EPJ01327002

Texte Q – Est-ce que la France est prête à suivre l'Allemagne en élargissant les mesures nationales visant des entreprises/individus iraniens et en réduisant ses contacts bilatéraux au niveau économique et culturel ? R – La France, avec ses partenaires européens, a adopté des sanctions ciblées à l'encontre des responsables de la répression en Iran, le 17 octobre dernier. L'Iran poursuit sa logique de répression violente et de violations des droits et libertés fondamentales, notamment dans la ville de Saqqez, hier, lors des rassemblements et des commémorations des 40 jours de la mort de Mahsa Amini. En témoignent également les sanctions prises contre des médias libres, dont RFI en langue persane. Nous condamnons la poursuite de cette répression et continuons de travailler avec nos partenaires européens, y compris pour examiner de nouvelles sanctions ciblées visant les responsables des autorités iraniennes auteurs de la répression et des violences à l'encontre de la population iranienne. Q – La France et ses alliés ont souligné que le transfert de drones de l'Iran vers la Russie est une violation de la résolution 2231. Quel est l'objectif de souligner une telle violation ? R – La France, aux côtés de l'Ukraine et avec ses partenaires européens, condamne les transferts de drones iraniens aux forces armées russes, lesquels représentent un appui à la guerre d'agression lancée par la Russie en violation des principes fondamentaux de la Charte des Nations unies et sont utilisés dans des attaques susceptibles de constituer des crimes de guerre. Ces transferts constituent par ailleurs une violation des dispositions de la résolution 2231 du Conseil de sécurité adoptée en 2015, qui encadrent les transferts de missiles et de drones vers et depuis l'Iran. En réponse à cette atteinte à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Ukraine, l'Union européenne a adopté le 20 octobre des sanctions à l'encontre d'individus et d'entités impliqués dans le transfert et la production de drones iraniens utilisés par les forces armées russes en Ukraine. Nous demandons l'arrêt de ces transferts, ainsi que l'arrêt de tout soutien à la guerre menée contre l'Ukraine.

275 / 942 – Point de presse du 26/10/2022

Référence EPJ01326502

Texte Q – Dans le contexte des exercices nucléaires de l'OTAN et de la Fédération de Russie, et les douteuses mises en gardes russes sur l'éventuel emploi d'une bombe sale par les autorités ukrainiennes, que reste-t-il de la Déclaration du 3 janvier sur le non-emploi de l'arme nucléaire ? R – Nous vous renvoyons aux termes de la déclaration des ministères des Affaires étrangères

du P3 (France, Royaume-Uni et Etats-Unis) du 24 octobre 2022 s'agissant des allégations, à l'évidence fausses et que nous rejetons, de la Russie selon lesquelles l'Ukraine se préparerait à utiliser une bombe sale sur son propre territoire. Nous rejetons plus généralement tout prétexte d'escalade par la Russie et l'appelons à faire preuve de responsabilité. L'exercice Steadfast Noon de l'OTAN est une activité d'entraînement ordinaire récurrente et n'est en rien lié à l'actualité internationale. La France reste pleinement attachée à la déclaration du 3 janvier sur la prévention de la guerre nucléaire et des courses aux armements.

276 / 942 – Point de presse du 24/10/2022

Référence EPJ01326001

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères effectue un déplacement en Estonie les 24 et 25 octobre 2022. La Ministre s'entretiendra avec la Première ministre, Mme Kaja Kallas, ainsi qu'avec son homologue estonien, M. Urmas Reinsalu. Elle abordera les conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ainsi que la réponse à y apporter, en particulier au plan énergétique, dans le prolongement du Conseil européen de la semaine dernière. Mme Catherine Colonna évoquera la poursuite du soutien européen et bilatéral apporté à Kiev, notamment au plan militaire. Par ailleurs, les échanges porteront sur plusieurs sujets internationaux d'intérêt commun, notamment le Sahel et la relation entre l'Union européenne et la Chine. Ce déplacement sera également l'occasion pour la Ministre de valoriser la densité exceptionnelle de la coopération militaire et stratégique entre la France et l'Estonie. La Ministre rendra notamment visite aux troupes françaises stationnées sur la base militaire de Tapa, dont la présence a été pérennisée et sera très prochainement accrue dans le cadre de la présence avancée renforcée de l'OTAN sur le flanc oriental. La Ministre rendra hommage aux victimes du communisme soviétique, en se rendant au Mémorial de Tallinn.

277 / 942 – Point de presse du 20/10/2022

Référence EPJ01325202

Texte Le Conseil de l'Union européenne a adopté ce jour des sanctions à l'encontre d'individus et d'entités impliqués dans le transfert et la production de drones iraniens utilisés par les forces armées russes en Ukraine. Ces mesures consistent en une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'Union européenne et un gel des avoirs financiers des personnes et entités listées. Ces transferts constituent une violation de la résolution 2231 du Conseil de sécurité adoptée en 2015 et encadrant les transferts de missiles et de drones vers et depuis l'Iran. Nous demandons à l'Iran de cesser immédiatement toute forme de soutien à la guerre d'agression lancée par la Russie contre l'Ukraine en violation des principes fondamentaux de la charte des Nations unies.

278 / 942 – Point de presse du 13/10/2022

Référence EPJ01323503

Texte L'Assemblée générale des Nations unies a condamné l'annexion illégale des régions ukrainiennes de Donetsk, Louhansk et de parties des régions de Kherson et Zaporijjia au sein de la Fédération de Russie. L'ONU a parlé. Le

vote à l'Assemblée générale démontre une fois de plus l'isolement de la Russie dans la guerre qu'elle mène contre l'Ukraine. 143 Etats se sont joints à cette condamnation des annexions illégales et des simulacres de référendums qui les ont précédées, réaffirmant ainsi leur attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et à la Charte des Nations unies, dont ils constituent une violation flagrante. Face à l'escalade de la Russie dans sa guerre d'agression, la France continue de se tenir aux côtés de l'Ukraine pour qu'elle recouvre sa pleine souveraineté.

279 / 942 – Point de presse du 13/10/2022

Référence EPJ01323506

Texte Q – L'Ukraine constate l'utilisation répétée de drones kamikazes fournis par l'Iran à l'armée russe. Envisagez-vous d'aborder ce sujet au niveau européen en vue de sanctions potentielles comme les Etats-Unis ont déjà mis en oeuvre sur certaines entreprises iraniennes ? R – Nous notons les nombreuses informations qui font état de l'usage de drones iraniens par les forces armées russes en Ukraine, dans des bombardements ayant visé des cibles civiles et susceptibles de constituer des crimes de guerre. Plusieurs de nos partenaires européens et internationaux font également ce constat. Une telle fourniture de drones iraniens à la Russie constituerait par ailleurs une violation de la résolution 2231 du Conseil de sécurité des Nations unies. Nous nous coordonnons avec nos partenaires européens sur les réponses à apporter et continuerons d'apporter notre soutien à l'Ukraine et au peuple ukrainien./.

280 / 942 – Point de presse du 11/10/2022

Référence EPJ01322703

Texte La France félicite l'opposant russe Vladimir Kara-Mourza, qui a reçu le prix des droits de l'Homme Václav Havel. Cette distinction du Conseil de l'Europe récompense son engagement exceptionnel en faveur du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales en Russie. La France salue le courage de M. Kara-Mourza, qui a exprimé son opposition à la guerre d'agression menée contre l'Ukraine. Depuis avril, son combat pour la paix se poursuit en prison à la suite de son arrestation par les autorités de son pays ; nous lui témoignons notre entière solidarité ainsi qu'à sa famille. La France appelle les autorités russes à respecter leurs engagements internationaux en matière de respect des droits de l'Homme ainsi qu'à libérer et réhabiliter M. Kara-Mourza ainsi que tous les prisonniers politiques détenus en Russie.

281 / 942 – Point de presse du 11/10/2022

Référence EPJ01322706

Texte Q – Est-ce que la visite du président des Emirats Arabes Unis, Sheikh Mohammed bin Zayed al-Nahyan, qui pourra proposer d'être un intermédiaire dans les négociations entre la Russie et les pays Occidentaux, en France est prévue suite à sa rencontre avec le président Vladimir Poutine à Saint-Pétersbourg aujourd'hui ? Est-ce que de quelconques négociations sont en vue ? R – Notre position est claire depuis le début de l'invasion : une négociation mettant fin à la guerre d'agression contre l'Ukraine ne pourra se faire qu'au moment et dans les conditions choisies par les Ukrainiens./.



282 / 942 – Point de presse du 10/10/2022

Référence EPJ01322303

Texte Q – Selon les médias, la Turquie prévoit d'organiser des négociations entre la Russie et l'Occident sur l'Ukraine, la proposition a déjà été soumise à Washington par la voie diplomatique. Quelle est la réaction de la France ? R – Notre position est claire depuis le début de l'invasion : une négociation mettant fin à la guerre d'agression contre l'Ukraine ne pourra se faire qu'au moment et dans les conditions choisies par les Ukrainiens.

283 / 942 – Point de presse du 10/10/2022

Référence EPJ01322304

Texte Q – Pouvez-vous commenter l'explosion sur le pont de Crimée, qui aurait été provoquée par un camion piégé ? J'aimerais connaître votre opinion dans le contexte de la déclaration du Comité d'enquête russe selon laquelle au moins trois personnes ont été tuées dans cet attentat, dont un homme et une femme qui se trouvaient dans une voiture particulière à côté du camion. R – La Russie est seule responsable de la guerre d'agression qu'elle a déclenchée le 24 février contre l'Ukraine, en violation de tous les principes du droit international. La France rappelle son plein soutien à la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. S'agissant du pont sur le détroit de Kertch, nous n'avons pas de commentaire à faire sur ces faits./.

284 / 942 – Point de presse du 06/10/2022

Référence EPJ01321702

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenue le 6 octobre 2022 avec M. Thierry Breton, commissaire européen, chargé du marché intérieur, de la politique industrielle, du tourisme, du numérique, de l'audiovisuel, de la défense et de l'espace. La ministre et le commissaire européen se sont félicités de l'adoption ce jour du huitième paquet de sanctions européennes contre la Russie suite à l'annexion illégale de territoires ukrainiens. Ils ont souligné que ces nouvelles mesures constituaient une réponse forte et unie de l'Union européenne face à la Russie. La ministre a marqué le soutien de la France aux initiatives du commissaire Thierry Breton en faveur d'une Europe plus forte et plus souveraine, notamment la réduction des dépendances dans les secteurs stratégiques, saluant la mobilisation de la Commission européenne à cet égard. La ministre et le commissaire européen ont partagé une vision convergente sur le niveau d'ambition à maintenir dans le renforcement de l'industrie de défense européenne et pour la construction d'une Europe plus autonome.

285 / 942 – Point de presse du 06/10/2022

Référence EPJ01321704

Texte Dès le 30 septembre, la France et ses partenaires européens avaient condamné avec la plus grande fermeté l'annonce par les autorités russes de l'annexion illégale des régions ukrainiennes de Donetsk, Louhansk et de parties des régions de Kherson et Zaporijjia et avaient annoncé que de

nouvelles sanctions suivraient rapidement. Aujourd'hui, le Conseil de l'Union européenne a adopté un huitième paquet de sanctions à l'encontre de la Russie, de responsables de l'agression russe en Ukraine comme de ces annexions illégales : – ces nouvelles sanctions frappent les organisateurs des référendums illégaux, des responsables militaires et des propagandistes ; – de nouvelles sanctions sectorielles prévoient des interdictions d'importation vers l'Union européenne de certains produits russes comme l'acier et les produits chimiques pour une valeur de 7 milliards d'euros, ainsi que l'interdiction de fourniture de certains services (architecture, ingénierie, conseil informatique, conseil juridique) et des interdictions d'exportations de l'Union européenne vers la Russie s'appliquant à des produits stratégiques pour l'industrie russe, notamment de défense, comme des composants électroniques, des pièces d'aviation ou encore du charbon ; – pour la première fois, est introduite la possibilité de viser des individus et entités participant au contournement des sanctions. Un mécanisme de plafonnement du prix du pétrole russe a été introduit. Il complète les interdictions d'importation dans l'Union de pétrole russe qui avaient été adoptées en juin. Ces mesures importantes témoignent de la fermeté, de la réactivité et de l'unité de l'Union européenne face à la poursuite de l'escalade de la Russie dans sa guerre d'agression contre l'Ukraine.

286 / 942 – Point de presse du 06/10/2022

Référence EPJ01321705

Texte Comme nous avons déjà eu l'occasion de l'affirmer, nous ne reconnaissons et ne reconnaitrons pas l'annexion illégale par la Russie de quatre régions ukrainiennes, qui constitue une violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies. Toutes les décisions prises sur le fondement de ces décisions illégales sont donc nulles et non avenues, y compris celles s'agissant de la centrale nucléaire de Zaporijjia. Nous réaffirmons la pleine et entière souveraineté ainsi que la propriété de l'Ukraine sur la centrale de Zaporijjia, comme sur le reste de son territoire. La France exprime son extrême préoccupation à l'égard des risques accrus que font peser ces actes illicites et irresponsables de la Russie sur la sûreté et la sécurité de la centrale de Zaporijjia, en particulier au regard des conséquences pour ses personnels ukrainiens, ainsi que pour l'application des garanties de l'AIEA. Elle réitère son plein soutien aux efforts en cours du Directeur général de l'AIEA et à l'action de l'Agence dont la présence sur le site de la centrale de Zaporijjia doit être pérennisée et renforcée, dans le plein respect de la souveraineté ukrainienne.

287 / 942 – Point de presse du 06/10/2022

Référence EPJ01321707

Texte Q – Certains pays de l'UE, dont l'Allemagne, exigent désormais de souscrire une assurance européenne pour obtenir un visa Schengen, et cette exigence rend impossible l'obtention d'un visa pour la plupart des Russes. La France exige-t-elle aussi une assurance européenne ? Y a-t-il de nouvelles conditions imposées par la France aux Russes pour obtenir un visa ? R – Suite à la suspension de l'accord de facilitation UE–Russie, les visas sont délivrés conformément au droit commun (code communautaire des visas). A ce titre, les demandeurs doivent présenter une assurance médicale valide.

288 / 942 – Point de presse du 03/10/2022

Référence EPJ01320607

Texte Q – Pouvez-vous confirmer la convocation de l'ambassadeur de Russie comme d'autres pays de l'Union européenne l'on fait ? R – L'ambassadeur de la Fédération de Russie est convoqué aujourd'hui pour lui signifier notre condamnation des annexions illégales des régions ukrainiennes de Donetsk, Louhansk et de parties des régions de Kherson et Zaporijjia. Ces régions, comme la Crimée, font partie intégrante de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. La France ne reconnaîtra jamais ces annexions illégales, ni les résultats des simulacres de référendum qui les ont précédées. Cette annonce constitue une violation grave et inacceptable de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, ainsi que de la Charte des Nations unies. Comme le Président de la République l'a indiqué, la France souhaite l'adoption de nouvelles sanctions européennes à l'encontre de la Russie et des responsables de l'agression russe en Ukraine comme de ces annexions illégales. En poursuivant l'escalade dans sa guerre d'agression afin de détourner l'attention de ses défaites sur le terrain, la Russie continue de s'enfoncer dans une impasse militaire, diplomatique et politique. Son isolement devient chaque jour plus apparent. Ni cette escalade ni cette décision unilatérale de la Russie ne changeront quoi que ce soit à l'engagement total de la France et de ses partenaires à soutenir l'Ukraine dans son combat légitime et nécessaire pour défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale, aussi longtemps qu'il le faudra.

289 / 942 – Point de presse du 30/09/2022

Référence EPJ01320201

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté l'annonce par le président Poutine de l'annexion illégale des régions ukrainiennes de Donetsk, Louhansk et de parties des régions de Kherson et Zaporijjia au sein de la Fédération de Russie. Elle appelle tous les pays attachés au respect du droit international à se joindre à cette condamnation. Ces régions, comme la Crimée, font partie intégrante de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. La France ne reconnaîtra jamais ces annexions illégales, ni les résultats des simulacres de référendum qui les ont précédées. Cette annonce constitue une violation grave et inacceptable de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, ainsi que de la Charte des Nations unies. La France soutient l'adoption de nouvelles sanctions européennes à l'encontre de la Russie et des responsables de l'agression russe en Ukraine comme de ces annexions illégales. En poursuivant l'escalade dans sa guerre d'agression afin de détourner l'attention de ses défaites sur le terrain, la Russie continue de s'enfoncer dans une impasse militaire, diplomatique et politique. Son isolement devient chaque jour plus apparent. Ni cette escalade ni cette décision unilatérale de la Russie ne changeront quoi que ce soit à l'engagement total de la France et de ses partenaires à soutenir l'Ukraine dans son combat légitime et nécessaire pour défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale, aussi longtemps qu'il le faudra.

290 / 942 – Point de presse du 30/09/2022

Référence	EPJ01320202
Texte	<p>Nous, ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni (G7), et haut représentant de l'Union européenne, sommes unis dans notre condamnation dans les termes les plus fermes qui soient de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, et de ses violations de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de l'Ukraine. Les efforts du président Poutine visant à rattacher les régions de Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijjia au territoire de la Fédération de Russie marquent un nouveau seuil dans le mépris flagrant dont fait preuve la Russie à l'égard du droit international ; il s'agit également d'un nouvel exemple de violation inacceptable par la Russie de la souveraineté de l'Ukraine, de la Charte des Nations unies et des principes et engagements communément agréés de l'Acte final d'Helsinki et de la Charte de Paris. Nous ne reconnaitrons jamais ces prétendues annexions, ni les simulacres de "référendums" conduits sous la menace des armes. Nous appelons une nouvelle fois l'ensemble des pays à condamner sans équivoque la guerre d'agression menée par la Russie et ses tentatives d'acquérir des territoires par la force. Nous appelons l'ensemble de la communauté internationale à rejeter l'expansionnisme brutal de la Russie et ses efforts visant à nier l'existence de l'Ukraine en tant qu'Etat indépendant, ainsi que sa violation flagrante des normes internationales qui garantissent la paix internationale et la sécurité, l'intégrité territoriale et la souveraineté de tous les Etats. Nous imposerons de nouveaux coûts économiques à la Russie, et aux individus et entités, en Russie et en dehors, qui apportent un soutien politique ou économiques à ces nouvelles violations du droit international. Nous continuons de soutenir sans réserve le droit de l'Ukraine à se défendre face à la guerre d'agression russe, ainsi que son droit incontestable à reprendre à la Russie l'ensemble de son territoire. Nous réitérons notre condamnation de la rhétorique nucléaire irresponsable de la Russie. Nous ne serons ni détournés de notre soutien à l'Ukraine ni dissuadés de la soutenir, aussi longtemps que nécessaire. La Russie doit immédiatement, cesser sa guerre d'agression, retirer toutes ses troupes et son matériel militaire de l'Ukraine et respecter l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. Nous réaffirmons que les régions de Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijjia ainsi que la Crimée font partie intégrante de l'Ukraine.</p>

291 / 942 – Point de presse du 29/09/2022

Référence	EPJ01319801
Texte	<p>Comme l'a annoncé le Président de la République à l'Assemblée générale des Nations unies, la France contribuera financièrement au transport et à la distribution de 50.000 tonnes de blé offerts par l'Ukraine à la Somalie et à l'Ethiopie, dans un geste de solidarité sans précédent alors que ce pays subit une guerre d'agression. Le blé sera expédié dans les prochaines semaines vers les deux pays de la Corne de l'Afrique, dans le cadre d'une opération pilotée par le Programme alimentaire mondial. La France et l'Allemagne se sont engagées à contribuer à cette opération à hauteur de 14 millions de dollars chacune. La France contribuera à l'opération destinée à la Somalie et</p>

l'Allemagne à celle destinée à l'Ethiopie. Cette initiative s'inscrit en réponse à la crise alimentaire particulièrement sévère observée dans ces deux pays. A l'instar du déploiement des "corridors de solidarité" européens qui ont permis d'ores et déjà d'exporter plus de 11 millions de tonnes de céréales ukrainiennes, ces contributions financières constituent un nouvel exemple concret de l'engagement européen pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition mondiales, aggravées par la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Cette opération, qui participe de la démarche de solidarité au coeur de l'initiative européenne FARM (mission de résilience alimentaire et agricole / Food and Agriculture Resilience Mission), n'aurait pas été possible sans l'Initiative céréalière de la mer Noire. L'Ukraine et les pays de l'Union européenne témoignent par ces actions de leur solidarité avec les populations en Afrique, particulièrement affectées par les conséquences de l'agression russe contre l'Ukraine.

292 / 942 – Point de presse du 27/09/2022

Référence EPJ01318601

Texte Madame Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rendra à Marseille le 28 septembre pour assister au lancement de l'opération "Un bateau pour l'Ukraine" en présence des représentants des partenaires qui s'y sont associés, dont les régions Grand-Est, Ile-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur, le département des Bouches-du-Rhône et la ville de Marseille. Face aux conséquences tragiques de la guerre d'agression menée par la Russie, la France renforce sa mobilisation au profit du peuple ukrainien. Le centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères coordonne cet envoi maritime sans précédent réalisé avec l'appui de la Fondation CMA CGM, partenaire depuis janvier 2020, qui, après avoir affrété le 21 mars dernier un avion-cargo A330 transportant 55 tonnes de dons, met à disposition son navire roulier l'Aknoul. Plus de 1000 tonnes de biens humanitaires seront acheminées jusqu'au port de Constanca en Roumanie. Ils répondent aux besoins prioritaires exprimés par les autorités ukrainiennes et agrègent les contributions du secteur public et du secteur privé : – sécurité civile : 15 véhicules d'incendie et de secours mis aux normes ukrainiennes dont 5 véhicules d'occasion offerts par des services d'incendie et de secours et 10 véhicules neufs ; 8 embarcations nautiques semi-rigides motorisées ; 19 tonnes de matériels (sauvetage, déblaiement et équipements de protection) ; – aide médicale : 25 tonnes de médicaments d'urgence et de réanimation dont 14 tonnes ont été offertes par l'association Tulipe et ses entreprises de santé adhérentes, et un véhicule médical équipé d'un dispositif de radiologie mobile permettant d'effectuer des examens sur le terrain ; – aide alimentaire : 60.000 rations alimentaires (deux repas par ration), 48 tonnes de repas préparés et 13 tonnes de lait ; – matériel de réhabilitation d'urgence : 5 groupes électrogènes, des matériaux de construction et des bâches. La France offre également plus de 200 mètres de ponts de secours qui serviront à des opérations de réhabilitation rapide d'infrastructures civiles ukrainiennes : 3 ponts préfabriqués de type "bailey" acquis auprès du Cerema et 3 ponts modulaires métalliques achetés à l'entreprise française Matière (dont un des ponts sera acheminé par voie routière depuis la France). A son arrivée à Constanca, la cargaison sera acheminée jusqu'au hub humanitaire de Suceava (Roumanie). Les véhicules d'incendie et de secours seront acheminés par un

convoi de la sécurité civile française de Constanca vers Suceava grâce à l'envoi sur place d'un détachement de 34 sapeurs–sauveteurs des formations militaires de la sécurité civile et de deux marins–pompiers du Bataillon des marins–pompiers de Marseille. En lien avec nos ambassades en Roumanie et en Ukraine, les dons seront remis aux bénéficiaires ukrainiens identifiés, en particulier le service ukrainien des situations d'urgence, le ministère de la santé, les oblast et villes de Tchernihiv et Kharkiv, les municipalités d'Odessa et de Stryi. Comme la France s'y est engagée lors de la conférence de Lugano, les efforts de reconstruction porteront particulièrement sur la région de Tchernihiv, selon le mécanisme de parrainage proposé par le président V. Zelensky. Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères remercie l'ensemble des acteurs ayant contribué à cette opération exceptionnelle : les régions Grand–Est, Ile–de–France, Provence–Alpes–Côte d'Azur ainsi que le département des Bouches–du–Rhône et la ville de Marseille, le ministère de l'Intérieur et des Outre–Mer, le ministère de la Santé et de la Prévention, la Fondation CMA CGM, le Bataillon de Marins–Pompiers de Marseille, l'association Tulipe, les Architectes de l'urgence, le Cerema, Cofigeo, la Fondation Aéroports de Paris, le Groupe Lactalis et Matière. Il remercie également les 1700 collectivités locales et les dizaines d'entreprises contributrices aux fonds de concours dédiés mis en place par le Centre de crise et de soutien (CDCS). Cette opération réalisée dans le cadre du Mécanisme de protection civile de l'Union européenne (MPCU) témoigne une nouvelle fois de la solidarité de la France, de ses collectivités locales, de sa société civile comme de ses entreprises, envers le peuple ukrainien.

293 / 942 – Point de presse du 21/09/2022

Référence EPJ01317203

Texte Q – Avez–vous une réaction à l'annonce de Vladimir Poutine d'une mobilisation partielle ? Est–ce que cela peut modifier l'appui de l'Ukraine ? R – Je vous renvoie aux déclarations qu'a faites le Président de la République à New York aujourd'hui.

294 / 942 – Point de presse du 20/09/2022

Référence EPJ01316902

Texte Q – La délégation de Roscosmos ne participera pas au 73e Congrès International Astronautique cette année. Selon le service de presse de la compagnie russe, les membres de la délégation n'ont pas réussi à obtenir des visas pour venir en France. Pourquoi n'ont–ils pas obtenu les visas ? R – À notre connaissance, la Russie n'a pas souhaité participer à ce congrès et aucune demande de visas n'a été déposée à cette fin./.

295 / 942 – Point de presse du 16/09/2022

Référence EPJ01316501

Texte La France déplore la décision de la Cour suprême de la Fédération de Russie de révoquer la licence de diffusion du site du journal Novaïa Gazeta. Cofondé par Dmitri Mouratov, lauréat du prix Nobel de la paix en 2021, Novaïa Gazeta incarne la lutte de nombreux journalistes russes pour la préservation d'une presse indépendante et libre en Russie. La France est vigilante quant à la

situation des médias indépendants russes, en Russie et à l'étranger. Nous saluons à cet égard l'excellence et le courage des journalistes russes indépendants dans le contexte de guerre en Ukraine, qui rend leur travail d'autant plus essentiel pour éclairer leurs concitoyens et contrer les manipulations de l'information. Enfin, la France appelle de nouveau la Fédération de Russie à respecter ses engagements internationaux en matière de droits de l'Homme.

296 / 942 – Point de presse du 08/09/2022

Référence EPJ01313502

Texte Q – Le président turc a accusé hier les pays occidentaux de "provocation" envers la Russie et critiqué les sanctions, marquant une fois de plus une nette différence avec la stratégie européenne vis-à-vis de Moscou. Dans ce contexte, la France est-elle favorable à l'invitation de la Turquie à la première réunion de la communauté politique européenne en octobre ? R – Nous avons vu ces propos qui semblent inverser les responsabilités. Je note que la Turquie assure dans le même temps ne pas vouloir devenir une plateforme de contournement des sanctions européennes par la Russie. C'est un point essentiel dont la ministre s'est longuement entretenue avec son homologue turc lors de son déplacement en Turquie les 5 et 6 septembre 2022. S'agissant de l'invitation de la Turquie à la première réunion de la Communauté politique européenne, c'est une question distincte, sur laquelle je vous renvoie au discours du Président de la République lors de la conférence des ambassadrices et ambassadeurs le 1er septembre dernier, indiquant que "la question de la Turquie est posée par beaucoup d'autres membres, elle sera débattue et la France n'a pas de veto à mettre".

297 / 942 – Point de presse du 07/09/2022

Référence EPJ01313401

Texte Mme Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'Etat chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, effectue une visite en Indonésie du 7 au 9 septembre. Elle s'est entretenue ce jour avec M. Dato Lim Jock Hoi, secrétaire général de l'ASEAN et a évoqué la mise en oeuvre du partenariat de développement France-ASEAN, lancé en mars 2021. Elle a rappelé le souhait de la France de voir aboutir le plan d'action de ce partenariat pour la période 2022-2026 et de renforcer nos coopérations, notamment dans le domaine de la protection de la santé et de l'environnement. Dans la lignée du discours du Président de la République aux ambassadrices et ambassadeurs, la secrétaire d'Etat a réaffirmé l'engagement de la France auprès de ses partenaires de l'Indopacifique, aux côtés desquels elle s'efforce de préserver un ordre fondé sur la règle de droit et le multilatéralisme. La secrétaire d'Etat participe également aux réunions ministérielles du G20 Développement. Elles seront l'occasion d'encourager les membres du G20 à soutenir davantage leurs partenaires les plus vulnérables face aux répercussions de la guerre menée par la Russie en Ukraine, pour garantir la sécurité alimentaire et énergétique mondiale, pour renforcer le financement du développement et poursuivre un agenda partagé de souveraineté notamment en matière sanitaire. Elle s'entretiendra avec ses homologues indonésien, japonais, sénégalais et

allemand en marge du G20. La secrétaire d'Etat effectuera par ailleurs une visite de terrain au centre de formation et de développement Life Project 4 Youth.

298 / 942 – Point de presse du 06/09/2022

Référence EPJ01312904

Texte La France est très préoccupée par la campagne de répression menée par les autorités russes à l'encontre des voix critiques du pouvoir et de sa guerre d'agression contre l'Ukraine. Elle condamne les entraves à la liberté d'expression et à la liberté de la presse, qui se sont multipliées au cours des derniers mois. La France déplore ainsi la révocation hier par un tribunal de Moscou de la licence de diffusion de l'édition papier du média Novaïa Gazeta quelques jours après le décès de Mikhaïl Gorbatchev qui avait contribué à sa fondation, ainsi que la condamnation de l'ancien journaliste russe Ivan Safronov à 22 ans de prison. La France s'inquiète que l'ancien maire d'Ekaterinbourg, Evguéni Roïzman, fasse ainsi l'objet de poursuites et risque jusqu'à 10 ans de prison pour avoir dénoncé la guerre d'agression contre l'Ukraine. La France appelle les autorités russes à respecter les droits de l'Homme et les libertés fondamentales, à libérer tous les prisonniers politiques et à abandonner les poursuites judiciaires engagées contre eux./.

299 / 942 – Point de presse du 05/09/2022

Référence EPJ01312305

Texte Q – Le ministre des affaires étrangères de l'Iran a transmis à son homologue russe Sergei Lavrov un message d'un des dirigeants européens sur l'Ukraine. Selon l'agence ISNA, il s'agit du message du président français Emmanuel Macron. Pourriez-vous le confirmer ? R – Le Président de la République s'entretient directement, lorsque nécessaire, avec le président Vladimir Poutine. Nous n'avons pas connaissance des informations dont vous faites état./.

300 / 942 – Point de presse du 31/08/2022

Référence EPJ01311701

Texte La France rend hommage à Mikhaïl Gorbatchev, ancien président de l'URSS et prix Nobel de la Paix. Il a mis son courage et sa détermination au service de la liberté en Russie et de l'apaisement des tensions. Homme d'Etat, de réformes et de dialogue, il aura personnellement contribué à mettre un terme de manière pacifique à la guerre froide. La France présente ses condoléances à sa famille, à ses proches et au peuple russe.

301 / 942 – Point de presse du 29/08/2022

Référence EPJ01310601

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a reçu ce jour son homologue bahreïnien, M. Abdullatif bin Rashid Al Zayani, à l'occasion de la visite du roi de Bahreïn à Paris. Alors que la France et Bahreïn célèbrent cette année la cinquantième année de leur relation bilatérale, les ministres ont marqué leur volonté de renforcer le partenariat entre nos deux



pays dans l'ensemble de ses dimensions, dans la perspective de la tenue prochaine d'une nouvelle session du Haut comité bilatéral. Les deux ministres ont marqué leur attachement au renforcement de la sécurité et de la stabilité régionales au Moyen-Orient. Cela passe notamment par le retour sans délai au plein respect du JCPOA, ainsi que par le renforcement des efforts pour restaurer un horizon politique s'agissant du conflit israélo-palestinien et oeuvrer à la résolution des crises au Yémen, en Syrie, au Liban et en Irak. La ministre de l'Europe et des affaires étrangères a exprimé sa profonde préoccupation face à la guerre d'agression de la Russie en Ukraine, dont les conséquences, notamment en matière d'approvisionnements énergétiques et alimentaires, pèsent lourdement sur l'Europe et le Moyen-Orient. Elle a remercié son homologue pour le soutien de Bahreïn à cet égard.

302 / 942 – Point de presse du 25/08/2022

Référence EPJ01309805

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté l'attaque russe qui a, de nouveau, visé hier des cibles civiles dans la ville de Tchaplino en Ukraine causant la mort de plus de 20 personnes et faisant des dizaines de blessés. En continuant de bombarder de façon indiscriminée des civils et des infrastructures civiles en Ukraine, la Russie poursuit ses violations du droit international humanitaire. Les responsables devront répondre de leurs actes. La France continuera de lutter contre l'impunité des crimes commis par la Russie, en lien avec les autorités ukrainiennes, la Cour pénale internationale et Eurojust./.

303 / 942 – Point de presse du 23/08/2022

Référence EPJ01309001

Texte La ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Catherine Colonna, s'est entretenue ce matin par téléphone avec son homologue russe, Sergueï Lavrov. Cet entretien, qui faisait suite aux échanges récents du Président de la République avec le Président de l'Ukraine (16 août) et avec le Président de la Fédération de Russie (19 août), a porté sur les modalités de l'envoi d'une mission d'experts de l'AIEA à la centrale nucléaire de Zaporijjia. La ministre a souligné les risques que fait peser l'occupation du site par les forces armées russes sur la sûreté et la sécurité nucléaires. Elle a fait part du soutien de la France au déploiement rapide d'une mission d'experts de l'AIEA, conformément aux recommandations de son directeur général et dans le plein respect de la souveraineté ukrainienne. Elle a pris note de la confirmation de l'accord de principe apporté par la Russie sur ce point ainsi que de l'engagement de cette dernière à s'abstenir de toute action susceptible de mettre en danger la sécurité de cette mission. La ministre a par ailleurs rappelé la détermination de la France à poursuivre son soutien à l'Ukraine face au caractère illégal et injustifiable de l'agression russe.

304 / 942 – Point de presse du 11/08/2022

Référence EPJ01306401

Texte Nous déplorons l'arrestation le 10 août 2022 de la journaliste russe Marina Ovsianikova, qui avait courageusement dénoncé la guerre d'agression contre

l'Ukraine lors d'un journal télévisé en Russie en mars dernier. Cette arrestation fait suite à celle de nombreux autres opposants poursuivis par la justice russe au cours des derniers mois. La France est très préoccupée par la campagne de répression menée par les autorités russes à l'encontre des voix critiques du pouvoir et de sa guerre d'agression contre l'Ukraine. Nous appelons les autorités russes à respecter le droit international relatif aux droits de l'Homme ainsi que la liberté d'informer, à libérer tous les prisonniers politiques et à abandonner les poursuites judiciaires engagées contre eux.

305 / 942 – Point de presse du 11/08/2022

Référence EPJ01306402

Texte Q – Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a appelé à interdire l'entrée dans l'UE de tous les citoyens russes. Que pense la France de cette idée ? R – La politique commune des visas Schengen relève de la compétence de l'Union européenne. La France se coordonne étroitement avec ses partenaires européens./.

306 / 942 – Point de presse du 03/08/2022

Référence EPJ01304302

Texte Q – Le directeur du département du contrôle des armements du ministère chinois des affaires étrangères, Fu Cong, a déclaré dans une interview accordée à l'agence de presse TASS publiée mardi que la Grande-Bretagne et la France devraient être incluses dans le processus de réduction des armes nucléaires et s'abstenir de développer et d'étendre leurs capacités nucléaires. La Russie a déjà fait une proposition similaire. Pourriez-vous préciser quelle est la position actuelle de la France sur ce sujet, et, si Paris est prêt à s'engager dans le processus de réduction des arsenaux nucléaires, dans quelles conditions ? R – Comme l'a dit la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, "nous réaffirmons la primauté du Traité de non-prolifération comme clé de voûte du régime de non-prolifération et de désarmement nucléaires". La France met en oeuvre tous ses engagements à ce titre. Comme l'a indiqué le Président de la République dans son discours à l'Ecole de guerre du 7 février 2020, la France dispose à cet égard d'un bilan exemplaire. Elle a fait le choix de la stricte suffisance, et possède moins de 300 têtes nucléaires. Elle fait preuve d'une grande transparence à la fois quant à son arsenal et à sa doctrine. Elle a enfin pris des mesures vérifiables et irréversibles dans le domaine du désarmement sans équivalent parmi les Etats dotés. La France continue d'oeuvrer en vue du désarmement général et complet./.

307 / 942 – Point de presse du 01/08/2022

Référence EPJ01303702

Texte La France salue le départ ce matin d'un premier navire du port ukrainien d'Odessa. Ce départ marque une étape importante dans la mise en oeuvre de l'accord conclu sous les auspices des Nations unies, qui doit être poursuivie dans la durée. La France salue à cet égard la mobilisation des Nations unies et de la Turquie. Elle appelle les parties à continuer l'exportation sécurisée des céréales ukrainiennes en mer Noire de façon à réduire l'insécurité alimentaire mondiale, aggravée par l'agression russe contre l'Ukraine. La France

condamne à cet égard la poursuite des frappes indiscriminées menées par la Russie, y compris sur le port d'Odessa, qui contribuent à fragiliser la mise en oeuvre de cet accord. Alors que la Russie utilise la famine comme une arme de guerre ainsi que l'a rappelé le Président de la République lors de son déplacement en Afrique, la France reste mobilisée, avec ses partenaires, pour réduire les risques d'insécurité alimentaire pesant sur les populations les plus vulnérables à travers le monde./.

308 / 942 – Point de presse du 28/07/2022

Référence EPJ01303101

Texte Q – Comment réagissez-vous à l'arrêt du tribunal de l'Union européenne confirmant la suspension du média russe RT France ? R – Cet arrêt confirme la légitimité et la légalité de notre décision de suspendre le média russe RT France./.

309 / 942 – Point de presse du 22/07/2022

Référence EPJ01301602

Texte Q – Comment réagissez-vous à la décision hongroise d'acheter 700 millions de mètres cubes supplémentaires de gaz naturel en plus des quantités déjà prévues dans les contrats de long terme de la Russie ? R – Face au chantage exercé par la Russie sur les livraisons de gaz dans le contexte de son agression contre l'Ukraine, l'Union européenne a décidé, lors du sommet de Versailles organisé en mars dernier par la présidence française du Conseil de l'Union européenne, de se défaire progressivement de sa dépendance aux importations de gaz, de pétrole et de charbon russes, et ce dès que possible. C'est l'objet des propositions faites par la Commission européenne, notamment dans le paquet dit RepowerEU et ce sera l'un des enjeux majeurs des discussions que les ministres de l'énergie de l'Union auront mardi prochain. Cet objectif global de renforcement de l'autonomie stratégique en matière d'énergie, nous le partageons tous. La France est pleinement mobilisée pour qu'une réponse européenne commune sur la question énergétique soit apportée, dans un esprit d'unité et de solidarité./.

310 / 942 – Point de presse du 19/07/2022

Référence EPJ01300901

Texte La France a appris avec une grande tristesse la mort du travailleur humanitaire britannique Paul Urey, survenue le 10 juillet lors de sa détention par les forces séparatistes pro-russes de Donetsk. Paul Urey avait été fait prisonnier en avril alors qu'il était en Ukraine. Les circonstances de son décès doivent faire l'objet d'une enquête transparente et les responsables de sa mort devront rendre des comptes. Nous rappelons à la Russie et à ses supplétifs en Ukraine leurs obligations à l'égard des prisonniers de guerre et personnes détenues qui doivent être traités dans le respect du droit international humanitaire. La France est pleinement solidaire du Royaume-Uni dans ces circonstances tragiques et présente ses sincères condoléances à la famille de Paul Urey.

311 / 942 – Point de presse du 19/07/2022

Référence EPJ01300902

Texte Q – L'Agence internationale de l'énergie a estimé que la Russie a presque doublé ses revenus par l'exportation en Europe de pétrole et de gaz depuis l'invasion de l'Ukraine, à 95 milliards de dollars. Quelle analyse faites-vous de cet échec des sanctions pour l'instant? Est-ce que cela ne met pas en cause le dispositif des sanctions sur l'énergie ou demande une révision? R – Les sanctions de l'Union européenne contre la Russie visent à réduire drastiquement les sources de financement de la guerre d'agression contre l'Ukraine pour en augmenter le coût, et empêcher la Russie de poursuivre ses exactions en Ukraine. Dans cette optique, les sanctions dans le secteur de l'énergie, dont l'interdiction d'importation de pétrole russe, visent à asphyxier les capacités de financement de la guerre.

312 / 942 – Point de presse du 13/07/2022

Référence EPJ01299903

Texte Q – Concernant le gazoduc Nord Stream 1 et 2, le numéro 2 n'est pas entré en service et le numéro 1 est en révision. Des éléments de Nord Stream 1 (des turbines) sont réparés au Canada. La France souhaiterait-elle que ces pièces ne soient pas remises en service ? R – Ces décisions ne relèvent pas des autorités françaises. Comme vous le savez, face au chantage exercé par la Russie sur les livraisons de gaz dans le contexte de son agression contre l'Ukraine, la France et ses partenaires de l'Union européenne ont décidé, lors du sommet de Versailles en mars dernier, de se défaire progressivement de leur dépendance aux importations de gaz, de pétrole et de charbon russes, et ce dès que possible. A titre national comme européen, nous sommes pleinement mobilisés sur ce sujet./.

313 / 942 – Point de presse du 12/07/2022

Référence EPJ01299601

Texte Q – La Russie a jugé vains les efforts occidentaux pour l'isoler lors de la réunion des ministres des affaires étrangères du G20 à Bali. Que répondez-vous ? R – Lors de cette réunion, la ministre Catherine Colonna a rappelé, en présence du ministre russe Sergueï Lavrov, que c'était la Russie qui sapait sa propre légitimité comme membre du G20 et ce tant qu'elle violerait de manière flagrante les principes fondamentaux de la charte des Nations unies et tant que les agissements de son armée la ramèneraient aux heures les plus sombres de son histoire, celle des viols et des exécutions de masse. À Bali, la Russie n'a reçu le soutien d'aucun pays pour sa guerre d'agression contre l'Ukraine. L'immense majorité des pays du G20 ont, au contraire, appelé à mettre immédiatement fin à cette agression et la majorité des pays l'ont fermement condamnée. Le ministre russe des affaires étrangères en a d'ailleurs tiré les conséquences en quittant la conférence juste après sa prise de parole pour ne plus y revenir. Il était absent lors des discussions relatives aux enjeux de sécurité alimentaire et énergétique. Mme Catherine Colonna a par ailleurs souligné que c'était la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine qui était la cause de l'aggravation des désordres économiques à laquelle nous faisons face, et non pas les sanctions qui ont pour seul but de mettre fin à l'agression russe et ne visent ni les biens alimentaires, ni les engrais. Elle a rappelé que la Russie, au contraire, n'avait

pas de scrupule à utiliser l'arme de la famine pour servir ses intérêts, comme l'illustre le maintien de son blocus en mer Noire et sa politique de la terre brûlée. La ministre a appelé tous les pays du G20 à rejoindre l'initiative FARM pour renforcer la sécurité alimentaire, et les pays de l'OPEP+ à prendre les dispositions permettant de faire baisser les prix du gaz et du pétrole./.

314 / 942 – Point de presse du 11/07/2022

Référence EPJ01299301

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a reçu aujourd'hui pour un déjeuner de travail son homologue qatarien, Cheikh Mohammed Al-Thani, à l'occasion de sa venue à Paris pour le sommet Choose France auquel la ministre participe. Les ministres ont souligné l'excellence de la relation entre la France et le Qatar, illustrée par la densité de nos contacts bilatéraux dans de nombreux domaines. Ils ont affirmé leur volonté de poursuivre l'approfondissement de notre partenariat stratégique dans ses dimensions politique, économique et énergétique. Ils ont notamment évoqué les perspectives de renforcement des relations économiques entre la France et le Qatar, y compris en termes d'investissements mutuels dans les secteurs productif et d'avenir. Ils ont également discuté des perspectives de renforcement de notre coopération en matière d'approvisionnements énergétiques. Les ministres ont abordé les questions régionales et internationales, notamment le conflit israélo-palestinien. Ils ont souligné la nécessité de relancer les efforts de paix au Proche-Orient et leur attachement à la solution des deux Etats. Les ministres ont évoqué les conséquences de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine qui provoque une crise alimentaire mondiale et des tensions sur les marchés mondiaux d'hydrocarbures. S'agissant de l'Iran, la ministre a remercié le Qatar pour ses efforts dans le cadre des discussions sur le retour au JCPOA, et souligné l'importance du dialogue régional pour réduire les tensions au Moyen-Orient. La ministre a enfin remercié le Qatar pour le rôle qu'il continue de jouer dans les opérations d'évacuation depuis l'Afghanistan, et marqué le souhait de la France de poursuivre notre coordination en ce sens.

315 / 942 – Point de presse du 08/07/2022

Référence EPJ01298501

Texte M. Olivier Becht, ministre délégué auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères chargé du commerce extérieur, de l'attractivité et des Français de l'étranger, s'est entretenu le 6 juillet avec M. Majdi Al-Dhafiri, vice-ministre koweïtien des affaires étrangères. Le ministre délégué a salué la qualité de la relation bilatérale entre la France et le Koweït, fondée sur un même attachement au multilatéralisme et au respect du droit international. Il a affirmé sa volonté de poursuivre la dynamique positive mise en place par le dialogue stratégique franco-koweïtien tenu le 2 janvier 2022. Le ministre délégué a souligné l'excellence de la relation économique entre nos deux pays et a appelé à renforcer les échanges économiques impliquant l'Union européenne et le Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe. Les ministres ont évoqué les conséquences de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, et les réponses à apporter à la crise alimentaire mondiale provoquée par l'agression russe et la hausse des prix de l'énergie qui s'en est

suivie. Les deux ministres ont également abordé les dossiers régionaux sur lesquels la France et le Koweït poursuivent leur coordination.

316 / 942 – Point de presse du 08/07/2022

Référence EPJ01298503

Texte Q – Quelle réaction face aux menaces de Vladimir Poutine hier devant les parlementaires ? R – Depuis le début de l'agression russe en Ukraine, la position de la France est constante. Nous appelons la Russie au respect de ses engagements internationaux, à la cessation de son agression en violation flagrante de la Charte des Nations unies et du droit international, ainsi qu'au retrait de ses forces armées. En soutien à la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, nous apportons à l'Ukraine une aide humanitaire, économique, financière, diplomatique et militaire que nous avons décidé d'intensifier et de poursuivre dans la durée. C'est le message que porte à nouveau la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, auprès de ses homologues du G20 réunis aujourd'hui à Bali./.

317 / 942 – Point de presse du 07/07/2022

Référence EPJ01298101

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participe à la réunion des ministres des affaires étrangères du G20 qui se tient à Bali les 7 et 8 juillet 2022, sous la présidence de l'Indonésie. Alors que la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine, en violation flagrante de la charte des Nations unies et du droit international, provoque un choc considérable sur l'économie mondiale, les ministres évoqueront les réponses à apporter collectivement aux conséquences mondiales de la guerre conduite par la Russie, notamment sur la hausse des prix de l'énergie et l'aggravation de l'insécurité alimentaire mondiale. Mme Catherine Colonna rappellera la responsabilité de la Russie dans cette situation. Aux côtés de ses partenaires européens et du G7, elle invitera ses homologues du G20 à renforcer le soutien humanitaire et financier à l'Ukraine. Elle plaidera pour que les pays du G20 s'engagent à lutter contre les défaillances de marché, notamment pour les produits agricoles et l'énergie, défaillances dont la Russie profite pour financer sa guerre contre l'Ukraine. Elle soulignera la nécessité d'une feuille de route commune en matière de sécurité alimentaire autour de l'initiative européenne FARM.

318 / 942 – Point de presse du 06/07/2022

Référence EPJ01297904

Texte Q – Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a dénoncé la publication d'un entretien entre Emmanuel Macron et Vladimir Poutine dans le cadre d'un récent documentaire sur France 2. Il a notamment critiqué une violation de "l'étiquette diplomatique" qui "ne prévoit pas de fuites unilatérales de (tels) enregistrements". Quelle est votre réaction à ces propos ? Démentez-vous toute violation des règles diplomatiques ? Est-ce que le Kremlin avait été prévenu en amont ? R – Nous vous renvoyons vers la présidence de la République.

319 / 942 – Point de presse du 01/07/2022

Référence EPJ01297201

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenue aujourd'hui avec son homologue britannique, Mme Liz Truss. Dans la continuité des sommets du G7 et de l'OTAN et de l'entretien du Président de la République avec le Premier ministre du Royaume-Uni ce dimanche 26 juin, la ministre a réaffirmé la détermination de la France à défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Elle a souligné l'importance de la coordination entre nos deux pays en la matière. La ministre a également salué l'adoption du nouveau Concept stratégique de l'OTAN, ainsi que le consensus trouvé au sein de l'Alliance pour accueillir la Finlande et la Suède comme nouveaux membres. Mme Catherine Colonna a abordé les conséquences de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, qui provoque une insécurité alimentaire dans de nombreux pays. Elle a discuté avec son homologue du projet de Communauté politique européenne, endossé par le Conseil européen des 23 et 24 juin. La ministre a exprimé sa préoccupation vis-à-vis de la mise en oeuvre du Protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord et son souhait d'une solution durable, dans le respect de l'accord signé entre l'Union européenne et le Royaume-Uni. Enfin, les ministres ont évoqué la nécessité de poursuivre le travail bilatéral sur d'autres sujets internationaux comme notre coopération en Afrique ou dans la région Indopacifique.

320 / 942 – Point de presse du 30/06/2022

Référence EPJ01296801

Texte Depuis le début de l'agression russe en Ukraine, plusieurs centaines de femmes ukrainiennes déplacées en Pologne font face à des restrictions de leur droit fondamental à l'avortement. Parmi elles, nombreuses sont celles ayant subi des viols ou des sévices sexuels dans le cadre du conflit. Les femmes ukrainiennes déplacées font face en Pologne à l'une des législations les plus restrictives d'Europe en termes d'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Cette situation constitue une atteinte à leurs droits fondamentaux ainsi qu'une mise en danger de leur intégrité physique et psychologique déjà fragilisée par le conflit. Dans ce cadre, le ministère de la santé et de la prévention, le ministère délégué chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances ainsi que le ministère de l'Europe et des affaires étrangères apporteront un soutien financier de 60 000 euros au réseau Avortement sans Frontières dont les organisations de terrain agissent au quotidien pour faciliter l'accès à l'avortement des femmes ukrainiennes déplacées qui souhaitent y recourir. Par le biais de la Fédération internationale pour la Planification familiale, qui travaille avec le réseau depuis plusieurs années, les ministères soutiendront les actions d'information et d'assistance auprès des femmes ukrainiennes déplacées en Pologne. Le soutien opérationnel des ONG du réseau Avortement sans Frontières concernera en particulier le financement de leur numéro d'aide téléphonique, ainsi que le soutien logistique aux femmes dont la situation requiert de se rendre dans un autre pays où l'avortement est légal et peut être réalisé dans de bonnes conditions d'accès aux soins. Depuis le début du conflit, Avortement sans frontières a prêté assistance à près de 500 femmes ukrainiennes souhaitant recourir à une IVG sur le territoire polonais. Le soutien financier de

leur action par le Gouvernement français permettra d'apporter une aide concrète à au moins 150 femmes, dans un contexte où l'enlèvement du conflit nécessite qu'un nombre croissant d'entre elles puisse bénéficier d'une assistance afin de quitter le territoire pour recourir à une IVG dans de bonnes conditions. Brigitte Bourguignon, ministre de la santé et de la prévention, déclare : "Depuis le début de l'agression russe, le ministère de la santé soutient l'Ukraine et les victimes du conflit par un soutien aux réfugiés présents en France, la prise en charge de patients ukrainiens et un appui sanitaire massif à l'Ukraine et aux pays limitrophes. Par cette aide à la Fédération internationale pour la Planification familiale, avec Isabelle Rome et Clément Beaune, nous souhaitons aussi réaffirmer notre aide aux femmes ukrainiennes déplacées, et notre attachement indéfectible au droit à l'IVG, droit fondamental pour la santé et la liberté des femmes." Isabelle Rome, ministre déléguée auprès de la Première ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances, déclare : "Depuis le début de l'agression injustifiée par la Russie, la France se tient résolument aux côtés du peuple ukrainien. Les femmes sont particulièrement exposées aux violences sexuelles. C'est pourquoi, avec Brigitte Bourguignon et Clément Beaune, nous avons décidé d'accompagner les Ukrainiennes déplacées en Pologne. L'accès à l'interruption volontaire de grossesse est un droit fondamental inaliénable." Clément Beaune, ministre délégué auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe, déclare : "Les femmes ukrainiennes déplacées en Pologne, dont certaines ont été victimes de violences sexuelles, ne sont pas en mesure d'avoir accès à l'IVG. L'initiative que nous portons avec Isabelle Rome et Brigitte Bourguignon s'inscrit dans le cadre de notre défense sans relâche des droits des femmes. Nous devons être à l'avant-garde de ce combat pour l'égalité en Europe. Nous continuerons ainsi de défendre l'inscription du droit à l'avortement dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Nous devons réaffirmer cet engagement en ce dernier jour de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne."

321 / 942 – Point de presse du 30/06/2022

Référence EPJ01296802

Texte Nous déplorons la condamnation en appel hier du journaliste et homme politique d'opposition Vladimir Kara–Mourza à 2 mois de prison ainsi que l'arrestation de l'élue d'opposition Ilya Yachine le 28 juin. Vladimir Kara–Mourza est par ailleurs en attente d'un autre procès où il risque jusqu'à 15 ans de réclusion. Ces incarcérations font suite à celles de nombreux autres opposants poursuivis par la justice russe au cours des derniers mois. La France est très préoccupée par la campagne de répression menée par les autorités russes à l'encontre des voix critiques du pouvoir et de sa guerre d'agression contre l'Ukraine. Nous appelons les autorités russes à respecter le droit international relatif aux droits de l'Homme ainsi que la liberté d'informer, à libérer ces prisonniers politiques et à abandonner les poursuites judiciaires engagées contre eux./.

322 / 942 – Point de presse du 29/06/2022

Référence EPJ01296201



Texte M. Franck Riester, ministre délégué auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et de l'attractivité, se rend à Prague le 29 juin 2022. Le ministre délégué s'entretiendra avec M. Jozef Sikela, ministre de l'industrie et du commerce, M. Marek Havrda, vice-ministre des affaires européennes et M. Stepan Cerny, directeur général de la coordination européenne auprès du Premier ministre. Alors que la République tchèque présidera le Conseil de l'Union européenne à compter du 1er juillet, M. Franck Riester soulignera auprès de ses interlocuteurs les avancées obtenues lors de notre présidence du Conseil en matière de politique commerciale, visant à la rendre plus assertive, créatrice d'opportunités pour nos entreprises, plus responsable et plus durable. Le ministre délégué évoquera l'approfondissement de la relation économique franco-tchèque, concernant notamment des projets dans les domaines des transports et de l'énergie. Il soulignera la convergence de vues et d'intérêts entre la France et la République tchèque sur la place du nucléaire dans la transition vers une énergie décarbonée, et sur la nécessité de sortir de la dépendance aux hydrocarbures russes, dans le contexte de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. M. Franck Riester rencontrera la communauté d'affaires française en République tchèque, rassemblée autour de la chambre de commerce franco-tchèque et des acteurs de l'équipe de France à l'export ("Team France Export") pour échanger sur les conséquences de la guerre en Ukraine. Il participera à l'événement "Partners' Day" organisé à l'initiative d'EDF pour formaliser l'association d'entreprises françaises et tchèques partenaires dans le cadre de la réponse à l'appel d'offres lancé pour la construction de la centrale Dukovany 5 portée par EDF et soutenue par la France. Le ministre délégué réaffirmera notre volonté de construire une véritable alliance européenne avec la République tchèque sur l'énergie nucléaire./.

323 / 942 – Point de presse du 27/06/2022

Référence EPJ01295901

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenue aujourd'hui par téléphone avec son homologue émirien, Cheikh Abdallah bin Zayed. Mme Catherine Colonna a rappelé le caractère exceptionnel du partenariat bilatéral qui unit la France et les Emirats arabes unis, et son engagement à l'approfondir. Les ministres ont échangé sur les perspectives de la relation bilatérale, notamment en matière de coopération pour la lutte contre le changement climatique, dans la perspective de la COP28 qui se tiendra aux Emirats arabes unis. Les ministres ont également abordé les questions régionales, notamment les conséquences de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine qui provoque une insécurité alimentaire dans de nombreux pays. Mme Catherine Colonna a rappelé la nécessité pour l'Iran de saisir l'opportunité qui lui est offerte de revenir le plus rapidement possible au JCPoA, et l'importance d'un dialogue sur les questions de sécurité régionale, ainsi que la volonté de la France de se coordonner étroitement avec ses principaux partenaires régionaux à ce sujet.

324 / 942 – Point de presse du 24/06/2022

Référence EPJ01295301

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenue aujourd'hui avec M. Martin Griffiths, secrétaire général adjoint des Nations unies en charge des affaires humanitaires. La ministre et M. Martin Griffiths ont échangé sur la situation humanitaire en Ukraine et les conséquences de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, qui menacent directement la sécurité alimentaire de nombreux pays. La ministre a marqué le soutien de la France aux efforts engagés par les Nations unies pour permettre l'exportation des 16,5 millions de tonnes de céréales qui sont aujourd'hui bloquées en Ukraine en raison de l'agression russe. La ministre a rappelé l'action de la France en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de développement agricole durable dans le contexte actuel de dégradation de la sécurité alimentaire mondiale. L'échange a notamment porté sur la mise en oeuvre de l'initiative FARM (Food and Agriculture Resilience Mission), lancée par le Président de la République et endossée par le Conseil européen, en cohérence avec les autres initiatives prises par la communauté internationale pour faire face à la crise alimentaire. La ministre a présenté par ailleurs les actions engagées par l'Union européenne, dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, pour aider l'Ukraine à exporter sa production et soutenir le secteur agricole ukrainien, notamment l'initiative des corridors de solidarité. Elle a par ailleurs rappelé la mobilisation du secteur privé engagée hier avec le ministre de l'agriculture à Paris.

325 / 942 – Point de presse du 23/06/2022

Référence EPJ01294604

Texte Q – Pouvez-vous nous confirmer que l'attaché culturel de l'ambassade de France à Moscou s'est vu demander de quitter le pays par les autorités russes ? R – Les autorités russes ont informé notre ambassadeur à Moscou vendredi dernier que la présence d'un agent de l'ambassade sur leur territoire n'était plus souhaitée. Aucun fondement légitime n'a été fourni. Nous déplorons cette décision injustifiée. La ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Catherine Colonna, a instruit les services compétents du ministère de lui présenter rapidement des options pour définir les suites à y donner. Dans ce contexte, nous tenons à saluer le travail exemplaire des diplomates et personnels de notre ambassade en Russie. Ce travail s'inscrit pleinement dans le cadre des conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires.

326 / 942 – Point de presse du 22/06/2022

Référence EPJ01294501

Texte Mme Catherine Colonna, Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, s'est entretenue aujourd'hui par téléphone avec son homologue marocain, M. Nasser Bourita. La ministre a rappelé l'attachement de la France au partenariat d'exception, qui lie nos deux pays, et à son approfondissement. Les deux ministres ont échangé sur les opportunités futures de la relation bilatérale. Ils ont ainsi abordé les questions culturelles, éducatives et économiques, en particulier les domaines d'avenir tels que les énergies renouvelables et les secteurs de pointe. Ils ont également évoqué les questions régionales, y compris les conséquences de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, qui menace directement la sécurité alimentaire de nombreux pays.

327 / 942 – Point de presse du 22/06/2022

Référence EPJ01294502

Texte Mme Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux, participe hier et aujourd'hui à la quinzième édition des Journées européennes du développement (JED), qui se tient à Bruxelles. Réunissant autour de la Commission européenne tous les acteurs de la communauté du développement, ces Journées sont consacrées cette année à la thématique "Portail mondial ("Global Gateway") : bâtir des partenariats durables pour un monde connecté", une stratégie lancée par la Commission européenne et le Service européen d'action extérieure en décembre dernier. La secrétaire d'Etat est intervenue lors d'un panel de haut niveau organisé par la France dédié à la sécurité alimentaire, aux côtés notamment de M. Mohamed Salem Ould Merzoug, ministre des affaires étrangères de la Mauritanie, de M. Kako Nubukpo, commissaire pour l'agriculture, les ressources en eau et l'environnement de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, de M. Koen Doens, directeur-général pour les partenariats internationaux de la Commission européenne, du Dr Jo Puri, vice-présidente adjointe, responsable du département stratégie et savoirs du Fonds international de développement agricole (FIDA) et de M. Jean-François Riffaud, directeur-général d'Action Contre la Faim. Intitulé "La sécurité alimentaire en temps de crise. Quel rôle peuvent jouer l'Equipe Europe et les autres acteurs du développement, dans un monde connecté ?", ce panel a illustré l'engagement de la France en matière de sécurité alimentaire, de nutrition et de développement agricole durable dans le contexte actuel, marqué par la dégradation de l'insécurité alimentaire, conséquence directe de l'invasion russe en Ukraine, du blocus et de la destruction par la Russie des infrastructures céréalières de l'Ukraine. La secrétaire d'Etat a notamment insisté sur la nécessité de concrétiser l'initiative FARM (Food and Agriculture Resilience Mission), initiative lancée par le Président de la République et endossée par le Conseil européen, en cohérence avec les autres initiatives prises pour faire face à la crise alimentaire. Elle a souligné la nécessité d'agir rapidement, avec nos partenaires européens et avec le secteur privé, pour renforcer la souveraineté alimentaire africaine. Lors de ces journées, la secrétaire d'Etat s'est également entretenue avec M. Hakainde Hichilema, Président de la République de Zambie, avec Mme Jutta Urpilainen, commissaire européenne aux partenariats internationaux, avec Mme Arlette Soudan Nonault, ministre congolaise de l'environnement, du développement durable et du Bassin du Congo ainsi qu'avec Mme Pilar Cancela Rodriguez, secrétaire d'Etat espagnole à la coopération internationale

328 / 942 – Point de presse du 20/06/2022

Référence EPJ01293501

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participe aujourd'hui au conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne. En amont du conseil européen des 23 et 24 mars et dans la continuité du déplacement du Président de la République en Roumanie, en Moldavie et en Ukraine la semaine dernière, la ministre rappellera que la

France est favorable à l'octroi immédiat du statut de candidat à l'Ukraine et à la Moldavie, en l'assortissant d'une feuille de route. Elle marquera l'importance de poursuivre le soutien à l'Ukraine sur tous les plans, humanitaire, économique, politique et militaire, en poursuivant notamment la livraison d'équipements militaires, et de mettre pleinement en oeuvre les sanctions adoptées par l'Union européenne. Face aux conséquences dramatiques de l'invasion russe en Ukraine sur la sécurité alimentaire, particulièrement en Afrique et au Moyen-Orient, la ministre insistera sur la nécessité de concrétiser l'initiative FARM, en cohérence avec les autres initiatives en la matière. Face à la désinformation et les contre-vérités, la ministre soulignera que l'insécurité alimentaire est une conséquence directe de la guerre déclenchée par Moscou, du blocus et de la destruction par la Russie des infrastructures céréalières de l'Ukraine. Les ministres auront un échange avec M. Sameh Choukry, ministre égyptien des affaires étrangères. Mme Catherine Colonna soulignera l'importance du partenariat entre l'Union européenne et l'Egypte, en particulier en matière énergétique et alimentaire dans le contexte de la guerre en Ukraine. Avec son homologue, elle évoquera plusieurs sujets régionaux d'intérêt commun. Les ministres réaffirmeront l'importance de renforcer le réengagement de l'Union européenne dans la région du Golfe face aux tentatives de déstabilisation régionale et dans la région de la Corne de l'Afrique, singulièrement en Ethiopie, en Somalie et au Soudan. Enfin, à l'issue de ce Conseil, Mme Catherine Colonna présidera la 19e réunion du conseil de coopération Union européenne-Kazakhstan, au titre de la présidence française du conseil de l'Union européenne, occasion d'évoquer avec ce pays le renforcement de notre partenariat et les conséquences de l'agression russe en Ukraine et notamment l'importance de mettre en oeuvre les sanctions européennes et internationales.

329 / 942 – Point de presse du 20/06/2022

Référence EPJ01293502

Texte La France salue l'adoption par le GAFI, organisation intergouvernementale chargée de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, d'un paquet robuste de mesures retirant à la Russie de nombreux privilèges en tant que membre du GAFI, à l'issue de sa réunion plénière du 16 juin dernier. La Russie, qui demeure membre de l'organisation, n'a ainsi plus la capacité de participer aux travaux clés du GAFI, à savoir les évaluations et inscriptions sur liste de pays, ainsi que la définition des standards internationaux. Elle n'a pas non plus la faculté d'occuper des positions stratégiques ou d'influence dans cette organisation.

330 / 942 – Point de presse du 17/06/2022

Référence EPJ01293103

Texte Q – Pouvez-vous commenter les déclarations de l'ancien président ukrainien Petro Porochenko, qui a déclaré dans une interview à la chaîne de télévision ukrainienne Espresso que l'objectif principal des accords de Minsk n'était pas de parvenir à un règlement dans le Donbas, mais de gagner du temps pour que l'Ukraine puisse reconstituer ses stocks d'armes et augmenter la force de ses forces armées ? R – La France, aux côtés de l'Allemagne, s'est investie pendant près de huit ans pour la mise en oeuvre des accords de Minsk, dont

l'objectif était de permettre de réintégrer les zones sous contrôle séparatiste dans le cadre de la souveraineté ukrainienne selon une organisation décentralisée. Le 21 février dernier, le Président russe a reconnu unilatéralement l'indépendance des républiques séparatistes autoproclamées, revenant sur tous les engagements de la Russie, et notamment le paquet de mesures pour la mise en oeuvre des accords de Minsk dont la Russie était signataire et qui était soutenue par la résolution 2202 du Conseil de sécurité des Nations unies. La France reste pleinement mobilisée, comme l'a montré le déplacement du Président de la République à Kiev le 16 juin, pour mettre un terme à l'agression russe qui viole les règles les plus fondamentales du droit international et restaurer l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

331 / 942 – Point de presse du 15/06/2022

Référence EPJ01292501

Texte Q – D'après le service de presse du Parquet de la Russie, il existe des informations selon lesquelles les forces armées ukrainiennes utilisent actuellement des obus à sous-munitions français, dont l'utilisation est interdite par le droit international. Pouvez-vous commenter cette déclaration du Parquet de la Russie ? R – La France poursuit son soutien à l'Ukraine face à l'agression russe, qu'elle condamne avec la plus grande fermeté. Nous appelons la Russie à cesser les hostilités et à retirer ses troupes du territoire de l'Ukraine. Nous l'exhortons à se conformer au droit international humanitaire, alors que de nombreux rapports font état de multiples violations commises par les forces armées russes dans le cadre de l'agression russe contre l'Ukraine. Les allégations circulant sur des médias russes et relayées par les réseaux sociaux affirmant que la France fournit à l'Ukraine des armes à sous-munitions sont totalement fausses. La France respecte pleinement ses obligations au titre de la Convention d'Oslo sur les armes à sous-munitions à laquelle elle est partie et que la Russie a fait le choix de ne pas rejoindre. Nous condamnons l'emploi répété et indiscriminé de ces armes en Ukraine par la Russie en violation du droit international humanitaire.

332 / 942 – Point de presse du 09/06/2022

Référence EPJ01290701

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenue hier par téléphone avec M. António Guterres, secrétaire général des Nations unies. La ministre et le secrétaire général ont principalement échangé sur la situation en Ukraine et ses conséquences sur la sécurité internationale. La ministre a rappelé le soutien indéfectible de la France à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, qui se traduit notamment par l'aide humanitaire, économique, financière, diplomatique et militaire que nous apportons à l'Ukraine et que nous avons décidé d'intensifier et de poursuivre dans la durée. La France continue d'appeler la Russie au respect de ses engagements internationaux, à la cessation de son agression et au retrait de ses forces armées. Mme Catherine Colonna et M. António Guterres ont longuement évoqué les négociations conduites sous l'égide du secrétaire général pour la reprise des exportations de céréales et d'engrais bloqués par la guerre déclenchée par la Russie, ainsi que l'ensemble des mécanismes d'urgence et de solidarité à mettre en oeuvre en matière de sécurité

alimentaire. La ministre a abordé la situation au Sahel et les efforts collectifs de lutte contre le terrorisme dans la région. Elle a salué les efforts de la CEDEAO au Mali, au Burkina Faso et en Guinée, tout en soulignant son inquiétude face à la multiplication des exactions contre les civils au Mali et aux tentatives répétées de manipulation de l'information dans ce pays. Elle a apporté son soutien à la MINUSMA, dont le mandat sera prochainement renouvelé par le Conseil de sécurité des Nations unies et dont les casques bleus paient un lourd tribut pour stabiliser le Mali et protéger les civils. S'agissant de la Syrie, la ministre a rappelé l'engagement de la France en soutien aux Syriens, dans le pays et dans son voisinage, et confirmé l'engagement de la France à verser 373 millions d'euros d'aide pour 2022. La France est un partenaire majeur des Nations unies en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, l'un des principaux contributeurs financiers et le pays d'accueil de nombreuses organisations du système des Nations unies. La ministre a rappelé le profond attachement de la France au multilatéralisme et à la défense des buts et principes de la charte des Nations unies. La ministre et le secrétaire général sont convenus de travailler étroitement à cette fin.

333 / 942 – Point de presse du 08/06/2022

Référence EPJ01290406

Texte Q – Qu'entendez-vous par le terme "ne pas humilier la Russie" ? R – La France assure un soutien qui ne souffre d'aucune ambiguïté à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Ce soutien se traduit notamment par l'aide humanitaire, économique, financière, diplomatique et militaire que nous apportons à l'Ukraine et que nous avons décidé d'intensifier et de poursuivre dans la durée. La France continue d'appeler la Russie au respect de ses engagements internationaux, à la cessation de son agression et au retrait de ses forces armées./.

334 / 942 – Point de presse du 07/06/2022

Référence EPJ01290005

Texte Q – Les forces armées ukrainiennes ont bombardé les zones résidentielles de Donetsk en utilisant l'artillerie française Caesar de 155 mm. C'est ce qu'ont rapporté les représentants de la république populaire de Donetsk. À ce stade, on déplore trois morts et quatre blessés parmi les habitants de la ville depuis le début des bombardements, lundi. Pouvez-vous commenter l'utilisation d'armes françaises pour pilonner des civils ? Est-ce que la France a imposé des conditions/restrictions avant de remettre son artillerie aux Ukrainiens ? Est-ce que la France garde trace du parcours des armes lourdes qu'elle a fournies et de leur utilisation ? R – La France poursuit son soutien à l'Ukraine face à l'agression russe, qu'elle condamne avec la plus grande fermeté. Nous appelons la Russie à cesser les hostilités et à retirer ses troupes du territoire de l'Ukraine afin de mettre un terme aux morts civiles observées quotidiennement depuis le début de cette agression illégale et injustifiable.

335 / 942 – Point de presse du 03/06/2022

Référence EPJ01289701

Texte

Cela fait 100 jours que la Russie a lancé son agression contre l'Ukraine et son peuple. Depuis 100 jours, la Russie bombarde de façon incessante et indiscriminée les forces militaires ukrainiennes comme les populations civiles. La France est solidaire des épreuves subies par le peuple ukrainien. Elle l'est depuis 2014 et l'annexion illégale de la Crimée et le déclenchement du conflit dans le Donbass, pas seulement depuis le 24 février. Il ne saurait y avoir la moindre impunité face à l'atrocité des exactions commises par les soldats russes en Ukraine, à Boutcha et dans d'autres villes. Lors de mon récent déplacement en Ukraine, j'ai porté un message d'amitié et d'admiration à l'Ukraine et au peuple ukrainien. J'ai rappelé le soutien indéfectible de la France à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine ; celui-ci se traduit notamment par de l'aide humanitaire, économique, financière, diplomatique, militaire que la France apporte à l'Ukraine et que nous avons décidé d'intensifier et de poursuivre dans la durée. Au total, ce sont d'ores et déjà deux milliards de dollars d'aide qui ont été annoncés par le Président de la République, ce qui fait de la France un des tout premiers soutiens internationaux de l'Ukraine. L'Ukraine se bat pour sa souveraineté et son intégrité territoriale. Nous devons continuer de rendre insoutenable le coût de la poursuite de cette agression pour la Russie. La France continue d'appeler la Russie au respect de ses engagements internationaux, à la cessation de son agression et au retrait de ses forces armées.

336 / 942 – Point de presse du 03/06/2022

Référence EPJ01289703

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenue hier par téléphone avec son homologue saoudien, M. Fayçal ben Farhan. Les ministres ont souligné la densité des relations entre la France et l'Arabie saoudite et se sont félicités du renforcement de nos échanges sur les plans politique, économique et culturel. Ils ont marqué leur souhait d'approfondir la coopération en faveur de la sécurité et la stabilité régionales. Les ministres ont notamment évoqué la guerre en Ukraine et ses conséquences. Mme Catherine Colonna a réitéré la position de la France et de l'Union européenne, et marqué la nécessité de répondre aux menaces qui résultent de la guerre menée par la Russie sur la sécurité alimentaire dans la région.

337 / 942 – Point de presse du 02/06/2022

Référence EPJ01289402

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenue aujourd'hui par téléphone avec M. Subrahmanyam Jaishankar, ministre des affaires extérieures de l'Inde. Dans le prolongement des échanges à Paris, le 4 mai dernier, du Premier ministre Narendra Modi avec le Président de la République, les deux ministres ont évoqué l'approfondissement du partenariat stratégique franco-indien et les questions régionales. Les deux ministres ont réitéré leur détermination à oeuvrer en faveur d'un cessez-le-feu en Ukraine face à la guerre d'agression que mène la Russie depuis plus de trois mois, en violation des principes fondamentaux du droit international. Ils ont également abordé les conséquences de la guerre en Ukraine sur le plan de la sécurité alimentaire mondiale et la réponse au risque de crise alimentaire

avec l'initiative FARM (Food and Agriculture Resilience Mission / mission de résilience alimentaire et agricole).

338 / 942 – Point de presse du 31/05/2022

Référence EPJ01288402

Texte Q – Selon les informations du service de renseignement extérieur de la Fédération de Russie, la mairie de Kyiv envisage l'appel des autorités françaises pour renommer la rue Moskovskaïa dans la capitale ukrainienne. Pourriez-vous le confirmer ? Comment expliquez-vous la proposition de renomination de la rue ? R – Nous ne commentons pas les rumeurs. Il s'agit par ailleurs d'un sujet de politique intérieure d'un Etat souverain. Q – Concernant les dommages occasionnés sur les oeuvres culturelles du patrimoine culturel ukrainien par la guerre, la France a-t-elle émis un avertissement sur le danger de pillages auprès de l'Unesco ? R – Depuis le début de l'agression russe en Ukraine, la France et ses partenaires oeuvrent à ce que l'UNESCO assure un suivi de la situation en Ukraine dans tous les domaines de son mandat, y compris ce qui relève de la Convention de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels. Une décision en ce sens a été adoptée lors du conseil exécutif extraordinaire de l'UNESCO le 16 mars 2022, convoqué, entre autres, à la demande de la France. La France s'est assurée, en lien avec l'ambassade d'Ukraine et le secrétariat de l'UNESCO que l'état du patrimoine culturel en Ukraine ferait l'objet d'un suivi régulier et que la question puisse être débattue lors du comité de la convention de 1970 et du comité dit "retours et restitutions" qui se sont tenus la semaine du 16 mai dernier. Selon les derniers chiffres de l'UNESCO, 137 biens culturels ont été détruits ou endommagés depuis le début de la guerre. Par ailleurs, la fondation ALIPH dont la France est l'un des membres fondateurs a débloqué une enveloppe de 2 millions d'euros destinée à des projets de protection du patrimoine ukrainien. Ce soutien est en cohérence avec l'engagement important de la France pour la préservation du patrimoine./.

339 / 942 – Point de presse du 30/05/2022

Référence EPJ01288003

Texte Q – Le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré que la France jouait l'un des principaux rôles dans l'incitation au néonazisme en Ukraine. Il a noté que Paris fournit activement des armes à l'Ukraine et exige que Kyiv mène la guerre à une fin victorieuse. Quelle est votre réaction ? R – La France soutient un Etat agressé par la Russie. Comme l'a rappelé la ministre de l'Europe et des affaires étrangères aujourd'hui à Kiev aux côtés de son homologue ukrainien, la France est solidaire des épreuves subies par le peuple ukrainien et continuera de lui apporter une aide humanitaire, économique, financière, diplomatique et militaire. Je vous renvoie à ses déclarations./.

340 / 942 – Point de presse du 27/05/2022

Référence EPJ01287603

Texte



Q – L'OTAN mène actuellement un exercice naval, Bouclier de Neptune, en Méditerranée orientale. La France observe-t-elle ces exercices, fera-t-elle des exercices dans le prolongement, et plus généralement, quel est l'intérêt stratégique de la Méditerranée orientale : surveillance de la marine russe, appui à la marine grecque, et coexistence tendue avec la marine turque ? R – La France suit attentivement la situation en Méditerranée orientale, notamment au regard des conséquences de l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Elle coopère avec ses alliés au sein de l'Alliance atlantique, ses partenaires de l'Union européenne et tous ses partenaires régionaux pour contribuer à la stabilité en Méditerranée orientale et préserver ses intérêts dans cette région, y compris à travers les déploiements réguliers de ses forces. Comme l'a indiqué le ministère des armées, la marine nationale et l'armée de l'air et de l'espace participent, avec 18 autres alliés à l'exercice militaire "Bouclier de Neptune 2022" /.

341 / 942 – Point de presse du 25/05/2022

Référence EPJ01287301

Texte Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenue aujourd'hui par téléphone avec le ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, M. Wang Yi. Dans la continuité des échanges récents du Président de la République avec le Président Xi, les deux ministres ont souligné l'importance de la relation bilatérale. La ministre a souligné sa détermination à mettre en oeuvre le partenariat franco-chinois au moyen d'un dialogue de qualité, étroit et exigeant, sur l'ensemble des sujets. La ministre a réitéré la détermination de la France à soutenir l'Ukraine face à la guerre d'agression que mène la Russie depuis trois mois, en violation des principes fondamentaux du droit international. Les deux ministres sont convenus de l'urgence de revenir au respect par la Russie du droit international et à une solution négociée du conflit. Ils ont réaffirmé leur attachement au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Ils ont exprimé leur soutien aux efforts de la communauté internationale en matière d'aide humanitaire à l'Ukraine et de réponse aux conséquences de l'agression russe sur tous les plans. Dans le contexte de la publication de nouveaux documents faisant état de très graves violations des droits de l'Homme au Xinjiang et de la visite en cours de la Haute Commissaire aux droits de l'Homme des Nations unies, la ministre a appelé à une pleine transparence sur la situation et à ce que soit assuré à la Haute Commissaire un accès véritable et sans entrave, y compris pour lui permettre d'échanger avec des membres de la société civile et de visiter les lieux de son choix, dont par exemple des lieux de détention. M. Wang Yi s'est félicité de son côté de la tenue de la visite de la Haute Commissaire aux droits de l'Homme des Nations unies. S'agissant de la communauté française en Chine, la ministre a en particulier insisté sur la nécessité d'autoriser l'accès à notre consulat général à Shanghai, notamment pour le public devant effectuer des formalités administratives préalables à un retour en France. Elle a également évoqué la fréquence des liaisons aériennes avec la Chine. \*\*\* Q – Quelle est votre réaction aux nouvelles révélations sur la répression visant la minorité musulmane des Ouïghours ? La visite au Xinjiang de Michelle Bachelet dans ce contexte est-elle utile selon vous ? R – Je vous renvoie à ma déclaration de ce jour.

342 / 942 – Point de presse du 25/05/2022

Référence EPJ01287303

Texte La journée mondiale de l'Afrique célèbre chaque année, à la date anniversaire de la fondation de l'Organisation de l'Union africaine devenue Union africaine, le dynamisme du continent africain. Le thème choisi pour cette année étant la nutrition, la France réitère son engagement, aux côtés de ses partenaires africains, en faveur de systèmes alimentaires plus résilients et durables et de la souveraineté alimentaire du continent. La France agit de plusieurs façons pour la durabilité économique et écologique de filières agricoles locales. Elle le fait au travers de l'aide alimentaire programmée. L'Agence française de développement (AFD) finance plusieurs projets de coopération et collabore avec le Programme alimentaire mondial par exemple pour soutenir l'approvisionnement des cantines scolaires en denrées produites et transformées localement. Elle investit pour la modernisation des exploitations et des filières, notamment grâce à l'initiative "Choose Africa", en cohérence avec l'Agenda 2063 de l'Union africaine. La France soutient la formation, la recherche et l'enseignement supérieur et professionnel agricole en Afrique. Elle appuie les capacités de stockage de céréales de la CEDEAO. Ces actions concrètes ont toute leur place dans le renouvellement du partenariat entre les deux continents qui était au coeur du sommet Union européenne–Union africaine de février 2022. Alors que la guerre lancée par la Russie contre l'Ukraine menace la sécurité alimentaire mondiale, la France a proposé, dans le cadre de sa présidence du Conseil de l'Union européenne, l'initiative européenne FARM, pour laquelle l'Union africaine a marqué son intérêt. FARM vise à lutter contre les déséquilibres sur les marchés, à assurer la solidarité avec les pays les plus touchés et à soutenir les productions locales. Elle permettra de renforcer la production alimentaire de façon durable et résiliente, en cohérence avec le projet de la Grande Muraille verte porté par l'Union africaine, et l'initiative pour les protéines végétales.

343 / 942 – Point de presse du 25/05/2022

Référence EPJ01287306

Texte Q – Est-ce que la France serait prête à offrir une aide navale pour sécuriser des convois d'exportation de céréales de l'Ukraine ? R – En imposant un blocus des ports ukrainiens dans le cadre de l'agression qu'elle mène contre l'Ukraine et en détruisant des infrastructures, la Russie a gravement perturbé les approvisionnements en céréales au niveau mondial. La Russie en porte l'entière responsabilité. L'impossibilité pour l'Ukraine d'exporter sa production de céréales est une conséquence directe des opérations militaires russes en Ukraine et en mer Noire et n'a aucun lien avec les sanctions de l'UE et des partenaires du G7. Dans ce contexte, la France en lien avec ses partenaires, étudie tous les moyens pour permettre l'exportation des céréales produites en Ukraine. Différentes options sont envisagées, en lien étroit avec nos partenaires et avec les autorités ukrainiennes.

344 / 942 – Point de presse du 18/05/2022

Référence EPJ01285001

Texte La France condamne fermement la décision prise aujourd'hui par la Fédération de Russie de procéder à l'expulsion de diplomates et personnels français affectés à l'ambassade de France en Russie. Cette décision est présentée par la partie russe comme une réponse aux décisions de la France, notifiées les 4 et 11 avril derniers, d'expulser plusieurs dizaines d'agents russes agissant sur notre territoire sous un statut diplomatique et oeuvrant contre nos intérêts de sécurité. Le travail de ces diplomates et des personnels de notre ambassade en Russie, dont la France salue le courage et le grand professionnalisme, s'inscrit à l'inverse pleinement dans le cadre des conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires. La décision des autorités russes ne repose sur aucun fondement légitime. Nous ne pouvons que la déplorer./.

345 / 942 – Point de presse du 16/05/2022

Référence EPJ01284201

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participe aujourd'hui au Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne. Les ministres discuteront du soutien de l'Union européenne aux pays des Balkans occidentaux, à vingt-sept puis avec leurs six homologues de la région. M. Jean-Yves Le Drian rappellera que l'engagement renforcé auprès de ces pays constitue l'une des priorités de la présidence française du Conseil de l'Union européenne. Auprès de ses homologues de la région, le ministre soulignera l'importance d'un alignement sur les sanctions prises par l'Union européenne en réponse à l'agression russe contre l'Ukraine. Il réitérera notamment l'attachement de la France à la concrétisation de leur perspective européenne. Les ministres aborderont la crise ukrainienne, en présence des ministres ukrainien et canadien des affaires étrangères, M. Dmytro Kuleba et Mme Mélanie Joly. M. Jean-Yves Le Drian réaffirmera le plein soutien de l'Union européenne à l'Ukraine, à son indépendance et à son intégrité territoriale. Le ministre insistera sur l'ampleur de la réponse européenne à l'agression russe, qui se déploie dans les domaines militaire, financier et humanitaire, ainsi qu'en matière de sanctions, de lutte contre l'impunité, de soutien aux Etats tiers affectés et de lutte contre les manipulations de l'information. Il marquera la nécessité de traiter les conséquences que cette guerre imposée par la Russie a dans le domaine de la sécurité alimentaire. Les ministres feront également un point sur la question de l'adhésion rapide à l'OTAN de la Finlande et de la Suède. M. Jean-Yves Le Drian redira que la France soutient pleinement ce choix souverain./.

346 / 942 – Point de presse du 12/05/2022

Référence EPJ01283402

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères participe à la réunion des ministres des affaires étrangères du G7 à Weissenhaus, en Allemagne, du 12 au 14 mai 2022. Cette réunion sera l'occasion de faire le point sur le soutien apporté à l'Ukraine et à la Moldavie face à l'agression russe en Ukraine et de traiter des conséquences mondiales de la crise, notamment sur la sécurité alimentaire. Les ministres discuteront en particulier du renforcement des mesures à prendre à l'encontre de la Russie en réponse à son agression militaire en Ukraine, et des moyens de renforcer la coordination et la résilience des démocraties et de leurs partenaires, pour faire

face aux menaces qu'elle pose pour la paix et la sécurité internationale. Le ministre soulignera en particulier les conséquences que la crise a sur les pays les plus fragiles, notamment en matière de sécurité alimentaire ou énergétique. Il rappellera les objectifs de l'initiative FARM (Food and Agriculture Resilience Mission) adopté par le Conseil européen des 24 et 25 mars derniers, qui vise à limiter les tensions commerciales, assurer la solidarité entre les Etats et renforcer la résilience des systèmes agricoles mondiaux. Les ministres évoqueront la poursuite de leurs engagements communs en matière climatique et environnementale, la continuation des efforts du G7 en réponse à la pandémie et la préparation aux crises sanitaires, ainsi que l'importance de ces enjeux pour la paix et la sécurité mondiale et le multilatéralisme. La réunion permettra également aux ministres d'évoquer les relations avec la Chine et l'Indo-Pacifique, le Moyen-Orient et le partenariat du G7 avec l'Afrique.

347 / 942 – Point de presse du 11/05/2022

Référence EPJ01282601

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu hier avec son homologue serbe, M. Nikola Selakovic. Les ministres ont échangé sur la situation en Ukraine après la guerre déclenchée par la Russie le 24 février dernier. Le ministre a souligné l'importance d'une étroite coordination de nos positions et de nos initiatives sur ce dossier, pour faire pression sur la Russie pour mettre un terme à ce conflit. Il a salué le soutien de la Serbie à plusieurs votes intervenus aux Nations unies dans cette perspective. Le ministre a réitéré le soutien de la France à la perspective européenne de la Serbie ainsi que des pays des Balkans occidentaux. Il a évoqué l'organisation en juin prochain, dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, d'une conférence entre l'UE et les pays des Balkans occidentaux qui aura vocation à y contribuer. Le ministre a enfin marqué la nécessité de donner un nouvel élan au dialogue entre la Serbie et le Kosovo dans le cadre de la médiation européenne, que la France soutient pleinement, en appelant les parties à se montrer constructives.

348 / 942 – Point de presse du 11/05/2022

Référence EPJ01282602

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu aujourd'hui avec son homologue nord-macédonien M. Bujar Osmani, en marge de la réunion ministérielle de la coalition mondiale contre Daech à Marrakech, de la résolution du différend entre la Bulgarie et Macédoine du Nord et de la situation en Ukraine après la guerre déclenchée par la Russie le 24 février dernier. Le ministre a souligné le plein soutien de la France en vue de l'obtention d'un compromis équilibré et mutuellement acceptable entre la Bulgarie et la Macédoine du Nord. Il a rappelé que la France est déterminée, en cas d'accord, à organiser des conférences intergouvernementales entre l'Union européenne et la Macédoine du Nord et l'Albanie dès que possible pendant sa présidence du Conseil de l'Union européenne. Le ministre a réitéré le soutien de la France à la perspective européenne des pays des Balkans occidentaux et évoqué l'organisation en juin prochain, dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'UE, d'une conférence entre l'UE et les pays des Balkans occidentaux qui aura vocation à y contribuer.

349 / 942 – Point de presse du 06/05/2022

Référence EPJ01281702

Texte Q – Concernant la Moldavie : est-ce que la France, dans le cadre de l'OTAN ou dans un autre cadre, apporte une aide militaire à la Moldavie, particulièrement en rapport avec l'occupation de la Transnistrie et la présence de troupes de la Fédération de Russie ? A – M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a exprimé à de nombreuses reprises sa préoccupation et sa vigilance à l'égard des incidents survenus en Transnistrie, ainsi que le plein soutien de la France à la stabilité, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Moldavie face aux risques de déstabilisation dont elle peut être l'objet. Pour en savoir plus sur notre soutien à la Moldavie sous toutes ses formes, nous vous invitons à consulter un thread publié le 2 mai sur notre compte Twitter ([https://twitter.com/francediplo/status/1521165627393773568?ref\\_src=twsrc%5Etfw](https://twitter.com/francediplo/status/1521165627393773568?ref_src=twsrc%5Etfw)) ainsi que la rubrique dédiée sur notre site internet (<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/moldavie/>).

350 / 942 – Point de presse du 03/05/2022

Référence EPJ01280502

Texte À l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse, la France exprime sa vive préoccupation face aux restrictions croissantes constatées dans le monde à la liberté de la presse ainsi qu'à la multiplication des manipulations de l'information. En Ukraine, l'agression russe s'accompagne de campagnes massives de manipulation de l'information. En Russie et en Biélorussie, des restrictions drastiques sont apportées à la liberté de la presse. Au Mali, la diffusion de RFI et de France 24 a été suspendue définitivement. En Afghanistan, la diffusion des médias internationaux a été interdite, tandis que de nombreux médias du pays ont été contraints de fermer depuis la prise de pouvoir des talibans. En Chine, des atteintes croissantes sont portées aux droits des journalistes, nationaux comme étrangers, ainsi qu'aux conditions d'exercice de leurs fonctions, notamment à Hong Kong, où l'érosion des libertés s'est traduite par de multiples arrestations de journalistes et fermetures de médias indépendants d'information. Partout dans le monde, la France réaffirme son engagement constant et déterminé en faveur de la liberté de la presse, de la liberté d'expression et de la protection des journalistes. La France mène des actions concrètes pour garantir l'accès à une information fiable et de qualité. Le ministre Jean-Yves Le Drian a ainsi lancé le Partenariat information et démocratie, avec Reporters sans frontières, soutenu à ce jour par 45 Etats. Parce que la sécurité des journalistes est une condition absolue pour l'exercice de la liberté de la presse, la France agit également pour permettre à des journalistes menacés de poursuivre leur mission. Elle a ainsi accordé accueil et protection à un grand nombre de journalistes d'Afghanistan menacés à raison de leur activité. Elle soutient les initiatives visant à accueillir, accompagner et former les journalistes et médias ukrainiens, biélorusses ou russes qui sont menacés du fait de la guerre en Ukraine et souhaitent, pour certains d'entre eux, venir en France. A cet égard, M. Jean-Yves Le Drian s'est fortement mobilisé pour la mise en place par France Médias Monde et l'agence de coopération médias CFI d'une plateforme de soutien et d'appui aux journalistes ukrainiens et russes à Bucarest. La liberté de la presse suppose également

l'existence de médias libres, indépendants et pluralistes, reposant sur un modèle économique soutenable. La France a alloué plus de 43,2 millions d'euros au financement de projets de soutien aux médias dans différents pays en 2020. La défense de la liberté de la presse et de la liberté d'expression est enfin au coeur de la présidence française de l'Union européenne, en particulier dans le domaine du numérique. L'accord récemment trouvé sur le règlement européen sur les services numériques (DSA) permettra de renforcer les exigences de transparence et de responsabilité des plateformes dans leur activité de modération des contenus. La France appuie en outre l'Acte pour la liberté des médias proposé par la Commission européenne, qui doit contribuer à soutenir l'indépendance des médias en agissant sur le cadre de gouvernance et de financement des structures médiatiques./.

351 / 942 – Point de presse du 28/04/2022

Référence EPJ01279001

Texte M. Jean-Yves le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu aujourd'hui avec son homologue polonais, M. Zbigniew Rau. Les ministres ont échangé sur la réponse européenne face à la guerre en Ukraine, notamment les mesures d'assistance aux réfugiés ukrainiens massivement arrivés en Pologne, la poursuite et l'approfondissement de l'appui apporté à l'Ukraine, le renforcement des sanctions à l'encontre de la Russie et la diversification des sources d'approvisionnements énergétiques de l'Union européenne, en particulier dans le contexte de l'arrêt unilatéral par la partie russe des livraisons de gaz à la Pologne et à la Bulgarie. Le ministre a réitéré la solidarité de la France à leur égard. Les ministres ont également évoqué la coopération bilatérale entre les deux pays.

352 / 942 – Point de presse du 27/04/2022

Référence EPJ01278601

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu hier par téléphone avec son homologue italien, M. Luigi Di Maio. Les ministres ont évoqué la poursuite d'une coordination franco-italienne étroite dans l'appui à l'Ukraine face aux conséquences de la guerre en Ukraine. Ils ont évoqué les options de renforcement des sanctions à l'encontre de la Russie, notamment dans le domaine énergétique. Les deux ministres ont également abordé la crise en Libye, l'importance de préserver la stabilité du pays et d'organiser rapidement des élections présidentielle et législatives libres et transparentes. Ils sont convenus de travailler ensemble pour trouver une solution diplomatique au blocage actuel. Les deux ministres sont enfin revenus sur la situation du Mali, notamment à la suite de la tentative de manipulation de l'information survenue à Gossi.

353 / 942 – Point de presse du 27/04/2022

Référence EPJ01278605

Texte Q – Quelle est votre réaction après la suspension des livraisons de gaz russe à la Pologne et la Bulgarie ? La Russie enfreint-elle ses obligations et craignez-vous des répercussions sur les approvisionnements de gaz en Europe ? R – La France est pleinement solidaire de ses partenaires européens

face au nouveau chantage exercé par la Russie sur les livraisons de gaz. Cette situation rappelle la nécessité de renforcer l'autonomie stratégique européenne et de réduire nos dépendances, notamment dans le domaine énergétique, conformément à la déclaration adoptée lors du Sommet de Versailles en mars dernier. C'est pourquoi nous continuons de travailler avec nos partenaires de l'Union européenne pour garantir un approvisionnement énergétique fiable et faire émerger rapidement des alternatives à la Russie.

354 / 942 – Point de presse du 26/04/2022

Référence EPJ01277804

Texte Q – La Russie qui préside le comité du patrimoine mondial à l'UNESCO a annoncé jeudi 21 avril le report de la réunion du comité qui devrait se tenir à Kazan en juin. Quelle est votre réaction ? R – Ce report intervient alors que nous demandons activement, depuis le début de la guerre menée par la Russie en Ukraine, qu'une solution soit trouvée afin que le Comité du patrimoine mondial ne se réunisse ni en Russie, ni ailleurs sous présidence russe. La France tient à souligner son attachement à ce qu'une solution alternative soit trouvée rapidement afin que le Comité du patrimoine mondial puisse se réunir pour poursuivre ses travaux. Les agissements de la Russie en Ukraine violent la Convention de 1972 sur la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, ainsi que la Convention de 1954 sur la protection du patrimoine culturel en cas de conflit armé. Le patrimoine ukrainien a subi des atteintes considérables qui s'élèvent, selon l'UNESCO, à plus de 100 monuments et établissements culturels endommagés ou détruits. Ces éléments ont été soulignés par 46 Etats parties à la Convention de 1972, dont la France, dans un courrier adressé aux 21 membres du comité du Patrimoine mondial le 7 avril./.

355 / 942 – Point de presse du 21/04/2022

Référence EPJ01276503

Texte Q – Le siège de l'usine Azovstal à Marioupol commence, selon le président Poutine. La France est-elle vigilante sur le déroulement des sièges en particulier ? R – La France est particulièrement préoccupée par la situation humanitaire catastrophique à Marioupol. Nous continuons à appeler la Russie à mettre fin à ce siège et notamment à permettre le libre départ des populations civiles qui le souhaitent en toute sécurité et dans la direction de leur choix, ainsi que l'acheminement d'aide humanitaire dans la ville par les organisations humanitaires présentes sur le terrain./.

356 / 942 – Point de presse du 13/04/2022

Référence EPJ01275401

Texte La France salue la publication du "Rapport sur les violations du droit international humanitaire et des droits de l'Homme, sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis en Ukraine depuis le 24 février 2022", qui a été préparé par les professeurs Wolfgang Benedek, Veronika Bilkova et Marco Sassoli, experts indépendants, à la suite du déclenchement du mécanisme de Moscou de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), à l'initiative de 45 pays dont la France. Ce mécanisme vise à enquêter sur les

allégations de graves violations des engagements pris par les Etats dans le cadre de l'OSCE et à identifier des actions pour y mettre fin. La France a pris connaissance avec préoccupation des conclusions de ce rapport, qui atteste de l'existence de "schémas clairs de violations du droit international humanitaire par les forces russes dans la conduite des hostilités". Si le rapport identifie des violations des deux côtés, sa conclusion est claire : "les violations commises par la Fédération de Russie sont de loin les plus importantes par leur ampleur et leur nature". La France reste résolument engagée aux côtés des Ukrainiens, de ses partenaires internationaux et des juridictions internationales pour lutter contre l'impunité des auteurs des actes insoutenables qui ont été commis. Les conclusions du rapport alimenteront les enquêtes en cours dans le but d'établir formellement les responsabilités juridiques et politiques dans les exactions commises sur le territoire ukrainien.

357 / 942 – Point de presse du 12/04/2022

Référence EPJ01275001

Texte Dans le contexte de l'aggravation de la crise alimentaire mondiale provoquée par la guerre de la Russie contre l'Ukraine, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, le ministre de l'agriculture et de l'alimentation et le commissaire européen chargé de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes se rendent aujourd'hui à Rome pour rencontrer les dirigeants du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA), et du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Les ministres et le commissaire européen auront également un échange approfondi avec le ministre italien des affaires étrangères et de la coopération internationale sur la sécurité alimentaire et les conséquences de l'agression russe en Ukraine. Alors que l'agression russe accroît les tensions sur le marché des céréales en raison des difficultés de l'Ukraine à assurer sa prochaine récolte et à exporter ses céréales, les ministres évoqueront les initiatives permettant de réduire les risques de spéculation et d'aggravation de l'insécurité alimentaire, dont les pays les plus vulnérables sont les premières victimes. Ils évoqueront les perspectives de mise en oeuvre d'un mécanisme de solidarité internationale (Mission de résilience alimentaire et agricole / Food & Agriculture Resilience Mission – FARM). Cette initiative vise à la fois à apaiser les tensions sur les marchés agricoles, à permettre d'assurer l'approvisionnement des pays les plus vulnérables à un prix raisonnable et de faire en sorte que les ressources soient allouées de façon équitable. Enfin, cette initiative doit permettre à moyen terme de renforcer la résilience des systèmes agricoles des pays les plus vulnérables. A l'occasion de ce déplacement, les ministres réaffirmeront le soutien de la France aux organisations multilatérales en charge de la sécurité alimentaire : le PAM, la FAO et le FIDA.

358 / 942 – Point de presse du 11/04/2022

Référence EPJ01274502

Texte Q – Quelle est votre réaction à l'élection présidentielle organisée en Ossétie du Sud ? R – Dans le contexte de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine qui porte gravement atteinte à la sécurité et la stabilité du continent



européen, la France réaffirme son plein et entier soutien à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de la Géorgie dans ses frontières internationalement reconnues. Toute élection organisée sur les territoires sécessionnistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie ou décision prise portant atteinte à l'intégrité territoriale de la Géorgie est contraire au droit international et sera considérée comme illégale par la France, ainsi que nulle et non avenue. La France se tient aux côtés de la Géorgie pour contribuer à construire un Caucase du sud en paix et prospère.

359 / 942 – Point de presse du 08/04/2022

Référence EPJ01274402

Texte Q – Pour quelle raison l'embargo sur le charbon russe n'entrera-t-il en vigueur que début août ? Faut-il attendre un délai de 120 jours après la publication du nouveau paquet au Journal officiel de l'UE attendue ce jour ? Par ailleurs, la présidence française de l'UE compte-t-elle remettre à l'ordre du jour ultérieurement celles des propositions de la Commission européenne qui n'ont pas été retenues en Coreper ? R – L'Union européenne a adopté hier un cinquième paquet de sanctions, dans le prolongement des sanctions massives prises depuis le 23 février pour rendre le coût de la guerre insupportable à la Russie et obtenir un cessez-le-feu. Les Européens ont notamment décidé d'interdire l'achat, l'importation et le transport vers l'Union européenne de charbon russe et de combustibles fossiles associés. Cette interdiction d'importation sur le charbon entrera en vigueur immédiatement, sauf pour les contrats qui sont en cours et qui devront être arrêtés début août. Cette période de transition permet aux Etats membres et à leurs entreprises d'organiser des solutions alternatives pour leur approvisionnement en charbon. Par ailleurs, dans la continuité des engagements pris par les chefs d'Etat ou de gouvernement à Versailles les 10 et 11 mars, nous travaillons avec nos partenaires à des stratégies de sortie de notre dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. De nouvelles propositions feront l'objet de nouvelles discussions à 27 au Conseil./.

360 / 942 – Point de presse du 07/04/2022

Référence EPJ01273801

Texte 1. Nous, ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni, et Haut Représentant de l'Union européenne, condamnons dans les termes les plus vifs les atrocités commises par les forces armées russes à Boutcha et dans d'autres villes ukrainiennes. Les images bouleversantes de civils tués, victimes de torture et vraisemblablement d'exécutions, ainsi que les rapports de violences sexuelles et d'infrastructures civiles détruites sont le vrai visage de la guerre d'agression brutale menée par la Russie contre l'Ukraine et la population ukrainienne. Les massacres commis à Boutcha et dans d'autres villes ukrainiennes seront ajoutés à la liste des atrocités et des violations grave du droit internationale, y compris le droit international humanitaire et les droits de l'homme, commises par l'agresseur sur le sol ukrainien. 2. En présence de M. Dmytro Kouleba, ministre ukrainien des affaires étrangères, nous avons exprimé aujourd'hui notre profonde solidarité avec la population ukrainienne et adressé nos plus sincères condoléances aux victimes de cette guerre et à

leurs familles. Nous affirmons notre soutien indéfectible à l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues et nous nous déclarons prêts à lui fournir une assistance accrue, notamment en termes de matériel militaire et de moyens financiers, pour lui permettre de se défendre contre l'agression russe et pour la reconstruire. 3. Nous insistons sur le fait que les auteurs de ces actes odieux et des ces atrocités, notamment des attaques prenant pour cible les civils et la destruction des infrastructures civiles, devront rendre des comptes et être poursuivis. Nous saluons et soutenons les travaux d'enquête et de recueil de preuves actuellement en cours sur ces crimes et autres potentiels crimes de guerres et crimes contre l'humanité, notamment du Bureau du procureur de la Cour pénale internationale, de la Commission d'enquête dépêchée par le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, celui de la mission de surveillance des droits de l'Homme en Ukraine, du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme, et celui de la mission d'experts mandatée par les Etats participants à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Nous fournirons un soutien aux enquêtes, de l'expertise technique et des financements. Nous continuerons de lutter contre l'impunité de tous les complices de cette guerre choisie par Moscou, et notamment du régime d'Alexandre Loukachenko en Biélorussie. Nous sommes convaincus que le moment est venu de suspendre le droit de la Russie de siéger au Conseil des droits de l'Homme. 4. Nous demandons à la Russie de respecter immédiatement l'ordonnance juridiquement contraignante de la Cour internationale de Justice (CIJ) lui enjoignant de suspendre les opérations militaires qu'elle a commencées le 24 février 2022 sur le territoire de l'Ukraine. Nous exhortons également la Russie à retirer ses forces et son matériel militaires de la totalité du territoire de l'Ukraine, dans ses frontières internationalement reconnues. 5. Nous mettons en garde contre tout emploi ou toute menace d'emploi d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires. Nous rappelons les obligations de la Russie découlant des traités internationaux auxquelles elle est partie et qui nous protègent tous. Tout emploi par la Russie de ce type d'arme serait inacceptable et aurait de graves conséquences. Nous condamnons les affirmations infondées de la Russie et ses fausses allégations contre l'Ukraine, partie respectée à la Convention sur les armes biologiques ou à toxines et à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, et qui respecte pleinement ses obligations internationales dans le cadre de ces instruments. Nous exprimons notre préoccupation vis-à-vis des autres pays et acteurs ayant amplifié la campagne de désinformation russe. 6. Nous exprimons notre profonde préoccupation au sujet de la prise de contrôle par la force par la Russie d'installations nucléaires, et autres actions violentes en lien avec plusieurs sites nucléaires, des matériaux radioactifs et nucléaires, qui ont causé et continuent de poser des menaces sérieuses et directes à la sûreté et à la sécurité de ces installations et de leurs personnels civils, augmentant de manière significative le risque d'un accident ou incident nucléaire, mettant en danger la population ukrainienne, les Etats voisins et la communauté internationale. 7. Nous exigeons à nouveau de la Russie le respect de ses obligations au titre du droit international humanitaire et la cessation de toute nouvelle violation manifeste de ces dernières. Les autorités russes doivent fournir immédiatement un accès humanitaire sûr, rapide et sans entrave et garantir le libre passage de l'aide humanitaire devant être livrée aux villes assiégées ainsi que des civils cherchant à se mettre à l'abri. 8. Nous nous

engageons à soutenir les structures de coordination de l'assistance humanitaire du gouvernement ukrainien et à financer rapidement l'aide humanitaire. Nous demandons aux autres acteurs de se rallier à cet effort. Un accroissement de l'aide humanitaire est nécessaire de toute urgence, en Ukraine et au-delà, car la guerre sans merci livrée par la Russie a des conséquences dévastatrices sur les prix des biens et des produits alimentaires à l'échelle mondiale. La montée des prix qui en résulte est ressentie de manière disproportionnée par les populations les plus vulnérables. Nous sommes solidaires de nos partenaires qui, dans le monde entier, doivent payer le prix chaque jour plus élevé de la décision unilatérale du président Poutine de faire la guerre en Europe. Nous utiliserons de manière cohérente tous les instruments et mécanismes de financement pour résoudre la question de la sécurité alimentaire, maintenir les marchés ouverts et renforcer la résilience du secteur agricole partout dans le monde. Nous lutterons activement contre le discours russe qui affirme que les sanctions occidentales sont la cause de la montée des prix des produits alimentaires au niveau mondial ; ce n'est rien de plus qu'un mensonge éhonté, que nous dénoncerons comme tel. 9. Compte tenu de la poursuite de l'agression russe contre l'Ukraine, menée avec la complicité de la Biélorussie, nous avons déjà adopté contre la Russie des sanctions coordonnées sans précédent qui ont un coût important sur son économie. Nous affirmons qu'il importe d'accentuer la pression économique à laquelle sont soumis la Russie et le régime de Loukachenko. Avec ses partenaires internationaux, le G7 maintiendra et accentuera la pression sur la Russie en imposant de nouvelles mesures de restriction coordonnées afin d'entraver sa capacité à poursuivre son agression contre l'Ukraine. Nous oeuvrerons de concert pour faire échouer toute tentative visant à contourner les sanctions ou à aider la Russie par d'autres moyens. Nous prenons des mesures supplémentaires pour accélérer le plan visant à réduire notre dépendance à la Russie pour notre énergie. 10. Nous saluons les Etats voisins de l'Ukraine pour le grand esprit de solidarité et d'humanité dont ils ont fait preuve en accueillant les réfugiés ukrainiens et de pays tiers touchés par le conflit. Nous confirmons le besoin d'une aide internationale accrue et nous continuerons à soutenir ces pays, notamment en accueillant davantage de réfugiés. La guerre d'agression du président Poutine a déjà forcé des millions de civils, notamment des femmes, des enfants et des personnes âgées, à fuir leur foyer. Plus de 4,2 millions d'entre eux ont passé la frontière vers d'autres pays, en très grande partie vers l'Union européenne et la République de Moldavie. Nous réitérons notre préoccupation sur le risque posé aux populations vulnérables, notamment le trafic d'êtres humains et notre engagement à soutenir ces réfugiés. 11. Les ministres ont prêté une attention particulière à la République de Moldavie, qui accueille le plus grand nombre de réfugiés en provenance d'Ukraine par habitant. Les ministres sont convenus de coordonner davantage leur aide humanitaire en faveur de la Moldavie et de sa résilience à long terme à la suite de la Conférence de soutien à la Moldavie, qui s'est tenue le 5 avril à Berlin sous coprésidence allemande, française et roumaine, et de la création de la Plateforme de soutien à la Moldavie.

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères participe à la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN mercredi 6 et jeudi 7 avril 2022 à Bruxelles. Cette réunion sera l'occasion de rappeler l'unité et la solidarité des Alliés face à l'agression russe en Ukraine ainsi que leur détermination à protéger le territoire de l'Alliance. Le ministre soulignera l'importance d'obtenir de la Russie une cessation des hostilités et un retrait des forces russes du territoire de l'Ukraine. Il rappellera l'engagement de la France pour soutenir les Alliés et les partenaires les plus exposés aux agissements de la Russie, notamment par le biais des contributions françaises au renforcement de la posture de défense et de dissuasion de l'OTAN, en Roumanie et en Estonie. Les ministres évoqueront l'adaptation nécessaire de cette posture de défense et de dissuasion au regard de l'évolution du contexte stratégique. La réunion permettra aux ministres de donner des orientations pour le travail d'actualisation du Concept stratégique, document cadre de l'Alliance que les chefs d'Etat et de gouvernement adopteront lors du prochain sommet de l'OTAN, qui se tiendra à Madrid les 29 et 30 juin 2022. Le ministre insistera dans ce contexte sur l'importance d'une étroite articulation entre le Concept stratégique et la Boussole stratégique récemment adoptée par l'Union européenne, ainsi que sur le renforcement de la coopération entre l'UE et l'OTAN. La ministérielle abordera enfin, avec les principaux partenaires de l'OTAN, les moyens de préserver un ordre international fondé sur le droit dans un contexte de confrontation stratégique accrue. En marge de la réunion de l'OTAN, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères participera à une réunion des ministres des affaires étrangères du G7. La question du renforcement des sanctions y sera notamment discutée, dans le cadre des discussions engagées par l'Union européenne sur ce sujet pour l'adoption impérative de nouvelles mesures dès que possible. Il s'entretiendra par ailleurs avec plusieurs de ses homologues pour évoquer la guerre en Ukraine et ses conséquences, ainsi que pour évoquer la finalisation urgente et indispensable des négociations sur le dossier iranien.

362 / 942 – Point de presse du 05/04/2022

Référence EPJ01272901

Texte Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères participe aujourd'hui à Berlin à la conférence des donateurs de la Plateforme de soutien à la Moldavie (PSM), que la France co-préside aux côtés de l'Allemagne et de la Roumanie. Alors que la Moldavie doit faire face aujourd'hui à des défis sans précédent en raison de la guerre menée par la Russie en Ukraine, la Plateforme de soutien à la Moldavie vise à apporter des réponses coordonnées aux besoins exprimés par les autorités moldaves, en regroupant les Etats, les institutions financières et les organisations internationales susceptibles de soutenir le pays. La France co-préside avec l'Italie la réunion du groupe de travail sur l'énergie. Cette discussion permettra de mieux évaluer les besoins du pays pour renforcer sa sécurité énergétique à long terme et de déterminer les moyens qui peuvent être engagés pour l'y aider rapidement et concrètement. Les engagements financiers de la France à titre bilatéral à l'égard de la Moldavie, annoncés lors de la conférence des donateurs, s'élèvent au total à 126 millions d'euros. Dans le domaine humanitaire, dans le cadre du mécanisme européen de protection civile, la France fournit à la Moldavie 37 tonnes de matériel d'urgence pour l'accueil des réfugiés fuyant le conflit en Ukraine, ainsi que près de 10 000 kits

d'hygiène. Dans le secteur énergétique, la France fournit à la Moldavie 17 groupes électrogènes destinés à renforcer la résilience électrique du système de santé moldave. Cette assistance est conduite avec l'appui du Fonds de concours mis en place pour permettre le financement de l'aide humanitaire par les collectivités territoriales françaises (FASECO). Dans le domaine de l'appui économique, la France débloquera prochainement une aide budgétaire bilatérale en faveur de la Moldavie d'un montant de 15 millions d'euros. Cette mesure financière interviendra en complément des aides européennes et permettra à la Moldavie de faire face aux conséquences économiques du conflit en Ukraine. L'Agence française de développement poursuit par ailleurs son action de soutien à la Moldavie. Au-delà des projets en cours dans le domaine du soutien à la réforme du réseau ferroviaire et du raccordement du réseau électrique moldave au réseau européen, des discussions sont en cours au sujet d'un prêt budgétaire en soutien aux politiques de sécurité énergétique. Enfin, dans le domaine des frontières et de la prise en charge des réfugiés, la France contribue au déploiement de FRONTEX en Moldavie à travers l'envoi de personnels de la police aux frontières qui effectueront des missions opérationnelles aux côtés des autres contingents européens et des autorités moldaves. La France contribuera par ailleurs à l'effort de solidarité européenne en faveur des réfugiés et engagera dans les prochains jours une première opération de relocalisation vers la France de réfugiés actuellement présents sur le territoire moldave.

363 / 942 – Point de presse du 04/04/2022

Référence EPJ01272202

Texte Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes, s'est entretenu avec M. Szymon Szykowski vel S k, secrétaire d'Etat polonais chargé des affaires européennes, à Paris, le 1er avril 2022. Ils ont échangé sur la guerre en Ukraine et ses conséquences, en particulier l'arrivée massive de réfugiés dans l'Union européenne et leurs conditions d'accueil, sur l'aide apportée à l'Ukraine et les sanctions vis-à-vis de la Russie. Ils ont renouvelé leur condamnation la plus ferme de l'agression de l'Ukraine par la Russie et marqué la nécessité que l'Union européenne et ses Etats membres continuent d'apporter tout leur appui à l'Ukraine. Ils ont relevé l'effort exceptionnel de solidarité de la Pologne vis-à-vis des réfugiés et ont marqué la nécessité de renforcer le soutien de l'Union européenne à leur égard, de même qu'à l'égard des Etats membres accueillant des réfugiés et de la Moldavie. Ils ont présenté les dispositifs nationaux d'accueil respectifs. Ils ont rappelé l'importance de renforcer le coût pour la Russie de la poursuite de sa guerre contre l'Ukraine et ont évoqué des mesures supplémentaires en ce sens. Ils ont évoqué les perspectives d'adoption du plan national de relance et de résilience de la Pologne et les efforts attendus des autorités polonaises en ce sens.

364 / 942 – Point de presse du 31/03/2022

Référence EPJ01271501

Texte Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères effectue un déplacement en Finlande, en Estonie et en Lituanie le jeudi 31 mars et le vendredi 1er avril. En Finlande, le ministre rencontrera le Président de la République, M. Sauli

Niinistö, son homologue, M. Pekka Haavisto, et le Président du Parlement, M. Matti Vanhanen. Ils aborderont la réponse globale de l'Union européenne à la guerre en Ukraine, notamment les mesures d'assistance aux réfugiés ukrainiens, les options de renforcement des sanctions à l'encontre de la Russie et la diversification des sources d'approvisionnements énergétiques de l'Union européenne (UE). Ces rencontres permettront également d'approfondir le dialogue et la coopération en matière de défense et de sécurité entre la France et la Finlande, qui s'inscrit notamment dans le cadre de l'Union européenne. En Estonie, le ministre s'entretiendra avec le Président de la République, M. Alar Karis, ainsi qu'avec son homologue estonienne, Mme Eva-Maria Liimets, de l'invasion de l'Ukraine, de ses conséquences et de la réponse de l'Union européenne et de l'OTAN, en amont de la réunion ministérielle de l'OTAN des 6 et 7 avril, ainsi que du Conseil des affaires étrangères de l'UE du 11 avril. À l'issue de ces entretiens bilatéraux, le ministre évoquera ces mêmes enjeux dans le cadre d'une réunion de travail conjointe avec ses trois homologues d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie, dans le format dit "B3 + France". Le ministre aura enfin un entretien bilatéral avec son homologue letton, M. Edgars Rinkevics, et participera à une conférence consacrée au retour d'expérience de la participation de l'Estonie au Conseil de sécurité des Nations unies. En Lituanie, le ministre rencontrera le Président de la République, M. Gitanas Nausda, et son homologue lituanien M. Gabrielius Landsbergis. L'Ukraine, la situation sécuritaire régionale et le renforcement de la posture de l'OTAN sur le flanc oriental de l'Alliance, ainsi que la contribution qu'y apporte la France, seront à l'ordre du jour de ces entretiens. Les échanges porteront également sur les axes de développement de nos relations bilatérales dans les domaines stratégiques d'avenir et de souveraineté. Le ministre rencontrera enfin des représentants de la société civile et d'organisations non-gouvernementales biélorusses en exil en Lituanie, pour témoigner du soutien de la France face aux pratiques autoritaires inacceptables du régime biélorusse.

365 / 942 – Point de presse du 31/03/2022

Référence EPJ01271502

Texte Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères s'est entretenu aujourd'hui avec son homologue ukrainien, M. Dmytro Kuleba. Les deux ministres ont fait le point sur la situation des discussions conduites par l'Ukraine avec la Russie pour mettre fin au conflit engagé par cette dernière le 24 février. Le ministre a apporté son plein appui aux autorités ukrainiennes dans ce contexte et souligné nos exigences fortes s'agissant de la mise en place rapide d'un cessez-le-feu complet, ainsi que du plein respect de la souveraineté et de la sécurité de l'Ukraine. Le plein appui de la France à l'Ukraine, sous toutes ses formes, et la stratégie de pression économique sur la Russie seront poursuivis et approfondis tant que la guerre d'agression engagée par la Russie se poursuivra. Le ministre a évoqué avec son homologue la situation humanitaire dramatique des centres urbains visés de manière indiscriminée par les forces russes, en premier lieu à Marioupol, et rappelé l'assistance mobilisée par la France au profit de la population ukrainienne. Les deux ministres sont convenus de rester en contact étroit dans les prochains jours.

366 / 942 – Point de presse du 29/03/2022

Référence	EPJ01270802
Texte	Nous faisons part de tout notre soutien et de toute notre solidarité à la rédaction de Novaïa Gazeta, qui a décidé de suspendre sa publication temporairement après avoir été menacée pour la deuxième fois de poursuites pour violation de la loi russe sur les "agents de l'étranger". Nous saluons le courage et le grand professionnalisme de ses journalistes, et notamment de son rédacteur en chef Dmitri Mouratov, prix Nobel de la paix. Leur engagement constant pour la liberté d'expression et la liberté de la presse suscite notre profond respect.

367 / 942 – Point de presse du 28/03/2022

Référence	EPJ01270301
Texte	<p>Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères effectue un déplacement au Qatar, en Oman et au Koweït du 27 au 29 mars. Ce déplacement vise à aborder avec les autorités qatariennes, omanaises et koweïtiennes les questions bilatérales, régionales et internationales, dans un contexte marqué par l'invasion de l'Ukraine par la Russie et le travail engagé en vue de diversifier les approvisionnements énergétiques européens. Avec l'ensemble de ses interlocuteurs, le ministre entend aborder les discussions en cours sur le dossier iranien, l'urgence d'un accord permettant le retour au JCPOA et la nécessité de mettre en place un dialogue régional sur les questions de paix et de sécurité. Avec les autorités qatariennes, le ministre a abordé les efforts en cours en vue de mettre un terme à l'offensive russe en Ukraine, les conséquences de celle-ci sur les marchés internationaux des hydrocarbures, et la nécessité de diversifier les approvisionnements gaziers de l'Europe. Il a été reçu en audience par Son Altesse l'Emir du Qatar, et a évoqué avec son homologue Cheikh Mohammed al-Thani l'ensemble des crises régionales, notamment en Libye et au Liban, ainsi que l'urgence d'un retour au JCPOA. Le ministre a apporté son soutien à la médiation sur le Tchad engagée à Doha. Il a poursuivi la coordination avec le Qatar sur l'Afghanistan, notamment s'agissant du soutien apporté par le Qatar pour l'évacuation des Français et des Afghans à mettre en protection, dont il a remercié à nouveau ses interlocuteurs. Les deux ministres ont co-présidé la première édition du Dialogue stratégique franco-qatarien, qui a vocation à donner un cadre à l'approfondissement de la relation bilatérale dans l'ensemble des domaines de coopération : les enjeux régionaux et globaux ; les questions de sécurité, de défense et de lutte contre la radicalisation et le terrorisme ; l'économie et les investissements ; les questions énergétiques, que le ministre a abordées avec le ministre qatarien de l'Energie ; les échanges humains, éducatifs et culturels. En Oman, le ministre rencontrera son homologue, Sayyid Badr al-Busaidi, et abordera avec lui l'invasion de l'Ukraine et la nécessité qui en découle de diversifier les approvisionnements gaziers de l'Europe. Les échanges porteront également sur l'ensemble des crises régionales, en particulier au Yémen. Ils permettront enfin d'approfondir la relation bilatérale dans les différents domaines de coopération, notamment sur les plans culturel, éducatif, linguistique et économique. Le ministre évoquera notamment les avancées du développement du port de pêche de Duqm, pour la réalisation duquel le port de Lorient a été sélectionné. Au Koweït, le ministre soulignera auprès de l'ensemble de ses interlocuteurs l'urgence de mettre un terme à l'invasion de</p>

l'Ukraine, ainsi que la nécessité de diversifier les approvisionnements pétroliers de l'Europe. Il abordera également l'ensemble des crises régionales avec son homologue, Cheikh Ahmad Nasser al-Mohammad al-Sabah, en particulier la situation au Liban. Il réaffirmera la volonté de la France d'approfondir la relation bilatérale dans les domaines, politiques, économiques et culturels, en s'appuyant sur les résultats de la première session du dialogue stratégique franco-koweïtien, co-présidée en janvier dernier par le ministre délégué Franck Riester.

368 / 942 – Point de presse du 28/03/2022

Référence EPJ01270303

Texte Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, s'est entretenu avec son homologue saoudien, Cheikh Fayçal bin Farhan al-Saoud. Il a rappelé la ferme condamnation par la France des attaques conduites le 25 mars par les Houthis sur le territoire saoudien et a apporté son soutien aux initiatives en vue d'une solution politique globale et inclusive au conflit yéménite. Il a souligné la nécessité d'une mobilisation internationale forte pour accroître la pression sur la Russie afin de mettre un terme à l'offensive en Ukraine. Il a souligné l'importance de poursuivre la coordination engagée avec l'Arabie saoudite dans la perspective de la diversification des approvisionnements énergétiques des Etats européens. Il a abordé avec son homologue les crises régionales et s'est félicité des résultats concrets du travail engagé entre la France et l'Arabie saoudite à la suite de la visite du Président de la République à Djeddah en décembre dernier et de la visite à Paris du ministre des affaires étrangères saoudien à Paris le mois dernier, avec le lancement de plusieurs projets permettant une aide directe à la population libanaise. M. Jean-Yves Le Drian a rappelé la nécessité d'un retour dans les plus brefs délais au JCPOA.

369 / 942 – Point de presse du 28/03/2022

Référence EPJ01270304

Texte Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, s'est entretenu avec son homologue émirien, Cheikh Abdallah bin Zayed al-Nahyan. Il a souligné la nécessité d'une mobilisation internationale forte, dans toutes les enceintes et en toutes circonstances, face à l'agression conduite par la Russie en Ukraine, qui représente une atteinte grave à la sécurité de l'Europe. Il a souligné l'importance de poursuivre le travail engagé en vue d'une diversification des approvisionnements énergétiques européens. Il a abordé avec son homologue les crises régionales, et rappelé qu'une réhabilitation sans contrepartie du régime syrien n'apportera la stabilité ni à la Syrie, ni à la région. M. Jean-Yves Le Drian a rappelé la nécessité d'un retour dans les plus brefs délais au JCPOA et souligné l'importance de l'ouverture d'un dialogue régional sur les questions de sécurité et de stabilité, et la volonté de la France de se coordonner étroitement avec ses principaux partenaires régionaux à ce sujet. Il a rappelé l'attachement de la France à la sécurité du territoire émirien, et son engagement concret à ce sujet./.

370 / 942 – Point de presse du 25/03/2022



Référence EPJ01270101

Texte Le ministre s'est entretenu aujourd'hui avec son homologue sud-africaine, Mme Naledi Pandor, au sujet des conséquences de la guerre menée par la Russie en Ukraine. Les deux ministres ont évoqué la coordination des efforts de nos deux pays pour obtenir la cessation immédiate des hostilités et la protection des civils. Ils sont convenus de la nécessité d'une mobilisation internationale sur la crise alimentaire à venir, conséquence directe de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, pour les pays les plus dépendants de l'Ukraine et de la Russie pour leurs approvisionnements, notamment en Afrique et au Moyen-Orient. L'initiative FARM (Food and Agriculture Resilience Mission) annoncée hier par le Président de la République, offrira un cadre pour pallier cette crise et permettre l'organisation de la solidarité, de l'investissement dans la production et des règles commerciales, main dans la main avec les pays concernés et les organisations compétentes. La France et l'Afrique du Sud, qui ont travaillé étroitement face à la pandémie de Covid-19 sur les mécanismes de solidarité vaccinale, se sont engagées à poursuivre leur coopération pour faire face à cette nouvelle crise de la sécurité alimentaire mondiale. Le ministre s'est enfin félicité de la densité de nos relations économiques bilatérales, et de l'annonce de nouveaux investissements en Afrique du Sud par les entreprises françaises, annonces faites lors de la conférence économique de Johannesburg du 24 mars.

371 / 942 – Point de presse du 25/03/2022

Référence EPJ01270102

Texte Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères s'est entretenu ce matin avec son homologue britannique, Mme Liz Truss. Les deux ministres sont convenus de l'importance du message d'unité et de solidarité envoyés par les échanges au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement intervenus la veille à Bruxelles, à l'OTAN et au G7. Elles doivent être maintenues sur tous les sujets, pour faire pression afin de mettre en place dès que possible un cessez-le-feu en Ukraine. Les deux ministres ont évoqué la situation humanitaire dramatique en Ukraine suscitée par l'invasion militaire de ce pays par la Russie et par le ciblage indiscriminé par les forces russes des centres urbains ukrainiens, et qui rendent un tel cessez-le-feu urgent et indispensable. Le ministre a par ailleurs évoqué l'urgence à finaliser sans délai les discussions sur l'accord de Vienne sur le dossier nucléaire iranien.

372 / 942 – Point de presse du 23/03/2022

Référence EPJ01268901

Texte Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères s'est entretenu en visioconférence en format Weimar, le 22 mars, avec ses homologues allemande et polonais, Annalena Baerbock et Zbigniew Rau. Les ministres ont évoqué la situation en Ukraine et la poursuite de leur coopération dans ce format, dans la perspective notamment du Conseil européen des 24 et 25 mars. Ils ont rappelé leur condamnation la plus ferme de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine et des actions militaires russes menées contre les populations civiles et les centres de population en violation du droit international humanitaire. Ils ont appelé à la mise en place immédiate d'un cessez-le-feu complet sur l'ensemble du territoire ukrainien, seul à même de

permettre des négociations sérieuses pour mettre fin au conflit. Les ministres ont marqué l'importance que les Européens poursuivent leurs efforts pour renforcer le coût pour la Russie de la poursuite de sa guerre contre l'Ukraine et ont évoqué des mesures supplémentaires en ce sens. Ils ont fait part de leur détermination à soutenir le peuple et le gouvernement ukrainiens, soulignant la nécessité que l'Union européenne et ses Etats membres continuent d'apporter un appui financier, matériel et humain à l'Ukraine et aux pays voisins. Face aux arrivées massives de réfugiés d'Ukraine, les ministres ont relevé l'effort exceptionnel de solidarité de la Pologne et des Etats membres de l'Union européenne accueillant les réfugiés et ont marqué la nécessité de renforcer le soutien de l'Union européenne à leur égard, de même qu'à l'égard de la Moldavie. Les ministres sont convenus de poursuivre leur dialogue dans ce format.

373 / 942 – Point de presse du 23/03/2022

Référence EPJ01268902

Texte Nous condamnons fermement le verdict de neuf années de prison et 1,2 million de roubles d'amende prononcé le 22 mars par le tribunal de Lefortovo à Moscou à l'encontre de l'opposant et militant anti-corruption Alexeï Navalny. Cette décision des autorités russes témoigne de l'acharnement judiciaire subi par M. Navalny, sa famille et ses proches collaborateurs. L'arrestation des avocats de M. Navalny, Olga Mikhailova et Vadim Kobzev, à l'issue de l'audience est très préoccupante et illustre les pressions exercées contre la défense. Nous estimons que M. Navalny n'a pas bénéficié d'un procès équitable et n'a pas sa place en prison. Nous appelons une nouvelle fois les autorités russes à le libérer. Nous condamnons également la décision de la Cour suprême de la Fédération de Russie de rejeter la demande de report de la dissolution de l'ONG Memorial International. Nous saluons le courage de M. Navalny, des membres de Memorial et de tous les militants de la société civile en Russie qui sont aujourd'hui injustement poursuivis et condamnés pour leurs idées.

374 / 942 – Point de presse du 22/03/2022

Référence EPJ01268501

Texte Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères chargé des affaires européennes préside aujourd'hui le troisième Conseil des affaires générales du semestre. Les ministres prépareront le Conseil européen des 24 et 25 mars prochains qui sera avant tout consacré à l'agression militaire russe en Ukraine et aux efforts européens visant à renforcer le coût, pour la Russie, de la poursuite de la guerre qu'elle a engagée. Les chefs d'Etat et du gouvernement décideront aussi de l'adoption de la Boussole stratégique, approuvée hier par les ministres des affaires étrangères et de la défense de l'Union européenne. Ils évoqueront également la réduction des vulnérabilités économiques et énergétiques de l'Union ainsi que la gestion de la pandémie de Covid-19. Le secrétaire d'Etat présentera ensuite le calendrier du Semestre européen et les principaux travaux réalisés dans ce cadre, telle que la recommandation sur la politique de la zone euro dont l'endossement sera proposé aux chefs d'Etat et de gouvernement les 24 et 25 mars. Les ministres échangeront sur les travaux de la Conférence sur l'avenir de l'Europe afin de

préparer les prochaines étapes en vue de l'événement de clôture du 9 mai prochain. M. Maros Sef ovi , vice-président de la Commission européenne, présentera des propositions de règlements sur les mesures autonomes, qui encadreront les mesures unilatérales que l'Union européenne pourra prendre afin de faire appliquer l'Accord de retrait et l'Accord de commerce et de coopération cosignés avec le Royaume-Uni. Les ministres se prononceront enfin sur la révision du règlement relatif au statut et au financement des partis et fondations politiques. L'orientation qu'ils retiendront repose sur un compromis présenté par la présidence française du Conseil de l'UE, qui vise à restreindre les contributions financières extra-européennes des partis politiques européens, et à renforcer la transparence des dons dont ils bénéficient.

375 / 942 – Point de presse du 21/03/2022

Référence EPJ01268001

Texte Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères participe ce lundi 21 mars au Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne qui sera suivi d'une réunion conjointe avec les ministres de la défense. Les ministres feront un point sur la situation en Ukraine, dans la continuité des engagements pris par les chefs d'Etat ou de gouvernement à Versailles les 10 et 11 mars, et avant le Conseil européen des 24 et 25 mars. Le ministre marquera l'urgence d'un cessez-le-feu complet sur l'ensemble du territoire ukrainien. Il rappellera l'importance que les Européens poursuivent leurs efforts pour renforcer le coût pour la Russie de la poursuite de sa guerre contre l'Ukraine. Il soulignera la nécessité que l'Union européenne et ses Etats membres continuent d'apporter un appui financier, matériel et humanitaire à l'Ukraine et aux pays voisins. Le ministre invitera à accentuer les efforts internationaux de lutte contre l'insécurité alimentaire, nourrie par la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Les ministres s'entretiendront avec M. Nicu Popescu, vice-Premier ministre moldave, ministre des affaires étrangères et de l'intégration européenne, avec lequel le ministre s'est entretenu le 17 mars dernier. Le ministre invitera les Européens à soutenir la Moldavie pour faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine dans les domaines humanitaire, énergétique, économique, sécuritaire, et en matière d'accueil des réfugiés. Dans un contexte de poursuite de la déstabilisation du Mali, notamment due à la présence des mercenaires de la société Wagner, les ministres discuteront de l'évolution de l'engagement européen au Sahel, en soutien aux pays de la région et du Golfe de Guinée dans leur combat contre le terrorisme. Avec les ministres de la défense de l'Union européenne, ils finaliseront la "Boussole stratégique" qui définira les grandes orientations de la sécurité et de la défense européennes jusqu'en 2030, alors que la crise actuelle montre la nécessité que l'Union européenne fasse davantage pour garantir sa sécurité et renforce ses capacités.

376 / 942 – Point de presse du 17/03/2022

Référence EPJ01267201

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu avec le ministre des affaires étrangères d'Ukraine, M. Dmytro Kuleba. Les deux ministres ont effectué un point de situation détaillé sur l'appui

apporté par la France, conjointement avec ses partenaires, à l'Ukraine dans le contexte de la guerre provoquée par la Russie. Le ministre a confirmé le déblocage dans les prochains jours d'une enveloppe d'assistance financière de 300 millions d'euros, conformément à l'engagement pris par le Président de la République auprès du Président Zelensky. Il s'est engagé à poursuivre nos efforts au niveau européen pour renforcer le coût pour la Russie de la poursuite de ses opérations militaires. Il a par ailleurs présenté les différentes dimensions de l'appui humanitaire apporté par la France au bénéfice des personnes affectées par la guerre, dans et hors d'Ukraine. Le ministre a exprimé sa très ferme condamnation des actions militaires menées par la Russie contre les populations civiles et les centres de population en violation du droit international humanitaire. Il a appelé à la mise en place urgente d'un cessez-le-feu complet sur l'ensemble du territoire ukrainien, comme la Cour internationale de Justice l'a demandé hier à la Russie. Un tel cessez-le-feu est seul à même de permettre des négociations sérieuses pour mettre fin au conflit. Enfin, le ministre a évoqué l'importance des discussions engagées sous l'égide de l'AIEA concernant la sécurité et la sûreté des installations nucléaires civiles en Ukraine.

377 / 942 – Point de presse du 16/03/2022

Référence EPJ01266802

Texte Q – Est-ce que vous êtes satisfait de la réponse russe sur les garanties pour l'accord nucléaire et considérez-vous que c'est maintenant une question entre l'Iran et les Etats-Unis pour finaliser l'accord ? R – Nous avons pris note de la position de la Russie. Nous appelons une nouvelle fois toutes les parties à adopter une approche responsable et à prendre les décisions nécessaires à la conclusion de l'accord juste et global qui est sur la table. Il y a une urgence critique à conclure./.

378 / 942 – Point de presse du 14/03/2022

Référence EPJ01266403

Texte La France garde une mémoire profondément attristée de la destruction, le 17 juillet 2014, du vol MH17 qui a entraîné la disparition de ses 298 passagers et membres d'équipage, alors que l'avion survolait la région de Donetsk en Ukraine. Nos pensées vont aux victimes et à leurs familles. L'enquête conduite par les Pays-Bas a permis d'établir que l'appareil avait été détruit par un missile russe depuis la partie du territoire ukrainien contrôlée par les séparatistes. En l'absence de toute coopération de la part de la Russie pour faire en sorte que les responsables présumés de cette tragédie assument les conséquences de leurs actes, il est légitime pour les Pays-Bas et l'Australie, dont de nombreux ressortissants se trouvaient à bord, d'utiliser toutes les voies possibles pour que justice soit faite. La France leur exprime toute sa solidarité.

379 / 942 – Point de presse du 11/03/2022

Référence EPJ01265901

Texte La France salue la décision du Comité exécutif d'Interpol d'imposer, sur proposition de son secrétaire général, des mesures de surveillance renforcée à l'encontre de la Russie. Cette décision signifie que tout recours par la Russie

aux instruments de l'Organisation, qu'il s'agisse de l'utilisation des canaux de communication, de l'émission de notices rouges, ou de l'alimentation de la base de données des documents de voyage perdus ou volés, devra faire l'objet d'une validation préalable du secrétariat général d'Interpol. Ces mesures de surveillance renforcée étaient indispensables compte tenu des multiples soupçons de détournement qui ont été exposés au cours des derniers jours. Elles pourront, si elles viennent à mettre en lumière des abus caractérisés de la part de la Russie, conduire à des mesures correctrices dont une suspension d'accès aux outils d'Interpol. Etat hôte d'Interpol depuis sa création, la France sait toute l'importance de préserver la coopération policière internationale de toute instrumentalisation à des fins politiques, afin d'assurer une lutte efficace contre les réseaux terroristes et criminels. Elle reste pleinement vigilante pour que toutes les mesures soient mises en oeuvre afin de s'assurer que la Russie ne puisse pas détourner les instruments de l'Organisation au service de son agression militaire illégale et injustifiable contre l'Ukraine et le peuple ukrainien./.

380 / 942 – Point de presse du 10/03/2022

Référence EPJ01265301

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu aujourd'hui par visioconférence avec son homologue chinois, M. Wang Yi. Les deux ministres ont évoqué la guerre d'invasion de la Russie contre l'Ukraine. Le ministre a souligné les conséquences humanitaires catastrophiques de la guerre décidée et menée par la Russie et l'importance d'établir sans délai un cessez-le-feu afin de permettre l'acheminement d'une assistance humanitaire sûre et sans entrave au peuple ukrainien. Il a marqué le caractère profondément déstabilisateur pour l'ordre international de l'offensive russe en Ukraine et il a pris note, de ce point de vue, des inquiétudes fortes exprimées par son homologue chinois sur le risque d'impact économique majeur de ce conflit à l'échelle mondiale, en particulier sur les marchés de l'énergie. Le ministre a encouragé son homologue chinois, dans ce contexte, à utiliser toute l'influence de la Chine pour pousser la Russie à mettre fin à la guerre. Les deux ministres sont convenus de poursuivre leurs échanges, notamment au Conseil de sécurité des Nations unies, pour contribuer à une solution diplomatique rapide afin de mettre fin à la guerre, de pleinement respecter la souveraineté et l'intégrité de l'Ukraine et de permettre d'apporter un appui humanitaire au peuple ukrainien. Les deux ministres sont convenus de l'importance d'aboutir très rapidement à un accord permettant le retour de l'Iran et des Etats-Unis à l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien. Le ministre a souligné qu'un tel accord, dans les prochains jours, serait de nature à contribuer positivement à la stabilité internationale dans le contexte de la guerre en Ukraine. Il était donc dans notre intérêt commun d'encourager toutes les parties à conclure la négociation cette semaine. Les deux ministres ont enfin évoqué la relation bilatérale, dans la continuité des échanges récents du Président de la République avec son homologue chinois.

381 / 942 – Point de presse du 10/03/2022

Référence EPJ01265302

Texte

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu aujourd'hui avec les représentants des principales ONG françaises dans le cadre du Groupe de concertation humanitaire qui réunit les acteurs de l'action humanitaire. Ces échanges ont permis d'aborder le défi de l'accès et de la délivrance de l'aide pour répondre aux effets de la guerre et aux déplacements massif de populations, les enjeux logistiques et de coordination des secours, la protection des civils et le respect du droit international humanitaire. Face aux graves conséquences humanitaires de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la France a mobilisé, à la demande du Président de la République, une enveloppe de 100 millions d'euros afin de répondre aux besoins humanitaires les plus urgents. La réponse d'urgence française prend la forme d'une aide matérielle acheminée directement sur le terrain, d'un appui aux projets mis en oeuvre par les ONG et de financements aux organisations internationales notamment des Nations unies. Dès le début du conflit, un pont aérien a été mis en place qui a déjà permis d'acheminer en Ukraine ou dans les pays limitrophes, notamment la Moldavie, près de 100 tonnes d'aide d'urgence – notamment du matériel médical, des médicaments et des abris d'urgence. Pour fédérer l'élan exceptionnel de solidarité au profit des victimes et des réfugiés et récolter rapidement et efficacement les contributions financières aux opérations humanitaires de la France, deux fonds gérés par le Centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des affaires étrangères ont été ouverts. Le fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO) est actif depuis le 1er mars. Ce mécanisme permet à toutes les collectivités territoriales qui le souhaitent, quelle que soit leur taille, d'apporter leurs contributions financières. Le FACECO a déjà permis de rassembler plus de 1,6 million d'euros d'intention de dons. Un fond de concours équivalent a été mis en place à destination des entreprises. Un vaste mouvement de solidarité s'exprime au sein de la population française. Afin de répondre le plus efficacement possible aux demandes ukrainiennes et à celles des pays voisins, il est recommandé aux particuliers de privilégier à ce stade les dons financiers à des organisations de référence plutôt que des contributions en nature, qui peuvent soulever des difficultés logistiques d'acheminement et ne pas toujours répondre précisément aux besoins les plus prioritaires.

382 / 942 – Point de presse du 10/03/2022

Référence EPJ01265304

Texte Q – L'Iran a ce matin accusé les Etats-Unis d'avoir des propositions inacceptables dans les négociations à Vienne et la Russie a insisté hier soir que ses demandes sur l'impact des sanctions européennes et américaines devaient être considérées dans le texte final. Comment réagissez-vous à ces derniers développements et craignez-vous qu'un accord s'éloigne ? R – Nous sommes très proches d'un accord mais la fenêtre d'opportunité se referme. Il est essentiel qu'il puisse être conclu tant qu'il est encore temps, notamment avant que les avancées du programme ne privent le JCPoA de ses bénéfices de non-prolifération. Nous sommes préoccupés par les risques que des délais supplémentaires font peser sur la possibilité de conclure. Avec nos partenaires E3, nous appelons toutes les parties à adopter une approche responsable et à prendre les décisions nécessaires à la conclusion de cet accord./.

383 / 942 – Point de presse du 04/03/2022

Référence EPJ01263801

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, est en déplacement à Bruxelles ce vendredi 4 mars 2022. Le ministre a participé à une réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, qui s'est tenue en présence de M. Josep Borrell, vice-président de la Commission européenne, Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et des ministres des affaires étrangères finlandais, M. Pekka Haavisto et suédoise, Mme Ann Linde. Le ministre participera également à la session du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne, qui se tiendra en présence de ses homologues américain, M. Antony Blinken, canadienne, Mme Mélanie Joly, et britannique, Mme Liz Truss, et de M. Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN. Le ministre réaffirmera la solidarité de la France avec les autorités et la population ukrainiennes. Alors que l'agression de la Russie contre l'Ukraine constitue la menace la plus grave pour la sécurité euro-atlantique depuis des dizaines d'années, le ministre soulignera la réponse rapide et massive apportée par les Alliés et partenaires européens et la nécessité de poursuivre cette coordination. Il évoquera la posture de défense et de dissuasion de l'Alliance. M. Jean-Yves Le Drian exprimera également la solidarité de la France à l'égard des pays frontaliers de l'Ukraine et du voisinage oriental de l'Union européenne. Il marquera son entière détermination à répondre à l'exigence de solidarité à l'égard de l'Ukraine et à créer les conditions de la paix sur notre continent. M. Jean-Yves Le Drian s'entretiendra également avec son homologue turc, M. Mevlüt Cavusoglu. Le ministre participera à une réunion des ministres des affaires étrangères du G7./.

384 / 942 – Point de presse du 02/03/2022

Référence EPJ01263001

Texte Q – Craignez-vous qu'un soutien à la résolution du Conseil de l'AIEA sur l'Ukraine condamnant l'invasion russe compliquera les négociations sur l'Iran, où la Russie est un acteur important ? R – La session du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA de ce jour, et la résolution qui sera discutée à cette occasion, concernent des sujets très précis et ciblés, que sont la sécurité et la sûreté des installations nucléaires et les activités de l'Agence au titre des garanties en Ukraine. Ces sujets sont entièrement distincts des négociations de Vienne sur le retour des Etats-Unis au JCPoA, et de l'Iran au respect de ses engagements au titre de cet accord./.

>2.11.0.0</div>

385 / 942 – Point de presse du 01/03/2022

Référence EPJ01262501

Texte Face à la situation humanitaire en Ukraine suscitée par l'invasion du pays par la Russie et en réponse à la demande des autorités ukrainiennes, la France a décidé de mobiliser une enveloppe financière de 100 millions d'euros pour apporter une réponse en faveur des populations victimes du conflit. Outre un appui financier aux ONG et aux organisations multilatérales, notre assistance

407

prend la forme d'une aide humanitaire d'urgence. Un premier envoi de 33 tonnes de fret d'urgence acheminé par 4 camions depuis la France est arrivé dimanche soir en Pologne et a été remis aux autorités ukrainiennes hier. Ce fret provenant des stocks du Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères et des stocks de la sécurité civile du ministère de l'intérieur est constitué de matériels destinés à abriter des personnes déplacées (notamment 500 tentes familiales, 2300 couvertures, 1000 kits hygiène, 2000 tapis de sol, 300 sacs de couchage). Un deuxième envoi constitué de 8 tonnes de fret médical d'urgence est acheminé aujourd'hui depuis la France grâce à deux avions de la sécurité civile en Pologne et sera remis aux autorités ukrainiennes. Ce fret comporte un "poste sanitaire mobile" composé d'un lot de médicaments et de matériel hospitalier destiné à renforcer des structures d'urgence et pouvant traiter jusqu'à 500 blessés de guerre. Ce fret comporte également un lot de 36 malles de médicaments, dédiées notamment à la pédiatrie et à la médecine générale, offert par la Fondation Tulipe. Ces deux opérations s'inscrivent dans le cadre du Mécanisme de protection civile de l'Union européenne (MPCU). A la demande des autorités polonaises, un appui humanitaire sera également apporté à ces dernières dans le domaine de l'aide médicale d'urgence pour la prise en charge en Pologne des réfugiés ayant quitté l'Ukraine. D'autres opérations d'aide humanitaire en faveur de l'Ukraine sont à l'étude.

386 / 942 – Point de presse du 01/03/2022

Référence EPJ01262505

Texte Q – L'Ukraine a invité des étrangers à rejoindre leurs efforts pour combattre la Russie. Est-ce qu'il y a des contraintes judiciaires qui empêchent des ressortissants français d'aller combattre à l'étranger ? R – L'Ukraine est une zone de guerre, classée rouge dans les conseils aux voyageurs actualisés sur une base permanente et disponibles sous le lien suivant (<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/ukraine/#c>). À ce titre, tout déplacement en Ukraine est formellement déconseillé./.

387 / 942 – Point de presse du 28/02/2022

Référence EPJ01261901

Texte La France, tout comme ses partenaires européens, n'a pas reconnu les résultats de l'élection présidentielle frauduleuse du 9 août 2020 en Biélorussie. La France ne reconnaît pas plus les résultats du prétendu scrutin référendaire qui s'est tenu du 22 au 27 février dans ce pays. Ce scrutin, tenu dans des conditions de répression violente et d'intimidation comme l'Europe n'en a pas connues depuis des décennies et à l'heure où la Biélorussie a mis à disposition son territoire pour l'invasion de l'Ukraine par la Russie, n'a offert aucune des conditions nécessaires pour garantir une expression libre et démocratique du choix du peuple biélorusse et marque une nouvelle étape dans la vassalisation de la Biélorussie. La France estime que le projet de Constitution proposé, élaboré dans la plus totale opacité et sans concertation avec l'opposition démocratique, ne répond pas aux aspirations légitimes exprimées depuis l'été 2020 par les citoyens biélorusses qui réclament légitimement la démocratisation de leur pays et la reconnaissance de leurs droits fondamentaux. La France est par ailleurs particulièrement préoccupée par la suppression des références à l'objectif de neutralité de la Biélorussie et de



dénucléarisation de son territoire. Cette réforme crée une nouvelle source d'instabilité et d'incertitude pour la sécurité du continent européen, au moment même où se déroule une crise majeure du fait de l'agression militaire russe contre l'Ukraine, sans aucune justification valable, et à laquelle la Biélorussie participe désormais directement. Avec nos partenaires de l'OTAN, nous nous réservons le droit de prendre les mesures nécessaires pour nous adapter à cette nouvelle situation stratégique. Nous restons de manière résolue et déterminée aux côtés de la population biélorusse, qui a le droit de choisir l'Europe, la démocratie, la liberté et la paix.

388 / 942 – Point de presse du 25/02/2022

Référence EPJ01261701

Texte J'ai reçu aujourd'hui Mme Tikhanovskaïa à Paris pour lui témoigner du soutien de la France aux aspirations démocratiques du peuple biélorusse et de notre attachement à la souveraineté et à l'indépendance de la Biélorussie. Notre entretien s'est déroulé dans des circonstances exceptionnelles. La complicité du régime d'Alexandre Loukachenko dans l'invasion de l'Ukraine par la Russie, au mépris le plus total du droit international et des accords signés, marque une nouvelle et très grave étape dans le processus de soumission de M. Loukachenko à la Russie. La Biélorussie et son peuple méritent mieux que de devenir les complices et les vassaux d'un régime brutal qui a choisi de porter la guerre, sans aucune justification, au centre de l'Europe, à rebours de nos valeurs de liberté et de démocratie. Mme Tikhanovskaïa m'a présenté la stratégie de l'opposition dans la perspective du référendum constitutionnel qui se tiendra en Biélorussie jusqu'au dimanche 27 février, sans mission d'observation internationale et dans un contexte de répression violente. Les amendements proposés par le régime de Minsk ne correspondent en rien aux attentes exprimées par le peuple biélorusse au cours de l'été 2020. De manière encore plus inquiétante, ce projet de révision constitutionnelle risque d'amorcer un retour en arrière pour la Biélorussie, car il prévoit une suppression du principe de neutralité et du statut d'Etat non-nucléaire dans la Constitution biélorusse. La Biélorussie se dit prête aussi à accueillir durablement des forces militaires russes sur son territoire. Nous aurons avec nos partenaires à tirer toutes les conséquences de cette situation dans l'adaptation de la posture de défense de l'OTAN. Cette rencontre a également été l'occasion de saluer le courage des forces démocratiques biélorusses et de renouveler la solidarité de la France à l'égard des prisonniers politiques et de leur famille. Nous ne les oublions pas et nous continuons à exiger leur libération immédiate et inconditionnelle. Avec nos partenaires de l'Union européenne, nous sommes déterminés à renforcer notre aide aux forces démocratiques biélorusses, à la société civile, aux intellectuels, aux journalistes, aux étudiants qui le souhaitent pour les aider et les soutenir dans leur combat. Le profond attachement de Mme Tikhanovskaïa et de l'opposition biélorusse à leur pays est remarquable et les honore face aux renoncements de M. Loukachenko. Je l'ai assurée que la France resterait aux côtés du peuple biélorusse dans son combat pour la liberté, comme elle se trouve aux côtés du peuple ukrainien face à cette agression de la Russie.

389 / 942 – Point de presse du 25/02/2022

Référence	EPJ01261702
Texte	M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu aujourd'hui avec M. Nicu Popescu, vice-Premier ministre moldave, ministre des affaires étrangères et de l'intégration européenne, pour lui exprimer la pleine solidarité de la France et de l'Union européenne avec la Moldavie face aux conséquences de la guerre en Ukraine. L'invasion militaire massive de la Russie contre l'Ukraine constitue une menace pour la stabilité de toute la région. Dans le contexte de flux humains suscités par ce conflit, la France soutient la demande de la Moldavie de pouvoir bénéficier du mécanisme européen de protection civile. La France se tient aux côtés de la Moldavie et lui apportera son assistance à titre bilatéral./.

390 / 942 – Point de presse du 24/02/2022

Référence	EPJ01261301
Texte	Comme l'a indiqué le Président de la République ce matin, la France condamne dans les termes les plus fermes l'invasion militaire lancée par la Russie cette nuit contre l'Ukraine. Elle condamne également l'emploi du territoire de la Biélorussie autorisé par le régime de Loukachenko pour mener cette agression contre un pays souverain. Ce choix de la guerre constitue une violation brutale du droit international. Elle entraînera sans délai des conséquences massives et un coût sévère, comme les Européens l'ont annoncé avec leurs partenaires à plusieurs reprises. J'exprime toute ma solidarité avec les autorités ukrainiennes démocratiquement élues ainsi qu'avec le peuple ukrainien dans cette épreuve. La France va renforcer encore son soutien à l'Ukraine, sous toutes ses formes. Depuis ce matin, une cellule de crise a été activée au Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. En lien avec la cellule de crise activée à Kiev par notre ambassade, pleinement opérationnelle et à sa tâche, elle est mobilisée pour coordonner l'appui et l'accompagnement des ressortissants français qui se trouvent encore sur le territoire ukrainien à cette heure. Cette action a également vocation à coordonner les différentes administrations de l'Etat impliquées dans la gestion de cette situation. Des recommandations seront transmises à la communauté française en temps réel à mesure de l'évolution de la crise que nous connaissons. **** Q – Après les déclarations de Vladimir Poutine qui a annoncé l'opération militaire en Ukraine, la France va-t-elle évacuer ses citoyens et diplomates de l'Ukraine ? R – Je vous renvoie à la déclaration du ministre de l'Europe et des affaires étrangères de ce jour.

391 / 942 – Point de presse du 21/02/2022

Référence	EPJ01260001
Texte	M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a reçu hier son homologue indien, M. Subrahmanyam Jaishankar, ministre des relations extérieures. Les deux ministres ont réaffirmé leur vision partagée d'un espace Indopacifique libre, ouvert, régi par des règles de droit, alors que débute demain, à Paris, le Forum ministériel pour la coopération dans l'Indopacifique organisé par la présidence française du Conseil de l'Union européenne et coprésidé par M. Jean-Yves Le Drian et M. Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Les ministres ont échangé sur les questions internationales et

régionales parmi lesquelles figure le dialogue exigeant avec la Russie pour le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et les discussions avec l'Iran pour la mise en oeuvre du Plan global d'action commun. Les ministres sont convenus d'approfondir le partenariat stratégique franco-indien et les coopérations dans les domaines de la défense, du nucléaire civil, de l'espace et de la sécurité. Ils ont adopté une "Feuille de route bilatérale sur l'économie bleue et la gouvernance de l'océan" par laquelle France et Inde s'engagent à des actions conjointes pour que l'Indopacifique soit un espace de croissance durable, de respect du droit international et de protection des océans. Ils ont rappelé l'importance d'intensifier les échanges humains entre la France et l'Inde. À cet égard, M. Le Drian a rappelé l'objectif de recevoir 20.000 étudiants indiens en France d'ici 2025 et il a proposé la création d'un campus "Indopacifique" en Inde axé sur la formation, la recherche et l'innovation dans le domaine de la santé. Dans la perspective des jeux olympiques et paralympiques de Paris en 2024, une déclaration d'intention dans le domaine du sport a été finalisée. Le ministre s'est réjoui des nombreux événements à venir dans le domaine culturel, dont la participation croisée de la France et de l'Inde comme invités d'honneur respectivement au Festival du livre de Paris et à la New Delhi World Book Fair, et le lancement de la 4e édition du festival Bonjour India. Avec plus de 130 événements culturels organisés en Inde de mars à mai, Bonjour India 2022 permettra de célébrer l'amitié entre la France et l'Inde marquant ainsi le 75e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre nos deux pays.

392 / 942 – Point de presse du 21/02/2022

Référence EPJ01260003

Texte Q – Avez-vous des éléments à donner sur la conversation téléphonique entre Jean-Yves Le Drian et Sergueï Lavrov ? R – Comme le ministre Jean-Yves Le Drian l'a annoncé ce matin, il s'entretiendra en début d'après-midi par téléphone avec son homologue russe, M. Sergueï Lavrov. Cet appel participe des efforts du Président de la République et du ministre, en étroite coordination avec nos partenaires européens et alliés, pour maintenir des voies de sortie de crise par le dialogue et la diplomatie.

393 / 942 – Point de presse du 21/02/2022

Référence EPJ01260004

Texte Q – Après la diffusion hier du doc de France 5 sur Wagner, et d'après ce que nous avons mis au jour enquête après enquête sur le Mali, la Centrafrique, les "cibles" prochaines identifiées, cela ajouté aux opérations de déstabilisations dans les affaires intérieures... la France reconnaît-elle une guerre d'influence spécifiquement dirigée contre elle par la Russie ? R – Le modèle de la société militaire privée russe Wagner qui se nourrit des troubles politiques et conduit des actions de prédation opportuniste, est largement documenté, y compris par les rapports des Nations unies. L'action de cette société s'oppose aux efforts de stabilisation conduits par les Africains et l'ensemble de la communauté internationale. Nous entretenons avec la Russie un dialogue franc et exigeant sur ces sujets afin d'améliorer la sécurité et la stabilité internationales. Comme le ministre l'a dit la semaine dernière : "c'est difficile de ne pas penser au fait que ces mercenaires sont d'anciens militaires russes, qui sont transportés par

des avions russes, et qui ont des armes russes, qui sont dirigés par un proche de Vladimir Poutine, c'est difficile d'imaginer que le Président Poutine ne soit pas au courant."

394 / 942 – Point de presse du 21/02/2022

Référence EPJ01260005

Texte Q – La France mène-t-elle des exercices militaires et surtout navals, en mer Noire, et même en mer d'Azov ? Et en mer Baltique ? Y a-t-il des réactions officielles russes ? Et enfin, où en est-on des installations diplomatiques et consulaires en Ukraine : l'ambassade en Ukraine ira-t-elle à Lviv ? R – Notre ambassade est au travail à Kiev et demeure en lien constant avec nos compatriotes et les autorités ukrainiennes. Elle est prête à faire face à toute éventualité. Sur la situation de sécurité pour les Français, je vous invite à consulter les conseils aux voyageurs du site France Diplomatie, actualisés samedi dernier. S'agissant des questions relatives à nos déploiements militaires, je vous renvoie au ministère des armées./.

395 / 942 – Point de presse du 18/02/2022

Référence EPJ01259401

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera lundi 21 février au Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne. Cette réunion abordera la sécurité du voisinage oriental de l'Union européenne dans un contexte de fortes tensions avec la Russie. Le ministre rappellera les trois principes qui guident notre action : une posture ferme vis-à-vis du plein respect de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, une étroite concertation avec nos partenaires sur la sécurité européenne et un dialogue sérieux et exigeant avec la Russie pour contribuer à la désescalade. Les ministres auront également un échange avec le ministre ukrainien des affaires étrangères, M. Dmytro Kuleba, qui sera l'occasion de réaffirmer le plein soutien de l'Union européenne à l'Ukraine, son indépendance et son intégrité territoriale. Les ministres discuteront des engagements pris par l'Union européenne en matière de diplomatie climatique, et adopteront des conclusions sur ce sujet. Ils échangeront également sur la situation en Bosnie-Herzégovine, alors que le pays est en proie à une crise institutionnelle et politique. Ils participeront enfin à la 26ème session du Conseil entre l'Union européenne et le Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe, qui sera l'occasion d'aborder notamment la question de la sécurité régionale. Dans la continuité des déclarations du Président de la République et des partenaires impliqués dans lutte contre la menace terroriste et le soutien à la paix et à la sécurité au Sahel et en Afrique de l'Ouest, M. Jean-Yves Le Drian évoquera avec ses collègues les évolutions de l'engagement européen dans le cadre de la réarticulation du dispositif européen et international dans la région. En fin de réunion se tiendra, pour la première fois à ce niveau, un exercice à dimension cyber, dont l'objectif est de renforcer l'assistance mutuelle et la solidarité entre Etats membres en cas d'attaque d'ampleur de cette nature.

396 / 942 – Point de presse du 18/02/2022

Référence EPJ01259403  
Texte Q – Est-ce que les allégations de génocide proférées par le représentant russe à l'ONU sont recevables ? R – La France et l'Allemagne poursuivent leurs efforts dans le cadre du format Normandie pour la pleine mise en oeuvre des accords de Minsk en vue d'une résolution durable du conflit dans le Donbass. Les déclarations outrancières n'ont pas leur place dans ce processus./.

397 / 942 – Point de presse du 16/02/2022

Référence EPJ01258801  
Texte Q – Une nouvelle procédure contre Alexeï Navalny a été ouverte en Russie. Quelle est la réaction de la France ? R – Nous sommes préoccupés par l'ouverture par le tribunal de Lefortovo à Moscou d'une nouvelle procédure judiciaire à l'encontre de l'opposant et militant anti-corruption Alexeï Navalny. La Cour européenne des droits de l'Homme a estimé que M. Navalny n'avait pas bénéficié de procès équitables lors de précédentes affaires. Nous resterons donc vigilants sur le déroulement de cette procédure et le respect des normes internationales durant celle-ci. Nous appelons une nouvelle fois les autorités russes à libérer immédiatement et sans condition M. Alexeï Navalny./.

<div id="sconnect-is-installed" style="display: none;">2.11.0.0</div>

398 / 942 – Point de presse du 11/02/2022

Référence EPJ01257905  
Texte Q – Hier le ministre a déclaré qu'un signe positif serait que les négociations format Normandie continuent. La Russie et l'Ukraine ont dit qu'il n'y avait pas d'avancées au cours des discussions à Berlin et aucune échéance pour une nouvelle réunion n'a été évoquée. Quel constat faites-vous de cette réunion ? Q – Concernant le format Normandie, les discussions au niveau technique vont-elles continuer, et à quel rythme ? R – Les conseillers du format Normandie (Allemagne, France, Russie et Ukraine), réunis à Berlin hier, ont poursuivi leurs discussions sur la mise en oeuvre des accords de Minsk, notamment ses volets politique, humanitaire et sécuritaire. Même s'ils ont été longs et difficiles, les échanges ont confirmé la volonté partagée de mise en oeuvre des accords de Minsk. Les conseillers des chefs d'Etat et de gouvernement du format Normandie ont convenu de se rencontrer à nouveau après la prochaine réunion du Groupe de contact trilatéral qui aura lieu dans deux semaines./.

399 / 942 – Point de presse du 10/02/2022

Référence EPJ01257104  
Texte Q – Ukraine : le président Zelensky s'inquiète de la présence accrue de soldats russes en Bélarus le long de la frontière ukraino-bélarusse. Le président Macron avait dit lors de son voyage à Moscou et Kiev que les troupes russes en Bélarus étaient en train d'être retirées. Quelle est la position de la France : Moscou en conformité avec ses assurances ? R – Je vous renvoie aux propos du ministre ce matin sur France Inter./.

400 / 942 – Point de presse du 04/02/2022

Référence EPJ01255101

Texte La France déplore la décision annoncée le 3 février par les autorités russes d'interdire la diffusion de la chaîne allemande Deutsche Welle et de fermer son bureau à Moscou sans motif juridique. La France défend la liberté d'expression et la liberté de la presse, en Russie comme partout dans le monde. La liberté d'informer est un droit fondamental, qui doit partout être protégé et auquel la France est profondément attachée. Nous exprimons notre solidarité à l'Allemagne et aux personnels du bureau de Moscou de la Deutsche Welle./.

401 / 942 – Point de presse du 03/02/2022

Référence EPJ01254504

Texte Q – Alors que l'attention est naturellement dirigée vers le dossier Ukraine–Russie, les négociations avec la République islamique d'Iran se poursuivent. Une ouverture se dessine-t-elle ? R – Compte tenu du calendrier, nous entrons dans la phase finale des négociations. Des décisions politiques sont nécessaires. C'est la raison pour laquelle les négociateurs sont retournés dans leurs capitales respectives, pour de brèves consultations. Nous sommes déterminés à conclure tant qu'il est encore temps un accord qui permette le retour rapide des Etats–Unis au Plan d'Action Global Commun (PAGC), et de l'Iran à la mise en oeuvre pleine et entière de ses engagements nucléaires au titre de cet accord./.

402 / 942 – Point de presse du 02/02/2022

Référence EPJ01254101

Texte M. Jean–Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rend à Bucarest les 2 et 3 février. Il participera à une session spéciale du Parlement roumain, à l'occasion du 15e anniversaire de l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne. Il aura l'occasion de commémorer cet anniversaire qui constitue une avancée pour l'ensemble des Européens, de rappeler les profonds liens d'amitié qui unissent la France et la Roumanie et de marquer la solidarité entre nos deux pays face aux grands enjeux de sécurité. M. Jean–Yves le Drian sera reçu en audience par M. Klaus Iohannis, Président de la Roumanie, et s'entretiendra avec M. Bogdan Aurescu, ministre roumain des affaires étrangères. Le ministre exprimera auprès de ses interlocuteurs la solidarité de la France avec ses partenaires et alliés dans le contexte de tensions actuelles. Il soulignera qu'un dialogue sérieux et exigeant avec la Russie peut contribuer à la désescalade, qui mobilise tous nos efforts. Dans le contexte de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, M. Jean–Yves Le Drian évoquera les travaux en cours sur la "Boussole stratégique" qui constituera un véritable livre blanc de la défense européenne, ainsi que les sujets de cybersécurité. Il soulignera l'engagement conjoint de la France et de la Roumanie au Sahel. Enfin le ministre participera demain à une réunion des ministres des affaires étrangères d'Europe baltique, centrale et orientale en format dit "Bucarest 9" (Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie et Slovaquie) consacrée aux tensions actuelles dans le voisinage oriental de l'Union européenne et les

différentes dimensions de cette crise discutées à l'UE, à l'OTAN et à l'OSCE. Le discours du ministre au Parlement roumain pourra être suivi à compter de 16h30 sur le compte Twitter en français du ministère (@francediplo) : <https://twitter.com/francediplo>

403 / 942 – Point de presse du 02/02/2022

Référence EPJ01254103

Texte Q – Le ministère russe des affaires étrangères a publié hier une déclaration indiquant qu'il s'attend à une réaction rapide au message envoyé par le ministre russe des affaires étrangères, Sergei Lavrov, aux ministres des affaires étrangères des Etats-Unis, du Canada et de plusieurs pays européens le 28 janvier. M. Lavrov a indiqué dans son message que la Russie est sérieusement préoccupée par la montée des tensions politico-militaires à proximité immédiate de ses frontières occidentales. Il a aussi soulevé, entre autres, la question de la mise en oeuvre des accords d'indivisibilité de la sécurité conclus dans le cadre de l'OSCE en 1999 à Istanbul et en 2010 à Astana. Ce principe de l'indivisibilité de la sécurité, prévoit le refus de renforcer la sécurité d'un état aux dépens des autres. La France a-t-elle reçu ce message ? Peut-on s'attendre à une réponse au niveau national de la part de Paris dans un avenir proche ? Quelle est l'attitude de la France vis-à-vis du respect des principes d'indivisibilité de la sécurité ? R – La France a bien pris connaissance de la lettre du ministre des affaires étrangères russe, ainsi que des éléments d'appréciation donnés par le président Poutine lors de sa conférence de presse du 2 février et entend poursuivre le dialogue nourri par les propositions formulées et transmises à la Russie le 26 janvier. Le Président de la République a eu l'occasion de s'en entretenir avec le président Poutine lors de ses échanges des 28 et 31 janvier./.

404 / 942 – Point de presse du 27/01/2022

Référence EPJ01252502

Texte Le 26 janvier 2022, la France et l'Association internationale de signalisation maritime (AISM) ont organisé une cérémonie de signature de la convention portant création de l'organisation internationale des aides à la navigation maritime. Cette convention, dont la France est dépositaire, prévoit que l'AISM deviendra une organisation internationale. Lors de la cérémonie au siège de l'AISM à Saint-Germain-en-Laye, 26 pays, représentés par leur ministre ou leur ambassadeur à Paris, ont signé la convention. Il s'agit de l'Angola, d'Antigua et Barbuda, du Bangladesh, du Cambodge, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de Cuba, de Djibouti, de l'Egypte, du Gabon, de la Géorgie, du Ghana, de la Grèce, de la Guinée Bissau, de l'Indonésie, de l'Iran, de l'Irlande, de l'Islande, de Malte, de la Mauritanie, du Mexique, de la République du Congo, du Sénégal, du Togo, de la Tunisie et du Vanuatu. Ils feront partie des Etats fondateurs de la nouvelle organisation, aux côtés des 24 autres pays qui avaient déjà signé la convention : la France, les Pays-Bas, Singapour, la Malaisie, la Norvège, la République de Corée, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, le Panama, le Canada, le Japon, le Maroc, l'Inde, la Roumanie, le Brésil, la Belgique, la Turquie, l'Equateur, l'Italie, l'Argentine, le Chili, l'Allemagne et la Russie. Cette convention entrera en vigueur une fois qu'elle aura été ratifiée par 30 Etats. Cinq l'ont déjà ratifiée : le Japon, Singapour, la

Norvège, la Malaisie et l'Inde. Ils seront bientôt rejoints par la France. La convention permettra à l'AIMS de disposer d'une personnalité juridique internationale et de la capacité juridique nécessaire pour encourager et faciliter l'adoption généralisée de normes en matière d'aides à la navigation maritime, en vue de renforcer la sécurité et l'efficacité de la navigation maritime. La création de l'organisation internationale des aides à la navigation maritime appuiera l'action de la communauté internationale en faveur de la sécurité des gens de mer et des biens en mer, de l'efficacité de la navigation maritime et de l'environnement. L'organisation jouera un rôle de premier plan dans la gouvernance des océans, domaine essentiel pour la coopération internationale et multilatérale. Alors que les organisations internationales jouent un rôle central dans la gouvernance mondiale et le renforcement du multilatéralisme, les autorités françaises se réjouissent d'accueillir une nouvelle organisation internationale sur leur territoire.

405 / 942 – Point de presse du 27/01/2022

Référence EPJ01252504

Texte Q – Les Etats-Unis et l'Otan ont remis leurs réponses aux demandes sécuritaires de Moscou. Quelles actions concrètes la France attend-elle de la Russie ? R – À la suite des propositions publiées par les autorités russes en décembre dernier, plusieurs propositions écrites ont formellement été transmises hier à la Russie. L'une émane des Alliés de l'OTAN et a été discutée et agréée à 30. L'autre émane des Etats-Unis et a fait l'objet d'une coordination étroite de la part des autorités américaines avec les alliés et partenaires européens, dont la France. Les Européens, et la France y a pris toute sa part, ont apporté une contribution substantielle et importante à ces deux textes coordonnés et cohérents. Ces réponses avancent des propositions concrètes et posent les paramètres de fond du dialogue exigeant que nous sommes collectivement prêts à avoir avec la Russie sur la sécurité et la stabilité européennes. Ces paramètres sont connus et concernent tant les grands principes de la sécurité européenne tels qu'ils ont été définis dans l'Acte final d'Helsinki ou la Charte de Paris que la pleine mise en oeuvre des accords de Minsk en Ukraine, les priorités que nous poursuivons pour la relance d'un effort de maîtrise des armements nucléaires et conventionnels, et pour le renforcement des outils de transparence et de prévisibilité des activités militaires. Ces différentes propositions portant sur la sécurité et la stabilité européennes ont vocation à être discutées dans les formats pertinents, dont le format Normandie, le Conseil OTAN-Russie ou l'OSCE, avec la pleine implication des Européens. Comme le Président de la République et le Ministre l'ont rappelé ces derniers jours, nous restons prêts avec nos alliés et partenaires de l'UE et de l'OTAN dont l'unité est totale, à un dialogue sérieux et exigeant avec la Russie sur cette base. Nous pensons qu'il peut encore contribuer à la désescalade des tensions actuelles. A cet égard, le communiqué conjoint des conseillers des chefs d'Etat et de gouvernement du format Normandie publié hier, le premier dans ce format depuis décembre 2019, a constitué le signe d'un réengagement des négociations./.

406 / 942 – Point de presse du 26/01/2022

Référence EPJ01251801



M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a été auditionné hier par la commission des affaires étrangères du Parlement européen, dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne et au lendemain du Conseil des affaires étrangères qui s'est tenu le 24 janvier. Tout en rappelant que la souveraineté européenne constituait le fil rouge de la présidence française, le ministre a présenté les priorités de cette dernière dans le domaine de la politique européenne de sécurité commune et de la politique de sécurité et de défense commune, L'affirmation de la souveraineté dans ces domaines est d'autant plus nécessaire que les relations internationales sont caractérisées par un retour des jeux de puissance et des défis globaux, qui nécessitent que l'Union européenne soit en mesure d'agir fortement pour défendre ses intérêts et promouvoir ses valeurs. Le ministre a également évoqué les grandes crises d'actualité, où les intérêts européens sont en jeu. Face à la montée des tensions dans le voisinage oriental de l'Union, il a rappelé les conclusions du Conseil Affaires étrangères qui mettent en exergue l'indivisibilité de la sécurité européenne, l'unité et la solidarité des Etats membres de l'Union et leur détermination à renforcer leur posture dissuasive avec des conséquences massives et des coûts sévères en cas d'atteinte à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Ukraine. Les Européens continueront à contribuer activement et substantiellement à tous les processus de discussion en cours dans lesquels leurs intérêts de sécurité sont en jeu, avec nos partenaires, en particulier les Etats-Unis et l'OTAN. Le Conseil de l'UE a également appelé la Russie à participer de manière constructive au dialogue dans le cadre des mécanismes internationaux établis. A ce titre, le ministre a confirmé qu'une réunion en format Normandie se tiendra ce mercredi 26 janvier au niveau des conseillers diplomatiques. Il a précisé qu'il se rendrait dans les prochains jours avec son homologue allemande en Ukraine. S'agissant du Sahel, le ministre a rappelé que les Européens restaient déterminés à poursuivre la lutte contre le terrorisme. Face à la fuite en avant de la junte malienne, le Conseil de l'UE avait confirmé son soutien aux décisions de la CEDEAO en engageant un travail pour adopter rapidement des sanctions ciblées contre certains responsables du blocage de la transition politique. Il a fait état du nouveau contexte marqué à la fois par la rupture du cadre politique qui entourait la transition malienne et par le déploiement désormais effectif de mercenaires russes de Wagner dans plusieurs zones du territoire malien ainsi que des mesures d'entrave des autorités maliennes à l'action de la communauté internationale. Le ministre a précisé que, s'agissant des conséquences à en tirer, les décisions devaient être collectives avec l'ensemble des partenaires européens et africains concernés. Il a également condamné avec fermeté le coup d'Etat contre le Président Kaboré au Burkina Faso. Le ministre a enfin rappelé que la présidence française du Conseil de l'UE s'attacherait à renforcer ses partenariats avec l'Union africaine à l'occasion du sommet UE-UA des 17 et 18 février prochains, avec les pays de l'Indopacifique dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie européenne pour l'Indopacifique et du forum ministériel dédié à cette région le 22 février à Paris. Il a conclu sur l'importance pour l'Union européenne et ses Etats membres de repenser leurs relations avec les pays des Balkans occidentaux dont la perspective européenne est claire et avec lesquels il faut développer des coopérations concrètes en vue de favoriser l'intégration régionale. Ce sera l'objet de la conférence que la

présidence française organisera dans la seconde partie du semestre.

407 / 942 – Point de presse du 26/01/2022

Référence EPJ01251803

Texte Q – Quelle est l'évaluation française des mouvements de troupes russes ? Ces mouvements sont-ils illégaux d'après les accords bilatéraux Russie–OTAN en vigueur, est-ce que la France a constaté des entorses militaires ou navales russes aux coutumes et accords sur les survols et la navigation intrusive ? R – La France constate depuis plusieurs mois une concentration inhabituelle, substantielle et préoccupante de troupes appartenant aux forces armées russes aux frontières de l'Ukraine. Le Président de la République, le ministre des affaires étrangères et la ministre des armées ont eu l'occasion d'exprimer à plusieurs reprises ces derniers mois avec leurs homologues russes leur forte préoccupation concernant ces déploiements. En pleine convergence avec nos alliés et partenaires, nous avons tenu à chaque fois une position très claire sur les conséquences massives et le coût sévère qui résulterait d'une nouvelle atteinte éventuelle à la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Comme l'a dit le Président de la République hier à Berlin, la Russie est en train de devenir une puissance de déséquilibre. Il s'agit d'exploiter tous les canaux pour réengager la Russie dans un processus de désescalade.

408 / 942 – Point de presse du 25/01/2022

Référence EPJ01251701

Texte A l'occasion de son déplacement à Bruxelles pour le Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne, M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu avec M. Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN, concernant l'escalade des tensions avec la Russie. Le ministre a évoqué les échanges tenus entre ministres des affaires étrangères de l'UE et notre détermination collective, partagée avec nos alliés de l'OTAN, à faire en sorte que toute nouvelle atteinte à l'intégrité territoriale de l'Ukraine soit suivie de conséquences massives et d'un coût sévère pour la Russie. Il a souligné l'importance d'assurer dans ce cas de figure notre résilience face à ses conséquences. Le ministre a rappelé, par ailleurs, notre solidarité à l'égard de nos alliés et partenaires de l'UE et de l'OTAN potentiellement affectés par les tensions actuelles. Il a souligné la pleine implication de la France dans la posture de défense et de dissuasion de l'Alliance et notamment dans les missions militaires de l'OTAN, dans le cadre de la présence avancée renforcée dans les Etats baltes, ainsi que dans la force de réaction rapide. Il a rappelé la disponibilité exprimée par la France de s'engager aux côtés de la Roumanie, dans un cadre collectif. Le ministre se rendra en Roumanie le 2 février prochain. Enfin, le ministre a souhaité que nous poursuivions tous les efforts actuellement engagés pour préserver un dialogue avec la Russie afin de contribuer activement à la désescalade des tensions dans les différents formats mobilisés à cet effet, y compris le Conseil OTAN/Russie et l'OSCE. La France y prend toute sa part, en lien étroit avec ses partenaires européens, ainsi qu'avec les alliés de l'OTAN. Le ministre a évoqué dans ce contexte les discussions à venir à Paris le 26 janvier en format Normandie et son déplacement conjoint en Ukraine dans les prochains jours avec son homologue allemande.

409 / 942 – Point de presse du 24/01/2022

Référence EPJ01250901

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participe aujourd'hui au Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne. Cette réunion, qui s'inscrit dans la continuité des échanges des ministres des affaires étrangères à Brest les 13 et 14 janvier derniers (en format "Gymnich"), abordera la sécurité du voisinage oriental de l'Union européenne et notamment de l'Ukraine, dans un contexte de tensions croissantes avec la Russie. Les ministres réaffirmeront une politique européenne fondée sur deux piliers : une posture dissuasive ferme vis-à-vis de toute remise en cause des principes fondamentaux pour la sécurité de l'Europe et le soutien et la participation des Européens aux efforts diplomatiques en cours dans différents formats. En particulier, le ministre fera le point sur nos efforts dans le cadre du format Normandie conduits par la France et l'Allemagne pour la pleine mise en oeuvre des accords de Minsk. Lors d'un échange des Vingt-sept par visioconférence avec leur homologue américain Antony Blinken, le ministre marquera l'importance de la poursuite de la coordination étroite avec nos alliés et partenaires sur la sécurité européenne. Les ministres échangeront sur la situation au Mali, qui nécessite une réponse européenne coordonnée, en soutien aux décisions prises par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), y compris en adoptant dans les meilleurs délais des sanctions ciblées. Les ministres évoqueront également la situation en Syrie et la Libye. Le ministre rappellera l'importance accordée par la présidence française du Conseil de l'UE à l'Indopacifique, dans la perspective du premier forum entre l'Union européenne et ses partenaires de cette région, coorganisé avec le Haut représentant Josep Borrell, le 22 février prochain à Paris.

410 / 942 – Point de presse du 24/01/2022

Référence EPJ01250907

Texte Q – Allez-vous demander, comme Washington et Londres, au personnel de votre ambassade à Kiev de quitter l'Ukraine et quelle est votre réaction aux informations du Foreign Office qui accuse la Russie de chercher à installer un dirigeant prorusse à Kiev ? Q – Les Etats-Unis annoncent le retrait des familles du personnel de son ambassade à Kiev. Le Royaume-Uni serait en train d'en faire de même. En tant que présidente de l'UE et nation souveraine, que faut-il attendre comme décision de la France à cet égard ? R – Nous avons pris note des annonces effectuées par les Etats-Unis et le Royaume-Uni concernant la situation de leurs personnels diplomatiques en Ukraine et de leurs familles. Nous avons déjà exprimé nos préoccupations concernant le renforcement militaire russe aux frontières avec l'Ukraine et avons actualisé hier nos Conseils aux voyageurs en recommandant une vigilance renforcée à nos compatriotes en Ukraine ou qui souhaitent s'y rendre. Nous continuons à suivre l'évolution de la situation avec la plus grande vigilance. Nous restons en étroite concertation avec tous nos partenaires, notamment européens dans le cadre des échanges de ce jour au Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne, et nous tenons prêts à adapter notre position si la situation le justifie.

411 / 942 – Point de presse du 11/01/2022

Référence EPJ01247304

Texte Q – La diplomatie russe a indiqué hier, à Genève, que la Fédération de Russie n'avait aucune "intention" d'envahir l'Ukraine. Est-ce que cet élément est de nature à rassurer la France et l'UE, et quelle sera l'occasion pour l'UE de participer à ces négociations de "désescalade" ? R – Je vous renvoie à la déclaration de M. Jean-Yves Le Drian aux questions d'actualité devant l'Assemblée nationale./.

412 / 942 – Point de presse du 07/01/2022

Référence EPJ01246501

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participe en visioconférence cet après-midi vendredi 7 janvier à une réunion ministérielle de l'OTAN, consacrée à la préparation du dialogue avec la Russie sur la sécurité européenne. Le ministre soulignera l'importance du processus de dialogue qui va se réengager avec la Russie et les conditions et paramètres sur la base desquels il peut contribuer au renforcement de la stabilité stratégique et de la sécurité en Europe. Il soulignera l'importance d'une pleine implication des Européens sur le fond et sur la forme de ce dialogue avec Moscou. Il rappellera l'engagement et la participation active de la France à la mise en oeuvre des mesures de réassurance prévues au bénéfice des alliés de l'OTAN, notamment dans le cadre du dispositif de présence avancée renforcée. Le ministre, dans le contexte de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, aura également l'occasion de rendre compte de ses échanges avec le Haut-Représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité de l'UE, M. Josep Borrell, actuellement en visite à Paris, afin d'assurer une étroite coordination des efforts de l'Union européenne avec ceux de l'OTAN et de l'OSCE dans la perspective des échéances avec la Russie et de la réunion informelle des ministres des affaires étrangères de l'UE de Brest des 13 et 14 janvier. M. Jean-Yves Le Drian évoquera enfin les efforts en cours avec l'Allemagne dans le cadre du format Normandie pour parvenir à une désescalade des tensions et à une solution diplomatique de long terme au dossier ukrainien.

413 / 942 – Point de presse du 04/01/2022

Référence EPJ01245702

Texte Q – Selon les informations de Moscou et de Berlin, la réunion des conseillers de la Russie, de la France et de l'Allemagne en format Normandie aura lieu cette semaine. Pourriez-vous le confirmer ? Y a-t-il une date précise ? R – La France, aux côtés de l'Allemagne, poursuit ses efforts au sein du format Normandie en vue de la pleine mise en oeuvre des accords de Minsk, qui constituent la seule base agréée en vue d'une résolution durable du conflit dans le Donbass.

414 / 942 – Point de presse du 04/01/2022

Référence EPJ01245705

Texte Q – Comment réagissez-vous aux récentes attaques dans la province d'Idlib ?  
R – La France condamne la reprise des frappes dans la région d'Idlib en Syrie, en particulier sur des infrastructures humanitaires dont dépendent des milliers de civils. Les attaques continues du régime syrien et de la Russie contre des infrastructures civiles sont des violations flagrantes du droit international humanitaire. La France appelle à une désescalade immédiate à Idlib et à la protection des populations civiles et des acteurs humanitaires conformément au droit international./.

415 / 942 – Point de presse du 29/12/2021

Référence EPJ01244501

Texte Q – Quelle est la réaction de la France à l'annonce ce matin de la dissolution du Centre des droits humains de l'ONG Mémorial ? R – Je vous renvoie aux termes de la déclaration détaillée qu'a faite hier M. Jean-Yves Le Drian. == Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères Russie – Liquidation de l'organisation Memorial International 28 décembre 2021 C'est avec indignation et préoccupation que j'ai appris la liquidation de l'ONG Memorial International par la Cour suprême de Russie, alors que l'autre branche de cette organisation, le centre des droits de l'Homme Memorial, fait également face à des poursuites. En cette année du centenaire de la naissance d'Andreï Sakharov, fondateur de cette organisation et prix Nobel de la Paix, cette annonce est profondément inquiétante pour l'avenir de la recherche historique et la défense des droits de l'Homme en Russie. Comme je l'avais souligné à l'Université Charles de Prague le 6 décembre 2019, "la tentation est grande pour certains de conduire une politique de l'histoire de nature à instrumentaliser le passé, à attiser ses braises, à ajouter à la confusion, au service d'une idéologie... Comme le disait l'un des plus grands historiens français, Marc Bloch, "l'incompréhension du présent naît fatalement de l'ignorance du passé". Elle peut naître aussi de la manipulation de l'histoire. Parmi les principes européens, figure la liberté académique et là où elle est menacée, ce sont la démocratie et la paix qui sont en danger." La France a maintes fois salué l'action de Memorial. Son travail scientifique remarquable en faveur d'une meilleure connaissance des crimes de masse du XXe siècle à travers le rassemblement des archives, les témoignages et les études des historiens, est une contribution essentielle à l'histoire contemporaine, à la réhabilitation des victimes des répressions et plus généralement à la mémoire collective. La dissolution de Memorial International est une terrible perte pour le peuple russe qui a le droit de bénéficier d'une connaissance juste de son passé et d'une société fondée sur les valeurs fondamentales portées par le Conseil de l'Europe. Elle est aussi une perte pour les communautés scientifique, académique et culturelle de nos deux pays, qui oeuvrent à bâtir une relation bilatérale ambitieuse et indépendante des aléas politiques. Dans ce contexte, la décision hier du tribunal de Petrozavodsk d'alourdir à 15 ans de colonie pénitentiaire la peine de prison de M. Iouri Dmitriev, historien spécialiste des charniers de la période stalinienne, défenseur des droits de l'Homme et dirigeant local de l'organisation Memorial, est également très préoccupante. Comme nos partenaires de l'Union européenne, la France appelle à sa libération et continuera de suivre sa situation avec la plus grande attention./.

416 / 942 – Point de presse du 28/12/2021

Référence EPJ01244201

Texte C'est avec indignation et préoccupation que j'ai appris la liquidation de l'ONG Memorial International par la Cour suprême de Russie, alors que l'autre branche de cette organisation, le centre des droits de l'Homme Memorial, fait également face à des poursuites. En cette année du centenaire de la naissance d'Andreï Sakharov, fondateur de cette organisation et prix Nobel de la Paix, cette annonce est profondément inquiétante pour l'avenir de la recherche historique et la défense des droits de l'Homme en Russie. Comme je l'avais souligné à l'Université Charles de Prague le 6 décembre 2019, "la tentation est grande pour certains de conduire une politique de l'histoire de nature à instrumentaliser le passé, à attiser ses braises, à ajouter à la confusion, au service d'une idéologie... Comme le disait l'un des plus grands historiens français, Marc Bloch, "l'incompréhension du présent naît fatalement de l'ignorance du passé". Elle peut naître aussi de la manipulation de l'histoire. Parmi les principes européens, figure la liberté académique et là où elle est menacée, ce sont la démocratie et la paix qui sont en danger." La France a maintes fois salué l'action de Memorial. Son travail scientifique remarquable en faveur d'une meilleure connaissance des crimes de masse du XXe siècle à travers le rassemblement des archives, les témoignages et les études des historiens, est une contribution essentielle à l'histoire contemporaine, à la réhabilitation des victimes des répressions et plus généralement à la mémoire collective. La dissolution de Memorial International est une terrible perte pour le peuple russe qui a le droit de bénéficier d'une connaissance juste de son passé et d'une société fondée sur les valeurs fondamentales portées par le Conseil de l'Europe. Elle est aussi une perte pour les communautés scientifique, académique et culturelle de nos deux pays, qui oeuvrent à bâtir une relation bilatérale ambitieuse et indépendante des aléas politiques. Dans ce contexte, la décision hier du tribunal de Petrozavodsk d'alourdir à 15 ans de colonie pénitentiaire la peine de prison de M. Iouri Dmitriev, historien spécialiste des charniers de la période stalinienne, défenseur des droits de l'Homme et dirigeant local de l'organisation Memorial, est également très préoccupante. Comme nos partenaires de l'Union européenne, la France appelle à sa libération et continuera de suivre sa situation avec la plus grande attention.

417 / 942 – Point de presse du 23/12/2021

Référence EPJ01243201

Texte Q – Hier, le porte-parole du président russe Dmitri Peskov a exprimé l'espoir que les négociations sur les garanties de sécurité pourraient commencer en janvier. La France a-t-elle pris connaissance des propositions russes dans ce domaine ? À votre avis, nos pays peuvent-ils parvenir à un consensus dans le cadre de l'initiative russe ? Les négociations pourraient-elles commencer en janvier ? R – Nous avons pris connaissance des propositions russes et nous les analysons, en lien étroit avec nos alliés et partenaires. Nous l'avons dit régulièrement, un dialogue exigeant est nécessaire avec la Russie pour parvenir à un renforcement de la stabilité stratégique et de la sécurité de l'Europe. La pleine implication des Européens dans ce dialogue qui met en jeu leurs intérêts de sécurité est nécessaire. Nous soutenons dans ce contexte la proposition du Secrétaire général de l'OTAN de tenir en janvier une discussion

dans le cadre du Conseil OTAN–Russie./.

418 / 942 – Point de presse du 14/12/2021

Référence EPJ01240403

Texte Q – La Russie va bientôt transmettre aux Etats–Unis et aux autres pays de l'OTAN ses développements sur les garanties de sécurité en Europe, a dit mardi le vice–ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie. Est–ce que la France est prête à examiner ces propositions ? R – La France étudiera avec la plus grande attention toutes les propositions dès lors qu'elles sont susceptibles de contribuer au renforcement de la stabilité stratégique en Europe et qu'elles sont dans l'intérêt de sécurité de la France et de ses alliés et partenaires./.

419 / 942 – Point de presse du 08/12/2021

Référence EPJ01239004

Texte Q – Considérez–vous, comme Washington, que le gazoduc Nord Stream 2 doit être utilisé comme levier pour dissuader la Russie d'envahir l'Ukraine ? R – Comme les chefs d'Etat et de gouvernement du format Quint en ont discuté à plusieurs reprises cette semaine, nous suivons avec la plus grande attention la situation autour de l'Ukraine. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont exprimé leur détermination à ce que sa souveraineté soit respectée. Des messages fermes ont été passés à la Russie sur les conséquences stratégiques et massives qu'aurait une nouvelle atteinte à l'intégrité territoriale de l'Ukraine./.

420 / 942 – Point de presse du 29/11/2021

Référence EPJ01235901

Texte M. Jean–Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rendra à Riga mardi 30 novembre et mercredi 1er décembre pour participer à la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN. Les ministres aborderont les crises affectant les intérêts des Alliés et de leurs partenaires. Ils discuteront dans ce contexte de la relation et de la posture de l'OTAN vis–à–vis de la Russie, dans un contexte de tensions significatives autour de l'Ukraine. Le ministre évoquera dans ce contexte ses échanges récents avec son homologue russe, ainsi qu'avec les ministres de la défense français et russe, le 12 novembre dernier à Paris, et la position exprimée par la France à cette occasion. A quelques mois du sommet de Madrid, les ministres évoqueront par ailleurs l'actualisation à venir du Concept stratégique de l'Alliance. Le ministre soulignera les priorités poursuivies par la France dans ce contexte, liées aux évolutions de la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN, ainsi qu'à la nécessité de réengager un travail substantiel sur les paramètres d'un cadre de maîtrise des armements avec la Russie. Il insistera également, dans la continuité de la déclaration conjointe du président de la République avec le Président Biden à Rome le 29 octobre, sur l'importance pour l'Alliance atlantique du renforcement de la défense européenne, sur la complémentarité des initiatives de l'OTAN et de l'Union européenne et sur la coopération de ces deux organisations. En marge de cette réunion ministérielle, le ministre participera à une réunion avec les ministres des affaires étrangères des Etats–Unis, de l'Allemagne et du Royaume–Uni. Il

s'entretiendra conjointement avec ses homologues letton, lituanien et estonien. Il réunira par ailleurs nos alliés et partenaires proches engagés aux côtés de la France au Sahel.

421 / 942 – Point de presse du 22/11/2021

Référence EPJ01233707

Texte Q – Le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a déclaré que si l'Allemagne refuse de déployer des armes nucléaires de l'OTAN, alors elles peuvent être transférées vers d'autres pays européens, y compris dans la partie orientale du continent. Pensez-vous que l'approche de l'arsenal nucléaire aux frontières de la Russie peut avoir des conséquences négatives du point de vue de la stabilité stratégique ? R – Comme cela a été rappelé lors du dernier sommet de l'OTAN, l'objectif fondamental de la capacité nucléaire de l'OTAN est de préserver la paix, de prévenir les actions coercitives et de décourager toute agression. L'OTAN et la Russie ont pris des engagements relatifs au déploiement d'armes nucléaires au titre de l'acte OTAN–Russie. Nous souhaitons poursuivre, notamment à l'OTAN avec les Alliés, puis avec la Russie, un travail rigoureux sur la maîtrise des armements afin de traiter les conséquences de leur érosion continue et d'assurer la stabilité stratégique en Europe tout en préservant les intérêts de sécurité des Européens./.

422 / 942 – Point de presse du 19/11/2021

Référence EPJ01233302

Texte Nous sommes très préoccupés par l'annonce des poursuites engagées par le parquet général de la Fédération de Russie en vue d'une dissolution de l'organisation Memorial dans ce pays, en cette année du 100ème anniversaire de la naissance d'Andreï Sakharov, son fondateur et lauréat du prix Nobel de la paix. Nous suivrons avec attention le déroulement de ces poursuites. Il est essentiel de préserver cette organisation unique par son envergure et son action en faveur de la recherche historique sur les tragédies du passé, de l'accès au patrimoine historique russe, de la mémoire collective européenne et de la défense des droits de l'Homme. Ce travail est essentiel pour construire un avenir commun et doit pouvoir être mené en toute liberté.

423 / 942 – Point de presse du 18/11/2021

Référence EPJ01233103

Texte Q – Comment réagissez-vous à la publication de notes confidentielles par la Russie des ministres Le Drian et Haas sur les efforts de relancer le format Normandie ? R – Nous avons pris note de la décision du ministre russe des affaires étrangères, M. Lavrov, de rendre publique notre correspondance. Nous considérons cette démarche comme contraire aux règles et usages diplomatiques. L'Allemagne et la France travaillent depuis des mois à la poursuite des négociations et la mise en oeuvre d'un agenda concret pour la paix sur la base des accords de Minsk, en fournissant plusieurs propositions concrètes pour une réunion ministérielle en format Normandie comme cela avait été convenu entre la Chancelière Merkel, le Président Macron et le Président Poutine en octobre. La Russie a refusé de participer à une telle réunion. Nous appelons la Russie à revenir à la table des négociations et à



poursuivre les discussions dans les formats approuvés et selon les principes agréés. Q – Le ministère russe des Affaires étrangères a publié mercredi la correspondance diplomatique entre le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et ses homologues allemand et français. Comment pouvez-vous commenter cette publication ? En ce qui concerne le contenu des messages, j'aimerais vous demander une précision : quelles sont les propositions énoncées dans le projet russe de déclaration conjointe des ministres des affaires étrangères qui, selon vous, "dépassent largement les compétences du format Normandie" ? Je voudrais également comprendre pourquoi, selon votre message au ministre russe, la proposition d'établir un dialogue direct entre Kiev et les dirigeants des républiques du Donbas "ne trouvera pas de soutien parmi les pays du format Normandie" ? Pensez-vous que l'Ukraine applique pleinement sa part des accords conclus lors du sommet de Paris ? R – Je vous renvoie à ma réponse précédente.

424 / 942 – Point de presse du 12/11/2021

Référence EPJ01231201

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères et Mme Florence Parly, ministre des armées, ont reçu à Paris le 12 novembre leurs homologues russes, les ministres Sergueï Lavrov et Sergueï Choïgou, dans le cadre du Conseil de coopération sur les questions de sécurité. Cette réunion s'inscrit dans le cadre du dialogue ferme et exigeant que la France poursuit avec la Russie dans le but d'augmenter la prévisibilité et la stabilité de nos relations. Cette rencontre a permis d'évoquer les dimensions politique et militaire de plusieurs crises régionales et internationales. En particulier, les ministres français ont exprimé le caractère inacceptable que revêtirait le déploiement de mercenaires de Wagner dans la bande sahélo-saharienne. Ils ont réitéré leurs messages de fermeté quant aux risques de déstabilisation régionale et d'atteinte aux intérêts de la France et de ses partenaires engagés dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. Ils ont souligné leur vigilance sur le respect du calendrier de la transition par les autorités maliennes. Les deux ministres ont fait part de leurs préoccupations quant à la détérioration de la situation sécuritaire en Ukraine et mis clairement en garde sur les conséquences graves de toute nouvelle atteinte éventuelle à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Ils ont appelé Moscou à se réinvestir dans les négociations en format Normandie en acceptant la tenue d'une ministérielle N4 prochainement, conformément à l'engagement du président Poutine. Ils ont par ailleurs rappelé la Russie à ses engagements, pris dans le cadre de l'OSCE, sur la transparence sur les mouvements et activités militaires et à la pleine mise en oeuvre des mesures de confiance et de sécurité prévues dans ce cadre. Concernant la situation en Biélorussie, les deux ministres ont condamné le comportement irresponsable et inacceptable des autorités biélorusses concernant l'instrumentalisation de flux migratoires visant plusieurs pays de l'Union européenne. Ils ont encouragé la Russie à mobiliser ses liens étroits avec la Biélorussie pour obtenir qu'il y soit mis fin. Les deux ministres ont également abordé les efforts conjoints de la France et de la Russie dans le cadre de la co-présidence du Groupe de Minsk pour parvenir à un accord de paix durable entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ainsi que la coopération étroite entre les E3 et la Russie en faveur de la reprise rapide des négociations avec l'Iran afin que ce dernier revienne au plus vite en conformité avec le JCPoA.

Face aux défis à la paix et à la sécurité internationales posés par la crise en Afghanistan, les deux ministres ont appelé à la préservation de l'unité des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU afin d'amener les Taliban à agir de façon tangible, durable et vérifiable pour démontrer leur volonté de se conformer aux attentes de la communauté internationale. Les deux ministres ont partagé leurs appréciations sur la sécurité régionale au Proche-Orient, appelant à travailler aux conditions politiques du retour des réfugiés en Syrie et à la reconduction de la résolution sur l'aide transfrontalière humanitaire au-delà de janvier 2022. Ils ont souligné les efforts complémentaires du groupe d'Amman et du Quartet dans le processus de paix au Proche-Orient. Les deux ministres ont abordé les questions de stabilité stratégique, exprimant leur préoccupation face à la disparition des régimes de maîtrise des armements en Europe. Ils ont salué la reprise du dialogue américano-russe sur la stabilité stratégique, en marquant que ces discussions devaient pleinement prendre en compte les intérêts de sécurité des Européens. Ils ont souligné l'importance du maintien de canaux de discussion entre l'Union européenne et la Russie, ainsi qu'entre cette dernière et l'OTAN. Les ministres ont également exprimé leurs préoccupations croissantes face à la situation des droits de l'Homme et des libertés publiques en Russie, notamment s'agissant de la situation de M. Navalny. Ils ont enfin insisté sur l'importance d'une résolution du dossier MH17. \*\*\* Q – Le Conseil de sécurité de l'ONU réuni hier n'a pas produit de résolution mais uniquement un communiqué de la France et d'autres Etats, à l'exclusion de la Russie et de la Chine. Quelle portée peut avoir un tel communiqué et comment cela affecte-t-il le 2+2 de ce jour ? Q : Est-ce que les Etats-Unis vous ont avertis que selon leurs analyses la Russie pourrait s'apprêter à envahir l'Ukraine dans le cadre d'une répétition de l'annexion de la Crimée en 2014 ? R – Je vous renvoie au communiqué de presse publié aujourd'hui à l'issue de la rencontre du ministre de l'Europe et des affaires étrangères et de la ministre des armées avec leurs homologues russes.

425 / 942 – Point de presse du 09/11/2021

Référence EPJ01230703

Texte Q – Le ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov a déclaré qu'il était impossible de tenir une rencontre ministérielle au format Normandie le 11 novembre, car il n'y a pas des réactions aux propositions de la Russie sur le document final de la réunion. La France est-elle d'accord qu'il est nécessaire de préparer cet événement de manière plus méticuleuse ? Avez-vous d'autres propositions ? La rencontre ministérielle au format Normandie peut-elle avoir lieu avant fin novembre ? R – C'est faux. La France et l'Allemagne ont répondu aux propositions de la Russie. Elles proposent d'organiser une réunion ministérielle du format Normandie qui a été refusée par le Ministre russe des affaires étrangères. Notre objectif reste d'organiser une rencontre ministérielle du format Normandie dans les meilleurs délais, afin de surmonter les désaccords et de donner une nouvelle impulsion politique aux négociations./.

426 / 942 – Point de presse du 28/10/2021

Référence EPJ01227203

Texte

Q – Le président russe Vladimir Poutine a ordonné au géant gazier russe Gazprom d'augmenter ses livraisons de gaz à l'Union européenne dès que les réservoirs russes seront remplis. Considérez-vous cela comme une mesure positive ? Est-ce que cette mesure peut contribuer à réduire le prix du gaz et, par conséquent, le prix de l'électricité dans les pays de l'UE ? R – Nous avons pris note des annonces de la Russie, qui interviennent dans un contexte mondial de forte demande de gaz et de capacités d'offre contraintes au sein des pays fournisseurs. Au niveau européen, comme demandé par la France, les Vingt-Sept ont décidé de lancer une étude sur le fonctionnement du marché de l'électricité pour prévoir les aménagements nécessaires afin de mieux protéger les consommateurs et les entreprises face à des chocs sur les prix. Les discussions au Conseil européen de la semaine dernière ont par ailleurs permis de souligner que la transition écologique et énergétique devait se poursuivre et s'intensifier car elle constitue aussi une réponse aux événements récents et une partie de la solution.

427 / 942 – Point de presse du 22/10/2021

Référence EPJ01225403

Texte Q – La porte-parole du ministère des affaires étrangères russe Maria Zakharova a déclaré hier que les autorités françaises continuent de retarder la signature de l'accord franco-russe qui régit le statut juridique du Centre spirituel et culturel orthodoxe russe et refusent de délivrer des visas à certains membres du personnel du centre. Pourquoi la signature du document est-elle retardée ? Quand la signature est-elle prévue ? Et quelle est la raison du refus de délivrer des visas ? R – Un accord intergouvernemental pour préciser le statut juridique de ce centre est en cours de négociation avec la Russie. En conséquence de quoi, les demandes de visas sont traitées en fonction de la situation actuelle et non de celle qui pourrait prévaloir à l'issue des négociations.

428 / 942 – Point de presse du 19/10/2021

Référence EPJ01224103

Texte Q – Selon les médias, un détenu d'origine biélorusse Sergueï Saveliev qui aurait divulgué une vidéo de viol et de torture en prison en Russie a demandé l'asile à la France. Pourriez-vous le confirmer ? R – Nous n'avons aucun commentaire à faire.

429 / 942 – Point de presse du 19/10/2021

Référence EPJ01224104

Texte Q – La Russie va suspendre sa mission de représentation auprès de l'OTAN et celle de l'OTAN à Moscou en réponse à l'expulsion par l'alliance de huit russes. Quelle est la réaction de la France ? R – Nous regrettons la décision injustifiée de la Fédération de Russie de suspendre sa mission de représentation auprès de l'OTAN et de mettre fin aux activités de la mission militaire de liaison et du bureau d'information de l'OTAN en Russie à compter du 1er novembre. Depuis 2014, la France a pour sa part constamment défendu la nécessité de conserver les canaux de dialogue entre l'OTAN et la Russie, notamment au travers du Conseil OTAN-Russie./.

430 / 942 – Point de presse du 18/10/2021

Référence EPJ01223505

Texte Q – La Russie a envoyé ses questions via l'OIAC sur l'affaire Navalny, les adressant à l'Allemagne, à la France, au Royaume-Uni et à la Suède. Est-ce que la France donnera sa réponse ? R : Nous répondrons à cette note verbale dans le délai prévu par la Convention./.

431 / 942 – Point de presse du 08/10/2021

Référence EPJ01221103

Texte Q – Comme cela a été annoncé hier par le représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'OIAC, Moscou a répondu à une demande d'un groupe d'Etats membres de l'OIAC concernant Alekseï Navalny. Est-ce que la France a reçu des réponses de la Russie ? Quels commentaires pouvez-vous faire à ce sujet ? La Russie a également adressé sa demande à la France, l'Allemagne, la Suède et le secrétariat technique de l'organisation. Est-ce que la France répondra à cette demande ? R – Nous avons accusé réception de la note verbale de la Fédération de Russie. L'attaque au moyen d'un agent neurotoxique russe perpétrée à l'encontre de l'opposant russe M. Alexeï Navalny le 20 août 2020 sur le territoire de la Fédération de Russie nous a tous choqués. Il est impératif que toute la lumière soit faite sur les circonstances de ce crime et sur ceux qui l'ont perpétré, que les responsables rendent des comptes et que toutes les dispositions soient prises pour éviter la répétition de telles attaques.

432 / 942 – Point de presse du 08/10/2021

Référence EPJ01221104

Texte Q – Les 27 pays de l'UE et les pays des Balkans occidentaux ont tenu un sommet cette semaine sans avancer sur la question de l'élargissement. Dans la déclaration finale il n'y avait pas le calendrier. L'élargissement n'est plus une option crédible pour les 27 ? Le dossier de l'élargissement va-t-il figurer dans l'agenda de la présidence Française de l'UE ? Quelle est la position de la diplomatie française quand il s'agit d'élargissement des pays des Balkans ? Le premier ministre serbe a parlé de l'aide russe dans le pays. Est-ce que la diplomatie française observe les investissements russes ou chinois dans la région comme une menace pour la sécurité européenne ou une possibilité de coopération internationale ? R – Il s'agissait d'un sommet d'étape qui a permis aux chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne de discuter des défis posés dans la région et de rappeler le très fort engagement de l'Union européenne dans les Balkans occidentaux dans des domaines très concrets tels un plan d'investissement économique de 30 milliards d'euros pour favoriser notamment la mise en oeuvre d'un agenda vert dans les Balkans occidentaux, l'assistance dans le domaine sanitaire avec des dons importants de vaccins à la région, le soutien à l'innovation et à la jeunesse, et la coopération dans le domaine de la sécurité. Comme l'a indiqué le Président de la République à l'issue du sommet, la France souhaite que l'Union européenne puisse à la fois s'élargir à ses frontières et avoir une discussion avec son voisinage, en particulier la Russie et la Turquie, tout en transformant en profondeur son

fonctionnement commun, qui est déjà très lourd à Vingt-sept./.

433 / 942 – Point de presse du 24/09/2021

Référence EPJ01217001

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu hier avec son homologue russe, M. Sergueï Lavrov, en marge de la 76e session de l'Assemblée générale des Nations unies à New York. Le ministre a évoqué la volonté de la France de poursuivre un dialogue structuré et exigeant avec la Russie afin d'établir une relation plus stable et plus prévisible avec ce pays. Les deux ministres ont évoqué de nombreux sujets de crises internationales, notamment l'Afghanistan, la Libye, l'Ukraine, le dossier iranien. Sur le Mali, le ministre a alerté son homologue russe sur les conséquences graves d'une implication du groupe Wagner dans ce pays.

434 / 942 – Point de presse du 23/09/2021

Référence EPJ01216504

Texte Q – Le président a cette semaine loué la relation avec la Russie. Concrètement, dans le dialogue stratégique prôné par le président avec Moscou, quels sont les résultats concrets au-delà du dialogue franc et exigeant ? R – Le dialogue franc et exigeant engagé avec la Russie doit se poursuivre afin, en particulier, de défendre les valeurs et les intérêts des Européens.

435 / 942 – Point de presse du 16/09/2021

Référence EPJ01214504

Texte Q – Trois citoyens français se sont inscrits à la Commission électorale de Crimée pour observer les élections législatives russes. Quelle est la réaction de la France ? R – La France ne reconnaît pas l'annexion illégale de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol par la Fédération de Russie. Dès lors, la France ne reconnaît ni la légitimité de l'organisation, ni les résultats du scrutin qui se tiendra en Crimée.

436 / 942 – Point de presse du 02/08/2021

Référence EPJ01201201

Texte Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères met en place un dispositif spécifique permettant aux Français de l'étranger vaccinés avec l'un des vaccins reconnus par l'agence européenne des médicaments (AEM) ou leurs équivalents d'obtenir un passe sanitaire valable sur le territoire français et dans l'espace européen. Dans un premier temps, ce dispositif est réservé aux personnes déjà présentes sur le territoire national ou arrivant d'ici au 31 août. Les demandes concernant une arrivée postérieure à cette date seront prises en compte ultérieurement. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat chargé du tourisme, des Français de l'étranger et de la francophonie déclare : "Conformément à la décision du Président de la République, avec le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, nous avons mis en place un dispositif spécifique pour apporter une solution aux Français établis hors de France. Dès aujourd'hui lundi 2 août à 14h, nos compatriotes peuvent déposer leurs

demandes. Pour recevoir un QR code, il suffit d'envoyer par courrier électronique, une preuve de vaccination, avec une pièce d'identité et une preuve de résidence à l'étranger. Depuis le début de la crise sanitaire le gouvernement est pleinement mobilisé aux côtés de nos compatriotes partout dans le monde." Le passe sanitaire peut être demandé dans les conditions suivantes : – Être de nationalité française, ou ayant droit d'un ressortissant français ; conjoints, mariés et/ ou pacsés ; – Être âgé de 18 ans ou plus (jusqu'au 30 septembre 2021 le passe sanitaire n'est pas exigé pour les mineurs de 12 à 17 ans ; par ailleurs, les mineurs de moins de 12 ans ne sont pas soumis à l'obligation de passe sanitaire) ; – Avoir été vacciné avec un vaccin accepté par l'AEM ou équivalent et disposer d'un schéma vaccinal complet ; – Avoir été vacciné ailleurs que dans l'un des pays suivants : Etats membres de l'Union européenne, Andorre, Islande, Liechtenstein, Monaco, Norvège, Royaume-Uni, Suisse. En effet, ces pays permettent l'obtention du certificat Covid numérique de l'UE, qui est accepté en France ; – Être déjà en France ou dans l'Union européenne, ou arriver en France avant le 31 août. Afin de bénéficier de ce dispositif, les personnes qui en font la demande devront transmettre par courriel les pièces suivantes, (au format pdf, jpg ou png) : – le certificat de vaccination établi selon les règles de leur pays de résidence, démontrant un schéma vaccinal complet avec un vaccin reconnu par l'AEM ou équivalent ; – une pièce d'identité (passeport ou carte d'identité nationale française en cours de validité) ; – le formulaire de demande téléchargeable sur le site France Diplomatie et sur les sites des ambassades et consulats ; – une preuve de résidence hors de France. Les adresses d'envoi des demandes sont organisées en priorité en fonction de la zone géographique du pays de résidence : – Zone 1 (Canada) :

Certificat-vaccin-covid.fde1@diplomatie.gouv.fr – Zone 2 (Etats-Unis côte est : Etats-Unis côte est, Porto Rico, îles Vierges américaines, Bahamas, îles Turques et Caïques, îles Caïmans) :

Certificat-vaccin-covid.fde2@diplomatie.gouv.fr – Zone 3 (Etats-Unis côte ouest : Etats-Unis côte ouest) :

Certificat-vaccin-covid.fde3@diplomatie.gouv.fr – Zone 4 (Amérique centrale et Amérique du Sud : Argentine, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Equateur, Guatemala, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Pérou, République dominicaine, Sainte-Lucie, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Barbade, Dominique, Grenade, îles Vierges britanniques, Montserrat, Saint-Christophe-et-Niévès, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Guyana, Trinité-et-Tobago et Uruguay) : Certificat-vaccin-covid.fde4@diplomatie.gouv.fr – Zone 5 (Europe continentale, Asie centrale, Israël et Territoires palestiniens : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro, Serbie, Israël, Territoires palestiniens, Turquie, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Afghanistan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Mongolie, Ukraine, Russie, Turkménistan, Ouzbékistan et Tadjikistan) :

Certificat-vaccin-covid.fde5@diplomatie.gouv.fr – Zone 6 (Afrique du Nord – Algérie – Tunisie) : Certificat-vaccin-covid.fde6@diplomatie.gouv.fr – Zone 7 (Afrique du Nord – Maroc) : Certificat-vaccin-covid.fde7@diplomatie.gouv.fr – Zone 8 (Afrique– Moyen-Orient1 : Afrique du Sud, Lesotho, Malawi, Sainte-Hélène, Angola, Arabie saoudite, Bahreïn, Benin, Botswana, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Erythrée, Egypte, Emirats

arabes unis, Ethiopie, Guinée, Niger, Zimbabwe) :  
 Certificat-vaccin-covid.fde8@diplomatie.gouv.fr – Zone 9 (Afrique–Moyen–Orient2 : Burkina Faso, Cap–Vert, Gabon, Sao Tomé–et–Principe, Gambie, Ghana, Guinée équatoriale, Guinée–Bissau, Irak, Jordanie, Kenya, Somalie, Koweït, Liban, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Eswatini, Namibie, Nigéria, Oman, Ouganda, Qatar, République démocratique du Congo, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Soudan, Soudan du Sud, Syrie, Tanzanie, Tchad, Togo, Yémen, Zambie) :  
 Certificat-vaccin-covid.fde9@diplomatie.gouv.fr – Zone 10 (Asie–Océanie : Australie, Kiribati, Nauru, Tonga, Tuvalu, Bangladesh, Birmanie, Brunei, Cambodge, Chine, Inde, Iran, Corée du Sud, Japon, Laos, Indonésie, Timor oriental, Malaisie, Népal, Nouvelle–Zélande, îles Cook, Samoa, Niue, Ross, Tokelau, Pakistan, Papouasie–Nouvelle Guinée, Philippines, Palau, Marshall, Micronésie, Singapour, Sri Lanka, Maldives, Thaïlande, Vanuatu , îles Salomon, Vietnam) : Certificat-vaccin-covid.fde10@diplomatie.gouv.fr Pour faciliter le traitement des demandes, le courriel devra être adressé avec un titre libellé comme indiqué ci–après : PAYS DE RESIDENCE / NOM Prénom (par exemple : RUSSIE / DUPONT Jean, ou CANADA / DURAND Anne). En cas de question ou de difficulté, les demandes pourront être adressées à l'adresse suivante : assistance-cvc.fde@diplomatie.gouv.fr Dès la demande traitée, un courriel contenant le QR code sera envoyé. Celui-ci pourra être imprimé et présenté sur papier ou ajouté dans l'application TousAntiCovid. Attention, les demandes incomplètes ne seront pas traitées. Pour rappel, les mineurs de 12 à 17 ans ne seront concernés par le passe sanitaire qu'à compter du 30 septembre et aucun passe ne leur sera délivré d'ici cette date. Ces règles ne modifient pas les mesures sanitaires requises pour l'accès au territoire français (schéma vaccinal complet ou test PCR ou antigénique ou certificat de rétablissement pour les personnes de plus de 12 ans n'ayant pas de schéma vaccinal complet). Pour plus d'information vous pouvez consulter le site du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères : <https://www.diplomatie.gouv.fr>

437 / 942 – Point de presse du 16/07/2021

Référence	EPJ01196103
Texte	Q – Est–ce que la France a mené la négociation concernant la loi sur l'étiquetage du champagne avec la Russie ? Quelles conclusions ont été faites ? Est–ce que la France a décidé de porter ce dossier devant l'Organisation mondiale du commerce ? R – M. Franck Riester, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et de l'attractivité, s'est rendu en Champagne, vendredi 9 juillet, avec le ministre de l'agriculture et de l'alimentation, M. Julien Denormandie, pour évaluer l'impact de la nouvelle législation russe et marquer le soutien du Gouvernement à la filière. En lien étroit avec les professionnels, nous prenons les contacts nécessaires avec les autorités russes et agissons au niveau européen pour protéger nos indications géographiques et les intérêts de nos producteurs.

438 / 942 – Point de presse du 13/07/2021

Référence	EPJ01195007
Texte	

Q – Le secrétaire d'Etat au ministère français des affaires étrangères Clément Beaune a regretté que la Grèce autorise sur son territoire des passagers qui ont été vaccinés avec des vaccins russe et grec. Selon lui, les pays de l'UE ne devraient pas reconnaître les vaccins produits en Russie et en Chine. Comment pouvez-vous commenter ces déclarations et la réaction du ministère des affaires étrangères russe, qui a condamné ces déclarations pour leur caractère discriminatoire ? R – Le cadre européen en vigueur est fondé sur la reconnaissance des vaccins homologués par l'Agence européenne des médicaments. Il y en a quatre pour le moment. C'est une question scientifique d'ordre sanitaire. Les propos auxquels vous faites par ailleurs référence sont inacceptables et ne méritent pas d'autre commentaire./.

439 / 942 – Point de presse du 06/07/2021

Référence EPJ01192704

Texte Q – Les producteurs de champagne, "scandalisés" par la nouvelle législation russe sur l'étiquetage du champagne, ont interpellé lundi Paris et Bruxelles. "Les Champenois en appellent aux diplomaties française et européenne pour obtenir la modification de cette loi inacceptable", écrit le comité champagne, qui regroupe vignerons et maisons de champagne, dans un communiqué. Le ministère a-t-il une réponse à leur apporter ? Envisage-t-il une démarche vis-à-vis de Moscou ? Comment ce dossier va-t-il être traité ? R – Le Ministre s'est exprimé aujourd'hui à ce sujet à l'Assemblée nationale. Je vous renvoie à ses propos.

440 / 942 – Point de presse du 24/06/2021

Référence EPJ01189303

Texte Q – Selon les médias, la France et l'Allemagne ont proposé à l'Union européenne de réviser le format actuel du dialogue avec la Russie. Pourriez-vous confirmer et détailler cette information ? R – Au Conseil européen, les 27 ont prévu un débat sur notre stratégie à l'égard de la Russie. La France prône un dialogue exigeant avec la Russie, qui doit être défini dans ses objectifs et dans ses paramètres avec l'ensemble de nos partenaires européens./.

441 / 942 – Point de presse du 22/06/2021

Référence EPJ01188501

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a participé au Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne, hier, à Luxembourg. Cette réunion a été largement consacrée à la situation en Biélorussie. L'échange avec Mme Svetlana Tikhanovskaïa a permis de rappeler la mobilisation de l'Union européenne en soutien à la société civile biélorusse et son appui à une Biélorussie démocratique. Les ministres ont adopté un nouveau paquet substantiel de sanctions, ciblant des individus et entités impliqués dans la répression et les violations des droits fondamentaux. Ce paquet couvre également les individus et entité ayant joué un rôle dans le détournement de l'avion de Ryanair reliant Athènes à Vilnius le 23 mai dernier. Comme le Conseil européen des 24 et 25 mai les y a invités également, les ministres ont marqué leur accord sur des sanctions sectorielles qui vont être



adoptées très prochainement. Dans la perspective du Conseil européen des 24 et 25 juin prochains, les ministres ont également abordé : – la relation UE–Russie, rappelant la nécessité d'une approche européenne unie, fondée sur la fermeté et le dialogue, en particulier sur les sujets d'intérêt pour l'Union européenne, ainsi que le besoin de renforcer le soutien à la société civile russe. Sur la Turquie, les ministres ont rappelé le besoin que la Turquie fasse les gestes tangibles nécessaires, conformément au cadre défini par les chefs d'Etat et de gouvernement et à une approche "progressive, proportionnée et réversible". – la situation en Irak, en présence du ministre des affaires étrangères irakien, M. Fouad Hussein, pour marquer le soutien européen au renforcement de la souveraineté de l'Etat irakien, notamment dans la perspective des prochaines élections législatives prévues pour le 10 octobre 2021, dans un contexte sécuritaire difficile, et pour encourager la diplomatie d'équilibre menée par le gouvernement de Mostafa Al Kadhimi. Les ministres ont rappelé leur fort engagement pour accompagner le bon déroulement des élections, à travers le déploiement, si les conditions sécuritaires le permettent, d'une mission européenne d'observation électorale. – la situation au Sahel, qui a été l'occasion pour le ministre de rappeler l'importance de la mobilisation internationale et européenne pour lutter contre le terrorisme et la contribution de la France à cet égard, dans un contexte d'adaptation de son dispositif militaire. – le Liban : à la suite du déplacement du Haut représentant qui revenait de Beyrouth, les ministres ont marqué leur très forte préoccupation à l'égard de la situation très grave dans laquelle se trouve le pays et l'importance qu'un accord soit urgemment trouvé pour former un gouvernement susceptible de mettre en oeuvre les réformes nécessaires. Ils ont poursuivi leur travail sur la mise en place de mesures concrètes à l'encontre des responsables du blocage politique et de la corruption au Liban, qui passe notamment par l'établissement d'un régime de sanctions. Enfin, les ministres ont marqué l'importance d'un investissement accru de l'Union européenne envers l'Amérique latine et les Caraïbes, région touchée de plein fouet par la pandémie et en proie à des crises politiques préoccupantes, en particulier au Venezuela, au Nicaragua et en Haïti, ainsi qu'à de graves difficultés économiques et sociales, qui nécessitent une mobilisation européenne dans tous les domaines.

442 / 942 – Point de presse du 22/06/2021

Référence EPJ01188503

Texte Q – Un groupe de voyageurs, dont ceux de Russie, ont rapporté sur les réseaux sociaux leur détention au Tchad. Selon leurs informations, il y a une citoyenne française dans leur groupe. Pourriez-vous confirmer cette information ? R – À notre connaissance, aucun ressortissant français n'est détenu au Tchad./.

443 / 942 – Point de presse du 21/06/2021

Référence EPJ01188105

Texte Q – Quelle est la réaction de la France suite au retrait de la Russie du traité Ciel ouvert ? R – La France regrette la décision de la Fédération de Russie de se retirer du Traité sur le régime "Ciel ouvert", pilier de l'architecture de maîtrise des armements conventionnels en Europe. Elle rappelle à cet égard la

déclaration prononcée par les Alliés au Conseil de l'Atlantique nord. Cette décision porte atteinte au traité lui-même et contribue au délitement progressif des instruments de maîtrise des armements existants sur le théâtre européen. Elle rappelle son souhait que les Européens contribuent activement à la réflexion visant à définir l'agenda et les paramètres du dialogue avec la Russie sur ces enjeux, qui concerne la sécurité et la stabilité de notre continent./.

444 / 942 – Point de presse du 17/06/2021

Référence EPJ01187101

Texte Q – Comment évaluez-vous les résultats du sommet entre le président américain Joe Biden et le président russe Vladimir Poutine à Genève, notamment la décision de lancer des consultations sur la cybersécurité et la sécurité stratégique ? R – La reprise d'un dialogue de haut niveau entre les Etats-Unis et la Russie est un développement positif. La déclaration conjointe des deux présidents américain et russe ouvre la voie à des discussions sur la stabilité stratégique et la maîtrise des armements entre deux pays qui possèdent actuellement près de 90% du stock mondial d'armes nucléaires. Un dialogue avec la Russie sur ces enjeux est nécessaire dans le contexte de délitement progressif des instruments de maîtrise des armements existants, comme l'ont constaté les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN lors du sommet de Bruxelles du 14 juin. Nous souhaitons qu'une coordination renforcée puisse s'engager entre Alliés, en particulier à l'OTAN, pour définir l'agenda et les paramètres du dialogue avec la Russie sur ces enjeux. Il doit aussi prendre en compte de nouvelles dimensions qui jouent un rôle dans la stabilité stratégique, comme les questions de cybersécurité. Nous souhaitons que les Européens contribuent activement à cette réflexion qui concerne la sécurité et la stabilité de notre continent./.

445 / 942 – Point de presse du 14/06/2021

Référence EPJ01185806

Texte Q – Est-ce que la France participera à la Conférence de Moscou sur la sécurité internationale qui aura lieu du 22 au 24 juin ? R – La participation française à cette conférence sera communiquée en temps voulu./.

446 / 942 – Point de presse du 07/06/2021

Référence EPJ01184002

Texte Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, s'est entretenu cet après-midi avec son homologue russe, conjointement avec le ministre des affaires étrangères d'Allemagne, M. Heiko Maas. Le ministre a rappelé la forte inquiétude de la France face à la détérioration de la situation sécuritaire en Ukraine le long de la ligne de contact et la nécessité d'un réengagement de toutes les parties à la mise en oeuvre du cessez-le-feu. Le ministre a encouragé son homologue russe à apporter son plein appui à cet objectif. Il a rappelé notre attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. Le ministre a également insisté sur l'importance de poursuivre nos efforts dans le cadre du format Normandie pour trouver une solution pacifique au conflit en Ukraine et permettre la pleine mise en oeuvre des accords de Minsk. Il a

souligné la responsabilité de la Russie pour y parvenir, de même que l'importance d'éviter toute initiative qui pourrait contribuer à accroître les tensions à la suite des mouvements de forces russes observés en avril. Il a rappelé dans ce contexte l'importance de faire la transparence, dans le cadre du document de Vienne, s'agissant de tels mouvements et d'exercices. Parallèlement à ces échanges sur l'Ukraine, le ministre a évoqué la pleine mobilisation de la France pour parvenir à une désescalade des tensions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et au règlement des questions en suspens découlant du conflit de l'automne dernier entre les deux pays. Il a rappelé notre volonté de poursuivre pour cela une coordination étroite avec la Russie, notamment dans le cadre de la co-présidence du groupe de Minsk, que nous assumons conjointement avec les Etats-Unis, et dans les enceintes internationales pertinentes. Le ministre a souligné l'importance d'engager une négociation entre les parties, hors de tout fait accompli sur le terrain, pour traiter les enjeux de démarcation et de délimitation de la frontière. Il a rappelé son attachement à ce que les parties fassent preuve de la plus grande retenue et s'abstiennent de toute provocation./.

447 / 942 – Point de presse du 01/06/2021

Référence EPJ01182401

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera aujourd'hui à une réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, en visioconférence. Cette réunion est consacrée à la préparation du prochain Sommet de l'OTAN, qui se tiendra le 14 juin à Bruxelles. Le ministre insistera lors de cet échange sur l'ambition que nous portons pour le sommet du 14 juin, qui constituera le point d'aboutissement du processus de réflexion stratégique engagé dans le cadre de l'alliance transatlantique à notre demande, en décembre 2019. Dans ce contexte, le ministre soulignera notre attachement à une Alliance ancrée sur des valeurs, des principes et des règles, qui est la base incontournable d'un renforcement de la cohésion entre Alliés. Il rappellera la responsabilité première de chaque Allié en faveur d'outils nationaux de défense qui soient in fine collectivement robustes, flexibles et réactifs. Cet engagement, déjà au coeur de celui pris par les Alliés lors du Sommet du Pays-de-Galles en 2014, constitue le socle et la meilleure garantie d'une relation transatlantique revitalisée et rééquilibrée, grâce à un meilleur partage du fardeau au sein de l'Alliance. Une contribution renforcée des Européens à l'alliance transatlantique est indispensable pour y parvenir. Enfin, le ministre constatera la nécessité de poursuivre l'adaptation de l'OTAN face au durcissement de son environnement stratégique. Face aux tensions qui existent aujourd'hui avec la Russie, le ministre insistera sur l'importance d'une posture de défense et de dissuasion réactive et réaliste, tout autant que sur la relance d'un effort coordonné à l'OTAN sur la maîtrise des armements qui doit permettre un renforcement de la stabilité stratégique en Europe.

448 / 942 – Point de presse du 11/05/2021

Référence EPJ01176902

Texte M. Clément Beaune, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes, participe aujourd'hui au Conseil des affaires générales. Les points suivants seront abordés lors de ce

Conseil : – Covid-19 : les ministres définiront les principes de la coordination aux frontières extérieures de l'Union européenne, dans une perspective de lutte contre les variants et d'assouplissement éventuel et lié aux progrès de la vaccination. – Préparation du Conseil européen extraordinaire du 25 mai 2021 : les ministres échangeront sur les quatre sujets à l'ordre du jour du prochain Conseil européen, à savoir la gestion sanitaire de la Covid 19, les enjeux climatiques, les relations avec la Russie et les rapports avec le Royaume-Uni. – Conférence sur l'avenir de l'Europe : la présidence portugaise reviendra sur le lancement officiel de la Conférence, le 9 mai à Strasbourg en présence du Président de la République, qui a suivi l'ouverture de la plateforme numérique dédiée dont l'attractivité est déjà considérable (près de 25.000 visiteurs journaliers et plus de 17.000 contributions). – Processus d'élargissement, de stabilisation et d'association : à la suite des conclusions du 25 mars 2020, la présidence portugaise et la Commission feront un point sur la situation de l'Albanie et de la Macédoine du Nord. – Relations entre l'Union européenne et la Suisse : la Commission présentera l'état des négociations portant sur le projet d'accord-cadre entre la Confédération helvétique et l'Union.

449 / 942 – Point de presse du 06/05/2021

Référence EPJ01175601

Texte Les coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE (M. Igor Popov pour la Fédération de Russie, M. Stéphane Visconti pour la France et M. Andrew Schofer pour les Etats-Unis d'Amérique) ont fait la déclaration suivante : Les coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE saluent la libération par l'Azerbaïdjan des détenus arméniens, Robert Vardanyan, Samvel Shukhyan et Seryan Tamrazyan, et appellent les deux Parties à mener à son terme et sans délai le processus d'échange de l'ensemble des prisonniers, des détenus et des dépouilles, ainsi qu'à respecter leurs obligations portant sur le traitement humain des détenus. Rappelant leur déclaration du 13 avril dernier, les coprésidents appellent les Parties à procéder à l'échange de toutes les données nécessaires à la réalisation d'un déminage efficace des régions du conflit, et à la levée des restrictions à l'accès au Haut-Karabagh, y compris pour les représentants des organisations humanitaires internationales. Les coprésidents encouragent les Parties à prendre des mesures concrètes permettant d'instaurer un climat de confiance mutuelle propice à une paix durable, en apportant des solutions aux domaines de préoccupation encore en suspens mentionnés dans la déclaration des coprésidents du 13 avril. Il s'agit notamment de reprendre dès que possible un dialogue politique de haut niveau sous l'égide des coprésidents.

450 / 942 – Point de presse du 04/05/2021

Référence EPJ01174705

Texte Q – Quelle est la réaction de la France aux sanctions annoncées par la Russie vendredi dernier contre des responsables européens, dont un député français ? R – Comme le ministre l'a indiqué ce samedi, nous condamnons fermement les mesures annoncées vendredi 30 avril par les autorités russes contre plusieurs responsables européens, dont le Président du Parlement européen, la vice-présidente de la Commission européenne Mme Jourova et le député français Jacques Maire. Nous réitérons notre solidarité et notre soutien à leur

égard. Ces mesures ne sont pas susceptibles de permettre une désescalade des tensions actuelles et nous attendons donc de la Russie qu'elle adopte un comportement responsable pour y parvenir. Ce message a été transmis lundi 3 mai à l'ambassadeur de la Fédération de Russie, M. Alexeï Mechkov, lors de sa convocation au ministère de l'Europe et des affaires étrangères. À cette occasion, nous avons également exprimé notre préoccupation à la suite de la récente adoption d'un décret présidentiel concernant les recrutements locaux de collaborateurs des représentations diplomatiques et appelé la Russie à ne pas le mettre en oeuvre.

451 / 942 – Point de presse du 20/04/2021

Référence EPJ01170705

Texte Q – Le président a déclaré qu'il voulait fixer "des lignes rouges claires" avec la Russie pour être crédible et pas naïf. Après plus de quatre ans d'efforts et de tentative de dialogue stratégique avec la Russie, qu'est-ce que vous considérez comme une ligne rouge et quelles conséquences y aurait-il si cette ligne rouge est franchie ? Q – Le ministre ukrainien des affaires étrangères, lors d'une vidéoconférence informelle des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne, a proposé un "plan d'action étape par étape pour contenir l'escalade de la Fédération de Russie", y compris de nouvelles sanctions sectorielles contre la Russie. Quelle est la position de la France ? Soutient-elle l'idée de nouvelles sanctions contre la Russie ? R – Le Président de la République a rappelé, lors de son interview à CBS, la position de la France, fondée sur un dialogue ouvert et franc avec la Russie, indispensable pour assurer notre sécurité collective, et sur la nécessité de faire preuve à son égard de clarté comme de fermeté. Dans le contexte de tensions actuelles aux frontières de l'Ukraine et en Crimée, une nouvelle atteinte à la souveraineté ou à l'intégrité de l'Ukraine de la part de la Russie serait inacceptable et ne pourrait pas, sur cette base, rester sans conséquences. Nos efforts sont aujourd'hui focalisés sur l'engagement d'une désescalade des tensions. La France, aux côtés de l'Allemagne, poursuit à cette fin ses discussions au sein du format Normandie pour faciliter la mise en oeuvre de ces accords en vue de permettre l'établissement d'une paix juste et durable dans l'Est de l'Ukraine.

452 / 942 – Point de presse du 01/04/2021

Référence EPJ01165802

Texte Q – La Russie mène des consultations avec les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU sur la tenue d'une réunion des dirigeants de ces pays, a dit le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. À quel niveau se déroulent les discussions ? Est-ce que la France est toujours prête à participer à cette réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ? R – La France est favorable à une réunion des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies que le Président de la République avait proposée dès 2019. Ce sommet devra être l'occasion pour les membres permanents de réaffirmer leur engagement en faveur du système de sécurité collective qu'incarnent les Nations unies. La France est en contact étroit avec l'ensemble de ses partenaires à cette fin.

453 / 942 – Point de presse du 26/03/2021

Référence EPJ01164504

Texte Q – Au cours de sa tournée au Moyen-Orient, le ministre chinois des affaires étrangères a proposé d'organiser une conférence multilatérale sur la sécurité dans le golfe Persique et des négociations directes entre les représentants de la Palestine et d'Israël en Chine. Que pense la France de cette initiative ? R – La France est engagée en faveur de la désescalade des tensions et de la sécurité dans le Golfe, sur le terrain diplomatique comme par la présence de nos forces. Celles-ci jouent un rôle essentiel dans nos relations de partenariat avec les pays de la région, ainsi que dans les initiatives européennes comme l'opération de surveillance maritime EMASoH. Nous entretenons un dialogue approfondi sur les questions relevant de la sécurité internationale avec la Chine, notamment dans le cadre du Conseil de sécurité des Nations unies, dont nos deux pays sont membres permanents, ainsi que dans le cadre de nos échanges avec les E3, la Russie et la Chine – et, bien entendu, avec nos partenaires de la région. La France entend par ailleurs contribuer à une solution juste et durable du conflit israélo-palestinien, dans le cadre du droit international et des paramètres agréés, et examinera avec attention toutes les propositions qui concourent à l'objectif d'un retour au dialogue. C'est dans cet esprit qu'elle se mobilise actuellement avec l'Allemagne, l'Egypte et la Jordanie./.

454 / 942 – Point de presse du 23/03/2021

Référence EPJ01163003

Texte Q – Kiev a refusé d'examiner les propositions du représentant russe dans le "format de Normandie" Dmitri Kozak sur le Donbass. Quelle est la position de la France ? R – La France, avec l'Allemagne, poursuit inlassablement ses efforts dans le cadre du Format Normandie pour régler le conflit par la voie diplomatique, et nos partenaires du G7 nous ont apporté leur plein soutien le 19 mars dernier. Nous avons à cette occasion appelé toutes les Parties à mettre pleinement en oeuvre les accords de Minsk et souligné la responsabilité qu'a la Russie de s'engager de manière constructive dans le Format Normandie et le Groupe de contact trilatéral afin de parvenir à une solution politique juste et durable au conflit. Aussi bien la Russie que l'Ukraine ont formulé des propositions reflétant leur vision du règlement. Toutes ces propositions sont examinées attentivement et discutées régulièrement en format Normandie. La France et l'Allemagne s'efforcent de rapprocher les positions des Parties en vue d'élaborer une solution de compromis mutuellement acceptable./.

455 / 942 – Point de presse du 22/03/2021

Référence EPJ01162702

Texte M. Clément Beaune, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères chargé des affaires européennes, participera mardi 23 mars à la réunion informelle des ministres en charge des questions européennes. Les échanges porteront sur les points suivants : – Préparation du Conseil européen des 25 et 26 mars 2021 : les ministres évoqueront dans cette perspective la gestion de la crise sanitaire, le renforcement du marché

intérieur, la politique industrielle et le marché unique numérique, ainsi que sur les relations avec la Turquie et la Russie. Face à la crise de la Covid 19, il s'agira de réaffirmer concrètement l'unité et la solidarité des partenaires européens, au service de deux objectifs : une politique vaccinale qui permette à la fois de répondre aux besoins de la population européenne et de garantir la solidarité internationale ; la préparation coordonnée d'une levée des restrictions de circulation, notamment grâce à la proposition de certificat numérique vert, présentée par la Commission européenne le 17 mars et qu'il revient désormais aux co-législateurs d'adopter. La relance économique sera également au coeur des échanges des chefs d'Etat et de gouvernement qui évoqueront le renforcement du marché intérieur, en particulier dans sa dimension numérique, de même que les relations avec la Turquie et la Russie. La France a souhaité que l'Indo-Pacifique puisse être abordé lors de ce Conseil européen. – Semestre européen : la présidence portugaise présentera le rapport de synthèse et la feuille de route sur le Semestre européen, ainsi que le projet de recommandation sur la politique économique dans la zone euro. Cet exercice rappellera l'urgence de mettre en oeuvre le plan de relance européen, qui implique une entrée en vigueur rapide de la décision ressources propres, de même que l'approbation des plans de relance et de résilience nationaux. – Conférence sur l'avenir de l'Europe : la présidence portugaise procédera à un point d'information sur l'organisation de la Conférence, après la signature de la déclaration interinstitutionnelle le 10 mars.

456 / 942 – Point de presse du 19/03/2021

Référence EPJ01162001

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu par téléphone hier avec le secrétaire général de l'Organisation pour le Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), M. Jens Stoltenberg, afin d'évoquer la préparation de la réunion des ministres des affaires étrangères qui se tiendra à Bruxelles les 23 et 24 mars prochains. Le ministre a souligné l'importance de cette réunion qui doit permettre aux Alliés d'engager la préparation de la prochaine rencontre des chefs d'Etats et de gouvernement de l'Alliance atlantique. Il a rappelé dans ce contexte l'attachement de la France à l'aboutissement de la réflexion stratégique engagée au sein de l'Alliance depuis décembre 2019, à l'initiative de la France et de l'Allemagne, et dans le cadre des conclusions du groupe d'experts discutées par les ministres des affaires étrangères en décembre dernier. Le ministre a évoqué dans ce contexte l'attachement de la France à la poursuite des efforts engagés par les alliés européens pour consolider une Alliance transatlantique refondée et rééquilibrée. Outre la préparation du prochain sommet de l'OTAN, le ministre et le secrétaire général ont évoqué les principaux enjeux de la réunion ministérielle à venir, dont l'Afghanistan, la Russie et la maîtrise des armements.

457 / 942 – Point de presse du 19/03/2021

Référence EPJ01162002

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera le 22 mars 2021 au Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne, à Bruxelles. Cette réunion sera largement consacrée au respect des droits de l'Homme : les ministres évoqueront les moyens de renforcer

l'efficacité de la politique menée par l'Union européenne dans ce domaine, à la suite de l'adoption de son nouveau régime de sanctions spécifique. À cette occasion, un échange est prévu, par visioconférence, avec Mme Michelle Bachelet, Haut-commissaire des Nations unies pour les droits de l'Homme, dans le contexte de la 46e session du Conseil des droits de l'Homme que la France a réintégré pour le biennium 2021–2023. Dans la perspective du Conseil européen des 25 et 26 mars prochains, les ministres traiteront de la relation UE–Russie, afin de confirmer l'unité européenne sur ce dossier, fondée sur la fermeté et le maintien du dialogue sur les sujets d'intérêt commun et la volonté de soutenir davantage la société civile russe. Ils aborderont aussi les relations avec la Turquie, pour rappeler la nécessité que le nouveau climat de dialogue entre la Turquie et l'Union européenne continue de se traduire dans les faits et dans la durée. La réunion sera également consacrée à la situation particulièrement préoccupante en Birmanie, dans le contexte de l'adoption par l'Union européenne de sanctions ciblées contre les responsables du coup d'Etat. Les ministres examineront également la situation à Hong Kong, en particulier la réforme du système électoral hongkongais qui constitue une nouvelle violation du principe "un pays, deux systèmes". Les ministres évoqueront les relations avec la rive sud de la Méditerranée, à la suite de la publication de la communication des institutions européennes en faveur d'un "nouvel agenda pour la Méditerranée". Le ministre insistera avec ses partenaires sur l'importance stratégique du voisinage sud de l'Union et sur la nécessité de renforcer le dialogue politique avec les pays de cette région, tout en approfondissant les liens entre les sociétés des deux rives. D'autres dossiers internationaux seront abordés sur lesquels l'Union demeure pleinement mobilisée et doit utiliser tous les leviers à sa disposition : le Liban ; la Géorgie, à travers ses efforts directs de médiation pour parvenir à un règlement politique dans ce pays ; les Balkans occidentaux, pour réaffirmer notre soutien dans le domaine de l'Etat de droit, la santé, l'économie et la sécurité ; le Venezuela.

458 / 942 – Point de presse du 16/03/2021

Référence EPJ01160806

Texte Q – L'envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie, Geir Pedersen, a plaidé pour la création d'un "nouveau format international" pour relancer la recherche d'une issue politique au conflit en Syrie qui devrait inclure les Etats-Unis, la Russie, l'Iran, la Turquie, l'Union européenne et des pays arabes. Comment évaluez-vous cette initiative ? La France participera-t-elle à ce format ? R – La France se tient prête à travailler à toute initiative inscrite dans le cadre des Nations unies, visant à une solution politique crédible et à la mise en oeuvre de tous les aspects de la résolution 2254 du Conseil de sécurité. La France est pleinement mobilisée pour contribuer à cette sortie de crise, y compris à travers le dialogue avec les principaux acteurs régionaux et internationaux. Comme l'a rappelé hier le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, c'est dans cet esprit que nous poursuivrons, avec nos partenaires, notre action pour une solution politique en faveur d'une Syrie stable et souveraine, au bénéfice du peuple syrien./.

459 / 942 – Point de presse du 10/03/2021



Référence EPJ01159203

Texte Q – Selon le chef du bureau du Président de l'Ukraine, le plan pour le règlement pacifique de la situation dans le Donbass, proposé par la France et l'Allemagne et finalisé par l'Ukraine, attend l'approbation de la Russie. Pouvez-vous dire de quel plan s'agit-il ? Est-ce que ce plan a été discuté avec la Russie ? R – Les accords de Minsk sont la seule base agréée en vue d'une résolution juste et durable du conflit dans le Donbass. La France, aux côtés de l'Allemagne, poursuit ses efforts au sein du format de Normandie en vue de leur pleine mise en oeuvre. Les contacts se poursuivent régulièrement à cet effet.

460 / 942 – Point de presse du 22/02/2021

Référence EPJ01154402

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a participé ce jour à Bruxelles au Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne. Les ministres ont abordé les sujets suivants : – la situation en Russie à la suite de l'emprisonnement de l'opposant Alexeï Navalny. Le ministre a plaidé pour que l'Union européenne adopte une réponse ferme et unie, prenant également en compte le soutien à la société civile et la nécessité de préserver des canaux de dialogue avec la Russie; – le nucléaire iranien : le ministre a souligné le caractère préoccupant de la situation actuelle et présenté les résultats de la réunion ministérielle E3+Etats-Unis organisée à Paris le 18 février; – la situation en Afrique, en particulier en Ethiopie et au Sahel : après le sommet de N'Djamena des 15 et 16 février, le ministre a appelé ses partenaires européens à soutenir la dynamique du sursaut politique, diplomatique et de développement au Sahel qui a été enclenchée. Les ministres ont discuté également de la situation des droits de l'Homme en Asie : – en Birmanie/Myanmar où la situation continue de se dégrader après le coup d'Etat des militaires qui remet en cause le processus de démocratisation que l'Union européenne a soutenu ; – à Hong Kong : face à l'évolution négative de la situation après les arrestations de militants démocratiques, les ministres ont discuté des suites de l'approche commune décidée en juillet dernier. Les ministres ont évoqué la "boussole stratégique", qui a vocation à jeter les bases d'une analyse commune des grands bouleversements mondiaux et orienter la politique de sécurité et de défense commune. Le ministre a rappelé notre objectif d'adopter un document ambitieux, visant à renforcer l'autonomie stratégique européenne, thème que nous porterons au cours de la présidence française du Conseil de l'Union européenne au premier semestre 2022. Les ministres ont eu l'opportunité d'échanger, par visioconférence, avec le nouveau secrétaire d'Etat américain, M. Antony Blinken. Dans l'esprit des conclusions adoptées au Conseil européen des 10 et 11 décembre, les discussions ont porté essentiellement sur le multilatéralisme, la coopération régionale (notamment dans l'espace de voisinage européen, oriental et sud), la Chine et l'Indopacifique.

461 / 942 – Point de presse du 10/02/2021

Référence EPJ01150802

Texte Q – Soutenez-vous la proposition du Haut Représentant Borrell d'adopter des nouvelles sanctions contre la Russie ? R – Le Conseil Affaires étrangères du

22 février prochain sera l'occasion d'une discussion de fond sur l'avenir des relations UE–Russie, au lendemain du déplacement du Haut Représentant. Les dernières évolutions, notamment concernant la situation d'Alexeï Navalny, seront pleinement intégrées dans cet exercice. Une réaction unie, ferme et globale de l'Union européenne est nécessaire./.

462 / 942 – Point de presse du 05/02/2021

Référence EPJ01149401

Texte M. Jean–Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est rendu à Bruxelles le vendredi 5 janvier, où il a été reçu par Mme Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne. Il s'est également entretenu avec Mme Jutta Urpilainen, commissaire européenne en charge des partenariats internationaux. Avec la présidente de la Commission, le ministre a évoqué la future présidence française de l'Union européenne et rappelé le plein engagement de la France dans la préparation de cette échéance. Il a également évoqué la crise sanitaire actuelle et l'importance d'une action européenne efficace et coordonnée pour aboutir à une sortie durable de la pandémie. Le ministre a saisi cette occasion pour réitérer la position française sur le vaccin qui constitue un bien public mondial et l'importance d'un renforcement rapide de la mobilisation européenne en termes de solidarité internationale dans ce domaine. Il a également souligné l'utilité d'avoir une réflexion plus large pour avancer vers une Europe de la santé renforcée, sujet qui sera abordé lors de la réunion extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement européens des 25 et 26 février. Il a ensuite insisté sur l'importance pour l'Europe de se doter d'objectifs ambitieux dans le domaine du numérique et de renforcer la capacité de protection des intérêts de défense et de sécurité. Les grands sujets de l'actualité internationale, tels que les relations avec la nouvelle administration de Joe Biden et celle avec le Royaume–Uni, notamment en matière de politique étrangère, de sécurité et de défense, ont été examinés. Le ministre a mis en avant l'importance d'une approche européenne unifiée et constructive, à même de garantir la souveraineté de l'Union dans le respect des intérêts et valeurs que nous avons en partage. Dans la perspective du Conseil européen de mars, la situation en Russie, dans le contexte de l'arrestation d'Alexeï Navalny, a été examinée en préparation des discussions que le Conseil Affaires étrangères tiendra sur le sujet le 22 février, ainsi que la question des relations euro–turques, dans le contexte de la mise en oeuvre des décisions prises par les chefs d'Etat et de gouvernement au mois de décembre dernier et dans la perspective du Conseil européen du mois de mars. M. Jean–Yves Le Drian et Mme Ursula von der Leyen ont également examiné la relation entre l'Union européenne et la Chine afin de poursuivre les travaux sur le rééquilibrage de la relation euro–chinoise dans le sens d'une plus grande réciprocité et d'une meilleure prise en compte des enjeux liés aux droits de l'Homme et à la lutte contre le changement climatique. Le ministre a souligné l'importance pour l'Union européenne de se doter d'une véritable stratégie pour la région indopacifique. Avec la présidente de la Commission et la commissaire Jutta Urpilainen, le ministre a évoqué la situation au Sahel et les enjeux de sécurité et développement dans la perspective du sommet de N'Djamena les 15 et 16 février prochains, qui vont requérir une pleine mobilisation de la communauté internationale, des Etats de la région, de l'Union européenne et des Etats membres. Ces entretiens ont

permis de marquer la pleine mobilisation de l'Union européenne sur les grands enjeux globaux comme l'environnement et le climat, la santé et la jeunesse, les migrations, la sécurité, ou encore la transition numérique, la connectivité et les infrastructures, en particulier en Afrique dans la perspective d'un prochain sommet Union européenne–Union africaine.

463 / 942 – Point de presse du 27/01/2021

Référence EPJ01146701

Texte La France salue la décision des Etats–Unis et de la Russie de prolonger le traité New Start pour cinq ans. Elle salue les efforts et la réactivité des deux parties afin de permettre l'extension du traité avant sa date d'expiration, le 5 février. Le traité New Start est un pilier de l'architecture internationale de maîtrise des armements nucléaires et du désarmement. Facteur de stabilité stratégique, il est le dernier instrument encore en vigueur limitant les capacités des Etats–Unis et de la Russie, qui représentent encore près de 90% du stock mondial d'armes nucléaires. Son extension constitue donc un signal très positif dans la perspective de la 10e Conférence d'examen du Traité de non–prolifération nucléaire (TNP) en août prochain. La France rappelle son attachement à ce que la prolongation du traité New Start soit rapidement suivie de la redéfinition d'un agenda ambitieux plus global de maîtrise des armements et de stabilité stratégique. Les Européens, qui sont concernés au premier chef, devront y jouer un rôle actif, pour en déterminer les paramètres nécessaires au renforcement de la sécurité et de la stabilité en Europe.

464 / 942 – Point de presse du 27/01/2021

Référence EPJ01146703

Texte Q – La Russie a proposé mardi que l'idée palestinienne d'une conférence internationale sur le conflit israélo–palestinien se concrétise au printemps ou à l'été au niveau ministériel, avec une dizaine de participants dont la France. Que pensez–vous de cette proposition et de ce calendrier ? R – La France se tient prête à travailler avec tous ceux qui souhaitent contribuer à une solution juste et durable du conflit israélo–palestinien, dans le cadre du droit international et des paramètres agréés. Parallèlement, elle entend travailler en ce sens avec les Parties. C'est dans cet esprit qu'elle se mobilise actuellement avec l'Allemagne, l'Egypte et la Jordanie pour encourager Israéliens et Palestiniens à prendre des engagements concrets et réalistes permettant de recréer le climat de confiance nécessaire à une reprise du dialogue./.

465 / 942 – Point de presse du 25/01/2021

Référence EPJ01146001

Texte M. Jean–Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participe ce jour à Bruxelles au premier Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne de l'année. Les ministres aborderont les grands dossiers internationaux : la relation transatlantique, quelques jours après l'investiture du président Joe Biden, ainsi que la relation future de l'Union avec le Royaume–Uni sur les dossiers de politique étrangère, de sécurité et de défense. Les ministres évoqueront également les relations avec la Turquie, dans le prolongement du Conseil européen de décembre. Les derniers

développements préoccupants observés en Russie, avec l'arrestation de l'opposant Alexeï Navalny, ainsi qu'à Hong Kong, feront l'objet d'échanges approfondis. La situation en Afrique, en particulier en Ethiopie et au Mozambique, sera également évoquée. Sur le dossier iranien, ce Conseil donnera l'occasion de rappeler nos préoccupations quant aux dernières décisions et actions iraniennes, notre attachement commun au respect de l'accord nucléaire de Vienne (JCPoA) et au retour des Etats-Unis dans cet accord. Plus largement, l'Union européenne insistera sur l'importance de préserver la sécurité et la stabilité au Moyen-Orient, en renforçant le dialogue avec nos partenaires du Golfe. Le Conseil reviendra également sur la solidarité internationale dans la lutte contre la pandémie. Le ministre rappellera que les vaccins anti-Covid constituent un bien public mondial et plaidera en la matière pour une action européenne efficace et coordonnée, conforme aux valeurs et intérêts de l'Union. Dans cet esprit, il soulignera l'importance de l'initiative internationale ACT-A (notamment de son "pilier" vaccins, COVAX), soutenue par l'Union européenne et dont le schéma d'allocation sûr et équitable répond aux besoins des pays bénéficiaires. Enfin, les ministres auront l'opportunité d'échanger, par visioconférence, avec le ministre des affaires étrangères japonais, M. Toshimitsu Motegi, pour mettre en exergue le partenariat stratégique noué entre le Japon et l'Union européenne, et rappeler la nécessité de se doter, comme le Japon, d'une véritable stratégie européenne pour l'ensemble de la région indopacifique.

466 / 942 – Point de presse du 22/01/2021

Référence EPJ01145302

Texte La France salue la décision du Président Biden de proposer à la Russie de prolonger le traité sur la réduction des forces nucléaires stratégiques (New Start) pour une durée de cinq ans. Cette décision ouvre la voie, si la Russie qui s'y est dite favorable confirme son accord, au maintien d'un pilier essentiel de l'architecture internationale de la maîtrise des armements et du désarmement. Il représenterait une contribution précieuse à la préservation de la stabilité stratégique et enverrait un signal positif dans la perspective de la 10e conférence d'examen du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) qui doit se tenir en août 2021. Le renouvellement du traité New Start doit être rapidement suivi de la redéfinition d'un agenda ambitieux plus global de maîtrise des armements et de stabilité stratégique. Les Européens, qui sont concernés au premier chef, devront y jouer un rôle actif, pour en déterminer les paramètres nécessaires au renforcement de la sécurité et de la stabilité européennes.

467 / 942 – Point de presse du 15/01/2021

Référence EPJ01143202

Texte La France regrette l'annonce de la Fédération de Russie de son intention d'initier prochainement une procédure de retrait du Traité sur le régime "Ciel ouvert", pilier de l'architecture de maîtrise des armements conventionnels et qui contribue à la paix et à la sécurité sur notre continent. Cette décision est prise alors que tous les Etats parties, y compris la Fédération de Russie, viennent, à l'occasion de la 4e conférence d'examen du Traité Ciel Ouvert, de réaffirmer leur attachement au traité et à la pleine application de ses

dispositions. La France a récemment proposé, avec plusieurs partenaires européens, d'approfondir ces échanges sur les questions liées à sa mise en oeuvre qui ont été soulevées par la Fédération de Russie. Nous regrettons que la Fédération de Russie n'ait pas souhaité s'engager dans la voie de ce dialogue et fasse aujourd'hui le choix de se retirer de ce traité. Nous espérons que la Fédération de Russie reconsidérera sa décision qui porte atteinte au traité lui-même et, par-delà, à nos efforts en vue du renforcement de la confiance mutuelle et de la consolidation de notre sécurité collective./.

468 / 942 – Point de presse du 07/12/2020

Référence EPJ01133705

Texte Q – Avez-vous des informations au sujet des obsèques de l'assassin de Samuel Paty, Abdoullakh Anzorov, qui auraient eu lieu ce week-end dans le village tchéchène dont sa famille est originaire ? Quand le corps a-t-il été remis à la Russie ? Quelle est la réaction de la France à cet hommage dont des images ont été diffusées dans des médias locaux, notamment sur le site internet Baza ? R – Nous vous renvoyons vers le ministère de l'intérieur.

469 / 942 – Point de presse du 03/12/2020

Référence EPJ01132601

Texte Les chefs de délégation des pays coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE, MM. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la France, Sergueï Lavrov, ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Stephen E. Biegun, secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis, saluent l'arrêt des opérations militaires dans la zone du Haut-Karabakh, conformément à la déclaration du 9 novembre 2020 du Président de la République d'Azerbaïdjan, du Premier ministre de la République d'Arménie et du Président de la Fédération de Russie. Les pays coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE appellent l'Arménie et l'Azerbaïdjan à continuer de mettre en oeuvre pleinement leurs obligations au titre de la déclaration du 9 novembre, dans le Haut-Karabakh et les régions avoisinantes, ainsi que les engagements relatifs au cessez-le-feu qu'ils ont pris précédemment. Ils soulignent l'importance des mesures prises par la Fédération de Russie en accord avec l'Azerbaïdjan et l'Arménie, pour garantir que les hostilités ne reprennent pas. Ils demandent également le départ complet et sans délai de tous les mercenaires étrangers de la région et appellent toutes les parties à faciliter ce départ. Les pays coprésidents rappellent à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan leur obligation de respecter les exigences du droit international humanitaire, en particulier en ce qui concerne les échanges de prisonniers de guerre et le rapatriement des dépouilles. Ils soulignent l'importance de garantir les conditions permettant le retour volontaire et durable, en toute sécurité, dans la dignité et la durée des personnes déplacées en raison du conflit dans le Haut-Karabakh, y compris au cours des dernières hostilités. Ils soulignent l'importance de protéger le patrimoine historique et religieux au Haut-Karabakh et son pourtour. Ils appellent l'Azerbaïdjan et l'Arménie à coopérer pleinement avec les organisations internationales compétentes pour mettre en oeuvre leurs obligations dans ces domaines et permettre un accès humanitaire. Les pays coprésidents appellent la communauté internationale, notamment le CICR, les

institutions de l'ONU et les autres structures concernées, ainsi que les différents pays du Groupe de Minsk de l'OSCE, à prendre des mesures concrètes et coordonnées pour améliorer la situation humanitaire dans le Haut-Karabakh et dans les régions voisines. Les coprésidents réitèrent leur ferme soutien à la poursuite du travail mené par le représentant personnel de la présidence en exercice de l'OSCE et son équipe. Les pays coprésidents exhortent l'Arménie et l'Azerbaïdjan à mettre à profit le cessez-le-feu actuel pour négocier un accord de paix durable et viable sous l'égide de la coprésidence du Groupe de Minsk. À cet égard, les pays coprésidents demandent instamment aux parties d'accueillir les coprésidents dès que possible dans la région et de s'engager dans des négociations de fond pour résoudre toutes les questions en suspens selon un calendrier agréé. Les pays coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE rappellent qu'ils sont fermement opposés à l'emploi de la force ou de la menace comme moyen de règlement des différends. Ils réaffirment leur position constante et unanime en faveur d'un règlement négocié, complet et durable de toutes les questions de fond en suspens dans ce conflit, conformément aux principes et aux éléments de base bien connus de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. Les pays coprésidents demeurent pleinement engagés à atteindre cet objectif, dans la continuité des efforts qu'ils déploient depuis longtemps pour promouvoir la paix, la stabilité et la prospérité dans la région.

470 / 942 – Point de presse du 02/12/2020

Référence EPJ01131602

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participe les 1<sup>er</sup> et 2 décembre par visioconférence à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN. Cette réunion est l'occasion pour les ministres de prendre connaissance du rapport du groupe de réflexion sur l'avenir de l'OTAN et d'échanger sur les recommandations qu'il propose. Ce rapport constitue une première réponse au processus de réflexion sur l'avenir de l'Alliance lancé il y a un an à l'initiative de la France et de l'Allemagne. Dans la continuité des appels du Président de la République à une réflexion stratégique au sein de l'Alliance, le ministre a salué les recommandations permettant de renforcer la cohésion, la solidarité et la prévisibilité entre Alliés. Le ministre a souligné l'importance des propositions pour renforcer la coopération avec l'Union européenne, ainsi que de celles visant à réaffirmer les valeurs et les principes qui doivent guider les relations entre Alliés. Ce processus de réflexion se poursuivra lors du prochain sommet de l'OTAN en 2021. Le ministre a partagé également ses analyses sur les évolutions du contexte stratégique qui ont un impact sur les intérêts de sécurité de l'Alliance. Le ministre a rappelé l'importance d'une posture de défense et de dissuasion robuste de l'OTAN, à laquelle la France contribue directement, mais également de maintenir ouverte la possibilité d'un dialogue avec la Russie en particulier, conformément aux positions agréées de l'Alliance. Ces échanges ont permis aux ministres d'aborder les crises régionales et l'ensemble des ingérences extérieures qui menacent la stabilité et l'unité de l'Alliance. Les ministres ont évoqué la poursuite de la lutte commune contre le terrorisme, notamment en Afghanistan et en Irak. Le ministre a réitéré l'importance de la concertation et de la coordination dans les enceintes pertinentes, dans le cadre de la Coalition internationale contre Daech comme à l'OTAN, pour protéger nos intérêts de

sécurité communs dans ces deux pays. Les ministres auront également des discussions sur les opportunités et les défis liés à l'émergence de la Chine. Cette session se déroulera en présence du Haut représentant de l'Union européenne et le ministre rappellera l'importance d'une bonne coordination entre l'UE et l'OTAN sur ces enjeux. Les ministres seront enfin rejoints par les ministres géorgien et ukrainien des Affaires étrangères afin d'échanger sur la situation sécuritaire dans la région de la mer Noire.

471 / 942 – Point de presse du 24/11/2020

Référence EPJ01129305

Texte Q – Konstantin Gavrillov, chef de la délégation de la Fédération de Russie aux négociations de Vienne sur la sécurité militaire et la maîtrise des armements, a déclaré lundi que la Russie usera de sévères représailles si les pays restés dans le Traité Ciel Ouvert transmettent des données aux Etats-Unis après leur retrait de l'accord et restreignent les vols russes au-dessus des installations américaines en Europe. Comment pouvez-vous commenter cette déclaration? Est-ce que la France va soutenir les demandes des Etats-Unis d'interdire aux avions russes de survoler les installations militaires américaines en Europe dans le cadre de ce traité ? R – La France n'a pas connaissance de demandes adressées au sujet du survol de bases américaines. Ces demandes ne concerneraient de toute façon pas la France puisqu'elle n'en possède pas sur son territoire. Il appartient à chaque Etat partie au Traité de déterminer souverainement les conditions s'appliquant au survol de son territoire dans le respect du Traité. Celui-ci prévoit les éventuelles restrictions pouvant être appliquées aux survols dans l'article VIII, aux dispositions duquel nous appelons tous les Etats parties à se conformer pleinement. La France respecte intégralement les stipulations des traités par lesquels elle est liée, y compris l'article IX du Traité Ciel Ouvert, qui précise les conditions dans lesquelles les données collectées au cours de vols ont vocation à être communiquées aux autres Etats parties au Traité, et à eux seuls. Nous regrettons par ailleurs la décision des Etats-Unis de se retirer du Traité Ciel Ouvert, dont le fonctionnement nous apporte une transparence et une prévisibilité accrue dans le domaine des activités militaires, en particulier avec la Russie. La France continuera de mettre en oeuvre ce traité et engagera un dialogue avec la nouvelle administration américaine sur la question de la maîtrise des armements, instrument indispensable à la préservation des équilibres stratégiques./.

472 / 942 – Point de presse du 13/11/2020

Référence EPJ01126004

Texte Q – Hier, le ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov a dit que la Russie demande des garanties que les missions d'observation russes seront autorisées à survoler les bases américaines en Europe après le retrait de Washington du traité Ciel ouvert. Moscou demandera également à ne pas transférer les informations reçues pendant les vols au-dessus de la Russie vers les Etats-Unis. Est-ce que la France est prête à donner des garanties ? R – La France respecte les traités auxquels elle est Partie, y compris en l'espèce les stipulations de l'article IX du traité "Ciel Ouvert". Cet article précise les conditions dans lesquelles les données collectées au cours de vols "Ciel

Ouvert" ont vocation à être communiquées aux autres Etats parties au Traité, et à eux seuls.

473 / 942 – Point de presse du 10/11/2020

Référence EPJ01125405

Texte Q – Quel est votre opinion concernant le fait que L'Azerbaïdjan et l'Arménie ont signé sous l'égide de la Russie un accord de fin des hostilités dans le conflit du Nagorny Karabakh ? Q – L'accord signé sur le Nagorny Karabach intervient sans intervention du groupe de Minsk. En quoi est-il toujours influent et d'actualité ? Merci. R – Nous vous renvoyons vers la déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, aujourd'hui.

474 / 942 – Point de presse du 27/10/2020

Référence EPJ01122006

Texte Q – Lundi, le président russe Vladimir Poutine s'est déclaré prêt à renoncer au déploiement en Russie européenne de missiles sol-air 9M729 à la condition que l'OTAN prenne des mesures réciproques. Il a aussi réaffirmé le respect par la Russie de son moratoire sur le déploiement de FNI terrestres jusqu'à l'apparition de missiles de catégories similaires fabriqués aux Etats-Unis. Comment réagit la France aux propositions du président russe ? R – Notre position sur la violation puis la fin du traité sur les Forces nucléaires intermédiaires (FNI) est connue. Nous regrettons qu'aucune solution n'ait pu être trouvée pour maintenir ce traité en vigueur. Le traité FNI était un élément fondamental pour la sécurité des Européens. Nous continuons d'encourager une réflexion commune sur les conditions permettant de restaurer la stabilité stratégique en Europe, via un dialogue sur les instruments et enceintes multilatéraux. Cela inclut la question de l'avenir de la maîtrise des armements dans le contexte de la fin du traité FNI et des discussions engagées sur la prolongation du traité New Start. Nous réitérons sur ce dernier point notre appel aux Etats-Unis et à la Russie pour trouver un accord sur sa prolongation au-delà de février 2021. Dans ce contexte, nous prenons note de la proposition rappelée par la Russie sur ce dossier d'une grande importance sur lequel un dialogue approfondi doit être maintenu. Nous attendons toujours de la partie russe des éléments détaillés sur cette proposition qui sont nécessaires à l'évaluation des gains de sécurité crédibles qu'elle apporterait à la France et à ses alliés.

475 / 942 – Point de presse du 19/10/2020

Référence EPJ01119302

Texte Q – Quelle est la réaction de la France suite à la décision de la Russie de se retirer des consultations avec les Pays-Bas et l'Australie sur le crash du vol MH17 ? R – La France a, à de nombreuses reprises depuis 2014, exprimé son entière solidarité avec les pays ayant perdu des ressortissants lors de la destruction du MH17 et en particulier avec l'Australie et les Pays-Bas. Nous avons aussi constamment appelé à la mise en oeuvre de la résolution 2166. C'est le message qu'ont souhaité porter, collectivement, les 27 chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Union européenne lors du Conseil européen. Avec nos



partenaires européens, nous invitons donc la Russie à honorer ses obligations internationales et à revenir sur sa décision./.

476 / 942 – Point de presse du 09/10/2020

Référence EPJ01116501

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera au Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne, le lundi 12 octobre à Luxembourg. Les ministres aborderont les points suivants : – Relations entre l'Union européenne et la Russie : alors que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) vient de confirmer que l'opposant Alexeï Navalny a été victime d'un empoisonnement avec un agent chimique neurotoxique, le Conseil discutera d'une approche commune, prise à l'initiative de la France et de l'Allemagne, devant déboucher sur l'adoption de sanctions européennes à l'encontre des responsables, mais aussi de l'importance de maintenir avec la Russie un dialogue exigeant et ferme. – Haut-Karabakh : les ministres feront un point de la situation sur la crise en cours. La France, qui assure la co-présidence du groupe de Minsk avec la Russie et les Etats-Unis, présentera les efforts conduits dans ce cadre sur le volet politique. – Biélorussie : les ministres échangeront sur les mesures restrictives européennes adoptées le 2 octobre à l'encontre de 40 individus. La France marquera une nouvelle fois son plein soutien à la mise en place d'un dialogue politique national inclusif. Elle réaffirmera son appui aux efforts de médiation proposés par la présidence de l'OSCE et aux actions en soutien mises en oeuvre par l'Union européenne, notamment vers la société civile, qui témoignent du maintien d'un engagement européen avec la Biélorussie. – Dialogue Pristina-Belgrade : en présence du représentant spécial de l'Union européenne, M. Miroslav Lajcak qui facilite ce dialogue, la France rappellera que l'Union européenne, 1er donateur, 1er partenaire commercial et 1er investisseur dans les deux pays, se situe dans une perspective de long terme pour parvenir à un accord global et définitif qui contribuera à ouvrir la voie à leur perspective européenne. Les ministres auront par ailleurs des échanges de vues sur plusieurs dossiers d'actualité, en particulier la situation au Venezuela, au Mozambique et au Kirghizstan. Ils évoqueront également le plan d'action de l'Union européenne en faveur des droits de l'Homme et de la démocratie 2020-2024. Enfin, ils débattront sur les moyens que l'Union européenne peut déployer en soutien au système multilatéral et à un ordre mondial fondé sur la règle de droit. La France plaidera pour une approche ambitieuse, et aura l'occasion, avec l'Allemagne, de présenter l'état de nos initiatives dans le cadre de l'Alliance pour le multilatéralisme.

477 / 942 – Point de presse du 30/09/2020

Référence EPJ01113702

Texte Nous avons pris connaissance avec une grande préoccupation de la condamnation de l'historien Youri Dmitriev à une peine de 13 ans de prison en appel par la Cour suprême de Carélie. Cette condamnation frappe un historien et un défenseur des droits de l'Homme connu pour ses travaux liés aux charniers datant de la période stalinienne. Comme le ministre de l'Europe et des affaires étrangères l'a souligné dans son discours prononcé à l'Université Charles de Prague le 6 décembre 2019, là où la liberté académique est

menacée, ce sont la démocratie et la paix qui sont en danger. C'est pourquoi les chercheurs doivent pouvoir travailler librement. La condamnation de M. Youri Dmitriev est d'autant plus préoccupante que sa santé s'est fortement dégradée depuis le début de sa détention. Comme ses partenaires de l'Union européenne, la France appelle à la libération immédiate de M. Youri Dmitriev. Les autorités françaises continueront de suivre de près l'évolution de la situation de M. Youri Dmitriev.

478 / 942 – Point de presse du 25/09/2020

Référence EPJ01112204

Texte Q – Le président a encore demandé devant les Nations unies une clarification rapide de la Russie sur l'empoisonnement d'Alexei Navalny en rajoutant que la France ferait respecter ses lignes rouges. Est-ce de la rhétorique ou envisagez-vous une réponse concrète étant donné que la Russie campe sur ses positions ? R – Comme le président de la République l'a indiqué dans son intervention devant l'Assemblée générale des Nations unies, nous attendons de la Russie qu'elle fasse toute la lumière sur les circonstances de la tentative d'assassinat qui s'est déroulée sur son territoire à l'encontre d'un membre de l'opposition politique russe et au moyen d'un agent neurotoxique de la famille des Novitchok développée par la Russie. Les responsables de cet acte criminel doivent être identifiés et traduits en justice. La France est en lien étroit avec ses partenaires, notamment avec l'Allemagne, pour se coordonner sur la réponse à apporter à cette atteinte grave aux normes internationales, dans les enceintes pertinentes.

479 / 942 – Point de presse du 24/09/2020

Référence EPJ01111604

Texte Q – Des journaux français ont révélé la conversation téléphonique entre le président Poutine et le président Macron. Quelle est votre réaction ? R – Toute fuite de documents confidentiels internes est inacceptable. C'est la raison pour laquelle nous nous abstenons de les commenter. Une enquête est en cours. Le dialogue que le président de la République a souhaité établir avec la Russie a vocation à traiter de toutes les questions, et notamment celles affectant notre sécurité, dans un esprit de franchise et d'exigence, et il se poursuivra dans cet esprit.

480 / 942 – Point de presse du 22/09/2020

Référence EPJ01110804

Texte Q – Le Procureur général russe a annoncé avoir envoyé des demandes d'"aide judiciaire" aux autorités françaises sur l'affaire Navalny. Il demande des "informations sur la réalisation études toxicologiques en France" ainsi que sur "l'enquête d'experts étrangers". La France va-t-elle répondre à cette demande ou estime-t-elle que les conditions ne sont pas réunies à ce stade ? R – Nous avons reçu une sollicitation de la part de la Russie. Elle est en cours d'examen. La priorité reste que la Russie fasse toute lumière sur les circonstances et les responsabilités derrière la tentative d'assassinat qui s'est déroulée sur son territoire à l'encontre d'un membre de l'opposition politique russe au moyen d'un agent neurotoxique de qualité militaire, appartenant à une famille d'agents

développée par la Russie.

481 / 942 – Point de presse du 18/09/2020

Référence EPJ01110202

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera au Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne, le lundi 21 septembre à Bruxelles. Il s'entretiendra par ailleurs avec le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg. Ce Conseil, qui prépare le Conseil européen des 24 et 25 septembre prochains, permettra de traiter les sujets suivants : – Méditerranée orientale : les ministres marqueront une nouvelle fois leur solidarité avec la Grèce et Chypre face aux agissements de la Turquie dans cette zone et rappelleront l'utilité d'utiliser tous les leviers à disposition de l'UE, y compris les sanctions, de manière à obtenir d'Ankara les clarifications nécessaires à un dialogue constructif. – Libye : les ministres rappelleront leur volonté de promouvoir une solution politique sous l'égide des Nations unies et leur détermination collective à obtenir la cessation durable des hostilités et à faire respecter l'embargo sur les armes, notamment à travers les actions concrètes menées par l'opération Irini. Le Conseil adoptera de nouvelles sanctions qui contribueront à l'atteinte de ces objectifs. – Biélorussie : les ministres réaffirmeront leur solidarité avec le peuple biélorusse et rappelleront leur détermination à sanctionner les dérives observées en matière de répression et de fraude électorale. La France marquera une nouvelle fois son plein soutien à la mise en place d'un dialogue politique national inclusif et réaffirmera son appui aux efforts de médiation proposés par la présidence de l'OSCE. En marge de ce Conseil, les ministres rencontreront Svetlana Tikhanovskaïa. – Liban : dans le prolongement du déplacement à Beyrouth du président de la République le 1er septembre dernier, les ministres rappelleront la solidarité des Européens avec ce pays et l'importance qu'ils attachent à la formation rapide d'un nouveau gouvernement et à la mise en oeuvre effective des réformes attendues. Les ministres feront également le point sur les relations avec la Russie, l'Union africaine, la Chine (quelques jours après le sommet UE-Chine), sur la politique européenne de voisinage à l'égard de la rive sud de la Méditerranée, dans l'objectif de relancer un véritable "partenariat méridional" et enfin sur la situation au Venezuela. À l'issue du Conseil des affaires étrangères, le ministre s'entretiendra avec le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg. Cet entretien sera l'occasion d'évoquer les enjeux de sécurité européenne. Le ministre évoquera notamment la Méditerranée orientale et rappellera les clarifications nécessaires que nous attendons de la part de la Turquie, y compris dans le cadre de l'OTAN, ainsi que les travaux du groupe de réflexion sur l'avenir de l'OTAN engagés à l'initiative de la France et de l'Allemagne en novembre 2019.

482 / 942 – Point de presse du 25/08/2020

Référence EPJ01101403

Texte Q – Avez-vous reçu des informations sur l'état de santé de l'opposant russe Alexeï Navalny et qu'attendez-vous de la Russie dans cette affaire ? R – Nous avons pris connaissance des résultats préliminaires publiés par les médecins de l'hôpital de la Charité de Berlin, qui indiquent que M. Alexeï Navalny a été victime d'un empoisonnement. La France exprime sa profonde préoccupation

devant cet acte criminel perpétré à l'encontre d'un acteur majeur de la vie politique russe. Il est indispensable que les autorités russes diligentent une enquête rapide et transparente qui permette d'établir les circonstances dans lesquelles cet acte a été commis. Les responsables de cet acte devront être identifiés et traduits devant la justice. Nous souhaitons un prompt rétablissement à M. Alexeï Navalny et nous réitérons la disponibilité de la France exprimée par le président de la République à lui apporter ainsi qu'à ses proches notre appui dans ces circonstances difficiles.

483 / 942 – Point de presse du 24/08/2020

Référence EPJ01101302

Texte Q – Est-ce qu'il y a déjà une date prévue pour le début de la reprise des vols entre la France et la Russie ? R – Des discussions sont en cours à ce sujet./.

484 / 942 – Point de presse du 30/07/2020

Référence EPJ01095503

Texte Q – La France soutient-elle les sanctions européennes prises à l'encontre de la Chine, de la Russie et de la Corée du Nord en matière de cyberattaques ? R – L'Union européenne a adopté à l'unanimité des vingt-sept Etats membres, et donc avec le soutien de la France, des sanctions contre les auteurs de cyberattaques ayant visé les intérêts européens et porté atteinte à notre sécurité. Ces sanctions s'inscrivent dans le cadre du régime de sanctions cyber dont la France avait activement soutenu l'adoption le 17 mai 2019 ainsi que le renouvellement pour un an le 14 mai dernier. Nous nous félicitons de cette décision prise à vingt-sept : d'où qu'ils viennent, les auteurs de cyberattaques menées contre l'Union européenne et ses Etats membres doivent savoir que leurs actions ne resteront pas impunies. La diversité d'origine géographique des individus et entités désignées pour ces premières sanctions souligne notre appréhension globale des menaces cyber et notre détermination à y faire face, quelle que soit leur origine et sans nous concentrer sur un seul Etat en particulier. En ce sens, cette action est cohérente avec la nature globale de ce régime de sanctions européen. La France rappelle son attachement et son engagement actif pour promouvoir un cyberspace libre, ouvert et sûr, dans lequel le droit international s'applique pleinement./.

485 / 942 – Point de presse du 29/07/2020

Référence EPJ01095101

Texte Q – La France négocie-t-elle avec la Russie sur l'ouverture réciproque des frontières ? Quand peut-on de nouveau voyager entre les deux pays ? Est-ce que la décision sur l'ouverture des frontières après la crise sanitaire dépend des recommandations de Bruxelles ou la France va-t-elle décider elle-même ? R – La France, sur le fondement des recommandations adoptées par le Conseil de l'Union européenne les 30 juin et 16 juillet 2020, a décidé de lever les restrictions mises à l'entrée à ses frontières extérieures à l'espace européen de personnes arrivant de plusieurs pays tiers définis en fonction de critères sanitaires. Cette liste de pays est soumise à un réexamen régulier, en coordination avec nos partenaires européens et en prenant en compte l'évolution de leurs situations sanitaires respectives et les conditions de

réciprocité. Depuis le 18 mars, sur décision souveraine russe, aucun ressortissant étranger n'est autorisé à pénétrer en Russie, y compris les étrangers munis d'un titre de séjour temporaire, et les frontières extérieures de la Russie sont fermées jusqu'au 31 juillet (cette mesure est susceptible d'être reconduite). Les liaisons aériennes commerciales avec l'Union européenne demeurent donc suspendues et se limitent à des vols spéciaux reliant Moscou à certains aéroports des pays de l'Union européenne, notamment Paris CDG et Nice./.

486 / 942 – Point de presse du 23/07/2020

Référence EPJ01093602

Texte Q – Est-ce vous pouvez dévoiler quand et où aura lieu la rencontre des ministres des affaires étrangères français et russe (ainsi que de leurs collègues des ministères de la défense) en format 2+2 ? R – Les directeurs politiques des ministères de l'Europe et des affaires étrangères et des armées ont accueilli jeudi 16 juillet à Paris leurs homologues russes pour des consultations consacrées aux sujets de stabilité stratégique et de crises régionales, dans la perspective de la prochaine tenue à Paris du Conseil de coopération sur les questions de sécurité (CCQS), réunissant les ministres des affaires étrangères et de la défense français et russes. Cette réunion du Conseil de coopération sur les questions de sécurité fera l'objet d'une annonce le moment venu./.

487 / 942 – Point de presse du 17/07/2020

Référence EPJ01091901

Texte Q – Quels sont les résultats concrets des consultations franco-russes sur la stabilité stratégique et les crises régionales et internationales ? R – Nous vous renvoyons vers notre communiqué d'hier.

488 / 942 – Point de presse du 10/07/2020

Référence EPJ01090101

Texte La France salue la publication du rapport spécial de la Commission d'enquête internationale et indépendante sur la Syrie le 7 juillet 2020 sur les violations du droit international humanitaire à Idlib, rendu à la demande du Conseil des droits de l'Homme. Ce rapport indépendant souligne la responsabilité des forces pro-régime en Syrie dans des actes susceptibles de constituer des crimes de guerre lors de la récente offensive du régime syrien et de la Russie à Idlib. Il s'agit en particulier d'attaques délibérées des forces aériennes syriennes et russes contre les personnels de santé et les infrastructures médicales et civiles. La Commission d'enquête souligne par ailleurs que les bombardements aveugles des forces pro-régime, et les déplacements massifs et forcés de près d'un million de civils qu'ils ont engendrés, pourraient s'apparenter à un crime contre l'humanité. Ce rapport marque également la responsabilité du groupe terroriste désigné par les Nations unies Hayat Tahrir al-Cham dans plusieurs actes susceptibles de constituer des crimes de guerre, notamment des exécutions extra-judiciaires, des traitements inhumains et dégradants, des actes de torture, et des pillages. La France réitère sa plus ferme condamnation de ces actes et de la politique de terreur employée par les forces pro-régime et les organisations terroristes en Syrie. Ces crimes ne

doivent pas rester impunis. La France s'y emploie avec détermination et en étroite coopération avec ses partenaires internationaux et soutient à ce titre la Commission et le Mécanisme International, Impartial et Indépendant.

489 / 942 – Point de presse du 08/07/2020

Référence EPJ01089201

Texte La France regrette profondément l'absence d'accord du Conseil de sécurité sur le renouvellement du mécanisme d'aide humanitaire transfrontalière pour la Syrie. La Russie et la Chine ont choisi d'utiliser leur veto à l'encontre du projet soutenu par 13 des 15 membres du Conseil de sécurité. Ce choix met en péril l'appui humanitaire international à la Syrie, dans un contexte de pandémie mondiale. Il n'existe pas d'alternative au mécanisme d'assistance transfrontalière pour apporter quotidiennement une assistance vitale à des milliers de civils dans le besoin. Le régime syrien continue d'imposer des obstacles majeurs à l'acheminement d'une aide humanitaire libre et sans entrave à la population civile, notamment dans les régions qui échappent à son contrôle. La France appelle l'ensemble des membres du Conseil de sécurité à faire preuve d'unité et de responsabilité et à poursuivre le dialogue pour renouveler ce mécanisme indispensable, comme le demandent également le Secrétaire général des Nations unies ainsi que les agences humanitaires./.

490 / 942 – Point de presse du 30/06/2020

Référence EPJ01087201

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu hier par téléphone avec son homologue norvégienne, Mme Ine Marie Eriksen Søreide. Le ministre a félicité son homologue pour l'élection de la Norvège au Conseil de sécurité des Nations unies comme membre non permanent pour 2021 et 2022. Il a marqué le souhait de notre pays de coopérer étroitement avec la Norvège sur les questions de paix et de sécurité internationales dans ce cadre. Les ministres ont évoqué la situation au Sahel, en Libye, dans le Golfe, au Proche-Orient, crises sur lesquelles nous avons des approches convergentes. M. Jean-Yves Le Drian et son homologue ont par ailleurs fait un point sur la réponse internationale à la crise de la Covid-19. Ils ont évoqué la coordination de la levée des restrictions aux déplacements aux frontières intérieures et extérieures de l'espace Schengen et la mise en place d'une Alliance pour un vaccin inclusif à laquelle la Norvège a confirmé vouloir participer. Les ministres ont aussi décidé de poursuivre leurs échanges sur l'Ukraine et la Russie, la relation Union européenne-Chine et sur les négociations de la relation future entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, soulignant l'importance de préserver les intérêts de pêche réciproques de nos deux pays.

491 / 942 – Point de presse du 12/06/2020

Référence EPJ01082102

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera le 15 juin 2020 à la visioconférence des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne. Cette réunion sera essentiellement consacrée aux relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis. À cette

occasion, les ministres des 27 pourront échanger avec le secrétaire d'Etat américain, M. Mike Pompeo, afin d'évoquer la coopération transatlantique dans la gestion de la crise de la Covid-19, la lutte contre la désinformation et l'importance de promouvoir le multilatéralisme. Cette discussion permettra également d'aborder la relation de l'Union européenne et des Etats-Unis avec les grands partenaires comme la Chine, la Russie, ainsi que les crises en Afrique et au Moyen-Orient, en particulier le Processus de paix au Proche-Orient pour rappeler l'attachement de l'Union européenne au droit international et à la solution des deux Etats. Lors des discussions avec le secrétaire d'Etat américain, la France insistera en particulier sur l'importance, pour l'Union européenne comme pour les Etats-Unis, de passer des messages constructifs et convergents à la Chine, en vue de défendre un système multilatéral fondé sur des règles et sur davantage de réciprocité, ce qui passe notamment par des engagements chinois plus ambitieux dans le domaine de la concurrence équitable, la lutte contre le changement climatique et le développement durable, sans omettre la question des droits de l'Homme. Le ministre devrait également souligner toute l'importance de l'engagement américain au Sahel pour lutter contre le terrorisme, en soutien à l'opération Barkhane et à la Force conjointe du G5 Sahel, dans le prolongement de la réunion ministérielle de la Coalition pour le Sahel du 12 juin. Il abordera aussi le dossier libyen, pour insister sur la nécessité d'encourager toutes les parties libyennes et leurs soutiens internationaux à s'engager pleinement en faveur du dialogue politique, en rappelant l'importance de trouver rapidement un successeur à M. Ghassan Salamé en tant que représentant spécial du secrétaire général des Nations unies. Enfin, les ministres évoqueront d'autres dossiers internationaux d'actualité, en particulier l'organisation, le 25 juin prochain à Berlin, d'une conférence de soutien à la transition politique au Soudan, et l'attachement de l'Union européenne au respect du droit international en Méditerranée orientale.

492 / 942 – Point de presse du 08/06/2020

Référence EPJ01080103

Texte Q – Selon le dernier rapport de l'AIEA l'Iran poursuit l'augmentation de ses stocks d'uranium enrichi et refuse de laisser les inspecteurs accéder à des sites soupçonnés d'avoir abrité des activités suspectes dans le passé. Quelle est votre stratégie pour convaincre l'Iran de revenir sur ses engagements vu que les efforts de l'E3 depuis le début de l'année, dont le déclenchement du mécanisme de différend au sein du JCPOA, n'ont eu aucun résultat ? R – Nous avons pris connaissance du dernier rapport trimestriel de l'AIEA sur la mise en oeuvre du JCPOA, confirmant la poursuite des violations par l'Iran de ses engagements nucléaires au titre du JCPOA. Nous restons pleinement attachés au JCPOA qui est essentiel dans l'architecture globale de non-prolifération et le seul moyen d'apporter des garanties quant à la nature exclusivement pacifique du programme nucléaire iranien. C'est la raison pour laquelle nous avons déclenché, avec nos partenaires E3, le mécanisme de règlement des différends du JCPOA le 14 janvier afin d'ouvrir, dans le cadre strict de l'accord, un espace de dialogue en vue de trouver une solution qui permette de le préserver. Ce dialogue se poursuit de manière intensive entre les participants au JCPOA, ainsi que de manière bilatérale entre les E3, la Russie et la Chine, et avec l'Iran, afin que l'Iran revienne au plein respect de ses engagements au

titre du JCPOA. L'AIEA a également publié un rapport spécifique concernant le manque de coopération de l'Iran au titre de ses obligations de transparence et de vérification. Nous sommes préoccupés par les difficultés dont fait état l'AIEA concernant la conduite de ses inspections. En lien avec nos partenaires, nous appelons l'Iran à coopérer pleinement et sans délai avec l'AIEA et réaffirmons notre soutien au travail impartial et professionnel mené par l'Agence./.

493 / 942 – Point de presse du 03/06/2020

Référence EPJ01078402

Texte Q – Le président russe Vladimir Poutine a approuvé hier un nouveau document qui définit les principaux dangers pour la Russie et évoque les conditions dans lesquelles la Russie pourrait se réserver le droit d'avoir recours à l'arme nucléaire. Avez-vous déjà pris connaissance de ce document ? Comment pouvez-vous le commenter ? R – Nous avons pris connaissance de la publication hier par le président Poutine d'un décret portant sur la dissuasion nucléaire. Nous allons l'examiner attentivement. La France appelle régulièrement, récemment encore par la voix du président de la République dans son discours du 7 février dernier, les autres Etats dotés à présenter publiquement, comme elle le fait elle-même, les fondamentaux de leur doctrine nucléaire et à poursuivre le dialogue sur les doctrines engagé au sein du P5 entre la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Cet effort contribue à accroître la transparence et la confiance mutuelle entre eux et il est donc essentiel pour préserver notre sécurité collective et réduire les risques stratégiques./.

494 / 942 – Point de presse du 02/06/2020

Référence EPJ01077905

Texte Q – Soutenez-vous la participation de la Russie au prochain sommet du G7, comme l'a souhaité le président américain Donald Trump ? R – La décision concernant la Fédération de Russie a été prise en 2014 par le G7. De la même façon, toute nouvelle décision devra être prise d'un commun accord par les pays du G7, à l'aune de la mise en oeuvre des accords de Minsk.

495 / 942 – Point de presse du 02/06/2020

Référence EPJ01077906

Texte Q – Dans votre déclaration du 29 mai sur l'Iran vous avez évoqué le déclenchement du mécanisme de règlement des différends du JCPOA et le fait que ça ouvrirait un espace de dialogue en vue de trouver une solution qui permette de préserver l'accord. Depuis le 14 janvier est-ce que les membres du JCPOA ont eu une réunion entre les six dans le cadre spécifique du mécanisme pour discuter directement et avec profondeur le fond des différends ? R – La Commission conjointe réunissant les participants au Plan global d'action commun (PGAC – JCPOA) s'est réunie à Vienne le 26 février dernier, au niveau des directeurs politiques. Elle a été l'occasion d'aborder l'ensemble des sujets de préoccupation des participants, notamment les mesures prises par l'Iran en violation du JCPOA. Depuis, le dialogue se poursuit de manière intensive, malgré les difficultés liées à la pandémie, entre les participants au JCPOA, ainsi que de manière bilatérale entre les E3, la Russie et la Chine, et



avec l'Iran.

496 / 942 – Point de presse du 29/05/2020

Référence EPJ01077306

Texte Q – L'Allemagne a accusé la Russie d'être responsable des cyberattaques de 2015 contre le Bundestag et les services de la chancellerie. La France a-t-elle la même analyse ? Comment l'Union européenne doit-elle réagir ? R – La France est aux côtés de l'Allemagne pour assurer que les auteurs de ces attaques rendent compte de leurs actes. Des discussions sur les outils susceptibles d'être mobilisés, dans ce contexte, doivent avoir lieu dans le cadre de l'Union européenne. Ceux qui menacent les intérêts de l'Union et de ses Etats membres dans le cyberspace doivent savoir que ces actions ne resteront pas impunies. C'est la raison pour laquelle la France avait activement soutenu l'adoption du régime de sanction adopté le 17 mai 2019 et renouvelé le 14 mai dernier pour un an. La France rappelle son attachement et son engagement actif pour promouvoir un cyberspace libre, ouvert et sûr dans lequel le droit international s'applique pleinement./.

497 / 942 – Point de presse du 27/05/2020

Référence EPJ01076202

Texte Q – Le président Poutine a fixé au 24 juin la nouvelle date du Défilé de la victoire 2020 qui avait été annulé le 9 mai en raison de la pandémie de Covid-19. Est-ce que la France a déjà reçu l'invitation ? Qui va représenter la France lors de cette célébration ? R – S'agissant d'une invitation qui serait adressée au président de la République, nous vous renvoyons vers l'Elysée.

498 / 942 – Point de presse du 22/05/2020

Référence EPJ01075001

Texte Communiqué des ministères des affaires étrangères de la France, de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, de la Finlande, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal, de la République tchèque et de la Suède (22 mai 2020) Nous regrettons l'annonce du gouvernement des Etats-Unis de son intention de se retirer du Traité ciel ouvert, bien que nous partageons ses préoccupations relatives à la mise en oeuvre des dispositions du traité par la Fédération de Russie. Le Traité ciel ouvert est un élément crucial du cadre de renforcement de la confiance qui a été créé au cours des décennies passées en vue d'accroître la transparence et la sécurité à travers la zone euro-atlantique. Nous continuerons à mettre en oeuvre le Traité ciel ouvert qui a une valeur ajoutée évidente pour notre architecture de maîtrise des armements conventionnels et notre sécurité commune. Nous réaffirmons que ce traité demeure fonctionnel et utile. Le retrait devient effectif au terme d'un délai de six mois. S'agissant des questions sur la mise en oeuvre du traité, nous continuerons à dialoguer avec la Russie comme cela a été précédemment décidé entre Alliés de l'OTAN et d'autres partenaires européens afin de régler les questions en suspens telles que les restrictions indues imposées sur les vols au-dessus de Kaliningrad. Nous continuons à appeler la Fédération de Russie à lever ces restrictions et poursuivons notre dialogue avec toutes les Parties. \* Q – Le président américain a annoncé ce

jeudi 21 mai son intention de retirer les Etats-Unis du traité Ciel ouvert.  
Comment pouvez-vous évaluer cette décision ? R – Je vous renvoie à notre communiqué de ce jour.

499 / 942 – Point de presse du 20/03/2020

Référence EPJ01056401

Texte Q – L'ambassade de Russie à Paris a envoyé une note au ministère français des affaires étrangères pour lui demander de débloquer la situation des touristes russes qui ne peuvent toujours pas quitter le navire de croisière Costa Pacifica ("Costa Pacifica") situé près de Marseille. Selon la porte-parole du ministère russe des affaires étrangères Maria Zakharova, le consulat général de Russie à Marseille, l'ambassade de Russie à Paris ont pris des mesures actives pendant plusieurs jours pour préparer leur réunion à Marseille, mais l'autorisation n'a pas encore été reçue. Comment vous pouvez commenter cette situation ? Q – Hier les passagers du paquebot de croisières Costa Pacifica ont été notifiés qu'après le refus de l'Espagne, l'escale prévue à Marseille aussi n'est pas possible et que la prochaine tentative de toucher le port sera à Gênes. Il n'y a aucun cas de suspicion de Covid-19 à bord. Est-ce que vous avez reçu la note de la part de l'ambassade russe à Paris concernant les passagers de ce navire ? Quelle sera la solution pour les étrangers à bord du navire ? La France peut-elle accepter le débarquement des gens à Marseille ? R – Une note verbale de l'ambassade de Russie mentionnant la situation que vous évoquez nous est parvenue ce matin. Nous suivons la situation en lien avec l'ensemble des administrations compétentes. Nous vous renvoyons au ministère de l'intérieur./.

500 / 942 – Point de presse du 06/03/2020

Référence EPJ01051802

Texte L'ouverture du procès, le 9 mars à La Haye, des quatre suspects de la destruction du vol MH17 le 17 juillet 2014, constitue une étape importante pour parvenir à l'établissement des faits et rendre justice aux familles et aux proches des victimes. La France réaffirme son soutien aux Etats membres de l'équipe commune d'enquête. Elle appelle la Fédération de Russie à coopérer pleinement avec les autorités judiciaires néerlandaises, conformément à la résolution 2166 du Conseil de sécurité des Nations unies.

501 / 942 – Point de presse du 06/03/2020

Référence EPJ01051804

Texte Q – Comment pouvez-vous commenter l'accord de cessez-le-feu conclu par les présidents russe, V. Poutine et turc, Recep Tayyip Erdogan, dans la province d'Idlib, qui est entré en vigueur vendredi ? R – La France, avec ses partenaires européens, prend note de l'accord conclu hier entre la Russie et la Turquie. Il est essentiel que cet accord puisse avoir une réelle et effective sur le terrain d'une cessation des hostilités, immédiate, durable et vérifiable. Nous réitérons notre respect du droit international humanitaire, la protection des populations civiles et un accès sans entrave à l'aide humanitaire, à titre national comme au niveau européen, une assistance humanitaire renforcée en faveur de la Syrie, alors que près d'un million de personnes ont été déplacées et vivent dans des conditions extrêmement difficiles. Nous appelons à ce que seul un règlement politique négocié sous l'égide des Nations unies, conforme à la résolution 2254 du Conseil de sécurité, mette fin à la violence.

de mettre en place les conditions d'une solution durable à la crise syrienne.

502 / 942 – Point de presse du 05/03/2020

Référence EPJ01051102

Texte M. Jean-Yves le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera à la réunion informelle des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne à Zagreb le 5 mars 2020 puis au Conseil des affaires étrangères extraordinaire qui s'y tiendra le lendemain. Lors de la réunion informelle du 5 mars, les ministres aborderont la relation entre l'Union européenne et la Russie d'une part et la relation entre l'Union européenne et la Turquie d'autre part. S'agissant de la Russie, la discussion devrait initier une réflexion de fond sur la relation, en ayant à l'esprit les cinq principes directeurs agréés en 2016 pour guider les relations entre l'UE et la Russie. Concernant la discussion sur la Turquie, le ministre insistera sur la nécessité d'un dialogue ferme et exigeant sur les différents aspects de la relation entre l'Union européenne et la Turquie, y compris les crises en Syrie et en Libye. Une réunion formelle extraordinaire du Conseil des affaires étrangères se tiendra le 6 mars afin d'aborder la crise provoquée par l'offensive du régime syrien et de ses soutiens, notamment russes, dans la région d'Idlib. M. Jean-Yves Le Drian reviendra sur les graves conséquences politiques, humanitaires, migratoires et sécuritaires de cette crise. Il rappellera l'importance de l'unité européenne afin d'oeuvrer à une désescalade en Syrie et de répondre aux souffrances des populations civiles par un renforcement de l'aide humanitaire européenne. Le ministre appellera à refuser l'instrumentalisation de la question migratoire par la Turquie tout en apportant une réponse aux besoins des réfugiés dans la région. Eu égard aux préoccupations liées au Coronavirus dans les pays de l'Union européenne, les ministres évoqueront également ce sujet pour rappeler le besoin de renforcement de la coordination, au niveau européen, en termes d'échanges d'information, de mesures sanitaires, de relations avec les pays tiers et de communication publique. Ces thèmes seront également à l'ordre du jour du Conseil santé extraordinaire de l'Union européenne qui se tiendra le 6 mars à Bruxelles.

503 / 942 – Point de presse du 28/02/2020

Référence EPJ01049606

Texte Q – La France soutient-elle la Turquie, allié de l'Otan, face au régime de Damas et à la Russie dans l'escalade militaire en cours à Idlib ? Appuie-t-elle sa demande d'instauration d'une zone d'exclusion aérienne à Idlib ? Comment réagissez-vous à la menace de la Turquie d'ouverture de ses frontières vers l'Europe pour les centaines de milliers de déplacés syriens réfugiés sur son territoire ? R – Je vous renvoie au communiqué du ministre de l'Europe et des affaires étrangères de ce jour./.

504 / 942 – Point de presse du 26/02/2020

Référence EPJ01048502

Texte Q – La France a répété à plusieurs reprises que l'aide humanitaire en Syrie resterait une priorité en 2020. Pouvez-vous éclaircir ce que la France a proposé et ce qu'elle compte faire concrètement en tant qu'aide humanitaire

dans la région d'Idlib ? R – Comme l'ont rappelé le ministre de l'Europe et des affaires étrangères et ses homologues européens dans une tribune publiée aujourd'hui dans le journal Le Monde, la Syrie fait face à une nouvelle catastrophe humanitaire, l'une des pires d'une crise syrienne qui en a provoqué d'innombrables. Dans ce contexte, il est nécessaire de garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave à l'ensemble des personnes en ayant besoin à travers la poursuite de l'assistance transfrontalière. Nous appelons la Russie à ne pas empêcher, dans les prochains mois, le renouvellement par le Conseil de sécurité des Nations unies du mécanisme permettant d'acheminer vers le Nord-ouest syrien une aide humanitaire transfrontalière vitale pour la région. Pour sa part, la France a fortement accru son aide humanitaire en 2019 au profit du Nord-ouest syrien, avec 18,8 millions d'euros mobilisés pour cette région. La France a en particulier débloqué une aide d'urgence de 5,27 millions d'euros en fin d'année au bénéfice de la population civile via le Fonds humanitaire transfrontalier des Nations unies. En 2020, la France demeurera mobilisée aux côtés de la population civile en Syrie. Face à la dégradation de la situation humanitaire dans le Nord-ouest syrien, elle a sollicité la Commission européenne pour réunir les bailleurs européens en urgence. Comme les ministres européens signataires de la tribune l'ont demandé, le régime syrien et ses soutiens, notamment russes, doivent cesser immédiatement les hostilités.

505 / 942 – Point de presse du 19/02/2020

Référence EPJ01045602

Texte La France déplore les intenses combats survenus le 17 février 2020 aux abords de Zolote en Ukraine, qui ont occasionné de nouvelles pertes militaires. Les violations du cessez-le-feu et l'usage d'armes lourdes contreviennent aux accords de Minsk et aux conclusions du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du 9 décembre dernier. La France appelle les parties à la retenue, afin d'éviter toute nouvelle escalade sur le terrain. Elle appelle notamment la Russie à user de son influence considérable sur les formations armées qu'elle soutient pour garantir la pleine application du cessez-le-feu. La France reste fermement attachée au plein rétablissement de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. Elle demeure pleinement mobilisée pour contribuer aux efforts de règlement du conflit dans le cadre des négociations en format Normandie./.

506 / 942 – Point de presse du 18/02/2020

Référence EPJ01045204

Texte Q – La Russie affirme avoir demandé l'extradition d'Alexander Vinnik. Pouvez-vous confirmer cette information et, le cas échéant, préciser quelle sera la position de la France face à cette demande ? R – L'ambassade de la Fédération de Russie a transmis au ministère de l'Europe et des affaires étrangères une demande d'extradition délivrée le 24 janvier 2020 par le Parquet général de la Fédération de Russie, visant M. Alexander Vinnik, ressortissant russe, demande qui a été retransmise au ministère de la justice français le 31 janvier. En application d'un mandat d'arrêt européen émis par la France, M. Alexander Vinnik a fait l'objet d'une extradition de Grèce vers la France le 23 janvier dernier, pour les seuls faits visés par ce mandat d'arrêt.

Toute éventuelle ré-extradition vers un autre pays à l'issue de son jugement par les autorités judiciaires françaises, devrait être autorisée par les autorités grecques.

507 / 942 – Point de presse du 14/02/2020

Référence EPJ01044204

Texte Q – Dans le cadre d'une grande réforme de la Constitution russe le président Vladimir Poutine a soutenu l'idée de fixer dans la Constitution une interdiction de l'aliénation des territoires russes. Aussi le chef de l'Etat de la Russie a tenu à répéter que les termes "père" et "mère" ne seront pas remplacés par les mots neutres "parent 1" et "parent 2". Comment pouvez-vous commenter ces propos? R – La révision de la Constitution relève d'une décision souveraine de la Fédération de Russie, qui doit pleinement respecter les engagements internationaux qu'elle a souscrits./.

508 / 942 – Point de presse du 12/02/2020

Référence EPJ01043603

Texte Q – Yoann Barbereau, ancien directeur de l'Alliance Française à Irkoutsk, met de nouveau en cause "l'incompétence" des diplomates du Quai d'Orsay, notamment de l'ambassadeur de France à Moscou, à l'époque Jean-Maurice Ripert, et demande des indemnités à l'Etat pour sa détention en Russie au titre de la "protection fonctionnelle". Quelle est votre réaction ? R – Je vous rappelle les déclarations que nous avons faites à ce point presse les 9 et 10 novembre 2017 précisant l'ensemble des mesures de protection prises au bénéfice de M. Yoann Barbereau, qui avait été arrêté et condamné en Russie : "M. Barbereau a bénéficié de la protection consulaire dès l'instant où il a été mis en cause. Dès lors qu'il s'est soustrait à la justice russe et s'est présenté à l'ambassade de France à Moscou pour y trouver refuge, ce ministère a pris toutes les mesures nécessaires pour l'assister et assurer sa sécurité. En lien étroit avec ses proches, M. Jean-Maurice Ripert, ambassadeur de France en Russie de 2013 à 2017, a personnellement veillé à ce qu'il soit pourvu à ses besoins. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères le remercie de nouveau de son engagement comme de la qualité des services qu'il a ainsi rendus. La protection des ressortissants français à l'étranger est une mission fondamentale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Nous rendons hommage au dévouement et à la compétence des agents en charge des questions consulaires en France et à l'étranger". Au-delà de ce rappel, l'affaire étant actuellement en débat devant le juge, il n'est pas possible de la commenter davantage./.

509 / 942 – Point de presse du 10/02/2020

Référence EPJ01042401

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'entretiendra aujourd'hui avec son homologue lituanien, M. Linas Linkevičius. Les deux ministres aborderont l'approfondissement des relations bilatérales et la question de la sécurité en Europe, en particulier le déploiement d'un groupement tactique interarmes français en Lituanie en juillet prochain dans le cadre de la présence avancée renforcée de l'Alliance atlantique. M. Jean-Yves

Le Drian et M. Linas Linkevi ius évoqueront les dossiers d'actualité européenne et internationale sur lesquels nos pays travaillent ensemble (Russie, Ukraine, Sahel, Iran, plan de paix au Proche-Orient). Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, s'entretiendra également avec M. Linas Linkevi ius pour évoquer les questions d'actualité européenne (conférence sur l'avenir de l'Europe, budget pluriannuel, Conseil de l'Europe et élargissement). M. Linas Linkevi ius s'entretiendra avec l'ambassadeur Pierre Vimont, représentant spécial du président de la République pour le dialogue stratégique avec la Russie.

510 / 942 – Point de presse du 31/01/2020

Référence EPJ01040102

Texte Q – La porte-parole du ministère russe des affaires étrangères Maria Zakharova a déclaré, que les actions de la France à l'égard du ressortissant russe Alexandre Vinnik, placé en garde à vue, sont inacceptables pour Moscou qui appelle Paris à revenir dans le cadre juridique. Selon elle, Moscou ne cessera d'insister sur son extradition vers la Russie. Quelle est la réaction de la France? R – En application d'un mandat d'arrêt européen émis par la France, M. Alexander Vinnik a fait l'objet d'une extradition de Grèce vers notre pays le 23 janvier. La procédure d'extradition elle-même relève de l'autorité judiciaire. Dès le 27 janvier, un accès consulaire a été accordé et le Consul général de Russie a pu s'entretenir avec l'intéressé. Les dispositions de la Convention de Vienne sur les relations consulaires et de la Convention consulaire entre la France et la Fédération de Russie de 1966 sont donc pleinement respectées./.

511 / 942 – Point de presse du 24/01/2020

Référence EPJ01037903

Texte Q – Le Russe Alexander Vinnik, soupçonné de blanchiment d'argent, a été extradé vers la France. Quand sera-t-il renvoyé en Russie selon sa demande ? R – S'agissant d'une procédure judiciaire en cours, nous vous renvoyons vers le ministère de la justice.

512 / 942 – Point de presse du 21/01/2020

Référence EPJ01036605

Texte Q – Les rencontres en format 2+2 entre les ministres des affaires étrangères et de la défense de la France et la Russie ont été relancées en septembre. Est-ce que vous préparez la nouvelle rencontre ? Quand peut-elle avoir lieu ? R – La prochaine réunion sera annoncée le moment venu./.

513 / 942 – Point de presse du 14/01/2020

Référence EPJ01034001

Texte Nous, ministres des affaires étrangères de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni, partageons avec nos partenaires européens des intérêts fondamentaux de sécurité commune. L'un d'entre eux consiste à faire respecter le régime de non-prolifération nucléaire et à veiller à ce que l'Iran ne puisse jamais acquérir l'arme nucléaire. Le Plan d'action global commun

(JCPoA) joue un rôle essentiel à cet égard, ainsi que nos chefs d'Etat et de gouvernement viennent de le réaffirmer sans ambiguïté. Le JCPoA est une réalisation majeure de la diplomatie multilatérale et de l'architecture internationale de non-prolifération. Nous avons négocié le JCPoA avec la conviction qu'il contribuerait de façon décisive à renforcer la confiance dans la nature exclusivement pacifique du programme nucléaire de l'Iran, ainsi qu'à la paix et la sécurité internationales. Ensemble, nous avons exprimé sans équivoque nos regrets et nos préoccupations à la suite de la décision des Etats-Unis de se retirer du JCPoA et d'imposer à nouveau des sanctions à l'Iran. Depuis mai 2018, nous avons oeuvré ensemble pour préserver cet accord. Les E3 ont mis en oeuvre intégralement leurs engagements au titre du JCPoA, notamment la levée des sanctions prévue aux termes de l'accord. Outre la levée de toutes les sanctions, requise par nos engagements au titre de l'accord, nous avons oeuvré sans relâche à soutenir les échanges commerciaux légitimes avec l'Iran, notamment grâce au véhicule spécial INSTEX. À la suite de l'annonce par l'Iran, en mai 2019, qu'il cesserait de respecter certains de ses engagements au titre du JCPoA, nous avons cherché à le persuader de changer d'orientation. Les E3 ont redoublé d'efforts pour répondre aux inquiétudes de l'Iran et le ramener au respect de ses engagements au titre de l'accord sur le nucléaire. Nous avons également soutenu les efforts diplomatiques tels que l'initiative de la France visant à amener l'Iran et les Etats-Unis à la table des négociations pour aboutir à une solution globale négociée. Les E3 demeurent entièrement engagés dans cet effort diplomatique et ont l'intention de le reprendre dès que les conditions le permettront. Toutefois, l'Iran a continué depuis lors de s'affranchir des limites importantes fixées par l'accord. Les actions de l'Iran ne sont pas conformes aux dispositions de l'accord sur le nucléaire et ont des implications de plus en plus graves et irréversibles en matière de prolifération. Nous n'acceptons pas l'argument selon lequel l'Iran serait autorisé à cesser partiellement la mise en oeuvre de ses engagements au titre du JCPoA. Contrairement à ses déclarations, l'Iran n'a jamais déclenché le mécanisme de règlement des différends prévu par le JCPoA et n'a aucun fondement en droit pour cesser de mettre en oeuvre les dispositions de l'accord. Ensemble avec la Haute représentante de l'Union européenne, nous avons fait publiquement état de nos préoccupations le 11 novembre dernier. Lors de la Commission conjointe du 6 décembre, nous avons clairement signifié à l'Iran que s'il ne faisait pas marche arrière, nous n'aurions pas d'autre choix que de prendre des mesures dans le cadre du JCPoA, notamment en recourant au mécanisme de règlement des différends. Au lieu de faire marche arrière, l'Iran a choisi de restreindre encore davantage la mise en oeuvre des dispositions du JCPoA et a annoncé le 5 janvier qu'il ne respecterait plus "le dernier élément essentiel des limites posées par l'Accord, à savoir la limitation du nombre de centrifugeuses" et que son programme nucléaire "ne serait plus soumis à aucune limite opérationnelle", s'agissant notamment de l'enrichissement et des activités qui y sont liées. Nous n'avons plus d'autre choix, étant donné les mesures prises par l'Iran, que de faire part aujourd'hui de nos préoccupations quant au fait que l'Iran ne respecte pas ses engagements au titre du JCPoA et de saisir la Commission conjointe dans le cadre du mécanisme de règlement des différends, conformément aux dispositions du paragraphe 36 du JCPoA. Ce faisant, nos trois pays ne rejoignent pas la campagne visant à exercer une

pression maximale contre l'Iran. Nous agissons en toute bonne foi avec l'objectif primordial de préserver l'accord et dans l'espoir sincère de trouver une solution pour sortir de l'impasse par le biais d'un dialogue diplomatique constructif, tout en restant dans son cadre. Nous espérons ramener l'Iran au plein respect de ses engagements au titre du JCPoA. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni expriment encore une fois leur attachement au JCPoA et leur détermination à oeuvrer avec toutes les parties prenantes à le préserver. Nous demeurons convaincus que cet accord multilatéral international historique et sa contribution en matière de non-prolifération servent nos intérêts de sécurité communs et renforcent l'ordre international fondé sur des règles. Nous sommes reconnaissants à la Fédération de Russie et à la République populaire de Chine, avec lesquelles nous restons en étroite consultation, de se joindre à nous dans notre effort commun pour préserver le JCPoA. Nous remercions également le Haut Représentant de l'Union européenne pour les bons offices qu'il continue d'exercer à cet égard. Au vu des récents événements, il est d'autant plus important de ne pas ajouter une crise de prolifération nucléaire à l'escalade qui menace la région tout entière.

514 / 942 – Point de presse du 14/01/2020

Référence EPJ01034004

Texte Q – Quelle est la position de la diplomatie française par rapport aux efforts de la Turquie et de la Russie sur le conflit en Libye ? R – Je vous renvoie à la réponse apportée par M. Jean-Yves Le Drian dans son interview au quotidien "Sud-Ouest" hier : l'instabilité et le chaos en Libye sont dus à des affrontements entre milices, à toutes sortes de trafics, à une prédation des ressources qui devraient bénéficier à tous les Libyens, et à des ingérences croissantes de puissances étrangères. On ne peut pas laisser les choses en l'état. Nous sommes en contact étroit avec nos partenaires européens, et nous sommes d'accord sur certains principes : il n'y aura pas de solution militaire, ni de solution qui s'exonère du droit international, ni de solution qui passe par l'intervention de pays étrangers qui utiliseraient la Libye comme un terrain d'affrontement. Sur cette base, une conférence internationale va se tenir à Berlin, en présence des principaux acteurs libyens et internationaux, dont les Nations unies et l'Union africaine. C'est une bonne initiative, pour que la trêve annoncée puisse conduire à une cessation durable des hostilités, et pour que s'engagent un véritable processus politique et un dialogue entre les parties libyennes./.

515 / 942 – Point de presse du 06/01/2020

Référence EPJ01030806

Texte Q – Quelle est votre réaction à la suite de l'attaque contre une école militaire à Tripoli samedi ; estimez-vous que la Russie et les Emirats arabes unis font partie des interférences militaires étrangères en Libye? R – La France s'inquiète du risque d'escalade lié au renforcement des interférences militaires étrangères en Libye et du bilan des derniers bombardements survenus en Libye. La France rappelle la nécessité de consolider le consensus international lors de la conférence de Berlin, afin d'établir un cessez-le-feu et de permettre la reprise d'un dialogue inter-libyen. La France soutient pleinement le retour à un processus politique impliquant l'ensemble des parties prenantes, sous



l'égide des Nations unies, dans le respect des principes agréés à Paris, Palerme et Abou Dabi, et afin de restaurer l'unité et la pleine souveraineté de la Libye./.

516 / 942 – Point de presse du 27/12/2019

Référence EPJ01028403

Texte Q – Sergueï Lavrov, ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, a dit que la Russie ne souhaitait pas restaurer le format du G8. Selon lui, lors d'une réunion avec M. Trump à Washington, cette question n'a pas été discutée. Pourtant la Russie est prête à accueillir une réunion des pays du G7 à Moscou, Saint-Petersbourg, Sotchi ou Yalta. Est-ce que la France peut accepter cette proposition de la Russie ? R – La tradition veut que le pays qui assume la présidence du G7 accueille les réunions de ce groupe. Dans ce cadre, la proposition à laquelle vous vous référez n'est pas d'actualité./.

517 / 942 – Point de presse du 24/12/2019

Référence EPJ01028002

Texte La France condamne fermement les bombardements intenses et indiscriminés de l'aviation du régime et de ses alliés dans la province d'Idlib au cours des derniers jours. Ils ont provoqué la mort de plusieurs dizaines de civils selon les Nations unies. Plusieurs dizaines de milliers de civils sont par ailleurs contraints de fuir les combats. L'offensive militaire du régime de Damas et de ses alliés aggrave la crise humanitaire qui frappe près de trois millions de civils à Idlib, dont plus de 400.000 ont été déplacés depuis le mois de mai. Dans ce contexte, il est plus que jamais impératif que les Nations unies conservent l'accès le plus direct et le plus efficace aux populations dans le besoin à travers le maintien de l'assistance transfrontalière. Face à l'urgence humanitaire, la France appelle l'ensemble des membres du Conseil de sécurité, notamment la Russie et la Chine, à prendre leurs responsabilités et à voter le renouvellement de la résolution permettant cet accès. Pour sa part, elle a débloqué une aide d'urgence supplémentaire de 5,27 millions d'euros destinée à la population civile du nord-ouest syrien, via le Fonds humanitaire transfrontalier des Nations unies basé à Gaziantep. La France appelle à une désescalade immédiate à Idlib. L'offensive en cours compromet la recherche d'un règlement politique négocié à la crise syrienne conforme à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies.

518 / 942 – Point de presse du 28/11/2019

Référence EPJ01020802

Texte Q – Carine Clément, une sociologue française invitée dans une conférence à Moscou, a été refoulée à son arrivée en Russie. Selon les medias, le Service fédéral de sécurité de Russie a interdit son entrée sur le territoire russe pour 10 ans. Comment pouvez-vous commenter cette situation ? R – C'est aux autorités russes qu'il appartient d'expliquer cette décision qui relève de leur compétence./.

519 / 942 – Point de presse du 08/11/2019

Référence EPJ01014802

Texte Q – Le président Donald Trump vient d'annoncer que les Etats-Unis veulent un grand traité sur contrôle des armes (les armes nucléaires incluses) avec la Russie, la Chine et quelques autres pays. Comment pouvez-vous commenter cette initiative ? Est-ce que la France la soutient et, peut-être est prête de prendre parti dans la préparation de ce document ou documents ? R – La France rappelle son attachement aux instruments de maîtrise des armements, qui contribuent à garantir la stabilité stratégique. Les Etats-Unis et la Russie, qui détiennent encore près de 95% du stock d'armes nucléaires dans le monde, portent l'essentiel de la responsabilité afin de préserver les instruments de maîtrise des armements conventionnels et nucléaires existants. À ce titre, la France encourage la Russie et les Etats-Unis à prolonger au-delà de 2021 le traité New Start sur leurs arsenaux nucléaires stratégiques et à négocier un traité successeur.

520 / 942 – Point de presse du 23/10/2019

Référence EPJ01010703

Texte Q – Comment pouvez-vous commenter le mémorandum russo-turc sur un contrôle de la frontière et le retrait kurde dans le nord de la Syrie ? R – Nous avons pris note de l'arrangement conclu hier entre la Russie et la Turquie. Notre priorité reste dans ce contexte que la trêve actuellement en vigueur soit bien prolongée et qu'une sortie de crise par les moyens diplomatiques puisse intervenir. Je vous renvoie sur ces points aux dernières conversations du président de la République avec ses homologues turc et russe, ainsi qu'à la disponibilité qu'il a affichée pour une rencontre entre chefs d'Etat et de gouvernement de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni avec la Turquie. La nouvelle trêve doit s'accompagner de progrès sur trois objectifs prioritaires dans la région : la poursuite de la lutte contre le terrorisme de Daech et la préservation des résultats obtenus par la Coalition internationale, dans la perspective de la réunion ministérielle de la Coalition que nous avons proposée ; la protection des populations civiles et la prévention d'une nouvelle catastrophe humanitaire ; la reprise du processus en vue d'un règlement politique d'ensemble de la crise syrienne, conformément aux exigences posées par la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies./.

521 / 942 – Point de presse du 04/10/2019

Référence EPJ01005002

Texte Q – Les décisions agréées ces derniers jours dans le cadre des négociations sur le conflit dans l'Est de l'Ukraine traduisent-elles une nouvelle approche des négociations par les parties ? Est-ce une capitulation de l'Ukraine comme certains le disent à Kiev ? R – J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer sur les progrès intervenus récemment dans ces discussions, et notamment lors de la dernière réunion du "groupe de contact" le 1er octobre dernier. La France se félicite de ces avancées, les plus importantes depuis trois ans, qui doivent beaucoup à la détermination du nouveau président ukrainien Volodymyr Zelenskiy à trouver une solution durable au conflit. Elles ont été favorisées par les négociations intenses menées au sein du format dit de Normandie, auquel participent la France et l'Allemagne. Les progrès obtenus récemment portent sur le désengagement comme sur les conditions d'entrée en vigueur du futur

statut de certains territoires des régions de Donetsk et Louhansk, qui est un des nombreux points à régler dans le cadre de la résolution du conflit. Sur cet aspect, ils ne font que reprendre les termes de la "formule Steinmeier" qui avait déjà été agréée par les chefs d'Etat et de gouvernement d'Ukraine, de Russie, de France et d'Allemagne lors de leur sommet de Berlin du 19 octobre 2016./.

522 / 942 – Point de presse du 02/10/2019

Référence EPJ01004303

Texte Q – Considérez-vous que l'accord d'hier sur la formule Steinmeier ouvre la porte à un Sommet du format Normandie dans les semaines qui suivent ? R – L'atmosphère constructive des discussions associant la Russie, l'Ukraine, l'OSCE et les représentants des zones non contrôlées du Donbass au sein du "groupe de contact", réuni hier en Biélorussie, a permis d'aboutir à des progrès importants dans la mise en oeuvre des Accords de Minsk. Les conditions d'entrée en vigueur du futur statut des régions de Donetsk et Louhansk ont été précisées, et le désengagement des forces armées de trois zones pilotes agréé entre les parties. La France se félicite de ces avancées, qui ont été favorisées par les négociations intenses menées ces dernières semaines au sein du format dit de Normandie entre la France, l'Allemagne, l'Ukraine et la Russie. Les conditions sont désormais réunies pour la tenue prochaine à Paris d'une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement du format Normandie, en vue de progresser sur la voie d'un règlement durable du conflit en Ukraine./.

523 / 942 – Point de presse du 26/09/2019

Référence EPJ01002001

Texte Q – Vladimir Poutine a proposé aux dirigeants de plusieurs dizaines de pays, dont les membres de l'Otan, d'imposer un moratoire sur le déploiement de missiles à courte et moyenne portée en Europe, relatent les médias russes. Est-ce que la France a reçu cette proposition ? Quelle est votre position sur ce sujet ? R – Nous examinons les propositions de la Russie sur ce dossier d'une grande importance. Notre position sur le traité sur les Forces nucléaires intermédiaires (FNI) est connue. Nous regrettons qu'aucune solution n'ait pu être trouvée pour maintenir ce traité en vigueur. Le traité FNI était un élément fondamental pour la sécurité des Européens. Une réflexion commune est indispensable sur les conditions permettant de restaurer la stabilité stratégique en Europe, via un dialogue sur les instruments et enceintes multilatéraux. Cela inclut la question de l'avenir de la maîtrise des armements dans le contexte de la fin du traité FNI et du débat engagé sur la prolongation du traité New Start. C'était d'ailleurs le message porté par le ministre et la ministre des armées à Moscou le 9 septembre dernier.

524 / 942 – Point de presse du 12/09/2019

Référence EPJ00997901

Texte Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères chargée des affaires européennes, effectuera le 13 septembre son premier déplacement en Moldavie. Elle rencontrera M. Igor Dodon, président de la République de Moldavie, Mme Maia Sandu, Première ministre, et M. Nicolae Popescu, ministre des affaires étrangères. Cette visite

se tient à un moment important pour les relations de la Moldavie avec la France et l'Union européenne. Le Conseil européen a salué le 20 juin 2019 la passation de pouvoir pacifique en Moldavie et a appelé l'Union européenne à apporter son aide à la Moldavie pour mener à bien ses réformes et poursuivre la mise en oeuvre de l'accord d'association liant l'Union européenne à ce pays. Une déclaration conjointe portant sur les questions bilatérales, européennes et internationales sera adoptée à cette occasion. Lors de ses entretiens, la secrétaire d'Etat rappellera l'attachement de la France au renforcement des relations entre l'Union européenne et la Moldavie et apportera son soutien aux efforts engagés par le nouveau gouvernement en matière de lutte contre la corruption et de renforcement de l'Etat de droit. Ce déplacement permettra de donner une nouvelle impulsion aux relations bilatérales. En particulier, la secrétaire d'Etat signera une lettre d'intention portant sur la réhabilitation par des entreprises françaises de la ligne de chemin de fer Chisinau–Ungheni, axe stratégique pour favoriser l'interconnexion de la Moldavie avec l'espace ferroviaire et économique européen. Mme Amélie de Montchalin évoquera le conflit en Transnistrie. Elle réaffirmera la volonté de la France de contribuer, en appui aux discussions conduites dans le cadre dit "5+2" (qui réunit les parties, les trois médiateurs – OSCE, Russie, Ukraine – et les deux observateurs – Union européenne et Etats–Unis), à un règlement global, pacifique et durable, fondé sur la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République de Moldavie dans ses frontières internationalement reconnues.

525 / 942 – Point de presse du 10/09/2019

Référence EPJ00996603

Texte Q – Vladimir Tsemakh, qui est soupçonné d'avoir joué un rôle dans le crash du MH17, se trouve parmi les prisonniers échangés entre la Russie et l'Ukraine ce week-end. Les Pays–Bas ont regretté que M. Tsemakh ait été intégré à cet échange. Pensez–vous que cette libération va compliquer l'enquête internationale sur le MH17 ? R – La France réitère son soutien aux efforts déployés afin que la vérité soit faite, la justice rendue et les responsabilités établies pour la disparition du vol MH17 de Malaysia Airlines, le 17 juillet 2014. Elle rappelle que tous les Etats sont tenus d'apporter leur concours à l'enquête et à la procédure judiciaire en cours, conformément à la résolution 2166 (2014) du Conseil de sécurité des Nations unies./.

526 / 942 – Point de presse du 23/08/2019

Référence EPJ00992602

Texte Q – Pourriez–vous confirmer l'information sur la rencontre en format 2 + 2 entre les ministres des affaires étrangères français et russe et les ministres des armées des deux pays le 9 septembre à Moscou ? R – Nous vous informerons le moment venu./.

527 / 942 – Point de presse du 02/08/2019

Référence EPJ00987501

Texte Q – L'ex-président ukrainien Petro Porochenko a dit que les accords de Minsk étaient rédigés par lui-même et la chancelière allemande Angela Merkel. Comment pouvez–vous commenter les propos de M. Porochenko ? Comment

évaluez-vous le rôle de la France dans la création de ces accords ? R – Les propos de l'ancien président ukrainien Petro Porochenko n'appellent pas de commentaire. Les efforts de la France, aux côtés de l'Allemagne, sont consacrés à assurer la pleine mise en oeuvre des accords de Minsk. Tant la Russie que l'Ukraine doivent traduire les engagements pris il y a près de cinq ans dans les faits. Nous nous félicitons à ce titre des évolutions positives qu'a connues la situation sur le terrain au cours des dernières semaines.

528 / 942 – Point de presse du 24/07/2019

Référence EPJ00984805

Texte Q – Le vice-ministre russe des affaires étrangères Mikhaïl Bogdanov a présenté hier le concept de sécurité collective dans le golfe Persique. "Les Etats situés dans cette région et les parties extrarégionales acceptent des obligations de transparence mutuelle dans le domaine militaire, un dialogue conformément aux doctrines militaires, des réunions sous-régionales des ministres de la défense, la mise en place de lignes directes, l'échange de préavis en ce qui concerne les exercices militaires et les survols des avions militaires, l'échange d'observateurs, le refus du déploiement constant de groupes d'Etats extrarégionaux dans les pays du golfe Persique, l'échange d'information sur l'achat des armements et les forces armées", indique le document. Que pensez-vous de ces propositions ? Envisagez-vous de soutenir les efforts des Russes en joignant ce concept ? R – Nous sommes engagés en faveur de la désescalade des tensions dans la région et nous avons naturellement des échanges avec l'ensemble de nos partenaires internationaux, y compris la Russie. Notre approche a été exposée hier par le ministre à l'Assemblée nationale, ainsi qu'au cours de notre point presse. Je vous y renvoie./.

529 / 942 – Point de presse du 16/07/2019

Référence EPJ00981602

Texte Q – Comment Paris évalue la proposition du président ukrainien Vladimir Zelenski d'élargir le format des négociations sur le Donbass ? Les autorités françaises sont-elles disposées à inclure les Etats-Unis et le Royaume-Uni dans les négociations sur le Donbass ? R – Comme je l'ai indiqué le 9 juillet dernier, la France salue la volonté du président ukrainien Volodymyr Zelenskiy d'engager un dialogue avec son homologue russe en vue du règlement de la crise entre les deux pays. Les réunions dans le format dit de "Normandie" (France, Allemagne, Russie, Ukraine) visent à faciliter la mise en oeuvre des engagements pris par les parties au titre des accords de Minsk, qui constituent la base agréée en vue d'un règlement du conflit dans l'Est de l'Ukraine. Ces réunions ne sont pas exclusives de tout autre effort diplomatique visant ce but, et complètent notamment les discussions au sein du Groupe de contact trilatéral sous l'égide de l'OSCE./.

530 / 942 – Point de presse du 09/07/2019

Référence EPJ00979302

Texte Q – Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a proposé de mettre en oeuvre un nouveau format de négociations concernant la situation dans le Donbass

avec la participation de la Russie, de la France, de l'Ukraine, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Comment réagissez-vous à cette proposition ? Estimez-vous que ça puisse aider à l'avancement de la résolution de la crise à l'est de l'Ukraine ? R – La France salue la volonté du président ukrainien Volodymyr Zelenskiy d'engager un dialogue avec son homologue russe en vue du règlement de la crise entre les deux pays. Les réunions dans le format dit de "Normandie" (France, Allemagne, Russie, Ukraine) visent à faciliter la mise en oeuvre des engagements pris par les parties au titre des accords de Minsk, qui constituent la base agréée en vue d'un règlement du conflit dans l'Est de l'Ukraine. Ces réunions ne sont pas exclusives de tout autre effort diplomatique visant ce but, et complètent notamment les discussions au sein du Groupe de contact trilatéral sous l'égide de l'OSCE./.

531 / 942 – Point de presse du 28/06/2019

Référence EPJ00976402

Texte Q – La rencontre entre M. Laurent Bili, directeur général de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international au ministère de l'Europe et des affaires étrangères, et M. Mikhaïl Shvydkoy, représentant spécial du président de la Fédération de Russie pour la coopération culturelle internationale, doit avoir lieu le 3 juillet. Pourriez-vous confirmer cette information ? Quels sujets seront abordés lors de cette rencontre ? R – Nous ne commentons pas les réunions des hauts fonctionnaires./.

532 / 942 – Point de presse du 25/06/2019

Référence EPJ00975302

Texte Q – Quel est votre opinion concernant l'attaque perpétrée dimanche à proximité de la résidence du président tchétchène Ramzan Kadyrov et revendiquée par l'organisation djihadiste Etat islamique ? R – La France condamne l'attaque perpétrée dimanche 23 juin en Tchétchénie. Nous exprimons notre soutien aux victimes de cette attaque et assurons la Fédération de Russie de notre solidarité dans la lutte contre le terrorisme./.

533 / 942 – Point de presse du 21/06/2019

Référence EPJ00974501

Texte Les dernières conclusions de l'équipe commune d'enquête sur la destruction du vol MH17 (JIT) conduisent les autorités judiciaires néerlandaises à engager des poursuites contre quatre suspects désignés. Il s'agit d'une nouvelle étape importante pour parvenir à l'établissement des faits et des responsabilités à l'origine de cet acte odieux et apporter la vérité aux familles et proches des victimes. Comme elle l'a fait hier avec ses partenaires au Conseil européen, la France réitère son soutien aux efforts déployés afin que la vérité soit faite, la justice soit rendue et les responsabilités soient établies, conformément à la résolution 2166 du Conseil de sécurité des Nations unies. La France réaffirme son soutien aux Etats membres de l'équipe commune d'enquête. Elle appelle la Fédération de Russie à coopérer pleinement avec l'équipe commune d'enquête et les autorités judiciaires néerlandaises./.

Référence EPJ00968001

Texte Nous nous réjouissons d'avoir rencontré aujourd'hui le président Zelenskiy à Kiev lors de cette première visite conjointe, qui a permis de réaffirmer le soutien de la France et de l'Allemagne à l'Ukraine dans une période porteuse de nombreux défis pour ce pays. Nous avons notamment exprimé notre profond attachement à la poursuite du processus de réformes, alors que les citoyens ukrainiens continuent d'exprimer des attentes fortes en la matière. La France et l'Allemagne restent fortement mobilisées en faveur d'une résolution du conflit à l'est de l'Ukraine et du rétablissement de l'intégrité territoriale de l'Ukraine sur l'ensemble de son territoire. Nous nous félicitons que le président Zelenskiy ait réaffirmé une nouvelle fois la priorité donnée au rétablissement de la paix, ainsi que son attachement aux accords de Minsk et au cadre du format Normandie pour parvenir à une solution négociée avec la Russie. Nous avons fait part au président Zelenskiy de notre volonté de donner une nouvelle impulsion aux négociations, cinq ans après le début d'un conflit qui a causé plus de 13.000 morts et dont les populations civiles continuent d'être les victimes. Nous avons également évoqué la question de l'incident du détroit de Kertch, qui a montré en novembre dernier que les risques de déstabilisation étaient encore importants. C'est pourquoi nous avons aussi rencontré les familles des marins emprisonnés par la Russie depuis novembre en violation du droit international, afin de marquer notre soutien à ces familles qui font face à l'épreuve de l'absence de leurs proches. La France et l'Allemagne continueront d'exiger la libération inconditionnelle de l'intégralité de l'équipage, comme elles l'ont fait depuis plusieurs mois, et comme l'a exigé le Tribunal international de la mer le 25 mai. Il appartient aujourd'hui plus que jamais à la Russie de faire preuve de volonté politique et de responsabilité, afin de rétablir une atmosphère de confiance entre les parties plutôt que d'aiguiser les tensions. Des gestes sont attendus de la Russie, et en particulier la libération immédiate des 24 marins illégalement détenus depuis le 25 novembre. L'Allemagne et la France se tiennent aux côtés des parties pour contribuer à rétablir des discussions constructives. Les discussions vont se poursuivre prochainement avec les parties, notamment en vue de réunir les conditions pour la tenue d'un sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement en format Normandie.

Référence EPJ00967501

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rendra avec son homologue allemand, M. Heiko Maas, à Kiev le 30 mai 2019 pour une première visite conjointe depuis l'élection du président Zelenskiy. Cette visite permettra d'exprimer le soutien constant de la France et de l'Allemagne à l'Ukraine en cette période importante. La France et l'Allemagne sont fortement mobilisées en faveur d'une résolution du conflit à l'est de l'Ukraine au sein du format dit de Normandie. Leur entretien avec le président Zelenskiy sera l'occasion de réaffirmer leur disposition à donner un nouvel élan au processus de négociation afin de rétablir l'intégrité territoriale de l'Ukraine, cinq ans après le début d'un conflit qui continue d'affecter plusieurs millions de civils à l'est de l'Ukraine. La France et l'Allemagne rappelleront au président

Zelenskiy leur profond attachement à la poursuite du processus de réformes et à leur irréversibilité, alors que les citoyens ukrainiens continuent d'exprimer des attentes fortes en la matière. Cette visite conjointe sera suivie d'un segment bilatéral le 31 mai 2019, lors duquel M. Jean-Yves Le Drian évoquera avec les autorités ukrainiennes les moyens d'approfondir notre relation bilatérale. En cette année de la langue française en Ukraine, le ministre participera à une cérémonie traditionnelle de fin des cours dans une école de Kiev. Le ministre rencontrera des représentants d'entreprises françaises pour faire le point sur leurs projets de développement en Ukraine. Nos échanges économiques et commerciaux se sont intensifiés depuis 2016. La France est le premier employeur étranger en Ukraine avec près de 160 entreprises implantées et le quatrième investisseur européen. Q – Les autorités ukrainiennes ont annoncé ce lundi, que les ministres des affaires étrangères vont visiter l'Ukraine le 30 mai. 1. Quels thèmes seront évoqués pendant cette visite par M. Le Drian ? Va-t-on parler d'organisation de la nouvelle rencontre dans un cadre de "Format Normandie" ? 2. Est-ce que les autorités françaises envisagent d'organiser une réunion ou de négocier avec des représentants de la Russie prochainement ? R – Je vous renvoie à ma déclaration sur le déplacement du ministre à Kiev.

536 / 942 – Point de presse du 29/05/2019

Référence EPJ00967505

Texte Q – Le ministre a déploré un manque d'indignation sur la situation à Idlib. Est-ce que la France prépare une initiative au Conseil de sécurité pour mettre certains protagonistes face à leurs responsabilités ? R – La France a marqué sa vive préoccupation face à l'offensive en cours dans la province d'Idlib et à l'intensification des frappes menées par le régime et ses alliés, y compris contre des infrastructures civiles et médicales. La France souligne la responsabilité particulière qui incombe aux alliés du régime syrien dans la préservation d'un cessez-le-feu durable dans la province d'Idlib. Lors d'un entretien téléphonique avec le président de la Fédération de Russie, le président de la République et la chancelière allemande ont appelé la Russie à tenir ses engagements sur le maintien du cessez-le-feu. La poursuite des hostilités compromet la recherche d'un règlement politique crédible et négocié, conforme à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies. La France restera pleinement mobilisée au Conseil de sécurité afin de soutenir une désescalade dans le Nord-ouest syrien et d'assurer la protection des populations civiles en Syrie.

537 / 942 – Point de presse du 16/05/2019

Référence EPJ00962801

Texte Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a participé à la réunion des ministres du Conseil de l'Europe à Helsinki en Finlande les 16 et 17 mai 2019. La réunion ministérielle a été présidée par le ministre finlandais des Affaires étrangères, le 16 mai, et par la ministre française, le 17 mai après-midi. La secrétaire d'Etat présentera les priorités de la présidence française du Conseil de l'Europe, notamment la promotion des droits de l'Homme. La présidence française poursuivra le travail engagé par les présidences précédentes pour promouvoir les droits de l'Homme et lui donner les moyens de fonctionner de façon toujours plus efficace. Une conférence sera organisée à l'invitation du Conseil constitutionnel, de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat. La présidence française se concentrera sur la protection des droits sociaux. 2) promouvoir l'égalité et le vivre ensemble, lutter contre le racisme, l'islamophobie. La France a lancé une campagne de promotion de la convention d'Istanbul sur les violences faites aux femmes.



présidence française portera également un projet de création d'un observatoire sur l'enseignement de l'Homme et d'Etat de droit. Les outils numériques et le développement de l'intelligence artificielle ouvrent aussi de nouvelles perspectives, mais ils font aussi peser une menace sur l'exercice des droits et des libertés et nous imposent de prendre garde dans ce domaine, grâce notamment à l'adoption d'une charte éthique. Dans ce cadre, notre présidence travaillera sur le volet juridique sur l'intelligence artificielle. La France organisera également une conférence des ministres de l'Intérieur sur "la sécurité numérique". Durant sa présidence, la France veillera à préserver la cohésion de l'organisation. Comme secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Thorbjørn Jagland : la France "souhaite que la Russie ne soit pas traitée comme la Russie et les Russes ont besoin du Conseil de l'Europe, ce qui suppose que les droits et les obligations à l'égard de l'institution." La présidence française sera marquée par la célébration solennelle de la 70<sup>ème</sup> session d'octobre de l'Assemblée parlementaire. Elle verra aussi l'entrée en fonctions d'un nouveau président. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/droits-de-l-homme/la-france-et-l-ukraine>  
 Q – À la prochaine réunion du Conseil de l'Europe, que préparez-vous (peut-être avec les Allemands) pour la déclaration de ce jour.

538 / 942 – Point de presse du 14/05/2019

Référence EPJ00961601

Texte Q – Comment estimez-vous les déclarations du chef de la diplomatie ukrainienne Pavlo Klimkin selon lesquelles l'Ukraine se retirera des accords de Minsk si le Conseil de l'Europe redonne à la Russie le droit de vote à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ? R – Les engagements pris par les parties pour la mise en œuvre des accords de Minsk doivent être respectés. Ils ne sauraient être liés à la situation au Conseil de l'Europe. Sur le Conseil de l'Europe, le président de la République a rappelé l'importance qu'une solution soit trouvée qui permette le maintien de la Russie au sein du Conseil de l'Europe avec tous les droits et obligations qui y sont attachés. La France appelle tous les Etats membres à soutenir les efforts déployés actuellement par la présidence finlandaise en ce sens./.

539 / 942 – Point de presse du 06/05/2019

Référence EPJ00958803

Texte C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès d'une quarantaine de personnes à la suite de l'incendie d'un avion à l'aéroport Chermakovo de Moscou hier. La France présente ses condoléances aux familles et proches des victimes. Elle souhaite un bon rétablissement aux blessés. Elle assure les autorités et le peuple russes de sa solidarité dans ce moment douloureux./.

540 / 942 – Point de presse du 25/04/2019

Référence EPJ00956303

Texte Q – Que pensez-vous de la décision de Moscou de faciliter l'octroi de la nationalité russe aux habitants des régions séparatistes de l'Ukraine ? R – La France et l'Allemagne, co-médiatrices au sein du format Normandie, condamnent la publication par la Russie d'un décret visant à faciliter l'octroi de la nationalité russe aux populations résidant dans certaines régions des oblasts ukrainiens de Louhansk et de Donetsk. Ces régions, comme l'ensemble du Donbass, font partie du territoire de l'Ukraine. La facilitation de l'octroi de la nationalité russe aux citoyennes et citoyens ukrainiens qui y résident est contraire à l'esprit et aux objectifs des accords de Minsk. Cette décision ne

facilite pas les efforts déployés en vue du règlement du conflit.

541 / 942 – Point de presse du 01/04/2019

Référence EPJ00948004

Texte Q – Le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie a annoncé avoir reçu des informations concernant une prochaine provocation à l'arme chimique en Syrie préparée par les services belges et français pour en accuser par la suite la Russie. Comment pouvez-vous commenter cette information ? R – Il ne s'agit pas d'une information mais d'un mensonge grossier, dont ce centre mis en place par les autorités russes et syriennes est coutumier.

542 / 942 – Point de presse du 20/03/2019

Référence EPJ00944305

Texte Q – Le responsable de l'ONG russe Memorial en Tchétchénie, Oïoub Titiev, a été condamné à quatre années de camp. La France avait demandé à la Russie de lui garantir un "procès équitable". Quelle est votre réaction à l'issue de cette condamnation ? R – M. Oyoub Titiev, responsable pour la Tchétchénie de l'ONG de défense des droits de l'Homme "Mémorial", lauréat 2018 du Prix franco-allemand des droits de l'Homme et de l'Etat de droit, a été condamné le 18 mars à quatre ans de prison ferme par le tribunal de Chali (Tchétchénie). La France maintient sa demande que M. Titiev puisse bénéficier d'un procès équitable à toutes les étapes de la procédure et réitère son appel à ce que la Russie mette en oeuvre les recommandations du rapport de l'OSCE sur la situation des droits de l'Homme en Tchétchénie, conformément aux engagements internationaux et européens de la Fédération de Russie./.

543 / 942 – Point de presse du 15/03/2019

Référence EPJ00943201

Texte M. Jean-Yves le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera au Conseil des affaires étrangères le 18 mars 2019 à Bruxelles. Les ministres, après un rappel de l'attachement de l'Union européenne à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, cinq années après l'annexion illégale par la Russie de la Crimée et de la ville de Sébastopol, évoqueront les principaux sujets suivants : – Moldavie : à la suite des élections législatives du 24 février qui ont été entachées d'irrégularités et dans le contexte de la formation d'une nouvelle coalition gouvernementale, la France appellera à faire preuve de vigilance sur le respect de l'Etat de droit et à encourager la mise en oeuvre réelle des réformes prévues par l'accord d'association. – Chine : les ministres débattront des relations de l'Union européenne avec la Chine en amont du Conseil européen du 21 mars et du sommet UE-Chine qui se tiendra à Bruxelles le 9 avril prochain. La France soulignera l'importance que l'Union européenne maintienne son unité vis-à-vis de la Chine et la nécessité d'une plus grande réciprocité dans la relation UE-Chine, en particulier dans le domaine commercial et de l'ouverture des marchés publics. Elle rappellera l'importance de poursuivre notre coopération dans la mise en oeuvre de l'Accord de Paris sur le climat. La discussion sera suivie d'un déjeuner des ministres avec le Conseiller d'Etat et ministre des

affaires étrangères chinois, M.Wang Yi. – Yémen : la France plaidera pour un renforcement du soutien de l'Union européenne au processus de Stockholm et aux efforts de l'envoyé spécial des Nations unies, afin de favoriser une relance des discussions sur un cadre politique global, seul à même d'offrir une solution durable au conflit. Le Conseil adoptera des lignes directrices en matière de droits de l'Homme relatives aux non-discriminations dans l'action extérieure de l'Union européenne.

544 / 942 – Point de presse du 15/03/2019

Référence EPJ00943202

Texte Il y a aujourd'hui huit ans, des dizaines de milliers de Syriens sont descendus dans la rue pour revendiquer le droit de s'exprimer librement, demander des réformes et exiger la justice. La réponse brutale du régime de Bachar al-Assad et son rôle dans le conflit qui a suivi ont déclenché la plus grave crise humanitaire depuis la Seconde guerre mondiale. Nous rendons hommage aux femmes et aux hommes courageux issus de toutes les composantes de la société syrienne qui ont œuvré à un avenir meilleur pour tous les Syriens. Nous nous souvenons également des innombrables civils qui ont péri à la suite des tortures, de la famine et des attaques infligées par le régime et ses alliés. Plus de 400.000 hommes, femmes et enfants ont été tués. Des dizaines de milliers de personnes ont disparu dans les geôles de Bachar al-Assad où nombre d'entre elles ont été torturées et tuées. D'innombrables familles n'ont toujours aucune nouvelle de parents qu'elles ont perdus et ne peuvent faire leur deuil. Bien que le régime de Bachar al-Assad et ses alliés tentent de convaincre le monde entier que le conflit est terminé et que la vie est revenue à la normale, en réalité, la répression exercée par le régime sur le peuple syrien n'a pas pris fin. Près de 13 millions de Syriens ont actuellement besoin d'une aide humanitaire, le régime empêchant encore nombre d'entre eux d'accéder librement et dans des conditions de sécurité à cette assistance. Plus de 11 millions – la moitié de la population syrienne d'avant-guerre – sont déplacés et ne peuvent regagner leur foyer. La violence à Idlib s'est accrue ces derniers temps et les frappes aériennes ont coûté la vie à de nombreux civils et travailleurs humanitaires. La solution militaire à laquelle le régime syrien souhaite parvenir avec le soutien de la Russie et de l'Iran n'amènera pas la paix. Le seul moyen de mettre un terme aux violences et aux difficultés économiques et de garantir un règlement durable du conflit est une solution politique négociée. Et seule une solution politique pourra apporter les garanties nécessaires pour toutes les composantes de la société syrienne ainsi que pour les voisins de la Syrie. Les gouvernements de l'Allemagne, de la France, des Etats-Unis et du Royaume-Uni réitèrent leur soutien au processus mené sous l'égide des Nations unies à Genève et à la résolution 2254 du Conseil de sécurité, afin de ramener la paix et la stabilité en Syrie et de consolider les avancées enregistrées par la libération des territoires occupés par Daech. Nous continuerons à demander des comptes aux responsables des crimes commis durant le conflit syrien afin d'assurer la justice et la réconciliation pour le peuple syrien. Nous déclarons clairement que nous n'envisagerons aucune assistance ni aucun soutien à la reconstruction tant qu'un véritable processus politique, crédible et substantiel ne sera pas fermement engagé. La Russie et la Syrie doivent respecter le droit des réfugiés syriens à retourner dans leurs foyers, volontairement et en sécurité, et cesser de prétendre que les conditions

sont réunies pour la reconstruction et la normalisation. Nous les appelons à s'engager sérieusement dans des négociations qui seules pourront ramener la paix en Syrie.

545 / 942 – Point de presse du 27/02/2019

Référence EPJ00937601

Texte Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, s'entretiendra ce jour avec le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Thorbjorn Jagland. La France assurera la présidence du Comité des ministres du Conseil de l'Europe du 17 mai au 27 novembre 2019. À l'occasion de cet entretien, la ministre chargée des affaires européennes évoquera avec M. Thorbjorn Jagland les priorités qui seront portées par la France lors de notre présidence : – défendre et renforcer le système européen de protection des droits de l'Homme : notamment les droits des enfants et les droits sociaux ; – promouvoir l'égalité et le vivre ensemble en Europe : lutte contre les violences faites aux femmes, lutte contre le racisme, les discriminations et l'homophobie, enseignement de l'histoire en Europe et promotion de la culture européenne ; – répondre ensemble aux nouveaux défis posés aux droits de l'Homme et à l'Etat de droit : information, enjeux numériques, enjeux bioéthiques, lutte contre la corruption et protection des victimes du terrorisme. Mme Loiseau et M. Jagland feront le point sur les grands défis que doit relever le Conseil de l'Europe et sur la façon de parvenir à résoudre de façon satisfaisante le différend avec la Russie. Mme Nathalie Loiseau, rappellera à M. Thorbjorn Jagland notre volonté de travailler étroitement et efficacement avec les équipes du Conseil de l'Europe pour la préparation de cette échéance cruciale. Elle lui rappellera également les réserves que nous avons exprimées sur le mémorandum de la commissaire aux droits de l'Homme relatif au maintien de l'ordre lors des récentes manifestations.

546 / 942 – Point de presse du 19/02/2019

Référence EPJ00934302

Texte Q – Le Français Philippe Delpal, cadre supérieur de la société Baring Vostok, a été arrêté pour deux mois à Moscou sur l'affaire d'une fraude de quelques 2,5 milliards de roubles (environ 33 millions d'euros). La France a-t-elle entamé les démarches pour aider son citoyen ? R – La situation de M. Delpal, détenu en Russie depuis jeudi 14 février, est bien connue des autorités françaises. Dès l'annonce de son arrestation, nous avons demandé aux autorités russes la mise en oeuvre de la protection consulaire, assortie d'un droit de visite sur son lieu de détention, dans les meilleurs délais possibles. En assistant à la première audience, nos services consulaires sur place ont d'ores et déjà pu s'enquérir des conditions de détention de notre compatriote et s'assurer du respect des droits de la défense, en particulier de disposer d'un avocat. Les services de ce ministère, à Paris comme à Moscou, sont attentifs à la situation de notre ressortissant et demeurent en liaison avec sa famille et ses avocats./.

547 / 942 – Point de presse du 04/02/2019

Référence EPJ00928803

Texte

Q – En réponse au retrait des Etats-Unis, la Russie suspend sa participation au traité FNI, a déclaré Vladimir Poutine samedi. Pouvez-vous commenter cette décision ? R – Je vous renvoie à ma déclaration de vendredi dernier./.

548 / 942 – Point de presse du 24/01/2019

Référence EPJ00926004

Texte Q – Selon le ministère de la défense russe, l'attaché militaire français (parmi ses collègues américain, britannique et allemand) n'est pas venu le 23 janvier au briefing sur le missile 9M729, qui selon les Etats-Unis entrave le FNI. Pouvez-vous commenter cette situation ? R – Nous considérons que des mesures de vérification doivent avoir lieu dans le cadre du traité FNI entre la Russie et les Etats-Unis, permettant un accès direct au missile et un examen précis par des experts. Nos préoccupations sont bien connues. Le Conseil OTAN–Russie sera l'occasion d'en parler.

549 / 942 – Point de presse du 21/12/2018

Référence EPJ00917302

Texte La France salue la publication du rapport de l'expert indépendant Wolfgang Benedek sur les violations des droits de l'Homme perpétrées depuis début 2017 en Tchétchénie, notamment à l'encontre de personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI), ainsi que de représentants d'ONG de défense des droits de l'Homme. Le rapport fait suite au déclenchement le 1er novembre dernier, à l'initiative de 16 pays, dont la France, du mécanisme de Moscou de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Ce mécanisme, auquel l'ensemble des Etats participants ont souscrit en 1991, peut être déclenché afin d'enquêter sur des violations graves supposées des engagements de l'OSCE en matière de droits de l'Homme et d'identifier des actions pour y mettre fin. Le rapport de M. Benedek, qui a été présenté à Vienne hier aux 57 Etats participants de l'OSCE, confirme les allégations de harcèlement, persécutions, arrestations et détentions arbitraires ou illégales, torture, disparitions forcées et exécutions extrajudiciaires en Tchétchénie. S'appuyant sur les témoignages détaillés de nombreux survivants, dont M. Maxim Lapunov qui a témoigné publiquement des actes de torture infligés, ce rapport confirme l'extrême gravité des faits documentés et le climat d'impunité qui règne en Tchétchénie. La France appelle la Russie à mettre pleinement en oeuvre les recommandations contenues dans le rapport. Elle continuera de suivre avec une grande attention la situation de M. Oyub Titiev, responsable de l'ONG "Mémorial" en Tchétchénie qui vient de recevoir le prix franco-allemand des droits de l'Homme. La France réitère son attachement à la pleine mise en oeuvre des engagements pris par les Etats participants de l'OSCE en matière de droits de l'Homme et de libertés fondamentales, ainsi que son soutien aux personnes et aux organisations de la société civile engagées dans la défense des droits et des libertés fondamentales.

550 / 942 – Point de presse du 10/12/2018

Référence EPJ00912801

Texte

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a participé aujourd'hui au Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne à Bruxelles. Les ministres ont eu des échanges de vues sur les principaux sujets suivants : – Iran : à notre initiative et à celle de nos partenaires allemand et britannique (format dit "E3"), une discussion a permis de rappeler l'attachement de l'Union européenne au JCPOA dont la mise en oeuvre relève du respect des accords internationaux et est essentielle à la sécurité internationale. Elle a été l'occasion de faire le point sur les efforts visant à préserver et à maintenir des circuits financiers opérationnels avec l'Iran, pour que ce pays continue de bénéficier des contreparties économiques de l'accord pourvu qu'il continue de respecter intégralement ce dernier. M. Jean-Yves Le Drian a rappelé notre approche, alliant ouverture au dialogue et exigence vis-à-vis de Téhéran, et notre souhait d'une discussion sur le programme nucléaire iranien après 2025–2030, sur le rôle régional de l'Iran, ainsi que sur la limitation de ses activités balistiques alors qu'il a procédé à un nouveau tir de missile balistique de moyenne portée le 1er décembre dernier. – Ukraine : les ministres ont échangé sur la situation en Ukraine, à la suite du grave incident naval avec la Russie intervenu le 25 novembre en mer Noire, au Sud du détroit de Kertch. Ils ont appelé les deux parties à la retenue et à la désescalade, en demandant notamment la libération des marins et les navires saisis par la Russie. Ils se sont entretenus avec le ministre ukrainien des Affaires étrangères, M. Pavlo Klimkine et lui ont réaffirmé le soutien constant de l'UE à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. M. Jean-Yves Le Drian a informé le Conseil des derniers travaux en format Normandie (Allemagne, France, Russie, Ukraine) et de la mise en oeuvre des accords de Minsk. Le Conseil a adopté enfin des sanctions individuelles à l'encontre des neuf principaux responsables de l'organisation des "élections" irrégulières dans le Donbass, le 11 novembre dernier. – Balkans occidentaux : les ministres ont eu un échange notamment sur la dégradation du dialogue entre la Serbie et le Kosovo, sur les enjeux liés à l'entrée en vigueur de l'accord de Prespa sur le nom de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, ainsi que sur la situation en Bosnie-Herzégovine. Cette discussion a permis également de faire le point sur la mise en oeuvre des mesures adoptées au Sommet UE-Balkans de Sofia (mai 2018) en faveur de la jeunesse, de la sécurité, de la connectivité et de l'Etat de droit. – Venezuela : les ministres ont évoqué la crise politique et humanitaire et ses répercussions sur les pays voisins. Les ministres ont discuté des modalités de l'engagement de l'UE face à cette crise et notamment de la création d'un groupe de contact pour la reprise du dialogue politique entre le gouvernement et l'opposition politique, avec la coopération des organisations régionales. – Coopération entre l'Union européenne et l'Union africaine : les ministres ont abordé le partenariat entre l'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA), en amont de la réunion ministérielle prévue le 21 janvier prochain. Le ministre a insisté sur l'utilité du dialogue entre l'UE et l'UA pour la paix et la sécurité en Afrique, ainsi que pour la promotion d'un multilatéralisme fort et efficace face aux enjeux globaux, parmi lesquels figurent les objectifs du développement durable, la lutte contre les dérèglements climatiques et les migrations. Il a souligné que l'accroissement des investissements doit constituer un volet important de notre relation avec l'Afrique. M. Jean-Yves Le Drian a rappelé son attachement à la négociation du futur accord "post-Cotonou" entre l'UE et

les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

551 / 942 – Point de presse du 10/12/2018

Référence EPJ00912807

Texte La France a appris avec tristesse le décès de Lyudmila Alexeyeva, figure emblématique du mouvement russe des droits de l'Homme, décédée à Moscou le 8 décembre dernier. La France adresse ses sincères condoléances à sa famille et à ses proches. Lyudmila Alexeyeva a consacré sa vie au service de la défense des droits de l'Homme en Union soviétique puis en Russie, avec un courage qui lui valait un respect unanime en Russie comme à l'étranger. Dissidente soviétique et cofondatrice du Groupe Helsinki de Moscou, elle a connu l'exil avant de pouvoir rentrer en Russie en 1993. C'était une voix critique et intransigeante sur tous les sujets sociétaux et politiques importants, mais elle était aussi un acteur incontournable du dialogue entre le pouvoir et la société russe. Lauréate du prix Sakharov pour les droits de l'Homme et de nombreux autres, son nom a été cité à plusieurs reprises pour le prix Nobel de la paix. Lyudmila Alexeyeva était officier de la Légion d'Honneur./.

552 / 942 – Point de presse du 04/12/2018

Référence EPJ00911001

Texte Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, participe aujourd'hui à la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN qui se tient à Bruxelles. Lors de cette réunion, les ministres auront un échange sur les principaux développements relatifs à la sécurité européenne depuis le sommet de l'Alliance des 11 et 12 juillet derniers : – M. Jean-Yves Le Drian marquera notre préoccupation sur l'avenir du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, qui lie les Etats-Unis et la Russie et contribue à la stabilité stratégique de l'Europe. – S'agissant du détroit de Kertch, le ministre exprimera notre volonté que les parties favorisent un apaisement de la situation et s'engagent dans un processus de désescalade, ainsi que notre attachement à la liberté de circulation maritime, en mer Noire, en mer d'Azov et dans le détroit. Cela requiert notamment la libération des prisonniers et la restitution des bateaux capturés par les autorités russes. M. Jean-Yves Le Drian rappellera l'importance du lien transatlantique et de l'Europe de la défense, dont la relance en cours doit permettre aux Européens d'assumer davantage de responsabilités pour mieux contribuer à un partage équilibré du fardeau de la sécurité transatlantique. Il aura des entretiens bilatéraux avec ses homologues ukrainien et d'Ancienne République Yougoslave de Macédoine : – Avec M. Pavlo Klimkine, M. Jean-Yves Le Drian aura un échange sur la situation en mer Noire. Il marquera notre souhait que les accords de Minsk soient pleinement mis en oeuvre et que les travaux sur la résolution de la crise dans l'est de l'Ukraine se poursuivent dans le cadre du format Normandie. Les deux ministres aborderont le renforcement de nos relations bilatérales et de notre coopération économique. – Avec M. Nikola Dimitrov, M. Jean-Yves Le Drian, rappellera notre plein soutien à l'entrée en vigueur de l'accord de Prespa, conclu le 17 juin dernier entre Athènes et Skopje et à l'adhésion du pays à l'OTAN. Les ministres aborderont également la perspective européenne et le développement de nos relations bilatérales, marquées notamment par l'intervention prochaine de l'Agence française de

développement dans les pays des Balkans occidentaux.

553 / 942 – Point de presse du 26/11/2018

Référence EPJ00908402

Texte La France exprime sa vive préoccupation concernant les graves incidents maritimes survenus hier entre la Russie et l'Ukraine dans le détroit de Kertch. Les forces russes ont déclaré avoir percuté, puis arraisonné, en faisant usage de la force, trois navires de guerre ukrainiens qui entreprenaient de franchir cette voie maritime. Plusieurs marins ukrainiens auraient été blessés. Compte tenu de notre connaissance des faits à ce stade, rien ne paraît justifier cet emploi de la force par la Russie. Cette situation est la conséquence directe de l'annexion de la Crimée par la Russie en mars 2014, en violation du droit international. La France rappelle son engagement en soutien à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. Nous appelons la Russie et l'Ukraine à faire preuve de la plus grande retenue et à prévenir toute escalade militaire. Nous demandons à la Russie de libérer dans les plus brefs délais les marins ukrainiens retenus et de restituer les navires saisis. Les mesures d'arraisonnement et de vérification des navires mises en oeuvre par la Russie depuis le printemps 2018 affectent le fret maritime et l'activité des ports ukrainiens. Nous appelons la Russie à respecter la liberté de passage dans le détroit de Kertch ainsi que de navigation dans les eaux de la mer d'Azov. Q – Quelle est la position de la France face aux événements entre la Russie et l'Ukraine dans le détroit de Kertch ? R – Je vous renvoie à ma déclaration de ce jour. Q – Est-ce que la réunion des directeurs politiques en "format Normandie" sera tenue aujourd'hui à Berlin après les événements en mer d'Azov ? R – Nous participons à cette réunion dont la tenue a été confirmée par nos partenaires allemands.

554 / 942 – Point de presse du 22/11/2018

Référence EPJ00907204

Texte Q – Les sénateurs russes ont proposé de préparer une nouvelle version de la doctrine russe dans le domaine de la dissuasion nucléaire et de moderniser les conditions d'utilisation des armes nucléaires par la Russie. Comment pourriez-vous commenter cette initiative ? R – La France entretient avec les autres Etats dotés un dialogue régulier sur les doctrines nucléaires et encourage dans ce cadre ses partenaires à préserver, dans un contexte sécuritaire international caractérisé par des tensions croissantes et la prolifération des armes de destruction massive, la stabilité stratégique et la sécurité non diminuée pour tous.

555 / 942 – Point de presse du 21/11/2018

Référence EPJ00906601

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et son homologue allemand, M. Heiko Maas, ont annoncé ce 21 novembre les lauréats du prix franco-allemand des droits de l'Homme et de l'Etat de droit. Les ministres ont déclaré, à cette occasion : "alors que nous célébrons cette année le 70ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, la France et l'Allemagne rendent hommage à 15 personnalités qui



défendent courageusement les droits de l'Homme partout dans le monde. À travers eux, nos deux pays honorent l'ensemble des défenseurs des droits dont l'action est trop souvent ignorée et entravée, et expriment leur gratitude et leur reconnaissance à tous ceux qui oeuvrent au quotidien pour que cette déclaration ne reste pas lettre morte". Depuis 2016, le prix est décerné chaque année à des personnalités qui ont contribué de façon exceptionnelle à la protection et à la promotion des droits de l'Homme et de l'Etat de droit dans leur pays et au niveau international. Ce prix rappelle l'engagement constant de la France et de l'Allemagne en faveur des droits de l'Homme et de l'Etat de droit et contribue à renforcer leur coopération dans ce domaine. Les lauréats de l'édition 2018 du prix franco-allemand des droits de l'Homme et de l'Etat de droit sont : – Mme Vuyiseka Dubula-Majola (Afrique du Sud) ; – Mme Chak Sopheap (Cambodge) ; – M. Yu Wensheng (Chine) ; – Mme Aminata Traoré (Côte d'Ivoire) ; – M. Mohamed Lotfy (Egypte) ; – M. Alfredo Okenve (Guinée équatoriale) ; – M. Nityanand Jayaraman (Inde) ; – Mme Hessen Sayah Corban (Liban) ; – Mme Mekfoula Mint Brahim (Mauritanie) ; – Mme Liz Chicaje Churay (Pérou) ; – M. Oyub Titiev (Russie) ; – M. Anwar al-Bunni (Syrie) ; – M. Daoud Nassar (Territoires palestiniens) ; – Mme Sirikan Charoensiri (Thaïlande) ; – Mme Susana Raffalli Arismendi (Venezuela).

556 / 942 – Point de presse du 20/11/2018

Référence EPJ00906101

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a participé, mardi 20 novembre, à l'Institut de France, au colloque international organisé à l'occasion du centième anniversaire de la naissance d'Alexandre Soljenitsyne. Ce colloque réunit autour de l'épouse de l'écrivain, Mme Natalia Soljenitsyna, d'éminents spécialistes français et étrangers de son oeuvre. Cette manifestation, ainsi qu'une exposition à la mairie du Vème arrondissement, sont placées sous l'égide du Dialogue du Trianon, forum lancé en 2017 à l'initiative du président de la République et de son homologue russe pour renforcer les liens entre les sociétés civiles russe et française. M. Jean-Yves Le Drian a salué dans son intervention la mémoire et l'oeuvre de l'immense écrivain et dissident, dont l'héritage littéraire figure aujourd'hui au programme des lectures scolaires, en France comme en Russie. Alexandre Soljenitsyne symbolise tout à la fois la résistance morale à l'oppression, le combat pour la liberté et l'exigence de vérité. Intellectuel profondément russe mais parlant le langage de l'universel, il a contribué, par son courage et son talent d'écrivain, à arracher le voile du mensonge et à combattre l'idéologie et les mythes du système soviétique. Il a aussi, au cours de ses longues années d'exil, adressé des messages de vigilance à l'Occident et au monde. Les discussions et les débats entourant son oeuvre et ses combats témoignent de leur actualité et de leur pertinence.

557 / 942 – Point de presse du 16/11/2018

Référence EPJ00904901

Texte M. Jean-Yves le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera au Conseil affaires étrangères à Bruxelles le 19 novembre. Les ministres auront des discussions sur les sujets suivants : – Asie centrale : les ministres prépareront la réunion ministérielle Union européenne-Asie centrale

du 23 novembre à Bruxelles et qui sera consacrée aux questions environnementales, économiques et de sécurité. Les ministres auront un échange sur la future stratégie de l'Union européenne pour l'Asie centrale dont la publication est attendue au premier semestre 2019 et que nous souhaitons voir, avec l'Allemagne, centrée autour des thèmes du développement durable et de la sécurité/stabilité. – Bosnie–Herzégovine : à la suite des élections législatives et présidentielles du 7 octobre, les ministres encourageront les responsables politiques à constituer le plus rapidement possible les nouveaux gouvernements, aux différents échelons, afin de reprendre les réformes nécessaires en matière de développement économique et social du pays et d'Etat de droit, indispensables au rapprochement avec l'Union européenne. – Ukraine : les ministres échangeront sur la situation en Ukraine, la situation sécuritaire dans les territoires sous contrôle séparatiste et les tensions en mer d'Azov, ainsi que sur la réponse européenne à apporter aux élections irrégulières locales organisées dans le Donbass le 11 novembre dernier. Les ministres des affaires étrangères français et allemand informeront leurs partenaires de l'état des discussions en format Normandie (Allemagne, France, Russie et Ukraine) et souligneront l'importance pour l'Ukraine d'accélérer la mise en oeuvre des réformes attendues par l'Union européenne. – Yémen : Les ministres réaffirmeront le soutien de l'Union européenne à la recherche d'une solution politique, seule à même de résoudre le conflit, et aux efforts de l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies, Martin Griffiths, qui doit présenter aujourd'hui devant le Conseil de sécurité à New York un "cadre d'action global". Ils rappelleront la mobilisation de l'Union européenne pour remédier à la détérioration alarmante de la situation humanitaire. – Iran : dans le contexte du rétablissement du deuxième volet de sanctions américaines contre l'Iran, portant sur les secteurs pétrolier, financier, du transport et des assurances, le 5 novembre dernier, M. Jean–Yves Le Drian rappellera notre attachement à la mise en oeuvre du JCPoA, dans le respect des accords internationaux et de la sécurité internationale. Il rappellera l'engagement de la France à préserver et à maintenir des circuits financiers opérationnels avec l'Iran, pour que ce pays continue de bénéficier des contreparties économiques de l'accord pourvu qu'il continue de respecter intégralement ce dernier. – Sécurité et défense : ce point sera traité en format "conjoint" par les ministres des affaires étrangères et de la défense. Les discussions permettront de faire le bilan des progrès accomplis par l'Europe de la défense au cours des derniers mois : développement de l'autonomie stratégique de l'Union, adoption de nouveaux projets dans le cadre de la coopération structurée permanente, revue annuelle coordonnée de défense, lutte contre les menaces hybrides, réforme des partenariats, politique de sécurité et de défense civile. Ce sera l'occasion également de tracer de nouvelles perspectives en amont du Conseil européen de décembre. Les échanges porteront aussi sur le projet de budget de l'Union européenne qui comporterait une nouvelle rubrique sécurité/défense et l'augmentation du fonds européen de défense. Le ministre interviendra enfin pour présenter les résultats du premier forum de Paris sur la paix et remercier les Etats membres ainsi que les institutions de l'UE pour leur soutien à "l'appel de Paris pour la confiance et la sécurité dans le cyberspace".

Texte La France regrette que la 37e réunion de la commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR), qui s'est tenue du 22 octobre au 2 novembre à Hobart en Australie, se soit conclue par un échec pour les projets de création d'aires marines protégées dans les mers australes visant à protéger la biodiversité et les écosystèmes et à renforcer la résilience de la faune et de la flore marines face aux effets du réchauffement climatique. Le projet soutenu par la France, l'Union européenne et l'Australie dans l'Est Antarctique, approuvé par le comité scientifique de la CCAMLR en 2012, est depuis lors régulièrement rejeté en raison de l'opposition de la Russie et de la Chine. Il en est de même pour le projet en mer de Weddel, soutenu par l'Union européenne, qui a également été approuvé par le comité scientifique en 2016. Le récent rapport du GIEC a rappelé l'urgence de la situation face aux dérèglements climatiques. La France continuera à agir en faveur de l'adoption d'un réseau d'aires marines protégées dans les mers australes, qui est essentiel à la mise en oeuvre de l'Agenda 2030, notamment pour atteindre l'objectif pour le développement durable sur la conservation et l'exploitation de manière durable des océans, des mers et des ressources marines.

559 / 942 – Point de presse du 06/11/2018

Référence EPJ00901404

Texte Q – La Turquie a poursuivi, au cours des derniers jours, ses bombardements dans le Nord–Est de la Syrie, malgré vos appels à la retenue. Comment comptez–vous convaincre les Turcs ? R – Nous réitérons notre vive préoccupation après les récents bombardements turcs dans le Nord–Est de la Syrie, qui ont fait plusieurs victimes. Nous appelons à nouveau la Turquie et toutes les parties impliquées à la plus grande retenue et soutenons les efforts de désescalade engagés notamment par les Etats–Unis. Alors que Daech a engagé une contre–offensive d'ampleur dans le Nord–Est syrien, nous soulignons la priorité que nous attachons à la poursuite de la campagne contre cette organisation terroriste. Les Forces démocratiques syriennes apportent une contribution décisive dans ce combat, avec le soutien de la Coalition internationale contre Daech. Comme l'ont souligné les chefs d'Etat et de gouvernement de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de la Turquie lors du Sommet d'Istanbul, il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit syrien. C'est uniquement dans le cadre d'une solution politique conformément à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies que pourront être trouvés les moyens de stabiliser durablement la Syrie et de garantir son intégrité et la sécurité de ses voisins.

560 / 942 – Point de presse du 30/10/2018

Référence EPJ00899402

Texte Q : Selon nos informations, le Conseil de sécurité va se réunir aujourd'hui pour discuter des élections dans le Donbass. Selon cette même source, cette rencontre a été organisée à l'initiative des pays occidentaux et notamment de la France. Pouvez–vous confirmer cette information ? Quels sont les buts de cette rencontre ? Quels résultats espérez–vous ? R : La présidence bolivienne du Conseil de sécurité a annoncé la tenue aujourd'hui d'une réunion publique du Conseil sur la situation en Ukraine. La France rappellera à cette occasion

que les prétendues " élections locales " prévues le 11 novembre prochain dans les deux territoires séparatistes de Donetsk et Louhansk porteraient atteinte à la souveraineté de l'Etat ukrainien et iraient à l'encontre des engagements pris dans le cadre des accords de Minsk. Comme médiatrice au sein du format Normandie, la France appelle les autorités russes à prévenir toute décision susceptible de favoriser un regain de tensions dans l'est de l'Ukraine. La France déplore l'absence de progrès sur les questions de sécurité dans le Donbass et exprime sa vive préoccupation quant à la situation humanitaire. La mise en oeuvre des accords de Minsk, à laquelle tant la Russie que l'Ukraine se sont engagées, demeure la seule manière d'apporter une solution pacifique et durable à ce conflit qui dure depuis près de 5 ans./.

561 / 942 – Point de presse du 29/10/2018

Référence EPJ00899006

Texte Q – La Turquie a procédé hier, dès le lendemain du sommet d'Istanbul, à des bombardements dans le nord de la Syrie et menace de lancer une nouvelle offensive. Quelle est votre réaction ? R – Nous sommes préoccupés par les bombardements turcs qui ont visé hier le nord-est de la Syrie libérée de Daech, et particulièrement la région de Kobané. Nous appelons la Turquie et toutes les parties impliquées à la plus grande retenue. Comme l'ont souligné les chefs d'Etat et de gouvernement de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de la Turquie lors du sommet quadrilatéral qui s'est tenu samedi à l'invitation de la Turquie, il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit syrien. C'est uniquement dans le cadre d'une solution politique conformément à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies que pourront être trouvés les moyens de stabiliser durablement la Syrie et de garantir son intégrité et la sécurité de ses voisins. Notre priorité demeure le combat contre Daech, que les Forces démocratiques syriennes (FDS) poursuivent avec notre soutien./.

562 / 942 – Point de presse du 22/10/2018

Référence EPJ00896206

Texte Q – Le président américain Donald Trump a annoncé que les Etats-Unis allaient se retirer du traité russo-américain sur l'élimination des missiles à courte et moyenne portée (FNI). Comment évaluez-vous cette déclaration ? Quelles conséquences cette décision peut-elle avoir ? R – Le président de la République a rappelé au président Trump l'importance que la France accorde à ce traité, en particulier pour la sécurité européenne et notre stabilité stratégique. La France attache une grande importance aux instruments de maîtrise des armements conventionnels et nucléaires. La préoccupation des Alliés face à la très probable violation russe et au manque de transparence sur l'application du traité sur les forces nucléaires intermédiaires par la Russie a été rappelée lors du Sommet de l'Otan de juillet 2018. Nous sommes en contact étroit avec nos proches partenaires au sujet de l'annonce américaine de retrait du traité. Des consultations américano-russes ont encore lieu cette semaine. Nous appelons toutes les parties à éviter toute décision unilatérale précipitée, qui serait regrettable./.

563 / 942 – Point de presse du 19/10/2018

Référence	EPJ00895903
Texte	Q – Pouvez-vous confirmer la rencontre entre les ministres des affaires étrangères français, M. Le Drian, et russe, M. Lavrov, au mois de novembre à Paris ? Quels seront les sujets abordés lors de cette rencontre ? R – Les ministres ont des échanges réguliers. Un éventuel entretien à Paris sera annoncé en temps utile./.

564 / 942 – Point de presse du 05/10/2018

Référence	EPJ00890303
Texte	<p>Q : Bonjour. Mme Merkel et M. Erdogan ont laissé entendre qu'il pourrait y avoir un sommet Russie-Turquie-France-Allemagne dans les prochaines semaines pour parler de la Syrie. Quand et où pourrait être cette rencontre ? Quelle appréciation portez-vous sur l'accord Turco-Russe pour Idlib? R : La France poursuit deux objectifs immédiats vis-à-vis de la situation à Idlib : d'une part éviter une offensive de la part du régime et de ses alliés qui provoquerait un désastre humanitaire, migratoire et sécuritaire avec des conséquences intolérables pour la région et pour l'Europe, d'autre part permettre de réunir les conditions d'une relance du processus politique qui demeure la seule voie pour un règlement durable de la crise syrienne. A cette fin, la France s'est mobilisée pour prévenir une attaque sur cette zone où résident trois millions de civils, que ce soit au Conseil de sécurité des Nations unies, aux côtés de l'Allemagne, de la Turquie et de la Russie lors de la réunion quadrilatérale du 14 septembre à Istanbul, ainsi qu'en rappelant sa détermination à apporter une réponse ferme avec ses alliés en cas d'usage d'armes chimiques par le régime de Damas. Dans ce contexte, la France appelle à ce que l'accord de Sotchi soit pleinement respecté par toutes les parties, et en particulier par le régime de Damas et ses alliés, et à ce qu'il apporte la garantie d'un cessez-le-feu durable dans la région d'Idlib. En outre, la France appelle à un lancement dans les meilleurs délais du comité constitutionnel constitué sous l'égide des Nations unies, comme l'a souligné la déclaration conjointe publiée à l'issue de la réunion ministérielle du Small Group à l'initiative de la France du 27 septembre, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Elle a rappelé cette exigence lors de la réunion quadrilatérale des conseillers diplomatiques à Istanbul et entend compter sur le plein soutien de la Russie et des garants d'Astana au lancement de ce comité, neuf mois après la conférence de Sotchi qui en a annoncé la création. Dans ce contexte, la France est attachée à faire émerger les conditions d'un rapprochement des pays les plus influents en vue d'un règlement de la crise syrienne, en particulier du Small Group et du groupe d'Astana, qui devra garantir une solution politique juste et durable à la crise syrienne, conforme à la résolution 2254. Q : Quelle est la réaction de la France suite au déploiement de missiles S300 russes en Syrie? R : La France constate avec préoccupation la livraison par la Russie de capacités antiaériennes sophistiquées au bénéfice du régime syrien. Cette livraison intervient quelques jours après un incident grave causé par la défense antiaérienne syrienne qui a coûté la vie à 15 soldats russes. Dans un contexte de tensions régionales, la livraison de tels équipements par la Russie contribue à entretenir le risque d'escalade militaire et à éloigner la perspective d'un règlement politique de la crise syrienne.</p>

565 / 942 – Point de presse du 05/10/2018

Référence EPJ00890304

Texte Q : La France a exprimé sa pleine solidarité avec ses Alliés après que la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont accusé la Russie d'avoir mené des cyberattaques au niveau mondial pour affaiblir les démocraties occidentales. Vu la gravité des accusations, pensez-vous qu'il faut une réponse plus forte et coordonnée pour adresser ces attaques ? R : Je vous renvoie à notre déclaration d'hier./.

566 / 942 – Point de presse du 04/10/2018

Référence EPJ00889503

Texte La France salue l'adoption par le parlement ukrainien de la loi prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019 la validité de la loi relative au statut spécial d'autonomie locale de certaines localités des oblasts de Donetsk et de Louhansk. Cette décision manifeste une nouvelle fois l'engagement de l'Ukraine à remplir ses obligations politiques au titre des accords de Minsk. Nous appelons les parties au respect de toutes leurs obligations au titre des accords de Minsk, notamment à observer le cessez-le-feu et à retirer les armes lourdes. Elles doivent également désengager leurs troupes des zones désignées en 2016 comme elles en ont pris l'engagement dans le cadre du groupe de contact trilatéral. Les accords de Minsk prévoient la tenue d'élections locales dans le cadre de la législation ukrainienne. Toute autre forme de scrutin, tel qu'annoncée par des autorités de facto, est contraire tant à la lettre qu'à l'esprit de ces accords et serait considérée nulle et non avenue. Nous appelons la Russie à utiliser son influence sur les autorités de facto pour que celles-ci renoncent aux prétendues élections prévues le 11 novembre 2018./.

567 / 942 – Point de presse du 18/09/2018

Référence EPJ00885303

Texte Q – Pouvez-vous confirmer que la frégate " Auvergne " a été impliquée dans l'attaque qui s'est soldée par la disparition d'un avion russe au large des côtes syriennes, comme l'indique le ministère de la défense de Russie ? Q – Le ministère russe de la Défense affirme que des missiles ont été tirés par la frégate française Auvergne, qui croisait dans les parages, sur Lattaquié. Au même moment, l'aviation israélienne aurait abattu un avion russe. Confirmez-vous les tirs français ? Si oui, quelles ont été les raisons données d'un tel ordre et par qui ? Quelle a été la coordination avec Israël ? R – Nous vous renvoyons aux déclarations de l'Etat-major des armées. Q – Vladimir Poutine et Tayyip Erdogan ont conclu un accord sur la création dans la région d'Idlib d'une zone démilitarisée pour séparer les forces gouvernementales et la rébellion. Comment évaluez-vous les résultats de la rencontre de deux dirigeants à Sotchi ? R – La France prend note de cette annonce, dont les modalités doivent encore être précisées par les parties russe et turque. Dans l'immédiat, notre attention va à la cessation effective des hostilités et à l'accès libre et sans entrave de l'aide humanitaire à Idlib, où vivent trois millions de civils, dont la moitié sont déjà des déplacés internes et les deux tiers dépendent de l'aide internationale./.

568 / 942 – Point de presse du 13/09/2018

Référence EPJ00884205

Texte Q – Le 14 septembre 2013, les Etats–Unis et la Russie ont conclu un accord sur un plan d'élimination des armes chimiques. À la veille du cinquième anniversaire de cet accord, comment évaluez–vous sa mise en oeuvre ? Est–ce que cet accord demeure toujours important pour la résolution du conflit syrien ? R – L'accord russo–américain de 2013, endossé par la résolution 2118 du Conseil de sécurité, demandait au régime syrien de détruire l'ensemble de ses stocks d'armes chimiques. Il a rapidement été fragilisé par la découverte, en 2014, que la Syrie continuait à utiliser des armes chimiques, alors que la destruction complète de son arsenal avait été annoncée. Nous estimons aujourd'hui que la Syrie a maintenu des capacités clandestines. L'OIAC n'a cessé de souligner ses doutes quant à la sincérité de la déclaration initiale syrienne sur ses stocks, communiquée en 2013 en vertu de cet accord. La responsabilité des forces armées et de sécurité syrienne dans les multiples cas d'emploi de ces armes ne fait aucun doute. Sa responsabilité a été confirmée à trois reprises s'agissant de l'usage de chlore et à une reprise s'agissant de l'usage de sarin par le mécanisme d'enquête et d'attribution conjoint aux Nations unies et à l'OIAC (JIM). Nous regrettons que la Russie se soit opposée par trois fois à des projets de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sanctionnant la Syrie pour la violation de ses engagements et qu'elle se soit opposée aussi au renouvellement du mécanisme du JIM, nous privant de cet instrument indispensable à l'établissement des faits et des responsabilités en Syrie. La France continuera à faire respecter ses lignes rouges en matière d'emploi des armes chimiques, en coordination étroite avec ses plus proches partenaires. Comme l'a rappelé M. Jean–Yves Le Drian, une utilisation avérée, vérifiée et létale de ces armes entraînerait les mêmes conséquences qu'en avril dernier.

569 / 942 – Point de presse du 13/09/2018

Référence EPJ00884206

Texte Q – Le ministre a déclaré hier que l'hypothèse de crimes de guerre n'est pas exclue à Idlib. Si c'est le cas que compte faire Paris ? Y a–t–il une démarche onusienne prévue ? R – La France est préoccupée par l'évolution de la situation à Idlib. Nous regrettons que les pays qui se sont volontairement portés garants de la désescalade ne soient pas parvenus à s'accorder sur un cessez–le–feu. Une offensive d'ampleur à Idlib entraînerait des conséquences désastreuses. Elle engendrerait une nouvelle catastrophe humanitaire et migratoire majeure puisqu'elle pourrait directement menacer les trois millions de civils que dénombre le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU dans la région. Nous n'écartons pas le risque de crime de guerre car les bombardements constatés ces derniers jours de la part du régime et de la Russie nous font craindre le pire pour les populations civiles. Nous sommes particulièrement vigilants face à la perspective d'un emploi renouvelé d'armes chimiques par le régime syrien. Comme l'a rappelé le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, la France continuera à faire respecter ses lignes rouges en matière d'emploi des armes chimiques et se tiendra prête à agir en cas d'utilisation avérée et à usage létal de ces armes en coordination étroite

avec ses plus proches partenaires. En tout état de cause, la France continuera de se mobiliser avec ses partenaires pour lutter contre l'impunité d'emploi des armes chimiques et des crimes de guerre ou contre l'humanité commis en Syrie. Nous appelons dès lors les garants à continuer leurs discussions pour préserver le cessez-le-feu. La France soutient à ce titre les appels au dialogue du secrétaire général des Nations unies et de son envoyé spécial M. Staffan de Mistura, ainsi que leurs demandes de protéger la population civile. Comme l'a rappelé le président de la République, la seule issue crédible et durable au conflit syrien est une solution politique inclusive, négociée et acceptable par l'ensemble des parties, sous l'autorité des Nations unies et conforme à la résolution 2254 du Conseil de sécurité.

570 / 942 – Point de presse du 03/09/2018

Référence EPJ00881005

Texte Q – Le dirigeant de la République populaire autoproclamée de Donetsk, Alexandre Zakhartchenko, a été tué vendredi dans une explosion dans un café au centre de Donetsk. Quelle est votre réaction ? R – Les derniers développements à l'Est de l'Ukraine ne sont pas de nature à remettre en cause les obligations des parties au titre des accords de Minsk, ni la pertinence des rencontres en format Normandie entre l'Allemagne, la France, la Russie et l'Ukraine. C'est précisément lorsque des tensions peuvent survenir que des négociations doivent s'engager de bonne foi./.

571 / 942 – Point de presse du 22/08/2018

Référence EPJ00877603

Texte La France réitère sa préoccupation concernant la dégradation dangereuse de l'état de santé du réalisateur ukrainien Oleg Sentsov, qui, actuellement détenu en Russie, a entamé son centième jour de grève de la faim. Le président de la République avait évoqué cette situation lors de son entretien téléphonique avec le Président russe le 10 août et appelé à ce qu'une solution humanitaire y soit trouvée de manière urgente. Nous réitérons avec force cet appel.

572 / 942 – Point de presse du 22/08/2018

Référence EPJ00877605

Texte Q – Pourquoi avoir décidé la fermeture de Business France en Russie? R – Les autorités russes nous ont notifié que Business France n'était plus autorisé à exercer en Russie dans le cadre des dispositions prévues par la loi française. Dans ces conditions, Business France ne pouvait plus assurer sa mission d'appui aux entreprises françaises sur le territoire de la Fédération de Russie. Business France continuera néanmoins d'assurer pleinement la continuité du service public de soutien à l'export en Russie, où il conclura des accords avec des acteurs privés locaux pour accompagner nos entreprises. S'agissant des pays qui étaient couverts jusqu'ici par le bureau de Moscou, d'autres bureaux de Business France à l'étranger prendront le relais.

573 / 942 – Point de presse du 07/08/2018

Référence EPJ00875004



Texte Dix ans après le conflit armé qui a opposé la Géorgie à la Russie, la France réaffirme son attachement à la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie dans ses frontières internationalement reconnues et appelle la Russie à mettre pleinement en oeuvre les engagements qu'elle a souscrits les 12 août et 8 septembre 2008. La reconnaissance unilatérale des autorités autoproclamées de ces régions séparatistes de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud constitue une atteinte à la souveraineté de la Géorgie et une violation de ses frontières internationalement reconnues. La militarisation de ces régions, ainsi que les obstacles mis à l'adoption de mesures de confiance et au renforcement des relations entre celles-ci et le reste de la Géorgie, sont inacceptables et entravent la réconciliation souhaitable entre tous les habitants du pays. La France continuera à agir en faveur d'un règlement pacifique du conflit en Géorgie sur la base des règles et des principes fondamentaux du droit international dans le but d'obtenir la mise en oeuvre complète des dispositions de l'accord de cessez-le-feu du 12 août 2008.

574 / 942 – Point de presse du 27/07/2018

Référence EPJ00873302

Texte Q – Où en est-on de la livraison de l'aide fournie par la France ?  
Considérez-vous que ce soit un succès ? La coopération franco-russe va t'elle connaître une inflexion sur le volet politique, en particulier sur la reconstruction de la Syrie ? R – Notre coopération avec la Russie a permis que l'aide fournie par la France soit acheminée rapidement et dans des conditions sûres. L'intégralité des produits non-périssables envoyés dans le cadre de cette opération humanitaire a été distribuée à la population de la Ghouta orientale. Les produits périssables, essentiellement des médicaments, sont stockés dans les conditions adéquates qui permettront leur usage selon les besoins. L'opération a été coordonnée par les Nations unies qui ont veillé à son bon déroulement sur le terrain. Nous leur exprimons notre reconnaissance pour leur engagement et leur efficacité. Nous rappelons que l'opération a été menée dans le seul but d'apporter une aide urgente et nécessaire aux habitants de la Ghouta orientale. Elle s'inscrit dans le cadre des nombreuses initiatives que nous prenons pour venir en aide aux populations les plus vulnérables où qu'elles se trouvent en Syrie. Nous souhaitons travailler avec la Russie pour rapprocher les vues des pays exerçant une influence en Syrie et créer ainsi les conditions d'une solution politique inclusive et durable. Le plein respect des termes de la résolution 2401 du Conseil de sécurité des Nations unies reste nécessaire pour y parvenir. Seul un règlement politique de la crise syrienne permettra de faire cesser les violences contre les civils, de rétablir la paix civile et d'engager la reconstruction du pays. Notre position à ce sujet est inchangée./.

575 / 942 – Point de presse du 25/07/2018

Référence EPJ00872402

Texte Q – Comment estimez-vous les résultats des discussions qui ont eu lieu hier à Paris entre le président de la République et MM. Sergueï Lavrov et Valery Guerassimov ? R – Nous vous invitons à vous adresser à la présidence de la République.

576 / 942 – Point de presse du 25/07/2018

Référence EPJ00872403

Texte Q – L'acheminement de l'aide humanitaire franco-russe dans la Ghouta orientale se fera-t-il finalement sous supervision des Nations unies comme annoncé par le Quai d'Orsay ? R – Cette opération humanitaire, menée conjointement avec la Russie, est mise en oeuvre sous la supervision des Nations unies en Syrie, comme celles-ci l'ont confirmé publiquement hier. L'aide est en cours d'acheminement vers la Ghouta orientale où les besoins de la population restent considérables plusieurs mois après la fin des combats./.

577 / 942 – Point de presse du 23/07/2018

Référence EPJ00871203

Texte Q – Est-ce que l'aide envoyée dans la Ghouta orientale a été distribuée ? R – A la suite de l'entretien de coordination le 24 mai dernier à Saint-Petersbourg entre le président de la République française et le président de la Fédération de Russie, la France et la Russie ont mis en oeuvre un projet humanitaire conjoint en Syrie pour répondre aux besoins des populations civiles qui demeurent très importants dans la Ghouta orientale (Douma). Plus de 50 tonnes de fret humanitaire français ont ainsi été acheminés vers la Syrie via un avion russe dans la nuit du 20 au 21 juillet. Le fret humanitaire fourni par la France est composé de matériel médical et de biens de première nécessité. Il a été remis samedi aux Nations unies qui superviseront sa distribution. L'aide sera acheminée vers la Ghouta orientale puis distribuée en conformité avec le droit international humanitaire, dans les meilleurs délais. Dans le cadre de la résolution 2401 (2018) du Conseil de sécurité des Nations unies, ce projet a pour objectif de permettre un meilleur accès de l'aide aux populations civiles. L'assistance humanitaire est une priorité absolue; elle doit être dispensée selon les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance – partout sur le territoire syrien sans exception, où le droit international humanitaire doit être pleinement respecté. Q – A part l'accompagnement et la protection de casques blancs et leurs familles, est-ce que la France est prête à accueillir ces personnes comme la Grande-Bretagne, le Canada et l'Allemagne l'ont déjà indiqué ? R – La France est activement associée à l'opération qui a permis à des Casques blancs et leurs familles de quitter la Syrie où leur sécurité était gravement compromise. Cette opération prévoit leur réinstallation dans des pays tiers. La France prendra sa part dans l'accueil des Casques blancs et leurs familles. Elle continuera à se mobiliser en faveur de ces personnes courageuses qui ont risqué leur vie jour après jour pour aider la population syrienne./.

578 / 942 – Point de presse du 11/07/2018

Référence EPJ00867501

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, accompagnera, les 11 et 12 juillet à Bruxelles, le Président de la République au sommet de l'OTAN. Cette rencontre doit permettre de démontrer que l'OTAN est une organisation crédible, efficace, moderne et unie. La capacité de l'Alliance à assurer son rôle de défense collective sera renforcée, avec notamment la réforme de sa structure de commandement, une initiative sur la

réactivité des forces ou encore la poursuite des efforts engagés en matière de cyberdéfense. L'Alliance confirmera, par ailleurs, l'approche retenue lors du sommet de Varsovie en 2016, combinant une posture militaire agile et défensive avec le maintien d'une ouverture au dialogue avec la Russie. La contribution de l'OTAN à la lutte contre le terrorisme et à la sécurité coopérative se poursuivra. Les chefs d'Etat et de gouvernement acteront notamment le lancement d'une mission de formation et de conseil de l'OTAN en Irak, en réponse à une demande des autorités irakiennes. Ce sommet sera enfin l'occasion de rappeler l'importance de l'unité de l'Alliance au moment même où elle s'engage à un partage plus équilibré des charges et des responsabilités, grâce aux efforts produits par les Européens en matière de dépenses de défense, de développement capacitaire et d'engagements opérationnels. Pour la quatrième année consécutive, les membres européens de l'Alliance ont ainsi augmenté leurs budgets de défense. Les progrès rapides et substantiels de l'Europe de la défense sont également une contribution majeure à la sécurité de l'Alliance. A titre national, la France tiendra ses engagements et portera progressivement son budget de la défense à 2% du PIB en 2025./.

579 / 942 – Point de presse du 29/06/2018

Référence EPJ00863502

Texte Q – Bonjour, selon les medias, la France exige l'extradition du ressortissant russe Alexander Vinnik, qui a été arrêté sur des accusations de blanchiment d'argent en Grèce à la demande des Etats-Unis. Pouvez-vous confirmer cette information? Quelle peine peut-il avoir en France? R – Nous vous renvoyons vers le ministère de la justice.

580 / 942 – Point de presse du 29/06/2018

Référence EPJ00863503

Texte Q – Le président russe Vladimir Poutine et le président américain Donald Trump vont se rencontrer à la mi-juillet à Helsinki, ils vont discuter des perspectives de développement des relations russo-américaines, ainsi que des questions d'actualité sur l'agenda international. Comment évaluez-vous l'accord de leur rencontre? R – Nous avons noté l'annonce de cette rencontre.

581 / 942 – Point de presse du 28/06/2018

Référence EPJ00862902

Texte La France est extrêmement préoccupée face à l'offensive conduite par le régime syrien et ses soutiens dans le sud-ouest de la Syrie, en particulier autour de la ville de Deraa, en violation de l'accord de désescalade devant garantir la stabilité de cette zone. Ces attaques portent un risque d'escalade et de déstabilisation régionale. Dans ce contexte, nous sommes particulièrement attentifs aux conséquences humanitaires de cette offensive sur la population civile et aux attaques perpétrées contre les infrastructures médicales et sanitaires, qui constituent des violations graves du droit international humanitaire. Les opérations ont forcé près de 45.000 personnes à fuir. Ces nouveaux déplacés s'ajoutent à près d'un million de personnes déplacées par le conflit depuis le début de l'année 2018. Il s'agit du mouvement de déplacés

le plus important depuis le début d'un conflit qui a déjà contraint plus de la moitié des Syriens à quitter leur foyer. C'est pourquoi la France appelle la Russie à faire respecter les engagements qu'elle a souscrits concernant le cessez-le-feu dans le sud-ouest syrien. Ces derniers événements rappellent l'urgence de mettre en place un processus politique crédible, sous l'égide des Nations unies et conforme à la résolution 2254 du Conseil de sécurité, permettant aux parties syriennes et aux principaux acteurs internationaux de s'accorder sur les paramètres d'une sortie de crise durable. C'est dans cette perspective que la France soutient les efforts de l'envoyé spécial des Nations unies visant à mettre en place un comité constitutionnel et à créer les convergences nécessaires au sein de la communauté internationale.

582 / 942 – Point de presse du 25/06/2018

Référence EPJ00861506

Texte Q – Le ministère des Affaires étrangères russe a présenté ce 22 juin son évaluation des travaux de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) sur l'usage d'armes chimiques en Syrie. La Russie estime infondées les conclusions du mécanisme d'enquête de l'OIAC et des Nations unies (JIM) qui a déterminé que les forces armées et de sécurité syriennes sont responsables de quatre cas d'utilisation de chlore et de sarin en Syrie. Quelle est votre réaction ? R – Pour la France, comme pour la majorité des Etats dans le monde, il n'y a aucun doute sur le fait que la Syrie a employé des armes chimiques et des substances toxiques comme arme contre sa population depuis 2012. Les mécanismes d'enquête de l'OIAC et des Nations unies ont été mis en place avec l'accord de la Russie en 2015 qui a validé leurs méthodes d'enquête. Elle ne conteste ces méthodes que depuis que le mécanisme a rendu ses premières conclusions en 2016. La France souhaite travailler, avec tous ses partenaires, pour rétablir l'interdiction d'utiliser des armes chimiques, et à déterminer les responsables de l'emploi de ces armes, en Syrie et dans le monde. Elle propose, avec d'autres Etats, la mise en place à l'OIAC d'un nouveau mécanisme d'enquête et d'attribution pour les cas de recours à ces armes, seule façon d'établir la véracité des faits de façon indépendante, ce que la Russie souhaite également. Ce sera l'un des objectifs de la réunion extraordinaire de la conférence des Etats parties de la convention sur l'interdiction des armes chimiques qui se tiendra à partir du 26 juin à La Haye./.

583 / 942 – Point de presse du 14/06/2018

Référence EPJ00858202

Texte L'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a publié le 13 juin un nouveau rapport d'enquête sur les emplois d'armes chimiques. Elle confirme, avec un haut niveau de certitude, que du sarin a été employé dans la ville de Latamneh en Syrie le 24 mars 2017 et du chlore dans une autre attaque intervenue dans cette même ville le 25 mars. La lutte contre la prolifération des armes chimiques est une priorité. La France s'est fortement engagée sur la question et a lancé, le 23 janvier 2018, un partenariat international contre l'impunité de l'utilisation d'armes chimiques soutenu par 34 Etats. Ce rapport de l'OIAC rappelle l'urgence de mettre en place dans les meilleurs délais un nouveau mécanisme chargé de déterminer les

responsables de ces attaques, ainsi que M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, l'avait souligné lors de la dernière réunion du partenariat à Paris le 18 mai 2018. Aucune impunité ne peut être laissée à ceux qui développent ou utilisent de telles armes. Il s'agit du seizième rapport de l'OIAC confirmant l'emploi d'une arme chimique ou d'une substance toxique comme arme chimique dans le conflit syrien. Pour rappel, le mécanisme conjoint d'enquête et d'attribution des Nations unies et de l'OIAC, le JIM, avait déterminé la responsabilité des forces armées syriennes dans au moins quatre cas. La Russie a opposé trois vétos au renouvellement du mandat de ce mécanisme.

584 / 942 – Point de presse du 14/06/2018

Référence EPJ00858204

Texte Q – Hier le président de la Russie Vladimir Poutine a maintenu dans son poste un de ses conseillers – Vladislav Surkov, chargé des questions de l'Ukraine. Est-ce que la France a travaillé avec M. Surkov sur les questions ukrainiennes ? Envisagez-vous de collaborer avec lui dans le futur ? Que pensez-vous du fait qu'il a gardé sa position dans l'administration du président russe ? R – Nous ne commentons pas les nominations au sein des administrations des pays souverains.

585 / 942 – Point de presse du 12/06/2018

Référence EPJ00857505

Texte Q – Craignez-vous que le mécanisme de coordination entre le "small group" et Astana sur la Syrie soit déjà compromis au vu de l'offensive sur Idlib à laquelle contribuent selon des observateurs des frappes russes ? R – La France rappelle qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit. À cet égard, elle exprime sa préoccupation à la suite des attaques aériennes contre les villes de Zardana, Taftanaz et Binnish dans la province d'Idlib, qui ont coûté la vie à 61 personnes ces derniers jours et ont mis hors service un hôpital pédiatrique et l'hôpital de la ville de Binnish, en violation du droit international humanitaire. Nous souhaitons renforcer le consensus international sur les conditions d'une sortie de crise en Syrie. C'est la raison pour laquelle le président de la République et le président Poutine se sont accordés sur la mise en place d'un mécanisme de coordination bilatéral susceptible de permettre un rapprochement des vues exprimées au sein du Small group et du groupe d'Astana. Notre objectif est "de construire ensemble les convergences qui permettront une solution politique à la crise syrienne". Nous poursuivons nos consultations à ce sujet avec la Russie et l'ensemble des acteurs internationaux qui partagent cet objectif.

586 / 942 – Point de presse du 08/06/2018

Référence EPJ00856102

Texte M. Jean-Yves le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rendra à Berlin le lundi 11 juin pour prendre part à une réunion ministérielle du format "Normandie". Regroupant l'Ukraine, la Russie ainsi que l'Allemagne et la France en tant que co-médiateurs, ce format de discussion, fondé il y a quatre ans en marge des cérémonies de commémoration du débarquement du

6 juin 1944, vise à parvenir à la résolution du conflit au Donbass. Participant à sa première réunion ministérielle en format "Normandie", tout comme son homologue allemand, le ministre exprimera le souhait de la France et de l'Allemagne de voir les parties se réengager rapidement dans la mise en oeuvre des accords de Minsk de septembre 2014 et février 2015. La réunion ministérielle de Berlin fait suite aux contacts récents entre les chefs d'Etat et de gouvernement du format Normandie : entretien du président de la République et de la chancelière allemande avec le président ukrainien à Aix-la-Chapelle le 10 mai, déplacements respectifs de Mme Merkel et du président de la République en Russie, le 18 mai et les 24 et 25 mai. Comme l'a souligné le président de la République le 24 mai dernier lors de son déplacement à Saint-Pétersbourg, les prochains mois seront décisifs. Sans la mise en oeuvre d'avancées concrètes sur le plan sécuritaire, politique, humanitaire et économique, c'est la crédibilité du processus de paix actuel qui est en jeu. Il faut tout faire pour sortir d'une situation marquée par des centaines de violations du cessez-le-feu chaque jour, des dizaines de morts chaque mois, l'usage d'armes lourdes et une situation humanitaire dégradée pour les populations vivant dans la zone de conflit. La France et l'Allemagne formuleront donc auprès de l'Ukraine et de la Russie des propositions d'action dans chacun de ces domaines, afin d'engager une dynamique vertueuse pour progresser vers la mise en oeuvre complète des accords de Minsk, aboutissant au retour de la souveraineté de l'Ukraine sur les territoires actuellement sous contrôle séparatiste dans le cadre d'une autonomie locale.

587 / 942 – Point de presse du 30/05/2018

Référence EPJ00853002

Texte Q – Est-ce que vous avez réussi à mettre en place le mécanisme de coordination entre le processus de règlement du conflit syrien d'Astana et le "small group"? Si oui, est-ce qu'il y a une réunion prévue dans l'immédiat ? R – À Saint Pétersbourg, le président de la République et le président Poutine se sont accordés sur la mise en place d'un mécanisme de coordination bilatéral en vue d'avoir un agenda de discussions parallèle mais commun au Small group et au groupe d'Astana. Notre objectif est d'établir un dialogue entre ces deux groupes et "de construire ensemble les convergences qui permettront une solution politique à la crise syrienne". Nous continuons nos discussions avec la Russie et nos partenaires du Small Group, tant sur la mise en place opérationnelle de ce mécanisme que sur les thématiques concrètes qu'il portera./.

588 / 942 – Point de presse du 23/05/2018

Référence EPJ00849901

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, reçoit aujourd'hui son homologue belge, M. Didier Reynders. Les discussions porteront sur les points suivants : – questions internationales : les ministres échangeront sur notre engagement commun contre le terrorisme de Daech et au Sahel, au sein de la MINUSMA au Mali comme dans le cadre des missions de l'Union européenne au Mali et au Niger. Ils feront le point sur nos relations avec la Russie. Ils auront un échange approfondi sur l'accord de Vienne avec l'Iran (JCPoA) et sur les défis posés par ce pays. Ils évoqueront enfin la lutte

contre l'impunité de l'utilisation des armes chimiques ; – Union européenne : les ministres évoqueront notamment le retrait du Royaume-Uni, les priorités de l'Union en termes financiers, le respect de l'Etat de droit par les Etats membres ainsi que les enjeux de l'élargissement aux pays des Balkans occidentaux ; – relations bilatérales : M. Jean-Yves Le Drian abordera le renforcement des relations bilatérales franco-belges ainsi que la proposition de la présidence belge de l'Union Benelux de renforcer la coopération entre la France et cette organisation.

589 / 942 – Point de presse du 22/05/2018

Référence EPJ00849505

Texte Q – Considérez-vous que les douze demandes exprimées hier par le secrétaire d'Etat américain sur l'Iran sont une base de négociation réaliste ? R – Le président de la République a rappelé jeudi dernier à Sofia que l'Europe est unie et déterminée à agir pour un retour à la paix et à la stabilité au Moyen-Orient. Pour cela, nous devons avoir l'assurance que l'Iran ne possédera jamais l'arme nucléaire. C'est l'objectif qui nous guide depuis la découverte du programme nucléaire clandestin iranien en 2002 et qui a abouti à l'accord nucléaire iranien de 2015. Il en va de la sécurité régionale et internationale et de l'intégrité du régime de non-prolifération nucléaire. C'est pourquoi la France soutiendra l'accord tant que l'Iran continuera à en appliquer strictement les dispositions nucléaires. C'est cela qui permettra d'éviter une escalade des tensions. Il importe donc que les entreprises qui le souhaitent puissent poursuivre leurs activités en Iran. C'est la contrepartie de l'engagement iranien à respecter ses obligations nucléaires. C'est la raison pour laquelle MM. Jean-Yves Le Drian et Bruno Le Maire ont reçu les entreprises françaises concernées la semaine dernière à Paris. L'Union européenne est également mobilisée et a annoncé des mesures dans ce sens. Les autres parties restant dans l'accord doivent également faire leur part. Mais au-delà des questions nucléaires, nous demeurons préoccupés par les activités balistiques iraniennes et par la présence militaire croissante de l'Iran au Moyen-Orient, directe ou indirecte. C'est pourquoi nous voulons établir un cadre global de négociation avec l'Iran. Nous souhaitons que l'Iran comprenne l'intérêt d'une approche coopérative. Nous serons en contact à ce sujet, dans les prochains jours, avec les participants à l'accord nucléaire, l'Iran, la Russie et la Chine et avec tous nos partenaires, américains, européens et pays de la région.

590 / 942 – Point de presse du 15/05/2018

Référence EPJ00847203

Texte Q – Le maire de Marignane s'est rendu en Crimée et a signé un accord avec la ville d'Evpatoria. Des élus français participent à l'inauguration du pont de Kertch. Quelle est la réaction du gouvernement français ? R – Notre position est claire : l'accord signé par la municipalité de Marignane ne reflète pas la position du gouvernement français. De même, la participation des élus français à la cérémonie d'inauguration est une initiative personnelle que nous regrettons : elle est contraire au droit international et ne saurait engager la responsabilité des autorités françaises. La France condamne la construction par la Russie du pont de Kertch qui contribue à priver l'Ukraine d'un plein accès et de l'utilisation

de ses eaux territoriales internationalement reconnues. Elle demeure fermement attachée au rétablissement de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. La remise en cause par la force des frontières est contraire au droit international, y compris aux engagements souscrits par la Fédération de Russie. Elle constitue une menace directe pour la paix et la sécurité internationales et entraîne de graves répercussions sur l'ordre international. C'est la raison pour laquelle la communauté internationale, l'Union européenne et la France ne reconnaissent pas l'annexion de la Crimée par la Russie.

591 / 942 – Point de presse du 04/05/2018

Référence EPJ00844901

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rend à Berlin le 7 mai pour un séminaire de travail avec son homologue allemand, M. Heiko Maas. Cette réunion permettra d'approfondir encore le dialogue de confiance engagé avec le nouveau ministre des affaires étrangères allemand, qui s'était rendu à Paris le 14 mars, dès le soir de sa nomination. Les échanges porteront sur les principaux sujets de l'actualité internationale, sur lesquels nos pays travaillent en étroite et permanente coordination : – Europe : ce sujet sera au cœur de l'entretien. Les ministres évoqueront les travaux en cours sur l'avenir de l'Union, les propositions de la Commission européenne sur le cadre financier ainsi que les questions relatives à l'élargissement de l'Union européenne. Sur l'Europe de la défense, et dans la perspective de l'échéance importante du Conseil européen des 28 et 29 juin, M. Jean-Yves Le Drian réaffirmera notre attachement au maintien d'un niveau d'ambition élevé sur la création du fonds européen de défense et la mise en oeuvre de la coopération structurée permanente, au service de l'autonomie stratégique de l'Union européenne ; – relations transatlantiques : dans le prolongement des visites à Washington du président de la République et de la chancelière allemande, les ministres réaffirmeront notre attachement à des relations fondées sur les principes d'un commerce libre et équitable et sur la recherche de solutions collectives dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce. Avec leurs partenaires européens, la France et l'Allemagne soutiennent la poursuite du dialogue pour faire émerger un agenda positif sur le commerce mondial et les échanges internationaux. Sur les tarifs de l'acier et de l'aluminium en particulier, la France continuera à plaider pour que l'Union européenne bénéficie d'une exemption totale, permanente et non conditionnée : aucune raison ne justifie que l'Union européenne soit soumise à des augmentations unilatérales de droits de douanes. L'Union européenne doit rester unie et solidaire comme elle l'a fait ces dernières semaines ; – Russie : à quelques jours de la visite du président de la République, les ministres échangeront sur le dialogue exigeant que nous souhaitons entretenir avec la Russie sur les différents volets de nos relations : relations Union européenne–Russie et importance de maintenir l'unité européenne ; pleine mise en oeuvre par les parties du processus de Minsk sur l'Ukraine, afin de parvenir à une résolution du conflit à l'est de l'Ukraine ; situation en Syrie et dialogue sur les discussions avec l'Iran, sur lesquels nous attendons de la Russie un rôle constructif ; – Iran : en amont de la décision américaine sur le JCPOA, M. Jean-Yves Le Drian aura un échange approfondi avec son homologue allemand sur les différents volets de notre relation avec l'Iran. Il



rappellera l'approche définie par le président de la République pour que des discussions puissent s'ouvrir, en étroite concertation avec les membres permanents du Conseil de sécurité et les puissances européennes et régionales, sur la préservation des acquis de l'accord conclu à Vienne en 2015, le contrôle de l'activité nucléaire après 2025, le programme balistique de l'Iran et le rôle de ce pays dans la région, notamment en Syrie et au Yémen ; – Syrie : les ministres continueront les échanges qu'ils ont engagés sur les initiatives à prendre pour lutter durablement contre Daech, priver le régime syrien de son arsenal chimique, répondre aux besoins humanitaires et parvenir à une solution politique. Avec leurs partenaires du "small group" qui s'est réuni à Paris le 26 avril, la France et l'Allemagne travaillent à des solutions concrètes permettant d'avancer sur le chemin de la paix en Syrie.

592 / 942 – Point de presse du 03/05/2018

Référence EPJ00843503

Texte Q – Pouvez-vous commenter les déclarations du ministre russe des affaires étrangères Lavrov qui a indiqué à la presse italienne que la Russie espère que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) effectue une enquête indépendante des événements à Douma avec la participation des experts des USA et de la France? R – Une enquête de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques est en cours sur l'attaque chimique qui a eu lieu à Douma le 7 avril 2018. Elle est menée en parfaite indépendance. L'OIAC a pour mission d'établir les faits et la nature de l'agent chimique utilisé. Elle applique des méthodes scientifiques d'une grande technicité et d'une grande rigueur que nous avons saluées en de multiples occasions. La mission n'a pas pour mandat d'identifier les responsables de cette attaque: seul le mécanisme d'enquête conjoint des Nations unies et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (JIM) le pouvait, mais son mandat n'a pas été renouvelé en raison de l'opposition de la Russie au Conseil de sécurité des Nations unies. La rigueur des méthodes et l'expertise des agents de l'OIAC sont incontestables. Il est essentiel que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques puisse avoir un accès complet, immédiat et sans entrave à toutes sources d'information, qu'il s'agisse de sites à visiter, de personnes à interroger ou de documents à consulter. La France rappelle son engagement contre l'impunité de l'utilisation des armes chimiques. Elle préside actuellement le partenariat international qui fournit les éléments utiles aux enquêtes internationales en cours et qui travaille également à compléter les listes des personnes et entités impliquées dans l'utilisation d'armes chimiques. La France organisera très prochainement une nouvelle réunion des Etats membres de ce partenariat pour continuer à lutter contre l'emploi des armes et démontrer la pleine mobilisation des Etats partenaires en ce sens.

593 / 942 – Point de presse du 25/04/2018

Référence EPJ00841506

Texte Q – Qui représentera la France lors de la cérémonie d'investiture pour le nouveau mandat du président Vladimir Poutine le 7 mai ? R – Nous vous communiquerons cette information en temps utile./.

594 / 942 – Point de presse du 20/04/2018

Référence EPJ00840001

Texte A cette heure, les enquêteurs de l'OIAC n'ont toujours pas accès au site de l'attaque chimique de Douma. Pour mener finalement leurs engagements, il leur aura donc fallu au moins quinze jours pour le faire. Or, la mission d'enquête sur l'attaque chimique a bien eu lieu et de dire quelle est la nature de l'agent chimique utilisé. Cette obstruction empêche l'enquête. Il est vraisemblable que cette attitude vise à faire disparaître les preuves et les éléments matériels de l'attaque même où elle s'est produite. Un accès complet, immédiat et sans entrave doit être accordé à l'équipe d'enquêteur demandé. Depuis plusieurs jours, la Russie multiplie les déclarations officielles contradictoires sur l'attaque chimique : l'attaque chimique n'a pas eu lieu, le lendemain elle est le fait des groupes armés, le surlendemain elle est le fait de la cohérence ni de vérité puisqu'il s'agit de semer le doute et la confusion. Désormais, la Russie propose que les enfants, alors qu'il s'agit d'attaques qui ont coûté la vie à plus de 45 personnes et en ont blessé de très nombreux, soient rappelés à plusieurs reprises : – la France a recueilli sur les attaques chimiques intervenues à Douma que l'authenticité est avérée ; – des ONG médicales ont constaté des traces d'attaques chimiques sur les blessés ; – de nombreuses et concordantes ont été authentifiées par nos experts ; – les symptômes de plus de 500 personnes des établissements de soins correspondaient sans nul doute à l'action de gaz. L'OMS elle-même l'a confirmé. L'attaque chimique. Quant à la responsabilité, nous avons eu confirmation que des officiers syriens ont pris la prise de contrôle du secteur. L'évaluation nationale, constituée d'analyses techniques d'informations et de données déclassifiées obtenus par les services français, est consultable en ligne : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/syrie/article/evaluation-nationale-attaque-chimique-douma>

595 / 942 – Point de presse du 20/04/2018

Référence EPJ00840005

Texte Q – Bonjour. Selon le ministère des affaires étrangères de la Russie, en Syrie, des containers de chlore (produit en Allemagne) et des fumigènes (produit en Salisbury, Royaume-Uni) ont été retrouvés. Est-ce que vous avez l'information sur ça? A votre avis, est-ce que ces données sont fiables? R – Je vous renvoie à la déclaration du ministre de ce jour.

596 / 942 – Point de presse du 17/04/2018

Référence EPJ00838701

Texte L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a dépêché en Syrie une équipe d'enquêteurs – la mission d'établissement des faits (FFM) – à la suite de l'attaque du 7 avril à Douma dans la Ghouta orientale qui a tué plusieurs dizaines de personnes. L'équipe a pour mission d'établir si une attaque chimique a bien eu lieu et la nature de l'agent chimique utilisé. Elle applique des méthodes scientifiques d'une grande technicité et d'une grande rigueur que nous avons saluées en de multiples occasions. La mission n'a pas pour mandat d'identifier les responsables de cette attaque : seul le mécanisme d'enquête conjoint des Nations unies et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (JIM) le pouvait, mais son mandat n'a pas été renouvelé en raison de l'opposition de la Russie au Conseil de sécurité des Nations unies. À ce jour, la Russie et la Syrie refusent toujours aux enquêteurs l'accès au site de l'attaque alors que ceux-ci sont arrivés en Syrie le 14 avril dernier. Il est très probable que des preuves et des éléments essentiels disparaissent de ce site, par ailleurs entièrement contrôlé par les armées russes et syriennes. Il est essentiel que la Syrie donne enfin un accès complet, immédiat et sans entrave à toutes les demandes de l'OIAC, qu'il s'agisse de sites à visiter, de personnes à interviewer ou de documents à consulter.

597 / 942 – Point de presse du 13/04/2018

Référence EPJ00837401

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera le 16 avril à Luxembourg au conseil affaires étrangères. Les échanges porteront sur les points suivants : – Syrie : les ministres feront le point sur les derniers développements et sur la responsabilité du régime et de ses alliés dans la poursuite des violences, en particulier après la nouvelle utilisation d'armes chimiques. Des conclusions seront adoptées pour rappeler la mobilisation européenne en vue d'une solution politique. Les ministres marqueront en outre leur souhait que la conférence de Bruxelles II, qui se tiendra à la fin du mois, contribue à apporter des réponses aux besoins humanitaires et au soutien aux pays hôtes des réfugiés syriens ; – Iran : M. Jean-Yves Le Drian rappellera la nécessité de préserver l'accord de Vienne et d'une politique de dialogue et de fermeté vis-à-vis du programme balistique iranien et du rôle déstabilisateur de Téhéran dans la région ; – Russie : les ministres souligneront l'importance de maintenir l'unité européenne dans les relations avec la Russie ; – Balkans occidentaux : Les ministres prépareront le sommet Union européenne-Balkans, qui se tiendra à Sofia le 17 mai et permettra d'adopter des mesures concrètes d'accompagnement des réformes nécessaires au rapprochement européen. – Instruments financiers de l'action extérieure : alors que s'amorcent les travaux préparatoires pour le prochain cadre financier pluriannuel, les ministres travailleront à la future architecture des instruments d'action extérieure. Des conclusions seront par ailleurs adoptées sur le Soudan du Sud ainsi que sur la cybersécurité.

598 / 942 – Point de presse du 13/04/2018

Référence EPJ00837403

Texte Le rapport de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) publié le 11 avril confirme la nature de l'agent neurotoxique de qualité militaire retrouvé à Salisbury le 4 mars dernier. Il souscrit donc pleinement aux conclusions de l'enquête britannique, concluant que le composé chimique appartient à la famille des "Novitchok", un agent neurotoxique de qualité militaire développé par la Russie. La France partage pleinement le constat du Royaume-Uni qu'il n'y a pas d'autre explication plausible qu'une responsabilité de la Russie. La France condamne de nouveau dans les termes les plus forts l'utilisation sur le territoire du Royaume-Uni d'une telle arme chimique, et exprime toute sa solidarité à son partenaire, ainsi qu'aux trois victimes empoisonnées. La France salue le travail mené avec le plus grand professionnalisme par l'OIAC. Elle salue également la démarche de transparence souhaitée par les autorités britanniques qui ont rendu ce rapport public. Nous formulons le vœu que la session extraordinaire du conseil exécutif de l'OIAC prévue le 18 avril soit l'occasion d'un échange constructif et sincère entre Etats parties.

599 / 942 – Point de presse du 04/04/2018

Référence EPJ00834007

Texte

Q – Pourriez-vous fournir les dernières chiffres sur le tourisme en France – notamment combien de touristes étrangers ont visité la France l'année dernière ? Vu que certains autres gouvernements donnent les conseils aux voyageurs concernant la grève chez la SNCF, est-ce que le gouvernement français craint que les perturbations puissent avoir un impact sur le tourisme ? Est-ce que le gouvernement prend les mesures pour limiter un tel impact ? R – L'année 2017 a confirmé la forte reprise de la fréquentation touristique internationale sur le territoire français avec un record de près de 89 millions de visiteurs étrangers. La fréquentation internationale des hébergements collectifs (hôtels, campings et meublés) progresse de 6,8%, à 132,7 millions de nuitées, avec des évolutions significatives selon les nationalités et le retour remarqué de certaines clientèles, notamment en provenance d'Allemagne (+9,9%), d'Espagne (+11,3%), d'Italie (+9,2%), des Etats-Unis (+16%), de Chine (+19,3%), du Japon (+22,1%) et de Russie (+32,9%). Comme l'a rappelé le Premier ministre lors du conseil interministériel du tourisme du 19 janvier dernier, nous avons deux objectifs d'ici 2020, "l'accueil de 100 millions de touristes et une dépense touristique de 50 milliards d'euros". Pour l'année 2018, il est encore trop tôt pour mesurer l'impact des mouvements sociaux dans les transports. Nous vous renvoyons aux estimations du ministère de la transition écologique, chargé des transports, et de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie./.

600 / 942 – Point de presse du 03/04/2018

Référence EPJ00833706

Texte Q – Est-ce que vous pouvez confirmer que la rencontre en format quasi-Normandie (tous les participants sauf la Russie – la France, l'Allemagne et l'Ukraine) est prévue au mois de mai à Aix-la-Chapelle ? R – Nous vous tiendrons informés le moment venu des prochaines échéances en "format Normandie".

601 / 942 – Point de presse du 03/04/2018

Référence EPJ00833709

Texte Q – Le 31 mars la Russie a officiellement transmis à France une liste de questions concernant l'affaire Skripal demandant des précisions sur la participation française dans l'investigation de cette affaire au Royaume-Uni. Quelles réponses la France compte-t-elle apporter à cette lettre de la part de la diplomatie russe ? R – Seule l'OIAC a été saisie d'une assistance au titre de l'article VIII de la convention sur l'interdiction des armes chimiques afin de vérifier les résultats de l'enquête menée par le Royaume-Uni. Nous demandons instamment à la Fédération de Russie de répondre aux questions qui lui ont été adressées par le Royaume-Uni le 12 mars 2018 et qui sont restées sans réponse depuis cette date malgré la gravité de l'affaire Skripal. Le Royaume-Uni a étroitement informé la France de son enquête technique. La France partage le constat du Royaume-Uni qu'il n'y a pas d'autre explication plausible qu'une responsabilité de la Russie et exprime de nouveau sa solidarité à l'égard de son allié./.

602 / 942 – Point de presse du 27/03/2018

Référence EPJ00831603

Texte M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a ouvert le 27 mars à Paris le salon "Rendez-vous en France". Evénement annuel de l'opérateur Atout France, "Rendez-vous en France" réunit chaque année les acteurs et professionnels français du secteur ainsi que plusieurs centaines de tour-opérateurs étrangers. Cette édition rassemble 947 tour-opérateurs issus de 69 pays et 750 exposants venus de la France entière. Près de 25.000 rendez-vous professionnels sont programmés. L'année 2017 a confirmé la forte reprise de la fréquentation touristique internationale sur le territoire français avec un record de près de 89 millions de visiteurs étrangers. La fréquentation internationale des hébergements collectifs (hôtels, campings et meublés) progresse de 6,8%, avec des évolutions significatives selon les nationalités et le retour remarqué de certaines clientèles, notamment en provenance d'Allemagne (+9,9%), d'Espagne (+11,3%), d'Italie (+9,2%), des Etats-Unis (+16%), de Chine (+19,3%), du Japon (+22,1%) et de Russie (+32,9%). À ce jour, l'état des réservations aériennes pour 2018 est toujours orienté à la hausse, avec une progression de 10% sur les 6 prochains mois. Ces bons chiffres sont le résultat d'efforts conjugués. Le plan de relance décidé en 2016 et déployé tout au long de l'année 2017 porte ses fruits. Les professionnels souhaitent maintenant pérenniser, pour la promotion du tourisme, la formule du partenariat public/privé entre l'Etat, les collectivités et les acteurs privés. Le gouvernement y est favorable, comme l'a confirmé le Premier ministre lors du dernier conseil interministériel du tourisme le 19 janvier dernier.

603 / 942 – Point de presse du 26/03/2018

Référence EPJ00830905

Texte Q – Est-ce que la France envisage d'expulser des diplomates russes en solidarité avec la Grande-Bretagne après la tentative d'assassinat de Sergueï Skripal en Angleterre ? R – Je vous renvoie aux déclarations faites par le président de la République à ce sujet le 23 mars./.

604 / 942 – Point de presse du 22/03/2018

Référence EPJ00830007

Texte Q – Est-ce que la France envisage de bloquer la présence du géant de l'armement russe Rosoboronexport pour les prochains salons d'armements en France dont Eursatory en juin ? R – La France applique de manière rigoureuse les dispositions relatives aux mesures restrictives sur le commerce des armes avec la Russie. Ces mesures n'interdisent pas aux entreprises russes de participer aux salons européens mais aucun matériel entrant dans le champ de l'embargo n'est autorisé à y être exposé./.

605 / 942 – Point de presse du 19/03/2018

Référence EPJ00828910

Texte Q – Quelle est votre réaction à la réélection de Vladimir Poutine ? R – Je vous renvoie au communiqué de la présidence de la République relatif à l'entretien qu'a eu ce jour le président de la République avec son homologue russe./.

606 / 942 – Point de presse du 14/03/2018

Référence EPJ00827104

Texte Q – Le Royaume-Uni considère comme "hautement probable" que la Russie soit responsable de l'empoisonnement de l'ex-agent double russe Sergueï Skripal et de sa fille. L'ambassadeur de Grande-Bretagne en France a hier soir "exigé une réponse forte et coordonnée avec nos alliés". La France jusqu'à présent montre sa solidarité mais évite de mentionner la Russie dans cette affaire. Vu la nature des accusations britanniques, est-ce que la France serait prête à se joindre à une réponse forte et coordonnée ? R – Nous sommes en contact étroit avec les Britanniques au sujet de cette attaque totalement inacceptable. Le ministre a exprimé hier à son homologue Boris Johnson la solidarité de la France avec le Royaume-Uni, tout comme le Président de la République auprès de la Première ministre. La France adhère pleinement aux termes de la déclaration que vient d'adopter le conseil de l'Atlantique nord, à laquelle je vous renvoie par ailleurs.

607 / 942 – Point de presse du 13/03/2018

Référence EPJ00826702

Texte Q – Les Etats-Unis ont déposé aux Nations unies une nouvelle résolution pour un cessez-le-feu immédiat en Syrie. Est-ce que la France va soutenir ses partenaires américains ? R – Nous discutons avec nos partenaires du Conseil de sécurité, en particulier américains, de ce sujet. La France a rappelé à plusieurs reprises son attachement à la mise en oeuvre rapide et entière de la résolution 2401, adoptée le 24 février à l'unanimité et qui exige une cessation immédiate des hostilités d'au moins trente jours, un accès humanitaire sûr, durable et sans entrave et des évacuations médicales en Syrie. La mise en oeuvre de ce texte relève de la responsabilité de toutes les parties. La France appelle les alliés du régime syrien à respecter sans délai leurs obligations internationales et à imposer au régime de Damas, qui opère avec leur soutien, la mise en oeuvre de la trêve humanitaire. La Russie, qui a voté en faveur de la résolution 2401, a une responsabilité particulière. Nous attendons d'elle qu'elle prenne des mesures réelles et concrètes pour que cessent immédiatement les bombardements indiscriminés et le siège contre les civils. Q – La France a fait beaucoup de déclarations sur ce qui se passe dans la Ghouta orientale mais ne paraît pas aussi mobilisée sur la situation aux alentours d'Afrin. Quelle est votre analyse et est-ce que vous considérez que l'action turque est légitime ? R – Nous nous sommes entretenus à plusieurs reprises ces derniers jours avec nos interlocuteurs turcs pour leur faire part de notre préoccupation. La résolution 2401 du Conseil de sécurité – qui exige une cessation immédiate des hostilités et un accès humanitaire durable et sans entrave – s'applique à l'ensemble du territoire syrien et à toutes les parties. Elle doit être mise en oeuvre sans délai partout et par tous, pour éviter une escalade régionale ou ne pas porter préjudice à notre combat contre Daech. Nous poursuivrons nos contacts avec la Turquie dans les prochains jours.

608 / 942 – Point de presse du 13/03/2018

Référence EPJ00826703

Texte Q – Quelle est votre réaction suite aux déclarations de Theresa May selon lesquelles il était "hautement probable" que la Russie fût responsable de l'empoisonnement de l'ex-agent double russe Sergueï Skripal et de sa fille ? Cela peut-il remettre en cause le voyage du président en Russie ? R– M. Jean-Yves Le Drian vient de s'entretenir avec son homologue britannique, M. Boris Johnson. Il a exprimé la solidarité de la France à l'égard du Royaume-Uni, allié stratégique de tout premier plan de notre pays et dont nous partageons les valeurs, notamment l'Etat de droit. La tentative d'assassinat de deux ressortissants russes le 4 mars à Salisbury avec l'utilisation d'un agent neurotoxique de qualité militaire constitue une attaque totalement inacceptable. Nous faisons pleine confiance à l'enquête britannique afin que les responsabilités soient établies rapidement. La France a exprimé à de multiples reprises son refus de l'impunité de ceux qui recourent ou développent des agents toxiques et a mis en place le 23 janvier un partenariat contre l'impunité de l'utilisation de telles armes./.

609 / 942 – Point de presse du 09/03/2018

Référence EPJ00825601

Texte La France condamne l'intensification continue de l'offensive militaire conduite par le régime syrien et de ses alliés dans la Ghouta orientale, en violation flagrante de la résolution 2401 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui exige sans délai une cessation des hostilités sur l'ensemble du territoire syrien. Les attaques indiscriminées du régime ont causé plus de 800 victimes civiles depuis le 18 février. Les personnels et infrastructures de santé continuent d'être systématiquement ciblés. Un centre de santé situé près de Douma et soutenu par la France a été presque entièrement détruit hier par des bombardements. Le seul convoi humanitaire parvenu dans la zone, le 5 mars, a dû interrompre sa mission. Le convoi humanitaire prévu hier a été annulé. L'aide humanitaire dont ont besoin les habitants de la Ghouta, assiégés depuis 2013, leur est refusée et la protection due aux acteurs humanitaires en vertu du droit international humanitaire est constamment bafouée. Dans ce contexte, la France dénonce une nouvelle fois ces violations du droit international humanitaire et réitère sa demande à la Russie, qui a approuvé la résolution 2401 du Conseil de sécurité, de tout mettre en oeuvre pour que les violences cessent au plus vite, que le régime respecte ses obligations internationales, et que l'accès des convois humanitaires et les évacuations médicales d'urgence soient permis sans délai.

610 / 942 – Point de presse du 06/03/2018

Référence EPJ00824102

Texte La France condamne avec la plus grande fermeté la poursuite de l'offensive à la fois aérienne et terrestre conduite par le régime syrien dans la Ghouta orientale, en violation complète de la résolution 2401 du Conseil de sécurité. La poursuite de cette offensive continue de faire, chaque jour, des dizaines de victimes civiles. La France rappelle que cette résolution exige une cessation complète des hostilités et la mise en oeuvre d'une trêve humanitaire d'au moins 30 jours consécutifs sur l'ensemble du territoire syrien, pour permettre d'acheminer en toute sécurité et sans entrave l'aide humanitaire et de procéder à l'évacuation médicale urgente des civils en situation d'urgence médicale.

Pour la première fois depuis le 14 février, un convoi humanitaire affrété par les Nations unies a été autorisé hier à pénétrer dans la Ghouta orientale en direction de Douma. Ce convoi a toutefois été une nouvelle fois vidé par les forces du régime de tous les médicaments et du matériel de soins qu'il transportait. Face à la poursuite des bombardements par le régime syrien, les Nations unies et leurs partenaires ont en outre été contraints d'interrompre le déchargement du convoi et d'évacuer d'urgence les personnels humanitaires déployés. La France condamne ces violations du droit international humanitaire. Elle rend hommage au dévouement et au courage des employés des Nations unies et de leurs partenaires humanitaires, qui interviennent au péril de leur vie pour que les 400.000 habitants de la Ghouta assiégée puissent recevoir une aide vitale. La France appelle les alliés du régime syrien, en particulier la Russie et l'Iran, à respecter sans délai leurs obligations internationales et à imposer au régime de Damas, qui opère avec leur soutien, la mise en oeuvre de la trêve humanitaire. La Russie, qui a voté en faveur de la résolution 2401, a une responsabilité particulière. Comme le président de la République l'a indiqué hier, nous attendons d'elle qu'elle prenne des mesures réelles et concrètes pour que cessent immédiatement les bombardements indiscriminés et les sièges contre les civils./.

611 / 942 – Point de presse du 20/02/2018

Référence EPJ00820002

Texte Les bombardements du régime et de ses alliés ont fait une centaine de victimes civiles dans la Ghouta orientale ces derniers jours. Ces attaques indiscriminées visent délibérément les zones habitées et les infrastructures civiles, notamment médicales. Elles constituent une grave violation du droit international humanitaire. Cette campagne de bombardements d'une intensité dramatique survient alors que la situation humanitaire est déjà critique dans la Ghouta orientale. 400.000 civils y sont assiégés par l'armée de Bachar al-Assad, dont 750 personnes dans l'attente d'une évacuation médicale d'urgence qui leur est refusée. Ces actions engagent la responsabilité du régime syrien, mais également de la Russie et de l'Iran qui sont ses principaux soutiens et qui, dans le cadre des accords d'Astana, se sont portés garants d'un cessez-le-feu qui est censé s'appliquer à la Ghouta. La France appelle l'ensemble de ses partenaires au Conseil de sécurité des Nations unies à prendre leurs responsabilités pour parvenir enfin à une trêve humanitaire. Q – Hier dans la Ghouta Orientale les assauts des forces du régime syrien ont tué plusieurs douzaines d'habitants de cette localité (peut-être près de 80 morts, la plupart des civils). Vous ne parlez pas directement avec Damas mais vous parlez avec Moscou, sponsor du régime syrien. Que dites-vous aux Russes à ce sujet et quels moyens d'influence avez-vous pour arrêter ce massacre, sachant qu'il y a presque 400.000 personnes en détresse totale à la Ghouta Orientale ? Avez-vous eu un contact récent avec Moscou à ce sujet ? R – Nous vous renvoyons à la déclaration de ce jour.

612 / 942 – Point de presse du 19/02/2018

Référence EPJ00819404

Texte La France condamne l'attentat terroriste, revendiqué par Daech, survenu hier à l'encontre d'une église orthodoxe dans la ville de Kizliar en République du



Daguestan. Nos pensées vont aux familles des victimes ainsi qu'aux blessés et à leurs proches. Nous assurons la Russie de notre solidarité.

613 / 942 – Point de presse du 12/02/2018

Référence EPJ00817001

Texte C'est avec une grande émotion que nous avons appris le terrible bilan de l'accident d'avion qui s'est produit près de Moscou. Nous présentons nos plus sincères condoléances aux familles et aux proches des victimes. Dans ce moment douloureux, la France assure les autorités et le peuple russes de sa profonde solidarité. Et a fait les déclarations et la réponse suivante:

614 / 942 – Point de presse du 09/02/2018

Référence EPJ00816501

Texte Dans le cadre du développement de sa diplomatie numérique en langues étrangères, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères inaugure le 9 février la version en russe du site France Diplomatie ([www.diplomatie.gouv.fr/ru](http://www.diplomatie.gouv.fr/ru)), ainsi que son compte Twitter en russe (@francediplo\_RU). Ces nouveaux vecteurs de communication sont destinés à près de 300 millions de russophones dans le monde, qui pourront découvrir dans leur langue la diversité de nos relations diplomatiques, culturelles et économiques et s'informer directement sur la France, son attractivité et ses atouts. À cette occasion, M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a souhaité adresser un message d'accueil aux internautes russophones (ci-dessous). Le russe devient aujourd'hui la sixième langue de France Diplomatie, après l'espagnol et l'anglais en 2012, suivis de l'arabe et de l'allemand en 2013. Des versions plus succinctes sont également disponibles en chinois et japonais. Nous sommes le seul ministère des affaires étrangères dans le monde à communiquer en tant de langues. Le développement de notre diplomatie numérique et de notre communication sur les réseaux sociaux est une priorité du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Les audiences de nos comptes sont en croissance constante, avec notamment plus d'un million d'abonnés pour notre compte twitter en français, actif depuis 2007. Nos comptes en langues étrangères existent depuis 2010 en anglais, 2012 en espagnol, 2014 en arabe et 2017 en allemand. =Message de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la République française= « Chers amis, Vous avez devant vous la nouvelle version en russe du site internet de la diplomatie française, France Diplomatie. Elle est destinée à vous tous, qui êtes parmi les près de 300 millions de personnes à travers le monde à vous exprimer dans cette langue que nous apprécions tant en France. L'ambition de ce site est de vous faire découvrir la France d'aujourd'hui, un pays accueillant et engagé dans le monde. Vous connaissez déjà sa culture, son patrimoine, sa gastronomie, son art de vivre qui attirent chaque année les visiteurs du monde entier. Ils étaient 89 millions en 2017. Nous continuons nos efforts pour faciliter votre découverte de la France, par exemple en délivrant des visas en 48h dès que les conditions le permettent, en veillant à votre sécurité et à votre confort, en modernisant nos infrastructures. La France est aussi un pays d'innovation, de créativité et à la pointe en matière de respect de l'environnement. Près de 300.000 étudiants internationaux viennent se former en France dans de nombreux domaines : la science,

l'ingénierie, le commerce, la culture et les arts. Chaque semaine 21 entreprises étrangères choisissent d'investir en France : elles sont près de 25.000 à être implantées dans notre pays. Le nombre de start-ups connaît une très forte croissance, notamment dans le champ du numérique et de l'environnement, dans un pays où une entreprise peut être montée en 3 jours et demi. De nombreuses organisations et institutions internationales et européennes, comme l'UNESCO, ont leur siège en France. Nous avons également une longue tradition d'accueil de grands événements internationaux, y compris sportifs comme les Jeux olympiques qui seront organisés à Paris en 2024. Au-delà de la France elle-même, ce site souhaite partager avec vous la vision que nous avons pour le monde, notamment à travers notre action diplomatique. La France souhaite aider à résoudre les graves crises qui menacent les équilibres en Europe et dans le monde. Et ils sont immenses : sur le front du changement climatique, pour mettre en uvre l'accord de Paris sur le climat, crucial pour l'avenir de notre planète ; au Sahel et ailleurs, pour poursuivre une lutte implacable contre la menace terroriste ; en Europe, pour refonder, comme le propose le président Emmanuel Macron, une Union qui réponde mieux aux attentes des citoyens ; en Syrie, pour mettre un terme à une guerre effroyable et parvenir à une solution politique conforme aux décisions du conseil de sécurité des Nations unies ; en Ukraine enfin, pour aider à la mise en uvre des accords de Minsk restaurant la souveraineté ukrainienne et créant les conditions d'une réconciliation avec la Russie. Face à chacun de ces défis, mon pays propose des solutions, agit avec ses partenaires et cherche à obtenir l'adhésion la plus large à l'objectif d'un monde libre, en paix et juste. Bonne découverte de notre site France Diplomatie et à très bientôt sur notre compte twitter en russe !» Jean-Yves Le Drian

615 / 942 – Point de presse du 09/02/2018

Référence EPJ00816504

Texte Q – Le 12 février va être célébré l'anniversaire de la signature des accords de Minsk. Est-ce que les attentes à l'égard de ces accords et des parties ont été satisfaites ? Comment peut-on expliquer le non-respect de ces accords ? Si on évalue ces accords aujourd'hui, qu'est-ce que on aurait pu faire autrement ? R – M. Jean-Yves Le Drian a évoqué le conflit à l'Est de l'Ukraine le 5 février avec son homologue ukrainien et s'en est entretenu au téléphone avec son homologue russe. Cette crise fait des victimes chaque semaine et entraîne des conditions de vie difficiles pour la population. La France, qui exerce avec l'Allemagne un rôle de médiation, appelle la Russie à mettre en uvre les accords de Minsk, en particulier dans le domaine sécuritaire, et attend de l'Ukraine qu'elle poursuive la mise en uvre des mesures qui la concernent. Notre objectif demeure la résolution politique globale de la crise, l'amélioration de la situation sécuritaire – qui implique le respect complet du cessez-le-feu – et le rétablissement des liens socio-économiques entre les deux côtés de la ligne de contact.

616 / 942 – Point de presse du 05/02/2018

Référence EPJ00813701

Texte M. Jean-Yves Le Drian a reçu aujourd'hui à Paris son homologue ukrainien, M.Pavlo Klimkine. Cet entretien a permis d'explorer les perspectives

d'approfondissement de notre relation bilatérale, de faire un point sur le processus de réformes en Ukraine et de rappeler nos efforts pour la mise en uvre des accords de Minsk, seuls à même d'apporter un règlement politique au conflit. S'agissant du processus de réformes, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a encouragé l'important travail de transformation mené par l'Ukraine pour se rapprocher des standards européens de gouvernance, malgré le contexte sécuritaire difficile que connaît le pays sur sa frontière orientale. La libéralisation récente du régime des visas et l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange approfondi sont des signes tangibles de notre rapprochement et de notre solidarité envers les Ukrainiens. De nombreuses avancées ont été réalisées tant pour l'assainissement du secteur bancaire, que pour la réforme du secteur énergétique, ou encore pour la mise en place d'un dispositif législatif et institutionnel de lutte contre la corruption. Avec ses partenaires européens et du G7, la France soutient l'Ukraine dans ces réformes et apportera tout son appui à leur mise en uvre. La lutte contre la corruption est la priorité sur laquelle doivent se concentrer tous les efforts, en particulier avec la mise en place d'une cour anti-corruption opérationnelle et indépendante. Les ministres ont salué par ailleurs les projets de coopération entre nos deux pays. Les entreprises françaises sont très présentes en Ukraine et de nombreuses autres projettent de s'y installer. Des projets importants existent dans les secteurs des énergies renouvelables et du développement urbain durable. Ce sont autant de futurs piliers pour une relation de coopération robuste et durable. La France souhaite en particulier avancer en matière d'échanges entre les sociétés civiles et entre les jeunes. À ce titre, la décision ukrainienne de faire de l'année universitaire 2018–2019 l'année de la langue française en Ukraine contribuera à renforcer nos liens humains. MM. Jean-Yves Le Drian et Pavlo Klimkine ont également abordé la situation dans l'est du pays. La France est attachée à la souveraineté de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues et ne reconnaît pas l'annexion illégale de la Crimée. La crise se poursuit dans l'est du pays, où elle fait des victimes chaque semaine et où la population souffre de conditions de vie difficiles. La France, qui avec l'Allemagne exerce un rôle de médiation, appelle la Russie à mettre en uvre les accords de Minsk, en particulier dans le domaine sécuritaire, et attend de l'Ukraine qu'elle poursuive la mise en uvre des mesures qui la concernent. Notre objectif demeure la résolution politique globale de la crise, l'amélioration de la situation sécuritaire – qui implique le respect complet du cessez-le-feu – et le rétablissement des liens socio-économiques entre les deux côtés de la ligne de contact.

617 / 942 – Point de presse du 01/02/2018

Référence EPJ00812801

Texte La France condamne les bombardements qui ont visé le 29 janvier un hôpital géré par Médecins sans frontières ainsi qu'un marché dans la ville de Sarakeb et, le 30 janvier, le marché de la ville d'Ariha. Ces attaques ont coûté la vie à plusieurs victimes civiles et détruit l'hôpital de MSF. Comme celles qui visent quotidiennement la Ghouta orientale et le reste de la province d'Idlib, elles sont inacceptables. Il est urgent que la Russie et l'Iran, garants du processus d'Astana et alliés du régime de Damas, prennent leurs dispositions pour que cessent les bombardements et que l'aide humanitaire parvienne de manière sûre, complète et sans entrave aux personnes qui en ont besoin. En outre, la

France rappelle sa préoccupation à l'égard de l'intervention turque à Afrin. Cette intervention, si elle peut être justifiée par les préoccupations de sécurité légitimes de la Turquie, ne doit pas venir aggraver la situation humanitaire des populations syriennes. La France rappelle que les attaques ciblant délibérément les civils ainsi que les centres de santé et leur personnel constituent une violation grave du droit international humanitaire. La résolution 2286 du conseil de sécurité des Nations unies, dont nous avons activement soutenu l'adoption, exige la protection des installations et personnels médicaux dans les conflits. La France appelle à la concertation étroite entre alliés et partenaires pour remédier à cette situation. La poursuite des hostilités sur le terrain impose de poursuivre les efforts en faveur d'une solution politique durable, négociée sous l'égide des Nations unies et conforme à la résolution 2254 du Conseil de sécurité.

618 / 942 – Point de presse du 30/01/2018

Référence EPJ00811805

Texte Q – Le département du Trésor des États-Unis a publié le «Rapport du Kremlin», une liste de 114 personnalités politiques et 96 hommes d'affaires russes qui pourraient faire l'objet de sanctions. Le chef de la diplomatie Sergueï Lavrov et le Premier ministre Dmitri Medvedev sont sur la liste. Comment cette décision des États-Unis peut-elle affecter la relation entre la France et la Russie ? Cela peut-il influencer les invitations de membres de cette liste à des événements en France ? R – Nous comprenons qu'il s'agit d'une liste de noms publiée par les autorités américaines, et non à ce stade d'une décision de nouvelles sanctions.

619 / 942 – Point de presse du 29/01/2018

Référence EPJ00811305

Texte Q – Suite à l'impasse des négociations à Vienne que le ministre avait considérées comme le dernier espoir, que pense la France du congrès de la Syrie à Sochi ? Est-ce que Paris aura une représentation officielle ou seulement des observateurs ? Considérez-vous que le processus de Genève a échoué et que peut-on encore attendre dans un tel contexte du congrès de Sochi ? R – Nous déplorons que le régime de Bachar al-Assad ait une fois de plus refusé de s'engager dans les négociations intersyriennes du processus de Genève. Il est responsable du blocage des négociations de paix. Il incombe aux pays qui le soutiennent d'exercer les pressions nécessaires pour mettre fin à cette stratégie d'obstruction. Les négociations sous l'égide des Nations unies demeurent le seul cadre légitime pour le règlement de la crise syrienne, conformément à la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies et du communiqué de Genève. Toutes les autres initiatives, comme la réunion de Sochi organisée par la Russie, doivent venir en appui au processus onusien et s'inscrire dans ce cadre. En effet, il n'y a pas d'alternative à une solution politique négociée agréée par les deux parties – le régime et l'opposition – sous l'égide des Nations unies. À ce titre, nous prenons note de la décision de l'opposition syrienne de ne pas se rendre à Sochi. La France ne participera pas aux travaux qui y seront menés. Q – Considérez-vous le YPG/PYD comme une organisation terroriste ? Est-ce que selon vous le général Mazlum Kobane ne fait pas partie du YPG ? R – Au sein de la coalition internationale

dont elle fait partie, la France a pu vérifier l'engagement dans la lutte contre Daech des forces démocratiques syriennes, au sein desquelles Kurdes et Arabes combattent côte à côte. C'est grâce à elles que Raqqa a été libérée de Daech avec le soutien de la coalition internationale. Ces forces continuent de combattre dans le nord-est de la Syrie. Par ailleurs, la France coopère étroitement avec la Turquie dans la lutte contre le PKK, qui figure quant à lui sur la liste des organisations terroristes désignées par l'Union européenne.

620 / 942 – Point de presse du 19/01/2018

Référence EPJ00808405

Texte Q – La loi votée hier en Ukraine qualifiant «d'occupation russe» le conflit armé en cours dans l'Est du pays constitue-t-elle une violation des accords de Minsk? R – L'Ukraine a adopté le 6 octobre 2017 une loi permettant de renouveler pour un an le statut spécial dans le Donbass, marquant ainsi son engagement à mettre en oeuvre les accords de Minsk. L'adoption de la loi «sur la garantie de la souveraineté de l'Ukraine sur les territoires temporairement occupés des régions de Donetsk et de Louhansk», le 18 janvier, concerne l'organisation interne des structures civiles et militaires de l'Ukraine dans le contexte du conflit dans l'Est du pays. Cette loi ne saurait remettre en cause la mise en oeuvre par la Russie et l'Ukraine des accords de Minsk. Nous sommes attachés à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Nous appelons les parties à respecter le cessez-le feu et à s'engager en faveur d'un règlement pacifique du conflit, notamment dans le cadre du «format Normandie». Q– Selon le président du Kazakhstan, le président américain a proposé de trouver un autre lieu que Minsk pour les négociations sur le conflit de l'est de l'Ukraine. Comment évaluez-vous cette proposition? Où peut-on transférer ces rencontres? R– En 2014, les quatre pays du format de Normandie ont retenu par consensus la proposition biélorusse de se réunir à Minsk.

621 / 942 – Point de presse du 18/01/2018

Référence EPJ00807604

Texte Q– Moscou a-t-elle décidé d'inviter les Etats-Unis et les autres membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU en tant qu'observateurs au Congrès du dialogue national syrien à Sotchi le 29-30 janvier ? La France a-t-elle déjà reçu l'invitation? Envisagez-vous de participer à ce congrès? R– La France est attachée au dialogue avec la Russie pour avancer vers une transition politique en Syrie. Nous n'avons reçu aucune invitation pour la réunion à laquelle vous vous référez. Les négociations inter-syriennes de paix conduites sous l'égide des Nations unies sont le seul cadre légitime en vue d'une transition politique négociée en Syrie, conformément aux termes de la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies. Toute initiative sur l'avenir de la Syrie doit s'inscrire dans ce cadre. Nous souhaitons que les efforts russes contribuent au nécessaire consensus international pour parvenir à une solution en Syrie. La France réitère son soutien aux efforts conduits par l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Syrie, M. Staffan de Mistura. Elle continuera d'oeuvrer avec ses partenaires pour contribuer au succès de sa médiation.

622 / 942 – Point de presse du 18/01/2018

Référence EPJ00807605

Texte Q– Les locaux de l'ONG Mémorial en Ingouchie ont brûlé hier. Êtes-vous inquiets de la situation de cette ONG dans les Républiques russes du Nord–Caucase? R– La France condamne l'incendie, dont plusieurs éléments laissent à penser qu'il est d'origine criminelle, des locaux de l'association de défense des droits de l'Homme «Mémorial» – survenu le 17 janvier à Nazran (République d'Ingouchie). Ces faits interviennent quelques jours après l'arrestation et le placement en détention en Tchétchénie d'Oyub Titiev, responsable de cette même ONG. Nous exprimons notre préoccupation face aux pressions et intimidations dont fait l'objet la société civile en Russie, tout particulièrement dans le Caucase du Nord. Nous appelons les autorités russes à mettre en oeuvre les mesures nécessaires, conformément à leurs engagements internationaux, afin de garantir la sécurité et l'intégrité des défenseurs des droits de l'Homme./.

623 / 942 – Point de presse du 12/01/2018

Référence EPJ00805403

Texte Q – Quelle est votre réaction à l'arrestation d'Oyub Titiev, responsable de l'ONG «Mémorial» en Tchétchénie ? R – La France fait part de son inquiétude à la suite de l'arrestation en Tchétchénie de M. Oyub Titiev, responsable local de l'association de défense des droits de l'Homme «Mémorial». Cette arrestation est intervenue après qu'il a été contrôlé, selon les autorités, en possession d'une substance «semblable à de la drogue». ̈ plusieurs reprises en Tchétchénie, des opposants ont été emprisonnés et discrédités sur la base d'accusations semblables. Cette arrestation est d'autant plus inquiétante que Natalia Estemirova, ancienne responsable de «Mémorial», a été victime en 2009 à Grozny d'un assassinat dont les responsables n'ont jamais été ni identifiés, ni traduits devant la justice. Nous espérons qu'au cours de sa détention provisoire M. Oyub Titiev sera traité conformément aux engagements internationaux auxquels la Russie a souscrit et qu'il aura la possibilité de se défendre lors d'un procès équitable. Nous appelons la Russie à pleinement garantir le respect de l'Etat de droit et des libertés fondamentales sur l'ensemble de son territoire./.

624 / 942 – Point de presse du 28/12/2017

Référence EPJ00801102

Texte La France condamne l'attentat survenu le 27 décembre dans un supermarché de Saint–Pétersbourg. Nous exprimons notre soutien aux blessés et à leurs familles. Nous assurons la Russie de notre solidarité./.

625 / 942 – Point de presse du 27/12/2017

Référence EPJ00801002

Texte Q – Alexeï Navalny a été éliminé de la campagne présidentielle en Russie par la Tsik (commission électorale). Quelle est la position du Quai d'Orsay ? R – La France prend note de la décision de la commission électorale centrale russe refusant, le 25 décembre, l'enregistrement d'Alexeï Navalny en tant que

candidat à l'élection présidentielle du 18 mars 2018, au motif que celui-ci a été condamné à une peine de prison avec sursis. Toutefois, comme l'Union européenne l'a indiqué hier, la cour européenne des droits de l'Homme a jugé que le droit d'Alexeï Navalny à un procès équitable avait été violé à l'occasion de ses condamnations par la justice russe (Navalnyy et Ofitserov c. Fédération de Russie et Navalnyy frères c. Fédération de Russie)/.

626 / 942 – Point de presse du 26/12/2017

Référence EPJ00800902

Texte Q – Selon le président du conseil de la Fédération de Russie, Valentina Matvienko, la chambre haute du parlement russe a demandé à la France la permission à M. Kerimov de retourner en Russie pour exercer ses pouvoirs de sénateur, «avec l'assurance, que M. Kerimov continuera à coopérer avec les autorités chargées de l'enquête et qu'il sera à l'endroit où il devra être sous la garantie de la part de la Russie». Quelle est votre réaction ? Les autorités françaises sont-elles prêtes à permettre à M. Kerimov de retourner en Russie sous ces conditions ? R – M. Kerimov, représentant du Daghestan au conseil de la Fédération de Russie, a été interpellé le 20 novembre à Nice et placé en garde à vue. Mis en examen pour blanchiment aggravé de fraude fiscale, commis en bande organisée, M. Kerimov a été libéré et placé sous contrôle judiciaire à l'issue de sa garde à vue. Il revient à l'autorité judiciaire de poursuivre, en toute indépendance, l'instruction de cette affaire./.

627 / 942 – Point de presse du 21/12/2017

Référence EPJ00799503

Texte Q – Après la décision de la Russie de se retirer du centre de contrôle et de coordination du cessez-le-feu dans le Donbass, le président de l'Ukraine Piotr Porochenko s'est dit favorable à ce que les représentants de la France et de l'Allemagne y participent. Comment évaluez-vous cette idée ? Comment cela peut-il changer la situation dans le Donbass ? M. Porochenko a aussi dit que le risque d'aggravation de la situation au Donbass est très élevé. Il a décidé d'y augmenter le nombre des forces de sécurité. Comment évaluez-vous ces propositions ? R – La France regrette le retrait des représentants russes du centre conjoint de contrôle et de coordination du cessez-le-feu dans le Donbass et a invité hier la Russie à revenir sur cette décision. Il est prématuré d'envisager une modification de ce mécanisme conjoint, dont la vocation est de rendre possible un travail coordonné des militaires russes et ukrainiens pour consolider le cessez-le-feu et soutenir la mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine. La France et l'Allemagne sont déterminées à poursuivre leurs efforts dans le format de Normandie pour le règlement pacifique du conflit. Nous saluons à ce titre la décision du groupe de contact trilatéral de reconduire le cessez-le-feu à l'occasion de Noël et appelons l'ensemble des parties à respecter strictement cette décision.

628 / 942 – Point de presse du 20/12/2017

Référence EPJ00798903

Texte La France regrette le retrait, le 19 décembre, des représentants russes du «centre conjoint de contrôle et de coordination». Cette décision entame encore

davantage la confiance entre les parties russe et ukrainienne dans le conflit dans le Donbass. Créé en 2014, ce centre réunit à Soledar (Ukraine) des représentants des états-majors russes et ukrainiens. Il s'agit d'un mécanisme important pour la réduction des tensions et la mise en oeuvre des accords de Minsk, notamment s'agissant du retrait des armes lourdes, du déminage ou de la réparation d'infrastructures civiles le long de la ligne de contact. Il joue également un rôle-clé pour la sécurité des observateurs de la mission spéciale d'observation de l'OSCE, dont il est le principal point de contact sur le terrain. La France est donc préoccupée par les conséquences que pourrait avoir ce retrait, tant sur la sécurité des personnels de l'OSCE, qui a déjà réduit la circulation de ses patrouilles, que sur les populations civiles, dont la situation est encore plus fragile en cette période hivernale. Nous invitons les autorités russes à revenir sur cette décision et souhaitons que l'accès au territoire ukrainien pour les représentants russes au centre conjoint soit garanti par les autorités ukrainiennes, conformément au droit en vigueur. La France rappelle que la sécurité des observateurs de l'OSCE, garantie par les 57 États membres dans le mandat de la mission adopté par consensus, relève de la responsabilité première des parties. Les parties aux accords de Minsk s'y sont engagées au sein du groupe de contact trilatéral OSCE–Russie–Ukraine. La France réitère sa condamnation des tentatives d'intimidation, des restrictions de circulation et des menaces à la sécurité des observateurs. Celles-ci doivent cesser et les responsables doivent être poursuivis. Nous appelons à la pleine mise en oeuvre par les parties de leurs obligations au titre des accords de Minsk et à ce qu'un accès sûr à l'ensemble du territoire couvert par le conflit, y compris jusqu'à la frontière internationale, soit garanti pour les observateurs de l'OSCE, comme prévu par leur mandat.

629 / 942 – Point de presse du 15/12/2017

Référence EPJ00797103

Texte La France condamne les bombardements qui ont mis en danger cinq observateurs de la mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine dans la nuit du 13 décembre à Popasna (région de Louhansk). Les parties ont l'obligation d'assurer la sécurité des observateurs, conformément au mandat de la mission approuvé par les 57 États de l'OSCE. Nous sommes vivement préoccupés par le regain d'intensité des combats dans l'est de l'Ukraine, qui ont fait 17 morts et 37 blessés depuis le début du mois de décembre. La France est pleinement mobilisée, aux côtés de l'Allemagne au sein du «format de Normandie», en faveur du règlement du conflit. Nous appelons l'ensemble des parties, lors de la prochaine réunion du groupe de contact trilatéral à Minsk le 20 décembre, à reconduire le cessez-le-feu à l'occasion de Noël. Nous demandons en particulier à la Russie d'user de son influence auprès des séparatistes pour veiller au plein respect du cessez-le-feu.

630 / 942 – Point de presse du 15/12/2017

Référence EPJ00797104

Texte La France dénonce la situation insoutenable des populations syriennes dans la Ghouta orientale. Celle-ci, assiégée par l'armée de Bachar al-Assad depuis plusieurs années, est censée être l'une des zones de désescalade établies dans le cadre du processus d'Astana. En violation des engagements qu'il y a



pris, le régime syrien mène néanmoins d'intenses bombardements qui ont causé plusieurs centaines de victimes civiles ces dernières semaines. Il bloque l'accès à l'aide humanitaire pour les 400.000 habitants de la région et refuse l'évacuation médicale d'urgence de près de 500 civils, dont 137 enfants. Il est donc urgent que la Russie et l'Iran, garants du processus d'Astana et alliés du régime de Damas, prennent leurs dispositions pour que celui-ci cesse les bombardements et que l'aide humanitaire parvienne de manière sûre, complète et sans entrave aux personnes qui en ont besoin. La France rappelle avec force que l'accès des personnels médicaux et humanitaires aux zones de conflit est un impératif. En refusant l'accès humanitaire, le régime de Damas se rend responsable de crimes de masse, en particulier à travers l'utilisation du siège comme arme de guerre. Nous exprimons notre préoccupation particulière pour les enfants, dont la malnutrition s'ajoute à leurs souffrances depuis le déclenchement du conflit. La France continuera d'oeuvrer pour que l'aide humanitaire soit accessible à tous sur l'ensemble du territoire syrien. Elle agira notamment en faveur du renouvellement de la résolution 2165 du conseil de sécurité autorisant l'aide humanitaire transfrontalière. Q – Comment évaluez-vous le processus de Genève pour la Syrie faisant suite au constat par l'envoyé spécial d'un échec total ? Est-ce que cela ne démontre pas l'impuissance de ce processus, de l'envoyé spécial et des parrains ? R – La France rappelle qu'il n'y a pas d'alternative à une solution politique négociée agréée par les deux parties sous l'égide des Nations unies, seul cadre agréé par la communauté internationale sur la base du communiqué de Genève et de la résolution 2254 du conseil de sécurité. Elle réitère à cet égard son soutien aux efforts de l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Syrie, M. Staffan de Mistura. Nous déplorons l'attitude du régime syrien, qui a refusé de s'engager dans la discussion depuis le 28 novembre. Il s'agit d'une stratégie d'obstruction irresponsable par rapport à l'ampleur des enjeux auxquels est confrontée la Syrie, afin de rétablir la paix, de permettre le retour des réfugiés et d'éradiquer le terrorisme. Après bientôt sept années de guerre, le bilan du conflit continue pourtant de s'alourdir. Le régime syrien porte la responsabilité de l'absence de progrès dans les négociations. Nous relevons à l'inverse, comme l'ont souligné les Nations unies, l'attitude constructive de l'opposition syrienne, qui s'est présentée unie à Genève.

631 / 942 – Point de presse du 07/12/2017

Référence EPJ00794501

Texte La France accueillera à Paris le 8 décembre une réunion du groupe international de soutien au Liban. Cette réunion sera ouverte par le président de la République, M. Emmanuel Macron. Elle sera coprésidée par M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et Mme Amina Mohammed, vice-secrétaire générale des Nations unies. Le Premier ministre libanais Saad Hariri sera présent. Y participeront l'Allemagne, la Chine, les États-Unis, l'Italie, le Royaume-Uni, la Russie, l'Union européenne, la Ligue arabe, le HCR, le PNUD, la Banque mondiale et le bureau du coordinateur spécial des Nations unies pour le Liban. L'objectif de cette réunion est que la communauté internationale réaffirme son soutien au Liban, à sa souveraineté, à sa stabilité et à sa sécurité.

Texte

Q – Comment analysez-vous le refus de la délégation du gouvernement syrien de revenir à Genève pour continuer le processus onusien de négociations. Est-ce que cela ne démontre pas l'impuissance de ce processus, de l'envoyé spécial et des parrains ? R – La France déplore l'absence de la délégation du régime à Genève et son refus de s'engager de bonne foi dans la négociation pour parvenir à une solution politique négociée en Syrie sur la base du cadre de référence internationalement agréé, le communiqué de Genève et la résolution 2254 du conseil de sécurité. Ce refus met à jour la stratégie d'obstruction du processus politique menée par le régime de Damas, qui porte la responsabilité de l'absence de progrès dans les négociations. Nous appelons les soutiens du régime, en premier lieu la Russie, à prendre leurs responsabilités pour qu'il entre enfin dans la négociation à Genève. La France relève qu'à l'inverse, les Nations unies ont salué la constitution d'une délégation unique de l'opposition syrienne, ainsi que l'attitude constructive dont elle continue de faire preuve à Genève. Nous réitérons notre plein soutien à la médiation conduite par l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Syrie, M. Staffan de Mistura./.

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères participe aujourd'hui à la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, qui est organisée à Bruxelles. À la suite de la publication de la revue stratégique de défense et de sécurité nationale, M. Jean-Yves Le Drian partagera avec ses homologues notre évaluation de l'environnement stratégique de l'Europe et présentera les efforts de la France pour relancer l'Europe de la défense. S'agissant de la Russie, il marquera notre attachement à l'approche définie au sommet de Varsovie, fondée sur un équilibre entre dialogue et exigence. Cette rencontre sera précédée d'un déjeuner de travail organisé par Mme Federica Mogherini, haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Elle sera l'occasion pour les ministres européens d'évoquer les principaux dossiers internationaux avec M. Rex Tillerson, secrétaire d'État américain.

Texte M. Jean– Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et M. Sigmar Gabriel, ministre de l'Intérieur, lors de la remise du prix franco-allemand des droits de l'Homme et de l'État de droit à 15 personnes choisies par nos ambassades à travers le monde. Depuis 2016, l'Allemagne et la France décernent ce prix à l'occasion du 10 décembre. L'objectif est de soutenir ceux qui contribuent à la protection et à la promotion des droits de l'État de droit. Comme l'a rappelé M. Jean–Yves Le Drian, «avec ce prix, l'Allemagne et la France soutiennent les droits de l'Homme et apportent leur soutien à ceux qui s'engagent à travers le monde en faveur de la démocratie». Les prix seront remis par les ambassades françaises et allemandes dans les pays des lauréats. Les lauréats sont : – M. Md. Shafiqul Kabir (Bangladesh) ; – M. Nounongnon Balbylas Gbaguidi (Bénin) ; – Mme Gracia Violeta Ross Quiroga (Bolivie) ; – M. Jean–Ricaurte (Équateur) ; – M. Abdullah Al Khonaini (Koweït) ; – M. Bekim Asani (Macédoine) ; – Mme M. M. (Moldavie) ; – Mme Rosemarie Trajano (Philippines) ; – Mme Elena Milashina (Russie) ; – Mme Shreen Abdul Samad (Soudan du Sud) ; – M. M. (Tadjikistan) ; – M. M. (Tanzanie) ; – M. M. (Togo) ; – M. M. (Tunisie) ; – M. M. (Uruguay) ; – M. M. (Zambie) ; – M. M. (Zimbabwe).

Pavlo Lysianskyi (Ukraine) ; – Mme Liliana Ortega Mendoza (Venezuela). Pour en savoir plus : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/allemande/la-france-et-l-allemande/prix-franco-allemand>

635 / 942 – Point de presse du 22/11/2017

Référence EPJ00789006

Texte Q – Avez-vous une réaction sur l'arrestation à Nice d'un sénateur russe, Suleiman Kerimov, qui selon le ministère russe des affaires étrangères, bénéficie de l'immunité diplomatique? R – Monsieur Suleiman Kerimov, en sa qualité de représentant d'un État étranger, bénéficie d'une immunité de juridiction pénale étrangère pour les seuls faits accomplis dans l'exercice de ses fonctions. Il revient au juge saisi de l'affaire de se prononcer sur la question de savoir si les faits pour lesquels il est poursuivi relèvent de ses fonctions et sont donc protégés par une immunité.

636 / 942 – Point de presse du 21/11/2017

Référence EPJ00788203

Texte Q – Avez-vous des éléments qui démontrent qu'une attaque chimique s'est déroulée dans la Ghouta orientale en Syrie samedi ? R – Nous avons pris connaissance avec préoccupation des informations faisant état d'une possible attaque chimique dans la Ghouta orientale le 18 novembre. Compte tenu de la gravité qu'une telle attaque représenterait, nous suivons attentivement la situation et attendons l'expertise des mécanismes d'enquête internationaux opérationnels, en premier lieu la mission d'établissement des faits (FFM). Face à ce type de situation, la communauté internationale doit avoir tous les moyens de comprendre et d'établir les responsabilités. C'est pourquoi nous regrettons vivement que la Russie ait décidé de mettre un terme au mécanisme d'enquête conjoint des Nations unies et de l'OIAC (JIM) au conseil de sécurité des Nations unies. La France condamne fermement toute violation de la convention d'interdiction des armes chimiques et en particulier tout emploi de telles armes Q – Estimez-vous que la démission de Riyad Hijab soit une bonne chose ? R – Nous prenons acte de la décision de M. Riyad Hijab de démissionner de sa fonction de coordinateur du Haut comité syrien pour les négociations. Nous saluons l'action qu'il a menée au sein de l'opposition en vue de parvenir à une solution politique en Syrie. Nous espérons que la réunion qui se tiendra à partir de demain à Riyad permettra à l'opposition de se restructurer sur une base unifiée, crédible et pragmatique et de se mettre en situation de prendre part dans les meilleures conditions à la prochaine session de pourparlers à Genève. Ces discussions doivent être l'occasion d'avancer sur la voie d'une solution politique inclusive à la crise syrienne, dans le cadre de la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies.

637 / 942 – Point de presse du 17/11/2017

Référence EPJ00787103

Texte La France est déçue par le résultat du vote sur la reconduction du mandat du mécanisme d'enquête conjoint des Nations unies et de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (JIM), créé en 2015 par décision unanime du Conseil de sécurité des Nations unies et à l'initiative des États-Unis et de la Russie. Nous regrettons le veto opposé par la Russie au projet de résolution

équilibré et non confrontationnel qui avait été présenté. Il s'agit du 4ème veto de la Russie sur le dossier chimique syrien et du 10ème sur le dossier syrien dans cette enceinte. Le JIM a fait ses preuves et a démontré son efficacité et son professionnalisme dans ses méthodes d'enquête. La France tient à saluer à cet égard les compétences, l'impartialité constante et le comportement irréprochable du JIM depuis sa création ainsi que de son chef actuel, M. Edmond Mulet, et de son équipe. Son rapport du 26 octobre a conclu sans ambigüité à la responsabilité du régime syrien dans l'attaque de Khan Cheïkhoun, qui a causé la mort de plus de 80 personnes le 4 avril, et à la responsabilité de Daech dans l'attaque de Oum Houch le 16 septembre 2016. Ces conclusions s'ajoutent aux précédents rapports du JIM qui avaient établi en 2016 la responsabilité du régime syrien dans l'utilisation de gaz de chlore comme arme chimique dans au moins trois attaques en 2014 et 2015, mais aussi celle de Daech dans un cas d'emploi de gaz moutarde en 2015. Cela confirme les graves violations du régime syrien des engagements internationaux qu'il a pris en 2013. Le JIM devrait pouvoir continuer à documenter les cas d'emploi d'armes chimiques quels qu'en soient les auteurs. Défendre ce mécanisme signifie pour la France préserver le régime de non-prolifération chimique et donc notre sécurité collective, sauvegarder les droits de l'Homme car les attaques aux armes chimiques constituent des crimes de guerre, et garantir la vérité car il n'y a aura pas de paix durable en Syrie dans l'impunité. La France maintiendra son engagement sur ce dossier et continuera d'agir avec ses partenaires, à New York et à la Haye, pour lutter contre la prolifération chimique mais également l'impunité en Syrie et ailleurs.

Q – La Russie a mis son veto jeudi contre une résolution qui visait à renouveler le mandat de la commission d'enquête sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie. Que peuvent faire la France et ses alliés pour faire avancer ce dossier dans le contexte de cette opposition de la Russie? R – Je vous renvoie à ma déclaration de ce jour.

638 / 942 – Point de presse du 10/11/2017

Référence EPJ00784512

Texte Q – Je souhaiterais avoir un commentaire du Quai d'Orsay sur les derniers développements de l'affaire Yoann Barbereau. M. Yoann Barbereau a indiqué hier soir dans «Envoyé spécial» avoir été hébergé pendant un an à l'ambassade de France à Moscou. Pouvez-vous le confirmer et expliquer pourquoi et dans quelles conditions ? Il dit avoir fui la Russie par ses propres moyens. M. Barbereau a-t-il prévenu les autorités françaises préalablement? Quelle est la position du Quai d'Orsay par rapport à cette fuite? Yoann Barbereau met en cause l'inefficacité des autorités diplomatiques françaises dans son dossier. Que répond le Quai d'Orsay à ce sujet? R – M. Yoann Barbereau a été arrêté et condamné en Russie. Il a bénéficié de la protection consulaire dès l'instant où il a été mis en cause. Dès lors qu'il s'est soustrait à la justice russe et s'est présenté à l'ambassade de France à Moscou pour y trouver refuge, ce ministère a pris toutes les mesures nécessaires pour l'assister et assurer sa sécurité. De nombreuses démarches ont en outre été effectuées auprès des autorités russes dans le seul but de trouver une solution qui permette à M. Yoann Barbereau de rentrer en France. En lien étroit avec ses proches, M. Jean-Maurice Ripert, ambassadeur de France en Russie de 2013 à 2017, a personnellement veillé à ce qu'il soit pourvu à ses besoins. M.

Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, le remercie de son engagement comme de la qualité des services qu'il a ainsi rendus. Il souligne également que la protection des ressortissants français à l'étranger est une mission fondamentale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, qui y est profondément attaché et y consacre d'importants moyens. Il rend hommage au dévouement et à la compétence des agents en charge des questions consulaires en France et à l'étranger./.

639 / 942 – Point de presse du 02/11/2017

Référence EPJ00780603

Texte Q – Voyez-vous la proposition russe de tenir un congrès syrien pour le dialogue national le 18 novembre à Sotchi comme une initiative complémentaire au processus de Genève? Est-ce que la France, qui essaye d'arranger un groupe de contact sur le sujet, a été invitée ? R – Le processus de Genève est le seul forum approprié et agréé par la communauté internationale pour discuter des aspects politiques de la crise syrienne, en particulier du processus électoral et d'une nouvelle constitution. Nous encourageons tout ce qui peut concourir au succès de ce processus sur la base de la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies. Les efforts internationaux, y compris ceux de la Russie, doivent s'inscrire dans ce cadre. Q – Est-ce que la France prépare une nouvelle résolution au conseil de sécurité pour renouveler le JIM et comment espérez-vous tirer les conclusions opérationnelles du rapport du JIM, y compris avec la Russie, quand Moscou n'accepte pas ces conclusions ? R – Issu d'une initiative conjointe de la Russie et des États-Unis adoptée à l'unanimité du conseil en août 2015, le mandat du mécanisme d'enquête conjointe des Nations unies et de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (JIM) doit être renouvelé avant le 17 novembre. La France s'y emploiera dans l'enceinte du conseil de sécurité. Le JIM doit pouvoir poursuivre son travail. Il a démontré de nouveau son utilité et son professionnalisme dans ses méthodes d'enquête. Il doit pouvoir continuer à documenter les cas d'emploi des armes chimiques, afin qu'aucun auteur, étatique ou non-étatique, d'attaques chimiques, ne puisse se sentir à l'abri et réponde un jour de ses actes. Q – Votre collègue russe M. Lavrov a déclaré que la Russie voulait apprendre les détails de l'initiative française sur le groupe de contact sur la Syrie. Pourriez-vous présenter ces détails ? R – Cette initiative a été présentée aux membres permanents du conseil de sécurité des Nations unies et nous poursuivons les échanges à ce sujet avec chacun d'entre eux, y compris la Russie.

640 / 942 – Point de presse du 27/10/2017

Référence EPJ00778401

Texte La mission d'enquête conjointe des Nations unies et de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (JIM) définissant les responsabilités de l'emploi d'armes chimiques en Syrie a rendu son rapport hier. Elle conclut sans ambiguïté à la responsabilité du régime syrien dans l'attaque de Khan Cheikhoun, qui a causé la mort de 83 personnes le 4 avril, en indiquant que «les informations obtenues constituent des preuves crédibles et fiables». Elle conclut également à la responsabilité de Daech dans l'attaque de Oum Houch le 16 septembre 2016. Ces conclusions s'ajoutent aux rapports du JIM qui

avaient établi la responsabilité du régime syrien dans trois précédentes attaques, et celle de Daech dans une autre. Elles confortent notre propre évaluation nationale, publiée le 26 avril, qui a établi la responsabilité du régime dans l'attaque de Khan Cheikhoun. Il s'agit d'une confirmation des graves violations du régime syrien au regard des engagements internationaux qu'il a pris en 2013, à la suite de l'adoption à l'unanimité de la résolution 2118 du conseil de sécurité des Nations unies sur le démantèlement intégral de ses capacités chimiques. L'impunité n'est pas acceptable. La France continue d'agir avec ses partenaires, à New York et à la Haye, pour tirer les conclusions opérationnelles du rapport du JIM et déterminer la meilleure façon de sanctionner les responsables de ces attaques, pour lutter contre la prolifération chimique. Dans l'immédiat, le JIM doit pouvoir poursuivre son travail. Il a démontré de nouveau son utilité et son professionnalisme dans ses méthodes d'enquête. Il doit pouvoir continuer à documenter les cas d'emploi des armes chimiques quels qu'en soient les auteurs, étatiques ou non-étatiques. Issu d'une initiative conjointe de la Russie et des États-Unis adoptée à l'unanimité du conseil en août 2015, le mandat du mécanisme conjoint d'enquête doit être renouvelé avant le 17 novembre. Nous nous y emploierons au conseil de sécurité. Plus largement, nous travaillerons avec l'ensemble de ses membres et avec ceux de l'OIAC, y compris la Russie, pour tirer les conclusions opérationnelles du rapport du JIM et lutter toujours contre la banalisation de l'emploi d'armes chimiques.

641 / 942 – Point de presse du 25/10/2017

Référence EPJ00777004

Texte Q – Au vu des développements dans le dossier syrien – veto de Moscou au renouvellement du JIM, situation humanitaire dans la Ghouta soumise au blocus du régime – comment envisagez-vous la collaboration avec la Russie ? La stratégie de « dialogue exigeant » prônée par Paris n'est-elle pas un échec ? R – La France regrette que la Russie ait opposé son veto au projet de résolution du conseil de sécurité des Nations unies visant à renouveler le mandat du mécanisme d'enquête conjoint (JIM) de l'ONU et de l'OIAC. Le rapport des experts du JIM sera rendu public demain. Le dialogue devra être poursuivi avec la Russie pour prévenir la répétition des crimes chimiques en Syrie. Nous aurons l'occasion de nous exprimer à nouveau sur ce sujet.

642 / 942 – Point de presse du 24/10/2017

Référence EPJ00776303

Texte Q – Votre commentaire suite à la décision prise hier par le président de la Fédération de Russie de confier la mission d'ambassadeur en France à M. Alexeï Mechkov ? R – Il s'agit d'une décision des autorités russes qui a reçu l'agrément du gouvernement français. Il est de tradition entre nos deux pays, tous deux membres permanents du conseil de sécurité et qui entretiennent des relations denses dans tous les domaines, de nommer des diplomates expérimentés à la tête de nos ambassades respectives à Moscou et à Paris./.

643 / 942 – Point de presse du 19/10/2017

Référence EPJ00774507

Texte

Q – Comment analysez-vous les commentaires russes qui remettent en question le travail et l'avenir de l'enquête conjointe de l'OAIC sur l'utilisation des armes chimiques en Syrie ? R – Nous regrettons que la Russie remette en cause la qualité des travaux menés par les mécanismes d'enquête sur l'emploi d'armes chimiques en Syrie depuis que ceux-ci ont conclu à la responsabilité des forces armées et de sécurité syriennes. Nous ne pouvons accepter que la crédibilité et l'indépendance de ces mécanismes soit contestées au motif que leurs conclusions ne conviennent pas à la Russie. Ceci nuit au consensus international qu'il est de notre responsabilité de bâtir pour mettre fin à l'emploi de ces armes en Syrie. L'équipe d'enquêteurs de l'organisation des armes chimiques – la mission d'établissement des faits (FFM) –, est en mesure de confirmer le recours à du gaz sarin sans se rendre sur le terrain où peu d'éléments d'information seraient encore disponibles sept mois après l'attaque et où les conditions de sécurité ne lui permettraient pas de travailler. Le mécanisme d'enquête du JIM («Mécanisme d'enquête conjoint») a conclu dans ses rapports d'août et octobre 2016 à la responsabilité des forces armées et de sécurité syriennes dans trois cas de recours au chlore, et à celle de Daech dans un cas. La méthodologie de l'enquête menée est indiscutable. Le conseil de sécurité doit renouveler le mandat de ce mécanisme qui arrive à échéance en novembre. La France a présenté son évaluation de l'attaque au gaz sarin intervenue à Khan Cheïkhoun le 4 avril 2017 et démontré sans aucun doute possible la responsabilité de l'armée syrienne. 192 États ont renoncé à l'usage des armes chimiques. La Syrie s'y est engagée aussi en 2013. Il est de la responsabilité des États parties, y compris la Russie, de protéger la convention d'interdiction des armes chimiques et de s'engager pour n'accepter aucune impunité.

644 / 942 – Point de presse du 06/10/2017

Référence EPJ00769401

Texte

La France salue l'adoption aujourd'hui par le parlement ukrainien d'une loi prolongeant le statut spécial du Donbass, prévu par la loi du 16 septembre 2014. L'adoption de cette loi confirme l'attachement de l'Ukraine à un règlement pacifique du conflit, dans le cadre des accords de Minsk. Les accords de Minsk, conclus le 5 et 19 septembre 2014 et complétés le 12 février 2015 par le «paquet de mesures pour la mise en oeuvre des accords de Minsk» sous l'égide des chefs d'État et de gouvernement du format «Normandie» (France, Allemagne, Ukraine, Russie), visent à restaurer l'intégrité territoriale de l'Ukraine tout en prévoyant un processus de décentralisation. Dans ce cadre, il a été convenu lors du sommet en format «Normandie» organisé à Paris le 2 octobre 2015 que le statut spécial d'autonomie entrerait en vigueur en deux temps : provisoirement le jour de la tenue d'élections locales dans les territoires aujourd'hui sous contrôle séparatiste ; puis de manière permanente une fois que ces élections auront été reconnues conformes aux standards internationaux et à la législation ukrainienne par le bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme de l'OSCE. La France et l'Allemagne poursuivent leurs efforts de médiation au sein du format «Normandie» pour une résolution durable du conflit.

645 / 942 – Point de presse du 06/10/2017

Référence EPJ00769405

Texte Le choix du comité Nobel d'attribuer à la «Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires» («International campaign for the abolition of nuclear weapons») le prix Nobel de la Paix 2017 témoigne de l'importance de la non-prolifération nucléaire dans un contexte marqué par la crise nord-coréenne. La France souhaite créer les conditions d'un monde sans armes nucléaires. Elle est pleinement engagée en faveur du désarmement nucléaire, avec un bilan exemplaire : réduction de moitié de son arsenal depuis la fin de la guerre froide, fermeture et démantèlement de son centre d'expérimentations dans le Pacifique, signature et ratification du traité d'interdiction complète de essais nucléaires, démantèlement de ses installations de production de matières fissiles pour des armes, démantèlement de ses missiles sol-sol, transparence poussée sur la composition de son arsenal. La France a également contribué de façon active aux négociations qui ont permis la conclusion d'un accord exigeant, solide, robuste et vérifiable sur le nucléaire iranien. Elle est attachée à une mise en oeuvre rigoureuse de cet accord. Notre politique obéit au principe d'efficacité. La France est attachée à l'édifice bâti autour du traité de non-prolifération nucléaire. Comme l'a rappelé M. Jean-Yves Le Drian lors de son discours de clôture de la semaine des ambassadeurs le 31 août, ce traité «constitue le dispositif le plus équilibré et par conséquent le plus robuste dans ce domaine». C'est à ce titre que la France défend l'entrée en vigueur du traité d'interdiction complète des essais nucléaires, la négociation d'un traité d'interdiction de la production de matières fissiles pour des armes et la poursuite par les États-Unis et la Russie de la réduction de leurs arsenaux nucléaires.

646 / 942 – Point de presse du 28/09/2017

Référence EPJ00766101

Texte La France condamne les bombardements aériens auxquels l'armée de Bachar al-Assad et ses alliés ont procédé ces derniers jours, qui ont frappé la population civile et des hôpitaux dans la région d'Idlib et au nord de Hama. Ces actions sont une violation du droit international humanitaire. La France appelle la Russie et les alliés du régime de Damas à faire respecter les engagements pris à Astana et à empêcher la poursuite de ces bombardements.

647 / 942 – Point de presse du 13/09/2017

Référence EPJ00760503

Texte Plus de trois ans après l'annexion illégale de la Crimée par la Russie, la situation des droits de l'Homme, et notamment celle de la communauté des Tatars, y reste préoccupante. La condamnation prononcée le 11 septembre contre M. Akhtem Tchiigoz, vice-président du Medjlis, assemblée coutumière des Tatars de Crimée, en est la malheureuse illustration. La France et ses partenaires européens considèrent l'interdiction des activités du Medjlis par les autorités russes depuis avril 2016 comme une violation des droits des Tatars. Nous appelons donc à la libération de toutes les personnes détenues en violation du droit international. Nous rappelons que conformément à la résolution 71/205 de l'Assemblée générale des Nations unies, les organisations



non gouvernementales et les mécanismes régionaux et internationaux de surveillance des droits de l'Homme doivent pouvoir accéder sans entrave à l'ensemble du territoire ukrainien, y compris la Crimée et Sébastopol. La France rappelle en outre qu'elle ne reconnaît ni la légitimité de l'organisation, ni les résultats des élections régionales organisées en Crimée le 10 septembre par les autorités de facto. Elle demeure attachée au plein rétablissement de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues.

648 / 942 – Point de presse du 13/09/2017

Référence EPJ00760504

Texte Q – Le gouvernement turc va acheter le système de défense aérien S-400 en provenance de la Russie. D'un point de vue diplomatique, n'est-ce pas un coup dur pour l'OTAN ? R – L'achat de ces équipements militaires par la Turquie relève d'un choix souverain qu'il n'appartient pas aux membres de l'Alliance atlantique de commenter. La Turquie est fortement soutenue par ses alliés de l'OTAN pour faire face aux menaces régionales qui pèsent sur sa sécurité. Depuis 2013, à la demande de la Turquie, l'Alliance atlantique déploie ainsi des systèmes de défense antimissile dans l'Est du pays. Un paquet de mesures d'assurance a en outre été adopté, comprenant pour la Turquie des survols d'AWACS de l'OTAN ainsi que des escales navales plus régulières des forces navales permanentes de l'OTAN./.

649 / 942 – Point de presse du 12/09/2017

Référence EPJ00760108

Texte Q – La Russie appelle l'ONU et la communauté internationale à aider à la reconstruction de la Syrie et oeuvrer pour plus d'aide humanitaire pour les populations civiles. Pensez-vous que le gouvernement syrien et la Russie ont rempli toutes les cases des lignes rouges posées par la France pour avancer ? R – L'accès à l'aide humanitaire des populations civiles dans le besoin est une nécessité absolue et une exigence de la France dans son dialogue sur la Syrie avec l'ensemble de ses partenaires. Nous continuons notre dialogue avec la Russie pour que l'acheminement de l'aide soit assuré de façon sûre, complète, inconditionnelle et sans entrave. S'agissant de la reconstruction, la France et ses partenaires européens se sont exprimés clairement. Il ne peut y avoir de reconstruction durable sans perspective politique claire et sans retour des réfugiés et des populations déplacées. Ces conditions ne sont pas encore réunies.

650 / 942 – Point de presse du 06/09/2017

Référence EPJ00758003

Texte M. Jean-Yves le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rendra le 8 septembre à Moscou pour s'entretenir avec son homologue russe Sergueï Lavrov. Cette visite de travail s'inscrit dans le cadre du dialogue que la France intensifie avec la Russie, en particulier sur les principales crises internationales. Sergueï Lavrov s'était ainsi rendu à Paris le 6 juillet dernier et Jean-Yves Le Drian avait été reçu à Moscou le 20 juin. Les échanges porteront en priorité sur la Libye, où M. Jean-Yves Le Drian a effectué une

visite le 4 septembre, et dont il partagera les conclusions avec son interlocuteur. La situation en Syrie et en particulier la constitution du groupe de contact international pour avancer vers une solution du conflit syrien seront également à l'ordre du jour. S'agissant de la Corée du Nord, la préparation de la résolution du conseil de sécurité pour intensifier la pression sur le régime, demandée par la France et plusieurs de ses partenaires, sera abordée. M. Jean-Yves Le Drian échangera avec son homologue sur les enjeux de la sécurité et de la stabilité en Europe, tout particulièrement la situation à l'Est de l'Ukraine, dans la continuité du dernier échange en format «Normandie» des chefs d'État et de gouvernement, le 22 août 2017. Par ailleurs, à la suite de la visite en France du président Vladimir Poutine le 29 mai, les ministres évoqueront plusieurs sujets bilatéraux et, notamment, la mise en place du forum franco-russe des sociétés civiles, ou «dialogue de Trianon». Conformément au souhait exprimé par les présidents français et russe, ce dialogue permettra à la jeunesse, aux acteurs économiques, culturels, artistiques et aux intellectuels français et russes de mieux se connaître pour surmonter les éventuelles incompréhensions. Le dialogue entre la France et la Russie est à la fois ouvert et exigeant sur les questions politiques. Dans le domaine économique, la France et la Russie demeurent des partenaires de premier plan. Les exportations françaises vers la Russie sont reparties à la hausse en 2016 (+8,3%). La France était en 2016, comme en 2015, le premier pourvoyeur d'IDE en flux. La relance des réunions du conseil économique, financier, industriel et commercial (CEFIC) a permis des échanges approfondis sur les principaux enjeux de la relation économique bilatérale. Dans le domaine de la culture, les relations entre la France et la Russie sont denses comme en témoignent les expositions Icônes de l'art moderne – La collection Chtchoukine à la Fondation Louis Vuitton à Paris l'hiver dernier, Saint-Louis et les reliques de la Sainte-Chapelle au musée du Kremlin à Moscou ce printemps ou encore Pierre le Grand, un tsar en France, organisée à l'origine pour célébrer le 300ème anniversaire du voyage du tsar en France en 1717 et de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la Russie.

651 / 942 – Point de presse du 05/09/2017

Référence EPJ00757305

Texte Q – Est-ce que vous pouvez dévoiler le programme du déplacement du ministre M. Jean-Yves Le Drian à Moscou? Quels sujets va-t-il aborder là-bas ? R – Le programme de la visite du ministre à Moscou, prévue le 8 septembre, sera annoncé ultérieurement.

652 / 942 – Point de presse du 30/08/2017

Référence EPJ00755508

Texte Q – Le président a affirmé hier que la France avait obtenu de la Russie «des résultats» sur la question chimique en Syrie. Quels sont-ils précisément ? R – La question chimique en Syrie fait l'objet d'un dialogue suivi avec la Russie. Elle est évoquée à chaque occasion par le ministre de l'Europe et des affaires étrangères avec son homologue russe. Nous comptons sur l'engagement de la Russie pour qu'il n'y ait pas de répétition des attaques chimiques en Syrie. Le président a rappelé dans son discours l'importance de cette ligne rouge pour la France./.

653 / 942 – Point de presse du 24/08/2017

Référence EPJ00753707

Texte Q – Comment évaluez-vous la décision sur le cessez-le-feu à l'est de l'Ukraine à l'occasion de la rentrée scolaire à partir du 1er septembre, décision sur le cessez-le-feu qui a été prise suite à la rencontre du Groupe de contact pour l'Ukraine le 23 août dernier? R – Nous vous renvoyons vers le communiqué diffusé le 22 août par la présidence de la République à l'issue de la conférence téléphonique des chefs d'État et de gouvernement du format «Normandie», qui ont collectivement appelé au soutien de ce cessez-le-feu. Il est crucial que ce cessez-le-feu soit respecté de manière intégrale et durable par les parties. Conformément à leurs engagements, l'Ukraine et la Russie doivent pleinement oeuvrer en ce sens afin d'enclencher une dynamique positive pour la poursuite des négociations et la mise en oeuvre des accords de Minsk. Nous y serons vigilants.

654 / 942 – Point de presse du 23/08/2017

Référence EPJ00753107

Texte Q – Quelle est votre réaction à la suite de l'arrestation de Kirill Serebrennikov en Russie ? R – La France note avec inquiétude l'arrestation hier du metteur en scène russe Kirill Serebrennikov, directeur artistique du centre Gogol et figure importante de la coopération culturelle entre nos deux pays depuis plusieurs années. La France sera attentive au développement de cette affaire, dont elle souhaite un dénouement rapide et dans le respect des règles de l'État de droit./.

655 / 942 – Point de presse du 26/07/2017

Référence EPJ00744703

Texte Le Congrès américain a adopté hier un projet de loi imposant de nouvelles sanctions relatives à la Russie, l'Iran et la Corée du nord. Ce projet de loi, s'il était promulgué, permettrait l'édiction de mesures à l'encontre de personnes physiques ou morales européennes à raison de situations qui n'ont pas de lien de rattachement avec les États-Unis. De ce fait, la portée extraterritoriale de ce texte apparaît illicite au regard du droit international. Nous avons contesté des textes similaires qui ont pu être pris dans le passé. Pour nous prémunir contre les effets extraterritoriaux de la législation américaine (ou d'autres législations), il nous faudra travailler à la fois à l'adaptation de nos dispositifs nationaux et à l'actualisation des dispositifs européens. Au cours de la précédente législature, l'Assemblée nationale avait fait un travail utile à ce sujet. Cette question appelle en tout état de cause une discussion avec les institutions, en particulier la commission, et nos partenaires de l'Union européenne. Q – Quelle est votre réaction aux nouvelles sanctions américaines contre la Russie qui pourraient concerner des entreprises européennes? R – Je vous renvoie à la déclaration que nous venons de faire à ce sujet.

656 / 942 – Point de presse du 26/07/2017

Référence EPJ00744705  
Texte La France salue l'abandon, en Russie, des poursuites contre Mme Valentina Tcherevatienko, présidente de l'ONG «Les femmes du Don». Mme Valentina Tcherevatienko avait été lauréate en 2016 du prix franco-allemand des droits de l'Homme et de l'État de droit, notamment pour son travail en faveur de la paix et de la promotion du dialogue entre la Russie et l'Ukraine. Le 29 mai à Versailles, le président de la République avait rappelé au président Poutine l'attention accordée par la France à la situation des ONG en Russie./.

657 / 942 – Point de presse du 19/07/2017

Référence EPJ00742303  
Texte Q – Quelle est votre réaction aux dernières déclarations du président tchétchène sur la communauté homosexuelle ? R – Nous appelons les autorités de la Fédération de Russie à condamner les propos tenus par le président tchétchène. Le président de la République a rappelé au président Poutine à Versailles le 29 mai sa vigilance sur la situation des personnes LGBTI en Tchétchénie. Nous réitérons notre appel à ce que toute la lumière soit faite sur les allégations d'arrestations, de détentions illégales, de tortures et d'assassinats de personnes en Tchétchénie sur la base de l'orientation sexuelle.

658 / 942 – Point de presse du 19/07/2017

Référence EPJ00742306  
Texte Q – M. Le Drian a expliqué que le groupe de contact sur la Syrie proposé par la France aurait pour objectif de proposer des solutions aux belligérants syriens et de faire pression sur eux. Les représentants du P5 et les pays régionaux étaient censés effectuer ces pressions à Genève, en quoi cela marchera-t-il mieux aujourd'hui ? Est-ce que ce groupe sera encore sous l'égide des Nations unies ? Quel sera le rôle de l'émissaire Staffan de Mistura ? R – M. Jean-Yves Le Drian a rappelé qu'une solution politique en Syrie devait associer, «avec le soutien des Nations unies, les membres permanents du Conseil de sécurité et les pays de la région». Ces efforts s'inscrivent dans le cadre de la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies, et nos propositions sont conçues en étroite coordination avec l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies et en appui de son action. Q – La Russie estime que toutes les armes chimiques du gouvernement syrien ont été démantelées et sorties du pays suite à l'accord de 2013, et dément que le régime aurait utilisé des armes chimiques depuis. Cette position vous permet-elle d'avoir une coopération efficace avec Moscou ? R – L'emploi d'armes chimiques constitue pour la France une ligne rouge. Le président de la République l'a exprimé clairement. La Russie reconnaît que de telles armes ont été employées en Syrie, notamment du gaz sarin lors de l'attaque du 4 avril 2017 à Khan Cheïkhoun. Nos désaccords portent sur la responsabilité de ces actes. Nous souhaitons travailler avec la Russie sur ces questions dans le cadre des enceintes internationales appropriées, et en particulier à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Nous avons, la Russie, comme la France, le même intérêt à protéger le régime de non-prolifération chimique./.

Référence EPJ00741602

Texte Q – 1/ Israël est opposé à la trêve dans le sud du pays, car il estime que cela renforce la présence iranienne. Quelle est le point de vue de Paris sur ce point ? 2/ Par ailleurs, vous n'avez pas répondu clairement hier à la question de savoir si l'Iran fera ou non partie du nouveau groupe de contact que souhaite la France ? 3/ La feuille de route diplomatique et les négociations donneront-elles une place aux Kurdes à part entière ? 4/ M. Macron a fixé ses lignes rouges chimique et humanitaire le 29 mai, M. Le Drian s'est rendu à Moscou fin juin et M. Lavrov a été reçu à Paris début juillet. Quels sont les progrès enregistrés sur le volet humanitaire ? Avez-vous constaté des gestes concrets de Moscou ? Sur le chimique, y-a-t-il des engagements concrets de la Russie à relancer le démantèlement de l'arsenal du régime ? R – 1/ Vous connaissez l'attachement de la France à la sécurité d'Israël. Les discussions en cours entre les États-Unis, la Russie et la Jordanie ont pour but de mettre en place une zone de désescalade dans le sud. Tous les efforts permettant une réduction des hostilités sont utiles. En lien avec ses partenaires, la France apporte toute son attention aux conditions d'établissement de cette zone, et notamment au retrait des milices. 2/ M. Jean-Yves Le Drian a rappelé au monde qu'une solution politique en Syrie devait associer, «avec le soutien des Nations unies, les membres permanents du conseil de sécurité et les pays de la région». Nous sommes en contact avec nos partenaires afin de progresser dans la concrétisation de cet objectif. 3/ Pour la France, il est clair que la réconciliation nationale passe par la prise en compte de toutes les composantes du peuple syrien, dans un cadre institutionnel qu'il lui appartient de définir. Le communiqué de Genève et la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies sont le cadre de référence pour les pourparlers inter-syriens. Ces textes définissent clairement les parties prenant part à la négociation conduite par les Nations unies : les représentants de l'opposition et le régime. Cette résolution réaffirme également que «le seul moyen de régler durablement la crise syrienne est un processus politique ouvert, conduit par les Syriens, répondant aux aspirations légitimes du peuple syrien et mené dans la perspective de l'application intégrale des dispositions du communiqué de Genève du 30 juin 2012». 4/ Le président de la République a identifié deux priorités stratégiques en Syrie sur lesquelles il est urgent d'obtenir des progrès tangibles. Sur le plan humanitaire, comme l'a rappelé M. Jean-Yves Le Drian à Moscou le 20 juin, nous souhaitons que «la Russie puisse concourir à un accès sûr et sans entrave de l'aide humanitaire partout où elle est nécessaire». Nous continuons le dialogue avec Moscou sur ce sujet afin de renforcer l'efficacité de l'aide sur le terrain. L'acheminement sans entrave et en toute sécurité de l'aide humanitaire à toutes les populations dans le besoin sur l'ensemble du territoire syrien est une priorité dont la France discute avec ses partenaires. Sur le dossier chimique, la Russie reconnaît comme nous l'emploi de gaz sarin lors de l'attaque du 4 avril 2017, emploi qui a fait l'objet d'enquêtes de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et a été confirmé par la mission d'établissement des faits. C'est sur cette base que nous souhaitons travailler avec la Russie, dans le cadre des enceintes internationales appropriées, en particulier à l'OIAC. La Russie comme la France ont le même intérêt à protéger le régime de non-prolifération chimique.

660 / 942 – Point de presse du 18/07/2017

Référence EPJ00741609

Texte Q – Le leader de la République populaire autoproclamée de Donetsk Alexandre Zakhartchenko a proclamé mardi la création d'un nouvel état de Malorossiia. Avez-vous une réaction? Nous appelons la Russie à dénoncer ce fait accompli, qui est une violation des accords de Minsk et trahit l'esprit des négociations dans le format Normandie. La Russie doit intensifier ses efforts pour parvenir à mettre un terme à ce conflit. La France demeure attachée au plein rétablissement de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. Les accords de Minsk, signés par la Russie et l'Ukraine, endossés par le format Normandie ainsi que par le conseil de sécurité des Nations unies, sont le seul cadre reconnu par l'ensemble des parties pour parvenir à la résolution pacifique et durable de la crise entre ces deux pays.

661 / 942 – Point de presse du 07/07/2017

Référence EPJ00738306

Texte Q – Le ministre a déclaré hier que Paris et Moscou souhaitent travailler ensemble sur la question des armes chimiques en Syrie. Comment une collaboration est-elle possible alors que les points de vue divergent totalement sur la réalité des attaques à l'arme chimique, Moscou rejetant notamment les conclusions du dernier rapport de l'OIAC ? R – La Russie reconnaît comme nous l'emploi de gaz sarin lors de l'attaque du 4 avril 2017, et le recours au gaz moutarde lors de l'attaque du 16 septembre 2016. Ces deux attaques récentes ont fait l'objet d'enquêtes de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de rapports techniques précis. C'est sur cette base que nous souhaitons travailler avec la Russie, dans le cadre des enceintes internationales appropriées, en particulier à l'OIAC. Nous avons, la Russie, comme la France, le même intérêt à protéger le régime de non-prolifération chimique.

662 / 942 – Point de presse du 06/07/2017

Référence EPJ00737801

Texte M. Jean-Yves Le Drian reçoit ce soir M. Sergueï Lavrov, ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie. Leurs échanges porteront principalement sur la lutte contre le terrorisme, la crise syrienne, la situation à l'est de l'Ukraine ainsi que sur la coopération bilatérale. La mise en place du «dialogue de Trianon», proposé par le président de la République le 29 mai lors de la visite du président Vladimir Poutine à Versailles sera notamment évoquée. Cette visite s'inscrit dans la continuité des échanges entre les autorités françaises et russes depuis l'élection du président de la République : visite du président Vladimir Poutine à Versailles le 29 mai, visite de M. Jean-Yves Le Drian à Moscou le 20 juin. Comme le ministre l'a dit lors de sa visite à Moscou, «nos deux pays partagent une même responsabilité vis-à-vis de la paix et de la sécurité internationales en raison de notre rôle de membre permanent du conseil de sécurité. (...) Nous cherchons à travailler ensemble de manière pragmatique, de manière concrète, à la résolution de problèmes

qui nous affectent autant qu'ils affectent la Russie».

663 / 942 – Point de presse du 05/07/2017

Référence EPJ00737210

Texte Q – Depuis la visite du Président Poroshenko, y–a–t–il eu des progrès sur les préconditions mentionnées par le Président pour tenir une éventuelle réunion du format Normandie? R – La France poursuit, conjointement avec l'Allemagne, ses efforts pour la résolution de la crise entre la Russie et l'Ukraine. Nous sommes engagés de manière permanente, à tous les niveaux, pour que des résultats concrets puissent se matérialiser, conformément au souhait exprimé par le président de la République à ses homologues russe et ukrainien. La responsabilité des parties est engagée pour qu'une dynamique de progrès dans la mise en oeuvre des accords de Minsk puisse s'installer.

664 / 942 – Point de presse du 03/07/2017

Référence EPJ00736005

Texte Q – Comment espérez–vous que les membres de l'OIAC prennent leurs responsabilités et condamnent la violation d'utilisation des armes chimiques quand la Russie n'est en accord ni avec l'analyse de l'OIAC ni avec celle de la France ? R – La position de la France au sein de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) est très claire : l'emploi d'armes chimiques en Syrie par qui que ce soit est inacceptable. Les conclusions du rapport de l'OIAC sur l'attaque du 4 avril sont incontestables : c'est bien du sarin qui a été employé et qui a tué plus de 80 personnes. Les conclusions de ce rapport sont fondées sur de nombreux échantillons biologiques et environnementaux, analysés par des laboratoires certifiés par l'OIAC. La rigueur des méthodes, l'indépendance de l'analyse et l'impartialité des membres de la mission d'établissement des faits ne peuvent souffrir aucune contestation. 192 États siègent à l'OIAC et 41 à son conseil exécutif. Avec nos partenaires, nous poussons les initiatives nécessaires pour que cette organisation condamne de la manière la plus ferme cette violation démontrée du régime de non–prolifération chimique. La France avait elle–même présenté une évaluation nationale le 26 avril dans laquelle nous avons conclu, sans aucun doute possible, d'une part, à l'utilisation du sarin – cela vient d'être confirmé par la mission d'établissement des faits – et, d'autre part, à la responsabilité du régime. Ce dernier point relève désormais du travail du mécanisme d'enquête conjoint (JIM) et nous sommes confiants dans sa capacité à établir les responsabilités. Comme l'a rappelé à plusieurs reprises M. Jean–Yves Le Drian, un des grands principes sur lesquels est fondée notre approche du dossier syrien est le caractère inacceptable de l'emploi d'armes chimiques.

665 / 942 – Point de presse du 30/06/2017

Référence EPJ00735402

Texte Nous saluons le rapport de la mission d'établissement des faits de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), paru hier. Ce rapport conclut sans équivoque que du sarin, un neurotoxique de guerre, a été utilisé lors de l'attaque de Khan Cheikhoun le 4 avril, qui a fait plus de 80 morts

et a blessé plus de 500 personnes. Les conclusions du rapport sont incontestables, comme la rigueur des méthodes, l'indépendance de l'analyse et l'impartialité des membres de la mission d'établissement des faits. Elles sont fondées sur de nombreux échantillons biologiques et environnementaux, analysés par des laboratoires certifiés par l'OIAC. La France avait elle-même présenté une évaluation nationale le 26 avril, dans laquelle nous avons conclu sans aucun doute possible, d'une part, à l'utilisation du sarin, qui vient d'être confirmé par la mission d'établissement des faits, et, d'autre part, à la responsabilité du régime. Ce dernier point relève désormais du travail du mécanisme d'enquête conjoint (JIM), dont nous nous félicitons qu'il ait activement repris ses travaux. Nous sommes confiants dans sa capacité à établir les responsabilités. Les auteurs des atrocités de Khan Cheikhoun et des autres attaques chimiques devront répondre de leurs actes criminels devant la justice. Le rapport de la mission d'établissement des faits confirme l'inquiétante banalisation d'emploi d'armes chimiques en Syrie, qui constitue un défi sans précédent au régime de non-prolifération. Comme l'a indiqué M. Jean-Yves Le Drian ce jeudi, ce rapport confirme que le régime syrien a délibérément violé l'accord passé en 2013 sous l'égide de la Russie et des États-Unis. L'OIAC et ses membres doivent prendre leurs responsabilités et condamner, de la manière la plus ferme, cette violation intolérable du régime de non-prolifération. La position du président de la République en cas d'utilisation documentée d'armes chimiques a été extrêmement claire. Q – Le ministre a indiqué hier dans son interview au journal Le Monde que la France devait travailler avec la Russie sur quatre principes, notamment l'interdiction totale de l'usage des armes chimiques. Concrètement, quelles pistes envisagez-vous pour faire respecter par Damas l'accord de 2013 sur le démantèlement de son arsenal ? R – Comme le président de la République l'a annoncé, la France fait de l'emploi et de la fabrication d'armes chimiques en Syrie une ligne rouge et n'hésitera pas à procéder à des représailles en cas d'attaque chimique documentée. Nous souhaitons à cet égard la mise en oeuvre complète de la résolution 2118 du conseil de sécurité des Nations unies, qui prévoit le démantèlement intégral de l'arsenal chimique du régime syrien. L'attaque chimique de Khan Cheikhoun montre que le régime de Damas ne se conforme toujours pas à ses obligations internationales, comme l'a signalé l'évaluation nationale présentée par la France le 26 juin. Ce sujet constitue une priorité de notre dialogue avec les Russes ; nous entendons le poursuivre. Nous nous coordonnons aussi étroitement avec les Américains à ce sujet. La France continuera de compter sur les mécanismes existants des Nations unies et de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (équipe d'évaluation de la déclaration, mission d'établissement des faits, mécanisme conjoint d'investigation) dans cette perspective. Le régime international de non-prolifération des armes chimiques, dont la convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC) qui interdit la mise au point, la fabrication, le stockage et l'emploi de telles armes est la pierre angulaire, doit à tout prix être préservé. Il s'agit d'un enjeu essentiel pour la paix et la sécurité internationales.

666 / 942 – Point de presse du 30/06/2017

Référence EPJ00735407

Texte Q – L'accès à l'aide humanitaire a également été édicté comme principe du partenariat que Paris veut mettre en place avec Moscou. Selon l'ONU, près de



600.000 personnes restent assiégées en Syrie, que ce soit par le régime, les groupes rebelles ou l'État islamique. Qu'allez-vous faire concrètement et qu'attendez-vous des Russes ? R – Comme l'a rappelé M. Jean-Yves Le Drian à Moscou le 20 juin, nous souhaitons que «la Russie puisse concourir à un accès sûr et sans entrave de l'aide humanitaire partout où elle est nécessaire». Nous continuons le dialogue avec Moscou sur ce sujet. Pour la France, l'acheminement sans entrave et en toute sécurité de l'aide humanitaire à toutes les populations dans le besoin sur l'ensemble du territoire syrien est une priorité dont elle discute avec ses partenaires.

667 / 942 – Point de presse du 29/06/2017

Référence EPJ00734706

Texte Q – Pouvez-vous confirmer que la prochaine rencontre de M. Le Drian avec le ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, aura lieu le 6 juillet à Paris ? Quels sujets vont-ils aborder ? R – M. Jean-Yves Le Drian recevra son homologue russe, M. Sergueï Lavrov, le 6 juillet à Paris. Les discussions porteront sur les principaux sujets de l'actualité internationale, dont la situation en Syrie, en Libye et en Ukraine, la lutte contre le terrorisme et notre coopération bilatérale./.

668 / 942 – Point de presse du 28/06/2017

Référence EPJ00734304

Texte Q – Voici un mois que la France a posé sa «ligne rouge» sur le volet humanitaire en Syrie. Qu'avez-vous obtenu de concret de la Russie sur ce sujet ? R – L'accès humanitaire plein et sans entrave est une obligation en droit international. C'est une priorité de la France en Syrie, comme l'a rappelé le président de la République. M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est rendu à Moscou le 20 juin et a longuement abordé le sujet avec son homologue russe. Nous souhaitons que la Russie concoure efficacement à l'acheminement sans entrave et en toute sécurité de l'aide humanitaire en Syrie, à toutes les populations dans le besoin. Q – Estimez-vous que le haut comité des négociations (HCN) syrienne soit suffisamment représentatif de l'opposition pour négocier face aux représentants de Bachar al-Assad ? R – Le communiqué de Genève et la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies constituent le cadre de référence pour les pourparlers inter-syriens. Ces textes définissent clairement les parties prenant part à la négociation : les représentants de l'opposition et le régime. Le président de la République a reçu le 30 mai M. Riyad Hijab, dirigeant du haut comité pour les négociations, et lui a réitéré son soutien. Q – Vos réponses du 26 juin à la question de savoir si les forces syriennes loyalistes et les milices chiïtes étaient des éléments incontournables de la lutte anti-terroriste n'ont pas clarifié votre position. Ces groupes sont-ils des alliés dans la lutte contre le terrorisme ? R – Nous agissons avec nos alliés au sein de la coalition internationale contre Daech. Les forces syriennes loyalistes et les milices qui leur sont associées n'en font pas partie.

669 / 942 – Point de presse du 26/06/2017

Référence EPJ00733405

Texte Q – Le mois de juin a été le plus mortel pour les troupes ukrainiennes dans l'est du pays depuis mars et il y a de plus en plus de violences envers la mission de l'OSCE. Estimez-vous que la Russie utilise toute son influence pour mettre la pression sur les séparatistes prorusses ? R – Le niveau de violence le long de la ligne de contact, y compris au moyen d'armes lourdes dont l'emploi est interdit par les accords de Minsk, est très préoccupant. Nous réitérons notre appel au respect du cessez-le-feu et en particulier de la nouvelle trêve à compter du 24 juin, dont les parties sont convenues au sein du groupe de contact trilatéral. Les intimidations et entraves inacceptables dont fait l'objet la mission spéciale d'observation de l'OSCE contreviennent en outre au mandat qui lui a été conféré à l'unanimité par les 57 États participants de l'OSCE et aux multiples engagements des parties au sein du groupe de contact trilatéral. Les mesures connues et agréées de longue date pour améliorer la situation sécuritaire (désengagement, retrait et stockage des armes lourdes vérifiées par la mission de l'OSCE) doivent être mises en oeuvre sans délai. Nous appelons à ce titre la Russie à user de ses leviers auprès des autorités séparatistes de facto. Le président de la République a reçu ce matin son homologue ukrainien pour évoquer la situation dans l'Est de l'Ukraine.

670 / 942 – Point de presse du 22/06/2017

Référence EPJ00732502

Texte Q – Votre réponse d'hier sur un éventuel allègement des sanctions européennes envers la Russie pour faciliter le dialogue avec Moscou laisse planer le doute sur votre position. Peut-on considérer qu'il y ait une réflexion de la position française sur l'efficacité des sanctions européennes envers la Russie ? R – Les sanctions économiques adoptées par l'Union européenne à l'encontre de la Russie sont liées à la mise en oeuvre des accords de Minsk. Le président de la République et la chancelière allemande en présenteront le bilan à l'occasion du conseil européen des 22 et 23 juin. Il s'agit d'une réflexion qui doit être menée en étroite coordination avec l'Allemagne, avec laquelle nous travaillons dans le cadre du «format Normandie», et avec l'ensemble de nos partenaires européens. Q – Pouvez-vous commenter l'incident avec le chef de délégation de Rosoboronexport, attaqué à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) à son retour du salon du Bourget ? Est-ce que le MAE a reçu une note diplomatique de l'ambassade russe ? Qu'envisagez-vous de faire ? R – Nous déplorons cet incident sur lequel une enquête a été immédiatement diligentée. Les autorités russes seront tenues informées de ses résultats.

671 / 942 – Point de presse du 22/06/2017

Référence EPJ00732503

Texte Q – Considérez-vous que les pourparlers inter syriens à Genève restent le meilleur cadre pour trouver une solution politique ? R – Dans l'entretien accordé ce matin à plusieurs quotidiens européens, le président de la République a affirmé sa conviction «qu'il faut une feuille de route diplomatique et politique» et qu'«on ne règlera pas la question uniquement avec un dispositif militaire». Dans ce contexte, la France est convaincue que la mise en place d'une transition démocratique négociée est indispensable pour mettre un terme au conflit syrien, vaincre le terrorisme et assurer le retour volontaire et durable

des réfugiés et des déplacés internes. Les négociations inter-syriennes à Genève constituent le cadre pour aboutir à une solution politique conforme à la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies et au communiqué de Genève. Nous réitérons notre plein soutien à la médiation menée par l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Staffan de Mistura. Q – Le président et le ministre ont évoqué une ligne rouge sur l'humanitaire en Syrie. Concrètement, qu'est-ce que ça veut dire ? Que va-t-on faire pour faire respecter cette ligne rouge ? A-t-on posé des exigences et un calendrier aux Russes ? R – Comme l'a rappelé M. Jean-Yves Le Drian à Moscou le 20 juin, nous souhaitons que la Russie «puisse concourir à un accès sûr et sans entrave de l'aide humanitaire partout où elle est nécessaire». Pour la France, l'acheminement sans entrave et en toute sécurité de l'aide humanitaire à toutes les populations dans le besoin et sur l'ensemble du territoire syrien est une priorité. Dans ses discussions avec ses partenaires et au sein des instances des Nations unies, y compris au conseil de sécurité, la France oeuvre de manière constante pour parvenir à cet objectif. Q – Le conseil civil de Raqqa se plaint que la préparation pour l'après État-islamique est insuffisante et que cela risque d'exacerber les tensions entre communauté. Il se plaint aussi que la coalition n'a en rien contribué financièrement pour préparer la reconstruction de la ville/région et pour aider les habitants déplacés. Vu votre rôle sur le terrain êtes-vous satisfait de ce qui se passe sur le volet non militaire à Raqqa ? R – Comme la protection des populations civiles, l'assistance humanitaire est une nécessité prise en compte par les membres de la coalition internationale contre Daech. La gouvernance des zones libérées de Daech est une priorité. En concertation avec ses partenaires de la coalition internationale contre Daech, la France est engagée dans la libération des territoires tenus par l'organisation terroriste, notamment la ville de Raqqa. Elle travaille avec eux à préparer la phase de stabilisation qui suivra la libération de ces territoires, dans le respect des aspirations des populations locales et en lien avec elles, et en veillant à prendre en compte l'ensemble de leurs besoins.

672 / 942 – Point de presse du 21/06/2017

Référence EPJ00732103

Texte Q – La France et la Russie sont-elles désormais sur la même ligne sur la politique à suivre en Syrie ? R – Comme M. Jean-Yves Le Drian l'a rappelé le 20 juin à Moscou, nous partageons avec la Russie certaines priorités s'agissant de la crise syrienne : «Nous avons des points communs sur l'appréciation de la situation en Syrie : – d'abord, nous sommes déterminés l'un et l'autre à défaire Daech et à combattre Al-Qaïda ; – nous sommes déterminés l'un et l'autre à faire en sorte que l'intégrité territoriale et l'unité de la Syrie soient maintenues ; – nous sommes déterminés l'un et l'autre à faire en sorte qu'il y ait un État en Syrie qui remplisse ses fonctions ; – nous sommes opposés à l'usage et à la fabrication des armes chimiques ; – nous souhaitons un accès aussi large que possible de l'aide humanitaire ; – nous cherchons à agir pour une solution politique sur la base de la résolution 2254».

673 / 942 – Point de presse du 21/06/2017

Référence EPJ00732106

Texte

Q – Faut-il alléger les sanctions européennes envers la Russie pour faciliter le dialogue avec Moscou ? R – Nous avons un dialogue constant avec la Russie, confirmé récemment par la rencontre entre le président de la République et son homologue le 29 mai à Versailles ainsi que par le déplacement du ministre de l'Europe et des affaires étrangères à Moscou hier. Comme M. Jean-Yves Le Drian l'a rappelé à cette occasion, « nous ne cherchons ni l'isolement de la Russie du reste de l'Europe ni son affaiblissement économique. Nous cherchons à travailler ensemble de manière pragmatique à la résolution de problèmes qui nous affectent autant qu'ils affectent la Russie ». La France oeuvre pour le règlement du conflit en Ukraine dans le cadre du format Normandie. Comme M. Jean-Yves Le Drian l'a rappelé hier, « plus [la crise ukrainienne] dure, plus la perspective d'un règlement s'éloigne et, avec elle, la perspective d'une normalisation des relations entre l'Union européenne et la Russie ».

674 / 942 – Point de presse du 20/06/2017

Référence EPJ00731601

Texte M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rend aujourd'hui à Moscou. Il y rencontrera son homologue, M. Sergueï Lavrov. Les discussions porteront sur les principaux sujets de l'actualité internationale, dont la situation en Syrie et en Ukraine, la lutte contre le terrorisme et notre coopération bilatérale. À l'occasion de ce déplacement, M. Jean-Yves Le Drian aura également d'autres entretiens à haut niveau avec les autorités russes.

675 / 942 – Point de presse du 16/06/2017

Référence EPJ00730202

Texte Q – Craignez-vous que le nouveau train de sanctions américain contre la Russie exposera les sociétés européennes, dont françaises, impliquées dans des projets énergétiques en Russie ? R – Depuis plusieurs années, nous soulignons auprès des États-Unis les difficultés que suscitent les législations à portée extraterritoriale. Sur des sujets liés à la sécurité et à la politique industrielle européenne, nous souhaitons que les États-Unis respectent la coordination nécessaire, notamment dans le cadre du G7.

676 / 942 – Point de presse du 15/06/2017

Référence EPJ00729607

Texte Q – Êtes-vous inquiet de la position du Secrétaire d'État américain qui a hier déclaré que la communauté internationale ne devrait pas être menottée par les accords de Minsk et qu'il y avait peut-être un autre cadre pour trouver un accord en Ukraine ? R – Les accords de Minsk engagent ceux qui les ont signés, au premier chef l'Ukraine et la Russie. Dans le cadre des efforts de médiation en format Normandie, la France et l'Allemagne sont attachées à la poursuite de la coopération avec les États-Unis. Nous avons besoin d'efforts conjoints pour avancer vers un objectif commun : la résolution pacifique et durable du conflit en Ukraine.

677 / 942 – Point de presse du 15/06/2017

Référence EPJ00729608  
Texte Q – Selon la diplomatie russe, M. Jean-Yves Le Drian se rendra à Moscou le 20 juin pour la rencontre avec son homologue Sergueï Lavrov. Pourriez-vous confirmer cette information ? Quel est l'objet de cette visite ? R – À la suite de la rencontre du président de la République avec son homologue russe à Versailles le 29 mai, M. Jean-Yves Le Drian se rendra à Moscou le 20 juin pour faire le point sur la coopération bilatérale et les principaux dossiers internationaux./.

678 / 942 – Point de presse du 13/06/2017

Référence EPJ00728306  
Texte Q – Quelle est votre réaction face aux arrestations massives d'opposants en Russie ? R – Comme l'Union européenne l'a indiqué, nous attendons des autorités russes qu'elles respectent les engagements auxquels elles ont librement souscrit, notamment dans le cadre du conseil de l'Europe et de l'OSCE, sur les libertés d'expression, d'association et de manifestation. Nous appelons à la libération sans délai des manifestants interpellés.

679 / 942 – Point de presse du 13/06/2017

Référence EPJ00728308  
Texte Q – La coopération avec Moscou annoncée par le président Macron a-t-elle commencé à se mettre en place, en particulier le groupe de travail franco-russe ? R – Le dialogue avec la Russie sur la Syrie est constant. Les échanges de M. Jean-Yves Le Drian avec son homologue russe se poursuivront dans les prochains jours. Q – Est-ce que Paris estime que Bachar al-Assad et Daech sont les deux faces d'une «même médaille» ? R – La lutte contre le terrorisme constitue la priorité de la France. Aux côtés de nos partenaires de la coalition internationale, nous poursuivons ainsi nos opérations en vue de reprendre Raqqa et de défaire Daech en Syrie. Seule la mise en place d'une transition démocratique négociée, conformément à la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies, permettra de mettre un terme au conflit syrien, de vaincre le terrorisme et d'assurer le retour volontaire et durable des réfugiés et des déplacés internes.

680 / 942 – Point de presse du 07/06/2017

Référence EPJ00725705  
Texte Q – Est-ce que le groupe de travail franco-russe sur la Syrie a été mis en place ? R – Nous avons un dialogue régulier avec la Russie au sujet de la Syrie. M. Jean-Yves Le Drian a commencé d'évoquer ce sujet avec son homologue et continuera de le faire dans les jours qui viennent./.

681 / 942 – Point de presse du 06/06/2017

Référence EPJ00725003  
Texte Nous sommes préoccupés par la mise en examen de Mme Valentina Tcherevatienko, présidente de l'ONG «Les Femmes du Don». Mme Valentina Tcherevatienko avait été lauréate du prix franco-allemand des droits de l'Homme en 2016, notamment pour son travail en faveur de l'apaisement entre

la Russie et l'Ukraine. Les poursuites contre Mme Tcherevatienko, confirmées le 2 juin, constituent la première affaire pénale ouverte sur le fondement de la loi russe sur les ONG «agents de l'étranger».

682 / 942 – Point de presse du 30/05/2017

Référence EPJ00722507

Texte Q – SOS Homophobie annonce que le premier réfugié tchétchène homosexuel est arrivé aujourd'hui en France, avec un visa d'urgence. Pouvez-vous confirmer ? Quel statut va avoir cet homme ? D'autres procédures sont-elles en cours ? R – Pour des raisons de sécurité et par respect de la vie privée, nous ne communiquons pas sur les situations individuelles. Nous vous renvoyons aux déclarations faites hier par le président de la République à Versailles, à l'issue de son entretien avec son homologue russe.

683 / 942 – Point de presse du 16/05/2017

Référence EPJ00717301

Texte La France salue la reprise des négociations inter-syriennes qui a lieu aujourd'hui à Genève sous l'égide des Nations unies et de l'envoyé spécial du secrétaire général, M. Staffan de Mistura, à qui elle réitère son plein soutien. La feuille de route des négociations, agréée collectivement par la communauté internationale en vue d'une véritable transition politique, est claire : le communiqué de Genève et la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies. Seule une solution politique permettra une paix durable en Syrie ; nous incitons donc les deux parties à poursuivre le dialogue de manière constructive. Le régime syrien en particulier doit faire la preuve de son engagement à négocier de bonne foi. La France, toutefois, reste vivement préoccupée par les violations répétées de la cessation des hostilités de la part du régime, ainsi que par les obstacles qui continuent d'être posés à l'accès humanitaire complet, inconditionnel et sans entrave dans le pays. Nous appelons les garants de la cessation des hostilités, la Russie et l'Iran en premier lieu, à exercer les pressions nécessaires sur le régime pour que soit mis un terme aux souffrances de la population.

684 / 942 – Point de presse du 16/05/2017

Référence EPJ00717302

Texte À l'occasion de la journée mondiale de lutte contre l'homophobie et la transphobie, la France rappelle son soutien à la défense des droits des personnes homosexuelles, bisexuelles, transgenres ou intersexuées (LGBTI). Partout dans le monde, les personnes LGBTI sont encore victimes de violences, discriminations et violations de leurs droits fondamentaux. Dans plus de 70 pays, les relations homosexuelles sont considérées comme des délits ou des crimes, passibles de peines de prison, voire de la peine de mort. La France demeure particulièrement préoccupée par les atteintes graves aux droits des personnes LGBTI, notamment les répressions et les cas de torture à leur encontre en Tchétchénie, révélées ces dernières semaines. Le 12 avril dernier la France a publiquement appelé la Fédération de Russie à condamner les réactions des autorités tchétchènes qui, en niant l'existence même de l'homosexualité ou en laissant entendre que les personnes concernées

pourraient être tuées par leurs familles, encouragent un climat d'impunité, et à ce que toute la lumière soit faite sur ces violations graves des droits de l'Homme, garantis par plusieurs instruments internationaux auxquels la Russie a librement souscrit. Elle reste mobilisée pour que ces violations des droits de l'Homme cessent. Les principes fondamentaux d'égalité en droits et en dignité doivent être respectés pour tous les individus, quelle que soit leur orientation sexuelle ou leur identité de genre. Ce combat est une priorité de notre diplomatie. La France soutient, dans le cadre de ses relations bilatérales et dans les enceintes internationales, l'objectif d'une dépénalisation universelle de l'homosexualité. Elle apporte aussi un appui direct aux acteurs de terrain et défenseurs des droits des personnes LGBTI. Comme chaque année, notre réseau diplomatique organisera ou s'associera à des manifestations communes dédiées à cette journée, et notamment à l'initiative en faveur des jeunes organisée par les Nations unies à New York (hashtag #LGBTYouth).

685 / 942 – Point de presse du 16/05/2017

Référence EPJ00717306

Texte Q – Le Département d'État a accusé le régime syrien d'avoir recours à un crématorium à Sednaya, dans le but de détruire les corps de milliers de prisonniers assassinés ces dernières années. Quelle est la réaction de la France à ces accusations ? R – La France prend connaissance avec inquiétude et horreur des informations américaines selon lesquelles le régime syrien aurait installé des crématoriums à Sednaya afin de faire disparaître les corps des prisonniers. Cette accusation est d'une extrême gravité. Le régime syrien a un lourd passif de terreur derrière lui. Les crimes qu'il a commis de façon systématique et à grande échelle sont documentés depuis le début du conflit par la commission d'enquête internationale, le dossier «César» et les organisations de la société civile, notamment par Amnesty International qui a consacré un rapport à ce sujet. La France note que c'est de cette même prison de Sednaya que le régime a sciemment libéré en 2011 ceux qui sont venus alimenter les groupes terroristes. La France demande qu'une enquête internationale soit diligentée dans les meilleurs délais sur Sednaya. Elle appelle les soutiens du régime, en particulier la Russie, à utiliser ses leviers sur Damas pour que soit enfin autorisé l'accès de la commission d'enquête internationale et que soit permis au comité international de la Croix-Rouge d'exercer son mandat de visiter les prisonniers de guerre et les internés civils en lui donnant accès aux prisons dans les plus brefs délais. La France continuera de se mobiliser pour que justice soit faite et pour que les responsables de ces crimes ne restent pas impunis./.

686 / 942 – Point de presse du 15/05/2017

Référence EPJ00716508

Texte Q – Selon des informations de presse, la France aurait refusé l'accès à son territoire à des personnes LGTBI venant de Tchétchénie. Pouvez-vous nous le confirmer ? R – La France a pris position en faveur des droits des personnes persécutées pour leur orientation sexuelle en Russie notamment par une déclaration du porte-parole du 12 avril et par une lettre conjointe que M. Jean-Marc Ayrault a adressée avec quatre de ses collègues européens (Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Pays-Bas), au ministre russe des affaires

étrangères. Sur les cas concrets, l'ambassade de France travaille, en lien étroit avec des ONG locales et en coordination avec ses partenaires européens, en soutien aux victimes LGBTI concernées. Elle est prête à examiner les demandes de visa à caractère humanitaire. Dans le cas d'espèce, aucune demande de visas n'a été présentée par les personnes concernées. Leur dossier serait bien entendu examiné rapidement si une demande venait à être déposée./.

687 / 942 – Point de presse du 05/05/2017

Référence EPJ00713701

Texte La France prend note de l'accord annoncé entre la Russie, l'Iran et la Turquie à Astana qui vise à instaurer une cessation des hostilités en Syrie. La France a constamment appelé à l'arrêt effectif des combats et des violences. Elle attend en conséquence que ces engagements se traduisent dans les faits et permettent un accès humanitaire libre, continu et sans entrave sur tout le territoire, y compris dans les zones assiégées. Elle renouvelle son souhait que cette cessation des hostilités fasse l'objet d'un suivi international, seul de nature à éviter la résurgence ultérieure des violences. La France appelle à une reprise des négociations politiques à Genève entre le régime et l'opposition sous l'égide des Nations unies. Seule une authentique transition politique, conforme à la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies, permettra de mettre un terme à la crise syrienne et de vaincre le terrorisme.

688 / 942 – Point de presse du 13/04/2017

Référence EPJ00706401

Texte Avec les États-Unis et le Royaume-Uni, la France a présenté au conseil de sécurité des Nations unies une résolution visant à marquer le soutien de la communauté internationale à l'enquête sur les circonstances de l'attaque chimique perpétrée le 4 avril à Khan Cheikhoun et à en identifier les auteurs. En dépit du caractère inacceptable de cette attaque, la Russie a opposé son veto à cette résolution. Cette décision est incompréhensible et injustifiable. Elle offre au régime syrien une caution dans son obstination meurtrière et prolonge le martyre de la population syrienne. Ce nouvel épisode ne fait que renforcer la détermination de la France à faire toute la lumière sur la barbarie du régime de Bachar al-Assad dont le peuple syrien est la première victime. La France est également résolue à préserver le régime d'interdiction des armes chimiques, ainsi que les mécanismes internationaux destinés à le mettre en oeuvre. J'appelle la communauté internationale à faire face à ses responsabilités et à prendre les décisions qui s'imposent pour mettre un terme, à travers une solution politique, à la tragédie syrienne. Pour sa part, la France ne se résignera pas.

689 / 942 – Point de presse du 12/04/2017

Référence EPJ00705805

Texte La France est préoccupée par les nombreux témoignages, relevés ces derniers jours par la presse et les ONG, faisant état de répression et de cas de torture à l'encontre des personnes homosexuelles, bisexuelles, transgenres ou intersexuées (LGBTI) en Tchétchénie. Nous appelons la Fédération de Russie



à condamner les réactions des autorités tchétchènes qui, en niant l'existence même de l'homosexualité ou en laissant entendre que les personnes concernées pourraient être tuées par leurs familles, encouragent un climat d'impunité. Toute la lumière doit être faite sur ces violations graves des droits de l'Homme, garantis par plusieurs instruments internationaux auxquels la Russie a librement souscrit. La France oeuvre sans relâche pour que l'égalité en droits et en dignité soit respectée pour tous les individus, quelle que soit leur orientation sexuelle ou leur identité de genre.

690 / 942 – Point de presse du 03/04/2017

Référence EPJ00701603

Texte Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés vient de rendre public son estimation du nombre de réfugiés syriens : plus de 5 millions de personnes, soit environ un quart de la population du pays, sont désormais réfugiés, principalement en Turquie, au Liban et en Jordanie. Avec les 6,3 millions de déplacés à l'intérieur du pays, plus de la moitié de la population syrienne a été contrainte de fuir son foyer depuis le début du conflit. Il y a donc urgence à parvenir en Syrie à une solution politique qui est seule de nature à ramener la paix et la stabilité. C'est l'objet des négociations sous l'égide des Nations unies qui doivent se poursuivre à Genève. Dans l'immédiat, le respect du cessez-le-feu et l'accès des populations civiles à l'aide humanitaire doivent être assurés. Il appartient notamment à la Russie et à l'Iran d'y inciter le régime syrien. La conférence de Bruxelles du 5 avril, à laquelle participera M. Jean-Marc Ayrault, permettra de rappeler la mobilisation de la communauté internationale et sa détermination à soutenir les réfugiés syriens et les pays qui les accueillent.

691 / 942 – Point de presse du 30/03/2017

Référence EPJ00700402

Texte M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, participera le 31 mars à la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN à Bruxelles. Les ministres des affaires étrangères prépareront le sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN qui se tiendra le 25 mai prochain. Ils réaffirmeront l'unité et la solidarité de l'alliance et l'importance de la mise en oeuvre des engagements pris lors des derniers sommets, notamment sur les dépenses de défense, la relation avec la Russie et la contribution de l'OTAN aux efforts internationaux de lutte contre le terrorisme.

692 / 942 – Point de presse du 27/03/2017

Référence EPJ00698802

Texte La France condamne la poursuite des violations de la trêve en Syrie et est préoccupée par les informations faisant état de frappes aériennes qui auraient causé la mort d'au moins 16 civils le 25 mars à Hammouriye (Damas). Nous condamnons également les violences commises par les organisations terroristes. Comme l'a souligné le 26 mars M. Staffan de Mistura, envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, le respect de la cessation des hostilités est crucial pour permettre des avancées dans les négociations

intersyriennes sous l'égide des Nations unies qui se tiennent actuellement à Genève. La communauté internationale attend de la Russie et l'Iran, garants de la cessation des hostilités, qu'ils exercent les pressions nécessaires sur le régime pour mettre un terme à ces violations et permettre un accès humanitaire sûr, complet et sans entrave à toutes les populations dans le besoin.

693 / 942 – Point de presse du 27/03/2017

Référence EPJ00698805

Texte Des manifestations contre la corruption en Russie le 26 mars ont été interdites ou ont donné lieu à de nombreuses interpellations de manifestants pacifiques. Cette situation suscite une vive préoccupation de la France. Les libertés de manifestation, de réunion, d'association et d'expression sont des libertés fondamentales que garantissent la constitution russe et les engagements internationaux auxquels la Russie a souscrit. Nous appelons les autorités russes à respecter ces engagements.

694 / 942 – Point de presse du 24/03/2017

Référence EPJ00698103

Texte Conformément aux décisions prises à Munich le 18 février par les ministres du format «Normandie», une réunion de suivi s'est tenue le 24 mars à Paris avec la participation de la France, de l'Allemagne et de l'Ukraine. La France et l'Allemagne regrettent vivement que la Russie n'ait pas été représentée à cette réunion. Il appartient à la Fédération de Russie de jouer un rôle constructif dans la mise en oeuvre des accords de Minsk, dont elle est signataire, pour le règlement durable et pacifique de la crise russo-ukrainienne. La réunion, qui s'est déroulée en présence des quatre coordinateurs des groupes de travail menés par l'ambassadeur Sajdik, représentant spécial de la présidence de l'OSCE au groupe de contact trilatéral, a permis d'améliorer la coordination entre les travaux qui se déroulent à Minsk et le format «Normandie». Plusieurs axes prioritaires de travail ont été identifiés sur les thématiques sécuritaire, politique, économique, et humanitaire. La France et l'Allemagne appellent les parties à s'engager de bonne foi dans leur mise en oeuvre rapide, sous l'égide du groupe de contact trilatéral. Nous saluons le rôle de la mission spéciale d'observation en Ukraine pour la stabilisation de la situation sur le terrain et appelons l'Ukraine et la Russie à tout faire pour permettre le plein exercice de son mandat et pour assurer la sécurité de ses observateurs et de ses personnels. Q – Pourriez-vous nous confirmer qu'une réunion ministérielle en format Normandie est prévue à Paris? R – Je vous renvoie vers la déclaration que nous venons de faire.

695 / 942 – Point de presse du 23/03/2017

Référence EPJ00697403

Texte Au moment où les négociations intersyriennes de paix doivent reprendre à Genève, la France exprime sa vive préoccupation face aux violations répétées de la cessation des hostilités et aux obstacles qui continuent d'être opposés à l'accès humanitaire complet, inconditionnel et sans entrave à toutes les populations dans le besoin. Elle appelle tous les garants de la cessation des

hostilités, la Russie et l'Iran en premier lieu, à exercer les pressions nécessaires sur le régime pour la faire respecter. Il en va de même pour les groupes armés et leurs soutiens. La France réitère son plein appui à la médiation conduite par l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Staffan de Mistura. Elle appelle les deux parties à poursuivre le dialogue. Le régime doit s'engager de bonne foi dans une négociation constructive sur la base des termes du communiqué de Genève et de la résolution 2254 du conseil de sécurité, c'est-à-dire dans la perspective de la mise en place d'une véritable transition politique.

696 / 942 – Point de presse du 21/03/2017

Référence EPJ00696203

Texte Trois ans après l'annexion illégale de la Crimée par la Fédération de Russie, la France demeure fermement attachée au plein rétablissement de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. La remise en cause des frontières est contraire au droit international. Elle constitue une menace directe pour la sécurité internationale et entraîne de graves répercussions sur l'ordre international, qui protège l'unité et la souveraineté de tous les États. C'est la raison pour laquelle la communauté internationale, l'Union européenne et la France ne reconnaissent pas l'annexion illégale de la Crimée par la Russie. La France est préoccupée par la militarisation de la péninsule et la détérioration de la situation des droits de l'Homme, affectant notamment les Tatars de Crimée. Conformément à la résolution 71/205 du 19 décembre 2016 de l'assemblée générale des Nations unies, il est primordial que les mécanismes régionaux et internationaux de surveillance des droits de l'Homme ainsi que les organisations non gouvernementales de défense des droits de l'Homme puissent accéder sans entrave à l'ensemble du territoire ukrainien, y compris la Crimée et Sébastopol. La France appelle à la libération de toutes les personnes détenues en violation du droit international.

697 / 942 – Point de presse du 03/03/2017

Référence EPJ00689306

Texte Q – Avez-vous une réaction au tout dernier veto russe à l'ONU sur les armes chimiques ? R – Je vous renvoie à la déclaration de Jean-Marc Ayrault à ce sujet : « Avec les États-Unis et le Royaume-Uni, la France a présenté au conseil de sécurité des Nations unies un projet de résolution visant à sanctionner les auteurs des attaques chimiques que le mécanisme conjoint d'enquête et d'attribution (JIM) a confirmées en Syrie. La Russie a décidé d'opposer son veto à ce texte. Il s'agit d'une lourde responsabilité vis-à-vis du peuple syrien et du reste de l'humanité. En adoptant la convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC), la communauté internationale a voulu bannir à jamais la mise au point, la fabrication, le stockage et l'emploi de telles armes de destruction massive. Ce régime de non-prolifération doit à tout prix être préservé. Il s'agit d'un enjeu essentiel pour la paix et la sécurité internationales. En Syrie, l'utilisation d'armes chimiques par le régime et par Daech, y compris contre les populations civiles, est intolérable. Il est crucial de ne pas laisser impunis les crimes de ceux qui choisissent d'utiliser de telles armes. C'est la raison pour laquelle la France a pris l'initiative, avec ses

partenaires, de ce projet de résolution. Elle regrette vivement que le conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de s'unir pour tirer les conséquences de tels actes. La France ne se résignera pas aux exactions qui continuent à s'abattre sur le peuple syrien. Elle poursuivra ses efforts, avec ses partenaires, pour lutter contre l'impunité et le recours aux armes chimiques. Elle souhaite que les Nations unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques restent pleinement mobilisées dans cette perspective.» Q – Est-ce que vous avez un commentaire sur ce qui se passe à Genève par rapport aux négociations qui traînent depuis des jours, sans issue jusqu'à aujourd'hui ? R – L'actuelle session de négociations inter-syriennes sous l'égide des Nations unies devrait s'achever d'ici la fin de la semaine. Elle a permis à l'envoyé spécial du SGNU d'engager un dialogue avec les deux parties en vue d'une transition politique, conforme à la résolution 2254 du conseil de sécurité. Nous réitérons à nouveau notre plein soutien au processus de Genève et à M. Staffan de Mistura. L'opposition réunie au sein de la délégation du Haut comité des négociations fait preuve d'une attitude constructive. Elle a formé une délégation représentative et inclusive, et s'est engagée de bonne foi dans les discussions. Il faut que le régime en fasse de même et accepte enfin de négocier sérieusement. Pour garantir la poursuite de négociations crédibles dans les semaines à venir, il faut que la cessation des hostilités soit respectée et l'accès humanitaire garanti. Nous appelons le régime à cesser ses violations répétées de la trêve et à garantir dans les faits l'acheminement sans délai de l'aide humanitaire de façon sûre, immédiate et sans entrave aux populations dans le besoin. Nous appelons ses soutiens à faire pression en ce sens. Il n'y aura pas de solution militaire au conflit. Seule une solution politique permettra une paix durable pour la Syrie. La feuille de route des négociations, agréée collectivement par la communauté internationale, est claire : le communiqué de Genève et la résolution 2254 du conseil de sécurité.

698 / 942 – Point de presse du 03/03/2017

Référence EPJ00689307

Texte Q – Les États-Unis pourraient réduire leur aide militaire à l'Ukraine. Au cas où cela s'avère vrai est-ce que pour vous cela constituerait l'occasion d'une recherche d'une solution autre que militaire ? R – Il n'y a pas d'issue militaire au conflit dans l'est de l'Ukraine. Nous considérons que la situation en Ukraine appelle un processus diplomatique efficace et réactif. Et c'est ce que nous avons mis en place avec le format dit de Normandie. Ces discussions dans ce cadre-là, ces négociations diplomatiques au plus haut niveau ont permis la mise en place des accords de Minsk. Nous souhaitons la mise en oeuvre pleine et entière de ces accords. Q – Mais nous n'en voyons pas l'issue. R – Je l'ai encore dit cette semaine lors du point presse : le «format Normandie» constitue un cadre permettant un dialogue productif et régulier dont l'objectif est de parvenir à la mise en oeuvre intégrale des accords de Minsk. Ce cadre est accepté par toutes les parties. Nos partenaires européens et les États-Unis, qui sont régulièrement informés de ses travaux, peuvent également jouer un rôle utile en incitant la Russie et l'Ukraine à tenir leurs engagements. La France les y encourage.

699 / 942 – Point de presse du 01/03/2017

Référence EPJ00687701

Texte Avec les États-Unis et le Royaume Uni, la France a présenté au conseil de sécurité des Nations unies un projet de résolution visant à sanctionner les auteurs des attaques chimiques que le mécanisme conjoint d'enquête et d'attribution (JIM) a confirmées en Syrie. La Russie a décidé d'opposer son veto à ce texte. Il s'agit d'une lourde responsabilité vis-à-vis du peuple syrien et du reste de l'humanité. En adoptant la convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC), la communauté internationale a voulu bannir à jamais la mise au point, la fabrication, le stockage et l'emploi de telles armes de destruction massive. Ce régime de non-prolifération doit à tout prix être préservé. Il s'agit d'un enjeu essentiel pour la paix et la sécurité internationales. En Syrie, l'utilisation d'armes chimiques par le régime et par Daech, y compris contre les populations civiles, est intolérable. Il est crucial de ne pas laisser impunis les crimes de ceux qui choisissent d'utiliser de telles armes. C'est la raison pour laquelle la France a pris l'initiative, avec ses partenaires, de ce projet de résolution. Elle regrette vivement que le conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de s'unir pour tirer les conséquences de tels actes. La France ne se résignera pas aux exactions qui continuent à s'abattre sur le peuple syrien. Elle poursuivra ses efforts, avec ses partenaires, pour lutter contre l'impunité et le recours aux armes chimiques. Elle souhaite que les Nations unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques restent pleinement mobilisées dans cette perspective.

700 / 942 – Point de presse du 01/03/2017

Référence EPJ00687708

Texte Q – Quelle est la position de la France sur la possibilité d'inclusion des États-Unis dans les négociations sur l'Ukraine dans le Format Normandie ? R – Le «format Normandie» constitue un cadre permettant un dialogue productif et régulier dont l'objectif est de parvenir à la mise en oeuvre intégrale des accords de Minsk. Ce cadre est accepté par toutes les parties. Nos partenaires européens et les États-Unis, qui sont régulièrement informés de ses travaux, peuvent également jouer un rôle utile en incitant la Russie et l'Ukraine à tenir leurs engagements. La France les y encourage./.

701 / 942 – Point de presse du 27/02/2017

Référence EPJ00686607

Texte La France condamne fermement la reprise des combats qui ont fait plusieurs blessés ces derniers jours dans l'est de l'Ukraine. Les observateurs de l'OSCE ont été pris pour cible et leurs équipements saisis. Nous appelons toutes les parties à la retenue et, en particulier la Russie, à user de leur influence auprès des séparatistes. Nous appelons à l'application immédiate du cessez-le-feu prévu par les accords de Minsk.

702 / 942 – Point de presse du 27/02/2017

Référence EPJ00686608

Texte Il y a deux ans, dans la nuit du 27 au 28 février 2015, Boris Nemtsov, défenseur courageux de la démocratie et de la liberté, était assassiné à Moscou. La France appelle à ce que le procès en cours en Russie fasse toute

la lumière sur ce crime.

703 / 942 – Point de presse du 20/02/2017

Référence EPJ00684306

Texte La France a pris connaissance du décret du président de la Fédération de Russie sur la reconnaissance des documents officiels émis par les autorités de facto de certaines zones des régions de Donetsk et de Lougansk. La France regrette cette décision qui n'est pas dans l'esprit des accords de Minsk. Elle appelle les autorités russes à concentrer leurs efforts et à user de leur influence sur les responsables séparatistes afin que les accords de Minsk soient mis en oeuvre sans tarder. Il s'agit de la seule manière d'apporter une solution pacifique et durable à la crise à l'Est de l'Ukraine./.

704 / 942 – Point de presse du 17/02/2017

Référence EPJ00683703

Texte M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, se rend les 17 et 18 février à la 53ème édition de la conférence de Munich sur la sécurité. La conférence se concentrera cette année sur l'avenir des relations transatlantiques et de l'OTAN, l'état de la coopération européenne en matière de sécurité et de défense et les relations avec la Russie. La crise syrienne, la sécurité en Asie-Pacifique et la « guerre de l'information » sont également à l'ordre du jour. Le ministre participera notamment à un panel sur la sécurité européenne et la relation transatlantique avec son homologue allemand, M. Sigmar Gabriel.

705 / 942 – Point de presse du 17/02/2017

Référence EPJ00683704

Texte M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, participera le 18 février 2017 à Munich à une réunion ministérielle en format « Normandie » avec ses homologues allemand, russe et ukrainien. Alors que les tensions demeurent vives à l'Est de l'Ukraine, en particulier autour de la localité de Avdiivka, la mise en oeuvre des accords de Minsk demeure une priorité absolue. Les ministres évoqueront des mesures concrètes afin d'améliorer la situation sécuritaire, notamment la poursuite du désengagement des forces le long de la ligne de contact. Le respect du cessez-le-feu doit contribuer à la mise en oeuvre de mesures humanitaires, comme l'ouverture de points de passage supplémentaires et le rétablissement des infrastructures essentielles pour la population locale. Une attention particulière sera accordée à l'échange de prisonniers, qui constitue une mesure de confiance nécessaire entre les parties. La France affirme son attachement au rôle du « format Normandie » pour la mise en oeuvre des accords de Minsk, qui sont la seule voie vers une résolution pacifique et durable de la crise entre la Russie et l'Ukraine.

706 / 942 – Point de presse du 09/02/2017

Référence EPJ00680306

Texte

La France est préoccupée par la confirmation le 8 février 2017 de la condamnation d'Alexeï Navalny à cinq ans de prison avec sursis. La Cour européenne des droits de l'Homme avait jugé en février 2016 que cette condamnation, prononcée en 2013, était contraire au droit à un procès équitable.

707 / 942 – Point de presse du 07/02/2017

Référence EPJ00679106

Texte Q – Comment pourriez-vous commenter l'information des médias russes que la reprise des combats dans l'est de l'Ukraine était programmée par les autorités de Kiev afin que cette reprise se produise le même jour que la rencontre entre M.Porochenko et Mme Merkel en Allemagne ? Selon cette information Kiev a tenté de mettre à jour la thèse de la responsabilité de la Fédération de Russie pour l'escalade des tensions dans cette région. R – Nous ne commentons pas les rumeurs. Nous avons condamné le 1er février la reprise des combats et avons rappelé que la mise en oeuvre des accords de Minsk, pour laquelle la France reste pleinement engagée dans le cadre du «format Normandie», est la seule voie possible pour la résolution du conflit.

708 / 942 – Point de presse du 01/02/2017

Référence EPJ00676702

Texte La France condamne fermement la reprise des combats qui ont fait plusieurs victimes ces derniers jours dans l'Est de l'Ukraine, notamment à Avdiivka. Nous appelons toutes les parties à la retenue et, en particulier la Russie, à user de son influence auprès des séparatistes. Nous appelons à l'application immédiate du cessez-le-feu prévu par les accords de Minsk. Comme nous l'avons rappelé avec notre partenaire allemand hier à l'OSCE, nous soutenons les efforts de la Mission d'observation de l'OSCE et du Centre conjoint pour le contrôle du cessez-le-feu (JCCC) pour parvenir au plus vite à une désescalade. Nous appelons le JCCC à garantir l'accès et la sécurité des observateurs de l'OSCE à Avdiivka ainsi que dans l'ensemble des zones relevant de son mandat. La France est également très préoccupée par l'aggravation de la situation humanitaire dans l'Est de l'Ukraine. Nous exhortons les parties à garantir le plus rapidement possible l'accès des populations civiles à l'eau et à l'électricité. La mise en oeuvre des accords de Minsk, pour laquelle la France reste pleinement engagée dans le cadre du «format Normandie», est la seule voie possible pour la résolution du conflit. Q – Comment pouvez-vous commenter le développement de la situation en région de Donetsk, notamment en Avdeevka (Avdiivka), où il y a un regain d'affrontements militaires, une dizaine de personnes ont été tuées depuis dimanche dans des combats près de cette ville ? R – Je vous renvoie à ma déclaration à ce sujet.

709 / 942 – Point de presse du 19/01/2017

Référence EPJ00671603

Texte La France est préoccupée par les menaces proférées par le président du parlement de la République de Tchétchénie, à l'encontre du rédacteur en chef du journal «Caucasian Knot», Grigori Chvedov. La France rappelle son

engagement en faveur de la liberté d'expression, de la liberté de la presse et de la protection des journalistes partout dans le monde. Nous appelons les autorités russes, conformément à leurs engagements internationaux, à garantir la liberté d'expression et à assurer la protection des journalistes, notamment ceux du «Caucasian Knot».

710 / 942 – Point de presse du 17/01/2017

Référence EPJ00670405

Texte Q – Sergei Lavrov a dit ce matin qu'il avait des informations comme quoi certains pays européens voulaient saboter les négociations syriennes à Astana parce qu'ils n'étaient pas invités. Que pensez-vous de ces propos ? R – La réunion d'Astana est conjointement préparée par la Russie et la Turquie. Nous avons compris qu'elle avait pour objectif de consolider la cessation des hostilités et de préparer la reprise des négociations le 8 février à Genève, sous l'égide de l'envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie, M. Staffan de Mistura. M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, s'est entretenu le 15 janvier avec son homologue turc, M. Mevlüt Cavusoglu. Il lui a confirmé le soutien de la France aux objectifs affichés par les organisateurs de cette réunion et a insisté sur l'importance d'une représentation large et crédible de l'opposition. Il a réaffirmé l'importance d'engager une négociation en vue d'une transition politique sur la base du communiqué de Genève et de la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies. Le respect de ce cadre internationalement agréé est indispensable./.

711 / 942 – Point de presse du 30/12/2016

Référence EPJ00664601

Texte Q – Avez-vous une réaction sur l'expulsion des 35 diplomates russes des États-Unis ? R – Nous avons pris note de la décision de l'administration américaine. La France suit elle-même de façon permanente et avec la plus grande vigilance tout ce qui pourrait attenter à sa souveraineté et l'expression régulière et démocratique de celle-ci./.

712 / 942 – Point de presse du 20/12/2016

Référence EPJ00661001

Texte C'est avec consternation que j'ai pris connaissance de l'attaque qui a coûté ce soir la vie à l'ambassadeur de la Fédération de Russie à Ankara, Andreï Karlov, et fait plusieurs blessés. La France condamne cet acte abject. Rien ne saurait justifier la violence et le terrorisme. J'exprime mes condoléances à la famille de l'ambassadeur et, dans cette terrible épreuve, ma solidarité à la Russie et à la Turquie. Q – Après l'assassinat de l'ambassadeur russe en Turquie et après les coups de feu qui ont visé l'ambassade des États-Unis à Ankara, est-ce que la France envisage d'adopter des nouvelles mesures pour assurer la protection des diplomates étrangers ? R – Conformément à la convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961, la France prend toutes les mesures appropriées afin d'assurer la sécurité de toutes les missions diplomatiques présentes sur le territoire français et leur personnel. L'intensité de ces mesures dépend de l'évaluation de la menace



pesant sur ces missions.

713 / 942 – Point de presse du 13/12/2016

Référence EPJ00658001

Texte Alors que le martyre d'Alep se poursuit, de nombreuses allégations d'exactions commises par les forces favorables au régime de Bachar al-Assad nous parviennent: assassinats de sang froid de familles entières au motif qu'elles seraient réputées proches de l'opposition ; exécutions sommaires, notamment de femmes et d'enfants ; personnes brûlées vives dans leurs maisons ; poursuite du ciblage systématique des hôpitaux, de leur personnel et de leurs patients... De telles atrocités révoltent les consciences. Plus que jamais, il y a urgence à faire cesser les hostilités à Alep. Les soutiens du régime, à commencer par la Russie, ne peuvent pas laisser faire et admettre cette logique de vengeance et de terreur systématique sans prendre le risque d'en être complices. Toute la lumière doit être faite sur les souffrances infligées aux populations civiles à Alep. J'appelle les Nations unies à utiliser sans délai tous les mécanismes, qui permettent d'établir la vérité sur ce qui se passe à Alep et à la communauté internationale de faire en sorte que ces crimes ne restent pas impunis. Q – Est-ce que vous avez des informations sur l'éventuelle utilisation d'armes chimiques sur des civils dans la province de Hama ? R – La France est vivement préoccupée par les informations faisant état d'une nouvelle attaque chimique qui serait intervenue dans la province de Hama le 12décembre et aurait fait de nombreuses victimes civiles, dont des enfants. Si ces faits sont avérés, cette attaque est constitutive de crimes de guerre. La France est déterminée à ne pas laisser les responsables d'attaques chimiques impunis. À la suite des deux rapports du JIM (mécanisme d'enquête conjoint des Nations unies et de l'OIAC sur l'emploi d'armes chimiques en Syrie), qui confirment très clairement l'emploi d'armes chimiques par le régime syrien et par Daech dans au moins trois cas, la France entend poursuivre les discussions avec ses partenaires du conseil de sécurité des Nations unies en vue de l'adoption d'une résolution visant à sanctionner les auteurs de telles attaques. Q – Le président François Hollande a soutenu hier, à l'issue de son entretien avec Riad Hijab qu'«il n'y aura pas d'impunité par rapport à ce qui se passe en Syrie». Or, quelques heures après, Alep a connu une des plus violentes nuits de son histoire avec la dernière offensive du régime permettant à ce dernier la reprise de la quasi-totalité de la ville. La communauté internationale a-t-elle usé de tous les moyens pour rétablir le cessez-le-feu ? Que peuvent faire les pays affinitaires dorénavant pour que l'opposition ne fasse pas de «concessions» face au régime ? R – Au sujet de la situation à Alep, je vous renvoie à la déclaration faite ce matin par M. Jean-Marc Ayrault.

714 / 942 – Point de presse du 08/12/2016

Référence EPJ00656202

Texte M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, se rend à Copenhague et à Helsinki les 8 et 9 décembre. À Copenhague, il s'entretiendra avec son nouvel homologue danois, M. Anders Samuelsen, et rencontrera les milieux économiques et culturels danois. Il se recueillera sur les lieux de l'attentat du 14 février 2015 et rendra hommage aux victimes, accompagné de l'ambassadeur François Zimeray, présent lors de la

fusillade. M. Jean-Marc Ayrault se rendra ensuite à Helsinki, où il sera reçu par le président de la République, M. Sauli Niinistö, et par son homologue, M. Timo Soini. Cette visite permettra notamment de faire le point sur l'actualité européenne en amont du conseil européen du 15 décembre, et en particulier sur la politique de sécurité et de défense commune et les relations avec la Russie.

715 / 942 – Point de presse du 08/12/2016

Référence EPJ00656205

Texte Q – Bachar al-Assad rejette votre appel (France, US, UK, etc.) pour une trêve à Alep Est et la Russie ne voit pas un grand potentiel pour du progrès dans les discussions avec John Kerry jeudi. La voie par le conseil de sécurité reste bloquée. Où va-t-on maintenant en Syrie ? Quid pour sauver la population civile à Alep ? Q – La population d'Alep est confinée à un espace vital très limité depuis la dernière offensive du régime syrien. Les initiatives internationales pour Alep restent limitées comme le prouve l'exemple du double veto russe et chinois à un projet de résolution du conseil de sécurité. La France envisage-t-elle de lancer une nouvelle initiative dans l'objectif de mettre fin au massacre de la population civile à Alep ? R – Comme l'a rappelé M. Jean-Marc Ayrault le 7 décembre, la priorité de la France est de mettre fin au drame humanitaire et de reprendre les négociations en vue d'une transition politique sur la base de la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies. Dans les circonstances actuelles, la France réitère plus que jamais son appel à la cessation des hostilités et à un accès humanitaire immédiat, complet et sans entrave, à toutes les personnes qui en ont besoin. Pour mettre un terme à cette situation désastreuse, la France est mobilisée au sein des instances des Nations unies pour favoriser toute initiative permettant d'apporter une réponse humanitaire. Cette mobilisation se traduira notamment par l'accueil à Paris, le 10 décembre, d'une réunion ministérielle du groupe des pays «affinitaires».

716 / 942 – Point de presse du 06/12/2016

Référence EPJ00654901

Texte Un projet de résolution, qui visait à instaurer un cessez-le-feu et à rétablir l'accès immédiat et sans entrave de l'aide humanitaire, n'a pu être adopté par le conseil de sécurité des Nations unies, du fait d'un nouveau veto de la Russie. Face à une situation humanitaire d'une gravité exceptionnelle en Syrie, marquée par la situation dramatique à Alep, la France a soutenu ce texte sans hésitation. Je déplore que, du fait de l'obstruction de la Russie, le conseil de sécurité des Nations unies ne soit toujours pas en mesure d'assumer ses responsabilités à l'égard des populations civiles en Syrie qui font face à la folie destructrice du régime de Bachar al-Assad, comme des groupes terroristes, à commencer par Daech. Depuis le début de la crise syrienne, la France estime que seule une solution politique permettra de remettre la Syrie sur le chemin de la paix et de la stabilité. L'escalade militaire est, à l'inverse, une impasse qui ne fait qu'aggraver les souffrances des populations et nourrir le terrorisme. Il est urgent de créer les conditions pour une reprise des négociations en vue d'une transition politique. Comme je l'ai déjà indiqué à plusieurs reprises, la France ne se résignera pas. Elle reste pleinement mobilisée, avec ses

partenaires, pour arrêter le martyre d'Alep. C'est dans cet esprit que j'accueillerai, samedi 10 décembre à Paris, une réunion ministérielle des pays affinitaires.

717 / 942 – Point de presse du 18/11/2016

Référence EPJ00647704

Texte M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, s'est entretenu au téléphone le 17 novembre avec son homologue russe, M. Sergueï Lavrov. Il a réaffirmé la volonté de la France de poursuivre le dialogue avec la Russie sur l'ensemble des sujets internationaux et bilatéraux. Les deux ministres ont évoqué la situation en Ukraine et la poursuite des négociations pour la mise en oeuvre des accords de Minsk, dans la perspective d'une prochaine réunion ministérielle en format Normandie. M. Jean-Marc Ayrault a réitéré la vive préoccupation de la France à l'égard de la situation en Syrie alors que des bombardements du régime et de ses soutiens ont repris. Il a renouvelé l'appel de la France à la cessation des hostilités, à l'accès humanitaire sans entrave et à la reprise d'un processus politique en vue d'une transition sur la base de la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies. Il a souligné l'importance de donner une suite au rapport du mécanisme d'enquête et d'attribution des armes chimiques (JIM) en Syrie. Les deux ministres ont également évoqué la situation au Haut-Karabagh et la nécessité de poursuivre les efforts de paix au Proche-Orient.

718 / 942 – Point de presse du 17/11/2016

Référence EPJ00647101

Texte M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, reçoit aujourd'hui son homologue azerbaïdjanais, M. Elmar Mammadyarov. L'entretien portera sur nos relations bilatérales ainsi que sur les efforts pour trouver une solution négociée, pacifique et durable au conflit du Haut-Karabagh dans le cadre de la médiation de la coprésidence du groupe de Minsk, dont la France fait partie aux côtés des États-Unis et de la Russie.

719 / 942 – Point de presse du 16/11/2016

Référence EPJ00646405

Texte Mme Dunja Mijatovic, représentante pour la liberté des médias de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), a été reçue le 15 novembre au ministère des affaires étrangères et du développement international. Cet entretien a permis de faire le point sur la situation des journalistes et des médias dans les pays membres de l'OSCE, notamment dans les pays en proie à des conflits, ainsi qu'en Russie et en Turquie. La France apprécie le travail de Mme Dunja Mijatovic dans sa mission de veille et de soutien aux journalistes et aux médias. Leur indépendance est un des principes essentiels de la démocratie et a toute sa place au coeur des missions de l'OSCE.

720 / 942 – Point de presse du 03/11/2016

Référence EPJ00641304

Texte La France est préoccupée par la mise sous scellés du bureau d'Amnesty International à Moscou le 2 novembre. La France appelle les autorités russes à s'assurer qu'Amnesty International, ainsi que les autres organisations internationales de défense des droits de l'Homme, puissent poursuivre leurs activités.

721 / 942 – Point de presse du 24/10/2016

Référence EPJ00637204

Texte Nous avons appris avec émotion l'accident d'hélicoptère en Russie qui a coûté la vie le 22 octobre à dix-neuf personnes selon le dernier bilan en date. La France présente ses condoléances aux proches des victimes de ce drame et souhaite un prompt rétablissement aux blessés. Nous assurons la Russie de notre solidarité dans cette épreuve.

722 / 942 – Point de presse du 19/10/2016

Référence EPJ00635306

Texte Q – La Russie aurait accusé mercredi l'aviation belge d'avoir tué six civils suite à des bombardements dans la région d'Alep. Les autorités françaises possèdent-elles des informations sur cet incident ? R – Nous n'avons aucun élément d'information à ce sujet.

723 / 942 – Point de presse du 19/10/2016

Référence EPJ00635307

Texte Q – Est ce que la Russie et l'Iran sont invitées pour participer à la réunion du jeudi 20 octobre ? Si non, pourquoi leur participation n'est pas incluse ? R – Comme l'a indiqué M. Jean-Marc Ayrault, la réunion ministérielle pour la stabilisation de Mossoul réunit à Paris les partenaires de l'Irak engagés dans les efforts de stabilisation, notamment dans le cadre de la coalition de lutte contre Daech, ainsi que l'ensemble des pays voisins de l'Irak. À ce titre, il a été convenu hier que l'Iran serait invité.

724 / 942 – Point de presse du 13/10/2016

Référence EPJ00632701

Texte M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, s'est entretenu aujourd'hui au téléphone avec son homologue russe M. Sergueï Lavrov. Il a réaffirmé la volonté de la France de poursuivre son dialogue avec la Russie, en toute franchise. Les deux ministres ont échangé sur la situation en Syrie. M. Jean-Marc Ayrault a marqué l'urgence de sortir de l'impasse actuelle et, pour cela, de parvenir à un arrêt des bombardements sur Alep afin de permettre l'accès de l'aide humanitaire et d'ouvrir la perspective d'une reprise des négociations en vue d'une solution politique. Les deux ministres ont également évoqué l'Ukraine, alors que se tient à Minsk une réunion au niveau des hauts fonctionnaires pour examiner les progrès à accomplir dans la mise en oeuvre des accords de Minsk.

725 / 942 – Point de presse du 12/10/2016

Référence EPJ00632201

Texte La France condamne le bombardement qui a coûté la vie le 10 octobre à cinq personnes, dont des enfants, dans une école de Der'aa. Elle rappelle l'obligation qui incombe à tous les combattants de respecter impérativement le droit humanitaire international et d'épargner les civils. Q – Quand peut-on envisager une réunion du groupe international de soutien à la Syrie ? R – La France est ouverte à toute réunion qui permettrait d'apporter des réponses à la situation dramatique à Alep. La Russie copréside avec les États-Unis le groupe international de soutien à la Syrie. Il lui appartient, le cas échéant, de prendre l'initiative de demander une réunion de ce groupe. Nous rappelons que la Russie, seule, a opposé son veto au projet de résolution franco-espagnol visant à répondre à l'urgence à Alep. Pour autant, la France poursuit son dialogue avec la Russie sur la crise syrienne.

726 / 942 – Point de presse du 07/10/2016

Référence EPJ00630502

Texte La France rend hommage à la journaliste russe Anna Politkovskaïa, assassinée il y a dix ans à Moscou. L'ambassadrice chargée des droits de l'Homme prendra part à une cérémonie d'hommage organisée à Paris cet après-midi. La France rappelle à cette occasion son engagement en faveur de la liberté d'expression, la liberté de la presse et la protection des journalistes partout dans le monde. Nous sommes préoccupés par la recrudescence des attaques visant des journalistes et professionnels des médias, y compris en Russie. À cet égard, la France a appris avec inquiétude l'arrestation en Russie, le 30 septembre, du journaliste ukrainien Roman Souchtchenko, accrédité auprès de notre ministère depuis 2011, en tant que correspondant permanent de l'agence Ukrinform en France. Nous appelons la Russie à clarifier les raisons de son arrestation et à permettre aux autorités consulaires ukrainiennes de rencontrer M. Souchtchenko comme le prévoient les conventions internationales.

727 / 942 – Point de presse du 07/10/2016

Référence EPJ00630507

Texte Q – M. Lavrov a annoncé une visite de M. Poutine en France le 19 octobre. M. Ayrault ne l'a pas confirmée. Pouvez-vous nous éclairer sur ce point? R – S'agissant de la visite d'un chef d'État, je vous renvoie vers la présidence de la République. Q – Comment voyez-vous les relations entre la France, l'Union européenne et la Russie dans le contexte actuel? R – Le ministre a eu l'occasion, récemment, de répondre à cette question devant les étudiants de l'école internationale de l'Institut d'études politiques de Paris. Je le cite: «je suis persuadé qu'il est possible de bâtir un partenariat durable avec la Russie, qui est un grand pays et avec lequel nous avons un destin commun. Et, là aussi, il faut persévérer dans la voie du dialogue, ne jamais renoncer à rechercher par la négociation la solution aux crises qui nous affectent. C'est ce que nous continuons à faire, avec notre partenaire allemande, dans le cadre du format «Normandie», pour apaiser les tensions dans l'est de l'Ukraine.» Q – Peut-on dire que la réunion qui doit se tenir à New York pour le règlement de la crise syrienne est la dernière chance aujourd'hui avant la destruction d'Alep? R – Nous voulons tout faire pour éviter la destruction d'Alep. Il y a encore des

blocages mais nous voulons travailler avec les autorités russes et avec les autres membres du conseil de sécurité pour aboutir à l'adoption d'une résolution. Je pense que c'est indispensable, c'est le message qu'a apporté hier Jean-Marc Ayrault à Moscou, c'est le message qu'il porte à Washington aujourd'hui. Q – Est-ce qu'il y a un plan B en cas de non-accord? R – La priorité aujourd'hui c'est la résolution au conseil de sécurité.

728 / 942 – Point de presse du 06/10/2016

Référence EPJ00629501

Texte Alors que les bombardements sur Alep se poursuivent, Jean Marc Ayrault sera jeudi 6 octobre à Moscou et vendredi 7 octobre à Washington. Cette tournée s'inscrit dans le cadre des efforts de la France pour aboutir à l'adoption par le conseil de sécurité des Nations unies d'une résolution ouvrant la voie à un cessez-le-feu à Alep et à l'accès des populations à l'aide humanitaire dont elles ont tant besoin. Q – Envisagez-vous des nouvelles sanctions ou mesures contre la Russie à cause de ses actions en Syrie ? R – M. Jean-Marc Ayrault se rend aujourd'hui à Moscou pour rencontrer son homologue Sergueï Lavrov et aura l'occasion de s'exprimer devant la presse. Ce déplacement s'inscrit dans le cadre des efforts de la France pour aboutir à l'adoption, par le conseil de sécurité des Nations unies, d'une résolution sur la situation dramatique en Syrie. Notre priorité est d'ouvrir la voie à un cessez-le-feu à Alep et dans le reste du pays ainsi que l'acheminement immédiat sans entrave de l'aide humanitaire aux Syriens.

729 / 942 – Point de presse du 04/10/2016

Référence EPJ00628308

Texte Q – Le ministre a dit hier soir qu'il n'a pas exclu la possibilité de sanctions au Congo. Est-ce que la possibilité de sanctions est en discussion au niveau européen ? R – Il est nécessaire d'agir pour empêcher une dégradation de la situation en République démocratique du Congo. Notre objectif est, en ligne avec la résolution 2277 du conseil de sécurité des Nations unies adoptée à l'unanimité en mars 2016, le respect de l'ordre constitutionnel et la relance du dialogue politique sur la base la plus inclusive et consensuelle, en vue d'organiser l'élection présidentielle dans le délai le plus court possible. Dans ce contexte, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ont rappelé depuis le 23 mai 2016 la responsabilité individuelle de tous les acteurs «d'agir dans le strict respect de l'État de droit et des droits de l'Homme, faute de quoi ils auraient à en assumer les conséquences». La France souhaite que l'Union européenne utilise tous les moyens à sa disposition, y compris, si nécessaire et en fonction de l'évolution de la situation, le recours à des mesures de sanctions contre ceux qui se seraient rendus coupables de graves violations des droits de l'Homme ou qui feraient obstacles à une sortie de crise consensuelle, pacifique et respectueuse de l'aspiration du peuple congolais à élire ses représentants. Je rappelle à cet égard les propos tenus par le ministre hier soir sur TV5 : «Je ne suis pas opposé aux sanctions, cela nous arrive d'en mettre en oeuvre. On en a pris aussi bien, par exemple, pour la Russie concernant la situation en Ukraine, on le fait pour la Corée du Nord. Donc, s'il faut passer par les sanctions, on passera par les sanctions. Mais j'appelle aussi à la raison. Ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir à Kinshasa doivent

prendre leurs responsabilités. S'ils veulent la paix dans leur pays, s'ils veulent le bien de leur peuple, alors, ils respecteront leur Constitution. Il faut vite trancher cela, car je crois qu'il y a un vrai danger.».

730 / 942 – Point de presse du 04/10/2016

Référence EPJ00628309

Texte Q – Les États-Unis ont annoncé qu'ils suspendaient les discussions avec la Russie visant à établir un cessez-le-feu en Syrie. Est-ce que vous soutenez cette décision ? R – Comme l'a rappelé hier M. Jean-Marc Ayrault sur TV5, la France porte actuellement une résolution au conseil de sécurité des Nations unies pour favoriser le rétablissement de la cessation des hostilités, permettre un accès humanitaire libre, complet et sans entrave et mettre en place un mécanisme de surveillance des violations de la trêve et du droit international public. À chacun de prendre désormais ses responsabilités.

731 / 942 – Point de presse du 03/10/2016

Référence EPJ00627604

Texte La France appuie pleinement l'initiative humanitaire européenne d'urgence annoncée par la haute représentante Federica Mogherini, et le commissaire Christos Stylianides pour Alep. La population civile d'Alep est prise pour cible par le régime et ses soutiens – la Russie au premier chef. Les souffrances sont indicibles. Les hôpitaux et les acteurs humanitaires sont visés. Les besoins sont immenses. Il est urgent que l'aide humanitaire – des aliments, de l'eau, des médicaments – puisse être apportée aux populations à l'est d'Alep : le convoi humanitaire annoncé par la haute représentante devrait permettre d'atteindre 130.000 personnes. Nous appelons la Russie à faire le nécessaire pour que les blocages à l'accès humanitaire soient levés. L'évacuation des blessés et des malades doit également être permise.

732 / 942 – Point de presse du 30/09/2016

Référence EPJ00627507

Texte Q – Où en est-on concernant la résolution pour l'utilisation d'armes chimiques en Syrie ? R – Nous demeurons mobilisés sur ce sujet en relation avec nos partenaires et sommes déterminés à tirer, au conseil de sécurité, les conséquences des conclusions du JIM. Q – C'est le seul texte en cours de discussion ? R – Il y a un projet de résolution en cours de discussion au conseil de sécurité relatif au cessez-le-feu et à un mécanisme de surveillance collective de sa mise en oeuvre. Le travail se poursuit sur ce sujet avec nos partenaires du CSNU. Q – Sur le texte qui va être proposé au P5 aujourd'hui, est-ce que c'est sous chapitre 7 ? R – Je ne peux pas répondre précisément s'agissant de textes en cours de discussion... Q – Hier le porte-parole du Département d'État aux États-Unis a indiqué, vu que la situation avec la Russie s'est compliquée sur le volet diplomatique, qu'ils allaient maintenant étudier d'autres options, non diplomatiques, pour essayer de faire avancer ce dossier. Est-ce que c'est quelque chose que la France envisage aussi ? R – Pour le moment notre travail se concentre sur l'adoption d'une résolution au conseil de sécurité. C'est la priorité pour nous. C'est ce qu'a rappelé le ministre hier. Nous pensons qu'il faudrait une réaction forte du conseil de sécurité face

à la dégradation de la situation à Alep. Il faut que la communauté internationale, à travers cet organe central du maintien de la paix et de la sécurité qu'est le conseil de sécurité, s'exprime. Q – C'est la France ou un ensemble de pays qui présentent le texte ? R – L'important n'est pas la paternité du texte. Ce que je peux vous dire, c'est que nous avons discuté avec nos partenaires de ce sujet pendant la semaine de l'assemblée générale des Nations unies et que nous continuons à travailler avec eux. Il faut arriver à créer au sein du conseil de sécurité une unanimité ou en tout cas une force d'entraînement d'une grande majorité d'États membres pour essayer de convaincre la Russie de rejoindre ce texte. Q – Mais s'il s'agit de trouver un mécanisme de surveillance de la trêve le problème c'est qu'il n'y a plus de trêve. R – Aujourd'hui il n'y en a pas. C'est précisément pour revenir à une trêve que nous proposons une résolution du conseil de sécurité.

733 / 942 – Point de presse du 29/09/2016

Référence EPJ00626405

Texte La France salue la publication du rapport de la commission d'enquête conjointe concernant la destruction du vol MH17. Il constitue une étape décisive dans l'établissement des faits et des responsabilités qui ont conduit à ce crime odieux. Nous appelons la Fédération de Russie à coopérer à l'enquête qui doit se poursuivre dans les prochains mois, conformément à l'invitation qui lui a été faite, de manière constructive et transparente. La France se tiendra aux côtés des États membres de la commission d'enquête conjointe pour faire en sorte que les responsables répondent de leurs actes devant la justice, conformément à la résolution 2166 adoptée le 21 juillet 2014 par le conseil de sécurité des Nations unies./.

734 / 942 – Point de presse du 26/09/2016

Référence EPJ00624501

Texte À la demande de la France, des États-Unis et du Royaume-Uni, le conseil de sécurité se réunit aujourd'hui en urgence. Cette réunion doit permettre d'ouvrir la perspective d'un arrêt des combats qui font rage à Alep et qui mettent à nouveau à l'épreuve la population de cette ville martyre. Le régime de Bachar al-Assad a manifestement fait le choix de l'escalade militaire, alors que chacun sait qu'il n'y aura pas d'autre solution au conflit en Syrie que politique. J'en appelle donc à ses soutiens, la Russie et l'Iran, à se ressaisir et à faire preuve de responsabilité en mettant un coup d'arrêt à cette stratégie qui conduit à l'impasse. Sinon la Russie et l'Iran seront complices des crimes de guerre commis à Alep. Il appartient au conseil de pousser en faveur d'une cessation immédiate des hostilités, d'abord à Alep, et de permettre ainsi un accès de la population à l'aide humanitaire, dont elle a tant besoin. Comme je l'ai proposé, cette semaine dans toutes les réunions consacrées à la Syrie en marge de l'assemblée générale des Nations unies, il faut également accompagner cette trêve d'un mécanisme de suivi qui permette de créer l'indispensable confiance grâce à la mobilisation de tous les États du groupe international de soutien à la Syrie prêts à y contribuer. Face à la gravité du drame en cours à Alep, il n'y a plus de temps à perdre pour sauver la population tant éprouvée de nouvelles souffrances. Il s'agit pour tous les membres du conseil de sécurité d'un moment de vérité. Mon vœu le plus cher est que chacun soit à la hauteur de



ses responsabilités.

735 / 942 – Point de presse du 19/09/2016

Référence EPJ00621201

Texte M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, s'est entretenu samedi 17 septembre avec le ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov. Les deux ministres ont fait le point sur la situation à l'Est de l'Ukraine, suite au déplacement des deux ministres français et allemand sur place il y a quelques jours. Le ministre a marqué la nécessité de mettre en oeuvre les accords de Minsk, à commencer par un cessez-le-feu complet assorti d'un retrait effectif des armes et d'avancées sur le volet politique. Les deux ministres ont également évoqué la situation en Syrie. M. Ayrault a souligné l'importance qui s'attache au respect de la cessation des hostilités et à un accès complet des populations à l'aide humanitaire dont elles ont besoin, en particulier à Alep. C'est ainsi qu'il sera possible de réunir les conditions pour une reprise des négociations politiques en vue d'une transition, sur la base de la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies. Dans la perspective de l'ouverture des travaux de la 71ème session de l'Assemblée générale des Nations unies, la semaine prochaine à New York, à laquelle ils participeront, les deux ministres ont, enfin, eu un échange sur le processus de paix au Proche-Orient et les efforts de la communauté internationale en vue de sa relance.

736 / 942 – Point de presse du 19/09/2016

Référence EPJ00621207

Texte Q – Reconnaissez-vous la légitimité des élections législatives organisées par la Russie en Crimée ? R – La France ne reconnaît ni la légitimité de l'organisation, ni les résultats du scrutin qui s'est tenu en Crimée le 18 septembre. Notre position est claire et constante : comme l'Union européenne et l'ensemble de la communauté internationale, la France ne reconnaît pas l'annexion illégale de la Crimée./.

737 / 942 – Point de presse du 14/09/2016

Référence EPJ00619304

Texte Q – Est-ce que les États-Unis ont partagé avec vous le contenu de l'accord avec la Russie sur la Syrie ? Compte tenu de l'accord russo-américain sur la Syrie et la nécessité de le mettre en place, est-ce que vous acceptez que l'idée d'une résolution au conseil de sécurité condamnant le gouvernement syrien et l'état islamique sur l'utilisation des armes chimiques devra attendre indéfiniment ? R – Tout au long de sa négociation, l'accord russo-américain a fait l'objet d'échanges avec les États-Unis et la Russie. Les contacts se poursuivent avec nos partenaires. L'assemblée générale des Nations unies sera l'occasion de continuer la discussion et de faire le point sur la mise en oeuvre de cet accord qui doit déboucher sur une cessation des hostilités, un accès humanitaire pour les populations et l'enclenchement d'un processus politique qui permette la transition prévue par la résolution 2254 du conseil de sécurité. L'interdiction des armes chimiques est un principe fondamental. A la suite du rapport de la mission d'enquête conjointe (JIM), qui a établi les

responsabilités du régime syrien et de Daech dans l'utilisation de ces armes en Syrie, les consultations se poursuivent activement avec nos partenaires pour que les responsables soient sanctionnés./.

738 / 942 – Point de presse du 09/09/2016

Référence EPJ00617805

Texte Q – Avez-vous un commentaire sur ce que l'on nous annonce comme un accord russo-américain ? R – M. Jean-Marc Ayrault a participé mercredi à Londres à une réunion du groupe des pays «affinitaires» sur la Syrie. Il a eu l'occasion de dire à quel point ce processus de discussions entre les États-Unis et la Russie était important. L'été a encore été meurtrier en Syrie, y compris avec l'utilisation d'armes chimiques. Il faut mettre fin au bain de sang en Syrie et parvenir à une cessation des hostilités qui soit effectivement respectée sur le terrain, ce qui implique d'obtenir des garanties du régime. Il y a évidemment l'urgence à permettre un accès humanitaire à toutes les populations ; c'est une priorité pour la France. La cessation des hostilités devra nécessairement être suivie de négociations aboutissant à une transition politique, telle que prévue par le Conseil de sécurité des Nations unies./.

739 / 942 – Point de presse du 07/09/2016

Référence EPJ00616004

Texte La France a pris connaissance de la décision du ministère russe de la justice d'inscrire le centre Levada sur la liste des «agents de l'étranger», qui conduit son directeur à suspendre ses activités. Le centre Levada est internationalement reconnu pour la qualité de ses études. Plus de 140 organisations de la société civile russe ont été touchées par des procédures depuis l'entrée en vigueur de cette loi en 2012. Nous exprimons également notre inquiétude à la suite de l'inspection menée le 5 septembre auprès de l'ONG «Mémorial international», unanimement respectée, qui pourrait conduire à sa désignation comme «agent de l'étranger». Nous rappelons notre attachement aux libertés fondamentales, notamment la liberté d'association, d'opinion et d'expression, partout dans le monde.

740 / 942 – Point de presse du 06/09/2016

Référence EPJ00615308

Texte Q – Comment est-ce que la réunion proposée par la Russie sur le Proche-Orient rentre dans la perspective de l'initiative française et où en êtes-vous avec les groupes de travail pour éventuellement tenir une réunion avec les parties prenantes avant la fin de l'année ? R – La logique de l'initiative de paix pour le Proche-Orient, lancée par la France, est de susciter une mobilisation renouvelée de la communauté internationale sur la question israélo-palestinienne, comme l'a illustré la réunion ministérielle du 3 juin dernier à Paris, présidée par Jean-Marc Ayrault, qui avait réuni une trentaine de pays et d'organisations internationales. Tous les efforts visant à renouer le dialogue entre les parties sont les bienvenus. La France veille aujourd'hui, au côté de tous ses partenaires, à la bonne articulation de ces efforts dans l'objectif de préparer une nouvelle conférence avec les parties d'ici la fin de l'année./.

741 / 942 – Point de presse du 25/08/2016

Référence EPJ00610207

Texte Q – La Russie organise des élections parlementaires en septembre. Des représentants de la Crimée annexée sont impliqués dans la campagne électorale. Quatre d'entre eux seront élus à la chambre basse du Parlement russe. Est-ce que la France entend reconnaître les résultats de leur élection et la légitimité des députés de Crimée ? Est-ce que vous avez un commentaire sur ce sujet ? R – Lors de son entretien téléphonique avec le président russe et la chancelière allemande du 16 août, le président de la République a rappelé la position constante de la France qui est que l'annexion de la Crimée est illégale.

742 / 942 – Point de presse du 17/08/2016

Référence EPJ00607202

Texte Q – Quelle est votre réaction sur l'utilisation de l'aérodrome de Hamedan en Iran par la Russie pour frapper des positions jihadistes en Syrie ? R – La France est avant tout préoccupée par la multiplication des bombardements russes au-dessus de zones densément peuplées, qui causent un nombre croissant de victimes civiles. Nous appelons le régime syrien et ses soutiens au respect de la cessation des hostilités pour atténuer les souffrances du peuple syrien, permettre la reprise de négociations intersyriennes crédibles et mettre en place une transition politique conforme au communiqué de Genève et à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies./.

743 / 942 – Point de presse du 12/08/2016

Référence EPJ00605901

Texte Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, s'est entretenu, ce 11 août 2016, au téléphone, avec son homologue russe Sergueï Lavrov. Les deux ministres ont eu un échange de vues sur la situation en Ukraine ainsi qu'en Syrie. Jean-Marc Ayrault a souligné l'importance pour l'Ukraine et la Russie de résoudre, par le dialogue, les récentes tensions au sujet de la situation en Crimée en évitant toute escalade. Il a réaffirmé que la France, au côté de l'Allemagne, poursuivra ses efforts visant à la mise en oeuvre du paquet de mesures de Minsk dans le cadre du format Normandie. S'agissant de la situation en Syrie, il a rappelé la nécessité d'une cessation, immédiate, des hostilités, qui seule rendra possible la reprise, sans délai, des négociations politiques. En ce qui concerne la ville d'Alep, il a insisté sur l'impératif de mettre fin aux bombardements contre les populations civiles, notamment ceux visant les hôpitaux, ainsi que sur l'urgence à permettre le passage de l'aide humanitaire. Les deux ministres ont enfin évoqué les dernières négociations sur le conflit du Haut-Karabakh.

744 / 942 – Point de presse du 22/07/2016

Référence EPJ00597602

Texte La France est préoccupée par les nouvelles informations d'organisations non gouvernementales selon lesquelles des violations graves des droits de l'Homme auraient été commises par toutes les parties dans le sud-est de

l'Ukraine. Nous plaçons sans relâche en faveur de l'échange de tous les prisonniers selon le principe de «tous contre tous», agréé à Minsk le 12 février 2015. La France appelle l'ensemble des parties à respecter leurs engagements internationaux en matière de droits de l'Homme et de droit international humanitaire. Nulle personne ne doit faire l'objet de détention arbitraire, de disparition forcée, ni être sujette à la torture, quelles que soient les circonstances. Les parties doivent garantir aux organisations humanitaires un accès entier à l'ensemble des populations affectées par le conflit. La Russie doit en particulier user de son influence pour garantir aux organisations humanitaires un accès plein et sans entrave à toutes les personnes détenues par les autorités de facto de certaines zones des régions de Donetsk et Louhansk. La France, aux côtés de l'Allemagne, poursuivra ses efforts visant à la mise en oeuvre des accords de Minsk.

745 / 942 – Point de presse du 13/07/2016

Référence EPJ00594007

Texte Q – Pourriez-vous nous confirmer que les deux plus grands voiliers du monde, les Sedov et Kruzenshtern, qui vont participer aux Fêtes maritimes de Brest, sont sous la protection juridique de l'État français et donc ne peuvent pas être saisis par des huissiers de justice grâce à une décision du ministre des affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, et de la ministre de la culture, Audrey Azoulay ? R – Le Sedov et le Kruzenshtern participeront à la 7ème édition des Fêtes maritimes internationales de Brest 2016. En vertu de l'article 61 de la loi n° 94-679 du 8 août 1994, «les biens culturels prêtés par une puissance étrangère, une collectivité publique ou une institution culturelle étrangères, destinés à être exposés au public en France, sont insaisissables pour la période de leur prêt à l'État français ou à toute personne morale désignée par lui.» En conséquence, un arrêté de la ministre de la culture et de la communication et du ministre des affaires étrangères et du développement international, en date du 27 juin 2016, dispose que ces voiliers sont insaisissables pendant leur séjour en France, du 11 juillet 2016 au 22 juillet 2016.

746 / 942 – Point de presse du 08/07/2016

Référence EPJ00592205

Texte La France condamne l'offensive menée par le régime syrien et ses soutiens afin d'encercler la partie d'Alep tenue par l'opposition. Cette offensive contrevient à la cessation des hostilités actée par la résolution 2268 du conseil de sécurité des Nations unies et intervient également en violation du régime de calme annoncé par le régime syrien lui-même à l'occasion de l'aïd al-fitr. Elle démontre une nouvelle fois que le régime et ses soutiens sont engagés dans une dangereuse fuite en avant militaire emportant des conséquences toujours plus grandes en nombre de morts, de déplacés, de réfugiés. La France appelle solennellement : – au respect de la cessation des hostilités et à l'arrêt immédiat des bombardements contre les civils ; – à un accès humanitaire libre et sans entrave ; – et à une solution politique durable pour mettre un terme au conflit. C'est le sens de la résolution 2254 adoptée à l'unanimité du conseil de sécurité des Nations unies. C'est aussi le sens du communiqué du groupe international de soutien à la Syrie du 17 mai, qui appelle à la mise en place d'un

gouvernement de transition au 1er août. Les soutiens du régime, au premier rang desquels la Russie, ont engagé leur responsabilité sur cette échéance.

747 / 942 – Point de presse du 05/07/2016

Référence EPJ00590606

Texte Q – M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, a reçu hier son homologue ukrainien, M. Pavlo Klimkine, pour un entretien. Quels sont les sujets discutés par les deux ministres ? Est-ce que vous avez un commentaire sur ce sujet ? R – Je vous renvoie à ma déclaration d'hier sur le sujet. Les deux ministres ont examiné la mise en oeuvre des accords de Minsk et les relations bilatérales entre nos deux pays. Q – Quand aura lieu la prochaine réunion en format Normandie ? R – La date de la prochaine réunion en «format Normandie» dépend des progrès de la mise en oeuvre des accords de Minsk. Q – Press rapporte qu'un groupe de parlementaires français va visiter la Russie et la Crimée occupée. Quelle est la réaction officielle de la diplomatie française à ces intentions ? R – La position de la France est claire et constante : avec l'Union européenne et l'ensemble de la communauté internationale, la France ne reconnaît pas l'annexion illégale de la Crimée. Toute initiative tendant à s'écarter de cette position est à proscrire et n'engage en aucun cas les autorités françaises.

748 / 942 – Point de presse du 28/06/2016

Référence EPJ00587301

Texte M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, recevra le 29 juin son homologue russe, M. Sergueï Lavrov, pour un déjeuner de travail. Les ministres feront le point sur notre coopération bilatérale, en particulier dans les domaines économique et culturel. Ils évoqueront les principales crises régionales, notamment la Syrie, l'Ukraine et le Haut-Karabagh. Les discussions porteront également sur l'initiative pour la paix au Proche-Orient. Un point de presse conjoint sera organisé à l'issue.

749 / 942 – Point de presse du 17/06/2016

Référence EPJ00583311

Texte Q – Quelles est votre réaction concernant les incidents diplomatiques avec la Russie causés par des hooligans? R – Il n'y a pas d'incidents diplomatiques. Comme l'a indiqué le 15 juin à Brandebourg M. Jean-Marc Ayrault, «quelle que soit leur nationalité, qu'ils soient Russes, qu'ils soient Français, qu'ils soient Britanniques, Allemands, tous ceux qui viennent, viennent pour la fête du football. Cela vaut pour les Russes, les Britanniques, que la justice française traite de la même façon. Et la majorité d'entre eux se comporte pacifiquement, dignement, avec l'amour du sport. Quelques-uns, malheureusement, se comportent mal et pour différentes raisons rentrent dans un processus de violences que nous ne pouvons pas accepter. Il ne s'agit donc pas de polémiquer, il s'agit de ne montrer du doigt personne, aucun pays en particulier.» Le message et l'attitude des autorités françaises face à cette catégorie très marginale de personnes, c'est la fermeté, quelle que soit la nationalité, et y compris pour les Français. Il n'y a pas de place dans l'Euro pour la violence. L'Euro est une fête du sport, au service du rapprochement

des peuples. Q – La France aurait demandé à tous les pays de donner une liste des noms des hooligans. Est-ce que la Russie a donné une liste? R – Nous coopérons avec tous les pays, dont la Russie, parce qu'aucun État n'a intérêt à ce que des individus violents viennent perturber un événement sportif de cette importance./.

750 / 942 – Point de presse du 16/06/2016

Référence EPJ00582607

Texte Q – La Russie a convoqué hier l'ambassadeur français à Moscou et cela suite à l'arrestation de supporters russes par les autorités françaises. Quelle est votre réaction ? R – M. Jean-Marc Ayrault s'est exprimé sur ce sujet hier à l'occasion de son déplacement en Allemagne./.

751 / 942 – Point de presse du 15/06/2016

Référence EPJ00582005

Texte Nous saluons la libération le 14 juin de Iouri Solochenko et Guennadi Afanassiev et leur retour sur le territoire ukrainien. C'est un geste important sur la voie de la pleine mise en oeuvre des accords de Minsk, qui doit intervenir le plus rapidement possible. La France est mobilisée avec l'Allemagne, au sein du «format Normandie», en faveur d'une résolution du conflit en Ukraine. Nous appelons les parties à continuer à procéder à l'échange de l'ensemble des prisonniers, en priorité des personnes les plus vulnérables.

752 / 942 – Point de presse du 13/06/2016

Référence EPJ00580702

Texte M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, présidera le 14 juin un événement de présentation de la feuille de route nationale sur l'Arctique, en présence de M. Michel Rocard, ancien Premier ministre et ambassadeur chargé des pôles, de scientifiques, d'élus, de représentants d'entreprises et d'ONG. Cette feuille de route est l'aboutissement de travaux menés sous l'impulsion de Michel Rocard depuis 2013 pour renforcer la contribution de la France à la coopération internationale dans cette région et pour mieux nous coordonner avec nos partenaires, notamment les cinq États riverains de l'océan Arctique (États-Unis, Canada, Danemark, Norvège et Fédération de Russie). La France est active, notamment au sein du forum de coopération intergouvernemental du conseil de l'Arctique, ainsi que dans plusieurs enceintes techniques et scientifiques. La zone arctique, en rapide évolution avec le recul des glaces du fait du réchauffement climatique et l'ouverture à terme de nouvelles routes océaniques, est d'un très grand intérêt scientifique, environnemental, économique et stratégique. La France plaide pour l'application de normes environnementales élevées à cet écosystème unique.

753 / 942 – Point de presse du 09/06/2016

Référence EPJ00579707

Texte Q – Le Sénat a adopté hier une résolution sur les sanctions de l'UE contre la Russie. Avez-vous un commentaire à ce sujet ? R – Nous prenons note de

l'adoption par le Sénat de la «résolution européenne relative aux mesures restrictives imposées par l'Union européenne à la Fédération de Russie». Nous restons pleinement engagés, avec l'Allemagne au sein du «format de Normandie», en faveur de la pleine mise en oeuvre des accords de Minsk et de la résolution du conflit dans l'est de l'Ukraine.

754 / 942 – Point de presse du 24/05/2016

Référence EPJ00573106

Texte Q – Comment expliquez-vous la présence à Paris d'un ministre russe figurant sur la liste des personnalités frappées de sanctions? R – M. Alexandre Tkachev, ministre russe de l'agriculture, a été invité par une organisation internationale ayant son siège en France, l'organisation internationale de la santé animale (OIE), à participer à une réunion multilatérale. L'accès au territoire français de M.Alexandre Tkachev s'inscrit dans le cadre des obligations internationales et européennes de la France, en tant que pays hôte de l'OIE./.

755 / 942 – Point de presse du 17/05/2016

Référence EPJ00570001

Texte M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger, se rend à Moscou du 17 au 19 mai pour soutenir les relations économiques entre nos deux pays. À l'occasion de son déplacement, M. Matthias Fekl s'entretiendra notamment avec M. Vassili Nebenzia, vice-ministre des affaires étrangères, M. Ilia Chestakov, vice-ministre de l'agriculture, Mme Alla Manilova, vice-ministre de la culture, et M. Mikhaïl Chvydkoï, représentant spécial du président Vladimir Poutine pour la coopération culturelle internationale. Il rencontrera aussi des représentants de la communauté d'affaires française en Russie ainsi que des entrepreneurs français et russes dans les domaines du tourisme, du sport, de l'agriculture et de l'aéronautique. M. Matthias Fekl discutera également avec des représentants du monde de la culture et de la société civile. Il rencontrera la communauté française et prononcera une allocution devant les étudiants de l'Académie présidentielle russe pour l'économie nationale et l'administration publique (RANEPA).

756 / 942 – Point de presse du 28/04/2016

Référence EPJ00563606

Texte Q – L'Assemblée nationale débat aujourd'hui d'une proposition sur la levée éventuelle des sanctions contre la Russie. Comment le Quai d'Orsay réagit-il à cette proposition? Estimez-vous que les conditions sont réunies, notamment en Ukraine, pour la mise en oeuvre d'une telle proposition ? R – Nous prenons note de l'adoption ce jour, par l'Assemblée nationale, d'une résolution invitant le gouvernement à lever les mesures restrictives imposées par l'Union européenne à la Russie. Le gouvernement est conscient des responsabilités qui incombent à la France en tant que membre de l'Union européenne et du format Normandie. Les sanctions de l'Union européenne sont et restent liées à la mise en oeuvre des accords de Minsk. La prochaine discussion sur leur renouvellement devra en tenir compte. Il importe à cette occasion de préserver

l'unité européenne, condition de notre efficacité./.

757 / 942 – Point de presse du 19/04/2016

Référence EPJ00559607

Texte Q – Kiev a condamné hier à 14 ans de prison deux soldats russes présumés. Quelle est votre réaction suite à cette décision ukrainienne ? R – Je vous rappelle que M. Jean-Marc Ayrault a, à l'issue de la réunion des ministres des affaires étrangères en format Normandie du 3 mars, indiqué qu'avec ses homologues ils avaient «appelé à la libération et à l'échange de tous les prisonniers et de toutes les personnes détenues illégalement d'ici le 30 avril 2016». Nous comprenons que les présidents Poutine et Porochenko ont évoqué hier ce sujet.

758 / 942 – Point de presse du 18/04/2016

Référence EPJ00558901

Texte M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, se rendra à Moscou le 19 avril 2016. Il sera reçu par le président Vladimir Poutine et par son homologue russe, M. Sergei Lavrov. Lors de cette première visite à Moscou en tant que ministre des affaires étrangères, il évoquera nos relations bilatérales et les principales crises, notamment en Syrie, en Libye et en Ukraine, ainsi que des tensions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur le Haut-Karabagh. S'agissant de l'Ukraine, les deux ministres feront le point sur l'évolution de la situation depuis la réunion ministérielle en format de Normandie du 3 mars et discuteront des prochaines étapes pour la mise en oeuvre des accords de Minsk. M.Ayrault exprimera à son homologue sa préoccupation devant les combats qui se poursuivent sur le terrain. M. Jean-Marc Ayrault rencontrera également la communauté d'affaires française et plusieurs organisations de la société civile.

759 / 942 – Point de presse du 15/04/2016

Référence EPJ00558308

Texte Q – Pour la visite du ministre à Moscou mardi, avez-vous des détails, y va-t-il seul ou avec M. Steinmeier ? R – Cette visite s'effectue dans un cadre bilatéral. Nous vous présenterons son programme complet lors du point de presse de lundi.

760 / 942 – Point de presse du 14/04/2016

Référence EPJ00557705

Texte Q – Une date a-t-elle été fixée pour la visite du ministre à Moscou ? R – Nous travaillons avec les autorités russes à l'organisation d'une visite du ministre à Moscou. Nous vous en informerons le moment venu.

761 / 942 – Point de presse du 13/04/2016

Référence EPJ00557105

Texte Nous sommes préoccupés par la détérioration de l'état de santé de Mme Nadia Savtchenko, qui mène une grève de la faim et de la soif depuis huit jours. Mme Nadia Savtchenko a été condamnée



le 22 mars à 22 ans de prison par un tribunal russe. Nous appelons les autorités russes à mettre en oeuvre leurs engagements internationaux, y compris les accords de Minsk, en libérant immédiatement Nadia Savtchenko. Nous appelons également la Russie à autoriser urgemment la délivrance de l'assistance médicale internationale demandée par Mme Nadia Savtchenko. Q – Le gouvernement néerlandais a annoncé hier les résultats officiels du référendum sur l'Ukraine. Étant donné le rôle central de la France dans l'UE, à votre avis, comment les résultats du référendum auront une incidence sur l'association de l'Ukraine avec l'Union européenne ? R – Le président de la République s'est exprimé sur ce sujet le 7 avril à Metz, à l'occasion d'une conférence de presse conjointe avec Mme Merkel. Je vous renvoie à ses déclarations (<http://www.elysee.fr/chronologie/#e12813,2016-04-07,conseil-des-ministres-franco-allemand-3>).

762 / 942 – Point de presse du 05/04/2016

Référence EPJ00553601

Texte M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, a appelé lundi 4 avril après-midi son homologue azerbaïdjanais, M. Elmar Mammadyarov, au sujet de la situation au Haut-Karabagh. Il s'était également entretenu samedi 2 avril avec son homologue arménien M. Edward Nalbandian. Le ministre a fait part à ses interlocuteurs de notre préoccupation face aux combats en cours sur la ligne de contact, a marqué que le conflit du Haut-Karabagh ne saurait être résolu par la force et a appelé à une cessation immédiate des hostilités. Il a confirmé la détermination de la France à poursuivre ses efforts dans le cadre de sa coprésidence avec les États-Unis et la Russie du groupe de Minsk pour aider à trouver une solution durable et pacifique à ce conflit. Avec l'accord des parties, les coprésidents américain, français et russe du groupe de Minsk se rendront dans les prochains jours à Bakou, à Erevan ainsi que dans le Haut-Karabagh. Q – Au sujet du conflit entre la République d'Arménie et la République d'Azerbaïdjan, le gouvernement français parle-t-il aux autorités du Nagorno-Karabagh ? R – La France, coprésidente du groupe de Minsk en charge de la médiation entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, n'a jamais reconnu le Haut-Karabagh en tant qu'entité indépendante, pas plus que comme partie du territoire de la république d'Arménie. Nous n'entretenez pas de contacts bilatéraux avec les autorités de fait de ce territoire. La France, coprésidente du groupe de Minsk, reste mobilisée dans la recherche d'une solution pacifique au conflit du Haut-Karabagh.

763 / 942 – Point de presse du 04/04/2016

Référence EPJ00553004

Texte Q – Quelles mesures la France a-t-elle prises en tant que membre du Groupe de Minsk pour calmer les tensions dans le Haut-Karabagh ? R – Par la voix du président de la République, les autorités françaises ont appelé à un cessez-le-feu au Haut-Karabagh samedi 2 avril. M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, s'est entretenu au téléphone ce même jour avec son homologue arménien M. Edward Nalbandian. Il lui a fait part de notre vive préoccupation face aux combats en cours sur la ligne de contact, a souligné qu'il n'y aurait pas de solution militaire et a appelé à une cessation immédiate des hostilités. Il a rappelé l'urgente nécessité de trouver une solution pacifique durable. Il a confirmé à son homologue la détermination de la France à poursuivre à cette

fin ses efforts dans le cadre de sa coprésidence avec les États-Unis et la Russie du Groupe de Minsk. M. Ayrault s'entretiendra cet après-midi par téléphone avec son homologue azerbaïdjanais M. Elmar Mammadyarov, auquel il adressera les mêmes messages de la part de la France. Les co-présidents du groupe de Minsk, l'ambassadeur Pierre Andrieu et ses homologues américain et russe, ont également condamné le recours à la force et appelé au respect du cessez-le-feu. Ils se réuniront le 5 avril à Vienne avec le groupe de Minsk et participeront au conseil permanent de l'OSCE.

764 / 942 – Point de presse du 31/03/2016

Référence EPJ00551705

Texte La France condamne les attentats perpétrés au Daguestan les 29 et 30 mars 2016, revendiqués par Daech, qui ont fait un mort et deux blessés. Nous adressons nos condoléances à la famille de la victime et nous exprimons notre solidarité avec la Fédération de Russie.

765 / 942 – Point de presse du 29/03/2016

Référence EPJ00550608

Texte Q – Pourriez-vous nous dire quelques mots sur la visite à Moscou de l'envoyé spécial de la France M. Pierre Vimont prévue pour le début d'avril ? R – Au titre de ses fonctions d'envoyé spécial du ministre pour la préparation d'une conférence internationale de relance du processus de paix, M. Pierre Vimont a débuté ces dernières semaines des consultations avec nos partenaires ainsi qu'avec les parties. Il se rendra à ce titre prochainement à Moscou pour approfondir les discussions avec la Russie, qui a un rôle important à jouer en tant que membre du Quartet./.

766 / 942 – Point de presse du 23/03/2016

Référence EPJ00548804

Texte Mme Nadia Savtchenko, députée ukrainienne, a été condamnée le 22 mars 2016 à 22 ans de prison par un tribunal russe. Des membres de notre ambassade et de celles d'autres partenaires de l'Union européenne ont assisté à son procès. Nous appelons les autorités russes à tenir pleinement compte des préoccupations suscitées par le déroulement de ce procès, conformément aux engagements qui sont les leurs de respecter l'État de droit et les libertés fondamentales. Dans ce contexte, nous appelons à nouveau toutes les parties au processus de Minsk à procéder à la libération de tous les prisonniers, selon le principe agréé à Minsk de «tous contre tous». Nous demandons en particulier à la Russie de libérer Mme Savtchenko, dont la santé est par ailleurs préoccupante. Q – Un tribunal russe a annoncé hier le verdict prononcé contre la pilote ukrainienne Nadia Savchenko. Quelle est la réaction officielle de la France ? R – Je vous renvoie à la déclaration que je viens de faire sur ce sujet.

767 / 942 – Point de presse du 22/03/2016

Référence EPJ00548206

Texte Q – Les autorités russes ont interdit l'entrée de la Russie à des membres de l'Assemblée parlementaire l'Europe participant au groupe de travail trilatéral sur la libération des prisonniers, dont la députée de

Gerashchenko. Est-ce que cette décision est une violation directe des accords de Minsk avec la Russie ? R – S'agissant de cet incident, je vous renvoie vers les autorités ukrainiennes. Sur le fond, notre position est bien connue : nous appelons toutes les parties à poursuivre la libération des prisonniers, selon le principe agréé à Minsk de «tous contre tous». Q – Le tribunal russe aujourd'hui dans le cas du pilote ukrainien Nadia Savchenko. Quelle sera la réaction officielle de la France ? R – Nous attendons la connaissance du verdict concernant Mme Savtchenko. Nous nous sommes exprimés le 14 mars sur la situation préoccupante (pour plus d'informations: <http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=...>).

768 / 942 – Point de presse du 21/03/2016

Référence EPJ00547604

Texte Nous avons appris avec beaucoup d'émotion le tragique accident, ce matin, d'un avion qui reliait Dubaï à Rostov-sur-le-Don. La France présente ses condoléances aux familles des 62 victimes. Nous assurons la Russie, les Émirats arabes unis et tous les pays touchés par ce drame, de notre solidarité dans l'épreuve.

769 / 942 – Point de presse du 15/03/2016

Référence EPJ00545108

Texte Q – Avez-vous une réaction sur la décision de la Russie de commencer le retrait des militaires russes de Syrie à partir d'aujourd'hui ? Le président Poutine a ordonné hier aux forces russes de se retirer de la Syrie. Quelle est votre réaction suite à cette décision ? Un journal libanais a révélé ce matin qu'une partie des forces du Hezbollah est en train de se retirer de la Syrie. Avez-vous des informations à ce sujet ? R – Nous avons pris note des annonces du président Poutine. Si elles se traduisent dans les faits, il s'agirait d'une évolution positive. Tout ce qui contribue à la désescalade en Syrie doit être encouragé. Cela suppose que les armes se taisent afin qu'une véritable négociation s'engage en vue d'une transition en Syrie. C'est ce à quoi nous travaillons avec les Nations unies et l'ensemble de nos partenaires.

770 / 942 – Point de presse du 14/03/2016

Référence EPJ00544506

Texte Q – Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, a reçu dimanche 13 mars au Quai d'Orsay ses homologues allemand, américain, britannique, italien ainsi que Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Ils ont évoqué notamment la situation en Ukraine. Est-ce que les participants ont discuté de la situation des prisonniers ukrainiens en Russie, en particulier de la pilote ukrainienne Nadia Savchenko, qui a déclaré une grève de la faim, alors que les autorités russes ne considèrent pas que les accords de Minsk s'appliquent à elle et à d'autres prisonniers ? Quelle solution efficace peut être trouvée dans ce contexte, compte tenu des partenaires européens et américains ? R – Lors de la réunion ministérielle que M. Jean-Marc Ayrault a présidée le 13 mars, les participants ont fait le point sur l'application des accords de Minsk. Comme vous le savez, la France appelle toutes les parties à poursuivre la libération des prisonniers, dont Mme Nadia Savtchenko, selon le

principe agréé à Minsk de «tous contre tous».

771 / 942 – Point de presse du 11/03/2016

Référence EPJ00544005

Texte M. Jean–Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, participera le 14 mars à Bruxelles au conseil des affaires étrangères, dont l'ordre du jour prévoit des échanges sur les points suivants : – Iran : les ministres feront le point sur le respect par l'Iran de ses obligations au titre de l'accord de Vienne et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, ainsi que sur les relations entre l'Iran et l'Union européenne ; – Processus de paix au Proche–Orient : M. Jean–Marc Ayrault présentera à ses collègues européens le résultat de ses contacts, notamment à l'occasion de sa visite en Égypte, avec les partenaires arabes, au sujet de l'initiative française sur le processus de paix ; – Libye : les ministres échangeront avec M. Martin Kobler, représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies. Ils feront le point sur la situation politique et notamment la mise en place urgente du gouvernement d'unité nationale. La question de sanctions individuelles européennes contre ceux qui entravent sa prise de fonction sera discutée ; – Russie : les ministres feront le point sur les relations entre l'Union européenne et la Russie, en insistant sur la nécessité de poursuivre une relation fondée à la fois sur la fermeté et le dialogue ; – République centrafricaine : un concept de gestion de crise sera présenté aux ministres. C'est la première étape d'un processus permettant, d'ici l'été, de déployer dans ce pays une opération européenne militaire de conseil et de formation des forces armées centrafricaines.

772 / 942 – Point de presse du 09/03/2016

Référence EPJ00542607

Texte Q – Votre homologue russe, porte–parole du MAE de la Fédération de Russie a déclaré hier que la pilote ukrainienne, parlementaire et membre de l'APCE Nadiya Savtchenko, ne fait pas partie de la catégorie des personnes soumises à la libération immédiate selon les accords de Minsk. Quelle est la position de la France sur ce sujet ? Est–ce que Paris souhaite une réunion du Conseil de sécurité pour évoquer ce sujet ? Comment Paris interprète les dispositions de Minsk dans le cadre de la libération des personnes retenues illicitement sur le territoire russe sur le principe de tous pour tous ? R – Notre position est bien connue : nous demandons à la Russie de ne pas retenir plus longtemps les personnes retenues illicitement sur son territoire, en particulier Mme Nadia Savtchenko dont l'état de santé est préoccupant. D'une manière générale, nous appelons toutes les parties à poursuivre la libération des prisonniers, selon le principe agréé à Minsk de «tous contre tous».

773 / 942 – Point de presse du 07/03/2016

Référence EPJ00541610

Texte Q – Quel est votre commentaire sur la situation de Mme Nadia Savtchenko, désormais en grève de la faim ? R – La France est préoccupée par l'état de santé de Mme Nadia Savtchenko, pilote ukrainienne détenue en Russie, en grève de la faim et de la soif depuis le 3 mars. Il appartient à la Russie,

conformément aux accords de Minsk et comme les ministres des affaires étrangères du format Normandie l'ont rappelé à Paris la semaine dernière, de faire preuve de transparence sur son état de santé et de ne pas détenir plus longtemps les personnes retenues illicitement sur son territoire, notamment Mme Nadia Savtchenko./.

774 / 942 – Point de presse du 04/03/2016

Référence EPJ00541001

Texte Mesdames et Messieurs, Nous nous sommes réunis ce soir dans le format dit «de Normandie» afin d'examiner les propositions qui nous ont été soumises par l'OSCE. Ces propositions avaient été évoquées lors de la dernière réunion ministérielle qui s'était tenue à Munich au début du mois de février. Ces discussions avaient porté sur trois points spécifiques qui ont fait l'ordre du jour ce soir : la consolidation d'un cessez-le-feu effectif, les modalités des élections locales dans le Donbass et la sécurisation de ces élections. Les discussions se sont déroulées dans un climat direct, franc où les mots de chacun ont été prononcés sans langue de bois, mais ont permis d'avancer sur un certain nombre de questions essentielles. D'abord, sur la consolidation du cessez-le-feu : il y a plusieurs aspects à considérer. D'abord, le cessez-le-feu proprement dit passe aussi par le retrait des armes. Nous avons appelé les parties à réaffirmer publiquement leur engagement à s'abstenir de toute utilisation d'armes dans la zone de sécurité, y compris à des fins d'entraînement. À cet égard, nous avons salué l'accord trouvé à Minsk hier dans le cadre du groupe trilatéral de contact et nous avons appelé à sa mise en oeuvre rapide. Nous avons appelé les parties à fournir toutes les informations nécessaires au suivi et à la vérification effective par l'OSCE du retrait de toutes les armes lourdes, et cela sans délai. Nous avons aussi appelé les parties à achever le retrait des armes lourdes. Je l'ai évoqué à plusieurs reprises dans cette intervention ; cela a été un des sujets de cette discussion qui, finalement, s'est bien passée. En ce qui concerne, maintenant, le suivi effectif, le contrôle et la coordination de ce cessez-le-feu, des engagements ont également été pris. Nous avons appelé les parties à assurer à la MSOU, la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine, un accès intégral et sans restriction. Nous avons appelé à ce que le JCCC, centre conjoint de contrôle et de coordination, puisse identifier les responsables des violations et veiller à ce que soient prises les mesures nécessaires pour les empêcher d'agir de nouveau. Nous avons appelé à l'établissement, d'ici le 30 avril 2016, en lien avec la MSOU de l'OSCE, d'un mécanisme de prévention et de règlement des incidents. En ce qui concerne, enfin, les aspects humanitaires et socio-économiques, nous nous sommes réjouis de l'accord trouvé, hier, également à Minsk sur le déminage, et nous avons appelé à sa mise en oeuvre rapide et complète. Nous avons appelé à un accès sans restriction, sans encombre de l'aide humanitaire internationale à la population civile qui en a besoin dans les zones affectées par le conflit. Jusqu'à présent, une grande partie des ONG n'a plus aucun accès : il était important qu'un engagement soit pris sur ce point ce soir. Nous avons, en outre, appelé à la libération et à l'échange de tous les prisonniers et de toutes les personnes détenues illégalement d'ici le 30 avril 2016. L'accès de la Croix Rouge internationale à l'ensemble des détenus liés au conflit doit également être garanti. J'aborde le deuxième grand thème : les modalités de la tenue des élections locales dans le

Donbass. Nous avons examiné les propositions préparées par l'OSCE portant en particulier sur le système électoral, l'administration des élections et le rôle et la participation des partis politiques. Nous avons souligné l'importance de l'élaboration et de l'adoption d'une loi électorale par le parlement et le gouvernement ukrainiens, afin de permettre la tenue des élections locales et nous avons souhaité que ces élections locales aient lieu avant la fin du premier semestre 2016, conformément à la séquence adoptée par les chefs d'État et de gouvernement à Paris le 2 octobre dernier. Les ministres ont discuté des solutions de compromis sur les modalités d'organisation de ces élections. D'ailleurs, des propositions ont été faites par le groupe de travail politique de l'OSCE et nous avons réaffirmé l'importance du respect de la loi ukrainienne électorale et des standards internationaux pour l'organisation de ces élections. Enfin, troisième sujet à l'ordre du jour de nos discussions ce soir : la sécurisation des élections. Sur ce point, nous avons appelé l'OSCE à nous fournir, d'ici le 31 mars, des options concrètes, pratiques, pour une sécurisation adéquate des élections ; sécurisation qui relève avant tout, il est vrai, de la responsabilité des parties mais, en même temps, nous avons considéré qu'il ne pouvait pas y avoir d'élections si la sécurité n'était pas assurée. Comme vous l'observez, ces discussions ont été relativement longues mais les discussions approfondies qui ont eu lieu ce soir l'ont été, encore une fois, dans un climat franc et direct et avec une volonté d'avancer, même si nous avançons pas à pas. Nous avons avancé sur des points concrets et c'était mon objectif. Nous avons évité, comme je l'ai dit, de refaire l'histoire. Nous sommes partis des accords de Minsk, c'est en quelque sorte notre feuille de route, et nous devons, pour parvenir à un résultat effectif, rester fortement mobilisés. En tout cas, c'est ma conviction ce soir. Nous avons fixé un certain nombre d'objectifs et un calendrier de travail pour les semaines qui viennent afin de continuer d'oeuvrer dans le cadre du format «Normandie» parce que c'est la bonne méthode. En même temps, à chaque fois, il faut franchir une nouvelle étape. Rien ne serait pire que de se réunir pour rien, ce qui n'est pas le cas ce soir. Notre objectif – en tout cas, c'était celui de Frank-Walter Steinmeier et de moi-même en nous rendant à Kiev il y a quelques jours –, c'est de trouver des solutions à ce conflit particulièrement difficile. La Russie et l'Ukraine doivent prendre toute leur part à la réussite de ces engagements. Nous savons qu'il y a encore beaucoup d'efforts à faire dans cette direction et pour la réussite du processus, mais nous sommes confiants parce qu'il y a une volonté, en tout cas il y a une volonté en organisant cette réunion à Paris – il y en aura sûrement d'autres. En tout cas ce soir nous avons franchi une étape. Nous en aurons encore à franchir, mais c'est la bonne voie, c'est le bon chemin et nous allons continuer avec la plus grande fermeté et la plus grande clarté. Merci.

775 / 942 – Point de presse du 02/03/2016

Référence EPJ00539905

Texte Q – Le représentant du gouvernement régional de France – Christian Estrosi (Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Président de la Métropole Nice Côte d'Azur) a appelé Yalta, ville de Crimée, partie de la Fédération de Russie. Est-ce que vous avez un commentaire sur à ce sujet ?  
 R – La position de la France est claire et constante : avec l'Union européenne et l'ensemble de la communauté internationale, la France ne reconnaît pas l'annexion illégale de la Crimée. Cette initiative d'un élu local n'engage en rien

le gouvernement français. Q – Pour la réunion de demain en «format Normandie», quel dispositif y aura-t-il pour la presse ? R – Un communiqué technique va être diffusé prochainement. Il est prévu que M. Jean-Marc Ayrault s'exprime devant la presse à l'issue de la réunion./.

776 / 942 – Point de presse du 29/02/2016

Référence EPJ00538903

Texte Nous avons appris avec émotion qu'une série d'explosions dans la mine de Severnaïa, au nord de la Russie, a fait au total 36 morts, dont 6 sauveteurs. Dans ces circonstances douloureuses, la France exprime ses condoléances aux familles des victimes, aux autorités et au peuple russes.

777 / 942 – Point de presse du 19/02/2016

Référence EPJ00535106

Texte La France prend note des livraisons humanitaires dans cinq zones assiégées en Syrie. Mais ce premier pas reste insuffisant : un accès continu et sans aucune restriction à toutes les populations dans le besoin doit être garanti, conformément au droit international humanitaire et aux demandes répétées du Conseil de sécurité des Nations unies, y compris dans sa résolution 2254. Plus de 500.000 personnes sont assiégées, en majorité par le régime syrien, et 4,6 millions ne reçoivent que très peu d'assistance humanitaire. Nous rappelons que l'usage de la famine comme arme de guerre est constitutif d'un crime de guerre. La France reste très préoccupée par l'escalade dangereuse du conflit, en particulier à Alep, et par les atteintes intolérables commises contre les populations civiles, les hôpitaux et les écoles. Elle appelle solennellement le régime et ses alliés, dont la Russie, à cesser leurs attaques contre les civils et à mettre en oeuvre les engagements pris à Munich, le 11 février, de cesser les hostilités aujourd'hui, et de reprendre les discussions sur la transition politique sous l'égide de l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies, M. Staffan de Mistura.

778 / 942 – Point de presse du 16/02/2016

Référence EPJ00533205

Texte Q – Soutenez-vous la proposition de Mme Angela Merkel et qui est celle de créer une zone d'exclusion aérienne en Syrie ? R – Comme l'a rappelé hier M. Jean-Marc Ayrault, l'urgence va à l'application de la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies et des décisions prises par le groupe international de soutien à la Syrie le 11 février en faveur de la cessation des hostilités. Pour y parvenir, il est impératif que le régime syrien et la Russie cessent leurs bombardements à l'encontre des populations civiles. Nous avons avec les autorités allemandes un dialogue étroit sur la crise syrienne. M. Jean-Marc Ayrault aura l'occasion de faire le point très prochainement sur ce sujet avec son homologue allemand./.

779 / 942 – Point de presse du 15/02/2016

Référence EPJ00532607

Texte

Q – Comment évaluez-vous l'exécution de l'accord de Minsk-2 sur terrain aujourd'hui? R – Le paquet de mesures pour la mise en oeuvre des accords de Minsk, conclu le 12 février 2015, a permis une baisse d'intensité des combats. Les pertes militaires comme civiles sont bien inférieures depuis cette date selon l'ONU. Nous sommes toutefois préoccupés par la poursuite des combats, qui entrave la prise en compte des besoins humanitaires et entretient la défiance. Nous saluons l'avancée des opérations de déminage, qui doivent se poursuivre dans l'ensemble des zones identifiées par l'OSCE. Nous appelons les parties à mettre en oeuvre l'ensemble des engagements qu'elles ont pris à Minsk, dont les premiers sont le respect du cessez-le-feu, le retrait des armes lourdes et la garantie d'un plein accès aux observateurs de la mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine à l'ensemble de la zone, conformément à son mandat. Nous saluons l'engagement des observateurs de cette mission et condamnons les atteintes à leur sécurité commises par les combattants séparatistes. Q – Les autorités de la Fédération de Russie ont procédé jeudi à des dizaines d'arrestations et des perquisitions chez les Tatars de Crimée dans la péninsule occupée. Quelle est la position de la France à ce sujet ? R – Nous vous rappelons que la France, à l'instar de l'Union européenne et de l'ensemble de la communauté internationale, ne reconnaît pas l'annexion illégale de la Crimée. Nous sommes préoccupés par la situation des droits de l'Homme en Crimée, notamment par la situation des Tatars. Nous appelons au respect notamment de toutes les normes internationales relatives aux droits de l'Homme sur ce territoire./.

780 / 942 – Point de presse du 05/02/2016

Référence EPJ00529807

Texte Q – L'offensive syrienne à Alep a déclenché un nouveau flux migratoire vers la Turquie. Y voyez-vous l'émergence d'une nouvelle crise humanitaire ? R – Le ministre a eu l'occasion hier à Londres de rappeler l'urgence humanitaire en Syrie et la nécessité de la mise en oeuvre de la résolution 2254 du conseil de sécurité. Il y aura aujourd'hui des consultations au conseil de sécurité, d'abord avec Staffan de Mistura qui fera un bilan des discussions de Genève et ensuite sur la situation humanitaire. Il faut exiger du gouvernement de Bachar al-Assad et de ceux qui le soutiennent, à savoir essentiellement la Russie et l'Iran, qu'ils respectent le droit et les résolutions du conseil de sécurité. Il faut exiger l'arrêt des bombardements qui tuent des civils et l'arrêt des sièges qui affament des centaines de milliers de personnes. Nous avons vu que malheureusement la négociation a dû s'interrompre à Genève en raison des violences sur le terrain. On ne peut pas négocier sous la contrainte de la violence. Sur la question des réfugiés, l'Union européenne se mobilise pour aider les pays qui font face à l'arrivée massive de réfugiés. Il y a eu un sommet le 29 novembre dernier qui a annoncé une aide financière conséquente pour la Turquie. Hier à Londres, une aide financière a également été annoncée, en particulier pour le Liban et la Jordanie. Le ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve était hier et aujourd'hui en Turquie pour évoquer la question des réfugiés et la coopération dans la lutte contre le terrorisme et les filières djihadistes. Q – La principale partie étant celle avec laquelle vous n'avez pas de contact, est-ce que ce cessez-le-feu ne va pas se limiter au régime et à ce que vous appelez l'opposition modérée, qui n'a pas une très forte présence sur le terrain ? R – Il y a des interlocuteurs pour des discussions, sous l'égide de



l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, Staffan de Mistura, qui fait un travail courageux de rassemblement de tous les acteurs concernés pour aller vers une transition politique. Notre interlocuteur privilégié, c'est la coalition de l'opposition dont nous considérons qu'elle est la représentante du peuple syrien. Encore faut-il que cette opposition modérée ne soit pas massacrée par le régime et ses alliés. Quand on négocie, on respecte la partie adverse Q – Cela s'applique aux deux parties et à ceux qui sont armés sur le terrain? R – Cela s'applique aux deux parties, mais il me semble aujourd'hui qu'il y a une offensive qui est clairement d'une partie contre l'autre. Q – J'aimerais savoir si des concertations avec la Russie sont possibles ou en cours à cet effet? R – Le ministre a des échanges réguliers avec son homologue russe sur la situation en Syrie. Q – M. Zarif à Londres avait dit que l'Iran a accordé 2,8 milliards de dollars d'aide à la Syrie. Est-ce qu'il y a une caisse unie pour tous les pays où chaque État peut envoyer de l'argent? R – Je n'entrerai pas dans le détail des mécanismes. L'important, c'est que ces sommes aillent aux réfugiés et au peuple syrien. M. Laurent Fabius a annoncé hier plus d'un milliard d'euros pour la période 2016–2018. Toutes ces aides doivent converger pour aider le peuple syrien, notamment à travers les agences onusiennes, le haut-commissariat aux réfugiés, le Programme alimentaire mondial. Q – Et pour le Liban? R – La France est très attentive à l'impact de la crise syrienne au Liban et à la nécessité d'aider fortement le Liban. C'est pour cela que le ministre a annoncé hier 200 millions d'euros principalement affectés au Liban pour aider la population syrienne réfugiée, notamment en matière d'éducation et de santé. Q – Et pour la Jordanie? R – L'Agence française de développement est très mobilisée : 900 millions d'euros de prêt, dont 600 en prêts souverains, auquel l'État ajoute 50 millions de prêt./.

781 / 942 – Point de presse du 04/02/2016

Référence EPJ00528901

Texte L'Envoyé spécial des Nations unies vient d'annoncer la suspension des négociations inter-syriennes de Genève, en raison des circonstances dramatiques de terrain en Syrie qui les privent de sens. Nous condamnons l'offensive brutale menée par le régime syrien, avec le soutien de la Russie, pour encercler et asphyxier Alep et ses centaines de milliers d'habitants. J'exprime le plein soutien de la France à la décision de l'Envoyé spécial, dans ce contexte, de suspendre les négociations, auxquelles ni le régime de Bachar al-Assad ni ses soutiens ne souhaitent visiblement contribuer de bonne foi, torpillant ainsi les efforts de paix. La France attend du régime et de ses alliés le respect de leurs obligations humanitaires et de la résolution 2254 du Conseil de sécurité, à savoir la cessation des bombardements indiscriminés, la levée des sièges et le plein accès humanitaire aux populations syriennes. Les échéances internationales prochaines, et notamment la conférence de Londres à laquelle je participerai demain, seront l'occasion de consultations approfondies avec nos partenaires sur les prochaines étapes indispensables.

782 / 942 – Point de presse du 12/01/2016

Référence EPJ00520203

Texte Q – Au vu du rapport d'Amnesty International qui fait état des «centaines de civils» tués par les frappes russes en Syrie et de la récente destruction d'une

école à Injara, dans le nord d'Alep par les bombardements russes, estimez-vous que la réaction de la communauté internationale est suffisante contre les opérations russes qui ciblent les civils ? R – M. Laurent Fabius a fait le point sur la situation en Syrie hier avec M. Staffan de Mistura, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, ainsi qu'avec M. Riyad Hijab, coordonnateur de l'opposition pour les négociations. Il a appelé hier, à l'occasion de la présentation de ses vœux à la presse, à une réunion publique urgente du conseil de sécurité sur la situation des civils en Syrie, notamment dans les villes assiégées comme Madaya. Il a également demandé que le régime et la Russie arrêtent leurs opérations militaires contre les populations civiles./.

783 / 942 – Point de presse du 11/01/2016

Référence EPJ00519704

Texte Q – Quelle est votre réaction suite aux déclarations faites par le président Vladimir Poutine ce matin au journal allemand «Bild» ; M. Poutine : «La Russie veut combattre le terrorisme et pour cette raison elle appelle à une coopération mondiale à ce sujet» ; M. Poutine : «une coopération mondiale est nécessaire pour lutter contre le trafic d'être humain, contre la pollution de la nature et contre le crime organisé» ? R – S'agissant de la nécessité d'une action internationale concertée et amplifiée sur ces défis globaux, je vous rappelle les propos de M. Laurent Fabius lors de l'interview publiée le 7 janvier dans le magazine Challenges : «le terrorisme et le dérèglement climatique [sont des] périls d'une nature très différente, mais ni la pollution ni le terrorisme ne s'arrêtent aux frontières : dans les deux cas, la réponse doit donc être mondiale.»

784 / 942 – Point de presse du 07/12/2015

Référence EPJ00508608

Texte Q – La Russie et la Turquie sont des partenaires importants de la France dans la lutte contre Daech, avec lesquels vous avez une coopération étroite. Est-ce que, dans ce cadre, la Russie a partagé avec vous des images satellites et preuves accusant la Turquie que des milliers de camions de pétrole se sont dirigés vers la Turquie et que la Turquie achète et transfère ce pétrole venant des territoires sous le contrôle de Daech ? Si non, quelle est votre réaction à ces accusations ? R – Nous vous renvoyons au point de presse du 4 décembre 2015./.

785 / 942 – Point de presse du 04/12/2015

Référence EPJ00508004

Texte Q – La Russie a montré des images satellite accusant la Turquie que des milliers de camions de pétrole se sont dirigés vers la Turquie, que la Turquie achète et transfère ce pétrole venant des territoires sous le contrôle de Daech. Est-ce que Moscou a partagé ces images avec vous et quelle est votre réaction à ces accusations ? R – La Russie et la Turquie sont des partenaires importants de la France dans la lutte contre Daech, avec lesquels nous entretenons une coopération étroite.

786 / 942 – Point de presse du 01/12/2015

Référence EPJ00506301

Texte M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, participe le 1er décembre à Bruxelles à la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN. Cette réunion est une étape importante de la préparation du prochain sommet de l'OTAN, qui se tiendra à Varsovie les 8 et 9 juillet 2016. Les pays membres évoqueront notamment les travaux en cours pour adapter l'OTAN aux nouveaux défis de sécurité, les relations stratégiques avec la Russie et l'engagement en Afghanistan. Comme cela avait été prévu lors du sommet du pays de Galles les 4 et 5 septembre 2014, ils examineront les avancées réalisées par les pays candidats à l'OTAN, dont le Monténégro.

787 / 942 – Point de presse du 30/11/2015

Référence EPJ00505903

Texte Q – Depuis que le président Hollande est allé à Moscou, la Russie bombarde des zones non loin de la frontière turco-syrienne ainsi que des zones peuplées de Turkmènes. Est-ce que ces frappes sont en ligne avec l'accord entre Paris et Moscou de ne frapper que Daech et des groupes djihadistes ? R – Comme l'a indiqué le président de la République le 26 novembre à Moscou, «il ne doit y avoir aucune équivoque possible quant aux objectifs poursuivis, qui doivent uniquement viser à la destruction de Daech».

788 / 942 – Point de presse du 27/11/2015

Référence EPJ00505501

Texte La coopération de tous contre Daech est notre principal objectif. C'est le sens des démarches diplomatiques entreprises depuis les attentats de Paris. La coopération de toutes les forces syriennes, y compris de l'armée syrienne, contre Daech est évidemment souhaitable mais, comme je l'ai dit avec constance, elle ne sera envisageable que dans le cadre d'une transition politique crédible. C'est l'objectif que nous poursuivons avec détermination. Q – Sur RTL, le ministre a parlé de l'engagement des forces du régime contre Daech. Qu'envisage le ministre ? Une coopération avec le régime ? Que le régime combatte sérieusement Daech ? Les remarques de Laurent Fabius sur RTL pointent-elles un infléchissement de la position française vis-à-vis du régime syrien ? Une coopération avec les forces du régime syrien ne reviendrait-elle pas à renforcer Bachar al-Assad, qui selon Laurent Fabius, ne peut être «l'avenir de son peuple» ? R – Je vous renvoie à la déclaration de M. Laurent Fabius sur ce sujet. Q – Pourriez-vous donner plus de précisions sur la «carte» des forces combattant Daech que la France envisage de fournir à Moscou suite à la demande de Vladimir Poutine ? Les forces turkmènes figurent-elles sur cette carte ? R – Notre objectif est que les partenaires qui sont engagés en Syrie concentrent leur action militaire sur Daech et les groupes terroristes affiliés à Al Qaïda, conformément à la résolution 2249 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée à l'initiative de la France. Nous travaillons en ce sens avec les Russes. S'agissant de la coopération avec la Russie contre Daech, je vous renvoie aux propos du président de la République hier à Moscou.

789 / 942 – Point de presse du 26/11/2015

Référence EPJ00504905

Texte Q – Le ministère des affaires étrangères envisage-t-il de jouer un rôle de médiateur entre la Russie et la Turquie, notamment dans le cadre des efforts pour une «grande coalition» contre Daech en Syrie ? La France invitera-t-elle encore la Russie à frapper Daech, «concrètement» plutôt que «médiatiquement» comme l'affirmait Laurent Fabius ? R – Je vous rappelle la déclaration du gouvernement lue hier par M. Laurent Fabius au Sénat : «Nous agissons d'ores et déjà en coordination avec les Russes qui interviennent directement en Syrie depuis le 30 septembre. Cette coordination s'avère d'autant plus importante après l'incident grave entre deux avions turc et russe. Le président de la République a appelé à la désescalade. Jusqu'à présent, l'essentiel des frappes russes n'était pas dirigé contre Daech. Mais, il ne doit y avoir aucune équivoque possible quant aux objectifs poursuivis, qui doivent uniquement viser à la destruction de Daech»./.

790 / 942 – Point de presse du 24/11/2015

Référence EPJ00503807

Texte Q – Comment réagissez-vous au crash de l'avion militaire russe abattu par la Turquie? Comment cet incident pourrait-il impacter la coopération turco-américaine sur la sécurisation de la frontière turco-syrienne ou encore l'intervention russe en Syrie ? R – Le président de la République aura l'occasion de s'exprimer cet après-midi à l'occasion de son déplacement à Washington./.

791 / 942 – Point de presse du 19/11/2015

Référence EPJ00502205

Texte Q – Quelle est la position de la France sur l'éventuelle prolongation des sanctions mises en place par l'UE à l'encontre de la Russie ? La France se dit-elle prête à lever ces sanctions ? R – Les autorités françaises ont constamment rappelé que l'avenir du régime de sanctions était lié à la mise en oeuvre des accords de Minsk. Le conseil européen réexaminera le régime de sanctions contre la Russie d'ici au 31 janvier 2016, à la lumière des avancées du processus de Minsk./.

792 / 942 – Point de presse du 18/11/2015

Référence EPJ00501608

Texte Q – Selon nos informations, la Russie et la France envisagent de préparer pour la réunion ministérielle de l'OSCE à Belgrade un document commun sur la lutte contre le terrorisme. Pourriez-vous confirmer cette information et nous donner plus de détails? R – La présidence serbe de l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a pris l'initiative de deux projets de déclarations pour le conseil ministériel des 3-4 décembre à Belgrade. Ces textes portent sur la lutte contre la radicalisation des jeunes d'une part et sur la lutte contre l'extrémisme et la radicalisation conduisant au terrorisme d'autre part. Comme l'ensemble des projets de déclarations de l'OSCE, ils font l'objet de consultations avec les 57 États membres, dont la Russie et la France./.

793 / 942 – Point de presse du 17/11/2015

Référence EPJ00501105

Texte Q – Selon les autorités russes le crash de l'avion A321 dans le Sinaï était un attentat. Est-ce que la France est prête à aider à trouver les responsables de ce crime ? R – Nous avons été parmi les premiers à exprimer nos condoléances et à nous mobiliser à la suite de cette tragédie. Des enquêteurs du bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile (BEA) ont prêté leur concours aux enquêteurs égyptiens et russes. Nous coopérons avec l'ensemble de nos partenaires pour lutter contre le terrorisme.

794 / 942 – Point de presse du 09/11/2015

Référence EPJ00499006

Texte Q – La Russie a annoncé aujourd'hui qu'elle avait signé un contrat avec l'Iran pour lui fournir des missiles sol-air S-300. Quelle est la réaction française ? R – Je vous renvoie vers les autorités iraniennes et russes s'agissant de ce contrat./.

795 / 942 – Point de presse du 06/11/2015

Référence EPJ00498508

Texte Les opinions exprimées par les journalistes en France sont libres mais elles n'engagent pas les autorités françaises. Nous avons été parmi les premiers à exprimer nos condoléances aux autorités et au peuple russes samedi, dès que nous avons appris cette immense tragédie. La France a mis à disposition des enquêteurs du bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile (BEA), qui sont actuellement sur place pour prêter leur concours aux enquêteurs égyptiens et russes. Nous nous abstenons de tout commentaire sur les causes de cette tragédie, s'agissant d'une enquête en cours.

796 / 942 – Point de presse du 05/11/2015

Référence EPJ00498001

Texte M. Laurent Fabius participera le 6 novembre à une réunion sur l'Ukraine avec ses homologues du format «de Normandie» (France, Allemagne, Russie, Ukraine). Un mois après le sommet des chefs d'État et de gouvernement organisé le 2 octobre à Paris, cette réunion vise à faire le bilan des progrès récemment obtenus sur le terrain et à soutenir le processus politique en cours. Le cessez-le-feu depuis le 1er septembre et le retrait des armes légères, sur le point de s'achever, ont permis une amélioration de la situation sur le terrain. Les discussions se poursuivent dans le cadre des quatre groupes de travail mis en place pour consolider la situation sécuritaire, améliorer les conditions de vie des populations civiles et mettre en oeuvre le processus politique de résolution de la crise, conformément aux mesures adoptées à Minsk le 12 février 2015.

797 / 942 – Point de presse du 05/11/2015

Référence EPJ00498010

Texte Q – Est-ce que la France privilégie la piste d'une bombe pour le crash de l'Airbus A321 de Metrojet comme les États-Unis et la Grande-Bretagne ? R – Une enquête est en cours. Des experts du bureau français d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile (BEA) travaillent sur place aux côtés des autorités égyptiennes et de spécialistes internationaux. Q – Quelles sont les nouveaux conseils aux voyageurs pour le Sinaï et pour les avions charters qui servent cette région ? Envisagez-vous, à l'instar de Londres, de préparer des mesures d'urgence pour rapatrier les touristes français ? Est-ce que la France étudie la possibilité de suspendre les vols vers l'Égypte ? Merci. R – Comme vous le savez, nos conseils aux voyageurs font l'objet d'une actualisation en temps réel en fonction de l'évolution des conditions sur le terrain. À ce jour, la quasi-totalité du Sinaï est placée dans les fiches « conseils aux voyageurs » en zone rouge (formellement déconseillé), la côte orientale est placée en orange (déconseillé sauf raison impérative) et seules les villes de Charm el-Cheikh et Taba sont en jaune (vigilance renforcée). Il n'y a pas de liaisons aériennes directes entre la France et le Sinaï. En outre, dès le samedi 31 octobre Air France a fait savoir que ses avions ne survoleraient plus la péninsule. Selon nos informations, un nombre très réduit de touristes français se trouveraient actuellement dans le Sinaï. Les tours-opérateurs français n'ont aucun groupe dans la zone. Le ministère des affaires étrangères et du développement international suit de près l'évolution des conditions de sécurité dans la zone. Pour plus d'informations : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/egypte-12239/>

798 / 942 – Point de presse du 05/11/2015

Référence EPJ00498011

Texte Q – Prévoyez-vous des contacts avec le ministre russe Sergueï Lavrov, qui arrive à Paris aujourd'hui ? R – M. Laurent Fabius s'entretiendra demain après-midi avec M. Sergueï Lavrov de l'ensemble des sujets d'actualité, en marge de la rencontre organisée sur l'Ukraine en format « Normandie » à Berlin.

799 / 942 – Point de presse du 28/10/2015

Référence EPJ00494809

Texte Q – Comment réagissez-vous à la déclaration de Moscou de soutenir le Niger dans la lutte contre Boko Haram ? Estimez-vous que cette déclaration est sincère et que le soutien russe peut être utile dans l'éradication du groupe terroriste ? R – Il s'agit à notre connaissance d'une déclaration de soutien à l'action des pays de la région contre le terrorisme. Comme vous le savez, le conseil de sécurité des Nations unies, dont la Russie est comme nous membre permanent, a adopté en juillet 2015 une déclaration présidentielle demandant à l'ensemble de la communauté internationale d'appuyer les efforts militaires des pays de la région pour lutter contre Boko Haram. La France a pris l'initiative d'organiser un sommet à Paris pour lutter contre Boko Haram dès le mois de mai 2014. Elle appelle l'ensemble de la communauté internationale à se mobiliser./.

800 / 942 – Point de presse du 21/10/2015

Référence EPJ00492208

Texte Q – Après la convocation de l'ambassadeur de Russie au Quai d'Orsay et les excuses de Moscou, est-ce que l'incident diplomatique entre les deux pays est clos ? R – Les autorités russes ont reconnu que leurs accusations étaient

infondées.

801 / 942 – Point de presse du 16/10/2015

Référence EPJ00490701

Texte Je voudrais rappeler les principaux aspects du discours que le ministre a tenu hier au Sénat à l'invitation du président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Je vous renvoie au texte complet de son discours, dont nous vous avons également diffusé une synthèse, mais je voudrais souligner en particulier 3 aspects : – La situation en Syrie où le ministre a rappelé que la Russie jusqu'ici ne ciblait que marginalement Daech et les groupes terroristes et qu'elle centrait davantage ses raids sur l'opposition modérée. Au point que la progression de Daech vers Alep ces derniers jours peut être liée à la déstabilisation des opposants modérés par les frappes russes. Nous demandons l'arrêt des bombardements des civils à l'explosif qui alimentent à la fois l'essentiel du flux de réfugiés et l'extrémisme et nous envisageons de déposer une résolution sur ce sujet aux Nations unies. Notre objectif est de favoriser une transition politique avec comme paramètres le communiqué de Genève de 2012. – Le processus de paix. Depuis des mois, nous mettons en garde contre les risques d'embrasement. Nous y sommes. Nous alertons même sur le risque qui paraît lointain mais qui ne l'est peut-être pas que Daech puisse même, à un moment, s'accaparer la cause palestinienne. Lors de la récente Assemblée générale des Nations unies, nous avons organisé une rencontre inédite : un groupe international de soutien élargi aux acteurs arabes clés, aux partenaires européens aussi. Le groupe international de soutien pourrait se fixer comme but précis des mesures de confiance à objectifs immédiats pour apaiser les tensions. Le ministre a aussi rappelé qu'il avait dit que si cette ultime tentative de solution négociée n'aboutissait pas, alors la France prendrait ses responsabilités en reconnaissant l'État palestinien. La France n'abandonnera ni l'exigence de sécurité pour Israël ni celle de justice pour les Palestiniens. – Le dossier nucléaire iranien : Le ministre a rappelé le principe de « Fermeté constructive » : oui à un accord, mais un accord qui écarte de manière certaine, c'est-à-dire vérifiable, l'accès de l'Iran à l'arme nucléaire. Nous jugerons sur pièces, en particulier pour vérifier si l'Iran s'implique concrètement et positivement sur trois sujets : la démarche de réconciliation menée en Irak par le Premier ministre al-Abadi; la sortie de l'impasse institutionnelle au Liban ; le soutien aux efforts de Staffan de Mistura, l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Syrie, pour mettre en oeuvre le communiqué de Genève de 2012. Le ministre a aussi évoqué d'autres sujets dans son discours, comme la préparation de la conférence de Paris pour le climat, la situation en Ukraine, les Nations unies ou encore nos relations avec la Chine.

802 / 942 – Point de presse du 14/10/2015

Référence EPJ00489403

Texte Q – Comment réagissez-vous à la décision de l'Atlas du Larousse de placer la Crimée en Russie alors que la France ne reconnaît pas cette annexion? R – Comme nos partenaires de l'Union européenne et la quasi-totalité de la communauté internationale, nous ne reconnaissons pas l'annexion illégale de la Crimée et sommes attachés à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

803 / 942 – Point de presse du 14/10/2015

Référence EPJ00490103

Texte Q – Comment réagissez-vous à la décision de l'Atlas du Larousse de placer la Crimée en Russie alors que la France ne reconnaît pas cette annexion ? R – Comme nos partenaires de l'Union européenne et la quasi-totalité de la communauté internationale, nous ne reconnaissons pas l'annexion illégale de la Crimée et sommes attachés à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

804 / 942 – Point de presse du 09/10/2015

Référence EPJ00488209

Texte Q – Concernant les contacts diplomatiques sur la Syrie entre la Russie et la France ici à Paris durant cette semaine, est-ce possible de nous parler de ce qui s'est passé ? R – Le vice-ministre russe des affaires étrangères a été reçu hier par des membres du cabinet du président de la République et des responsables du ministère des affaires étrangères. Cette rencontre a donné lieu à un échange approfondi sur la situation syrienne. Cela s'inscrit dans le cadre du dialogue constant entre la France et la Russie au sujet de la crise syrienne, il s'inscrit dans le prolongement des entretiens qu'ont eus le président de la République et le ministre avec M. Poutine en marge du sommet en format Normandie le 2 octobre. Laurent Fabius avait déjà eu lui-même un dialogue approfondi avec son homologue russe il y a trois semaines à Berlin puis à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Q – Est-ce qu'on peut dire que les négociations sur la Syrie entre la Russie et la France ont permis de faire évoluer un peu la position de la France, si on considère qu'au début la France disait qu'il fallait uniquement frapper Daech ? R – Il y a une position constante de la France qui a été réaffirmée par le président de la République et par le ministre aux Nations unies, et encore récemment à Tanger à l'occasion de la réunion du 5+5. La France a posé trois conditions au conseil de sécurité pour l'adoption d'une résolution : frapper Daech et des groupes terroristes et en aucun cas des groupes modérés d'opposition ; deuxièmement, l'arrêt des «barrel bombings» contre la population civile ; troisièmement, l'engagement d'une transition politique puisque seule une transition politique permettra de mettre un terme au bain de sang que connaît ce pays. La coalition nationale syrienne, qui est pour nous l'interlocuteur politique légitime, ne doit évidemment pas faire l'objet de frappes, puisque c'est autour d'elle et d'éléments du régime que pourra se construire une transition politique conformément au communiqué de Genève. Q – Oui, mais la définition de groupe terroriste n'est pas la même entre la France et la Russie ? R – La définition de la France est très claire et elle s'appuie sur les agissements de ces groupes. Il s'agit de Daech, d'un certain nombre d'autres groupes assimilés qui ont une vision totalitaire de la Syrie et qui d'ailleurs organisent des attentats à l'extérieur de la Syrie et de l'Irak. C'est pour cela que nous considérons qu'il y a une menace contre la sécurité nationale française. Évidemment la coalition nationale syrienne n'entre pas dans cette catégorie. Il est très clair que c'est une plate-forme qui représente l'ensemble de la diversité de la nation syrienne et qui a pris des engagements en matière de droits de l'Homme, de respect des règles de non-prolifération et qui ne peut en aucun cas être assimilée à une organisation terroriste. Et la position de la France là-dessus n'a aucune



ambiguïté.

805 / 942 – Point de presse du 08/10/2015

Référence EPJ00487512

Texte Q – Est-ce que des officiels du ministère des affaires étrangères ont rencontré le vice-ministre russe. Mikhaïl Bogdanov cette semaine au sujet de la Syrie, et si oui, est-ce qu'il a réussi à clarifier les intentions russes dans le pays? R – Des contacts diplomatiques sont prévus aujourd'hui à Paris avec M. Bogdanov. Les présidents français et russe ont chargé leurs ministres des affaires étrangères de travailler ensemble sur la Syrie. M. Laurent Fabius a rappelé très clairement notre position hier à Tanger./.

806 / 942 – Point de presse du 02/10/2015

Référence EPJ00485303

Texte Nous, gouvernements de France, d'Allemagne, du Qatar, d'Arabie saoudite, de Turquie, du Royaume-Uni et des États-Unis d'Amérique faisons la déclaration suivante à la suite des récentes offensives militaires de la Fédération de Russie en Syrie : Nous exprimons notre vive inquiétude devant le renforcement de l'engagement militaire russe en Syrie et, en particulier les frappes de l'armée de l'air russe sur Hama et Homs hier qui ont tué des civils et ne visaient pas Daech. Ces opérations militaires constituent une nouvelle escalade et ne feront qu'attiser l'extrémisme et la radicalisation. Nous demandons instamment à la Fédération de Russie de mettre immédiatement fin à ses attaques contre l'opposition et la population civile syriennes et de concentrer ses efforts sur le combat contre Daech.

807 / 942 – Point de presse du 01/10/2015

Référence EPJ00484804

Texte Q – Est-ce que la France va coordonner ses actions en Syrie avec la Russie afin d'éviter un incident renvoie vers le ministère de la défense. Comme l'a indiqué le président de la République, nous agissons. R – M. Laurent Fabius, qui a précisé les trois conditions auxquelles des partenaires pourraient rejoindre notre action <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangete-de-la-france/la-france-a-l-onu/evenements-et>  
Q – Concernant le régime de Bachar Al-Assad devant la justice française, quelles seront les conséquences du développement international a saisi le 10 septembre le procureur de la République sur le fondement des faits et délits dont il a connaissance. Une enquête a été ouverte par le Parquet de Paris pour « crimes contre l'humanité ». Confirmez-vous cela ? R – Nous démentons cette indication./.

808 / 942 – Point de presse du 21/09/2015

Référence EPJ00480806

Texte Q – Est-ce que France envisage de participer à une coalition avec la Russie dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) ? Si oui, sous quelles conditions ? R – Comme l'ont indiqué le président de la République et M. Laurent Fabius, la France agit en Syrie en pleine autonomie et en liaison avec la coalition internationale contre Daech. La solution à la crise syrienne est politique. Nous travaillons avec l'ensemble de nos partenaires, et en particulier avec les membres permanents du conseil de sécurité. Nous invitons la Russie à jouer un rôle constructif en incitant le régime à s'engager dans une transition démocratique.

crédible, conforme au communiqué de Genève. M. Laurent Fabius aura plusieurs entretiens à ce sujet la semaine prochaine à New York à l'occasion de la semaine ministérielle de l'assemblée générale des Nations unies. Q – Quel est l'objet de la réunion prévue jeudi soir entre M. Fabius et ses homologues européen, allemand et anglais ? Un point presse est-il prévu ? R – Au lendemain du conseil européen sur les réfugiés et à quelques jours de la semaine ministérielle de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, M. Laurent Fabius discutera jeudi soir avec ses homologues allemand et britannique ainsi qu'avec Mme Mogherini de la crise en Syrie. Ils feront le point sur la situation sur le terrain, sur les efforts diplomatiques nécessaires pour parvenir à un gouvernement de transition ainsi que sur la façon de gérer le flux de réfugiés syriens au Proche-Orient et en Europe. Nous vous tiendrons informés ultérieurement des modalités prévues pour la presse./.

809 / 942 – Point de presse du 18/09/2015

Référence EPJ00480506

Texte Q – Puisqu'il est confirmé que les troupes russes se trouvent en Syrie, quelles conséquences diplomatiques en tirez-vous ? R – Laurent Fabius a eu l'occasion le 12 septembre à Berlin, en marge d'une rencontre consacrée à l'Ukraine, de s'entretenir avec le ministre russe des affaires étrangères M. Lavrov et d'évoquer avec lui la situation en Syrie. Ce dialogue va se poursuivre. Lors de la semaine ministérielle de l'Assemblée générale des Nations unies, qui débute dans un peu plus d'une semaine à New York, il y aura toute une série de réunions consacrées à la Syrie, auxquelles la Russie participera. Vous connaissez notre position, nous considérons que la seule façon de résoudre le conflit est la constitution d'un gouvernement de transition, conformément au communiqué de Genève. Q– Sur les réfugiés syriens, où en sommes-nous ? R – Il y a un travail de l'ensemble des pays européens qui doivent apporter une réponse commune à l'arrivée de ces réfugiés quelles que soient les routes, par la Méditerranée ou via les Balkans. La solution c'est de faire prévaloir la solidarité entre les pays européens, qui doivent tous prendre leur part dans l'accueil de ces migrants. Il faut aussi aider ceux qui sont en première ligne, je pense à la Grèce en particulier, ou à l'Italie, notamment en mettant en place des centres d'accueil dans les prochains jours.

810 / 942 – Point de presse du 11/09/2015

Référence EPJ00478004

Texte Q – Concernant la Syrie et les activités russes, est-ce que le ministre a déjà parlé avec le ministre Lavrov sur les activités russes en Syrie ? Et deuxièmement, quand le ministre parle d'indications selon lesquelles il y aurait des soldats russes en Syrie, est-ce qu'il s'agit de renseignement français, américains, ou est-ce qu'il parle des informations qui sont dans la presse en ce moment ? R – Le ministre a indiqué ce matin sur RMC et BFM TV qu'il y avait «des indications en ce sens», qu'on pouvait envisager pour l'instant plusieurs interprétations et qu'il aurait demain, en marge de la réunion en format Normandie qui portera sur l'Ukraine, l'occasion également d'évoquer la situation en Syrie avec M. Lavrov. Comme vous le savez, nous avons un dialogue régulier avec la Russie sur la Syrie et sur la nécessité d'aller vers une transition politique dans ce pays. Q – Est-ce que le ministre au Sénat traitera

de la question de la base légale de l'intervention française en Syrie ou est-ce que vous avez déjà une réponse ? R – La base légale, comme nous l'avons déjà indiqué, c'est l'article 51 de la Charte des Nations unies sur la légitime défense. Nous avons d'ailleurs adressé au Conseil de sécurité une notification officielle sur le fondement de cet article. Q – Et concrètement de quoi s'agit-il ? R – D'abord les actions terroristes de Daech représentent une menace pour la sécurité internationale, ce que le Conseil de sécurité des Nations unies a reconnu dans sa résolution 2170, il y a un an. Par ailleurs Daech est aussi une menace pour la sécurité de la France. Dans une lettre au Conseil de sécurité du 20 septembre 2014, les autorités irakiennes ont demandé l'assistance de la communauté internationale pour les aider à faire face à l'agression armée de Daech dont elles font l'objet, y compris à partir du territoire syrien. C'est dans ce cadre et conformément à l'article 51 de la Charte des Nations unies que la France a décidé d'engager des actions impliquant la participation de moyens militaires aériens face aux attaques perpétrées par Daech à partir du territoire de la Syrie. Le président de la République a annoncé que le Parlement serait informé dans le cadre de l'article 35 de la Constitution, un débat aura lieu mardi prochain et le ministre présentera cette décision au Sénat. Q – Vous n'avez donc pas de contact avec le régime syrien concernant ces survols ? R – J'ai déjà répondu à cette question. Nous avons rappelé notre ambassadeur en Syrie en mars 2012 et il a été mis fin aux fonctions de l'ambassadrice de Syrie en France en mai 2012. Depuis ces dates là nous n'avons plus de contact avec le régime syrien et nous avons d'ailleurs reconnu comme interlocuteur politique légitime la coalition nationale syrienne. Q – Dans les déclarations officielles françaises et dans l'intitulé de la conférence sur les victimes de Daech, pourquoi évitez-vous toujours de parler spécifiquement des chrétiens, alors qu'il y a des millions de chrétiens depuis l'Irak qui sont victimes de génocides ? R – Nous nous adressons bien entendu aux chrétiens d'Orient et des personnalités chrétiennes de premier plan ont été invitées à cette conférence, mais nous devons parler à toutes les victimes de Daech. Ce groupe terroriste élimine systématiquement tous ceux qui ne pensent pas comme lui. C'est pour prendre en compte la diversité de ces victimes que nous avons organisé cette conférence avec la Jordanie et vous avez vu le plan d'action qui a été adopté à l'issue de cette conférence. Q – Auriez-vous un commentaire sur la déclaration du ministre britannique des affaires étrangères dans laquelle il dit que Bachar pourrait rester en place pendant la période de transition ? R – Ce n'est pas à moi de répondre. Comme vous le savez le président de la République a parlé de la neutralisation de Bachar et le ministre a indiqué que cela voulait dire qu'il fallait faire en sorte, par la négociation, qu'il n'exerce plus le pouvoir effectif en Syrie. Q – Cela fait un an que l'on parle de retrouver des éléments du régime qui pourrait le remplacer, a-t-on déjà identifié ces personnes dans le régime ? R – Une transition politique suppose de réunir des éléments du régime et de la coalition modérée. Ce qu'il faut maintenant, c'est une vraie volonté politique de l'ensemble des acteurs pour aller vers la transition et le décider. C'est cela la clé aujourd'hui. Q – L'Iran a été un soutien indéfectible pour Bachar al Assad également. Est-ce que vous voyez, attendez, sentez que l'Iran accélère aussi le soutien du régime ? R – Pour nous, l'essentiel est que tous les acteurs aillent vers la transition politique telle que je viens de la décrire, comme le prévoit le communiqué de Genève.

811 / 942 – Point de presse du 09/09/2015

Référence EPJ00476904

Texte Q – M. Laurent Fabius a tenu hier un entretien avec M. Alexeï Oulioukaïev, ministre russe du développement économique. Quels étaient les sujets de cet entretien? Merci. R – M. Laurent Fabius a reçu le 8 septembre M. Alexeï Oulioukaïev, ministre russe du développement économique. Les ministres ont discuté des échanges économiques bilatéraux et fait le point sur l'impact des sanctions internationales et russes./.

812 / 942 – Point de presse du 08/09/2015

Référence EPJ00476406

Texte Q – Est-ce que vous savez déjà quand et où sera la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères au format Normandie ? R – Comme le ministre l'a indiqué ce matin, il est probable qu'il y aura bientôt une réunion du format Normandie, entre la France, l'Allemagne, la Russie et l'Ukraine. Nous y travaillons. La date exacte vous sera annoncée le moment venu./.

813 / 942 – Point de presse du 04/09/2015

Référence EPJ00475507

Texte Q – Ce matin, le président Poutine a parlé d'un accord avec Bachar Al-Assad concernant les élections, indiquant que la Russie pourrait rejoindre la coalition anti-Daech. Est-ce quelque chose que vous prenez au sérieux ? R – Je ne vais pas ici commenter des propos des autorités russes. Comme vous le savez, Laurent Fabius participe à la réunion informelle du Gymnich aujourd'hui et demain et reviendra peut-être sur cette question. Nous sommes mobilisés de façon permanente pour contribuer à la résolution de la crise en Syrie. Nous dialoguons beaucoup avec les autorités russes sur ce sujet comme avec les autorités américaines et avec tous ceux qui sont susceptibles de favoriser une solution. Sur le fond, nous soutenons une solution politique en Syrie, seule à même de permettre à ce pays de sortir de la crise. Cette solution passe par la mise sur pieds d'un gouvernement de transition, dans le respect des paramètres fixés à Genève.

814 / 942 – Point de presse du 03/09/2015

Référence EPJ00474901

Texte M. Laurent Fabius participera à la réunion informelle des ministres européens des affaires étrangères («Gymnich»), qui se tiendra à Luxembourg les 4 et 5 septembre. Les points suivants sont à l'ordre du jour : – processus de paix au Proche-Orient : les ministres discuteront de la situation sur le terrain et de la façon dont la communauté internationale pourrait accompagner une reprise du dialogue ; – Russie/Ukraine : les échanges porteront sur la situation dans l'Est de l'Ukraine et le rôle que joue l'Union européenne, ainsi que l'évolution des relations entre l'Union européenne et la Russie ; – migrations : les ministres feront le point sur les derniers développements de la crise migratoire, notamment dans les Balkans. Ils prépareront le sommet de La Valette sur les migrations, qui associera notamment nos partenaires africains (11-12 novembre 2015) ; – Iran : la relation entre l'Union européenne et l'Iran fera

l'objet d'une discussion.

815 / 942 – Point de presse du 31/08/2015

Référence EPJ00473604

Texte Q – Le Service fédéral russe de la coopération dans le domaine militaire et technique a déclaré que la France a payé 900 millions d'euros de compensation à la Russie pour l'annulation du contrat de la livraison de Mistral. Il a par ailleurs noté que la France n'a pas encore eu l'autorisation de les vendre aux pays tiers. Confirmez-vous ces informations ? La compensation ne nécessite-t-elle pas l'accord du Conseil des ministres ? R – M. Laurent Fabius a présenté au Conseil des ministres du 26 août un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord bilatéral sous forme d'échange de lettres. La France a remboursé l'intégralité des sommes versées par la Russie ainsi que des dépenses liées au développement d'équipements associées. Elle restituera par ailleurs les matériels fournis par la Russie et équipant aujourd'hui ces bâtiments. Comme l'indique le communiqué du Conseil des ministres, « au terme de ce processus, la France recouvrira la pleine propriété et la libre disposition des deux bâtiments. » Pour davantage de précisions, je vous renvoie aux déclarations du porte-parole du gouvernement, qui a indiqué le 26 août que l'annulation de la vente coûtera « moins d'un milliard d'euros » et que les chiffres précis seront communiqués au Parlement. Q – Les autorités de la Fédération de Russie chargées de l'enquête sur la mort du président directeur général de Total M. Christophe de Margerie, à l'aéroport de Moscou ont annoncé la fin de celle-ci. Auriez-vous un commentaire à faire sur ce sujet ? R – Comme vous le savez, nous ne commentons pas les procédures judiciaires. Depuis que ce drame est survenu, nous sommes en contact étroit avec les autorités russes.

816 / 942 – Point de presse du 31/08/2015

Référence EPJ00473605

Texte Q – Le ministre des affaires étrangères de l'Ukraine a déclaré que l'Ukraine et les Nations unies ont trouvé un moyen de créer le Tribunal pour juger les responsables de la destruction de l'avion de ligne de la Malaysian Airlines au-dessus du Donbass. Quelle est la position de la France à ce sujet ? R – Après le veto de la Russie au projet de résolution présenté au Conseil de sécurité le 29 juillet, la France soutient les efforts en cours de l'équipe conjointe d'enquête (« Joint Investigation Team ») pour mettre en place un mécanisme permettant de juger les responsables de la catastrophe du MH17. Les responsables de cette tragédie doivent répondre de leurs actes devant la justice, conformément à la résolution 2166 adoptée le 21 juillet 2014 par le Conseil de sécurité.

817 / 942 – Point de presse du 24/08/2015

Référence EPJ00472207

Texte Q – Un officier estonien, Eston Kohver, kidnappé par les Russes en 2014, a été condamné par un tribunal russe, le 19 août, à quinze ans de prison. Que pense la France de cette condamnation et les autorités françaises ont-elles l'intention d'évoquer le cas de M. Kohver avec les autorités russes ? R – La

France continue de suivre avec attention la situation de M. Eston Kohver, en lien étroit avec les autorités estoniennes. Je vous invite à vous reporter aux déclarations de la Haute représentante de l'Union pour la politique étrangère et la politique de sécurité, qui a exprimé la solidarité de l'ensemble des États membres de l'Union européenne sur cette question./.

818 / 942 – Point de presse du 17/08/2015

Référence EPJ00469807

Texte Q – Bonjour, la France a-t-elle reçu l'appel du Donbass pour évaluer les actions de Kiev ? Que va-t-elle faire ? Les dirigeants des républiques autoproclamées de l'est de l'Ukraine appellent le quartet de Normandie (Ukraine, Russie, France, Allemagne) à «évaluer le non-respect par Kiev des ententes de Minsk», a déclaré le dirigeant de la république populaire de Lougansk (LNR) Igor Plotnitski. R – La France est mobilisée dans le cadre du processus de «Normandie» afin de parvenir à une diminution des tensions et à la pleine mise en oeuvre des mesures agréées à Minsk en février. Nous appelons l'ensemble des parties à respecter sans délai le cessez-le-feu ainsi que l'ensemble des engagements pris à Minsk. Q – Connaissez-vous la date exacte du forum d'investissement franco-ukrainien à Paris cette année ? Quelle est la composition du forum et sa durée ? R – M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger, a annoncé que ce forum était prévu à l'automne. Il vous sera présenté ultérieurement. Q – Le président russe va visiter la Crimée annexée aujourd'hui. Avez-vous un commentaire sur ce sujet ? R – La position de la France est claire et constante : la France ne reconnaît pas l'annexion de la Crimée.

819 / 942 – Point de presse du 31/07/2015

Référence EPJ00464401

Texte Q – Les agences russes rapportent que la France a accepté de payer 1,16 milliard d'euros à Moscou pour la rupture du contrat de Mistral. Confirmez-vous cette information ? R – Le président de la République a indiqué le 27 juillet qu'il prendrait une décision à ce sujet dans les prochaines semaines. Nous n'avons pas d'éléments supplémentaires à apporter.

820 / 942 – Point de presse du 30/07/2015

Référence EPJ00463904

Texte Q – MH17 : Moscou met son veto à l'ONU à la création d'un tribunal spécial. Quelles sont vos prochaines étapes ? Est-ce que vous avez un commentaire à ce sujet ? R – La lutte contre l'impunité constitue une priorité de la France, qui a soutenu le projet de résolution du conseil de sécurité des Nations unies instaurant un tribunal international pour juger les responsables de la tragédie du MH17. Nous regrettons donc le veto de la Russie. La France soutient l'enquête internationale en cours pour établir les faits et poursuivra son engagement au sein du conseil de sécurité pour que les responsables puissent être identifiés et répondeurs de leurs actes.

821 / 942 – Point de presse du 22/07/2015

Référence EPJ00461004

Texte Q – T. Mariani, député Les Républicains, a indiqué qu'il se rendra en Crimée avec une dizaine de parlementaires. Avez-vous un commentaire à ce sujet ? R – Dix parlementaires ont annoncé se rendre en visite en Russie, puis en Crimée. Il s'agit de l'initiative personnelle de parlementaires. Nous la regrettons fortement. Un tel déplacement en Crimée constitue en effet une violation du droit international./.

822 / 942 – Point de presse du 08/07/2015

Référence EPJ00456008

Texte Q – Le ministre de la défense a fait une déclaration sur les Mistral. Est-ce que vous avez un commentaire à ce sujet ? R – Je vous renvoie vers le ministère de la défense s'agissant de cette déclaration. Sur le fond, nos autorités se sont exprimées à plusieurs reprises sur ce sujet. Nous n'avons pas d'éléments supplémentaires à apporter./.

823 / 942 – Point de presse du 26/06/2015

Référence EPJ00451803

Texte Nous avons appris avec émotion le décès d'Evgueni Primakov aujourd'hui à Moscou. Nous adressons à ses proches ainsi qu'au peuple russe nos sincères condoléances. La France salue sa mémoire. Grand expert du Proche-Orient et ministre des affaires étrangères puis chef du gouvernement de la Fédération de Russie, il a su servir son pays et faire entendre sa voix sur la scène internationale, y compris dans des moments difficiles et décisifs.

824 / 942 – Point de presse du 19/06/2015

Référence EPJ00449709

Texte Q – Est-ce que vous confirmez la saisie d'avoirs russes de votre côté comme l'ont indiqué les anciens actionnaires de Loukos et quelle est la réaction de la France, alors que Moscou vient de menacer tous les pays qui procéderaient à ce genre de saisie de mesures de rétorsions ? R – Sur le détail des procédures en cours, nous vous invitons à interroger le ministère de la justice. Dans cette affaire, le rôle du ministère des affaires étrangères et du développement international consiste à s'assurer que les conventions internationales, en particulier pour ce qui est des immunités diplomatiques, soient respectées.

825 / 942 – Point de presse du 18/06/2015

Référence EPJ00448808

Texte Q – Quel est l'ordre du jour de la prochaine réunion ministérielle en format «Normandie» ? R – M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, accueillera à Paris le 23 juin ses homologues allemand, ukrainien et russe pour faire le point sur la mise en oeuvre de l'accord de Minsk, dont l'objectif est de parvenir, d'ici la fin de l'année, à un règlement durable de la crise. Q – Depuis un an, la déléguée ukrainienne auprès de l'APCE Nadia Savtchenko est illégalement détenue dans une prison russe. Quels efforts devrait faire la communauté internationale pour la libérer ?

R – Comme nous l'avons indiqué au conseil de sécurité des Nations unies le 6 mars, nous demandons à la Russie de ne pas retenir plus longtemps les personnes retenues illicitement sur son territoire, en particulier Mme Nadia Savtchenko. De manière générale, nous appelons toutes les parties à poursuivre la libération des prisonniers, selon le principe agréé de « tous contre tous ». Q – Avez-vous un commentaire sur l'entretien d'hier entre les ministres Fabius et Lavrov ? R – Paris accueillera une réunion ministérielle en format Normandie le mardi 23 juin. Dans cette perspective, M. Laurent Fabius s'entretient ces jours-ci par téléphone avec ses homologues./.

826 / 942 – Point de presse du 03/06/2015

Référence EPJ00443307

Texte Q – Avez-vous une explication officielle quant à la liste noire du Kremlin ? Est-ce que vous avez un commentaire à ce sujet ? R – Comme l'a indiqué hier M. Laurent Fabius à l'Assemblée nationale, «le gouvernement français condamne fermement et totalement cette décision», qui «accroît la tension au lieu de la diminuer»./.

827 / 942 – Point de presse du 15/05/2015

Référence EPJ00436409

Texte Q – Les médias russes, citant des sources bien informées, multiplient les annonces sur le Mistral. Dernier en date, le quotidien Kommersant affirme vendredi que la France a proposé officiellement à Moscou la résiliation du contrat et le remboursement des deux navires à condition de pouvoir les réexporter. Les autorités françaises peuvent-elles préciser leur position ? La date butoir pour le règlement de ce dossier est-elle bien le 16 mai comme évoqué dans plusieurs médias ? R – Comme vous le savez, les autorités françaises se sont exprimées à plusieurs reprises sur ce sujet. Nous n'avons pas d'éléments supplémentaires à apporter./.

828 / 942 – Point de presse du 11/05/2015

Référence EPJ00434807

Texte Q – Le vice-Premier ministre de la Russie, M. Rogozine, a dit que Moscou pourrait bloquer la vente future des Mistral. Est-ce que vous avez un commentaire à ce sujet ? R – Comme vous le savez, les autorités françaises se sont exprimées à plusieurs reprises sur ce sujet.

829 / 942 – Point de presse du 06/05/2015

Référence EPJ00433706

Texte Q – M. Fabius à Moscou: c'est pour régler le problème des Mistral avant la date du 16 mai ? R – Comme il l'a annoncé ce matin, M. Laurent Fabius sera le 9 mai à Moscou pour commémorer la victoire sur le nazisme et rendre hommage aux millions de Russes disparus au cours de la Seconde Guerre Mondiale.

830 / 942 – Point de presse du 04/05/2015



Référence EPJ00432706  
Texte Q – Quel (s) responsable(s) français seront présents aux cérémonies du 9 mai à Moscou ? R – La réponse à l'invitation des autorités russes est en cours d'examen./.

831 / 942 – Point de presse du 27/04/2015

Référence EPJ00430608  
Texte Q – Le président Hollande s'est rendu ce week-end en Azerbaïdjan pour une rencontre avec M. Ilham Aliev. S'agissait-il uniquement d'une rencontre entre chefs d'État ou des représentants du Quai d'Orsay ont-ils également participé à la visite ? Plus globalement, quels sont les efforts de la France en faveur d'un règlement de la situation dans le Haut-Karabakh ? R – Il s'agissait d'une rencontre entre le président de la République et son homologue azerbaïdjanais. La France est pleinement engagée au sein du groupe de Minsk, qu'elle co-préside avec les États-Unis et la Russie, pour trouver une solution négociée et durable au conflit du Haut-Karabakh, qui n'a que trop duré. Le statu quo n'est dans l'intérêt de personne : ni de l'Arménie, ni de l'Azerbaïdjan. C'est la raison pour laquelle le président de la République a souhaité reprendre l'initiative diplomatique en organisant à Paris, le 27 octobre 2014, un sommet en présence des présidents arméniens et azerbaïdjanais. Cette rencontre a permis de trouver un accord sur une première mesure de confiance à caractère humanitaire, sous la forme d'un échange de données sur les disparus au cours du conflit, qui a commencé à être mise en oeuvre. Cette rencontre avait également permis de relancer la dynamique des négociations dans le cadre du groupe de Minsk, sur la base des principes dits de Madrid : non-recours à la force, respect de l'intégrité territoriale des États et droit à l'autodétermination des peuples. La montée des tensions à laquelle nous avons assisté au cours des derniers mois confirme l'absolue nécessité de les faire respecter./.

832 / 942 – Point de presse du 24/04/2015

Référence EPJ00430310  
Texte Q – Vous pouvez nous dire si le ministre assistera aux célébrations du 70e anniversaire de la victoire à Moscou et sinon qui représentera la France ? R – Nous avons reçu l'invitation des autorités russes et nous sommes en train de l'examiner pour déterminer quelles suites doivent lui être données.

833 / 942 – Point de presse du 13/04/2015

Référence EPJ00425707  
Texte Décès d'un journaliste La France a appris avec émotion les informations faisant état d'une attaque dans l'Est de l'Ukraine, au cours de laquelle un journaliste aurait trouvé la mort et un autre aurait été gravement blessé. Nous présentons nos condoléances à la famille du journaliste décédé. Toute la lumière doit être faite sur les circonstances de cette attaque. Q – Le Général Christophe Gomar a déclaré lors d'une audition au Parlement le 25 mars, que, selon lui, la Russie n'avait aucune intention d'intervenir militairement en Ukraine. Cependant, de nombreuses sources ouvertes et l'OTAN suggèrent le contraire. Est-ce que vous avez un commentaire à ce sujet ? R – M. Laurent Fabius fera le point

aujourd'hui à Berlin avec ses homologues allemand, russe et ukrainien sur la mise en oeuvre des mesures agréées à Minsk. Celles-ci permettront, selon le processus agréé, la sécurisation de la frontière orientale de l'Ukraine. Q – Aujourd'hui une réunion ministérielle en format Normandie se tient à Berlin. Quelle est la position de la France quant au déploiement dans l'Est de l'Ukraine d'une mission de maintien de la paix ? R – Laurent Fabius rappellera ce soir à Berlin en format Normandie que la priorité doit aller au processus politique et à la mise en oeuvre intégrale des mesures agréées à Minsk le 12 février, notamment le respect du cessez-le-feu et le retrait des armes lourdes, sous le contrôle de la mission spéciale d'observation de l'OSCE.

834 / 942 – Point de presse du 02/04/2015

Référence EPJ00422402

Texte C'est avec une profonde émotion que nous avons appris le naufrage du chalutier «Dalniy Vostok» en mer d'Okhotsk, au cours duquel plus de cinquante personnes ont péri. Dans ces circonstances tragiques, la France exprime ses condoléances aux proches des victimes et fait part de sa solidarité aux autorités et au peuple russes.

835 / 942 – Point de presse du 16/03/2015

Référence EPJ00415611

Texte Q – Est-ce que vous avez un commentaire sur le retrait de la Russie du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe? R – Nous avons appris avec regret le retrait de la Russie du groupe consultatif commun, enceinte de dialogue sur le fonctionnement du traité sur les forces conventionnelles en Europe. Nous souhaitons que la Russie, qui demeure juridiquement partie à ce traité et a demandé à la Biélorussie de représenter ses intérêts au sein du groupe consultatif commun, contribue de façon positive au dialogue sur la sécurité en Europe.

836 / 942 – Point de presse du 20/02/2015

Référence EPJ00407505

Texte Q – Hier les dirigeants des quatre pays (France, Allemagne, Russie et Ukraine) ont convenu de tenir prochainement des contacts diplomatiques, on attend donc une réunion des quatre ministres des affaires étrangères. Selon nos informations, cette réunion aura probablement lieu à Paris. Est-ce que vous pouvez avoir l'amabilité de nous confirmer cela ? Quand cette rencontre pourrait-elle se tenir ? R – Les échanges se poursuivent en format «Normandie». Les ministres français, allemand, ukrainien et russe des affaires étrangères se sont entretenus hier soir par téléphone. Ils sont convenus de poursuivre leurs efforts en vue d'une pleine mise en oeuvre des mesures adoptées le 12 février à Minsk. Les ministres ont prévu de se retrouver à Paris la semaine prochaine./.

837 / 942 – Point de presse du 16/02/2015

Référence EPJ00405408

Texte

Q – Les médias russes ont rapporté que la France a l'intention de livrer les Mistral à la Russie en mars. Pouvez-vous confirmer cette information ? R – Comme le président de la République l'a rappelé à Bruxelles lors de sa conférence de presse le 12 février, les conditions ne sont pas réunies./.

838 / 942 – Point de presse du 13/02/2015

Référence EPJ00405114

Texte Q – Concernant les Mistrals, j'ai cru comprendre que les conditions de leur livraison ne sont toujours pas réunies. A-t-on parlé de cela à Minsk ? R – Le président s'est exprimé hier depuis Bruxelles sur ce sujet. Je vous renvoie à la réponse qu'il a faite.

839 / 942 – Point de presse du 10/02/2015

Référence EPJ00403305

Texte Q – Quel est le résultat des négociations qui se sont tenues lundi à Berlin sur l'Ukraine ? Les diplomates français, allemands, russes et ukrainiens ont-ils pu avancer dans la rédaction d'un document ? R – La France est mobilisée en vue de parvenir à une désescalade sur le terrain et à un règlement pacifique et durable du conflit. Comme l'a dit Laurent Fabius à Munich, il faut une paix sur le terrain, et pas sur le papier. À la demande du ministre, le secrétaire général et le directeur politique se sont rendus hier à Berlin pour poursuivre le travail lancé en format «Normandie» (France, Allemagne, Ukraine, Russie). Les conseillers diplomatiques des chefs d'État et de gouvernement du format «Normandie» se réunissent aujourd'hui à Minsk pour préparer un possible sommet demain./.

840 / 942 – Point de presse du 22/01/2015

Référence EPJ00396304

Texte Au lendemain de la réunion ministérielle de Berlin en format «Normandie» (France, Allemagne, Ukraine, Russie), qui a réaffirmé l'urgence d'un retrait des armes lourdes de chaque côté de la ligne de démarcation mentionnée dans le protocole de Minsk, la France exprime sa consternation après la mort de 13 civils dans un trolleybus frappé par un tir à Donetsk. Elle appelle de nouveau les parties à mettre en oeuvre, sans tarder et de bonne foi, les dispositions agréées à Minsk et à Berlin. Q – Est-ce que vous avez un commentaire sur la réunion d'hier en format «Normandie» à Berlin ? R – A l'issue de la réunion de Berlin hier, M. Laurent Fabius s'est exprimé en ces termes : «Cette réunion n'a pas réglé tous les problèmes, mais elle a permis d'obtenir un accord sur le retrait des armes lourdes, de part et d'autre, de la ligne de contact agréée à Minsk le 19 septembre. Le groupe de contact trilatéral se réunira dans les jours qui viennent pour mettre en oeuvre ce retrait. Les ministres aviseront ultérieurement en fonction du respect de cette mesure et du cessez-le-feu sur la tenue éventuelle du sommet d'Astana».

841 / 942 – Point de presse du 16/01/2015

Référence EPJ00394401

Texte

M. Laurent Fabius participera le 19 janvier à Bruxelles au conseil affaires étrangères pour évoquer la lutte contre le terrorisme. Dans la perspective du conseil européen des 12 et 13 février qui y sera consacré, les ministres travailleront à un plan d'action pour renforcer la coopération entre États membres comme avec les pays tiers. D'autres questions seront également discutées : – lutte contre les dérèglements climatiques : un point sera fait sur le projet de plan d'action préparé par le service européen d'action extérieure et la Commission pour mobiliser les partenaires de l'Union en vue de la conférence «Paris Climat 2015» ; – Russie : des échanges sont prévus, à la lumière des contacts récents en format «Normandie» et dans la perspective des discussions en mars sur le renouvellement des sanctions ; – Libye : au lendemain de la réunion organisée à Genève par M. Bernardino Leon, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, les ministres feront le point sur la contribution de l'Union européenne et l'appui qu'il est possible d'apporter aux Nations unies ; – voisinage Sud : un échange avec M. Nabil El-Arabi, secrétaire général de la Ligue arabe, permettra d'évoquer le processus de paix au Proche-Orient ainsi que la situation en Irak et en Syrie.

842 / 942 – Point de presse du 13/01/2015

Référence EPJ00393201

Texte Les ministres des affaires étrangères de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de l'Ukraine ont eu une discussion approfondie sur les moyens politiques de parvenir à un règlement pacifique de la situation en Ukraine et la possibilité de réunir un sommet à Astana. Les ministres ont affirmé leur ferme engagement de trouver rapidement une solution pacifique globale à la crise actuelle, qui comprenne un processus politique durable. Les ministres ont réaffirmé que la résolution du conflit doit se faire sur la base des accords de Minsk qui doivent être mis en oeuvre intégralement par toutes les parties. Ils ont rappelé la nécessité de pleinement respecter le «régime de silence». Les ministres appellent le Groupe de contact à se réunir dans les prochains jours pour progresser dans la pleine mise en oeuvre des accords de Minsk, notamment la mise en place des conditions propices à un cessez-le-feu réel, un accord sur les modalités d'acheminement de l'aide humanitaire et la poursuite de la libération des détenus. Cela contribuerait à ouvrir la voie à la préparation d'un sommet réussi à Astana. Les ministres sont convenus que les travaux doivent être poursuivis à cet effet.

843 / 942 – Point de presse du 07/01/2015

Référence EPJ00390906

Texte Q – Comment qualifieriez-vous les relations bilatérales France et Russie à ce stade ? R – La Russie constitue pour la France un partenaire important, avec lequel nous entretenons un dialogue régulier sur de nombreux sujets. Depuis le début de la crise en Ukraine, la France a adopté une politique fondée sur la fermeté et le dialogue. Fermeté en raison du caractère inacceptable de certaines actions, notamment en Crimée et dans l'est de l'Ukraine, et dialogue en vue de parvenir à un règlement pacifique et durable de ce conflit.

844 / 942 – Point de presse du 07/01/2015

Référence EPJ00390907

Texte Q – Est-ce que vous avez un commentaire sur la prochaine réunion en format Normandie à Berlin ? R – La France est déterminée à favoriser un dialogue entre la Russie et l'Ukraine qui puisse mener à un règlement du conflit. Le ministre s'est entretenu par téléphone avec ses homologues dans le format de Normandie vendredi dernier. De nouveaux contacts dans ce format sont prévus dans les prochains jours. Q – Des actions internationales de soutien au pilote ukrainien Savchenko ont commencé hier. Beaucoup de capitales du monde ont rejoint officiellement le mouvement pour la libération de Savchenko. Quelle est la position de Paris ? R – Le président de la République comme le ministre ont à plusieurs reprises appelé à la libération de tous les prisonniers. Après l'échange effectué fin décembre, il importe d'aller plus loin et, en ce sens, la libération de Mme Savtchenko constituerait un geste significatif.

845 / 942 – Point de presse du 10/12/2014

Référence EPJ00381407

Texte Q – M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes a déclaré que les premiers résultats quant à une fin du conflit en Ukraine sont positifs. Cependant les séparatistes ont continué à bombarder les forces ukrainiennes le 9 décembre. Est-ce que vous avez un commentaire sur la perspective de désescalade et la relance du processus politique entre l'Ukraine et la Russie que Poutine a promis au président de la République ? R – Les premières indications dont nous disposons sur l'application du cessez-le-feu en vigueur depuis hier sont positives. Comme le président de la République l'a indiqué le 6 décembre à Moscou, le cessez-le-feu doit être pleinement respecté, par toutes les parties. Nous souhaitons que le processus de Minsk soit relancé dans les prochains jours et que le dialogue politique aboutisse à des résultats, dans le respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine./.

846 / 942 – Point de presse du 08/12/2014

Référence EPJ00380305

Texte Q – Serait-il possible de connaître le bilan de l'entretien entre François Hollande et Vladimir Poutine à Moscou ? La presse rapporte des suppositions comme quoi le Kremlin espère échanger la reconnaissance de l'annexion de la Crimée par l'Occident contre le retrait de forces militaires russes de l'Est de l'Ukraine. Est-ce que cela correspond à la vérité ? Reste-il envisageable que les négociations au sujet de la guerre en Ukraine se passeront, dans l'avenir, en format de Normandie ou de Weimar, à savoir avec la participation active de la France ? R – Je vous rappelle la déclaration faite par le président de la République à l'issue de son entretien avec son homologue russe : «Aujourd'hui, je voulais, avec le président Poutine, envoyer un message qui est celui de la désescalade. Et aujourd'hui, elle est possible». S'agissant de votre deuxième question, la position de la France est claire et constante : comme nos partenaires de l'Union européenne et la quasi-totalité de la communauté internationale, nous ne reconnaissons pas l'annexion illégale de la Crimée et sommes attachés à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. La France soutient tous les formats permettant de progresser vers une solution durable et pacifique.

847 / 942 – Point de presse du 05/12/2014

Référence EPJ00380005

Texte Q – M. Poutine s'est exprimé ces jours-ci dans les journaux, et il a estimé que l'Occident, la France, l'Allemagne, l'Angleterre, les États-Unis sont devenus des pays avec lesquels la Russie n'aurait plus rien à dire. Quel est votre commentaire ? R – Je vous renvoie à ce qu'a dit le ministre ce matin sur Europe 1 dans une interview avec le journaliste Jean-Pierre Elkabbach. Il a indiqué que « nous sommes dans une logique de tension. Et je dirais malheureusement parce que, s'agissant de la France nous sommes des amis de très longue date de la Russie, cela remonte à – rappelez-vous – de Gaulle, et même avant. Mais c'est vrai que la Russie, ces derniers temps, a eu des gestes qu'on ne peut pas accepter, l'annexion de la Crimée par exemple, ce qui crée un climat de tension. Nous, nous avons toujours appliqué, à la fois la fermeté vis-à-vis de la Russie, et en même temps le dialogue ». Le ministre a ajouté que pour dialoguer il faut être plusieurs et rappelé que nous sommes preneurs de « tout ce qui ira dans le sens d'une baisse de la tension ». Au total, comme l'a dit le ministre ce matin, la Russie est un partenaire, un partenaire difficile./.

848 / 942 – Point de presse du 02/12/2014

Référence EPJ00378411

Texte Q – Quelle est la position de la France sur l'accord de partenariat stratégique signé le 24 novembre entre la Russie et les représentants de l'Abkhazie ? R – La France est attachée à l'intégrité territoriale de la Géorgie dans ses frontières internationalement reconnues. C'est une position constante de notre pays et de l'Union européenne. Nous soutenons l'intégrité territoriale de la Géorgie. Le traité que vous évoquez ne respecte pas l'intégrité territoriale de la Géorgie./.

849 / 942 – Point de presse du 18/11/2014

Référence EPJ00373306

Texte Q Je voudrais savoir ce que deviennent les marins russes à Saint Nazaire ? R – Sur ce sujet je vous renvoie sur le ministère de la Défense, qui est compétent en la matière.

850 / 942 – Point de presse du 18/11/2014

Référence EPJ00373309

Texte Q – La Russie s'oppose fermement au rapprochement de la Bosnie-Herzégovine avec l'Europe. Quelle est la position française à ce sujet ? R – Le conseil affaires étrangères s'est réuni lundi et la question de la Bosnie-Herzégovine, après les élections, a été évoquée. Hier, M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux Affaires européennes, s'est exprimé à l'issue de ce conseil pour rappeler que le processus européen qui doit mener les Balkans occidentaux à l'adhésion à l'Union européenne concerne aussi la Bosnie, et que des réformes économiques et sociales doivent pouvoir être enclenchées dans ce pays pour aller vers ce processus d'adhésion./.

851 / 942 – Point de presse du 17/11/2014

Référence EPJ00372405  
Texte Q – Est-ce que vous avez un commentaire sur le passage du Mistral «Vladivostok» du pavillon français au pavillon russe ? R – Je confirme que le bâtiment de projection et de commandement «Vladivostok» bat pavillon français.

852 / 942 – Point de presse du 14/11/2014

Référence EPJ00372202  
Texte M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, participera le 17 novembre à Bruxelles au conseil affaires étrangères. Les discussions porteront sur les points suivants : – Ukraine/Russie : les ministres auront un échange approfondi sur la situation sur le terrain et le rôle que peut jouer l'Union européenne par la mobilisation de ses différents outils, y compris d'éventuelles sanctions ciblées ; – Processus de paix : le point sur la situation sera fait avec Mme Mogherini, qui s'est rendue sur place les 7 et 8 novembre. La discussion portera notamment sur la façon dont l'Union européenne pourrait relancer les missions EUBAM Rafah («EU border assistance Mission in Rafah») et EUPOL Copps («EU co-ordinating Office for Palestinian police support») ; – Bosnie-Herzégovine : les ministres feront le point sur la situation au lendemain des élections et sur le rapprochement entre ce pays et l'Europe ; – Ebola : M. Christos Stylianides, commissaire chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises et coordonnateur européen pour Ebola, rendra compte de sa visite en Sierra Leone, en Guinée (aux côtés de Mme Girardin) et au Liberia.

853 / 942 – Point de presse du 14/11/2014

Référence EPJ00372207  
Texte Q – Quelle est la position de la France, après les propos russes rapportés par l'agence Ria Novosti selon laquelle la France avait jusqu'à la fin novembre pour livrer un premier navire, sinon elle peut s'exposer à de sérieuses demandes de compensation ? R – Concernant la question du Mistral, le président de la République a défini notre position : la France prendra sa décision le moment venu.

854 / 942 – Point de presse du 12/11/2014

Référence EPJ00370608  
Texte Q – Quelle est la position de la France face à l'accord Russie-Iran concernant la fabrication de nouvelles centrales nucléaires russe en Iran ? Cela contredit-il les sanctions visant l'Iran ? Et la Russie ? R – La coopération entre la Russie et l'Iran sur les réacteurs de puissance est permise par une exemption des résolutions du Conseil de sécurité et n'entre donc pas dans le champ de l'accord intérimaire agréé à Genève le 24 novembre 2013./.

855 / 942 – Point de presse du 10/11/2014

Référence EPJ00370105  
Texte Q – Quelle est la réaction de la France à l'arrivée à Donetsk de nouvelles armes lourdes, dans des véhicules sans plaques d'immatriculation, et à l'intensification des combats dans la zone ? Cette nouvelle situation

enterre–t–elle définitivement les perspectives d'une livraison mi–novembre du Mistral à la Russie ? R – Nous sommes préoccupés par les informations de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe sur la situation dans l'Est de l'Ukraine. La France appelle à l'application des accords de Minsk, et notamment au plein respect du cessez–le–feu et au contrôle effectif de la frontière entre la Russie et l'Ukraine. S'agissant de votre seconde question, le président de la République s'est exprimé sur le sujet./.

856 / 942 – Point de presse du 07/11/2014

Référence EPJ00369506

Texte Q – Le Premier ministre Manuel Valls a affirmé hier que les conditions n'étaient pas réunies pour une livraison de navires de guerre Mistral à la Russie. Le Congrès des États–Unis a une nouvelle fois appelé l'OTAN à racheter les Mistral assemblés pour la Russie. La France envisage–t–elle cette possibilité ? R – Le président de la République et le Premier ministre se sont exprimés sur le sujet.

857 / 942 – Point de presse du 04/11/2014

Référence EPJ00368406

Texte Q – Le «New York Times» évoque un accord entre l'Iran et la Russie pour transférer l'uranium iranien vers la Russie dans le cas d'un accord. Pouvez–vous confirmer ? R – Nous ne commentons pas les rumeurs de presse. Il y a une négociation qui se poursuit entre le groupe des Six et l'Iran. C'est dans ce cadre–là que les discussions se déroulent pour aboutir à un accord crédible et durable.

858 / 942 – Point de presse du 13/10/2014

Référence EPJ00360305

Texte Q – Est–ce que vous avez un commentaire sur la livraison du Mistral ? R – Nous avons répondu à cette question lors du dernier point de presse électronique en rappelant les propos du Ministre : «s'agissant du Mistral, le président a défini notre position. Un contrat avait été signé en 2011, du temps de la présidence de M. Sarkozy. Ce contrat a été signé et c'est la règle, lorsque les contrats sont signés, qu'ils soient honorés. Mais évidemment il ne peut être honoré que si d'un côté le cessez–le–feu est respecté et de l'autre une solution politique est engagée».

859 / 942 – Point de presse du 10/10/2014

Référence EPJ00359708

Texte Q – Pouvez–vous avoir l'amabilité de commenter la déclaration de l'ambassadeur de France en Russie sur la livraison du Mistral ? M. J.–M.–Ripert a dit aujourd'hui que la France ne voit pas la possibilité pour la livraison des navires à la Russie, mais le contrat n'était pas annulé ni suspendu. Quand la France va prendre la décision sur ce cas ? R – Notre ambassadeur à Moscou a rappelé la position des autorités françaises, que M. Laurent Fabius a une nouvelle fois exposée le 5 octobre./.



860 / 942 – Point de presse du 09/10/2014

Référence EPJ00359203

Texte Q – Une rencontre entre M. Lavrov et M. Kerry est prévue la semaine prochaine à Paris. Est-ce que M. Fabius y participera ? Un entretien avec les ministres est-il prévu ? R – M. Laurent Fabius rencontrera naturellement M. Kerry et M. Lavrov en début de semaine prochaine.

861 / 942 – Point de presse du 01/10/2014

Référence EPJ00356105

Texte Q – Est-ce que vous avez un commentaire sur la déclaration de la Russie du soi-disant «génocide de la population russophone» de l'Ukraine ? R – La priorité doit aller au respect du cessez-le-feu. Comme l'ont indiqué les ministres des Affaires étrangères du G7 dans leur communiqué du 25 septembre, l'accord de Minsk du 5 septembre «offre une importante occasion de trouver au conflit une solution politique durable qui respectera entièrement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine».

862 / 942 – Point de presse du 22/09/2014

Référence EPJ00352305

Texte Q – Quelle est votre réaction à la déclaration du vice-Premier ministre russe Dimitri Rogozine sur le Mistral ? Il a promis de garder la poupe du Mistral, qui a été construite en Russie, si la France annulait le contrat. R – Je vous renvoie aux déclarations du président de la République à l'occasion de sa conférence de presse du 18 septembre : «Pour les Mistral qui devaient être livrés à la fin du mois d'octobre, j'ai dit que, dans les circonstances actuelles, ce n'était pas possible. Mais si le cessez-le-feu est respecté, si le processus de règlement est achevé, alors ils pourront être livrés, et le contrat exécuté. Mais nous n'en sommes pas là.»

863 / 942 – Point de presse du 19/09/2014

Référence EPJ00352007

Texte Q – J'aimerais savoir s'il y a une déclaration officielle de la France sur les mercenaires qui se trouvent là-bas et qui sont payés 2 000 euros chaque semaine. Y a-t-il une officialisation de ce problème ? R – Notre message est clair et constant face à la crise ukrainienne. C'est la mise en oeuvre du cessez-le-feu, le respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, le contrôle de la frontière entre la Russie et l'Ukraine et le règlement politique de la crise. L'enlèvement de la crise ukrainienne n'est pas une option, pour nous, il faut consolider ce cessez-le-feu, s'assurer de sa mise en oeuvre effective, il ne faut pas qu'il y ait de nouvelles violences et qu'un processus politique puisse s'engager pour un règlement durable de la crise. C'est le message que le ministre a passé notamment lors du dernier entretien qu'il a eu avec M. Steinmeier et M. Lavrov dans son bureau, en marge de la réunion internationale sur l'Irak lundi. Nous sommes engagés pour favoriser une issue durable et définitive à cette crise. Q – Et sur les mercenaires français ? R – Je ne suis pas en mesure de confirmer quoi que ce soit.

864 / 942 – Point de presse du 16/09/2014

Référence EPJ00350609

Texte Q – Est-ce qu'on peut en savoir un peu plus sur la rencontre qui a eu lieu hier entre MM. Fabius, Steinmeier et Lavrov ? R – Les trois ministres ont fait un point de situation, notamment sur la mise en oeuvre du cessez-le-feu. Ils ont rappelé la nécessité de le faire respecter et de le rendre durable. Ils ont aussi évoqué ce qui était attendu s'agissant du contrôle des frontières et du dialogue politique. Q – Le Parlement européen vient d'approuver le projet d'association de l'Union européenne et de l'Ukraine. Le calendrier de ce vote au parlement européen est-il bon pour les relations avec les Russes ? R – La France se réjouit de la ratification de l'accord d'association entre l'UE et l'Ukraine par la Rada et par le Parlement européen le 16 septembre. Des préoccupations ont été exprimées par la Russie notamment sur l'accord de libre-échange entre l'UE et l'Ukraine. Nous avons toujours souligné l'importance de régler ces différends par le dialogue. Dans ce contexte, nous nous félicitons des consultations trilatérales entre l'Union européenne, l'Ukraine et la Russie. L'accord trouvé lors de la réunion ministérielle du 12 septembre doit contribuer à la désescalade et à la recherche d'une solution politique à la crise. Nous saluons la poursuite de ces consultations qui visent à mettre en évidence l'absence d'incompatibilité entre un rapprochement économique entre l'Ukraine et l'Union européenne et le maintien de relations commerciales étroites entre l'Ukraine et la Russie./.

865 / 942 – Point de presse du 12/09/2014

Référence EPJ00349909

Texte Q – Le sujet de la Syrie sera-t-il abordé dans cette conférence ? Et des représentants de l'opposition syrienne ont-ils été invités à participer ? R – La question de la présence en Syrie de «Daech» sera évidemment évoquée. Je ne vais pas anticiper sur les conclusions qui seront adoptées lors de cette conférence et les mesures qui seront prises. Sur la question de la participation, c'est une réunion qui sera centrée sur l'Irak, en présence des autorités irakiennes. Q – Sur des frappes sur la Syrie, est-ce qu'il faut un cadre juridique international pour frapper en Syrie comme la Russie l'a indiqué hier ? R – Je ne peux que vous renvoyer aux propos du ministre, qui a relevé que les situations en Syrie et en Irak sont différentes d'un point de vue politique et juridique. Q – La résolution du conseil de sécurité adoptée le 15 août pourrait-elle offrir une base d'intervention ? R – La résolution 2170 ne prévoit pas d'intervention militaire. Elle a été prise sous chapitre VII, ce qui montre déjà la volonté de la communauté internationale d'apporter une réponse très ferme aux agissements de cette organisation terroriste. Cette première résolution sous chapitre 7, adoptée à l'unanimité donne une indication sur la volonté de la communauté internationale de répondre fermement à la menace de cette organisation terroriste. Nous sommes dans une séquence d'intensification de la mobilisation internationale dans la lutte contre cette organisation terroriste. Vous avez une étape qui va être très importante lundi à Paris avec un certain nombre de participants et des décisions seront annoncées et sans doute un plan d'action de lutte contre cette organisation terroriste. Elle se poursuivra ensuite au conseil de sécurité le vendredi de la semaine prochaine et puis sans doute la semaine suivante au niveau des chefs

d'État, une réunion est également inscrite en marge de l'assemblée générale des Nations unies sous présidence américaine. Q – Est-ce qu'il y a une réflexion au P3 au conseil de sécurité pour éventuellement un nouveau projet de résolution qui compléterait la 2170 ? R – Il y a une convergence des objectifs et une complémentarité des initiatives dans la lutte contre «Daech». Q – Le ministre se déplace aux États-Unis le vendredi, il revient samedi, il repart dimanche. Il ne peut pas se faire remplacer le samedi à Paris ? R – Samedi, c'est la réunion avec les familles des victimes du crash au Mali et le ministre tient beaucoup à être présent aux côtés du président, avec les familles, pour montrer l'attention que nous portons à leur souffrance, à l'enquête sur cette catastrophe aérienne et sur la nécessité de les aider à faire leur deuil et de les soutenir. Il y a une coopération avec le Mali, l'Algérie et tous les États qui sont concernés. Le ministère joue un rôle très important pour que toute la lumière soit faite sur cette catastrophe aérienne. Q – Les chrétiens ont des relais politiques, les yazidis en ont zéro. Auront-ils un «Monsieur yazidi» dans la salle à Paris lundi ? R – Je vais être très clair. Nous souhaitons protéger toutes les communautés qui sont opprimées par «Daech», qui assassine les chrétiens, les yazidis et les musulmans. Car «Daech» assassine tous ceux qui ne pensent pas comme lui, y compris les musulmans. Et toutes ces communautés doivent être protégées. L'objectif est de préserver le caractère pluricommunautaire de l'Irak et de ne pas vider l'Irak de ces communautés, ce qui serait une catastrophe pour cette nation qui a vécu des siècles dans la différence et dans la cohabitation pacifique et harmonieuse de ces communautés. Q – Reporter sans frontière a attiré notre attention hier sur le fait que «Daech» n'attaque pas uniquement les journalistes étrangers mais également les journalistes irakiens, ils en ont kidnappé un certain nombre et menacent de les tuer s'ils ne se rangent pas du côté de «Daech». Qu'est-ce que cela vous inspire ? C'est la mort de la presse en Irak si on laisse passer cela... R – Bien sûr. Notre réaction, c'est une condamnation totale de la négation de la liberté de la presse par cette organisation terroriste. L'assassinat systématique des journalistes par cette organisation et la mise en scène macabre de ses meurtres heurtent la conscience de l'humanité. Naturellement, nous ne distinguons pas entre les journalistes qui sont assassinés et persécutés par cette organisation terroriste. Nous souhaitons les protéger tous et nous rendons hommage à tous les journalistes qui, aujourd'hui, couvrent l'actualité en Irak en dépit des menaces de cette organisation terroriste. Q – Quel est le degré de satisfaction de la France à propos de la mobilisation de certains pays arabes contre «Daech» ? R – Nous l'encourageons et nous sommes en concertation très étroite avec eux pour faire converger les objectifs et les initiatives dans la plus grande efficacité contre cette organisation terroriste. Le ministre est en concertation permanente avec ses homologues des pays arabes pour travailler ensemble à l'élimination et à la neutralisation de cette menace.

866 / 942 – Point de presse du 05/09/2014

Référence EPJ00347105

Texte Q – La France a suspendu la livraison du Mistral. Où en sommes-nous ? R – Le président de la République et le ministre des affaires étrangères et du développement international se sont exprimés au cours des dernières heures. Le président de la République a indiqué que : «les conditions doivent être

réunies pour que le navire soit livré. Quelles sont ces conditions ? Un cessez-le-feu et un règlement politique. Aujourd'hui ces conditions ne sont pas réunies.» Voilà la position qui a été exprimée par le chef de l'État. Le conseil européen s'est également donné un délai pour se prononcer sur de nouvelles sanctions. Il a précisé que la décision d'éventuelles nouvelles sanctions serait prise en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain. Cela montre bien que nous sommes tous cohérents face à la crise ukrainienne et à ses développements./.

867 / 942 – Point de presse du 04/09/2014

Référence EPJ00346407

Texte Q – Mistral: quelles conditions doivent être remplies pour une livraison du premier Mistral à la Russie ? R – Comme l'a indiqué hier soir M. Laurent Fabius, «il faut que le cessez-le-feu qui peut-être s'esquisse – la France y est naturellement très favorable – s'applique et puis aussi, bien sûr, que l'on trouve un accord politique pour qu'il n'y ait pas d'affrontements entre l'Ukraine et la Russie, soit directement, soit par personnes interposées». Le ministre des affaires étrangères et du développement international a ajouté que ces conditions ne sont pas réunies à l'heure actuelle, et que nous souhaitons qu'elles puissent l'être à l'avenir./.

868 / 942 – Point de presse du 03/09/2014

Référence EPJ00345806

Texte La France a appris avec émotion la mort du journaliste russe Andreï Stenine dans l'est de l'Ukraine. Nous présentons nos condoléances à sa famille et à ses collègues de l'agence Rossiya Sevodnya. Toute la lumière doit être faite sur les circonstances de sa disparition et de son décès. La France rend hommage au courage des journalistes qui continuent d'exercer leur mission en dépit des dangers et des menaces. Elle est mobilisée, notamment dans les enceintes multilatérales et aux Nations unies, pour que soit garanti aux journalistes le droit à exercer leur travail d'information en sécurité. Q – Avez-vous des informations comme quoi les troupes russes régulières luttent en Ukraine ? Quelle est la réaction de Paris à cet égard ? R – Comme l'a déclaré le président de la République lors de la conférence des ambassadeurs, «la Russie doit respecter la souveraineté de l'Ukraine, arrêter son soutien aux séparatistes et les amener à accepter un cessez-le-feu bilatéral. La Russie doit contrôler effectivement sa frontière et en terminer avec les transferts d'armes et de matériels. S'il était avéré que des soldats russes sont présents sur le sol ukrainien, ce serait bien sûr intolérable et inadmissible.» Q – La France a-t-elle délivré un visa Schengen à Sergueï Narychkine, le président de la Douma russe, qui figure pourtant sur la liste des personnes sanctionnées par l'Union européenne ? Dans quelles conditions a-t-il pu se rendre à Paris lundi dernier pour y rencontrer des parlementaires français et des dirigeants de grandes entreprises ? Une enquête administrative est-elle ouverte pour le savoir ? Envisagez-vous des mesures pour éviter que cela ne se reproduise ? R – M. Sergueï Narychkine était invité par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à une réunion à Paris. C'est donc en application d'une obligation de droit international applicable à tout pays siège d'une organisation internationale (en l'occurrence le Conseil de l'Europe) que nous avons autorisé

la présence sur le territoire national de M. Narychkine. Aucun entretien avec des représentants officiels du gouvernement français n'a eu lieu. Q – Pouvez-vous avoir l'amabilité de commenter la décision des autorités de Kiev, qui ont annoncé un cessez-le-feu définitif dans l'est de l'Ukraine ? R – La France est prête à contribuer à toute initiative permettant de créer et de consolider les conditions d'un règlement pacifique durable de la crise, qui passe par un cessez-le-feu, le renforcement du contrôle de la frontière entre la Russie et l'Ukraine et l'ouverture d'un dialogue national en Ukraine. Dans le cadre du processus de dialogue lancé en Normandie en juin dernier, M. Laurent Fabius est en contact étroit avec ses homologues allemand, ukrainien et russe, ainsi qu'avec nos principaux partenaires.

869 / 942 – Point de presse du 29/08/2014

Référence EPJ00344201

Texte À l'issue de la Conférence des ambassadeurs, M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, se rendra à Milan pour participer à la réunion informelle des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne. Les discussions porteront principalement sur les points suivants : – Irak/Syrie : les ministres discuteront des moyens de renforcer la lutte contre « l'État Islamique », en Irak comme en Syrie ; – Ukraine–Russie : alors que le conflit s'intensifie, un point sera fait sur les suites de la rencontre de Minsk le 26 août et les actions possibles de l'Union européenne ; – Libye : les échanges porteront sur le soutien de la communauté internationale à la Libye ; – Processus de paix : les ministres discuteront de la situation au lendemain de la trêve négociée sous l'égide de l'Égypte et de la contribution que peut apporter l'Union européenne pour la consolider.

870 / 942 – Point de presse du 27/08/2014

Référence EPJ00343603

Texte Q – Quelle est votre réaction aux résultats des négociations entre Kiev et Moscou à Minsk ? Est-ce que la France envisage de participer à la préparation d'un plan de règlement pacifique de la situation dans l'Est de l'Ukraine ? R – La France salue la tenue de discussions au plus haut niveau entre l'Ukraine et la Russie, hier à Minsk, en vue de parvenir à un règlement pacifique durable de la crise. Depuis le début de la crise, nous sommes mobilisés pour parvenir à une solution qui passe par un cessez-le-feu, le renforcement du contrôle de la frontière entre la Russie et l'Ukraine et l'ouverture d'un dialogue national en Ukraine. La France est prête à contribuer à toute initiative en ce sens. M. Laurent Fabius est en contact étroit avec ses homologues allemand, ukrainien et russe dans le cadre du processus de dialogue lancé en Normandie en juin dernier./.

871 / 942 – Point de presse du 08/08/2014

Référence EPJ00338305

Texte Q – Quelques mots sur l'embargo russe ? Jeudi, la liste complète des produits soumis à l'embargo a été publiée par le gouvernement. Quelles seront les premières conséquences pour la France ? Est-ce que Paris envisage de prendre des contre-mesures ? R – Nous nous concertons avec la Commission

et nos partenaires européens afin de déterminer la réponse à apporter à ces mesures. Comme l'a indiqué M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, une réunion européenne se tiendra dès la semaine prochaine. Si cela s'avère nécessaire, une rencontre informelle des ministres européens de l'agriculture sera organisée.

872 / 942 – Point de presse du 07/08/2014

Référence EPJ00337503

Texte Q – Je voudrais savoir votre réaction suite à la décision du président de la Russie Vladimir Poutine qui a ordonné mercredi d'interdire ou de limiter pour un an les importations de produits agroalimentaires en provenance des pays ayant mis en place des sanctions économiques contre la Russie (notamment la France). R – Il s'agit d'une annonce générale dont les modalités sont en train d'être précisées. Nous suivons cette question avec attention, en lien avec nos partenaires européens. Les mesures prises par les États membres de l'Union européenne à l'égard de la Russie ont pour objet de favoriser la désescalade dans le Sud-Est de l'Ukraine. Nous attendons de la Russie des actions concrètes pour favoriser le règlement pacifique de cette crise.

873 / 942 – Point de presse du 24/07/2014

Référence EPJ00332305

Texte Q – Laurent Fabius a parlé ce matin sur France Inter à propos du Mistral d'une «règle qui est que les contrats signés et payés sont honorés». Dans quel document législatif ou réglementaire français pouvons-nous trouver cette «règle» ? R – En matière internationale, comme en matière nationale, «le contrat est la loi des parties». Q – Le ministère des affaires étrangères de Russie a déclaré que des étrangers prennent part aux combats dans l'est de l'Ukraine, parmi eux des citoyens français. Pouvez-vous confirmer cette information ? R – Je ne suis pas en mesure de confirmer cette indication.

874 / 942 – Point de presse du 23/07/2014

Référence EPJ00331801

Texte M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, a participé hier au conseil affaires étrangères de l'Union européenne. La réunion a permis d'évoquer prioritairement la situation au Proche-Orient et en Ukraine : – Proche-Orient : les ministres ont appelé toutes les parties à mettre en oeuvre un cessez-le-feu immédiat et à permettre un accès humanitaire complet et sûr à Gaza. Ils ont condamné les tirs de roquettes et la perte de centaines de vies humaines. Ils ont rappelé que l'opération militaire israélienne doit être proportionnée et respecter le droit international humanitaire. L'Union européenne a également fait part de sa disponibilité à réactiver la mission d'assistance au contrôle des frontières EUBAM Rafah ; – Ukraine : les ministres ont marqué la nécessité d'une enquête transparente sur la catastrophe du MH17 et exhorté la Russie à adopter une attitude pleinement coopérative. Les États membres examineront demain une nouvelle liste de personnalités et d'entités russes visées par des sanctions en raison de leur soutien aux séparatistes. La Commission et le Service européen d'action extérieure présenteront également des propositions

quant à d'éventuelles sanctions économiques dans quatre domaines (finance, défense, biens à double usage civil et militaire, hautes technologies).

875 / 942 – Point de presse du 23/07/2014

Référence EPJ00331807

Texte Q – Que répondez-vous aux USA qui jugent « totalement inappropriée » la livraison des Mistral à la Russie ? R – Je vous renvoie aux déclarations de M. Laurent Fabius hier soir./.

876 / 942 – Point de presse du 22/07/2014

Référence EPJ00331609

Texte Q – Un étalement symbolique des livraisons des deux BPC Mistral est-il envisagé ? R – Le contrat conclu en 2011 prévoit des livraisons échelonnées, un premier bâtiment au mois d'octobre prochain, et le deuxième environ un an plus tard. Sur ce sujet, les autorités françaises ont déjà eu l'occasion de s'exprimer, y compris très récemment. Je n'ai donc rien à ajouter à ce qui a été dit. Q – Se dirige-t-on vers de nouvelles sanctions ? R – Un dispositif de sanctions a été adopté par les États membres de l'Union européenne. Il a été progressivement renforcé. La semaine dernière encore, des sanctions additionnelles ont été décidées au niveau des chefs d'État et de gouvernement. Les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne sont, en ce moment-même, en train d'examiner la situation en Ukraine et l'attitude de la Russie. Je vous renvoie donc aux conclusions qui seront adoptées./.

877 / 942 – Point de presse du 21/07/2014

Référence EPJ00330901

Texte M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, participera demain à Bruxelles au conseil affaires étrangères de l'Union européenne. La réunion permettra d'aborder les questions suivantes : – Proche-Orient : les ministres évoqueront la situation à Gaza. M. Laurent Fabius rendra compte de la visite qu'il vient d'effectuer dans la région et des contacts qu'il a eus dans le but de parvenir rapidement à un cessez-le-feu, de mettre en place une trêve durable et de relancer le processus de paix ; – Ukraine : les ministres discuteront de la situation sur le terrain au lendemain de la catastrophe du vol MH17. M. Laurent Fabius rappellera la nécessité d'une enquête sûre, libre et détaillée et d'une attitude pleinement coopérative de la Russie en ce sens. Ils seront amenés à donner suite aux orientations données par le conseil européen du 16 juillet en matière de sanctions ; – Iran : Mme Catherine Ashton rendra compte des négociations de Vienne sur le dossier du nucléaire iranien et de la décision de les prolonger ; – Irak : le conseil fera le point sur la nécessaire protection de toutes les communautés et sur le processus politique qui, après l'élection du président du parlement, doit conduire à la désignation d'un nouveau Premier ministre et d'un nouveau président.

878 / 942 – Point de presse du 21/07/2014

Référence EPJ00330904

Texte Q – Parlez-nous de la volonté de la France de reconnaître des organisations terroristes du groupe de personnes impliquées dans le vol de l'accident MH-17 ? Quelle attitude sera nécessaire pour les pays qui soutiennent les groupes de personnes suivants ? R – Notre objectif est d'obtenir une enquête sûre, libre et détaillée sur le drame du vol MH17. Comme l'a indiqué hier le président de la République, nous invitons la Russie à utiliser toute son influence pour obtenir immédiatement des séparatistes ukrainiens qu'ils cessent d'entraver l'enquête, les secours, et remettent les boîtes noires aux autorités compétentes. Q – Quelle est la durée envisagée par le gouvernement français pour ce qui est de l'interdiction des vols dans l'espace aérien de l'Ukraine ? R – Le gouvernement a demandé aux compagnies françaises d'éviter d'emprunter l'espace aérien ukrainien jusqu'à nouvel ordre, et tant que les raisons de la catastrophe du MH17 ne seront pas clarifiées.

879 / 942 – Point de presse du 15/07/2014

Référence EPJ00328806

Texte Nous avons appris avec émotion l'accident de métro à Moscou qui, selon un dernier bilan, a fait douze victimes et causé plus de cent blessés. Dans ces circonstances douloureuses, la France présente ses condoléances aux familles des victimes et assure les autorités et le peuple russes de sa solidarité.

880 / 942 – Point de presse du 09/07/2014

Référence EPJ00326909

Texte Q – Le président ukrainien Petro Porochenko, au cours d'une rencontre avec le ministre italien des affaires étrangères, a proposé d'étendre le «Norman Quartet» (France, Allemagne, Ukraine et Russie) à l'Italie et à la Grande-Bretagne. La France est-elle prête à soutenir une telle proposition ? Quelle pourrait-être l'évolution du processus de négociation ? R – La France est pleinement mobilisée dans la recherche d'un règlement pacifique de la crise. À cette fin, et comme l'a indiqué M. Laurent Fabius hier à l'Assemblée nationale, nous continuons à oeuvrer – notamment dans le cadre du «format de Normandie» associant la France, l'Allemagne, la Russie et l'Ukraine – pour parvenir à un cessez-le-feu, au contrôle des frontières, à la libération de tous les otages et à une réunion du groupe de contact (Russie, Ukraine, OSCE). Q – Des mercenaires russes auraient enlevé des citoyens ukrainiens sur le territoire de l'Ukraine. Nadejda Savchenko, militaire ukrainien, a ainsi été capturé par les séparatistes, aidés par les services spéciaux russes. Quelle est la réaction de la France face à ces crimes ? R – M. Laurent Fabius a rappelé hier à l'Assemblée nationale la nécessité d'une libération de tous les otages.

881 / 942 – Point de presse du 07/07/2014

Référence EPJ00325903

Texte Q – Certains médias ont cru voir dans les propos de l'ambassadeur de France en Russie, dans son entretien avec l'agence Interfax, une reconnaissance de l'annexion de la Crimée par la Russie et un retour à la coopération avec le pays sous la forme du G8. Peut-on considérer la déclaration de M. Jean-Maurice Ripert comme étant la position officielle de France ? R – L'ambassadeur de France en Russie a réitéré, à l'occasion d'un entretien publié le 2 juillet par une



agence de presse, la position constante de la France en faveur du respect de la légalité internationale et de la souveraineté de l'Ukraine. Q – Où et quand pourrait avoir lieu, dans le cadre du groupe de contact, une réunion entre l'Ukraine, la Russie, avec le soutien de l'OSCE ? La chancelière allemande soutient la participation à ce dialogue, ainsi que l'ancien chef de l'administration présidentielle Viktor Medvedtchouk. La France partage-t-elle cette position ? Allez-vous participer à ces consultations avec des représentants des séparatistes ? R – La France soutient le processus engagé au lendemain de la rencontre du président de la République avec Mme Merkel, M. Poutine et M. Porochenko à Bénouville le 6 juin dernier. Les discussions trilatérales, qui associent l'Ukraine, la Russie et l'OSCE, doivent se poursuivre pour parvenir à un règlement pacifique de la crise, sur la base du plan de paix proposé par le président Porochenko et de la déclaration conjointe adoptée le 2 juillet à Berlin par M. Laurent Fabius et ses homologues allemand, ukrainien et russe. Comme l'a indiqué hier le ministre des affaires étrangères et du développement international, la première urgence est d'établir un cessez-le-feu./.

882 / 942 – Point de presse du 04/07/2014

Référence EPJ00325407

Texte Q – Il y a beaucoup d'activités entre la France, l'Allemagne, la Russie et l'Ukraine à la suite de la réunion de Berlin. Quand la France dit qu'avec l'Allemagne elle est prête à faciliter l'application de l'accord sur la frontière avec l'OSCE, cela veut dire déployer des militaires ou des observateurs pour la frontière ? R – La France, en partenariat avec l'Allemagne oeuvre très activement, avec Kiev et Moscou, à la recherche d'une solution politique négociée dans l'Est de l'Ukraine. La France a pu, dans la déclaration de Berlin adoptée par les ministres des affaires étrangères des 4 pays le 2 juillet, poser les bases d'un accord fondé notamment sur une reprise très rapide des travaux du groupe de contact associant Ukraine, Russie et présidence suisse de l'OSCE, sur la recherche d'un nouveau cessez-le-feu et sur un contrôle de la frontière. Dans le cadre du processus de Bénouville, la France, avec ses partenaires, a appelé à la tenue d'une réunion du groupe de contact avant le 5 juillet dont le premier objectif sera la mise en oeuvre du cessez-le-feu par toutes les parties. Tout doit être mis en oeuvre pour en assurer le contrôle et la pérennité, en particulier par les observateurs de l'OSCE. Des mesures de confiance devront également être mises en place pour la protection des frontières entre l'Ukraine et la Russie qui a autorisé la présence de gardes-frontières ukrainiens à deux points de passage sur son territoire. Q – Vous demandez une réunion du groupe de contact avant le 5 juillet. Nous sommes le 4. Ce serait où et quand ? R – Cette réunion est en cours d'organisation./.

883 / 942 – Point de presse du 30/06/2014

Référence EPJ00323203

Texte La France déplore le décès d'un journaliste russe, Anatoli Klian, survenu hier lors de combats dans l'est de l'Ukraine, après ceux d'Igor Korneliouk et Anton Volochine, le 17 juin. Toute la lumière devra être faite sur les circonstances de sa mort. Ce décès s'ajoute à la trop longue liste des victimes du conflit. Nous présentons nos condoléances à sa famille et ses proches et exprimons notre

solidarité avec la rédaction du Pervy Kanal (TV russe). La France rend hommage au courage des journalistes qui continuent d'exercer leur mission partout dans le monde en dépit des dangers. Elle continuera de faire de la défense de la liberté d'informer et d'être informé une priorité de sa diplomatie.

Q – Le HCR estime à 54.000 personnes le nombre de déplacés internes, et à 110.000 personnes le nombre ayant quitté l'Ukraine de l'est en direction de la Russie, même si, toujours selon le HCR, la grande majorité de ces 110.000 personnes n'ont pas demandé formellement le statut onusien de réfugiés. La diplomatie française est-elle d'accord avec ces chiffres, et est-ce que Laurent Fabius a eu l'occasion de demander à John Kerry pourquoi il n'avait pas reconnu le chiffre de 110.000 réfugiés lors de son briefing à la presse du 27 juin ?

R – La France est préoccupée par la situation humanitaire en Ukraine qui affecte chaque jour davantage de civils. Selon le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies, compétent pour déterminer le statut des personnes ayant quitté leur pays, 54.000 personnes seraient actuellement déplacées à l'intérieur de l'Ukraine, en provenance notamment de Crimée et des régions de l'Est. 110.000 personnes auraient, d'autre part, passé la frontière vers la Russie dont 9.600 auraient sollicité l'asile en Russie. Il ne nous appartient pas de confirmer ces chiffres. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés, qui tire son mandat de la Convention de 1951 sur les réfugiés, est seul compétent pour déterminer le statut de ces personnes.

Q – Quels sont les arguments de la France en faveur de la poursuite de la trêve en Ukraine, alors que des terroristes lancent des attaques contre l'armée et, avec le soutien de la Russie, continuent de torturer des gens ou à les prendre en otage ?

R – La France souhaite la stabilisation de l'Ukraine et encourage toutes les initiatives en faveur d'un cessez-le-feu durable. Lors de son entretien téléphonique d'hier avec la chancelière Merkel et les présidents Poutine et Porochenko, le président de la République a marqué l'importance d'avancées concrètes en vue de la stabilisation de la situation sécuritaire sur le terrain, de la prolongation du cessez-le-feu et de la mise en oeuvre du plan de paix présenté par les autorités ukrainiennes. Le président de la République et la chancelière ont rappelé clairement les attentes exprimées par le Conseil européen du 27 juin. Le président de la République et Mme Merkel ont encouragé notamment les présidents ukrainien et russe à travailler à la mise en place d'un mécanisme de vérification, sous l'observation de l'OSCE, du cessez-le-feu et du contrôle effectif de la frontière, au retour sous contrôle des autorités ukrainiennes des trois postes-frontières pris par les séparatistes, à l'ouverture de négociations concernant la mise en oeuvre du plan de paix présenté par le président Porochenko, ainsi qu'à la poursuite de la libération des otages./.

884 / 942 – Point de presse du 27/06/2014

Référence EPJ00322805

Texte Q – L. Fabius a vu hier J. Kerry. De quoi a-t-il parlé avec son homologue américain ? R – L'ensemble de ces entretiens montrent à quel point notre diplomatie est mobilisée dans le contexte international actuel. L'entretien avec le secrétaire d'État américain a porté principalement sur l'Ukraine et la situation en Irak. Les deux ministres se sont exprimés à l'issue de leur entretien. En Ukraine, nous souhaitons qu'une désescalade s'installe définitivement, que les violences cessent et que des discussions puissent s'engager entre Kiev et

Moscou. Nous avons un dialogue nourri avec les autorités russes, comme l'ont montré ces derniers jours avec les entretiens téléphoniques entre le président de la République, le président Poutine et la chancelière Merkel. Un accord d'association a par ailleurs été signé aujourd'hui entre l'Union européenne et la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. Le président de la République est actuellement à Bruxelles, où le nouveau président ukrainien, M. Porochenko, s'exprime devant les chefs d'États et de gouvernement de l'Union européenne. Nous sommes mobilisés pour mettre un terme à cette crise et favoriser un dialogue politique confiant entre l'Ukraine et la Russie.

885 / 942 – Point de presse du 25/06/2014

Référence EPJ00321611

Texte Q – Les autorités ukrainiennes ont annoncé 44 violations de la trêve. Les terroristes ont abattu hier un hélicoptère. Quelles sont les perspectives du plan de paix du président de l'Ukraine ? À votre avis, quelle action de la Russie signifierait le début de la désescalade en Ukraine ? Pouvez-vous confirmer que la Russie tente de recruter des Français pour aller en Ukraine afin de combattre aux côtés des terroristes ? R – Nous soutenons le plan de paix proposé par le président Porochenko. Comme l'a indiqué Laurent Fabius à l'issue du conseil Affaires étrangères de lundi, nous avons demandé aux Russes de s'impliquer pour que ce plan se traduise dans les faits. Les récentes annonces du président Poutine à ce sujet vont dans la bonne direction. La France condamne l'attaque perpétrée hier contre un hélicoptère militaire ukrainien, qui aurait fait neuf morts. Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes et assurons les autorités et le peuple ukrainiens de notre solidarité. Les responsables de ce crime doivent être identifiés et traduits en justice. La France appelle toutes les parties à respecter le cessez-le-feu, afin de parvenir à la stabilisation de l'Est de l'Ukraine. S'agissant de votre dernière question, nous n'avons aucune information à ce sujet.

886 / 942 – Point de presse du 20/06/2014

Référence EPJ00320101

Texte M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, s'est entretenu avec son nouvel homologue ukrainien, M. Pavlo Klimkine, dont la nomination a été confirmée hier par le Parlement ukrainien. Il a chaleureusement félicité M. Klimkine à l'occasion de son entrée en fonction, à un moment crucial pour son pays. M. Laurent Fabius a insisté sur la nécessité de tout mettre en oeuvre pour permettre un cessez-le-feu durable et respecté par tous. Il est nécessaire de poursuivre sur le chemin des réformes intérieures, afin que les aspirations de l'ensemble de la société ukrainienne soient prises en compte. Le processus de dialogue entamé avec la Russie doit également se poursuivre sur l'ensemble des questions en suspens. Les ministres sont convenus de rester en contact régulier.

887 / 942 – Point de presse du 20/06/2014

Référence EPJ00320102

Texte M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, participera le 23 juin à Luxembourg au Conseil affaires

étrangères. Les discussions porteront sur les points suivants : – Irak : en présence de M. Nikolaï Mladenov, représentant spécial des Nations unies pour l'Irak, les ministres feront le point sur la situation dans ce pays et la réaction de l'Union européenne ; – Syrie : la discussion portera sur l'appui à la transition politique ainsi que sur l'aide humanitaire ; – Libye : les ministres évoqueront les dernières évolutions politiques et sécuritaires ainsi que la réponse à apporter aux flux migratoires illégaux ; – Ukraine : M. Pavlo Klimkine, nouveau ministre ukrainien des affaires étrangères, présentera les mesures annoncées par le président Porochenko. Les ministres feront le point sur la situation sur le terrain et le rôle de la Russie. Ils discuteront également de la future mission civile de l'Union européenne destinée à réformer le secteur de la sécurité en Ukraine ; – Partenariat oriental : un point sera fait sur la signature, prévue en marge du conseil européen des 26 et 27 juin, des accords d'association avec la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine.

888 / 942 – Point de presse du 18/06/2014

Référence EPJ00319002

Texte La France déplore le décès de deux journalistes russes, Igor Korneliouk et Anton Volochine, survenu le 17 juin lors de combats dans l'est de l'Ukraine. Toute la lumière devra être faite sur les circonstances de la mort de ces deux journalistes. Ces décès s'ajoutent à la trop longue liste des victimes du conflit. Nous présentons nos condoléances à leurs familles et exprimons notre solidarité avec la rédaction du groupe VGTRK. La France rend hommage au courage des journalistes qui continuent d'exercer leur mission partout dans le monde en dépit des dangers et des menaces. Elle continuera de faire de la défense de la liberté d'informer et d'être informé une priorité de sa diplomatie.

Q – Comment évaluez-vous le processus de paix en Ukraine? Que pensez-vous d'une solution au différend gazier entre l'Ukraine et la Russie ? R – Il est essentiel de parvenir rapidement à un cessez-le-feu, en créant les conditions effectives d'une désescalade sur le terrain. M. Laurent Fabius est en contact régulier avec ses homologues russe et ukrainien afin d'y parvenir. Il s'est notamment entretenu le 15 juin avec M. Sergueï Lavrov. S'agissant du différend gazier, le président de la République a souligné auprès de son homologue russe la nécessité de trouver un accord sur les modalités de poursuite de la fourniture de gaz par la Russie à l'Ukraine.

889 / 942 – Point de presse du 03/06/2014

Référence EPJ00313804

Texte Q – Le ministre des affaires étrangères polonais s'est prononcé contre, s'est opposé à la livraison de Mistral à la Russie de crainte de l'usage qui peut en être fait, qu'est-ce que vous répondez à cette opposition ? R – Les autorités françaises se sont exprimées sur le sujet. Un contrat a été signé et il doit être honoré. Q – Comprenez-vous les inquiétudes de la Pologne et des États-Unis sur la vente du Mistral ? R – Nos partenaires n'ont pas d'inquiétude à avoir. Q – Avez-vous un commentaire sur la visite de Monsieur Sarkozy à Sotchi ? R – C'est une visite privée d'un ancien président, je n'ai aucun commentaire.

890 / 942 – Point de presse du 28/05/2014

Référence	EPJ00312205
Texte	<p>Q – Le président Hollande va rencontrer le président Poutine le 6 juin. Pourquoi un tête-à-tête alors que la veille, Poutine aura été exclu des discussions des chefs d'État du G8, devenu G7 ? François Hollande sera-t-il chargé par ses pairs du G7 de faire passer un nouveau message à Vladimir Poutine, alors que des combats font rage à Donetsk ? R – Nous avons à tous les niveaux des entretiens réguliers avec les autorités russes. Le ministre des affaires étrangères et du développement international M. Laurent Fabius s'est ainsi entretenu hier avec son homologue Sergei Lavrov. S'agissant de la visite du président russe, je vous renvoie sur la présidence de la République./.</p>

891 / 942 – Point de presse du 23/05/2014

Référence	EPJ00311001
Texte	<p>Bien que la résolution portée par la France sur la saisine de la Cour pénale internationale ait été coparrainée par 65 États, soutenue publiquement par 100 organisations non gouvernementales et votée par 13 États du Conseil de sécurité des Nations unies, elle s'est heurtée aux vetos de la Russie et de la Chine. Ces vetos démontrent une nouvelle fois l'importance, comme la France l'a proposé, d'un encadrement du recours du veto en cas d'atrocités de masse. La France reste mobilisée, au Conseil des droits de l'Homme, comme à l'Assemblée générale des Nations unies où se tiendra un événement consacré à la famine comme méthode de guerre le 4 juin pour dénoncer les crimes commis en Syrie et lutter contre l'impunité. Elle appuie les efforts de la Coalition nationale syrienne qui avait manifesté son soutien à cette résolution et son attachement à une Syrie démocratique, respectueuse des droits de l'Homme et de l'État de droit. Q – Sur quoi porte concrètement la prise de conscience de la communauté internationale ? R – La prise de conscience porte sur la nécessité de lutter contre l'impunité. Il y a plus de 160.000 morts en Syrie. Une résolution a été votée par le Conseil de sécurité sur l'accès humanitaire à la population syrienne. Cette résolution n'est pas respectée par le régime de Damas. L'objectif que poursuit la France est d'identifier les responsables des crimes de guerre et contre l'humanité et de les traduire devant la justice pénale internationale. Nous avons porté cette résolution au Conseil de sécurité pour que cet objectif soit le plus largement partagé au sein de la communauté internationale. Il y a eu deux vetos, mais cette résolution a été parrainée par 65 États, et soutenue par 100 organisations non-gouvernementales. Cela prouve l'ampleur de la mobilisation au sein de la communauté internationale sur la nécessité de lutter contre l'impunité. Q – Allez-vous transférer cette résolution devant l'Assemblée générale ? R – Nous sommes en train d'examiner les moyens de poursuivre cette action au sein des Nations unies et d'autres instances internationales. Il y a d'autres moyens de faire connaître les crimes qui sont commis dans ce pays et la nécessité d'en identifier les responsables et de les faire juger. Par exemple, la projection au festival de Cannes du film «Eau argentée» dont nous avons reçu la réalisatrice Simav Bedirxan cette semaine au Quai d'Orsay. C'est un film sur la tragédie de Homs et le martyre de sa population. Q – Sur la résolution, qu'avez-vous fait pour éviter que la Russie ne pose son veto ? La Chine a aussi opposé son veto, est-ce que ce n'est pas un cinglant désaveu pour le ministre Laurent Fabius qui était il y a quelques jours en Chine ? R – Nous avons eu un</p>

dialogue avec tous les membres du Conseil de sécurité dont la Russie et la Chine qui ont finalement opposé leur veto. Ils en ont pris la responsabilité. L'impunité des crimes commis en Syrie fait partie des facteurs aggravants de la crise il faut que la justice pénale internationale soit saisie. Q – Est-ce qu'il y avait une finalité politique d'être derrière le dépôt de ce projet bien qu'il y ait un veto prévisible ? R – Il s'agissait de montrer l'ampleur de la mobilisation de la communauté internationale, notamment à travers les coparrainages de cette résolution par 65 États. Il y a peu de résolutions qui bénéficient d'un tel soutien. Cela montre que la France n'est pas isolée : nous sommes à la tête d'un mouvement international pour saisir la cour pénale internationale de tous les crimes de guerre et contre l'humanité commis en Syrie.

892 / 942 – Point de presse du 23/05/2014

Référence EPJ00311010

Texte Q – Sur l'Ukraine, le gouvernement français a-t-il un message à adresser à la Russie ou aux autorités de Kiev ? Allez-vous envoyer des observateurs ? R – Le message de la France tient en trois objectifs : la désescalade, les élections, la réforme constitutionnelle. La désescalade parce que nous appelons à la fin des violences et au dialogue. Les élections parce que nous attachons beaucoup d'importance au scrutin qui va se dérouler dimanche. C'est un moment très important pour les Ukrainiens qui vont se prononcer démocratiquement pour désigner leur prochain président. Et la réforme constitutionnelle parce qu'une fois les élections présidentielles passées, la révision de la constitution doit permettre d'avoir une organisation de l'Ukraine qui correspond à la diversité et aussi au respect des minorités. S'agissant des observateurs, la participation française à la mission d'observation électorale de l'OSCE consiste en une mission d'observation de courte durée de 27 observateurs et une mission d'observation de longue durée de 8 observateurs déjà sur place./.

893 / 942 – Point de presse du 21/05/2014

Référence EPJ00309607

Texte Q – Pouvez-vous confirmer la participation française à des exercices militaires en Russie du 21 au 25 mai ? R – Je ne confirme pas cette rumeur de presse et je vous invite à interroger le ministère de la défense./.

894 / 942 – Point de presse du 13/05/2014

Référence EPJ00306707

Texte Q – Pouvez-vous confirmer que, dans un entretien accordé à une chaîne de télévision américaine, Laurent Fabius a dit que les autres États membres de l'Union européenne devraient eux aussi faire des sacrifices en matière de sanctions contre la Russie ? R – Nos priorités pour l'Ukraine sont : désescalade ; élections présidentielles du 25 mai ; et réforme constitutionnelle. Si des sanctions supplémentaires devaient être prises à l'avenir à l'encontre de la Russie, il faudrait qu'elles s'appliquent non seulement à la défense, mais aussi à la finance ou à l'énergie par exemple, et qu'elles respectent le principe général de non-rétroactivité./.

895 / 942 – Point de presse du 09/05/2014

Référence EPJ00305002

Texte M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, participera le 12 mai à Bruxelles au conseil Affaires étrangères. La réunion permettra d'aborder les points suivants : – Ukraine : en présence de M. Burkhalter, président en exercice de l'OSCE, les ministres évoqueront la situation sur le terrain et les conséquences de la crise sur les relations entre l'Union européenne et la Russie. – Processus de paix au Proche-Orient : les États membres rappelleront la nécessité de préserver les efforts faits par les deux parties. – Politique européenne de voisinage : les ministres discuteront des priorités qu'ils entendent développer, à l'avenir, dans les pays du voisinage de l'Union. Enfin, les ministres adopteront des conclusions sur l'approche globale de l'Union européenne, afin de permettre une mobilisation plus stratégique de l'ensemble des instruments européens en cas de crise./.

896 / 942 – Point de presse du 30/04/2014

Référence EPJ00302406

Texte Q – Le secrétaire d'État américain John Kerry a appelé mardi les membres de l'OTAN à augmenter leurs dépenses de défense en réponse à ce qu'il a qualifié de tentatives de la part de la Russie de changer le «paysage sécuritaire» du centre et de l'est de l'Europe. La France est-elle prête à répondre à la demande ? Est-ce que l'appel américain pourra être l'objet d'une consultation de la France avec ses partenaires européens ? R – Nos objectifs sont : désescalade ; préparation de l'élection présidentielle du 25 mai ; nouvelle constitution. À cette fin, nous nous concertons avec l'ensemble de nos partenaires dans toutes les enceintes compétentes, que ce soit aux Nations unies, au sein de l'Union européenne, à l'OSCE ou dans le cadre du G7. S'agissant de l'OTAN, des concertations très régulières ont permis ces dernières semaines de faire le point sur l'impact de la crise en Ukraine. De nouveaux échanges sont prévus à haut niveau à l'occasion des réunions des ministres de la défense les 1er et 2 juin et des affaires étrangères les 24 et 25 juin.

897 / 942 – Point de presse du 29/04/2014

Référence EPJ00301902

Texte Q – Bonjour! Un mot sur les nouvelles sanctions contre la Russie? R – En raison de l'absence de mesures concrètes permettant de mettre en oeuvre sur le terrain la déclaration de Genève, l'Union européenne a décidé hier d'étendre la liste des personnes visées par des gels d'avoirs et des restrictions de visas. Cette liste a été publiée aujourd'hui au Journal officiel de l'Union européenne. Les sanctions ne sont pas une fin en soi. Notre objectif est de parvenir à la désescalade, à la tenue dans les meilleures conditions du scrutin présidentiel du 25 mai, et à une réforme constitutionnelle respectant les droits des minorités./.

898 / 942 – Point de presse du 25/04/2014

Référence EPJ00300703

Texte Q – Obama s'est prononcé pour de nouvelles sanctions. Quelle est la position de la France ? R – La France attend la mise en oeuvre de la déclaration de Genève adoptée la semaine dernière. Q – Est-elle mise en oeuvre ? R – Nous attendons qu'elle soit mise en oeuvre. Q – Quelle est votre appréciation de la situation ? R – Le président de la République s'est exprimé hier : « Il y a eu un accord à Genève : nous demandons qu'il soit respecté dans son intégralité. S'il ne l'était pas, il y aurait nécessairement à renforcer les sanctions telles qu'elles ont été prévues par le conseil européen ». Nous demandons donc instamment à ce que la déclaration de Genève soit mise en oeuvre. Les observateurs de l'OSCE sur place en rendront compte. Tout doit être fait pour la désescalade. Q – Les Américains semblent plus préoccupés que vous. R – Avec les États-Unis, nous partageons la même préoccupation sur cette crise. Q – Mais pas de nouvelles sanctions pour autant ? R – Nous position est fondée sur la fermeté et le dialogue : fermeté, car nous avons déjà adopté et mis en oeuvre des sanctions ; dialogue, car nous sommes toujours ouverts aux échanges avec la Russie pour la convaincre de respecter ses obligations internationales et la déclaration de Genève.

899 / 942 – Point de presse du 25/04/2014

Référence EPJ00300707

Texte Q – Il y a eu des affrontements assez violents dans la nuit à Bangui. Avez-vous un commentaire ? R – Tout doit être fait pour empêcher les violences. C'est le sens de l'engagement de la France et de sa présence à travers l'opération Sangaris, en soutien des forces africaines et afin de protéger toutes les communautés. Q – Pensez-vous que les élections prévues pour février 2015 sont possibles dans ce délai ? R – C'est un objectif fixé par la communauté internationale et qui doit être tenu. Q – Quelle est votre sentiment sur le blocage par la Russie et la Chine des sanctions qui devaient être imposées sur trois centrafricains, dont l'ex-président Bozizé ? R – Il y a des discussions à New York. Elles se poursuivent et on ne peut pas parler de blocage. Je vous rappelle que c'est à l'unanimité qu'ont été adoptées les résolutions 2127, 2134 et 2149 du conseil de sécurité sur la RCA. Le conseil de sécurité reste saisi de la situation. Nous sommes favorables à ces sanctions. Mais le coeur du dispositif, c'est avant tout la stabilisation du pays et le déploiement d'une opération de maintien de la paix.

900 / 942 – Point de presse du 18/04/2014

Référence EPJ00298807

Texte Q – Il était question d'une visite du président russe en France la semaine prochaine. Qu'en est-il ? R – S'agissant d'un chef d'État étranger, je vous invite à interroger la présidence de la République.

901 / 942 – Point de presse du 18/04/2014

Référence EPJ00298808

Texte Q – Avez-vous une réaction à la déclaration conjointe adoptée hier à Genève par la Russie, l'Ukraine, les États-Unis et l'Union européenne ? R – La France appelle à la mise en oeuvre de cette déclaration par toutes les parties, sans délai et de bonne foi. Nous souhaitons la tenue dans les meilleures conditions



du scrutin présidentiel du 25 mai, par lequel tous les Ukrainiens seront appelés à s'exprimer afin de déterminer librement leur destin. Q – Que prévoit ce texte ? R – Ce texte appelle toutes les parties à s'abstenir d'actions violentes ainsi que d'actes d'intimidation ou de provocation. Il prévoit le désarmement des groupes armés illégaux, l'évacuation des bâtiments et lieux publics occupés, ainsi que l'amnistie de ceux qui auront déposé les armes, à l'exception des individus ayant du sang sur les mains. La mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe est appelée à jouer un rôle important dans la mise en oeuvre de ces mesures de désescalade. Q – Qu'est-ce qui vous ferait passer à la troisième vague des sanctions ? R – La priorité va aujourd'hui à la mise en oeuvre de la déclaration de Genève, qui doit concrétiser la désescalade. C'est à la lumière de cette mise en oeuvre que nous déciderons avec nos partenaires européens s'il y a lieu d'adopter de nouvelles sanctions. Q – Quels en seront les critères d'évaluation ? R – Nous nous fonderons sur l'analyse que nous ferons de la situation et des signes concrets de désescalade. Je vous rappelle qu'une mission de l'OSCE est sur place et va s'amplifier. Nous la soutenons, y compris par l'envoi d'experts français. Les observateurs de l'OSCE recueillent des éléments permettant de disposer d'une vue objective de la situation.

902 / 942 – Point de presse du 15/04/2014

Référence

EPJ00297307

Texte

Q – Première question : l'OTAN dit avoir des preuves que la Russie est derrière tout ce qui se passe dans l'Est. Quelles informations la France a-t-elle ? Deuxième question : s'achemine-t-on vers une nouvelle série de sanctions. Troisième question : quelles sont les possibilités de sanctions spécifiques pour la France ? R – Sur votre première question, nous n'avons pas d'informations particulières. Sur votre deuxième question, l'ensemble des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ont longuement examiné hier à Luxembourg la situation en Ukraine et ses conséquences pour la relation avec la Russie. Je rappellerai les trois messages principaux qu'ils ont exprimés : – le premier point, c'est la condamnation des violences. L'Union européenne a condamné les violences commises par des individus armés dans l'est de l'Ukraine, et appelé à l'arrêt de ces actions de déstabilisation. Le conseil affaires étrangères a également réitéré son soutien à l'unité, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine, et appelé la Russie à faire de même. Il a demandé à la Russie de rappeler ses troupes de la frontière ukrainienne ; – le second point, c'est l'extension des sanctions individuelles. Les ministres ont décidé hier d'étendre la liste des personnes visées par des sanctions. Leurs noms seront publiés au Journal officiel de l'Union européenne ; – troisième point, amplification de l'aide économique à l'Ukraine. Le conseil affaires étrangères a approuvé une assistance macro-financière d'un montant maximal d'un milliard d'euros, afin de soutenir la stabilisation de l'économie et la mise en oeuvre du programme de réformes structurelles, en complément des ressources mises à disposition au titre d'un accord financier avec le FMI. Il a également adopté un règlement accordant des préférences commerciales unilatérales à l'Ukraine. Ce train de mesures d'aide avait été annoncé par la Commission le 5 mars. Le conseil a en outre fait part de sa disponibilité à aider l'Ukraine en matière de réforme du secteur de la sécurité civile. Une décision sera prise à ce sujet lors du prochain conseil affaires étrangères. La position de la France est fondée sur

deux principes : fermeté à l'égard de la Russie – d'où notre soutien constant aux sanctions prises par l'Union européenne – et dialogue, parce que c'est uniquement par cette voie que nous parviendrons à faire baisser les tensions. Sur votre dernière question, M. Laurent Fabius a souligné hier que, si nécessaire, il peut y avoir la semaine prochaine une réunion des chefs d'État et de gouvernement au niveau de l'Union européenne qui pourra prendre de nouvelles sanctions. Tout dépendra de la manière dont les tensions évolueront dans l'est de l'Ukraine et de l'attitude de la Russie. Une réunion est prévue jeudi à Genève. Elle sera très importante pour parvenir à une désescalade et apaiser les tensions. Q – Parmi les sanctions possibles en France, il y a une suspension de la livraison des navires de guerre vendus à la Russie. Or des militaires russes sont censés venir et des visas leur sont accordés. R – Ces visas ont été délivrés au titre de la coopération dans le cadre contractuel prévu. Les bateaux n'ont pas été livrés. Q – Les militaires qui sont censés venir s'entraîner dans le cadre cet accord viendront-ils en mai ? R – Pour le moment, cette coopération n'est pas suspendue. Nous avons dit qu'elle pourrait l'être dans le cadre d'une nouvelle phase de sanctions. Cela dépendra de l'attitude de la Russie. Nous sommes dans un travail de conviction pour apaiser les tensions et aboutir à une désescalade. Q – Dans un éventuel niveau 3 des sanctions, chaque pays aurait des intérêts différents. Quelle serait la contribution de la France ? R – Nous n'y sommes pas. Laissons du temps à la négociation. Dans l'hypothèse d'une nouvelle phase des sanctions, chacun apporterait sa contribution au dispositif, qui résulterait d'une décision collective de l'Union européenne. Q – Quelle est la ligne rouge avant d'adopter ce troisième stade de sanctions ? R – Le critère, c'est le respect par la Russie du droit international, de ses obligations internationales ainsi que de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Q – Mais la Russie est déjà en territoire ukrainien... R – C'est pour cela que nous avons adopté une première vague de sanctions. Nous sommes aujourd'hui dans un travail de conviction pour apaiser les tensions, aller vers la désescalade et aboutir à un respect par la Russie de ses obligations internationales. Q – Une réaction à l'agression de deux candidats aux présidentielles ukrainiennes ? R – Je n'ai pas d'informations particulières sur ces agressions. La France souhaite que la campagne pour les élections présidentielles, qui constitue un grand rendez-vous démocratique pour le peuple ukrainien, se déroule sans violence et dans le dialogue.

903 / 942 – Point de presse du 11/04/2014

Référence EPJ00296301

Texte Le nouveau secrétaire d'État chargé des affaires européennes, M. Harlem Désir, s'est rendu ce jour à Berlin. M. Désir a rencontré son homologue allemand, M. Michael Roth, avec qui il exercera conjointement la fonction de secrétaire général pour la coopération franco-allemande. Le choix de ce premier déplacement en Allemagne souligne la contribution de l'amitié franco-allemande au projet européen, ainsi que le caractère exceptionnel des liens qui unissent nos deux pays. Au cours de cette prise de contact, les deux secrétaires d'État ont évoqué les principaux dossiers européens, en particulier les enjeux de croissance et d'emploi. Les deux secrétaires d'État se sont entretenus de la situation en Ukraine et la relation de l'Union européenne avec la Russie.

904 / 942 – Point de presse du 11/04/2014

Référence EPJ00296302

Texte Le conseil des affaires étrangères se tiendra le 14 avril prochain à Luxembourg, sous la présidence de Mme Catherine Ashton. Les points suivants seront notamment abordés : – Ukraine/Russie : les ministres discuteront de la situation sur le terrain et de ses conséquences pour les relations de l'Union européenne avec l'Ukraine et avec la Russie. – Syrie : les ministres évoqueront l'état du processus politique après l'échec de la seconde session de négociations à Genève et la possibilité d'un troisième cycle de négociation. Ils évoqueront également le désarmement chimique de la Syrie. Ils feront le point sur les questions humanitaires. Des conclusions seront adoptées.

905 / 942 – Point de presse du 11/04/2014

Référence EPJ00296305

Texte Q – Il y aurait une réunion internationale à Genève le 17 avril entre l'Union européenne, la Russie l'Ukraine et en présence de John Kerry. Le ministre Laurent Fabius s'y rendra-t-il ? R – La réunion pourrait avoir lieu la semaine prochaine, entre Mme Ashton et les ministres des affaires étrangères ukrainien, russe et américain. Naturellement nous soutenons cette initiative. La situation en Ukraine demeure préoccupante et il est urgent de faire retomber les tensions. Cette réunion s'inscrirait dans le cadre de la recherche d'une désescalade.

906 / 942 – Point de presse du 10/04/2014

Référence EPJ00295304

Texte Q – La visite du président russe Vladimir Poutine en France fin avril est-elle annulée ? R – S'agissant des visites présidentielles, nous vous invitons à prendre contact avec la présidence de la République./.

907 / 942 – Point de presse du 09/04/2014

Référence EPJ00294803

Texte Q – Quelle est la réaction de la France face à l'attitude agressive de la Russie en Ukraine, qui consiste à soutenir les séparatistes et à exercer une pression économique ? Où en êtes-vous de la préparation de la visite du président russe ? R – Le président de la République a marqué hier sa vive préoccupation sur la situation actuelle en Ukraine et souligné la nécessité « d'éviter toute action, directe ou indirecte, susceptible d'alimenter les tensions ». Nous appelons ainsi la Russie à dialoguer avec les autorités de Kiev. Nous sommes disposés à apporter tout le soutien nécessaire aux efforts de dialogue./.

908 / 942 – Point de presse du 08/04/2014

Référence EPJ00294509

Texte Q – Une réaction sur les derniers événements en Ukraine ? R – La situation dans plusieurs régions du sud-est de l'Ukraine, où des manifestants

séparatistes et des activistes ont de nouveau pris d'assaut des bâtiments officiels, suscite notre préoccupation. Il est essentiel que chacun s'abstienne de toute provocation. Nous notons à cet égard que la stratégie de décentralisation engagée par le gouvernement ukrainien vise à répondre aux aspirations à plus d'autonomie exprimée dans certaines régions. La France appelle les responsables ukrainiens – autorités de l'État et élus régionaux – à renouer leur dialogue et à examiner ensemble la situation et les moyens permettant d'y remédier. Nous appelons également la Russie à s'abstenir d'attiser les tensions, à respecter les principes de la charte des Nations unies – dont celui de la non-ingérence – et à dialoguer avec les autorités de Kiev. Nous sommes disposés à apporter tout le soutien nécessaire aux efforts de dialogue.

909 / 942 – Point de presse du 04/04/2014

Référence EPJ00293507

Texte Q – Avez-vous une réaction particulière à la découverte dans le Sud de la Russie de 24 personnes prétendument soupçonnées de préparer des actes terroristes ? R – La position de la France, c'est la fermeté et le dialogue, dans le respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine : – fermeté, à l'égard d'une violation du droit international, l'annexion de la Crimée, qualifiée comme telle par la communauté internationale puisqu'une résolution a été votée par l'assemblée générale des Nations unies ; – dialogue avec les autorités russes, pour parvenir à un apaisement dans la région.

910 / 942 – Point de presse du 03/04/2014

Référence EPJ00292601

Texte M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, participera les 4 et 5 avril à Athènes à la réunion informelle des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne. Il évoquera avec ses homologues les principaux sujets de l'actualité internationale et européenne : Ukraine, politique européenne de voisinage, relations avec la Russie et situation en Syrie.

911 / 942 – Point de presse du 31/03/2014

Référence EPJ00290901

Texte M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, se rend aujourd'hui et demain à Berlin et Weimar pour des consultations en format «Weimar» avec ses homologues allemand et polonais, MM. Steinmeier et Sikorski. À Berlin aujourd'hui, les trois ministres participeront à un débat public avec les étudiants de l'Institut Jacques Delors sur le thème «Quelle voix pour l'Europe ?». Les échanges porteront notamment sur le rôle du «triangle de Weimar» et sur l'actualité européenne. À Weimar, les ministres auront un premier échange ce soir sur la situation en Ukraine, les relations avec la Russie et les enjeux de la sécurité européenne. Ils évoqueront demain les principales questions européennes d'actualité : préparation des élections européennes, renouvellement des institutions, lutte contre les dérèglements climatiques et approfondissement de la politique de sécurité et de défense commune. M. Laurent Fabius se rendra ensuite à Bruxelles, conjointement avec ses homologues allemand et polonais, pour participer le 1er avril à la réunion

912 / 942 – Point de presse du 28/03/2014

Référence EPJ00290608

Texte Q – Après la perte de la Crimée si je puis dire, quelle est la position de la France pour une défense de l'intégrité du territoire ? R – La position de la France est claire et constante. Elle a été exprimée par le président de la République à la fois à titre bilatéral et dans le cadre d'un certain nombre d'enceintes internationales qui se sont prononcées sur ce sujet. Je pense notamment à la réunion des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne, où l'Union européenne a pris une position très claire sur ce sujet, et lors du sommet du G7 auquel il a participé à La Haye au début de cette semaine. Chaque fois la France a dit la même chose. Nous défendons l'intégrité territoriale de l'Ukraine, nous considérons que le référendum qui s'est tenu n'a pas de portée ni de valeur juridique. Nous considérons que c'est un référendum qui n'était pas conforme à la constitution ukrainienne. Nous ne reconnaissons pas ce que nous considérons comme une annexion. Sur ce plan, je vous renvoie au dernier document sur lequel la France s'est prononcée à ce sujet, qui est la déclaration de La Haye lors du G7. Par ailleurs, je voudrais signaler qu'hier, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution qui a été votée par cent États. Elle souligne l'invalidité du référendum tenu en Crimée le 16 mars et à travers ce texte, les Nations unies ont condamné tout changement du statut de la Crimée effectué sur cette base et par conséquent l'annexion de cette région par la fédération de Russie. La France a voté évidemment pour cette résolution qui reflète non seulement notre position mais aussi celle de l'Assemblée générale des Nations unies.

913 / 942 – Point de presse du 28/03/2014

Référence EPJ00290609

Texte Q – Est-ce que cette crise en Crimée nous amène à réfléchir sur la stratégie de la défense de l'Europe ? Est-ce que cela change quelque chose ? Est-ce qu'on s'est mis un peu trop à l'extérieur de l'Europe par exemple en Afrique, en Afghanistan ? Et est-ce qu'on n'a pas assez réfléchi à l'Europe même, aux moyens de défense, aux moyens d'armement ? Est-ce que ça va changer quelque chose ? Est-ce qu'on discute déjà là-dessus ? Et aussi peut-être, est-ce qu'il faut revoir le budget de quelques États en Europe de la défense ? R – Toute crise de cette importance a un impact. Le ministre des affaires étrangères Laurent Fabius a eu l'occasion de dire à plusieurs reprises qu'il s'agissait d'une crise très grave, probablement l'une des plus graves sur le continent européen au cours des vingt ou trente dernières années. Les principes sur lesquels se fonde notre diplomatie à l'égard de la Russie, dans le contexte de cette crise, sont la fermeté et le dialogue. Fermeté car nous n'acceptons pas les violations du droit international et nous avons pris avec nos partenaires de l'Union européenne des sanctions, comme l'ont fait d'autres États de la communauté internationale comme les États-Unis. Donc fermeté, et par ailleurs dialogue avec la Russie, qui est un partenaire très important pour nous et avec lequel nous souhaitons maintenir un dialogue pour aboutir à une solution diplomatique. Il appartient aux autorités politiques, aux ministres des affaires étrangères en particulier, de vous dire les leçons que nous en

tirons, et que nous en tirerons. Mais il est prématuré aujourd'hui de dire quelles seront les conclusions que nous en tirerons, c'est un peu tôt pour l'affirmer. Sur les questions de défense que vous évoquez, à l'issue du Conseil européen de décembre, toute une série de lignes directrices ont été adoptées en matière de défense et de sécurité. Les conclusions de ce Conseil européen portent sur les opérations à l'étranger, les coopérations entre industries de défense, la mutualisation des moyens entre États de l'Union européenne. Tout un travail se fait, et la France est à l'initiative sur ce sujet. Nous considérons que les budgets de défense ne doivent pas être sacrifiés car le maintien de la paix et de la sécurité restent un enjeu majeur des relations internationales. On le voit en République centrafricaine, on l'a vu l'année dernière au Mali. Il est important de préserver nos moyens de sécurité et de défense, ainsi que nos capacités de projection sur des théâtres extérieurs. Nous devons également, entre partenaires de l'Union européenne, mutualiser nos moyens, préserver nos industries de défense et nos moyens de recherche et de développement dans ce domaine.

914 / 942 – Point de presse du 28/03/2014

Référence EPJ00290611

Texte Q – S'agissant du centre culturel russe qui doit être construit à Paris. Vous avez évoqué des sanctions à l'encontre de la Russie. Ce centre culturel sera-t-il concerné ? Ce projet se poursuit et il n'est en rien affecté par la situation liée à la crise ukrainienne./.

915 / 942 – Point de presse du 19/03/2014

Référence EPJ00286706

Texte Q – 1) On parle des premiers morts en Crimée (un soldat ukrainien et un milicien pro-russe). Craignez-vous que cela soit le début d'altercations musclées et meurtrières, et quel conseil donner aux soldats ukrainiens bloqués dans les casernes en Crimée ? 2) Le porte-parole de M. Poutine a hier averti que la Russie «ne pourra rester sans réagir» si les populations russes à Kharkov et Donetsk dans l'est ukrainien sont menacées. Il a déjà parlé d'intimidation. Demandez-vous à Kiev de protéger ses populations et que pensez-vous des déclarations du Kremlin à ce sujet ? R – Comme l'a indiqué M. Laurent Fabius ce matin à l'issue de son entretien avec son homologue brésilien, «nous appelons d'abord à la désescalade». Une discussion sur la situation en Ukraine est prévue à l'occasion du Conseil européen qui se réunit à partir de demain./.

916 / 942 – Point de presse du 18/03/2014

Référence EPJ00286505

Texte Q – M. Laurent Fabius a indiqué ce matin que la participation de la Russie au G8 était suspendue. Qu'en est-il ? R – Le ministre des affaires étrangères a rappelé ce que nous avons décidé collectivement dans le cadre du G7-G8 : la suspension de notre participation aux travaux de préparation du G8 prévu à Sotchi. Q – La participation de la Russie au G8 n'est donc pas suspendue pour le moment ? R – Non. Ce qui est suspendu, c'est notre participation aux travaux de préparation du G8 prévu à Sotchi. Q – Pourquoi l'appeler le G7-G8

? R – Nous sommes toujours, bien sûr, dans le cadre du G8. Ce forum existe depuis des années. Mais, compte tenu du comportement de la Russie, nous avons décidé avec nos autres partenaires de suspendre notre participation à la préparation du G8 prévu à Sotchi. Q – Cela a-t-il été confirmé par le président du G8 ? R – Cette décision a été prise à sept. Elle a été rendue publique dans une déclaration des chefs d'État et de gouvernement du G7 diffusée le 12 mars. Q – Ce n'est pas vraiment une sanction... R – On peut considérer cela comme une sanction. Q – La véritable sanction serait de suspendre la Russie du G8... R – Il s'agit d'une première mesure, prise dans l'espoir d'obtenir de la part de la Russie une désescalade et des signes clairs de respect du droit international et des accords bilatéraux conclus avec l'Ukraine. Q – Sur le contrat des Mistral, Laurent Fabius a évoqué hier l'annulation et ce matin une suspension. Qu'envisage-t-on ? Est-ce une décision qui fait consensus au sein du gouvernement ? R – Ce qui est évoqué, c'est la suspension de ce contrat. Nous voulons tout faire pour que cela ne soit pas nécessaire. C'est le niveau 3 des sanctions. Nous n'y sommes pas encore. Encore une fois, nous espérons de la part de la Russie une désescalade. C'est la position du gouvernement, en accord avec le président de la République et le Premier ministre. M. Laurent Fabius a également rappelé que cela doit être envisagé dans le cadre de sanctions générales. Il s'agit de décisions prises collectivement, avec nos partenaires européens, et non de décisions unilatérales de la France. Q – Allons-nous fermer le consulat ou désactiver le consul honoraire de France à Simferopol ? R – Nous n'avons pas de consul honoraire à Simferopol. Q – Laurent Fabius a annulé son voyage à Moscou. Il aurait eu là l'occasion de parler directement. R – Le ministre des affaires étrangères a expliqué qu'il s'agissait d'un report, compte tenu du contexte. Q – Parlons du référendum en Crimée, que vous jugez illégal. Le référendum de 1975 à Mayotte était-il légal ? R – Les situations sont totalement différentes : Mayotte ne s'est pas détachée d'un pays indépendant aux frontières reconnues par la communauté internationale. Elle a choisi, dès 1974, de rester au sein de la République – alors que les Comores allaient opter l'année suivante pour l'indépendance. Il n'est toutefois pas inutile de rappeler ce que le représentant permanent soviétique avait déclaré en 1975 sur la question de Mayotte : « Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la charte des Nations unies ». Q – Le Kremlin vient d'annoncer que la Crimée serait rattachée à la Russie à compter de demain. Une réaction ? R – Le référendum en Crimée est illégal, contraire à la constitution ukrainienne et dénué de portée juridique. Q – Cette annonce peut-elle déclencher le niveau 3 des sanctions ? R – Cela doit, le cas échéant, être décidé collectivement. Les chefs d'État et de gouvernement se réuniront jeudi à l'occasion du Conseil européen qui, en fonction des décisions des autorités russes, pourra prendre de nouvelles décisions. Nous parions sur la diplomatie et le dialogue, tout en restant fermes pour obtenir de la Russie des signaux clairs de désescalade et de respect du droit international. Q – Est-ce que cela est annonciateur d'un retour vers la guerre froide ? R – Notre objectif est d'avoir avec la Russie des relations internationales apaisées, confiantes et qui reposent sur le droit international et la charte des Nations unies. Nous souhaitons une désescalade et le rétablissement de la confiance. Q – La désescalade, cela consisterait donc en une annulation du rattachement à la Russie et au retour à l'Ukraine ?

R – J'ai déjà évoqué ici les mesures de désescalade : le retour des troupes dans leurs lieux de stationnement permanent, le respect des accords bilatéraux entre l'Ukraine et la Russie, la liberté de circulation des observateurs de l'OSCE en Ukraine. Il y a toute une série de mesures qui sont envisagées. La création d'un groupe international de contact a également été évoquée. Ces mesures permettraient de montrer que l'on retourne vers le respect du droit international. Q – Retourner vers le droit international, cela veut-il dire revenir à la souveraineté ukrainienne sur la Crimée ? R – Pour nous, la Crimée fait partie intégrante de l'Ukraine. Q – Le ministre a parlé d'une mobilisation des Ukrainiens à la frontière à Kharkov et Donetsk par exemple. Le ministre a dit que s'il y avait un problème là, il y aurait recours à la force. Cela signifie-t-il que nous pourrions envisager une utilisation de la force pour épauler les Ukrainiens ? R – Le ministre des affaires étrangères a été très clair : nous ne nous situons pas dans une logique de force et de rapports militaires. Nous nous situons dans un travail diplomatique et de conviction – comme de fermeté, avec les sanctions.

917 / 942 – Point de presse du 17/03/2014

Référence EPJ00285607

Texte Q – Bonjour, pourriez-vous avoir l'amabilité de confirmer que M. Laurent Fabius se déplacera à Moscou pour participer à la réunion bilatérale franco-russe, prévue 18 mars 2014 ? R – Une décision à ce sujet sera prise aujourd'hui.

918 / 942 – Point de presse du 14/03/2014

Référence EPJ00285403

Texte Mort de manifestants à Donetsk (13 mars 2014) La France condamne les violences qui se sont déroulées hier à Donetsk à l'occasion de manifestations, et qui ont provoqué la mort de deux personnes, selon un premier bilan. Depuis le début de la crise en Ukraine, la France condamne toutes les violences et promeut le dialogue dans le respect de l'intégrité de l'Ukraine. Libération du journaliste David Geoffrion – Liberté de la presse et conseils de prudence en Crimée Nous avons appris avec soulagement la libération hier soir du journaliste David Geoffrion, qui avait été retenu contre sa volonté quelques heures plus tôt à Simferopol. Notre ambassade a pu s'entretenir avec lui. Il est en bonne santé. Nous rappelons, comme nous l'avons fait hier, que plusieurs incidents graves ont ciblé ces derniers jours en Crimée des journalistes, y compris français, victimes de pressions, d'intimidations ou de violences. La plupart ont pour origine les milices présentes sur ce territoire. La France condamne ces entraves au travail des journalistes et appelle à respecter la liberté d'information. La liberté d'expression et la liberté de la presse, y compris sur internet, sont au fondement de toute démocratie et doivent être universellement respectées. Nous invitons nos compatriotes journalistes actuellement en Crimée ou envisageant de s'y rendre à faire preuve de prudence et à prendre connaissance régulièrement des « conseils aux voyageurs » consultables sur France Diplomatie, qui sont actualisés en temps réel. Q – Est-il encore question d'un déplacement de L. Fabius et de J.Y. Le Drian le 18 mars en Russie ? R – Une réunion aura lieu en fonction des avancées sur le dossier ukrainien et si, du côté russe, il y a des éléments qui



nous permettent de penser qu'elle pourrait être utile. C'est ce qu'a indiqué hier le ministre des affaires étrangères lors du point de presse conjoint avec son homologue irlandais. Q – Quelle est la définition du mot « utile » ? R – Est utile, sur le terrain diplomatique, toute réunion qui peut permettre de déboucher sur des progrès – en l'occurrence sur un apaisement et une solution en Ukraine. Q – Attendez-vous des résultats de la réunion Kerry-Lavrov de cet après-midi ? R – Les prochaines heures et prochains jours seront très importants pour apprécier si la situation s'apaise et si une issue diplomatique peut être trouvée. Comme l'a dit M. Laurent Fabius à plusieurs reprises, nous attendons des signaux clairs et positifs de la part de la Russie en faveur de l'apaisement. Q – Qu'entendez-vous par « signaux positifs » ? R – Tout ce qui peut concourir à l'apaisement : rejet de la violence, respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, respect du droit international, respect de la liberté de la presse et du libre exercice par les journalistes de leur métier sur l'ensemble du territoire ukrainien. Et, bien sûr, respect par la Russie de ses engagements bilatéraux vis-à-vis de l'Ukraine et retour des troupes russes dans leurs lieux de stationnement permanent. Q – Y a-t-il des scénarios envisagés au cas où la Russie ne répond pas positivement ? R – Notre action est guidée par deux principes : dialogue et fermeté. Nous avons des contacts permanents avec les autorités russes. M. Laurent Fabius a eu l'occasion de s'entretenir à plusieurs reprises avec M. Lavrov et l'a reçu à Paris la semaine dernière. Par ailleurs, nous sommes fermes et avons adopté des sanctions dans le cadre européen. Nous espérons maintenant aller vers une désescalade et obtenir des signaux clairs et positifs de la part des autorités russes. Q – Un de nos confrères journalistes a été arrêté hier par des milices qui, j'imagine, ne portaient pas d'insigne. Donc nous sommes dans une situation où nous avons un envoi de troupes qui arrivent, enlèvent leurs insignes et arrêtent nos journalistes... R – J'ai rappelé la position de la France, très claire et ferme : nous réclamons le respect de la liberté de la presse sur l'ensemble du territoire ukrainien et en particulier en Crimée. L'ensemble des journalistes, quelle que soit leur nationalité, doivent pouvoir travailler sans pression, sans risquer des enlèvements ou des séquestrations. Q – Est-ce qu'on est sûr qu'il y a des renforts provenant de Russie qui arrivent sur le territoire de la république autonome de Crimée ? R – Je n'ai pas d'information sur ce point précis. Nous appelons au respect des accords bilatéraux conclus entre l'Ukraine et la Russie. Q – Pourquoi n'a-t-on pas encore suspendu la vente des Mistral à la Russie ? Réserve-t-on cela pour un train ultérieur de sanctions, qui seraient prises à titre national ? R – Le président de la République s'est exprimé sur ce point et a indiqué que nous n'en étions pas encore là. Nous voulons éviter d'en arriver là. Tout doit être fait pour que la négociation puisse s'engager. Un premier train de sanctions, ciblé et efficace, a été adopté par l'Union européenne, sur décision des chefs d'État et de gouvernement. Nous avons indiqué très clairement espérer que ce premier train de sanctions se traduirait par une désescalade. Les États membres ont souhaité privilégier la voie diplomatique, tout en se ménageant la possibilité d'adopter d'autres sanctions si les autorités russes ne se montrent pas ouvertes au dialogue. Q – Quel type de sanctions seront adoptées au conseil Affaires étrangères de lundi ? R – N'anticipons pas. Nous espérons toujours aboutir à une solution diplomatique et politique. Les discussions se poursuivent. Si l'on n'allait pas vers une désescalade, dans un second temps, la fermeté prévaudra. Q – Concrètement,

une désescalade d'ici deux jours, ce serait quoi ? R – Je l'ai indiqué : respect du droit international, respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, respect des accords bilatéraux entre l'Ukraine et la Russie, retour des troupes dans leurs lieux de stationnement permanent. Q – D'ici deux jours, cela va être compliqué... R – Notre évaluation se fera en fonction des signaux qui seront pris dans le sens de l'apaisement. Ce que l'on attend de la Russie est assez clair. Q – Klitchko et Porochenko ont proposé une option lors de leur visite à Paris il y a une semaine : un référendum sur la Crimée à l'échelle de toute l'Ukraine. Qu'en pensez-vous ? R – Un gouvernement d'union nationale s'est constitué en Ukraine. À lui de faire des propositions. Ce qui importe, c'est de respecter toutes les communautés, de ne pas permettre les violences entre elles et de respecter la diversité de l'Ukraine, dans ses frontières. À l'intérieur de ses frontières, les acteurs politiques ukrainiens sont libres d'organiser leur vie politique et administrative. Mais cela passe par le respect des frontières. Le respect de l'intégrité territoriale est un principe central des relations internationales. Q – Y a-t-il une liste des référendums légaux et illégaux ? Qu'est-ce qui fait la différence ? Pourquoi l'Ecosse, et pas la Crimée ? R – En Ukraine, il y a une constitution. Le scrutin annoncé pour dimanche n'est pas conforme à la constitution ukrainienne.

919 / 942 – Point de presse du 12/03/2014

Référence EPJ00284304

Texte M. Thierry Repentin, ministre délégué chargé des affaires européennes, se rend aujourd'hui à Prague. M. Thierry Repentin y rencontrera M. Lubomir Zaoralek, ministre des affaires étrangères, M. Petr Drulak, vice-ministre des affaires étrangères, ainsi que M. Tomas Prouza, secrétaire d'État aux affaires européennes. Il fera le point sur les principaux enjeux du conseil européen des 20 et 21 mars (lutte contre les dérèglements climatiques, politique industrielle et union économique et monétaire), sur la préparation des élections européennes, ainsi que sur la situation en Ukraine et les relations entre l'Union européenne et la Russie. Le ministre délégué donnera par ailleurs une conférence sur l'avenir de l'Union européenne à l'Université économique de Prague. Ce déplacement permettra en outre d'évoquer l'ensemble des volets de notre dialogue bilatéral. M. Thierry Repentin rencontrera également des représentants d'entreprises françaises présentes à Prague.

920 / 942 – Point de presse du 12/03/2014

Référence EPJ00284308

Texte Q – Les médias ukrainiens évoquent les signes de la préparation d'une invasion armée de la partie continentale de l'Ukraine. Quelles sont les mesures que va prendre la France à cet égard ? On assiste à la redéfinition des frontières en Europe, en violation des fondements de la sécurité collective. À votre avis, que doivent faire la France et l'UE pour que cessent de telles actions ? R – S'agissant de votre première question, il ne nous appartient pas de commenter les informations de presse. Nous attendons, de la part de la Russie, des signes de désescalade. Comme M. Laurent Fabius l'a indiqué encore hier, nous sommes mobilisés avec l'ensemble de nos partenaires européens. Nous avons à la fois marqué notre fermeté – en souscrivant à la décision européenne en faveur de la mise en place de sanctions – et notre

détermination à favoriser le dialogue et une issue diplomatique à la crise. M. Laurent Fabius est en dialogue constant avec ses homologues européens, américain, russe et ukrainien, avec lesquels les consultations se poursuivent actuellement. Il s'est entretenu hier soir par téléphone avec les ministres des affaires étrangères russe, polonais et allemand./.

921 / 942 – Point de presse du 11/03/2014

Référence EPJ00283906

Texte Q – Le Parlement de Crimée vient de voter l'indépendance. Une réaction ? R – Ce vote n'a aucune légitimité. Il en va de même de celui annoncé pour le 16 mars. Cela est à la fois contraire à la constitution ukrainienne et au droit international. Comme l'a indiqué ce matin M. Laurent Fabius, le seul vote légitime sera celui du 25 mai pour l'élection du président de la République d'Ukraine. La France est attachée au respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et à la préservation de sa souveraineté. Q – M. Laurent Fabius a évoqué ce matin des propositions de sortie de crise soumises au ministre russe des affaires étrangères. Pouvez-vous nous en donner la teneur ? R – Avec la Russie, nous agissons selon deux principes, la fermeté et le dialogue. Des sanctions, auxquelles la France a pleinement souscrit, ont été adoptées par l'Union européenne. Nous sommes d'autre part mobilisés pour que soit privilégiée une issue diplomatique et pacifique. Un processus diplomatique est en cours. Nous poursuivons un travail de conviction avec les autorités russes, pour parvenir à une désescalade et à une issue diplomatique. Q – Quelles pistes ? R – Il est question de la création d'un groupe de contact international, déjà évoquée à Paris la semaine dernière en marge de la conférence internationale sur le Liban. Pour l'instant, cela n'est pas fait et le travail continue. Les contours de ce groupe ne sont pas fixés pour le moment. Et nous attendons un certain nombre de gestes de la part des autorités russes, et notamment le retour des troupes dans leurs casernes. Q – L'accord du 21 février a-t-il encore une quelconque valeur ? R – Cet accord est aujourd'hui mis en oeuvre : un gouvernement de transition et d'union nationale s'est formé ; des élections présidentielles sont annoncées pour le 25 mai ; il avait en outre été convenu avec Viktor Yanoukovitch qu'un nouveau Premier ministre serait nommé, ce qui a été fait avec l'accession à la tête du gouvernement d'Arseni Iatseniouk. Q – Le gouvernement actuel, personne n'a dit qu'il était d'entente nationale... R – Les Ukrainiens eux-mêmes se sont entendus autour de ce gouvernement de transition. Les ministres des affaires étrangères français, allemand et polonais se sont rendus sur place pour apporter la contribution de l'Union européenne à ce processus de dialogue entre acteurs politiques ukrainiens, incluant l'alors président Yanoukovitch. La Rada a ensuite entériné l'accord obtenu entre acteurs politiques ukrainiens. Il s'agit d'une assemblée élue démocratiquement. Q – Considérez-vous que la totalité de l'accord ait été mise en oeuvre ? R – Il l'a été, en grande partie. Q – M. Laurent Fabius a indiqué ce matin qu'en l'absence de désescalade des sanctions seraient possibles dès cette semaine. Comment les choses se dérouleraient-elles ? Y aurait-il une réunion d'urgence des ministres des affaires étrangères ? R – Il n'est pas formellement nécessaire de réunir les ministres ou les chefs d'État et de gouvernement à Bruxelles. Si tous sont d'accord et s'il y a unanimité, la décision peut se prendre à Bruxelles sans présence ministérielle. Q – Si les États ne sont pas tous d'accord, il faudra donc une réunion ? R – C'est exact.

Q – Une réunion se tient-elle à Londres sur le sujet en ce moment ? R – En effet, une réunion a lieu à Londres au niveau des experts européens sur les sanctions. Q – On vient d'apprendre que les seuls vols pouvant atterrir en Crimée sont ceux en provenance de Moscou. Est-ce que ce type de mesures peut accélérer le rythme des sanctions ? R – Nous espérons une désescalade et attendons des signes de désescalade. Tout ce qui va dans le sens inverse ne peut qu'accélérer une prise de décision européenne en faveur de sanctions. Mais nous n'en sommes pas encore là. Le processus diplomatique se poursuit.

922 / 942 – Point de presse du 07/03/2014

Référence EPJ00282801

Texte Q – Le référendum en Crimée est-il légal ? R – Il est à la fois contraire à la constitution ukrainienne et au droit international. C'est non seulement la position de la France, que le ministre des affaires étrangères a rappelée ce matin, mais également celle de tous les membres de l'Union européenne, réaffirmée hier à l'issue de la réunion des chefs d'État et de gouvernements sur l'Ukraine. Q – Comment cela se trouve-t-il être contraire au droit international ? Il y a le droit à l'auto-détermination... R – Ce qui se déroule aujourd'hui en Crimée est contraire au droit international. Il y a un risque d'annexion d'une partie d'un État souverain. Il y a eu une violation de la souveraineté ukrainienne et nous avons appelé la Russie à faire revenir ses troupes vers leurs bases permanentes. Cette violation a été condamnée à la fois par la France, à titre national, et par l'Union européenne. Q – Y a-t-il aujourd'hui en Crimée des troupes russes supplémentaires à celles qui y étaient déjà stationnées ? R – Il y a une violation par la Russie de son accord bilatéral avec l'Ukraine. La demande que nous formulons est que les troupes russes retournent dans leurs casernes. Nous sommes également préoccupés par les entraves aujourd'hui opposées aux observateurs militaires de l'OSCE en Crimée. Un libre accès doit leur être garanti. Q – Et si la Crimée dit oui au référendum le 16 mars ? R – Nous considérons que le référendum est contraire à la fois à la constitution ukrainienne et au droit international. Q – Vladimir Poutine évoque le cas du Kosovo pour légitimer l'auto-détermination en Crimée. R – Il s'agit de deux situations très différentes : – premièrement, au Kosovo, il n'y avait pas de risque d'annexion d'une partie d'un État souverain par un autre État ; – deuxièmement, une résolution du conseil de sécurité des Nations unies (résolution 1244 du 10 juin 1999) avait impliqué toute la communauté internationale et mis en place sur le terrain, pour de nombreuses années, une administration provisoire des Nations unies ; – troisièmement, la cour internationale de justice avait été saisie. Elle a rendu en juillet 2010 une décision concluant à la conformité au droit international de la déclaration d'indépendance du Kosovo de 2008. Q – S'agissant des sanctions à l'encontre de Moscou, de quoi parle-t-on exactement ? M. Laurent Fabius a parlé d'« annulation »... Quelles sont les mesures décidées ou envisagées ? R – Une première série de mesures a été prise hier par l'Union européenne. La suspension des négociations avec la Russie sur les visas et sur l'accord global a été décidée. Cela va être mis en oeuvre tout de suite. Ensuite, s'il n'y a pas de désescalade, il y aura des mesures additionnelles, notamment des sanctions ciblées. Il peut s'agir de gel d'avoirs et de refus de visas. Nous n'en sommes pas encore là : ce que nous souhaitons, c'est une désescalade. Nous sommes ouverts au dialogue et souhaitons convaincre la Russie qu'il faut

apaiser les tensions et privilégier la voie diplomatique. Q – Quelles sont les possibilités diplomatiques dans les jours à venir pour parler directement avec les Russes ? R – Il n'y a pas de rencontre prévue à très court terme, mais nous sommes en contact permanent avec les autorités russes. Le dialogue est constant pour trouver une issue diplomatique à cette crise. Q – Avez-vous une réaction à l'affaire des écoutes téléphoniques du ministre des affaires étrangères estonien et de Mme Ashton ? R – Je n'ai pas de commentaire à formuler sur des propos qui auraient été enregistrés à l'insu des intéressés.

923 / 942 – Point de presse du 07/03/2014

Référence EPJ00282803

Texte Q – Où en est-on en Syrie ? R – Nous sommes mobilisés pour favoriser une transition et souhaitons que les discussions puissent reprendre rapidement. Une résolution a été adoptée concernant la situation humanitaire. Elle doit être mise en oeuvre le plus rapidement possible. Il faut que l'accès aux populations permette d'acheminer l'aide humanitaire et de protéger les populations contre les crimes commis par le régime. Q – Avec le blocage de la situation en Ukraine, ne pensez-vous pas que les Russes seront encore plus intransigeants ? R – On ne peut pas faire de lien entre les deux. Nous avons réussi à faire voter cette résolution à l'unanimité au conseil de sécurité. C'est la deuxième adoptée sur la Syrie en trois ans. C'est par un dialogue intense, notamment avec la Russie, que nous y sommes parvenus. La résolution prévoit un mécanisme de suivi. Le conseil de sécurité se réunira dans un mois pour entendre un rapport du secrétaire général des Nations unies et examiner les mesures qui s'imposent. Nous avons réagi, dès sa publication le 5 mars, au rapport de la commission d'enquête internationale sur les violations des droits de l'Homme en Syrie. Ce dernier porte sur la période du 15 juillet 2013 au 20 janvier 2014, marquée par l'intensification du conflit. Ce rapport, qui s'appuie sur plus de 550 témoignages, dénonce en particulier le recours par le régime au siège de villes et à la famine comme méthodes de guerre, ainsi que les campagnes de bombardements aériens prolongés, à la fois disproportionnées et indiscriminés sur des zones peuplées. À la suite de la résolution 2139 du conseil de sécurité, ce rapport vient détailler les méthodes abjectes et contraires au droit international humanitaire employées par le régime et que la France a toujours dénoncées. La France se joint à l'appel de la commission d'enquête pour la saisine de la cour pénale internationale. Il est crucial de lutter contre le sentiment d'impunité qui s'étend en Syrie. Dans ce contexte, la France soutiendra au conseil des droits de l'Homme à Genève le renouvellement du mandat de cette commission, dont les travaux sont indispensables pour documenter ces crimes en toute indépendance. Je signale également les enquêtes des journalistes sur l'utilisation du viol par le régime syrien pour terroriser les populations. Ce travail de vérité est important et montre à quel point le régime syrien ne recule devant aucune méthode. Nous ne renoncerons jamais à ce que la justice passe face à ces crimes. Q – Il y a des retards dans la destruction des armes chimiques. Où en est-on ? R – La mission conjointe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et des Nations unies supervise le démantèlement de l'arsenal chimique syrien. Une réunion s'est tenue récemment à La Haye pour faire un point d'étape. Le conseil exécutif de l'OIAC tient ces jours-ci une nouvelle session. Il y a eu des retards. Nous les avons dénoncés. Il est impératif que la Syrie respecte ses

obligations et en particulier l'échéance du 30 juin 2014.

924 / 942 – Point de presse du 06/03/2014

Référence EPJ00282103

Texte Q – La visite en France vendredi du président ukrainien par intérim Olexandre Tourtchinov et (ou) celle du Premier ministre Iatseniouk est-elle confirmée, comme cela avait été évoqué par Laurent Fabius hier ? R – Ces visites ne sont pas confirmées. Le ministre des affaires étrangères s'est longuement entretenu hier avec son homologue ukrainien, M. Andreï Dechtchitsa, auquel il a rappelé la mobilisation de la France pour permettre un dialogue constructif et une sortie de crise. Q – Une réaction à l'annonce d'un référendum sur un rattachement de la Crimée à la Russie ? R – Nous sommes attachés à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, dans le respect de la diversité de ce pays.

925 / 942 – Point de presse du 04/03/2014

Référence EPJ00281201

Texte M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, a participé hier à Bruxelles au conseil affaires étrangères de l'Union européenne consacré à l'Ukraine. Les ministres ont condamné la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine par la Russie. Ils ont appelé à une solution pacifique et au respect des principes du droit international. Les États membres concernés, dont la France, ont suspendu leur participation à la préparation du G8 à Sotchi en juin. En l'absence de désescalade de la part de la Russie, les États membres sont convenus que l'Union européenne prendra des décisions ayant une incidence sur sa relation avec la Russie, comme par exemple la suspension des négociations sur la question des visas et sur un nouvel accord global. D'autres mesures ciblées pourront être envisagées. Les ministres ont également rappelé l'attachement de l'Union européenne au caractère représentatif et inclusif des institutions ukrainiennes et à la protection des minorités. Ils ont réaffirmé leur engagement à apporter à l'Ukraine, dans le cadre des institutions financières internationales, l'assistance qui lui est nécessaire. Les États membres ont enfin décidé de travailler rapidement à la mise en oeuvre de sanctions visant les personnalités ukrainiennes coupables de détournement de fonds publics et de violations des droits de l'Homme. Q – Êtes-vous rassurés par les déclarations de Vladimir Poutine ce matin ? R – Ce que nous attendons de la Russie aujourd'hui, c'est une désescalade. Nous souhaitons des gestes et signaux clairs en faveur de la voie diplomatique et de l'apaisement. Comme M. Laurent Fabius l'a indiqué, il y a eu une violation du droit international. Il faut que la Russie respecte ses obligations internationales, à la fois les accords bilatéraux conclus avec l'Ukraine et le droit international public. Nous sommes fermes, mais évidemment ouverts au dialogue. Nous souhaitons favoriser une issue diplomatique – dans un cadre bilatéral bien sûr par un dialogue entre l'Ukraine et la Russie, comme dans celui du conseil de sécurité des Nations unies. La Russie est membre permanent du conseil de sécurité des Nations unies. C'est un partenaire important pour la France comme pour l'Union européenne. Nous souhaitons qu'un terme soit mis le plus rapidement possible cette crise – probablement la plus grave sur le continent européen depuis vingt ans. Q – Ces déclarations sont donc insuffisantes ? R – Il y a actuellement un processus de dialogue et d'échanges avec la Russie à la

fois dans un cadre bilatéral, avec l'Union européenne et également au sein du conseil de sécurité. Q – Les ministres des affaires étrangères des cinq membres permanents du conseil de sécurité seront demain à Paris pour la réunion du groupe international de soutien au Liban. Se réuniront-ils pour parler de la situation en Ukraine ? R – Nous mettrons à profit la présence des ministres des affaires étrangères pour favoriser le processus de désescalade et avoir un dialogue intense et nourri sur la situation en Ukraine. Q – Quand le groupe de contact dont la création a été annoncée se réunira-t-il ? Demain ? Ou attendra-t-on la réunion extraordinaire des chefs d'État ou de gouvernement de jeudi ? R – Nous sommes en train de travailler activement. Tout ce qui peut permettre de favoriser une désescalade et de créer un cadre de dialogue confiant avec la Russie sera soutenu par la France. Q – Vladimir Poutine a dit qu'il n'y aurait pas de recours pour l'instant aux troupes russes. Est-ce rassurant ou inquiétant ? R – Nous attendons de la part de la Russie des signaux clairs en faveur d'une désescalade et un respect du droit international. Q – Le conseil affaires étrangères de l'Union européenne d'hier a-t-il bien demandé à la Russie de retirer ses forces de Crimée ? Quels sont les termes employés ? R – Lorsque l'Union européenne indique attendre de la part de la Russie une désescalade, c'est évidemment au retrait militaire qu'il est fait référence. Les conclusions adoptées hier par le conseil affaires étrangères le mentionnent clairement (« The EU calls on Russia to immediately withdraw its armed forces to the areas of their permanent stationing, in accordance with the Agreement on the Status and Conditions of the Black Sea Fleet stationing on the territory of Ukraine of 1997 »). Q – Les agressions russes n'ont donc eu lieu qu'en Crimée ? R – À ma connaissance, oui. C'est l'enjeu aujourd'hui et l'origine de la crise. Un accord, datant de 1997, fixe les modalités de la présence militaire russe en Crimée. Mais la Russie, depuis quelques jours, ne respecte plus cet accord. C'est la raison pour laquelle nous parlons de violation des obligations internationales. Q – Aujourd'hui, il y a l'Ukraine catholique avec l'Europe, et l'Ukraine orthodoxe avec Moscou. R – Nous n'entrons pas dans ce type de considérations. L'Ukraine doit se rassembler autour de ses institutions et la démocratie doit l'emporter sur les oppositions entre communautés. Ce que nous souhaitons, c'est le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine. Une feuille de route a été adoptée, avec des élections qui s'annoncent. Il faut que les Ukrainiens se rassemblent dans la perspective de ces échéances et privilégient le débat démocratique. M. Laurent Fabius le répète souvent : « ce n'est pas l'Europe ou la Russie, c'est l'Europe et la Russie ». Nous sommes tous deux des partenaires de l'Ukraine. Il est de notre intérêt commun de favoriser le développement de l'Ukraine et sa pleine insertion au sein de la communauté internationale. Q – L'accord d'association UE-Ukraine exclut la possibilité pour l'Ukraine de rentrer dans l'union douanière eurasiatique proposée par la Russie. Le commissaire européen Füle l'a confirmé. R – Il n'y a pas de contradiction entre un partenariat fort entre l'Ukraine et l'Union européenne d'une part, et un partenariat étroit entre l'Ukraine et la Russie d'autre part. Ces deux mouvements doivent être complémentaires. Q – Gazprom vient d'annoncer la fin du rabais sur le prix de vente de gaz pour l'Ukraine... R – Ce que nous souhaitons, c'est le rétablissement d'un climat de confiance entre l'Ukraine et la Russie et, en ce moment, des signaux en faveur du dialogue et de l'apaisement.

926 / 942 – Point de presse du 03/03/2014

Référence EPJ00280204

Texte Q – Bonjour, la presse russe mentionne que la France livrera bientôt un navire Mistral à la Russie, conformément au contrat signé par le président Sarkozy. Est-ce que cette information correspond à la réalité, vu que la Russie s'apprête à réaliser une intervention militaire en Ukraine et mène déjà des opérations contre la flotte ukrainienne en Crimée ? R – Comme l'a indiqué ce matin M. Laurent Fabius en réponse à une question sur une éventuelle suspension de contrats entre la France et la Russie, « nous n'en sommes pas là. Pour le moment, nous essayons de stopper le mouvement russe en Ukraine et d'établir le dialogue »./.

927 / 942 – Point de presse du 21/02/2014

Référence EPJ00277101

Texte Q – Qu'en est-il de la situation à Kiev ? R – Je voudrais d'abord présenter les condoléances de la France aux familles et aux proches des victimes qui sont tombées au cours des derniers jours en Ukraine, victimes des violences et de la répression. M. Laurent Fabius était hier sur place, avec ses homologues polonais et allemand. La France s'est mobilisée pour faciliter une issue politique à cette crise dramatique que traverse l'Ukraine. Un certain nombre d'annonces sont intervenues ce matin. À l'heure où je vous parle, la situation reste encore très compliquée. Il importe que toutes les parties ukrainiennes confirment leur accord. M. Laurent Fabius suit en temps réel la situation et est en contact permanent avec ses homologues polonais et allemand. Il aura l'occasion de s'exprimer dans la journée en fonction des nouveaux développements qui pourraient intervenir à Kiev. Q – Un émissaire russe est arrivé. Croyez-vous à la responsabilité de la Russie dans l'aggravation de la crise ? R – L'objectif prioritaire, c'est de convaincre l'ensemble des parties ukrainiennes que seule une issue politique permettra de mettre un terme au bain de sang. Tous ceux qui peuvent contribuer à une issue politique sont les bienvenus. La Russie est un partenaire important pour l'Ukraine – et c'est aussi un partenaire important de la France. Nous avons avec elle un dialogue pour favoriser une issue politique à la crise ukrainienne. Q – Avez-vous des informations sur l'infiltration des manifestations antigouvernementales par des groupes fascistes qui seraient à l'origine des violences, contre la police en particulier ? R – Je n'ai pas d'information particulière. Ce qui est vrai, c'est qu'il existe effectivement un certain nombre de groupes extrémistes et ultranationalistes en Ukraine. Q – Quand peut-on s'attendre à la publication de la liste des sanctions et des personnes visées ? R – Le principe de sanctions a été adopté hier à Bruxelles. Mais pour le moment, le souhait de l'Union européenne est qu'un accord politique soit trouvé et que les violences s'arrêtent, afin qu'une perspective politique soit redonnée au peuple ukrainien. Q – Puis-je avoir des détails sur le contenu de l'accord politique encore en discussion ? R – Ce n'est pas à moi de vous indiquer le contenu de ce texte, qui doit recueillir l'accord de l'ensemble des parties ukrainiennes. Ce n'est pas la France qui en dicte le contenu : nous sommes des facilitateurs, qui essayons de convaincre l'ensemble des parties ukrainiennes qu'il faut sortir de cette crise par une solution politique.



928 / 942 – Point de presse du 20/02/2014

Référence EPJ00276502

Texte Q – Les représentants du groupe 5+1 (États–Unis, Chine, Russie, France, Grande–Bretagne et Allemagne) et l'Iran se sont mis d'accord sur un «cadre» fixant les prochaines négociations, prévues le 17 mars à Vienne. Quels sont les contours de ce «cadre» ? R – Les discussions entre le groupe des six et l'Iran viennent de s'achever à Vienne. L'objectif des négociations est de parvenir à un accord de long terme sur le programme nucléaire iranien, en vue de rétablir la confiance de la communauté internationale dans le caractère exclusivement pacifique de celui-ci. Ces discussions ont été utiles : elles ont permis de définir un cadre de travail et un agenda pour les prochains mois. Plusieurs réunions sont prévues d'ici le mois de juillet. Les sujets à traiter sont complexes. Nous attendons que l'Iran fasse la lumière sur tous les aspects de son programme nucléaire et prenne des mesures concrètes pour respecter l'engagement pris à Genève de ne pas chercher à acquérir l'arme nucléaire. La France est déterminée à jouer tout son rôle dans la négociation./.

929 / 942 – Tribune de presse

Référence EPJ00272002

Titre de la déclaration États–Unis – Politique étrangère – Tribune conjointe de M. François Hollande, président de la République, et de M. Barack Obama, président des États–Unis d'Amérique, dans le quotidien «Le Monde»

Bulletin d'actualités du 10 février 2014

930 / 942 – Point de presse du 11/02/2014

Référence EPJ00272702

Texte M. Thierry Repentin, ministre délégué chargé des affaires européennes, recevra demain Mme Marta Dassù, vice–ministre italienne des affaires étrangères. Cet entretien permettra de faire le point sur la préparation de la présidence italienne du conseil de l'Union européenne au second semestre 2014, dont les priorités rejoignent les nôtres. Les deux ministres évoqueront également les principales questions d'actualité : Partenariat oriental et relations avec la Russie, processus d'élargissement aux pays des Balkans occidentaux, négociations entre l'Union européenne et la Turquie, perspectives pour l'Europe de la défense à la suite du conseil européen de décembre 2013. M. Repentin et Mme Dassù auront par ailleurs un échange sur le projet de stratégie de l'Union européenne pour la région alpine, au lendemain de la réunion à Bruxelles des ministres des États alpins en présence de M. Johannes Hahn, commissaire européen chargé de la politique régionale.

931 / 942 – Point de presse du 11/02/2014

Référence EPJ00272704

Texte Q – Est–ce que vous avez une réaction à l'absence de la Russie et de la Chine à une réunion préparatoire sur le projet de texte humanitaire à l'ONU hier ? R – La France attache une grande importance à la discussion qui va s'engager au conseil de sécurité en vue de l'adoption d'un projet de résolution sur la situation

humanitaire en Syrie. La population syrienne subit depuis trois ans un conflit sanglant qui a fait plus de 130.000 victimes et des millions de personnes déplacées et réfugiées. Il est urgent que le conseil de sécurité soit en mesure de prendre des décisions, en particulier pour sécuriser, garantir l'accès humanitaire à la population syrienne et nous souhaitons que l'ensemble des membres du conseil de sécurité prenne part à cette discussion et permette au conseil d'adopter une résolution rapidement. Q – M. Lavrov a dit ce matin que ce projet était inacceptable. R – La discussion s'ouvre. Nous espérons qu'elle permettra de rapprocher les points de vue. Chacun devra prendre ses responsabilités. La France n'a qu'un seul objectif qu'elle défendra devant les membres du conseil de sécurité, celui de garantir l'accès humanitaire à la population syrienne.

932 / 942 – Point de presse du 10/02/2014

Référence EPJ00271904

Texte Q – Concernant la Syrie, le ministre ce matin a dit sur RTL qu'«en liaison avec toute une série d'autres pays» la France va déposer une résolution aux Nations unies en faveur d'une plus grande action sur l'humanitaire et pour ouvrir les villes aux médicaments et aux vivres. Pouvez-vous préciser de quoi il s'agit, et à quels pays il fait référence – et vous êtes-vous concertés avec la Chine et la Russie à ce sujet ? R – Des discussions sont en effet en cours à New York sur un projet de résolution relatif à la situation humanitaire en Syrie, à l'initiative de plusieurs de nos partenaires. Ce projet fait l'objet de consultations avec les membres du conseil de sécurité. Comme l'a indiqué ce matin M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, «nous demandons qu'il y ait une action beaucoup plus forte en ce qui concerne l'humanitaire, et qu'on ouvre les villes aux médicaments et aux vivres. Il est absolument scandaleux qu'on discute depuis déjà pas mal de temps, et qu'on continue à affamer les populations tous les jours.» La gravité de la situation affectant la population syrienne confirme l'urgence d'une mobilisation de la communauté internationale. Après l'accord conclu la semaine dernière concernant la vieille ville de Homs qui a permis l'évacuation de civils, les convois d'aide humanitaire sortant de la vieille ville ont été attaqués par des tirs de mortiers le 8 février. Ces attaques délibérées contre les civils et les travailleurs humanitaires sont inacceptables. Les bombardements se poursuivent en outre à Alep et ont à nouveau fait plusieurs centaines de morts durant la semaine dernière./.

933 / 942 – Point de presse du 07/02/2014

Référence EPJ00271806

Texte Q – Un homme d'affaires niçois a été interpellé la semaine dernière à Moscou et fait l'objet d'une demande d'extradition vers l'Ouzbékistan. Son avocat dénonce l'inaction du Quai d'Orsay. Qu'en est-il ? R – La France ne peut pas intervenir dans une procédure judiciaire. Elle exerce en revanche sa protection consulaire, conformément à la convention de Vienne. À travers son réseau diplomatique et consulaire, le ministère des affaires étrangères est très actif : nous rendons visite à nos compatriotes ; nous nous assurons que les droits de la défense sont garantis ; nous veillons à ce que nos ressortissants ne soient pas en difficulté sur le plan médical et puissent avoir des contacts avec leur famille. C'est évidemment le cas dans cette affaire.

934 / 942 – Point de presse du 28/01/2014

Référence EPJ00268203

Texte M. Thierry Repentin, ministre délégué chargé des affaires européennes, accueille demain son homologue roumain, M. George Ciamba. Le ministre délégué évoquera la préparation du Conseil européen de mars prochain sur l'énergie, le climat et l'industrie, l'approfondissement de l'Union économique et monétaire, la réalisation de l'Union bancaire ainsi que la perspective des élections européennes de mai prochain. Les échanges porteront également sur la situation en République centrafricaine, la situation en Ukraine et les relations entre l'Union européenne et la Russie au lendemain du sommet du 28 janvier. Sur le plan bilatéral, les ministres évoqueront la mise en oeuvre du partenariat stratégique franco-roumain, et notamment les échanges commerciaux entre les deux pays et la coopération franco-roumaine en matière de sécurité intérieure.

935 / 942 – Point de presse du 28/01/2014

Référence EPJ00268206

Texte Q – Alors que se tient le sommet UE/Russie, quelle est la position de la France sur les visas pour les Russes ? R – Nous souhaitons, de façon générale, favoriser la mobilité entre les pays de l'Union européenne et la Russie. Je rappelle la position qui a été exprimée par Laurent Fabius à ce sujet : la France est favorable à la libéralisation à terme des visas avec la Russie, c'est-à-dire à la levée de l'obligation de visas pour les courts séjours. Une première étape a été franchie avec la publication du rapport de la Commission européenne qui fait le point sur l'état de la législation russe. Un groupe de travail a été constitué de façon à réfléchir aux réformes nécessaires pour pouvoir aborder cette négociation avec la Russie. Q – Quelles seraient les conditions pour une levée complète pour des visas de courts séjours ? R – Une négociation est en cours avec les autorités russes et il y a aujourd'hui un sommet Union européenne–Russie. Il faut qu'un certain nombre de conditions soient remplies. Nous souhaitons favoriser la mobilité et faciliter voire supprimer les visas de court séjour pour certaines catégories comme les étudiants, les responsables d'entreprise, les journalistes. Pour mémoire, je rappelle que la Russie se situe au premier rang de notre activité mondiale en matière de délivrance de visas de court séjour avec 424 000 visas délivrés en 2013, dont 406 784 visas de courts séjours.

936 / 942 – Point de presse du 21/01/2014

Référence EPJ00264201

Texte M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, a participé hier à Bruxelles au conseil Affaires étrangères de l'Union européenne. La réunion a notamment permis de prendre des décisions sur les questions suivantes : – République centrafricaine : le conseil a approuvé le principe d'une opération militaire de l'Union européenne en République centrafricaine. Elle prendra en charge, pour une durée de 4 à 6 mois, des missions à Bangui, comme la sécurisation de l'aéroport, en soutien de la force africaine et de l'opération Sangaris. Nos partenaires européens annonceront prochainement les modalités de leur

contribution à cette force, qui témoigne de l'engagement de l'Union européenne en faveur d'une sortie de crise ; – Iran : les États membres ont adopté la décision et le règlement suspendant certaines des sanctions contre l'Iran, pour une période de six mois, conformément aux dispositions de l'accord intérimaire signé à Genève en novembre dernier ; – Syrie : les ministres ont adopté des conclusions rappelant leur attachement à la conférence de Genève II. Ils se sont félicités de la courageuse décision de la coalition nationale syrienne d'y prendre part. Les ministres ont rappelé que tous les États participants devaient accepter les principes édictés lors de la première conférence de Genève. L'Union européenne a réaffirmé l'importance de maintenir un fort engagement humanitaire en direction de l'ensemble de la population syrienne ; – Ukraine : les ministres ont adopté des conclusions marquant leur inquiétude face aux développements de la situation politique en Ukraine ; – Russie : les ministres ont discuté de la préparation du sommet UE–Russie du 28 janvier et des moyens de relancer la relation de l'Union européenne avec ce partenaire important.

937 / 942 – Point de presse du 17/01/2014

Référence EPJ00262901

Texte M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, participera le 20 janvier à Bruxelles au conseil affaires étrangères de l'Union européenne. Cette réunion permettra d'aborder les questions suivantes : – République centrafricaine : les ministres feront le point sur la situation et les moyens permettant aux Européens de contribuer à la stabilisation de la RCA, y compris dans le domaine militaire ; – Iran : la discussion portera sur la mise en oeuvre de l'accord intérimaire conclu le 24 novembre 2013 à Genève avec les Iraniens, notamment par l'Union européenne (suspension de certaines sanctions pour une durée de six mois). Mme Catherine Ashton présentera son évaluation de la mise en oeuvre de l'accord ; – Syrie : les ministres évoqueront la préparation de la conférence de Genève II/Montreux, prévue le 22 janvier, et le processus de destruction de l'arsenal chimique conduit par l'Organisation internationale pour l'interdiction des armes chimiques ; – Égypte : un échange est prévu sur la situation au lendemain du référendum organisé sur le projet de Constitution ; – processus de paix au Proche-Orient : les États membres rappelleront leur soutien à la relance des négociations et leur disponibilité à appuyer ces efforts ; – Afghanistan : un point sera fait sur la situation intérieure à la veille des élections présidentielles prévues en avril et sur le rôle de l'Union européenne dans ce pays ; – sommet UE–Russie du 28 janvier : la préparation de cette échéance sera abordée à l'occasion du déjeuner de travail des ministres ; – Soudan du Sud : les États membres évoqueront la situation sur le terrain et la médiation de l'autorité intergouvernementale pour le développement. Un conseil de coopération UE–Irak sera organisé en marge de cette session.

938 / 942 – Point de presse du 16/01/2014

Référence EPJ00261901

Texte Au point de presse de ce jour, le porte-parole a fait les déclarations et a répondu aux questions suivantes : >1 – Financements innovants du développement – Déplacement au Nigeria de M. Pascal Canfin (17 janvier 2014)</span> M. Pascal Canfin, ministre délégué chargé du

développement, participera demain à Abuja à la 12e session plénière du groupe-pilote sur les financements innovants du développement. Cette plate-forme – qui réunit 64 pays, des organisations internationales ainsi que des organisations non gouvernementales – encourage les financements innovants du développement et la mise en place de projets-pilotes. La réunion d'Abuja sera l'occasion d'échanger sur le rôle des financements innovants dans l'agenda du développement des Nations unies pour l'après-2015. Elle permettra également de faire le point sur les financements en faveur du climat, dans la perspective de la 21e conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, que nous organiserons à Paris en 2015.

2 – Liban – Ouverture du procès au Tribunal spécial pour le Liban La France salue l'ouverture, aujourd'hui, du procès au Tribunal spécial pour le Liban. Il jugera les personnes accusées d'avoir perpétré l'attentat du 14 février 2005, qui a tué l'ancien Premier ministre du Liban, M. Rafik Hariri, et fait 22 autres victimes, ainsi que de nombreux blessés. Ce procès très attendu, notamment par les familles des victimes mais aussi par la communauté internationale, marque une étape décisive dans la lutte contre l'impunité des actes terroristes. La France est attachée à ce que le Tribunal, créé par la résolution 1757 du conseil de sécurité des Nations unies, puisse mener sa mission jusqu'à son terme, en toute indépendance et dans la sérénité. Dans le contexte actuel de tensions sécuritaires et à la suite des attentats de ces derniers mois, la France soutient la détermination des autorités libanaises dans ce combat contre toutes les formes de terrorisme et leur engagement à lutter contre l'impunité.

3 – Bahreïn – Reprise du dialogue national Nous saluons l'initiative prise par le prince héritier du Bahreïn pour relancer le dialogue national. Il importe désormais que les autorités et l'opposition s'accordent sur des réformes prenant en compte les aspirations de l'ensemble des Bahreïniens. Seule la reprise d'un dialogue inclusif permettra de garantir un apaisement durable des tensions, dans le respect des droits de l'Homme et de l'État de droit.

4 – Ukraine Q – Est-ce que la France va modifier sa position sur la poursuite de la mise en oeuvre du «Partenariat oriental» de l'UE par rapport à l'Ukraine? Est-ce que la France va soulever la question sur l'Ukraine lors du sommet Russie – UE, qui aura lieu les 27-28 janvier à Bruxelles ? En particulier, va-t-on à Paris demander une explication de la pression de Moscou sur l'Ukraine ? Quelle est la position sur le développement des relations entre l'Ukraine et l'UE dans un format trilatéral ? Le Sénat américain a adopté une résolution sur l'Ukraine. Est-ce que les autorités françaises envisagent des mesures de leur part ? Est-ce que la France va imposer des sanctions contre les responsables ukrainiens ? R – La France suit avec attention la situation politique en Ukraine et a des échanges réguliers tant avec les autorités ukrainiennes qu'avec les principaux responsables de l'opposition. Nous estimons que c'est avant tout par le dialogue que des solutions politiques doivent être trouvées. Nous avons exprimé hier notre préoccupation face aux agressions contre des responsables politiques et des journalistes. S'agissant du rapprochement entre l'Ukraine et l'Union européenne, la France a pris acte de la décision du président Ianoukovitch de ne pas signer l'accord d'association. Le conseil Affaires étrangères du 16 décembre dernier a rappelé que l'offre européenne reste sur la table.

5 – Syrie Q – Comment la France estime la

destruction des armes chimiques en Syrie ? Quel est le rôle des experts français ? R – La France soutient les efforts pour un démantèlement complet et vérifié de l'arsenal chimique syrien. Elle a mis ses meilleurs experts à la disposition de l'Organisation internationale pour l'interdiction des armes chimiques et s'est mobilisée pour que l'Union européenne puisse contribuer au processus de destruction. L'OIAC a constaté que si la date du 31 décembre 2013 pour l'évacuation des agents chimiques les plus dangereux n'a pu être respectée, l'échéance de fin juin 2014 pour la destruction n'est pas remise en cause. Nous restons vigilants sur l'ensemble du processus. S'agissant du conditionnement et de l'acheminement des produits jusqu'au port de Lattaquié, ils relèvent de la responsabilité première des autorités syriennes. Ces dernières doivent remplir leurs obligations dans les plus brefs délais.

6 – Kurdes

Q – Comment la France estime les perspectives de la création d'un État Kurde indépendant ? Quelle est la position française à ce sujet ? R – La France est attachée aux droits et à la protection des différentes communautés, dans le respect des frontières internationalement reconnues.

7 – Presse britannique

Q – Qu'avez-vous à dire sur la réponse donnée par l'ambassade française au Royaume Uni aux commentaires publiés dans la presse britannique sur la politique économique menée par le gouvernement français ? Vous partagez les commentaires faits dans cette réponse-là sur, par exemple, le système de santé NHS ? En général, qu'est-ce que vous pensez sur des informations publiées récemment dans quelques médias anglo-saxons (Newsweek, notamment) sur la situation économique de la France ? R – À la suite d'un article du quotidien britannique City A.M., l'ambassade de France à Londres a souhaité corriger plusieurs affirmations inexactes sur notre pays. Au-delà du rétablissement des faits, nous n'avons pas à commenter des analyses de presse./.

939 / 942 – Point de presse du 16/01/2014

Référence EPJ00262404

Texte Q – Est-ce que la France va modifier sa position sur la poursuite de la mise en oeuvre du «Partenariat oriental» de l'UE par rapport à l'Ukraine? Est-ce que la France va soulever la question sur l'Ukraine lors du sommet Russie – UE, qui aura lieu les 27–28 janvier à Bruxelles ? En particulier, va-t-on à Paris demander une explication de la pression de Moscou sur l'Ukraine ? Quelle est la position sur le développement des relations entre l'Ukraine et l'UE dans un format trilatéral ? Le Sénat américain a adopté une résolution sur l'Ukraine. Est-ce que les autorités françaises envisagent des mesures de leur part ? Est-ce que la France va imposer des sanctions contre les responsables ukrainiens ? R – La France suit avec attention la situation politique en Ukraine et a des échanges réguliers tant avec les autorités ukrainiennes qu'avec les principaux responsables de l'opposition. Nous estimons que c'est avant tout par le dialogue que des solutions politiques doivent être trouvées. Nous avons exprimé hier notre préoccupation face aux agressions contre des responsables politiques et des journalistes. S'agissant du rapprochement entre l'Ukraine et l'Union européenne, la France a pris acte de la décision du président Ianoukovitch de ne pas signer l'accord d'association. Le conseil Affaires étrangères du 16 décembre dernier a rappelé que l'offre européenne reste sur la table.

940 / 942 – Point de presse du 13/01/2014

Référence EPJ00260402

Texte M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, a reçu ce matin son homologue russe, M. Sergueï Lavrov. Cet entretien, qui se tenait au lendemain de la réunion du «Core group» des Amis de la Syrie, a permis de faire le point sur la préparation de la conférence de Genève II, ainsi que sur les autres sujets régionaux, notamment l'Iran. Les deux ministres ont également évoqué les principaux projets de coopération bilatérale et sont convenus de travailler conjointement pour soutenir les investissements russes en France et français en Russie. M. Laurent Fabius a exprimé le souhait qu'une attention particulière soit accordée à la mobilité entre nos deux pays, en particulier s'agissant des étudiants.

941 / 942 – Point de presse du 09/01/2014

Référence EPJ00259502

Texte Q – Une rencontre Lavrov–Kerry est prévue lundi à Paris. M. Fabius va-t-il y participer ? Une rencontre avec les deux ministres est-elle prévue ? R – M. Laurent Fabius rencontrera plusieurs de ses homologues dans les prochains jours dont naturellement M. Kerry et M. Lavrov. Nous vous tiendrons informés./.

942 / 942 – Point de presse du 09/01/2014

Référence EPJ00259612

Titre de la déclaration Japon – Point de presse conjoint de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense et de leurs homologues japonais

Bulletin d'actualités du 09 janvier 2014